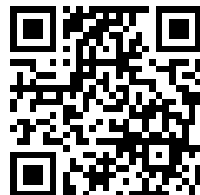

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<http://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



1905
R454
V.2

NORTHWESTERN
UNIVERSITY
LIBRARY



EVANSTON
ILLINOIS

REVUE
DES
QUESTIONS HISTORIQUES

T. II. 1^{er} JANVIER 1867.

REVUE
2
DES
QUESTIONS HISTORIQUES

PREMIÈRE ANNÉE

TOME DEUXIÈME

PARIS

BUREAUX DE LA REVUE

LIBRAIRIE DE VICTOR PALMÉ, ÉDITEUR

RUE DE GRENELLE SAINT-GERMAIN, 25

1867

L 905

R 454

v. 2

LE

RECENSEMENT DE QUIRINIUS

TÉMOIGNAGES HISTORIQUES RELATIFS A UN PASSAGE
DE L'ÉVANGILE DE SAINT LUC.

- I. *Le recensement de Quirinius en Judée*, par Henri Lutteroth, br. in-8° de 135 p. Paris, Ch. Meyrueis, 1863. — II. *De la croyance due à l'Évangile*, etc., par M. Wallon, 2^e édit., in-8°. Paris, 1866. (Ch. III, *Le recensement de Quirinius*, p. 329-374.) — III. *Ueber den Statthalter Quirinius*, von Prof. D. Aberle. — IV. *Res gestæ divi Augusti ex monumentis Ancyrano et Apolloniensi*. Edidit Th. Mommsen. Berolini, apud Weidmannos, 1863, in-8°. (Voy. l'appendice intitulé : *De P. Sulpicii Quirini titulo Tiburtino*, p. 111-129.)
-

Parmi les questions qui ont le plus exercé la critique religieuse et historique, est le fameux passage de saint Luc, conçu en ces termes :

Chap. II, § 1. *Vers ce même temps, on publia un édit de César Auguste, pour faire un dénombrement des habitants de toute la terre.*

§ 2. *Ce fut le premier dénombrement qui se fit par Cirinus (Quirinius), gouverneur de Syrie.*

Dans ces derniers temps, des travaux importants ont été publiés, des monuments épigraphiques ont été découverts; ils ont donné lieu à de savantes discussions; on a éclairci les questions obscures de l'administration romaine, des institutions hébraïques, des usages religieux, civils et politiques tant des Romains que des Juifs; les publications de Borghesi sur l'organisation de l'Empire, expliquée par les inscriptions mises en harmonie avec les textes; celles de Théodore Mommsen

sur les textes d'Ancyre et de Tivoli, ont jeté un jour nouveau peut-être sur cette question tant controversée, et il importe aujourd'hui de se faire une idée exacte de l'état de la science sur ce point dans le domaine légitime où elle peut s'exercer.

Nous diviserons cette étude en trois parties. Dans la première, nous exposerons, avec une entière liberté et sans aucune réticence, la difficulté à laquelle cette question peut encore donner lieu, en présence des faits nouveaux qui se sont produits ;

Dans la seconde, nous analyserons les opinions des divers savants qui s'en sont le plus récemment occupés ;

Dans la conclusion, enfin, nous tenterons, à notre tour, une explication, à l'aide des documents découverts et des discussions de nos devanciers.

I.

On lit dans l'évangile de saint Matthieu, chapitre II, § 1 :

« *Jésus étant né à Bethléem, ville de Judée, au temps du roi Hérode, des mages arrivèrent d'Orient à Jérusalem.* »

Or l'historien Josèphe rapporte qu'une sédition éclata pendant la dernière maladie d'Hérode, sur le bruit, faussement répandu, de sa mort, et il ajoute qu'« en cette même nuit, eut lieu une éclipse de lune ¹. » Josèphe raconte ensuite que la maladie du Roi fit de continuels progrès et qu'il mourut peu de temps après, à l'approche de la fête de Pâques de la même année ², trente-sept ans après avoir été déclaré, à Rome, roi des Juifs, et trente-quatre ans après avoir chassé Antigone ³.

Keppler a démontré que l'année 750 de Rome (4 avant l'ère vulgaire), est la seule où la condition d'une éclipse de lune se réalise avant Pâques. Cette éclipse a eu lieu le 13 mars et Pâques est tombé cette année-là, le 11 avril, c'est-à-dire 29 jours après. Hérode a dû mourir le 2 ou le 3 avril de l'an 750 (4 avant l'ère vulgaire), d'après les calculs de Keppler ⁴.

¹ Καὶ ἡ σελήνη δὲ τῇ αὐτῇ νυκτὶ ἐξέλιπεν. Fl. Joseph., *Antiq. Jud.*, I. XVII, c. vi, § 4.

² *Id.*, *ibid.*, I. XVII, ch. ix, § 3.

³ *Id.*, *ibid.*, I. XVII, ch. viii, § 1.

⁴ « Herodes mortuus anno [juliano] 42, octo vel novem diebus ante Pascha. »

Il faut donc que Jésus-Christ soit né avant le 3 avril de l'an 4 avant l'ère vulgaire. On sait que c'est Denys le Petit qui, au vi^e siècle seulement, a commis la grave erreur de faire commencer notre ère quatre ou cinq ans après la naissance du Sauveur.

Au même chapitre II, saint Matthieu raconte la fuite en Egypte et le massacre des enfants, ordonné par Hérode, enfin la mort de ce prince. Ces événements sont postérieurs de plusieurs mois à la naissance de Jésus-Christ. En effet, Hérode, qui ne paraît pas avoir été malade alors, d'après saint Matthieu, rassembla tous les principaux sacrificateurs et les scribes du peuple, et leur demanda où le Christ devait naître (ch. II, § 4). Ils lui répondirent que c'était à Bethléem (§ 5). « Alors, ayant appelé, en secret, les mages, il s'informa d'eux exactement du temps auquel ils avaient vu l'étoile » (§ 7). Il les envoya alors à Bethléem (§ 8). L'ange apparut à Joseph et lui ordonna d'aller en Egypte avec la mère et l'enfant, jusqu'à la mort d'Hérode (§ 13-15). Ce dernier fit ensuite mourir « tous les enfants qui étaient dans Bethléem et dans son territoire *depuis ceux de deux ans et au-dessous, selon le temps dont il s'était exactement informé des mages* (§ 16).

Si l'on considère toutes les circonstances qui ont suivi la naissance du Christ et précédé, d'après saint Matthieu, la mort d'Hérode : l'arrivée des Mages, leur voyage à Bethléem, le temps nécessaire pour accomplir le voyage de Jérusalem en Egypte, le séjour qu'y firent Jésus, sa mère et Joseph, car il est dit, au § 15, « Et il (Joseph) y demeura jusqu'à la mort d'Hérode ; » si l'on remarque, d'autre part, que saint Luc place la circoncision du Christ, huit jours après sa naissance (ch. II, § 21) ; qu'Hérode fit tuer tous les enfants au-dessous de deux ans, ce qui donne à penser qu'un temps assez considérable s'était écoulé entre la naissance du Christ et le massacre, — on sera amené forcément à placer cette naissance avant le commencement de l'an 750, c'est-à-dire antérieurement à l'an 4 avant l'ère vulgaire. Il faudra donc, de toute nécessité, placer la

Or, l'an 42 de la période Julienne correspond à 750 de Rome. Voy. J. Keppler, *De Jesu Christi servat. nostri vero anno natalitio*. Franco-Furti, 1606, in-4°, p. 21-22. Conf. Le Mém. de Fréret : *Eclaircissement sur l'année et sur le temps précis de la mort d'Hérode le Gr., roi de Judée*. Mém. de l'Académie des Inscriptions et B. L., t. XXI (ancien recueil), 29 mars 1748, p. 278-298. Paris, 1754.

naissance de Notre-Seigneur avant la fin de l'an 749 de Rome, c'est-à-dire avant la fin de l'an 5 avant l'ère vulgaire.

M. Wallon se prononce pour l'an 747 de Rome, c'est-à-dire pour l'an 7 avant l'ère vulgaire ¹, et, comme ce savant fait mourir le Christ l'an 33 de notre ère, il faudrait, dans ce système, qu'il fût âgé de trente-huit ans, et qu'il en eût eu trente-cinq lorsqu'il reçut le baptême; car saint Luc dit, au ch. III, § 1-3, que c'est la 15^e année de l'empire de Tibère César, que Jean prêcha le baptême et que Jésus fut baptisé (§ 21), et le même évangéliste ajoute, au même chapitre, que « Jésus était alors âgé d'environ trente ans » ὥστε ἐτῶν τριάκοντα (§ 23). Or, « environ trente ans » ne paraît pas s'accorder facilement avec cet âge de trente-cinq ans. Mais ce n'est pas là la principale difficulté. M. Lutteroth place la naissance du Christ après la Pâque de 748, l'an 6 avant l'ère vulgaire ², son baptême entre l'automne de 778 et la Pâque de 779 (an 25-26 de l'ère vulgaire) et sa mort en 782 (29 de l'ère vulgaire ³), à l'âge de trente-cinq ans, et, pour justifier cette chronologie, il fait commencer le règne de Tibère, non à la mort d'Auguste, en 767 de Rome (14 de l'ère vulgaire), mais à l'association de ce prince à l'Empire, en 764 (11 de l'ère vulgaire ⁴).

Abordons maintenant le fameux passage de saint Luc.

Voici d'abord la traduction communément adoptée :

Saint Jean est né 6 mois avant le Christ ⁵. Elisabeth, ayant enfanté Jean, il est dit au chapitre 1 :

(Version de M. de Sacy.)

« § 80. Or l'enfant croissait et se fortifiait en esprit et il demeurait dans le désert jusqu'au jour où il devait paraître devant le peuple d'Israël.

« Ch. II, § 1. Vers ce même temps, on publia un édit de César Auguste pour faire un dénombrement des habitants de toute la terre.

¹ *Mémoire sur les années de Jésus-Christ*. Paris, impr. imp., 1838.

² *Le recensement de Quirinius en Judée*, p. 46-47.

³ *Id.*, p. 48.

⁴ *Id.*, p. 52 et suiv.

⁵ « Et voilà : Elisabeth ta cousine, » dit l'ange à Marie, à l'heure même de la conception, « a aussi conçu un fils en sa vieillesse, et c'est ici le sixième mois de la grossesse de celle qui était appelée stérile. » Luc, I, § 36.

« ¶ 2. Ce fut le premier dénombrement, qui se fit par Cirinus, gouverneur de Syrie.

« ¶ 3. Et comme tous allaient se faire enregistrer chacun dans sa ville,

« ¶ 4. Joseph partit aussi de la ville de Nazareth, qui est en Galilée, et vint en Judée à la ville de David appelée Bethléem, parce qu'il était de la maison et de la famille de David,

« ¶ 5. Pour se faire enregistrer avec Marie son épouse qui était grosse.

« ¶ 6. Pendant qu'ils étaient là, il arriva que le temps auquel elle devait accoucher s'accomplit :

« ¶ 7. Et elle enfanta son fils premier né; et l'ayant emmaillotté, elle le coucha dans un crèche parce qu'il n'y avait point de place pour eux dans l'hôtellerie. »

D'autres traductions de ce fameux passage diffèrent sensiblement de celle-ci. Mais comme le texte original est en grec, il est facile, à ce qu'il semble, de s'entendre.

Voici le mot-à-mot des versets qui précèdent :

Or le petit enfant croissait et se fortifiait en esprit, et il était dans les déserts jusqu'au jour de sa manifestation [ou présentation] devant Israël ¹.

Or il arriva en ces jours-là [qu']il sortit un édit de la part de César Auguste [pour] recenser toute la [terre] habitée ².

Ce premier recensement eut lieu, Quirinius gouvernant [ou administrant] la Syrie ³.

Et ils se transportaient tous pour être enregistrés, chacun dans [sa] propre ville ⁴.

Et monta aussi Joseph de la Galilée, de la ville de Nazareth vers la Judée, vers la ville [de la tribu] de David, laquelle est appelée Bethléem, à cause de ce qu'il était lui-même de la maison et de la famille de David ⁵;

¹ Τὸ δὲ παιδίον ἤρξαντο καὶ ἐκραταιοῦτο πνεύματι· καὶ ἦν ἐν ταῖς ἐρήμοις ἕως ἡμέρας ἀναδείξεως αὐτοῦ πρὸς τὸν Ἰσραήλ.

² Ἐγένετο δὲ ἐν ταῖς ἡμέραις ἐκείναις, ἐξῆλθε δόγμα παρὰ Καίσαρος Αὐγούστου, ἀπογράφεσθαι πᾶσαν τὴν οἰκουμένην.

³ Αὕτη ἡ ἀπογραφὴ πρώτη ἐγένετο ἡγεμονεύοντος τῆς Συρίας Κυρηνίου.

⁴ Καὶ ἐπορεύοντο πάντες ἀπογράφεσθαι, ἕκαστος εἰς τὴν ἰδίαν πόλιν.

⁵ Ἀνέβη δὲ καὶ Ἰωσήφ ἀπὸ τῆς Γαλιλαίας, ἐκ πόλεως Ναζαρέθ, εἰς τὴν Ἰουδαίαν, εἰς πόλιν Δαυὶδ, ἧτις καλεῖται βηθλεέμ, διὰ τὸ εἶναι αὐτὸν ἐξ οἴκου καὶ πατρὸς Δαυὶδ.

Pour être enregistré avec Marie, épouse ayant été mariée à lui, étant enceinte ¹.

Or, il arriva [que] pendant qu'ils étaient là, les jours furent accomplis de son accouchement ².

Et elle accoucha de son fils, le premier né, et elle l'enveloppa de langes et elle le coucha dans la crèche parce qu'il n'y avait pas pour eux de place dans l'auberge ³.

Il faut remarquer que la traduction de de Sacy n'est pas littérale lorsqu'elle dit, pour le dernier verset du chapitre 1 : « Jusqu'au jour où il [Jean] devait paraître devant le peuple d'Israël. »

M. Henri Lutteroth a montré qu'ἀνάδειξις peut signifier la présentation et qu'il serait parlé ici, non du commencement des prédications de Jean, qui n'eurent lieu que l'an 15° du règne de Tibère, mais de la cérémonie de la majorité religieuse, fixée à l'âge de douze ans chez les Juifs. Il s'agirait donc de la présentation de Jean au temple ⁴, et de la première assistance à la Pâque.

Il faut remarquer ensuite que le nom Κυρηνίος ne saurait avoir pour équivalent Cirinus, qui est barbare, mais Quirinius. Il s'agit en effet d'un personnage bien connu, qui figure dans les fastes consulaires, l'an 742 de Rome (12 avant l'ère vulgaire), sous le nom de P. Sulpicius Quirinius, qui abdiqua cette magistrature et fut remplacé au mois d'août de la même année par L. Volusius Saturninus. Il n'est pas dit dans le texte que le recensement se fit « par » Quirinius, mais pendant que Quirinius administrait la Syrie, c'est-à-dire pendant qu'il était *legatus Augusti pro prætore* de cette province.

De Sacy traduit : « Pour se faire enregistrer avec Marie son épouse qui était grosse. » Et le grec doit signifier, suivant M. Lutteroth : « pour être enregistré avec Marie, qu'il avait épousée lorsqu'elle était grosse » μεμνηστευμένη est un parfait : *ayant été épousée*. Mais ces mots : « étant grosse » semblent bien se rapporter cependant à l'époque de leur voyage à Bethléem. Que

¹ Ἀπογράψασθαι σὺν Μαρίας τῇ μεμνηστευμένῃ αὐτοῦ γυναικί, οὕση ἐγκύω.

² Ἐγένετο δὲ ἐν τῇ εἶναι αὐτοὺς ἐκεῖ, ἐπλήσθησαν αἱ ἡμέραι τοῦ τεκεῖν αὐτήν.

³ Καὶ ἔτεκε τὸν υἱὸν αὐτῆς τὸν πρωτότοκον, καὶ ἐσπαργάνωσεν αὐτὸν καὶ ἀνέκλινεν αὐτὸν ἐν τῇ φάτνῃ, διότι οὐκ ἦν αὐτοῖς τόπος ἐν τῷ καταλύματι.

⁴ Le recensement de Quirinius en Judée, p. 31 et suiv. Paris, 1863.

Marie fût grosse lorsque Joseph l'épousa, cela est établi par saint Mathieu ¹ (ch. 1, v. 18 et 19). Il importe donc assez peu, à ce qu'il semble, que la grossesse de Marie s'entende de l'époque du mariage ou de celle de l'arrivée à Bethléem.

Sans vouloir passer en revue les autres traductions, je remarquerai qu'il en est qui renferment de véritables contresens. Ainsi Herwart traduit le v. 2 du ch. 11 de saint Luc : « Ce dénombrement se fit *avant que* Quirinius fût gouverneur de Syrie ². » Ce qui est absolument inadmissible. Cette traduction, qui lèverait toute difficulté, et qui a été longuement discutée par M. Lutteroth et par M. Wallon, pour être rejetée par le premier et adoptée, faute de mieux, par le second, n'est pas nouvelle d'ailleurs et, malgré les exemples allégués, elle ne sera admise par aucun helléniste.

M. Lutteroth, qui voit dans les v. 6 et 7 du ch. 11 de saint Luc relatifs à la naissance du Christ, le récit d'un fait étranger à la narration qui précède et antérieur de 12 ans « au recensement de Quirinius, » traduit : ἐγένετο δὲ ἐν τῷ εἶναι αὐτοὺς ἐκεῖ, « c'est là aussi qu'ils étaient..., » en *accentuant*, comme il le dit, ce membre de phrase, pour avertir le lecteur qu'il s'agit d'une autre époque ³. Le mot *aussi* n'est pas dans le texte. Or M. Lutteroth fait plus que d'*accentuer*, il *ajoute*, et le grand défaut de son explication est de scinder le récit de saint Luc et de faire considérer comme la circonstance principale le recensement, tandis que la naissance du Christ devient la circonstance accessoire.

Il y a trois faits distincts dans les versets rapportés plus haut : la majorité de Jean, l'édit de Quirinius et la naissance du Christ. Il est impossible qu'ils soient simultanés. Si Jean a douze ans au moment de l'édit de Quirinius, Jésus en a onze et demi, et le recensement ne peut coïncider avec sa naissance. Si le recensement coïncide avec la naissance du Christ, le verset

¹ « Quant à la naissance de [Jésus] Christ elle arriva de cette sorte. Marie, sa mère, ayant épousé Joseph, fut reconnue grosse ayant conçu dans son sein [par l'opération] du Saint-Esprit, avant qu'ils eussent été ensemble. Τοῦ δὲ Χριστοῦ ἡ γέννησις οὕτως ἦν· μνηστευθείσης τῆς μητρὸς αὐτοῦ Μαρίας τῷ Ἰωσήφ, πρὶν ἢ συναλθεῖν αὐτοὺς εὐρέθῃ ἐν γαστρὶ ἔχουσα ἐκ πνεύματος ἁγίου.

² *Chronologia nova, vera et ad calculum astronomicum revocata*. Munich, 1612, in-4°, ch. CCXLI, p. 188-201. Beaucoup de traductions modernes reproduisent cette erreur intentionnelle.

³ *Le recensement de Quirinius*, p. 41-42.

relatif à la majorité de Jean n'a aucun lien avec le chap. II et n'est qu'une anticipation de douze ans sur les faits exposés dans ce chapitre.

En résumant le récit évangélique et en le prenant dans le sens vulgaire et, pour ainsi dire, consacré, un édit est rendu par Auguste pour recenser toute la terre, Quirinius étant gouverneur en Syrie, Joseph et Marie se rendent à Bethléem pour être recensés et c'est en ce lieu que le Christ vient au monde. Ces événements sont antérieurs à la majorité de Jean, bien que cette majorité soit rapportée dans le dernier verset du chapitre précédent.

Or nous avons vu précédemment que le Christ étant né sous Hérode (S. Mathieu, ch. II, v. 1) et Hérode étant mort l'an 750 de Rome (4 avant l'ère vulgaire), il faut que le Christ soit né en 749 (5 avant l'ère vulgaire), ou même en 748 (6 avant l'ère vulgaire).

Il faut donc trouver un recensement de la terre l'an 5 ou 6 avant notre ère.

Les recensements généraux du règne d'Auguste sont parfaitement connus, et ils le sont par des documents officiels et indiscutables, comme le testament d'Auguste conservé sur le monument d'Ancyre, dont le complément a été récemment découvert par M. Perrot ¹.

Il résulte du rapport d'Auguste lui-même qu'il a fait trois fois le cens et le lustre qui n'avait pas été accompli depuis quarante-et-un ans. En effet le lustre précédent, qui était le 67^e, est de

¹ En voici le texte :

PATRICIORVM · NVMERVM · AVXI · CONSVL · QVINTVM · IVSSV · POPVLI · ET · SENATVS · SENATVM · TER · LEGI · ET · IN · CONSVLATV · SEXTO · CENSVM · POPVLI · CONLEGA · M · AGRIPPA · EGI · LVSTRVM · POST · ANNV · ALTERVM · ET · QVADRAGNSIMVM · FECI · QVO · LVSTRO · CIVIVM · ROMANORVM · CENSA · SVNT · CAPITA · QVADRAGIENS · CENTVM · MILLIA · ET · SEXAGINTA · TRIA · MILLIA · [alleru] M · CONSVLARI · CVM · IMPERIO · LVSTRVM · SOLVS · FECI · C · CENSORIN · [et · c ·] ASINIO · COS · QVO · LVSTRO · CENSA · SVNT · CIVIVM · ROMANORV [m · capita ·] QVADRAGIENS · CENTVM · MILLIA · ET · DVCENTA · TRIGINTA · TRIA · M [illia · tertiu] M · CONSVLARI · CVM · IMPERIO · LVSTRVM · CONLEGA · TIB · CAE [sare · feci ·] SEX · POMPEIO · ET · SEX · APPVLEIO · COS · QVO · LVSTRO · CE [nsa · sunt · civium · ro] MANORVM · CAPITVM · QVADRAGIENS · CENTVM · MILL [ia · et · noningenta · tr] IGINTA · ET · SEPTEM · MILLIA.

Res Gestæ Divi Augusti. Ed. Th. Mommsen. Berolini, 1863, col. 2 de l'inscript. lat., p. xxxvi.

Les restitutions sont certaines. Celle de la dernière ligne, renfermant un nombre, est faite d'après l'inscription grecque du monument, complète sur ce point.

684 de Rome (70 avant Jésus-Christ), et il fut fait par les censeurs Cn. Cornelius Lentulus Clodianus et L. Gellius Poplicola.

Auguste fit les 68°, 69° et 70° :

Le 68°, étant consul pour la 6° fois, avec M. Vipsanius Agrippa (qui, lui, était consul pour la seconde fois), ayant tous deux la *censoria potestas*, l'an 726 de Rome (28 avant l'ère vulgaire).

Le 69° fut fait par Auguste seul en vertu de l'*imperium consulare*, sous le consulat de C. Marcius Censorinus et de C. Asinius Gallus, l'an 746 de Rome (8 avant l'ère vulgaire).

Enfin le 70° fut fait, en vertu de l'*imperium consulare*, par Auguste et Tibère, l'an 767 de Rome (14° de l'ère vulgaire), c'est-à-dire, la dernière année du règne d'Auguste.

Ainsi les seuls recensements généraux faits sous Auguste, qui a régné de l'année 30 avant Jésus-Christ jusqu'à l'année 14 après, sont de l'an 28 et de l'an 8 avant l'ère vulgaire ; enfin de l'an 14 de cette ère.

M. Wallon est le savant qui fait remonter le plus loin la naissance du Christ ; il l'a placée l'an 7 avant l'ère vulgaire, ce qui ne serait pas encore assez, car le recensement est de l'an 8. Il ne peut donc s'agir dans l'Évangile de saint Luc d'aucun des recensements faits par Auguste.

D'ailleurs ces recensements ne comprenaient que les *citoyens romains* et non les sujets de l'empire. Or Joseph, l'époux de Marie, n'était pas citoyen romain. Il n'était même pas sujet de l'empire : la Galilée n'était pas province romaine, et la Judée, où il s'est fait inscrire, n'en dépendait pas non plus.

On faisait, il est vrai, le recensement des nouveaux sujets de Rome, à mesure que leur pays était annexé à l'empire ou converti en province. Or le Christ, étant né probablement l'an 6, et très-certainement avant le commencement de l'an 4, sous Hérode, dans un pays dépendant du roi Hérode, auquel les Romains avaient laissé ses états, il n'y avait, à ce qu'il semble, aucun prétexte pour l'époux de Marie à se faire recenser.

De plus, il s'agit, dans saint Luc, d'un recensement de la terre habitée, c'est-à-dire de l'empire romain, dans le langage officiel de Rome : *πᾶσαν τὴν οἰκουμένην*.

Parmi les historiens de ce temps, il en est un surtout dont le silence paraît inexplicable ; c'est Flavius Josèphe, dont le récit est si complet et si bien circonstancié pour ce qui concerne le peuple Juif. Or Josèphe parle d'un recensement fait en Judée,

mais il est d'une autre époque et ne donne aucun lieu de penser qu'il fût universel. Nous en parlerons bientôt et nous verrons s'il n'y a pas trace dans les auteurs profanes d'un recensement universel auquel pourrait convenir ce que rapporte saint Luc.

Il faudrait, pour justifier le témoignage de l'évangéliste tel qu'il est compris communément, trois conditions : 1° qu'il y eût eu un recensement en Judée l'an 6 avant notre ère ; — 2° que ce recensement se fût appliqué à toute la terre ; — 3° que ce fait eût eu lieu pendant que Sulpicius Quirinius était gouverneur de la province de Syrie. Réservons les deux premiers points pour y revenir bientôt et examinons le troisième.

Il est peu de personnages de cette époque qui soient aussi bien connus que Quirinius. Nous possédons son histoire politique complète, nous savons les charges qu'il a remplies, avec leurs dates ; et, qu'on le remarque, ce ne sont pas seulement les historiens qui nous le font connaître, ce sont aussi les inscriptions, c'est-à-dire des documents authentiques datant de l'époque même à laquelle il a vécu.

P. Sulpicius Quirinius naquit à Lanuvium¹, suivit la carrière sénatoriale et passa par les magistratures et les fonctions publiques, conformément à la hiérarchie des honneurs. Or, grâce aux travaux des Borghesi, des Mommsen, des L. Renier, des Henzen, des de Rossi, on sait aujourd'hui quelle était la hiérarchie des magistratures et des fonctions auxquelles elles donnaient accès sous l'empire, tant pour les carrières *sénatoriales* que pour les carrières *équestres*. Cette hiérarchie offrait une série d'emplois civils et militaires subordonnés les uns aux autres et formant un ordre d'avancement si rigoureux, que ni la faveur impériale, ni l'éclat du mérite ne permettaient pas plus d'en éluder les degrés que cela n'est permis aujourd'hui pour les grades dans nos armées, à moins qu'il ne s'agisse, maintenant, des fils de roi, jadis, des princes de la famille des Césars.

Il importe beaucoup qu'on sache, pour la question qui nous occupe, que cet ordre de l'avancement était régulier, à l'abri de tout caprice du maître, et que, si l'on voit les affranchis et les favoris du prince parvenir au comble de la puissance par la confiance et la domesticité, jamais on ne voit un Pallas et un

¹ Tacit., *Ann.*, III, 48.

Narcisse parvenir aux magistratures sénatoriales ni entrer dans le sénat ; tout au plus pouvaient-ils se frayer un passage difficile et contesté dans les carrières équestres. Nous voyons, par contre, des personnages comme Hadrien qui, avant d'arriver à l'empire, parcourut la carrière des honneurs en commençant par les emplois subalternes et les magistratures inférieures, ainsi qu'en témoigne une inscription trouvée récemment à Athènes.

Le *cursus honorum* est donc connu et il est indispensable, pour l'intelligence de ce qui va suivre, d'avoir sous les yeux le tableau que nous en avons dressé d'après les résultats dus aux progrès des connaissances modernes sur l'administration romaine.

MAGISTRATURES.	FONCTIONS AUXQUELLES CES MAGISTRATURES DONNAIENT ACCÈS.
VIGINTIVIRAT : 18 ans d'âge au moins...	(Nous ne parlerons pas des fonctions urbaines, qui n'ont aucun rapport avec notre sujet.)
QUESTURE : 23 ans d'âge ; 20 questeurs..	{ <i>Questeur propréteur</i> dans une province sénatoriale, sous les ordres du proconsul ; — <i>légal propréteur</i> dans une province sénatoriale sous les ordres d'un proconsul.
TRIBUNAT EDILITÉ	{ Magistratures de même degré.
PRÉTURE : 30 ans d'âge ; 20 préteurs...	{ <i>Légal légionnaire</i> , commandant une légion ; — <i>légal de l'Empereur propréteur</i> ou gouverneur d'une province impériale prétorienne, comme la Gaule Lyonnaise, la Belgique, la Galatie, etc. — <i>Proconsul</i> ou gouverneur d'une province prétorienne du Sénat, comme la Macédoine, l'Achaïe, la Crète et la Cyrénaïque, etc.
CONSULAT	{ <i>Légal de l'empereur propréteur</i> ou gouverneur d'une province consulaire impériale, comme les deux Germanies, la Mésie, la Syrie, etc. ; — <i>proconsul</i> ou gouverneur d'une province consulaire du Sénat : l'Afrique, ou l'Asie.

En appliquant les règles invariables de la hiérarchie à la carrière de Quirinius, voyons ce que les historiens et les inscriptions nous apprennent de sa vie.

P. Sulpicius Quirinius a donc été certainement *vigintivir*, puis *questeur*, puis *tribun* ou *édile*; mais on n'a pas de document relatif à son *vigintivirat*, ni à sa *questure*, et nous ne savons pas s'il a été *tribun* plutôt qu'*édile*. Nous avons un témoignage de sa *préture* et de l'administration qu'il a exercée en vertu de cette magistrature : il fut *propréteur* de la province sénatoriale de Crète et de Cyrénaïque. Florus dit en effet qu'Auguste, ayant soumis, par son général Cossus, les Musulanes et les Gétules, habitants des Syrtes, donna à Quirinius le soin de soumettre également les Marmarides et les Garamantes¹. Or, comme l'a bien remarqué M. Mommsen², la position géographique du premier de ces peuples, au sud de la Cyrénaïque et du côté de l'Égypte, exclut l'idée que Quirinius ait pu les soumettre en qualité de *proconsul* de la province sénatoriale d'Afrique. Il n'a donc pu être chargé de ce soin que comme *proconsul* de la province de Crète et de Cyrénaïque. Or, cette province était *sénatoriale prétorienne*, c'est-à-dire que l'administration en était confiée à un ancien préteur, tandis que la province sénatoriale d'Afrique était *consulaire*, c'est-à-dire que l'administration en était confiée à un ancien consul. C'est donc en qualité d'ancien préteur, c'est-à-dire avant son consulat, que Quirinius dut être chargé de la guerre contre les Marmarides; or, son consulat est de 742 (12 avant l'ère vulgaire); c'est donc avant l'an 12 qu'il fut préteur, puis gouverneur de la province dont il s'agit.

Il fut consul ordinaire, figurant dans les *Fastes*, avec M. Valerius Messala Barbatus Appianus. Nous savons même qu'il abdiqua avant l'expiration de l'année et qu'il fut remplacé au mois d'août, par L. Volusius Saturninus, qui finit l'année 742.

Il fut ensuite, entre les années 747-750 (7 à 4 avant l'ère vulgaire), ou plutôt entre 753-755 (1 avant l'ère vulgaire à 2 après), *proconsul* de la province sénatoriale d'Asie, une des deux grandes provinces *consulaires* du sénat, c'est-à-dire une de celles dont l'administration n'était confiée qu'à d'anciens

¹ « *Pariter Marmaridas atque Garamantas Quirino subigendos dedit.* » Florus, Epist. II, 31. Edit. O. Jahn, 1832.

² *Res gestæ divi Augusti*, p. 120.

consuls; cela résulte de l'inscription de Tivoli, relative à ce personnage ¹, et dont nous parlerons bientôt.

C'est sans doute pendant le temps de ce proconsulat qu'il se menagea l'amitié de Tibère, qui était alors à Rhodes ².

Il fut aussi gouverneur, c'est-à-dire *légal d'Auguste proprement* de la province de Syrie et de Phénicie, en 750 (4 avant l'ère vulgaire), ainsi que M. Mommsen l'a démontré récemment ³, et nous allons dire comment il s'empara, à cette époque, des forteresses des Homonades, dispersées en Cilicie ⁴. Au rapport de Strabon, il tua leur roi Amyntas, combattit ces peuples par la famine, leur enleva 4,000 prisonniers, les distribua dans les villes les plus voisines et laissa leur pays désert ⁵. Il obtint, pour ce fait, deux supplications et les honneurs du triomphe ⁶. Entre les années 755-757 (2 à 4 depuis l'ère vulgaire), il épousa Emilia Lepida, issue des grandes familles des Lepidus, des Sylla et des Pompée. Il la répudia ensuite, ce qui donna lieu à un scandaleux procès ⁷. En 753 (1 avant l'ère vulgaire), il fut donné comme conseil, *rector*, au jeune Caius César, fils de Julie et d'Agrippa, et petit-fils d'Auguste, qui avait été envoyé en Arménie ⁸. En 759 (6 de l'ère vulgaire), il fut envoyé de nouveau en Syrie, comme gouverneur de cette province impériale consulaire, par conséquent avec le titre de *légal d'Auguste proprement*. Le témoignage de Josèphe à cet égard ⁹ est confirmé par l'inscription de Tivoli (voyez plus bas). C'est alors qu'il reçut, d'après l'historien juif, l'ordre de recenser la Judée, qui venait d'être réunie à la province de Syrie par la déposition d'Archélaüs, fils et successeur d'Hérode en ce pays. Ce recensement eut

¹ Mommsen. *Res gestæ Divi Aug.*, p. 111-126. Voyez la restitution, p. 126.

² « Tiberium quoque Rhodi agentem coluerat. » Tacit. *Ann.*, III, 48.

³ *Res gestæ*, etc., p. 113-126.

⁴ « Mox expugnatis per Ciliciam Homonadensium castellis... » Tacit., *Ann.*, III, 48.

⁵ Καὶ τοῦτον [Ἀμύνταν] μὲν ἑαῖνοι διέφθειραν, ἑαίνους δὲ Κυρήνιος ἐξέπόρθησε λιμῶ καὶ τετραχισχιλίους ἀνδρας ἐζώγρησε καὶ συνώκισεν εἰς τὰς ἑγγυς πόλεις, τὴν δὲ χώραν ἀπέλιπεν ἔρημον. Strabon, XII, 8, 3, p. 487, éd. Didot.

⁶ « Insignia triumphi adeptus. » Tacit., *Ann.*, III, 48. Conf. l'inscription de Tivoli. Voyez plus bas.

⁷ Tacit., *Ann.*, III, 22-23; — Sueton., *Tiberius*, 49.

⁸ « Datusque rector C. Caesaris Armeniam obtinenti. » Tacit., *Ann.*, III, 48.

⁹ XVII, 13, 5, et XVIII, 1, 1; 2, 1.

lieu, suivant Josèphe, trente-sept ans après la bataille d'Actium ¹. Or, la bataille d'Actium est du 2 septembre 723. La 37^e année de l'ère actiaque commence le 2 septembre 759 et finit le 2 septembre 760 (6 de l'ère vulgaire). Ainsi la donnée d'un recensement fait en Judée, lors de la réduction de ce pays en l'an 6, cadre avec un des gouvernements exercés en Syrie par Quirinius, mais non avec la naissance de Notre-Seigneur. En 769 de Rome (16 de l'ère vulgaire), nous trouvons Quirinius à Rome, où M. Drusus Libo, son allié par sa femme Lepida, le charge de présenter à Tibère sa demande en grâce ². L'an 773 de Rome (20 de notre ère), eut lieu l'accusation de Quirinius contre sa femme Lepida ³. Enfin il mourut l'an 774 de Rome (21 de l'ère vulgaire), dans un âge avancé ⁴ et sans laisser de postérité ⁵.

Pour justifier une partie des faits qui précèdent ou pour leur donner du moins une pleine confirmation, il est nécessaire de suivre M. Mommsen dans la savante restitution qu'il a proposée de l'inscription de Tivoli ⁶.

Cette inscription est fort anciennement connue ; elle a été découverte en 1764 à Tivoli, hors de la *Porte romaine*, entre la *villa d'Hadrien* et la *voie Tiburtine*, à égale distance de l'une et de l'autre. Elle est aujourd'hui au Latran.

Elle fut publiée pour la première fois dans les *Novelle Fiorentine*, en 1765, d'où Donati l'a tirée. Elle fut ensuite donnée comme inédite par Sanclemente ⁷ ; enfin, relevée sur l'original par MM. Mommsen et Henzen, elle a été publiée de nouveau par Richard Bergmann ⁸, puis par M. Henzen dans le supplément au recueil d'Orelli ⁹.

¹ Τῶν ἀποτιμήσεων πέρας ἔχουσῶν, αἱ ἐγένοντο τριακοστῷ καὶ ἑξῶδμυ ἔτει μετὰ τὴν Ἀντωνίου ἐν Ἀκτίῳ ἦτταν ἐπὶ Καίσαρος. *Ant. Jud.*, XVIII, ch. II, § 1.

² Tacit., *Ann.*, II, 30.

³ Tacit., *Ann.*, III, 22-23 ; — Suet., *Tib.*, 49.

⁴ Tacit., *Ann.*, III, 48.

⁵ Tacit., *Ann.*, III, 22.

⁶ *Res gestæ divi Augusti*, p. 111 et suiv.

⁷ Rome, 1793.

⁸ *De inscript. latina ad P. Sulpicium Quirinium referenda*. Berolini, 1831, 4, p. IV-VII.

⁹ N. 5366. Voy. additam., p. 496. — Voici l'inscript. dans son état de mutilation :

[r] EGE M • QVA • REDACTA • IN • POT....
 AVGVSTI • POPVLIQVE • ROMANI • SENAT....
 SVPPPLICATIONES • BINAS • OB • RES • PROSP....
 IPSI • ORNAMENTA • TRIVMPH....
 PRO • CONSVL • ASIAM • PROVINCIAM • OP....
 DIVI • AVGVSTI [i]TERVM • SYRIAM • ET • PH....

Le texte en est incomplet, et le nom du personnage auquel il s'applique fait défaut (voy. le texte, note 9, au bas de la p. 18); toutefois, il résulte du texte de cette inscription :

- 1° Que ce personnage *soumit à Rome une certaine nation*;
- 2° Que le *Sénat* lui accorda *deux supplications* et le *triomphe*;
- 3° Qu'il *obtint, sous le règne d'Auguste, le proconsulat d'Asie*;
- 4° Qu'il fut *deux fois* légat d'Auguste, c'est-à-dire gouverneur de la *province impériale consulaire de Syrie*, gouvernement auquel était joint celui de la *Phénicie*;

5° Enfin, qu'il survécut à Auguste, car c'est après la mort de cet empereur que le monument a été élevé, puisqu'on y lit: DIVI · AVGVSTI, « du Divin Auguste, » l'épithète *Divus* ne se donnant jamais à un empereur qu'après sa mort.

Cela posé, M. Mommsen cherche, d'après les textes classiques et les monuments épigraphiques, à dresser la liste des légats de Syrie sous Auguste, avec la date et la durée de leur gouvernement¹.

1. Le premier légat impérial de Syrie fut M. Agrippa, qui avait, il est vrai, tout l'Orient sous son administration, ce qui n'empêche pas qu'il fût légat en titre de la Syrie, M. Mommsen distinguant, avec raison, dans ces pouvoirs extraordinaires, l'administration de l'Orient *cum majore imperio* de celle de la Syrie *cum minore imperio*². Il en fut de même plus tard pour Germanicus³. Agrippa exerça le pouvoir pendant dix ans : de 731 à 741 de Rome, c'est-à-dire de 23 à 13 avant notre ère⁴.

2. M. Tullius Cicéron, fils de l'orateur, fut légat de Syrie sans doute après l'année 741 (13 avant notre ère). Appien nous l'apprend⁵, et une inscription le confirme⁶. Il avait été consul *suffectus*, en 724 (30 ans avant notre ère). Il faut considérer, qu'après Agrippa, la durée du gouvernement de Syrie fut, comme pour toutes les provinces impériales consulaires, de 2, de 3 ou de 5 ans; mais, d'ordinaire, de 3 ans.

¹ *Res Gestæ divi Aug.*, p. 113 et suiv.

² *Res Gestæ Aug.*, p. 114.

³ Tacit., *Ann.*, II, 43.

⁴ Josèphe le dit en propres termes : Ἀγρίππᾳ μὲν οὖν ἀνιόντι εἰς τὴν Ῥώμην, μετὰ τὴν διόλκην τῶν ἐπὶ τῆς Ἀσίας δεκάτῃ γεννημένην... *Antiq. Jud.*, XVI, ch. III, § 3.

⁵ *Bell. civ.*, IV, 51.

⁶ Orelli, 572.

3. Vient ensuite M. Titius, consul, l'an de Rome 723 (31 avant notre ère), pendant le gouvernement duquel Phraate livra ses enfants, un peu après l'an 745 (9 avant notre ère)¹.

4. Après lui, dut venir C. Sentius Saturninus, consul de l'an 735 (19 avant notre ère), légat de Syrie en 746 (8 avant notre ère), comme cela ressort de nombreux passages de Josèphe², confirmés par Tertullien³.

5. Ce fut P. Quinctilius Varus, consul de 741 (13 avant notre ère), qui lui succéda. Il gouverna la Syrie de 748 à 750 (6 à 4 avant notre ère). Les monnaies⁴ et l'historien Josèphe⁵ en font foi.

6. Le nom du 6^e légat, ayant administré la Syrie de 750 à 753 (c'est-à-dire de l'an 4 à l'an 1 avant notre ère), nous manque.

7. C. César fut envoyé en Orient en 753 (l'an 1 avant notre ère), et y demeura quatre ans avec des pouvoirs exceptionnels, c'est-à-dire jusqu'à sa mort, qui arriva en Lycie, le 21 février 757 (l'an 4 de notre ère). Il avait l'autorité proconsulaire, et avait pour mission d'organiser les provinces d'Égypte et de Syrie⁶. De même que ceux d'Agrippa, les pouvoirs de Caius César impliquaient le gouvernement de la Syrie pendant ces années, car aucun autre gouverneur n'est nommé par les auteurs ni par les monuments.

8. Le 8^e légat fut L. Volusius Saturninus, qu'il ne faut pas confondre avec C. Sextius Saturninus susnommé. L. Volusius avait été consul l'an 742 (12 avant notre ère), et il fut légat de Syrie de 757 à 758 (4 à 5 de notre ère)⁷.

Le 9^e légat fut P. Sulpicius Quirinius, consul de l'an 742, comme le précédent (12 avant notre ère), et légat de Syrie en 759 (6 de notre ère). D'après le témoignage certain de Josèphe, qui donne beaucoup de détails sur son administration et notamment sur le recensement qu'il fit faire en Judée à la

¹ Joseph., *Ant. Jud.*, XVI, ch. VIII, 6.

² *Ant. Jud.*, I, XVI, c. IX, 1; — c. X, 8; — c. XI, 3; I, XVII, c. I, 1; — c. II, 1; — c. III, 2; et *Bell. Jud.*, I, I, c. XXVII, 1-3.

³ *Adv. Marcionem*, IV, 19.

⁴ Eckhel, III, 275; — Borghesi, *Œuvres compl.*, II, p. 310.

⁵ *Ant. Jud.*, XVII, c. V, 2 et suiv.; *Bell. Jud.*, I, c. XXI, 3 et suiv.

⁶ Voy. Zonaras, X, 36, et Orose, VII, 3. Sueton., *Tib.*, XII.

⁷ Eckhel, III, 275.

déposition d'Archélaüs, c'est-à-dire Notre-Seigneur étant âgé de dix à douze ans ¹, il dut rester dans cette province jusqu'en 763 (an 10 de notre ère).

10. Après P. Sulpicius Quirinius, le 10^e légat fut Q. Cæcilius Metellus Creticus Silanus, consul de 760 (an 7 de notre ère), et légat de Syrie certainement en 763 et 764 (10 et 11 de notre ère), jusqu'en 770 (17 de notre ère)². Il arriva au gouvernement de Syrie, par faveur exceptionnelle, après trois ans à peine de titre consulaire et il resta chargé de ce gouvernement sept ans environ, ce qui n'était pas non plus ordinaire; mais Suétone en donne la raison ³.

Ainsi nous possédons, sauf pour un seul, la liste complète des légats de Syrie depuis 731 jusqu'en 770 de Rome, c'est-à-dire depuis l'an 23 avant notre ère, jusqu'à l'an 17 de notre ère.

1. M. Agrippa. 731-741 de R. — 23 à 13 av. n. è.
2. M. Tullius Cicéron. . . 741-745 de R. — 13 à 9 av. n. è.
3. M. Titius. 745-746 de R. — 9 à 8 av. n. è.
4. C. Sentius Saturninus . 746-748 de R. — 8 à 6 av. n. è.
5. P. Quinctilius Varus . . 748-750 de R. — 6 à 4 av. n. è.
6. 750-753 de R. — 4 à 1 av. n. è.
7. C. César 753-757 de R. — 1 av. n. è. à
4 de n. è.
8. L. Volusius Saturninus. 757-758 de R. — 4 à 5 de n. è.
9. P. Sulpicius Quirinius . 759-763 de R. — 6 à 10 de n. è.
10. Q. Cæcilius Metellus. . 763-770 de R. — 10 à 17 de n. è.

Essayons de remplir la lacune du 6^e légat, de 750 à 753. Nous avons vu que l'inscription de Tivoli est relative à un personnage qui fut deux fois légat de Syrie sous le règne d'Auguste et qui lui survécut, d'où il résulte que ces deux gouvernements doivent se placer dans les quarante années que comprend notre liste, et que, par conséquent, un des neuf légats que nous avons cités, exerça deux fois cette charge, savoir : une fois pendant les années que nous avons indiquées à la suite de son nom, une autre fois de 750 à 753. Quel est ce légat ?

Agrippa, Varus et C. César moururent avant Auguste, et par

¹ Jos., *Ant. Jud.*, I. XVII, c. XIII, 5; — I. XVIII, c. I, 1 et c. II, 1.

² Eckhel, III, 276; Tacit., *Ann.*, II, IV, 43; Joseph., *Ant. Jud.*, XVIII, II, 4.

³ *Aug.*, XXIII.

conséquent nous n'avons pas à nous en occuper. Il en est de même de Volusius Saturninus, qui fut proconsul de la province d'Afrique et non de celle d'Asie ¹, et de Cicéron, qui fut, il est vrai, proconsul d'Asie et légat de Syrie, mais qui n'obtint pas les ornements du triomphe, ainsi que le prouvent d'autres inscriptions gravées en son honneur. M. Titius, qui fut consul en 31 avant notre ère, et devait, par conséquent, avoir alors 30 ans au moins, en aurait eu 70 à l'époque indiquée, et eut été trop âgé pour exercer le commandement dont il s'agit. Quant à Q. Cæcilius Metellus Creticus Silanus, comme il resta légat après la mort d'Auguste, si l'inscription l'eût désigné, elle eût porté après les mots « *legatus pro prætore divi AVGUSTI*, » ceux de « *et Ti[berii] Caesaris Augusti*. »

M. Mommsen, ayant ainsi procédé par une élimination raisonnée et rigoureuse, il ne lui reste que deux noms auxquels puisse convenir le monument de Tivoli : C. Sentius Saturninus et P. Sulpicius Quirinius.

Si Saturninus fût mort après Auguste, on s'étonnerait du silence de Tacite sur un aussi grand personnage, les *Annales* de cet écrivain commençant précisément à l'avènement de Tibère. Il ne reste d'ailleurs aucun souvenir d'un double gouvernement de Saturninus en Syrie, et enfin M. Mommsen démontre qu'il n'a point été proconsul d'Asie ².

P. Sulpicius Quirinius est donc le seul personnage de notre liste que puisse regarder le monument de Tivoli.

Or, nous voyons, par Tacite ³, que Quirinius « s'empara des forteresses des Homonades en Cilicie et obtint pour cela les ornements du triomphe, et qu'il fut ensuite donné pour conseil à C. César pendant son gouvernement d'Arménie. » Strabon mentionne aussi la soumission des Homonades par Quirinius et il ajoute qu'ils avaient tué leur roi Amyntas ⁴; détails qui se rapportent parfaitement à l'inscription. M. Mommsen établit avec une égale rigueur, qu'il a dû obtenir *deux supplications* et exercer le gouvernement proconsulaire d'Asie, et il est évident, d'après Josèphe, qu'il a administré la Syrie l'an 6 de notre ère. Enfin, Tacite le fait mourir l'an 21; donc il a sur-

¹ Borghesi, *Œuvres complètes*. I, p. 306.

² Mommsen, *Res Gestæ Divi Aug.*, p. 117.

³ *Ann.*, III, 48.

⁴ Strab., XII, vi, 5, p. 569.

vécu à Auguste. Reprenant en conséquence toutes les données du problème, le savant professeur de Berlin propose, conformément à ces données et à celles de l'histoire, la restitution du monument de Tivoli. Cette restitution est certaine en ce qui regarde le nom de Quirinius et très-probable pour le reste ¹.

« P. Sulpicius Quirinius, fils de Publius, *consul*..... *préteur*. Il obtint comme *proconsul* la province de Crète et de Cyrénaïque..... *Légat propreteur* du divin Auguste de la province de Syrie et de Phénicie, il fit la guerre contre la nation des Homonades qui avait tué le roi Amyntas, et cette nation ayant été réduite en la puissance et sous les lois du divin Auguste et du peuple romain, le sénat décréta deux supplications aux Dieux immortels pour les succès qu'il avait obtenus et lui décerna les ornements du triomphe. Il obtint, en qualité de *proconsul*, la province d'Asie, et, en qualité de *légal propreteur* du divin Auguste, la province de Syrie et de Phénicie pour la seconde fois. »

Le 6^e légat de Syrie est donc P. Sulpicius Quirinius, de 750 à 753 de Rome (de 4 à 1 avant notre ère).

Reprenons maintenant la série des difficultés relatives au passage de saint Luc.

1^o Nous avons vu, au début de ce travail, que Notre Seigneur est né avant l'an 4 (avant notre ère).

2^o Aucun recensement universel n'a eu lieu entre l'an 8 avant notre ère et l'an 14 après.

3^o Ces recensements, d'ailleurs, ne s'appliquaient qu'aux citoyens romains, qu'aux pays romains et jamais aux étrangers ;

¹ La voici :

P. Sulpicius P. F. Quirinius. cos.
 [Ici les magistratures inférieures qu'on ne peut suppléer.]
pr. pro. consul Cretam et Cyrenas provinciam optinuit
 [Ici les fonctions prétorienne qu'on ignore]
legatus pr. pr. divi. Augusti Syriam et Phœnicem optinens
bellum gessit cum gente Homonadensium
quæ interfecerat Amyntam
 REGEM · QVA · REDACTA · IN · POTESTATEM · dicionemque Divi
 AVGVSTI · POPVLIQVE · ROMANI · SENATVS · dis immortalibus
 SVPPPLICATIONES · BINAS · OB · RES · PROSPERE ab eo gestas et
 IPSI · ORNAMENTA · TRIVMPHALIA decrevit
 PRO · CONSVL · ASIAM · PROVINCIAM · optinuit *legatus* · pr. pr
 DIVI · AVGVSTI · ITERVM · SYRIAM · ET · PHœNICEM optinuit.

or la Judée ne fut, comme on sait, soumise qu'à la déposition d'Archélaüs, l'an 6 de notre ère, Quirinius étant, pour la seconde fois, légat de Syrie, et opérant en effet le recensement de la Judée; mais il est question dans Josèphe d'un recensement partiel et non de celui de la *terre habitée*.

4° On ne voit pas pourquoi Joseph et Marie, qui n'habitaient pas la Judée, mais la Galilée, seraient venus à Bethléem pour s'y faire recenser, sous le prétexte qu'en remontant plusieurs générations ils étaient originaires de ce pays.

La difficulté est donc complètement et clairement posée, sans réticence et sans ménagement. Voyons les diverses solutions qui en ont été proposées.

II.

Si la traduction de M. Lutteroth pouvait être admise, il faut convenir que son système paraîtrait fort séduisant, car tout se trouverait concilié et expliqué. Mais le sens qu'il donne au texte de saint Luc est aussi imprévu qu'inadmissible. Considérant le lien qui paraît unir le dernier verset du chapitre 1^{er} avec les premiers versets du chapitre II, il traduit :

« Or le petit enfant (S. Jean) croissait et se fortifiait en esprit; et il demeura dans les déserts jusqu'au jour de sa *présentation* à Israël.

« *En ces jours-là* (c'est-à-dire lors de la *présentation* de S. Jean), on publia un édit de la part de César Auguste pour recenser toute la terre.

« Ce premier recensement se fit pendant que Quirinius gouvernait la Syrie.

« Et tous allaient pour être enregistrés chacun dans sa ville.

« Joseph aussi monta de Galilée en Judée, de la ville de Nazareth à la ville de David appelée Bethléem, parce qu'il était de la maison et de la famille de David, pour être enregistré avec Marie, la *femme qu'il avait épousée étant enceinte*.

« C'est là aussi qu'ils étaient (jadis) quand le jour vint auquel elle devait accoucher; et elle mit au monde son fils premier né, etc. »

Ainsi, d'après M. Lutteroth, il y a enchaînement de temps entre la *présentation* de saint Jean à Israël et le recensement de Quirinius, et il faut bien reconnaître que le texte peut s'entendre ainsi pour ce premier passage. La *présentation* au temple étant la cérémonie qui s'accomplit à la majorité des jeunes Israé-

lites, et cette majorité étant fixée à douze ans, il en résulte que, si le lien existe entre le dernier verset du chapitre 1^{er} et les premiers versets du chapitre 11 de saint Luc, saint Jean aurait eu douze ans, et par conséquent Notre-Seigneur aurait eu onze ans et demi lors du recensement. Il s'agit donc, pour accorder cette première explication avec la suite, de montrer que Joseph est venu se faire enregistrer l'an 6 de notre ère, lors de la déposition d'Archélaüs et pendant que Quirinius, au témoignage de l'histoire profane, était légat impérial ou gouverneur de la Syrie. La naissance du Christ serait donc antérieure de douze années au recensement, et il ne s'agirait plus que de prouver un seul point, c'est que ce recensement fut universel et non local. Malheureusement le texte ne se prête pas à cette ingénieuse explication. Outre l'inconvénient grave qu'il y a à faire considérer presque comme un incident accessoire la naissance de Jésus-Christ, jamais aucun helléniste ne consentira à traduire ἐγένετο δὲ ἐν τῷ εἶναι αὐτοὺς ἑκατὶ, ἐπλήσθησαν αἱ ἡμέραι τοῦ τεκεῖν αὐτήν par « c'est là AUSSI qu'ils étaient quand le jour vint auquel elle devait accoucher. » C'est comme si saint Luc avait dit : « A l'époque où saint Jean parvint à la majorité, eut lieu le recensement de Quirinius, et Joseph vint se faire enregistrer à Bethléem, ce qui me fait penser, puisque nous parlons de cette ville, que c'est là précisément que, douze ans auparavant, le Christ vint au monde. »

Nous voulons bien admettre, avec M. Lutteroth, qu'il s'agisse dans le dernier verset du chapitre 1^{er}, non du commencement des prédications de saint Jean, mais de la *présentation* au temple; mais nous ne pensons pas qu'on doive attacher une grande importance à ces mots : *En ces temps-là*, qui commencent le récit du chapitre 11. On sait que cette formule initiale dans les évangiles n'a pas le sens rigoureux qu'on veut lui attribuer ici et qu'elle ne forme pas nécessairement « une attache » entre ce qui précède et ce qui suit.

Mais ce qui nous paraît considérable dans l'étude de M. Lutteroth, c'est la réponse qu'il fait à l'objection capitale de l'inutilité du voyage de Joseph pour se faire enregistrer à Bethléem. Il montre, en effet, que ce n'était pas pour lui une obligation légale, mais un intérêt supérieur qui le portait à venir se faire inscrire dans cette ville et à revendiquer son origine de la tribu de Judas.

« Il tint, dit-il, à se faire inscrire comme les Juifs de la Judée, quoique l'édit ne lui fût pas applicable. Plus ce fait était exceptionnel, plus il méritait d'être mentionné... La Galilée faisait partie de la tétrarchie d'Hérode Antipas. Celle-ci n'ayant pas été annexée à la Syrie, n'était naturellement pas sujette au recensement comme la Judée... Joseph, qui demeurait à Nazareth, n'aurait été tenu de se faire inscrire à Bethléem que s'il y avait possédé des biens soumis à l'enregistrement, d'après les prescriptions impériales ¹. Mais ce n'est pas là ce qui motiva son voyage. Saint Luc nous apprend qu'il se fit inscrire à Bethléem avec Marie, parce « qu'il était de la maison et de la famille de David. » Ainsi, ce ne fut pas pour se conformer à une disposition de l'édit, mais par une raison prise en dehors de l'édit et qui lui était personnelle..... Il profita de l'occasion qui s'offrait pour se faire donner acte (ainsi qu'à Marie) de leur qualité de Bethléemites, et perpétuer ainsi le souvenir de la glorieuse origine à laquelle ils avaient appris tous les deux à attacher de si grandes espérances ².... Joseph et Marie savaient aussi bien que les archiprêtres et les scribes du peuple consultés par Hérode, que c'était là que le Christ devait naître³. »

En effet, Joseph n'ignorait pas les prophéties. Mais si le Christ fût venu au monde à Bethléem douze ans auparavant, la notoriété de ce fait eût suffi pour l'accomplissement des prophéties sans qu'il eût été besoin d'un enregistrement officiel.

M. Lutteroth fait naître Notre Seigneur l'an 6 avant notre ère, 748 de Rome.

Il en résulte que l'année du baptême de Jésus, lorsqu'il avait trente ans environ, serait de l'an 25 (778 de Rome); or, comme il faut que ce soit l'an 15 de l'empire de Tibère César ⁴, cette date ne pourrait s'accorder avec la chronologie romaine, Auguste étant mort en 14 (767 de Rome); mais saint Clément d'Alexandrie dit, dans le livre II des *Stromates*, que quelques-uns, au lieu de donner au règne de Tibère une durée de vingt-deux ans, lui en donnaient une de vingt-six ans six mois et dix-neuf jours ⁵. Or ceci nous reporte à l'an 764 (11 de notre ère)

¹ Joseph., *Ant. Jud.*, XVIII, c. 1, § 1.

² *Le Recensement de Quirinius en Judée*, p. 38 et 39.

³ *Id.*, p. 43.

⁴ Luc., c. III, v. 1.

⁵ *Clementis Alex. Opera*. Ed. Migne. Paris, 1857. Vol. I, col. 862.

qui est celui où Tibère fut associé à l'empire. C'est l'année où, d'après le raisonnement très-plausible de M. Lutteroth, il reçut « une autorité égale à celle de l'empereur dans toutes les provinces et sur toutes les armées ¹. » Ceci est confirmé par un passage de Suétone, qui nous apprend que Tibère fit, à cette époque, la dédicace du temple de la Concorde². Or Dion Cassius nous dit que cette dédicace eut lieu sous le consulat de M. Emilius Lepidus et de T. Statilius Taurus ³; ces consuls sont de l'année 764.

Il est remarquable que la puissance proconsulaire confiée à Tibère en 764 s'exerça surtout en Orient. « Il dut paraître tout simple, dans celles des provinces où la puissance proconsulaire de Tibère s'était le plus fait sentir, d'en tenir compte au prince qui *continuait* à régner et qui aimait à donner à son pouvoir le prestige de la durée ⁴. » C'est bien ainsi que Tertullien l'entend, puisqu'il place la crucifixion la 15^e année du règne de Tibère, sous le consulat des deux Geminus⁵. Or ce consulat est celui de l'an 29. Il dit encore, en propres termes, « qu'à partir de l'an 12 de Tibère César, le Seigneur fut révélé⁶; » c'est le baptême. C'est donc avec toute raison, selon nous, que M. Lutteroth, après avoir cité de pareilles autorités, dit que « parler ainsi, ce n'est pas corriger saint Luc, mais que c'est l'expliquer⁷. »

Ajoutons, comme l'a fait voir M. Wallon, que cette manière de compter les années de Tibère, d'expliquer le texte du III^e chapitre de cet évangéliste et de rapporter la crucifixion au consulat des deux Geminus, était de tradition dans l'Église des premiers siècles ⁸.

Ce qui est aussi neuf que vraiment fort dans le mémoire de M. Lutteroth, c'est tout ce qui est relatif au recensement considéré comme universel, car il s'agit de justifier l'expression

¹ Velleius Paterc., II, 121. Voy. Lutteroth, p. 57, 59 et 60.

² Suet., *Tib.*, 20.

³ LVI, 23.

⁴ Lutteroth, p. 64.

⁵ « Cui successit Tiberius Cæsar... hujus quinto decimo anno imperii passus est Christus... quæ passio... perfecta est... consulibus Rubellio Gemino et Fusio Gemino. » *Adversus Judæos*, c. VII.

⁶ *Adversus Marcionem*, I, I, c. XIX. Voy. la note de la p. 66-67 de M. Lutteroth sur la prétendue contradiction attribuée à Tertullien au sujet de cette date.

⁷ P. 67.

⁸ *De la croyance due à l'Évangile*, p. 383.

« *toute la terre habitée* ¹, et personne ne l'avait prouvé par d'aussi bonnes raisons, en montrant tant de savoir et de sagacité. C'est avec toute justice qu'il considère Auguste comme le restaurateur de la paix et de la sécurité des provinces et comme le réparateur des maux qu'elles avaient soufferts sous la République. Nous irons plus loin que lui encore, en affirmant que c'est par les provinces que César et Auguste ont préparé et fondé l'empire; que c'est par les provinces que l'empire a duré. « Auguste comprit, dit M. Lutteroth, qu'au lieu de les mettre (les provinces) au pillage, il fallait ne leur demander que ce qu'elles pouvaient réellement donner. De là un ensemble de mesures, étendues *successivement* à toutes les portions de l'empire, dans le but de préparer une plus équitable répartition des impôts d'après une base nouvelle. On commença par le mesurage des grandes circonscriptions territoriales. Il fut suivi du cadastre des biens-fonds, lequel devait servir de règle pour les impositions ². »

C'est ce qui semble ressortir du texte même du *livre des colonies*, dont la rédaction originale est certainement du 1^{er} siècle ³. C'est du moins ainsi que le texte fut expliqué par Hemmerlein (Felix Malleolus) au xiv^e siècle; et cet écrivain a puisé ses renseignements à une source beaucoup plus ancienne. Or il dit que, le premier travail une fois terminé et la superficie de l'empire étant connue, Auguste rendit un édit pour faire exécuter le cadastre du monde ⁴.

Mais il n'est pas moins certain que Suidas, qui a écrit son *Lexique*, vraisemblablement, au x^e siècle, a rapporté une tradition fort ancienne et très-authentique dans son fameux article sur le recensement universel : « César Auguste confia à vingt

¹ Πᾶσαν τὴν οἰκουμένην : Luc, ch. II, § 1.

² P. 81.

³ HUIUS ADDENDAS MENSURAS LIMITUM ET TERMINORUM EX LIBRIS AUGUSTI ET NERONIS CÆSARUM, SED ET BALBI MENSORIS, QUI TEMPORIBUS AUGUSTI OMNIUM PROVINCiarUM ET FORMAS CIVITATUM ET MENSURAS COMPERTAS IN COMMENTARIIS CONTULIT ET LEGEM AGRARIAM PER DIVERSITATES PROVINCiarUM DISTINXIT AC DECLARAVIT. *Lib. Coloniarum*, I, *Die Schriften der Römischen Feldmesser*, ed. F. Blume, K. Lachmann und A. Rudorff, t. I, p. 239. Berlin, 1848.

⁴ « De omni ejus orbis terræ continentia perlatum est ad Octavianum et senatum prædictos. Qui quidem Augustus ex eorumdem dimessorum fidelis relationis et descriptionis pronuntiatione emisit edictum, ut discreberetur univ-
versus orbis. » Felix Malleolus : *De nobilitate et rusticitate dialogus*.

personnages d'une vertu et d'une intégrité éprouvée le soin du recensement à faire dans les provinces. Ils firent le recensement des personnes et des biens, et l'empereur ordonna qu'une partie de ces listes fût déposée dans le trésor (*ærarium*.) Ce fut le *premier recensement*. Il y avait eu précédemment d'autres tributs levés d'après l'estimation de la fortune; mais ces sortes de cens n'avaient rien de commun avec celui-ci. C'étaient de complets dépouillements et, à les voir faire, on aurait pu croire qu'aux yeux de l'autorité la richesse était un crime ¹. » Suidas se sert des mêmes mots que saint Luc : « *Ce fut là le premier recensement, αὕτη ἡ ἀπογραφὴ πρώτη ἐγένετο.*

A ce témoignage, un peu trop moderne, il faut en convenir, et qui rappelle les paroles mêmes de l'Évangile, sans cependant perdre tout caractère historique, vient s'en ajouter un autre plus décisif et qui confirme l'authenticité du fait rapporté par Suidas. Il s'agit, cette fois, d'un monument épigraphique du 1^{er} siècle, du fameux discours prononcé par Claude dans le sénat et que les *Tables Claudiennes*, découvertes à Lyon, en 1527, et déposées aujourd'hui au palais Saint-Pierre, dans cette ville, nous ont conservé. M. Lutteroth a eu le grand mérite de mettre, le premier, en lumière le passage de ce monument épigraphique, relatif au cens, pour le rapprocher du texte de saint Luc.

Voici la traduction de ce passage (Claude parle des peuples de la Gaule) : « Ils ont procuré à Drusus, mon père, en se tenant en repos pendant qu'il était occupé à soumettre la Germanie, une tranquillité parfaite et assurée sur ses derrières; et cela, alors que ce qui l'occupait, quand il dut partir pour la guerre, *c'était le cens, opération nouvelle alors et à laquelle les Gaulois n'étaient pas accoutumés* ². »

¹ Ὁ δὲ Καῖσαρ Αὐγουστο; ὁ μοναρχήσας εἰκοσιν ἄνδρας τοὺς ἀρίστους τὸν βίον καὶ τὸν τρόπον ἐπιλεξάμενος, ἐπὶ πᾶσαν τὴν γῆν τῶν ὑπηκόων ἐξέπεμψε δι' ὧν ἀπογραφὰς ἐποιήσατο τῶν τε ἀνθρώπων καὶ οὐσιῶν, αὐτάρκη τινὰ προστάξαν τῷ δημοσίῳ μοῖραν ἐκ τούτων εἰσφέρεισθαι. Αὕτη ἡ ἀπογραφὴ πρώτη ἐγένετο, τῶν πρὸ αὐτοῦ τοῖς κεκτημένοις τί μὴ ἀφαιρουμένων· ὥς εἶναι τοῖς εὐπόροις δημόσιον ἐγκλημα τὸν πλοῦτον. Suidas, *Lexicon*, ΑΠΟΓΡΑΦΗ.

² ILLI · PATRI MEO DRVSO GERMANIAM
SVBIGENTI·TYTAM QUIETE SVA · SECVRAMQVE · A TERGO PACEM·PRÆS
TITERVNT·ET·QVIDEM·CVM·ADCENSVS·NOVO·TYM·OPEREET·IN·AD·SVE
TO GALLIIS · AD · BELLVM AVOCATUS · ESSET ·
(*Inscript. Antiq. de Lyon*, par Alph. de Boissieu.
Perrin, 1846-1854, p. 136.)

ment, c'est que saint Luc se sert de cette même expression pour désigner vaguement, au § 5 de ce chapitre 1^{er}, le règne d'Hérode, le temps où régnait Hérode; or Hérode a régné trente-quatre ans ¹.

Si l'on veut donc bien laisser à cette expression son vague ordinaire et consacré; si, par ces mots, on veut bien entendre comme on l'a toujours fait, une époque non limitée; si l'on comprend qu'Auguste aura rendu son édit, non pas au temps de la majorité de Jean, non pas même au temps précis de la naissance du Christ, mais à l'époque des événements relatés au ch. 1^{er} de l'Évangéliste, notre recherche se bornera à déterminer l'époque spéciale de l'application de ce fameux édit, dans tel ou tel pays, sans nous embarrasser de la date antérieure et inconnue à laquelle il fut rendu. La question se trouve donc étroitement resserrée, et nous n'aurons plus qu'à déterminer le temps où l'édit fut exécuté pour la Syrie et les pays qui en dépendaient; nous montrerons que, si l'édit est *universel* et, — nous tenons à toutes les expressions de l'Évangile, — s'il s'applique à la *terre habitée*, c'est-à-dire à la portion du monde placée sous la dépendance plus ou moins directe de Rome, l'exécution de cet édit a été nécessairement *partielle*; on conçoit en effet que son exécution simultanée dans toutes les provinces, eût été absolument impossible.

Dans les §§ 6 et 7 du chap. III de sa brochure, M. Lutteroth établit doctement que le recensement fait, selon Dion Cassius, en Italie seulement, par Auguste lui-même, pendant l'année 757 (4 de notre ère), n'a aucun rapport ni avec les recensements des citoyens romains dont les dates sont parfaitement connues, ni avec les recensements des provinces résultant de l'édit universel; il prouve que ce recensement n'était pas fait en vue de l'impôt, puisque l'Italie n'en payait pas ² et que les citoyens romains étaient exempts du *tributum ex censu* depuis la dernière guerre de Macédoine ³, mais qu'il n'avait d'autre objet

¹ Ἐγένετο ἐν ταῖς ἡμέραις Ἡρώδου βασιλέως. S. Luc, I, § 5.

² On payait seulement l'impôt indirect du *vingtième des successions*, établi en 759 de Rome (l'an 6 de notre ère) par Auguste, et à la levée duquel furent commis des chevaliers romains avec le titre de *Procuratores ad vigesiman hereditatium*.

³ « Intulit et Æmilius Paulus Perseo rege victo e Macedonica præda HS ter millies, a quo tempore populus Romanus tributum pendere desiit. » Plin., *Hist. nat.*, XXXIII, III, § 56.

que le classement des personnes et le dressement de la liste des éligibles aux fonctions publiques. D'ailleurs ce recensement s'appliquait seulement à l'Italie. Voici le passage de Dion Cassius : « Il (Auguste) fit lui-même le *cens de ceux qui demeuraient en Italie* et qui possédaient au moins deux cent mille sesterces. Quant à ceux qui étaient moins riches et quant à ceux qui résidaient *hors de l'Italie*, il ne les obligea pas à se faire inscrire, de peur d'agitation et de trouble. Toutefois, pour ne pas paraître faire ce cens en qualité de censeur, par la raison que j'ai dite précédemment, il se servit de la puissance proconsulaire et pour ce qui concerne le cens et pour faire l'*épuration* ¹. »

Il n'est question, dans ce qui précède ce passage et dans ce qui le suit, que de la réforme du sénat ; or, comme le dit M. Luttheroth, le mot grec qui exprime *épuration, purification* (καθάριον), peut aussi bien s'appliquer à l'épuration du sénat qu'au *lustre*. De lustre, il n'y en eut pas certainement l'an 757, car Auguste en aurait parlé sur le monument d'Ancyre, et son autorité l'emporterait sur celle de Dion Cassius.

Mais l'explication proposée concilie tout. Qu'on remarque, en effet, que le cens de 757 eut lieu à l'occasion d'une troisième épuration du sénat et qu'Auguste se proposait, en faisant inscrire tous ceux qui possédaient au moins 200,000 sesterces (environ 50,000 francs du poids de notre monnaie), non pas seulement de comprendre les éligibles au sénat, mais à toutes les fonctions publiques, le cens de l'ordre équestre étant beaucoup plus élevé. Il était donc besoin d'un recensement complet et, par suite, d'une mesure plus générale que s'il se fût agi de dresser une liste d'éligibles aux plus hauts emplois.

Dans le dernier chapitre de son étude, M. Luttheroth examine le fameux passage de Tertullien, conçu en ces termes : « Il est constant que des recensements ont été faits sous Auguste, et cette fois, en Judée, par Sentius Saturninus, et dans

¹ Αὐτὸς δὲ ἀπογραφὰς τῶν ἐν τῇ Ἰταλίᾳ κατοικούντων, καὶ μὴ ἐλάττω πέντε μυριάδων οὐσίαν κακτημένων, ἐποίησατο· τοὺς γὰρ ἀσθενεστέρους, τοὺς τε ἔξω τῆς Ἰταλίας οἰκοῦντας, οὐκ ἠνάγκασεν ἀπογράψασθαι, δείσας, μὴ νεωτερίσωσί τι παραχθέντες· καὶ ὅπως γε μὴ δόξειεν ὡς τιμητῆς αὐτὸ ποιεῖν, δι' ὅπερ εἶπον πρότερον ἀνθρώπων ἐξουσίαν πρὸς τε τὸ τέλος τῶν ἀπογραφῶν καὶ πρὸς τὴν τοῦ καθαρισμοῦ ποίησιν προσέθετο. L. LV, 13.

les rôles de ces recensements, ils auraient pu rechercher sa famille [celle du Christ] ¹. »

Ainsi Tertullien désigne clairement ici Saturninus comme l'auteur du recensement. Il y aurait donc contradiction entre ce passage et celui de saint Luc.

Contentons-nous de remarquer que C. Sentius Saturninus n'est pas désigné par Tertullien comme étant alors gouverneur de Syrie, mais comme ayant fait le cens, et que l'Évangile ne dit pas que c'est Quirinius *qui a fait* ce recensement, mais bien que ce recensement s'est fait *pendant que* Quirinius était gouverneur de Syrie ²; rien n'empêche en effet de considérer le membre de phrase concernant Quirinius comme un génitif absolu. Il est vrai que la chronologie de Tertullien, relativement à la naissance du Christ, est fort embrouillée; en effet, comme il le fait mourir l'an 15 de Tibère, et qu'il ne lui donne que trente ans d'âge ³, il devait être né, selon lui, en 751 ou 752 (3 ou 2 avant notre ère), ce qui est impossible, puisque Hérode mourut en l'an 4 et que Jésus naquit sous Hérode, sans contestation possible.

Il n'est donc pas utile de discuter les dates de Tertullien, la chronologie des années de Jésus-Christ n'étant pas astronomiquement fixée pour lui, comme elle l'est aujourd'hui pour nous, en ce qui concerne sa naissance; mais il n'en est pas de même de la question du recensement. C'est cette distinction que M. Lutteroth n'a point faite, car il combat la donnée relative à Saturninus à l'aide des dates, évidemment fausses, fournies par cet écrivain.

M. Lutteroth n'hésite pas à reconnaître, dans le recensement mentionné par Tertullien, celui de l'an 6 fait par Quirinius, et il propose d'associer à ce recensement Sentius Saturninus. Il fait donc de ce dernier un magistrat spécialement délégué en l'an 6 pour faire le recensement de la Judée, pendant que Quirinius était gouverneur de Syrie. C'est là assurément une supposition toute gratuite; mais nous verrons

¹ « ... Sed et census constat actos sub Augusto, nunc in Judæa per Sentium Saturninum, apud quos genus ejus inquirere potuissent. » Tertull., *Adversus Marcionem*, l. IV, c. xix.

² Ἀὕτη ἡ ἀπογραφὴ πρώτη ἐγένετο ἡγεμονεοντος τῆς Συρίας Κυρηνίου. S. Luc, II, v 2.

³ Tertull., *Adv. Judæos*, c. viii.

plus loin le parti qu'on en peut tirer, et il n'est pas besoin de supposer que ce Sentius Saturninus soit autre que le personnage consulaire qui avait été gouverneur de Syrie de 746 à 748 (de 8 à 6 avant notre ère) ; seulement il n'était plus légat, et avait pu, sans descendre, — ce que M. Lutteroth paraît ignorer, — remplir la fonction exceptionnelle dont il s'agit ¹. C'était une tradition acceptée dans les premiers siècles de l'Église ², que le recensement avait été fait par Quirinius, et il ne nous paraît pas que cela importe au débat, comme semble le croire M. Lutteroth. En effet, c'est l'Évangile qui sert de base à cette tradition, et personne ne s'embarrasse de l'accorder avec Tertullien. De même, il nous paraît superflu de nous arrêter à un passage de saint Cyrille qui cite l'empereur Julien, celui-ci donnant à entendre que Jésus aurait été enregistré avec son père et sa mère ³. D'abord c'est Julien qui le dit et son témoignage en cette matière est assez suspect ; ensuite rien ne prouve que les enfants n'étaient pas enregistrés dans ce recensement exceptionnel ; car non-seulement il était fait en vue de la capitation, mais aussi sans doute en vue de l'inscription de la population.

Ainsi, que Jésus ait été enregistré ou non, cela ne prouve pas que le recensement ait été fait lorsqu'il était imposable, c'est-à-dire lorsqu'il avait passé douze ans, comme M. Lutteroth le voudrait pour appuyer sa thèse.

Pour nous résumer, le mémoire de ce savant renferme d'excellentes parties ; il y a établi des vérités importantes, qui ont fait faire un pas considérable à la question ; mais la conciliation qu'il tente entre le recensement de saint Luc et celui de l'an 6, c'est-à-dire ce qui fait le fond même du travail, ne nous paraît pas admissible, et c'est bien à tort qu'il croit n'avoir fait aucune violence au texte ; il en a fait au contraire une très-grande, ainsi que nous l'avons montré dans la première partie de ce travail.

Examinons maintenant la solution proposée par M. le professeur Aberle, de Tubingen.

¹ M. Lutteroth, supposant que ce Saturninus inconnu, appelé aussi Sentius, aurait rempli les fonctions subalternes de censeur, en fait nécessairement un autre que l'ex-légat de Syrie, qui était un personnage consulaire.

² Justin. martyr.; *Apolog.*, I, § 34.

³ Φατέ μέντοι αὐτον (Ἰησοῦν) απογράφασθαι μετὰ τοῦ πατρὸς καὶ τῆς μητρὸς ἐπὶ Κυρηνίου. S. P. N. Cyrill. *Opera*, t. IX, d. 826, éd. Migne.

Comme ce travail n'a paru qu'en allemand, dans un recueil peu répandu, et que M. Wallon est le seul, à notre connaissance, qui en ait parlé, en dénaturant même le nom de l'auteur, nous allons en donner d'abord une analyse fidèle.

III.

Le docteur Strauss, dit M. Aberle, sans dissimuler qu'il se croit sûr de son fait, et sans manquer une si belle occasion d'acabler de ses dédains et de ses railleries l'évangéliste saint Luc, émet hardiment l'opinion suivante au sujet du recensement que le troisième Évangile (ch. II, v. 2) mentionne comme ayant eu lieu pendant que Quirinius était gouverneur de Syrie :

« L'évangéliste Luc a antidaté cet événement de dix ans, attendu que Quirinius n'a été gouverneur de Syrie que plusieurs années après la mort d'Hérode (en l'an 6 de notre ère, après la déposition d'Archélaüs), et attendu aussi qu'il ne l'avait jamais été auparavant ¹. »

M. le professeur Aberle ne peut adopter cette opinion sans examen préalable, et il se pose successivement les deux questions suivantes :

I. Est-il vrai que Quirinius ait été gouverneur de Syrie en l'an 6 de notre ère ?

II. N'est-il pas vrai qu'il l'ait été avant cette époque ?

La plupart des savants répondent affirmativement à la première de ces questions, en s'appuyant sur des textes de l'historien Josèphe et sur des inscriptions.

Les *textes de Josèphe* sont au nombre de cinq. Après les avoir cités, M. le professeur Aberle fait remarquer qu'aucun d'eux n'attribue expressément à Quirinius le gouvernement de la Syrie, qu'aucun d'eux n'appelle Quirinius *ἡγεμῶν* de cette province. La réponse affirmative que l'on fait à la question ci-dessus repose donc uniquement sur des inductions tirées des textes et non sur les textes eux-mêmes. M. Aberle se trouve assez embarrassé pour apprécier la valeur de ces inductions, attendu que personne n'ayant songé, jusqu'aujourd'hui, à mettre en doute ce fait — que Quirinius devint gouverneur de Syrie après la mort d'Archélaüs, — on n'a encore jamais senti la nécessité

¹ Strauss, *Nouvelle Vie de Jésus*.

de le *prouver*, et M. Aberle se voit réduit à formuler lui-même, sauf à les combattre ensuite, les arguments que l'on pourrait être tenté d'invoquer pour répondre affirmativement à la question susdite.

Il n'en voit que deux qui aient une apparence de justesse :

Josèphe nous enseigne que Quirinius fut chargé de faire en l'an 6 un recensement en Syrie ; de là on induit qu'il était alors gouverneur de cette province.

C'est en effet une opinion assez généralement accréditée de penser que dans les provinces romaines les gouverneurs étaient eux-mêmes chargés des recensements ; mais elle n'en est pas moins erronée pour cela. Entre autres modifications qu'eut à subir le cens à l'époque de l'établissement de l'empire, il faut noter celle qui eut pour effet de décharger complètement du soin de cette opération les gouverneurs qui n'étaient pas proconsuls ; c'est là un fait reconnu par tout le monde et au sujet duquel M. Huschke s'exprime de la façon suivante :

« Ainsi les provinces de l'empereur seules (par opposition à celles du sénat) jouissaient, comme autrefois le peuple romain, du bienfait d'un pareil traitement (traitement qui consistait à charger du recensement d'une province un commissaire spécial). »

L'empereur peut bien, continue M. Aberle, avoir quelquefois — et exceptionnellement — chargé le gouverneur d'une province impériale d'y faire un recensement ; mais un fait de cette nature ne se présumera jamais, il faudra toujours, pour qu'il mérite quelque créance, qu'il soit appuyé de preuves suffisantes.

Huschke croit bien avoir trouvé trois cas présentant ce caractère exceptionnel ; il cite comme tels les recensements de Saturninus et de Quirinius, et un troisième recensement qui aurait été fait par C. Julius Cornutus Tertullus, en Aquitaine.

M. Aberle commence par réfuter Huschke au sujet du dernier de ces trois cas. Il passe ensuite au deuxième : Nous savons, dit-il, que Saturninus fut gouverneur de Syrie et que son successeur fut Varus ; nous savons aussi, d'après Tertullien, que ce même Saturninus fit un recensement en Judée au temps de la naissance du Christ ; mais nulle part il ne se trouve mentionné que l'époque de ce recensement ait coïncidé avec l'époque à laquelle Saturninus fut gouverneur ; personne n'a le

droit de présumer cette coïncidence, et la règle générale que nous avons donnée plus haut nous oblige, à défaut de preuves établissant le contraire, à admettre que Saturninus n'était plus gouverneur de Syrie quand il fit son recensement en Judée.

Il en est de même pour Quirinius : nous sommes certains que ce dernier fit, en l'an 6, un recensement en Judée (ou en Syrie) ; de là il faut bien conclure qu'il n'était pas, à la même époque, gouverneur de Syrie, puisque nous n'avons pas la moindre preuve nous autorisant à penser le contraire (ce n'est certes pas une preuve que la fameuse inscription de Q. Æmilius Secundus, sur la fausseté de laquelle les recherches des épigraphistes Marini, Orelli, Borghesi, Henzen, Mommsen et Zumpt ne laissent pas l'ombre d'un doute).

Les trois cas cités par Huschke ne font donc que confirmer la règle générale, qui se trouve, par suite, être une règle sans exceptions.

Concluons donc sur ce point, en décidant que le premier argument présenté comme devant faire résoudre affirmativement la question proposée, exige au contraire qu'on y réponde négativement.

On pourrait être tenté de tirer un second argument, à l'appui du système que combat M. Aberle, des fonctions judiciaires que les textes de Josèphe attribuent à Quirinius. Cet argument reposerait sur une fausse traduction donnée par Gélénus, qui rend l'expression *δικαιοδότης τοῦ ἔθνους* de l'historien juif, par celle-ci : « *ut jura populis redderet.* » Il n'est pas difficile de voir qu'en traduisant de cette façon, Gélénus avait dans l'esprit l'idée de la juridiction ordinaire des gouverneurs, et qu'il a cherché, en partant de ce point de vue, à rectifier le passage de Josèphe, — attendu que la province de Syrie comprenant plusieurs peuplades, — cette manière de procéder était évidemment vicieuse ; si Josèphe avait voulu désigner Quirinius comme gouverneur de la Syrie, ayant sous sa juridiction cette province entière, il n'aurait pas manqué d'écrire : *τῶν ἔθνων* ; tandis qu'en écrivant *τοῦ ἔθνους*, lui, historien juif, ne peut avoir eu en vue que le peuple juif.

En outre, nous savons que l'expression grecque *δικαιοδότης* répond au latin *juridicus* ; or le gouverneur de Syrie avait, de plein droit, en sa qualité de *legatus Cæsaris pro prætore*, la juridiction ordinaire ; il n'avait pas besoin, pour pouvoir l'exercer,

d'être nommé aux fonctions de *juridicus*, et le texte de Josèphe, en énonçant que Quirinius avait à exercer spécialement ces fonctions-là, nous fait, par cela même, entendre qu'il n'avait pas, à l'époque dont il s'agit, la qualité de gouverneur de la province.

Ainsi les arguments que l'on pourrait, à la rigueur, invoquer pour essayer d'établir que Quirinius a été, en l'an 6, gouverneur de la Syrie, prouvent précisément le contraire, et démontrent clairement que la mission de ce personnage était une mission extraordinaire ; Josèphe la définit : ὑπὸ Καίσαρος δικαιοδότης τοῦ Ἰθνους ἀποσταλμένος καὶ τιμητὴς τῶν οὐσιῶν γενησόμενος, ce qui n'est autre chose que la traduction libre du latin : « *Legatus Cæsaris provinciæ Judææ juridicus, et censuum accipiendorum* ¹, » formule dont les expressions se retrouvent dans un grand nombre d'inscriptions. Un seul point ici peut sembler étonnant : c'est le cumul des deux titres : *Legatus juridicus et legatus censuum accipiendorum*. M. Aberle avoue, en effet, qu'il n'a pas rencontré d'autre exemple d'un pareil cumul ; mais il s'attache en même temps à démontrer, par des considérations historiques, qu'il n'en résulte ici, ni une anomalie, ni même une invraisemblance ; bien plus, après avoir examiné et commenté les textes de Josèphe dans lesquels se trouvent détaillés les divers pouvoirs dont était investi Quirinius, il affirme sans hésiter qu'à la double mission confiée à ce dernier correspondait exactement le double titre précité, et qu'ainsi Quirinius a dû inévitablement se voir, à l'époque dont il s'agit, qualifier officiellement de *legatus Cæsaris provinciæ Judææ juridicus et censuum accipiendorum*.

De là, M. Aberle tire la conséquence que Quirinius était simplement *legatus Cæsaris*, et non pas *legatus Cæsaris pro prætore* ; s'il avait été *legatus Cæsaris pro prætore*, Josèphe n'aurait certainement pas manqué d'en faire mention expresse ; or, non-seulement l'historien est absolument muet sur ce point, mais encore il nie implicitement que Quirinius ait eu la propreture ; il oppose en effet Quirinius à Coponius, et attribue à ce dernier l'autorité suprême ; par cette opposition il fait sentir que Quirinius lui, ne l'avait pas, et, par suite, n'était pas *legatus pro prætore*.

¹ Voy. Orelli, inscr. 364.

Au moyen de ces considérations, M. Aberle croit obtenir une preuve de plus à l'appui de cette assertion que Quirinius n'était pas, en l'an 6, gouverneur de Syrie, car il aurait fallu, pour qu'il le fût, qu'il fût propréteur.

Enfin l'auteur de la brochure fait remarquer que, si Quirinius avait été envoyé en Syrie en qualité de gouverneur, Josèphe n'aurait pas dit de lui qu'il arriva dans cette province *ὁν ἀλλοις* ; tout le monde sait quel cortège nombreux les gouverneurs étaient dans l'usage de s'adjoindre.

Conclusion de tout ce qui précède : 1° les textes de l'historien Josèphe ne fournissent pas la moindre preuve établissant que Quirinius ait été gouverneur de Syrie en l'an 6. — Tout au contraire.

2° Inscriptions ; elles sont au nombre de deux :

La première est celle d'Æmilius Secundus, — dont nous avons déjà parlé, — et sur laquelle il serait superflu de s'étendre.

La seconde est celle dont nous avons donné la restitution, d'après M. Mommsen, dans la première partie de cette étude.

Il manque, poursuit le savant professeur, à cette inscription le commencement et la fin, et l'on ne connaît ni le nom de l'homme auquel elle se rapporte, ni le but pour lequel ce dernier a été envoyé par Auguste, en Syrie et en Phénicie, en qualité de *legatus*. On en est sur ces deux points réduit aux conjectures, ce qui rend dès l'abord la dite inscription impropre à être opposée aux données si claires, tirées des textes de Josèphe.

Cependant, comme beaucoup de personnes attachent à cette inscription une grande importance, M. Aberle l'examine à son tour.

Huschke croit qu'il s'agit de M. Agrippa.

Zumpt, de son côté, pense qu'il ne peut y être question que de Saturninus.

Enfin, — et c'est de cette dernière opinion seulement que nous avons à nous occuper ici, — Sanclemente s'est attaché à prouver qu'elle ne pouvait se rapporter qu'à Quirinius ; cette manière de voir est partagée par MM. Mommsen et Henzen, et, paraît-il, aussi par Borghesi.

Ces savants invoquent, comme établissant une première présomption à l'appui de leur opinion, l'épithète de *Divus* donnée

à Auguste ; cette épithète prouve, suivant eux, que le héros de l'inscription, — contemporain d'Auguste, — a dû nécessairement survivre à cet empereur.

M. Aberle fait remarquer que raisonner ainsi, c'est présupposer que l'inscription a été composée du vivant, ou tout au moins immédiatement après la mort du personnage en question. Les choses peuvent bien en effet s'être passées de cette façon ; mais on peut faire, avec tout autant de raison, l'hypothèse contraire, — et, dans ce dernier cas, Auguste aurait pu être qualifié de *Divus*, quand même sa mort aurait été postérieure à celle de son *legatus*.

On peut donc affirmer seulement que l'inscription a été composée après la mort d'Auguste, mais il n'est nullement certain que le *legatus* en l'honneur duquel elle a été faite, ait survécu à cet empereur.

Il faut, dit-on encore, que ce *legatus* ait été gouverneur de Syrie par deux fois, particularité qui ne se vérifie que pour Quirinius. C'est faire une pétition de principe, car c'est s'appuyer précisément sur le fait que l'on veut démontrer : on explique l'inscription par Josèphe, et Josèphe par l'inscription.

M. Aberle, tout en faisant remarquer combien sont peu sérieux les motifs de voir en Quirinius le personnage auquel l'inscription fait allusion, avoue que les raisons de repousser cette opinion sont elles-mêmes loin d'être suffisantes ; aussi veut-il rechercher si, en admettant que ce soit réellement de Quirinius qu'il s'agisse, on ne trouve, dans la teneur de l'inscription, rien qui soit en contradiction avec les résultats obtenus jusqu'ici. Il n'y a naturellement à considérer dans cette recherche que la dernière ligne, dans laquelle il faut, conformément à l'avis de tous les épigraphistes, ajouter le mot *legatus* devant *Divi Augusti*, — et traduire *Ph.* par *Phœniciam* ou *Phœnicem*. L'inscription ainsi complétée, le seul fait qui en ressorte clairement, c'est que Quirinius (en raisonnant dans l'hypothèse que c'est de lui qu'il s'agit) aurait eu deux fois, sous Auguste, la qualité de *legatus Cæsaris*. Quant à la question de savoir si c'est les deux fois, ou seulement la seconde, que la Syrie et la Phénicie ont été le théâtre de son activité, nous ne pouvons déjà plus l'élucider avec certitude ; ce point du reste nous importe peu, car en admettant même que Quirinius ait été *legatus Cæsaris* en Syrie et en Phénicie par deux fois, nous ne

nous trouverions pas en contradiction avec les données que Josèphe nous a fournies; rien ne nous empêcherait en effet d'admettre que l'une des *legationes* mentionnées dans l'inscription soit la même que celle dont parle l'historien, et que l'autre nous soit restée inconnue.

Quoiqu'il en soit, les deux sources s'accordent parfaitement sur le point essentiel : pas plus que les textes de Josèphe, l'inscription n'attribue à Quirinius le gouvernement de Syrie; car elle ne fait mention que d'un simple *legatus Divi Augusti*, et non pas d'un *legatus divi Augusti pro praetore*. — Et personne certes ne voudra prétendre qu'il y ait jamais eu ou pu avoir un gouverneur de Syrie qui ne fût pas *pro praetore*.

Ainsi se trouve résolue, conclut M. Aberle, la première des deux questions qu'il s'était posées en face de la double affirmation de Strauss. Prétendre que Quirinius a été gouverneur de Syrie en l'an 6, c'est rester dans le domaine de l'imagination; historiquement, cette assertion est un non-sens. Il ne se charge pas d'expliquer comment une si fâcheuse erreur a pu prendre naissance, et s'accréditer aussi généralement; mais il fait remarquer qu'elle daterait difficilement d'une époque antérieure au III^e siècle; car ce fut seulement alors que tomba en ruines, sous Constantin, l'antique organisation de l'empire romain, telle que l'avait établie Auguste. — C'est certainement aussi à une époque postérieure au III^e siècle que se fit jour l'opinion dans laquelle on interprétait le texte de saint Luc, en tirant de ce texte la conclusion que Quirinius avait opéré lui-même le recensement coïncidant avec la naissance du Christ. Avant le III^e siècle, on aurait regardé comme absurde une pareille interprétation: le cens était un accablant fardeau qui pesait sur chacun des sujets de l'empire, sans exception; aussi personne, bien certainement, n'ignorait comment il y était procédé, et tout le monde savait parfaitement que le soin de cette opération n'incombait jamais aux gouverneurs des provinces impériales. — Nous avons du reste un autre motif de penser qu'avant le III^e siècle, il n'était venu à l'idée de personne d'interpréter le texte de saint Luc de la façon que nous avons dite: Tertullien rapporte, sans plus amples développements, que le recensement fait à la naissance du Christ fut opéré par Saturninus. S'il avait supposé qu'on pût avoir l'idée, en lisant le texte de saint Luc, de regarder ce recensement comme l'œuvre de Quirinius, il n'au-

rait pas manqué d'entrer dans quelques détails à ce sujet, tandis qu'il ne mentionne même pas le nom de Quirinius.

Le trait dirigé par Strauss contre l'évangéliste vient donc frapper tout autre part que le savant critique ne l'avait espéré : en effet, aux yeux de Strauss, comme aux yeux de tout le monde, saint Luc devait nécessairement savoir que le recensement de l'an 6 avait été opéré par Quirinius. Or, en admettant ce point, Strauss convient par là même (contrairement à son assertion citée en tête de ces pages) que l'ἀπογραφή dont il est parlé dans Luc (II, 2), ne peut pas le moins du monde être le recensement de l'an 6, antidaté, — puisque l'évangéliste, en remarquant expressément que cette ἀπογραφή eut lieu sous le gouvernement de Quirinius, affirme ainsi implicitement qu'elle ne fut pas l'œuvre de ce dernier, qui se rattacha à elle simplement comme tous les *magistratus eponymi* se rattachaient aux événements dont leurs noms servaient à préciser la date.

M. Aberle passe à la seconde question, qu'il se pose en ces termes :

Saint Luc ne s'est-il pas trompé en attribuant à Quirinius le gouvernement de Syrie à une époque antérieure à l'an 6 ?

Cette donnée de saint Luc, à savoir que Quirinius était gouverneur de Syrie à l'époque de la naissance du Christ, est une nouvelle historique comme une autre, et nous devons la tenir pour vraie tant qu'il ne nous sera pas démontré, ou qu'elle est en elle-même absolument impossible, ou bien qu'elle se trouve en contradiction avec quelque autre témoignage digne de foi.

Quirinius fut consul en l'an de Rome 742, et se vit par suite octroyé un proconsulat en 747 ; un an plus tard, il réunissait donc toutes les conditions voulues pour remplir les fonctions de gouverneur de Syrie, fonctions qu'Auguste avait l'habitude de ne confier qu'à des personnages consulaires. Ainsi le fait rapporté par saint Luc ne renferme en lui-même aucune impossibilité.

Mais, aux yeux de plusieurs personnes, il se trouve démenti par des preuves établissant qu'à l'époque de la naissance du Christ, la Syrie était gouvernée, soit par Saturninus, soit par Varus.

Ce sont ces preuves dont il s'agit maintenant d'apprécier la valeur.

- Pour soutenir que Saturninus était gouverneur de Syrie lors de la naissance du Christ, on s'appuie sur une donnée de Tertullien, d'après laquelle le recensement qui eut lieu à cette époque fut l'œuvre de Saturninus. Que l'on remarque bien ceci : Tertullien ne dit pas du tout que ce fut en qualité de gouverneur que Saturninus opéra le recensement dont il s'agit ; c'est là une simple conclusion que l'on tire du texte de Tertullien, en présupposant que l'opération du cens rentrait dans les attributions des gouverneurs.

Ce raisonnement se trouve en apparence justifié par la circonstance que Saturninus fut effectivement gouverneur de Syrie à une époque assez rapprochée de la naissance du Christ ; il succéda à Titius en 743 ou 744 ¹, et fut lui-même, dès l'année 747 ², remplacé dans ces fonctions par Varus.

En combinant ces dates avec la conclusion tirée de Tertullien, on crut avoir trouvé, non-seulement une preuve à l'appui de cette conclusion, mais encore un point de repère pour fixer l'année de la naissance de Jésus. Le bel ouvrage de Sancellemente : *De vulgaris æræ emendatione*, n'est autre chose que le développement de ce point de vue ; l'auteur était tellement convaincu de la justesse de ses appréciations, qu'il demanda au pape Pie VI de faire ajouter six années à l'ère chrétienne (l'an 1 de cette ère correspond à l'an 753 de la fondation de Rome) ; naturellement le pape n'y consentit pas, et il eut raison ; la circonstance que le recensement fait, lors de la naissance du Christ, a été opéré par Saturninus, prouve précisément, selon M. Aberle, qu'à cette époque un autre était gouverneur de la province, et, si Saturninus a rempli cette fonction à une époque antérieure, il a dû nécessairement en être déchargé dans l'intervalle. Il est probable qu'Auguste se décida à le renvoyer en Syrie en qualité de *recenseur*, à cause de la connaissance qu'il avait acquise du pays et de ses habitants pendant la durée de son gouvernement.

L'objection qui repose sur l'époque du gouvernement de Varus, est plus sérieuse.

D'après les évangélistes, le Christ est né avant la mort d'Hérode, par suite avant le mois d'avril de l'année 750.

¹ En 746. Voy. Mommsen, *Res gestæ*, etc., p. 113.

² En 748. *Ibid.* id.

D'un autre côté, Tacite rapporte qu'un certain Simon, prétendant au trône après la mort d'Hérode, fut châtié « *a Varo obtinente Syriam* ¹. » — De même, Josèphe rapporte une série d'actes émanés de Varus, desquels il résulte que ce dernier avait encore, après la mort d'Hérode, le pouvoir militaire suprême sur toute la Syrie. Josèphe appelle même Varus *Συρίας στρατηγός* ².

Il semble donc qu'on ne puisse se dispenser d'admettre qu'à la mort d'Hérode c'était encore Varus qui était gouverneur de la Syrie.

M. Aberle pense qu'on pourrait à la rigueur concilier cette conclusion avec le texte de saint Luc, et voici comment : le recensement commencé par Saturninus, continué sous Varus, interrompu par la mort d'Hérode et par les événements qui suivirent, ne put être achevé que par Quirinius; de telle sorte que saint Luc, en parlant des opérations préliminaires, a pu déjà donner au recensement le nom qu'il prit de celui qui le termina; mais M. Aberle n'adopte pas cette explication, qu'il regarde comme trop hasardée, et il cherche par une autre voie la solution de la question.

L'idée qu'on s'est toujours faite, dit-il, que Quirinius devait avoir lui-même opéré le recensement dont parle saint Luc, a empêché jusqu'aujourd'hui de remarquer un point qui était cependant assez manifeste pour ne pas échapper à l'attention des savants : il est hors de doute que Quirinius a pu être gouverneur de Syrie, — et remplir en cette qualité le rôle de *magistrat éponyme*, — longtemps avant d'avoir mis les pieds dans le pays. On devenait gouverneur, non pas dans les provinces, mais à Rome, et c'était l'empereur lui-même qui nommait (toutes les fois, bien entendu, qu'il ne s'agissait pas d'une province du sénat). Le personnage choisi était véritable gouverneur à compter du jour du décret qui l'avait nommé, et jouissait des distinctions honorifiques au si bien que des émoluments attachés à ce rang; la permission de se rendre dans la province qui était confiée à un magistrat, était tout à fait distincte de sa nomination; souvent on faisait attendre longtemps cette permission; dans certains cas même, on ne l'accordait pas

¹ *Hist.*, v, 9.

² *Ant. Jud.*, XVII, x, 1.

du tout. C'est ainsi qu'il se trouva des gouverneurs qui, pendant toute la durée de leur gouvernement, ne virent pas leur province une seule fois; cette particularité semble ne pas avoir été rare sous le règne de Tibère, duquel Tacite nous dit : « *Qua hæsitazione postremo eo proventus est ut mandaverit quibusdam provincias quos egredi non erat passurus.* » — Ajoutons que les hommes dont il s'agit n'avaient pas seulement le titre de gouverneur; ils remplissaient réellement les fonctions qui y étaient attachées (voir Suétone), en faisant exécuter par des *legati* ou *adjutores* les missions qu'ils recevaient directement de l'empereur.

M. Aberle cite plusieurs exemples, tous d'une époque postérieure à celle qui nous occupe; et il convient qu'il est possible en effet que, sous le règne d'Auguste, de pareils faits ne se soient produits que rarement, et seulement pour de bonnes raisons; mais personne, ajoute-t-il, ne voudrait affirmer qu'il ne s'en soit présenté absolument aucun; la manière dont Tibère procédait n'était certainement pas, en tous points, une innovation, mais devait, au contraire (et cela rentre bien dans le caractère de cet empereur), se rattacher à des errements remontant au règne d'Auguste.

Dans le cas où le départ d'un gouverneur pour son commandement était retardé, ce gouverneur ne pouvait guère, de Rome où il était retenu, organiser l'administration de sa province; aussi est-il probable qu'il ne se faisait précéder que de ses commissaires des finances, — pour sauvegarder ses intérêts, — et que, quant au reste, son prédécesseur continuait à administrer jusqu'à son arrivée,.... d'autant plus qu'il était interdit au prédécesseur de quitter la province avant ce moment-là.

En appliquant ce que nous venons de dire au cas particulier qui nous occupe, ne voit-on pas qu'il est très-possible que Quirinius fût déjà gouverneur de Syrie à une époque à laquelle Varus faisait encore dans cette province acte de souveraineté? Les données de Tacite et de Josèphe ne contredisent en aucune façon cette hypothèse, car l'expression *obtinere*, dont se sert le premier de ces historiens pour désigner la situation de Varus en Syrie, s'emploie de fonctions très-diverses, et n'implique pas nécessairement l'idée que Varus fût à ce moment-là le gouverneur de la province. — Quant à ce qui est du titre de *στρατηγός*

Συρίας, que Josèphe donne à Varus, personne ne niera que l'historien bel esprit ait pu se montrer peu exact en matière de qualifications de ce genre, et écrire στρατηγός dans le sens de ἡγεμῶν (ce point, il est vrai, n'est pas susceptible de démonstration, et ne laisse pas que de constituer une véritable difficulté).

Disons encore que l'apparition de Sabinus, telle que l'historien juif nous en fait le récit, devient tout à fait inexplicable dans l'hypothèse que Varus était encore, après la mort d'Hérode, le véritable gouverneur de cette province : Josèphe appelle expressément Sabinus le *procurator* de Syrie (ὁ τῆς Συρίας ἐπίτροπος, ou bien : Καίσαρος ἐπίτροπος τῶν ἐν Συρίᾳ πραγμάτων)¹ ; sa mission ne se bornait donc pas, comme on pourrait le croire, à une occupation provisoire des Etats d'Hérode, mais embrassait au contraire la Syrie tout entière ; et cependant Sabinus ne paraît pas avoir été hiérarchiquement subordonné à Varus ; les textes nous montrent Varus obligé de traiter avec Sabinus, et signalent expressément les concessions faites par ce dernier comme des marques de complaisance de sa part. Or, si, à cette époque, Varus avait encore été gouverneur, ayant Sabinus pour *procurator*, il est probable qu'au lieu de traiter il aurait commandé. On est, par suite, autorisé à penser que Sabinus était le *procurator* d'un autre gouverneur, successeur de Varus, et, comme nous savons positivement qu'il arriva en Syrie avant ce successeur, il est très-possible que le gouvernement militaire de cette province ait été pour quelque temps maintenu à Varus, tandis que le successeur de ce dernier se voyait momentanément remplacé par Sabinus dans l'administration politique.

Ainsi s'expliquerait non-seulement la situation réciproque de Sabinus et de Varus, mais encore la qualification impropre de στρατηγός donnée à ce dernier.

M. Aberle va plus loin :

« Remarquons, dit-il, ce qui se passe aujourd'hui en Angleterre relativement à l'administration des possessions indiennes ; nous voyons s'y dessiner chez les hommes d'Etat deux tendances bien distinctes ; les uns cherchent autant que possible à conserver les princes indigènes ; les autres, au contraire,

¹ Ant. Jud., XVII, ix, 3.

préconisent de tout leur pouvoir le système des annexions. — Ces deux mêmes points de vue politiques divisaient les esprits à Rome au temps d'Auguste; Varus semble avoir été partisan du premier; quant à Quirinius, qui coopéra plus tard à la confiscation de la souveraineté d'Archélaüs, nous devons penser qu'il préférerait le second; or Sabinus, lui aussi, doit être compté parmi les adeptes du second système, car nous savons par Josèphe qu'il se mit en opposition directe avec Varus, en soutenant le parti juif qui réclamait d'Auguste l'administration romaine sans intermédiaire. » — Ne pourrait-on pas induire de cet aperçu que le gouverneur qui succéda à Varus en Syrie, et dont Sabinus fut le *procurator*, était précisément Quirinius?

M. Aberle ne prétend pas donner à tout ce développement relatif à Sabinus plus d'importance qu'il n'en mérite. — Il se borne à constater un seul point, savoir que la façon dont il comprend la situation réciproque de Quirinius et de Varus, loin de se trouver en contradiction avec les textes de Josèphe, est au contraire la seule qui permette de résoudre les difficultés présentées par le récit de l'historien juif; — et il se sent en droit d'affirmer que Quirinius peut avoir été gouverneur de Syrie à une époque à laquelle se placent encore des actes d'autorité émanés de Varus.

M. Aberle fait encore un pas de plus, et indique les raisons qui engagèrent Auguste à nommer Quirinius gouverneur de Syrie dès avant la mort d'Hérode, et à le retenir provisoirement à Rome. Il entre à ce sujet dans des considérations historiques sur lesquelles il s'étend longuement, et dont voici le résumé :

Auguste affectionnait particulièrement son petit-fils Caius, qui était né en 757, de sa fille Julia et d'Agrippa, et qui mourut en février 735; il l'adopta et plaça auprès de lui Quirinius en qualité de *rector juventutis*. C'était un poste de la plus haute importance; les personnages qui y étaient appelés prenaient la direction des affaires entreprises sous le nom des jeunes princes de la famille impériale, et en endossaient toute la responsabilité en cas de non-réussite. Il fallait donc que Quirinius, nommé *rector* du jeune prince, se trouvât placé d'autre part dans une situation telle, qu'il pût s'acquitter des tâches imposées à son élève. Or Auguste donna à Caius le *proconsulare imperium* en Orient, sans lui confier d'armée; il fallait donc que son *rector* disposât de forces militaires suffisantes pour faire la guerre aux

Parthes et aux Arabes, ainsi qu'en Arménie. — D'un autre côté, nous savons que dans tout l'Orient le gouverneur de Syrie seul remplissait cette condition (il avait le commandement suprême de l'armée de l'Euphrate). D'où il suit qu'Auguste, voulant donner à son petit-fils l'occasion d'acquérir de la gloire militaire, ne pouvait placer auprès de lui, en qualité de *rector juventutis*, que le gouverneur de Syrie, ou plutôt devait investir de cette dernière fonction le personnage qu'il avait choisi pour *rector*.

Donc, première conclusion : Quirinius a dû être gouverneur de Syrie du vivant de Caius, c'est-à-dire avant 757.

M. Aberle ne s'en tient pas là; il veut préciser d'une manière plus exacte l'époque du gouvernement de Quirinius. Pour y arriver, il cherche d'abord à établir, par des textes de Tacite, que Quirinius fut le premier en date des trois *rectores* placés successivement par Auguste auprès de Caius, et, ce point une fois admis, il se demande à quelle époque ont commencé les fonctions de Quirinius auprès du jeune prince. Il utilise ici le récit de Josèphe relatif au testament d'Hérode; ce testament, paraît-il, arriva à Rome, au plus tard, en mai 750; aussitôt Auguste nomma une commission pour faire un choix entre les divers prétendants à la succession d'Hérode, et confia la présidence de cette commission à Caius; or celui-ci, n'ayant alors que seize ans, ne pouvait évidemment remplir en personne le mandat qu'il avait reçu, et son premier *rector* en date, — nous avons admis que c'était *Quirinius*, — dut évidemment l'assister, sinon le remplacer tout à fait. Il faut donc reconnaître qu'immédiatement après la mort d'Hérode, Quirinius *était déjà* gouverneur de Syrie, et ce n'est pas trop présumer que de faire remonter le début de ce gouvernement à l'époque à laquelle Caius obtint la toge virile, c'est-à-dire à l'année 749.

Si l'on admet, comme M. Aberle le fait, que Quirinius ne fut élevé à la dignité de gouverneur de Syrie que parce que son poste auprès de Caius exigeait qu'il en fût ainsi, on comprend facilement qu'il ait été retenu à Rome jusqu'au moment où son élève partit pour l'Orient.

Quant à la question de savoir pendant combien de temps au juste Quirinius s'acquitta en personne et sur les lieux mêmes de ses fonctions de gouverneur, nous l'ignorons complètement; en tous cas ce fut pendant une période bien courte;

car nous savons que Quirinius accompagna Caius dans une série de voyages, et que par suite il n'a pu arriver en Syrie qu'en 753 ; or, en 754, Lollius lui avait déjà succédé comme *rector* de Caius. Il est donc bien possible qu'à raison de son peu de durée, ce gouvernement de Quirinius ait été ignoré de la plupart des contemporains, ce qui expliquerait déjà le silence de Josèphe sur ce point ; mais la raison de ce silence se voit encore dans un autre fait, que nous mentionnons en terminant. Suétone rapporte qu'Auguste loua Caius : « *quod Judæam prætervehens apud Hierosolymam non supplicasset.* » C'était là une véritable insulte au peuple juif, et on ne peut, en conscience, en vouloir à l'historien, — juif lui-même, — de ne pas s'être cru obligé d'instruire de cette insulte la postérité et d'avoir préféré garder sur Caius et son entourage un silence absolu, en ne faisant même pas mention de l'expédition dont il s'agit.

La donnée de saint Luc, relative au gouvernement de Quirinius, se trouve donc confirmée historiquement.

Si nous trouvions, dit pour conclure M. Aberle, une pareille donnée dans Zonaras ou tout autre compilateur byzantin, nous la considérerions comme une augmentation de nos richesses historiques, comme un complément des autres sources, qui sont si défectueuses. Pourquoi donc saint Luc ne mériterait-il pas égale créance ?

Ce qui a poussé M. Aberle à faire les recherches dont on vient de lire l'analyse, ce n'est pas tant le désir de répondre à l'objection de Strauss que l'ambition de ne pas laisser saint Luc sous le coup d'un reproche d'inexactitude. M. Aberle s'est livré à de longues études sur les écrits de cet évangéliste, et toujours il y a remarqué une très-grande exactitude en matière de renseignements chronologiques, renseignements qui, du reste, pouvaient être directement contrôlés par les accusateurs de saint Paul et les juges romains. M. Aberle ne pouvait admettre que le texte relatif à Quirinius fit exception aux habitudes de saint Luc, et il avait à cœur de se prouver à lui-même que ce texte ne faisait que les confirmer.

On le voit, le mémoire de M. le professeur Aberle ne répond pas à toutes les objections et ne lève pas toutes les difficultés, Il isole de cette question complexe les deux points relatifs au gouvernement de Quirinius et au magistrat chargé du recense-

ment de la Judée, et les traite avec savoir et talent, mais il laisse de côté la nature de ce recensement, la condition de la Judée à l'époque de la naissance de Jésus-Christ, etc.

Dans la première partie de cette étude, il s'efforce d'établir que Quirinius n'était point gouverneur de Syrie l'an 6, et que ce n'est pas en cette qualité qu'il a fait le recensement dont parle Josèphe et qui suivit la déposition d'Archélaüs, mais bien en qualité de *legatus Augusti ad census accipiendos*, ce qui est bien, d'ailleurs, le titre consacré pour ces sortes de missions exceptionnelles ¹. Tout ce qu'il dit de ces missions spéciales confiées à d'autres personnages qu'aux gouverneurs des provinces impériales est très-satisfaisant ; on pourrait même ajouter que, sous la République, de pareils exemples abondent ; mais c'est assurément aller trop loin que de regarder ces fonctions comme incompatibles avec celles de gouverneur ; car les *legati Augusti pro prætore* étant les représentants de l'empereur, ses lieutenants dans les provinces dont l'empereur lui-même était le gouverneur universel, en vertu de son pouvoir proconsulaire, le *legatus pro prætore* était investi des prérogatives les plus étendues attachées à ce titre, et parmi ces prérogatives était certainement le droit de faire les recensements.

L'argumentation du savant professeur sur le δικαιοδότης τοῦ ἔθνους ne nous paraît pas bien solide, car on ne voit pas que les censiteurs extraordinaires délégués par l'empereur aient jamais rempli de fonctions judiciaires. Nous savons au contraire que ce sont les attributions les plus importantes du légat-gouverneur, et ce sont même celles qui étaient spécialement désignées par les mots *pro prætore*. Or, comme, en l'an 6, la Judée devint une dépendance du légat de Syrie, ayant un *procurator* placé sous le commandement de ce légat, il fallait de toute nécessité que le pouvoir judiciaire fût réservé entièrement à ce magistrat. M. Aberle confesse lui-même qu'il n'a pas trouvé d'exemple d'un *legat censiteur* qui fût en même temps investi de fonctions judiciaires, à moins qu'il ne fût gouverneur de province. Nous pouvons lui assurer qu'il n'en trouvera jamais. Car cette confusion eût été en contradiction avec le principe même de ces missions spéciales et exceptionnelles, mises en regard des attri-

¹ Voy. l'inscrip. 364 du recueil d'Orelli.

butions si nettement définies des gouverneurs des provinces impériales.

Examinant ensuite l'inscription de Tivoli, M. Aberle conteste de tout point la restitution proposée par M. Mommsen. Sur ce sujet, nous nous permettrons de contester à notre tour la compétence du professeur de Tubingen, et de lui préférer l'autorité universellement reconnue du savant épigraphiste de Berlin.

Le mot *divus*, précédant le nom de l'empereur sous lequel un personnage avait exercé ses fonctions, était certainement un moyen employé par les lapicides pour dater la mort de ce personnage et non pour dater le monument lui-même ; car cela n'intéressait personne de savoir si le tombeau avait été élevé immédiatement ou longtemps après la mort de celui qui y était déposé ; mais ce qui importait, c'était de savoir quand celui-ci était mort.

Les mots *pro prætore* peuvent se trouver indifféremment après ou avant *Divi Augusti* ; M. Mommsen les a placés avant, dans sa restitution. Si le personnage en question avait été une fois *legatus ad census accipiendos*, et une fois *legatus pro prætore*, comme le suppose M. Aberle, on n'eût pas mis le mot *iterum* qui désigne évidemment deux fois l'exercice de la même magistrature.

M. Aberle lui-même fait de ces deux emplois des fonctions très-distinctes ; or, il ne serait pas plus possible de les comprendre sous ces mots *legatus ITERVM*, que de dire aujourd'hui qu'un personnage a rempli *deux fois* la même charge, à savoir celle de *préfet* et celle de *général*.

Or, comme le savant professeur établit lui-même que Quirinius a été gouverneur de Syrie, que l'inscription de Tivoli se rapporte à un personnage qui l'a été deux fois, et que tous les autres légats de Syrie sont exclus par les raisons données plus haut, d'après M. Mommsen, il n'y a aucune pétition de principe à soutenir que c'est Quirinius qui est désigné par le monument.

On peut se demander d'ailleurs pourquoi M. Aberle se donne tant de peine pour enlever à Quirinius le gouvernement de Syrie en l'an 6 de notre ère. Que peut y gagner sa démonstration ? Ce qui importe n'est pas de prouver que ce personnage n'était pas gouverneur en l'an 6 de notre ère, mais qu'il l'avait été une première fois en l'an 6 ou en l'an 5 avant notre ère, au

moment de la naissance de Jésus-Christ. C'est là le point difficile, c'est celui que M. Aberle entreprend de prouver avec assez d'habileté dans la seconde partie de son mémoire, qui est, à nos yeux, tout son mémoire, car la première partie est inutile à la démonstration. Le passage de Strauss ne méritait pas cette réfutation quant au fait avancé par le savant docteur que « Quirinius a été gouverneur de Syrie *une seule fois*, l'an 6 de notre ère, puisque la dissertation de Mommsen prouvait qu'il l'avait été deux fois. Il était donc plus simple de s'en servir pour répondre à M. Strauss, que de chercher, d'une main mal assurée et par des raisons qui trahissent une grande inexpérience des études épigraphiques, à ruiner les arguments nouveaux qui s'offrent à nous pour la solution du problème dont il s'agit.

Dans la seconde partie de son mémoire, M. Aberle se propose de résoudre la difficulté principale. Varus fait acte d'autorité, en qualité de *commandant de la Syrie* Συρίας στρατηγός, ayant la Syrie en partage, « *Syriam obtinens*, » après la mort d'Hérode, l'an 750 (an 4 avant notre ère), et il était déjà gouverneur l'an 748 (an 6 avant notre ère). Or, c'est, comme nous l'avons montré plus haut, entre les années 748 et 750 qu'il faut placer la naissance du Christ.

Le mot *obtinens* de Tacite n'est assurément pas l'équivalent rigoureux de *legatus Augusti pro prætore Syriæ*, mais cependant, s'il ne veut pas dire remplissant la fonction de gouverneur, que peut-il signifier? Toute la discussion relative à Varus est, malgré cela, assez concluante, et M. Aberle nous paraît avoir tiré un excellent parti du conflit élevé entre Sabinus, simple *procurateur* ἐπίτροπος, et Varus. Il serait besoin d'insister encore sur ce fait, et de bien définir les attributions des *procurateurs* par rapport aux légats impériaux propréteurs ou gouverneurs de provinces impériales.

De même que la carrière sénatoriale, la carrière équestre était soumise à un ordre hiérarchique invariable. Car il n'y avait pas à Rome, comme chez nous, autant de carrières que de services : on pouvait être tour à tour militaire, administrateur, juge et prêtre, et il n'y avait, à proprement parler, que deux carrières parallèles, l'une supérieure par le rang et la considération, l'autre, inférieure, mais procurant, dans ses plus hauts emplois, une influence, une autorité même souvent plus grandes. La première était la carrière sénatoriale, dont nous

avons indiqué plus haut les principaux degrés; l'autre était la carrière équestre. On peut compter sept degrés dans la hiérarchie des *fonctions* équestres, car ce n'étaient pas des *magistratures*.

1° On était d'abord *préfet* ou *tribun d'une cohorte auxiliaire*, puis *tribun légionnaire*, et enfin *préfet d'une aile de cavalerie*. C'étaient ce qu'on appelait les grades équestres, *militiæ equestres*.

2° On passait ensuite au grade de *procurateur*. Il y en avait de beaucoup de sortes, suivant les services qu'on leur confiait : *procurateurs* ou intendants de la fortune privée des empereurs; *procurateurs des routes*, sous les ordres des *curateurs* de la carrière sénatoriale ; — *procurateurs du quarantième*, ou de la douane ; — *procurateurs du vingtième des successions*, service de l'enregistrement ; — *procurateurs des postes (vehiculorum)*, etc.

3° Dans le degré immédiatement supérieur, venaient : les *procurateurs de l'empereur* chargés du service des finances (contributions directes) dans une province impériale, et placés sous les ordres du légat ou gouverneur. Il faut dire cependant que les employés supérieurs des finances avaient souvent plusieurs provinces dans leur service, comme cela avait lieu, en particulier, dans la Gaule. Dans ce cas, dépendants de plusieurs légats, ils étaient, par le fait, plus affranchis de leur autorité; mais cela n'avait pas lieu pour la Syrie ; — les *procurateurs de l'empereur* chargés du gouvernement civil, militaire et judiciaire d'une province de degré inférieur, dite, pour cette raison, *province procuratorienne*, comme les Alpes maritimes, le Norique, etc. Ces *procurateurs-gouverneurs* avaient les mêmes attributions que les légats propréteurs, mais seulement leurs provinces étaient beaucoup moins importantes. Pour les pays récemment annexés, il arrivait toutefois que ces *procurateurs provinciaux* dépendissent du légat du commandement duquel ce pays avait été originairement détaché, comme les *procurateurs* Coponius et Ponce-Pilate en Judée.

4° Le degré supérieur était *préfet des vigiles*, ou commandant des pompiers de Rome ;

5° Puis *préfet de l'annone*, chargé de l'approvisionnement du blé à Rome ;

6° *Préfet d'Égypte* ;

7° Enfin *préfet du prétoire*, qui était la plus haute fonction de la carrière équestre, et, par le fait, la position la plus considérable par l'influence qu'elle donnait, supérieure même, en cela du moins, à la plus élevée de la carrière sénatoriale, qui était celle de *préfet de la Ville*.

D'après le tableau qui précède, on voit que Sabinus, procureur impérial en Syrie, devait être en tout soumis au légat. Le conflit, rapporté par Josèphe, et qui éclata entre Varus et Sabinus, était donc absolument contraire à toutes les règles de la hiérarchie et même de la discipline militaire. Il ne peut guère s'expliquer autrement que comme le fait M. Aberle, c'est-à-dire que par l'hypothèse où Varus eût été provisoirement maintenu dans le commandement militaire, jusqu'à l'arrivée de celui qui lui aurait été donné pour successeur, tandis que Sabinus aurait été placé légalement sous l'autorité de ce successeur, qui n'est autre que Quirinius.

Ce qui semble justifier cette explication, c'est la détestable administration de Varus qui, « entré pauvre dans une province aussi riche que la Syrie, était sorti riche de la Syrie pauvre ¹. » Il ne serait donc pas impossible, il paraît même probable, que Quirinius, auquel la belle restitution de l'inscription de Tivoli, par M. Mommsen, rend ses deux commandements de Syrie, dont le premier suit immédiatement celui de Varus, aura été nommé légat de Syrie avant 750, époque où ce dernier semble encore faire acte d'autorité.

D'après cela, Quirinius aurait pu être nommé et avoir le titre de légat de Syrie, étant encore à Rome, et longtemps avant d'en prendre le commandement effectif dans le pays même.

Il faut dire cependant que l'on a des médailles de Varus, frappées à Antioche l'an 25°, 26° et 27° de l'ère actiaque, c'est-à-dire jusqu'en 750 (4 avant notre ère). M. Aberle paraît ignorer ce fait, assez grave pour la solution qu'il propose.

C'est avec raison que M. Aberle invoque, à l'appui de cette supposition, les exemples analogues bien connus. Pour n'en citer qu'un, Tacite dit en propre termes qu'« Ælius Lamia,

¹ « Pecuniæ vero quam non contemptor, Syria, cui præfuerat, declaravit, quam pauper divitem ingressus dives pauperem reliquit. » Velleius Paterculus, II, 117.

débarrassé de ce gouvernement de Syrie *qu'il n'avait exercé que de nom*, fut nommé préfet de la Ville ¹. »

Tout ce qui suit sur les dates du séjour de Caius César en Orient n'est pas exact, et nous nous contenterons de renvoyer à celles que M. Mommsen a établies.

En somme, M. Aberle, comme M. Mommsen, comme M. Lutteroth, a apporté sa pierre à l'édifice, et il a le mérite d'avoir dégagé le premier de l'inexplicable conflit de Varus avec le procureur Sabinus, cette hypothèse, très-probable, que le commandement légal de Quirinius en Syrie aurait commencé avant 750, c'est-à-dire avant la mort d'Hérode.

IV.

Nous ne dirons que peu de chose des études faites sur cette question par notre cher et vénéré maître M. Wallon. Il n'en est pas de son livre, qui a déjà deux éditions, comme des précédents. Il est en français, il jouit d'une grande publicité, et il est, à coup sûr, entre les mains de tous ceux qui prennent un intérêt scientifique et religieux tout à la fois à ces importantes questions. Nous sommes donc dispensé tout au moins de faire l'analyse du chapitre III de cet ouvrage, intitulé : *Suite de l'examen des objections. — Le recensement de Quirinius; le massacre des innocents*. Mais ce qui frappe tous ceux qui le lisent, c'est la connaissance approfondie de toutes les sources, la critique sincère, et la loyauté poussée jusqu'au scrupule dans la discussion de ces documents.

On peut s'étonner, dit-il, du silence des historiens anciens sur l'édit d'Auguste dont parle saint Luc. M. Wallon se charge de l'expliquer. Tacite n'a pas écrit l'histoire d'Auguste; Suétone ne fait pas une histoire générale, mais des biographies; le LV^e livre de Dion Cassius, correspondant aux années 745 à 761 et embrassant par conséquent la période où l'édit a dû être rendu, ne nous est parvenu que par fragments ². Quant à Auguste, s'il garde le silence sur ce fait dans son testament, aujourd'hui connu en grande partie par le monument d'Ancyre,

¹ « (Ælius Lamia) qui administrandæ Syriæ imagine exsolutus, Urbi præfueat. » Tacit., *Ann.*, l. VI, 27.

² De la croyance due à l'Évangile, 2^e édit., p. 332-333.

il n'est pas impossible encore de supposer qu'il en fût question dans les lacunes que présentent l'inscription grecque et l'inscription latine ; mais peut-être M. Wallon recule-t-il un peu trop la naissance de Jésus-Christ en la plaçant sept ans avant notre ère, en partie pour rapprocher cette naissance du lustre de l'an 8, qu'il suppose être la date de l'édit. Cet édit aurait donc été promulgué un an avant la nativité. Or il ne nous paraît pas qu'il y ait un lien entre le lustre, qui ne comprenait que les citoyens romains, et le recensement du monde, qui devait comprendre surtout les étrangers, et nécessitait un travail long et compliqué. Aussi le savant professeur de la Sorbonne a-t-il soin de rappeler qu'Auguste avait fait un exposé sommaire de la situation de l'empire, qui s'est perdu, *Breviarium imperii*, exposé mentionné par Tacite, Suétone et Dion Cassius, et qui devait suppléer au testament.

Il est plus que probable que l'édit qui concernait les sujets de l'empire, ne trouvant pas place dans le monument d'Ancyre, lequel regarde plus particulièrement les citoyens romains, était mentionné avec détails dans le *Breviarium*, car Tacite dit, en propres termes, « que ce livre consignait toutes les ressources de l'État, disait combien il y avait de citoyens et d'alliés sous les armes, combien de flottes, de royaumes, de provinces, les tribus et les redevances (*vectigalia*), etc. ¹. » Suétone ², Dion Cassius ³ confirment ce témoignage. M. Wallon montre que toutes les notions renfermées dans le *Breviarium* n'ont pu être que « le résultat d'une vaste enquête ordonnée par le prince et exécutée dans tous les pays dépendants ou alliés ⁴. »

Il prouve ensuite que cette enquête était conforme aux traditions les plus anciennes de l'organisation de la conquête ou de la préparation même de l'occupation romaine sous la République. D'ailleurs d'autres témoignages de ce recensement universel nous sont parvenus. La *Cosmographie* d'Æthicus Ister, ou qui lui est communément attribuée, et qui date du iv^e siècle, rapporte à l'an 44 avant notre ère (consulat de Jules César et d'Antoine) le sénatus-consulte en vertu duquel l'empire fut

¹ *Ann.*, I, 41.

² *Aug.*, 101.

³ *LVI*, 33.

⁴ *De la croyance*, etc., p. 335.

divisé en quatre parts et mesuré : l'occident, par Didyme ; l'orient, par Zénodore ; le nord, par Théodote ; et le midi, par Polyclète, et que cette opération dura 24 à 25 ans ¹. C'est à cette longue et difficile opération que fait allusion Plin^e l'Ancien². Ce travail fut donc continué par Auguste, et nous en avons une nouvelle preuve dans le passage des *Agrimensores*, cité plus haut. On remarquera que le *Livre des colonies*, attribué à Frontin, est certainement du 1^{er} siècle, et il y est dit qu'un certain Balbus « enregistra, au temps d'Auguste, les *formes* et les *mesures* de toutes les provinces et des cités, selon qu'il avait décrit lui-même ou recueilli ces mesures, et qu'il publia la loi agraire (ce qui signifie à cette époque cadastrale) de toutes les provinces ³. » Siculus Flaccus, dans son traité *De conditionibus agrorum*, nous apprend que les tableaux du cadastre étaient déposés dans les archives publiques, dans le sanctuaire du prince, et que ces tableaux présentaient des détails si précis qu'on y pouvait recourir en cas de contestations ⁴. Ce double témoignage du 1^{er} siècle, rapproché du passage de Pline et de l'assertion d'Æthicus, rend donc le fait d'un recensement cadastral au temps d'Auguste tout à fait inattaquable ⁵.

Nous ajouterons que le fameux *orbis pictus* d'Agrippa dont parle Pline, et qui exposait à tous les regards la carte détaillée du monde dans une forme allongée de l'ouest à l'est et comprimée du nord au sud, afin que l'on pût voir avec une égale facilité les régions septentrionales, est certainement reproduit dans sa disposition primitive, mais avec des additions d'époque postérieure, dans la célèbre *Table de Peutinger*.

¹ Æthicus Ister, Leyde, 1685, p. 26. Voy. le beau travail de M. d'Avezac : *Mém. de l'Acad. des Inscr. et Belles-Lettres* (savants étrangers), 1^{re} série, t. II, p. 376 et suiv.

² « Agrippam quidem in tanta viri diligentia præterque in hoc opere cura, quum orbem terrarum orbi spectandum propositurus esset, errasse quis credat, et cum eo Divum Augustum. » *Hist. nat.*, III, 3, § 14.

³ *Gromatici veteres*. Édit. de 1848, p. 239 ; passage dont le texte est cité plus haut.

⁴ « Quod si quis contradicat, sanctuarium Cæsaris respici solet. Omnium enim agrorum et divisorum et assignatorum formas, sedet divisionem et commentarios et principatus in sanctuario habet. Qualescumque enim formæ fuerint, si ambigatur de earum fide, ad sanctuarium principis revertendum erit. » *Gromatici veteres*, Berlin, 1848, p. 154-155.

⁵ Voy. *De la croy. due à l'Évangile*, p. 336, et surtout note xxvii, p. 533-535.

Or ce travail fut certainement le résultat de la même enquête ; il forma le tableau synoptique du monde, et fut comme la table géographique résumée accompagnant l'œuvre des agents impériaux.

Il est certain que le cadastre avait l'impôt en vue, et devait comprendre les personnes aussi bien que les immeubles. Cela est de toute évidence et l'on peut, à cet égard, se passer des témoignages d'Orose ¹ et d'Isidore de Séville ², qui étaient chrétiens. Mais Cassiodore, plus explicite encore, semble avoir puisé aux sources du 1^{er} siècle, et probablement dans Hygin ³, le précieux renseignement qu'il nous transmet, et qui sanctionne pleinement que le recensement comprenait les personnes : « Au temps d'Auguste, le monde romain fut divisé en domaines et décrit par le cens, afin de déterminer, d'une manière certaine, pour chacun, l'étendue de la propriété en raison de laquelle il devait payer sa part de tribut ⁴. »

Enfin M. Wallon cite le passage de Suidas qui nous est déjà connu et dont M. Lutteroth a tiré si bon parti.

Il est donc parfaitement établi qu'Auguste a rendu un édit dont la date est ignorée, mais qui avait pour objet d'ordonner le recensement du monde, et que ce recensement devait comprendre à la fois les personnes et les biens, en un mot, tout objet imposable.

Dans la seconde partie de ce chapitre, M. Wallon examine la question relative au gouvernement de Quirinius, et il discute avec détail la valeur des traductions proposées pour le 2^e verset du ch. 11 de saint Luc. Il cherche à justifier, et, dans une certaine mesure, du moins à déclarer « acceptable » celle d'Hervart (πρώτη, avant que), qui nous paraît, malgré les exemples allégués, une aussi mauvaise solution de la difficulté que la traduction proposée par M. Lutteroth pour le verset 6, car elle n'est point naturelle et ne saurait jamais constituer qu'un contre-sens.

Suit, dans le chapitre de M. Wallon, un examen du texte de

¹ VI, 22.

² *Orig.*, V, 36.

³ *De la croyance*, etc., p. 337, voy. la note 3.

⁴ « Augusti siquidem temporibus, orbis romanus agris divisus censuque descriptus est, ut possessio sua nulli haberetur incerta, quam pro tributorum susceperat quantitate solvenda. » Cassiod., *Var.*, III, 52.

Tertullien qui attribue le recensement à Saturninus. M. Wallon ne cache pas sa prédilection pour ce système, qui s'accorderait avec le résultat de son étude sur les années de Jésus-Christ. Le savant professeur faisant naître Jésus-Christ l'an 7 avant notre ère, c'est, en dernière analyse, sous Saturninus que le recensement aurait eu lieu selon lui ; saint Luc l'aurait désigné comme ayant eu lieu sous Quirinius, parce que Quirinius l'aurait « accompli, achevé. » Mais ἐγένετο, dans saint Luc, veut dire simplement *fut fait, arriva* et non *fut terminé*.

M. Wallon analyse ensuite rapidement le travail de M. Mommsen sur l'inscription de Tivoli, et il adopte sans réserve l'explication proposée par le savant de Berlin. Mais cela nous donne un premier gouvernement de Quirinius l'an 751 et au plus tôt de l'an 750, mais non pas de l'an 747, comme il le faudrait pour sa thèse. En faisant naître Jésus-Christ l'an 7 avant notre ère, il a donc aggravé la difficulté de la concordance. Il examine ensuite le système du professeur Aberle, et ne se rend pas aux raisons alléguées par le savant de Tubingen pour attribuer au premier gouvernement de Quirinius en Syrie une date plus ancienne, en empiétant sur le temps communément accordé à l'administration de Varus ; il oppose avec raison à ce système les monnaies frappées en Syrie au nom de Varus, l'an 750.

Mais il ne dit rien de la très-remarquable observation de M. Aberle sur le caractère chancelant et mal défini de l'administration de Varus, dans les derniers temps de son séjour en Syrie, et il ne tente pas d'expliquer le conflit de ce personnage avec le procureur Sabinus. Le savant français se rattache à l'hypothèse indiquée par M. Aberle, qui consiste à considérer Quirinius comme ayant achevé le recensement commencé par Saturninus.

M. Wallon consacre son troisième paragraphe à exposer les raisons sur lesquelles se fonde cette interprétation, — il faut le dire, un peu complaisante, — du texte de saint Luc. Il distingue avec raison dans le recensement : 1° l'enregistrement de la personne et des biens ; 2° la répartition de l'impôt, et il suppose les deux opérations divisées par le temps quoique désignées par un seul mot grec (ἀπογραφή) qui les comprendrait toutes deux. La première de ces deux opérations seulement se rapporterait à la naissance de Jésus-Christ ; il n'y aurait eu alors qu'un recensement de personnes et de biens, et nullement un recensement en vue de l'assiette de l'impôt.

Si la Judée n'était pas alors annexée à la province de Syrie, si Hérode la gouvernait encore, il ne faut pas croire, comme le fait M. Munck, « que le gouvernement romain n'eût aucun intérêt à faire un recensement en Judée¹ ; » quant à dire qu'il n'avait pas le droit de le faire, » c'est une autre question, mais qui importait assez peu à la politique romaine. Tacite nous parle des Clites, petit peuple de Cappadoce, qui, laissés libres, même après la réduction de la Cappadoce en province, furent contraints de subir le cens à la manière des Romains².

L'effet de l'édit d'Auguste devait être assurément de préparer les bases de l'impôt, mais non de l'établir immédiatement. Auguste n'eût-il pas eu de raison pour rendre général son édit de recensement, qu'il en aurait eu, dit M. Wallon, pour appliquer cette mesure à la Judée et à Hérode, auquel il avait écrit ces dures paroles : « s'il l'avait jadis traité en ami, désormais il le traiterait en sujet³. » Il est indubitable que l'empereur, voyant la fin de ce roi approcher, dut songer à réunir la Judée à la province de Syrie; il était donc naturel de préparer les bases de cette annexion. En l'an 6, à la déposition d'Archélaüs, Quirinius, pendant son second gouvernement de Syrie, établit l'impôt, en prenant pour base le recensement antérieur qu'il n'eut qu'à modifier.

M. Wallon trouve ensuite des raisons pour expliquer le silence de Josèphe sur le premier recensement, et il me semble qu'il pouvait en donner une découlant naturellement des précédentes : c'est que le recensement des personnes n'était pas la chose grave en elle-même pour la population, c'était l'impôt; or il ne fut établi qu'en l'an 6. Aussi la Judée se soulève-t-elle. C'est ce soulèvement qui est l'objet du récit de l'écrivain. Mais l'opération du cadastre, assez inoffensive, qui s'était accomplie ailleurs, et qu'on savait avoir commencé depuis longtemps, n'était pas la matière d'une mention spéciale, car ce n'était pas un événement, mais l'exécution lente et paisible d'une mesure générale. D'ailleurs, comme le prouve M. Wallon, il est avéré que Josèphe a omis des faits bien autrement importants.

Dans son 4^e paragraphe, le savant professeur établit que le

¹ *Palestine*, p. 362, 2^e col., note 3.

² « Clitarum natio Cappadoci Archelas subjecta, quia nostrum in modum deferre census pati tributa adigebatur, in tau: i juga abcessit. » *Ann.*, VI, 41.

³ *Ant. Jud.*, XVI, ix, 3.

recensement de Josèphe était bien conforme à la loi romaine ; seulement il n'explique pas comment l'époux de Marie pouvait être contraint par cette loi à venir se faire inscrire dans un pays d'où sa famille seulement était originaire. Quant à la loi juive, il n'y avait pas lieu, ce nous semble, de s'en occuper; dès que le recensement était romain, il devait être fait dans la forme romaine. Il importerait donc peu qu'on lût le verset : « Joseph vint se faire inscrire avec Marie, » ou « Joseph vint avec Marie, se faire inscrire, » si l'on n'avait en vue la loi romaine qu'exige le premier sens. Marie du tître inscrite, et la tradition, subsistant encore au temps de saint Cyrille et de l'empereur Julien, comprenait dans l'inscription, comme nous l'avons vu plus haut, le Christ lui-même.

C'est à ces quelques observations que nous bornons notre examen critique de l'ouvrage d'un de nos maîtres, dont l'autorité comme savant et le caractère comme homme commandent à la fois la confiance et le respect, et si nous nous sommes permis de ne pas partager entièrement son avis pour le détail et sur la question de date en particulier, nous ne considérons pas moins son livre comme le meilleur résumé qui ait été fait des débats soulevés à propos des évangiles, et le répertoire le plus complet des arguments à opposer à leurs détracteurs sur toutes les questions difficiles. C'est un des livres qui font le plus d'honneur à notre époque et qui sont appelés à rendre le plus de services à l'Église.

V.

Si le lecteur a daigné suivre avec attention l'examen auquel nous nous sommes livré dans les deux premières parties de cette étude, il pourra de lui-même donner la conclusion à laquelle nous sommes conduits; car elle est le résultat, en quelque sorte éclectique, de la critique que nous avons essayé de faire des différents systèmes mis en avant dans ces derniers temps, et elle se fonde, d'autre part, sur les révélations récentes de la science épigraphique. Il nous suffira donc d'en présenter ici le résumé, en groupant les éléments épars dans cette étude, de la solution cherchée.

Pour nous, il est certain, d'après le texte d'Æthicus, que César avait ordonné qu'on mesurât le monde; que le travail dura vingt-

cinq ans ; qu'il fut par conséquent continué par Auguste ; que ce fut une véritable opération cadastrale, comme en témoigne l'auteur du *Livre des Colonies* ; que les archives impériales conservaient le résultat de ce grand travail, ainsi que le dit Siculus Flaccus et que le prouve la table de Peutinger, reproduction traditionnelle de la représentation de l'*Orbis pictus* d'Agrippa.

Il est également certain pour nous qu'Auguste, s'il n'a pas parlé de cette grande opération dans les lacunes encore subsistantes de son testament sur le monument d'Ancyre, en a certainement parlé dans le *Breviarium imperii*, qui s'est perdu, mais dont Suétone, Tacite et Dion Cassius nous ont indiqué l'objet ;

Que ce cadastre n'était que l'étude préparatoire du recensement du monde, c'est-à-dire non-seulement des provinces romaines, mais des sujets ou alliés, comme le prouvent les textes de Cassiodore, d'Orose, d'Isidore de Séville et de Suidas ; que, d'après ce dernier, l'empereur Auguste avait choisi, non plus quatre personnages, comme l'avait fait César, pour la description préalable, mais vingt, pour faire ce *recensement* ; que Suidas est digne de foi et que l'article de son *Lexicon* n'a pu, comme le prouve M. Wallon, être fait pour justifier le texte de saint Luc ; que les épigraphistes de profession et les critiques les plus autorisés l'ont toujours considéré comme tel ; que ce recensement est une opération différente du relevé cadastral commencé sous César, poursuivi pendant de longues années, et qu'il n'a pu être entrepris qu'en vertu d'un *édit* d'Auguste.

La date de cet édit est restée inconnue, mais cela importe peu, puisque les expressions dont se sert saint Luc, ἐν ταῖς ἡμεραις, ne sauraient se rapporter étroitement aux faits mentionnés dans le verset précédent, — où il est question de la majorité ou de la présentation de Jean, qui eut lieu au moins douze ans après la naissance de Jésus-Christ, — mais qu'ils se rapportent visiblement à l'ensemble des faits relatés dans le chapitre 1^{er} de l'évangéliste, c'est-à-dire aux dernières années du règne d'Hérode.

Il est constant, d'autre part, que l'exécution de cette mesure, regardant tout l'empire, n'a pu être l'œuvre d'un jour, ni même d'une seule année ; que l'on a dû consulter l'instant propice pour les différents pays, et que, dans la Gaule, cette opération a eu lieu l'an 12 avant notre ère, ainsi qu'en témoignent les tables Claudiennes de Lyon.

Il n'est pas moins assuré que cette mesure, n'ayant aucun

rapport ni aucun lien probables avec les lustres regardant exclusivement les citoyens romains, a dû s'appliquer non-seulement aux provinces, mais aux pays sujets ou alliés placés dans une dépendance plus ou moins grande de Rome ; que la Judée se trouvait précisément dans cette condition, comme toute l'histoire du règne d'Hérode et le mécontentement particulier d'Auguste contre ce prince le prouvent surabondamment ; qu'il entraînait dans la pensée de l'empereur d'annexer prochainement ce pays à la province de Syrie, comme cela fut réalisé peu d'années après ; qu'il était dans les habitudes constantes de Rome de préparer de longue main son occupation ou ses annexions partielles par une constatation des ressources du pays, comme elle le fit en Macédoine sous Paul-Émile, en Asie après les défaites d'Antiochus, en Italie pour les cités sujettes ; et que l'on ne pouvait obtenir cette constatation que par un recensement préalable.

Il n'est pas surprenant que Tacite, Suétone et Dion n'en aient pas parlé, pour la Judée en particulier, puisqu'ils n'ont pas fait mention de l'exécution lente et générale de cette mesure pour les autres pays ; que d'ailleurs les mêmes historiens ne mentionnent pas non plus le recensement définitif de l'an 6 de notre ère, dont Josèphe parle avec tant de détail pour la Judée ; enfin que le silence de cet écrivain sur le premier recensement s'explique par des omissions plus importantes.

Il est avéré, d'autre part, que le Christ est né l'an 6 ou l'an 5 ; que Varus, gouverneur de Syrie l'an 748, a dû voir lui échapper une partie de ses pouvoirs, puisque Sabinus, simple procureur, fait acte d'autorité en Judée, et qu'il n'aurait pu le faire si Varus avait conservé intacte la puissance de légat ; que le successeur de Varus, en Syrie, a été certainement Quirinius, et que nous sommes autorisés à croire qu'il eut le titre de légat avant la mort d'Hérode ; qu'en tous cas il avait en Orient une très-grande influence et un commandement très-étendu qu'il conserva pendant le gouvernement *général* de Caius César ; que les monnaies frappées, en 750, à Antioche, au nom de Varus, ne prouvent qu'une chose, c'est qu'il continua de *résider* en ce pays jusqu'à cette époque ; que sa présence en Judée après la mort d'Hérode témoigne uniquement de l'insuffisance de ses pouvoirs, puisqu'elle fait ressortir le conflit qui s'était élevé entre lui et le procureur Sabinus ; que ce conflit serait inexplicable si Sabinus n'eût tenu son autorité d'un autre personnage, légat

nominal de Syrie, et que cet autre personnage ne saurait être que Quirinius; qu'enfin Saturninus, ancien légat mentionné par Tertullien comme ayant fait le recensement de la Judée à la naissance de Jésus-Christ, a été sans doute chargé de cette mission spéciale, confiée d'ordinaire à des personnages consulaires, pendant que Quirinius était légat titulaire, le texte de saint Luc pouvant et devant même s'entendre ainsi d'après une traduction littérale ayant cours chez les Pères de l'Église : « Quirinius ayant le gouvernement de la Syrie, » et non « le recensement fut fait *par* Quirinius, » comme le porte la traduction latine de la Vulgate.

N'oublions pas les explications de M. Wallon relativement à la double opération du recensement et de l'établissement de l'impôt; rappelons-nous que la première a dû être faite à la naissance de Jésus-Christ, alors que la Judée était à la veille d'être annexée et n'obéissait plus que pour la forme au roi Hérode, tandis que la seconde fut définitivement accomplie l'an 6 par le même Quirinius, ce que donne clairement à entendre le texte de saint Luc : « Ce **PREMIER** recensement *fut fait* sous Quirinius, (πρώτη); » donc il y en eut un second, et ce second fut fait encore par le même personnage, douze ans plus tard.

A tout cela, il faut ajouter que Joseph et Marie n'étaient point obligés de se faire inscrire, mais que, connaissant les prophéties, ils vinrent, avec intention et de leur propre mouvement, se prêter à leur accomplissement, et revendiquer leur qualité originelle de Béthléémites.

Telle est la solution que nous croyons la plus satisfaisante. Elle nous paraît répondre à tout; c'est là un grand pas de fait dans l'explication du texte évangélique, et c'est au progrès de la science contemporaine que nous le devons. S'il reste encore quelque doute dans les esprits, nous ne pouvons mieux faire que de rappeler en finissant les paroles de M. Wallon : « Ce qui est certain, c'est que cette explication est préférable à la supposition qu'un judaïsant éclairé, comme l'était l'auteur du 3^e évangile, ait ignoré ou interverti deux faits aussi capitaux et aussi fermement établis dans la mémoire des deux peuples; savoir : la naissance de Jésus-Christ sous Hérode et le recensement de la Judée par Quirinius, qui fut le sceau de l'asservissement du pays aux Romains. »

ERNEST DESJARDINS.

S. MAXIMIN DE TRÈVES

S. ATHANASE ET LES SEMI-ARIENS

L'histoire du iv^e siècle a été étudiée, depuis deux cents ans, avec une persévérance qui en démontre l'intérêt. Cependant, malgré les recherches et les efforts des érudits, un grand nombre de personnages de cette époque sont restés dans l'ombre, et plusieurs faits importants ont défié la perspicacité des savants. C'est que, trop souvent, les écrivains du temps ont manqué de cette précision que la critique moderne exige à bon droit dans les dates comme dans les récits, ou ont été animés de ces passions et de cet esprit de parti qui forment les préjugés et dénaturent les événements historiques. Eusèbe, Socrate et Sozomène, Zosime et Victor, telles étaient les sources principales où nos devanciers étaient forcés de puiser les éléments de la vérité sur le règne de Constantin et de ses enfants en particulier. Notre siècle, qui est sans contredit un siècle de recherches et qui n'accepte pas facilement les opinions toutes faites, a eu la bonne fortune de découvrir des sources nouvelles et incontestablement plus pures. La philologie lui a surtout prêté un concours aussi fécond qu'inattendu. L'arménien, le copte, le syriaque, l'assyrien, ont apporté leurs matériaux divers à la construction de l'édifice. Et pour ce qui concerne la question de l'arianisme, qui domine l'histoire du iv^e siècle, la chronique qui précède les lettres pascales de saint Athanase, publiée en syriaque par Cureton, en 1848, et dont la science a déjà su apprécier l'étonnante exactitude, est un document précieux, qui est appelé à jeter une grande lumière sur plusieurs points controversés. Déjà M. le chevalier de Rossi et le savant P. de Buck, l'un des collaborateurs

à l'œuvre des Bollandistes, en ont tiré des conclusions neuves et péremptoires à des points de vue différents, et en ont démontré l'importance.

Préparant depuis quelque temps l'histoire d'une province qui a donné à l'Église, au iv^e siècle, trois grands hommes, Maximin, Paulin et Hilaire, illustres par leur sainteté et leur courage dans la lutte de la vérité contre l'arianisme, nous avons été surpris, en étudiant les événements auxquels ils ont pris part, du grand nombre de questions qui demeuraient encore en litige. Nous avons donc cru qu'il serait utile autant qu'intéressant de reprendre en sous-œuvre plusieurs épisodes se rattachant à l'histoire du premier de ces trois défenseurs de l'Église. A l'aide des documents nouveaux que nous possédons, nous allons essayer de répandre quelque lumière sur les faits restés obscurs, ou de rétablir la chronologie que le défaut de monuments authentiques avait mise en désordre. Nous déclarons que la chronique paschale, que nous avons indiquée tout à l'heure, nous a servi de base pour tous les faits importants qu'elle mentionne. Si quelque lecteur désirait des renseignements plus précis et plus étendus sur cette chronique, nous le renverrions à la préface du docteur Cureton, qui, le premier, l'a livrée au public; à celle du cardinal Maï, dans sa *Bibliotheca nova* ¹; à l'Introduction que M. le chevalier de Rossi a mise en tête de ses *Inscriptiones christianæ Urbis Romæ* ². L'étude que nous entreprenons a donc un double but : rendre à un personnage très-peu connu et trop oublié la justice qu'il mérite; rectifier les erreurs qui se sont glissées dans le récit ou dans la date des faits auxquels ce personnage a pris une part plus ou moins directe.

I.

Maximin est le nom de ce vaillant champion de la vérité catholique. Tillemont ³ l'appelle « le premier Evêque qui

¹ T. VI, p. 114. Cette dissertation est reproduite dans le t. XXVI de la *Patrologie grecque* de Migne.

² Voir aussi le t. XI d'octobre (p. 830) des Bollandistes. Il a paru sur la chronique syriaque et sur les lettres paschales de S. Athanase auxquelles elle est jointe, plusieurs bons articles dans les *Annales de philosophie chrétienne* (IV^e série, t. VII, p. 341, et V^e série, t. V, p. 168, 189).

³ *Mém. pour servir à l'hist. ecclésiastique*, t. VII, p. 247.

fût de son temps dans les Gaules et le plus illustre prélat qu'ait eu jamais l'Église de Trèves. » — « Nous en avons deux vies, ajoute-t-il, l'une composée au plus tost sous le règne de Pépin, vers le milieu du VIII^e siècle, l'autre écrite en l'an 839 et adressée à Valdon par un nommé Loup, que Vossius et M. Baluze croient être le célèbre Loup Servat, abbé de Ferrières. D'autres¹ veulent que ce soit un évêque de Chaslons célèbre dans ce temps là. »

Le même critique refuse ensuite d'attribuer à ces actes l'autorité qu'ils méritent². En effet, quiconque est un peu versé dans la lecture de ces sortes de monuments historiques, y rencontrera cette simplicité et cette limpidité qui sont un gage en faveur de la véracité du narrateur³. Il écrivait à une époque où les barbares du Nord n'avaient pas encore détruit les sources principales de l'histoire religieuse en France, et rien dans son récit ne contredit les données des auteurs contemporains; au contraire, nous verrons que, sur plus d'un point, cette vie de saint Maximin, publiée par les Bollandistes, reçoit des découvertes nouvelles une confirmation inattendue. Loup, auteur de la seconde vie, est un de ces phraseurs du IX^e siècle, qui n'ont fait qu'altérer la simplicité des anciens documents qu'ils prétendaient rectifier ou polir. C'est le sentiment d'Henschenius.

Maximin naquit à la fin du III^e siècle, en Poitou, selon l'auteur anonyme, et la tradition de ce pays ajoute que ce fut à Silly (Sigilliacum), nommé depuis *Mouterre-Silly*, à cause d'un monastère assez célèbre, fondé en l'honneur de ce même saint Maximin, à une époque reculée, que l'histoire ne saurait préciser. Les parents du nouveau né appartenaient à cette aristocratie

¹ Bolland., *Acta SS.* 29 mai, p. 20, § 3.

² La principale raison qui enlève à cette vie, aux yeux de Tillemont, une partie de sa valeur, c'est qu'elle renferme un certain nombre de miracles qui ne lui paraissent pas raisonnables. On voit que la critique des Jansénistes n'était que l'avant-coureur de celle de nos naturalistes modernes : ceux-ci ne font qu'appliquer à l'Évangile les principes que ceux-là appliquaient aux miracles des saints.

³ Pour juger de la vérité de notre observation, il suffira au lecteur de comparer cette vie de saint Maximin avec celles de S. Servais de Tongres (Bolland., *Acta SS.*, t. III maii, p. 209), de S. Quiriacus (*Ibid.*, t. I martii, p. 425), de S. Castor (*Ibid.*, t. II, february, p. 663), de S. Agritius (*Ibid.*, t. I januarii, p. 772), et de S. Paulin de Trèves (*Ibid.* t. VI aug., p. 668), dont nous nous servirons pour la composition de cette étude.

gauloise qui, par ses richesses, son mérite ou ses alliances, avait pris rang parmi les familles les plus illustres du sénat romain ¹. Ils paraissent avoir été alliés, sinon parents, de la grande et noble famille *Paulina*, dont plusieurs branches étaient établies en Aquitaine et jusques en Poitou ². On sait que cette maison de patriciens romains, qui a donné plusieurs consuls à l'Empire, a été l'une des premières à embrasser la foi chrétienne :

Non Paulinorum, non Bassorum dubitavit
Prompta fides dare se Christo,

dit Prudence ³. Il faut également admettre que la vie de la foi avait profondément pénétré dans les habitudes des parents de Maximin ; car des cinq enfants qu'ils eurent, d'après l'auteur anonyme, quatre au moins ont mérité par leur sainteté d'être honorés d'un culte public : saint Maxentius, l'un deux, fut cet évêque de Poitiers, éclairé d'en haut, qui alla chercher le grand Hilaire, parmi les rangs des fidèles, pour l'élever aux fonctions du sacerdoce et le préparer ainsi à devenir son successeur. Maximus ou Mesme, plus jeune que lui, devint plus tard disciple de saint Martin ⁴. Maxima, leur sœur, est morte avec les parfums du lis de la virginité, et le souvenir de saint Jouin, sans doute aussi disciple de saint Martin ou de saint Hilaire, s'est perpétué jusqu'à nos jours, par le monastère célèbre de *Saint-Jouin-de-Marnes*, qui lui doit son nom et son existence ⁵.

Tous reçurent au foyer domestique les enseignements de la

¹ Clarissimis ortus est natalibus : siquidem antiquam prosapiam a majoribus senatorii ordinis deductam ejus parentes sortiti sunt, etc. (*Vita S. Maximini*, auctore Lupo.)

² Bolland., *Act. SS.*, ad diem xxxi aug., de *S. Paulino Trevir. episcopo*. Bro-werus, *Antiquit. et Annal. Trevir.*, lib. IV, n° 73, t. I, p. 236. Le docteur Busé, *S. Paulin, évêque de Nole et son siècle*, p. 42-44.

³ Prudent., *Cont. Symmach.*, I, 539.

⁴ Toutefois, il ne peut être le même que le saint abbé Maximus, dont parle S. Grégoire de Tours. (*De gloria Confessorum*, cap. xxii.)

⁵ Loup, dans sa *Vie de Maximin*, n'a conservé que le nom de Maxentius, évêque de Poitiers, de tous ces frères et sœur de S. Maximin. Mais il ne paraît pas qu'il aient des raisons suffisantes pour faire cette suppression. Le moine anonyme de Trèves était exempt de tout préjugé de race et de pays lorsqu'il écrivait son histoire. Il doit donc avoir eu quelques documents pour appuyer son sentiment.

vie chrétienne, et dans une des écoles publiques de la Gaule, cette éducation brillante qui était requise de quiconque aspirait aux honneurs et aux dignités de la République. Deux de ces foyers littéraires se partageaient alors la faveur de l'opinion publique en deçà des Alpes : Trèves et Autun. Cette dernière ville avait pour elle le double souvenir de la patrie gauloise et des succès du passé; mais Trèves, depuis plus de vingt ans déjà, résidence des empereurs, centre de la vie politique, métropole de la Gaule germanique, avait pris sur sa rivale un ascendant que les espérances de l'avenir ne faisaient qu'augmenter chaque jour. De plus, grâce à la gravité des mœurs de ses habitants, les parents chrétiens trouvaient, dans la bonne tenue de ses gymnases, une garantie précieuse à tous les points de vue : c'est ce qu'atteste S. Jérôme, qui, près d'un siècle plus tard, y retrouva la foi et la ferveur de son enfance, oubliées au milieu des plaisirs de Rome¹. Ces considérations durent déterminer les parents de Maximin à l'envoyer sur les bords de la Moselle achever, sinon commencer ses études; et ses relations avec saint Agritius, évêque de Trèves, la résolution qu'il prit dans la suite d'aller se consacrer à Dieu dans cette ville, tout nous invite à croire qu'en effet ce fut dans *la seconde Rome*, comme on disait alors, que le pieux jeune homme fut initié aux lettres humaines, ou tout au moins à la science du droit et de l'éloquence. Mais en même temps qu'il acquérait les connaissances que sa condition exigeait de lui, il puisait dans les enseignements d'Agritius² cette profonde science de la doctrine catholique qui devait faire le désespoir des supercheries ariennes.

Revenu dans sa patrie, Maximin y donna peut-être des leçons publiques; du moins nous le verrons tout à l'heure environné de disciples formés par lui à la vertu aussi bien qu'à

¹ *Epist.* III, ad Ruffinum, n° 3. *Hist. littéraire de la Fr.*, t. II, p. 12, n° xviii.

² Agritius ou Agrætius fut un des plus illustres prélats de son temps; malheureusement, nous n'avons sur sa vie que les données apocryphes d'une légende que Bollandus a insérée dans le second volume de ses *Acta sanctorum*, au 13^e jour de janvier. Ce même pontife figure parmi les signataires du premier concile d'Arles, dont le premier canon sur la célébration de la Pâque a fourni au prince de l'épigraphie chrétienne, M. le chevalier de Rossi, l'occasion d'élucider l'une des plus difficiles questions historiques. (*Inscript. christ. Urbis Romæ, etc. Introduct.* pars II, cap. iv, 35.)

la science. Cependant son âme généreuse se sentait à l'étroit au foyer domestique; elle avait besoin de l'expansion de la charité, qui a pour premier fondement et pour couronnement à la fois, le renoncement à soi-même et aux jouissances de la vie. La parole du Christ, qui a promis le centuple de récompense, même ici-bas, à ceux qui abandonneront la patrie et les douceurs de la famille pour le suivre, retentissait à ses oreilles et ne lui laissait aucun repos. Notre jeune patricien résolut donc d'obéir à cette inspiration, et Dieu montra, par les effets que produisit son héroïque détermination, qu'il en était véritablement l'auteur. Ce que l'histoire a tant admiré dans saint Bernard, se rencontra huit siècles auparavant en saint Maximin.

Nous avons parlé des relations d'alliances ou de parenté qui existaient entre la famille des Paulin et celle de saint Maximin. Un *Paulinus* ¹ avait eu un fils, par une grâce particulière du ciel, et dans sa reconnaissance il avait voulu que Maximin, dont la piété était déjà célèbre, se chargeât de l'éducation et devint le père adoptif de cet enfant de bénédiction. Maximin avait accepté cette charge de dévouement, et avait initié son élève à toutes les saintes pensées de son esprit, à tous les héroïques sacrifices que projetait son cœur. L'enfant avait été si fidèle aux inspirations de son maître, que, au moment où Maximin déclara son dessein à ceux qu'il chérissait le plus au monde, il ne voulut pas demeurer esclave de la terre, tandis que celui qu'il appelait son père prenait la voie qui conduit au ciel ². Deux autres jeunes poitevins, Quiriacus et Castor, suivirent son exemple ³.

C'était un étrange spectacle, à cette époque où la sève du renoncement chrétien n'avait été que si imparfaitement inoculée dans les veines de la société romaine, de voir ainsi un jeune patricien, appelé par sa naissance et son mérite personnel aux plus grands honneurs de la République, se vouer au service des autels, loin de sa patrie, et entraîner par son exemple

¹ Il n'est pas étonnant que saint Paulin soit né en Poitou, puisque le poète Ausonne, qui était allié à la famille Paulina, avait lui-même des propriétés à Rom, bourg du diocèse de Poitiers, assez connu alors pour figurer dans les *Itinéraires*.

² Bolland., *Act. SS.*, t. VI aug., p. 676.

³ Bolland., t. I mart., p. 423. — *Ibid.* t. II februar., ad diem xiii, p. 681.

trois de ses disciples qui pouvaient aspirer à un avenir non moins brillant. Aussi les chroniqueurs et les poètes de la ville de Trèves ont-ils chanté à l'envi cette scène touchante : « N'oubliez pas, s'écrie l'un deux¹, n'oubliez pas de placer Quiriacus sur les autels, le 6^e jour de mars. C'est ce fidèle disciple de Maximin qui abandonna la terre des braves Pictons, sa patrie. Doué des dons les plus excellents, son regard pénétrait l'avenir. » — « Castor, dit un autre, apprenait à soupirer après les choses célestes et à mépriser les choses terrestres, et après s'être élevé sur les deux ailes de cette charité divine, comme un jeune aiglon, il s'envola loin de sa patrie, brûlant du désir de suivre pauvre le Christ pauvre, sous la conduite du bienheureux Maximin. » L'auteur de la vie de saint Paulin ne célèbre pas avec moins d'enthousiasme cet acte héroïque dans un âge si tendre.

Il n'est pas difficile de supposer la joie qu'éprouva le vénérable évêque de Trèves, lorsqu'il vit arriver ce cortège de jeunes gens, animés d'un égal désir de servir Dieu sous sa houlette pastorale, et qui devaient un jour être placés à côté de lui sur les autels. A peine eurent-ils atteint l'âge requis par les canons, qu'il s'empressa de leur conférer les ordres sacrés, afin de pouvoir utiliser leurs talents et leur vertu en faveur du troupeau confié à ses soins². C'était d'ailleurs le moyen de mettre en lumière le mérite de Maximin, que Dieu destinait évidemment à de grandes choses.

Ces desseins de la providence ne tardèrent pas à se manifester. On était arrivé à l'an 330 de l'Incarnation. Gallicanus et Symmachus étaient consuls, et Constantin le Grand gouvernait l'empire. Agritius déclinait vers la tombe où l'emportait sa vieillesse. Quiriacus, dont nous avons parlé, étant un soir en oraison, reçut de la part de Dieu l'ordre d'annoncer à Maximin

¹ Sexta dies auget Quiriacus ad aras :
Deseruit fortes cognatis Pictones arvis,
Assecla Maximini, donis præstantibus ingens.

(Bolland., *Act. SS.*, t. I mart., p. 423.)

² Quelques paroles de la *Vie de S. Paulin de Trèves* sembleraient indiquer que S. Maximin aurait reçu les ordres sacrés en Poitou; mais elles peuvent s'interpréter dans un autre sens, et sont d'ailleurs contredites par les Actes de S. Maximin, qui sont d'une bien plus grande autorité que ceux de S. Paulin. S. Maximin n'aurait pu alors quitter son diocèse sans violer les canons de l'Eglise (Voyez Thomassin, *Vetus et nova Eccl. discipl.*, part. II, lib. II, cap. LV, n° 1-3.)

de se préparer à soutenir le fardeau de l'épiscopat ¹. Maximin fut effrayé jusqu'à verser des larmes ; mais le bienheureux Agritius, se réjouissant de cette élection divine, s'empressa de la communiquer à ses prêtres et à ses clercs, les conjurant de confirmer par leurs suffrages, après sa mort, ce que Dieu avait résolu pour l'honneur et la gloire de l'Église de Trèves. Remarquons en passant que presque à la même époque saint Alexandre, évêque d'Alexandrie, adressait la même prière au clergé de cette grande ville, et désignait à leur choix l'illustre et jeune Athanase, qui devait bientôt venir à Trèves former avec Maximin les liens de la plus étroite amitié. Ces harmonies de la pensée divine ne doivent pas être sans enseignement pour celui qui étudie avec attention la philosophie de l'histoire. Quelques jours après, le 13 janvier, le vénérable Agritius s'endormit paisiblement du sommeil des Justes, et le clergé et le peuple de Trèves, unis aux évêques de la province, proclamèrent Maximin évêque et digne successeur de saint Euchaïre.

II.

Pendant que Dieu élevait Maximin, comme la colonne de la vérité, sur les bords de la Moselle, les rives du Nil et du Bosphore étaient témoins d'événements plus graves encore. Athanase, comme nous l'avons dit, avait été, malgré sa jeunesse, élu évêque d'Alexandrie, non pas en 326, comme l'ont dit les critiques des derniers temps sur la parole de Socrate, mais en 328, sous le consulat de Januarius et de Justus, comme nous l'apprend la chronique publiée par Cureton et le cardinal Maï : « Ce sont là les lettres paschales, y est-il dit au début, qu'Athanase,

¹ Nous plaçons à cette date (330) la mort de S. Agritius et l'élection de S. Maximin, parce que nous suivons l'auteur anonyme de la vie de S. Maximin : qui dit en termes exprès que celui-ci fut fait évêque la xxiv^e année du règne de Constantin, et qu'il mourut après xvii ans et xxx jours d'épiscopat. Cette donnée chronologique a été l'objet d'amères critiques de la part de Tillemont, de Baillet, etc., parce que, disaient-ils, le concile de Sardique auquel S. Maximin a certainement assisté s'étant tenu en 347, il faut nécessairement changer une de ces deux dates assignées par l'anonyme à l'épiscopat de Maximin. Malheureusement pour ces critiques, la science est venue donner gain de cause à l'historien du moyen âge, et comme nous le démontrerons bientôt, le concile de Sardique n'a point tenu ses séances en 347.

évêque d'Alexandrie, envoyait chaque année à chacune des cités et préfectures soumises à sa juridiction, à partir de la 44^e année de l'ère de Dioclétien, pendant laquelle la Pâque tomba le xvi^e *Pharmuthi*, le xviii^e des kalendes de mai (14 avril), le xviii^e jour de la lune. En effet, Alexandre son prédécesseur étant mort le xxii^e *Pharmuthi* (20 avril), il lui succéda après Pâque, le xiv^e *Payni* (11 juin), indiction 1^{re}, Januarius et Justus étant consuls, Zenon l'Italien étant préfet d'Égypte.

Évidemment ces dates sont tirées des archives de l'Église d'Alexandrie, d'autant plus qu'elles concordent parfaitement avec le nombre d'années d'épiscopat que saint Cyrille d'Alexandrie assigne à saint Athanase. C'est donc un point de chronologie désormais placé en dehors des discussions auxquelles il avait donné lieu jusqu'à nos jours ¹.

À la nouvelle de cette élection, les partisans d'Arius jetèrent un immense cri d'alarme. L'auteur du *Consubstantiel*, comme on s'exprimait alors, était élevé sur le second siège du monde catholique, et menaçait d'éteindre le dernier souffle de l'hérésie expirante. Par un de ces suprêmes efforts que l'erreur sait tenter aussi bien que la vérité, les ariens jurèrent la perte de leur ennemi. Eusèbe de Nicomédie, le prélat le plus habile de la faction, se mit à leur tête, et, par ses intrigues, parvint à faire mettre en suspicion la réputation de saint Athanase.

Dès l'année 331, la chronique qui nous sert de guide signale les premiers effets de cette vengeance : « Cette année, dit-elle, Athanase écrivit sa lettre circulaire, étant en voyage, alors qu'il revenait de la cour : car il était allé à la cour, appelé par Constantin, devant lequel ses ennemis l'avaient accusé d'avoir usurpé le siège épiscopal, que sa grande jeunesse devait lui interdire. Mais ayant paru devant l'empereur, il mérita facile-

¹ Voyez Tillemont, *Mém. pour servir à l'hist. ecclés.*, t. V, note 9 sur S. Alexandre, p. 736. Au reste, toute la difficulté reposait sur ce point que l'on admettait assez généralement, savoir que le concile de Nicée avait été entièrement dissous dès l'an 325. Il paraît prouvé, au contraire, qu'il a été tenu plus tard, et qu'il a prolongé ses séances plus longtemps qu'on l'a cru assez communément. (Voyez Mansi *Collect. concil.*, t. II, p. 732, note κ). Au reste l'expression *vix post menses quinque* dont s'est servi S. Athanase (*Apolog. cont. Arian.*, n° 59), peut s'entendre plus largement qu'on le croit ; c'est le sentiment de Tillemont lui-même (*loc. cit.*). Quoi qu'il en soit, la première lettre pascuale de l'épiscopat de S. Athanase étant de l'an 329, il s'en suit péremptoirement qu'il n'a été fait évêque qu'en 328.

ment ses bonnes grâces, et put être de retour pour le milieu du Carême. »

L'auteur de la chronique n'indique que l'un des chefs de l'accusation, signalé aussi par Théodoret ¹ et par les évêques de l'Égypte dans leur magnifique apologie d'Athanase, dont nous parlerons bientôt. Battu sur ce premier terrain, Eusèbe recula pour revenir à la charge avec plus de fureur. Cet ambitieux qui n'avait échappé à l'exil, au Concile de Nicée, que par un parjure; qui empruntait les formes de la piété et cachait son venin sous les fleurs de son éloquence, avait compris tout le parti qu'il pouvait tirer de l'esprit ombrageux et versatile de Constantin. Pour cela, il fallait un homme subalterne qui pût, dans l'ombre, préparer l'esprit du prince. Il se rencontra un homme, inconnu du reste, qui se chargea de cette mission secrète. Ce fut l'abbé de Saint-Cyran du iv^e siècle, et la petite cour de Constantia, sœur de Constantin, fut le Port-Royal de Bysance. Constantia fut éprise de la mine austère de l'affidé d'Eusèbe; et sur son lit de mort elle le recommanda avec chaleur à son frère comme un homme de bon conseil, éloigné des opinions extrêmes. Constantin se laissa émuovoir : l'eusébien devint le conseiller de l'empereur.

Une fois maîtres de la place, Eusèbe et ses adhérents dressèrent un plan de conduite : vanter le Concile de Nicée comme étant la gloire du règne de Constantin ; proclamer hautement que la doctrine qu'on y avait définie était bonne, le symbole qu'on y avait dressé catholique, — moins le seul mot *consubstantiel*, œuvre non du Concile, mais d'un jeune emporté, d'un brouillon, en un mot de l'évêque d'Alexandrie; — admettre qu'en droit tout était bien, mais qu'en fait il y avait eu erreur, grâce aux intrigues de quelques Sabelliens, tel qu'Eustathe d'Antioche. Ces discours furent répétés à satiété à la cour, à la ville, dans les cercles soi-disant modérés du temps. Constantin s'y laissa prendre. On lui dit qu'Eustathe d'Antioche était un esprit brouillon, qui jetait la division dans l'immense circonscription de son patriarcat. Eustathe fut déposé, par Eusèbe de Nicomédie, dans le faux concile de Jérusalem, et Constantin l'exila sans retour en Thrace. On s'enhardit ; on plaignit le sort d'Arius calomnié par Athanase. On offrit de prouver que sa doctrine ne différerait pas de celle de Nicée : Constantin le rappela, l'écoula,

¹ Théodoret, *Hist. ecclés.*, I, 25.

lui fit dresser une formule de profession de foi dont il n'aperçut pas le venin, et le renvoya à Alexandrie avec des lettres de recommandation. Bientôt les principaux sièges de l'Orient et de la Thrace furent remplis par des intrus ou des nouveaux élus appartenant à la faction arienne. Lorsque l'auteur de cette immense machine de guerre se crut assuré du succès, il attaqua son ennemi directement. Jusque-là il s'était appliqué à s'assurer les avenues du trône, à écarter les chefs catholiques qui pouvaient opposer de la résistance à ses desseins, à composer surtout un groupe d'évêques assez nombreux pour former un concile qui pût imposer à l'ignorance de l'empereur : telle fut la série d'intrigues qu'Eusèbe réussit à faire aboutir.

Il pouvait donc désormais agir. Tout le monde connaît les résultats de ces machinations. A force de répéter les mensonges, les calomnies, les absurdités même plusieurs fois réfutées à Tyr et à Jérusalem, les Eusébiens parvinrent à faire considérer Athanase comme un obstacle à la paix de l'Église, comme la cause des maux dont elle était accablée, comme le fauteur de tous les troubles de l'Égypte, comme un tyran qui agissait en despote dans Alexandrie, et menaçait même les approvisionnements de Constantinople. Il fut déposé solennellement. Cette déposition fut présentée à Constantin comme une décision conciliaire désormais irrévocable. En vain Athanase se rendit auprès de Constantin pour se justifier ; l'esprit du prince était prévenu par les affidés de la secte ; le représentant de la vérité catholique en Orient reçut son arrêt de bannissement, tandis que l'hérésiarque Arius, reçu à la communion par ce même conciliabule de Jérusalem, revenait triomphant à Constantinople.

Ici encore la chronique syriaque va nous aider à rectifier les dates adoptées jusqu'à présent sur la foi des écrivains postérieurs ou mal instruits : « Cette année (336), dit-elle, la Pâque était le xviii *Pharmuthi*, c'est-à-dire le xiv des kalendes de mai, indiction ix, le xx^e jour de la lune, sous les consuls Nepotianus et Facundus, Philagrius de Cappadoce gouvernant l'Égypte en qualité de Préfet. Cette même année, Athanase partit d'ici pour se rendre au synode que ses ennemis avaient assemblé à Tyr. Ce fut le xviii *Épiphi* (9 juillet) qu'il quitta Alexandrie ; mais s'étant assuré qu'on formait des complots contre lui ¹, il se dé-

¹ Cf. *Epist. Synod. Alexand.*, apud S. Athanas, *Apolog. contra Arianos*, n° 9,

roba de Tyr et se rendit *le huitième jour à Constantinople*, et recouvra ses bonnes grâces. Mais ses ennemis étant survenus irritèrent contre lui, par leurs calomnies, l'esprit du prince. En conséquence, on lui signifia subitement son arrêt de bannissement, et le dixième jour du mois *Athyr* (8 novembre) il partit pour les Gaules (lieu de son bannissement), auprès de Constantin (Constantin) César, fils de Constantin Auguste : ce qui l'empêcha d'écrire la lettre circulaire paschale accoutumée. »

Ainsi les ennemis de l'Église étaient venus à bout de leurs desseins, et avaient su tromper la bonne foi de Constantin, au point de lui faire envisager cet éloignement d'Athanase comme un bienfait pour l'exilé aussi bien que pour ses accusateurs. Eusèbe de Nicomédie se vengeait ainsi de l'exil qu'il avait subi dans cette même contrée des Gaules, en punition de son opposition au symbole de Nicée.

Athanase arriva à Trèves vers la fin de l'année 336. Le ciel brumeux des contrées septentrionales, la saison froide pendant laquelle il entra dans cette province inconnue et à moitié barbare, les regrets de la patrie et de la famille absentes, durent fortement émouvoir sa grande âme. Mais Dieu, qui à côté de la tribulation ne manque jamais de placer le contre-poids de la consolation, avait préparé au saint exilé deux cœurs dévoués, qui s'efforcèrent de lui faire oublier les chagrins et les amertumes dont on l'avait abreuvé. L'ainé des fils de Constantin, Constantin le Jeune, avait été chargé, l'année précédente, du gouvernement de toutes les Gaules, qui comprenaient la Gaule, l'Espagne, la Bretagne et une partie de l'Afrique. Ce jeune prince un peu fier, mais au cœur franc et généreux, avait un esprit assez élevé pour comprendre la grandeur du rôle que jouait Athanase, dans cette lutte à outrance entre la vérité catholique et les subtilités ariennes. Trouvant à Trèves le savant et saint évêque Maximin, il avait placé en lui toute sa confiance, et l'avait en quelque sorte constitué son ministre des affaires ecclésiastiques. Maximin reçut l'illustre martyr de la vérité avec l'affec-

82. Il est bon de remarquer que le prêtre Alexandrin, auteur de cette chronique, ne dit point que le conciliabule de Tyr commença en 336, mais seulement que S. Athanase ne s'y rendit qu'en cette année-là. On sait par Socrate que S. Athanase refusa longtemps de s'y rendre, et que ce ne fut que sur les menaces de l'empereur qu'il céda enfin. Il n'est donc pas étonnant de trouver une protestation signée par les prêtres de la Marécote, et signée du 7 septembre de l'an 335.

tion d'un frère et la cordialité d'un ami, et mit sans réserve à son service l'influence dont il jouissait auprès de Constantin.

Le spectacle de ces deux grands défenseurs du symbole de Nicée, réunis des extrémités du monde romain par la main de la divine Providence, présente un grand enseignement historique. C'est au moment où les ennemis du bien paraissent plus près d'un triomphe définitif que leur défaite est plus imminente.

Nous n'essayerons pas de suppléer au silence de l'histoire sur les longs entretiens et les intimes relations d'Athanase et de Maximin. Nous ne pouvons néanmoins taire le souvenir que la tradition du pays en a longtemps conservé¹.

On montrait, au x^e siècle, près de la ville, *un puits d'une immense capacité*² dans lequel les chrétiens, au commencement du iv^e siècle, avaient, disait-on, réuni les corps de tous les martyrs immolés pendant la persécution de Dioclétien. Saint Athanase aimait à venir dans cette sombre retraite, qui lui rappelait et la couronne réservée aux athlètes du Christ et les puits de l'Égypte sa patrie. Là, en compagnie de saint Maximin, il gémissait sur les maux de l'Église, et conjurait ces glorieux martyrs de hâter le moment du triomphe de la vérité.

Suivant la même tradition, c'était dans cette crypte que le saint exilé avait composé son symbole *Quicumque*, que l'auteur appelle *une hymne*³, solennellement approuvé, disait-on, par un concile de Milan, au iv^e siècle.

¹ Bolland., *Act. SS.*, ad diem xiii januarii, *Vita S. Agritii*, cap. II, n° 3.

² Cf. Bolland., *Act. SS.*, ad diem xxvi martii, t. III martii, p. 621. L'auteur de la *Vie de S. Félix II, évêque de Trèves*, appelle ce puits *crypta*, en fait la description, et donne les noms des martyrs qui y avaient été inhumés.

³ Sur l'authenticité de ce symbole, voyez Baronius, Mansi, le savant et bienheureux Thomasi et son annotateur Vezzosi, Dom Cellier, etc. Quoi qu'il en soit des graves considérations que ces savants apportent en faveur de l'authenticité de ce document, il est certain qu'il a été composé avant le milieu du v^e siècle, et en grec. Les preuves de cette vérité se tirent du texte même latin. Ainsi ce verset : « *Unus autem non conversione divinitatis in carnem, sed assumptione humanitatis in Deum,* » est certainement antérieur aux débats du monophysisme, aussi bien que la comparaison *sicut anima rationalis*. Il suffit d'avoir étudié les Pères du v^e siècle pour en être convaincu. De même, ce verset : « *Ad cujus adventum omnes homines resurgere habent,* » etc., prouve que ce symbole a été composé ou en grec ou par un Grec. Quant au lieu où il a été composé, Baronius et Browerus se croient l'un et l'autre en mesure d'avoir des preuves en faveur de la tradition de leur patrie. Cette tradition de Trèves date au moins du ix^e ou du x^e siècle.

Quoi qu'il en soit de cette tradition populaire, je croirais plus volontiers que c'est en présence des restes sacrés de ces martyrs qu'Athanase écrivait à son Église d'Alexandrie, cette lettre touchante, dont M. Cureton et le cardinal Maï ont enrichi l'histoire. Elle est datée *du consulat d'Ursus et de Polemius* (338), et certainement de la ville de Trèves :

Non, s'écrie-t-il en commençant, non, parce que je suis loin de vous, mes frères, ce n'est pas une raison pour que j'oublie les usages que j'ai reçus de nos Pères, au point de me taire et de ne pas vous annoncer le temps de la sainte Fête (de Pâques) avec le jour de sa solennité. Aussi, encore que je sois enchaîné par les tribulations que vous savez, et que nous soyons environnés d'embûches, les ennemis de la vérité venant nous chercher (jusque dans notre exil), et s'efforçant insidieusement de trouver dans quelqu'un de nos écrits matière à nous accuser et à augmenter la douleur de nos blessures, néanmoins Dieu nous donnant des forces et nous ayant procuré des consolations au milieu de nos angoisses (dans la protection du César Constantin et dans l'amitié de l'évêque Maximin), nous ne craignons pas de faire cette proclamation solennelle ; et malgré les tracasseries et les pièges qui nous obsèdent, nous vous signifions cependant notre Pâque de salut, *des extrémités de la terre où nous sommes relégués* ¹. Déjà, lorsque j'ai écrit aux prêtres d'Alexandrie, je leur ai donné l'ordre de vous transmettre mes lettres, sachant qu'ils étaient sous l'impression de la crainte de nos ennemis ². Mais comme je n'ignore pas que je vous dois cette proclamation officielle, je ne veux pas tarder plus longtemps à remplir ce devoir, de peur d'encourir la condamnation de l'Apôtre, qui dit : « Rendez à tous ce qui leur est dû..... » Les trois bienheureux soumis à l'épreuve du martyre à Babylone ne cessaient, au milieu même des flammes, de rendre grâces à Dieu : nous faisons de même ; et ce que Dieu a fait pour eux, il le fera pour nous, du moins j'en ai la persuasion. Car de nos jours ce qui est impossible aux hommes, Dieu le rend possible. Ainsi ce que les hommes ne peuvent faire, Dieu le démontrera possible en l'exécutant, je veux dire en nous rappelant auprès de vous ; au lieu de nous livrer en proie à ceux qui font tous leurs efforts pour nous en tenir éloignés..... Saluez-vous les uns les autres

¹ « Et licet molestiis fraudibusque obsessi, vobis nihilominus ab *extremis terræ partibus* salutare Pascha nostrum significamus. » (*Epist. X. Pasch. S. Athanasii.*)

² Ce passage est important parce qu'il prouve que S. Athanase avait signifié aux prêtres d'Alexandrie le jour de la Pâque, longtemps avant que d'envoyer cette lettre officielle, ou, comme on dirait aujourd'hui, ce *Mandement de Carême*.

par un saint baiser, et souvenez-vous de nous dans vos saintes prières. Tous les frères qui sont avec moi, et qui pensent sans cesse à vous, vous saluent.

Ces passages de la x^e lettre paschale jettent une vive lumière sur la situation de saint Athanase à la cour de Constantin le Jeune. Ils nous apprennent que ses ennemis, profitant du mécontentement de l'empereur, avaient poussé la haine de l'illustre proscrit jusqu'à essayer de le perdre dans l'esprit du jeune souverain des Gaules. Ils semaient le mensonge et l'intrigue dans le palais, ils l'accusaient de sabellianisme auprès des évêques occidentaux, essayant de tirer de ses écrits la preuve de leurs calomnies. Que l'on se représente d'une part la faiblesse de ces esprits soi-disant modérés qui sont toujours en grand nombre dans les temps de controverse, soit à la cour, soit dans le clergé; et d'autre part le mauvais vouloir d'une foule d'hommes d'Etat, de magistrats fort peu instruits et très-en-nuyés de toutes ces querelles théologiques que l'on disait rouler uniquement sur le sens d'un mot, et l'on avouera que l'influence et l'amitié de saint Maximin de Trèves furent pour saint Athanase et pour la cause catholique tout entière un secours immense et une véritable providence. Grâce à l'ascendant de sa vertu, à l'éclat de ses miracles, à l'autorité de son siège ¹ et à la confiance illimitée dont l'honorait le jeune César, Maximin put seul briser le réseau d'intrigues formées contre la réputation de son ami. On ne doute pas que ce fut à cette occasion qu'il composa les savants écrits contre l'arianisme auxquels saint Athanase en appelait comme à autant de témoins de son innocence ².

III.

Pendant que nos deux illustres prélats s'unissaient pour combattre l'erreur et pour implanter solidement dans les âmes la foi catholique, Dieu intervenait subitement dans la lutte, en appelant à lui le pieux, mais trop crédule empereur Constantin. « Cette année, dit la chronique des lettres paschales, Pâques était

¹ Cette autorité, résultat du séjour des empereurs dans la ville de Trèves, faisait donner aux évêques de cette capitale, le nom de *métropolitains des Gaules* (*S. Ath. Apolog. de fuga sua*, n° 4).

² S. Athan., *Epist. ad episc. Ægypti et Libyæ*, n° 8.

le xxx *Pharmuthi*, c'est-à-dire le vii des kalendes d'avril (26 mars ¹); les consuls étaient Ursus et Polemius (338) et Théodore d'Héliopolis gouvernait l'Égypte comme préfet. Or, cette année-là, Constantin étant mort le xxvii *Pachon* (22 mai²), Athanase fut délivré de son exil et le xxvii *Athyr* (25 novembre) il revint avec gloire des Gaules dans son église. Cette même année fut remplie par de graves événements en grand nombre. Le grand abbé Antoine vint à Alexandrie, et après y avoir séjourné deux jours, opéré un grand nombre de miracles, rendu à la santé de nombreux malades, il en partit le 3^e du mois *Mesuri* (24 juillet). »

Tel est le témoignage d'un document officiel et contemporain, qui met fin à un débat chronologique jusqu'ici resté incertain. Tous les historiens assignaient, pour le jour de la mort du grand empereur, le 22 mai; mais le même accord était loin de régner entre eux relativement à l'année de son décès. Depuis Baronius, les critiques s'étaient rangés du côté des auteurs qui placent ce grand événement en l'année 337, sous le consulat de Félicien et de Titien. « Constantin, dit Tillemont, mourut le jour mesme de la Pentecôte, sur le midi, le 22 mai, sous les consuls Félicien et Titien (l'an de J.-C. 337), comme tout le monde en convient ³. Baronius, qui ne tranche pas d'un seul trait de plume les graves questions historiques comme notre critique français, est loin de prétendre que tout le monde convienne de cette date ⁴. Il partage en deux groupes les historiens, et fait connaître avec bonne foi les autorités contradictoires. Or, en examinant les sources où les écrivains postérieurs ont puisé leurs croyances, on arrive à constater que, relativement à la date de 337, tout repose sur l'autorité de Socrate, dont l'histoire, de l'aveu de Tillemont lui-même, de Mansi, de Pagi et surtout des Bénédictins éditeurs des œuvres de saint Athanase, est remplie d'erreurs, principalement au point de vue chronologique. C'est

¹ Il faut évidemment lire *mai* au lieu d'*aprilis*, ce qui donne le 25 avril.

² On trouve écrit dans tous les livres d'histoire que Constantin est mort le jour même de la Pentecôte, mais il suffit de lire le texte d'Eusèbe (*Vita Constant.*, IV, 64) sur lequel on s'appuie pour être convaincu du contraire. Eusèbe dit seulement qu'il mourut pendant les jours solennels qui sont compris entre Pâque et la Pentecôte, série de jours qu'il appelle, avec toute l'antiquité grecque et latine, du nom générique de *Pentecôte*.

³ Tillemont, *Hist. des Emper.*, t. IV, p. 269.

⁴ Baronius, *ad an.* 337, n° 1-3.

cet auteur qui le premier a précisé la date, en citant les consuls sous lesquels il prétend que mourut Constantin, et tous les autres, ou l'ont copié textuellement, ou n'ont donné qu'une date approximative, ou ont suivi Eusèbe, qui est évidemment favorable à l'opinion contraire, puisqu'il donne à Constantin près de 32 ans de règne¹. Faut-il préférer l'opinion de Socrate, qui écrivait au commencement du v^e siècle, à celles d'Eusèbe et de saint Épiphane, auteurs contemporains ? Ajoutons que le passage de Socrate, sur lequel est basée l'opinion que nous combattons, est certainement interpolé, comme l'ont reconnu les érudits, puisque l'année de la 78^e Olympiade y est indiquée d'une manière inexacte. Mais après le témoignage si imposant de la chronique que nous avons citée, il ne doit plus rester, ce nous semble, de difficulté sérieuse. Avant toutefois de clore cette petite discussion, il nous paraît intéressant de montrer comment le judicieux critique Tillemont se débarrassait des textes les plus gênants. « Eusèbe, dit-il, lui (à Constantin) donne 32 ans de règne, moins quelques mois, et le double de vie. Les *trente-deux ans* qui sont *marqués par beaucoup d'auteurs ne peuvent, néanmoins, passer pour véritables* qu'en contant (*sic*) les 32 consulats qui se trouvent dans son règne ; car dans le vrai, il n'a régné que 31 ans, comme dit Socrate, ou, *pour parler plus exactement*, 30 ans, 9 mois et 27 jours. L'opinion la plus probable pour sa vie est qu'elle a été de 63 ans, 2 mois et 25 jours. »

Par cette manière toute nouvelle d'expliquer un auteur contemporain, Tillemont va plus loin qu'il ne voudrait, car il détruit d'un même coup la seule autorité sur laquelle il puisse étayer son sentiment, nous voulons dire celle de Socrate, qui affirme positivement que Constantin a vécu non pas 63, mais 65 ans.

Baronius propose une objection plus sérieuse, tirée de quelques lois du Code Théodosien du mois de décembre 337 et du 16 mai 338, qui portent le nom de Constance, tout en avouant que plusieurs autres de la même année sont attribuées à Constantin. Mais outre que M. de Rossi² a démontré que beaucoup de lois, même authentiques, ont été datées longtemps

¹ Eusèbe, *Vita Constantini*, IV, 53. S. Epiphane., *de mensuris et ponderib.* n° 30.

² *Introd. ad Inscript. christ.*, p. xxxv-xxxvii.

après leur promulgation et souvent d'une manière fautive, Godefroy lui-même ¹, dans ses prolégomènes chronologiques au code qu'il a si savamment annoté, reconnaît que les dates objectées par Baronius sont incertaines et quelques-unes tout à fait apocryphes ².

Constatons donc une fois de plus l'étonnante exactitude du document qui nous sert de guide, et revenons à Trèves.

La mort de Constantin le Grand y fut à peine connue, que l'opinion publique se montra favorable sans restriction au saint évêque d'Alexandrie. Le jeune César Constantin, en sa qualité de fils aîné, entra dès lors en possession d'une autorité non-seulement suprême, mais prépondérante. Athanase alla lui rendre une visite de condoléance en compagnie de son saint ami l'évêque de Trèves ³; et, sur les instances de ce dernier, le prince, avant de quitter sa capitale pour se rendre auprès de ses frères, voulut adresser lui-même à l'Église d'Alexandrie une lettre pleine de cœur, et de sentiments élevés, par laquelle il annonçait à ces fidèles désolés l'heureux et prochain retour de leur saint et bien-aimé pasteur. Comme il y a tout lieu de croire que le jeune César se servit de la plume de saint Maximin pour rédiger ce touchant témoignage de sympathie et de respect, nous le reproduirons ici tout entier ⁴.

CONSTANTIN CÉSAR ⁵ AU PEUPLE DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE
D'ALEXANDRIE.

Vos intelligences sacrées n'ignorent pas qu'Athanase, l'interprète de (notre) adorable loi, a été envoyé dans les Gaules pour quelque temps, dans la crainte que la cruauté de ses implacables ennemis,

¹ *Chronolog.*, p. xxxviii.

² L'une est datée du 12 décembre 337 et est attribuée faussement à Constance, l'autre, datée du 16 mai 338 et attribuée également à Constance, est adressée *ad Asconium Africae vicarium*. Or personne n'ignore que Constance n'a jamais eu d'autorité sur l'Afrique, du vivant de ses frères.

³ *Apolog. ad Constantium*, n° 3.

⁴ C'est saint Athanase lui-même qui nous en a conservé le texte, reproduit par Socrate, Sozomène et Théodoret, etc. (S. Athan., *Apologia contra Arianos*, n° 87, et *Historia Arianorum ad monachos*, n° 8).

⁵ Ce titre seul aurait dû suffire pour empêcher certains auteurs de reculer la rédaction de cette pièce jusqu'à plus d'un an après la mort de Constantin, puisque quatre mois après la mort de leur père les trois Césars, Constantin, Constance et Constant, furent déclarés solennellement *Augustes*. La chronologie que nous

qui menaçait sa tête sacrée, et que la méchanceté de ces mêmes hommes pervers ne l'exposât à un mal sans remède. Pour le dérober donc à la férocité de ces gueules ouvertes, qui cherchaient à l'engloutir, on lui a ordonné de venir vivre sous ma loi ; et pendant qu'il a demeuré dans cette ville (de Trèves), on a pourvu avec abondance à tout ce qui lui était nécessaire, quoique sa vertu éclatante, soutenue du secours divin, se soit élevée jusqu'au mépris de sa mauvaise fortune. Aussi, notre père et seigneur Constantin Auguste avait-il résolu de rendre à votre filiale tendresse ce digne évêque, et de le rétablir sur son siège ; mais puisqu'il a été prévenu par la mort avant d'avoir pu exécuter ce dessein, j'ai pensé qu'il me convenait d'accomplir ce projet de mon père, de divine mémoire, comme un devoir qu'il m'avait légué en héritage. Or, quand vous reverrez Athanase, vous apprendrez de lui de quel respect nous l'avons entouré. Et ne vous étonnez pas si j'ai fait quelque chose pour lui, car la pensée de vos regrets et la vue d'un si grand homme étaient pour nous un stimulant plus que suffisant pour nous pousser à tenir cette conduite. Que la divine providence vous conserve, frères bien-aimés.

Donné à Trèves, le xv^e des calendes de juillet (17 juin).

Tandis qu'un courrier spécial et peut-être quelques prêtres de la suite d'Athanase portaient en toute hâte à Alexandrie cette joyeuse nouvelle, le jeune César faisait ses préparatifs pour le voyage d'Orient, qu'il ne tarda pas à accomplir. Il se fit accompagner d'Athanase et de Maximin, son conseiller intime, désirant utiliser leur science et leur sagesse dans les questions relatives aux intérêts de l'Église aussi bien que de l'État, qui allaient être traités à Naïsse, où ses deux frères étaient déjà réunis. Il les rejoignit à Viminac, sur le Danube, où Athanase vit pour la première fois Constance¹. Constantin, aidé des conseils des deux saints prélats, détermina ses frères à décréter le retour de tous les évêques catholiques exilés sous le règne précédent². Cette mesure, applaudie par tout

avons établie fait évanouir toutes les difficultés. La date donnée par Théodoret (*Hist.* II, 1.) que l'on mettait en avant, doit s'entendre depuis le départ d'Athanase d'Alexandrie jusqu'à son retour dans cette ville.

¹ Athanas., *Apolog. ad Constantium*, n° 3.

² S. Athan., *Hist. Arian. ad monach.*, n° 8. Bolland., *Act. SS.* t. II Junii, p. 18, n° 24. « Maximinus a Treviris tantæ cladis causa fuit, ut Paulus ad Constantinopolim civitatem revocaretur, propter quod multa homicidia facta sunt, » disent les semi-ariens dans leur protestation contre le concile de Sardique.

ce qu'il y avait d'hommes sincèrement catholiques dans l'empire, jeta d'abord les Eusébiens dans la consternation ; mais bientôt, reprenant courage, ils resserrèrent leurs rangs, et redoublèrent leurs efforts pour arrêter et détruire même les effets de ce rescrit souverain.

Cependant Constance, donnant à Athanase les témoignages de la plus sincère bienveillance, l'emmena avec lui à Antioche par Césarée de Cappadoce, et ne le renvoya à son Église qu'au mois de novembre suivant ¹. Le jour où l'illustre exilé toucha le sol de la patrie (25 novembre), fut un jour de joie pour l'Égypte entière ². Mais cette joie ne devait pas être de longue durée.

A peine Athanase avait-il quitté Constance, que ce prince capricieux se livra aux ennemis de la vérité catholique. Ne pouvant triompher des ennemis de l'empire, il essaya de triompher des défenseurs de l'Église. On était au commencement de l'année 339.

Constance était revenu à Antioche se reposer des fatigues de la campagne précédente. Bientôt, tout autour de lui, se groupa le bataillon des Eusébiens exercés à leur rôle : « Les larmes dans les yeux, ils viennent l'un après l'autre lui exposer la situation lamentable qui est faite à l'Église, surtout à celle d'Alexandrie, par le retour d'Athanase. « Ayez pitié de notre « doctrine, très-clément Empereur, lui disent-ils ; voyez que « tout le monde nous abandonne ! Nous périssons, si vous ne « nous secourez ³. » Constance, qui déjà se repentait d'avoir cédé aux conseils de ses frères, prêta volontiers l'oreille à ces lamentations hypocrites. Un conciliabule se réunit en sa présence, et l'on dressa contre Athanase un procès-verbal chargé des accusations les plus graves. Ces prétendus ministres de la charité chrétienne soutinrent que l'entrée d'Athanase à Alexandrie avait été souillée par le sang et par le meurtre ; le peuple s'était opposé à son retour, et n'avait pu être dompté que par les châtimens les plus affreux, les plus indignes d'un évêque. Ils citaient à l'appui de leur calomnie l'exemple d'une condamnation récente portée contre un Arien

¹ S. Athan., *Apolog. ad Constant*, n° 3. *Apolog. contra Arianos*, n° 3.

² *Epist. Synod. Alexand.*, n° 7, in *Apolog. contra Arianos*.

³ « Constantium seorsim adeunt, apud quem utpote hæreseos patronum fletus gemitusque profundunt (*Hist. Arian ad monachos*, n° 9). »

par le préfet d'Égypte, Théodore d'Héliopolis, âme damnée d'Athanase ¹.

Le seul moyen de mettre un terme à de pareils désordres, ajoutèrent-ils, est de donner à l'Égypte un autre préfet et un nouvel évêque. Philagrius, ennemi juré d'Athanase, qui s'était si bien acquitté du rôle d'inquisiteur pendant sa préfecture en 336, et un nommé Grégoire, intrigant, ambitieux et Cappadocien comme Philagrius son protecteur, furent présentés à Constance et agréés sans difficulté ². Grégoire, à peine chrétien, qui n'avait aucune connaissance des mystères sacrés, fut ordonné évêque par les soi-disants vengeurs des saints canons violés par Athanase, et fut envoyé à Alexandrie, où il fit son entrée le xxvii *Phamenoth* (23 mars 339 ³), les consuls étant Constance pour la seconde fois et Constant, dit la chronique syriaque. Philagrius l'avait précédé de cinq jours, et lui avait ouvert la voie, en commettant des violences inouïes et en contraignant S. Athanase de s'enfuir précipitamment.

Les Eusébiens pouvaient s'applaudir de leur victoire ; ils ne tardèrent pas à la compléter. Pendant que des atrocités, qu'il est inutile de raconter ici, se commettaient à Alexandrie, le vénérable Alexandre, évêque de Constantinople, descendait dans la tombe ; et, conformément à sa volonté dernière, le peuple catholique de cette ville élisait pour son successeur le prêtre Paul, qui avait déjà mérité d'être exilé pour la foi de Nicée. Mais les Ariens, qu'encourageait l'attitude du gouvernement, choisissaient de leur côté pour évêque le prêtre Macédonius, aussi fourbe qu'ambitieux. Des rixes s'ensuivirent. Les Eusébiens, en apprenant ces troubles, les exagèrent à plaisir. Constance, irrité qu'on eût osé élire et consacrer un évêque dans la capitale de l'empire sans sa participation, accourt à Constantinople, suivi de la troupe d'évêques ariens qui ne le quittait plus. Il fait déposer le saint évêque Paul, contre lequel la fourberie arienne n'a pas

¹ *Epist. Synod. Alexand.*, n° 5, 7. En effet cet Héliodore est appelé *catholicus* dans la date apposée en tête de la x^e lettre paschale.

² *Hist. Arian. ad monach.*, n° 9. *Encyclica ad episcopos*, n° 3. *Epist. Synod. pseudo-Sardicentis* (Mansi, t. III, p. 130-A).

³ Nous consignons ce fait parce qu'il est un des plus importants de cette époque et qu'on avait jusqu'ici ignoré à quelle date précise il s'était accompli. On le plaçait par erreur en 341 (Cf. Bolland., *Act. SS.*, t. XI oct., p. 831-832).

de peine à inventer cent calomnies, et, sur la proposition de Théognis de Nicée et autres comparses, Eusèbe de Nicomédie est proclamé évêque de la nouvelle Rome. Le triomphe des hérétiques était entier : les trois grands sièges de l'Orient, Alexandrie, Antioche et Constantinople, étaient occupés par leurs partisans les plus dévoués. Toutefois il restait une dernière chose à obtenir : c'était l'approbation de leur conduite par le Souverain Pontife et les évêques de l'Occident. Grégoire le Cappadocien ne craignit pas de prendre sous son nom la responsabilité de la première démarche ¹, et les évêques du prétendu Concile d'Antioche, dont nous venons de parler, adressèrent à saint Jules un acte d'appel à son tribunal, avec prière de juger et de régulariser leur conduite. Mais apprenant, par deux légats du Saint-Siège, que le pape Jules avait pris l'affaire à cœur et avait convoqué à Rome, non-seulement les évêques de l'Occident, mais encore Athanase et tous les prélats catholiques de l'Orient, ils comprirent que leurs intrigues seraient anéanties par tous ces juges intègres. Ils prirent alors le parti de dissimuler et de faire trainer l'affaire en longueur par des protestations réitérées. Ils réussirent dans leur dessein, mais ils ne purent empêcher les évêques de l'Occident, réunis à Rome, de proclamer l'innocence d'Athanase et de Paul de Constantinople, et d'invalidier tout ce qui avait été fait contre eux.

Saint Maximin de Trèves eut une grande part dans cette décision pontificale ; ce qui excita contre lui la colère des Eusébiens. La première entrevue de Maximin et d'Athanase fut touchante. Ils s'embrassèrent en mêlant leurs larmes, larmes de joie de se revoir, mais aussi d'amertume causée par la pensée des maux de l'Église. Nous n'entrerons pas dans les détails de ce concile, qui demeura en permanence pendant plus de trois ans, parce que l'histoire en a été faite avec exactitude par plusieurs habiles écrivains et par saint Athanase lui-même ². Nous nous bornerons à faire observer que le concile qu'on a

¹ Carpones quidam cum nonnullis ob Arianam hæresim ejectis a quodam Gregorio missi. » (*Epist. Julii I*, apud *Apolog. contra Arianos*, n° 24). Cf. *Apolog. ad Constant*, n° 4 : « Cum (Athanasi) adhuc Alexandriæ degeret Eusebiani missis adversum me litteris, » etc.

² Voyez le savant travail du P. de Buck dans le t. XI d'octobre, de la collection des Bollandistes, p. 831-833. Cf. aussi Mansi, t. III, p. 91.

coutume d'appeler d'Alexandrie, contenant une protestation contre les menées des Eusébiens et une apologie de saint Athanase, n'a pas pu se tenir en 340, comme quelques-uns l'ont cru. La persécution contre les évêques catholiques fut trop cruelle cette année-là dans toute l'Égypte pour qu'il leur fût possible de rédiger cet acte. En 339, au contraire, les violences de Grégoire s'exercèrent presque exclusivement dans Alexandrie et dans les environs. D'ailleurs les évêques signataires de la lettre synodale ne disent pas un mot de cette persécution, dont le saint Pape ¹ Jules fait un si lamentable tableau dans sa lettre aux Eusébiens ². Il faut donc placer cette protestation vers la fin de l'année 339, après l'intrusion de Grégoire à Alexandrie et d'Eusèbe à Constantinople.

Cependant les Eusébiens, alléguant prétextes sur prétextes pour ne pas se présenter au concile qu'ils avaient eux-mêmes provoqué, S. Athanase attendait qu'une occasion favorable le fît sortir de la situation pénible où ses ennemis l'avaient placé. Il utilisait ses loisirs par l'étude des saintes lettres, qu'il transcrivait de sa propre main. Tandis qu'il était occupé à cette œuvre de piété, ses ennemis ne demeuraient pas inactifs. Ils avaient résolu de tenter un suprême effort pour tromper les Occidentaux. Dans leur conciliabule d'Antioche, qu'ils avaient célébré en face de celui de Rome comme une protestation publique contre les décisions du Pape, ils avaient composé une formule de foi insidieuse et perfide (341), dans laquelle ils protestaient hypocritement qu'ils n'avaient nullement suivi les

¹ Et S. Athanase (*Hist. Arian. ad monachos*, n° 11-15).

² S. Athan., *Apolog. contra Arianos*, n° 31. Le saint Pape mentionne deux fois cette lettre synodale dans sa réponse (*Ibid.* n° 27, 28). La chronique des lettres pascales pour l'année 340 porte ces paroles remarquables : « Comme Grégoire exerçait avec plus de violence que par le passé sa tyrannie, Athanase ne put envoyer (solennellement) sa circulaire accoutumée. Cette année, la Pâque était le xiv *Pharmuthi*, c'est-à-dire le 3 des kalendes d'avril. Or, les Ariens maîtres d'Alexandrie indiquèrent la Pâque pour le xxvii *Phamenoth*, ce qui donna sujet à de piquantes railleries; mais ils changèrent de sentiment et firent avec nous la pâque, le xiv *Pharmuthi*. Athanase ne put écrire qu'une lettre très-courte aux prêtres d'Alexandrie, parce qu'il était en fuite et qu'il craignait d'être trahi. » Ce passage prouve 1° que l'auteur écrivait chaque année, au fur et à mesure, sa petite chronique; 2° Que saint Athanase est resté caché dans les environs d'Alexandrie jusque vers la fin de l'année 339, époque à laquelle il a du se rendre à Rome, puisque le Pape Jules a écrit sa lettre après l'arrivée d'Athanase à Rome (*Apolog. contra Arianos*, n° 20).

sentiments d'Arius. Comment des évêques pourraient-ils être à la remorque d'un prêtre ? s'écriaient-ils. Cependant, afin de couvrir leur piège avec plus de soin, ils ajoutèrent à leur formule abrégée un long symbole, cousu de passages de l'Écriture; puis, trouvant même cette profession de foi trop vague pour les Occidentaux ¹, Narcisse de Néroniade, Maris de Chalcédoine, Théodore d'Héraclée et Marc d'Aréthuse en Syrie, se chargèrent de dresser un formulaire plus captieux encore et de le porter eux-mêmes dans les Gaules. Mais saint Maximin veillait sur la foi dont il était le défenseur intrépide. Déjà, lors d'une première députation des Eusébiens au début du concile de Rome, il avait fait rejeter avec mépris par Constantin et Constant réunis (339), les propositions hypocrites des ennemis d'Athanase. Cette fois, après les intrusions, les violences dont ils s'étaient rendus coupables, après les insolences de langage et la révolte ouverte qu'ils avaient opposés à la modération du saint Pape Jules, le grand évêque de Trèves, qui jouissait auprès de Constant de la même considération que lui avait accordée Constantin le Jeune, n'eut pas de peine à réduire à néant ces démarches insidieuses. Réunis à Milan sous sa présidence, les évêques du nord de l'Italie et des Gaules répondirent aux quatre députés d'Antioche qu'ils ne reconnaissaient qu'un seul symbole de foi, celui de Nicée. Puis, prenant à son tour l'initiative, après le départ des Eusébiens, Maximin ² conjura le jeune empereur d'Occident de mettre au service de l'Église toute son influence et toute son autorité, en convoquant dans le plus bref délai, avec le concours de son frère Constance et l'assentiment du Pape, un concile général et libre, dans une des villes frontières des deux parties de l'empire. Constant goûta fort ce conseil : il écrivit en conséquence des lettres pressantes et même assez menaçantes à son frère, dans le sens indiqué par l'évêque de Trèves. Constance, craignant sans doute un sort semblable à celui de Constantin le Jeune, s'il opposait la moindre résistance, s'exécuta d'assez bonne grâce en apparence, et assigna la ville de Sardique, en Illyrie, pour être le lieu où devaient se débattre définitivement et les questions personnelles des évêques dépossédés et les intérêts généraux de l'Église.

¹ S. Athan., *De Synodis*, n° 25.

² *Epist. Synod., pseudo-Sardicentis* (Mansi, t. III, col. 131, D).

Tandis que ces choses se passaient, Constant mandait, par un courrier extraordinaire, à saint Athanase, encore à Rome, de se rendre immédiatement à Milan, pour y traiter des plus graves affaires. Ce courrier était sans doute chargé, en même temps, de demander l'assentiment du Pape, qui, de l'aveu de tous les historiens, eut aussi la principale part à ces décisions. Athanase partit immédiatement. Il trouva à Milan les évêques dont nous avons parlé, et dont il nomme lui-même les plus considérables¹. Saint Maximin se chargea de l'introduire auprès du prince: « Car jamais je ne vis seul à seul le jeune empereur, dit Athanase lui-même, et je n'allai jamais à son audience qu'accompagné ou de l'évêque du lieu, ou de quelqu'autre qui se trouvait alors dans la ville. J'en prends à témoin Fortunatien d'Aquilée....; et parce que Maximin de Trèves et Protas de Milan ne sont plus sur cette terre, Eugène, le Maître de la cavalerie, peut me rendre ce témoignage. A peine arrivé à Milan, je fus reçu par Constant avec une bienveillance excessive; il daigna m'admettre en sa présence et me faire connaître ce qu'il vous avait écrit, ô Constance. »

Le temps pressait, car on voulait ôter aux Eusébiens le loisir de concerter une opposition quelconque. Aussi, après un court voyage en Gaule, où il devait rencontrer le grand Osius, nommé président du futur concile, Athanase se hâta de prendre le chemin de Sardique.

Telle est l'histoire, tracée par saint Athanase lui-même, des événements qui ont précédé et provoqué la convocation de ce fameux concile que l'antiquité a pendant longtemps confondu avec celui de Nicée, dont il n'est, du reste, que le complément. On se demande comment tant d'écrivains ont pu reculer jusqu'à l'année 347 la date de cette convocation, puisque saint Athanase contredisait manifestement cette opinion. Déjà Mansi, avec la science profonde qui le caractérisait, avait soupçonné que le sentiment général des historiens modernes à cet égard était erroné; et, appuyé sur un très-ancien manuscrit, publié par Maffei, qui contient un fragment de la vie de saint Athanase, il avait soutenu contre Mamachi une célèbre polémique, certainement victorieuse dans son ensemble. Mais les éléments manquaient à cet illustre collecteur des conciles,

¹ S. Athan., *Apolog. ad Constant.*, n° 3.

et après lui on continuait à discuter sur ce point important de l'histoire, lorsque parut la *Chronique Paschale de saint Athanase*, qui nous sert de fil conducteur dans cette étude. Ce document mettait fin à toutes les incertitudes, car, pour l'année 343, elle portait : « *Sous les consuls Placidus et Romulus... fut tenu le concile de Sardique,* » ajoutant à cette affirmation diverses particularités intéressantes, d'ailleurs connues par les autres monuments historiques. Ainsi Mansi ne s'était trompé que d'une année, en plaçant ce grand événement en 344.

Mais sur quelle autorité tant d'habiles critiques avaient-ils fermé les yeux à l'évidence des textes de saint Athanase ? Toujours sur la seule affirmation de Socrate, que Tillemont¹, Baronius² et le P. Sirmond³ ont représenté comme un inventeur de fausses dates consulaires. C'est cet écrivain sans autorité qui le premier a placé carrément le concile de Sardique sous le consulat de Rufin et d'Eusèbe, en 347 ; et tous les autres l'ont suivi aveuglément.

Cependant les Pères du concile étant réunis en grand nombre (près de 300, dit-on), les informations commencèrent. Après avoir vérifié les procédures du concile de Rome, on reconnut de nouveau la parfaite innocence d'Athanase d'Alexandrie, de Paul de Constantinople, de Marcel d'Ancyre et d'Asclepas de Gaza. Les Eusébiens, qui avaient promptement jugé que, dans un concile libre et en dehors de toute pression impériale, leurs calomnies et leurs injustes procédures d'Antioche n'auraient aucun accès, se réunirent pour dresser une protestation en forme contre les arrêts du concile. Ils prétendaient obliger les Pères à placer saint Athanase et saint Paul de Constantinople sur la sellette des accusés. Sur le refus unanime des Occidentaux, tous, à l'exception de deux, se retirèrent à Philippopolis en Macédoine, où ils tinrent un conciliabule en opposition avec le concile de Sardique, comme ils avaient tenu celui d'Antioche en opposition avec le concile de Rome. Les Pères de Sardique continuèrent leurs travaux, et firent ces vingt-cinq canons admirables qui ont servi de règle à l'Église jusqu'à nos jours. Témoins de la révolte opiniâtre des semi-Ariens contre les plus sages prescriptions du Saint-Siège, les Pères s'appliquèrent

¹ Note 44 de la *Vie de S. Athanase*.

² Ann. 357, n° 1.

³ *Dissertation sur le concile de Sirmium*.

surtout à proclamer les droits imprescriptibles de la juridiction pontificale dans toute l'Église.

Bien qu'aucun des décrets de Sardique ne porte le nom de saint Maximin de Trèves, le conciliabule de Philippopolis nous est un garant solennel de son zèle et de son influence. Non-seulement les Eusébiens, dans leur *lettre synodale*, lui attribuent, ainsi qu'à saint Jules et à Osius, la convocation du concile et la réception d'Athanase et des autres évêques déposés à la communion catholique, mais encore ils semblent lui avoir voué une haine toute spéciale.

« Ainsi, s'écrient-ils dans leurs anathèmes sacrilèges, que tous sachent que Jules, de la ville de Rome, qu'Osius et Protogènes, et Gaudence et Maximin de Trèves, ont été condamnés par le concile, conformément aux anciennes lois de l'Église, comme auteurs de la communion donnée à Marcel, à Athanase, et à tous les autres scélérats de cette espèce qui ont tous communiqué aux homicides et autres actes de cruauté commis par Paul de Constantinople ¹. »

Le premier des signataires de cette singulière pièce est Étienne, évêque arien d'Antioche. Nous allons voir tout à l'heure s'il avait le droit d'accuser saint Maximin et saint Athanase de scélératesse.

Lorsque les saints Pères de Sardique eurent traité, avec le calme et la dignité qui leur appartenaient, les plus graves questions disciplinaires, ils allèrent présenter leurs décrets à l'empereur Constant, pour qu'il voulût bien en appuyer l'exécution de tout le poids de son autorité suprême, — car le pape Jules avait déjà donné son approbation solennelle à tous les actes du concile. Constant, de concert ² avec les principaux évêques, se détermina à envoyer à son frère Constance les deux prélats occidentaux qui pouvaient le plus facilement, grâce à leur réputation de modérés, obtenir une complète adhésion à ces décisions solennelles : Euphratas de Cologne et Vincent de Capoue furent désignés pour cette mission délicate.

Ils arrivèrent à Antioche, où se trouvait Constance, un soir du printemps de l'année 344. Étienne, évêque arien d'Antioche, dont nous avons parlé plus haut, crut que le moyen le plus

¹ Mansi, t. III, p. 136. Bolland., *Act. SS.*, t. XI oct., p. 832.

² Bolland., *loc. cit.*, p. 833.

prompt pour détourner le coup qui menaçait son parti était de perdre la réputation des deux prélats. En conséquence, il engagea par argent une femme débauchée à pénétrer dans la maison où les deux évêques prenaient leur repos pendant la nuit, projetant de faire cerner ensuite la maison par des satellites affidés, et d'accuser d'infamie les victimes de ce complot infernal. Mais Dieu permit que les choses tournassent à la honte du calomniateur. Euphratas, réveillé en sursaut au bruit des pas de la malheureuse complice, appela au secours ; on se saisit de cette femme, et Étienne fut convaincu par les aveux que lui arracha la question d'être l'auteur de cet ignoble artifice¹. En punition de son crime il fut dégradé et déposé.

IV.

Cependant Euphratas, qui avait échappé avec tant de bonheur à la séduction du vice, ne sut pas résister avec le même courage à la séduction de l'hérésie. Il revint en Occident infecté des préjugés des semi-Ariens et des erreurs cachées sous leur langage artificieux.

Athanase, cependant, avait quitté Sardique, et avait passé à Naïsse les fêtes de Pâques de l'année 345² ; puis il était allé à Aquilée jouir de la cordiale hospitalité du saint évêque Fortunatianus. Là il avait été convié, par une lettre de Constant, à se rendre à Trèves, où saint Maximin lui préparait une réception digne de son amitié. Ainsi ces deux grands hommes se revoyaient encore dans cette même ville de Trèves, après sept années passées au milieu des plus violentes tempêtes. Ils pouvaient du moins espérer cette fois que l'orage ne durerait pas longtemps. Leur foi ardente néanmoins dut éprouver une émotion bien vive et bien pénible lorsqu'ils entendirent Euphratas, l'envoyé de Sardique, vomir l'impiété arienne en leur présence, et devant le saint évêque de Tongres, Servatius. Cet incident inattendu jeta la consternation parmi les fidèles de la province, et saint Maximin résolut d'en prévenir les effets en convoquant un concile dans la ville même dont le coupable était évêque (346).

¹ S. Athan., *Hist. Arian. ad monach.* Theodoret., *Hist.* II, 9.

² *Chronicon Syriac.*, et Athan., *Apolog. ad Constant.*, n 4.

Pendant que ce projet se formait à Trèves, Constance, toujours soupçonneux, rappela tout à coup, par des lettres pressantes, le saint évêque d'Alexandrie, dont il redoutait l'influence auprès de Constant, son frère ¹. Athanase, craignant un piège, hésita quelque temps ; mais ayant reçu jusqu'à trois lettres de Constance, il ne put résister plus longtemps à des instances si réitérées, et partit pour l'Orient en passant par Rome, où il voulait prendre une dernière fois les instructions du Souverain Pontife. Constance le reçut avec les témoignages les plus empressés de respect et d'honneur ². « Grégoire le Cappadocien étant mort le 2 du mois *Epihi* (24 juin), l'illustre exilé put rentrer sans obstacle dans Alexandrie. Il y arriva le 24 *Paophi* (24 octobre). Le peuple et tous les magistrats de la cité allèrent au-devant de lui jusqu'à la centième borne, et ainsi couvert de gloire il se reposa ³. »

Ainsi se termina, à la gloire de ce grand homme, cette longue lutte dont il supporta presque tout l'effort. De son côté saint Maximin, déjà courbé, sous le poids des travaux et des années ne perdait pas de vue le projet qu'il avait concerté avec saint Athanase. Il réunit les principaux évêques des Gaules, et condamna, de concert avec eux, l'évêque de Cologne, Euphratas, à être déposé et privé de la communion des fidèles ⁴.

Ce monument, devenu célèbre par les discussions qu'il a fait naître, présente les signes intrinsèques de l'authenticité. Ceux-là même qui l'ont rejeté à cause des difficultés qu'il soulevait, ont été contraints d'avouer qu'il portait en lui-même tous les caractères du siècle auquel on le rapportait ⁵. Si la date assignée par Mansi au concile de Sardique, ajoutait-on, était prouvée péremptoirement, toutes les objections contre les textes de ce concile s'évanouiraient à la fois. Or les nouveaux documents que nous a procurés la science

¹ S. Athanase (*Hist. Arian ad monach.*, n° 21), attribue plus justement peut-être ce changement de l'empereur à l'odieuse intrigue dirigée contre Euphratas et Vincent de Capoue, à Antioche.

² S. Athan., *ibid.*

³ *Chronic. syriac.*, ad an. 348.

⁴ Mansi, *Collect. Concil.*, t. III, col. 1372. On dit qu'Euphratas mourut quelque temps après le Concile, et qu'il fut enterré sans les cérémonies de la sépulture ecclésiastique et dans un lieu profane. (*Conc. Gall. collect.*, edit. Benedictin. Congreg. S. Mauri, t. I, col. 110.)

⁵ *Concil. Galliae collect.*, edit. Benedictin. Congreg. S. Mauri, t. I, col. 103.

moderne nous ont mis à même de réaliser ce désir des Bénédictins éditeurs de la collection des conciles des Gaules. Comme nous n'avons pu qu'effleurer la matière, nous renvoyons le lecteur qui voudrait étudier cette question dans ses moindres détails, à l'une des plus complètes et des plus savantes dissertations de la collection des Bollandistes ¹. Le P. de Buck a résolu toutes les difficultés anciennes et modernes relatives à ce concile de Cologne. Nous dirons néanmoins que nous avons été étonné de voir que Binterim, de nos jours, avait renouvelé des objections réfutées déjà par les Bénédictins de la congrégation de Saint-Maur. Le silence de saint Hilaire, de Sulpice-Sévère, de Grégoire de Tours, etc., peut-il être une objection sérieuse contre un document marqué au coin de l'antiquité comme l'est ce concile? Mais ce qui étonne de la part de Binterim, c'est l'accusation d'ignorance qu'il adresse au prétendu faussaire, auteur de ces Actes. La date *post consiliatum Amanti et Albin* avait été reconnue comme une *preuve d'authenticité* par les Bénédictins, avant même que M. de Rossi et le P. de Buck démontrassent que les monuments de l'an 346, dans tout l'Occident et à Rome même, présentaient la même date consulaire, inexplicable d'ailleurs. L'objection tirée du mot *castrorum* et de l'expression *Germaniæ secundæ*, n'est pas moins inexcusable, puisqu'une foule de documents connus et classiques pouvaient apprendre à Binterim que ces expressions étaient employées longtemps avant l'année 346. Sur cette question, et sur cette autre que les conciles pouvaient se célébrer indistinctement tous les jours de la semaine, le P. de Buck a montré une érudition de premier ordre. Nous devons cet hommage public au savant Bollandiste, car nous avouons que son remarquable travail nous a donné la première pensée de la cette étude.

Disons en terminant que saint Maximin ne survécut pas longtemps à ce dernier acte de son zèle apostolique. Pour une cause qui est demeurée inconnue, il revint auprès de son frère le saint évêque de Poitiers, Maxentius; puis il voulut revoir une dernière fois la maison paternelle, à Silly, près de Loudun. Il y a dans ce désir un charme qui émeut : les grands esprits ont sans doute des cœurs nobles et généreux, mais ils ont aussi les

¹ Bolland., *Act. SS.*, t. XI oct., p. 834.

délicatesses de la nature la plus sensible et la plus aimante. Tandis qu'il priait peut-être sur la tombe de ses parents, qu'il avait quittés pour l'amour du Christ, la mort vint surprendre cet illustre défenseur de l'Église, le 12 septembre de l'an 347. Les nombreux miracles qui l'avaient illustré pendant sa vie, rendirent aussitôt après sa mort témoignage de la gloire éclatante dont il jouissait au ciel. Saint Paulin, son fils adoptif et son digne successeur, vint, sous l'inspiration divine, réclamer ses restes vénérés. Mais entourés comme ils étaient de la vénération de tout le Poitou, il ne put les obtenir qu'au moyen d'une pieuse supercherie, analogue à celle que devaient, quelques années après, employer les Tourangeaux à l'égard du corps de saint Martin. A Trèves comme à Silly, le corps de saint Maximin fut l'objet du culte le plus populaire, au témoignage de saint Grégoire de Tours ¹. Une abbaye, devenue célèbre sous son nom, subsista jusqu'aux mauvais jours de la Révolution ; mais nous ignorons si la ville de Trèves peut encore revendiquer la gloire de posséder ses dépouilles mortelles.

Dom Fr. CHAMARD,

Bénédictin de l'abbaye de Ligugé.

¹ *De Gloria Confess.*, cap. xciii.

LES FAUSSES DÉCRÉTALES

DEUXIÈME PARTIE

VI.

A l'apparition des fameuses *Décrétales*, on a unanimement cru que c'était saint Isidore de Séville qui les avait recueillies ; on l'a cru pendant six cents ans, sans nulle raison apparente que le nom d'Isidore, mis en tête du recueil. Cela ne se conçoit pas ; il a fallu assurément quelque chose de plus pour rattacher dans l'estime générale cette compilation à un tel nom. Quand on y réfléchit, en effet, on en trouve d'autres raisons qui sont les véritables. Les *Décrétales* inconnues se montrèrent en compagnie des conciles, connus depuis longtemps, et l'on remarqua : 1° qu'il n'y avait aucune altération dans les textes des canons ; 2° aucune contradiction des *Décrétales* aux canons ni des *décrétales* entre elles ; 3° aucune hérésie. Voilà pourquoi on les reçut en toute confiance, ne les jugeant pas authentiques pour venir d'Isidore, on n'en avait pas de preuve, mais jugeant qu'elles venaient d'Isidore, pour en être dignes. Indépendamment des erreurs chronologiques, qu'on n'était pas en état de reconnaître au ix^e siècle, ces anciennes *Décrétales* manquaient d'authenticité, parce qu'on n'en savait pas l'origine, cela est bien entendu ; mais on conviendra que leur orthodoxie, qui n'a jamais été contestée, devait leur donner alors une grande valeur et leur

mériter aujourd'hui même encore quelque considération, du moins quelque indulgence. Où a-t-on jamais vu des documents inventés tout exprès, une suite, un corps de mensonges pour servir la vérité ? Un faussaire a-t-il ce zèle et ce scrupule ? Chose curieuse ! Si l'on y avait découvert quelque proposition contraire à la foi de l'Église, on les aurait condamnées, on les aurait retranchées de la collection des canons, et tout serait dit ; on n'en aurait plus parlé ; on ne se serait pas plus occupé du pseudo-Isidore que de Donatus des Cases noires, de Pélage et de Goteskalk, au lieu qu'on ne le nomme jamais sans crier à l'imposteur, malgré l'exactitude de sa doctrine. N'étant ni hérétique ni schismatique qu'avait-il introduit dans son œuvre de si subtilement pernicieux ? On en va juger.

Il a, dit-on, bouleversé la discipline ecclésiastique en substituant à l'*antique droit* un *droit nouveau*, qui prévalut peu à peu par le soin assidu du pape saint Nicolas et de ses successeurs¹. » Ainsi l'a décidé un *illustrissime, révérendissime et éruditissime* archevêque, Marca, l'oracle du *Droit pontifical*². Dès lors, dire autrement eût paru téméraire ; et telle est la tyrannie d'une opinion énoncée au nom de la science, que Labbe, qui rapporte lui-même, dans un ancien écrit sur l'autorité des souverains Pontifes, six extraits des épîtres apocryphes et du concile de saint Sylvestre, s'ingénie, par respect humain, à varier le long du texte des fameuses *Décrétales* ces expressions de mépris dans ses notes marginales³. Ce qui donna beau jeu et grande faveur aux dissertations chagrines de l'abbé Fleury dans son *histoire ecclésiastique*.

¹ Marca, *De concordia sacerdotii et imperii*, III, 5 : « Antiquo juri universalis Ecclesiae assensu roborato successit *jus novum*, quod ab anno 836 publicari cepit ; et adnente Nicolao I et cæteris romanis pontificibus paulatim usu invaluit. » Dans Labbe, *Conc.*, t. I, p. 78.

² Labbe, *Ib.* : « Illustrissimi et reverendissimi Parisiensis archiepiscopi *omnium juris pontificii consultorum* eruditissimi... Placet hic intexere integrum caput v, libri *tertii admirandi*... On fut toutefois mécontent à Rome de l'*admirable* livre. Marca surpris par la mort le jour même où lui arrivaient ces bulles pour l'archevêché de Paris, recommanda les corrections qu'il voulait faire dans son ouvrage à son protégé et son ami, le célèbre Baluze, qui ne les fit pas.

³ Labbe, *Conc.*, t. I, p. 66, *Tractatus de primatu Ecclesiae Romanae* ; et *passim*, notes marginales : « *Supposititiæ viris eruditis... ejusdem comatis apud eruditos... hæc delirat temporis nota... Mercatoris magonium putidissimum... hæc quisquilæ,* » etc.

Pour comble de succès, ses doléances incessantes, et extrêmement peu savantes sur la discipline perdue de la primitive Église reçurent tout à point de son vivant l'appui d'un vrai savant, un bénédictin. C'était le premier volume des épîtres des papes, formidable compilation de textes avec commentaires et scholies, hors de la portée du vulgaire et d'autant plus imposante¹. De plus, D. Coustant, l'auteur de ce grand travail, que

¹ D. Coustant, *Epistolæ Pontificum Romanorum*, 1721. (Le dernier volume de l'*Histoire ecclésiastique* de Fleury parut en 1722.) Cette compilation ne comprend pas les *pseudo-décrétales*, quoique annoncées dans le titre. Coustant se réservait de les publier à part. La préface, les commentaires et les notes, tout est écrit en latin avec une élégance un peu prétentieuse, qui ne nuit point à la clarté. La préface, un chef-d'œuvre de menue érudition, qu'on a certainement peu lue alors, qu'on lit encore moins aujourd'hui, passe en revue très-méthodiquement toutes les collections de Canons et Décrétales. Il n'existe pas sur ce sujet d'autre travail qu'on puisse comparer à celui-là. C'est l'examen le plus complet et le plus vétilleux. L'auteur a vu tous les manuscrits les plus anciens; il en discute l'époque, l'origine, le contenu, dans le dessein arrêté de réduire à néant la collection pseudo-isidorienne, qui vient la dernière, qu'il argue partout de fraude, d'ineptie, de malice et qu'on ne saurait trop à son gré vilipender. Il va jusqu'à mettre sur le compte du *Mercator* toutes les pièces fausses du temps, par la puissante raison

Qu'à tort et qu'à travers
On ne saurait errer condamnant un pervers.

« Nil vetat quominus post editionem ingenium mendacis adeo secundum nonnihil novi protulisse censeatur. » Comme tous les critiques précédents, il ne voit que vileté de style, *sordes verborum*, dans tout ce que l'*imposeur* n'a pas tiré des Pères, « dont on reconnaît aussitôt le style, quand on a l'habitude de leurs écrits; » vanterie un peu forte pour un homme que le style des fausses épîtres attribuées à S. Libérius, n'a pas même étonné. — Parfois il lui arrive de tournerboulter un argument à n'y rien comprendre, si ce n'est le contraire de ce qu'il dit. Par exemple, la collection *espagnole*, d'après un indice certain de l'*avertissement* a dû paraître postérieurement au III^e concile de Tolède, 589; or, l'*avertissement* commence par une notice sur les canons et les conciles, et cette notice est mot pour mot le ch. xvi du VI^e livre des *Etymologies* de S. Isidore, qui succéda sur le siège de Séville à son frère, S. Léandre, vers l'an 600. Les *Etymologies* ou *Origines*, n'ont été publiées qu'après la mort de S. Isidore, par son ami S. Braulion, évêque de Saragosse; mais un pareil ouvrage, qui forme une petite encyclopédie très-précieuse, a été le fruit de longues recherches, comme l'indique la dernière lettre à Braulion en tête du livre : « En tibi, sicut pollicitus sum, misi opus de quarundam rerum origine, ex veteris lectionis recordatione collectum. » Rien n'empêche assurément que S. Isidore s'en soit occupé avant son épiscopat. Qui ne jugera donc parfaitement vraisemblable que la collection *espagnole*, l'*avertissement* et les *Etymologies* viennent de la même main? D. Coustant n'y consent pas. La collection étant antérieure aux *Etymologies* ne peut pas,

la mort arrêta aussitôt, tenait à se distinguer de Fleury, tout d'abord, en inaugurant son livre d'une dédicace au pape Innocent XIII, et sa préface des preuves accumulées les plus anciennes et les plus authentiques, qui nous obligent à reconnaître les papes successeurs et *vicaires* de saint Pierre, pontifes *apostoliques*, gardiens de la tradition et des lois ecclésiastiques, juges suprêmes des causes majeures et de toutes les questions de foi et de discipline. Et la conclusion de D. Coustant est néanmoins la même que celle de Fleury et de Marca. Voilà ce thème fixe répété partout, depuis le *Dictionnaire* théologique de Bergier¹ jusqu'aux *Leçons de civilisation*, qui ont eu tant de vogue à la moderne Sorbonne, en 1829, même chez bon nombre de catholiques, malgré les louanges de l'éditeur et la leçon d'introduction. C'est sur la foi de cette critique que M. Guizot

selon lui, être de S. Isidore, qui en aurait copié son chapitre xvi. *Epist. Pontif. præfatio* nos 133-138. — Coustant oppose un argument encore plus fort à la collection rapportée d'Espagne par Riculf, c'est que Riculf n'a pas fait le voyage et que certainement l'affirmation si positive d'Hincmar n'est *peut-être* qu'une conjecture : « Quod autem ex Hispania dicitur in Riculfi manus venisse, *næ illud Hincmari forte conjectura est, quam eò fecit quòd Hispanam collectionem totam continet Isidoriana, præf. 138.* » Il le faut en effet, pour que la collection de Mercator soit complètement différente de l'espagnole, bien que l'ample préface de Mercator reproduise le ch. xvi des Etymologies, avec la collection espagnole toute entière, et pour que les évêques du ix^e siècle soient inexcusables d'avoir confondu l'une avec l'autre, bien que le copiste des trois manuscrits de Laon, Noyon et Beauvais eût ajouté, vers l'an 700, neuf conciles d'Espagne et quelques *fausses décrétales* empruntées du Mercator, dont le recueil existait déjà, contre l'opinion généralement adoptée, que Coustant ne juge pas même débattable apparemment. « Neque hanc collectionem patribus nostris invidere Hispani. Argumento sunt antiqua illa, quæ id etiam ætatis asservant ecclesiæ insignes Laudunensis, Noviomensis, Bellovacensis et Suessionensis exemplaria, quorum omnium summa est, si pauca excipias, cum Hispanis similitudo. Et in Suessionensi quidem eadem scripta, sed sive incuriâ librariorum, seu fortuito aliquo casu, perturbatus ordo. In cæteris idem ordo sed pontificum epistolis occurrunt spurie tres intertextæ, in Isidori scilicet mercatoris officinâ procusæ. » *Præf. 140.* — « Collectionis verò ipsius exemplaria Noviomense, Bellovacense ac Laudunense, qui ab annis circiter 700 descripsit librarius, is corruptit, supposititiis quibusdam admissis : ex Isidoro scilicet, cujus jam prodierat in lucem compilatio dum suam ornare quærit imprudens, adulterat. » *Præf. 145.* — Tout cela montre, en outre, ce qui a été dit précédemment, comment toutes ces collections se sont formées et successivement accrues.

¹ Art. *Décrets* : « Personne n'est plus assez ignorant pour vouloir fonder un point de croyance et de discipline sur les fausses décrétales forgées vers la fin du viii^e siècle. »

« a reconnu au premier coup d'œil la fausseté de ces épîtres, dont la fabrication ne peut plus être douteuse ¹. »

Quoi? Il a suffi d'un recueil de pièces inconnues et du nom supposé de saint Isidore, pour nous faire « dévier au ix^e siècle » des *sages institutions de nos ancêtres*, qui, tout en acceptant du pape Adrien I^{er} la collection de Denys le Petit (774), avaient soin « de retenir exactement les règles fondées sur la tradition et les synodes de l'Église des Gaules ² ? » Quoi? en moins de trente ans « tous les usages de l'Église ont été méconnus, toutes les forces de la discipline rompues, le *droit épiscopal renversé*, les lois des jugements abolies ou misérablement affaiblies? » De là cette immense quantité (*Seget immensa*) « de discordes, de séditions, de querelles qui durant tant de siècles ont éclaté à la honte de l'Église et au scandale des fidèles ³. » Quoi? Les papes en sont venus tout d'un coup ainsi à « braver toutes les règles canoniques, tous les exemples et les usages du passé ⁴ ? »

Et ce bouleversement se serait opéré sans être remarqué de ceux qui l'ont subi, ni de ceux qui plus tard pendant plusieurs siècles ont entrepris d'y remédier! Et quand ce fait a été enfin constaté, parmi tant de laborieux investigateurs des faits et des causes, quelle explication en a-t-on trouvée? C'est que *presque tous les évêques soutenaient les fausses Décrétales* ⁵. Et comment ne se sont-ils pas aperçus qu'ils y perdaient leurs droits? Il ne faut pas s'en étonner: « on ne se défiait nullement des fraudes au temps du Mercator, l'incurie des prélats ayant relâché la sévérité de la discipline, et la connaissance de l'antiquité étant si rare alors, aussi bien que le goût de la saine critique ⁶. » Ou, si vous l'aimez mieux: « ces anciens évêques

¹ 27^e Leçon; *Cours d'histoire moderne* est le titre de l'ouvrage imprimé; mais l'intention, expressément formulée dans la 1^{re} leçon, était de faire une histoire de la *Civilisation française*, « comme la plus complète et celle qui représente le plus fidèlement la civilisation générale. »

² Coustant, *præf.* 162 et 131 : « Gallis verò ad id temporis fuisse in usu merum Adriani codicem colligimus ex Hincmari opusculo 33..... De Gallis porro non omittendum codice romano sic usos esse ut *traditas à majoribus suis synodorumque suarum sanctiones*, constantissimè retinuerint. » — Quelles étaient ces règles des ancêtres et des synodes?

³ Coustant, *præf.* 137.

⁴ M. Guizot, *Leçon* 27.

⁵ M. Guizot, *Leçon* 27.

⁶ Coustant, *præf.* 137 : « Verum Isidori ætate nil mirum ab hujusmodi fraudi-

avaient un tel *respect pour le Siège Apostolique*, qu'ils alléguaient habituellement les lettres des pontifes, et toujours avec quelque louange ou quelque mention expresse ¹. » Mais les rois, les grands et les peuples, assez volontaires et peu accommodants de leur nature, dont la vie devait se régler sur les lois et la discipline de l'Église, comment ont-ils accepté un tel changement sans y prendre garde? Ce n'est là, comme on dit aujourd'hui, qu'un *détail*, qui ne vaut pas la peine d'y penser. Au reste, voici une considération qui répond à tout; c'est que, « dès leur apparition, les *fausses Décrétales* ont été en grand usage, passant par toutes les mains, si bien qu'elles ont eu force de loi ². » L'événement s'explique par l'événement; cherchez mieux, si cela ne vous satisfait pas. Mais tous n'avaient-ils pas dans le même recueil, avec les fameuses Décrétales, les canons des grands conciles, les synodes et les *règles des ancêtres*? Par quelle hallucination cette connivence subite et générale, dans ce temps-là? ou plutôt pourquoi généralement a-t-on laissé s'accréditer une hypothèse fondée sur une telle impossibilité, qui n'est pas moins évidente, pour ne vouloir pas la voir? *O insensati Galatæ, quis vos fascinavit non obedire veritati* ³?

Il y a là autre chose qu'une méprise; au fond de cette ostentation de critique se cache une petite ruse, la plus connue et toujours la plus assurée de réussir, qui est de donner le change par un généreux zèle contre l'imposture. Le manque d'authenticité une fois reconnu dans les antiques décrétales offrait aux champions et aux partisans des légalités civiles et des églises nationales un moyen honnête de justifier les hostilités déclarées contre l'Église mère et maîtresse. Et sous couleur de défendre la vénérable antiquité, ils travaillaient à

bus non ita cautum esse. Disciplinæ veteris severitatem laxaverat præpositorum incuria, seu fatalis illa rerum humanarum conditio, ut optimæ quæque non sint diuturnæ. Accedebat paucitas hominum, qui et intimam antiquitatis cognitionem et sanioris criticæ gustum haberent. »

¹ Coustant, *ib.* 160 : « Adeò solebant veteres illi, pro suâ in apostolicam sedem observantiâ, pontificum litteras allegare, idque non sine pontificis, cujus illæ erant, aut laude, aut aliquâ saltem appellatione. — Les conciles de Paris (829), d'Aix-la-Chapelle (836), tous les autres de ce siècle attestent, au contraire, une connaissance familière de l'antiquité et une assez saine critique.

² Coustant, *præf.* 162 : « Ab suo *statim* ortu magno in usu fuere, atque ita deinceps manibus omnium tritæ sunt, ut ecclesiasticis in causis vim legum obtinuerint. »

³ S. Paul., *ad Gal.*, III, 1.

l'abolir en retournant sur elles les prétendues falsifications de ces malencontreuses décrétales. En sorte que ce sont eux, les savants, les habiles, les honorables, qui ont voulu réellement introduire un *Droit nouveau* et qui n'ont honni le Mercator, l'ignorant, le faussaire que pour sa fidélité au *droit ancien*.

VII.

Marca croyant devoir son petit compliment à un critique contemporain, qu'il ne nomme pas, d'avoir soigneusement indiqué par le menu d'où étaient tirées les pensées et les expressions des fameuses Décrétales, désapprouve toutefois les avanies dont le *très-érudit* protestant (Blondel) dilacérait ces épîtres, *composées des plus anciens canons et des écrits des saints Pères*, qui ont fleuri aux iv^e et v^e siècles ¹. » Et quelques lignes plus haut, il rappelle la remarque de Baronius, que « l'Eglise romaine n'avait nul besoin de ces épîtres, étant bien démontré qu'elle possédait des témoignages plus que suffisants de ses droits et privilèges dans les Décrétales authentiques ². » Ces deux réflexions de Baronius et de Marca montraient assez clairement à tous ceux qui voulaient se rendre un compte exact des choses, et à Marca tout le premier, comment il fallait s'y prendre. C'était de comparer les Décrétales douteuses aux véritables Décrétales, et les unes et les autres aux *exemples du passé*. On s'en est bien gardé ; on a invoqué le témoignage des Décrétales authentiques sans citer ni les textes ni les faits, comme si l'on pouvait les supprimer en les taisant. Les évêques du vieux temps, qui « n'avaient ni savoir ni goût de faire critique, » agissaient tout autrement. Tous les jours, pour ainsi dire, dans leurs synodes et leurs rapports si fréquents, ils comparaient aux documents anciens les documents nouveaux, interrogeaient les souvenirs historiques, les regards toujours tournés vers le Saint-Siège, pour observer fidèlement l'antique discipline. Les

¹ *De Concordia*, III, 5 : « Cui tamen suffragari non possum, quòd atrocioribus verbis epistolas delacerat, quas è sententiis et verbis legum, canonum *antiquiorum* et sanctorum Patrum, qui quarto et quinto sæculo floruerunt, si pauca demus, concinnatas esse constat. » Dans Labbe, t. I, p. 79.

² Baron., *ann.* 863.

moments d'hésitation et les petites tentations de dissidence ne servaient qu'à confirmer la tradition, bien loin de l'altérer.

Le dernier concile du ix^e siècle en France, celui de Tribur (895), qui exprime la plus absolue soumission à l'Église romaine, et qui cite le plus de décrétales isidoriennes dans ses 58 canons, entremêle aux épîtres de saint Anacletus, saint Clément, saint Évariste, saint Alexandre, saint Urbain, saint Zéphirin et saint Callixte, celles de saint Sirice, saint Innocent, saint Célestin, saint Léon, saint Hilaire, saint Gelase et saint Grégoire ¹, sans compter les conciles d'Ancyre, de Néocésarée, de Nicée, de Carthage, d'Afrique, de Calcédoine, et plusieurs passages de saint Jérôme, de saint Augustin, de saint Isidore et du vénérable Bède. On prétendait bien aussi, quoi qu'en veuillent dire tant d'écrivains savants et autres, exprimer, à l'exemple de Charlemagne, le sentiment constant de l'Église gallo-franque. Alcuin, s'il avait *rédigé* les livres *Carolins*, comme il paraît probable à M. Guizot ², n'aurait pas tracé au souverain qu'il admirait tant et si justement, cette distinction des trois plus hautes dignités, dont « la première est la sublimité apostolique, qui régit en qualité de vicaire le Siège du bienheureux Pierre, prince des Apôtres : la seconde, la dignité impériale, ou puissance séculière de la seconde Rome ; la troisième, la dignité royale, dans laquelle la divine Providence avait placé Charlemagne au

¹ Il y avait à cette assemblée, convoquée par l'empereur Arnulf, vingt-deux évêques, d'innombrables prêtres et diacres, et une foule de nobles : l'objet en était de réformer les mœurs par l'extirpation des hérésies, des vices et des scandales. Le 30^e canon dit : « In memoriam B. Petri apostoli honoremus sanctissimam Romanam et apostolicam sedem, ut quæ nobis sacerdotalis mater est dignitatis, esse debeat *magistra ecclesiasticæ rationis*. Quare servanda est cum mansuetudine humilitas, ut, licet vix ferendum ab illâ sancta sede imponatur jugum, conferamus et piâ devotione toleremus. Si verò, quod non decet, quilibet sive presbyter, sive diaconus aliquam perturbationem machinando et nostro ministerio insidiando, redarguatur *falsam* ab apostolico detulisse *epistolam*, vel aliud quid, quod indè non convenerit, *salva fide et integra circa apostolicum humilitate*, penes episcopum sit potestas, utrum eam in carcerem aut in aliam detrudat custodiam, usquequò per epistolam aut per idoneos suæ partis legatos, *apostolicam* interpellet *sublimitatem*, ut potissimum suâ sanctâ legatione dignetur decernere, quid de talibus justo ordine *lex romana* statuât definire, ut is corrigatur et cæteris modus imponatur. » Labbe, *Conc.*, t. IX, p. 456. De ces cinquante-huit canons, Longueval a extrait cinq seulement, où le trentième n'a pas même une mention.

² *Cours*, 26^e leçon.

gouvernement du peuple chrétien ¹ ; » il n'aurait pas surtout écrit au pape Adrien I^{er} (794) ; « Je sais que je suis par le saint baptême du bercail de ce pasteur qui a donné sa vie pour ses brebis, qu'il a confiées au bienheureux Pierre, prince des apôtres, en lui déléguant au ciel et sur la terre le pouvoir éternel de lier et de délier..... comme je te reconnais, très-excellent Père, pour son vicaire au très-Saint-Siège, de même je confesse que tu es l'héritier de sa prodigieuse puissance ² ; » ni au pape Léon III : « J'ai toujours aimé, autant que j'en suis capable, les bienheureux princes et pasteurs du Saint-Siège romain.... Te voilà, très Saint-Père, pontife élu de Dieu, vicaire des apôtres, héritier des Pères, prince de l'Église, nourricier de l'unique immaculée colombe ³. »

M. Guizot ne veut dater que du ix^e siècle la suprême autorité du pape, qui n'était encore, selon lui, au temps de Charlemagne, que « le plus riche évêque de la chrétienté, sans aucune comparaison, et *hors de pair* sous le rapport matériel aussi bien que sous le rapport *moral*, » et il a soin d'atténuer « ce langage et ces démonstrations, qui frappaient l'imagination des peuples, en reconnaissant aux papes une majesté, une suprématie, que les princes n'avaient pas encore à ce point avouée ; » il s'applique à nous montrer que Charlemagne « favorisant l'extension du pouvoir des clercs et les soumettant cependant au sien, *dominait* de même les papes en leur préparant les moyens de *dominer* ses successeurs ⁴. » C'eût été une vue bien courte pour un homme d'un génie si pratique et si prévoyant. Le célèbre publiciste, parmi *les faits et les textes qui abondent*, en indique quelques-uns qui prouvent seulement que les papes n'étaient pas encore maîtres de Rome. Il faut ajouter qu'ils n'avaient pas même l'idée du pouvoir temporel que la Providence leur destinait ; mais on n'en peut conclure qu'ils n'avaient pas entière la puissance spirituelle, à moins de fermer les yeux sur d'autres faits et d'autres textes, qui *abondent* bien davantage ⁵.

¹ Alc. ep. LXXX, aliàs XI. La série des lettres d'Alcuin n'a pas le même ordre dans les diverses éditions ; mais il est facile de les retrouver à la suscription.

² Alc. ep. XV, aliàs 63.

³ Alc. ep. XX, aliàs, 72.

⁴ Cours d'hist. Leçon 27.

⁵ La 27^e leçon serait toute à discuter, et aucune n'est exempte de graves

En 785 le pape saint Adrien I^{er} avait donné à l'évêque de Metz, Engelram, pendant son séjour à Rome, un cahier de quatre-vingts *capitules* ou canons abrégés, concernant spécialement les causes ecclésiastiques, d'après les canons grecs et

erreurs. L'auteur rapporte ici la première phrase d'une lettre de Charlemagne au pape Léon III, puis un peu après, la première phrase d'une lettre de Léon III à l'empereur; lequel ? il ne le dit pas; peu lui importe : « Après avoir lu, écrit le roi frank, la lettre de Votre Excellence, et avoir pris connaissance du décret (auditi decretali cartula); nous nous sommes grandement réjouis et de l'unanimité de l'élection et de l'humilité de votre obéissance, et de la promesse de fidélité, que vous nous avez faite. » Le texte porte : « Gavisi sumus seu in electionis unanimitate, seu in *humilitatis vestræ obedientia* et in *promissionis ad nos fidelitate*. » Ce passage est indiqué par M. Guizot sous la rubrique : *cap.*, t. I, col. 271. La lettre de Charlemagne se trouve en entier la 84^e parmi celles d'Alcuin et dans Labbe, *Conc.*, t. VII, p. 1128, après celles de S. Léon III. Charlemagne y exprime les plus touchants regrets sur la mort du pape Adrien, et regarde comme un sujet de consolation l'exaltation de Léon, dont il attend une bonté *paternelle* envers un fils, *paterna pietate nos in filium sibi adoptaret*. Rien n'y sent le maître; il a chargé Angilbert de ses instructions : « Vous confèrerez avec lui, dit-il au pape, sur tout ce que vous jugerez nécessaire aux intérêts de la sainte Église, de votre dignité et de notre *patriciat*. » On sait comment S. Léon III répondit au zèle du grand Prince, qu'il couronna empereur d'Occident, comme le digne successeur de Constantin; et quelques années plus tard, il le félicitait non-seulement de son dévouement à l'Église, mais de sa *soumission* au Pasteur : *Cumque vos jugo pietatis cor vestrum humiliter nostræ pusillanimitati subditis*, Leon. pap., *ep. VII*, Lab., t. VII, p. 1118. — M. Guizot semble encore moins bien renseigné sur son second extrait, qu'il traduit ainsi : « Si nous avons fait quelque chose incompétemment et si, dans les affaires *qui nous ont été soumises*, nous n'avons pas bien suivi le sentier de la vraie loi, nous sommes prêt à le réformer d'après votre jugement et celui de vos commissaires (ou envoyés, *missi*). » Il ne s'agit pas ici d'affaires *soumises* au pape, ni surtout d'affaires ecclésiastiques, mais de *sujets (subditis)*, c'est-à-dire de romains condamnés selon la loi pour avoir attenté à ses jours. Une détestable faction, qui avait déjà failli le tuer au commencement de son pontifical, devenait plus audacieuse depuis que Charlemagne n'était plus, se vengeait du coup manqué par des calomnies dont tout homme de bien, en quelque rang qu'il soit, tient à se justifier; le pape Léon le voulait précisément parce qu'il était au-dessus de la loi. Tel est le sens du fragment entier et fort court, cité de Gratien, qui l'a lui-même emprunté de S. Yves, document assez peu connu d'ailleurs. On se demande comment M. Guizot en a détaché seulement quelques lignes, sans lire ni la suite du texte, dont la pensée est ainsi tronquée, ni les petits chapitres xxxix et xl, qui précèdent, où Gratien commente le texte par l'exemple de S. Pierre répondant aux plaintes des chrétiens de Jérusalem sur la vocation des Gentils et s'appuie d'une lettre de S. Grégoire I^{er} (liv. IX, *ep. xxxix*), qui dit formellement que S. Pierre, délégué du *régne céleste*, pouvant répondre d'*autorité* a préféré une réponse de charité. Labbe, *Conc.*, t. V, p. 1435. — Peut-être s'étonnera-t-on moins d'une citation si incomplète, si l'on remarque au bas de la page 78, 27^e leçon, la note de renvoi; on y

latins, les conciles romains et les décrets des papes ¹. Quoique, au siècle suivant, Hincmar affectât de n'en pas faire grand cas ², cette rédaction sommaire se répandit promptement en France, pour son utilité de faciliter l'application des règles canoniques, en épargnant le recours aux compilations volumineuses. C'était clairement le but d'Adrien. Toutes les prétendues nouveautés, qu'on reproche au pseudo-Isidore, se trouvent dans ces *capitules*, si bien que parmi les critiques en conflit de systèmes, il y en a qui les regardent comme la source des *fausses Décrétales* ³. Le *capitule* 56 dit : « Le souverain Pontife

lit : *Gratiani decretum* p. II, caus. 2, quæst. 7, col. 41 ; il faut corriger comme il suit : pars 2., caus. 2, quæst. 7, cap. 41 ; bévüe d'inexpérience qu'on ne saurait attribuer à M. Guizot, mais dont il n'est pas moins responsable. Le lecteur, qui aurait voulu vérifier, aurait été un peu empêché par la méthode si bizarrement compliquée du *Decretum*, laquelle exige un apprentissage assez laborieux de lecture. Au reste, assez longtemps avant le pape Nicolas I^{er}, ep. VIII (Labbe, t. VIII, p. 305 et 307), Charlemagne avait témoigné son sentiment à l'égard de la dignité papale, en reproduisant dans un Capitulaire (Labbe, t. VII, p. 1181) le fameux 30^e canon du concile ou *Constitutum* de S. Sylvestre : *Neque summus præsul à quoquam judicabitur, quoniam scriptum est : non est discipulus super magistrum..... Sic datur mystica veritas.* » (Labbe, t. I, p. 1333.)

¹ Labbe, *Conc.*, t. VI, p. 1828.

² *Opusc.*, XIII, c. xxiv.

³ La fantaisie se mettant dans la critique comme ailleurs, il a passé par la tête de trois ou quatre érudits que ces *Capitules* ne devaient pas être authentiques; M. Wasserschleben, *Beiträge*, traite cette assertion d'absurde et le prouve assez bien. Il soutient d'ailleurs que le pseudo-Isidore y a puisé abondamment, bien qu'il aperçoive dans les *fausses Décrétales* certains principes d'un esprit tout opposé, par exemple, l'indépendance de l'épiscopat. Il donne la liste des *capitules* en les comparant aux préceptes des *fausses Décrétales*, dans une étude très-inférieure à celle d'Antonio Augustino, qui démontre en détail, d'un bout à l'autre, la concordance des *Capitules* avec les conciles et toutes les décrétales antérieures et postérieures à S. Sirice. On range à tort l'archevêque de Tarra-gone parmi les adversaires des *fausses Décrétales*, pour y avoir signalé le premier, selon la remarque de Marca, des ressemblances de texte avec d'autres documents, et spécialement avec le Code Théodosien ; en quoi sa prodigieuse érudition a taillé une besogne facile à celle de Blondel, que Marca aurait dû un peu moins complimenter. Mais Antonio Augustino était fort loin de rejeter ces épîtres comme apocryphes. Entre les trois ou quatre notes où l'on rencontre un doute, la suivante fait bien connaître son opinion. Commentant le *Capitule* 39 d'Adrien : « *Constitutiones contra canones et decreta præsulum romanorum, vel bonos mores, nullius sunt momenti* (Labbe, *Conc.*, t. VI, p. 1835 et 1853), il cite une épître de S. Damase, « *epistolam Damasi ad Aurelium Carthaginensem, positam initio Conciliorum, quæ, ajoute-t-il, plerisque suspecta est, ut aliæ nonnullæ antiquiorum Damaso pontificum.* »

ne sera jugé par personne, selon la parole du Seigneur : *le disciple n'est pas au-dessus du maître.* » Le 72^e le répète d'après le 3^e canon du concile ou *constitutum* de saint Sylvestre ¹. Le droit absolument réservé au pape de convoquer conciles et synodes; le droit de juger définitivement les causes ecclésiastiques sur appel, et enfin l'obligation de garder exactement les constitutions décrétales ou pontificales, n'y sont pas moins formellement énoncés ². En tout cela, rien d'extraordinaire ni qui fût inconnu. Le pape ne pensait rien apprendre à l'Église franque, mais lui venir en aide ainsi qu'à Charlemagne, qui ne tendait par toutes ses lois qu'à faire de ses sujets un peuple tout chrétien. Cette conformité de vues se reconnaît à la simple lecture des Capitulaires, quand même on n'y trouverait pas textuellement le 3^e canon de saint Sylvestre, et le commandement d'observer les canons et les *Décrétales* ³. On

¹ Labbe, t. VI, p. 1830 et suiv., c. LVI : « Neque Summus præsul a quoquam judicabitur, dicente domino : Non est discipulus supra magistrum. » — C. LXXII : Ut non presbyteri adversus episcopum, non diaconus adversus presbyterum non subdiaconus adversus diaconum, non acolythus adversus subdiaconum, non exorcista adversus acolythum, non lector adversus exorcistam, non ostiarius adversus lectorem, det accusationem aliquam; et non damnabitur præsul sine 72 testibus : *neque summus præsul a quoquam judicabitur*, quoniam scriptum est : non est discipulus supra magistrum. » Le *Constitutum Sylvestris* est dans Labbe, *Conc.*, t. I, p. 1544; le canon 20^e et dernier porte : « Nemo judicabit primam sedem;... neque ab Augusto, neque ab omni clero, neque a regibus, neque a populo iudex judicabitur. »

² *Capit. Adriani*, 3 : « Nullus episcopus, nisi canonicè vocatur et in legitima synodo suo tempore *apostolica auctoritate* convocata (cui jussione Domini et meritis B. Petri apostoli *singularis congregandorum conciliorum* auctoritas et sanctorum canonum et venerandorum Patrum decretis multipliciter *privata tradita est potestas*) super quibuslibet criminibus pulsatus audiat vel impetatur. Si aliter præsumptum a quibuslibet fuerit, in vanum deducatur quod egerint. Nec inter ecclesiastica ullo modo reputabitur, nec ullas habebit vires quidquid obviaverit. Quoniam eadem sedes, testante veritatis voce, primatum obtinuit; nec *prima dicetur, si aliam super se habet* quæ etiam *caput est omnium ecclesiarum, a qua omnes sumpserunt originem*. Primatum enim non *synodalibus aut aliquibus commentis meruit institutis*, sed Domino largiente, qui ait : « Tu es Petrus et super hanc petram ædificabo ecclesiam meam; » et reliqua talia et his similia. Quibus si aliquis superbo spiritu obviaverit, præceptionibus non exeat impunitus, sed gradus sui periculo subiacebit ». Et cap. IX, XLII; c. XXIII : « Placuit, si episcopus accusatus appellaverit romanum Pontificem, id statuentium quod ipse censuerit; » et c. XXVIII, XXXVI, LX. — *Cap. LXXVII* : Providendum est ne in aliquo *apostolica* aut canonica decreta violentur. »

³ *Karoli Magni et Ludovici pii christianissimorum regum et imperatorum*

conçoit donc que tout ce qui avait quelque instruction ait bien accueilli une seconde publication du Compendium ou sommaire, rédigé par Ansegise avec un supplément du diacre Bénédict, dont on n'avait pas plus à se défier que d'Ansegise, ni des archevêques Otgaire et Riculf.

A entendre la plupart des dissertateurs, Bénédict aurait *inséré*¹ dans son livre l'œuvre du pseudo-Isidore; on pourrait en conclure au moins qu'il en a pris des passages considérables. Est-ce que par hasard on ne l'aurait pas lu? Car les articles ou chapitres comme ceux d'Ansegise sont très-courts, sauf une dizaine au plus. Ou bien cela signifie-t-il simplement qu'il aurait réduit dans cette forme, extrêmement abrégée, les préceptes des *fausses décrétales*? Dans l'un ou l'autre cas, il aurait composé, de son côté, de faux capitulaires? Et à quoi bon? Pouvait-il espérer d'en faire accroire à tous les comtes, scabins et autres notables, qui devaient appliquer journellement cette législation, et dont un bon nombre avaient assisté aux plaids où avaient dû se promulguer les plus récents articles? D'ailleurs, si les archives de Mayence possédaient une plus grande quantité de manuscrits, d'autres en possédaient aussi, par exemple, celles de Beauvais, Soissons, Laon, Noyon. Une vérification n'était pas difficile, et Bénédict lui-même la provoquait². Son travail personnel n'offrait point de contradiction

Francorum capitula sive leges ecclesiasticæ et civiles ab Ansegiso abbate et Benedicto levita collectæ libris septem, adjectis etiam aliis eorundem regum et Karoli Calvi capitulis. Parisiis, MDCXXXX. — On appelle Capitulaire, (*Capitulare*), l'édit contenant, sous le titre de chapitres, toutes les lois publiées dans le même *placitum* ou *plaid* royal. — Le 3^e canon de S. Silvestre est dans le Compendium d'Ansegise, lib. I, cap. cxxxix, et cap. LVIII, le devoir d'observance à l'égard des Décrétales : « Ut si quis sacerdotum contra *constituta Decretalia* (sans mention des canons) *præsumptuosè agat, et corrigi nolens, ab officio suo submoveatur.* » C'est ainsi que Ansegise a résumé une décision décrétale, que S. Léon a renouvelée de S. Innocent et qui forme le 58^e article ou chapitre du Capitulaire d'Aix-la-Chapelle, 789. Voy. dans Labbe, *Conc.*, t. VII, p. 966 : « *Caroli Magni regis capitulare Aquisgranense sive edictum legationis, quod in Aquisgrani palatio datum est die x Calendas apriles, anno Christi DCCXXCIX, indictione XII, anno Adriani papæ XVIII, Caroli ejusdem regis XXI.* »

¹ Schœll, *Cours d'histoire*, I, ix.

² *Benedicti præfatio* : « ... Hæc vero capitula quæ in subsequentibus tribus libellis coadunare studuimus, in *diversis locis* et in *diversis schedulis*, sicut in *diversis synodis* ac *placitis generalibus* edita erant, sparsim invenimus, maximè in sanctæ Magontiacensis metropolis ecclesiæ scrinio a Riculfo ejusdem sanctæ

au travail précédent qu'il publiait de nouveau en même temps. La critique moderne n'y a pas pris garde, pour considérer uniquement les rapports du supplément avec la collection isidorienne, et en faire fi également; tandis que le parfait accord de ce supplément à la rédaction d'Ansegise, aux épîtres admises des anciens papes¹ et aux *Capitules* d'Adrien, dont on n'a guère jugé à propos de tenir compte, devait ajouter au prix des deux œuvres nouvelles en les confirmant l'une par l'autre.

VIII.

Nous vivons dans une ardeur incomparable de perfectionnement, où chacun a son opinion sur le gouvernement politique, c'est-à-dire sur le principe et la forme de la prospérité publique dans son rapport avec la satisfaction individuelle; problème assez difficile, que Tacite exprimait déjà en d'autres termes et qu'il se flattait un peu trop vite de voir résoudre par Trajan, le premier en date des trois héros de la philosophie². Les publi-

sedis metropolitano reconditas et demum ab Auctario secundo ejus successore atque consanguineo inventa reperimus, quæ in hoc opusculo tenore suprascripto inserere maluimus. Monemus ergo lectores, ut si *eadem capitula duplicata vel triplicata* repperint, non hoc nostræ imperitiæ reputent, quia ut diximus, diversis ea in schedulis invenimus. Et ob in tam citò hæc emendare nequivimus; sed *cunctis scientia repletis lectoribus* hæc corrigenda dimisimus. Invenimus insuper *quædam ex his paria initia habentia et imparem finem, quædam vero pares fines, sed non paria initia*. In *quibusdam autem minus, in quibusdam plus*. Et propterea illa sic dimisimus, sicut invenimus. Precamur etiam omnes, ut si deinceps *plura ex his invenerint*, quæ memoratus Ansegisus non inseruit, nec nos potuimus hactenus invenire, ut *ea illis in quarto aut quinto libello distincte inserere* non pigeat, quatenus ipsi ex hoc gratiam Dei habeant, et *clerus ac populus eorum utilitatibus* non careat. Quoniam valdè sunt utilia hæc capitula et scire volentibus oppidò profutura, quæ pro lege tam ecclesiastica quam seculari jure firmissimo sunt tenenda.

¹ Spécialement dans le livre VII, cap. CXXIV, CLXXXVII, CCXXXV, CCLI, CCLXVII, CCCX, CCCXIII, CCCXLIX et CCCLXXVII. La ressemblance des termes ne prouverait pas d'ailleurs que Bénédict ait rien copié du pseudo-Isidore. Dans une exposition succincte ou étendue de la doctrine catholique, les propositions fondamentales reviendront nécessairement sous les mêmes termes; comme toutes les variétés de forme et de style dans un commentaire sur le Code civil n'en pourront changer les articles ou définitions.

² Tac., *Agricola*. c. III : « Quanquam primo statim *beatissimi sæculi ortu Nerva Cæsar res olim dissociabiles miscuerit, principatum et libertatem*, augeatque

cistes abondent aujourd'hui. C'est à ce signe certain que notre siècle se reconnaît pour le siècle le plus éclairé qui ait encore relui sur le globe terrestre. C'est merveille d'entendre le conflit de leurs théories opposées, attestant de tous côtés l'histoire en leur faveur, comme s'il suffisait de savoir lire pour pénétrer à fond et juger pertinemment les deux mille ans qui nous ont précédés ! On ne saurait donc trop insister sur tant de textes et de faits, pris à *boulevue* ou passés sous silence, pour accréditer des inductions de fantaisie et des idées philosophales.

On estime, par exemple, que la papauté est née tout naturellement de Rome, de son importante renommée, de sa destinée singulière, pour avoir échappé à l'invasion, quoique prise plusieurs fois par les Barbares ¹. Mais Rome ne vivant depuis quatre siècles que du pillage du monde, cette renommée avec la splendeur de ses édifices, loin de la préserver, faisait son péril, en excitant la cupide ambition des conquérants. Si les premières irruptions du Nord n'ont pu y demeurer, les Lombards ensuite, les plus redoutables et les plus opiniâtres assaillants, qui voulaient Rome pour capitale, n'ont pu y entrer, dans sa plus extrême détresse ; ce fut, en effet, une destinée singulière, dont on cherche vainement ailleurs que dans sa situation religieuse et dans la volonté de la Providence, qui avait choisi l'antique capitale de l'empire pour y poser le siège de saint Pierre et de la hiérarchie ecclésiastique ². Rome pouvait si peu pour son évêque, qu'elle n'a plus vécu que par lui et que sans la Papauté elle ne serait depuis longtemps qu'une ruine et un nom. On avoue bien qu'au vi^e siècle une lettre du pape Vigile à l'archevêque de Braga « énonce nettement la suprématie papale, mais en Espagne seulement ³ ; » et le roi Witiza, même un siècle et demi plus tard, y aurait mis fin, ce

quotidiè facilitatem imperii Nerva Trajanus... Naturâ tamen infirmitatis humanæ tardiora sunt remedia quam mala.

¹ M. Guizot, *Leçon 27*.

² Prosper Aquit., *Carmen de ingratis* :

..... Pestem subeuntem prima recidit,
Sedes Roma Petri, quæ pastoralis honoris
Facta caput mundo, quidquid non possidet armis
Religione tenet.

³ M. Guizot, *Leçon 27*.

qu'on avance sans preuve ni vraisemblance, la prétendue résistance de Witiza, non plus que la conquête arabe, n'ayant nullement interrompu la tradition de la foi ni de l'autorité romaine ¹. On oublie l'Orient et Constantinople, où le Saint-Siège avait fort affaire avec la vaniteuse subtilité des Grecs, et dont la pente hétérodoxe n'empêchait pas de recevoir les papes saint Agapitus et Constantin comme les représentants de saint Pierre et de Dieu.

On signale un grand avantage pour la papauté dans la naissance des églises anglo-saxonnes et germaniques. Il serait fort étrange que les papes eussent formé deux églises nouvelles sans que leur autorité y apparût. C'était évidemment pour la juridiction papale un accroissement d'étendue, non de droit ni de légitimité : ces deux églises n'auraient pu naître, sans cette autorité, qu'elles révéraient. On insinue en compensation que les « relations de l'église gallo-franque avec Rome étaient devenues fort rares au VII^e siècle ², aucune lettre, aucun *document* ne prouvant quelque correspondance des maîtres de la Gaule franque et de la papauté ; » en effet, « parmi le désordre du pays, l'instabilité des royaumes et des rois, personne n'avait le temps ni la pensée de contracter ou de suivre des relations si lointaines ³. » On achève d'expliquer par ce long isolement de l'Église romaine l'obscurité de son origine, et la nullité réelle de sa primauté si chère à la crédulité catholique. Cela ne peut s'entendre autrement ; cette opinion, l'auteur la plaide constamment dans son cours, sans jamais en désespérer, et de plus, il l'avait déjà expressément formulée dans un autre passage ⁴. Une interruption de rapports entre la Gaule franque et Rome ne prouverait pas que la suprématie papale ne fût pas reconnue, obéie ailleurs ni dans cette contrée même, puisqu'on l'y voit

¹ « Witiza osant soustraire l'Espagne à la suprématie pontificale ; » M. Guizot, *Leçon 27*. Petite anecdote ramassée en passant d'une tradition espagnole, sans preuve ni vraisemblance, et qui paraît inconcevable au protestant Schœll, *Cours d'histoire*, I, iv. Ce ne serait pas, en effet, Witiza seul, mais le 18^e et dernier concile de Tolède, qui aurait interdit l'appel à Rome et permis le mariage des prêtres, en 701, sous la présidence du saint archevêque Guntheric. Les actes en sont totalement perdus ; faut-il attendre qu'on les retrouve pour savoir ce qu'on en doit penser ? Labbe, *Conc.*, t. VI, p. 1386.

² M. Guizot, t. III, *Leçon 27*.

³ M. Guizot, t. II, *Leçon 19*.

⁴ M. Guizot, *ib.*

accueillie, après cet intervalle supposé, comme une autorité habituée de droit antique et perpétuel.

Mais les rapports ne furent pas interrompus ; il en existe des faits et des *documents* suffisants et même trois lettres pontificales fort importantes. L'Église anglo-saxonne ne communiquait avec Rome que par la Gaule franque, et les missionnaires de Germanie, la plupart anglo-saxons « avaient besoin de traverser sans cesse l'Ostrasie ¹ » pour accomplir leur œuvre, commencée longtemps avant saint Boniface, vers le milieu du VII^e siècle, avec la protection des « maîtres du pays » et sous la direction du Saint-Siège. Sans compter ceux qui allaient en pèlerinage au tombeau de saint Pierre, comme le cénobite de Vandregisile, qui avait été un des plus brillants seigneurs de la nouvelle cour ostrasienne, c'est à Rome que les plus renommés missionnaires, saint Willibrod, saint Plechelm, saint Wiron, saint Amand, recevaient la consécration épiscopale ; saint Wilfrid y fit trois voyages ². Comment aurait-il semblé insolite que Pépin le Bref (767) informât Paul I^{er} du synode de Gentilly, qu'un légat pontifical présidât celui de Leptines (743) et saint Boniface, celui de Germanie (742), au nom du pape Zacharie ? Nulle affaire d'importance ne se traitait que par le consentement, l'impulsion ou l'ordre du Saint-Siège. Lorsque S. Wilfrid se rendit à Rome pour la seconde fois, Dagobert II fit partir avec lui l'évêque de Toul, non pas seulement pour porter ses recommandations, mais pour rendre compte, avec deux autres délégués, d'un concile national au pape Agathon, qui avait demandé cette manifestation de l'Église gallo franque contre le monothélisme (679). Les trois délégués attestèrent eux-mêmes ce fait dans leur souscription au concile romain, où ils assistèrent la même année ³. Un concile national avait déjà eu

¹ M. Guizot, t. II, leçon 19.

² S. Wilfrid était encore laïque et dans la fleur de l'âge, quand il vit Rome pour la première fois vers 649, il y fut béni par le pape S. Martin ; devenu évêque d'York et sacré en France, il commença d'évangéliser la Frise (678) avant de porter son appel au saint-siège contre le démembrement de son diocèse ; il y retourna une vingtaine d'années plus tard pour la même cause ; les papes S. Agathon et Jean VI reconnurent et maintinrent souverainement ses droits.

³ Labbe, *Conc.*, t. VI, p. 1703, 1533 et 1537 : la préface du concile germanique dit : « Ego Carlomannus dux et princeps Francorum... episcopos qui in regno meo sunt, cum presbyteris ad synodum congregavi. » Le canon 1^{er}... « Constitui-mus super eos archiepiscopum Bonifacium, qui est missus sancti Petri, » p. 1515 ;

T. II. 1867.

lieu à Nantes, vers 658, sur l'ordre du pape Vitalien, probablement pour la réprobation du *type* de l'empereur Constant ¹. Précédemment, le pape saint Martin adressait son célèbre concile de Latran (649) à saint Amand, en lui refusant la permission de quitter l'évêché de Maëstricht, en le chargeant d'avertir les autres évêques ostrasiens, qu'ils eussent à donner leur adhésion en synode, et de demander au roi Sigebert II une députation d'évêques, qui se joindrait à celle de Rome, pour notifier l'*encyclie* pontificale à Constantinople. Les actes de Latran étaient adressés en même temps au roi de Neustrie ², Clovis II.

Zachar., ep. III : « Referente nobis Bonifacio..... quod, dum synodus aggregata esset in provinciâ vestrâ, *fu.xta nostram commonitionem, mediantibus filiis nostris Pippino et Carlomanno principibus vestris, peragente etiam vicem nostram* præfato Bonifacio... » p. 1503, Zach. ep. IV :... Indicasti nobis quomodo et qualiter tetigisset Deus corda excellentissimorum filiorum nostrorum Pippini et Carlomanni... La lettre 3 du pape et les actes de ces deux conciles sont les premières pièces, publiées par le diacre Bénédict, au V^e livre de ses *Capitula*, extraits des *Capitulaires*.

Labbe, *Conc.*, t. VI, p. 677 : Epist. Agathonis et synodi romanæ; cette lettre fut lue dans la 4^e action du VI^e concile général assemblé à Constantinople, en 680, avec les souscriptions de cent vingt-cinq évêques ou délégués; voici comment ont signé les rois assistants de l'Eglise gallo-franque et S. Wilfrid, p. 697 et 700 : Adeodatus humilis episcopus sanctæ ecclesiæ Leucorum (Toul), legatus venerabilis synodi per Galliarum provincias constitutæ, in hanc suggestionem, quam pro apostolicâ nostrâ fide construximus, similiter subscripsi. — Wilfridus humilis episcopus sanctæ ecclesiæ Ebboracense (Yorck) insulæ Britanniæ, legatus venerabilis synodi per Britanniam constitutæ, etc. — Felix humilis episcopus Arelatensis ecclesiæ, legatus, etc. — Taurinus, indignus diaconus sanctæ Ecclesiæ Telonensis (Toulon) legatus, etc.

¹ Frodoard, *Hist. eccl. rem.*, II, 8, cité par Labbe, *Conc.*, t. VI, p. 486. Il faut rapporter selon toute apparence à ce concile de Nantes, les 20 canons d'une date inconnue, dont le 3^e et le 10^e sont, mot pour mot, dans la collection de Bénédict, lib. VII, cap. ccxc et ccxi.

² Labbe, *Conc.*, t. VI, p. 383 et 387, epist. Martini *epist. II*, ad Amandum Trajectensem : « Unde prævidimus volumina gestorum synodaliū in præsentī vobis dirigere una cum *encyclia* nostra... Ideo studeat fraternitas tua omnibus innotescere, ut... synodali conventionē omnium fratrum et episcoporum nostrorum partium illarum effectā, *secundum tenorem encycliæ a nobis directæ*, scripta unā cum subcriptionibus vestris nobismet destinenda concelebrēt... Et Sigibertum præcellentissimum filium nostrum regem Francorum..... *admone et pre-care* dirigere nobis ex corpore fratrum nostrorum delectissimos episcopos, qui sedis apostolicæ legatione... fungi debeant... » Un document contemporain, *vita Eligii*, I, 33, constate l'envoi du concile romain au roi de Neustrie ; de quoi il n'y aurait nulle raison de douter, quand ce renseignement nous ferait faute.

Il n'y eut donc point de changement dans la discipline ecclésiastique, en France non plus qu'ailleurs, ni après ni pendant les règnes de Charlemagne et de Pépin. Ce qui existait de leur temps existait avant eux. Partout l'évêque de Rome, l'*Apostolique* par excellence, affirmait invariablement de parole et d'effet la perpétuelle autorité de saint Pierre, comme on va le voir en remontant aux premiers siècles. C'était l'unité visible de l'Église pour tous les fidèles, et pour tous ceux qui veulent ouvrir les yeux ¹. Les trois nouveaux droits que les fausses décrétales auraient acquis aux papes, seraient la convocation et l'approbation des conciles et synodes même provinciaux et le jugement sur appel des évêques et des prêtres, en un mot, une juridiction souveraine; c'est ce que leur déniait l'école de Marca et de Fleury. Des gens qui réservaient à tout le monde l'acceptation au moins *silencieuse*, mais indispensable, des décisions dogmatiques, attribuant ainsi implicitement l'infaillibilité au sentiment du plus grand nombre, devaient en conséquence contester aux papes la haute main sur la discipline, c'est-à-dire la faculté de maintenir l'ordre; en sorte que celui qui avait par primauté la mission d'empêcher l'erreur n'en aurait pas eu pour empêcher l'injustice.

Sur la première nouveauté, reprochée au pseudo-Isidore, d'avoir dit en plusieurs épîtres, données pour anciennes, « qu'il était interdit de tenir un concile, même provincial, sans la permission du pape, » il a été répondu par une lettre — que cite Fleury lui-même — de saint Théodore Studite, qui se plaint à Léon III d'un synode tenu à Constantinople par les hérétiques : « quoiqu'ils n'eussent pas dû en tenir même *un orthodoxe à votre insçu*, suivant *l'ancienne coutume* ². » Et pour ne pas nous arrêter inutilement sur ce point, qui se trouvera mêlé aux deux autres dans les preuves suivantes, il suffit d'ajouter deux passages de Socrate et de Sozomène ³, qui attestent l'ancienne

¹ Un prêtre se présentant au roi Charibert de la part de l'évêque de Saintes, lui dit : « Glorieux roi, le Siège apostolique envoie à ton éminence un très-abondant salut. » « Est-ce que tu viens de Rome, répondit Charibert, pour nous apporter le salut du Pape. » Greg. Tur. *Hist. franc.*, IV, 26.

² Marchetti, *Critique de l'hist. eccles. de Fleury*, article 1^{er}, sect. 1^{re}, n° 8, œuvre des dernières années du XVIII^e siècle; l'auteur, en 1818, était archevêque d'Ancyre. — S. Théodore Studite ni S. Léon III ne connaissaient la collection du pseudo-Isidore.

³ Socr., *Hist.*, II, 17 : Cum ecclesiasticâ regulâ *interdictum sit*, ne præter sen-

coutume. Il serait d'ailleurs puéril de supposer que jamais un synode ne pût s'assembler et délibérer sans en avoir demandé la permission ou sans en rendre compte au Saint-Siège. Les papes rappelaient très-souvent aux évêques l'utilité des synodes provinciaux et stimulaient leur zèle à l'occasion ; ils n'auraient pas eu le loisir d'examiner tant de délibérations ; seulement il était entendu que tout synode comme tout évêque relevait du Saint-Siège et que toute affaire grave y devait être portée à la connaissance du Pasteur des pasteurs.

L'autorité pontificale embrassait tout et n'admettait de réserve ni de privilèges que ceux qu'elle conférait ¹. En toute cause ecclésiastique comme en toute question de doctrine et de règlement, le jugement définitif lui appartenait absolument par appel ou par évocation ; l'appel était irrécusable et imprescriptible. De saint Vitalien, rétablissant en Crète (667) Jean, évêque de Lappa, injustement déposé par un synode métropolitain ², et du saint pape saint Martin, envoyant de sévères réprimandes en Palestine sur les fourberies des nouveaux hérétiques à éluder la juridiction du Vicaire apostolique ³, on arrive bientôt à saint Grégoire le Grand. Le monument sans comparaison aucune le plus intéressant de cette époque qui rattache le VII^e siècle au VI^e, ce sont ses huit cent vingt-six épîtres, écrites

sententiam romani pontificis quidquam ab ecclesiis decernatur. Soz., III, 40 : Legem esse pontificiam ut pro irritis habeantur quæ præter sententiam episcopi romani fuerint gesta. Les deux historiens citent également une lettre du pape Jules I^{er}.

¹ Agéric, abbé de S. Martin de Tours, ayant obtenu de son évêque Crotbert et de plusieurs autres un diplôme de franchise, le porta, pour plus de garantie, à Rome, 672, et le pape Adeodatus le confirma, y dénonçant anathème à tout évêque, qui, sous prétexte de gîte, de surveillance ou de réforme, molesterait ou troublerait les moines et l'abbé, droit réservé au diocésain seul, d'y faire l'ordination et la promotion des prêtres et des ordres inférieurs. Labbe, *Conc.*, t. VI, p. 523.

² Labbe, t. VI, p. 446.

³ Labbe, t. VI, p. 34, *Martini, ep. IX*, et *concil. Lateran. secretarius II* (ou deuxième session), p. 101 à 112 et 128, 129. Stéphane, évêque de Dora (l'ancienne Dor dans la tribu de Manassé), était ce vicaire, chargé par le Saint-Siège des pouvoirs métropolitains sur les suffragants de Jérusalem, après la mort du patriarche Sophronius, qui survécut peu à la prise de la cité sainte par Omar, 637. Quand le monothélisme commença à se répandre, il vint, selon la recommandation qu'il avait reçue de son patriarche, vers le *Siège apostolique, ubi orthodoxorum dogmatum fundamenta existunt.* Le concile de Latran, 649, auquel il assista, est remarquable pour les témoignages spontanés rendus à la suprématie du pape, que l'archevêque de Cypre et les évêques d'Afrique appellent : *Pater Patrum, sacer vertex, archiepiscopus et universalis Papa.*

pendant un gouvernement de treize années et demie, passées dans les souffrances et les sollicitudes. M. Guizot ne connaît de ce pontificat si laborieusement actif que la conversion des Anglo-Saxons ; il ne paraît pas se douter de tout le reste, et surtout des épîtres, que les protestants, comme les incrédules, ignorent généralement, parce que les quelques savants qui marchent à leur tête ont eu la précaution de s'en taire ; Gibbon n'en cite que deux, pour mieux acertainer ses lecteurs par ce faux acquit d'érudition, qui n'en suppose guère un plus grand nombre ni plus instructives. Ils en seraient en effet fort embarrassés, car, à moins de nier l'évidence, il faut convenir, quand il y aurait même une lacune dans l'histoire de l'Église, que les actes et les écrits du pape saint Grégoire I^{er} seraient seuls une démonstration sans réplique de la souveraineté spirituelle reconnue dans la papauté depuis saint Pierre, pour une délégation surnaturelle jusque dans les résistances qui n'osaient pas la contester.

Saint Grégoire ne fut pas moins un modèle d'humilité que de charité et d'énergie. Si, ne souffrant pas que Jean, évêque de Constantinople, se qualifiât vaniteusement d'évêque universel, il s'abstenait de prendre lui-même ce titre, il ne pensait pas pour cela lui faire une concession, ni restreindre la supériorité de saint Pierre. Il parlait et agissait avec la conscience de l'autorité plénière conférée sans partage au Prince des Apôtres. Il écrivait à ce présomptueux prélat : « Assurément Pierre est le premier membre de la sainte Église universelle. Paul, André, Jean, que sont-ils autre chose que les chefs de troupeaux partiels (*singularium plebium*) ? Et néanmoins, sous un seul chef, tous sont membres de l'Église ¹. » Il adressait à cette occasion cette semonce à l'évêque de Ravenne : « Ne sais-tu pas que le prêtre Jean, dans sa réclamation contre notre frère et coévêque Jean de Constantinople, a recouru, *selon les canons*, au Siège apostolique, et que notre jugement définitif est rendu (*nostra est sententia definitiva*) ? Si donc une cause a été portée de la cité, où réside le prince, à notre connaissance, combien davantage l'affaire qu'on vous reproche doit-elle se terminer ici, conformément à la vérité connue ². » Un autre prêtre grec, Athanase,

¹ Labbe, t. V, Greg. Magn., *epist.* V, 38.

² *Ib.*, *epist.* V, 24.

avec Jean, avait été également condamné comme hérétique, et ce même évêque de la résidence impériale n'avait fait aucune difficulté sur leur appel à Rome, où un nouvel examen les déclara tous deux vrais catholiques¹. « Qui doute, écrivait encore saint Grégoire, que l'Église de Constantinople soit subordonnée au Siège apostolique? » Touchant le primat de la Byzacène, qui protestait de sa soumission : « Je ne sais quel évêque n'est pas soumis au Siège Apostolique, si quelque faute se découvre dans les évêques. » — A Natalis de Salone, qui n'avait pas exécuté l'intimation de rétablir un archidiacre : « Si l'un des quatre patriarches en avait fait autant, une telle audace ne pourrait absolument passer sans scandale. » — Aux évêques grecs, en leur recommandant de réprimer la simonie : « Si nous apprenons de nouveau qu'il en soit autrement, vous saurez qu'il en sera fait sévère et canonique justice². »

Il envoyait en Espagne (603) le *défenseur*³ Jean, pour faire droit aux plaintes de Januarius, évêque de Malaga, et d'un autre nommé Stéphane ; le procès révisé à fond prouvant qu'ils avaient été injustement déposés, le défenseur, un simple diacre, prononça, selon ses instructions, la sentence qui les rétablissait, condamnait à la pénitence dans un monastère pendant six mois, sans communion, les auteurs du délit, et privait de l'épiscopat et de tout ministère ecclésiastique les deux intrus substitués à Januarius et Stéphane⁴. Un Adrien, évêque de Thèbes, en Grèce, ayant pu échapper à ses ennemis et porter lui-même à Rome son appel, qu'on avait méprisé et qui devait suspendre la procédure, le saint pape, indigné, après examen de la cause, avait cassé le jugement, interdit la communion au métropolitain pendant trente jours et toute juridiction à son complice l'évêque de Larisse⁵. Enfin c'était à un

¹ Labbe, t. V, Greg. Magn., *epist.* V, 13, 16, 64, VI, 3.

² Labbe, t. V, *epist.* VI, 98, 99, II, 37, 14, 13, IV, 36.

³ L'office des *défenseurs*, ordinairement diacres ou sous-diacres, était de garder à la fois les intérêts temporels du Saint-Siège et la discipline, en surveillant, dans leurs provinces respectives, la régie des possessions de l'Eglise romaine et la conduite du clergé, sans excepter les évêques. Greg. M. *epist.* VII, 17, et *passim*, Labbe, t. V.

⁴ Labbe, t. V, Greg., *epist.* XI, 32-36 ; la première et la dernière contiennent les instructions données au défenseur ; la 35^e est la sentence même qu'il a rendue.

⁵ Greg., *epist.* II, 43 : Cassatis prius atque ad nihilum redactis prædictæ sen-

moine d'Afrique, Hilarius, qu'il enjoignait de réunir un concile pour juger une accusation grave transmise de Rome par deux diacres contre un évêque de cette contrée et de faire exécuter le jugement ¹. Il y aurait bien d'autres exemples semblables à prendre dans les lettres du grand pape, où l'unité catholique est si visible dans la juridiction pontificale si souverainement exercée et si facilement obéie. Il convient d'ajouter seulement le décret solennellement promulgué en faveur des monastères, que saint Grégoire affranchissait de toute sujétion épiscopale et séculière: 1° parce que ce privilège général confirmait l'existence et l'utilité de la vie cénobitique; 2° parce que c'est un acte de juridiction la plus souveraine et universelle, qui n'admet aucune limite de temps, de lieu ni d'usage ², en dépit de certaines prétentions aujourd'hui surtout plus que disparates,

tentiæ tuæ decretis, ex B. Petri principis apostolorum auctoritate decernimus, triginta dierum spatio te sacræ communionis privatum, ab omnipotenti Deo nostro tanti excessus veniam cum summâ pœnitentiâ ac lacrymis exorare.—Ep., 46: Cum oportuisset te ex eo Dominici corporis communionis privari..... tamen nos humanius decernentes communionisque tibi sacramentum interim conservantes, decernimus ut fraternitas tua ab eo ecclesiæque ejus ante habitæ suæ potestatem jurisdictionis absteat.

¹ Greg. M. *ep. ad Hilartum, I, 82*: Et quæcumque eorum judicio fuerint terminata, te exequente, modis omnibus compleantur. Ita ergo cum omni te vivacitate huic causæ volumus præbere instantiam, ut ad examinanda quæ jussimus nulla possit subnecti dilatio, sciturus non in levem te offensam incurrere, si nostra quacumque excusatione lentata fuerit præceptio.

² Labbe, t. V, p. 1607, *concilium Romanum*, 601: Interdicimus igitur in nomine Domini nostri J. C., et ex auctoritate B. Petri apostolorum principis, cujus vice huic Romanæ ecclesiæ præsidemus, prohibemus ut nullus episcoporum aut secularium ultra præsumat de rebus, vel chartis monasteriorum, vel de cellis vel villis quæ ad ea pertinent, quocumque modo, qualibet occasione minuere, vel dolos vel immissiones aliquas facere..... Defuncto autem abbate cujusque congregationis, non extraneus eligatur nisi de eadem congregatione quem sibi propria voluntate concors fratrum societas elegerit..... Obeunte quoque abbate, episcopus in describendis providendis rebus monasterii acquisitis vel datis perquirendis nullatenus se permisceat..... Neque audeat ibi cathedrali collocare, vel quantamlibet potestatem habere imperandi, nec aliquam ordinationem quamvis levissimam facere, nisi ab abbate loci fuerit rogatus, quatenus monachi semper maneant in abbatum suorum potestate... Hanc ergo scriptorum nostrorum paginam omni futuro tempore ab omnibus episcopis firmiter statuimus illibatamque servari, ut et suæ ecclesiæ juvante Domino tantummodo jure contenti, et monasteria ecclesiasticis conditionibus, seu angariis vel quibuslibet obsequiis sæcularibus nullo modo subjaceant, nullis canonicis juribus deserviant, sed remotis vexationibus in cunctis gravaminibus diurnum opus cum summâ animi devotione perficiant.

dont les airs importants n'ont d'autre effet que de les rendre plus ridiculement téméraires.

IX.

En continuant la marche de retour aux âges antérieurs, on voit que rien ne diffère ; les papes pensent, parlent et procèdent toujours de même. Vers 580, Pélage II rappelait aux évêques d'Istrie que « la vérité ne pouvant mentir, la foi de Pierre ne pouvait non plus faiblir ni changer ; car lorsque le diable demandait à cribler tous les disciples, le Seigneur témoigne qu'il a prié pour Pierre seul, par lequel il a voulu affermir les autres..... Et lui commettant le soin de paître les brebis, il lui a donné les clefs du royaume des cieus, avec la promesse de bâtir sur lui son église, sans que les portes de l'enfer prévalussent contre elle ¹. » Deux évêques scandaleux d'Embrun et de Gap, Salonius et Sagittarius, après sentence d'un synode (567), s'en vont à Rome avec permission écrite du roi Gontran, et sur une lettre du pape Jean III, le roi les remet dans leurs sièges sans délai, se bornant à les réprimander. Nulle plainte, nulle réclamation des évêques ni du métropolitain S. Nicetius, qui avait présidé au jugement. Un pareil trait dit assez quel sentiment de respect régnait dans l'église gallo-franque envers l'autorité du Saint-Siège ².

En 557, Pélage I^{er} institue vicaire du Siège Apostolique par toute la Gaule Sapaudus, archevêque d'Arles, selon un antique usage, en sorte que « l'éternelle stabilité de cette pierre, sur laquelle notre Sauveur a fondé son Église de l'aurore au couchant, exerçât fermement sa souveraine primauté dans l'autorité de ses successeurs, tant par elle-même que par ses vicaires. » Quelques mois plus tard, il se plaint vivement au roi Childebert I^{er}, qu'il avait informé de cette promotion, que Sa-

¹ Pelagii papæ II, *epist.* V, Labbe, t. V, p. 941.

² Greg. Turonensis, *Hist. franc.* V, 21 ; Labbe, t. V, II *conc.* Lugdunense....— Si l'on était tenté de blâmer le pape pour avoir cru à la légère les mensonges des deux appelants, il faut considérer que la permission royale, donnée par écrit, était pour lui une garantie, en l'absence de toute information, qu'on aurait dû lui faire parvenir. Les évêques et le roi ne purent s'en prendre qu'à eux-mêmes, quand il fallut, plusieurs années après, déposer et punir les deux pervers, comme ils le méritaient.

paudus, privilégié de la primatie en Gaule et représentant du Siège apostolique, ait été soumis, touchant un différend avec un évêque voisin, à l'arbitrage d'un autre évêque, ce que ne permet aucune loi ecclésiastique, non plus que la raison ; il s'étonne que le roi l'ait ordonné ; il demande prompte et convenable réparation de ce fâcheux exemple, parce que « la piété royale, ajoute-t-il, ne peut droitement servir Dieu, votre esprit religieux le sait bien, que par le soin de conserver dans leur intégrité les règles ecclésiastiques ¹. » Vigile avait au même ti re successivement investi de la primatie les deux prédécesseurs de Sapaudus. Et à Constantinople même, au péril de sa vie, sous les brutalités impériales de Justinien, qui le tint captif sept années durant, il avait déposé l'évêque de Césarée (de Cappadoce), Théodore Ascidas ².

Ce grand et infortuné Pontife a été jusqu'à nos jours obstinément calomnié d'intrusion simoniaque et de lâche tergiversation dans ses débats avec le v^e concile général, convoqué à Constantinople pour la condamnation des *Trois Chapitres* ³. Une bonne preuve de la résipiscence de Marca envers le Saint-Siège, c'est la *dissertation* où il démontre que Vigile, loin de tergiverser, défendit avec une invariable constance le concile de Calcédoine, que les intrigues hérétiques des *Acéphales*, sous les ardentes apparences de zèle, conspiraient d'annuler, au moyen d'un concile très-irrégulièrement réuni à Constantinople, 553, et cordialement détesté pour cette raison par l'unanimité des églises d'Occident. C'est pourquoi le pape n'y voulant pas présider, refusait même toute communication directe. S'il finit par changer d'avis sur un seul point, qu'il ne céda même pas tant que dura le concile, c'est que la conviction se fit en lui par le travail de sa propre réflexion, aidée de l'inspiration divine ; il comprit que son opposition ayant réduit l'anathème à la seule personne de Théodore de Mopsueste, son consentement, sans démentir ni infirmer l'indulgence du concile de Calcédoine, avait l'utilité d'ôter aux hérétiques un prétexte de brouillerie ; et il consentit.

¹ Pelag., I, *epist.* XII, XIII, XIV ; Labbe., t. V.

² Vigil., *epist.* X, XI, VII, IX, et *fragmentum damnationis Theodori*, Labbe, t. V.

³ Voyez dans les *Annales de Philosophie chrétienne*, année 1853, justification complète du pape Vigile.

Mais ce que Marca n'a pas vu et ce qui donne une bien plus haute portée à cette concession, qu'il prend comme Labbe avec les Grecs très-inexactement pour une *confirmation du v^e concile*, c'est que Vigile a fait à dessein de ce consentement un acte d'autorité souveraine. En effet, sa *décretale* est adressée à Eutychius, nouvel évêque de Constantinople; il y déclare avec simplicité qu'il n'a pas honte de se rétracter, à l'exemple de saint Augustin; il reconnaît qu'il a été en désaccord avec « ses frères et coévêques *séjournant* dans la ville royale; que dans la même foi et le même respect pour les quatre premiers conciles, on s'est divisé par défaut de charité; que Dieu alors, qui est la vraie lumière, a dissipé la confusion de sa pensée et révélé à son investigation sincère ce *qu'il fallait définir* ¹. » C'est tout ce qu'il dit des évêques orientaux qui se trouvaient *de séjour* à Constantinople; pas un mot de la convocation, de l'assemblée, des délibérations, du concile enfin, qu'il tient pour non avenu et dont les libertés affectées, la décision à part méritaient bien cette leçon très-significative. Il est certain que sans cette *décretale* et sans la persévérance des papes Pélage I^{er}, Pélage II et saint Grégoire I^{er} à y rattacher les actes de ces évêques orientaux réunis dans la ville impériale, jamais cette assemblée n'eût compté pour le v^e concile œcuménique, dont toute l'Eglise d'Occident n'a même jamais fait grand cas ².

Tout homme qui arrive au pouvoir d'une manière douteuse évite d'ordinaire d'en rappeler les droits jusqu'à ce qu'il soit affermi; il en dissimule ou en adoucit l'expression. Vigile, malgré son intronisation irrégulière, qu'on lui reproche, d'ailleurs, avec si peu de raison, n'avait pas eu ce ménagement; et quand on voudrait qu'il ait affecté un ton d'assurance légitime, pour mieux imposer, peu importe, et dès son début il n'affir-

¹ Vig., *ep. decretalis ad Eutychium*; Labbe, *conc.*, t. V, p. 595; *De Vigili decreto* dissertatio, *ib.* p. 601-613.

² Labbe. t. V, Pelag. I, *epist.* III, IV, VI, Pelag., II, *ep.* V, VI, VII, Greg. M., *ep.* XI, XXXVI. — On lit dans l'épître VII de Pelage II, *ib.*, p. 621, 622: Hanc opitulationem excusationi vestræ adjungitis dicentes, quod in causæ principio et sedes apostolica per Vigiliū papam et omnes latinarum provinciarum principes damnationi trium capitulorum fortiter restiterunt..... quorum consensum recte fraternitas vestra despiceret, si ausu præcipiti, priusquam verum cognoscerent consensissent... Debet ergo perpendere vestra dilectio quia prædecessorum nostrorum in hac causa consensus tantò post inanis non fuit quanto prius duris contradictionum laboribus insudavit.

mais pas moins l'autorité pontificale comme hors de toute contestation possible, en répondant(538) à l'archevêque de Braga : « Personne des vrais croyants n'ignore que l'Église romaine est le fondement et la forme des autres églises, qui en ont toutes pris naissance. Car bien que l'élection des Apôtres soit la même, cependant la prééminence a été accordée à saint Pierre, chef de tous les Apôtres. C'est pourquoi la sainte Église romaine, consacrée à l'élévation de saint Pierre par la parole du Seigneur et corroborée du témoignage des saints Pères, possède la primatie de toutes les Églises; toutes les affaires importantes et les jugements des évêques, comme les plaintes et les questions majeures lui doivent être déferées.... Cette même Église, qui est la première, a confié ses droits aux autres Églises en les associant à la sollicitude, non à la plénitude du pouvoir. D'où il est clair que les appels des sentences épiscopales et toutes les causes majeures sont réservées à ce même Saint-Siège, puisqu'en toutes choses on doit attendre sa décision; si quelqu'un du sacerdoce y mettait empêchement, il saura qu'au péril de son grade il en rendra compte au même Saint-Siège ¹. »

Les documents et les faits abondent pendant les deux cents ans qui ont précédé. Entre Vigile et saint Sylvestre, il y a vingt-cinq papes, dont trois seulement ne sont pas canonisés, la plupart hommes de savoir, d'intelligence comme de vertu, quelques-uns hommes de génie, qui tous nous ont transmis la tradition incontestable de la primitive Église et de sa vérité, éprouvée par trois siècles de persécutions mortelles. La discipline n'a jamais été plus fermement maintenue qu'à cette, longue et rude période, à travers les désordres et les calamités des invasions germaniques et de l'hérésie arienne que ces barbares ramenaient avec eux.

Saint Agapitus, qui déposa, en arrivant à Constantinople, Anthime, évêque de cette ville, et le remplaça par Mennas, avait auparavant refusé à saint Césaire, métropolitain d'Arles, la permission d'aliéner les terres de son église, même pour le soulagement des pauvres; et bien plus, il lui enjoignait de revoir la cause de Contumeliosus, que saint Césaire avait très-

¹ Labbe, t. V, Vig., *epist. II, ad Profuturum*, indiquée par erreur ad *Eutherium*.

justement déposé du siège de Riez, et relégué dans un monastère, sur l'ordre du pape Jean II, informé et consulté à ce sujet. Il écrivait à Réparatus, évêque de Carthage : « Que personne ne se prétende excusable d'ignorer ce que l'autorité (*principa-litas*) du Siège apostolique a prescrit en considération des canons. » Et dans le concile de Constantinople (536), on lut une longue requête adressée par les archimandrites de cette ville et de Jérusalem « à notre seigneur et très-saint bienheureux archevêque de l'ancienne Rome et *patriarche œcuménique* Agapitus, » pour le remercier d'avoir puni Anthime et le prier de déposer même de Trébizonde cet intrus ¹. »

En 531, les plaintes de cinq évêques grecs, en butte à l'ambitieuse tyrannie de l'évêque de Constantinople, constatent par pièces authentiques que les « pontifes du siège romain, auquel appartient de droit la principauté de toutes les églises du monde, avaient toujours possédé en outre le gouvernement spécial de celles d'Illyrie. » Le pape, que les plaignants nomment le *Père des Pères, le patriarche universel* (c'était alors Boniface II) examina cette affaire dans un synode, ou plus exactement un consistoire de prêtres et de diacres; devant eux comparut l'évêque de Démétriade, Abundantius, le seul qui eût réussi à gagner l'Italie pour se rendre à Rome. En 529, douze évêques assemblés à Orange par saint Césaire d'Arles souscrivaient, « conformément à l'admonition et l'autorité du Siège apostolique, » huit articles de doctrine contre la nouvelle hérésie de l'Orient, qui brouillait sans cesse, et ils renvoyaient à l'approbation du pape leurs actes synodaux, avec la souscription même de huit *illustres*, c'est-à-dire huit laïques du plus haut rang. La seule épître authentique de saint Félix IV, dont ils avaient reçu cette communication, est une réponse à saint Césaire (528), touchant le danger d'élever trop promptement un laïque à l'épiscopat ².

¹ Labbe, t. IV, Joan., II, *ep. IV, V, VI, Agap., ep. VI, VII*. Contumeliosus, ayant appris la mort de Jean II, s'était hâté d'envoyer un appel au pape Agapitus, qui ne connaissait point cette affaire, les lettres de son prédécesseur Jean II n'étant point restées à Rome apparemment. Agap., *ep. III*, et t. V, p. 22 et suiv.

² Labbe, t. IV, *concilium Romanum*, le 3^e de Boniface II, p. 1691-1699. *Ib. Concil. Arausicanum* II. S. Félix ne vivait plus quand ces actes arrivèrent à Rome, ce fut Boniface II qui donna l'approbation, *ib. Bonif., ep. II, Felicis IV, ep. III, ad Cæsarium Arelatensem*.

Nul n'eut plus à faire que saint Hormisdas¹, avec les astuces des Eutychéens, secrètement soutenus par Anastase. Sans cesse il écrivait à cet empereur, aux princes suivants, Justin I^{er}, Justinien I^{er}, aux impératrices, aux églises d'Orient, de Gaule et d'Espagne. Ses neufs années pontificales se passèrent dans l'exercice continu d'une vigilance universelle et souveraine. Aussi quand le peuple de Bysance, demandant à grands cris, après la mort d'Anastase, qu'on flétrit la mémoire des *manichéens*, c'est-à-dire de cet empereur et de ses protégés, pour se délivrer du schisme d'Acacius, qui durait depuis trente-cinq ans et pour se réconcilier avec Rome, Hormisdas en avait dicté les conditions²; un synode de vingt évêques s'empressa ensuite de lui notifier l'élection du nouveau métropolitain, Epiphanius, « afin d'accomplir la loi ecclésiastique et d'acquitter le devoir de convenance envers l'apostolat romain, en se recommandant à son affection paternelle³. » Le pape qui attendait des envoyés d'Epiphanius, lui adressa bientôt un bienveillant reproche de ne pas observer en cela « l'ancienne coutume; » presque aussitôt il lui prescrit de rétablir dans leurs sièges trois prélats réconciliés, et le nouvel évêque répondit : « Il est très-juste que je m'unisse à vous et que j'embrasse les divins enseignements, qui supérieurement aux disciples et apôtres de Dieu, ont été confiés à votre siège, qui est celui de saint Pierre, rien ne pouvant être estimé plus précieux⁴. »

D'autres soins moins importants ne souffraient point de ces préoccupations si graves; Dorothee de Thessalonique recevait

¹ Godescard, dans sa biographie des saints, ne connaît pas saint Hormisdas; Longueval, *Hist. de l'Eglise gallicane*, qui enregistre avec soin les saints les moins connus, dont on ne sait les noms que par la tradition d'un culte local, donne seulement cette *qualité* à quelques papes comme S. Innocent, S. Léon le Grand, S. Martin I^{er}; d'autres ne sont pour lui simplement que Zosime, Boniface I^{er}, le *grand pape* Gélase, Symmaque, Hormisdas, Paul I^{er}, Adrien I^{er}, Nicolas I^{er}.

² Labbe, t. IV, Hormisd., *ep. XXVII-XLVI*.

³ Labbe, t. IV, *suggestio Dioscori, relatio synodi*, p. 1323-1324.

⁴ Labbe, t. IV, Horm., *ep. LXIII, LXXI, LXXII, Relatio Epiphaniï*, p. 1335 : « Est mihi ratio magnopere, Beatissime, uniri me vobis, et divina amplecti dogmata, quæ ex beatis et sanctis discipulis et apostolis Dei præcipue summi Petri apostolorum sedi vestræ sunt traditæ, et nihil eis præciosius existimare. » Voyez encore, dans Lab., t. V, p. 143 et 131, ces deux lettres du pape, 23 et 80, aux archimandrites et à tous les orthodoxes et à Epiphanius; ces lettres furent lues au synode de C. P., présidé par S. Agapitus.

l'ordre de venir se justifier à Rome ; les églises latines étaient exactement informées de ce qui se faisait en Orient ; saint Remi était institué vicaire du Saint-Siège pour la Gaule du Nord, Salluste pour la Lusitanie et la Bétique, Jean de Tarragone pour d'autres provinces, avec des instructions générales concernant la discipline et une ferme recommandation de tenir deux synodes provinciaux chaque année ¹ ; l'Église d'Afrique, par une réponse à Possessor, un de ses évêques, apprenait la condamnation de l'ouvrage de Faustus de Riez ; saint Césaire obtenait l'approbation de sa règle, écrite pour le monastère de sa sœur Césaria, et la défense expresse à tous ses successeurs d'intervenir dans le gouvernement de cette communauté ². Enfin le premier acte de ce pontificat, et le plus remarquable pour la manifestation publique de l'autorité du Saint-Siège, c'est le *formulaire*, que lui avait demandé ³ le synode d'Épire (516) et que durent indispensablement signer dans la suite tous les réconciliables. Rien de plus explicite que ce document : « La première condition du salut est de garder la règle de la vraie foi sans dévier en aucune manière de la tradition des Pères. Et parce qu'il ne se peut que le commandement de Notre Seigneur Jésus-Christ ne s'accomplisse point quand il a dit : *Tu es Pierre et sur cette pierre je bâtirai mon Église*, l'événement a vérifié ces paroles, car la religion catholique est demeurée toujours inviolable dans le Siège apostolique. Désirant donc ne pas être le moins du monde séparé de cette espérance et de cette foi, suivant en tout les règles des Pères, nous anathématisons toutes les hérésies et spécialement l'hérétique Nestorius, etc.... C'est pourquoi, suivant en tout le Siège apostolique et proclamant tout ce qui a été décrété par lui, j'espère mériter d'être en une même communion avec vous, celle que proclame le Siège apostolique *dans lequel réside la vraie, entière et parfaite solidité de*

¹ Labbe, t. IV, Hor., *ep.* LXXIII, XXIV, XXV, XXVI.

² *Ib.* *ep.* LXX ; l'épître de S. Hormisdas, qui confirme la règle cénobitique de S. Césaire, manque dans Labbe : Longueval, *Hist. de l'Eglise gall.*, liv. V, renvoie à l'article de S^e Césaria, dans les Bollandistes, 12 janvier.

³ Labbe, t. IV, Horm., *ep.* VII ; *epist. synodica sive relatio synodi Epiri veteris*, p. 1441 : « Rogamus ut juxta antiquam consuetudinem hunc (Joannem episcopum Nicopolitanum) quoque complectamini *paternis visceribus vestris*, nobisque aut ipsi, Dei gratia, arma *inexpugnabilia commonitionibus vestris atque doctrinis* efficiamini ; et deprecantibus nobis inclinatis aurem... juxta *inspiratam vobis divinitus apostolicam providentiam*. »

la religion chrétienne ; promettant aussi de ne pas réciter désormais dans les saints mystères les noms de ceux qui sont exclus de la communion de l'Église catholique, c'est-à-dire *qui n'adhèrent pas en tout au Siège apostolique*. Que si je tente de m'écarter en quelque chose de ma déclaration, je me reconnais, par ma propre sentence, du nombre de ceux que je viens de condamner. J'ai souscrit de ma main cette profession, qui est la mienne, et je l'ai adressée à vous, Hormisdas, saint et vénérable pape de la ville de Rome ¹. » Ce fut une joie incroyable dans Constantinople quand les légats apportèrent ce formulaire demandé par une ambassade solennelle ; deux mille cinq cents évêques le signèrent. Justinien I^{er} à deux reprises l'inséra dans les professions de foi qu'il envoya aux papes suivants ; et trois cent cinquante ans plus tard le VIII^e concile œcuménique, assemblé à Constantinople, le fit souscrire encore à tous les évêques photiens réconciliés, en garantie de leur abjuration.

X.

Le VI^e siècle avait commencé par un événement extraordinaire, qui devait constater une fois de plus pour tous les temps la notoriété publique de la suprématie papale. Un parti séditionnaire, quatre ans après avoir disputé vainement l'élection de saint Symmaque, conspira de se venger par une déchéance, en l'accusant de plusieurs crimes, et obtint artificieusement du prince Ostrogoth Théodorik, alors roi d'Italie, qu'un évêque *visiteur* allât juger la cause en concile à Rome, comme si le pape était suspendu de ses fonctions et le Saint-Siège vacant. Les évêques convoqués de la Haute-Italie, en passant par Ravenne, dirent au nouveau conquérant, « qu'au pape seul, par

¹ Labbe, t. IV, Hormisdæ *epist.* VII, VIII, IX, LI ; Jean de Nicopolis dans sa lettre dit au pape : *Decenter ad vestras orationes concurreo, ut juxta consuetudinem apostolicæ sedis vestræ, quæ cunctarum ecclesiarum curam habet, et Nicopolitanorum habere dignemini... Rogo autem plenius atque perfectius quæ servari oportet commoneat*, et a quibus abstinere debeam vestris custodibus literis intimatis ; ut si... seu dixi sive egi apostolicis doctrinis incongruum, vestris imbutus sermonibus possim hæreticorum obsistere machinis... Celerem ejus (Ruffini) recursum ad nos præstare dignemini portantem *spiritualia atque apostolica constituta cuncta*, p. 1438.

le droit de son siège, il appartenait de nommer un *visiteur* pendant une vacance, et de convoquer un concile, le suffrage des conciles lui reconnaissant exclusivement, selon l'ordre du Seigneur, le pouvoir sur les églises. » Quand les factieux faisant schisme virent Symmaque, pour l'intégrité de sa réputation ¹, consentir à descendre de sa haute dignité, ils trouvèrent plus expédient de l'empêcher par une grêle de pierres, qui tuèrent et blessèrent plusieurs prêtres autour de lui, au milieu d'une multitude en larmes (501); le synode le déclara « hors de cause, l'accusation nulle et non recevable contre celui à qui les canons « confient les appellations de tous les évêques, » notant expressément comme chose nouvelle et sans exemple, que le pontife de ce siège comparût devant les évêques. » La rage des schismatiques s'exhala dans une diatribe *contre le synode d'absolution incongrue*. Mais pour achever de les confondre, parut bientôt une réplique du diacre Ennodius, qui *écrasa cette œuvre immonde à coups de talon ferré*. Les évêques, dans un synode suivant, voulurent entendre la lecture de cette apologie, composée par leur ordre, et la rangèrent dans leurs actes à l'égal des décrets pontificaux ². Ce diacre fut élu peu de temps après évêque de Turin; c'est saint Ennodius.

Une circonstance non moins remarquable, qui ajoute à la démonstration de ce document, c'est que l'Eglise de Gaule s'émut à ces nouvelles, et que le célèbre archevêque de Vienne, saint Avitus, fut chargé d'écrire au Sénat romain pour en demander une ample relation: « Nous sommes tous, dit-il, inquiets et tremblants, nous sentant ébranlés dans notre chef qu'on attaque, et que la calomnie n'aurait pu opprimer sans nous frapper tous en même temps. Le décret formulé par les évêques d'Italie, réunis à ce sujet, nous est parvenu; et si considérable que soit l'assentiment d'un nombreux et honorable concile, nous estimons cependant que le saint pape Symmaque, *étant accusé par le siècle*, aurait dû attendre de ses frères dans le sacerdoce

¹ *Nominatis canonibus se cessisse, affectu purgationis suæ, culmen humilians.* »

² Labbe, t. IV, *Synodus romana* III, p. 1323; *Relatio episcoporum ad regem*, p. 1330; Symmachi epist. VI, p. 1296; Ennodii *libellus apologeticus*, p. 1340-1858 et note p. 1362. — *Sed felidum opus vestigiis insequare et ferratâ, si valeo, calce contundam*, p. 1342. L'indignation respire d'un bout à l'autre dans cet écrit, et lui donne toute la vigoureuse vivacité d'un pamphlet,

une consolation plutôt qu'un jugement. Car si le Maître du Ciel nous recommande la soumission aux puissances terrestres en cas d'accusation devant les rois, on ne comprend guère par quelle raison et quelle loi le *supérieur puisse être jugé par les inférieurs*. Quand l'apôtre nous crie dans un célèbre précepte qu'on ne doit pas même recevoir d'accusation contre un prêtre¹, que faut-il penser de la permettre contre le principe de l'Église universelle? C'est à quoi le vénérable synode a fait attention, en réservant au jugement divin une cause dont il s'était un peu témérairement chargé (ceci soit dit sans offense), et en attestant aussi brièvement qu'il convenait, que les inculpations n'avaient rien de fondé aux yeux du roi Théodorik ni du synode. Je vous demande donc instamment, comme sénateur romain que je suis moi-même et comme évêque chrétien...., de n'avoir pas moins à cœur le bien de l'Église que celui de l'État, et de n'aimer pas moins dans Rome la chaire de Pierre que la capitale du monde.... Si dans les autres évêques quelque chose chancelle, cela se peut réparer; mais si le Pape est mis en question, ce n'est pas un évêque, c'est l'épiscopat qui périlitera. Vous savez à travers quelles tempêtes et quels ouragans d'hérésies nous conduisons le navire de la foi; si vous redoutez comme nous les périls, il vous faut travailler avec nous à défendre celui qui tient le gouvernail. Y aurait-il de la raison, si les nautoniers se révoltent contre leur maître, de céder pour leur propre perte? Celui qui préside au bercail du Seigneur rendra compte du soin qui lui a été commis; il n'appartient pas au troupeau de sévir contre le pasteur, mais au juge². »

Ces intances, empreintes d'un sentiment si catholique, ne sont après tout que du simple bon sens; elles rappellent un principe d'expérience générale. Partout et toujours en effet, non-seulement dans l'éducation et la famille, mais dans l'administration, l'armée, la judicature, l'industrie, depuis les ministres, les généraux, les magistrats, les fabricants jusqu'aux sergents de ville, aux caporaux, appariteurs et contre-maitres, à tous les degrés, les supérieurs commandent, ne rendent point raison à leurs subordonnés; autrement point d'ordre, de concert,

¹ S. Paul. I, *ad Timotheum*, v, 19 : « adversum presbyterum accusationem noli accipere nisi sub duobus aut tribus testibus. »

² Aviti *ep. ad Senatores*, Labbe, t. IV, p. 1302.

de travail ni de service assuré. Ce ne serait que désarroi et trouble. Conséquemment le chef d'une nation, quel qu'en soit le titre, celui d'où part le mouvement d'ensemble, tous lui étant inférieurs, ils n'ont point compétence pour le juger. Ce qui veut dire que le pouvoir est nécessairement juge dans sa propre cause, ne devant compte qu'à Dieu, qu'il représente ; c'est son caractère essentiel ; *non est enim potestas nisi a Deo* ¹. L'expression de *droit divin* n'a pas d'autre sens, à plus forte raison, la plus haute autorité spirituelle est-elle de soi-même inviolable, on ne le saurait nier sans absurdité. L'utilité générale attachée à la prérogative séculière par cette loi de la Providence, a même un intérêt particulier à la prérogative pontificale.

Malheureusement, par le vice de notre nature déchue, le pouvoir risque de devenir oppresseur, il se ruine alors lui-même en ruinant la soumission et provoquant la révolte, le plus funeste des fléaux ; d'autre part, les sujets comme les rois, nous naissons tous dans la superbe et la convoitise, qui s'emportent plus aisément encore, quand elles ne sentent plus le frein, que quand elles en souffrent le plus durement ; et alors la révolte, d'autant plus violente qu'elle est plus injuste, devient un bouleversement dont on ne saurait prévenir les désastres ni le terme. C'est l'histoire des Césars romains et grecs, des khalifes, des autocrates du Bosphore et de l'Asie. C'est donc un inestimable bienfait de la Providence pour les nations de fonder l'Église catholique par un pouvoir *spirituel*, jusqu'alors inconnu, qui sans aucune force terrestre, sans autre appui que l'indépendance absolue de sa mission, puisse seul faire entendre la vérité aux rois et aux peuples, les rappeler sans cesse à la justice et au devoir. Les Barbares l'avaient compris ; c'est parce que la civilisation n'a plus voulu le comprendre, que l'Europe aujourd'hui attend, dans le vertige de la fureur et de l'angoisse, la plus épouvantable crise qu'on ait jamais vue.

On ne peut ici tout dire, car l'histoire ecclésiastique entière répond à la question qui nous occupe. Il convient toutefois de ne pas quitter saint Symmaque, sans quelque mention de sa lettre à l'empereur Anastase, excommunié moins encore pour

¹ S. Paul. *ad Romanos*, XIII, 1-7.

le schisme suscité à Rome par ses menées que pour celui de Byzance, où sous prétexte de tolérance envers les hérétiques acéphales, il persécutait les orthodoxes. Le pape répondit aux colères de cet hypocrite despote : « Si j'avais à défendre la foi catholique devant des princes étrangers, je dirais la vérité en face de la mort. Si tu es un prince chrétien, quel que soit le chef apostolique, tu dois l'écouter avec patience. Tes outrages, je ne puis les dissimuler, ni pour moi, ni pour toi ; pour moi, parce que je me souviens de la parole du Seigneur : quand on vous persécutera et qu'on vous décriera pour la justice, réjouissez-vous ¹ ; pour toi, parce que je ne voudrais pas que ce qui m'est à gloire te fût une grave responsabilité. Quant à moi, instruit par les divins et apostoliques enseignements, je tâche de rendre la bénédiction et la convenance à tes injures ; à tes haines, la charité. Mais, je t'en supplie, prends garde que celui qui a dit : *à moi la vindicte et je ferai justice* ², ne te demande plus sévèrement tout ce que je te remets. Que feras-tu empereur, dans le jugement divin ? Parce que tu es empereur, penses-tu mépriser le jugement de Dieu ?.. Démontre donc en quoi je suis répréhensible, est-ce de ne pas m'accorder aux Eutychéens ? Loin de m'atteindre, ce reproche démontre manifestement pourquoi tu as voulu me repousser de la dignité que saint Pierre m'a imposée. Parce que tu es empereur, tu attaques le pouvoir de Pierre, et parce que tu admets Pierre d'Alexandrie (Pierre le Foulon, hérétique), tu t'efforces d'opprimer le bienheureux apôtre Pierre dans son pauvre vicaire. J'aurais été bien élu si je favorisais les Eutychéens et si je communiquais au nom d'Acacius. Tes intentions ne sont pas douteuses. Comparons toutefois ta dignité impériale avec celle de Pontife ; il y a cette grande différence que l'une est l'administration des choses humaines, l'autre des choses divines. Toi, empereur, tu as reçu du pontife le baptême, les sacrements, tu lui demandes les prières, tu en désires la bénédiction, tu lui demandes la pénitence. Ta fonction enfin est humaine, il te dispense les choses divines. Ainsi la dignité est, pour ne pas dire supérieure, au moins égale. Ne présume pas prévaloir par la pompe du monde, *car ce qui est faible avec Dieu est plus fort*

¹ S. Matth., v. 2 ; S. Luc., vi, 22.

² *Ad Romanos*, xii, 19.

que les hommes ¹. C'est pourquoi regarde ce qui t'est bienséant. Au reste, quand tu te précipites en accusation, tu te présentes avec moi, selon les lois divines et humaines, à chance égale, en sorte que je sois privé de mon suprême honneur, si ton accusation m'avait convaincu, comme tu le prétends et que par la même raison, si tu ne me convaincs pas, tu perdes toi-même ta dignité.... Ecoute, je te prie, empereur, souviens-toi que tu es homme dans l'usage de la puissance qui t'a été divinement confiée; car quand ceci viendrait d'abord au jugement humain, il sera inévitablement soumis à l'examen de Dieu. Peut-être diras-tu : il est écrit *qu'on doit obéir à toute puissance* ². Nous reconnaissons, quant à nous, les puissances humaines en leur lieu, tant qu'elles ne dressent pas contre Dieu leurs volontés. Et si toute puissance vient de Dieu, bien plus encore la puissance préposée aux choses divines. Défère à Dieu en nous et nous déférerons à Dieu en toi. Que si tu ne défères pas à Dieu, tu ne peux exercer le privilège de celui dont tu méprises les droits ³.....»

Telle était la parole, l'attitude de la papauté, à la fin du v^e siècle, envers les potentats, dans un temps où ils n'avaient, non plus que personne autre, la pensée d'une indépendance ni d'une souveraineté temporelle. Le grand pape saint Gélase avait déjà peu auparavant tracé ainsi nettement au même Anastase, la distinction des deux puissances ⁴. Quant au gouvernement ecclésiastique, il s'exprimait ainsi dans le 28^e et dernier canon de sa décrétale aux évêques de Lucanie : « que nul dans le clergé ne se croie exempt de faute, s'il voit quelqu'un, évêque, prêtre ou diacre manquer à ce que nous venons de prescrire, et s'il n'a soin de nous en avertir avec toutes les preuves nécessaires, pour que justice se fasse du transgresseur, et qu'on n'y manque plus à l'avenir ⁵. » Sa très-longue lettre aux évêques de Dardanie contenait cet avis : « L'Église sait par tout le monde que ce qui a été lié par des évêques quelconques, le Siège du bienheureux Pierre a le droit de le délier, comme ayant l'autorité de prononcer sur toute église, tandis qu'il n'est permis à qui ce soit de juger après son jugement,

¹ 1 *ad Corinth.*, 1, 25.

² *Ad Roman.*, XIII, 1-3.

³ Labbe, t. IV, *Sym. ep.* VI.

⁴ *Ib.*, Gelas. *ep.* VIII.

⁵ *Ib.*, Gelas. *ep.* IX.

puisque de toutes les parties du monde, on a la faculté d'appeler des canons à ce siège, et de ce siège il n'est permis à personne d'appeler ¹. »

Quelques-uns disant que le concile de Calcédoine devait être reçu tout entier ou que, si on en rejetait une partie, rien n'en subsistait plus : « il faut donc savoir, écrit saint Gélase, que toute l'Église admet sans hésiter tout ce qui s'est fait à Calcédoine conformément aux saintes Écritures, à la tradition, aux canons et aux règles de l'Église, pour la foi commune et la vérité catholique et apostolique, pour laquelle le Siège apostolique ordonna la convocation de cette assemblée ; mais les autres choses qui, par incompétente présomption, y ont été délibérées, ou plutôt agitées, sans délégation du Siège apostolique, sous le contredit manifeste des vicaires du Siège apostolique ; tout ce que le Siège apostolique, à la demande même de l'empereur Marcien, n'a pas approuvé, que l'évêque de Constantinople Anatolius désavoua comme appartenant au pouvoir de l'évêque du Siège apostolique, ce que par cette raison, encore une fois, le Siège apostolique n'a pas reçu, parce que cela est évidemment contraire aux privilèges de l'Église universelle, n'a aucun moyen de subsister. » Il écrit encore : « Il y eut douze apôtres, semblables de mérite et de dignité.... Le Seigneur cependant a voulu qu'un seul fût le chef, et par dispensation de sa providence il l'a conduit à Rome, maîtresse des nations où devait être, comme dans la ville principale et première, Pierre le premier et le principal..... qui a donné à son Siège par sa bénédiction de n'être point vaincu par les portes de l'enfer, en vertu de la promesse du Seigneur, et d'être le port le plus sûr dans l'agitation des flots². » Enfin un décret de ce pontife, à sa troisième année (494), mit au rang des écrits recommandés « les *éptres décrétales* que les bienheureux papes, en divers temps, ont adressées de Rome en réponse aux consultations de divers Pères ; » et il y déclare « que la sainte Église romaine a été élevée au-dessus de toutes, non par aucune constitution de conciles, mais par la parole du Seigneur ³. »

¹ Labbe, t. IV, Gel. ep. XIII ad episcopos Dardaniæ, p. 1303.

² Labbe, t. IV, p. 1227 ; Gelas. *Tractatus de anathematis vinculo* ; ep. XIV.

³ *Ib.*, p. 1260 : *Concil. Romanum, quod libri sacri et authentici ab apocryphis sunt discreti* ; p. 1263 « Item decretales epistolas, quos beatissimi papæ diversis

Sous saint Félix III et saint Simplicien (469-492), durant les vingt-cinq années de troubles causés en Orient par les hérétiques Pierre le Foulon, Pierre Monge, Acacius et l'hénétique de l'empereur Zénon, rien de plus évident que la supériorité absolue des papes sur les antiques patriarchats ¹. Saint Mamert de Vienne ayant ordonné (463) un évêque de Die, malgré les habitants, le roi des Burgondes, Gondioc, maître de la milice, en avertit le pape saint Hilaire, qui reprocha au métropolitain d'Arles, Léonce, de n'avoir pas réclamé, le chargea d'examiner la chose et, sur sa relation, rendit une décision définitive, avec une assez verte réprimande pour saint Mamert. L'année précédente, saint Hilaire avait adressé aux évêques de la Gaule une décrétale en cinq articles, où il prononçait sur l'intrusion d'Hermès au siège de Narbonne, et tout en adoucissant la sentence, en considération de sa régularité précédente, il lui ôtait les ordinations épiscopales. Il *prescrivait*, en outre, que des synodes fussent tenus chaque année à la convocation de l'archevêque d'Arles, qu'il *déléguait* à cet effet, réservant au Saint-Siège les causes les plus importantes qui n'auraient pu être terminées dans ces synodes; il défendait qu'aucun ecclésiastique n'allât dans une autre province, sans une lettre du métropolitain, et qu'aucun terrain appartenant à une église ne fût vendu sans une délibération commune, qui en reconnût l'utilité ². Les abus sans doute n'étaient pas toujours corrigés ni même connus; mais on savait partout que le redressement ne pouvait venir sinon de l'autorité du pape. Le recours à Rome ne se pratiquait pas par les seuls appelants, comme ce roi Gondioc nous en a donné tout à l'heure un exemple; tout ce qui avait le cœur chrétien se faisait un devoir de ne pas attendre la plainte et de demander instruction, indulgence ou amendement. Il y en a encore de ce temps même un autre exemple, trop oublié aussi, et très-digne de l'Église d'Espagne, si profondément catholique.

En 464, de la province ecclésiastique de Tarragone, alors très-étendue, arrivait à Rome un double message; d'une part, le métropolitain et tous ses suffragants, un seul excepté,

temporibus ab urbe Romana pro diversorum patrum consultatione dederunt, venerabiliter recipiendas. »

¹ Labbe, t. IV; Felicis III et Simplic. *epist.*

² Labbe, t. IV; Hilari papæ *ep. IX. X, XI, VIII.*

nommé Silvanus, reprochaient à celui-ci d'ordonner des évêques dans plusieurs villes, nonobstant les remontrances contre cette usurpation ; de l'autre, les *possesseurs et honorables* de sept villes, y compris Calaguris, la résidence de Silvanus, plaidaient sa cause. Une seconde lettre de Tarragone presque aussitôt sollicita une dispense en faveur d'Irénée, transféré à Barcelone sur le choix du dernier évêque. Un synode de quarante-sept prélats, avec l'assistance de tous les prêtres et les diacres fut assemblé par le pape, le jour anniversaire de son élection (465), circonstance qui attirait ordinairement quelques prélats étrangers ; il s'en trouvait deux d'Afrique et deux de la Gaule. Après la lecture des deux lettres, tous les évêques demandèrent instamment le maintien des règles, et l'on dressa en conséquence des canons dans un sens absolu et général, pour être notifiés à toutes les églises ¹. Saint Hilaire en accompagna l'envoi en Espagne d'une seconde *décrétale*, où, modifiant l'application aux deux cas présents, il usa d'indulgence à l'égard de Silvanus, *vu la difficulté des temps*, en défendant qu'à l'avenir nul évêque ne reçût la consécration sans le consentement du métropolitain, selon les canons de Nicée ; et rejetant sévèrement la supplique écrite pour Irénée, tout estimable qu'il fût et celui qui l'avait choisi, il prescrivit une nouvelle élection pour le siège de Barcelone ².

A ces détails, qui montrent si clairement l'autorité pontificale dans sa propre et naturelle action, s'ajoute encore un témoignage qui les complète, c'est la première lettre de la province Tarragonaise, dont l'exorde dit ceci, parlant au Saint-Père : « Quand il n'existerait aucune nécessité de discipline ecclésiastique, on devrait s'adresser à votre Siège, pour avoir reçu par privilège, après la résurrection du Sauveur, les clés du royaume et la prédication spéciale, dont le bienheureux Pierre a éclairé le monde entier ; d'où l'éminent principat de son vicaire mérite l'hommage de la crainte et de l'amour. Aussi, *adorant* en vous Dieu, que vous servez fidèlement, nous recourons à la doctrine de la parole apostolique, demandant une réponse là où rien ne s'impose par erreur, rien par pré-

¹ Labbe, t. IV ; Hilar. *ep. I, concil. roman.*, p. 1068-64 ; Tarraconens. *ep.*, p. 1033.

² *Ib.*, Hil. *ep. II*, p. 1038.

somption, mais tout par résolution pontificale ¹. » On s'exprimait ainsi quatre siècles avant que la collection du prétendu *Mercator* ait vu le jour. Rien n'était plus sincère à coup sûr, en des temps si difficiles, comme le disait le pape saint Hilaire, lorsque l'empire d'Occident abattu, près de recevoir de l'Hérule Odoacre le coup de grâce, n'avait plus la force de se défendre et de maintenir les règles ecclésiastiques comme lois de l'État; lorsque le clergé en Espagne, sous la domination arienne des Visigoths, sans protection ni contrainte possible de l'autorité pontificale, n'avait d'autre motif de soumission et d'affection évidemment envers le pape que l'esprit de foi. Il y avait donc correspondance parfaite entre le chef et les membres, et toutes les fois que les papes rappelaient les privilèges du Saint-Siège, ils répondaient aux besoins du moment, à la confiance, au vœu du clergé et des fidèles.

XI.

Voici maintenant, avant saint Hilaire immédiatement, saint Léon le Grand (440-461) qui, renouvelant et confirmant plusieurs règles antiques, avertit les évêques d'Italie que, « si quelqu'un résiste ou essaye de résister à ces décrets, il saura qu'il doit être privé de son office, et non plus en communion avec nous, ne nous étant plus uni de discipline. Nous n'exceptons rien ; si par hasard on ne l'entendait pas ainsi, toutes les décrétales rendues tant par Innocent, d'heureuse mémoire, que par nos prédécesseurs sur les saints ordres et sur les canons de discipline, doivent être gardées, selon notre présente injonction ; en sorte que si quelqu'un y manquait, il saura qu'il n'y a point de pardon ². » Le même pape adresse de très-grands

¹ Labbe, t. IV, p. 1033. Il faut lire le texte si difficile à traduire : « *Etsi nulla extaret (ou dictaret) necessitas ecclesiasticæ disciplinæ, expetendum reverà nobis fuerat illud privilegium sedis vestræ, quo susceptis regni clavibus post resurrectionem salvatoris, per totum orbem beatissimi Petri singularis prædicatio universorum illuminationi prospexit; cujus vicarii principatus sicut eminet, ita metuendus est ab omnibus et amandus. Proinde nos Deum in vobis penitus adorantes, cui sine querelâ servitis, ad fidem recurrimus apostolico ore laudatam, inde responsa quærentes undè nihil errore, nihil præsumptione, sed pontificali totum deliberatione præcipitur.* »

² Labbe, t. III, Leonis epist. I, *ad episcopos per Campaniam, etc.* C'est le passage répété textuellement dans le capitulaire d'Aix-la-Chapelle, en 789.

reproches au vicaire du Saint-Siège en Illyrie, Anastase, archevêque de Thessalonique, pour sa cruelle dureté envers Atticus, métropolitain d'Épire, que, sur une accusation sans fondement, il avait fait venir de force devant lui par l'intervention des pouvoirs civils, toujours à la disposition des supérieurs ecclésiastiques, d'après les lois de l'empire, parce que ce pauvre homme infirme différerait un voyage pénible à travers le froid et la neige. Il veut que la justice soit tempérée par la charité, et qu'une faute même réelle soit corrigée avec bienveillance plutôt qu'avec sévérité : « Mais on cherche la domination plus que le soin des subordonnés ; les honneurs plaisent, la superbe enfle, et l'on abuse d'une supériorité établie pour maintenir la paix..... Que ta fraternité relise toutes nos lettres et toutes les instructions du Saint-Siège, écrites par moi ou mes prédécesseurs pour ceux qui ont rempli avant toi les mêmes fonctions, tu trouveras ce que tu aurais dû faire..... » Et après avoir retracé les mauvais traitements exercés envers Atticus : « Je m'étonne et je m'afflige de ces procédés hautains et rudes..... Eût-il été reprehensible, *tu devais me consulter et attendre ma réponse...* Tu t'es hâté, prévoyant ma modération, — qui ne t'aurait pas permis d'agir comme tu as fait.... Quand il y aurait eu quelque chose de grave et d'inexcusable, il fallait attendre ma censure pour ne prononcer que selon ce qu'il m'aurait plu. Tu tiens à notre place les pouvoirs confiés à ta charité en partage de la sollicitude, *non de la plénitude de l'autorité.....* Tout sujet de scandales doit être ôté des églises du Seigneur dans un esprit de charité et de paix ; c'est pour cela que tu es supérieur en ces provinces, mais en te gardant de tout excès d'usurpation. » Il prescrit ensuite deux synodes par an à chaque métropole : « S'il se présente quelque cause grave qui ne puisse être terminée par la délibération provinciale, on doit t'en informer, et si le différend ne peut être apaisé par ton avis, quoi que ce soit, il en doit être référé à notre connaissance..... Si les évêques provinciaux diffèrent de sentiment avec toi, l'affaire nous doit être renvoyée, afin que toute incertitude dissipée, il soit décidé ce qui plaise à Dieu..... La dignité n'est pas commune aux évêques, quoique le caractère soit le même, puisque entre les Apôtres l'honneur étant semblable, il y eut différence de pouvoir ; avec une même élection pour tous, la prééminence fut donnée à un seul..... Ainsi on mit dans les provinces des

évêques qui eussent entre les frères la primauté de décision, d'autres dans les grandes villes, pour qu'ils fussent chargés d'une sollicitude plus étendue, *que par eux le soin de l'Église universelle revînt au siège seul de Pierre*, et que rien nulle part ne déviât du chef. Celui-là donc qui se voit préposé à d'autres ne doit pas trouver dur d'avoir un supérieur, mais rendre lui-même l'obéissance qu'il exige ¹. »

Le concile de Calcédoine (451), après sa célèbre acclamation sur la lettre de saint Léon à Flavien : *Pierre a parlé par Léon*, voulait toutefois obstinément formuler à part sa définition dogmatique ; le pape l'avait prévu, et ses légats, suivant exactement ses ordres, ne le souffrirent pas ; ils protestèrent de même contre le 28^e canon, qui attribuait le premier rang à l'évêque de Constantinople après celui de Rome, et ce prétendu canon, en effet, fut mis à néant et cassé par saint Léon, qui abattit ainsi d'un seul coup les ambitieuses intrigues d'Anatolius, l'évêque de la ville impériale ². Toutes les lettres que saint Léon écrivit à cette occasion sont du plus haut intérêt. Deux des passages les plus importants doivent au moins avoir leur place ici ; le premier tombe sur Anatolius : « Tu pousses le concile à la connivence de tes desseins, *comme s'il était impossible de rejeter ce qu'aura voulu illicitement une multitude...* ; que des actes de concile ne se flattent pas d'une nombreuse assemblée, et qu'une plus grande quantité d'évêques n'ait pas la hardiesse de se comparer et de se croire supérieure aux trois cent dix-huit de Nicée. » Le second passage répète la même réprimande à Maxime d'Antioche : « Les canons de Nicée me sont si vénérables que je ne permettrai ni ne tolérerai aucune nouveauté qui enfreindrait les règles posées par les saints Pères. Tout ce qu'on aura tenté contre les constitutions de Nicée n'y peut porter préjudice. Un pacte concerté peut être plus aisément dissipé que les canons de Nicée ne soient touchés..... Ce que des évêques, quel que soit leur avantage numérique, ont arrêté par subreption de quelques-uns contre les constitutions des trois cent dix-huit Pères de Nicée, sera, comme la justice

¹ Labbe, *Conc.*, t. III, Leon. *epist. LXXXIV ad Anastasium Thessalonicensem*, p. 1383.

² Leon. *Ep. LIII, LIV, LV*. Dans Labbe, t. IV, *Concil. Calchedonense*, pars 3^e, p. 843, 846, 848 ; l'épître LV *ad Pulcheriam* dit : *In irritum mitimus et cassamus* ; on la trouve aussi au tome III, p. 1338.

le demande, cassé ¹. » Saint Léon pourvoyait à ces sollicitudes en présence des Huns et d'Attila.

L'autorité originelle et perpétuelle du Saint-Siège apparaît magnifiquement dans ce glorieux pontificat. La question des appels, si c'en était une, y serait inéluctablement résolue par un seul fait, que les subtilités de Quesnel ont vainement entrepris de fausser. L'évêque Chélidonius, déposé à tort par son métropolitain, s'alla plaindre à Rome (444); son juge le suivit et pria le pape *de ne rien changer* au gouvernement des églises, ajoutant assez fièrement qu'il ne venait pas pour se défendre, mais pour dire ce qui s'était passé, et que si le pape en *ordonnait autrement*, il ne l'importunerait pas davantage. Le métropolitain dut néanmoins paraître contradictoirement et entendre casser son jugement. A peine était-il parti, que de nouvelles plaintes survinrent d'un autre suffragant Projectus, du clergé et du peuple, sur ce qu'un successeur avait été imposé à cet évêque malade. Cette seconde affaire promptement examinée, la province de Vienne apprit bientôt par la terrible décrétale: *Divinæ cultum religionis*; l'acquiescement prononcé de Chélidonius, la réintégration de Projectus et l'ordination annulée de l'intrus. La vigueur de la sentence, le rang et la réputation de celui qui se l'attirait ont rendu cette décrétale

¹ Labbe, *Conc.*, t. III, Leon, *ep. LIII*, et t. IV, p. 843; et p. 883, *ep. LXII*. Était-ce donc innovation, exagération au pape Nicolas I^{er} d'écrire, en 858, à l'empereur byzantin, *ep. II* : « Ad cujus, sicut scitis, integritatem observationis multoties conventus factus fuerit S. Patrum, a quibus et deliberatum ac observatum existit, qualiter *absque Romanæ sedis, Romanique pontificis consensu*, nullius insurgentis deliberationis terminus daretur. » — *Ep. VIII* : « Illud autem ridere libuit, quod quasi *ad majorem firmitatem*, concilium adversus Ignatium... congregatum, æqualis numeri cum sanctâ synodo olim in Nicæa a S. Patribus celebratâ fuisse perhibetis... Quid autem, proficit solo numero convenientium personarum sanctam synodum vos fuisse secutos et moribus hanc esse crudeliter persecutos?... Numerus pusillus nec obest ubi abundat pietas, nec multiplex prodest ubi regnat impietas. Quinimò quantò numerosior est congregatio malignorum, tantò validior est ad sectandum suorum prava votorum... nolite ergò gloriari *in multitudine*, quia *non multitudo* sed causa damnationem vel justificationem adducit... Privilegia istius sedis vel Ecclesiæ perpetua sunt, divinitus radicata... impingi possunt, transferri non possunt; trahi possunt, evelli non possunt, quæ antè vestrum imperium fuerunt et permanent... permanentque post vos... Ista igitur privilegia huic S. Ecclesiæ à Christo donata, *a synodis non data*, sed jam solummodo celebrata et venerata... nos cogunt omnium habere sollicitudinem ecclesiarum Dei. » Labbe, *Conc.*, t. VIII, p. 271, 311, 314.

célèbre; ce personnage était saint Hilaire, archevêque d'Arles. Une telle sévérité déployée fort justement, il faut le dire, sur un tel homme, manifeste d'autant plus l'omnipotence papale et la soumission qu'on lui reconnaissait indubitablement due. Après avoir rappelé : 1° l'autorité de saint Pierre, chef des Apôtres, *par lequel les dons de Dieu se repandent sur tout le corps*, en sorte que *quiconque s'écarte de la solidité du chef doit savoir qu'il devient étranger à ce divin mystère*; 2° l'antique coutume des appels pour la cassation ou la confirmation des jugements, saint Léon blâme le métropolitain Hilaire de quitter cette *voie toujours salutairement suivie*; de vouloir dominer les autres en manquant lui-même d'obéissance et de respect envers saint Pierre : « Celui que nous avons reçu comme un frère, écrit-il, nous tâchions de l'adoucir, quoiqu'il s'embarrassât dans ses réponses, plutôt que de le contrister par nos interrogations. » En conséquence, il lui ôte jusqu'aux simples droits de métropolitain, lui interdit d'indiquer les synodes, de faire les ordinations, d'y remplir même la fonction d'assistant. Et comme saint Hilaire avait pris une escorte pour prévenir tout empêchement à ses actes dans la province, le pape réclama l'intervention impériale et envoya avec sa lettre le fameux édit de Valentinien III, qui ne prétend pas, comme certains le voudraient, autoriser la sentence pontificale, mais en assurer l'exécution¹. Saint Hilaire tarda peu de faire sa paix avec saint Léon. La primatie donnée, retirée, rendue tour à tour aux sièges d'Arles et de Vienne par les papes, cet exercice public de décision, non sans froissement et sans plaintes, mais sans résistance qui pût tenir, se concevrait-il sans une autorité absolue ? Ce n'était pas, d'ailleurs, une médiocre difficulté pour eux de prononcer entre les prétentions d'Arles et de Vienne à la primatie, et les tendances de Marseille et de Narbonne à s'en affranchir².

Ce sont invariablement, avant comme après saint Léon, dans les circonstances et les causes semblables, les mêmes déclarations, les mêmes avertissements et les mêmes décisions. Saint Sixte III, au premier anniversaire de *son jour natal*, c'est-

¹ Labbe, *Conc.*, t. III; Leon. *epist. LXXXIX, Novella Valentiniani III.*

² Labbe, *Conc.*, t. II, Bonifacii I *ep. II, III*; Zosimi *ep. V, VI, VII, VIII, IX, XI.*

à-dire de son élection, célébrée en synode selon la coutume (433), répond à la lettre de Jean d'Antioche : « Le saint Apôtre Pierre a transmis dans ses successeurs ce qu'il a reçu. Qui voudrait se séparer de la doctrine, que le premier entre les Apôtres il apprit du maître, non par le récit d'un autre, ni par une lecture, mais de sa propre bouche, ni par une laborieuse étude ? Il a reçu une foi simple, absolue, sans controverse, pour la méditer et conserver toujours ¹. » Saint Célestin, recommandant plusieurs règles de discipline aux provinces de Vienne et de Narbonne (428), ordonne ensuite qu'un certain évêque Daniel, chargé de graves accusations, soit séparé de la communion jusqu'à ce qu'il vienne à Rome pour y être jugé. Il écrit aux évêques de l'Apulie et de la Calabre : « Il faut instruire le peuple et non le suivre, lui apprendre ce qui est permis, ce qui ne l'est pas, et ne pas se rendre à ses volontés. Quiconque s'obstinera aux choses illicites, sentira que la censure du Siège apostolique ne l'épargne pas...; que personne ne se flatte d'éluder les règles ². »

Saint Boniface I^{er} rappelle à Rufus et aux évêques de Thessalie (422), « qu'il n'a jamais été permis d'examiner de nouveau ce qui a été une fois statué par le Siège apostolique ; que l'institution universelle de l'Église naissante a dans la dignité de Pierre le principe de son gouvernement ; la discipline coule de cette source. Les décrets de Nicée n'attestent pas autre chose, et ce concile n'a rien osé ajouter, voyant que rien ne peut être élevé au-dessus du droit de Pierre. » Il veut qu'un synode se réunisse en Gaule (419), pour juger Maxime de Valence, accusé de plusieurs crimes comme Manichéen, et que le jugement soit envoyé à la confirmation du Saint-Siège ³. » Saint Zosime, saint Innocent, et, au delà du v^e siècle, saint Sirice (385) et saint Damase (367) ne sont pas moins affirmatifs. « Il ne nous est pas libre, dit saint Sirice, de nous taire en considération de notre office, nous qui devons avoir un plus grand zèle de la religion chrétienne. Nous portons les fardeaux de tous ceux qui sont chargés ; ou plutôt c'est saint Pierre qui les porte en nous, qui nous protège et nous défend, nous en avons la confiance, dans

¹ Labbe, t. III ; Sixti *ep.* II.

² Labbe, t. II ; Cœlestini *epist.* II, III.

³ Labbe, t. IV, p. 1703 ; Bonifacii I *epist.* III, IV, V, dans le troisième concile romain de Boniface II ; et t. II, Bonif. *ep.* II.

toute l'étendue de son administration. » Et saint Damase : « Le concile d'Ariminum ne peut par le nombre porter aucune atteinte à celui de Nicée, puisque l'évêque de Rome, dont on devait attendre le décret, ni Vincent, ni ses collègues (les légats) n'y ont point consenti ¹. »

On sait que saint Libérius, sans concours aucun des évêques catholiques, quelques-uns persécutés, qu'il avait à défendre, tous les autres trompés par la fourbe arienne, fit triompher la vérité en cassant ce concile d'Ariminum (359), composé de plus de six cents évêques.

Jamais peut-être les appels au Saint-Siège, particulièrement de l'Église d'Afrique, n'avaient été aussi fréquents que durant les trente premières années du v^e siècle. Il en résulta une petite difficulté assez curieuse, où les tenants des libertés ont voulu s'imaginer que les plus saints hommes de la contrée, saint Aurélius, saint Alypius, saint Possidius et saint Augustin, avaient résolument prêté le collet à trois saints papes. La discussion s'éleva sur l'appel de deux prêtres, Célestius et Apiarius : trois légats ayant apporté un commonitoire de saint Zosime, qui citait deux canons de Nicée, et le synode assemblé à Carthage (419), ne les trouvant pas dans ses exemplaires, saint Alypius ouvrit l'avis, qu'on adopta, de demander une copie nouvelle des canons de Nicée aux patriarches d'Alexandrie et d'Antioche et à l'évêque de Constantinople. Comme on apprit la mort de saint Zosime, on pria saint Boniface I^{er}, son successeur, de laisser provisoirement à l'Église d'Afrique sa procédure accoutumée, selon le synode de Milève (402), qui ne paraît pas avoir été approuvé à Rome. On devait, en conséquence, juger en synode un évêque accusé, à plus forte raison un prêtre ; et en cas d'appel admis par le *bienheureux évêque de Rome*, on prétendait que le Pape *daignât ordonner* la révision par les évêques d'une province voisine, afin que la cause fût terminée au lieu même où elle avait commencé². On témoignait le désir de

¹ Labbe, t. II ; Zozimi *ep.* X ; Innocentis *ep.* I, II, XXIII ; Siricii *ep.* I ; Damas. *ep.* VI, une de ses trois épltres authentiques.

² Labbe, t. II ; *Concil. Carthagin.* VI ; *Concil. Milevitan.* Can. 54, 55, 62, 63, 64, p. 1636, 1660-61 ; trois causes y avaient été jugées, et l'on avait décidé d'avertir seulement le pape S. Innocent, que l'accusé Primosus, cité à comparaître, ne se trouvait nulle part, échappant à toutes les recherches. *Epistola ab omni concilio ad Bonifacium*, p. 1670-72.

garder cet usage, quand même les canons de Nicée seraient tels que le commonitoire le disait. On ne reçut que deux réponses de saint Cyrille d'Alexandrie et d'Atticus de Constantinople ; les copies qu'ils envoyaient étaient conformes au texte qu'on possédait en Afrique.

Saint Boniface ne vivait déjà plus quand le synode se réunit de nouveau, composé d'une vingtaine d'évêques, et non pas de deux cent dix-sept, comme on se plaît à le dire ¹ ; une seconde lettre synodale employa les mêmes instances auprès du pape saint Célestin (424), en lui représentant que « la grâce du Saint-Esprit ne ferait pas défaut aux évêques d'une province, à moins de croire que la justice puisse être inspirée de Dieu, à *qui que ce soit (unicuilibet)* et refusée à d'innombrables évêques assemblés en concile. » Ces paroles si téméraires, d'un ton si présomptueux, qui sentaient le dépit d'une contrariété, auraient fourni aux citramontains le plus spécieux texte de chicane, s'ils étaient gens à étudier attentivement les documents et les incidents dont ils cherchent à se prévaloir. Ils y auraient peu gagné ; le raisonnement portait complètement à faux ; car retenir une cause à la révision d'une province voisine, c'était offrir un moyen de recommencer indéfiniment l'appel ; on avait en outre, dans l'innombrable assemblée d'Ariminum qui s'était laissé duper par l'hérésie, une preuve éclatante que l'*inspiration divine* n'appartenait ni de nature ², ni de promesse à la multitude, et que la grâce du Saint-Esprit *peut très-bien faire défaut même aux évêques de plusieurs provinces ensemble*. Cette preuve, qui ne devait pas tarder de se répéter au brigandage d'Ephèse et même au concile œcuménique de Calcédoine, s'est reproduite depuis assez souvent. C'est pourquoi le divin Maître n'avait pas laissé à un individu *quelconque (unicuilibet)*, encore moins à une assemblée, l'interprétation de la doctrine ni le soin de la discipline, mais il avait établi un arbitre absolu sur le Siège de saint Pierre. Il n'était donc pas besoin de faire venir d'Orient des

¹ Les actes mentionnent bien la souscription des 217, qui leur fut apparemment demandée ensuite à résidence, mais cela même constate qu'ils n'ont pas pris part à la délibération, où il ne se trouvait que vingt-trois évêques, sans compter les trois légats. Labbe, t. II, p. 1603 et 1669.

² Il n'est pas rare, d'ailleurs, de voir

Qu'un homme seul ait plus de sens
Qu'une multitude de gens.

(La Fontaine, *Fables*, II, 20.)

exemplaires pour vérifier les canons que Rome attribuait à Nicée; il est inutile ici de discuter si ces canons cités étaient réellement de Nicée ou de Sardique, comme un complément inséparable de Nicée, ce que l'Église d'Afrique ignorait encore¹. C'eût été plus qu'inconvenant de soupçonner que saint Zosime et saint Boniface eussent voulu en imposer; les évêques d'Afrique ne le pensaient certainement pas, et les deux synodales en font foi; ils n'osent pas même insinuer que la bonne foi des deux papes ait pu être trompée. Ils n'avaient donc d'autre parti à prendre que de s'en rapporter à la prudence du Saint-Siège sur les inconvénients des appels en Afrique et sur les moyens d'y remédier.

Il est très-vrai que les appels y donnaient lieu à de graves abus; à ce moment même, le jeune évêque de Fussala, Antonius, qui trompait tristement les espérances de son maître saint Augustin, et qui s'était vu retirer par un synode l'*administration temporelle de sa ville*, pour sa conduite étourdiment arbitraire, revenait de Rome, muni d'une lettre du pape saint Boniface, qui prescrivait de lui restituer le plein exercice de sa charge, *s'il avait exposé fidèlement les choses*; et sur la seule nouvelle de la lettre pontificale, on s'attendait à voir les juges et toutes les autorités séculières prêter main forte à l'évêque de Fussala contre la sentence du synode. On a déjà vu que cela était de règle dans l'empire. Il y avait un motif de plus en Afrique; les violences des donatistes exigeaient l'intervention sévère du pouvoir séculier pour la défense des évêques catholiques, et un Synode de Carthage, assez récent (401), avait statué de requérir les juges à *l'aide de la commune mère Église catholique*, quand l'autorité épiscopale en aurait besoin². Saint Augustin se hâta de son propre mouvement, en son privé nom, d'écrire au pape saint Célestin sur ce fâcheux désagrément; il

¹ Nous n'avons que les canons et les trois épîtres synodales de Sardique (347); trente évêques d'Afrique y assistaient; on le sait par un concile de Carthage, (348), *Conc. Carthag. primum*, Labbe, t. II, p. 713; mais il est également certain que la mémoire de Sardique se perdit totalement en Afrique, avec celui de Carthage dont les actes, probablement, ont été pourchassés et détruits par les Donatistes; on n'en a retrouvé plus tard que les XXI canons. Voyez Labbe, *ib.*

² Labbe, t. II, *Concil. Africanus*, p. 1631; *ib.*, Canons 34 et 35. On y décide de communiquer au pape, qui était alors S. Anastase, les mesures qu'on croyait utiles à la réconciliation des évêques donatistes.

y reproduisait les représentations précédentes, insistant pour que le Saint-Siège n'envoyât plus de légats ni d'ecclésiastiques *exécuteurs* de ses ordres ¹. Ainsi dans toute cette affaire, on se plaignait amèrement, mais avec prière; ce n'était pas là une résistance. On ne demanda plus les explications que saint Boniface ni saint Célestin ne jugèrent pas à propos de donner, touchant les canons de Nicée. Cette leçon tacite n'était pas inutile à ces saints évêques, tout excusables qu'on le voudra par leur zèle de discipline. Ce petit débat n'eut pas d'autre suite et passa inaperçu. De tous les Pères de l'Eglise, il n'y en a pas qui ait témoigné plus de soumission dévouée au Saint-Siège que saint Augustin. Il allait bientôt expirer de douleur et d'épuisement dans Hippone assiégée par les Vandales; et saint Célestin, le premier, s'empressa de donner de dignes louanges à cette grande mémoire ².

Il suffit de mentionner le célèbre appel de saint Jean Chrysostome (404); et si la vive fermeté de saint Innocent à défendre ce grand homme ne put le sauver de ses persécuteurs, l'autorité supérieure du Saint-Siège n'y apparaît pas moins dans le recours de l'illustre persécuté, de son clergé et la députation de plusieurs évêques au pape, dans la sommation pontificale au patriarche d'Alexandrie, Théophile, de venir se justifier en concile à Rome, et dans la pieuse et pressante lettre de l'empereur Honorius à son frère Arcadius, le protecteur de cette iniquité ³. Enfin, s'il n'est pas prouvé que le pape ait excom-

¹ S. August. *epist.* CCLXII; il y cite trois exemples d'évêques non déposés, mais non impunis, avec l'approbation du Saint-Siège.

² S. August. *Sermo XV de Sanctis* : « Petrum itaque fundamentum Ecclesiæ Dominus nominavit, et ideò fundamentum hoc Ecclesia colit suprà quod ecclesiastici ædificii altitudo consurgit... per quod ad cælum conscenditur. » — S. Célestini *epist. I ad episcopos Galliæ*, c. II : « Augustinum, sanctæ recordationis virum, vitâ atque meritis in nostrâ communione semper habuimus, nec unquam sinistræ suspicionis saltem rumor adpersit, quem tantæ scientiæ olim fuisse meminimus, ut inter magistros optimos etiam antè a meis decessoribus haberetur. Benè ergo de eo omnes in commune senserunt, utpote qui utique cunctis et amori fuerit et honori. » Labbe, t. II.

³ Labbe, t. II; Innoc. *ep.* XXVIII, XXIX, XXXI; *ep.* Joan. Chrysost. et Honorii, *ib.*; Sozomen, *Hist.* VIII, 26, 28. Dans la première d'Honorius, p. 1312 : « Ad illos (antistites) divinarum rerum interpretatio, ad nos religionis spectat obsequium... Erat inter episcopos causa, quæ collato tractatoque consilio deberet absolvi; missi ad sacerdotes urbis æternæ atque Italiæ utrâque ex parte legati... integrum nempe esse debuerat... dum definitio deliberata procederet. »

T. II. 1867.

munié Arcadius et l'impératrice Eudoxie, il est très-remarquable que le fait ait été affirmé à Constantinople, sept siècles plus tard, après le schisme consommé ¹.

XII.

Les canons du concile de Sardique (347), qu'on présume cités dans le commonitoire de saint Zosime, au synode de Carthage, sont la première promulgation connue du droit d'appel. On y déclare que si un évêque se croyant déposé à tort appelle et invoque l'évêque de l'Eglise romaine, il est au pouvoir de l'évêque romain d'envoyer de simples *prêtres* pour reviser la cause avec les évêques ou de la juger lui-même ². Quelque sagace esprit, en lisant le texte transcrit tout exprès au bas de cette page, en conclura peut-être que cette prérogative romaine date de ce concile, qui l'a conférée au pape Jules I^{er}; en ce cas, il sera à propos de considérer d'abord que deux prêtres romains présidaient avec Osius à Sardique comme à

¹ Cedrenus, Michel Glycas, du XII^e siècle; Nicéphore Calliste, du XIV^e.

² Labbe, t. II, p. 630 et suiv., c. III, selon le texte grec, III, selon Denys le Petit, IV, selon Isidore : « Si quis episcoporum in aliquo negotio condemnandus visus fuerit et existimet se non malam sed bonam causam habere, ut etiam rursus iudicium renovetur; si vestræ dilectioni videtur, *Petri apostoli memoriam* honoremus, ut ab iis, qui iudicaverunt, scribatur Julio Romanorum episcopo, et per propinquos provinciæ episcopos, si opus sit, iudicium renovetur, et cognitores ipse præbeat... » C. IV, grec et Denys, V, Isidore : « Gaudentius episcopus dixit : si videtur, necesse esse adjici huic sententiæ... ut si quis episcopus fuerit depositus iudicio episcoporum, qui sunt in viciniâ, et dicat rursus sibi defensionis competere, non prius in cathedram alius substituitur, quàm *Romanus episcopus causâ cognitâ sententiam tulerit.* » C. V, grec, VII Denys et Isidore : « Osius episcopus dixit : placuit ut si quis episcopus delatus fuerit, et congregati ejusdem regionis episcopi eum gradu moverint; et veluti *appellans confugerit ad beatissimum Romanæ Ecclesiæ episcopum*, et velit ipsum audire, et justum esse estimaverit ejus rei examinationem renovari; *coepiscopis scribere dignetur*, qui sunt propinqui provinciæ, ut ipsi diligenter et accurate singula perscrutentur, et ex veritatis fide de re sententiam ferant. Si quis autem postulet suum negotium *rursus audiri, et ad suam supplicationem Romanorum episcopum* iudicare visum fuerit, ut à *proprio latere presbyteros mittat*; et *sit in potestate ipsius* (le grec dit plus positivement : εἰσὶν ἐν τῇ ἐξουσίᾳ αὐτοῦ) quodcumque rectè habere probaverit; et si *decreverit oportere eos mitti, qui cum episcopis sint iudicaturi, habentes auctoritatem ejus*, à quo missi sunt; et hoc ponendum est. Si autem sufficere putaverit ad rei cognitionem, *et episcopi sententiam*, faciat quod prudentissimo ejus consilio recte habere videbitur. Responderunt episcopi : quæ dicta sunt placuerunt. »

Nicée ¹, ensuite que l'épître synodique de Sardique au pape saint Jules lui dit : « qu'il n'y a rien de plus convenable aux évêques que de rendre compte de toutes et chacune des provinces du seigneur au chef, c'est-à-dire au Siège de l'apôtre Pierre ². » Comme ce ne pouvait pas être un acte de complaisance pour la satisfaction personnelle du pape, c'était donc un devoir qui impliquait pour le pape le droit d'approuver ou de blâmer et par conséquent de réformer un jugement, s'il y avait lieu. Il en est de la juridiction comme du dogme dans l'Eglise catholique, qui n'a jamais fait mais proclamé un point de croyance, quand cette croyance était niée. Ainsi Sardique n'a pu conférer au pape la suprême juridiction que le pape exerçait déjà ; mais ce concile l'a proclamée quand on résistait audacieusement. Il est à remarquer même que les rebelles, qui se croyaient assez forts pour la braver, ne pensaient pas à la nier, ce qui eût été bien plus court, comme ont fait aux temps modernes les protestants ; les ariens révoltés se prétendaient orthodoxes, et ils avaient eu soin d'envoyer leurs accusations par écrit au pape contre saint Athanase ³.

Or, cinq ans déjà avant le concile de Sardique, le pape saint Jules avait solennellement examiné et jugé, sur l'appel de saint Athanase, la cause de cet invincible défenseur de la foi de Nicée, incessamment en butte aux fureurs et aux trahisons ariennes ; la sentence fut prononcée dans un concile romain (342), où ses acharnés accusateurs n'avaient osé paraître, quoiqu'ils y fussent cités et qu'ils eussent eux-mêmes demandé un concile. Ce fut alors que saint Jules adressa publiquement une réplique à leurs insolentes protestations, qui avouaient par le fait son autorité. On ne peut donner ici que de courts mais décisifs passages de cette admirable épître, qui ne remplit pas moins de dix colonnes : « Dans les affaires ecclésiastiques, il ne s'agit pas de pièces d'éloquence, mais de règles apostoliques..... Ceux qui ont la conscience d'avoir bien fait, où ils ont été eux-mêmes juges, comme ils disent, souffrent sans irritation que leur jugement soit examiné par d'autres, parce

¹ Labbe, t. II, p. 50 et 678.

² Labbe, t. II, p. 661 : « Hoc enim optimum et valdè congruentissimum esse videtur, si ad caput, id est, ad Petri apostoli sedem de singulis quibusque provinciis domini referant sacerdotes. »

³ Labbe, l. II, *Epistolæ concilii Sardicensis ad omnes episcopos*, p. 670.

qu'ils sont sûrs que ce qu'ils ont justement jugé ne peut jamais se trouver injuste. C'est pourquoi les évêques, assemblés au grand synode de Nicée, ont *permis*, non sans une providence de Dieu, que *les actes d'un synode précédent fussent examinés par un autre synode*, afin que ceux qui étaient juges ayant devant les yeux un second jugement à rendre sur le même objet, considérassent la cause en toute attention et que ceux qui avaient reçu la sentence, reconnussent certainement ne pas avoir été condamnés par l'inimitié des premiers juges, mais à bon droit. Si ce fut *l'ancienne coutume* et si la tradition en a été renouvelée et *consignée par écrit* dans le grand synode, et si vous n'en admettez pas la validité, un tel refus est indécemment, car ce qui a été une fois retenu en coutume dans l'Eglise et confirmé en synodes, il n'est pas raisonnable que cela soit transgressé par quelques-uns¹.... »

D'autres évêques d'Orient, enveloppés dans la cause de saint Athanase et poursuivis des mêmes haines, Paul de Constantinople, Marcel d'Ancyre, Asclépas de Gaza, un assez grand nombre de la Thrace, de la Célésyrie, de la Phénicie, de la Palestine, et beaucoup de prêtres d'Alexandrie et d'ailleurs étaient venus de même à Rome demander justice au Saint-Siège². Sur les quarante-six ans que saint Athanase occupa le siège patriarcal d'Alexandrie, sa lutte héroïque pour la foi divine en dura plus de trente; l'intérêt général de l'Eglise était attaché à sa personne dès le pontificat de saint Jules; et ce multiple appel, encouragé par son exemple, donnait à ce débat, à la décision et aux paroles du pape, un éclat, une importance extraordinaires. Le pape écrit en terminant aux persécuteurs : « O mes chers, d'après vous les jugements de l'Eglise seraient établis, non selon l'Evangile, mais pour infliger l'exil et la mort. Si ceux que vous accusez étaient coupables, il fallait procéder selon la règle et non de cette manière. Il fallait nous écrire à tous, afin que tous prononçassent ce qui était juste. C'étaient des évêques et des églises non vulgaires, qui avaient à souffrir de la sorte, et qu'ils instruisaient de la foi en apôtres. Pourquoi n'avez-vous rien voulu nous écrire tout d'abord au sujet d'Alexandrie? Ignorez-vous que c'est la coutume de commencer

¹ Julii ep. III ad Orientales, épître très-authentique, tirée de la *seconde apologie* de S. Athanase, dans Labbe, t. II, p. 493.

² Julii ep. III; Labbe, t. II, p. 510; Socrat. *hist.* II, 14; Sozom. *hist.* III, 7.

par nous écrire, afin que d'ici la juste décision puisse être rendue? C'est pourquoi s'il y avait là-bas quelque présomption fâcheuse contre un évêque, il fallait en référer ici à notre Église¹. Maintenant on veut, sans nous avoir informés aucunement, après avoir agi comme il a plu, que nous approuvions une condamnation à laquelle nous ne sommes point intervenus. Ce ne sont point là les préceptes de Paul, ni l'enseignement des Pères, mais c'est de l'orgueil et un procédé nouveau. Je vous conjure instamment de m'écouter, je vous écris dans l'intérêt général. Ce que nous avons reçu du bienheureux apôtre Pierre, je vous le signifie; je ne vous écrirais pas ce qui vous est connu, je pense, si les faits eux-mêmes ne nous eussent inquiétés. Des évêques sont enlevés, chassés de leurs sièges; d'autres sont mis à leurs places, d'autres sont attaqués insidieusement pour les gagner ou les contraindre... Je vous supplie que de pareilles choses n'arrivent plus, et que vous écriviez plutôt contre ceux

¹ Lab. t. II; Julii ep., p. 514; Socrat. hist. II, 17: « Cum ecclesiasticâ regulâ interdictum sit, ne præter sententiam romani pontificis quidquam ab ecclesiis decernatur. » — Sozom. hist., III, 8: « Et quoniam propter Sedis dignitatem omnium cura ad ipsum (Julium) spectabat, suam cuique ecclesiam restituit... minatusque est se in posterum non passurum, nisi a novandi studio abstererent... Athanasius autem et Paulus suas sedes receperunt et epistolas Julii ad orientales miserunt episcopos. Quas cum illi permolestè ferrent, Antiochiæ in unum congregati scripserunt vicissim ad Julium epistolam, exquisitâ verborum elegantia et oratorio more compositam, plenam tamen cavillationis, nec expertem gravissimarum minarum. Nam in litteris suis fatebantur, Romanorum quidem Ecclesiâ apud omnes magnificam esse, quippe quæ jam inde ab initio domicilium Apostolorum, et pietatis origo ac metropolis extiterit, licet fidei doctores ad eam ex Orientis partibus advenissent. Non tamen æquum censebant idcirco se inferiore loco haberi, quod magnitudine Ecclesiæ et multitudine superarentur; quippe qui virtute et animi proposito superiores essent. Deinde criminis loco objicientes Julio quod cum Athanasio communicasset, indignabantur perinde ac si ipsorum synodus contumeliâ affecta esset et judicium abrogatum. His de rebus ita conquesti... pacem quidem et communicationem Julio polliciti sunt, si depositionem eorum qui ab ipsis fuerant expulsi et ordinationem illorum qui in priorum locum substituti fuerant, admittere voluisset, si verò decretis ipsorum resisteret, contraria denuntiabant. Nam et episcopos Orientis qui ipsos ætate antecessissent, neutiquam contradixisse affirmabant, tum cum Novatianus Ecclesiâ Romanâ ejectus est. De iis autem quæ gesserant contra decreta synodi Nicænæ, nihil ei rescripserunt. » — C'est à ces insolences que répondit le pape par l'épître ci-dessus rappelée. Soz. ib., c. x. « Eos accusabat quod Nicæni concilii fidem clanculo innovarent, et quod præter Ecclesiæ leges ipsum ad synodum non vocassent. Legem esse pontificiam, ut pro irritis habeantur quæ præter sententiam episcopi Romani fuerint gesta. »

qui les commettent, afin que les églises n'aient à souffrir ces vexations, ni un évêque ou un prêtre de tels outrages, et ne se voient pas contraints à faire malgré eux ce qu'ils ne voudraient pas, comme ils nous l'ont déclaré, et que nous ne devenions pas un objet de risée aux païens, ou, ce qui est bien plus grave, que nous n'irritions pas Dieu. Chacun de nous rendra compte des troubles qu'il a causés, au jour du jugement... »

Enfin le premier concile plénier ou œcuménique assemblé à Nicée (325), par le zèle et en la présence du grand Constantin, était présidé par trois légats du saint pape Sylvestre, le célèbre Osius, évêque de Cordoue, et deux *prêtres romains*, qui signèrent en tête des trois cent dix-huit évêques réunis ; c'est le premier exercice public du gouvernement pontifical. L'année même de l'édit de Milan (313), qui déclarait libre la religion chrétienne, fut le jugement que prononça le pape saint Melchiade dans le premier concile de Latran (313), en faveur de Cœcilianus, évêque de Carthage, accusé par les donatistes ¹. La souveraine juridiction de l'évêque de Rome ne faisait pas un doute pour les païens eux-mêmes ; Ammien Marcellin en parle comme de la chose la plus manifeste ². Évidemment ce privilège existait durant la persécution ; l'Église sortait toute formée des catacombes.

La démonstration est faite. Que veut-on davantage ? On ne saurait exiger d'autres témoignages, au delà de cette époque, à travers trois siècles d'inimitié furieuse, où l'on s'efforçait d'abolir à jamais avec l'Évangile, l'histoire, les titres de l'Église et jusqu'au nom chrétien. Cependant cette désastreuse période ne manque ni de documents ni de faits. Dès les premiers temps, l'Église romaine était connue des païens pour le centre du mouvement chrétien ; et l'autorité de son évêque, en quelque sorte admise dans les courts intervalles de tranquillité, devenait un sujet d'inquiétude aux empereurs, ce qui assurait aux papes le privilège du martyr. — L'hérétique et scandaleux Paul de Samosate, déposé dans un synode à Antioche (270), refusant de quitter la maison épiscopale, on ne craignit pas d'invoquer l'intervention de l'empereur Aurélien, qui ordonna

¹ Labbe, t. II, *Concil. Nicænum* ; t. I, *Concil. Romanum*, p. 1401.

² Amm., *hist.* XV, 7 : « Id enim ille (Constantius) Athanasio semper infestus, licet sciret impletum, tamen *auctoritate* quoque, *quâ* potiores *æternæ urbis* *episcopi*, *fîrmari* desiderio nitebatur ardenti. »

que la maison épiscopale fût remise à *ceux auxquels écrivaient les présidents italiens de la religion chrétienne et l'évêque de Rome* ¹. Vingt ans auparavant, le Saint-Siège était demeuré vacant seize mois entre le pontificat de saint Fabien et celui de saint Cornelius (250), par la violente persécution de l'empereur Décius, ennemi *acharné des prêtres de Dieu*, et surtout de l'évêque romain, puisque la proclamation d'un compétiteur lui paraissait *moins redoutable que l'élection d'un pape* ².

Quant à la pleine autorité ecclésiastique, on la voit exercée par saint Stéphane, qui reçoit la supplique de deux évêques d'Espagne, Basilide et Martial, contre la sentence d'un synode (256); et dans l'appréhension qu'il ne se laissât tromper et ne les rétablît, l'épiscopat espagnol se hâte d'écrire à saint Cyprien, dont la réputation et les relations avec Rome pouvaient plus sûrement déconcerter leurs hypocrites mensonges ³. L'opiniâtreté des évêques d'Orient et de l'Afrique à réitérer le baptême reçu des hérétiques dut céder à l'inflexible prohibition de ce saint pape. Rien n'est plus certain; la brève mention de sa décrétale à ce sujet dans une lettre de saint Denys d'Alexandrie ne permet pas d'en douter ⁴. Un peu plus tard, le même patriarche eut soin de consulter le pape saint Denys, *pour ne pas se tromper* sur un cas embarrassant, touchant cette question ⁵. C'est aussi à saint Stéphane que saint Cyprien et

¹ Euseb., *Hist. eccles.*, VII, 30; il donne un extrait de la lettre synodique adressée au pape S. Denys; tout ce septième livre est écrit d'après les lettres de S. Denys d'Alexandrie; Eus. *ib. Proœmium*. Ce même patriarche, calomnié sur sa doctrine, ayant reçu du pape S. Denys une lettre à ce sujet, lui envoya une apologie; Labbe, t. I, p. 830 et 843.

² Labbe, t. I, p. 706, *Cypriani epist. LII ad Antonianum*: « Factus est Cornelius episcopus de Dei et Christi ejus judicio... Cum Fabiani locus, id est, locus Petri et gradus cathedræ sacerdotalis vacaret... Et laudare debemus, sedisse intrepidum Romæ in sacerdotali cathedrâ eo tempore, cum tyrannus infestus sacerdotibus Dei fanda atque nefanda comminaretur; cum multo patientius et tolerabilius audiret levare adversus se æmulum principem quàm constitui Romæ æmulum sacerdotem. » *Ep. cleri Romani*, *ib.*, p. 660; *Cypriani ep. XVI, XL, LI; ib.*, p. 631 et suiv.; Eus., *Hist. eccles.*, VI, 43, VII, 1.

³ Labbe, t. I, p. 747; *Cypriani, ep. LXVIII*.

⁴ Euseb., *Hist., eccles.*, VII, II, III, V; c'est dans ce chapitre V que se trouve la mention et le sens précis de la décrétale de S. Stéphane.

⁵ Euseb., *Hist. eccles.*, VII, VI, IX. Il est à remarquer que le *traité anonyme* très-peu postérieur à S. Cyprien, contre la réitération du baptême, ne fait pas la moindre allusion à sa prétendue résistance envers le pape. Labbe, *Conc.*, t. I, p. 770.

les évêques de Gaule demandent une sentence de dégradation, qui délivre du traître et schismatique Marcianus l'église métropolitaine d'Arles et la province ¹.

Le premier synode de Carthage eut soin de demander (253), au pape saint Cornelius la confirmation de ses règlements sur la conduite à tenir pour la punition et la réconciliation des *tombés (lapsi)* de la dernière persécution; et le pape rejeta et condamna les nombreux appelants, plusieurs venus exprès à Rome, parmi lesquels Privatus, récalcitrant obstiné, déjà déposé du siège de Lambèse, ce qui avait été approuvé (240) par le pape saint Fabien ². Il n'y eut jamais de décision plus solennelle que celle du pape saint Victor sur le jour où devait se célébrer la Pâque (198), puisque toutes les églises discutèrent la question dans les synodes de Palestine, du Pont, de l'Osroène, d'Éphèse, de Jérusalem, de Mésopotamie, de Corinthe, de Lyon; que la résistance de l'Orient fut rude, poussa la controverse jusqu'à l'aigreur, et que le pape menaça d'excommunication ³. Saint Irénée, en lui conseillant de tolérer les coutumes locales, dont la diversité déjà toutefois abusive risquait de tourner au schisme, constate par l'exemple des pontifes précédents, saint Anicetus, saint Pius, saint Hygimus, saint Telesphore et saint Sixte I^{er} (173-180), le droit implicite d'imposer l'uniformité dans l'indulgence qui tolérait les différences; il faut en effet la même autorité pour permettre que pour exiger ⁴.

¹ Labbe, t. I, p. 737; Cypriani *ep. LXVII ad Steph.* : dirigantur in provinciam et ad plebem Arelate consistentem a te litteræ, quibus absento Marciano, alius in locum ejus substituitur.

² Labbe, I, p. 713, 716; Cypr. *ep. LII, LXVII; ep. synodica ad Cornel.*; Cypr. *ep. LV, Conc. Lambes.*; *ib.*, p. 630-96.

³ Eus., *Hist.* V, 23 : « alia extat epistola synodi romanæ, cui Victoris episcopi nomen præfixum est; *ib.*, c. xxiv. — Le vénérable Beda, *De æquinocio vernali*, nous a conservé un curieux fragment du synode de Palestine, où Théophile de Césarée qui présidait ramena ses collègues au sentiment du pape : « Papa Victor, Romanæ urbis episcopus, direxit auctoritatem ad Theophilum Cæsariensis Palæstinæque antistitem, ut quo modo Pascha recto jure a cunctis catholicis celebraretur ecclesiis, inibi fieret ordinatio, ubi Dominus et salvator mundi fuerat in carne versatus. Percepit itaque auctoritate, prædictus episcopus, non solum de sua provinciâ, sed etiam de diversis regionibus omnes episcopos evocavit. Ubi cum illa multitudo sacerdotum convenit, tunc Theophilus episcopus protulit auctoritatem ad se missam Victoris papæ, et quid sibi operis fuisset injunctum ostendit. Labbe; t. I, p. 597-98.

⁴ Eus., *Hist.* V, 24; Labbe, t. I, p. 183.

Une grave dissension s'étant élevée entre les chrétiens de Corinthe (96), le quatrième pape saint Clément s'empressa de les exhorter à l'union par cette longue et admirable épître, qui n'a pas péri comme tant d'autres et qu'on lisait avec un pieux respect dans les églises. Corinthe et la Grèce n'étant point sous la dépendance immédiate du Saint-Siège, saint Clément n'a pu intervenir qu'à titre de pasteur universel ¹. Ce document, précieux pour son mérite comme pour son antiquité, nous conduit à saint Pierre, dont l'Évangile et les Actes des apôtres nous montrent incontestablement la primauté générale et sans restriction. Un seul trait suffit à rappeler ici, que la tiédeur moderne a trop oublié et que le moyen âge considérait, avec raison, comme un redoutable signe de la puissance divine donnée au chef de l'apostolat : c'est le châtiment d'Ananias et de Saphira, foudroyés par une seule parole de saint Pierre, *pour avoir menti au Saint-Esprit* ².

Après cette suite de preuves, et ce ne sont pas les seules, pourra-t-on encore soutenir que la papauté commença de poindre à peine dans saint Innocent I^{er}, qu'elle dut tout aux deux premiers Carolingiens, et ne fut reconnue comme autorité supérieure dans l'Église qu'au pontificat de saint Nicolas I^{er} ?

Si les libéralités de Pépin et de son successeur ont été un peu tardives et non tout à fait désintéressées, Charlemagne a fini par s'exécuter franchement ; et il eut le mérite, assez rare pour un monarque, de ne point jalouser la puissance spirituelle, d'en comprendre au contraire l'avantage réel pour sa propre puissance, pour le bien de ses États et de ses peuples. Il ajouta magnifiquement, par la fameuse donation, aux nombreuses possessions consacrées à l'Église romaine, le long des premiers siècles, par les fidèles et par les papes eux-mêmes dont la plupart l'avaient dotée de leur patrimoine ; et en défendant le Saint-Siège contre le despotisme byzantin et la cupidité des nouveaux Italiens du nord, les Lombards, il n'a jamais abusé de ses bienfaits et de son rôle de protecteur. Toutefois, il y manquait une chose essentielle sans laquelle toutes les libéralités et la protection servaient de peu ; c'était de constituer le domaine de saint Pierre en principauté, en *États de l'Église*,

¹ Eus., *Hist. eccl.* V, VI ; S. Irenæus, *adversus hæres.* III, 3.

² *Actus Apostolorum*, c. v.

pour assurer la liberté personnelle du pasteur œcuménique et la régularité de l'élection pontificale. On avait vu les élections imposées de saint Silverius, de Vigile, les voyages forcés des papes saint Jean I^{er}, Vigile, Constantin, à Constantinople, les violences exercées contre saint Liberius, le même Vigile, saint Martin I^{er}, et plus récemment les perfidies et les trahisons tentées par les exarques de Ravenne.

D'autre part on avait vu saint Grégoire le Grand, par la force des conjonctures et l'incurie des despotes byzantins, devenir l'unique défenseur de l'Italie contre les Lombards, exercer de fait un pouvoir temporel plus étendu que ne l'ont jamais eu les papes modernes. Cette double expérience n'éveilla pas l'attention des potentats les plus zélés pour la foi. Dieu se réservait, dans sa sagesse, le secret de l'époque et des moyens qui devaient instituer la royauté pontificale, sans le concours des princes de la terre, après toutes les épreuves qui avaient démontré l'invincible force de son Église, comme il se réserve encore aujourd'hui le secret de maintenir ce pouvoir temporel, qu'il a seul formé. Mais il avait tout d'abord mis hors de doute la souveraineté spirituelle.

On parle sans cesse de la liberté de conscience ; si l'on veut entendre par là que la conscience soit à elle-même sa loi et son juge, c'est un non-sens ; si l'on entend qu'elle relève uniquement de son créateur, on a raison ; aussi n'appartient-il qu'à Dieu de lui donner sa loi, c'est-à-dire la vérité religieuse, que ni puissance ni intelligence n'ont aptitude ni moyen de régler, non plus que le cours des astres, la géométrie et la logique. De là nécessairement une délégation divine, c'est-à-dire la papauté, la seule *autorité spirituelle* qui ait jamais apparu dans le monde et qui se reconnaît, à ce titre même, à première vue ; car toutes les autres prétendues religions, avant et depuis l'Église catholique, n'ont jamais eu rien de semblable, pas plus d'*autorité spirituelle* que de doctrine, de symbole ni de discipline réelle ; elles n'en ont même jamais eu l'idée.

Donc l'autorité spirituelle ou pontificale a été fondée avec l'Église catholique ; bien mieux, l'Église catholique a été fondée par l'autorité pontificale. C'est le grand fait historique que rappelle et retrace l'étude qu'on vient de lire.

EDOUARD DUMONT.

LA GUERRE DES ALBIGEOIS

ET

ALPHONSE DE POITIERS

La réunion, à la suite de la croisade contre les Albigeois, des provinces du Midi à la couronne, est un des événements les plus considérables de l'histoire de France; et l'on peut affirmer que le jour où elle fut effectuée, notre nationalité fut définitivement constituée. Les autres provinces qui vinrent à leur tour se grouper autour de la royauté capétienne, pour former la grande famille française, avaient des affinités de langage et de mœurs; il n'en était pas de même du Midi, qui parlait une langue particulière et possédait une législation différente de celle qui régissait les autres parties de l'ancienne Gaule. C'étaient là des conditions qui, jointes à l'éloignement du centre d'action de la monarchie, devaient rendre, sinon impossible, du moins très-difficile, l'assimilation du Languedoc; aussi fallut-il, pour amener cette réunion, une de ces terribles catastrophes en dehors de toute prévision dont les résultats gigantesques dépassent les combinaisons les plus habiles et les rêves les plus téméraires. Une partie du Nord se précipita sur le Midi pour venger l'Église catholique attaquée par l'hérésie albigeoise : il y eut invasion sanglante, dépossession des vaincus, conquête pour tout dire, et cependant, un demi-siècle plus tard, le Languedoc faisait à tout jamais partie intégrante de la monarchie française, et avait appris cette inviolable fidélité à la France dont il donna un exemple éclatant

en restant énergiquement fidèle à la mauvaise fortune de Charles VII pendant que Paris obéissait aux Anglais.

Cette soumission n'était ni l'effet de l'apathie ni le produit de la compression. Les hommes du Midi ont à un haut degré l'amour du sol natal et un vif amour de la liberté : ils auraient lutté avec une persévérante énergie contre leurs oppresseurs et poursuivi cette résistance opiniâtre qu'ils avaient opposée à Simon de Montfort. En outre la royauté n'était pas assez forte pour contenir de nombreuses populations hostiles ou désaffectionnées. Comment donc expliquer cette facilité avec laquelle les méridionaux acceptèrent la domination française ? La question paraît malaisée à résoudre si on consulte les historiens modernes¹ : on a imaginé des inimitiés de races entre le Nord et le Midi, une jalousie longtemps contenue qui finit par éclater. On nous montre une nouvelle invasion de barbares qui viennent détruire la brillante civilisation méridionale dont ils sont offusqués. On a historiquement abusé des inimitiés de race ; il serait absurde de les nier, mais il ne faut pas non plus leur accorder trop d'importance. Je vais essayer en quelques pages d'indiquer les véritables causes qui rattachèrent le Languedoc à la France. Disons tout de suite qu'il faut distinguer deux périodes : celle de violences, qui se termine au traité de Paris en 1229 ; celle de réparation et d'apaisement, sous saint Louis et son frère Alphonse de Poitiers.

I.

Au commencement du xiii^e siècle, la plus grande partie des provinces du Midi obéissaient à la puissante maison de St-Gilles qui venait de jouer dans le Midi le rôle que la royauté capétienne semblait être appelée à jouer dans le Nord ; elle avait

¹ On peut consulter Guibal, *Le poème de la croisade contre les Albigeois, ou l'Épopée nationale de la France du sud au XIII^e siècle*, Toulouse, 1863, in-8°, notamment (p. 235 et suiv.), le chapitre intitulé : *Relations extérieures du midi avec l'Italie, l'Espagne et la France du nord. L'union de ces deux moitiés de la France est-elle l'œuvre de la guerre des Albigeois ?* M. Guibal a, selon moi, accordé une trop grande importance historique au *Poème de la Croisade* ; son mérite est d'avoir reconnu que ce poème était l'œuvre de deux auteurs différents, l'un partisan de Montfort, l'autre fidèle aux Raymond. M. Guibal a surtout exagéré le rôle politique de l'hérésie.

absorbé la plupart des grands fiefs avec lesquels elle s'était trouvée en contact. Au comté de Toulouse, elle joignait le domaine direct du duché de Narbonne, du Querci, du Rouergue, de l'Agenais, de l'Albigeois, de la vicomté de Nîmes, du comtat Venaissin ; les vicomtes de Béziers et de Carcassonne, les comtes de Foix, les seigneurs de Montpellier reconnaissaient sa suzeraineté. Tous ces pays avaient les mêmes lois, les mêmes mœurs, la même langue ; on se demande pourquoi ils n'auraient pas formé, sinon une nationalité, du moins une monarchie nouvelle, et pourquoi les comtes de Toulouse n'auraient pas ceint la couronne royale. L'Espagne n'était-elle pas divisée en plusieurs royaumes, dont l'un, l'Aragon, était vassal du roi de France pour le comté de Barcelone ? Mais non : cette civilisation méridionale, qui de loin jette tant d'éclat, n'était qu'une vaine apparence ; les comtes de Toulouse étaient bien moins puissants qu'on ne le pense. Ils avaient à côté d'eux des ennemis qui les menaçaient constamment, les rois d'Angleterre, ducs de Guyenne, et les rois d'Aragon. Ces derniers débordaient de ce côté des Pyrénées ; ils possédaient de nombreuses seigneuries en France ; ils avaient Montpellier, la Provence, etc. Vis-à-vis de ces dangereux voisins, les comtes de Toulouse tinrent une conduite habile, à peu près celle qui réussit plus tard aux ducs de Savoie entre la France et l'Allemagne. Ils cherchèrent par des alliances matrimoniales à se créer des liens ; mais surtout ils se montrèrent pleins de déférence et de respect envers le roi de France, leur suzerain. Ils n'oubliaient pas qu'ils étaient français, ni leurs peuples non plus ; car, fait digne de remarque, dès la révolution qui mit Hugues Capet sur le trône, on voit figurer au bas des actes rédigés dans le Midi, à côté des noms du comte et de l'évêque, celui du roi ¹.

Faible au dehors, le comte de Toulouse n'était pas plus fort au dedans. Le système féodal n'avait pas jeté de profondes racines dans le Midi ; un grand nombre de vassaux ne devaient pas le service militaire : beaucoup de terres étaient des aleux ; la liberté de la terre était même de droit commun.

¹ Cette remarque a été faite directement par nous sur les originaux conservés aux archives de l'Empire : on peut s'assurer de ce fait en parcourant le tome I^{er} de Teulet, *Layettes du trésor des Charles*, in-4^o, et J. Tardif, *Monuments historiques*, carton des rois.

D'un autre côté, le régime municipal y était puissant et empreint d'une intelligente vitalité, car il n'était pas exclusif comme dans le Nord. Il admettait dans son sein les trois ordres; et les clercs ainsi que les nobles siégeaient dans les assemblées populaires à côté des bourgeois. Le clergé n'y jouissait pas de l'autorité qu'il avait ailleurs justement conquise; les couvents étaient peu nombreux et assez relâchés; les évêques pris dans les grandes familles étalaient une existence fastueuse; l'Église n'exerçait pas dans le midi cette influence morale, souveraine dans d'autres provinces. En un mot, le principe d'autorité était compromis et sans force; il y avait anarchie.

Cet état de choses ne pouvait durer plus longtemps. Les comtes de Toulouse n'étaient pas assez puissants pour dominer la situation en prenant la direction suprême; ils devaient disparaître et être absorbés; par qui? telle était la question. A première vue, on aurait pu croire que la réunion du Languedoc à l'Aragon était la combinaison qui avait le plus de chances de réussir, et, pendant tout le ^{xiii}^e siècle, les patriotes qui ne pouvaient supposer sans colère ce qu'ils appelaient le joug français eurent les yeux tournés vers l'Aragon. Le roi de France était en effet si loin! La conquête de l'Auvergne par Philippe-Auguste rapprocha les distances, mais comment prévoir ou l'extinction de la maison de Saint-Gilles ou la dépossession de cette antique famille par les Capétiens? Eh bien, l'une et l'autre de ces éventualités se produisirent en quelques années, et sans qu'aucune habileté politique ait pu prévoir ou amener ce résultat.

Au milieu de cette anarchie morale que je viens de signaler, les idées religieuses prirent une voie qui n'était plus celle de l'Église: je ne veux pas exposer ici les différentes sortes d'hérésies qui se répandirent dans le Languedoc au ^{xiii}^e siècle; ce qui est certain, c'est que le clergé local fut impuissant à les combattre. De zélés missionnaires vinrent du nord essayer de ranimer la foi éteinte ou chancelante. L'ordre de Cîteaux surtout fit d'énergiques efforts pour reconquérir les âmes égarées; mais les armes de la persuasion furent vaines. Le Saint-Siège s'émut. Innocent III, trouvant les évêques tièdes à réprimer l'hérésie, confia aux inquisiteurs de la foi le soin de punir les atteintes portées au dogme. En même temps, les légats parcoururent les provinces pour rappeler le clergé à ses

devoirs. Le comte de Toulouse ayant refusé de faire la paix avec ses vassaux du marquisat de Provence et de tourner ses armes contre les hérétiques, fut excommunié par Pierre de Castelnau. A la fin de l'année 1207, le pape invita le roi de France et les grands feudataires à faire la guerre aux Albigeois; il promit à ceux qui participeraient à cette expédition les mêmes indulgences qu'aux croisés de terre sainte. Sur ces entrefaites, Pierre de Castelnau ayant été assassiné, sur les bords du Rhône, Innocent accusa le comte de Toulouse de ce meurtre, prêcha une croisade et exhorta Philippe-Auguste à y prendre part.

M. Delisle a publié récemment la réponse faite par le roi à Innocent. Il déplorait la mort de Pierre de Castelnau, et déclarait avoir lui-même à se plaindre du comte de Toulouse; mais il lui était impossible de prendre les armes pour la cause de l'Eglise, attendu qu'il se mettait en marche contre les Anglais. Il avait répondu aux évêques qui l'avaient entretenu de cet objet, que, si les barons et le clergé lui accordaient un secours suffisant et que la paix fût conclue avec les Anglais, il pourrait donner une aide en argent et en troupes. Il terminait ainsi : « Quant à la résolution que vous avez prise d'exposer la terre du comte de Toulouse au premier occupant, sachez que nous avons appris d'hommes instruits et éclairés que vous n'aviez pas le droit de le faire, tant qu'il n'aura pas été condamné comme hérétique. Quand il le sera, vous devez le signifier et le mander pour que nous exposions cette terre nous-même, attendu qu'elle relève de notre fief. Or, vous ne nous avez pas encore signifié sa condamnation. Ce que nous en disons n'est pas pour l'excuser, car nous sommes plutôt portés à l'accuser, ainsi, qu'avec la volonté de Dieu, nous le prouverons, quand le moment sera venu. »

Philippe-Auguste voyait de mauvais œil cette croisade (avril 1208) ¹; aussi n'y prit-il aucune part directe. Cette conduite prudente, dont il sut ne jamais se départir, fit que tout l'odieux de la guerre tomba sur ceux qui portèrent les armes en Languedoc. Je n'entrerais pas dans l'histoire de la croisade contre les Albigeois. Je tiens seulement à constater que

¹ L. Delisle, *Catalogue des actes de Philippe-Auguste*, appendice, p. 512. *Secunda responsio quam rex fecit domino papæ de Albigeis*, d'après un manuscrit du Vatican, publié par Fauriel, dans la *Collection des documents inédits*.

les causes de cette grande guerre ne furent pas politiques. Simon de Montfort, chef de la croisade, investi par le pape des domaines de Raymond VI, ne fut pas accepté pour comte par les Languedociens : il périt en 1218, au siège de Toulouse, et un poète national, en racontant qu'une pierre lancée par une machine le frappa à mort, ne peut s'empêcher de s'écrier qu'elle alla où il fallait.

Rien de plus triste que la position de son fils Amaury, qui lui succéda et prit le titre de comte de Toulouse : il n'avait ni les talents militaires, ni la foi profonde, ni l'indomptable énergie, ni le prestige du chef de la croisade. Une partie des domaines conquis par son père lui échappa. Le pape implora le secours de Philippe-Auguste, qui refusa de marcher en personne, mais envoya son fils aîné, Louis, avec une armée : Honorius III lui accorda, en faveur de cette expédition, le vingtième des revenus du clergé dans les provinces d'Arles, de Vienne, de Narbonne, d'Auch, d'Embrun et d'Aix. Philippe-Auguste avait d'autres vues que celle de rétablir les affaires compromises d'Amaury de Montfort : il s'était procuré une armée aux frais de l'Église, il voulut en tirer profit pour lui-même. Aussi le prince Louis commença en 1219 par attaquer les Anglais en Saintonge, prit La Rochelle, et de là rejoignit Amaury. Il s'empara de Marmande, et vint assiéger Toulouse ; mais après quarante-cinq jours de siège, il se retira précipitamment, laissant deux cents chevaliers au comte de Montfort. Que cette retraite fût le résultat d'un échec ou du désir du prince Louis de ne pas écraser Raymond VI, ainsi que le bruit en courut, il est sûr qu'elle porta un coup fatal à la cause des Montfort.

Raymond VI, aidé de son fils, regagnait pied à pied ses anciens domaines. Nouvel appel du pape au roi qui, fidèle à sa politique, s'abstint de toute démarche personnelle ; mais le Saint-Siège lui ayant encore accordé un vingtième des revenus ecclésiastiques, le prince Louis se mit de nouveau en route à la tête d'une nombreuse armée. Il s'oublia en chemin à faire la guerre au roi d'Angleterre. Enfin, Amaury, à bout de ressources, n'ayant pas de quoi solder les mercenaires, qui composaient son armée, implora Philippe-Auguste et lui offrit de lui céder tout le pays conquis par les croisés : Philippe refusa, objectant que la guerre avec l'Angleterre réclamait tous ses

soins. Raymond VI mourut en 1222, et son fils, Raymond VII, hérita de l'affection que lui portaient ses sujets, affection rendue plus étroite par la communauté du malheur et par l'intérêt qu'inspirait ce jeune homme, auquel on n'avait aucun reproche à faire. Amaury, repoussé par Philippe-Auguste, se rapprocha du jeune Raymond et conclut avec lui une trêve. On convoqua un grand concile à Sens pour mettre fin à cette épineuse question du Languedoc. C'était au mois de juillet 1223 : Philippe-Auguste mourut le 14 de ce même mois.

Le pape renouvela ses instances auprès du nouveau roi, mais Louis ne consentit à intervenir qu'à de dures conditions : Amaury de Montfort devait lui céder toutes les conquêtes de son père ; le pape était tenu d'accorder au roi les privilèges les plus étendus et un subside annuel de six mille livres parisis que l'Église lui devait payer pendant dix ans. Ces conditions parurent inacceptables au Saint-Père ; il se rapprocha de Raymond VII, dont le catholicisme ne pouvait être suspect et qui promettait une entière soumission aux lois de l'Église ; puis il suspendit la croisade contre les Albigeois. Louis, irrité, signifiâ au légat qu'il ne voulait plus entendre parler des affaires du Midi, et lui défendit de l'en jamais entretenir. Raymond était sur le point de rentrer en grâce ; mais il trouva dans le clergé français une opposition redoutable ¹.

Cette hostilité se fit jour dans un concile convoqué à Bourges au mois de novembre 1225. Le résultat de ce concile fut que le légat pressa le roi d'entreprendre en son nom l'expédition contre les Albigeois, et offrit, pendant cinq ans, le décime des revenus ecclésiastiques dans le royaume. Louis VIII convoqua à Paris une assemblée des prélats et des barons, qui l'engagèrent à se charger de cette entreprise, et promirent de l'y aider jusqu'à ce que l'affaire fût menée à bien ². Le roi, qui avait provoqué cette manifestation, feignit de se rendre à cet avis, puis déposa entre les mains du légat une protestation portant qu'il ne s'engageait pas à rester en Albigeois, mais qu'il se réservait la liberté d'en revenir quand cela lui plairait ³.

¹ V. la lettre adressée par les évêques du Midi à Louis VIII, dans D. Vaissète, t. III, preuves, année 1224, d'après le *Registrum curie francie*.

² Original, archives de l'Empire, J. 428, n° 1 bis, et Teulet, *Layettes du trésor des Chartes*, t. II, p. 68 (janvier 1226).

³ Orig., *id.*, n° 2, et Teulet, *id.*, p. 69 (janvier 1226).

La guerre entre alors dans une nouvelle phase : de religieuse qu'elle était, elle devient politique. Amaury cède ses droits au roi. A la tête d'une armée de cinquante mille hommes, Louis VIII entreprend la conquête des États de Raymond VII, avec l'intention avouée de les garder : à la nouvelle de son approche, un grand nombre de villes, surtout dans le Bas-Languedoc, font leur soumission. Avignon, qui résiste, est obligé de capituler après un long siège ; mais Toulouse reste fidèle à Raymond. Louis, après avoir organisé administrativement les provinces conquises, se dispose à retourner en France : il meurt à Montpensier, en Auvergne (9 novembre 1226). Cette mort remet tout en question. Raymond VII, soutenu par la sympathie de ses peuples, se livre avec succès à une guerre de partisans contre les Français, commandés par Imbert de Beaujeu. Blanche de Castille, régente du royaume, comprend que mieux vaut s'assurer une partie du Languedoc que de risquer de ne rien garder en voulant tout avoir : l'abbé de Grandselve et le comte de Champagne tentent un rapprochement, auquel le légat donne les mains. Des conférences s'ouvrent à Meaux, et le 12 avril 1229 est signé à Paris un traité qui réconcilie Raymond avec l'Église, attribue immédiatement à la royauté une partie du Languedoc, lui assure le reste à l'avenir, et met fin à la guerre des Albigeois ¹.

Une clause de ce traité, qui a un intérêt capital, porte que toutes les concessions de fiefs faites par Simon de Montfort dans le Midi sont annulées, sauf en ce qui concerne le sire de Lévis, maréchal de l'armée de la foi, qui avait reçu la seigneurie de Mirepoix, et Guy de Monfort, auquel on laissa la seigneurie de Castres. Raymond abandonna immédiatement le duché de Narbonne, les évêchés de Béziers, d'Agde, de Maguelone, de Nîmes, d'Uzès et de Viviers, et la partie de l'Albigeois au sud du Tarn, pays dont il n'avait guère que la suzeraineté. L'Église romaine eut pour sa part le comtat Venaissin ou marquisat de Provence, qui était un fief de l'Empire. Un article stipula que Raymond remettrait sa fille unique, Jeanne, au roi, qui la donnerait en mariage à un de ses frères, avec le comté de Toulouse pour dot. Cette riche dot n'était exigible, il est vrai,

¹ V. le texte le plus pur du traité de Paris dans Teulet, *Layettes du trésor des Chartes*, t. II, p. 147, d'après l'original conservé aux archives de l'Empire.

qu'après la mort du comte, mais elle l'était même au cas où il se remarierait et laisserait des fils légitimes. Si le gendre de Raymond VII mourait sans postérité, le Toulousain devait faire retour à la couronne après sa mort. En un mot le comte de Toulouse ne conserva que l'usufruit de son comté.

II.

Le traité de Paris désignait pour époux de Jeanne de Toulouse un des frères de saint Louis, sans le nommer; le choix de la reine Blanche ne se fit pas attendre: il tomba sur Alphonse de Poitiers, qui était du même âge que la princesse, c'est-à-dire âgé de neuf ans. Les fiançailles furent célébrées à Moret, au mois de juin 1229, par le légat du Pape, qui avait accordé les dispenses nécessaires¹. Le mariage ne fut contracté en face de l'Église qu'en 1237. Lorsqu'Alphonse eut atteint sa vingt et unième année, et par conséquent sa majorité féodale, Louis IX voulut le mettre en possession des fiefs de son apanage du Poitou, d'une partie de la Saintonge et de l'Auvergne, qui jusqu'alors étaient restées incorporées au domaine royal; il lui conféra l'ordre de chevalerie, dans une cour plénière réunie à Saumur le 24 juin 1241², et l'installa ensuite dans ses nouveaux domaines. Mais une partie de la noblesse Poitevine, excitée par le comte de la Marche et soutenue par le roi d'Angleterre, se révolta. Je n'ai pas à faire l'histoire de la guerre qui s'ensuivit: saint Louis marcha au secours de son frère et se conduisit en héros à Saintes et à Taillebourg. Le comte de la Marche perdit une partie de ses fiefs, qui furent confisqués au profit d'Alphonse. Raymond VII s'était allié au comte de la Marche et au roi d'Angleterre: il fut battu, se soumit, et rentra en grâce; on n'avait plus rien à lui prendre, car il eût été trop dur de lui ôter l'usufruit de ce qui lui restait de son comté. Il mourut en 1249 (27 septembre), à Milhaud, en Rouergue, après avoir fait d'immenses legs aux églises et institué sa fille son héri-

¹ Les lettres de dispense sont du mois de juin 1229: original, arch. de l'Empire, J. 318, n° 24.

² V. le compte de dépense de la chevalerie d'Alphonse, *Bibliothèque de l'École des Chartes*, III^e série, t. IV, p. 22 et suiv., et *Recueil des historiens des Gaules et de la France*, t. XXII.

tière universelle. Alphonse était alors avec sa femme en Orient, à la croisade.

La mort de Raymond excita dans le Midi un deuil universel. En lui s'éteignait la race des comtes nationaux, dont l'origine remontait au ix^e siècle. Les Français allaient dominer : quelle serait leur conduite ? Grave sujet d'inquiétude pour des populations qu'une étroite sympathie, resserrée par le malheur, avait jusqu'alors unies à ses chefs. Le sénéchal royal de Carcassonne s'empessa d'apprendre à la régente cet événement important. Blanche envoya deux chevaliers, Gui et Hervé de Chevreuse, et Philippe, trésorier de Saint-Hilaire de Poitiers, chapelain du comte de Poitiers, prendre possession, au nom d'Alphonse et de sa femme, des anciens domaines de Raymond VII. Nous possédons une lettre en langue vulgaire, écrite par le trésorier de Saint-Hilaire au nouveau comte de Toulouse, pour lui raconter les difficultés que les commissaires de la reine avaient rencontrées dans l'accomplissement de leur mission ¹. Cette lettre est un de ces rares documents historiques qui permettent d'assigner aux événements leur véritable caractère, et donnent surtout, ce que ne font jamais les chartes, la signification morale des faits. La lettre du chapelain est précieuse sous ce rapport : elle fait connaître avec quelle défiance le Midi accueillit l'avènement d'un prince du sang royal.

Les commissaires se rendirent d'abord à Toulouse, dont les habitants vinrent à leur rencontre « à grand chevauchée, et montrèrent qu'ils estoient moult lie de la seigneurie » d'Alphonse ; mais cet empressement n'était pas exempt d'inquiétudes et même de mauvais vouloir. Quand il s'agit de prêter serment de fidélité, les Toulousains refusèrent, sous prétexte que le comte devait auparavant jurer de respecter leurs libertés. Il fallut négocier : la reine leur permit de faire, dans leur hommage, des réserves en faveur du maintien de leurs privilèges ². Les commissaires reçurent à Toulouse le serment de fidélité des seigneurs et des magistrats municipaux du Toulousain : ils se transportèrent ensuite à Moissac, où les nobles et les consuls

¹ *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, 1^{re} série, t. I, p. 398, d'après l'original conservé aux archives de l'Empire, dans le supplément du *Trésor des Chartes*. Ce document a été l'objet d'un savant article de M. V. Le Clerc dans le t. XXI de *l'Histoire littéraire de la France*.

² Original, *Trésor des Chartes*, J. 307, n° 9.

des villes du Querci vinrent reconnaître le nouveau gouvernement. De là, ils se rendirent dans l'Agenais ; mais ils rencontrèrent une opposition qui s'appuyait sur les Anglais de Guyenne ¹. Le roi d'Angleterre, assurait-on, avait des droits sur l'Agenais, qui avait été donné par Richard-Cœur-de-Lion comme dot de sa sœur Jeanne, femme de Raymond VI, avec clause de retour à la couronne d'Angleterre, en cas d'extinction de la descendance mâle des comtes de Toulouse ². Les agents anglais invitèrent les nobles et les bourgeois à refuser l'hommage, en mettant en avant le prétexte dont s'étaient servi les habitants de Toulouse, et à demander que le comte s'engageât en personne à conserver leurs droits.

Les commissaires, instruits des motifs véritables de cette résistance, allèrent trouver à la Réole le gouverneur général de Guyenne, Simon de Montfort, et s'informèrent auprès de lui des intentions du roi d'Angleterre. Simon leur fit un accueil bienveillant, et n'éleva aucune prétention sur l'Agenais au nom de Henri III, qui avait, paraît-il, modifié ses premières dispositions. Le bruit de la cordiale réception faite par le gouverneur anglais se répandit rapidement, et les partisans de l'Angleterre « furent moult ébahis. » Les barons et les chevaliers se le tinrent pour dit, et prêtèrent serment ; mais les communes ne cédèrent pas aussi facilement. La régente fut contrainte de mander les consuls d'Agen à Melun, et de leur faire jurer, en sa présence, fidélité au comte Alphonse, absent pour le service de Jésus-Christ ³. Cette clause était une satisfaction accordée aux consuls, et leur donnait en quelque sorte le droit d'exiger le serment qu'ils demandaient, lorsque Alphonse serait revenu de la croisade. Quant au comtat Venaissin, que le pape avait rendu à Raymond VII, les commissaires, ayant été informés que l'évêque d'Albano y était accouru pour tâcher de faire restituer cette province au Saint-Siège, craignirent de s'attirer des difficultés, et chargèrent le sire de Lunel de faire reconnaître le comte de Poitiers comme seigneur par les habitants du comtat ⁴.

¹ *Lettre du Trésorier*, p. 308. Conf. D. Vaissète, *Histoire générale de Languedoc*, t. III, p. 469.

² V. Rymer, *Fœdera*, t. I, p. 450.

³ Original, archives de l'Empire, *Trésor des Chartes*, J. 307, n° 6.

⁴ D. Vaissète (t. IV, p. 469) a cru que l'on n'avait pas pris possession du comtat Venaissin au nom d'Alphonse.

Alphonse s'empessa de revenir en France. Devenu possesseur de domaines étendus, il donna tous ses soins à les faire jouir d'une bonne administration. L'étroite amitié qui l'unissait à saint Louis lui fit prendre pour modèle celui qu'on regardait comme le plus parfait des rois et le plus saint de tous les hommes. Il l'imita, on pourrait dire servilement, s'il était permis d'employer le mot de servilité pour peindre le profond sentiment d'admiration et de confiance qu'il avait voué à son frère. Son administration semble avoir été calquée sur celle du roi, et à ce point de vue, à ne le considérer que comme l'interprète des volontés de saint Louis, il est intéressant de rechercher comment il s'y prit pour faire pénétrer les idées françaises et monarchiques dans des provinces qui avaient jusqu'alors appartenu à des feudataires ennemis ou rivaux de la couronne. Disons-le tout de suite, Alphonse sut y introduire et, qui plus est, y faire aimer la domination française : tâche qui n'était pas facile. Il cicatrisa, par son gouvernement réparateur, les plaies que la guerre des Albigeois avait faites au Languedoc ; il calma les haines légitimes, fit oublier les anciens souvenirs d'indépendance ; et si cette belle province rattacha ses destinées à celle de la France, au lieu de rêver une nationalité impossible, c'est à saint Louis et au comte Alphonse que l'honneur en doit revenir.

Étudier l'administration d'Alphonse, c'est donc étudier celle de saint Louis, avec cette différence que les documents que nous possédons sur l'administration royale à cette époque sont peu nombreux et incomplets, tandis que les archives du comte de Toulouse ont traversé cinq siècles et nous sont parvenues. Elles sont disséminées, il est vrai, aux archives de l'Empire et à la Bibliothèque impériale, mais il nous a été donné de les réunir sur le papier. Le résultat de ce travail a été magnifique : il permet de pénétrer dans les plus petits détails de l'administration. Il prouve surtout qu'il existait dès lors une centralisation énergique, qui laisse peu de chose à envier à celle que les temps modernes revendiquent comme une de leurs gloires. On n'a, pour s'en convaincre, qu'à parcourir la volumineuse correspondance qu'Alphonse entretenait avec ses sénéchaux ¹. On y voit que le comte était consulté sur une

¹ Cette correspondance est disséminée aux archives de l'Empire et à la Biblio-

foule de questions d'un intérêt purement local. Mais l'étude des institutions en vigueur dans les états d'Alphonse offre un autre intérêt que celui de faire connaître par voie de comparaison celles de saint Louis, car, si les principes étaient les mêmes, l'application dut souvent varier.

Il s'agissait en effet de provinces ayant chacune son caractère propre, je dirai même son autonomie, qu'Alphonse, imitant en cela saint Louis et les autres rois de France, se fit un devoir de respecter. Et c'est ce respect des anciennes institutions qu'elle trouvait en vigueur dans les provinces réunies, soit par conquête soit pacifiquement, à la couronne, qui a fait la force et la grandeur de la royauté française au moyen âge. Elle ne cherchait pas à s'assimiler ses nouveaux domaines en changeant les lois et les usages établis, pour y introduire sans ménagement une législation nouvelle, au risque de choquer les habitudes ou même les préjugés. Elle s'efforçait peu à peu et sans bruit de supprimer les abus, de faire régner l'ordre et respecter le principe d'autorité. Alphonse fut fidèle à cette politique. Ce n'est pas tout : s'il fut imitateur, s'il adopta les principes suivis par saint Louis, il fit aussi souvent preuve d'initiative et d'originalité ; il y a des institutions qui lui sont propres, ou qu'il modifia heureusement. C'était un prince éclairé ; saint Louis le consultait souvent : une tendre amitié unissait ces deux hommes, qui ont, à des degrés divers, consacré leur vie au bonheur de leurs peuples. Mais, s'il y eut communauté de vertu, il n'y a pas eu communauté de gloire ; saint Louis a éclipsé son frère. Il nous semble doux de pouvoir réparer cette injustice de l'histoire, et d'assigner une place élevée à ce prince qui ne s'est pas illustré par de sanglantes conquêtes, mais qui, au sein de la paix, ne chercha que le bien de ses sujets et mérita par là qu'on lui décerne ce beau titre de pasteur des peuples que le vieil Homère donne aux rois.

thèque impériale. Il y en a un fragment à la Bibliothèque (fonds latin n° 1918) pour les années 1261 à 1267. — Les archives possèdent : J. 307, n° 33, un fragment de 18 folios ; J. 319, n° 4, un registre de 1267 à 1269 ; J. 319, n° 3, un autre de 1269 à 1270. Les archives ont acquis récemment le cartulaire d'Alphonse, que D. Vaissète cite sous le nom de *Cartulaire conservé au collège des Jésuites à Toulouse*, et dont il y a des extraits dans le t. LXXIV de la collection Doat, à la Bibliothèque. Les archives renferment en outre plus de cinq cents pièces sur l'administration d'Alphonse, lesquelles, jointes aux lettres renfermées dans les registres de correspondance, forment plus de 3,000 actes.

Il faudrait un volume entier pour faire connaître l'administration d'Alphonse en Languedoc ; nous nous bornerons à en indiquer les principes généraux et à élucider quelques points particulièrement intéressants. Alphonse gouvernait de loin : il séjournait habituellement aux environs de Paris. Le gouvernement général du Languedoc avait été confié par lui à un seigneur du pays, Sicard d'Alaman, qui avait rempli les mêmes fonctions sous Raymond VII ; mais les sénéchaux étaient en correspondance directe avec le comte, sans passer par l'intermédiaire de Sicard. Ces sénéchaux étaient des gouverneurs de provinces, et réunissaient entre leurs mains toutes les branches de l'administration ; ils étaient dans le Midi ce qu'étaient les baillis dans le Nord. Alphonse les trouva établis ; il les respecta, se contentant de régler leurs attributions. Ils étaient choisis exclusivement dans les rangs de la noblesse. Avant d'entrer en fonctions, ils prêtaient serment de se conduire fidèlement et loyalement, de rendre une égale justice à chacun, sans acception de personnes, de ne recevoir aucun don de leurs administrés, ni eux, ni leurs femmes, ni les gens de leur maison. Dans le Toulousain, ils juraient d'observer un règlement où étaient inscrites les principales libertés de la province. Ils ne restaient pas longtemps à la tête de la même province : on craignait qu'un séjour trop prolongé ne leur fit contracter des amitiés qui auraient pu affaiblir leur zèle pour les intérêts du prince et nuire au bon gouvernement. Il leur était aussi interdit d'épouser une femme de leur sénéchaussée.

Ces règles, puisées en partie dans les lois romaines, sont tracées dans une ordonnance d'Alphonse, sans date, mais qu'on doit rapporter à l'année 1254 ¹. Ce document se trouve, dans un ancien manuscrit, à la suite de la fameuse ordonnance de saint Louis, de la même année, pour la réformation du royaume, et offre avec cet acte célèbre des points de ressemblance frappants. Avant d'être générale pour tout le royaume, l'ordonnance de saint Louis fut spécialement appliquée aux sénéchaussées royales du Midi, composées des domaines que Raymond VII avait cédés en 1229 ; et en l'étudiant attentivement, on reconnaît qu'elle a été rédigée en vue de ces provinces ². Elle fut

¹ D. Vaissète, t. III, col. 512.

² *Ordonnances des rois de France*, t. I, p. 65.

présentée, en 1255, au concile de Béziers, par Gui Foucaud, clerc de saint Louis, qui devint pape plus tard sous le nom de Clément IV ¹. L'année précédente, Gui Foucaud, à la tête d'une commission ecclésiastique, avait parcouru le Toulousain, par ordre d'Alphonse, pour y réformer les abus ². Ces commissaires avaient même rendu une ordonnance préparatoire; nul doute qu'ils n'aient réuni les matériaux nécessaires pour la rédaction de la grande ordonnance Alphonsine, et, en voyant ce même Gui Foucaud soumettre au concile de Béziers la grande ordonnance de saint Louis, on peut supposer qu'il eut part à la confection de cet acte important. Quoi qu'il en soit, on peut affirmer que les ordonnances de saint Louis et d'Alphonse pour la réformation du Midi ont une origine commune; toutefois il existe entre ces deux règlements des différences dont il convient de faire ressortir la nature et les motifs.

Comme les sénéchaux de saint Louis, ceux d'Alphonse ne devaient convoquer les habitants pour les chevauchées, (nom qu'on donnait aux expéditions militaires dans l'intérieur de la province) qu'en cas de nécessité, notamment pour rétablir l'ordre public compromis par les querelles féodales, repousser une invasion, etc. Il leur était interdit de souffrir qu'on mit en prison les prévenus qui offriraient de donner caution, à moins que la grandeur et l'évidence du crime dont ils étaient accusés ne les rendit indignes de toute indulgence. Sur ce point, l'ordonnance de saint Louis est plus explicite; elle fixe les cas où la caution ne sera pas admise, savoir: pour cause d'hérésie, lorsqu'il y aura flagrant délit, aveu du coupable, ou bien que les charges paraîtront suffisantes au juge. Ces dispositions, favorables à la liberté individuelle, furent reproduites dans l'ordonnance générale pour la réformation du royaume ³; mais, après la mort de saint Louis, aucune loi ne fut plus honteusement violée que cette prescription du saint roi, qui, du reste, ne faisait que confirmer les coutumes locales. On remarque une plus grande précision dans l'ordonnance de saint Louis que dans celle de son frère; par exemple Alphonse défendit de soumettre trop facilement les prévenus à la question: saint Louis

¹ *Concilia*, t. XI, p. 753.

² Ce règlement a été publié par D. Vaissète, t. III, col. 502, d'après une copie conservée à l'hôtel de ville de Gaillac.

³ *Ordonnances des rois de France*, t. I, p. 73.

interdit de le faire quand l'accusé n'aurait contre lui que le témoignage d'une seule personne. Un article de l'ordonnance pour les deux sénéchaussées royales, reproduit par l'ordonnance générale et relatif à la prohibition d'exporter les céréales en temps de disette sans l'avis d'un conseil de notables, se chercherait vainement dans le règlement du comte de Toulouse. Enfin, certains articles de l'ordonnance pour les sénéchaussées de Beaucaire et de Carcassonne ne se trouvent ni dans l'ordonnance générale ni dans celle d'Alphonse, tel que celui qui prescrivait de communiquer aux prévenus les enquêtes en matière criminelle. La publicité était une conséquence de l'adoption dans le Midi des principes du droit romain, tandis que dans les pays de droits coutumiers, l'instruction criminelle était secrète. Je m'étonne de ne pas voir cette disposition écrite dans l'ordonnance d'Alphonse; on ne peut expliquer cette absence que par un oubli, ou bien l'on jugea inutile de rappeler une règle qui était en vigueur dans tous les pays de droit civil, et dont personne ne songeait à contester l'application.

Saint Louis défendit de vendre des armes aux Sarrazins; il enjoignit de bannir des villes les filles publiques, prohiba les jeux de hasard et punit les blasphémateurs. Ces différentes dispositions, d'un ordre purement moral, ne se retrouvent pas dans les règlements d'Alphonse; mais, en fait, ce prince se conforma à la pensée qui avait inspiré saint Louis.

Au-dessous des sénéchaux, était une hiérarchie d'agents subalternes qui datait du temps des comtes nationaux: c'étaient des viguiers, sorte de lieutenants des sénéchaux et des bayles, qui répondaient aux prévôts du Nord et affermaient aux enchères leur baylie¹. Les bayles étaient sous la haute surveillance des sénéchaux, mais ils profitaient de l'éloignement de ces hauts fonctionnaires pour se livrer à toutes sortes de rapines et d'abus de pouvoir. Alphonse n'entendit pas qu'il en fût ainsi, et, par un règlement de l'an 1270, il prescrivit l'établissement dans chaque baylie, par les soins du sénéchal, avec l'avis des notables du pays, d'une personne bonne et fidèle, chargée de veiller à ce que les bayles n'opprimassent pas

¹ V. le règlement de 1254, D. Vaissète, t. III, col. 502.

leurs administrés et de les dénoncer au sénéchal ¹. Sur un premier avertissement, le bayle devait s'abstenir de ses mauvaises pratiques; s'il récidivait, il était mis à l'amende. L'institution de surveillants pris dans le sein de la bourgeoisie rappella la création par Philippe-Auguste de commissions de bourgeois placées auprès des baillis pour contrôler leur gestion pendant l'absence du roi, qui était à la croisade. Ces bourgeois étaient investis d'un pouvoir étendu, puisqu'ils étaient chargés de venir rendre compte à la reine de l'état de leur province; leur contrôle pouvait donc être efficace. En outre, ils étaient plusieurs et se trouvaient par là en état d'exercer une action d'autant plus forte qu'elle était collective². Il n'en était pas de même des *institué*s d'Alphonse; il n'y en avait qu'un seul par baylie, et il était incapable de soutenir avec avantage une lutte contre le bayle, qui avait entre les mains toutes sortes de moyens de le vexer et de le punir de son opposition. Cette institution dut porter peu de fruits; du reste elle ne fut pas durable.

On voit par ce qui précède que les Méridionaux trouvèrent dans saint Louis et dans Alphonse des maîtres bienveillants qui respectaient les anciennes libertés provinciales; ils eurent surtout à s'en louer en un point qui est particulièrement sensible aux populations, en matière d'impôts. On sait qu'au *xiii*^e siècle il n'y avait pas d'impôt permanent; cependant les seigneurs avaient le droit de lever des tailles sur leur vassaux en certains cas, qui variaient, mais qui étaient déterminés par les coutumes locales: la croisade était un de ces cas. Raymond VII avait levé à cette intention un fouage; Alphonse en perçut un de ses vassaux du Midi à propos de la seconde croisade de saint Louis. Le fouage était, dans le Midi, une imposition qui a subsisté jusqu'au *xviii*^e siècle, mais, par suite de transformations successives, il était devenu tellement bizarre qu'on avait fini par ignorer les bases sur lesquelles il reposait à l'origine. Dans les derniers temps, le feu était quelque chose de fictif, une unité purement de convention et arbitraire, qui servait à fixer la quotité de l'impôt. Ce n'était ni une certaine

¹ V. dans le n° de juillet-août 1860 de la *Revue historique de droit*, p. 40 et suiv., un règlement fait en 1270 par les récents des domaines d'Alphonse.

² Testament de Philippe-Auguste (juin 1200), dans dom Bouquet, t. XVII, p. 30, et *Ordonnances*, t. I, p. 21.

étendue de terre, ni une maison, ni une famille ; chaque province était divisée en un certain nombre de feux, non d'après son étendue ni d'après sa population, mais en vertu de vieux errements financiers dont la trace était perdue depuis longtemps. Chaque feu devait une part égale de l'impôt ; mais, comme le feu n'était qu'un être de raison, l'impôt était réparti entre les habitants suivant leur fortune personnelle. Au ^{xiii}^e siècle, le feu était une habitation ou plutôt une famille, mais dès lors le fouage était un impôt mixte à la fois réel et personnel. Il était réel, car il avait pour base le feu ; il était personnel, en ce que sa quotité variait suivant la fortune du contribuable.

Alphonse fit rédiger un état général, non-seulement des feux de ses domaines immédiats, mais encore de ceux de ses barons ¹. Cet état, qui donnerait les plus précieuses notions pour une statistique de la France au moyen âge, ne nous est malheureusement point parvenu. Une instruction à la fois inédite et totalement inconnue, adressée au sénéchal d'Agenais, en 1263, fournit les renseignements les plus précis et les plus nouveaux sur la manière d'asseoir et de lever le fouage. Je transcris ce document, qui est écrit en français et présente une très-grande clarté : il fera voir qu'Alphonse ne pressurait pas ses peuples.

Li seneschal chaucuns en sa seneschaussée et ceus que mesires li cuens i envoiera iront en tele maniere avant,

Premièrement, il vendront en une des villes monseigneur le conte et meesmement en cele que il cuideront qui plus volentiers face la volenté monseigneur le conte ; et quant il seront en la vile, li seneschaus fera venir devant lui ^{xii} des hommes de la ville ou plus ou moins, selonc ce que la ville sera, et leur dira de par monseigneur le conte que puis que mesure li cuens fut sires de la terre, il les a tenuz empès et gardez, et que il ne n'a eu ne questes, ne dons, ne bontez fors ses rentes qui li sont deue ; et a toujours commandé à ses seneschaus que les gardassent et traitassent debonairement, et fais sent traitier et rendissent droit à chaucun. Et leur dira li seneschal que li rois de France, puis que il vint d'Outre-Mer, a eu aides granz en deniers de ses villes de lar volenté et de grâce et la faite lever par ⁱⁱ foiz ou par ⁱⁱⁱ par homes jurez de chaucune vile, si comme

¹ « Cum nos fuerimus computari focus totius terre nostre comitatus Tholozani, quorum summam penes nos habemus, et vos similiter penes vos. » Arch. de l'Emp., J. 319, n° 5.

de Paris et de ses autres villes, et li rois de Navare, et li cuens d'Anjou, et la contesse de Flandres, et li dus de Borgoigne, et li cuens de Nevers aussin de leur terres ont eu aides granz en deniers, et par ce il est avis à monseigneur le conte et à bones genz que li home de sa terre li devient rendre debonairement ce que il li ont promis. Si lor prie et requiert que ceste chose accomplissent si bien et si cortoisement que il lor en sache gré, et lors après lor dira li seneschaus que il regardent et eslisent x ou xii des homes de la ville, ou plus ou moins, selonc ce que il verront que bien sera, et qui miauz sachent et connoissent la povreté et la richesce de chascun des homes de la vile en moebles et en non moebles, et leur feront jurer leur sainz que il asserront bien et loiaument à leur escient seur chaucune persone selonc ce que elle sera, une some certaine de deniers et feront metre en escrit ce que chaucuns en devra por sa persone, et puis feront une some de tout ensemble de la vile en tele manière que il en aient un escrit et li seneschaus un autre, et cil que mesires li cuens i envoieira un autre semblables, et li feront lever quant elle sera escrite; si que toute la some des deniers soit bailliée au seneschal ou à son commandement selonc ce que elle sera bailliée aux homes de la ville en escrit, et se il ont mestier d'eide por lever, li seneschaus lor asseuera certain home qui lor aidera toutes foiz que il en sera requis; et en ceste manière le fait fère li rois de France en ses villes quant elles li font aides; et ainsin, quant il auront achevé en une ville et en son bailliage, si aillent en chaucune des autres villes monseigneur le conte et en leur bailliage, tant que tote la besoigne soit achevée en ceste manière. Et ès villes des barons, des chevaliers, et des prelatz et des yglises, et des religieux en ceste manière mesmes aillent avant, apelez les seigneurs de chaucune des villes, et se il voient que au tens le conte Raymon fut alé avant en autre manière et qui miauz pleust au genz du pais por tel chose lever, si alassent avant en cele manière, en tele manière toutes voies que mesires li coens eüst les somes de chaucune ville selonc ce qu'il est contenu en ses escriz qui ont esté fait por ceste chose, ou selonc ce que il verront que raisons seroit; et de toutes ces choses qui seront faites rendent li seneschal certain monseigneur le conte au plus tôt que il porront par leur letres. Et se les bones villes monseigneur le conte vouloient donner une somme de deniers en leu de foage qui ne fust pas mout meneur du foage, et que li commun des villes et li baron et li prelat et l'autre seigneur en leur ville s'y accordassent, il pleroit bien à monseigneur le conte qui fust fet ès villes qui à ce s'acorderoient; et en celles qui à ce ne s'acorderoient, fust levez li foages si com il a esté promis ¹.

¹ *Cartul. d'Alphonse*, Bibliothèque impériale, fonds latin, n° 10918, f. 14 v°.

Il résulte de ce document que la répartition du fouage était faite par douze habitants qui graduaient la part de contribution de chacun suivant sa fortune, fortune que l'on était tenu de déclarer sous serment, et qui comprenait les meubles et les immeubles. Ce système avait l'avantage de sauvegarder les intérêts des contribuables. Alphonse avait soin de faire remarquer que ce mode était celui qui avait été adopté par saint Louis. Il y a un fait important à noter et que la lettre d'Alphonse nous fait connaître, c'est que saint Louis avait, depuis son retour d'Orient, obtenu des habitants de ses bonnes villes plusieurs subsides qui avaient été volontairement octroyés. Les sénéchaux étaient invités à permettre aux villes de faire un don pécuniaire au lieu de payer le fouage, pourvu que la somme offerte ne fut pas inférieure à celle qu'aurait produit le fouage. Quant aux tenanciers des seigneurs, les sénéchaux durent demander, non leur consentement, mais celui des seigneurs. Les barons, les chevaliers, les prélats du Languedoc accordèrent libéralement aux comtes l'autorisation de tailler leurs hommes ; c'était là une générosité qui leur coûtait peu ¹. Les roturiers étaient seuls susceptibles d'être imposés. En résumé, on peut affirmer qu'Alphonse ne leva de taille extraordinaire dans ses domaines du Midi que pour la croisade ; que ces impôts furent assis et recueillis par les habitants eux-mêmes, d'après la forme établie ou du moins prescrite vers 1256 par saint Louis dans ses bonnes villes, forme tout à l'avantage du Tiers-État. En cette matière, l'influence de saint Louis franchit une fois de plus les limites du domaine royal, et ce qui n'était dans le principe qu'un règlement d'administration destiné au domaine du roi, devint une loi générale. Il faut signaler aussi une autre imitation de saint Louis par Alphonse : le roi leva sur les hommes de nombreux impôts pour la croisade, « de leur volonté et de grâce ; » c'est-à-dire qu'il fit voter les subsides par le Tiers-État. Il aimait mieux se les faire octroyer que de les imposer de son autorité, ainsi que la rigueur du droit féodal le lui permettait. Alphonse tint la même conduite : il sollicita la libéralité des communes, n'exerçant son droit que lorsque toute

¹ « Homines terre nostre ac prelati, religiosi, barones et milites et alii pro hominibus suis dare promiserunt nobis focagium in sustentationem terre sancte. » *Ibid.*, n° 2. Lettre au sénéchal d'Agenais.

espérance d'entente était perdue. Toutefois, il ne consulta pas le tiers dans des assemblées provinciales, mais individuellement. Les commissaires se transportaient dans chaque localité, requérant largesse. La plupart des villes, au lieu du fouage, accordèrent des dons gratuits, dont la quotité était fixée à l'amiable, ce qui leur donnait le mérite un peu illusoire d'accorder ce qu'elles étaient hors d'état de refuser ¹.

Alphonse gouvernait de loin : il était assisté d'un conseil composé de clercs et de chevaliers, mais ce conseil était sans indépendance, sans droits, purement consultatif : quand il était réuni, il portait le nom de parlement ; il s'occupait aussi de matières judiciaires, et on peut le comparer au conseil de saint Louis dont il était une imitation manifeste. Ce parlement n'a, en effet, aucun analogue dans le passé : c'était une institution antifeodale. Comme celui du roi, il était ambulatoire en principe : comme lui, il tenait ses séances aux grandes fêtes de l'année. Les sénéchaux y venaient rendre leurs comptes, donner des renseignements sur la situation de leurs sénéchaussées ; mais le parlement de Paris était la cour du roi, tandis que le parlement d'Alphonse n'était que la cour d'un feudataire. L'un était, avant tout, une institution politique, ayant pour mission d'exercer la justice souveraine moins au profit des justiciables qu'à l'avantage du roi et au détriment des feudataires, car il accueillait et même provoquait l'appel des jugements rendus dans les cours seigneuriales, et apprenait au peuple l'existence d'un pouvoir tutélaire auquel on pouvait demander sans crainte la révision des décisions injustes des seigneurs ou de leurs agents. C'était donc surtout au moyen de l'appel que le parlement royal exerçait son action. Celui du comte Alphonse n'était pas dans les mêmes conditions ; il ne pouvait s'arroger les mêmes droits ; aussi Alphonse ne lui donna-t-il que des attributions très-restreintes. Il ne lui confia pas le soin de juger les appels : ce soin fut abandonné à des juges choisis pour chaque cause et pris souvent en dehors de l'ordre judiciaire. Le parlement du comte jugeait quelquefois les procès entre deux feudataires de distinction, mais, le plus souvent, il ne connaissait que des causes entre Alphonse et des particuliers.

¹ « Nobis datum est intelligi a pluribus fide dignis quod homines de terra nostra plus nobis darent in summa qualibet villa ex dono quam haberemus levando. » Lettre au sénéchal d'Agenais. *Ibid.*, p. 20.

Saint Louis, avant de partir pour la première croisade, avait ordonné à des commissaires pris dans le sein du clergé de parcourir les domaines de la couronne, de punir les agents coupables, de les contraindre à rendre ce qu'ils avaient extorqué et de restituer les biens que le roi pouvait détenir injustement. C'étaient moins des juges que des hommes investis d'une mission de confiance; ils ne consultaient pas la rigueur du droit, mais l'équité. En effet, saint Louis les envoyait dans les provinces réparer les maux causés par ses officiers et les injustices commises involontairement par lui-même ou par ses prédécesseurs; il les choisit parmi les membres du clergé, car c'était une œuvre de piété: il leur donna de pleins pouvoirs et ne leur imposa d'autres lois que celle de leur conscience ¹. Tant de désintéressement et d'abnégation était fait plutôt pour exciter l'admiration que pour trouver des imitateurs. Alphonse cependant ne se montra pas indigne de son frère; il eut aussi ses enquêteurs, mais il en fit une institution permanente qu'il combina avec son parlement. Ils eurent l'autorité nécessaire pour punir les agents coupables, mais il leur fut interdit de décider sur les plaintes qui leur étaient adressées contre le comte; ils se contentaient de vérifier, par des enquêtes, l'exactitude de ces plaintes et rapportaient le résultat de leurs informations au parlement qui prononçait; et encore le parlement lui-même ne donnait que des avis qui, pour devenir des arrêts, avaient besoin d'être sanctionnés par le prince ². Cependant en 1270, déférant au vœu des méridionaux, il fit tenir un parlement à Toulouse, et on peut ainsi le considérer comme le fondateur du Parlement du Languedoc ³.

Une des parties les moins louables du gouvernement d'Alphonse est la part qu'il prit à l'inquisition contre les hérétiques; non qu'il l'ait établie, mais il en profita. Les condamnations

¹ V. Lenain de Tillemont, *Vie de saint Louis*, t. III, p. 152; t. IV, p. 96, 97, 135, 224, 261, 262 et suiv. Nous avons nous-même recueilli sur les procédures et les actes des réformateurs de saint Louis des détails inédits du plus haut intérêt, que nous nous proposons de faire connaître un jour.

² Sur les enquêteurs d'Alphonse, voyez notre travail sur les institutions judiciaires du Languedoc au XIII^e siècle. *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, IV^e série, t. II, p. 107 et suiv.

³ Les décisions de ce parlement de Toulouse sont conservées au *Trésor des Chartes* dans un long rouleau coté J. 1031. Le carton J. 190 renferme aussi des fragments de décisions du parlement d'Alphonse de 1161 à 1268.

capitales devinrent rares, il est vrai; mais, comme les biens des condamnés à mort étaient confisqués au profit du comte, le zèle des agents inférieurs à poursuivre l'application de peines devant enrichir leur maître, fait contraste avec la modération du clergé séculier et des inquisiteurs eux-mêmes qui durent, plus d'une fois, lutter pour arracher aux bûchers de malheureux hérétiques qui avaient trouvé grâce à leurs yeux, mais que la rapacité des agents du fisc voulait y précipiter ¹. Il serait injuste de faire remonter à Alphonse la responsabilité de pareils actes, qui furent toujours réprimés quand on les lui signala; mais on peut justement lui reprocher d'avoir vu dans l'inquisition une institution plutôt fiscale que religieuse ².

Le Midi doit au comte Alphonse la fondation d'un certain nombre de villages et de bourgs dont les habitants furent dotés par lui de privilèges importants, il fonda ainsi :

Dans le diocèse de Toulouse, Villefranche, Calmont, Salles, Fousseret, Saint-Sulpice, Gimont, Narbonne, Palamenit, Avelanets, Espert, Cordes, Nangerville, Lérac, Veyrac, Saint-Pierre;

En Rouergue : Villefranche, Verfeil, Najac, Villeneuve;

En Querci : Septfonds, Castelsagrat, Mirabel, Monjoie, Villefranche, Montalsac;

En Agenais : Sainte-Foi, Aymet, Castilhon, Villeneuve, Clermont, Castel-Seigneuret ³.

Le Villeneuve du diocèse d'Agen est Villeneuve-sur-Lot : une charte inédite nous fait connaître les curieuses circonstances qui accompagnèrent la fondation de cette ville. Dans des comptes d'Alphonse, elle est appelée Villeneuve-du-Poujol; ce nom lui vient de l'emplacement sur lequel elle fut bâtie. Le sénéchal Philippe de Ville-Favereuse écrivit au comte que l'abbé d'Eysses, accompagné de ses moines et d'une foule nombreuse, était venu le trouver et le prier de permettre de bâtir un village dans un lieu appelé l'Aubépin, sur les bords du Lot, non loin de l'ancien château de Poujol, qui avait été détruit pendant la guerre des Albigeois. Les malheureux habitants erraient autour des ruines de leur ancien village, et ce serait pour eux le paradis si Alphonse les autorisait à s'établir

¹ V. une curieuse lettre d'un inquisiteur à Alphonse. Orig., arch. de l'Emp., J. 1027, n° 7.

² Lettre d'Alphonse à Jean Dubois. Bibl. imp., fonds latin, n° 10, f. 2.

³ Document tiré des archives de Rodez, Bibl. imp., coll. Doat, t. LXXIV, f. 92 v°.

en cet endroit ¹. Leur demande fut exaucée. La nouvelle ville s'éleva comme par enchantement; les ruines du Poujol furent mises à contribution; de tous côtés arrivèrent des habitants. On vit des familles entières quitter leur village et transporter sur des charrettes les matériaux de leurs maisons, qu'elles avaient démolies, et se transporter à Villeneuve. Telle est l'histoire d'une fondation de ville au XIII^e siècle : le même tableau s'offre dans toutes les autres bastides élevées sous le règne d'Alphonse, notamment à Villeneuve-en-Rouergue ². Les habitants des villages voisins désertaient leurs localités pour s'établir dans la nouvelle bastide, et le mouvement devint si prononcé que l'évêque de Rodez fut obligé d'excommunier ceux qui abandonneraient ses domaines ³. Quelle est donc la cause de cet empressement? La justice et le bon gouvernement du comte Alphonse.

Ce fut ainsi qu'il répara, en partie, les maux causés par la guerre des Albigeois, qu'il releva les ruines et rappela les habitants dispersés. Mais il ne se borna pas à bâtir des villages : il les dota de bonnes institutions municipales ; il leur donna des coutumes rédigées sur un plan uniforme ⁴, imitant en cela la royauté, qui accordait à un certain nombre de villes ou de villages les coutumes octroyées naguère à une localité voisine, et dont l'excellence avait été démontrée par la pratique. En rédigeant ces coutumes, on avait moins en vue d'exercer le pouvoir législatif que de constater et de consacrer des usages anciens. Au moyen âge on avait, avant tout, le respect de ce qui existait : la coutume était la loi suprême, devant laquelle tout devait céder. Il résultait de là que lorsqu'on fondait un village ou un bourg, on lui donnait des privilèges conformes à ceux des localités voisines. Un très-grand nombre de villages, dont la fondation remontait à une époque reculée, demandaient qu'on leur concédât des coutumes; d'autres, qu'on réformât les leurs. Ceci demande explication.

¹ Original, arch. de l'Emp., J. 308, n° 73. Cette pièce montre combien est peu fondée l'opinion de ceux qui prétendent que les moines d'Eysses s'opposèrent de toutes leurs forces à l'érection de la bastide de Villeneuve-sur-Lot.

² Arch. de l'Emp., J. 1031 ; rôle du parlement de 1270.

³ De Gaujal, *Histoire de Rouergue*, annales, année 1267, et D. Vaissète, t. III, preuves, col. 310.

⁴ Ces différentes coutumes sont en partie réunies dans l'ancien cartulaire du collège des Jésuites de Toulouse, récemment acquis par les archives de l'Empire. On peut citer comme spécimen la charte de Castelsagrat, accordée en 1270.

Le droit romain était la loi dans le Midi ; mais, comme au moyen âge l'empire du fait accompli était souverain, un fait qui se reproduisait plusieurs fois devenait loi par prescription ; beaucoup d'abus s'établirent de cette sorte et devinrent légaux. Dans le Nord, ces abus étaient difficiles à déraciner ; il n'en était pas de même dans le Languedoc, où le droit romain existait à titre de loi et où l'on pouvait y revenir comme à la règle. Alphonse s'en servit pour combattre les mauvaises coutumes qu'il trouva établies. Son parlement prit à cet égard, en 1270, une décision importante. Les barons d'Agenais avaient demandé à être jugés à l'avenir d'après les coutumes du pays, et non suivant le droit romain ou le droit canonique. Voici quelle fut la réponse du parlement. « Il semble au conseil du seigneur comte que l'observation du droit est d'utilité publique, attendu que ce droit est certain, défini, tandis que les coutumes sont douteuses et incertaines. Déjà, depuis longtemps, l'usage dans le comté de Toulouse est de décider les causes conformément au droit écrit : le droit écrit a été observé jusqu'ici, et il n'y a pas lieu de cesser de le suivre. Toutefois, on respectera les coutumes du pays justes et notoires, dont l'existence aura été constatée par des enquêtes, d'après le témoignage d'hommes honorables ¹. »

Le caractère principal du règne d'Alphonse est d'avoir été une époque de transition, pendant laquelle le Midi s'habitua à la domination et aux idées françaises, avant d'être définitivement uni à la couronne : Alphonse fut le trait d'union entre le gouvernement féodal et le gouvernement royal. Ce grand résultat, l'histoire nous permet de l'apercevoir, à nous que les événements accomplis instruisent, en nous faisant voir les conséquences de faits dont nul, au XIII^e siècle, ne pouvait mesurer la portée véritable. Il est incontestable qu'Alphonse ne poursuivit pas successivement le but qu'il devait lui être donné d'atteindre et qu'il était dans l'impossibilité d'entrevoir. Il n'eut d'autre intention que de bien administrer ses États, et il

¹ « Videtur consilio domini comitis quod cum publice utilitatis intersit jura servari ac presertim, cum jus scriptum sit finitum ac certum et consuetudines dubie et incerte, et jam per multa tempora in comitatu Tholosano secundum jus scriptum in causarum cognitionibus, examinationibus et decisionibus processum fueret et jus scriptum observatum, quod non sit ab ista observacione recedendum. » Arch. de l'Emp., J. 1031.

ne crut pouvoir mieux faire que d'imiter la savante hiérarchie établie par la couronne dans ses domaines, et les sages lois de saint Louis dont il fut le digne imitateur. Et c'est une belle gloire que d'avoir marché sur les traces de ce grand roi.

Alphonse avait de grandes qualités morales : je n'en veux d'autre témoin que cette lettre qu'il écrivit à la reine Marguerite, qui l'avait engagé à rétablir la paix entre Gaston de Béarn et le comte de Comminges. Alphonse répondit que les torts étaient du côté du cousin de la reine, de Gaston, qui avait envahi les fiefs de son adversaire ; qu'il ne pouvait se dispenser de secourir son vassal le comte de Comminges, injustement attaqué. Du reste, il était désireux de rétablir la paix et de pourvoir à la tranquillité des pauvres paysans qui, ajoutait-il en empruntant avec quelques changements un célèbre passage d'Horace, pâtissent toujours des sottises des autres¹. Il est beau de voir cette maxime philosophique dans la bouche d'un prince à une époque que l'on voudrait faire passer pour barbare. Cette pitié pour le pauvre peuple était enseignée par le christianisme, mais il y a quelque chose de piquant à la voir exprimée à l'aide d'une citation classique ; malheureusement tous les princes n'eurent pas les qualités éminentes du comte Alphonse. Le milieu du ^{xiii}^e siècle fut l'époque la plus grande et la plus heureuse du moyen âge, et il a eu pour glorieuse personification saint Louis. Devant cette grande figure, toutes les autres s'effacent. Un injuste oubli a été le partage de plusieurs hommes de ce temps, auxquels il ne fut pas donné de réunir l'héroïsme du guerrier, la prudence du législateur, la bonté d'un père pour ses sujets, une justice sans bornes, et, pour tout couronner, la vertu d'un saint. Sans avoir possédé ces qualités à un degré aussi élevé, Alphonse a des titres au souvenir des hommes : il n'a pas demandé aux armes des conquêtes, mais par son gouvernement doux et équitable, il a gagné le Midi à la France, et, quand la mort l'eut saisi lui et la comtesse Jeanne en Italie, au retour de la croisade de saint Louis (1273), le Languedoc sans secousse, sans provocations, passa à la couronne.

E. BOUTARIC.

¹ Biblioth. imp., fonds latin, n° 10018, f. 22 « Ut provideretur indemni et pauperum agricolarum, qui semper plectuntur quicquid delirant alii... »

DE L'AUTHENTICITÉ

DES LETTRES

DE MARIE-ANTOINETTE

R É C E M M E N T P U B L I É E S

I.

Un mouvement de réaction en faveur de Louis XVI, de Marie-Antoinette et de M^{me} Elisabeth s'est produit depuis quelque temps, aux applaudissements de tous les cœurs vraiment français. Marie-Antoinette a été de préférence l'objet de cette équitable réhabilitation. Faut-il s'en étonner, si l'on pense, comme Napoléon, que cette princesse fut confiée comme un dépôt vénérable à la loyauté de notre pays ? MM. de Beauchesne, de Viel-Castel, Amédée Renée, Edmond et Jules de Goncourt, Campardon, Sainte-Beuve, Nisard, Cuvillier-Fleury, pour ne citer que quelques noms, ont parlé de Marie-Antoinette avec une éloquence communicative ou une respectueuse sympathie.

En 1864, un fait inattendu vint donner à ce culte des meilleurs esprits pour la mémoire de l'infortunée reine, une activité nouvelle. M. le comte d'Hunolstein publia une *Correspondance inédite de Marie-Antoinette, d'après les originaux faisant partie de sa collection* ¹. Quelques mois plus tard, M. Feuillet

¹ Paris, Dentu, 1864, in-8°. La 1^{re} édition fut déposée au Ministère de l'Intérieur le 20 juin, et parut aussitôt (*Journal de la librairie*, 23 juin 1864, n° 5621). La 2^e édition fut mise en vente le 23 juillet (*Ibid.*, 23 juillet, n° 6373). Enfin paru-

de Conches donnait le premier volume d'un recueil plus important, sous ce titre : *Louis XVI, Marie-Antoinette et M^{me} Elisabeth, lettres et documents inédits*¹. Ces révélations, — ce fut le mot accepté partout, — eurent un succès rapide de popularité. Toutefois, dès l'origine, quelques doutes se produisirent ; tout le monde ne consentit point à voir dans les lettres de Marie-Antoinette un cachet d'authenticité².

Enfin, sur ces entrefaites, M. le chevalier d'Arneth, sous-directeur des archives impériales de Vienne, fit paraître, avec une préface et des notes en allemand, la *Correspondance de Marie-Thérèse et de Marie-Antoinette*³, extraite de la bibliothèque privée de l'empereur d'Autriche. Cette correspondance offrait toutes les garanties d'authenticité. Ce fut comme un trait de lumière. A l'enthousiasme un peu irréfléchi qu'avaient suscité la publication des recueils de MM. d'Hunolstein et Feuillet de Conches, succéda, dans quelques organes de la publicité, un sentiment de réserve et de défiance. M. de Sybel, professeur à l'Université de Bonn, auteur d'une *Histoire de la Révolution française*, s'inscrivit en faux, dans sa *Revue historique de Munich*⁴, contre l'authenticité de toutes les lettres des recueils

rent presque simultanément un supplément de dix-neuf lettres (br. in-8° de xxiii-31 p.), déposé au ministère de l'intérieur le 13 juillet 1864, mais mis en vente seulement dans la seconde semaine d'octobre (*Journal de la librairie* du 13 octobre, n° 9364), et une troisième édition, où se trouvait fondu ce même supplément (*Journal de la librairie* du 8 octobre, n° 9117).

¹ Paris, Henri Plon, 1864, in-8°. Le t. I porte cette mention : « Ce volume a été déposé au Ministère de l'Intérieur en août 1864. » Il fut annoncé par l'éditeur dans le *Feuilleton du Journal de la librairie* du 13 août. On annonçait en même temps pour la fin d'août la publication du t. II, qui ne parut qu'à la fin de septembre. Un peu plus tard, M. Feuillet de Conches fit faire des deux premiers volumes un nouveau tirage, dont il n'est pas inutile de préciser la date de publication. Le second tirage du premier volume est constaté par le *Journal de la librairie* à la date du 4 mars 1865 (n° 1878) ; celui du second volume, avec cette mention : *second tirage*, à la date du 29 avril 1865 (n° 3673). — Le t. III de M. Feuillet de Conches a été mis en vente vers le 15 août 1865, en même temps que la brochure de M. de Reisel contenant les *Lettres de la reine Marie-Antoinette à la landgrave Louise de Hesse-Darmstadt* (Plon, br. de 68 p.). Enfin le t. IV a paru le 16 juillet 1866.

² Voir en particulier l'article de M. Edmond Scherer, dans le *Temps* du 12 juillet 1864.

³ *Maria-Theresia und Marie-Antoinette. Ihr Briefwechsel während der Jahre 1770-1780*. Vienne, 1863, in-8°. Cet ouvrage fut livré au public à la fin de décembre 1864.

⁴ *Briefwechsel der Königin Maria-Antoinette*. (*Historische Zeitschrift*, 1865,

français qui, pour la période de 1770 à 1780, n'étaient pas contenues dans le recueil de M. d'Arneth. Déjà, dans la presse allemande, la *Gazette d'Augsbourg*¹ et la *Presse* de Vienne avaient formulé des critiques. Le mouvement s'était propagé, et en France l'*Intermédiaire des chercheurs* s'en était fait l'écho, par l'organe de M. Ristelhuber². M. Feuillet de Conches, après avoir une première fois pris la parole dans l'*Intermédiaire*³, répondit longuement à M. de Sybel dans la préface de son troisième volume⁴. Un nouvel adversaire, qui, dès l'apparition du recueil de M. d'Hunolstein, avait fait des réserves, entra alors résolument dans la lice : M. Edmond Scherer attaqua la préface de M. Feuillet de Conches dans le journal *le Temps*⁵, et ce fut le point de départ d'une polémique qui se poursuivit dans le même journal⁶. A son tour, M. de Sybel reprit la plume, et, dans un article de la *Revue historique*, publié simultanément par la *Revue moderne*⁷, il opposa de nouvelles et très-fortes objections à la thèse soutenue par M. Feuillet.

Un nouvel adversaire qui, incidemment⁸, avait vivement attaqué l'authenticité des correspondances publiées par MM. d'Hunolstein et Feuillet de Conches, se jeta bientôt dans le débat. Mis en cause dans la polémique qui avait succédé

1^{er} trimestre). L'article parut à la fin de mars. Voir la brève analyse qu'en a donnée M. Elie Reclus, dans la *Revue moderne* du 1^{er} juillet 1863, et la note complémentaire de M. de Sybel.

¹ 1834, nos 227, 232 et suiv., 272 et suiv. (août-septembre), 1863, n° 35 et suiv., 97 et suiv. (février et avril). M. Feuillet de Conches dit à tort que les articles de la *Gazette d'Augsbourg* parurent en même temps que le vol. de M. d'Arneth, qui fut publié en décembre 1834 (*Intermédiaire des chercheurs* du 10 avril).

² L'*Intermédiaire des chercheurs*, n° du 25 mars 1863.

³ *Ibid.*, n° du 10 avril. M. Ristelhuber répondit brièvement dans le n° du 10 mai.

⁴ Août 1863. Cette réponse avait paru par extraits dans l'*Indépendance belge* du 18 juillet et dans le *Journal des Débats* du 25 juillet.

⁵ *Les lettres de Marie-Antoinette*, n° du 15 août 1863.

⁶ Voir le *Temps* des 12, 13 et 19 octobre 1863. N'oublions pas un article de M. Eug. Veuillot dans la *Revue du Monde catholique* (25 novembre 1863), où sont résumés avec talent et précision les principaux arguments. M. Feuillet avait trouvé des auxiliaires dans M. de Mazade (*Revue des Deux-Mondes* du 15 juillet 1863), et dans M. de Lescure (*Revue contemporaine* du 15 septembre 1863.)

⁷ Livraison du 1^{er} décembre 1863.

⁸ *Gustave III et la cour de France d'après des papiers inédits*. VI. *Marie-Antoinette à la cour de France*, par M. A. Geffroy, professeur à la Faculté des lettres. *Revue des Deux-Mondes* du 15 septembre 1863.

dans le *Temps* à l'apparition de l'article de M. de Sybel ¹, M. Geffroy ne pouvait pas garder le silence. Dans une lettre au rédacteur en chef du *Temps* ², il apporta à la discussion les lurr ières d'un esprit lucide et pénétrant. On comptait sur une nouvelle réplique de M. Feuillet de Conches. Le quatrième volume de sa publication, qui devait paraître au mois de février 1866, se fit longtemps attendre. D'un autre côté, M. d'Hunolstein, dont l'intervention dans le débat ne s'était manifestée que par une conversation, rapportée par M. de Sybel, qu'il avait eue avec ce dernier à Munich, persistait à garder le plus profond silence. La polémique n'était pas pourtant terminée : M. Geffroy, en étudiant ³ la reine Marie-Antoinette à la lueur des documents viennois, les seuls qu'il tint pour authentiques, raviva le débat. M. Feuillet de Conches fit, dans la *Revue des Deux-Mondes* ⁴, une longue réplique, qui n'était qu'un extrait presque textuel de la préface de son quatrième volume, mis en vente au même moment. A cette réplique, dans laquelle M. Feuillet maintenait avec vivacité l'inviolabilité de son cabinet contre la *dent superbe* et l'*aile de guêpe* de la *chicane*, M. Geffroy opposa, dans la même livraison de la *Revue des Deux-Mondes*, une vigoureuse réponse. Enfin, après l'apparition du quatrième volume de M. Feuillet de Conches et du tirage à part de l'introduction, M. Geffroy a, d'une plume acérée, opposé une dernière réplique à M. Feuillet de Conches ⁵.

Quant à M. d'Hunolstein, il n'est pas sorti de sa réserve et de son silence. Depuis les trois éditions de 1864, il n'a rien fait paraître, et la quatrième édition dont il avait été question au printemps dernier n'a point encore vu le jour.

Disons enfin que M. d'Arneth, l'éditeur des recueils de Vienne, sans se mêler à la controverse, n'a pas hésité d'abord à déclarer qu'à ses yeux beaucoup de lettres des deux recueils

¹ *Un dernier mot sur les lettres de Marie-Antoinette*, par M. Ed. Scherer ; *Un mot sur le dernier mot de M. Scherer, touchant les lettres de Marie-Antoinette*, par M. Feuillet de Conches, avec la réplique de M. Scherer. Nos du *Temps* des 9 et 24 décembre 1863.

² No du 5 janvier 1866.

³ *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} juin 1866. Voir le *Bulletin bibliographique* de la 1^{re} livraison de notre *Revue*, p. 306.

⁴ Voir le *Bulletin bibliographique* de la dernière livraison de notre *Revue*, p. 644.

⁵ *Lettre au Directeur de la Revue des Deux-Mondes*, 15 août 1866.

français sont apocryphes, en tant qu'elles sont relatives aux premières années du séjour de Marie-Antoinette en France, et cela en dehors même des irrégularités de style et de forme, ainsi que des contradictions qu'elles présentent, mises en regard des lettres incontestablement authentiques de la dauphine et de la reine ¹. En outre, un peu plus tard, il a fait cette déclaration : « *Toutes les lettres des premières années jusqu'à l'avènement au trône, et une très-grande partie des autres, sont fausses, et ne peuvent être nullement authentiques* ². »

Au total, la discussion est loin d'être épuisée. Le moment est venu d'embrasser d'un coup d'œil d'ensemble les objections et les réponses qui ont été faites, d'apporter au débat quelques éléments nouveaux d'appréciation, de préciser enfin ce que présentent d'apocryphe ou de suspect les recueils incriminés.

II.

Il faut faire au préalable une sorte d'inventaire des divers recueils.

On doit à M. d'Arneth deux volumes de lettres, également publiés sur les originaux et copies qui se trouvent dans la bibliothèque privée de l'empereur d'Autriche et aux archives de Cour et d'Etat. Le premier, qui en est à sa seconde édition, — la seule dont je ferai usage, — comprend la correspondance de Marie-Antoinette avec l'impératrice Marie-Thérèse, de 1770 à 1780. Il contient quatre-vingt-douze lettres de Marie-Antoinette à sa mère, soixante-treize de Marie-Thérèse à Marie-Antoinette, et quelques lettres de la reine à Mercy, à Rosenberg et à Kaunitz ³.

¹ *Maria-Theresia und Marie-Antoinette*, 2^e édit., préface.

² Lettre à M. J. Charavay, dans l'*Amateur d'autographes* du 16 avril 1866 (t. V, p. 114).

³ Six au comte de Mercy, deux au comte de Rosenberg, une au prince de Kaunitz. M. d'Arneth a en outre enrichi ce volume d'une lettre du prince de Kaunitz à la reine et de seize billets de l'abbé de Vermond au comte de Mercy. Ces derniers documents ne se trouvaient pas dans la 1^{re} édition, qui ne contenait pas non plus : l'instruction de Marie-Thérèse du 21 avril et la lettre du 4 mai 1770, les lettres de Marie-Antoinette à Mercy du 3 avril 1774, de février 1775, d'avril et de décembre 1777 et deux autres de 1778; les lettres de la même à Rosenberg et à Kaunitz (17 avril et 13 juillet 1775 et 15 mai 1780).

Le second volume de M. d'Arneth, publié cette année, comprend une partie de la correspondance de Marie-Antoinette avec Joseph II et la plus grande partie de celle avec Léopold II. Vingt-sept lettres de la reine et dix de Louis XVI à Joseph II ; sept lettres de Joseph II à sa sœur et cinq à Louis XVI ; quarante lettres de Marie-Antoinette à Mercy et vingt-huit de Mercy à la reine ; quinze lettres de Marie-Antoinette à Léopold II et dix de celui-ci à sa sœur, voilà le bilan de ce volume ¹. Pour la correspondance avec Joseph II, il y a de nombreux déficits, la prudence ayant fait supprimer certaines lettres ; l'année 1789, si importante, offre une lacune regrettable. La correspondance avec Joseph II et Mercy, dont des fragments avaient été publiés dans la *Revue Rétrospective*, et que MM. d'Hunolstein et Feuillet de Conches nous avaient aussi fait connaître, se trouve ici complétée par de nouveaux et importants documents.

Le recueil de M. d'Hunolstein compte, pour la période de 1770 à 1791, cent cinquante et une lettres, dont dix-neuf de Marie-Antoinette à sa mère, quarante-cinq à sa sœur Marie-Christine, dix à Joseph II, onze à Léopold II et quarante-quatre au comte de Mercy ².

Les quatre volumes de M. Feuillet de Conches, pour ne mentionner que les pièces qui se rattachent immédiatement à notre sujet, contiennent : neuf lettres de Marie-Antoinette à sa mère ³ ; treize à Marie-Christine ⁴ ; trois à Joseph II ⁵ ; dix à Léopold II ⁶ ; quarante-sept au comte de Mercy ⁷ ; vingt-quatre

¹ Ce volume contient encore : deux billets de Marie-Antoinette au comte de Fersen, une lettre de créance remise par Louis XVI et Marie-Antoinette à Goguelat pour l'accréditer auprès de l'empereur François II, une lettre de François II à Marie-Antoinette, enfin une lettre du baron de Breteuil à François II.

² Pour compléter l'inventaire de ce volume, il faut ajouter : une lettre de la reine au dauphin, une à sa sœur l'archiduchesse Amélie, une à sa sœur l'archiduchesse Elisabeth, une au roi de Suède, quatre à la princesse de Lamballe, deux à Kaunitz, deux à la grande-duchesse Marie, une au duc de Guiche, deux à M^{me} de Polignac, une au comte d'Artois, une à sa belle-sœur Marie-Louise, l'instruction à M^{me} de Tourzel, les deux mémoires rédigés par Mirabeau, une lettre de Joseph II à Louis XVI, et une lettre de Louis XVI au prince de Condé, donnée en note (p. 246).

³ T. I, p. 1, 3, 5, 7, 14, 23, 31, 97, 115.

⁴ T. I, *passim*, et t. III, p. 270.

⁵ T. I, p. 102, t. III, p. 8 et 181.

⁶ T. I, p. 343, 375, 401 et suiv. ; t. II, p. 75, 186, 300, 413 ; t. IV, p. 230.

⁷ T. I, *passim* ; t. II, p. 14, 37, 46, 93, 228, 292, 325, 393 ; t. III, p. 124, 171, 172, 228, 237, 290 ; t. IV, p. 212.

à la landgrave de Hesse-Darmstadt ¹ ; quinze à la princesse de Lamballe ² ; dix-huit à la duchesse de Polignac ³.

Outre les lettres de la reine publiées en 1836 dans la *Revue rétrospective*, qui se trouvent reproduites dans les recueils allemands et français, et parfois simultanément dans les trois recueils ⁴, il y a un certain nombre de lettres communes, d'une part aux recueils de MM. d'Hunolstein et Feuillet de Conches ⁵, et de l'autre aux recueils de MM. Feuillet et d'Arneth ⁶.

¹ T. III, *passim*. Ces lettres ont été, comme nous l'avons dit, publiées à part par M. de Reiset, qui en donne vingt-sept. Un billet, en date du 20 juin 1784, n'a pas été publié par M. Feuillet, dont la publication n'est pas encore arrivée aux dates des deux dernières lettres.

² En y comprenant les lettres collectives du roi et de la reine.

³ T. I, *passim* ; t. II, p. 332 et 474 ; t. III, p. 180, 185, 218, 229 et 303. Notons encore : une lettre de Marie-Antoinette à sa sœur l'archiduchesse Amélie, deux au roi de Suède, une au duc de Guiche, deux au comte d'Artois, une à Monsieur, une à la duchesse de la Trémouille, deux au baron de Flackslanden, une à Catherine II, une au duc de Polignac, une au duc de Choiseul, l'instruction à M^{me} de Tourzel, deux lettres de Marie-Thérèse à sa fille, une au dauphin, cinq lettres de Léopold II à Marie-Antoinette.

⁴ Lettres de Marie-Antoinette à Mercy des 16-21-26 août — (21-26 seulement dans M. d'Arneth et dans M. d'Hunolstein) et 12 septembre 1791, et à Léopold des 8 (et non 3) septembre 1791. De plus, pour les dates que ne comprend point encore le recueil de M. Feuillet, MM. d'Arneth et d'Hunolstein ont donné l'un et l'autre les lettres à Mercy des 16 décembre 1791, février (et non 16 janvier) 1792, 4 juillet 1792. — Ces lettres offrent parfois des variantes.

⁵ Lettres de Marie-Antoinette à Marie-Thérèse des 16 mai, 2 juin et 27 décembre 1770, 7 décembre 1771, 10 mai 1774 ; 16 août 1778 (ou 1773 ?) ; à Marie-Christine des 27 juillet et 29 septembre 1770, 7 janvier et 8 juillet 1771, 8 mars 1772, 25 janvier 1773, 3 mai 1777, 22 janvier, 21 juin (ou juillet) 1782, 16 novembre 1783. — C'est-à-dire que M. Feuillet n'a en propre, parmi les lettres de Marie-Antoinette à sa mère et à sa sœur, que celles des 8 et 15 mai 1770 et 14 juin 1777 (donnée par M. d'Arneth), adressées à Marie-Thérèse, et celle du 29 mai 1790 à Marie-Christine. Sont aussi communes : la lettre à l'archiduchesse Amélie, deux lettres à Joseph II, quatre à Léopold II, une à la princesse de Lamballe, une au roi de Suède, une au duc de Guiche, quinze au comte de Mercy (sauf la fin de celle du 3 août 1788, qui n'est que dans M. d'Hunolstein, p. 160), une au comte d'Artois, l'instruction à M^{me} de Tourzel, la lettre de Joseph II à Louis XVI.

⁶ Lettres de Marie-Antoinette à Marie-Thérèse, du 14 juin 1777 (datée, par une faute d'impression un peu trop persistante, du 14 juin 1771 dans l'article de la *Revue des Deux-Mondes*, p. 438, et dans l'introduction du 4^e volume de M. Feuillet, p. xxix) ; à Joseph II, du 20 décembre 1777 (et non 20 novembre comme on lit dans M. Feuillet et sur son *fac-simile*) ; à Léopold II, des 19 dé-

Précisons maintenant le débat. Pour M. de Sybel, « les lettres de Marie-Antoinette à sa mère et à sa sœur Marie-Christine, nombre de ses lettres à ses frères et à la princesse de Lamballe, antérieures à la Révolution, qu'on trouve imprimées dans les deux recueils de Paris, sont apocryphes ¹. » M. Geffroy n'admet comme authentiques, parmi les lettres à Marie-Thérèse contenues dans les recueils français, que celle du 14 juin 1777 ; au surplus, à ne prendre que le premier volume de M. Feuillet, une trentaine de lettres de Marie-Antoinette et une cinquantaine de Louis XVI lui sont suspectes ; il n'a foi qu'aux indications de provenance historiquement ou officiellement authentiques ². D'autres écrivains, dans les revues ou dans les journaux, ont été moins sévères, et n'ont rejeté qu'un très-petit nombre de lettres ; un éminent critique, d'abord très-favorable aux recueils français, a depuis formulé des réserves et conseillé de *faire la part du feu* ³.

Les critiques, radicales ou limitées, n'ont été acceptées ni par M. d'Hunolstein ni par M. Feuillet de Conches : le premier maintient toujours, croyons-nous, l'authenticité de ses *autographes* ; le second, tout en grossissant au fur et à mesure, ainsi qu'on le verra, la liste de ses *lapsus* et de ses *errata*, se flatte de n'avoir été dupe d'aucun faussaire et de n'avoir publié dans sa grande collection que des pièces de bon aloi. Allons au fond de cette discussion épineuse et pourtant très-grave, examinons ce que valent, dans les recueils français, les lettres de Marie-Antoinette à sa mère et à ses sœurs. Quant à M. d'Arneth, les sources, évidemment excellentes, où il a puisé, l'ont mis, pour tout le monde, hors de cause ⁴.

Avant tout, il est essentiel de repousser une fin de non-recevoir que M. Feuillet de Conches oppose à ses adversaires. A l'entendre, c'est peine perdue que d'éplucher quelques lettres de peu d'importance dans les *milliers* de documents nouveaux

cembre 1790, 1^{er} janvier, 1^{er} juin, 30 juillet 1791 ; à Mercy, du 19 octobre 1791 ; de Léopold II à Marie-Antoinette, des 12 janvier, 2 mai, 6 juin (datée de 1790 par M. Feuillet), 12 juin, 20 août 1791.

¹ *Revue moderne* du 1^{er} décembre 1865, p. 59. Il faut excepter cependant les lettres des 14 juin et 20 décembre 1777, publiées aussi par M. d'Arneth.

² *Revue des Deux-Mondes*, livr. des 1^{er} juin et 15 août 1866.

³ M. Sainte-Beuve, dans le *Constitutionnel* du 5 mars 1866.

⁴ Nous parlerons plus loin de la véritable querelle d'Allemand que lui a faite M. Charavay, dans l'*Amateur d'autographes*.

dont s'enrichit l'histoire. M. Feuillet lui-même ne nous dit-il pas, dans son plus récent écrit : « Sices lettres eussent été totalement vides et muettes, on ne les eût pas lues comme elles l'ont été ? » M. Feuillet a raison. Ces *révélations* ont fait les délices des salons ; l'esprit *moderne*, dont ces lettres avaient, par leur couleur théâtrale et romanesque, un si vif reflet, en a été la bonne fortune. Que si la critique est survenue, exigeante et sévère comme on le prétend, ne devait-elle pas protester, dépouiller un nom auguste de la fausse auréole dont on l'entourait, et restituer à une mémoire vénérable son vrai caractère ?

III.

La critique a attaqué par des preuves intrinsèques, — morales et littéraires, — et extrinsèques, c'est-à-dire ayant trait aux formes extérieures, les lettres des recueils français ; elle y a signalé des contradictions, des impossibilités historiques ; elle a de plus suspecté ou traité d'apocryphes bon nombre des soi-disant originaux, ou minutes et copies autographes, des deux recueils.

Les preuves morales et littéraires ont largement défrayé les travaux de MM. Scherer, de Sybel et Geffroy. Comment reconnaître, ont-ils dit, dans les recueils de MM. d'Hunolstein et Feuillet, la véritable Marie-Antoinette, simple et naturelle de ton et d'allure, vive et spirituelle sans doute et ayant du trait à ses heures, mais toujours sans recherche, sans littérature ni fantaisie romanesque ? Comment la retrouver dauphine ou reine, avec son accent toujours sincère, habituellement énergique et net jusque dans l'abandon de son cœur et dans ses élans de jeune fille encore légère et inappliquée ? Elle apparaît ainsi dans les recueils allemands, elle est tout autre dans les recueils français ; la disparité est saisissante ; si bien que, les lettres publiées par M. d'Arneth étant authentiques, il paraît indubitable que les autres ne le sont pas ¹. Dans les lettres de Marie-Antoinette à Marie-Thérèse éditées à Paris, de jolies choses

¹ Tom. IV, préface, p. 100.

² Voir l'article de M. Scherer dans le *Temps* du 15 août 1865 ; les deux articles de M. de Sybel ; ceux de M. Geffroy dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 septembre 1865, p. 348-50 ; du 1^{er} juin 1866, p. 644, 46, 49, 52 ; du 15 juillet, p. 307.

tournées à la française, des portraits piquants, des anecdotes, un bavardage qui vise à l'esprit, de l'affectation dans l'expression de la douleur : quelque chose la serre à la gorge comme un étou, le lendemain de la mort de Louis XV ; elle a comme peur, et le roi lui a dit « qu'il était comme un homme tombé d'un clocher ¹. » Dans ces lettres encore, un mélange de sensibilité étudiée et de *préciosité* ; nul souci de bonne renommée devant les efforts d'une diffamation malveillante ; des tableaux, des mises en scène, souvent l'expression littéraire savante. Les lettres à Marie-Christine sont encore plus visiblement marquées d'afféterie, de rêverie, de parlage et de littérature ². Pourquoi le nom de Christine habituellement donné à Marie-Christine ? Dans les relations intimes de la famille impériale, les deux noms de baptême ne s'employaient pas : la reine de Naples était appelée Caroline ; la dauphine de France, Antoinette ; Marie-Christine, simplement Marie. D'ailleurs, Marie-Christine avait treize ans de plus que sa sœur, et le journal du duc de Saxe-Teuschen, son mari, nous apprend que la reine de France n'avait guère pu connaître cette sœur avant son départ de Vienne ; qu'avant ce départ des rapports désobligeants avaient inspiré à Marie-Antoinette contre Marie-Christine des sentiments défavorables, dont elle n'était revenue que peu de temps avant le voyage que celle-ci fit en France, en 1786. Or les papiers de Vermond appuient cette assertion décisive, et démentent formellement ce cachet d'intimité que portent les lettres de Marie-Christine.

Quelle réponse a-t-on faite à ces critiques ?

Relativement aux lettres de Marie-Antoinette à sa mère, M. Feuillet de Conches dit en substance : Mes adversaires se contredisent : ils donnent une extrême importance aux lettres qu'ils attaquent et en même temps leur reprochent de ne rien contenir qui soit nouveau ; l'un d'eux, M. Scherer, les taxe même de banales. « Qu'on ne se récrie pas si Marie-Antoinette jette sur le papier le fusain du comte de Provence qui se tient dans sa cravate, » et celui du comte d'Artois qui est « léger comme un page et s'inquiète moins de la grammaire ni de quoi

¹ Recueil de M. d'Hunolstein, lettre du 11 mai 1774.

² M. de Sybel, *Revue moderne*, loc. cit., p. 455 et suiv. ; M. Geffroy, *Temps du 5 janv. 1868* ; *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} juin 1868, p. 631 ; du 13 juillet, p. 510.

que ce soit ¹ : » ses entours, surtout M^{me} la duchesse de Pecquigny, déteignaient sur elle. Elle savait d'ailleurs être spirituelle derrière l'éventail. N'écrit-elle pas, le 17 avril 1775, au comte de Rosenberg, chambellan de Joseph II, pour s'excuser de ne pas assister aux travaux mécaniques du roi : « Vous conviendrez que j'aurais assez mauvaise grâce auprès d'une forge : je n'y serais pas Vulcain, et le rôle de Vénus pourrait lui déplaire beaucoup plus que mes goûts qu'il ne désapprouve pas ? » Voilà bien le tour piquant et le ton spirituel des lettres des recueils français. Les lettres à Marie-Christine s'expliquent avec la même facilité. Marie-Antoinette n'était pas libre avec sa mère ; à la fin seulement, elle se cabra contre des gronderies incessantes. Elle avait donc besoin d'expansion : elle se livra, dans l'impétuosité de sa nature, à ses sœurs, et surtout à Christine. Les recueils français complètent le recueil de M. d'Arneth ; ce sont deux fragments d'un même miroir ; ils donnent réunis toute la dauphine, toute la reine. La correspondance de Marie-Antoinette à Mercy, déposée aux archives de Vienne, ne fait-elle pas mention d'envois de lettres à sa sœur ? Si les lettres publiées par M. Feuillet ne figurent plus en originaux dans les archives, que prouve cette absence ? N'est-il pas incontestable que dans la bibliothèque de l'empereur d'Autriche et dans les archives d'Etat de Vienne, il y a de grandes lacunes ? D'autre part, le nom de Christine, fréquemment reproduit dans les lettres, ne doit pas étonner. *Marie-Christine* était le nom officiel de la princesse ; mais dans le livre de M. Adam Wolff, son historien, et dans les mémoires du comte de Khevenhüller, elle est appelée uniquement *Christine* ; enfin, si M. Wolff n'a trouvé que deux lettres de Marie-Antoinette à sa sœur dans le cartulaire du duc Albert de Saxe-Teuschen, cette indigence de documents peut être le fait de mille circonstances. Ce qui n'est pas moins sûr, c'est que Marie-Thérèse, dans ses instructions à la dauphine le jour de son départ pour la France, lui disait qu'elle *pourrait écrire* au prince Albert, mari de Marie-Christine ; c'est que Marie-Antoinette a reçu de Marie-Christine un présent, en décembre 1770, et que celle-ci lui écrivit plusieurs lettres en 1789 et plus tard. Ainsi les deux sœurs ne sont pas restées étrangères l'une à l'autre. Du reste, le duc de Saxe-Teuschen

¹ Lettre du 7 septembre 1771.

« n'a déclaré formellement, en aucun endroit de ses mémoires, que depuis son mariage avec Christine, il n'ait existé entre elles aucune intimité ¹. »

Le dirai-je ? M. Feuillet de Conches n'a peut-être pas mis en œuvre toutes les ressources de sa cause. Il aurait pu dire qu'il y a parfois discordance de ton et d'allure entre les lettres du recueil de M. d'Arneth. A côté des lettres à Marie-Christine des 24 mai, 13 et 28 juin 1770, qu'on place la lettre du 9 juillet à Marie-Thérèse, insérée dans le recueil allemand; il y a là une anecdote, celle du duc de la Vauguyon écoutant aux portes, et qu'on surprend « planté comme un piquet. » Comparez, dans le même ouvrage, les lettres à Marie-Thérèse de l'année 1772 avec celles des 26 août, 8 septembre et 26 octobre de la même année, dans les recueils français; remarquez également qu'en 1777 Marie-Antoinette écrit avec plus de réserve et à sa mère et à Marie-Christine. On pourrait développer ce moyen de défense, et toutefois, réuni à tous ceux que M. Feuillet fait valoir, sans excepter la lettre de Marie-Antoinette au comte de Rosenberg, il serait insuffisant.

M. Feuillet répète souvent que toutes les lettres de la dauphine et de la reine ne sont ni à Vienne ni à Bruxelles. La question n'est pas là. Il s'agit d'expliquer comment il se fait qu'entre les lettres des recueils allemands et celles des recueils français il y ait une continuelle et frappante disparité de couleur et de style. Si, à la rigueur, il est possible de constater, en opposition avec les affirmations trop absolues des adversaires de M. Feuillet, quelques points de repère entre les unes et les autres, il s'agit surtout d'examiner si les lettres des recueils français démentent le caractère historique de Marie-Antoinette.

Les lettres de Marie-Antoinette à sa mère, dans le recueil de M. d'Arneth, n'ont pas en général, cela est vrai, cette empreinte

¹ C'est M. Feuillet de Conches lui-même qui (t. III, p. 132) a publié ce passage du journal du duc de Saxe-Teuschen, auquel nous avons fait allusion plus haut. Le voici : « Comme elle (la reine) était beaucoup plus jeune que mon épouse, qu'elle n'avait guère été à même de connaître cette sœur avant son départ de Vienne, et qu'il y avait eu des gens qui avant celui-là avaient donné des idées défavorables de celle-là, dont elle n'était revenue que dans les derniers temps, mon épouse fut d'autant plus charmée de ce que cette entrevue la mit à même d'affermir les sentiments qu'elle avait adoptés depuis pour elle, et de la convaincre de la fausseté des rapports qu'on lui avait faits sur son compte. »

d'obéissance craintive, raide et guindée qu'on s'est plu à y voir. Elles sont au contraire variées d'aspect, et le mouvement de spontanée franchise n'y manque pas. Certaines lettres ont de l'entrain et de la gaieté ¹, d'autres ont une expression de spirituelle tendresse ², d'autres un accent d'indépendance respectueuse et filiale ³. La lettre au comte de Rosenberg ⁴ décèle une ironie légère et un jovial abandon. Celle à Marie-Thérèse où il est question du *spleen* ⁵ est jolie. Mais cette diversité de tons ne ressemble en rien à la coquetterie de bel esprit, au langage peu naturel des lettres à Marie-Thérèse et à Marie-Christine publiées par MM. d'Hunolstein et Feuillet de Conches. Ici certaines lettres offrent de l'afféterie ⁶ ou de l'affectation dans le style ⁷; d'autres ont une correction qui touche à l'élégance ⁸, une coupe de phrases habile ⁹, une sorte de désespoir correctement exprimé, peu conformes au caractère de la reine ¹⁰. La lettre sur M^{me} Elisabeth du 16 avril 1778 (ou du 16 août 1775), n'a pu être écrite par Marie-Antoinette. Bien plus sensibles encore sont les anomalies dans les lettres à Marie-Christine : On y trouve des mièvreries, une gaieté prétentieuse, des visées romanesques ¹¹ qui se retrouvent jusque dans les lettres de dates où l'âge et les circonstances avaient mûri la reine ¹², et à une époque où nous avons d'elle des lettres authentiques à la landgrave

¹ Voir les lettres des 21 juin 1771, 1772, *passim*, 15 mars 1773, 1^{er} juillet 1774 et 2 août 1780.

² Voir les lettres des 13 août 1773, 14 juillet 1775, 12 novembre 1776, 16 janvier 1777, 6 avril 1778.

³ Voir les lettres des 13 septembre 1771, 13 juin et 16 décembre 1776, 19 décembre 1777 et plusieurs autres de cette dernière année.

⁴ 13 juillet 1775.

⁵ 15 mai 1776.

⁶ Voir les lettres des 16 mai, 27 août et 13 septembre 1770, 14 février et 7 décembre 1771, 30 avril et 8 mai 1774, 10 juin 1776, 27 août 1777, fin décembre 1778, 14 avril 1779.

⁷ Voir les lettres à Marie-Christine des 24 mai, 13 et 28 juin, 3 janvier et 15 mai 1771, 2 et 26 août, 8 septembre, 26 octobre 1772, 27 juillet, 17 novembre et 11 décembre 1773, 13 et 18 mai 1774, etc., etc.

⁸ Voir les lettres des 6 mai et 12 juin 1770 et 7 décembre 1771.

⁹ Voir la lettre du 27 décembre 1770 et celle du 8 mai 1770, dans M. Feuillet, t. I, p. 1.

¹⁰ Voir la lettre du 10 mai 1774.

¹¹ Voir, dans le recueil de M. d'Hunolstein, les lettres des 27 juillet et 29 septembre 1770, 7 janvier 1771, 3 mai 1777.

¹² Voir les lettres des 22 janvier et 11 juin 1782, 16 novembre 1783, 29 août 1786.

de Hesse-Darmstadt, empreintes d'une dignité qui savait être aimable. Il y a là aussi une lettre beaucoup trop éloquente ¹. Toutes ces lettres à Marie-Christine, même les premières, sont correctes, en dépit des regrets exprimés à ce sujet par l'abbé de Vermond, et du témoignage de M^{me} Campan, qui nous dit : « La reine n'écrivait pas le français correctement ². »

Voici quelques citations. Marie-Antoinette écrit à sa mère : « Je suis dauphine de France ; déjà à *genoux* en présence de celui qui dispose de tout ³... » — « La vie de famille ici est encore une représentation, et on ne peut pas se laisser aller et *s'écouter vivre*.. J'ai des instants de *noir* que j'ai de la peine à secouer ⁴. » — « Je me demandais (à une prise de voiles) si c'était une morte dont je *clouais la bière*; elle avait bien une autre pensée, et elle avait l'air *d'une ange qui épouse Jésus-Christ* ⁵. » — « Pendant la maladie de Louis XV, on se regarde les uns les autres *sans se voir* ⁶. » — « Ma fille me consolera dans mes peines et nous serons *heureuses à deux*. Elle est ici à mes côtés qui ne *demanderait qu'à me tendre ses petits bras et à me sourire* ⁶. » — Marie-Antoinette écrit à Marie-Christine : « Je n'ai pas le temps de *me mal porter*. Je vous embrasse *en grondant* ⁷. » — « Monsieur d'Artois, toujours *monté en gaieté* et qui a un mot sur tout, a déclaré qu'il veut aussi enlever une Sabine ⁸. » — « Tenez, je vous aime à *la folie*, vous et tout le *cercle du salon vert*, et en même temps je me sens *française jusqu'aux ongles*. » — « C'est une insulte affreuse (l'arrêt du parlement), et je suis *noyée dans des larmes de désespoir* ⁹. » — « *Laissez-moi ma petite place à votre couvert*, et souffrez que je m'installe bien... pour vous *dévoré tous des yeux* ¹⁰. » — « Ma nouvelle belle-

¹ Lettre du 1^{er} septembre 1786.

² Voir le 1^{er} recueil de M. d'Arneth, p. 469, 382, et les *Mémoires de M^{me} Campan*, t. I, p. 40.

³ 16 mai 1770. Dans M. d'Hunolstein, p. 5, et M. Feuillet, t. I, p. 6.

⁴ 27 août 1770. Dans M. d'Hunolstein, p. 18 et 20.

⁵ 13 septembre 1770. Dans M. d'Hunolstein, p. 21.

⁶ 8 mai 1774, *ibid.*, p. 63.

⁷ Fin décembre 1778, *ibid.*, p. 104.

⁸ 27 juillet 1770. Dans M. d'Hunolstein, p. 53 (avec la date de 1773), et dans M. Feuillet, t. I, p. 10.

⁹ 7 janvier 1771. Dans M. d'Hunolstein, p. 31.

¹⁰ 1777, dans M. Feuillet, t. I, p. 93, et 3 mai 1777 dans M. d'Hunolstein, p. 94, où ce qui précède *Je me sens française* ne se trouve pas.

sœur (la comtesse d'Artois), est toute petite de taille, *avenante de figure* et fraîche comme une rose, avec un nez *qui n'en finit pas*¹. » — Mais il faudrait tout citer ; c'est dans l'ensemble, non moins que dans certains détails, que cette Marie-Antoinette de convention se révèle.

On le voit : ce ne sont pas deux fragments d'un même miroir, mais deux miroirs contraires qu'on a sous les yeux. L'un est naturel, l'autre fantastique. Dans les recueils allemands les aspects sont souvent divers, jamais contradictoires comme dans les recueils français.

Mais ces disparates ne sont pas le seul argument qu'on puisse alléguer contre l'authenticité de la correspondance de Marie-Antoinette. En ce qui concerne les lettres à Marie-Christine, il y a des preuves préemptoires qu'elles n'ont pu être écrites. On se rappelle le témoignage si formel du duc de Saxe-Teuschen² : comment admettre que deux sœurs aussi éloignées par l'âge, qui se connaissaient à peine, dont l'une avait conçu contre l'autre des préventions, aient échangé des lettres sur le pied de la plus grande intimité ? Que Marie-Antoinette ait reçu, à l'époque de son mariage, un présent de sa sœur³ ; qu'elle ait été avec elle en correspondance à une date postérieure, de 1789 à 1791 ; que Marie-Thérèse ait stipulé, dans ses instructions à la dauphine, qu'elle pourrait écrire à son beau-frère⁴, tout cela ne contrebalance pas l'autorité décisive du témoignage du duc de Saxe-Teuschen.

Les disparates une fois constatés, il convient de rechercher s'ils ne peuvent avoir une explication naturelle dans l'intervention de l'abbé de Vermond. Vermond, conseiller intime, précepteur, lecteur de Marie-Antoinette a-t-il participé à sa correspondance ? Vermond, a-t-on dit, confident de Marie-Antoinette jusqu'en 1789, « écrivait souvent les lettres de la reine et les révisait toutes ; celle-ci se bornait à les copier de sa main ou bien les écrivait sous sa dictée⁵. » Et ceci s'applique aux *lettres intimes*. On a ajouté depuis, il est vrai, que beaucoup des lettres de Marie-Antoinette « ne lui appartiennent guère que

¹ 1^{er} septembre 1786. Dans M. d'Hunolstein, p. 153, et dans M. Feuillet, t. I, p. 162.

² 2 août 1772. Dans M. d'Hunolstein, p. 43.

³ 17 novembre 1773, *ibid.*, p. 54.

⁴ M. Feuillet de Conches, introduction de son t. IV, p. xcvi et suiv.

⁵ *Ibid.*, t. III, p. xxix-xxx.

par la pensée, par l'inspiration. » Elles lui appartiennent donc ; elle n'était pas un simple copiste. M^{me} Campan, sur le témoignage de laquelle on se fonde pour prouver l'intervention de Vermond, a écrit que l'abbé « revoyait toutes les lettres envoyées à Vienne ; » et le comte de la Marck prétend même que Marie-Antoinette « se bornait à recopier ¹. » Ces assertions sont évidemment exagérées. Il y a des lettres d'une nature telle qu'une fille écrivant à sa mère ne saurait les faire passer sous des yeux étrangers. M. d'Arneth ne nous dit-il pas que, par une délicatesse qu'il convient de louer, il n'a pas livré à l'impression certaines lettres dans leur intégrité ? Aux témoignages allégués, la seconde édition de M. d'Arneth nous permet d'opposer le témoignage de l'abbé de Vermond lui-même, qui, écrivant confidentiellement au comte de Mercy, s'exprime ainsi :

« Je ne suis presque jamais chez madame la Dauphine lorsqu'elle écrit. Elle me fait quelquefois appeler lorsqu'elle finit ses lettres, mais elle observe de me garder fort peu de temps l'écritoire ouverte. Elle me dit quelquefois : « On ne manquerait pas de publier que vous me dictiez mes lettres. » Cette crainte n'est pas sans fondement ; je ne pourrais pas hasarder d'écrire en présence et sous la dictée de madame la Dauphine, ni même de lui dire ce que j'aurais écrit chez moi. Monsieur le Dauphin me trouve quelquefois dans le cabinet de madame la Dauphine ; il entre toujours sans être annoncé. D'autres fois une femme de chambre, un garçon de chambre, entrent pour une commission de Mesdames ; Votre Excellence connaît notre cour ; quel conte ne ferait-on pas si on m'avait trouvé lisant des papiers ? »

On a voulu, pour prouver la participation de l'abbé de Vermond à la correspondance, s'appuyer sur l'existence de corrections de la main de Vermond sur des minutes de lettres de Marie-Antoinette. Mais il faudrait d'abord établir l'authenticité de ces lettres ; et c'est là ce qui n'est nullement démontré. Sur l'époque de la collaboration de Vermond, comme sur la nature de la collaboration, on ne nous a donné que des conjectures, et des conjectures dénuées de fondement. Il faut, ici encore, entendre Vermond lui-même qui, dans sa correspondance récemment publiée et si riche en révélations, insiste à

¹ *Mémoires de M^{me} Campan*, t. I, p. 43. *Correspondance de Mirabeau et du comte de la Marck*, t. I, p. 40.

² *Maria-Theresia und Maria-Antoinette*, p. 368.

tant de reprises sur son peu d'influence, sur ses projets réitérés de retraite, sur la défiance du dauphin ¹. Somme toute, si Vermond, ainsi qu'il est permis de le penser, a prêté son concours à Marie-Antoinette, on ne peut, sur ce point, rien déterminer de bien précis. En tous cas, il n'était ni romanesque d'humeur, ni précieux et maniéré de style, comme on peut le voir par ses lettres à Mercy. Impossible donc d'expliquer par son intervention les disparates que nous avons signalés dans les recueils français.

Par tous ces motifs, les critiques qui se sont occupés de cette correspondance l'ont qualifiée d'apocryphe. Ils ont même cru reconnaître dans les *Mémoires de M^{me} Campan* et dans la *Gazette de France* la substance des lettres des recueils français. On n'y voit rien, a-t-on dit, qui ne se retrouve dans les publications contemporaines, tandis que les lettres dont l'authenticité est constatée abondent en renseignements du plus sérieux et du plus vif intérêt. Il est vrai que les détails ne sont point partout identiquement les mêmes ², mais l'identité est évidente pour le fond, sinon pour la forme. Ainsi en est-il pour ce qui regarde les tantes du roi et M^{me} Clotilde, Métastase, la comtesse de Provence et la comtesse d'Artois, M^{me} Elisabeth, l'exclamation qu'arrache la mort de Louis XV à Louis XVI et à Marie-Antoinette effrayés de régner sitôt, les couplets de félicitation adressés à la cour ³. Pour ce qui concerne la *Gazette de France*, les analogies sont complètes : fêtes de la réception de la dauphine depuis Strasbourg jusqu'à Versailles, fêtes de Paris et circonstances de la catastrophe, présence de la dauphine à une prise d'habit à Saint-Cyr, renvoi de M. de Choiseul, mort et succession du prince de Litchtenstein à Vienne, change-

¹ *Maria Theresia und Maria-Antoinette*, p. 368 et suiv.

² Comparer les *Mémoires de M^{me} Campan*, t. I, p. 21, 28, 29, 41 et 58, avec la lettre du 14 février 1771 ; le 3^e chapitre des *Mémoires* ne relate pas entièrement ce que M. de Sybel appelle des « bavardages de petite fille ; » la critique de M^{me} de Marsan (t. I, p. 63) ne se trouve pas dans la lettre du 8 septembre 1772 ; tous les détails des repas en commun, donnés par la lettre du 14 décembre 1772, ne sont pas dans la page corrélatrice de M^{me} Campan (t. I, p. 71). On peut en dire autant du théâtre (lettre du 15 février 1772 et *Mém.*, t. I, p. 72), de la maladie du roi (lettre du 30 avril 1774 et *Mém.*, t. I, p. 76), etc.

³ Comparer les lettres des 15 mai 1771, 17 novembre 1773, 8 septembre 1772, 10 mai 1774, fin décembre 1778 et 21 novembre 1781, avec les *Mémoires*, t. I, p. 28, 29 et 40 ; p. 70 ; p. 63 et note ; p. 73 ; p. 207 note et 220.

ments de résidence et voyages de l'impératrice, tout se ressemble ¹.

J'arrive aux contradictions, aux impossibilités historiques. On a incriminé, à ce point de vue, une lettre sur M^{me} du Barry, une autre lettre où il est parlé de M^{me} Elisabeth, quelques lettres sur Louis XV, une sur Choiseul, une autre à Joseph II, plusieurs lettres à Mercy et à Léopold au sujet de Mirabeau, d'autres adressées à M^{me} de Lamballe et à Marie-Christine touchant l'affaire du collier.

La lettre sur M^{me} du Barry a été vivement attaquée et faiblement défendue ². Elle est, pour le style, dans la catégorie de celles que la nature de Marie-Antoinette désavoue; elle a les portraits de M^{me} Clotilde, de Monsieur et du comte d'Artois. La dauphine écrit à sa mère : « Je me suis tenue devant la *faiblesse* avec toute la réserve que vous m'aviez recommandée... elle a une cour assidue... on *fait foule* comme chez une princesse, elle *fait cercle*, on se précipite, et elle dit un petit mot à chacun. Elle règne; il pleut dans le moment où je vous écris : c'est probablement qu'elle l'aura permis; au fond, c'est une bonne personne ³. » Est-ce bien là cette fière princesse dont les lettres à sa mère des 9 juillet 1770, 13 septembre et 15 novembre 1771 accusent énergiquement le mépris du vice? Malgré les recommandations de Marie-Thérèse, qui lui demandait pour la *dame une parole indifférente et de certains regards* ⁴, elle lui répond : « Je puis bien vous assurer que, quoique je vous aie montré vivement ma sensibilité, ce n'était que de la sensibilité; on me laisse assez tranquille sur cet article, les amies et amis de *cette* *créature* n'ont pas à se plaindre que je les traite mal ⁵. » Voilà

¹ Voir le travail aussi complet qu'exact de M. de Sybel dans la *Revue moderne* du 1^{er} décembre 1863.

² M. Scherer, dans le *Temps* du 19 octobre 1863; M. Geoffroy, dans le *Temps* du 3 janvier 1866, et dans la *Revue des Deux-Mondes* des 1^{er} juin et 15 juillet 1866; M. de Sybel, *Revue moderne* du 1^{er} décembre 1863; M. Feuillet de Conches, *Introduct.*, t. III, p. xxxvii; t. IV, p. lxxxiii-iv et lxxxix. La lettre débattue est également chez MM. Feuillet et d'Hunolstein.

³ Dans M. Feuillet on lit : « Au fond ce n'est point une méchante femme, c'est plutôt une bonne personne, et l'on m'a dit qu'elle fait beaucoup de bien à de pauvres gens. » M. Feuillet indique cette lettre comme existant en *minutée autographe* dans son cabinet.

⁴ Lettre du 30 septembre 1771, dans M. d'Arneth, p. 48.

⁵ Lettre du 13 novembre 1771, dans M. d'Arneth, p. 53.

sa vraie réponse, une réponse digne d'elle, à la lettre du 30 septembre. Et cette vertu au langage fier ne se dément pas dans les lettres suivantes¹, ni même dans la lettre du 13 août 1773, où l'on ne saurait voir que des concessions de politesse. Il y a donc une contradiction flagrante et inexplicable entre les lettres authentiques et celle du 7 décembre 1771.

Mais voici une autre impossibilité. Dans cette lettre, avant d'entamer le chapitre de la maîtresse de Louis XV, Marie-Antoinette aurait écrit : « Reste Madame du B***, dont je ne vous ai jamais parlé. » Or nous avons, dans le recueil de M. d'Arneth, des lettres de 1770 et de 1771, où il est question, à plusieurs reprises, de M^{me} du Barry. M. Feuillet de Conches a voulu défendre ce passage en proposant des variantes successives. Il fait dire au texte, avec une franchise que nous sommes loin de suspecter, d'abord : « *Jamais reparlé* (*parlé* n'était qu'un lapsus), » puis « *encore reparlé* (*jamais*, autre lapsus)², enfin « *jamais assez reparlé*, » grâce aux « yeux de lynx armés de verres des connaisseurs et des experts³. » Si M. Feuillet « corrige ses autographes, » qu'il soit alors indulgent à la critique, d'autant plus indulgent qu'en variant son texte il voit l'autographe de M. d'Hunolstein rester immobile, et porter toujours : « dont je ne vous ai *jamais parlé*. »

Passons à la lettre sur M^{me} Elisabeth.

Le 25 mars 1778, la reine écrit à sa mère sur la politique ; le 19 avril, elle lui annonce sa grossesse, qu'elle regrette de ne lui avoir pas fait connaître, selon ses intentions, huit jours auparavant ; le 2 mai, l'impératrice ne parle que de politique et de grossesse ; le 5 mai, la reine écrit : « Ma santé et mes espérances continuent à être bonnes, et on les croit si sûres que l'on commence à nommer la maison d'Elisabeth, dont l'éducation ne pourrait se continuer avec celle de mes enfants. » Comment concilier ces faits avec la lettre du 16 avril 1778 ? Dans cette lettre, la princesse dit qu'elle a décidé le roi à devancer

¹ Voir les lettres des 18 décembre 1771, 21 janvier et 15 décembre 1772, 1^{er} septembre 1773.

² *Indépendance belge* du 18 juillet 1865, et *Journal des Débats* du 25 du même mois; introduct. du t. III, p. xxxvii. A cette page, M. Feuillet, sous prétexte de relever une faute typographique, met *reparlé* au lieu de *parlé*, et substitue le mot *encore* au mot *jamais*.

³ *Revue des Deux-Mondes*, p. 484; introduction du t. IV, p. lxxxiv.

pour M^{me} Elisabeth le temps de lui donner une maison, afin qu'elle ne songe plus à s'enterrer aux Carmélites. On conçoit, à la rigueur, que le 2 mai, l'impératrice, préoccupée de soins plus graves, n'ait pas parlé de M^{me} Elisabeth; mais la reine a-t-elle pu, écrivant le 16 avril, oublier d'annoncer sa grossesse, et cela par un caprice de jeune femme, comme on l'a dit, alors qu'elle se proposait, quelques jours avant, d'en faire part à sa mère? Cette lettre est une des *minutes autographes* qui se trouvent en la possession de M. Feuillet de Conches. Elle a été également publiée par M. d'Hunolstein, mais avec la date du 16 août 1775 ¹. Depuis, M. d'Hunolstein, adoptant la correction de M. Feuillet, a placé cette lettre en 1778 ². Mais voici qu'à son tour M. Feuillet, pour répondre aux nombreuses critiques qui lui ont été adressées ³, et pour « couvrir encore ici de vieux péchés par la confession des errata, » reporte la fameuse lettre à la date de 1775 : « La date de main étrangère, dit-il, n'était qu'une conjecture; mais comme la lettre contenait cette phrase : « Ma « bonne maman connaît Elisabeth par tout ce que lui en a dit « mon frère Joseph, » j'avais cru pouvoir en tirer cette inférence que sa place était naturellement à une date postérieure au premier voyage de Joseph II. Erreur, attendu qu'on découvre sous une rature, dans le brouillon, à la suite de la phrase qu'on vient de lire, ces mots : « d'après Maximilien... » Le millésime indiqué par le recueil Hunolstein est le vrai, et la lettre réhabilitée appartient au mois d'août ou au mois d'octobre 1775 ⁴. » — Mais encore une fois l'*original* reste invariable, et cet original, sans date il est vrai, prouve par son texte que la lettre est postérieure au premier voyage de Joseph II, en 1777, et partant qu'elle est fausse.

Poursuivons. Voici une lettre du 11 mai 1774 ⁵. La reine écrit à sa mère : « Je presse beaucoup le roi de se faire inoculer avec ses frères. » Or, le 1^{er} juin de la même année, l'impératrice écrit à sa fille, au sujet de l'inoculation : « Dieu en soit

¹ Voir la seconde édition de son recueil, p. 68.

² Troisième édition, p. 100.

³ Voir les articles de M. de Sybel et de M. Scherer et les observations de M. Gefroy, dans le *Temps* du 3 janvier 1866 et la *Revue des Deux-Mondes* du 13 août 1866.

⁴ T. IV, Introduction, p. LXX-LXXII.

⁵ Dans M. d'Hunolstein, p. 70.

loué, que vous n'ayez en rien contribué à la décision ¹. » La contradiction est palpable.

Les lettres sur la maladie et la mort de Louis XV ² ne sont pas plus authentiques. Dans une lettre du 14 mai, publiée par M. d'Arneth, Marie-Antoinette écrit à Marie-Thérèse : « Mercy vous aura mandé les circonstances de notre malheur. Heureusement cette cruelle maladie a laissé au roi la tête présente jusqu'au dernier moment, et sa fin a été fort édifiante ³. » Évidemment, Marie-Antoinette parlait ici pour la première fois à sa mère de la mort de Louis XV. Marie-Thérèse écrit de son côté, à la date du 18 mai : « Hier, à huit heures du soir, il nous est arrivé le triste courrier que *nous attendions* du 10 ; je regretterai toute ma vie ce prince et cet ami, et votre bon et tendre beau-père ⁴. » Le courrier auquel l'impératrice fait allusion est évidemment le courrier de Mercy, signalé par la reine dans sa lettre du 14 ; d'ailleurs, le ton de tristesse calme et digne de la dernière lettre contraste entièrement avec la douleur effarée et désespérée de la lettre du 10, et avec les détails de la lettre du 11.

Je n'ai pas parlé d'une lettre du 15 mai 1770 ⁵, où Marie-Antoinette écrit à sa mère que le duc de Choiseul a été au-devant elle, à son arrivée. Cette pièce est récusée par MM. de Sybel et Geffroy. M. Feuillet la maintient par ce motif que, si la *Gazette de France* n'a pas nommé ce premier ministre comme ayant fait partie du cortège royal, c'est qu'elle eût excité la jalousie des grands officiers de la couronne. Par malheur, la *Gazette* indique des fonctionnaires moins importants que le premier ministre ; pourquoi cette réticence ?

On a enfin signalé comme suspectes une lettre à Joseph II, des lettres à Marie-Christine et à la duchesse de Polignac sur l'affaire du collier, d'autres lettres sur Mirabeau et sur la crise politique de 1791.

La première n'est suspecte qu'au point de vue de la provenance ⁶ ; je traiterai tout à l'heure ce côté de la question. Les

¹ Dans M. d'Arneth, p. 115.

² Lettres du 30 avril, 3, 8, 10, 11 et 13 mai dans M. d'Hunolstein ; lettre du 10 mai, dans M. Feuillet.

³ *Maria-Theresia und Maria-Antoinette*, p. 108.

⁴ *Ibid.*, p. 108.

⁵ Dans M. Feuillet, t. I, p. 3.

⁶ Lettre du 8 octobre 1775, dans M. Feuillet, t. III, p. 8, et dans M. d'Hunolstein, p. 80. Voir le *Temps* des 15 août et 13 octobre 1865.

lettres relatives à l'affaire du collier ¹ témoignent d'une exaltation inconciliable avec l'indignation sobre et contenue dont sont empreintes les lettres du même temps publiées par M. d'Arneth ². Il y a en outre, pour une de ces lettres, une preuve matérielle de fausseté : la date du 1^{er} septembre, que portent également la *minute autographe* de M. Feuillet et l'*autographe* de M. d'Hunolstein ³, et qui ne peut se concilier avec la vraie la date de l'arrêt du parlement (31 mai 1786). Les billets à Mercy, les trois lettres à Joseph II et à Léopold II ⁴, sont récusés, indépendamment de leur origine, comme étant en dehors des habitudes de style de la reine, comme étant en désaccord avec la correspondance publiée par M. d'Arneth, et qui paraît ne pas offrir de lacune, sauf une réponse perdue de Léopold — notons que le nom de Mirabeau n'est même pas prononcé dans cette correspondance ; — enfin, comme présentant, en ce qui concerne les lettres à Joseph II, de formelles impossibilités ⁵. M. Geffroy est d'avis qu'il faut rejeter cette série dans son ensemble. Il allègue ⁶, comme motif de sa défiance, la reproduction partielle, dans une lettre du comte de Fersen à Gustave III, publiée par M. Feuillet de Conches ⁷ (et que donne également M. d'Hunolstein ⁸ d'*après l'original*), d'une lettre de Marie-Antoinette à Mercy. Or cette lettre se retrouve en entier dans le dernier volume publié par M. d'Arneth, avec la date du 16 (et non du 7) décembre ⁹ : on y lit le texte des quatre fragments donnés par Fersen ; mais, à la place des points indiquant les suppressions de Fersen, et au lieu des lignes insignifiantes qui, dans l'original de M. d'Hu-

¹ Lettres à Marie-Christine de 1783-86, dans M. d'Hunolstein, p. 133, 134, 137, 138, 140, 146, 153 ; lettres à la duchesse de Polignac et à Marie-Christine, dans M. Feuillet, t. I, p. 161.

² *Maria-Antoinette, Joseph II und Leopold II*, p. 93 et suiv.

³ T. I, p. 161, et dans M. d'Hunolstein, p. 153. M. Feuillet veut que la date fautive du 1^{er} septembre ait été tracée sur la *minute* par une main étrangère. Mais comment se retrouve-t-elle sur l'*original* de M. d'Hunolstein ?

⁴ Voir le recueil de M. d'Hunolstein, p. 171 et suiv., et celui de M. Feuillet, t. I, p. 343 et 375 (lettres à Léopold II, communes avec M. d'Hunolstein).

⁵ Voir les articles de M. Geffroy, *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} juin, p. 674, et du 15 juillet, p. 511.

⁶ *Revue des Deux-Mondes* du 11 juillet, p. 512-513.

⁷ T. IV, p. 371-75.

⁸ Pages 305-310.

⁹ Pages 231-235.

nolstein, combient les lacunes, la lettre de Vienne contient d'importants développements, qui diffèrent des *remplissages* du prétendu original. Il y a plus : la lettre de Vienne se termine par ces lignes écrites en chiffres : « Pour plus de précautions, je me suis servie de la main d'un homme sur lequel je compte entièrement. » Il est donc établi que M. d'Hunolstein possède un autographe *qui n'existe pas* ! Est-il possible désormais de nier qu'il n'y ait eu des lettres fabriquées ? et si celle-là est suspecte, n'est-on pas en droit de se défier de l'authenticité des autres ?

Est-il besoin, après cela, d'ajouter à ces preuves la différence de formules et de signatures qu'on remarque dans les lettres des recueils français et allemands ? de faire observer que les lettres françaises à Marie-Thérèse commencent par ces mots : *Madame ma très-chère mère* placés en vedette, contiennent presque invariablement la formule finale : *Je vous baise les mains*, portent la signature : *Marie-Antoinette* ; tandis que dans les lettres allemandes la formule initiale n'est pas séparée du texte, la formule finale n'existe pas ou n'est jamais identique à celle des lettres françaises, et enfin la signature quand elle apparaît, ce qui est rare, est : *Antoinette* tout court ? Il nous suffira d'indiquer ces points, après MM. Geffroy et de Sybel, et nous passerons aux preuves extrinsèques qu'on peut alléguer contre l'authenticité des lettres de Marie-Antoinette.

IV.

Ces preuves ont pour objet la forme extérieure des lettres de Marie-Antoinette, l'encre et le papier, et surtout l'écriture de ces lettres, point capital et décisif. Dans M. d'Arneth, les lettres de Marie-Antoinette à Marie-Thérèse sont toujours écrites sur un papier de format petit in-8°, ou papier poulet, à tranche dorée, encadré de noir après la mort de Louis XV. Les lettres que possède M. d'Hunolstein sont au contraire d'un format varié : la plupart des lettres des premières années sont écrites sur de grandes feuilles carrées, d'autres sur du papier poulet ; les filigranes diffèrent comme le format ; les lettres qui suivent la mort de Louis XV ne sont pas encadrées de noir, mais portent les traces d'un trait fait à l'encre sur le bord du papier. Nous

laisserons M. de Sybel et M. Feuillet de Conches discuter, sans nous arrêter à ces détails minutieux et qui n'ont pas une grande valeur. Ce qu'il importe d'examiner, ce sur quoi l'on ne saurait trop insister, c'est la question de l'écriture. Cette question a une importance souveraine; elle s'impose tellement à la discussion qu'on verra M. Charavay, l'expert par excellence, ne pouvoir défendre les autographes des recueils français qu'en niant, aux dépens de l'évidence, l'authenticité de quelques autographes des recueils allemands. Cet état de polémique serait à lui seul une démonstration.

Quand MM. Scherer et de Sybel attaquèrent pour la première fois l'authenticité des lettres de Marie-Antoinette, leur discussion ne portait que sur les preuves intrinsèques. On attaquait les documents par des motifs tirés de leur texte et l'on émettait des doutes au sujet de leur provenance. La publication de fac-simile, donnés par M. Feuillet de Conches dans son troisième volume, fournit un nouvel élément de discussion. Presque en même temps, M. d'Hunolstein fit, à Munich, la rencontre de MM. de Sybel et d'Arneth, et leur communiqua ses autographes. M. de Sybel a fait connaître, en décembre 1865 ¹, le résultat de l'examen auquel, grâce à cette libérale et loyale communication, il put se livrer. D'autre part, de nouveaux moyens de contrôle ont été offerts par la publication des fac-simile de la deuxième édition du recueil de M. d'Arneth, et par l'examen de signatures authentiques de Marie-Antoinette existant à Versailles, dans les registres de l'état civil. Nous allons ici mettre le public à même de se prononcer sur cette importante partie du débat, en plaçant sous ses yeux les pièces elles-mêmes. A ce travail sont joints: 1° des fac-simile de signatures de la reine, pris à la mairie de Versailles et aux archives de l'Empire, et qui n'ont pas encore été publiés; 2° la reproduction de fac-simile des volumes de M. d'Arneth; 3° les fac-simile d'*originaux* de M. d'Hunolstein et de M. Feuillet de Conches. Nous croyons donc pouvoir apporter sur ce point une lumière complète et décisive.

Mais avant d'entrer dans l'examen technique de l'écriture; il convient de constater un fait important. M. Feuillet de Conches et avec lui les défenseurs de sa thèse, et surtout l'expert

¹ Dans son *Historische Zeitschrift* et dans la *Revue moderne* du 1^{er} décembre.

en autographes M. Charavay ¹, ont énergiquement soutenu que les lettres attaquées étaient parfaitement conformes à l'écriture de la reine. M. Charavay a même déclaré, à plusieurs reprises, que la reine n'avait eu qu'une écriture, et a été jusqu'à nier formellement l'authenticité des premiers fac-simile donnés par M. d'Arneth. Aujourd'hui M. Feuillet de Conches, en présence des fac-simile de la deuxième édition de M. d'Arneth, de trois lignes autographes d'une lettre de 1770, tirée des archives de Parme, et dont il a eu communication, des signatures conservées à Versailles dans les registres de l'état civil, convient que Marie-Antoinette *a eu deux écritures*, et abandonne sur ce point la thèse qu'il avait défendue. Il n'en maintient pas moins, il est vrai, l'authenticité des lettres qui ne sont pas conformes aux fac-simile de M. d'Arneth. Nous verrons plus loin par quels motifs.

M. d'Hunolstein, dans son entrevue de Munich, avait annoncé à M. de Sybel qu'il soumettrait ses autographes à l'examen du public compétent, à Paris d'abord, puis en Allemagne et notamment à Vienne. Nous ne croyons pas que cet examen solennel ait eu lieu ; mais nous savons que M. d'Hunolstein a mis la plus parfaite obligeance à placer ses documents sous les yeux des personnes qui ont sollicité cette faveur. Nul doute que M. Feuillet de Conches n'ait agi de même ; mais il n'a pas non plus fait l'exposition publique, aux archives de l'Empire ou à la bibliothèque impériale, promise par lui pour l'hiver de 1866.

Quoique cette double exposition n'ait pas eu lieu, nous avons les éléments d'un débat approfondi sur la question de l'écriture. Les fac-simile nous tiennent lieu des pièces ; et nous n'hésitons pas à dire qu'à la seule vue de ces fac-simile le doute n'est plus possible.

Que nous présentent-ils en effet ? Une écriture mal formée, subissant des modifications successives, et se fixant enfin, au bout de quelques années, pour prendre un caractère définitif. Voilà ce qu'on observe également et dans les fac-simile de M. d'Arneth dont nous reproduisons des signatures, et dans les signatures reproduites d'après les documents de Versailles et des archives de Paris. Au début l'écriture est grande, irrégu-

¹ Voir *l'Amateur d'autographes* du 16 mars 1866.

lière, incorrecte, tout en ne manquant pas d'une certaine fermeté. On reconnaît là, avec M. Feuillet de Conches, les rudiments d'une belle écriture. Telles sont les deux lettres du 9 et du 12 juillet 1770 ¹; telles sont les signatures de l'acte de mariage de la dauphine ² et de l'acte de mariage du comte et de la comtesse de Provence ³. Pour cette même année 1771, nous avons dans M. d'Arneth un fac-simile qui annonce déjà une transformation ⁴: l'écriture est moins grande, moins décousue, bien que les caractères généraux soient les mêmes. Ces caractères persistent dans les fac-simile de 1772 et de 1773 ⁵. On les reconnaît aux signes suivants : les lettres sont jointes les unes aux autres par des liaisons, l'A majuscule est pointu, le *d* ressemble à un *d* d'imprimerie, l'*f* a une double boucle, l'*r* tient aux autres lettres et est toujours *de coulée*, l'M majuscule n'a que deux jambages. A la fin de 1774, une transformation nouvelle, un changement radical s'opère : plus de liaisons entre les lettres, le *d* devient rond et s'incline de droite à gauche, l'*f* perd sa boucle à l'extrémité inférieure qui se recourbe en sens inverse, l'*r* est *de bâtarde* et a son crochet à droite au lieu de l'avoir à gauche. Mais l'écriture n'est point définitivement fixée. L'A pointu se retrouve encore dans la signature du 17 décembre 1774 ⁶; il est rond et minuscule dans une autre du 31 décembre ⁷. En 1777, il s'agrandit et prend le caractère qu'il aura désormais. Enfin l'M conserve les deux jambages dans les signatures de 1777 à 1780 et ce n'est que postérieurement qu'apparaît quelquefois l'M à trois jambages qu'on trouve dans une signature de 1788 ⁸. A partir de 1780, l'écriture de la reine est fixée et ne se modifie plus.

Qu'on place maintenant en regard les fac-simile reproduisant les prétendus autographes de MM. d'Hunolstein et Feuillet de Conches ⁹, on trouvera une écriture conforme non pas à celle

¹ Dans M. d'Arneth, 1^{re} et 2^e édition. Voir les fac-simile de Vienne, n° 1.

² Fac-simile de Paris et Versailles, n° 1.

³ *Ibid.*, n° 2.

⁴ Fac-simile de Vienne, n° 2.

⁵ *Ibid.*, n° 3 et 4; fac-simile de Paris et Vienne, n° 3. Il y a encore aux archives de l'empire une seconde signature de 1773.

⁶ Dans M. d'Arneth, 1^{re} édition, fac-simile de Vienne, n° 5.

⁷ Fac-simile de Paris et Versailles, n° 4.

⁸ *Ibid.*, n° 11.

⁹ Remarquons ici que si l'autographe des deux lettres de 1777, dont M. Feuillet

Fac-simile de Vienne.
Recueil de M^{re} d'Arnoeth.

1 1770 3 Juillet

Antoinette

2 1771 21 Juin

Antoinette

3 1772 14 Octobre

Antoinette

4 1773 21 Septembre

Antoinette

5 1774 17 Décembre

Antoinette

6 1775 Février

ce seroit de
matin
je sais, m^{re} le comte, que mon

7 1780 15 Mai

Marie Antoinette

rsailles.

des dates correspondantes dans les pièces authentiques, mais à l'écriture de la reine dans une période plus récente. Les lettres de M. d'Hunolstein, comme celles de M. Feuillet, n'offrent en effet qu'une seule et même écriture. Quand on en a vu une on les a vues toutes, et les lettres de 1770 qui ouvrent les recueils français sont conformes aux originaux de 1791 qui sont conservés aux archives de l'Empire.

Sur ce point du débat, il convient d'entendre M. Charavay, dont la compétence spéciale et la longue expérience semblaient promettre d'utiles éclaircissements. Dans l'*Amateur d'autographes*¹, recueil qu'il a fondé en 1861 et dont il continue la publication avec une louable persévérance, M. Charavay a comparé les fac-simile de M. d'Arneth avec les nombreux documents autographes émanés de Marie-Antoinette qui, depuis trente-six ans, ont passé entre ses mains. De cet examen minutieux est résultée pour M. Charavay la conviction que les deux derniers fac-simile (de 1774 et de 1780), de la première édition (seule parue alors) de M. d'Arneth, étaient bien de l'écriture de la reine, mais que les deux premiers (de 1770 et 1773) n'étaient pas de Marie-Antoinette. Aux yeux de M. Charavay, la lettre du 9 juillet 1770 est un « chiffon de papier » qu'il aurait « honte de combattre ; » c'est « une copie faite sans doute par un enfant de 8 à 9 ans au plus, ou par une femme de chambre complètement illettrée. » La lettre du 21 septembre 1773 est de la même écriture, mais mieux formée. Ces deux pièces n'offrent aucune analogie avec la lettre suivante donnée en fac-simile par M. d'Arneth et qui porte la date de 1774, non plus qu'avec toutes les lettres connues de la reine. Or, « il y a dans l'écriture d'un homme ou d'une femme des caractères généraux qui ne changent jamais, et qu'on retrouve facilement à toutes les époques de sa vie. » En vertu de cette loi et après mûr examen, l'expert en écritures déclare donc que les deux premiers fac-simile, « qu'on ne peut admettre qu'en s'avouant vaincu, » *ne sont pas de l'écriture de Marie-Antoinette.*

Quand parut la seconde édition du recueil de M. d'Arneth, qui contenait huit nouveaux fac-simile, ce ne fut plus seule-

donne le fac-simile, est faux, le fonds des lettres est vrai, car elles existent aux archives de Vienne en copie.

¹ *La question de l'écriture dans les lettres de Marie-Antoinette*, n° du 16 mars 1866.

ment *deux* mais *sept* fac-simile que M. Charavay refusa. Les lettres dont M. d'Arneth donnait le fac-simile n'étaient, selon lui, que des copies ¹.

M. d'Arneth, dont M. Charavay, en traitant à fond la question de l'écriture, avait dit qu'il « connaissait très-peu l'écriture de Marie-Antoinette, » intervint alors dans le débat. Dans une lettre du 21 mars 1866, dont M. Charavay publia une bonne partie ², il déclarait qu'étant l'un des directeurs des archives d'Autriche, « l'avantage de sa position officielle l'autorisait à prétendre qu'il n'y avait personne en Europe qui connût mieux que lui l'écriture de la reine dans les différentes époques de sa vie. » M. d'Arneth maintenait donc l'authenticité de tous les autographes de Vienne ; il déclarait que l'écriture de la jeune dauphine, informe au commencement, s'était modifiée peu à peu et avait finalement changé entièrement de caractère. Il rappelait que le premier, et avant d'avoir vu les autographes de M. d'Hunolstein, il avait constaté les différences qu'offrait l'écriture de Marie-Antoinette.

M. Charavay répondit à M. d'Arneth par une lettre, insérée dans l'*Amateur d'autographes* ³. Il y maintenait, sans la fortifier, son argumentation : les sept lettres de Vienne ne pouvaient être authentiques, puisque leur écriture était *totale-ment différente* des autres lettres données en fac-simile par M. d'Arneth et des lettres « au nombre de plus de quatre cents, sans compter des signatures sur des contrats de mariage et cent cinquante pièces authentiques venant de la cour des comptes, » qui avaient passé sous les yeux de M. Charavay. L'écriture de la reine est sans liaisons et sans jambages accentués ; la reine écrivait lentement en 1769, au témoignage de Vermond, et par conséquent elle a toujours écrit sans liaisons. Enfin d'une année à l'autre on ne transforme pas radicalement son écriture. Voilà les preuves *mathématiques* alléguées par M. Charavay.

- M. d'Arneth lui répondit par une dernière lettre ⁴ : « Vous ne parviendrez jamais, écrivait-il, à démontrer l'impossibilité d'un changement dans l'écriture de la reine, parce que ce serait

¹ L'*Amateur d'autographes* du 1^{er} avril 1866.

² L'*Amateur d'autographes* du 16 avril 1866.

³ Même numéro.

⁴ L'*Amateur d'autographes* du 1^{er} mai 1866.

se mettre en contradiction ouverte avec des faits indubitables. Mes paroles ne sont pas, comme vous vous plaisez à le dire, des *paroles en l'air*. Ma certitude est absolue, et elle est fondée sur les faits suivants : les lettres conservées à Turin proviennent de trois sources ; 1°, les lettres de Marie-Antoinette à sa mère étaient la propriété privée de Marie-Thérèse et ont passé aux empereurs ses héritiers ; 2°, après la mort du comte de Mercy, le gouverneur d'Autriche recueillit les lettres de la reine à Mercy ; 3°, les archives de cour et d'état sont en possession d'une riche collection de lettres et de rapports du comte de Mercy, parmi lesquels se trouvent quelques billets autographes de Marie-Antoinette. Voilà donc trois sources différentes. Or la concordance entière qui existe entre l'écriture de ces diverses lettres, pour des époques analogues, ne permet pas de conserver le moindre doute sur leur authenticité. »

Telle est en substance la réponse de M. d'Arneth. Le savant éditeur ajoutait que, parmi les billets à Mercy provenant des deux dernières sources indiquées, il s'en trouvait trois qui reproduisaient identiquement l'écriture des premiers fac-simile. L'un de ces billets portait l'adresse, écrite également de la main de la dauphine, et son cachet en cire rouge, aux armes de France et d'Autriche.

Malgré des raisons aussi péremptoires, M. Charavay ne se tint pas pour battu. Dans sa dernière réplique, il parle des *copies* émanant d'un enfant de huit à neuf ans ou d'une femme de chambre, comme d'un fait *démontré* par lui d'une manière assez claire. Il *nie formellement* la transformation qui se serait opérée dans l'écriture de Marie-Antoinette. L'écriture des billets à Mercy, dont M. d'Arneth lui a envoyé le calque, est celle d'une enfant qui a eu au plus une année de leçon : ce n'est pas l'écriture de Marie-Antoinette. — M. Charavay annonçait en même temps une prochaine réponse où tous les arguments seraient repris un à un. Il ne l'a pas publiée.

M. Charavay devait bientôt rencontrer un adversaire où il était loin de l'attendre. Cet adversaire n'est autre que M. Feuillet de Conches. Il était impossible de venir mieux en aide à M. d'Arneth et de renverser plus *mathématiquement* l'argumentation de M. Charavay, que l'habile et heureux collectionneur, le *Curieux* expérimenté, ne l'a fait dans l'introduction de son quatrième volume.

M. Feuillet de Conches constate comme un fait évident, indiscutable, admis par tout le monde, que, à partir de 1774, l'écriture de Marie-Antoinette est fixée, et qu'elle resta constamment la même jusqu'à sa mort. Que quelques différences de détail puissent être relevées, peu importe. « Le fond de l'écriture reste le même, et là est la question entière. » Mais avant 1774, il y a deux écritures en présence. Quelle est la vraie? quelle est la fausse? Il est certain que la dauphine avait une fort mauvaise écriture. Marie-Thérèse, au commencement de 1771, la trouvait de plus en plus mauvaise et incorrecte, et en était humiliée quand elle voyait les lettres de sa fille passer de main en main. Malgré tout, la différence entre les fac-simile de Vienne et l'écriture connue de Marie-Antoinette, les liaisons qui existent dans ces premiers fac-simile, la forme des lettres, tout se réunissait pour causer un étonnement universel, et exciter chez les hommes du métier un doute absolu sur l'authenticité des originaux. « C'est radicalement invraisemblable, répétait-on. *Mais le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable, et si une première impression d'instinct a son prix, il faut néanmoins, en matière d'expertise, s'en méfier.* » Aussi M. Feuillet de Conches suspendit son opinion jusqu'à plus ample informé. C'est alors qu'il eut communication de la lettre de Parme du 20 avril 1770; qu'il recueillit à Versailles une « abondante moisson » de signatures originales, et qu'il put constater la « grande variété d'aspect » des signatures et leur analogie avec les fac-simile viennois. De cet examen consciencieux et approfondi, M. Feuillet de Conches conclut : « En présence de tels documents français et parmesan, précis, authentiques, il eût été difficile de ne pas admettre que Marie-Antoinette avait eu deux écritures, dont une de 70 à 74, et qu'à partir de cette dernière année, elle avait fait en secret, pour changer son écriture, les efforts héroïques qu'elle fit pour la musique. Persécutée à outrance et tournée en ridicule pour le mauvais aspect de son écriture de jeune fille, elle la métamorphose à force de dominer la constitution naturelle de sa main... Acte de volonté qui est des plus frappants. » Et M. Feuillet résume la question en ces termes : « Faute de documents autographes de Marie-Antoinette des années 1770 à 1774, soit à notre cour des Comptes, soit à notre Bibliothèque impériale, soit à nos grandes archives nationales, qui ne possèdent que des

pièces d'années postérieures ¹ : — faute de points de comparaison, en un mot, on avait admis en France pour l'écriture primitive de cette princesse, *une écriture qui n'était point la sienne. Écrivant mal, elle faisait le plus souvent écrire pour elle, jusqu'au jour où elle se produisit avec sa plume métamorphosée. Tous tant que nous sommes, nous avons pris le change. J'ai réussi à fournir des éléments de conviction sur ce point, et je m'en applaudis* ². »

M. Charavay est-il enfin convaincu? La vue des signatures, qui a fait revenir M. Feuillet de Conches sur son opinion, le persuadera-t-elle enfin que Marie-Antoinette a changé d'écriture? Nous ne doutons pas qu'il ne reconnaisse loyalement son erreur, en suivant l'exemple donné par M. Feuillet de Conches, qu'il faut féliciter d'avoir fait faire sur ce point un pas décisif à la question.

Mais alors, dira-t-on, M. Feuillet passe condamnation sur les lettres prétendues autographes des années 1770 et suivantes? il convient qu'elles sont apocryphes? — Non, M. Feuillet maintient l'authenticité des lettres : La reine, nous a-t-il dit, « *faisait le plus souvent écrire pour elle.* » Elle avait, poursuit-il, « *harcelée qu'elle était à cause de l'ensemble de sa mauvaise écriture, et pressée ensuite par le temps, alors qu'elle se fut mêlée d'affaires, un secrétaire de la main, nommé Desalles...* Le rôle de cette plume est manifeste *pour les lettres des premiers temps, authentiques et revêtues de cachet* ³. »

¹ On voit par nos fac-simile que M. Feuillet de Conches est ici dans l'erreur. Les archives de l'Empire possèdent deux signatures autographes de 1773, qui ont été trouvées par M. de Beaucourt dans les cartons provenant des archives de la Couronne.

² Introduction du t. IV, p. xxxiii-xlii.

³ Introduction du t. IV, p. xliii. M. Feuillet est tombé dans d'étranges contradictions à ce sujet; après nous avoir parlé de l'existence d'un secrétaire de la main (p. xliii-xliv) il dit (p. xlv) : qu'à l'exception des faux de l'affaire du collier, « on ne cite pas des imitations constatées de cette écriture royale trop étrange, trop nerveuse, ce semble, et trop nuancée pour être facile à contrefaire. » Et pourtant M. Feuillet, à la même page, a cité une lettre à Marie-Christine où la reine dit que son écriture est facile à imiter et que « c'est possible, quand on songe à ce qu'il y avait d'artificiel, de lâche et de décousu... dans son écriture. » Ailleurs, M. Feuillet parle des « caractères jetés avec une fermeté remarquable » de la lettre du 9 janvier 1770, malgré son « barbouillage informe; » et dans la lettre de l'année suivante, il « sent germer les rudiments d'une belle et grande écriture à l'instar de nos anciens rois (p. xli). »

Marie-Antoinette a eu un secrétaire de la main ? Desalles a accompli chez elle la « révolution graphique » de 1774 ? Mais il faudrait donc admettre que Marie-Antoinette a pris en 1774 l'écriture de Desalles, au lieu de transformer sa propre écriture, ce qui est inadmissible. Ou bien il faudrait, selon la remarque de M. Geffroy ¹, que le secrétaire de la main ait imité et reproduit, dès 1770, l'écriture que la reine devait avoir plus tard, ce qui ne l'est pas moins. On aura beau faire, la preuve est complète sur ce point. Elle est administrée par les défenseurs comme par les adversaires de l'authenticité des lettres françaises. Il résulte de la comparaison des écritures que toutes les lettres de 1770 à 1774, et un certain nombre des années suivantes, n'ont pu être écrites par la reine, et qu'elles ont été fabriquées.

IV.

Je n'ai plus à traiter que la question de provenance des documents de MM. d'Hunolstein et Feuillet de Conches.

Fixons d'abord les vrais principes sur la matière. Toute pièce qui n'a pas en sa faveur des origines officielles, ou des origines privées dont l'authenticité soit démontrée par l'histoire ou par une transmission légitime, est pour cela seul suspecte. Cette loi peut sembler sévère, mais qu'on songe aux procédés audacieux de falsification, si habilement pratiqués de nos jours. Ne garantissait-on pas récemment encore l'authenticité de soi-disant lettres et écrits de Louis XVI, dus à l'imagination féconde de Babié et de Sulpice de la Platière ² ? En 1855, les tribunaux de Weimar n'ont-ils pas condamné comme faussaire, un sieur de Gerstenbergk qui, en quelques années, avait fabriqué plusieurs centaines d'autographes de Schiller ? Cette lucrative industrie dure encore, s'il est vrai, comme des personnes graves me l'ont affirmé, qu'une *fabrique* de documents est en pleine activité au delà du Rhin. Du reste, dans

¹ *Revue des Deux-Mondes* du 15 juillet 1866, p. 509.

² Voir à ce sujet l'écrit de M. de Beaucourt : *Une supercherie littéraire. Les lettres de Louis XVI* (br. extr. de la *Revue bibliographique et littéraire*, 1863); voir également sur ce procédé de fabrication littéraire : M. de Sybel, dans la *Revue moderne*, loc. cit., p. 439; M. Geffroy, dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 juillet 1866, p. 504; M. Feuillet, introduction du t. III, p. xxv-xxvi.

une époque de mercantilisme où l'astuce spéculait sur toute chose, il serait étonnant que la supercherie n'eût pas utilisé à son bénéfice la passion de l'*inédit*, maintenant à la mode, et n'eût pas surpris la religion de quelques amateurs ; si MM. d'Hunolstein et Feuillet de Conches ont été de ce nombre à certains égards, ce fait n'a rien de blessant pour eux, et leur loyauté saura tôt ou tard faire la *part du feu*, comme l'a dit M. Sainte-Beuve.

D'où viennent les autographes de M. d'Hunolstein, ces autographes auxquels le public a cru sur sa seule parole, qui d'ailleurs lui offrait toute garantie ? L'heureux possesseur de tant de richesses ne nous le dit pas. « Toutes les pièces qui font partie de cette publication, lit-on dans l'avertissement, ont été copiées et collationnées avec le plus grand soin *sur les originaux appartenant à M. le comte d'Hunolstein* ¹. » Et dans l'avertissement de la troisième édition, M. d'Hunolstein ajoute seulement ces mots : « Toutes les pièces qui font partie de notre collection, nous les avons acquises depuis un certain nombre d'années, ainsi que M. Feuillet de Conches a peut-être pu le savoir. » Nous lisons cependant dans la dernière dissertation de M. Feuillet, en un passage où il s'excuse des *lapses* de son premier volume ² : « J'avais ignoré jusque-là l'existence entre les mains de M. d'Hunolstein de tant de lettres de l'infortunée reine ; l'alarme me prit, » etc. — Quoi qu'il en soit, M. Feuillet a senti le besoin d'être plus explicite sur les pièces, rares on l'a vu en comparaison de celles de M. d'Hunolstein, qui ont été suspectées dans sa publication. Dans un second tirage de ses deux premiers volumes, tirage que M. de Sybel dit n'avoir pu se procurer, malgré tous ses efforts³, et qui pourtant avait été mis en vente dans le mois de mars et d'avril 1865⁴, M. Feuillet a pris soin d'indiquer la provenance de chacun de ses documents. Ces indications n'ont pas désarmé la critique. Ce n'étaient pas d'ailleurs les seuls changements qu'il y eût à relever dans le second tirage. On en peut signaler d'étranges et d'inexplicables : la signature *Antoinette* se substituant à celle

¹ 1^{re} et 2^e édit., *avertissement*.

² T. IV, p. xvi.

³ *Revue moderne*, l. c., p. 443-46.

⁴ Voir plus haut, p. 182, note 1.

de *Marie-Antoinette*¹ ; *monsieur* prenant la place de *mon cher* dans trois lettres de Louis XVI à Saint-Germain, à Turgot et à Malesherbes² ; des lettres d'abord signées reparaissant sans signatures³ ; des lettres de M^{me} Elisabeth, publiées dans le premier tirage *sur les autographes*, données dans le second avec des additions considérables et de nombreuses variantes⁴. Pourquoi tous ces remaniements ? Est-il possible de les expliquer, comme le fait M. Feuillet⁵, par des *lapsus* et des *coquilles* ?

Si l'on compare les lettres de M. d'Hunolstein à celles de M. Feuillet, on remarque, à côté des doubles emplois que nous avons signalés, des différences de dates et de mots. Peut-on accepter les explications données à cet égard ? La reine, a-t-on dit, écrivait souvent des lettres en double et en triple exemplaires, et conservait la minute ; les divergences s'expliquent par là, aussi bien que la présence simultanée des mêmes lettres dans des collections différentes. Cette hypothèse ingénieuse, qu'on peut admettre pour la période révolutionnaire, est inadmissible pour les lettres à Marie-Thérèse et à Marie-Christine. Or M. Feuillet, sur ses *neuf* lettres à Marie-Thérèse, en a six qui se retrouvent chez M. d'Hunolstein, et parmi ses *treize* lettres à Marie-Christine, il n'y en a qu'une qui lui appartienne en propre. Comment expliquer l'existence en double exemplaire de ces dix-huit lettres ? Il est vrai que toutes ces pièces ne se retrouvent pas en *doubles originaux*. Des six lettres à Marie-Thérèse, trois sont en minutes autographes dans le cabinet de M. Feuillet, trois proviennent d'un *Cahier des lettres de l'archiduchesse dauphine de France*, tenu par l'abbé de Vermond, et qui serait conservé à Vienne dans les archives de cour et d'État ; des douze lettres à Marie-Christine, cinq existent en minute

¹ Cf. t. I, 1^{er} tirage, p. 2 ; et 2^e tirage, p. 2. M. Feuillet ajoute ici en note : « Dans les premiers temps, la dauphine signait indifféremment *Marie-Antoinette* ou seulement *Antoinette*. » La lettre est indiquée : « Autographe de mon cabinet. » Mêmes changements p. 3 et 5, pour une lettre également « autographe. »

² Cf., *ib.*, p. 69 ; et *ib.*, p. 76 (autographe du cab. de M. Feuillet) ; p. 72 et 79 (*idem*) ; p. 73 et 82 (*idem*). Ici un *Monsieur* tout court remplace : *Mon cher Malesherbes*.

³ Cf., p. 25, 53, 133, 138, 146, 171 du t. I du 1^{er} tirage, avec 2^e tirage, p. 32, 62, 139, 144, 152, 178.

⁴ Voir en particulier, p. 247, 258, 289, 291, 292, 293, 295, 301 et 312 du t. I du second tirage. Les deux tirages se distinguent encore par l'addition de quatre lettres nouvelles (t. I., p. 17, 158, 224 ; t. II, p. 441.)

⁵ Introduction du t. IV, *passim*.

autographe, sept sont tirées de ce même cahier. Enfin les lettres à l'archiduchesse Amélie (5 octobre 1770) et à Joseph II (8 octobre 1775), également communes aux deux recueils, proviennent du cahier de Vermond. Par malheur ces minutes autographes, — on l'a vu pour la lettre sur M^{me} du Barry et pour celle sur M^{me} Elisabeth, — sont fort suspectes et ont une parenté évidente, quant au fond et à la forme, avec les prétendus autographes de M. d'Hunolstein. Quelle apparence y a-t-il, d'ailleurs, que Marie-Antoinette ait gardé les minutes de ses lettres à Marie-Christine ? — L'autre source indiquée est-elle plus sûre ? Vermond a-t-il tenu un registre des lettres de l'*archiduchesse dauphine de France* à sa mère, à ses deux sœurs et à son frère ? Est-il présumable qu'on y retrouve des lettres de la reine de 1775 et de 1786 ? M. Feuillet nous apprend que ce *Cahier de lettres* est conservé aux archives de Vienne. En ce cas, il faudrait donc, pour le découvrir, ces « yeux de lynx armés de verre » dont il parle quelque part, car les archivistes de Vienne, interrogés à ce sujet par M. Geffroy, ont répondu « qu'ils ne connaissaient pas un tel cahier, qu'ils n'en avaient jamais eu connaissance, et qu'il n'y avait pas trace de son passage, à quelque époque que ce fût, dans les archives impériales de Vienne ¹. » M. Feuillet, après un long silence, a répondu qu'« une semblable objection ne pouvait à coup sûr émaner des archives elles-mêmes, et que ce qu'il avait avancé, il le répétait et l'affirmait ². » A quoi M. Geffroy oppose, dans sa dernière réplique, le témoignage formel du sous-directeur des archives impériales, M. d'Arneth, qui l'autorise à déclarer en son nom que ce cahier n'existe « ni aux archives de l'Etat, ni à la bibliothèque privée de l'empereur, ni, à ce qu'il sache, autre part à Vienne ³. »

Voilà des provenances, il faut en convenir, bien peu justifiées. N'est-on pas désormais en droit de se méfier de ces indications : *Autographes de mon cabinet ; Collection de M. tel ou tel* ? En présence de la fraude évidente dont l'écriture même des lettres de 1770 à 1774 nous fournit la preuve, qui nous garantira l'authenticité de ces *autographes* provenant d'acquisitions, et dont la

¹ Voir le *Temps* du 5 janvier 1866.

² Introduction du t. IV, p. xv.

³ *Revue des Deux-Mondes* du 15 août 1866, p. 1034.

transmission ne saurait être établie ? Ne trouvons-nous pas une nouvelle preuve de défiance dans les fac-simile des lettres des 14 et 20 septembre 1777, que donne M. Feuillet ? Car si le texte de ces lettres est authentique, puisqu'il est conforme aux copies de Vienne, l'écriture à coup sûr en est falsifiée. Cela se reconnaît non-seulement à la différence de cette écriture avec les documents authentiques de la même époque, mais à certains caractères qui ne se retrouvent que dans les lettres des recueils français.

Il est donc permis de conclure que les six lettres à Marie-Thérèse, les douze lettres à Marie-Christine, la lettre à l'archiduchesse Amélie, la lettre à Joseph II du 8 octobre 1775, qui se trouvent dans le recueil de M. Feuillet de Conches, sont apocryphes. Les motifs tirés de la provenance viennent ici se joindre aux considérations présentées plus haut. Il en est de même pour les lettres à Marie-Thérèse des 8 et 15 mai 1770, qui appartiennent en propre à M. Feuillet, et qu'il reproduit sur les *Autographes de son cabinet*, autographes qui, de l'aveu de M. Feuillet lui-même, ne sont pas de l'écriture de la dauphine.

Nous ne discuterons point ici la question d'authenticité d'autres lettres, suspectées en raison de leur texte ou de leur provenance. Il nous suffira d'appeler l'attention sur les lettres au roi de Suède ¹, au comte de Guiche, et au comte d'Artois ², qui se trouvent dans le recueil de M. Feuillet comme dans le volume de M. d'Hunolstein ; sur les lettres à la princesse de Lamballe ³, quelques lettres à Mercy ⁴ et à la duchesse de Polignac ⁵, trois

¹ Cette lettre était indiquée, dans les premières éditions de M. d'Hunolstein, comme adressée au duc de Saxe-Teuschen. M. Feuillet l'ayant donnée d'après l'original autographe conservé aux archives de Suède, M. d'Hunolstein a corrigé la suscription, en manifestant son étonnement de ce qu'une lettre conservée, au dire de M. Feuillet, aux archives de Suède, lui ait été vendue, *en original*, à Paris.

² Encore une lettre dont le fond paraît exact, mais dont l'autographe est falsifié ; M. d'Hunolstein a l'*original*, et M. Feuillet a eu communication d'un *autre original*, écrit avec de l'encre sympathique.

³ Lettres des 26 décembre 1775, septembre 1778, 21 novembre 1781. (Celle-ci commune avec M. d'Hunolstein), 27 novembre 1781 (cette lettre a figuré en 1850 dans le *Bulletin* de M. Charavay ; l'extrait donné alors portait : *Ma chère Lamballe*, au lieu de *Mon cher cœur*, et la date indiquée est du 25 et non du 27 novembre), 16 août 1788, 2 janvier 1790, etc.

⁴ Voir en particulier celles des 3 juillet 1790 et 20 janvier 1791.

⁵ Voir celles de 1786 (t. I, p. 161), 9 et 11 avril 1787, 11 juillet 1789. On a du

lettres à Léopold II ¹, une à Monsieur ². L'écriture ne pouvant plus ici servir de base à un examen, la question est bien autrement délicate et compliquée.

Ainsi les preuves intrinsèques nous ont fait voir dans les lettres de Marie-Antoinette à Marie-Thérèse et à Marie-Christine, des disparates, des contradictions, des impossibilités; les preuves extrinsèques nous ont démontré qu'une partie des prétendus originaux des collections françaises n'étaient pas de l'écriture authentique de Marie-Antoinette; l'examen de la provenance des pièces n'a pas moins excité notre légitime défiance. Le recueil de M. d'Hunolstein, composé exclusivement de documents publiés *sur les originaux* faisant partie de son cabinet, nous semble donc devoir être rejeté dans sa presque totalité ³. La vaste collection de M. Feuillet de Conches, composée en majeure partie des documents tirés des archives publiques, nous paraît contenir une trentaine de pièces apocryphes, et un nombre à peu près égal de pièces suspectes ou douteuses.

Nous n'en apprécions pas moins les services rendus par cette importante publication. Les vrais documents fournis à l'histoire se comptent par centaines. Combinés avec ceux dont M. d'Arneth a su faire une si belle moisson, ils permettent de placer sous un jour, non plus discret et mêlé d'ombres, mais éclatant, la vie privée et la vie publique de Marie-Antoinette. Nous essayerons de le faire dans un prochain article.

GEORGES GANDY.

20 juillet 1789 deux lettres autographes, une en la possession de M. Feuillet (t. I, p. 246) et l'autre qui fait partie de la collection de M. le marquis de Flers, que MM. de Goncourt ont publiées dans leur *Hist. de Marie-Antoinette* (p. 231).

¹ Lettres des 7 juillet et 22 octobre 1790 (communes avec M. d'Hunolstein) et 27 décembre 1790.

² 19 juillet 1791, t. II, p. 183.

³ Il faut excepter en particulier certains billets à Mercy, qui ne sont qu'une reproduction falsifiée des originaux de Vienne, et quelques pièces de 1791 qui se retrouvent aux archives de Paris.

CHARLOTTE CORDAY ET FUALDÈS

« Le surnaturel est le naturel même de l'esprit humain, » a dit Chateaubriand avec cette hardiesse pittoresque qui lui est familière. Ce qu'il applique aux tendances religieuses de l'homme, au besoin qu'il a de s'affranchir des liens des sens et même de ceux du raisonnement fondé sur l'expérience, pour chercher en dehors de ce monde, en dehors de lui-même, *la voie, la vérité et la vie*, ne convient pas moins aux choses de l'ordre purement historique. Nous aimons l'étrange, le merveilleux. A la vérité nous préférons la fiction, le roman à l'histoire. La science a beau découvrir et proclamer le mot de certaines énigmes historiques, l'imagination frappée du public résiste, même de celui qui se pique de quelque lecture. Elle rejette des explications dont le seul tort est de trop bien expliquer les choses. On dirait que pour lui les événements de l'histoire ressemblent à ces jeux du théâtre ou du salon qui ont besoin d'être éclairés par la lueur prestigieuse du gaz ou des bougies ; les rayons du soleil, qui accusent la forme et la couleur véritables des autres objets, dénaturent ceux-ci ou les dissipent.

Il est donc bien admis que les rois ne peuvent ni naître ni mourir comme les autres hommes. Bossuet marié ; — l'Homme au Masque de fer, frère jumeau de Louis XIV ; — Rancé pénétrant la nuit dans la chambre de M^{me} de Montbazon, sa maîtresse, dont il ignore la mort, et s'enfuyant à la Trappe à la vue de sa tête détachée du tronc, parce que l'exiguité du cercueil n'a pas permis de l'y faire entrer ; — la reine Marie-Antoinette complice du cardinal de Rohan et de M^{me} de la Motte dans le vol du fameux Collier ; — Robespierre méditant un projet de mariage avec l'Orpheline du Temple ; — Napoléon travesti par la plume audacieuse du Père Loriquet en Marquis généralissime des

armées de S. M. Louis XVIII; — Cambronne jetant aux Anglais le mot fameux que M. V. Hugo a si fort rapetissé en voulant le grandir ¹, — tous ces contes plus ou moins ridicules, et tant d'autres du même genre, ne cesseront pas d'ici à longtemps d'alimenter la curiosité des ignorants et même des demi-savants.

Il en sera de même des motifs secrets qui auraient poussé Charlotte Corday à assassiner Marat, et de ceux qui auraient amené l'égorgement de Fualdès dans la maison Bancal.

Si nous rapprochons ici ces deux noms, c'est que certaines personnes s'obstinent à chercher entre la mort de Charlotte et celle de Fualdès un lien mystérieux. Comme s'il ne suffisait de toutes les légendes apocryphes dont chacun de ces deux noms a été l'objet, il a fallu qu'on essayât de les unir dans un conte plus chimérique encore et plus absurde que tous les autres. Fualdès assassiné pour venger la mort de Charlotte Corday ! Faut-il discuter sérieusement une pareille hypothèse ? — Pourquoi non, puisqu'elle a été sérieusement posée, et qu'elle confine à d'autres problèmes d'un intérêt plus général, qu'il est impossible de ne pas toucher chemin faisant ? Je l'avais déjà examinée ailleurs, dans un journal moins spécial ²; tout récemment, j'en ai redit un mot dans un recueil justement accrédité parmi les curieux ³, qui avait proposé le problème comme n'étant pas résolu ⁴. Les lecteurs de la *Revue* me pardonneront, j'espère, d'y revenir avec de nouveaux développements.

I.

Le 13 juillet 1793, Charlotte Corday assassinait Marat d'un coup de couteau.

Que d'explications romanesques, puériles, ridicules même, n'a-t-on pas cherchées à cet acte qui en trouvait une naturelle et simple dans l'exaltation patriotique de Charlotte ?

On est assez disposé à soupçonner dans tous les actes d'une femme qui s'écartent de la ligne ordinaire, quels que soient son âge et sa condition, l'influence secrète d'un amour violent.

¹ *Les Misérables*, t. III.

² *Le Droit, Journal général des tribunaux*, n° du 23 juin 1861.

³ *L'Intermédiaire des chercheurs*, n° du 10 octobre 1866, t. III, p. 566.

⁴ T. III, p. 128.

Beaucoup de gens ont donc cru que Charlotte, en tuant Marat, avait voulu venger la mort d'un amant, victime des homicides dénonciations de l'*Ami du Peuple*.

Mais quel était cet amant ? Sur ce point les conjectures ont été fort diverses, et leur diversité même semble élever une première fin de non-recevoir contre tous les noms proposés et contre chacun d'eux.

La plupart ont parlé de Belzunce. Or Belzunce, major en second du régiment de Bourbon-infanterie, en garnison à Caen, avait été massacré par la populace, dans cette ville, le 12 août 1789 ¹, alors que Charlotte habitait encore son couvent de l'Abbaye-aux-Dames, et, s'il est à la rigueur possible qu'elle l'eût quelquefois rencontré chez l'Abbesse à laquelle il était allié, il est bien certain que Marat, dont le fameux journal, *le Publiciste*, ne commença à paraître que le 12 septembre suivant ², n'était pour rien dans l'assassinat de Belzunce et dans les atrocités qui furent commises sur son cadavre. Quatre années entières s'étaient d'ailleurs écoulées depuis la mort de Belzunce, quand Marat fut frappé.

D'autres ont nommé Boisjungan de Maingré, fusillé, paraît-il, en 1792, comme émigré pris les armes à la main ³. On sait qu'il fut compromis dans une échauffourée contre-révolutionnaire qui eut lieu à Caen le 5 octobre 1791, emprisonné au château de cette ville et relaxé en vertu d'un décret de l'Assemblée Législative du 24 janvier 1792. Des circonstances de sa mort, de ses prétendus rapports avec Charlotte Corday, on n'a pas la moindre trace. M. Frédéric Vaultier, mieux placé que personne pour savoir la vérité à cet égard, dit dans des *Notes* manuscrites que j'ai sous les yeux : « On a beaucoup prétendu à Caen qu'il aurait existé un projet de mariage entre M^{lle} de Corday et de M. de Boisjungan ; rien ne tend à confirmer cette supposition. » Ajoutons que M. de Boisjungan, lui aussi, aurait été mort depuis longtemps au moment de l'assassinat de Marat, que Marat n'aurait été pour rien dans les causes de sa mort, et

¹ Et non pas en 1790, comme l'ont dit la plupart des historiens.

² Deschiens, *Bibliographie des journaux*, p. 474; Hatin, *Histoire politique et littéraire de la presse en France*, t. VI, p. 26.

³ Louis du Bois, *Charlotte Corday*, p. 23; F. Vaultier et G. Mancel, *Souvenirs de l'insurrection normande dite du Fédéralisme*, en 1793, p. 107 et 303.

⁴ *Journal des Débats et des Décrets*, n° 116.

qu'enfin les liaisons ultérieures de Charlotte et ses opinions franchement manifestées ne permettent point de supposer qu'elle ait voulu se sacrifier aux idées dont M. de Boisjuran avait été lui-même victime.

M. Paul Delasalle ¹, et après lui M. de Lamartine ², ont admis une légende bien plus romanesque encore. Un jeune homme du nom de Franquelin serait venu, quelque temps après le supplice de Charlotte, mourir à Vibraye (Sarthe) de douleur et d'une fluxion de poitrine. Il portait toujours sur son cœur un portrait et des lettres de Charlotte Corday, et il aurait exigé en mourant que ces lettres et ce portrait fussent ensevelis avec lui. Le secret longtemps gardé aurait été divulgué par une vieille gouvernante qui, voyant un jour dans la galerie d'un amateur du Mans (M. de Saint-Rémy) une copie de la Charlotte Corday de Scheffer, aurait reconnu, sans hésiter, dans les traits de l'héroïne, ceux de la jeune fille dont Franquelin, son ancien maître, contemplait si souvent l'image adorée, plus de quarante ans auparavant. Outre que ce nom de Franquelin n'a laissé aucun souvenir ni dans la ville de Caen ni dans la famille de Charlotte Corday, ni même à Vibraye ³, faut-il relever tout ce qu'offre d'invraisemblable une pareille reconnaissance, après un si long temps écoulé? Faut-il surtout faire remarquer que le portrait de Charlotte que Scheffer a placé dans son tableau, est entièrement de fantaisie? Il m'en a fait lui-même l'aveu, à une époque où l'on n'avait pas encore retrouvé l'original de Haïer, en regrettant de n'avoir pas eu à sa disposition de portrait authentique. Si l'amante de Franquelin ressemblait à la Charlotte de Scheffer, nous pouvons affirmer que ce n'était pas la véritable Charlotte Corday.

Suivant une version plus accréditée, ce serait le beau Barbaroux, dont M^{me} Roland comparait la tête à celle de l'Antinotis, qui aurait touché le cœur de Charlotte. Il l'avait vue à Caen, pendant le séjour des Girondins réfugiés, deux ou trois fois. Elle lui écrivit une de ses dernières lettres. Mais cette lettre elle-même, dans sa gaieté piquante, prouve incontestablement deux choses : la première que Barbaroux n'avait rien pressenti

¹ *Charlotte Corday*, 1843, p. 64.

² *Histoire des Girondins*, livre XLIV, n° 11 (t. VI, p. 210).

³ Les registres de décès de Vibraye, de 1792 à 1795, ne contiennent point le nom de Franquelin.

du courage et du dévouement patriotiques de la jeune fille ; la seconde, qu'elle n'avait été nullement séduite par l'éloquence un peu déclamatoire, la tournure fort obèse et les allures passablement libertines du jeune Girondin. On a les *Mémoires* de Barbaroux, ou plutôt quelques fragments de ces *Mémoires*. Rien n'y perce d'un souvenir, d'un sentiment qui auraient dû y déborder, comme ils eussent rempli sa vie, s'il eût été l'amant aimé de Charlotte. On a même retrouvé et publié dans ces derniers temps une curieuse lettre de Barbaroux ¹, contenant un examen critique de la Tragédie de *Charlotte Corday* que Salles, son camarade de proscription, avait composée dans les souterrains de St-Emilion. Il y disserte élégamment et froidement sur ce sujet brûlant. Il parle de Charlotte avec respect et admiration, comme tous les autres Girondins, mais sans émotion personnelle. Sa lettre se termine par ces lignes : « Fais que ta pièce soit digne de figurer auprès de celles de nos maîtres. Tu le peux, et par la grandeur du sujet, l'intérêt de l'événement, et par tes moyens naturels un peu comprimés par le travail. Si tu mets Adam Lux sur la scène, que de belles choses seront dans sa bouche ! Cet amour sera digne de Charlotte, au lieu que celui de Séchelles m'a tout l'air des désirs d'un libertin. » Ces observations sont d'une justesse frappante, mais ceux qui ont véritablement aimé sont jaloux même après la mort, et ils n'admettent pas, même par supposition poétique, que le cœur qu'ils ont occupé seuls ait pu être partagé par d'autres.

Faudrait-il enfin s'arrêter à l'idée qu'il aurait existé entre Charlotte Corday et Bougon-Longrais, procureur général syndic du Calvados, une liaison plus tendre que la simple amitié ? M. Vaultier, sans la repousser aussi absolument que les autres légendes ², est forcé de convenir que rien ne la justifie. Les dernières lettres de Charlotte, écrites dans un moment où le cœur n'a plus de secrets, ne trahissent rien de cet amour supposé. Elle y dit à Barbaroux : « Je vous prie de faire part de ma lettre au citoyen Bougon, procureur général syndic du département. Je ne la lui adresse pas pour plusieurs raisons : d'abord je ne suis pas sûre que dans ce moment il soit à Evreux ; je crains de plus que, étant naturellement sensible, il ne soit

¹ Publiée par M. Moreau-Chaslon et par M. Vatet, à la suite de leurs éditions de la Tragédie de Salles.

² *Souvenirs*, p. 103.

affligé de ma mort. Je le crois cependant assez bon citoyen pour s'en consoler par l'espoir de la paix : je sais combien il la désire, et j'espère qu'en la facilitant j'ai rempli ses vœux. » C'est là le langage de la simple amitié, d'autant mieux qu'elle ajoute immédiatement : « Si quelques amis demandaient communication de cette lettre, je vous prie de ne la refuser à personne. » Il est vrai que Wimpffen parle d'une lettre d'adieux que Charlotte aurait écrite à Bougon-Longrais ; mais outre que celle que nous venons de citer prouve précisément le contraire, il résulte positivement des déclarations faites à M. Vaultier par Mesnil, administrateur du département du Calvados, le même dont Wimpffen invoquait le témoignage à l'appui de son allégation relative à cette lettre d'adieux, non-seulement qu'il ne l'avait pas vue, mais que Bougon-Longrais lui avait communiqué une vingtaine de lettres par lui reçues de Charlotte, et toutes relatives à des sujets de littérature et de politique ¹. Enfin, ne faut-il pas noter qu'au moment où Charlotte quitta Caen pour aller frapper Marat (9 juillet) et que même à celui où elle le frappa, Bougon-Longrais, qui faisait partie de l'armée insurrectionnelle, et Barbaroux, resté à Caen, étaient encore pleins de vie et d'espérances ? Ce n'est que le 4 janvier 1794, que Bougon-Longrais, qui, proscrit et fugitif, s'était attaché à la fortune du prince de Talmont, un des chefs de l'insurrection vendéenne, fut exécuté à Rennes. Barbaroux le fut à Bordeaux, le 8 juillet suivant, près d'un an après le supplice de Charlotte.

On a prétendu qu'un jeune homme aurait demandé à se constituer prisonnier à sa place, et à subir la peine qui lui était réservée ². Ce ne serait pas le trait d'un amoureux mais d'un fou.

Dans cette foule d'adorateurs de Charlotte Corday, ombres sanglantes ou pâles, qui flottent autour d'elle dans une sorte de demi-jour crépusculaire, comme les fantômes de ses compagnons autour du vieux Fingal dans le tableau de Girodet, il est impossible d'en trouver un seul qui puisse fixer le regard sévère de l'histoire.

Charlotte n'eut qu'un amoureux, amoureux de sa beauté

¹ *Ib.*, p. 54.

² *Notice sur Barbaroux*, par son fils, p. 38, en tête des *Mémoires*, édition de 1822.

comme de son sacrifice, mais qui ne l'aima qu'au pied de l'échafaud. Il demanda pour elle une statue avec ces mots : PLUS GRANDE QUE BRUTUS, et s'écria, en entendant sa condamnation : « Je mourrai donc pour Elle ! » C'était le jeune Adam Lux !

D'autres explications de l'assassinat de Marat par des causes personnelles à Charlotte ou du moins particulières, ont été essayées sans plus de succès.

Wimpffen, qui s'est vengé du reproche de trahison que lui adressaient les Girondins, par des récriminations aussi absurdes qu'odieuses, écrivait quelques années après ¹ : « L'assassinat de Marat est l'ouvrage de cinq des députés réfugiés à Caen ; mais ce n'est pas Marat qui était désigné. C'était Danton que la nouvelle Judith devait immoler. Ils appelaient cela *couper la Montagne en deux*, parce que les lettres dont M^{lle} de Corday était porteuse, renfermaient une instruction qui disait qu'à l'instant du grand événement, il fallait répandre dans tous les coins de Paris que c'était Robespierre qui avait fait faire le coup. Mais M^{lle} de Corday ayant ouvert de ces lettres, vit qu'on y accusait Danton de vouloir porter le petit Dauphin sur le trône ; et comme cette M^{lle} de Corday était fanatique royaliste, elle se garda bien de porter la main sur celui dans lequel elle plaçait son espoir. » Autant de mensonges et d'inepties que de mots ! Cette version est bien digne de celui qui accuse les Girondins proscrits (dont il avait épousé la cause) d'avoir voulu rétablir la monarchie en France, et d'avoir conçu le projet de brûler la ville de Caen tout entière en faisant courir le bruit que cet incendie était l'œuvre des envoyés de la Montagne ! Je ne vois guère, parmi les historiens modernes, que M. Buchez ² qui, dans sa haine aveugle contre la Gironde, ait adopté la version de Wimpffen. Elle ne mérite pas l'honneur d'une réfutation sérieuse ³.

Dans le pays natal de Charlotte, on attribue son action au désir de venger la mort de ses frères. Charlotte avait deux

¹ Note dans l'*Histoire de France depuis la Révolution de 1789*, par Toulongeon.

² *Histoire parlementaire*, t. XXVIII, p. 309 et 338.

³ Il est juste toutefois de reconnaître que Wimpffen ne parle pas de l'amour de Charlotte pour Belzunce, comme le prétend M. Michelet (*Histoire de la Révolution*, t. VI, p. 153. — *Les Femmes de la Révolution*, p. 199).

frères émigrés, mais tous deux lui survécurent. L'un d'eux périt à Quiberon ou plutôt dans les boucheries qui suivirent la bataille ; l'autre, croyons-nous, rentra en France.

Enfin, renchérissant sur toutes ces imaginations, M. Esquiros ¹ reproduit sérieusement, d'après une lettre de M^{me} Simons Candaille, qui l'aurait elle-même tenu de la gouvernante de Marat, le récit le plus étrange. « Celui-ci, par prudence ou par jalousie venait de temps en temps écouter à la porte. Marat aurait, dans un moment d'abandon et de familiarité, touché le bras de Charlotte Corday. A ce geste imprudent que cette jeune fille prit pour une insulte de la part de son ennemi mortel, le visage de Charlotte indignée se couvrit d'une vive rougeur, et sa main qui fouillait depuis quelques instants sous son fichu, en tira un couteau dont elle enfonça la lame très-avant dans le corps de Marat. » Marat, qui se montrait parfois pressant auprès des femmes ², aurait ainsi de lui-même cherché la mort ! Résolutions antérieures, achat du couteau, instances pour arriver jusqu'à lui, haine profonde de Charlotte, tout fait place à un mouvement subit de pudeur offensée..... mouvement dont personne n'aurait été témoin ! La gouvernante, cachée derrière la porte, ne pouvait rien voir. Marat, mort sur le coup, ne put rien dire... Charlotte elle-même, dans ses lettres, ne fait aucune allusion à cet incident.

Cette supposition ne vaut pas mieux que toutes les autres ³.

II.

Quel fut donc le mobile de Charlotte ? Nous l'avons dit : un patriotisme sincère, exalté par la vue des maux de son pays, et rien autre chose.

Ame ardente et fière, nourrie des idées philosophiques et du mauvais goût romain de son temps, tourmentée de ce besoin

¹ *Charlotte Corday*, II, xiv.

² M^{me} Roland, *Anecdotes*, à la suite des *Mémoires*.

³ Je rappelle, seulement pour mémoire, qu'un écrivain du commencement de ce siècle a trouvé que Charlotte Corday était tout simplement folle. Passe pour exaltée ! Mais il faut bien reconnaître que tout dans sa conduite, ses lettres et ses interrogatoires, atteste, au lieu de la folie, l'esprit le plus raisonneur, le plus net et le plus ferme. (Voir une note de l'éditeur dans le IV^e volume des *Femmes*, par M. de Ségur.)

d'héroïsme auquel se mêlait un très-vif désir de faire parler de soi, qui est si frappant non-seulement chez la plupart des hommes, mais surtout chez les femmes de la Révolution, elle conçoit son projet, elle l'exécute et elle meurt dans ce milieu d'idées grandioses et un peu plus hautes que nature où se meuvent les personnages créés par le grand Corneille, son bisaïeul¹. Qu'elle est bien la fille de son esprit comme de son sang² ! Elle-même semble jouer un rôle tragique. Au premier aspect, c'est moins une Française qu'une Romaine ; moins une femme qu'une Euménide antique, avec le haut cothurne et la bouche d'airain. On sent passer dans ses réponses comme un souffle de grandeur et de sincérité qui excite l'admiration autant que la pitié, et qui ne permet d'y soupçonner ni équivoque ni réticence³.

Voici quelques-unes de ces réponses fières et superbes, empruntées, à l'exception de la dernière qui est rapportée par Chauveau-Lagarde, son avocat, aux interrogatoires officiels dans lesquels on aura plutôt cherché à amoindrir son rôle que le grandir.

« Quel motif a pu vous pousser à assassiner Marat ? — R. Ses crimes.

« D. Qu'entendez-vous par ses crimes ? — R. La désolation de la France ; la guerre civile qu'il a allumée dans tout le royaume.

« D. Sur quoi vous fondez-vous pour avancer la réponse ci-dessus ? — R. Ses crimes passés sont un indice de ses crimes présents....

¹ Elle était son arrière-petite-fille et non son arrière-petite-nièce, comme l'ont cru la plupart des historiens, et notamment MM. Michelet, Louis Blanc et Louis du Bois. Ce point, comme tous les autres qui intéressent l'histoire de Charlotte Corday, sera mis en pleine lumière par les excellents travaux de M. Vatel, mon parent et ami.

² « A l'occasion des beaux sentiments de M. Corneille, dignes de Rome, racontait Ségrais, je lui demandais s'il n'y avoit point dans leur famille quelque mémoire ou quelque tradition qu'ils descendissent des Cornéliens qui ont été les plus illustres et les plus vaillans des Romains ; car, lui disois-je, je suis persuadé que vous en êtes échappé. » (*Segraisiana*, p. 58.)

³ Quelques personnes, même dans la famille de Charlotte Corday, soutiennent encore qu'elle était royaliste. Je ne vois pas ce que le royalisme aurait à gagner à se trouver chargé de la mort de Marat, et je vois tout ce que la mémoire de Charlotte aurait à perdre à une dissimulation de ses opinions véritables qui lui ôterait le prestige du courage et de la sincérité ; mais la dissimulation est impossible aux yeux de quiconque a lu et compris ses interrogatoires et ses lettres.

« D. Quels sont ceux qui vous ont engagée à commettre cet assassinat ? — R. Personne. C'est moi seule qui en ai conçu l'idée.

« D. N'avez-vous pas été excitée par des ennemis de Marat que vous ne voulez pas indiquer ? — R. C'est bien mal connaître le cœur humain. Il est plus facile d'exécuter un pareil projet d'après sa propre haine, que d'après celle des autres.

« D. Mais une personne de votre sexe et de votre âge ne peut pas être déterminée à faire un voyage de Paris pour y assassiner un homme qu'elle ne connaît pas ? — R. Il suffit bien de quatre ans de crimes pour me le faire connaître, et je n'avais pas besoin de savoir ce que les autres en pensaient....

« D. Qu'entendez-vous par le mot *anarchistes* ? — R. Ceux qui cherchent à détruire toutes les lois pour établir leur autorité.

« D. C'est donc dans les journaux que vous avez appris que Marat était un *anarchiste* ? — R. J'ai tué un homme pour en sauver cent mille... J'étais républicaine avant la Révolution et je n'ai jamais manqué d'énergie.

« D. Qu'entendez-vous par *énergie* ? — Ceux qui mettent l'intérêt particulier de côté et savent se sacrifier pour leur patrie....

« D. Ne vous êtes-vous point essayée à l'avance avant de porter le coup à Marat ? — R. Non, je ne suis point un assassin....

« D. Qu'avez-vous à répondre aux témoignages qui vous accusent ? — R. Je n'ai rien à répondre, sinon que j'ai réussi....

« D. Comment avez-vous pu regarder Marat comme un monstre, lui qui ne vous a laissé introduire chez lui que par acte d'humanité, parce que vous lui aviez écrit que vous étiez persécutée ? —

« R. Qu'importe qu'il se montre humain envers moi, si c'est un monstre envers les autres ?....

« D. Croyez-vous avoir tué tous les Marats ? — R. Celui-là mort, les autres auront peur peut-être... »

Ne croit-on pas, en écoutant ces réponses, entendre Emilie, cette autre fille du grand Corneille ?

.....
Pour qui venge son père, il n'est point de forfaits.

.....
C'est une lâcheté que de remettre à d'autres
Les intérêts publics qui s'attachent aux nôtres.

Joignons à la douceur de venger nos parents.

La gloire qu'on remporte à punir les tyrans ;

Et faisons publier par toute l'Italie :

La liberté de Rome est l'œuvre d'Émilie.

De quelques légions qu'Auguste soit gardé,

Quelque soin qu'il se donne, et quelque ordre qu'il tienne,

Qui méprise la vie est maître de la sienne.

.....

La perfidie est noble envers la tyrannie

Je me fais des vertus dignes d'une Romaine

Sans emprunter ta main pour servir ma colère,
Je saurai bien venger mon pays et mon père.

Par un trépas si noble et si digne de vous,
Il vous fera sur l'heure aisément reconnaître
Le sang des grands héros dont vous m'avez fait naître¹.

On trouverait d'ailleurs chez la plupart des contemporaines de Charlotte Corday quelque chose de ce langage exalté et grandiose. M^{me} Roland, en montant à l'échafaud, s'incline devant la statue de la Liberté : « O Liberté, s'écrie-t-elle, que de crimes on commet en ton nom ! » Olympe de Gouges laisse ce mot juste et profond : « Les femmes ont bien le droit de monter à la tribune, puisqu'elles ont celui de monter à l'échafaud. » Il n'est pas jusqu'à la jeune Cécile Renault qui, arrêtée chez Robespierre, ayant sur elle deux couteaux, ne semble poser devant la postérité en disant de sa douce voix : « Je voulais voir comment est fait un tyran. »

Je ne puis toutefois m'empêcher de noter dans quelques-unes des réponses de Charlotte et surtout dans sa lettre à Barbaroux, l'insistance avec laquelle elle revient sur *la paix*.

« Maintenant, *vive la paix !*... Puisse *la paix* s'établir aussitôt que je le désire !... Je jouis de *la paix* depuis deux jours !... J'avais sur moi lors de mon arrestation, une adresse aux amis de *la paix*.... Je crois Bougon-Longrais assez bon citoyen pour se consoler de ma mort par l'espoir de *la paix* : je sais combien il la désire, et j'espère qu'en la facilitant j'ai rempli ses vœux... Dites au général Wimpffen que je crois lui avoir aidé à gagner plus d'une bataille, en lui facilitant *la paix*... Je me recommande au souvenir des amis de *la paix*... » *La paix !* mot et sentiment d'une douceur toute féminine et qui reposent de ce qu'il y a d'excessif dans son héroïsme et dans son langage ! C'est ainsi que Jeanne d'Arc, cœur de femme et de héros, expliquait sa mission patriotique par *la pitié qu'il y avait au royaume de France*. Cet amour de Charlotte pour *la paix*, ce sentiment

¹ *Cinna*, passim.

tendre attendrit sur elle plus que tout le reste. Il donne à sa figure un caractère de douceur et de sérénité religieuse. Physiquement aussi, ses traits expriment plus de tristesse que d'ardeur. C'est le sceau moderne ! c'est l'idéal ! Il la germanise pour ainsi dire, de Romaine qu'elle était, et il m'explique l'intérêt passionné avec lequel les Allemands, ces dilettanti de la pensée et de l'idéal, ont étudié et reproduit cette figure de Charlotte, touchante autant qu'héroïque !

Ai-je besoin d'ajouter que ni la pitié ni l'admiration pour cette noble fille ne me font excuser l'assassinat de Marat ? La volonté, la raison individuelles ne peuvent impunément se substituer à la volonté, à la raison sociales. C'est là la supériorité des croyances et des législations chrétiennes sur le paganisme, qui admettait sans la moindre difficulté la doctrine du meurtre politique. Elle ne fut même jamais plus accréditée et plus en vogue que dans les écoles, à Rome, sous l'empire romain et sous les plus mauvais empereurs ¹, ce qui, pour le dire en passant, prouve que cette doctrine n'a pas même l'avantage de servir d'épouvantail aux méchants princes. S'il y a des morts utiles, aucun individu ici-bas n'a droit de les décréter ou de les accomplir. La Providence sait seule s'il est bon que tel ou tel homme vive ou meure pour lui-même et pour les autres. Au point de vue du calcul, d'ailleurs, le meurtre politique est presque toujours un crime inutile, et souvent même il raffermirait les causes qu'il veut renverser. Celui de Marat en est un exemple frappant. Il vint donner une sorte de prétexte aux réactions sanglantes qui allaient suivre ; il rallia les terroristes dans le sentiment d'un même danger ; il jeta la division et le découragement au sein des patriotes les plus justes et les plus modérés.

Ce n'est pas qu'il ne faille pardonner beaucoup à l'entraînement du temps et des circonstances, à l'autorité des doctrines toutes puissantes alors. Le poignard, instrument et symbole du meurtre politique, était sur toutes les lèvres, sinon dans toutes les mains. On connaît le bataillon sacré des cent jeunes tyrannicides qui avaient juré de partir au premier signal de la Convention, pour assassiner les souverains qui leur seraient

¹ M. Egger, *Etudes d'histoire et de morale sur le meurtre politique chez les Grecs et chez les Romains* ; — M. Saint-Marc-Girardin, *Journal des Débats*, du 25 septembre 1866.

désignés. La presse, les clubs, la Convention elle-même regorgeaient de Brutus au petit pied, de Cassius rêvant un César ! L'un des plus honnêtes gens de la Gironde, Grangeneuve, voulait se faire assassiner par un de ses amis, pour que le soupçon de sa mort planât sur la cour, et M^{me} Roland applaudissait ¹. André Chénier, le généreux poète, l'âme navrée de tout ce qui se passait sous ses yeux, s'écriait profondément découragé :

O vertu ! le poignard, seul espoir de la terre,
Est ton arme sacrée, alors que le tonnerre
Laisse régner le crime et te vend à ses lois....

Enfin, c'est peut-être dans la lecture des écrits de l'*Ami du Peuple*, que Charlotte Corday aurait pu trouver les derniers sophismes qui levèrent ses scrupules et armèrent son bras contre lui. Là est son excuse bien plutôt que dans la haine, si légitime qu'on la suppose, qu'il lui avait inspirée.

Eut-elle des complices ?

Charlotte Corday n'eut pas de complices, et ce sera le plus grand honneur de sa mémoire. C'est en elle-même qu'elle trouva la force et le courage nécessaires pour accomplir son héroïque et criminel dessein ; seule, elle en assumait la responsabilité devant l'échafaud et devant la postérité. Comme la fière Sophronie du Tasse, elle pouvait dire :

« Je n'ai voulu associer personne à ma gloire ; je n'eus que
« moi seule pour complice, moi seule pour conseillère ; seule
« j'ai tout exécuté... Il est juste qu'ayant eu seule l'honneur,
« seule je sois punie..... »

Non volsi far della mia gloria altrui
Ne pur minima parte.....
Sol di me stessa io consapevol fui,
Sol consiglieria e sola esecutrice
..... E giusto esser a me conviene
Se fui sola a l'onor, sola alle pene ².

Sur cette absence de complices, toutes les légendes que nous avons réfutées, sauf le récit calomnieux jusqu'à l'absurde de

¹ *Portraits*, à la suite des *Mémoires*.

² *Gerusalemme liberata*, canto II.

Wimpffen, s'accordent avec l'histoire et avec les déclarations, si précises et si fermes, de Charlotte Corday.

On peut se demander dans quel parti elle eût cherché des complices. Parmi les royalistes? elle avait répudié leurs doctrines. Parmi les Girondins? la mort de Marat aggrava et ne pouvait qu'aggraver la situation de leur parti. S'ils eussent eu à désigner au poignard un de leurs ennemis, ce n'eût assurément pas été Marat, dont la santé étant profondément altérée et qui, par l'extrême violence de ses opinions, par la fougue et l'intraitabilité de son caractère, était, au sein même du parti montagnard, une cause permanente d'embarras, de trouble et de division.

III.

C'est cependant sur la supposition, toute gratuite, de la complicité de conjurés nombreux et puissants, groupés autour de Charlotte, qu'on a fondé le système d'après lequel sa condamnation et son supplice auraient été la véritable cause de l'assassinat de Fualdès.

Je laisse la parole à M. Francis Wey qui, dans son ouvrage intitulé *Dick Moon en France, journal d'un Anglais de Paris*¹, a posé nettement la question. On sait que les érudits vantent son esprit, et les gens d'esprit son érudition.

« Quel a été le motif de ce crime (l'assassinat de Fualdès)? Quels en furent les instigateurs? On ne le saura jamais. Des gens, dignes de foi, m'ont certifié que, le soir du 19 mars 1817, personne ne se montra dans la ville après le coucher du soleil, et que, ce jour-là, le commissaire de police donna congé à tous ses agents. Ancien magistrat de l'Empire, employé sous la Terreur, suivant quelques-uns, dans la liquidation des biens nationaux, M. Fualdès fut-il condamné par une société secrète? J'ai ouï raconter depuis que ce personnage avait été secrétaire de Fouquier-Tinville et qu'il avait trompé l'espérance d'un groupe d'hommes qui avaient compté sur sa connivence pour arracher à l'échafaud Charlotte Corday; mais il a été impossible de trouver aucune preuve à l'appui de cette assertion. »

Que d'erreurs en quelques lignes!

Fualdès n'était point secrétaire de Fouquier-Tinville; il ne le fut jamais.

¹ 1862, in-18; publié d'abord dans la *Revue Européenne*.

Mais après avoir été procureur-syndic du district de Mur-de-Barrez, puis membre de l'Administration centrale de l'Aveyron, il devint l'un des jurés du Tribunal révolutionnaire à Paris. On a même prétendu qu'ayant voté pour l'acquittement dans le procès de Custines, il fut, à sa sortie du Tribunal, poursuivi par la populace et forcé de quitter Paris et de se cacher ¹.

Il est certain qu'il siégeait comme juré dans l'affaire de Charlotte Corday, et c'est là sans doute le point de départ de la confusion faite par M. Wey,

Il vota pour la condamnation, et il était difficile qu'il en fût autrement, en présence d'un crime évident et dont l'accusée se glorifiait au lieu de s'en défendre. Le *Bulletin du Tribunal révolutionnaire* constate la déclaration *unanime* des jurés portant « qu'elle est coupable de l'assassinat de Marat, et qu'elle l'a fait avec préméditation et avec des intentions criminelles et contre-révolutionnaires ². »

Il importe de constater cette *unanimité*, car on a eu le tort de vouloir la nier. En novembre 1859, le *Courrier de Lyon* annonça la mort, chez un de ses enfants et aux environs de Crémieu, à l'âge de quatre-vingt-treize ans, du doyen des matelassiers de Paris, le sieur Morel qui, « seul de tous les jurés, avait osé prendre hautement la parole en faveur de Charlotte Corday, lors de sa condamnation. » Cette nouvelle fut reproduite par divers journaux et elle amena de ma part une rectification dans celui d'Alençon ³. Je fis remarquer que Charlotte ayant été condamnée à l'*unanimité*, il fallait croire,

¹ *Biographie Michaud; supplément* v° FUALDÈS.

² N° 73, p. 293. — Peut-être n'est-il pas sans intérêt de faire remarquer que le jugement de condamnation porte seulement qu'elle a « assassiné Marat avec des intentions criminelles et préméditées » : il n'ajoute pas : « contre-révolutionnaires. » Ce dernier mot avait été rayé par le président Montané dans la question posée au jury, et je ne sais pourquoi le rédacteur du *Bulletin criminel* l'a rétabli ou plutôt intercalé dans le texte de la déclaration. Cette suppression n'était pas aussi indifférente qu'elle nous le paraît. On crut y voir un détour employé pour sauver l'accusée, et le 20 juillet 1793, trois jours après, Montané était arrêté par ordre du Comité de Salut public, pour avoir retranché de la question le mot *contre-révolutionnaires* (*Histoire secrète du Tribunal révolutionnaire*, t. I, p. 161). Montané, toutefois, eut le bonheur d'échapper à l'échafaud.

³ N° du 3 décembre 1859.

pour l'honneur des jurés, qu'ils avaient cru à sa culpabilité, sans quoi l'indépendance de Morel ne l'aurait conduit qu'à voter contre sa conscience. J'aurais pu ajouter que, vérification faite, ce nom ne figure pas sur la liste des jurés de jugement dans l'affaire de Charlotte Corday.

Fualdès était devenu procureur impérial à Rodez, et il avait pris sa retraite en 1816.

Le matin du 20 mars 1817, son cadavre fut trouvé près de Rodez, dans la rivière de l'Aveyron. Il portait au cou une large blessure faite avec un couteau de boucher, et allégé sans doute par la quantité de sang qu'il avait perdue, il flottait sur l'eau au lieu de s'y enfoncer comme l'avaient espéré les assassins.

Le même jour, Bastide-Grammont, propriétaire aux environs de Rodez, et Jausion, banquier, son beau-frère, tous deux parents et amis de Fualdès, se présentaient chez la veuve, sous prétexte de lui offrir des consolations. Ils s'introduisaient dans le cabinet de Fualdès, forçaient son bureau avec une hache et enlevaient une certaine quantité de papiers et d'argent.

Des circonstances diverses ne tardèrent pas à les signaler tous deux comme les principaux auteurs du crime.

Les détails effroyables de l'exécution furent révélés et produisirent une sensation profonde. Les crimes trop fameux qui, depuis cette époque, ont si vivement occupé l'opinion, l'affaire Lacenaire, l'affaire Marcellange, l'affaire La Pommeraye, l'affaire Lafarge elle-même n'en sauraient donner l'idée.

Le 19 mars, vers huit heures du soir, Fualdès appelé à un rendez-vous d'affaires, était sorti, emportant son portefeuille. Au coin de la rue des Hebdomadiers, il avait été saisi par des gens apostés, bâillonné et entraîné dans la maison Bancal. C'était un bouge ignoble. Là se trouvaient les chefs du complot et leurs misérables complices. On avait forcé Fualdès de signer des billets pour une somme de quinze à vingt mille francs ; puis on l'avait étendu sur la table et on l'avait égorgé. Le sang de la victime avait été recueilli dans un baquet par la femme Bancal, qui l'avait fait manger à son cochon. Le cochon en était mort. Pendant ce temps, des joueurs de vielle, apostés dans la rue, couvraient du bruit de leurs instruments les râlements de Fualdès. Des femmes étaient là, des femmes du meilleur monde de Rodez, en robes de soie et en chapeau ! Une autre

femme, aussi de *la société*, fille d'un magistrat, cachée en habits d'homme dans un cabinet de la maison Bancal, où sans doute l'avait attirée quelque intrigue galante, assistait à l'horrible scène. Vaincue par l'émotion, elle s'était évanouie. Le bruit de sa chute ayant révélé sa présence, on l'avait arrachée de son réduit, et déjà le couteau était levé sur elle, quand une voix (c'était celle de Jausion) avait demandé sa grâce ; mais il lui avait fallu jurer, la main sur le cadavre sanglant de Fualdès, et sous les plus horribles menaces, de ne rien révéler de ce qu'elle avait vu ou entendu : serments et menaces qui, avec la honte, paralysaient la langue de ce témoin ! Il égarait la justice qu'il devait guider ; il épaississait les ténèbres qu'il pouvait éclairer d'un mot ! On avait roulé le corps dans une couverture de laine ; on l'avait placé sur deux traverses que tenaient quatre porteurs ; deux hommes armés de fusils marchaient devant, d'autres à côté, et ce sinistre cortège avait parcouru toute la ville pour gagner le bord de l'Aveyron et jeter le cadavre dans les flôts. Ce n'est pas tout : une petite fille Bancal avait tout vu, tout entendu par le trou d'un rideau. Sa perte avait été décidée. Sa mère l'avait envoyée aux champs où travaillait le père et où déjà la fosse de l'enfant était par lui creusée.... Mais aux questions naïves de son enfant, le cœur lui avait manqué pour l'y précipiter ; il l'avait renvoyée... Le témoignage meurtrier de cette même enfant s'était plus tard élevé contre lui, et brisé par la peur, par le remords, Bancal s'était empoisonné dans sa prison. Des sous vert-de-grisés dans le vinaigre de sa salade ou dans l'urine qu'à défaut d'autre vase, il recueillait dans son soulier, lui avaient rendu ce triste office... Ces incidents et une foule d'autres du même genre, sans compter les mensonges, les demi-aveux, les réticences, les évanouissements, les poses tragi-comiques de M^{me} Manson, qui bientôt devint une célébrité européenne ¹, les efforts

¹ L'usage a prévalu d'écrire *Manson*, quoique la véritable orthographe du nom fût *Monzon*.

Il existe de cette femme singulière plusieurs portraits, gravés ou lithographiés, fort différents entre eux et peu ressemblants. J'en connais un à l'huile, d'une exécution passable et fort curieux, sous le rapport de la ressemblance, dans la collection de M. Dupont père, à Alençon. Il avait été peint dans la prison d'Albi en avril 1818, par J. Roques qui le colportait de ville en ville et le faisait voir moyennant rétribution, lorsque M^{me} Manson était encore une célébrité. L'artiste s'est surtout attaché à serrer la nature d'aussi près que possible, sans trop

désespérés des familles de Bastide et de Jausion pour les soustraire au châtiment, l'ardeur toute méridionale des passions mêlées à l'affaire, étaient bien faits pour lui donner un immense retentissement, mais sans la rattacher en quoi que ce soit à Charlotte Corday.

En supposant, contre toute vraisemblance, qu'elle eût eu des complices, comment admettre qu'ils eussent voulu venger sa mort sur un juré obscur, et qu'ils eussent attendu vingt-cinq ans pour le faire ? Quel était donc le lien, l'âme de cette mystérieuse association qui, n'ayant rien tenté pour sauver Charlotte Corday au moment de la condamnation ni à celui du supplice, se serait tout à coup réveillée après un si long sommeil, et que l'on retrouverait dans le bouge de la Bancal extorquant des signatures à Fualdès avant de l'égorger ; dans la maison de ce malheureux, forçant son bureau et dévalisant ses papiers, en l'honneur de cette noble fille ? Pour que rien ne manque à l'absurdité de la supposition, ce serait à plus de deux cents lieues du pays de Charlotte, loin de sa famille, de ses amis, dans une ville où elle n'avait jamais mis le pied, que se serait réunie cette espèce de tribunal secret dont pas un membre ne la connaissait et n'était digne, quelque opinion qu'on puisse avoir de l'assassinat politique, de baiser le bas de sa robe.

Faut-il ajouter que le vieux père de Charlotte était mort, et morts aussi ses frères ; que tous ses parents étaient de ceux qui vengent eux-mêmes leur injures, et qui ne les vengent jamais par l'assassinat ?

L'assassinat politique a toujours été assez rare en France, celui du moins qui a la prétention de se substituer à la justice ou de rectifier son œuvre, et non pas seulement de frapper une dynastie dans son chef, un principe ou un système politique dans leur représentant. La mort tragique de Louis XVI n'amena qu'un assassinat politique, celui du conventionnel Le Pelletier de Saint-Fargeau. Celles, plus émouvantes encore, de

l'idéaliser. Petite taille, teint bistré, cheveux très-noirs en papillotes, yeux très-noirs sous un front proéminent, sourcils élégamment dessinés, lèvres serrées et boudées, physionomie dure et sèche, de l'étrangeté sans distinction. M^{me} Manson est vêtue d'une robe de mérinos brun ; son chapeau de paille est orné d'un beau voile de dentelle noire, celui sans doute dont Piliet, l'éditeur de ses *Mémoires*, lui avait fait hommage, et sur un papier qu'elle tient à la main on lit ces mots sinistres : « *Je ne vis que du sang, un cadavre et la mort !* »

la fière Marie-Antoinette, de la pieuse et sainte Elisabeth, le long supplice du jeune Capet, restèrent sans vengeance. Les brillants et infortunés Girondins, le colossal Danton, le demi-dieu Robespierre, qu'entourait une légion de Séides, périrent tour à tour sans qu'un vengeur sortit de leur tombe,

..... Ex ossibus ultor!

et nous ne croyons pas que, dans toute l'histoire de la Révolution, on trouvât trois ou quatre exemples, avec celui de Le Pelletier, de juges, si haut placés qu'ils fussent, si grave que fût leur responsabilité, frappés du poignard, pour avoir eux-mêmes frappé des accusés du glaive de la loi.

Ces explications étaient peut-être superflues. Il doit être bien évident pour tout le monde qu'il ne saurait y avoir l'ombre d'un rapport entre la mort de Charlotte Corday et l'assassinat de Fualdès.

IV.

Quel fut donc le véritable motif de cet assassinat? Quels en furent les instigateurs? « On ne le saura jamais, » dit M. Wey, et sous ce rapport, je serais assez de son avis, en ce sens, du moins, qu'on ne connaîtra jamais la vérité tout entière.

Des esprits prévenus y ont vu l'œuvre d'un parti, un crime politique, et sur cette donnée, se sont livrés aux suppositions les plus téméraires et les plus injustes.

Ainsi, certains royalistes ont accusé, sans la moindre preuve, sans le moindre indice, les francs-maçons révolutionnaires, dont Fualdès aurait été un des adeptes, et qui auraient redouté de sa part des révélations compromettantes.

Les libéraux, de leur côté, ont prétendu que Fualdès aurait été victime de la haine des anciennes Compagnies de Jéhu. — Mais ils n'ont pu expliquer ni pourquoi une si horrible vengeance aurait été exercée sur un homme qui, au lieu de partager les fureurs terroristes, avait été forcé de se cacher pour n'en être pas victime lui-même, ni comment elle aurait pu dormir si longtemps. Bastide et Jausion appartenaient à des familles royalistes; le commissaire de police Constans fut compris dans les poursuites..... mais ceci ne suffit pas pour mettre en suspicion tout un parti respectable ou toute une adminis-

tration. La vérité est que les royalistes de Rodez ne manifestèrent que de l'horreur pour l'assassinat de Fualdès, et que l'administration qui avait pour chef un préfet distingué autant qu'honorable, M. d'Estourmel, montra le zèle le plus louable pour arriver à la découverte de la vérité. Jausion et Bastide furent condamnés à Albi comme à Rodez, et condamnés à l'unanimité par des jurés dont la plupart étaient maires, chevaliers de Saint-Louis, ou fonctionnaires publics. Bastide avait pour défenseur M. Romiguières, de Toulouse, un des chefs les plus ardents du parti libéral dans le midi. L'article *Manzon* qu'on lit dans le Tome IV de la *Biographie des hommes vivants*¹, regardée généralement, et non sans quelque raison, comme le manifeste du parti royaliste ultra, suffirait pour prouver avec quelle indignation les organes avoués de ce parti flétrissaient le crime de Rodez et ses auteurs.

Serait-il vrai, du moins, que le gouvernement de la Restauration aurait cherché à exploiter le retentissement de ce crime, soit pour effrayer le parti libéral, soit pour détourner les esprits des questions politiques du moment²? On le lui a

¹ Ce volume est daté de juillet 1818.

² Dans un ouvrage publié sous la Restauration (*Biographie universelle et portative des Contemporains*, par Rabbe, Bojsolin et Sainte-Preuve, article *Clémendot*), on n'a pas craint d'imprimer que « le crime de Rodez avait été un nouvel essai de l'odieuse politique des réacteurs... et que si M. Fualdès fils avait réclamé des meurtriers des dommages-intérêts considérables (120,000 fr.), c'était par la crainte de donner l'éveil à l'esprit de parti, s'il n'eût poursuivi que des meurtriers, en assignant à leur crime tout autre motif qu'une spoliation... » Le savant et judicieux Weiss a fait justice de ces suppositions téméraires (*Biographie Michaud, supplément*, v. *Fualdès*). La coïncidence signalée entre la date du crime (19 mars) et celle d'un grand événement politique, la rentrée de Napoléon à Paris (qui n'eut lieu que le 20 mars), est insignifiante, car les spoliateurs étaient pressés par les circonstances. Une injure avait été adressée à Fualdès expirant : « tu ne « feras plus le B..., » allusion obscène à quelques débauches secrètes. Le véritable mot avait été prononcé dans le début, et tout le monde le connaissait. On ne s'en obstina pas moins à traduire le sous-entendu du sténographe par le mot *Bonapartiste*, lequel d'ailleurs ne s'appliquait guère à un homme qui n'avait prêté à l'Empire et à l'Empereur, comme à tous les autres pouvoirs, qu'un concours provisoire et assez tiède. Pour faire, du reste, juger de l'incroyable légèreté avec laquelle se produisirent certaines accusations, il suffira de rappeler que l'auteur de l'article *Clémendot* avait osé dire : « quatre mois s'étaient écoulés depuis le meurtre de Fualdès et aucune poursuite n'avait eu lieu. » Or le meurtre ayant été commis le 19 mars et connu le 20 au matin, dès le 22 mars des mandats d'amener avaient été décernés contre Bancal, sa femme, sa fille Madeleine et Colard. Bousquier fut arrêté le 24 mars; Bach et Bastide le 25 ou le 26; Jausion le

beaucoup reproché, sans prendre garde que cette accusation impliquait contradiction avec celle d'une sympathie cachée pour les assassins. Que n'aurait-t-on pas dit s'il eût cherché à étouffer l'affaire? M. Francis Wey n'est pas juste en renouvelant contre ce gouvernement l'imputation « d'avoir cherché à publier et dramatiser les débats. » Il n'eut qu'à *laisser faire*. Le procès était assez dramatique par lui-même, pour que de nombreux spéculateurs cherchassent à en tirer parti dans un intérêt purement mercantile. L'attention publique était intéressée au plus haut degré; les moindres rumeurs venues de la ville sinistre étaient accueillies avec une avide curiosité. « Il semblait vraiment, » comme le dit un annaliste, « que Rodez fût devenu le chef-lieu du mélodrame, la capitale de la terreur ¹. » Les journaux de toute nuance publiaient les débats, les correspondances particulières, les rumeurs les plus conjecturales. Ceux qui, par une sorte de prudence, s'étaient d'abord abstenus, furent forcés de donner des suppléments rétrospectifs, consacrés à la grande affaire, pour conserver ou reconquérir leurs abonnés. Le grave *Moniteur* ne commença la publication des débats que le 8 septembre, vingt jours après l'ouverture. Les brochures eurent leur tour. Les *Mémoires* de M^{me} Manson, les *Mémoires* de M. Clémandot ² en réponse à ceux de M. Manson, dont le succès de vogue semblait annoncer celui des *Mémoires*, plus authentiques, de M^{me} Lafarge et de Lacenaire,

27; Missonnier le 28; M^{me} Jausion et M^{me} Galtier le 9 avril; Anne Benoist plus tôt. C'est là ce qu'il appelle l'absence complète de poursuites pendant plusieurs mois!

On a pu remarquer que l'ouverture et la tenue des Assises de Rodez, (18 août-13 septembre 1817), coïncidait précisément avec la date de l'ordonnance de convocation de certains collèges électoraux, pour le renouvellement du cinquième de la Chambre; l'ordonnance est du 20 août et la réunion était fixée au 20 septembre.

Il eût été juste aussi d'observer que les deux sessions d'Albi ne coïncidèrent nullement, quoique la chose eût dû être facile, avec les élections de 1818 et de 1819.

¹ *Procès des assassins, de Fualdès*, dans la collection des *Causes célèbres* éditée par Fouquier, 23^e cahier. Ce compte rendu est intéressant et renferme beaucoup de détails qu'on ne trouve pas dans les autres. Il vient d'être reproduit textuellement dans le *Figaro* quotidien.

² M. Clémandot était un officier, lié avec M^{me} Manson, et auquel elle avait fait certaines confidences qu'il divulgua. M^{me} Manson voulut revenir sur ses aveux. Dans ses prétendus *Mémoires*, elle attaqua vivement son indiscret ami, qui lui répondit avec une sévérité cruelle.

n'étaient que des spéculations de librairie. On ne sait guère que l'un des principaux mystificateurs dans toute cette affaire fut le spirituel et ultra-libéral Henri ou Hyacinthe de Latouche. C'est lui qui, sous le nom du *Sténographe Parisien*, écrivit l'histoire du procès Fualdès. Il rédigea même, sur quelques notes informes, les *Mémoires de M^{me} Manson*, qui irritèrent la curiosité publique au lieu de la satisfaire. Il avait fait le voyage de Rodez tout exprès pour aller la visiter dans sa prison ¹. Qu'on le soupçonne, si l'on veut, d'avoir agi en tout cela pour le compte de M. Decazes, ministre de la police, de M. Bertin de Vaux, son secrétaire général, ou de M. Villemain, chef de la division littéraire, tous les trois d'un royalisme mitigé, je ne prétends ni le condamner ni l'absoudre sous ce rapport ; mais ce que j'affirme pour les avoir lues avec soin, c'est que l'esprit, si esprit il y a, de la plupart des brochures publiées sur l'affaire Fualdès, est beaucoup plus hostile que favorable au gouvernement.

Reste une dernière version d'après laquelle l'assassinat de Fualdès serait un crime politique, et la version la plus étonnante, la plus surprenante, la plus merveilleuse, la plus inouïe, la plus singulière (toutes les épithètes de M^{me} de Sévigné y passeraient) qui se puisse imaginer !.. Fualdès aurait été le confident et le dépositaire des papiers de Louis XVII (Naundorff, horloger, se disant baron de Richemond et duc de Normandie), et ce serait pour s'emparer de ces papiers que Louis XVIII l'aurait fait égorger ! « Ce meurtre, exécuté avec une férocité de cannibales, et dont les détails firent frémir la France, fut l'œuvre d'une de ces volontés irresponsables que le châtiment ne peut atteindre, et que les respects du vulgaire mettent à l'abri de tout soupçon ; l'œuvre d'un de ces grands de la terre que nul ne pourrait accuser sans se rendre criminel au plus haut chef. Bastide et Jausion ne furent que ses instruments.... Louis XVIII commit le crime sans hésiter, comme il devait, plus tard, commander celui qui le délivra de son loyal neveu, l'infortuné duc de Berry ². »

On croit rêver en lisant de pareilles énormités, et cependant elles ont été imprimées, réimprimées et peut-être trouve-

¹ *Causeries du Lundi*, t. III, p. 372. — C'est avec le produit de cette spéculation plus industrielle que littéraire, que Latouche acheta son ermitage de la Vallée-aux-Loups.

² Claravali, *Vie du duc de Normandie*, p. 228 et 229.

rait-on encore, à l'heure qu'il est, de bonnes âmes y croyant comme à l'Évangile.

Il va sans dire que l'inventeur et les éditeurs de cette accusation ¹ ne l'appuient sur aucun document, et que, suivant l'usage en pareil cas, tous les noms qu'on y mêle appartiennent à des personnages morts depuis longtemps. Ils se bornent à énoncer en termes vagues et déclamatoires que le Dauphin avait été mis en rapport par M. de Vioménil avec « le vertueux Fualdès..., ancien magistrat non moins recommandable par ses vertus publiques que par son caractère privé. » Il lui avait même confié certaines lettres de Don Juan, Régent du Brésil, un de ses partisans les plus dévoués. Des indiscretions avaient été commises, et Louis XVIII, pour s'emparer de ces lettres et de celles du prince de Condé qu'il y supposait jointes, avait fait égorger Fualdès dans un lieu de prostitution « où l'avait entraîné sa pitié et son extrême obligeance ². »

Ce dernier détail est un mensonge. Ce n'était point la pitié qui avait conduit Fualdès dans la maison Bancal. Il y fut violemment entraîné. D'autres ont parlé d'un rendez-vous de bas étage. Quant aux vertus publiques et privées, l'horreur et la pitié qu'inspira son genre de mort lui en tinrent lieu. Homme assez inoffensif mais faible, il avait toujours louvoyé au milieu des partis; sa signature figurait sur une triste pétition demandant l'abolition du culte catholique à Rodez: il était le dernier homme à qui pût songer le fils de Louis XVI pour lui con-

¹ Les ouvrages publiés dans l'intérêt de Naundorff sont plus nombreux que variés (car ils ne font guère que se copier les uns les autres). Quelques-uns, édités à l'étranger, sont rares en France. Parmi ceux où figure l'histoire des relations du prétendu Dauphin avec Fualdès, je puis citer:

Mémoires d'un Contemporain (ce sont les prétendus *Mémoires* du prétendu Dauphin); 1 vol. in-8°; p. 160.

L'Ex-baron de Richemond, fils de Louis XVI, par M. de La Salette; Paris, Bouchéné-Lemaistre, in-8°, février 1849; p. 22 et 28.

A. Gozzoli (cité dans l'ouvrage suivant, p. 197). Ce Gozzoli a fini par renier son maître et a publié en mai 1841, Boulogne-sur-Mer, in-8°, un brochure virulente contre Naundorff, sous ce titre: *Aveu d'une erreur*.

Claravali del Corso, *Vie de Mgr le duc de Normandie, fils de Louis XVI et de Marie-Antoinette... connu dans le monde sous le nom de M. l'ex-baron de Richemond*; Paris et Lyon, 1830, in-8°, p. 223 et 338.

Gruau de la Barre, *Intrigues dévoilées, ou Louis XVII, dernier roi légitime de France*; Rotterdam, 1846-1848, 4 vol. in-8°; t. II, p. 268 et suiv.

² Claravali, p. 226.

fier ses secrets et sa tête. Qu'est-ce donc, d'ailleurs, que ces lettres du Régent du Brésil, et en quoi eussent-elles pu alarmer les susceptibilités de Louis XVIII ? Le Régent n'étant pour rien dans l'évasion du prétendu Dauphin, et si ce que rien ne justifie, il eût cru qu'il était le véritable fils de Louis XVI, cette opinion, toute personnelle, ne tirait nullement à conséquence.

Faut-il faire remarquer combien ces diverses explications du crime de Rodez sont incompatibles avec les faits ? La politique qui eût inspiré le crime eût choisi pour l'exécuter d'autres agents. Elle n'eût pas assaisonné le meurtre de faux, de vol, d'extorsion de signature, de ce luxe d'horreurs et d'ignominies qui lui servent de cortège. Elle eût frappé dans l'ombre, et tout se passa presque au grand jour ; elle eût évité les témoins, les complices inutiles, au lieu de les convoquer comme pour une fête !

L'assassinat de Fualdès fut l'œuvre de la cupidité. Bastide était gêné ; Jausion n'était pas riche, tout en sauvant mieux les apparences. Je ne crois pas qu'ils en fussent réduits à se mettre à la tête d'une bande de pillards et à proposer soit à Bach, qui le déclara pourtant à Albi, soit à d'autres, de s'associer avec eux pour dévaliser certaines maisons riches ; mais tous deux devaient certainement retirer un grand profit de l'assassinat. Bastide, débiteur envers Fualdès de 10 ou 12,000 fr. d'effets qu'il ne pouvait acquitter, avait intérêt à les retirer. Jausion, au profit duquel Fualdès avait signé des effets de complaisance pour des sommes très-considérables, 80 ou 90,000 fr. peut-être, moyennant la remise d'une contre-lettre ou reconnaissance, se libérait de cette somme ou plutôt il en devenait créancier sur Fualdès, en faisant disparaître la contre-lettre. Aussi la succession de Fualdès, qui eût dû se trouver riche d'un certain avoir, présenta-t-elle, après le dépouillement de ce qui restait chez lui de papiers, et de ceux, d'ailleurs fort irréguliers, de Jausion, un déficit énorme, inexplicable pour tous, même pour Jausion. Ce côté de l'affaire, qui n'avait pas été soupçonné par les autres témoins, fut mis en lumière, avec beaucoup de tact et de sagacité, par M. de Séguret, président du tribunal civil de Rodez, qui se trouvait débiteur de Fualdès, à raison de l'acquisition récente d'un de ses domaines. En dehors donc des effets que l'on fit souscrire ou quittancer à ce malheu-

reux avant de l'égorger, en dehors de l'argent ou des valeurs au porteur qui furent enlevés de son bureau, il faut reconnaître que le crime s'explique par un intérêt d'argent puisant.

La vengeance et la peur purent aussi y trouver leur compte. On a beaucoup parlé d'un crime d'infanticide commis en 1809, à Rodez, et dont Jausion aurait été l'auteur ou le complice. La mère, femme d'un négociant honorable, avait pu dissimuler à tous les yeux, même à ceux de son mari, accablé de vieillesse et d'infirmités, sa grossesse adultère. Au moment suprême, les cris que lui arrachaient les douleurs de l'enfantement amenèrent le mari dans sa chambre. Jausion était là avec une servante dévouée. Il fallait faire disparaître l'enfant à tout prix. L'enfant disparut. Son cadavre fut retrouvé dans les lieux d'aisances de la maison. La servante avait fui. Jausion, que la notoriété publique désignait comme le père, ne fut pas inquiété. La mère, traduite aux assises d'Albi, y fut acquittée, et devint folle de honte et de douleur. Il n'est pas vrai, comme on le suppose généralement, que Fualdès fût alors procureur impérial à Rodez; il ne le devint que deux ans plus tard, en 1811. En 1809, il n'était encore que simple juge. La connivence qui l'aurait empêché de poursuivre Jausion, son ami, ne lui est donc pas directement imputable. Toutefois, il continua de le patronner de son amitié. Devenu chef de parquet à une époque encore voisine du crime, il s'abstint, comme l'avait fait son prédécesseur, de toute poursuite contre Jausion. Serait-il vrai qu'irrité par certains procédés mauvais, par les difficultés de paiement, notamment, qu'il lui opposait, il lui eût reproché son ingratitude en termes trop significatifs? « M. Jausion, lui aurait-il dit, « rappelez-vous qu'il faut être plus réservé vis-à-vis d'un « homme qui d'un mot pourrait vous envoyer à la guillotine. » Quelques jours après, Fualdès était mort, et Jausion n'avait plus à redouter l'effet de ses menaces.

Que les passions ardentes du Midi, exaltées par les divisions politiques dont Rodez avait cependant moins souffert que les villes voisines, se soient mêlées à ces intérêts, soit pour exciter les coupables, soit surtout pour essayer de les sauver, on peut le croire.

Que l'assassinat de Fualdès ait pris les proportions d'une de

ces vendettes Corses où les parents, les amis, les clients et les femmes elles-mêmes finissent par se trouver engagés, c'est évident. Les familles des principaux accusés firent des efforts inouïs, soit pour empêcher les témoins de parler, soit, même après la condamnation et le supplice, pour obtenir des rétractions. Chose plus grave ! des parents et même des parentes furent impliqués dans les poursuites dirigées contre eux. Si M^{me} Manson joua dans l'affaire un rôle considérable, mais imprévu à coup sûr et involontaire, d'autres femmes d'un certain monde, M^{me} Jausion, M^{me} Galtier, sœur de Bastide, y figurèrent aussi, et durent s'asseoir sur le banc des accusés à côté de leur mari et de leur frère.

On a voulu aller plus loin et associer, pour ainsi dire, la ville tout entière à ce crime abominable. M. Wey s'est encore fait l'écho complaisant de cette rumeur d'après laquelle « l'attentat Fualdès aurait été une vengeance perpétrée par plus de cinquante personnes de *la société*. » C'est une exagération déplorable. Pas un membre de l'aristocratie proprement dite de Rodez n'y fut mêlé ni de fait ni de nom. Parmi les fonctionnaires publics, un seul..., le commissaire de police, se trouva compromis. Les principaux accusés appartenaient à la bourgeoisie, bourgeoisie considérée et prenant place à côté de l'aristocratie elle-même. En les comptant, en comptant leurs parents accusés, en comptant le commissaire de police, nous voyons huit personnes seulement de *la société*... ou à peu près..., comprises dans les trois procédures qui se succédèrent à Rodez et à Albi. Une ou deux autres, de l'entourage de Bastide et de Jausion, furent nommées dans l'instruction. Nous sommes bien loin des cinquante et plus dont parle M. Wey ¹ !

¹ Première affaire, jugée aux assises de Rodez; août-septembre 1817.

Veuve Bancal, journalière; déclarée; — à l'unanimité, complice de l'assassinat; — condamnée à mort.

Bastide Grammont, propriétaire; — à l'unanimité, coupable ou complice de l'assassinat; à l'unanimité, coupable ou complice du vol des papiers et effets de M. Fualdès; — condamné à mort.

Jausion, agent de change; — à l'unanimité, coupable ou complice de l'assassinat; à l'unanimité coupable ou complice du vol; — condamné à mort.

Bach, contrebandier: — à l'unanimité, coupable ou complice de l'assassinat; — condamné à mort.

Colard, ancien soldat; — à l'unanimité, coupable ou complice de l'assassinat; — condamné à mort.

Il n'est pas vrai davantage que « quinze témoins à charge aient disparu dans les deux ans qui suivirent l'exécution des condamnés. » Ce serait là, si on devait y voir une succession de vengeances, quelque chose de plus monstrueux encore que

Missonnier, ouvrier coutelier; — à l'unanimité, coupable de meurtre, sans préméditation; — condamné aux travaux forcés à perpétuité.

Anne Benoist, lingère, fille publique; — à l'unanimité, coupable de meurtre sans préméditation; — condamnée aux travaux forcés à perpétuité.

Bousquier, portefaix; — à l'unanimité, coupable de la noyade du cadavre; à l'unanimité, non coupable de l'assassinat; — condamné à un an de prison.

Marianne Bancal, servante; — acquittée.

Victoire Bastide, femme Jausion; — à l'unanimité, complice du vol, mais sans connaissance de cause; — acquittée.

Françoise Bastide, veuve Galtier, propriétaire; — à la majorité, non coupable du vol; — acquittée.

Deuxième affaire, jugée aux assises d'Albi, sur la cassation pour vice de forme de l'arrêt de Rodez; avril-mai 1818. Bousquier ne s'était pas pourvu en cassation et les accusés acquittés se trouvaient nécessairement en dehors des nouvelles poursuites. M^{me} Manson avait été comprise dans les poursuites nouvelles, sans doute pour lui arracher des révélations contre ses coaccusés, plutôt que l'aveu de sa propre culpabilité.

La veuve Bancal, Bastide, Jausion, Bach, Colard; — déclarés, à l'unanimité, coupables des mêmes crimes qu'à Rodez et condamnés à mort.

Anne Benoist; — déclarée, à l'unanimité, coupable du meurtre, mais sans préméditation, et condamnée de nouveau aux travaux forcés à perpétuité.

Missonnier; — acquitté de l'accusation d'assassinat et déclaré coupable de la noyade du cadavre; — condamné à deux ans de prison.

M^{me} Manson; — acquittée, à l'unanimité, de l'accusation de complicité dans l'assassinat.

Troisième affaire, jugée à Albi; décembre 1818, — janvier 1819.

Cette troisième affaire est beaucoup moins connue que les deux autres, et pourtant fort intéressante. On en trouve les détails dans le *Moniteur* du temps et dans quelques brochures. Trois personnes y figuraient, accusées de complicité dans l'assassinat de Fualdès :

Constans, ancien commissaire de police à Rodez;

Yence, notaire à Istournet, près de Rodez : beau-frère de Bastide et de Jausion;

Bessière-Veyrac, notaire à Casaubes, près de Rodez, neveu de Bastide.

La principale charge contre l'accusé Constans résultait de ce que, dans la soirée du 19 mars, il aurait dispensé ses agents de faire des rondes dans la ville et n'en aurait pas fait lui-même, circonstance qu'il expliquait par la fatigue qu'ils auraient tous éprouvée pendant les deux jours précédents. « La présence de ces agents, porte l'Acte d'Accusation, eût dissipé les groupes que formaient les complices, soit autour de la maison, soit aux issues de la rue où elle est située, pour faciliter ou protéger le crime. » Il n'est donc pas exact que « personne ne se soit montré dans les rues de Rodez, le soir du 19 mars, après le coucher du

l'assassinat de Fualdès. Mais c'eût été avant la condamnation, et non après l'exécution, que les témoins à charge eussent dû disparaître.... Sur des centaines de témoins, il était bien impossible qu'il n'en mourût pas quelques-uns en plusieurs années ¹. Après l'exécution, on voit les familles Bastide et Jausion poursuivre les témoins d'obsessions jusque sur leur lit de mort, pour tâcher d'en obtenir des rétractations et en obtenir en effet quelques-unes ² : rien de plus. Ces rétractations devaient

soleil. » La circulation y fut au contraire assez active, d'autant mieux qu'on était au lendemain d'une foire importante.

Yence et Bessières étaient accusés par plusieurs témoins, qui déclaraient qu'ils étaient à Rodez, au moment du crime. Bach, M^{me} Manson et la femme Bancal les reconnaissaient comme ayant assisté et participé à l'assassinat de Fualdès; mais d'autres témoins honorables déposaient qu'au moment de l'assassinat ils étaient tranquillement chez eux, hors de Rodez. Jamais culpabilité et jamais innocence ne furent mieux démontrées. L'accusation fut soutenue avec force contre les trois accusés. Tous trois furent acquittés après une longue délibération du jury, et pour que rien ne manquât aux étrangetés de l'affaire, l'arrêt qui les acquitta, compensa les dépens entre eux et la partie civile.

¹ On a fait grand bruit de la découverte dans l'ancien jardin de Jausion, en 1841, d'ossements humains et de ferrements oxydés. On a supposé que c'étaient les restes de ces vailleurs apostés dans la rue, pendant que se commettait le crime, pour couvrir du bruit de leurs instruments les râlements de la victime et qui avaient disparu sans laisser de trace. L'emploi de ces misérables agents par les coupables et leur immolation eussent été d'une audace, d'une scélératesse et, il faut bien l'ajouter, d'une imprudence et d'une folie qui confondent véritablement la raison.

La complainte populaire avait dit :

Et des vieillards insolents
Assourdisaient les passants.

Comme si tout ce qui se rattache à l'affaire Fualdès devait être matière à contestation, on n'a pu s'accorder sur la paternité de cette complainte, un des modèles du genre. Quelques-uns l'attribuent à la collaboration de Francis Dallarbe, Saintine et Merle, qu'aurait même aidés l'illustre Berryer. Sa gloire comme orateur et sa réputation comme homme d'esprit peuvent aisément se passer de ce fleuron rétrospectif, et nous ne voyons aucun motif pour en disputer la paternité au pauvre diable dont elle est à peu près le seul titre littéraire. La *Complainte de Fualdès* est l'œuvre de Catalan, « dentiste et homme d'esprit, » auteur de celle de l'empoisonneur Trumeau :

Epicier, droguiste et barbare...,

dit M. du Mersan, si versé dans l'histoire de la littérature chansonnrière (*Chants et Chansons populaires de la France*), et jusqu'à preuve contraire nous nous inclinons devant son autorité.

² Un article publié dans la *Gazette du Rouergue*, en novembre 1833, et reproduit dans la *Gazette de France* du 13, donne le texte des rétractations de

servir à la composition d'un *Mémoire justificatif* qui n'a pas paru.

Il eût été plus juste de relever l'imprudence inouïe avec laquelle le crime fut commis, et qui ne peut s'expliquer que par l'audace cynique de Bastide et la terreur qu'il se flattait d'inspirer ¹; de signaler surtout l'effroyable facilité avec laquelle la plupart des accusés, plusieurs ne connaissant pas Fualdès, d'autres même ayant été secourus par lui, se prêtèrent à l'égorgement de ce malheureux. Il paraît très-vraisemblable que le crime n'avait pas été prémédité de longue main, qu'il devait s'accomplir ailleurs que dans la maison des époux Bancal, qu'ils n'y furent mêlés que par hasard et que plusieurs des autres acteurs ne furent racolés qu'au dernier moment. Il y eut fort peu d'argent donné, et plus de menaces que de promesses. Aucun des invités cependant ne manqua au rendez-vous; aucun n'eut la pensée, voyant un peu tard de quoi il s'agissait, de protester, de s'opposer, ni même de s'enfuir. Pas une voix ne s'éleva pour intercéder en faveur de la victime! Jamais crime plus odieux et plus lâche ne fut commis avec plus d'entrain et d'accord. Il y a là peut-être une triste révélation de ce que renfermait alors de rudesse, de sauvagerie et de férocité, la populace de certaines villes du Midi ²; mais la facilité même avec

Bousquier et de Thérou. Il parle de celles de la veuve Bancal et de M^{me} Manson. Ces rétractations, plus ou moins suspectes, n'ont produit aucune sensation.

¹ On lit dans un ouvrage intitulé : *Le Coin du voile levé sur l'affaire Fualdès*, Paris 1819, rempli de fictions romanesques, mais qui ne peut cependant avoir été écrit que par une personne connaissant parfaitement les lieux et les personnes, des détails horribles sur la violence et la férocité de Bastide. Tout tremblait autour de lui et il semblait jouir de cette terreur.

² On trouverait malheureusement d'autres exemples d'individus, parfois nombreux, s'associant ou se prêtant à des crimes odieux, en dehors de tout intérêt, de toute passion personnelle, complaisants plutôt encore que complices. Je ne citerai que l'affaire Bassière, jugée aux assises de l'Orne, en 1862 et 1863. Une femme, un fils veulent se défaire de leur mari et père. L'amant de la femme, les deux sœurs de l'amant, dont l'une était la maîtresse du fils, la servante de la maison, une voisine entrent dans le complot ou du moins y sont initiés. On s'adresse à des étrangers pour exécuter le crime. Ils discutent froidement le prix de leur concours, et il s'en trouve un qui s'en charge au rabais. Pas une voix dans tout ce monde ne s'élève pour protester, pas une objection n'est faite! La mort est décidée et donnée comme s'il s'agissait de l'affaire la plus simple et la plus naturelle du monde. Les faits ne se passent ni à Rodez, ni en 1817; mais à quarante lieues de Paris, en 1863, et dans un pays relativement riche et éclairé.

laquelle s'accomplit le crime de Rodez prouve que les passions indigènes suffisent à l'expliquer, en dehors de toute influence étrangère, de toute vengeance rétrospective.

Je reviens à mon point de départ dont je me suis bien éloigné. La démonstration me paraît complète, et j'affirme de nouveau, avec l'histoire et le bon sens, qu'il n'existe aucun lien, aucune relation possible entre l'assassinat de Marat et celui de Fualdès. Tous deux furent des crimes, mais l'un fut un crime héroïque, et l'autre un crime immonde. Charlotte Corday gardera, dans son égarement, le respect, la pitié et, dans une certaine mesure, l'admiration de la postérité, tandis que les égorgeurs de Rodez s'enfonceront de plus en plus dans le mépris. Il ne faut donc pas que, sous le prétexte ridicule d'un serment trahi, d'une complicité posthume, d'une vengeance de parti, un rayon de l'auréole dont on s'est plu à entourer le front pur de Charlotte s'égare dans la fange de la rue des Hebdomadiers, ni qu'une éclaboussure de cette fange puisse souiller la mémoire de celle qu'on a pu appeler *l'Ange de l'Assassinat* ¹.

L. DE LA SICOTIÈRE.

¹ *Histoire des Girondins.*

LES CATACOMBES DE ROME

D'APRÈS LES TRAVAUX RÉCENTS

I.

Après avoir exposé, dans un précédent article ¹, l'origine des cimetières souterrains de Rome, les lois de leur développement et les vicissitudes de leur histoire, il faut aujourd'hui pénétrer dans l'intérieur de ces vastes nécropoles, signaler les objets qui, depuis trois siècles, y ont été recueillis, en déterminer la valeur, et montrer par un rapide aperçu combien une étude approfondie de ces monuments fournit de renseignements nouveaux sur les questions religieuses, historiques et sociales des premiers siècles.

Dans les cimetières souterrains de Rome, on a trouvé en premier lieu des peintures. Nous examinerons tout à l'heure et nous expliquerons le sujet d'un certain nombre d'entre elles. Pour le moment il importe seulement de constater que plusieurs de ces peintures à fresque remontent aux premiers temps du Christianisme : on peut donc juger de leur prix au double point de vue de l'art et du dogme. Même après Boldetti et Bottari ², qui attribuent beaucoup de ces fresques au second et au troisième siècle, on n'osait croire à une si haute antiquité. Mais les progrès de la science archéologique, loin d'infirmes ces jugements comme téméraires, les ont plutôt fait taxer de timidité. La comparaison du style de ces peintures avec le style d'autres peintures dont la date est certaine, a frappé les meilleurs

¹ Voir la précédente livraison de la *Revue*.

² *Osservazioni sopra i cimiteri de'santi martiri ed antichi cristiani di Roma*, 1720, in-fol., p. 17-20. — *Sculture e pitture sagre estratte dai cimiteri di Roma*, t. II, p. 29.

juges : ainsi, pour citer seulement quelques exemples, M. Charles Lenormant a remarqué, en 1858, au cimetière de Domitilla, une fresque découverte peu de temps avant sa visite et tellement parfaite qu'elle rappelait à s'y méprendre le style des peintures de la chambre sépulcrale de la pyramide de Caius Sextus, construit l'an 32 avant Jésus-Christ; cette fresque appartenait donc au premier siècle, aux meilleurs temps de l'art ¹. Des chambres du cimetière de Callixte, dans la crypte de Lucina, offrent des dessins d'un style si classique que le célèbre professeur allemand Welcker, sans connaître aucune des raisons historiques et topographiques mises en avant par M. de Rossi pour attester l'antiquité de cette partie du cimetière, a jugé que ces fresques étaient une œuvre du premier siècle ². Enfin M. le chevalier de Rossi a remarqué dans la crypte de saint Janvier, découverte en 1862, au cimetière de Prétextat, des paysages et des décorations dans le genre de ceux de Pompéi, c'est-à-dire exécutés dans le premier siècle ³. D'autres tombeaux païens, — celui des Nason par exemple, — conservent des peintures de l'âge impérial dont le travail, évidemment contemporain de beaucoup de fresques des catacombes, permet de préciser l'âge de ces fresques. On pourrait poursuivre cet examen avec les peintures du III^e et du IV^e siècle, telles que celles qui ornent les sépulcres souterrains de Vibia, femme de Vincent, prêtre du dieu Sabazius, et autres adorateurs de Mihra, sépulcres pris à tort par quelques archéologues pour des tombeaux chrétiens.

L'antiquité des peintures trouvées dans les cimetières souterrains est donc reconnue par la critique la plus judicieuse, et à ce sujet il faut noter une remarque indiquée par le chanoine Settele et mise en lumière par le chevalier de Rossi ⁴, remarque propre à modifier une opinion vulgaire sur les commencements pauvres et humbles, a-t-on dit, de la religion chrétienne : c'est que les fresques les plus ornées, les stucs les plus éclatants des catacombes se rencontrent dans les hypogées les plus anciens. Le développement des beaux-arts sous les Flaviens et les Antonins, les conversions, plus nombreuses qu'on ne l'avait cru — fait douteux hier encore et aujourd'hui avéré grâce aux travaux de M. de Rossi ⁵, — de personnages puissants et même de membres de la famille impériale, expliquent

¹ Correspondant du 23 févr. 1859. *Les Catacombes de Rome en 1858*.

² *Roma sotterranea*, t. I, p. 321.

³ *Ib.* p. 187. — *Images de la très-sainte Vierge choisies dans les Catacombes de Rome*, p. 16. Rome, 1863. — *Bullettino di archeologia cristiana*, 1863, p. 3. Voir sur la série des peintures chrétiennes du premier et du second siècle, *Bullet.* 1863, p. 36.

⁴ *Ib.*, p. 196.

⁵ *Bullettino di archeologia crist.*, octobre 1864, p. 77; mars 1865, p. 17.

cette introduction de l'art dans les premiers cimetières. Après avoir brillé aux I^{er} et II^e siècles, la peinture chrétienne ressentit, comme la peinture païenne, la décadence qui, dans le III^e et le IV^e siècle, devint générale.

Est-il nécessaire d'insister sur ce point que les fresques trouvées dans les cimetières souterrains ont été peintes par des artistes chrétiens et représentent des sujets chrétiens? Cela est de toute évidence. Voudrait-on prétendre, comme on a essayé de le soutenir en considérant des fragments épars, que la foi était, dans les premiers temps, tellement indécise, que les artistes ont souvent, dans les peintures des voûtes sépulcrales, voulu faire allusion aux fables mythologiques, en y mettant des dauphins, des hippocampes, et autres figures employées par les païens?... Il y aurait là une étrange erreur, démentie par l'ensemble des monuments. Que ces sujets aient été choisis par imitation de peintures antiques, on peut l'accorder, car en fait ils ne sont par eux-mêmes ni païens ni chrétiens; on les peignait comme une œuvre de pure décoration; c'était un souvenir d'école, de procédés d'atelier, reproduit par des ouvriers chrétiens qui avaient fait leur apprentissage chez des maîtres païens¹. Et qu'on ne dise point, avec M. Raoul-Rochette, qu'un art ne s'improvise pas, qu'il n'était pas plus au pouvoir des chrétiens d'inventer une nouvelle langue imitative qu'un idiome différent du grec et du latin. Sans doute les procédés d'un art ne s'improvisent pas, mais l'art représente des idées et les idées chrétiennes échappent à toute génération païenne. Qu'on n'invoque pas non plus, pour expliquer les premiers monuments de l'art chrétien, je ne sais quelle origine hellénique et orientale par l'influence du culte mithriaque. Le contraire serait plus exactement la vérité, car l'ancienneté désormais constatée des peintures chrétiennes éloigne toute idée de filiation. Les peintures mithriaques offrent une parodie des peintures chrétiennes, comme le culte de Mithra, prôné par des rêveurs païens pour l'opposer à celui de Jésus-Christ, a emprunté certaines idées et certaines formules aux croyances chrétiennes.

Parmi les conclusions à tirer de ces faits, une surtout doit être mise en lumière, avec M. de Rossi. Est-il croyable, demande ce savant archéologue, que dans un temps où l'Eglise, sortie récemment du sein de la synagogue qui avait en horreur les images, combattait l'idolâtrie sous toutes ses formes, les fidèles de l'âge apostolique aient si promptement et si généralement adopté et pour ainsi dire baptisé les beaux-arts? Oui, peut-on répondre avec lui, car deux faits irrécusables : d'une part le grand nombre de peintures exécutées

¹ V. de Rossi, *de Christianis monumentis quæ exhibentibus*, dans *Spicilegium Solesmense*, t. III, p. 538, et *Bullettino di arch.*, juin 1865, p. 43.

dans les cimetières souterrains de Rome, et de l'autre la richesse, la variété et la liberté des types plus antiques, comparées au cycle restreint et appauvri des peintures de la fin du III^e siècle, renversent l'hypothèse de ceux qui affirment que l'usage des images s'est introduit peu à peu, clandestinement et contre la pratique de l'Eglise primitive¹. Partout, et autant qu'on le put, on orna de peintures les lieux vénérés, comme le témoignent, outre les cimetières de Rome, les antiques sépulcres de Milan, de Brescia, de Vérone, de Chiusi, décrits par Biraghi, Cavedoni, etc. Voilà ce qui est prouvé contrairement aux assertions des protestants.

Le pinceau, plus libre que le ciseau, avait, dès l'origine, doté l'art chrétien de nombreuses productions ; mais, il faut le reconnaître, les monuments de la sculpture parvenus jusqu'à nous sont d'une époque postérieure. Il y a très-peu de sarcophages ou sépulcres de gens riches, qui remontent au delà du commencement du IV^e siècle. Bottari en a décrit trois, attribués par d'Agincourt et Labus au III^e siècle² ; plusieurs autres paraissent dater de la même époque ; un devant d'autel en terre cuite est assigné par Settele au siècle de Trajan. C'est là une mince récolte, quoique les fouilles poursuivies chaque jour par le chevalier de Rossi aux cimetières de Prétextat et de Domitilla, permettent d'espérer la découverte de nouveaux sarcophages d'une époque antérieure au règne de Constantin.

Il ne faudrait pas, en vue d'expliquer cette rareté des monuments, alléguer l'horreur des premiers fidèles pour l'idolâtrie, car, outre les peintures exécutées dès le commencement, on voit, au temps de la paix, se multiplier les sculptures selon les types des fresques. La seule crainte des persécuteurs empêchait donc le libre développement de la sculpture. Les monuments placés en plein air dans les petites chapelles *memoriæ* et par conséquent en public, ont été détruits lors des persécutions. Ceux descendus dans les catacombes devaient être rares, car le sculpteur, obligé, en raison de la matière même sur laquelle il travaillait, d'agir en plein air et souvent sous les yeux des profanes, devait se montrer plus réservé que le peintre qui exerçait son art dans la nuit des catacombes. Il est très-probable, et l'examen des monuments porte à le croire, que les chrétiens achetaient même pour leur usage des sarcophages préparés dans des

¹ *Roma Sotterranea*, t. I, p. 197. M. de Rossi dans son *Bullettino di archeologia cristiana* de juin 1863, p. 44, a montré l'antériorité du type de peintures chrétiennes que M. Raoul-Rochette (*Mémoires de l'Académie des Inscriptions*, t. XIII, p. 114 et suiv.) disait avoir été calquées sur des peintures païennes. M. Vitet a très-bien traité cette question dans le *Journal des Savants*, février 1866, p. 91. Charles Lenormant, *Mélanges d'archéol.* (par les PP. Cahier et Martin), t. III, p. 119.

² *Roma Sotter.*, t. I, p. 199 et suiv.

ateliers païens : ils pouvaient bien choisir entre des décorations qui, en rappelant des scènes pastorales, des souvenirs d'agriculture et de chasse, évitaient du moins les signes évidents d'idolâtrie, mais ils ne pouvaient rencontrer, encore moins commander des sujets trop empreints de christianisme. Les deux lettres D. M., abréviation évidente, malgré l'assertion de Fabretti, réfutée par Lupi ¹, du *Ditis Manibus* des païens, mises sciemment ou par habitude sur plusieurs sarcophages anciens, provenant surtout du cimetière de Sainte-Agnès, loin de contredire cette dernière observation, viennent encore la confirmer. On comprend donc pourquoi il faut attendre l'époque de la paix de l'Église pour rencontrer dans les sculptures des sarcophages des scènes exclusivement chrétiennes.

Outre les peintures à fresque sur les parois des cimetières souterrains et les sculptures sur les sarcophages, on rencontre dans les catacombes un grand nombre d'objets offrant un genre de composition particulière, je veux parler des fonds de coupe en verre doré, ouvrage d'artistes chrétiens, juifs et païens, comme l'a enseigné après Buonarrotti, le savant abbé Cavedoni ². Sur une lame de verre enduite d'une manière visqueuse, a été appliquée une feuille d'or sur laquelle on a dessiné à la pointe des figures parfois modelées par de légères hachures et rehaussées de couleurs en pourpre, rouge, azur et vert ; cette lame, ajustée au fond du vase, y a été soudée par l'action du feu, et la dorure se trouve ainsi protégée par l'épaisseur du double fond. Les opinions les plus diverses ont été mises en avant sur l'usage de ces morceaux de verre, plats ou légèrement concaves ³. Les uns ⁴ y ont vu des fragments de calice destinés au prêtre ou aux fidèles lorsque, dans un temps où la communion était donnée sous les deux espèces, on leur distribuait le sang eucharistique. Les autres, et, en particulier le P. Garrucci ⁵, ont pensé que ces coupes servaient seulement aux agapes, à ces repas fraternels et charitables célébrés par les premiers chrétiens aux jours d'enterrement, de mariage, de baptême, ou aux fêtes de saints, agapes d'origine essentiellement chrétienne, disons-le en passant,

¹ Fabretti, *Inscriptionum antiquarum explicatio*, p. 564. — Lupi, *Dissert. et animadv. ad nuper inventum Severæ martyris epitaphium*, p. 105.

² *Osservazioni sopra alcuni frammenti di vasi di vetro*, p. 4. — M. de Rossi, *Bullettino di archeol.*, nov. 1844.

³ Abbé Martigny, *Diction. des Antiquités chrétiennes*, p. 278. — On conçoit que les verres placés ailleurs en évidence aient été bientôt brisés pour en retirer l'or.

⁴ Boldetti, *Osserv.*, p. 189. — Le P. Secchi, *San Sabiniano martire*. Roma, 1841, p. 39.

⁵ *Vetri ornati di figure in oro trovati nei cimilieri dei cristiani primitivi di Roma*. Roma, 1858, p. xiii.

et qui n'étaient point, comme l'a prétendu M. Raoul-Rochette, une pure imitation des repas funèbres célébrés par les païens. A ce titre, bien que sans jamais faire partie du culte, ces repas avaient un caractère religieux qui motive suffisamment la représentation sur ces verres de scènes de la Bible ou de l'Évangile, et les inscriptions pieuses qu'on y lit. Si plusieurs de ces coupes représentent des sujets mythologiques, c'est qu'ils étaient l'œuvre d'ouvriers païens ou bien, c'est parce que les agapes dégénérèrent en un repas d'amis, d'où la pensée religieuse fut vite absente, et qu'on dut abolir à cause des abus qui s'y étaient introduits. La licence des derniers convives expliquerait alors la licence des ouvriers, ingénieux désormais à tracer des Amours, des Apollon, des Vénus, des Proserpine, représentations étranges, si elles ont été réellement faites par des chrétiens, et dont quelques-unes, d'ailleurs, sont l'œuvre d'habiles faussaires du xvi^e siècle, comme on l'a démontré, en particulier, par un dessin des trois Grâces dans un état de complète nudité¹. Que conclure de ces opinions, appuyées ou combattues par des arguments également plausibles, si ce n'est la vérité relative de chacune d'elles? Si plusieurs de ces coupes ont reçu le vin eucharistique, le plus grand nombre ont dû être employées dans les agapes, et, quelques-unes, encore teintes de sang, ont pu conserver le sang des martyrs².

Indépendamment des fresques, des sculptures, des fonds de coupe, on rencontre, dans les cimetières souterrains de Rome, plusieurs objets intéressants : des pièces de monnaie, des bijoux, des anneaux en fer, en bronze ou en pierre précieuse : améthyste, chalcédoine, cornaline, etc., souvent imités par d'adroits faussaires³,

¹ P. Garrucci, *Vetri ornati di figure*, p. 83.

² Bosio donne seulement le dessin de cinq de ces fonds de coupe; Buonarroti, sénateur florentin, en publia soixante-douze dans son très-savant livre, *Osservazioni sopra alcuni frammenti di vasi antichi di vetro, ornati di figure, trovati nei cimiteri di Roma*. (Florence, in-4^e, 1716). — Boldetti en recueillit vingt-huit nouveaux, d'autres furent publiés depuis, et enfin le recueil imprimé par le P. Garrucci en 1838 contient le dessin de trois cent quarante verres, dont un grand nombre sont inédits; un savant et ingénieux commentaire est joint à ces planches. Buonarroti pensait, et il appuyait son opinion par de nombreuses observations, que plusieurs de ces coupes remontaient au second siècle, que la plupart étaient du temps des Gordiens et des Philippes, c'est-à-dire du milieu du III^e siècle. Boldetti, Blanchini, Marangoni avaient également soutenu que ces verres étaient antérieurs à l'époque de la paix de l'Église; mais on les juge à présent moins anciens : quelques-uns sont du III^e siècle; le plus grand nombre, d'après le jugement du P. Garrucci, de M. de Rossi et de l'abbé Martigny, ont été fabriqués au IV^e siècle seulement. (*Vetri*, n^o 9; *Bullett. di arch.*, nov. 1864, p. 82; *Dict. des Antiq., Chrét.*, p. 280).

³ L'abbé Martigny, *Des anneaux chez les premiers chrétiens*, in-8^o. Macon, 1838.

des tissus d'or, des objets de toilette, des lampes, la plupart du temps faites en argile, quelquefois, — mais à une époque moins ancienne (au iv^e siècle) — en bronze, enfin des mosaïques. Il y eut quelques mosaïques dès les premiers temps, telles que celle citée par Marangoni au cimetière de Saint-Callixte, une autre trouvée par le P. Marchi au cimetière de Saint-Hermès, mais les sujets représentés en mosaïque sont rares dans les trois premiers siècles; cette décoration ne se répandit que dans les basiliques du iv^e siècle¹. Lorsqu'aux v^e et vi^e siècles, les catacombes furent restaurées, on orna de peintures et de mosaïques les cryptes, nommées par M. de Rossi, *historiques*, parce que, renfermant des tombes de papes ou de martyrs illustres, elles devinrent, à la paix de l'Eglise, les sanctuaires pieusement visités par les fidèles².

Toutes ces peintures, ces sculptures sont souvent accompagnées et expliquées par des inscriptions, mais le plus grand nombre des inscriptions trouvées dans les cimetières souterrains, se rencontrent isolément sur la pierre, le marbre et la tuile. Gravées avec le ciseau ou une pointe quelconque, tracées avec du charbon ou avec un pinceau au minium et au cinabre, ces inscriptions, écrites en latin ou en grec³, et, en général, beaucoup moins élégamment que les inscriptions païennes, sont très-nombreuses. Le recueil publié par M. de Rossi doit en renfermer plus de onze mille, dont mille trois cent soixante-quatorze, les seules qui soient datées, sont déjà imprimées dans le premier volume de ses *Inscriptions chrétiennes*⁴. Les dates sont fixées par la mention des consulats, des indictions et autres supputations chronologiques; cependant, il est à remarquer que, sauf deux exceptions qui sont motivées par des circonstances particulières, aucune inscription n'est datée par le pontificat d'un pape. Aucune non plus ne se réfère à une ère propre aux chrétiens, comme serait l'ère de Notre-Seigneur Jésus-Christ ou celle des Mar-

¹ L'abbé Martigny, *Dictionnaire des Antiquités chrétiennes*, p. 421.

² *Roma Sotterranea*, t. I, p. 167.

³ Il n'y a pas d'inscriptions en grec plus tard que le milieu du iii^e siècle.

⁴ *Inscriptiones christianæ urbis Romæ septimo sæculo antiquiores*. — Roma, in-fol., 1861. Pour indiquer la nature de l'ouvrage, désormais indispensable à tout antiquaire chrétien, et montrer comment à Rome on sait encore composer une inscription, je transcris la dédicace de l'ouvrage :

LIBER. SACER. ESTO.
HONORI. ET. NOMINI.
PII. IX. P. M.
CIVIS. PROVIDENTIA. ET. JUSSU.
HAEC. VETERIS. Aevi. CHRISTIANI.
ROMANA. MONUMENTA.
IN. LVCEM. PRODEVNT.

tyrs. La plus ancienne de ces Inscriptions est de l'an 71; il y en a une autre en 107, une troisième en 111; huit inscriptions irrégulièrement échelonnées, conduisent à l'année 268. A partir de cette époque, et jusqu'en 342, elles se succèdent presque sans interruption d'année en année¹.

Pour classer les inscriptions non datées, il y a des règles exposées par M. de Rossi². Il faut examiner à quelle famille appartiennent ces inscriptions; à celle des sépulcres souterrains ou à celle des sépulcres sur terre; à quel style elles se réfèrent: celui de l'âge des persécutions, dont le caractère est la simplicité et la brièveté, ou celui de l'âge de la paix, dont la formule est plus compliquée.

Nous ne devons pas oublier que, suivant la coutume des anciens qui inscrivaient leurs noms dans les lieux célèbres visités par eux: Pyramides d'Égypte, Temples de la Grèce ou Rochers du Sinaï, beaucoup de parois des Catacombes ont été couvertes, à diverses époques, de noms de voyageurs et d'acclamations ou proscynèmes inspirées par la vue des lieux. Dans ces inscriptions, ordinairement gravées à la pointe, il y aurait toute une mine à exploiter, et M. le chevalier de Rossi promet à qui aurait la patience de relever les *graffiti* des Catacombes, une moisson aussi ample, et, peut-être plus importante que celle recueillie par le P. Garrucci dans son ouvrage sur les *graffiti* de Pompéi³.

Avant de terminer sur ce premier point, il faut faire observer, avec M. l'abbé Martigny, qu'« il existe une constante uniformité, quant aux sujets représentés, entre les produits des différentes branches de l'art. La peinture murale retrace les mêmes histoires, les mêmes symboles que la peinture sur verre; la mosaïque s'en empare à son tour, les sculptures des sarcophages ne s'écarteront pas davantage de ce cercle, lequel sera respecté même par la glyptique ou la gravure. Une telle régularité suppose nécessairement une règle uniforme, hiératique, tracée par l'autorité de l'Église et par la tradition, et cette règle devait être d'autant plus inflexible, que les images constituaient un vaste système d'enseignement⁴. » Or, en étudiant ces monuments des cimetières souterrains, il convient de se rappeler toujours :

¹ En Gaule, la plus ancienne inscription date seulement de l'an 334. (M. E. Le Blant, *Inscriptions chrétiennes de la Gaule*. Paris, in-4°, 1836-1838.)

² Chapitre v des *Prolégomènes* du tome I^{er} des *Inscriptions*.

³ *Roma sotterranea*, t. I, p. 70, 72. — L'abbé Martigny, *Dict. des Antiq. chrét.* p. 303 et suiv.

⁴ L'abbé Martigny, *Dict. des Antiq. chrét.*, p. 296. — M. de Rossi (*Bullett., di arch.*, nov. 1863, p. 83) montre que les représentations symboliques de plusieurs chambres au cimetière de Callixte ont été exécutées sous la direction de Callixte avant sa promotion à la papauté.

1° Que les monuments parvenus jusqu'à nous sont si peu nombreux en comparaison de ceux qui ont disparu, qu'un argument négatif appuyé sur la non-constatation de telle ou telle particularité, doit être présenté avec une extrême prudence¹.

2° Que tout sujet plusieurs fois reproduit doit cacher un mystère, exprimer un symbole : *Non vacat mysterio quod iteratur in facto*, dit très-bien saint Grégoire, selon cette loi première de la symbolique chrétienne énoncée ainsi par Dom Pitra : « Tout ce qui apparaît aux sens doit être interprété comme l'expression d'objets invisibles, et ramené par la voie la plus simple à la fin de toutes choses qui est le Christ². » L'esprit essentiel de la symbolographie chrétienne, dirons-nous encore avec M. de Rossi et M. l'abbé Martigny, étant de représenter certains symboles et certaines allégories sous l'enveloppe de sujets historiques tirés des livres saints, on ne saurait supposer, avec vraisemblance, que les artistes aient voulu rappeler simplement le souvenir de ces faits en en retraçant l'image³.

3° Enfin, que l'interprétation ne doit pas être une œuvre d'imagination, mais doit s'éclairer par l'esprit même du texte sacré qui raconte le fait, et s'appuyer sur le témoignage autorisé des premiers Pères.

II.

Il nous faut maintenant indiquer comment les premiers chrétiens furent amenés à exprimer leurs croyances par des faits ayant une signification symbolique.

Le langage de l'Ancien Testament, tout rempli d'énigmes, retraçait à l'avance dans ses allégories mystiques la figure et l'histoire même du Dieu rédempteur promis à l'humanité; Jésus-Christ lui-même, pendant sa prédication, s'exprimait le plus ordinairement dans un langage parabolique pour ménager la faiblesse intellectuelle de ses auditeurs, se réservant d'ailleurs de rendre plus complète l'initiation de ses disciples; en suivant ainsi ces exemples divins, le symbolisme chrétien naquit et se développa⁴. Il n'y a point à en rechercher, comme on a voulu le faire, une autre origine dans je ne sais quel emprunt fait aux peuples païens de l'Orient, et notamment aux Égyptiens. L'art chrétien put prendre, et prit en effet comme accessoires,

¹ M. de Rossi, *Roma sotterranea*, t. I, p. 346.

² *De Pisce allegorico et symbolico*, dans *Spicilegium Solesmense*, t. III, p. 520.

³ *De monumentis Christianis vixit exhibentibus* dans *Spicilegium Solesmense*, t. III, p. 545. — *Dict. des Antiq. Chrét.*, p. 245.

⁴ Voir l'abbé Martigny, *des Symboles de l'antiquité chrétienne*, Mâcon, 1856.

certaines sujets usités dans l'école païenne, purs objets de décoration, auxquels par conséquent il ne faut pas s'ingénier à trouver un sens particulier. Selon l'observation très-sensée de M. l'abbé Martigny « trop creuser le symbolisme, c'est s'exposer à tomber dans des interprétations arbitraires et hasardées qui ne font pas avancer la science ; » mais les images principales reproduites par la peinture et la sculpture sont, on peut l'affirmer, essentiellement d'origine biblique et essentiellement évangéliques. On a voulu soutenir l'opinion contraire : de nos jours, un archéologue de grand talent, Raoul-Rochette, a été l'un des plus célèbres défenseurs de ce système, d'après lequel les premiers chrétiens auraient pris le type de leurs images et même l'origine de leurs usages, dans des types païens, dans des coutumes païennes. Sans doute, je l'ai déjà dit, des symboles employés par l'antiquité païenne ont pu ensuite être adoptés par les chrétiens¹ ; mais on ne peut aller plus loin sans tomber dans l'erreur, comme l'ont fait M. Beugnot, dans son *Histoire de la Décadence du Paganisme*, et M. Raoul-Rochette, dans le tome XIII des *Mémoires de l'Académie des Inscriptions* et dans le *Tableau des Catacombes*.

Le symbole, le récit figuré recueilli par l'art chrétien comme une loi naturelle du culte, devait aussi s'imposer comme une nécessité, lorsque, surveillés et chaque jour dénoncés, les premiers fidèles n'avaient pas la liberté de confesser leurs croyances et de pratiquer leurs rites. Le langage des pontifes dut prendre alors des précautions infinies pour exposer à travers mille appellations allégoriques la doctrine chrétienne, celle surtout du sacrement qui confondait le plus l'esprit humain. Chacun, en effet, avant d'être baptisé, savait, selon le mot de saint Augustin, qu'il croyait en Jésus-Christ, mais il ignorait le sens de cette expression « manger la chair du Fils de l'Homme. » Et, en effet, c'est sur ce côté le plus sacré de la doctrine, sur ce point central du catholicisme que portait principalement la discipline du *secret*, née de l'expérience, formée sans parti pris de mystère, divulguée au besoin par les apologistes, mais gardée pendant plus de trois siècles, et multipliant pendant tout ce temps la représentation des objets symboliques.

Nous allons examiner quelques-uns de ces symboles ; nous en étudierons le secret, et peut-être ferons-nous soupçonner à plus d'un esprit intelligent les ressources offertes à l'apologétique et à l'histoire par les monuments du premier âge chrétien, chaque jour

¹ Un pieux et savant ecclésiastique, Marangoni, a composé, au siècle dernier, un volume très-érudit sur les objets païens et profanes ayant servi à l'usage et à l'ornement des églises : *Delle cose gentilesche e profane trasportate ad uso ed ornamento delle chiese*. — Roma, 1744, in-4°.

T. II, 1867.

exhumés des Catacombes. Après avoir parlé des signes employés pour exprimer l'idée de Dieu, des divers symboles par lesquels Notre-Seigneur Jésus-Christ et le sacrement de l'Eucharistie furent exprimés, nous suivrons le chrétien du baptême à la tombe, et, en parcourant les inscriptions funéraires, nous reconnaitrons les idées, les préoccupations du fidèle, qui, peu soucieux des distinctions du monde, désire avant tout reposer dans la lumière et la paix de Dieu.

Pendant les premiers siècles, l'idée de Dieu, dont l'Unité est spécialement confessée dans cette inscription rapportée par Boddetti : QUI IN UNUM DEUM CREDEDIT IN PACE, est exprimée dans les peintures par le symbole d'une main isolée sortant d'un nuage. Ainsi, on voit cette main mise à la place de Dieu dans les fresques représentant Moïse recevant les tables de la Loi ¹, Moïse détachant sa chaussure devant le buisson ², le sacrifice d'Abraham ³, etc., etc. Après Constantin, contrairement à l'opinion émise par Émeric David et par Raoul-Rochette, on ne craignit pas de représenter Dieu le Père sous une forme humaine : il apparaît sur deux sarcophages du IV^e siècle comme un vieillard tenant à la main le volume symbole de l'autorité ⁴. Bien plus, sur un sarcophage de la même époque, placé aujourd'hui dans le Musée chrétien du Latran, les trois personnes de la Sainte Trinité sont représentées par trois personnages barbus de même âge, de même visage, absolument semblables ⁵. Une inscription de l'an 403, citée par M. de Rossi, atteste au surplus cette croyance en la Trinité : QUINTILIANUS HOMO DEI CONFIRMANS TRINITATEM ⁶. On s'accorde aussi à regarder comme un symbole de la Trinité le triangle, dont sept exemples sont cités par M. de Rossi, et montrent ce triangle uni aux attributs de Jésus-Christ ⁶.

Le Saint-Esprit est ordinairement figuré par la colombe, d'après la consécration éclatante que ce symbole reçut au baptême de Notre Seigneur Jésus-Christ. La douce et innocente colombe rappelle parfaitement la troisième personne de Dieu à qui est attribuée communément l'opération de la grâce dans l'œuvre de la sanctification des âmes. Cette doctrine amena les fidèles à exprimer, d'après les Écritures et avec la Liturgie, par le mot *Spiritus* et même *Spiritus Sanctus* l'âme du chrétien devenu le temple de la grâce et de l'es-

¹ Bottari, tav. cxiii, cxv, cxxviii, etc.

² Perret, *les Catacombes de Rome*, t. I, pl. LVII.

³ Bottari, tav. xv.

⁴ Bottari, tav. LXXXIV.

⁵ L'abbé Martigny, *Dict. des Antiq. Chrét.* p. 597. M. de Rossi, *Bullett. di arch.*, septembre 1863, p. 68-69.

⁶ M. de Rossi, *Inscriptiones christianæ*, t. I, p. 222, n° 523.

prit de Dieu, formule première, dictée par la foi, devenue, selon la remarque de M. l'abbé Martigny, un signe caractéristique des inscriptions des trois premiers siècles ¹.

Si Dieu le Père, si le Saint-Esprit n'ont point été oubliés par l'art chrétien, Dieu le Fils, seconde personne de la Trinité, a naturellement été l'objet de plus fréquentes représentations.

De même que Dieu le Père, et sans doute plus anciennement, Notre Seigneur Jésus-Christ a été représenté sous une figure humaine. Cette figure a-t-elle été tracée d'après la propre figure de Notre-Seigneur? en d'autres termes possède-t-on un portrait authentique du Rédempteur? Aucun monument connu ne permet malheureusement de l'affirmer, car l'image célèbre dite de la Véronique, quoique très-ancienne et objet d'une dévotion légitime, ne paraît pas avoir été connue dans les premiers siècles. En tout cas, on n'y peut chercher l'origine du type primitif des images du Sauveur ². La fameuse controverse élevée, au second siècle, au sujet de la *beauté* ou de la *laideté* de Jésus-Christ, semblerait même exclure toute idée d'un type reconnu comme primitif ³. Cependant, dès ce même siècle, si l'on admet le jugement de plusieurs savants et en particulier du docteur Labus ⁴, une image du Christ, reproduite par Bosio ⁵, aurait été peinte dans une chambre du cimetière de Saint-Calixte. Cette image, dont le type devait un jour inspirer Giotto, se trouve reproduite sur de nombreux monuments, entre autres sur cinq des principaux sarcophages exposés au musée de Latran, qui datent de la première moitié du quatrième siècle; elle est également conforme au type d'un portrait sur ivoire, conservé au musée du Vatican, et incontestablement la plus antique de toutes les images connues du Sauveur ⁶. Mais antérieurement à ces images, Notre Seigneur Jésus-Christ a été désigné dans les monuments chrétiens par deux symboles très-célèbres, celui du Bon Pasteur et celui du Poisson, de *l'Ichthys*.

Le Bon Pasteur est, sans contredit, le symbole solennel le plus souvent reproduit dans les cimetières souterrains ⁷. M. Raoul-Rochette, archéologue très-érudit, mais qui apportait à l'étude de l'archéologie sacrée un esprit systématique, cherchant ici l'application de ses idées, a vu dans le Mercure Criophore, dans le Faune

¹ M. de Rossi, de *Christianis titulis Carthaginiensibus*, dans le t. IV du *Spicilegium Solesmense*, p. 497; l'abbé Martigny, *Diction. des Antiquités chrét.*, p. 641.

² *Dict. des Antiquités chrétiennes*, p. 239.

³ L'abbé Martigny, *Dict. des Antiq.*, p. 334.

⁴ Dans les *Annales de philosophie chrétienne*, t. XXI, p. 357.

⁵ *Roma sotterranea*, t. I, p. 233.

⁶ C'est le jugement de M. de Rossi. Voir l'abbé Martigny, *l. c.*, p. 334.

⁷ L'abbé Martigny, *Etude archéologique sur l'Agneau et le Bon Pasteur*. Paris, 1860, in-8°, chez Didron.

portant la chèvre, et dans le mouton de l'art grec et romain l'idée première de la représentation du Bon Pasteur ¹. Cette opinion a semblé au premier abord si ingénieuse, que les monuments offrant la seule image de Bon Pasteur n'ont paru, aux yeux de certaines personnes, présenter qu'un signe équivoque de Christianisme. Il y a là une double erreur ² : rien n'est moins semblable au Bon Pasteur chrétien que le Mercure Criophore ou le Faune ; d'un autre côté, les textes de l'Ancien et du Nouveau Testament, où l'on trouve si souvent la comparaison de Dieu avec le Bon Pasteur, où l'on rappelle ses soins pour le *troupeau*, son amour pour la *brebis égarée*, devaient naturellement amener les chrétiens à reproduire d'eux-mêmes cette image sur leurs monuments. Quelques ouvriers ont pu imiter un type pastoral de sculpture grecque ou romaine : on expliquerait ainsi la perfection relative de certaines copies, de celle, par exemple, qui est aujourd'hui placée dans le musée chrétien de Latran ³ ; mais la pensée chrétienne, nous ne cesserons pas de le répéter, a certainement conçu le *type*. Dès le premier moment, le Bon Pasteur fut représenté sur les fresques des Catacombes, entre autres dans une chambre du cimetière de Domitilla, datant évidemment du 1^{er} siècle ⁴ ; au temps de Tertullien, c'est-à-dire à la fin du second siècle, l'image du Bon Pasteur décorait tous les vases sacrés : nombre de fonds de coupe en verre parvenus jusqu'à nous portent encore témoignage de la fréquente reproduction de cette image.

Le Bon Pasteur est représenté debout, tantôt portant la brebis sur ses épaules, tantôt ayant autour de lui le troupeau, figuré au moins par deux brebis ; parfois l'une de ces brebis fixe ses yeux sur le Pasteur, et l'autre détourne la tête, image touchante des deux portions de l'humanité, dont l'une reconnaît et aime le Sauveur, et dont l'autre le repousse et le méprise ⁵. Dans ces représentations diverses, le pasteur porte ordinairement la houlette ou *pedum*, bâton pastoral devenu la crosse de l'évêque ; au bout de ce bâton, ou tout auprès, on voit le vase de lait qui a, comme nous le verrons, sa propre signification.

Tel était donc un des symboles usité pour représenter aux yeux des chrétiens la personne de Notre Seigneur Jésus-Christ. On a remarqué ⁶ que cette image du Bon Pasteur, très-fréquente dans les

¹ *Mém. de l'Académie des Inscriptions*, t. XIII, p. 101.

² M. de Rossi, *Roma sotterranea*, t. I, p. 347.

³ Publiée par l'abbé Martigny, *Dict. des Antiq. chrét.*, p. 515.

⁴ M. Charles Lenormant, *Les Catacombes de Rome en 1838*, p. 19.; M. Vitet, *Journal des Savants*, février 1866, p. 97.

⁵ L'abbé Martigny, *Etude archéol. sur l'Agneau*, p. 67 et suiv.

⁶ Le chanoine Settele, dans un savant mémoire publié dans *Atti dell' Accademia rom. d'archeol.*, t. II, p. 78-89.

premiers temps, apparaît plus rarement dans les peintures du second âge, après Constantin, lorsque la religion étant publiquement reconnue, la discipline du secret n'était plus aussi nécessaire.

Ce symbole ne fut pas le seul qu'on employa pour désigner la seconde personne de Dieu. Aussi anciennement que sous les traits du Bon Pasteur, Notre Seigneur Jésus-Christ fut représenté par une autre image, celle du Poisson, dont le nom grec ἰχθῦς, composé de la réunion de la première lettre de chacun des cinq vers consacrés dans les livres sibyllins à parler de Jésus-Christ, offre aussi par hasard (et ce hasard a sans doute motivé le choix) la réunion des lettres initiales des cinq mots Ἰησοῦ; Χριστὸς Θεοῦ Υἱός Σωτήρ, c'est-à-dire, Jésus-Christ, Fils de Dieu, sauveur, acrostiche fameux, offrant ainsi une touchante énigme, interprétée unanimement par tous les Pères de l'Église, comme on peut le voir dans la savante dissertation du cardinal Pitra : *de Pisce allegorico et symbolico*¹.

Dès le II^e siècle, ce symbole du Poisson était familier aux fidèles : on le rencontre sur de nombreuses fresques et sur des coupes de verre, à côté de 75 inscriptions, et sur 30 pierres précieuses, dans tous les monuments enfin que l'antiquité chrétienne nous a légués². Le symbole du Poisson fut moins longtemps usité que celui du Bon Pasteur et dès que la discipline du secret le permit, il disparut. Ainsi, on ne le rencontre ni sur les sarcophages du IV^e siècle, ni sur les diptyques dont le plus ancien, celui de Milan, publié par Bugati, date probablement du IV^e siècle. Pas plus que le Bon Pasteur n'est imité du Mercure Criophore, le poisson chrétien n'a de rapport avec le dauphin, objet de décoration recherché par les païens, et il serait puéril de n'y voir, avec certains auteurs, que le souvenir du poisson cuit mangé par Notre Seigneur Jésus-Christ sur les bords du lac de Tibériade³.

Symbole du Christ, le poisson est souvent représenté seul, mais souvent, aussi, on le voit uni à d'autres symboles qui viennent compléter sa signification. Ainsi, le poisson nageant avec un vais-

¹ Dans le *Spicilegium Solesmense*, t. III, p. 499. Voyez aussi M. de Rossi, *de christianis monumentis ἰχθῦς exhibentibus*, *ibid.*, p. 545; l'abbé Martigny, *Dict. des Antiquités chrétiennes*, p. 544; Polidori, *Il pesce considerato como simbolo cristiano*, dans l'*Amico cattolico* de Milan, 1843, p. 67 et suiv. — Nous ne possédons qu'un seul exemple de la reproduction intégrale de ἰχθῦς comme acrostiche proprement dit : c'est la fameuse inscription grecque trouvée en 1839 dans un polyandre du cimetière de Saint-Pierre-l'Étrier près d'Autun. Voir à ce sujet, entre autres : *Annales de philos. chrét.*, t. XIX, p. 195, art. de l'abbé Pitra; le P. Secchi, *Epigramma greco cristiano de primi secolii, trovato presso l'Antico Augustoduno*, Roma, 1840; dom Pitra, *Spicilegium Solesmense*, t. I; Fr. Lenormand, dans les *Mélanges archéologiques*, des PP. Cahier et Martin, t. IV, etc., etc.

² M. de Rossi, *Roma sotterranea*, t. I, p. 349, réfute cette opinion.

seau sur son dos, est représenté sur trois bijoux antiques, dont l'un surtout, a été amplement décrit par Aleandre. La traduction de ce double symbole, c'est Jésus-Christ soutenant l'Eglise ¹. Le symbole du Poisson et celui du Bon Pasteur, réunis à un autre objet, offrent la figure de Jésus-Christ présent dans l'Eucharistie. Ici, c'est le vase de lait, symbole spécial de l'Eucharistie, selon la démonstration de Buonarrotti, tantôt suspendu au bâton du pasteur comme dans les très-primitives peintures du cimetière de Domitilla, tantôt placé sur le dos de l'Agneau, substitué dans ce cas au Bon Pasteur, comme dans une voûte du cimetière de Saint-Pierre et Marcellin, tantôt, et ceci seul serait une explication du symbole, placé sur un autel, comme dans une chambre très-ancienne du cimetière de Calliste ; l'autel remplace ici le pasteur, qui est le Christ ².

Le mystère de l'oblation eucharistique, le dogme, gardé secret dans les premiers temps, de la présence de Jésus-Christ dans le pain et le vin consacrés, sont exprimés par un autre symbole joint, cette fois, au symbole du poisson. Le poisson porte une *ciste*, ou corbeille d'osier contenant cinq pains *decussati*, c'est-à-dire d'une forme particulière aux pains sacrés, et au milieu de laquelle est un objet peint en rouge qui représente évidemment un vase de vin. Si l'on remarque que cette corbeille, selon les preuves données par de doctes antiquaires, servait dans les anciens sacrifices, et a été aussi employée par les chrétiens, on aura la signification de ces précieuses peintures ³.

L'Eucharistie, τὸ ἀγαθόν, le Bien, comme l'appellent les saints Pères, représentée par le vase de lait, par la corbeille garnie de pains et de vin, est aussi rappelée à la pensée des fidèles par la représentation du miracle de la multiplication des pains, rapproché, ordinairement, dans les sculptures des sarcophages, du miracle de Cana ⁴. Elle est également figurée par la manne qui nourrit le peuple juif au désert, symbole de Jésus-Christ, qui est la *vraie manne*. Ce symbole est rarement usité dans les anciennes peintures, mais on le trouve dans une fresque de la fin du iv^e siècle, découverte en 1863 au cimetière de Cyriaque, où quatre personnages, deux hommes et deux femmes reçoivent la manne tombant du ciel sur leurs penules relevés, marque de respect très-usitée dans l'antiquité ⁵.

Comme si ce n'était pas assez de tous ces emblèmes, nous trou-

¹ M. de Rossi, *de christianis mon.*, etc., dans *Spicileg. Solesm.*, t. III, p. 563.

² *Ibid.*, p. 566.

³ L'abbé Martigny, *Dict. des Antiq. chrét.*, p. 246. — M. de Rossi, *Roma sotter.*, t. I, p. 349.

⁴ L'abbé Martigny, *Dict. des Antiq. chrét.*, p. 244.

⁵ M. de Rossi, *Bullett.*, 1863, p. 76 ; l'abbé Martigny, *l. c.*, p. 386.

vons, dans une fresque célèbre du cimetière de Saint-Callixte, une sorte de tableau représentant l'acte même de la consécration du pain eucharistique. A côté d'une table à trois pieds, véritable autel, sur lequel sont placés un poisson et un pain, on voit un personnage debout, vêtu du pallium, l'épaule droite découverte, la tête coiffée d'un bonnet, imposant les mains sur le poisson et sur le pain. En face de ce personnage est une femme en prière, les deux mains levées, image soit des fidèles qui assistent au sacrifice, soit de l'Eglise qui, conjointement avec le ministre, offre le sacrifice¹. L'Eglise encore présente au sacrifice, est très-bien figurée dans une fresque publiée par Bosio², par cette femme que l'on voit assise à une table recouverte d'une nappe, sur laquelle sont placés trois pains et trois tasses avec une seule amphore; de la main droite, cette femme fait un geste d'invitation; de la main gauche, elle touche le bord de l'amphore comme pour indiquer le breuvage qui y est contenu et l'offrir au fidèle placé devant elle.

On pourrait encore citer d'autres peintures : ici, un enfant, assis à une table sur laquelle est posé un pain, étend la main vers une femme qui, debout et des coupes aux mains, s'incline légèrement vers lui; là, plusieurs personnages entourent une table sur laquelle sont placés le poisson et le pain. Bien aveugle, malgré toute sa science, serait celui qui ne verrait, dans cette dernière représentation que l'image d'un repas funèbre, ou même d'une agape chrétienne; car, pourquoi rappeler si fréquemment et avec tant d'appareil ces repas si simples, si ordinaires dans la vie? Pourquoi, au lieu des viandes et des apprêts d'un festin, ne voit-on jamais, sur la table, que le pain et le poisson? Cette opinion, soutenue par de très-illustres archéologues, embarrassés et timides en face de monuments nouveaux, doit être définitivement rejetée. C'est bien ici, comme l'a démontré le premier le savant abbé Polidori, l'image du festin céleste, ou, plutôt, l'image du banquet eucharistique, la table du Seigneur, selon le mot de saint Paul. Voici le prêtre consacrant le pain, voici l'Eglise offrant le sacrifice, et présentant aux fidèles, par les mains de ses ministres, le divin breuvage. La foi parle et nous découvre le mystère. Devant de pareils témoignages, que

¹ *Ibid.*, p. 246. — Le poisson avec le pain est aussi placé sur un trépied dans une fresque récemment découverte au cimetière de Domitilla. (M. de Rossi, *Bullett.*, 1863, p. 42-43.)

² *Roma sotterranea*, tav. cxxxix. — La vigne employée comme symbole eucharistique ne paraît guère qu'au VIII^e et au IX^e siècle; cependant on la voit en ce sens sur un autel du VI^e siècle à Rimini. Dans les cimetières souterrains, même au I^{er} et au II^e siècle, la vigne est fréquemment représentée comme une image du Christ, de la résurrection et des joies de la vie future. (L'abbé Martigny, *Dict. des Antiq. chrét.*, p. 663; Rossi, *Bullett. di archeol.*, juin 1863, p. 41.)

deviennent les assertions des protestants et des rationalistes? Est-ce au second concile de Nicée, en 750, que « l'on vote pour la présence réelle, » comme a osé le dire M. Henri Martin ¹? Ah! si Spon, cet honnête protestant lyonnais qui, au xvii^e siècle, reprochait au catholicisme ses prétendues innovations, déclarant n'avoir trouvé dans les monuments antiques aucun souvenir du sacrifice de la messe, eût pu voir ces choses, il fût peut-être tombé à genoux, heureux de retrouver dans ces représentations voilées, mais si transparentes, cependant, du dogme eucharistique, le témoignage de la foi de ses ancêtres ².

III.

Si la discipline du secret avait fait imaginer des symboles pour représenter le mystère eucharistique, afin, selon la parole du Maître, de ne pas livrer les choses saintes aux chiens, on ne peut s'étonner que le mystère de la Croix, scandale pour les chrétiens et folie pour les gentils, fût aussi enveloppé de voiles. En effet, la Croix, restée jusqu'à Constantin l'instrument ordinaire du supplice, devait inspirer une répulsion naturelle; on trouvait même dans cet emblème, un motif pour tourner en dérision le culte d'un Dieu crucifié, comme indépendamment des textes contemporains le prouverait ce dessin tracé au stylet, sur une muraille du palais des Césars, où, devant une croix à laquelle est attaché un homme ayant une tête d'âne, on voit un individu avec ces mots tracés en grec : *Alexamène adore son Dieu* ³.

On comprend, dès lors, avec quel ménagement il fallut procéder. Aussi, à part les objets d'usage privé où la Croix était peut-être figurée, objets aujourd'hui perdus, mais qui, d'après certaines

¹ *Hist. de France*, t. III, p. 90.

² Ajoutons de plus que des restes d'autels se voient encore, disséminés dans les cimetières souterrains, soit qu'ils se présentent en forme de tombeaux élevés sur des sépulcres comme sur celui de saint Corneille, soit que la table isolée soit soutenue par des pieds comme celui dont l'emplacement se voit encore dans la crypte des Papes ensevelis au cimetière de Callixte. — Les premiers Papes furent ensevelis au cimetière du Vatican : mais depuis le Pape saint Zéphirin jusqu'au pape Miltiade, mort en 314, le lieu de leur sépulture fut le cimetière de Callixte.

³ P. Garrucci : *Il crocifisso graffito in casa dei Cesari*. Roma, 1837, in-8°, publié dans la *Civiltà cattolica*. M. l'abbé Martigny a donné un fac-simile de ce *graffito* (*Dict. des Antiq. chrét.*, p. 95) qui se trouve actuellement au précieux musée Kircher dans le collège romain, à Rome. Ce monument paraît dater du III^e siècle. Voir d'autres *graffiti* qui complètent celui-ci dans M. de Rossi, *Bullett. diarch.*, sept., 1863.

particularités, peuvent avoir fourni le type de la caricature du palais des Césars, on peut affirmer que, dans aucun monument public, la Croix n'apparaît à Rome avant le v^e siècle, et dans certaines provinces, comme à Carthage, où le Christianisme fut plus tôt émancipé, avant le iv^e siècle. On remarque même que le crucifix, c'est-à-dire la représentation du Sauveur crucifié, n'apparaît pas avant le vi^e siècle, et ne se généralise qu'à la fin du vii^e¹. Pour rappeler l'image de la Rédemption, on eut donc recours à l'allégorie; mais, ici encore, on procéda avec une extrême timidité. D'abord, au iii^e siècle, on ne le croirait pas, si ce n'était établi par des textes positifs, c'est Ulysse, un personnage de l'antiquité, se faisant attacher à l'arbre de son navire pour triompher des sirènes, qui doit rappeler aux fidèles le Sauveur attaché à la Croix pour triompher du démon². Au commencement du vi^e siècle seulement, l'Agneau, image de Notre-Seigneur, apparaît couché sur un autel, *tanquam occisus*, et il faut attendre quelques années pour voir le sang couler de son flanc ouvert. Attendez encore, et vous verrez l'agneau peint sur la Croix à la place même où bientôt va enfin apparaître la personne même du Sauveur³.

De même que la croix simple paraît avant le crucifix, l'image de la croix par le monogramme du Christ précéda l'image du crucifix par l'Agneau ensanglanté⁴. De la combinaison du X et du I grecs, premières lettres des mots Ἰησοῦς Χριστός et, surtout de la combinaison, beaucoup plus fréquente, du X et du P, premières lettres du mot χριστός, on avait formé un signe qui, en rappelant ce nom

¹ Il était alors représenté vivant encore. Le premier exemple du Christ mort est fourni par un manuscrit de la bibliothèque Laurentienne à Florence, datant du xi^e siècle. Les pieds étaient fixés séparément par deux clous. A la renaissance des arts, au xv^e siècle, on superposa les deux pieds et on les fixa par un clou. Le Christ était vêtu aux vii^e et viii^e siècles. A la fin du viii^e siècle le vêtement, plus ou moins long, ne part plus que de la ceinture. Aux ix^e et x^e siècles ces vêtements sont plus rares et tendent à se rapprocher de la bande d'étoffe qui figure dans nos crucifix modernes. — La personne du Sauveur fut d'abord dessinée à la pointe sur la croix; plus tard, après le concile Quinisexte (692), dit M. Emeric David (*Hist. de la peinture*, p. 60), elle fut peinte, et au ix^e siècle seulement elle parut sculptée en bas-relief. — Cf. Gretzer *de Cruce Jesu Christi*, Ingolstadii, 1600, 3 vol. in-4^o; Ciampini, *Vetera monimenta in quibus præcipue musiva opera, sacrarum profanarumque ædium structura, ac nonnulli antiqui ritus dissertationibus iconibusque illustrantur* 1690-1699. Romæ, 2 vol. in-f^o, t. II, tav. xi, xii, xiii, xiv, etc.; l'abbé Martigny, *Dict. des Antiq. chrét.*, p. 184-188.

² M. de Rossi, *Bullettino di Archeologia*, 1863, p. 35. — M. l'abbé Martigny a donné ce dessin dans son excellent *Dictionnaire des Antiquités chrétiennes*, p. 644.

³ Borgia (Étienne), *de cruce Vaticana*. Romæ, 1779, in-4^o, p. 127-130. L'abbé Martigny, l. c., p. 190, et *Etude archéol. sur le Bon Pasteur*.

⁴ Georgi, *de Monogrammate Christi*. Romæ, 1738, in-4^o. M. de Rossi, *de titulis Christianis*, dans *Spicilegium Solesmense*, t. IV.

du Christ, l'oïnt du Seigneur, avait l'avantage de représenter jusqu'à un certain point la figure de la Croix. Cette figure apparut surtout lorsque, au v^e siècle, on substitua une simple ligne transversale à la lettre X, forme usitée surtout en Orient.

A quelle époque a-t-on commencé à se servir de ce signe ? On l'ignore. D'après certaines données, qu'il serait trop long d'exposer ici, on pense que les fidèles des trois premiers siècles en ont fait usage¹. Ainsi, le contexte du passage où Eusèbe parle du monogramme tracé par Constantin sur le Labarum, laisse voir que cet empereur, loin d'imaginer cette désignation symbolique du Christ, adoptait un signe dès longtemps consacré dans la société chrétienne. Cependant, si les plus fortes probabilités sont en faveur de la préexistence du monogramme au règne de Constantin, les monuments authentiques, jusqu'ici connus, sont insuffisants pour élever le fait à la hauteur d'une vérité démontrée. Je dis monuments *authentiques*, car on a souvent cité des inscriptions de martyrs enrichies du monogramme, mais la critique a reconnu la fausseté des unes, la date récente des autres, tracées après la pacification de l'Église par la main des pèlerins. Aussi, à part certaines ébauches où l'on peut deviner le monogramme, à part cette inscription dont la date mutilée est peut-être, suivant M. de Rossi, de l'an 298, aucun monument chrétien présentant réellement le monogramme du Christ, ne remonte avec certitude au delà de l'an 312². On le trouve à cette date, sur un marbre récemment découvert sous le pavé de la basilique constantinienne de Saint-Laurent-hors-des-Murs ; auparavant, le plus ancien marbre connu portant ce signe était de l'an 331. Après avoir passé par bien des phases, ce monogramme fut remplacé au v^e siècle par la croix latine ou grecque, pour reparaître, après quatre siècles d'interruption, sous Charlemagne³.

Voilà quel est l'état de la science touchant l'origine des images de la croix et du crucifix ; mais il faut faire observer que les Catacombes n'ont pas encore dit leur dernier mot à cet égard ; on doit donc appliquer ici la règle posée plus haut : un argument négatif, eu égard à la perte d'un grand nombre de monuments, ne doit être produit qu'avec une extrême réserve.

Les mêmes raisons qui interdisaient dans les premiers temps les représentations de Jésus-Christ crucifié, ont fait exclure à peu près

¹ L'abbé Martigny, *Dict. des Antiq. chrétiennes*, p. 415.

² M. de Rossi, de *titulis Christianis*, dans *Spicileg. Solesmense*, t. IV ; *Inscriptiones christianæ*, t. I, p. 29, et *Bullettino di archeolog.*, 1863, p. 22. Le T, image très-probablement de la croix du Sauveur, fut employé dans des inscriptions du III^e siècle. Rossi, *Bullettino*, mai 1863, p. 35.

³ M. de Rossi, *l. c.*, et *Bullett. di arch.*, mai 1863. Cf. Mozzoni, *Tavole cronologico-critiche della storia della Chiesa*. Venezia, 1856-1863.

complètement des monuments primitifs toutes les scènes de la Passion. La peinture des trois premiers siècles n'en garde aucune trace, et la seule circonstance de la Passion qui apparaisse sur les sarcophages du IV^e siècle, est la comparution de Jésus-Christ devant Pilate, scène ordinairement mise en pendant du sacrifice d'Abraham, figure biblique du sacrifice du Sauveur. Sur quelques bas-reliefs on voit aussi le lavement des pieds, l'arrestation par Judas, une scène de la flagellation, une scène du couronnement où, par une touchante pensée, l'artiste a changé la couronne d'épines en une couronne de roses ; mais, selon toute apparence, ces monuments sont d'une époque postérieure ¹.

Si on éloignait ainsi de la vue des fidèles les scènes humiliantes de la vie du Rédempteur, on multipliait à l'envi les scènes glorieuses ², ses miracles, par exemple, œuvres surnaturelles qui, en triomphant de la nature, attestent sa puissance divine. La divinité de Jésus-Christ est également rappelée d'une manière plus laconique par les deux lettres grecques Α et ω, selon le texte célèbre de l'Apocalypse appliqué à Notre-Seigneur. Ces deux lettres (la seconde est toujours minuscule dans les anciens monuments chrétiens), gravées déjà sur des tombeaux, furent plus fréquemment employées depuis l'hérésie d'Arius, car les chrétiens firent de ce signe une sorte de muette protestation contre les attaques dont la divinité du Christ avait été l'objet. En 355, l'Α et l'ω sont pour la première fois (au moins dans les monuments connus jusqu'ici) unis au monogramme du Christ; depuis ces deux symboles se trouvent fréquemment associés ³.

IV.

Notre Seigneur Jésus-Christ était venu sauver les hommes. Or tous, pour être sauvés, devaient recevoir le baptême. Il n'est donc pas étonnant de rencontrer sur les monuments chrétiens des catacombes de nombreuses figures de ce sacrement. C'était le déluge, auquel, selon la parole de saint Pierre, répond le baptême; l'eau jaillissant du rocher par la baguette de Moïse, ou cet autre symbole d'un pêcheur prenant un poisson à la ligne; puis la représentation du propre baptême de Jésus-Christ par saint Jean-Baptiste ⁴.

¹ L'abbé Martigny, *Dict. des Antiq. chrétiennes*, p. 511.

² *Ibid.*, p. 512.

³ *Ibid.*, p. 42.

⁴ On trouve encore dans une fresque récemment découverte au cimetière de Saint-Callixte, la représentation d'un baptême donné à un enfant par un person-

Les catéchumènes, devenus néophytes et fidèles, appelaient le jour où ils avaient reçu le baptême, le jour de la réception, *dies acceptionis*, et ce premier pas dans la vie chrétienne était pour eux la grâce, *qui gratiam accepit*¹, destinée à leur venir en aide pour remplir les devoirs de la vie. Cette vie avait désormais pour le chrétien d'autres horizons que ceux entrevus par les païens. Ainsi le mariage, descendu sous le paganisme au rang du moins solennel des contrats, avait été élevé à la dignité de sacrement. On trouve dans les monuments la trace de cette transformation : ici c'est un fond de coupe où sont représentés deux époux se tenant par la main, avec le monogramme du Christ²; là, Jésus-Christ, placé au centre du dessin, dépose deux couronnes sur la tête des époux. L'inscription complète souvent l'idée : au nom des époux, elle ajoute : *VIVATIS*³. Cette idée de Dieu devait rappeler désormais les devoirs imposés, et l'on voit les inscriptions funéraires mentionner avec complaisance le témoignage du devoir rempli. On loue l'épouse très-fidèle : *CONJUGI FIDELISSIMÆ*; l'épouse chaste : *COMPARI CASTÆ*; l'épouse pleine de pudeur : *CONJUGI PUDICISSIMÆ*; celle qui vécut en paix avec son mari : *MECUM FECIT... SINE ULLA CONTROVERSIA*⁴ — *QUÆ NUMQUAM MECUM DISCORDIA*; celle qui vécut d'une vie irréprochable, toujours pleine de charme et de douceur : *QUÆ VIXIT MECUM INCULPABILITER ET CUM OMNI SUAVITATE DULCISSIMÆ*⁵; celle qui, par ses prévenances fit régner toujours l'harmonie dans son ménage : *QUÆ EJUS OBSEQUIO SEMPER NOBIS CONVENIT*. Dans d'autres inscriptions l'éloge porte sur l'assiduité aux devoirs purement matériels de la vie, car le Christianisme a ennobli le travail, et on vante l'épouse qui mena une vie laborieuse : *RUFINA QUÆ MECUM LABORAVIT*⁶; celle qui aida son mari dans ses labeurs : *LABORUM AUTRIX CASTIS SOCIA*⁷; celle qui fut mère et nourrice : *MATRI ET NUTRICI DULCISSIMÆ*. On célèbre également et la femme épousée vierge et l'homme qui s'est marié en étant jusque-là resté vierge⁸. Pour les désigner, on a dû inventer un nage revêtu du pallium. Le dessin est donné dans le *Dict. des Antiq. chrét.* de l'abbé Martigny, p. 71.

¹ M. de Rossi, *Inscript. christ.*, t. I, p. 16.

² Le dessin est dans l'abbé Martigny, *Dict. des Antiq. chrét.*, p. 388.

³ *Ibid.*, Garrucci, *Vetri*, etc., tav. xxix.

⁴ M. de Rossi, *Inscript. christ.*, t. I, p. 519.

⁵ *Id.* *Bullettino di archeolog.*, 1864, p. 34.

⁶ Marangoni *acta S. Victorini*. Romæ, 1740, in-4°, p. 123. M. de Rossi, *Bullet. di arch.*, a donné une inscription grecque où l'on célèbre la femme laborieuse. Juillet, 1863, p. 52. Cf. M. de Champagny, *Les Antonins*, II, 138 et M. Le Blant, dans la *Revue archéol.*, juin 1863, p. 462.

⁷ M. de Rossi, *Bullet.*, juillet 1866, p. 53.

⁸ Voir, pour l'éclaircissement de ce point, l'abbé Martigny, *Dict. des Antiq. chrét.*, p. 667.

mot : *Virginus* et *Virginia* sont les noms de l'époux et de l'épouse demeurés vierges jusqu'au jour de leurs noces. Je citerai seulement cette épitaphe de l'an 291 mise par un mari sur la tombe de sa femme : *EX VIRGINIO TUO BENE MECO VIXISTI LIBENT. CONJUX INNOCENTISSIMA* ¹, et cette autre : *SABINIANUS CUM VIRGINIA SUA* ². Ainsi, la victoire sur les sens est célébrée. On a soin d'indiquer l'état de veuve, si discrédité chez les païens, mais tenu en si haute estime par les chrétiens, car les veuves étaient surtout adonnées à la pratique des bonnes œuvres : *AMATRIX PAUPERORUM (sic) ET OPERARIA*, dit une inscription ³, et plusieurs épitaphes emploient à leur égard la formule usitée pour désigner le ministère des évêques et des prêtres : *VIDUA SEDIT*, allusion sans doute au siège d'où elles enseignaient dans les catacombes les éléments de la religion ⁴. Enfin, sur de nombreuses épitaphes, on désigne ainsi les vierges : servantes de Dieu, *VIRGO ANCILLA DEI*; dévouée à Dieu, *DEO DEVOTA*. Une de leurs fonctions, selon une inscription grecque d'un *titulus* d'une vierge, était de chanter à Dieu les hymnes sacrées ⁵. Toutes ces inscriptions nous offrent l'expression de sentiments que l'antiquité entendit rarement; en face du relâchement où était tombé le lien conjugal, du divorce s'étalant sans pudeur, des effroyables débordements des mœurs païennes, c'est comme l'annonce heureuse d'une transformation sociale. Ces marques d'affection, ces expressions de regret, ces témoignages rendus par des maris à la vertu de leurs épouses et par l'Eglise au ministère des veuves et des vierges nous permettent de juger l'état de la société sous la loi chrétienne au point de vue moral ⁶.

Ce n'était point le seul progrès obtenu par l'influence du Christianisme, et il est impossible de parcourir un recueil d'épitaphes sans y découvrir l'expression non moins fidèle d'un autre ordre d'idées.

Les plus anciennes inscriptions chrétiennes diffèrent des inscriptions païennes, plus par ce qu'elles ne disent pas que parce qu'elles disent, réserve très-naturelle comme l'a remarqué le chevalier de Rossi, conforme aux conditions intérieures et extérieures de la pri-

¹ M. de Rossi, *Inscript. christ.*, t. I, n° 17.

² *Ibid.*, n° 363; cf. *Bullettino di arch.*, juillet 1865, p. 53.

³ *Ib.*, n° 62. *Bullett. di arch.* juillet 1865, p. 53.

⁴ L'abbé Martigny, *l. c.*, p. 637.

⁵ *Ibid.*, p. 662; Boldetti, *Osservazioni*, 416.

⁶ M. l'abbé Martigny, *l. c.*, 391. Je sais très-bien, et un récent article de M. Huillard-Bréholles (*Revue contemporaine* du 15 septembre 1865) me le rappellerait au besoin, qu'on s'est efforcé de diminuer les services rendus par la religion chrétienne, en montrant dans certaines inscriptions païennes l'expression de sentiments analogues à ceux des chrétiens; mais ces inscriptions d'une époque

mitive chrétienté, au secret de sa doctrine et de ses mystères¹. Mais ici véritablement le silence parle et révèle une des plus radicales transformations de la vieille société païenne si orgueilleuse de ses titres, et si pleine de mépris pour les disgraciés de la nature. Le plus grand contraste existait entre les primitives inscriptions chrétiennes et les inscriptions païennes. Le chrétien est ordinairement désigné par le *cognomen*, qui suffit à faire connaître son individualité, tandis qu'outre le pompeux étalage des trois noms *nomen*, *prænomen*, *cognomen* portés par le défunt, les inscriptions païennes rappellent toujours ses titres, ses honneurs, sa condition sociale pour l'exalter si c'est un patron opulent, un ingénu, pour l'avilir si c'est un affranchi ou un esclave... *libertus*... *servus* : distinctions créées par la vanité ou par la plus odieuse violation du droit naturel et inconnues aux inscriptions chrétiennes, car elles répugnaient trop ouvertement à l'esprit de l'Évangile². Des personnages vivants, selon la remarque de M. E. Le Blant³, peuvent prendre, et en effet ont pris le titre d'affranchi en s'adressant sur la tombe à un mort leur patron ; mais rarement, si ce n'est jamais, un mort n'a reçu directement une de ces qualifications. Le chrétien était réputé seulement esclave, serviteur de Dieu : *servus Dei*, *homo Dei*, *famulus Dei*, et ne portait aucune autre désignation avilissante, car pour la qualité d'*alumnus*, enfant abandonné, recueilli par la charité, elle était plutôt un titre d'honneur, puisqu'elle révélait au monde les œuvres de cette vertu nouvelle réservée à la religion chrétienne.

Ce n'est point tout : les inscriptions chrétiennes négligent de mentionner ce que les inscriptions païennes ont grand soin de faire ressortir, et la filiation du défunt et la qualité d'héritier, *hæres*, motifs ordinaires d'orgueil pour les races patriciennes, vaines

secondaire sont justement des monuments précieux de la transformation opérée chaque jour dans la société et de l'envahissement des sentiments chrétiens dans les âmes païennes. (Cf. M. Egger, *Journal de l'Instruction publique* du 26 février 1853 ; M. Le Blant, *Inscript. chrét. dans la Gaule*, t. I, p. 475). Partout alors on reconnaît une transaction cherchée ou rencontrée à leur insu par les païens entre leur idolâtrie et la foi nouvelle (Cf. M. de Rossi, *Bullett. di arch.*, août 1863, p. 60). Dans son article, M. Huillard-Bréholles a l'air de croire que les sentiments de famille sont rarement exprimés par les chrétiens : on peut lire cependant ces acclamations fréquentes : *rogas pro conjuge, pro filiis, pro parentibus, pro fratribus, pro sorore, etc.* (Cf. Rossi, l. c., Juillet, 1863, p. 53.)

¹ M. de Rossi, *Roma sotter.*, t. I, 341.

² *Ibid.*, p. 343. M. E. Le Blant, *Inscriptions chrétiennes de la Gaule*, t. I, p. 119 ; — M. de Rossi, *Bullett. de archeol.*, novembre 1863, p. 83.

³ M. E. Le Blant, *Lettre à M. Bonnetty sur quelques observations de M. de Rossi*, dans les *Annales de philosophie chrétienne*, décembre, 1858, p. 444.

appellations continuant après la mort des distinctions factices dans une famille et dans une société où il devait seulement y avoir des fidèles et des frères dans la large acception de ce mot ¹.

Les inscriptions chrétiennes oublient aussi le plus souvent de noter le lieu de naissance, sans doute afin de ne pas distinguer l'étranger, *hostis*, l'homme du dehors, comme parle le Romain dans sa langue hautaine, et par une sorte de réaction contre l'idée exclusive, égoïste de la patrie, telle que l'avait faite le paganisme. Ces diverses omissions n'étaient point commandées par une loi écrite ou traditionnelle; elles se produisaient comme un effet spontané des doctrines religieuses de la société nouvelle. De rares exceptions ne détruisent pas la force de ces observations, dont les conséquences, signalées par M. E. Le Blant, n'échappent à personne. Plus tard seulement, lorsque l'Église victorieuse, après avoir conquis le monde, fut à son tour en partie conquise par lui, les idées mondaines furent exprimées sur les tombes chrétiennes, tant la nature était prompte à relever les barrières renversées par la Foi. Néanmoins, il y eut toujours entre les inscriptions chrétiennes et païennes une grande différence, et il est très-rare de rencontrer dans les cimetières ces longues énumérations du *cursus honorum* qui marquent d'ordinaire sur les tombes romaines chaque pas de la carrière du défunt ². Même au v^e siècle, cet usage de ne pas mettre les titres, se continue dans les épitaphes des vierges consacrées à Dieu. ³

Une autre observation, destinée à jeter de nouvelles lueurs sur l'état de la société chrétienne, est suggérée par la vue des noms portés par les premiers chrétiens. Beaucoup, sans doute, n'eurent aucune répugnance à conserver les noms de leurs parents païens, même les noms dérivés des divinités du Paganisme, dont plusieurs furent transformés en noms vénérés de saints et de martyrs; mais beaucoup aussi aimèrent à adopter des noms exclusivement chrétiens, noms dérivés des dogmes de la religion : *Acquisita*, *Redemptus*, *Reparatus*, *Renatus*, *Restitutus*, par allusion à la rédemption et au baptême; noms dérivés des fêtes de l'Église, *Epiphanius*, *Pascasius*;

¹ M. E. Le Blant, les *Inscript. chrét. de la Gaule*, t. I, p. 131. M. Le Blant, bien que s'occupant spécialement de la Gaule, éclaire son commentaire par une étude approfondie de toutes les inscriptions. — Le mot *Ecclesia fratrum* se trouve dans une inscription de Cherchell publiée par M. Renier (*Inscript. de l'Algérie*, n° 4025.)

² *Ibid.* — Riches et pauvres étaient souvent confondus ensemble : ainsi en 1887 on trouva dans un loculus obscur le corps d'une femme de sénateur (de Rossi, *Inscript.*, t. I, p. 110); on n'eût jamais imaginé rencontrer chez les descendants des Pères conscrits de l'ancienne Rome cet acte volontaire d'égalité devant la mort. Il y a de ces faits qui éclairent une situation.

³ J. B. de Rossi, *Bullett. di arch.* octobre 1863, p. 74.

noms dérivés des vertus chrétiennes en latin et en grec, *Pistis*, *Elpis*, *Irene*; noms exprimant la joie spirituelle, caractère distinctif du vrai chrétien, *Gaudentius*, *Hilaris*, *Celestinus*. Chose remarquable et trait d'histoire à recueillir, les chrétiens, accablés d'injures par les païens, s'emparaient même de ces injures comme d'un titre d'honneur et souvent les noms portés par les chrétiens ne furent autres que des épithètes prodiguées par le sarcasme; ainsi *Injurius*, *Fœdulus*, *Pecus*, *Stercus*, *Stercorius*. Noms ridicules ou abjects, repoussés toujours par les païens, mais, dit M. E. Le Blant, acceptés par les chrétiens avec un sentiment d'humilité et de résignation nouveau comme la foi qui l'avait fait naître¹.

V.

Cette foi, enseignant en même temps le sérieux de la vie et le néant du monde, fait rejeter des épitaphes les titres, les distinctions, vaine image de ce qui n'est plus, pour y faire graver le souvenir de ce qui rend la vie sérieuse: l'épreuve qui précède l'éternité. On rappelle que la vie est un prêt fait par Dieu à la naissance et réclamé à la mort, sentiment exprimé par le mot *reddit*, *reddidit*, formule elliptique, abréviation de celle-ci : *reddidit debitum vitæ suæ*². On exprime que la vie est un lieu de passage dont il faut sortir, *exivit de seculo*³. Et pour où aller? Est-ce dans les ténèbres, comme l'indiquent les païens avec leurs navrantes expressions : *hic jacet in tenebris*? Non, mais à la lumière : *in luce*. La mort, c'est le sommeil qui précède le réveil, le repos qui suit le travail : *IN LUCE QUIESCIT, DORMIT IN PACE*. Une formule usitée surtout au iv^e siècle représente le défunt comme placé dans un lieu transitoire, *depositus*, tandis que les païens, regardant leur sépulture comme définitive, disaient : *situs*, *compositus*. « Rien n'est plus tranché, dirons-nous avec le savant abbé Martigny, que ces formules où se dessine la physionomie des deux cultes par la différence si accentuée de leurs idées au sujet de la destinée finale du corps humain⁴. »

Les chrétiens, en effet, au delà de la mort, attendaient la résurrection, et en peinture comme en sculpture, ils représentaient cette croyance, soit par la figure de Job qui, au milieu de ses misères,

¹ *Annales de philosophie chrétienne*, juillet 1864, p. 14. L'abbé Martigny, *Dict. des Antiq. chrét.*, p. 450.

² L'abbé Martigny, *Dict. des Antiq. chrét.*, p. 315. Marangoni, *Acta S. Victorini*, p. 81-83.

³ De Rossi, *Inscrip. christi.*, t. I, p. 35.

⁴ Voir aussi Le Blant, *Inscript. chrét.*, t. I, p. 13.

l'avait annoncée si clairement, soit très-fréquemment par la figure de Jonas dans les diverses phases de sa vie, enseveli dans la mer, rejeté sur la plage ou reposant sous le feuillage, soit par la représentation de la résurrection de Lazare, de la guérison du paralytique emportant son grabat, ou par des symboles d'espérance tels que l'ancre ou l'œuf¹, tels encore que les saisons, le paon ou le phénix². Cette croyance à la résurrection des corps et à la vie heureuse des âmes, fondement de tout le symbolisme sépulcral, était aussi proclamée sur les tombeaux par les inscriptions. Les épitaphes païennes, nous l'avons dit, parlent des ténèbres où gisent ceux disparus du milieu des vivants, mais les épitaphes chrétiennes célèbrent la lumière et la paix où l'âme était plongée pour l'éternité : *ÆTERNA TIBI LUX TIMOTHEA IN CHRISTO*³. *SPIRITUS IN LUCE SUSCEPTUS EST*⁴. *RECEPTUS SPLENDORI CUM LUMINE CLARO*⁵, etc.... lumière accordée comme récompense à l'âme qui avait cru au Christ : *IN CHRISTUM CREDENS PREMIA LUCIS ABET*, comme parle une inscription de 393⁶; paix donnée à celle qui crut à la résurrection : *HIC IN PACE REQUIESCIT LAURENTIA QUÆ CREDIDIT RESURRECTIONEM*, comme s'énonce une inscription de 493. De là les souhaits adressés aux morts : *VIVAS IN DEO*, la plus ancienne de ces pieuses acclamations⁷. *PAX TECUM*, antique formule qui donna naissance à une autre plus fréquemment employée : *IN PACE*, allusion à la paix céleste désirée pour le défunt ou acquise par lui, regret pour ceux qui, au milieu des labeurs d'ici-bas, attendent le moment de la réunion; *PRÆCESSIT AD PACEM, PRÆCESSIT NOS IN PACE*. La paix, c'est désormais l'état de l'âme délivrée des liens du corps : *ABSOLUTUS DE CORPORE*; langage nouveau qui montre, selon la remarque de M. E. Le Blant, combien les textes évangéliques ont exercé une action directe et profonde sur la rédaction des épitaphes chrétiennes⁸. Et la paix, c'est la joie du ciel, c'est la résignation sur terre. Jamais les peintures et les sculptures chrétiennes ne montrent ces *conclamations*, ces scènes de désolation où se complaisaient les artistes païens; jamais on ne rencontre, dans l'intérieur des sépulcres, ces vases lacrymatoires où

¹ D'où est venu le pieux et ancien usage de manger un œuf bénit avant toute nourriture le jour de la résurrection du Sauveur.

² Ces deux derniers symboles beaucoup plus rarement. — L'abbé Martigny, *l. c.*, passim.

³ Mai, *Scriptorum veterum nova Collectio*, t. I, p. 450.

⁴ Georgi, *de Monogrammate Christi*, p. 33.

⁵ De Rossi, *Inscript. Christ.* t. I, p. 88.

⁶ *Ib.* p. 180. L'abbé Martigny a reproduit ces inscriptions et d'autres encore, (*l. c.*, p. 380 et passim.)

⁷ M. de Rossi, *Roma sotterranea*, t. I, p. 341.

⁸ *Inscript. chrét. de la Gaule*, t. I, p. 91.

étaient recueillies les larmes : la tombe n'apporte au chrétien ni trouble ni désespoir ¹. L'acclamation *IN PACE* se trouve souvent accompagnée et souvent aussi remplacée d'abord par le dessin d'un vase présage de sanctification (selon le mot : « vous êtes des vases d'élection »), puis et surtout par le dessin d'une colombe portant dans son bec un rameau d'olivier ². La colombe, c'est l'âme innocente du fidèle, le rameau d'olivier, c'est le signe de la paix. Le dessin offre donc la traduction de l'inscription ; si l'on y joint le poisson, comme dans un exemple rapporté par Boldetti, il faudra compléter l'interprétation et dire : l'âme du fidèle mort arrivée à la paix de Dieu. C'est là le terme.

Mais, au sortir de la vie, toutes les âmes ne parviennent pas immédiatement à ce terme. Elles peuvent avoir des fautes à expier et les chrétiens restés sur terre ont le devoir de prier pour obtenir la fin de cette expiation. Un savant protestant du xvii^e siècle que j'ai déjà nommé, Spon, dans une lettre au P. de La Chaize demeurée célèbre, repoussait cet article de foi parce que dans les épitaphes anciennes il n'avait trouvé, disait-il, aucune mention du mot *purgatoire* ou de tout autre mot équivalent. Cette affirmation, à laquelle les protestants ont donné une grande publicité, fut attaquée par les catholiques ; et de nos jours, un de nos plus savants épigraphistes, M. E. Le Blant, l'a encore réfutée avec une érudition, on peut le dire, accablante ³. Spon se trompait ici, — comme il se trompait au sujet de la Messe et de l'Eucharistie, — par ignorance, et dans cette ignorance, il prétendait s'en rapporter aux seules lumières de son esprit. Ces mots, que l'antiquaire lyonnais cherchait en vain au xvii^e siècle, se lisent au contraire très-fréquemment sur les anciennes épitaphes dans le sens propre qui leur convient. Au canon de la messe l'Eglise demande pour ceux qui ne sont plus un lieu de rafraîchissement, de lumière et de paix : *locum REFRIGERII, lucis et pacis ut indulgeas deprecamur*. La liturgie n'a pas d'autre expression pour désigner le purgatoire. Or ces vœux et ces prières de l'Eglise se retrouvent énoncés dans les mêmes termes sur les tombes chrétiennes. On demande le rafraîchissement : *OB REFRIGERIUM* ⁴ ; on prie Dieu de rafraîchir l'âme : *ANTONIA ANIMA DULCIS TIBI DEUS REFRIGERET* ⁵ ; *DEUS REFRIGERET SPIRITUM TUUM* ⁶ ; *REFRIGERA DEUS ANIMAM* ⁷, etc....

¹ *Ibid.*, p. 94.

² De Rossi, *De christianis monumentis*..., dans *Spicileg. Solesm.*, t. III, p. 561.

³ Réponse à une lettre du 13 janvier 1680... in-8°, 1688.

⁴ Fabretti, *Inscript. antiq. explicatio*, p. 114.

⁵ Boldetti, *Osservazioni sopra i cimiteri*, p. 418.

⁶ Lupi, *Dissertatio et animado. ad nuper inventum Severæ martyris epitaphium*. Panormi, 1734, in-f°, p. 137.

⁷ Perret, *l. c.* pl. xxviii.

Voilà comment on prie ! La prière pour les morts souffrants dans un lieu où il y a besoin de rafraîchissement, est donc attestée, et pour cette âme on réclame le repos dans le bonheur : *SPIRITUS IN BONO QUIESCANT* ; *SPIRITUS TUUS IN BONO SIT*. Ajoutons que ce lieu de rafraîchissement est souvent demandé par l'intercession des saints et des martyrs : *REFRIGERI TE DOMNUS IPOLITUS* ; *REFRIGERI JANUARIUS AGATHEUS FELICISSIMUS MARTYRES* ¹. Il faut ici insister sur cette invocation des saints.

VI.

Une des questions qui divisent ou qui divisaient, — car aujourd'hui, après la négation radicale du surnaturel par une certaine école, il s'agit bien de cela entre les divers membres de la société chrétienne ! — une des questions qui divisaient les protestants et les catholiques est la suivante : l'intercession des saints. Les catholiques invoquent les saints comme intercesseurs auprès de Dieu ; les protestants rejettent cet acte à la fois comme une idolâtrie et comme une nouveauté. Nous n'avons à nous occuper que de ce dernier côté de la question.

La qualité de *saint, sainte*, était désignée dans l'origine par le mot *dominus, domina* ; car le mot *sanctus*, pris en ce sens, apparaît seulement dans la seconde moitié du v^e siècle ; jusque-là il est synonyme de *carus*, cher ². Si, comme nous l'avons dit dans notre première étude, il y eut un temps où l'on s'estimait heureux de reposer près des corps des saints, où, pour satisfaire ce désir on ouvrait, au risque de mutiler les fresques, des *loculi* dans les parois réservées aux peintures, bien avant ce temps, on exprima le souhait d'être un jour réuni dans la paix avec les saints et on les invoqua pour obtenir cette grâce : *PETE PRO NOBIS FELIX* ; *VIVAS IN DEO ET ROGA* ; *ROGA PRO FRATRES ET SODALES TUOS* ; *DOMINA BASSILIA COMMANDAMUS TIBI CRESCENTINUS ET MICINA FILIA NOSTRA* ³. On pourrait citer cinquante inscriptions analogues pour attester l'usage de l'invocation des saints par les fidèles. C'étaient des avocats dont l'on réclamait avec confiance la parole pour plaider sa cause : *CUIQUE PRO VITÆ SUÆ TESTIMONIUM SANCTI MARTYRES APUD DEUM ET CHRISTUM ERUNT ADVOCATI* ⁴.

On le voit : les mérites que par leur vie et par leur mort, les

¹ De Rossi, *Bullett.* 1863, p. 3.

² L'abbé Martigny, *Dict. des Antiq. chrét.*, p. 582.

³ *Ibid.*, p. 585-586.

⁴ Epitaphe du iv^e siècle trouvée récemment dans l'église S. Laurent in agro Verano. — M. de Rossi, *Bullett. archeol.* 1864, p. 34 ; et 1865, p. 53. Martigny, *l. c.* p. 586.

saints et les martyrs s'étaient acquis auprès de Dieu étaient reconnus des fidèles ; on s'adressait aux saints pour obtenir les grâces désirées : une vie chrétienne et le repos en Dieu. Aussi, avec quel honneur déposait-on leurs corps dans le sépulcre, les enveloppant parfois de vêtements précieux, de tissus d'or¹ ; avec quel soin on conservait, quand on pouvait se les procurer, les instruments sanglants du martyre, ces crocs, ces ongles de fer, ces fouets composés de chaînettes de bronze avec des boucles de plomb, tous ces vils objets, aujourd'hui l'ornement du musée chrétien du Vatican ; surtout avec quel empressement, quel respect et quel amour on allait recueillir leur sang jusque sur le lieu où il avait coulé ! Des éponges en étaient imbibées, et il était ensuite exprimé dans des fioles de verre ou parfois dans des vases de terre qu'on plaçait à l'entrée ou à côté du sépulcre. Mais je touche ici à l'une des plus graves et délicates questions qui aient occupé les savants.

Jusqu'au XVII^e siècle, on avait cru que le corps près duquel on rencontrait un vase rempli de sang était celui d'un martyr. A cette époque des doutes s'élevèrent : pour surprendre l'Eglise catholique en flagrant délit d'erreur ou d'idolâtrie, le protestant Basnage², entre autres écrivains, soutint qu'en l'absence d'une inscription positive, rien n'attestait l'emplacement d'une tombe de martyr, car le sédiment, couleur rouge foncé qu'on remarquait au fond des vases provenait, selon lui, non du sang des martyrs, mais du vin des agapes. L'assertion était étrange, et, pourtant, on eut quelque peine à la réfuter. C'est alors que Leibnitz, dont l'esprit voulait aller au fond des choses, soumit le résidu d'un de ces vases à une analyse chimique. Il y reconnut du sang, et écrivit, avec une admirable bonne foi, à Fabretti, pour lui faire connaître le résultat de son expérience³. Chaque fois que l'opération a été renouvelée, et, particulièrement à Milan, en 1843, par le chimiste Broglia, en présence de nombreux témoins, elle a amené le même résultat⁴. Le sédiment qui est au fond de la fiole est du sang. Ainsi, cette ancienne croyance avait, comme tant d'autres, subi l'épreuve d'une critique hostile, et la science, une fois de plus, était venue confirmer la tradition. De son côté, une congrégation de cardinaux et de savants, réunie à Rome pour résoudre les doutes soulevés à cet égard, rendit, le 10 avril 1668, un décret pour confirmer l'antique croyance, décret immédiatement ratifié par le pape Clément IX. Mabillon ayant, dans

¹ Comme le fut le martyr Martin d'après le témoignage de Bottari ; comme le fut le martyr Hyacinthe dont le P. Marchi découvrit le corps.

² *Hist. de l'Eglise*, t. II, p. 1033 ; l'abbé Martigny, *l. c.*, p. 391.

³ Fabretti, *Insc. antiq.*, p. 336.

⁴ Biraghi, *Sopra alcuni sepolcri antichi cristiani scoperti presso la basilica degli Apostoli et di S. Nazaro in Milano dissertazioni*. Milano, 1843, p. 43.

sa fameuse lettre sur le culte des saints inconnus¹, prêté aux opinions, depuis condamnées, l'autorité de sa parole, fit sa soumission et, devant les preuves fournies, rétracta son erreur. La doctrine semblait donc fixée, mais, au XVIII^e siècle, la controverse se renouvela. Le savant pape Benoît XIV publia alors (20 avril 1745), une lettre apostolique, véritable dissertation sur la matière, et confirma le décret de 1668². Il développa et motiva une autre opinion dans son ouvrage sur la *Béatification des saints*.

On pouvait croire la question épuisée, lorsqu'il y a trente ans, un archéologue éminent, M. Raoul-Rochette, émit l'opinion que le vase de sang trouvé près d'un tombeau ne pouvait fournir une preuve du martyr. Réfuté avec éclat et solidité par le P. Secchi dans un Mémoire consacré au martyr Savinien, M. Raoul-Rochette, en véritable savant, ne fit nulle difficulté de se rétracter. Le 6 août 1841, dans une lettre adressée au P. Secchi, il avoua qu'il avait contesté ce point sans l'avoir suffisamment examiné, et il déclara donner aux doctrines soutenues par le docte jésuite « un assentiment complet et sans réserve ³. »

Le débat, cette fois, allait-il être clos? Non, car en 1855, un mémoire attribué au R. P. Van der Bruck parut à Bruxelles, sous ce titre : *De phialis rubricatis quibus martyrum romanorum sepulcra dignosci dicuntur observationes*. V. D. B⁴. Les observations qu'on y présentait n'allaient à rien moins, dit-on, qu'à détruire l'autorité de la doctrine concernant le vase de sang réputé signe de martyr. En 1858, un archéologue chrétien bien connu, M. E. Le Blant, publia, dans le même sens, une brochure intitulée : *La Question du Vase de sang*. Tout en reconnaissant que la matière contenue dans les vases était du sang de martyr et non du vin eucharistique comme, après Basnage et bien d'autres tant de fois réfutés, M. Ch. de Rémusat l'avait répété dans la *Revue des Deux-Mondes*⁵, M. Le Blant voyait dans ce vase de sang une relique placée par ses possesseurs comme une sorte de sauvegarde auprès de la dépouille de parents ou amis décédés. A l'appui de son opinion, il croyait pouvoir affir-

¹ *Epistola ad Eusebium romanum de cultu sanctorum ignotorum*, dans *Vetera analecta*, ed. 1723.

² *Bullarium romanum*. Ed. Luxemburgi, 1758, t. XIX, *append.*, p. viii et x.

³ Lettre publiée dans les *Trois Rome*, par M. l'abbé Gaume, t. IV, p. 563.

⁴ Cet ouvrage fut supprimé par ordre des supérieurs; quatre ou cinq exemplaires ont seuls échappé à l'incendie. N'ayant pu nous en procurer, nous en parlons d'après le témoignage de M. Caillette de L'Hervilliers, *Décret du 10 déc.* 1863, dans les *Annales de Phil. chrét.*, février 1864, p. 100.

⁵ 15 juin 1863. M. de Rossi a dit de cet article : « Ivi sono inesattezze ed errori scusabili in chi non professa la scienza antiquaria. » (*Bullet. di arch.*, juillet 1863, p. 56.)

mer que dans aucune tombe sur laquelle était tracé le mot de *martyr*, on n'avait trouvé de fiole de sang. En 1859, un membre illustre de l'Institut, M. Ch. Lenormant¹, se rallia, pour ainsi dire, à la doctrine de M. Le Blant. Deux ans après, une Revue belge, *la Vérité historique*² vint, après une longue discussion, formuler des conclusions analogues. On affirmait en même temps, qu'à Rome, la question du vase de sang était abandonnée depuis longtemps. Rome devait s'expliquer. En présence d'une polémique engagée par des catholiques dont la foi n'était point douteuse, et dont la science était unanimement reconnue, l'Eglise ne pouvait demeurer indifférente. Une commission composée de cardinaux, de prélats, d'ecclésiastiques, distingués par leur savoir, et d'une expérience consommée en ces matières, fut nommée par S. S. le Pape Pie IX, afin d'étudier, sous le nouvel aspect où elle se produisait, la question du vase de sang. Après avoir examiné toutes les difficultés soulevées, et les avoir résolues, après avoir entendu un rapport exact du secrétaire de la Commission, la Congrégation décida, le 10 décembre 1863, que les vases de verre ou de terre teints de sang trouvés dans l'intérieur ou à l'extérieur des *loculi* devaient être réputés un signe de martyr³. Ce décret, confirmé par le pape, peut avoir, au point de vue purement scientifique, une incontestable autorité, car l'auteur du Rapport était un savant de premier ordre, versé dans toutes les questions archéologiques, Mgr Bartolini, connu par des Mémoires sur le cimetière souterrain de Sainte-Catherine-de-Chiusi, et sur les hypogées chrétiens d'Apronianus ou de Saint-Eugène, découverts par lui sur la voie latine. Quelques catholiques ont voulu, à l'appui de cette doctrine, invoquer les inscriptions SA, SANG, mises, disaient-ils, sur certains vases. Mais M. de Rossi, d'après des documents authentiques, et le P. Garrucci, en se fondant sur la forme des caractères, ont reconnu que ces monuments sont faux. Ils avaient été remis par le faussaire lui-même à l'abbé Crescenzo qui, à son tour, avait, sans le vouloir, induit en erreur l'éditeur de la *Roma sotterranea*, de Bosio⁴.

Cette question si importante est donc désormais décidée. Il ne nous reste plus que quelques remarques à présenter sur les anciens monuments concernant le culte de la sainte Vierge, l'organisation de l'Eglise et la primauté accordée à l'apôtre saint Pierre.

¹ Dans le *Correspondant*, février 1859.

² Tome VII, p. 263-292.

³ Ce décret a été reproduit dans les *Annales de Phil. chrét.*, février 1864, p. 101.

⁴ L'abbé Martigny, *l. c.*, p. 302.

VII.

Outre les saints qu'invoquaient les fidèles, et au-dessus d'eux, l'Église vénérât et entourait d'un culte spécial la sainte Vierge, Mère de Dieu. C'est une des croyances dont l'antiquité a été le plus attaquée par les protestants et les rationalistes. M. Henri Martin, dans son style peu orthodoxe, a signalé au ^x^e siècle un mouvement tendant à tout absorber dans l'*Adoration* (*sic*) de la Vierge¹. Le protestant Basnage soutenait qu'on n'avait pas retracé d'image de la Vierge avant le concile d'Ephèse, en 431. Il est donc très-important de connaître la réponse faite à cette assertion par les monuments des premiers siècles.

Et d'abord, y a-t-il eu des portraits authentiques de la sainte Vierge ? On ne saurait le dire, car il est à peine besoin de faire observer que les prétendues madones de saint Luc n'ont point été peintes par cet apôtre, demeuré étranger à l'art de la peinture. Le style des nombreuses images répandues sous son nom, ne permet pas de leur attribuer cette origine. Cependant, dès le ^{vi}^e siècle, on les mentionne, et cette simple mention enlève toute valeur à la conjecture de Lanzi, expliquant peut-être la phrase de M. Henri Martin, d'après laquelle ces madones étaient dues à un peintre du ^x^e siècle appelé *Luca Santo*. Peintes vraisemblablement en Orient au ^v^e ou ^{vi}^e siècle, ces peintures durent être transportées en Occident au temps des iconoclastes. Quoi qu'il en soit, ces images, miraculeuses pour la plupart, objet d'une vénération justifiée par tant de faveurs accordées, sont d'une nouveauté relative : c'est dans les catacombes qu'il faut chercher les premières représentations de la mère de Dieu.

Il est très-probable que, c'est la Vierge Marie qui, souvent fut représentée sous la figure de l'*Orante*, employée également pour figurer l'Église : sur des verres, le mot MARIA se lit, à côté de l'image d'une vierge *Orante* les mains levées². Mais la représentation de la Mère de Dieu, la plus incontestable, est assurément celle où elle est peinte avec son Fils sur les genoux. Ordinairement, le sujet de la composition est déterminé par la présence des Mages venant adorer l'Enfant-Dieu, mais quelquefois, aussi, il est indépendant. Sans s'arrêter à l'image célèbre de la Vierge Marie trouvée au cimetière de Sainte-Agnès, et publiée par le P. Marchi, qui date seulement du ^{iv}^e siècle, on peut produire des images peintes au

¹ *Hist. de France*, t. IV, p. 340.

² Garrucci, *Veltri...*, tav. IX.

III^e siècle et même à la fin du II^e¹; il faut noter surtout la plus antique de toutes, celle trouvée dans le cimetière de Priscilla, datant de la seconde moitié du premier siècle, ou, au plus tard, des dix premières années du second siècle, et exécutée, par conséquent, presque sous les yeux des Apôtres². Ainsi, une fois de plus, les pierres parlent pour réfuter les assertions des adversaires de l'Eglise, et pour attester l'antiquité et la perpétuité du culte chrétien.

Le chrétien baptisé, croyant en Dieu, participant au sacrement, priant les saints, honorant la vierge Marie, était membre de l'Eglise. Cette Eglise est représentée dans les anciens monuments par la figure de l'arche de Noé, seul port de salut au milieu du déluge, comme l'Eglise l'était au milieu du monde; — cette arche, ce navire apparaît sur une mer tranquille ou bien, comme dans une fresque trouvée récemment au cimetière de Saint-Callixte, à demi submergé par la tempête. En avant un personnage se tient debout dans l'attitude de la prière et soutenu par une main sortie du milieu des nuages, tandis qu'un second personnage se débat au milieu des flots : image du chrétien soutenu, affermi par la grâce et du chrétien jouet des passions³. Une colonne, un cep de vigne, représentent aussi l'Eglise, qui est encore figurée par la vierge Suzanne, demeurée chaste entre deux vieillards impudiques et calomniateurs. Dans une fresque on voit une brebis, au-dessus de laquelle est écrit SUSANNA, et deux bêtes féroces, vraisemblablement un loup et un renard, au-dessus desquels est écrit le mot SENIORES, image de l'Eglise en butte aux doubles attaques de la force et de l'hypocrisie⁴. Enfin l'*Orante*, figure plus souvent féminine que virile, placée dans l'attitude de la prière, représente aussi l'Eglise : la tradition avait consacré cette représentation, car nous voyons dans plusieurs dessins de manuscrits du XI^e siècle le mot *Ecclesia*, écrit au-dessous de cette figure de l'*Orante*.

Les ministres de l'Eglise étaient nombreux et constitués hiérarchiquement. La dixième et la onzième section des Inscriptions fixées aux murailles du portique supérieur du musée chrétien du Latran contiennent, par ordre, les titres des divers grades de cette hiérarchie, depuis les rangs les plus humbles jusqu'à ceux de diacre, de prêtre et même d'évêque, dont le titre qui n'avait été vu ni par Bosio,

¹ Dans les cimetières de SS. Pierre et Marcellin, de Callixte, de Domitilla.

² M. de Rossi, *Images de la T.-S. Vierge choisies dans les Catacombes*, passim; l'abbé Martigny, *Dict. des Antiquit. chrét.*, p. 660.

³ M. l'abbé Martigny en donne le dessin, *l. c.*, p. 226.

⁴ *Ibid.* p. 623.

ni par Boldetti, s'est rencontré assez souvent en ces dernières années pour témoigner de la tradition apostolique ¹.

Dans plusieurs peintures nous voyons le prêtre offrant le sacrifice eucharistique; tantôt on le représente assis, revêtu du vêtement des philosophes, dans l'attitude d'un homme qui parle, tantôt recevant le sacrement de l'ordre ². Ces prêtres, ces évêques, ont un chef, c'est le successeur de saint Pierre, de cet apôtre dont la venue à Rome a été prouvée d'une manière si irrécusable, dont le type à cheveux courts, à barbe frisée ³ a été transmis aux siècles suivants, dont la primauté sur les autres apôtres est attestée par tous les monuments anciens ⁴.

A l'encontre de l'affirmation de M. Raoul-Rochette ⁵, prétendant qu'au moyen âge seulement saint Pierre fut représenté avec l'attribut des clefs comme symbole d'autorité, plusieurs peintures, — comme la fresque de la Platonie ⁶, — plusieurs sculptures, — en particulier un sarcophage du cimetière du Vatican, — nous montrent cet Apôtre tenant les clefs en main ⁷. La grande statue en bronze de la basilique de Saint-Pierre est assez connue; soit qu'elle ait été coulée au temps de Constantin sur le modèle d'une statue antique dont on ne fit que changer la tête, soit qu'elle ait été exécutée au commencement du troisième siècle en même temps que la statue de saint Hippolyte, aujourd'hui restaurée et placée au musée chrétien du Latran ⁸, cette statue est d'une incontestable antiquité.

¹ J.-B. de Rossi, *Bullett. di arch.*, juillet 1864.

² Le dernier dessin est reproduit dans le *Dict. des Antiq. chrétiennes* de M. l'abbé Martigny, p. 480.

³ On a un bronze qui ne peut être postérieur aux temps d'Alexandre Sévère, c'est-à-dire à l'an 222, et qui n'est que la reproduction, selon toute apparence, d'un portrait original.

⁴ Cf. Polidori, *Delle immagini de SS. Pietro e Paolo*; M. Grimouard S. Laurent, *Aperçu iconographique sur S. Pierre et S. Paul*, dans le t. XXIII des *Annales archéologiques* de Didron, et M. de Rossi, *Bullett. di archéol.*, nov. 1864. — Disons à propos de l'anniversaire séculaire du martyre de S. Pierre que l'on se prépare à célébrer à Rome, que Mgr Bartolini vient de publier un opuscule pour établir que c'est bien en l'année 67 et non 66 ou 64 comme le disent quelques auteurs que S. Pierre fut martyrisé; le titre de l'écrit de Mgr Bartolini est : *Sopra l'anno LXVII dell'era volgare, se fosse quel del martirio Dei gloriosi principi degli apostoli Pietro e Paolo, osservazioni storico-cronologiche*. Roma in-8°, 1866.

⁵ *Tableau des Catacombes*, p. 268.

⁶ Perret, *les Catacombes de Rome*, t. I, pl. VII.

⁷ Bottari, tav. XXI; l'abbé Martigny, *Dict. des Antiq. chrét.*, p. 156.

⁸ On a trouvé dans les Catacombes une autre statue de S. Pierre, de petit module, mais d'un excellent travail. S. Pierre est représenté debout : la main droite fait un geste d'allocution, la main gauche porte une croix monogrammatique, c'est-à-dire une croix latine, dont le haut est recourbé en forme de P. — M. l'abbé Martigny en a donné le dessin, *l. c.*, p. 539.

Mais lorsque saint Pierre n'a pas les clefs en main, il a d'autres signes non équivoques de distinction. Sur un bas-relief on voit le Bon Pasteur, c'est-à-dire Notre Seigneur Jésus-Christ, entouré de douze brebis et de douze personnages (les douze Apôtres), qui caresse de la main une brebis plus grande que les autres, placée au-dessous de saint Pierre. Sur un autre sarcophage, Notre-Seigneur apparaît debout sur un monticule d'où s'écoulent quatre fleuves, symbole peut-être des quatre Évangiles, et remet à saint Pierre un volume déroulé, emblème de l'autorité qu'il lui confère, tandis que saint Paul s'incline avec respect. Un fond de coupe nous présente les douze Apôtres rangés autour du buste du Sauveur; le nom seul de PÉTRUS est écrit en tête de la légende¹. Saint Pierre est parfois associé à saint Paul, mais le plus souvent, pour ne pas dire toujours, le nom de saint Pierre se lit seul dans la légende et le saint est distingué par une marque particulière. Si les deux Apôtres sont figurés en buste, le vêtement de saint Pierre est plus orné; s'ils sont assis, saint Pierre occupe un siège à dossier et saint Paul un simple banc. Enfin la prééminence de saint Pierre apparaît constamment. Je pourrais citer vingt exemples de preuves matérielles, irrécusables, de la hiérarchie de l'Église et de la primauté accordée à saint Pierre dans ces siècles où, selon l'école protestante et rationaliste, chaque fidèle était à lui-même son prêtre et son chef.

VIII.

Il est temps de clore cette trop longue étude et d'en tirer la conclusion.

J'ai parlé, dans ces pages, des objets recueillis dans les cimetières souterrains de Rome : peintures à fresque ou sur verre, sculptures, gravures, etc.; et j'ai cherché à expliquer leur caractère, et à en montrer la valeur. En ne faisant qu'effleurer ce vaste sujet, j'ai pu constater que les croyances de la religion catholique le plus attaquées par l'hérésie ou le rationalisme : la divinité de Notre-Seigneur Jésus-Christ, le sacrement de l'Eucharistie, le Baptême, la Résurrection, le Purgatoire, la communion des saints, le culte de la sainte Vierge, la hiérarchie de l'Église, la primauté de saint Pierre sont attestées par des monuments irréfutables et qui datent incontestablement des cinq premiers siècles de l'ère chrétienne. Telles ont été les croyances de nos pères : nulle part on ne trouve la preuve de

¹ Il est bien entendu qu'on ne peut trouver S. Pierre couronné de la tiare que les Papes adoptèrent seulement au ix^e siècle comme signe de leur pouvoir temporel. (Garampi, *del Sigillo della Gartagnana*, 89-100.)

nouveautés produites ; nulle part on ne saurait découvrir ce lent travail de formation de dogmes dont parle le rationalisme. Il peut y avoir eu, il y a eu en effet, changement et progression dans la manière de présenter un emblème, de rappeler une croyance, à mesure que la paix et la liberté affranchissaient l'Eglise des entraves de la discipline du secret ; mais il y a perpétuité et stabilité dans la doctrine.

Je n'ai point voulu embrasser ici une démonstration complète, mais seulement signaler, d'après de récents travaux, les enseignements qu'au point de vue de l'apologétique chrétienne et de la transformation sociale opérée par le christianisme, on pouvait tirer de l'étude des monuments trouvés dans les cimetières souterrains de Rome. Ces monuments, dont l'importance n'échappera à personne, peuvent et doivent être complétés par d'autres monuments d'antiquité chrétienne répandus en d'autres villes d'Italie, de Gaule, d'Afrique, etc. Ils doivent surtout être éclairés par le témoignage des saints docteurs qui, depuis le premier siècle, ont exposé la doctrine de l'Eglise et expliqué le symbolisme chrétien. J'aurais pu multiplier les citations, et il m'eût été facile de développer le sujet, mais j'en ai dit assez pour atteindre le but que je m'étais proposé.

A chaque nouvelle attaque dirigée contre la vérité, Dieu permet que, pour la défendre, on trouve dans de nouvelles applications de la science une arme nouvelle. L'ignorance peut souvent engendrer l'erreur, mais l'erreur ne peut avancer d'un pas et produire une négation sans que la vérité ne la suive d'un pas égal et ne produise une affirmation. Il en a été toujours ainsi. Nous vivons à une époque où une critique raffinée, fière de sa science, veut avoir raison de tout, prétend expliquer les actes surnaturels par des procédés physiques ou chimiques, et, en dévoilant le mystère de toutes les origines, réduire la religion à une série de légendes élaborées en dogmes par le travail de vingt générations. Pleine de confiance en ses explorations, la critique ne craint pas de prédire en un avenir peu éloigné, la chute de tous les vieux mythes et de toutes les vieilles traditions ! Mais tandis que son œuvre se poursuit, Dieu prépare les moyens de renverser une fois de plus son fragile édifice. Une science nouvelle, on peut le dire, si l'on considère le développement inattendu qu'elle a pris de nos jours, l'archéologie, se chargera de ce soin. Les services que l'archéologie peut rendre, ne sont pas encore assez connus et appréciés¹. Tout indique la nécessité de cette union de l'archéologie, non-seulement avec la théologie, mais avec

¹ Le savant professeur du collège romain, le P. Perrone a écrit dans son cours de théologie un chapitre très-substantiel sur les ressources offertes par l'application de l'archéologie à l'étude de la théologie. *Prælectiones theologicæ, tract. de*

l'histoire. Chacun, selon ses forces, doit la préparer et vulgariser les notions nouvelles qui en découlent. Qu'on prenne, en particulier, la question de l'authenticité des Évangiles, que le rationalisme contemporain s'obstine encore, malgré vingt réfutations éloquentes, à regarder comme fabriqués à la fin du 11^e siècle. Tous les textes des Pères apostoliques ont été discutés ; vains efforts : on ne veut pas y croire. Que faire ? Interroger alors des sciences purement humaines, demander à la philologie, à l'archéologie, des arguments nouveaux, et d'autant meilleurs qu'ils viennent d'une source moins facile à corrompre. Et voilà que des travaux spéciaux, comme ceux du savant abbé Cavedoni¹, de M. de Saulcy² et Melchior de Vogüé³, de Lévi, en Allemagne, de Malden, en Angleterre, viennent apporter des lumières décisives sur ce point, et fournir, pour la preuve *a fortiori* de la question, des arguments jusqu'ici négligés⁴. Comment mieux démontrer l'utilité de l'archéologie appliquée à la théologie ? Combien pourrait-on également trouver d'observations précieuses et neuves dans l'étude des fresques des cimetières souterrains, peintes au 1^{er} et au 11^e siècle, et reproduisant telle et telle scène tirée des Évangiles. Il n'y a pas une question qui ne puisse, un jour ou l'autre, recevoir ainsi une lumière et même une solution inattendue, et, au point de vue de la foi, quelle satisfaction pour le prêtre, pour le fidèle, de découvrir ces horizons nouveaux, de revenir aux jours premiers de la religion, et, en face des fureurs de l'impiété, de raviver sa foi aux tombeaux des martyrs ! Ah ! l'étude ! le champ en est vaste, et illimitée en est la richesse : c'est pour les jeunes gens surtout, l'apprentissage du labeur qui initie au sérieux de la vie, le mâle exercice des facultés de l'esprit et des forces de l'âme ; pour le prêtre c'est plus encore... C'est donc aux chrétiens qu'il appartient, surtout, de rechercher ces plaisirs délicats et ces nobles jouissances, car ce serait un vain but et un résultat stérile si une démonstration de la vérité n'amenait au cœur une prière, et si la science ne produisait l'amour. Et, à ce propos, je rappellerai une anecdote tirée des lettres du savant et si regrettable Ozanam : « Il y a quelques jours, » écrivait-il le 7 août 1846, « étant au corps de garde pour mes péchés et pour le service de la patrie, j'entendais la conversa-

locis theologicis, t. IX, p. 226. Ed. Taurin. Voir encore Zaccaria, *de veterum inscriptionum christianarum usu in rebus theologicis*, cap. VIII, dans *Thesaur. theolog.*, t. I, p. 361.

¹ *Numismatica biblica osiu dischiarazione delle monete antiche memorate nelle S. Scritture*. Modena, 1830.

² *Recherches sur la numismatique judaïque*, 1854.

³ *Revue archéologique*.

⁴ Mgr Maignan les a très-habilement mis en œuvre dans un chapitre tout à fait neuf de son livre sur *Les Évangiles et la critique au XIX^e siècle*.

tion de deux fortes têtes de l'endroit, et le plus habile des deux s'indignait contre ces sociétés *archéologiques* nouvellement imaginées par les réactionnaires pour ramener le siècle présent à l'ancien régime... Cet homme avait, jusqu'à un certain point, raison dans la grossièreté de ses préventions, continue Ozanam. Toute l'irrégion en France, procède encore de Voltaire, et je ne sache pas que Voltaire ait de plus grand ennemi que l'histoire.. Ses disciples en ont peur... Leur peur fait notre force et notre lumière; elle nous montre où doivent porter nos coups. » Oui, voilà le but : éclairer l'histoire ! Tous ensemble, nous devons y tendre, et c'est sur le terrain commun de cette *Revue*, qu'il convient d'étudier, de discuter, d'éprouver en commun les éléments de la science pour les réunir en faisceau et les appliquer au service de la vérité.

Des voix plus autorisées que la mienne viendront ici exposer les applications nouvelles de l'archéologie à l'histoire; quant à moi, après avoir visité, non sans émotion, les cimetières souterrains de Rome, les musées chrétiens du Latran et du Vatican, j'ai aimé à parcourir les œuvres des Bosio, des Boldetti, des Fabretti, des Bottari, des Buonarrotti, des Marangoni, des Borgia, des Marini..... Je me suis complu à étudier, la plume à la main, les travaux publiés de nos jours par l'abbé Cavedoni, le P. Marchi, le P. Garrucci, l'abbé Martigny¹, l'abbé Greppo, MM. Ed. Le Blant, Caillette de l'Hervilliers, Grimouard Saint-Laurent, et surtout — nul d'entre ceux que j'ai cités ne me reprochera cette préférence, — les ouvrages du chevalier J.-B. de Rossi². Humble poursuivant de ces luttes sacrées, soldat de la science et de la vérité, mais soldat le plus obscur, en m'inclinant devant tant d'autorités, je n'ai voulu que me faire l'écho de voix plus savantes; je le dirai volontiers avec Montaigne : « J'ay fait seulement icy un amas de fleurs estrangieres, n'y ayant fourni du mien que le filet à les lier. »

HENRI DE L'ÉPINOIS.

¹ M. de Rossi, en parlant du *Dictionnaire des Antiquités chrétiennes* de M. l'abbé Martigny, a dit : « A tutti adunque la raccomando : agli amatori degli studi di sacra archeologia, come volume da tener sempre tra mani; ai dotti, come repertorio facile e pronto... ad ogni maniera di persone colte e desiderose di sapere cio che non è bello ignorare, come libro la cui lettura è di utilità pari al diletto. » *Bullettino* de juin 1883, p. 47.

² Outre les grands ouvrages : *Inscriptiones christianæ*, etc... et *Roma sotterranea*, indispensables à toute personne désireuse de s'instruire, il faut recommander le *Bullettino di archeologia cristiana*, publié par M. de Rossi, tous les deux mois, à Rome, chez Salviucci.

MÉLANGES

I.

JEANNE D'ARC

TRAHIE PAR CHARLES VII

Nouvelles preuves des trahisons essayées par la Pucelle, tel est le titre d'une communication faite récemment par M. Quicherat, le savant éditeur des *Procès de Jeanne d'Arc*, au comité organisé à Rouen pour le rachat de la Tour de Jeanne, communication insérée, par décision du comité, dans la *Revue de la Normandie* ¹. M. Quicherat, persistant, comme on le remarque, « dans des vues déjà anciennes, » annonce qu'il a recouvré des pièces importantes qui manquaient « au dossier de la trahison dont notre Pucelle fut victime ². » — « On ne peut pas, écrit M. Quicherat en envoyant ces pièces, *on ne peut pas imaginer quelque chose de plus abominable*. Il faudrait vingt pages de commentaires pour faire ressortir tout ce qu'il y a d'odieux et d'ignominieux dans de pareils actes ³. »

Quels sont donc ces documents *abominables* qui, venant à l'appui du système de MM. Quicherat et Henri Martin, apportent une preuve péremptoire que, comme l'a dit ce dernier historien, il y eut de la part de Charles VII une conspiration « pour faire *mentir Dieu et faire manquer la mission de Jeanne* ? » — Deux pièces, tirées des

¹ Livraison du 30 juin 1886.

² Première lettre à M. Fréd. Deschamps, président du Comité, 24 mai 1886.

³ Deuxième lettre, 6 juin 1886.

archives de Douai ¹, par lesquelles Charles VII déclare : 1°, à la date du 28 août 1429, conclure une trêve avec le duc de Bourgogne jusqu'au 25 décembre suivant ; et 2°, à la date du 18 septembre 1429, comprendre dans cette trêve la ville de Paris et les places environnantes.

D'après M. Quicherat, « lorsque Jeanne employait toutes les forces de son génie *et de son inspiration* à remettre Charles VII en possession de sa capitale, » celui-ci s'était déjà engagé à s'abstenir de toute opération militaire. « Bien plus, il avait expressément autorisé l'ennemi à repousser par la force toute attaque qui serait dirigée contre la capitale ; de sorte que les soldats bourguignons, qui rendirent un si grand service à l'Angleterre en défendant Paris le 8 septembre, accomplirent en même temps la volonté du roi de France. »

Nous avons eu l'honneur de combattre une première fois ² le système de MM. Quicherat et Henri Martin. Nous prendrons la liberté de soumettre quelques observations au savant professeur à l'École des Chartes, relativement aux conclusions qu'il tire des deux lettres de Charles VII.

Et d'abord, M. Quicherat nous reparle ³ de *l'inspiration* de Jeanne lors de l'attaque de Paris. M. Henri Martin avait déjà écrit qu'en cette circonstance Jeanne marcha d'après son inspiration ⁴. Comment méconnaître à ce point le témoignage même de Jeanne ? M. Quicherat voudrait-il récuser les déclarations formelles de la Pucelle qui, dans le cours de son procès, interrogée sur ce point à trois reprises différentes, a répondu invariablement qu'elle n'alla pas devant Paris par l'ordre de ses voix, et qu'elle fit cette *vaillance d'armes* à l'instigation des *gentilshomes* ⁵ ?

Pour comprendre la véritable signification des pièces publiées par M. Quicherat, il faut se garder de les isoler des faits et des documents qui les expliquent. Était-ce donc quelque chose de si insolite qu'une négociation avec le duc de Bourgogne ? Peut-on voir dans la coïncidence de cette négociation avec les événements militaires

¹ On connaissait l'existence de ces pièces aux archives de Douai, par la *Table chronologique et analytique* de ces archives, publiée par M. Pilate-Prévost (voir p. 183). Ces pièces se trouvent également dans le *registre D des ordonnances Barbines*.

² *Le règne de Charles VII, d'après M. Henri Martin et d'après les sources contemporaines* (1836). Un dernier mot à M. H. Martin (1857).

³ V. *Aperçus nouveaux sur l'histoire de Jeanne d'Arc*, p. 33.

⁴ *Histoire de France*, t. VI, p. 215. M. Dareste (*Histoire de France*, t. III, p. 102) est tombé récemment dans la même erreur.

⁵ *Procès*, t. I, p. 146, 168 et 236.

qui suivirent le sacre de Charles VII une preuve qu'on ait voulu *trahir Jeanne d'Arc*? Il faut ici rappeler brièvement les faits.

Dès les premières années du règne de Charles VII, des pourparlers avaient eu lieu, entre le roi et le duc de Bourgogne, par l'entremise du duc de Savoie ¹. En 1424, le 28 septembre, des trêves furent conclues; elles furent prolongées par traités des 30 janvier 1426 et 20 janvier 1427. On a des lettres du duc de Savoie, datées du 26 novembre 1427, par lesquelles il proroge, à titre de médiateur, les trêves entre le roi et le duc du 25 décembre 1427 au 24 juin 1428, avec faculté de prorogation pendant trois ans au gré des parties ². Le 22 mai 1428, une prolongation fut conclue jusqu'au 1^{er} novembre suivant ³.

Le 16 janvier 1429, une nouvelle prorogation fut faite par le duc de Savoie ⁴. La trêve était encore en vigueur le 30 juin 1429, car, à cette date, le maréchal de Bourgogne et le conseil du duc envoyèrent un député à Jargeau et à Beaugency vers la Trémouille, « pour savoir si le roi voulait entretenir les abstinences de guerre, » et pour informer le maréchal de la situation de l'armée française ⁵. C'est à ce moment que se placent des ouvertures directes entre Charles VII et le duc de Bourgogne. Jusque-là on avait traité par l'intermédiaire du duc de Savoie : le 16 juillet, veille du sacre, Jean de Villeneuve, l'envoyé du maréchal de Bourgogne se rend près du duc, afin de savoir de lui s'il veut « entendre à la paix ⁶. » Ce fut lui sans doute, qui porta une lettre adressée par Jeanne au duc, et dans laquelle elle l'exhortait à faire « bonne paix ferme, qui dure longuement. » — « Pardonnez l'un à l'autre de bon cuer, entièrement, écrivait-elle, ainsi que doivent faire loyaux chrestians ; et s'il vous plaist à guerroyer, si alez sur les Sarrazins.... De la part du gentil Roy de France, il est prest de faire paix à vous, sauve son honneur, s'il ne tient en vous ⁷. » Une première trêve fut sans doute alors conclue, ou plutôt renouvelée, pour permettre de suivre cette négociation, car nous lisons dans une autre lettre de Jeanne, adressée le 5 août aux habitants de Reims, et dont le ton est bien différent : « Et est vray que le Roy a faict trêves au duc de Bourgoigne quinze jours durant, par ainsi

¹ Décembre 1422 : conférence de Bourg en Bresse ; juillet 1423 : négociation de Paroy-le-Monial ; décembre 1423 : entrevue du duc de Bourgogne et du duc de Savoie à Châlons ; 20 janvier 1424 : trêve conclue jusqu'au 25 avril.

² *Hist. de Bourgogne*, t. IV, preuves, p. LXXII.

³ Guichenon, *Preuves de l'Histoire généalogique de la royale maison de Savoie*, p. 296.

⁴ Guichenon, *Hist. de Bresse et du Bugey*, p. 483.

⁵ *Collection de Bourgogne*, à la Bibliothèque impériale, t. LXV, f. 144.

⁶ *Ibid.*, f. 144 v^o.

⁷ *Procès*, t. V, p. 126.

qu'il ly doibt rendre la cité de Paris paisiblement au chieff de quinze jours. Cependant ne vous donnez nule merveille se je ne y entre si brieffvement, combien que des trêves qui ainsi sont faictes, je ne soy point contente et ne sçay si je les tendroy; mais si je les tiens, ce sera seulement pour garder l'honneur du Roy ¹. »

Au moment où Jeanne écrivait ces lignes, où éclate évidemment une inspiration étrangère — et qui n'avait rien de céleste, — les négociations avec le duc de Bourgogne étaient très-sérieusement entamées. Il ne s'agissait plus, en effet, de trêves plus ou moins étendues et le plus souvent assez mal observées, mais d'une paix solide et durable. Il était question de conclure en 1429 ce qui ne fut réalisé que six ans plus tard, par le traité d'Arras. Une ambassade solennelle, composée de Regnault de Chartres, chancelier de France, de Christophe de Harcourt, de Raoul de Gaucourt, du seigneur de Dampierre et de Jean Tudert, doyen du chapitre de Paris, s'était rendue à Arras, et était en pourparlers avec le duc. On a les pièces de cette négociation ², à laquelle prirent part également des envoyés du duc de Savoie. Le 16 août, les ambassadeurs français firent connaître leurs propositions; le 27, ils étaient de retour à Compiègne, et revenaient accompagnés d'ambassadeurs du duc de Bourgogne et du duc de Savoie. Ce jour-là, le conseil de Charles VII répondit aux contre-propositions faites le 16 août par les envoyés de Savoie. Le 28, une trêve fut conclue. M. de Barante en avait déjà fait connaître en ces termes les stipulations : « La trêve comprenait les pays de la rive droite de la Seine, depuis Nogent jusqu'à Honfleur ³. Paris était excepté, ainsi que les villes servant de passage sur les rivières. Le roi se réservait de les attaquer et le duc de les défendre. La trêve devait être commune aux Anglais, toutefois après leur consentement ⁴. »

Le premier des documents publiés par M. Quicherat contient en effet ce passage : « Réservé aussi à nostre dit cousin de Bourgoingne que, se bon luy semble, il porra, durant ladicte abstinence, employer luy et ses gens à la deffense de la ville de Paris, et résister à ceulx qui voudroient faire guerre ou porter dommage à icelle. »

Pour comprendre la signification de cette clause, il faut maintenant entrer dans quelques détails sur les relations qui existaient entre le duc de Bourgogne et les Anglais : nous aurons ainsi en

¹ *Procès*, t. V, p. 140.

² Elles se trouvent dans le t. IV de l'*Hist. de Bourgogne*, et ont été longuement analysées par M. de Barante, *Hist. des ducs de Bourgogne*, t. VI, p. 35 et suiv.

³ Il faut lire Harfleur.

⁴ T. VI, p. 40-41.

quelque sorte la contre-partie des négociations entamées par le duc avec la France.

Depuis plusieurs années, un refroidissement marqué s'était opéré dans les rapports de Philippe le Bon et du duc de Bedford. Des plaintes lui avaient été adressées par le régent anglais au sujet de ses pourparlers continuels avec Charles VII. Des faits nombreux attestent l'éloignement que Philippe commençait à ressentir pour les Anglais. Quand Jeanne d'Arc eut tout à coup fait changer la fortune, qu'Orléans eut été miraculeusement délivrée, que le nom glorieux de Patay eut été inscrit dans nos annales, Bedford s'émut. Il envoya une ambassade au duc de Bourgogne, et s'adressa à lui comme à un sauveur. Philippe, charmé d'avances dont il espérait tirer profit, répondit à cet appel et se rendit à Paris (10 juillet). Là on ratifia solennellement le traité de Troyes, et l'on renouvela le serment de haine au meurtrier de Jean sans Peur. Quand le duc partit, au bout de cinq jours, le maréchal de l'Isle-Adam resta dans Paris avec ses gens de guerre. Le 22 juillet suivant, vingt mille livres tournois étaient portées *hastivement* à Arras pour être versées entre les mains du trésorier du duc, et servir « au paiement des gens d'armes et de trait qu'il faisoit mettre sus pour venir servir le Roy (Henri VI), à l'encontre de ses ennemis estans en pays de France et Brye ¹. » En même temps des joyaux étaient remis au duc pour servir à emprunter une somme égale ². Le 16 juillet, Bedford, en écrivant en Angleterre, se louait de l'appui du duc, « sans la faveur duquel Paris et tout le reste était perdu du coup ³. » Enfin, par lettres patentes du 13 août 1429 ⁴, le duc de Bourgogne était nommé gouverneur de Paris. Presque en même temps une ambassade de Bedford venait lui rappeler ses serments ⁵.

Ainsi l'habileté de Bedford avait triomphé des susceptibilités du duc, et l'avait empêché de s'engager complètement dans la voie d'un rapprochement avec Charles VII. Quand les ambassadeurs français étaient arrivés à Arras, déjà le duc était ébranlé; sa nomination de gouverneur de Paris, survenue le 13 août, achevait de lui lier les mains : de là la clause insérée dans le traité du 28. Philippe pouvait stipuler pour ses possessions, et traiter avec la France en ce qui le concernait; il ne pouvait violer ses engagements avec le gouvernement anglais, et lui retirer l'appui qu'il était tenu de lui prêter pour la défense de Paris.

¹ *Letters and papers ill. of the wars of the English in France*, ed. by the Rev. Jos. Stevenson, t. II, p. 401. Cf. du Tillet, *Recueil des traitéz*, p. 367.

² *Idem, ibid.*, p. 104.

³ Rymer, cité par M. de Barante, t. V, p. 360.

⁴ *Inventaire des archives de Douai*, par M. Pilate-Prévost, p. 183.

⁵ Ambassade de l'évêque de Tournay et du sire de Lannoy.

Nous le demandons : ce simple exposé ne suffit-il pas à expliquer les documents publiés par M. Quicherat, et à éloigner toute pensée de trahison à l'égard de Jeanne d'Arc ? Il est un fait indubitable ; c'est que deux partis se trouvaient en présence dans le conseil de Charles VII : le parti de la paix et le parti de la guerre, le parti des négociations et le parti des aventures. Jeanne d'Arc, dont la mission — nous ne cesserons de le redire — était accomplie, et qui ne se dirigeait plus, depuis Reims, par l'inspiration de ses voix, subissait l'impulsion du parti de la guerre. Tandis qu'on négociait, elle faisait la guerre d'aventures. Le 23 août, elle quittait Compiègne, en compagnie de son *beau duc*, et s'en allait occuper Saint-Denis. Le 8 septembre, sans doute après avoir triomphé des répugnances du roi, elle tentait l'attaque de Paris. On connaît l'échec qui s'ensuivit, échec qu'il faut attribuer bien plus au manque de connivence des habitants qu'au mauvais vouloir du gouvernement de Charles VII. Le parti des négociations l'emporta : la retraite fut décidée ; et tandis que le duc de Bourgogne, continuant à ménager les deux partis se dirigeait, avec sa sœur, la duchesse de Bedford, vers Paris, où il allait recevoir le titre de régent, il poursuivait les négociations avec Charles VII qui, dans son désir, peut-être immodéré, de l'amener à la conclusion d'un traité de paix, consentit à comprendre Paris dans la trêve ¹.

Voilà le vrai caractère de ces deux lettres. Qu'on les discute si l'on veut ; qu'on se range du côté des partisans de la paix ou du côté des partisans de la guerre ; qu'on blâme la politique de Charles VII ; mais qu'on ne qualifie pas ces deux actes d'*odieux* et d'*ignominieux*, et qu'on ne les mette pas au *dossier* d'une *trahison* qui, pour être affirmée, a besoin d'être appuyée sur des pièces plus solides.

G. DU FRESNE DE BEAUCOURT.

¹ Il faut dire que, dans ses lettres au duc de Savoie, Philippe se montrait animé d'un sincère désir de la paix et ne désespérait pas d'y amener Bedford. Voir Guichenon, *Preuves de l'Histoire généalogique de la maison de Savoie*, p. 296-297.

II.

LA LETTRE

DU

VICOMTE D'ORTHE A CHARLES IX

Si d'Aubigné fut le premier qui rapporta la fameuse réponse d'Adiram d'Aspremont, vicomte d'Orthe (et non d'Orthez) ¹, à Charles IX ², l'abbé de Caveirac fut le premier qui s'inscrivit en faux « contre un acte dont aucun contemporain n'a parlé, qui a échappé aux recherches de M. de Thou, et que cet historien n'a pas osé adopter malgré sa bonne volonté pour les Huguenots et ses mauvaises intentions contre Charles IX ³. » La protestation de Caveirac resta sans écho, et dans presque tous les livres, le vicomte d'Orthe continua à répéter, avec ou sans variantes ⁴, l'héroïque phrase que résume si bien ce vers des *Tragiques* :

Tu as (dis-tu) soldats, et non bourreaux, Bayonne ⁵.

Tout au plus l'harmonieux concert fut-il troublé, de temps en

¹ M. Edouard Fournier s'est trompé, avec beaucoup d'autres, quand il a dit (*L'esprit dans l'histoire*, 2^e édition, p. 184) : « H. d'Aspremont, vicomte d'Orthe ou plutôt d'Orthez. » Le château d'Orthe, aujourd'hui en ruines, est près de Peyrehorade (département des Landes).

² *Histoire universelle*. Maillé, 1616, in-f°, tome II, p. 28.

³ *Apologie de Louis XIV et de son conseil sur la révocation de l'édit de Nantes, avec une dissertation historique sur la Saint-Barthélemy*, Paris, 1758, in-8°.

⁴ *La Nouvelle biographie générale*, en un article de dix lignes sur d'Aspremont, donne cette variante : « J'ai trouvé parmi les habitants et les gens de guerre des hommes dévoués à Votre Majesté, mais pas un assassin. » L'auteur anonyme de cet article renvoie aux *Dictionnaires* de Moréri et de Bayle, où ne figurent ni le mot *Orthe*, ni le mot *Aspremont*. — Anquetil, un de ceux qui ont le plus contribué à propager la célèbre antithèse, ajoute au texte de d'Aubigné cette petite phrase : « Nous y mettrons jusqu'à la dernière goutte de notre sang. »

⁵ Livre V, *Les fers*. Edit. de M. Lud. Lalanne, p. 245. — On sait que la première édition des *Tragiques* parut la même année que l'*Histoire universelle*.

temps, par quelques voix discordantes, peu écoutées du reste, telles que celles de Aubert de Vitry¹ et celle de M. Eugenio Alberi². Mieux examiné, le récit de d'Aubigné parut enfin suspect à plusieurs bons esprits, et M. Huillard-Bréholles put dire, dans un rapport présenté au comité des monuments historiques sur une communication relative à certains documents des archives de Bayonne : « J'appellerai votre attention sur une lettre de Charles IX, du mois de mai 1579, à Vincennes, confirmée par une autre de Catherine de Médicis, portant injonction au vicomte d'Orthe de se conduire avec plus de modération, et la promesse de faire droit aux plaintes des habitants contre ce gouverneur. En y joignant deux notifications de Henri III, du 8 novembre 1584, à Ollainville, et du 29 janvier 1582, à Paris, où il est question d'une réponse de ce même gouverneur contre l'autorité royale, on pourrait sans doute se faire une idée plus exacte du caractère d'un personnage qui n'est guère connu que par la lettre de d'Aubigné, reproduite avec empressement par Voltaire, mais rejetée à juste titre par la critique moderne³. »

Peu de temps après, M. Garay de Monglave, mieux inspiré que le jour où il voulut nous donner, comme poème antique, le chant d'Altabiscar⁴, s'éleva dans le *Courrier de Bayonne*⁵, contre la proposition faite par un abonné de ce journal, d'ouvrir une « souscription pour ériger au vicomte d'Orthe, sur la place d'armes de Bayonne, un monument commémoratif, sur le piédestal duquel on graverait la réponse du gouverneur de 1572⁶. » M. Garay de Monglave rencontra un vaillant adversaire en M. Brussaut. La querelle

¹ *Eloge de Sully*.

² *Vita di Caterina de Medici; Saggio Storico*. — M. César Cantù n'a pas tenu compte des observations de son compatriote. (*Histoire universelle*, traduction française, tome XV, 1935, p. 221). Le même historien rapporte (même page) la prétendue réponse du gouverneur de l'Auvergne. M. Imberdis (*Histoire des guerres religieuses en Auvergne*, 2^e édition, 1846.) a nié l'existence de cette lettre de Saint-Herem, lettre déjà repoussée par Dulaure en 1802.

³ *Bulletin des Comités historiques*, 1830, p. 167.

⁴ Voir la remarquable et décisive *dissertation sur les chants héroïques des Basques*, par M. F. Bladé (Franck 1866).

⁵ Numéro du 3 septembre 1853.

⁶ M. Garay de Monglave avait déjà, en 1842, adressé une lettre à M. Villemain dans laquelle il démolissait la réputation de tolérance du vicomte d'Orthe, et lui contestait la paternité de la réponse à Charles IX. Le même écrivain est revenu sur ce sujet dans les articles BAYONNE et ORTHE du *Dictionnaire de la conversation*, mais le premier de ces articles est négatif, tandis que le second est presque affirmatif. On se demande si M. Garay de Monglave n'a rédigé ces deux articles d'une manière si différente, que pour éviter la monotonie.

fut vive ¹, mais elle ne fit surgir aucun argument sérieux en faveur de l'authenticité de la lettre. Aussi M. Garay de Monglave n'eut-il pas de peine à battre le défenseur de la tradition ². La plupart de nos historiens, depuis 1850 et surtout 1853, ont adopté l'opinion ainsi résumée par M. Victor Duruy ³ : « la lettre paraît, à raison du caractère et des actes du personnage, peu probable ⁴. »

J'ai eu le bonheur de trouver, à la Bibliothèque impériale⁵, un document officiel original, qui tranche la question. Voici la dépêche *réelle* écrite de Bayonne par le vicomte d'Orthe, le 31 août 1572, à Charles IX, au sujet de la Saint-Barthélemy, dépêche qui exclut forcément de l'histoire celle qu'avait trop bien réussi à y introduire l'auteur de l'*Histoire universelle*.

Sire, ses jours passés je vous ay donné advisement de ce que j'ay peu aprendre du cousté de ceste frontiere et continuant d'en sçavoir des nouvelles j'ay trouvé qu'il se achemine quelques compaignies de chevaulx et d'infanterie ez villes de Saint Sebastien, La Nouterie et Fontarrebie, et le long de la frontiere d'Espagne et Navaire. Là dessus Messieurs de ceste ville m'ont remonstré pareilz advisementz pour y pourvoir, et avons prins resolution de vous en advertir affin, Sire, qu'il vous plaise y pourvoir. Ce pendant je leur ay dict ce que nous avions à faire attendant qu'en feussiez adverty, les aiant trouvez si affectionnez au bien de vostre service qu'ils m'ont offert tout devoir pour prendre garde à vostre ville, en quoy il y sera pourveu de façon que Vostre Majesté en demeurera satisfaite à l'aide de Dieu. Bien vous supplie très humblement vous souvenir de ce que je vous ay escript et du piteulx estat en quoy ceste vostre ville est, et de combien elle vous importe. Depuis les dictz advisemens j'ay entandu

¹ Il faut lire dans le *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français* (tome I, p. 208 et p. 488) les articles intitulés : *La Saint-Barthélemy à Bayonne*; *Recherches historiques sur la réponse du vicomte d'Orthe à Charles IX, et Bayonne et le vicomte d'Orthe*, et la réplique, au tome II, n° 13.

² M. Brussaut a été soutenu, dans le tome IX du *Recueil des travaux de la société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen*, par M. F. Samarzeuilh, en un mémoire sur *Adiram d'Aspremont, vicomte d'Orthe et gouverneur de Bayonne*.

³ *Histoire de France*, tome II, p. 113.

⁴ M. Georges Gandy a rappelé ici (2^{me} livraison, p. 336) que MM. Henri Martin, Lavallée, Dargaud, n'admettent point l'authenticité de la lettre. Quant à M. Michelet (*Histoire de France*, tome IX), il ne parle pas du vicomte d'Orthe, mais il dit : « Les protestants prétendent que les provinces reçurent des ordres écrits du massacre. C'est méconnaître étrangement la prudence de la reine-mère. » Parmi les rares érudits qui, de nos jours, ont été dupes du récit de d'Aubigné, je citerai M. Berger de Xivrey (note de la page 102 du tome I du *Recueil des lettres missives du roi Henri IV*), les auteurs de la *France protestante* (tome I, p. 38), MM. H. Bordier et Ed. Charton (*Histoire de France*, 1861, tome II, p. 77).

⁵ *Fonds français*, n° 15335, p. 601.

ce qu'est arrivé à Paris les xxii^e et xxiii^e du present mois d'aoust, et puis ce que sont querelles particulieres. J'espere vous randre si bon et fidel compte de ceux qui m'avez baillé en charge que de les fere vivre en tel point qu'il ne se attamptera chose quelconque à vostre descomte.

Sire, je supplieray le Createur vous donner en sancté très bonne et très longue vie.

De vostre ville de Baionne, ce dernier aoust 1572.

Vostre très humble et très affectionné subject et serviteur,

D'ASPREMONT.

Au demeurant, Sire, craignant que ceste mutation engendrast quelque chose de mauvais, et que ceux qui le pourroient prandre de ceste façon se prevalessent des deniers qui se levent de ceulx de la religion pretendue refformée, et que les commissaires receveurs et aultres commis à la dicte levée sont de la dicte religion pretendue, j'ay commandé à ceulx de ceste ville de n'en vuidier leurs mains ou bien les mectre en main si seure et solvable qu'il puisse estre mis la ou il vous plaira ordonner, et, s'il vous plaict, m'en commander vostre volonté.

Devant cette lettre, rien ne reste obscur, inexpliqué. Le vicomte d'Orthe, conformément à ses promesses, empêcha que le moindre désordre éclatât à Bayonne. Aidé sans doute par le maire de cette ville, le sieur de Niert, au sujet duquel M. Ed. Fournier a cité, le premier, un important passage des *Historiettes* de Tallemant des Réaux, le gouverneur *fit vivre en tel point* catholiques et huguenots, que pas une goutte de sang ne fut alors répandue. D'Aubigné, apprenant au loin que le crime de la Saint-Barthélemy n'avait pas eu de contre-coup à Bayonne, et que c'était surtout à l'énergique intervention du vicomte d'Orthe qu'était dû le salut des protestants, joyeux de payer à la fois la dette de reconnaissance de ses coreligionnaires et d'orner son *Histoire universelle* d'une page à effet ¹, rédigea la réponse si fière et si généreuse que, trompé par les apparences, il supposait avoir pu être écrite par le gouverneur. L'hommage rendu au vicomte d'Orthe, à la suite du combat de Sabres, par d'Aubigné militaire ², ne doit pas plus nous étonner que l'hommage qui lui fut rendu par d'Aubigné historien : dans l'un et dans l'autre cas, d'Aubigné glorifiait celui qui avait empêché que la *mutation* du 24 août « engendrât quelque chose de mauvais » en son gouvernement. L'histoire perd à tout cela un mot qui sonnait bien, mais que regretteront

¹ Un érudit, qui connaît parfaitement d'Aubigné, dont il a si bien publié les *Mémoires* (1853) et les *Tragiques* (1852), M. Ludovic Lalanne, avait, dans les *Curiosités biographiques* (p. 372), soupçonné d'Aubigné d'être l'auteur de cette lettre, où il retrouvait « l'énergie et la vigueur de style de ce grand écrivain. »

² *Histoire universelle*, tome II, p. 390 et suivantes.

seulement ceux qui croient que la plus petite parcelle de vérité n'est pas infiniment plus précieuse que la plus brillante erreur.

PH. TAMIZEY DE LARROQUE.

III.

MOUNIER DÉMOCRATE

Mounier, l'un des députés du Dauphiné à l'Assemblée constituante, passe pour avoir été un promoteur ardent du mouvement de 1789, un des premiers champions des idées libérales à cette époque : cela est vrai. Mais des explications sont ici nécessaires. Mounier voulait uniquement des réformes légales, et détestait les moyens révolutionnaires, les voies du désordre et de la violence. Sa foi était toujours restée monarchique ; le vote par tête lui semblait devoir être une transition au système des deux chambres, dont l'une aurait représenté la noblesse et le clergé, et l'autre le tiers état. Aussi, après les violences des 5 et 6 octobre, après cette mémorable séance où il déploya comme président tant de fermeté et de courage, et où il fit entendre ces belles paroles : « Notre dignité est dans notre devoir, » Mounier se reprocha amèrement d'avoir pris part au serment du Jeu de paume : « Ce fatal serment, dit-il dans un écrit publié quelques années plus tard ¹, était un attentat contre les droits du monarque... Combien je me reproche aujourd'hui de l'avoir proposé!... Mais quelle intrépide fermeté que celle de M. d'Auch, qui, seul dans cette foule passionnée, osa parler de la fidélité qu'il devait à son prince, brava les injures et les menaces, et demanda qu'il lui fût permis de protester ! »

Voilà le vrai Mounier, le partisan ferme et modéré de la monarchie constitutionnelle qui, ainsi qu'on le voit dans un mémoire à l'empereur Léopold, récemment publié ², voulait « un gouverne-

¹ *Recherches sur les causes qui ont empêché le peuple françois de devenir libre.*

² *Mémoire sur les moyens de rétablir l'ordre en France*, publié, avec une lettre à l'empereur Léopold II, écrite de Genève le 13 octobre 1791 (la lettre et le

ment mixte, dans lequel le peuple aurait une représentation sans division de classes, et où l'autorité légitime du roi serait garantie par la nature de cette représentation et par une chambre de magistrats héréditaires et à vie. » Croirait-on, après tout cela, qu'il soit permis de conserver des doutes sur l'opinion de Mounier ? qu'on puisse encore le présenter comme imbu des passions révolutionnaires et le transformer en ennemi de la monarchie ?

Pour ajouter au faisceau de preuves qu'il serait aisé de réunir, et afin d'achever de présenter Mounier sous son véritable jour, nous allons placer sous les yeux du lecteur deux lettres qui montreront une fois de plus de quelle manière ce prétendu démocrate envisageait les événements. Ces lettres sont adressées à son ami et collègue, le comte de Virieu¹. Il paraît qu'il avait été question, après que Mounier se fut retiré de l'Assemblée constituante, de le faire entrer dans la carrière diplomatique, et M. de Virieu avait songé, dans l'intérêt de son ami, à recourir au crédit de La Fayette. On verra dans la première lettre avec quelle fierté indignée, dédaigneuse, Mounier repousse ces offres. La seconde lettre est écrite avec plus de calme et de sang-froid : ce qu'elle perd en chaleur, elle le gagne en dignité. Mais le généreux royaliste persiste dans sa ligne de conduite ; on voit bien qu'il obéit, non à des impressions passagères, mais à des idées réfléchies et à des principes invariables.

I.

Je vous suis infiniment obligé, mon très-cher ami, de l'intérêt que vous prenez à ma situation. Quand elle deviendrait cent fois plus dure qu'elle ne l'est aujourd'hui, j'espère qu'elle ne me forcera jamais à rien accepter qui puisse me faire rougir.

Vous m'annoncez que si M. de La Fayette n'avait pas trouvé de trop grands inconvénients à me mettre en évidence, il m'aurait fait ministre en chef dans une cour, mais que, pour le moment, il avait cru devoir, dans mon propre intérêt, se borner à me faire envoyer en Amérique, comme secrétaire d'ambassade.

Voici ma réponse :

1° J'ignore si, dans un autre temps, un secrétariat d'ambassade m'aurait paru assez favorable à mon indépendance pour que j'eusse pu prendre cet emploi ; mais ce que je sais très-bien, c'est que dans les circonstances actuelles, je ne connais aucun genre d'emploi, ou supérieur ou subalterne, ou en Amérique

mémoire sont aux archives impériales d'Autriche), par M. Feuillet de Conches, dans le t. IV de son recueil : *Louis XVI, Marie-Antoinette et Madame Elisabeth*, p. 156-198.

¹ Ces lettres sont tirées des archives du château de Virieu-Papetières, et nous ont été communiquées par M. le marquis de Virieu, petit-fils du Constituant.

ou en Europe, que je voulusse accepter, quand même il me serait offert directement par le roi, sans l'intermédiaire de personne. J'ai défendu l'autorité royale, peut-être trouverai-je l'occasion de la défendre encore dans l'intérêt de la liberté : or je ne veux pas qu'on puisse me soupçonner de n'avoir eu d'autre but que la faveur du prince.

2^o Je ne veux tenir en rien au nouvel ordre des choses ; il est fondé sur des bases qui me paraissent vicieuses ou criminelles. Je ne veux pas être l'agent d'un roi prisonnier ou celui d'une assemblée tyrannique, qui a violé tous les principes de la justice et de la liberté.

Je ne suis pas assez content de M. de La Fayette pour consentir à être son protégé et à lui devoir de la reconnaissance. N'allez pas croire, cependant, que ma préoccupation contre lui puisse aller jusqu'à l'injustice. Je le défends quand on lui reproche des torts qu'il n'a pas ; mais je lui en connais un très-grand, et vous le lui connaissez tout comme moi.

Je vous prie de présenter mes respectueux hommages à M^{me} la comtesse de Virieu ; je vous jure, mon cher Comte, que je n'ai jamais eu plus de plaisir à donner des titres que depuis le jour où les sentiments les plus bas, les plus méprisables, en ont fait prononcer la suppression. Je ne les retranche que sur les adresses, afin que mes lettres ne soient pas décachetées. Vous n'imaginez pas, sans doute, que les actes de l'Assemblée constituante puissent me paraître légaux, depuis que la violence et la terreur dictent tous ses décrets, et ôtent au roi lui-même la liberté de son *Veto* !...

Genève, le 23 juillet 1790.

MOUNIER.

II.

Il est vrai, mon cher Comte, que je n'ai pu résister à un premier moment de surprise, quand j'ai vu le conseil que vous me donniez au sujet des propositions de L. F. (La Fayette) ; mais longtemps avant d'avoir reçu votre lettre, je connaissais les motifs qui vous avaient déterminé. J'ai bien vu que vous aviez été entraîné par votre amitié pour moi, et vous n'êtes pas le seul qui, dans cette circonstance, ait été séduit par le désir de me procurer une position plus heureuse. Votre lettre m'a fait le plus grand plaisir : je vous ai retrouvé, mon cher Comte ; soyez bien convaincu que je sais vous apprécier, que je vous suis tendrement attaché, et que je m'honore infiniment de votre amitié. Je vous recommande seulement, lorsque vous aurez à délibérer sur mon sujet, de ne pas vous arrêter aux premiers avantages que pourrait vous présenter mon intérêt personnel, et d'examiner ce que vous feriez vous-même si vous étiez à ma place. Je suis assuré que vous n'aurez rien à me dire que je ne puisse suivre aveuglément. Si les désordres se prolongent au delà du temps où le mauvais état de ma fortune me permettra de rester oisif chez l'étranger, je tâcherai de me placer hors de France, sans l'intervention d'aucun de ceux que je n'estime pas. Car le plus grand malheur qui puisse arriver à un honnête homme, c'est de se sentir lié par la reconnais-

sance envers des gens qu'on est forcé de mépriser. Je crois que je parviendrai difficilement à être accueilli par un gouvernement étranger : on a tant de raisons pour redouter les individus de notre nation ; on a tant de prétextes dans les différents partis pour me calomnier. Mais enfin, si je ne réussis pas, quel que soit le sort qui m'est destiné, je le supporterai avec courage.

Combien je désirerais, mon cher Comte, que vous accomplissiez le projet dont vous me parlez ! je ne pense pas que vos ennemis puissent trouver dans ce voyage un moyen de vous nuire. Il serait très-simple que vous fissiez une visite à vos parents. Vous savez si j'aurais du plaisir à vous voir. Vous me donneriez de plus des détails et des conseils qui pourraient rendre intéressant l'ouvrage que je prépare. J'en conçois très-peu d'espérance, mais j'en dois la publication au petit nombre des honnêtes gens, et surtout je me la dois à moi-même.

Vous devez être bien las, mon très-cher ami, des horreurs dont vous êtes environné ; que de tourments elles doivent vous causer ! Il est vrai que vous acquérez tant de droits chaque jour à l'estime des gens de bien, et que vous avez trois grandes consolations : votre vertu, votre piété et votre digne compagnie. Je suis bien dégoûté de ce qu'on nomme dans le monde les opinions philosophiques : c'est la témérité de nos beaux esprits, c'est l'audace avec laquelle ils ont livré au ridicule tout ce que le peuple regardait comme sacré qui est la cause de nos malheurs. Quel cruel apprentissage nous avons fait sur le cœur humain ! il serait désespérant pour moi s'il ne m'avait pas appris à connaître quelques personnes dignes d'être aimées et respectées. Que de titres vous avez pour être placé dans ce nombre ! Adieu, mon très-cher Comte, ne doutez point de mon inviolable attachement. Faites agréer mes hommages à M^{me} de Virieu.

Genève, le 18 août 1790.

MOUNIER.

On voit avec quelle sévérité Mounier apprécie les actes de l'Assemblée constituante, quels regrets il exprime de ce que les philosophes soient venus arracher au peuple lui-même les croyances qui faisaient sa force et sa consolation. Le besoin de la religion lui semblait évident, au moins au point de vue social. Lors même qu'on n'approuverait pas les idées politiques de Mounier, on ne saurait lire sans émotion ces lettres, qui témoignent de tant de désintéressement, d'élévation et de noblesse, à quelque opinion qu'on appartienne, on ne peut s'empêcher d'admirer la beauté d'une telle âme, la fermeté d'un tel caractère.

ALBERT DU BOYS,

Ancien magistrat.

IV

LE BLASON

ET

L'ARMORIAL DU HÉRAUT BERRY

Il est rare de voir éditer des ouvrages sérieux et utiles relatifs au blason ; d'un autre côté, il y a encore tant de découvertes à faire dans cette science, qui se rattache intimement à l'histoire et à l'archéologie, que je saisis avec empressement l'occasion à moi fournie par l'apparition d'un beau volume publié récemment par M. Vallet de Viriville ¹, pour soumettre aux lecteurs de la *Revue* quelques réflexions sur cette matière.

Les recueils anciens de blasons ont un double intérêt, pratique et scientifique ².

L'intérêt pratique qui s'attache à ces œuvres consiste à donner des renseignements certains sur les armoiries portées par les familles dont les souvenirs se rattachent à diverses sortes de monuments, et aussi sur les différences officiellement ajoutées au blason héréditaire par les branches et les cadets de ces familles. Pour les manuscrits, les monuments civils et religieux, les vitraux, les sceaux, les monnaies, la connaissance du blason est indispensable. Dernièrement, en visitant d'anciens carreaux émaillés provenant de la

¹ *Armorial de France, Angleterre, Ecosse, Allemagne, Italie, et autres puissances*, composé vers 1450, par Gilles le Bouvier, dit Berry, premier roi d'armes de Charles VII, roi de France, publié par M. Vallet (de Viriville). Paris, Bachelin-Deflorenne, 1866, gr. in-8°.

² Je suis tout naturellement amené à rappeler ici l'*Armorial de France* de la fin du xiv^e siècle, attribué au héraut d'armes Navarre, et publié en 1839, par M. Douet-Darcq, dans le *Cabinet historique*. Le tirage à part de cet ouvrage intéressant est devenu très-rare. Il ne faut pas non plus oublier le *Blason des couleurs en armes, livrées et devises* de Sicille, héraut d'Alphonse V, roi d'Aragon, vers le milieu du xv^e siècle, édité en 1860 par M. H. Cocheris.

chapelle du château de Saint-Germain, j'en remarquais qui portaient les armes de Jeanne de Bourgogne, femme de Philippe de Valois, et celles de Marie de Brabant, femme de Philippe-le-Hardi : ce simple fait vaut une date. Jadis, en Bretagne, lorsque je retrouvai la statue funéraire *en bois* de Gilles de Bretagne, de romanesque mémoire, je constatai que ses armes étaient *de Bretagne, brisées d'une bordure engreslée* : j'ignore si ce détail n'est pas inédit. Que de fois il arrive qu'en l'absence d'un texte, ou d'une tradition certaine, un blason vient donner les moyens de retrouver l'histoire d'un monument !

L'intérêt scientifique repose sur ce fait que les plus anciens recueils de blasons peuvent fournir des éléments précieux pour retrouver le sens de la symbolique héraldique, sujet dont les rois et les hérauts d'armes ne semblent pas s'être occupés sérieusement. De leur temps, déjà, le blason était moins une science qu'une annexe de fonctions officielles. On donnait des armoiries, on contrôlait les droits de ceux qui les portaient, on en faisait des recueils pour arriver à recevoir des finances ; mais on ne cherchait plus le sens de ces représentations qui, à une certaine époque, n'ont pas toujours été adoptées au hasard. Je crois, en effet, qu'il y a deux périodes bien marquées à noter dans l'histoire du blason.

A la première période que je fixe approximativement au XII^e et à la première moitié du XIII^e siècle, les armoiries étaient *choisies* par ceux-là mêmes qui les portaient ; je suis convaincu qu'alors elles représentaient une idée personnelle à celui qui les prenait¹ : elles n'étaient pas nécessairement héréditaires, et variaient souvent du père au fils, et entre frères. A cette époque, par exemple, les Rohan, qui n'avaient pas encore adopté les *mâcles*, portaient les uns un *poisson*, les autres une *bande*, ou un *lion avec une bande nébulée*.

Les deux limites extrêmes que je donne à cette période me paraissent justifiées par ce fait même que l'intervalle qui les sépare

¹ C'était tantôt un symbole de devise : le lion représente *la force*, un château représentant *la sécurité*, d'où *firmitas* et *la fertè* ; tantôt une idée superstitieuse : *Si in pirite sigillum hoc modo sculptum inveneris, turturem scilicet et ramum olivæ ore tenentem* (ce type est fréquent sur des sceaux bourgeois), *in ingente annulo ponas et tecum deferas. A cunctis enim invilaberis, et multa convicia tibi parabunt, et in illis conviciis ubi præsens fueris, nullux qui ad os manu dextera cibum deferat saturabitur, sed omnes te conspiciunt et mirabuntur.* — *Ce en une pierre a une torterelle avec ung rain d'olivier, celle pierre fait estre aimé de tous.* — *Se en une pierre est figure de temple ou de moustier, elle garde de luxure et rend l'homme agréable à Dieu, aux hommes et femmes.* (*Revue de l'art chrétien*, t. II, p. 528). — Tantôt, et peut-être le plus souvent, une sorte de rébus faisant allusion au nom : au commencement du XIII^e siècle, les armes des d'Avaugour, en Bretagne, étaient un *pommier chargé de ses fruits*, parce qu'en breton, *aval gor* signifie pomme sauvage.

coïncide justement avec l'époque à laquelle il y eut une recrudescence bien marquée dans le symbolisme, au point de vue religieux et au point de vue profane. « Cela s'explique, dit M. Viollet-le-Duc, les ordres religieux étaient surtout préoccupés, dans les édifices qu'ils élevaient, de montrer aux fidèles les mérites attachés à la vie monastique... Mais quand les imagiers sont des laïques, l'idée métaphysique se fait jour et les sujets symboliques apparaissent en foule. » Parcourez le *Rationale divinatorum officiorum*, dans lequel Guillaume Durand, évêque de Mende, explique le sens symbolique de toutes les parties d'une église; feuillotez les *Bestiaires divins* et les *Bestiaires d'amour*, et vous vous convainquerez facilement de ce qu'il y a de fondé dans la thèse que je soutiens : à savoir que le blason des familles, de 1150 à 1300, eut souvent un sens symbolique qu'il nous sera permis, parfois, d'interpréter par une étude approfondie du caractère et de la vie des personnages qui adoptèrent alors telles ou telles armoiries.

Durant la seconde période, les armoiries deviennent invariables; les rois en concèdent, et cette modification semble coïncider avec les anoblissements. Parfois les blasons ainsi accordés aux nouveaux nobles ont un sens, mais ce sens est plus étroit, j'allais dire plus terre-à-terre que par le passé. On entrevoit l'influence administrative du collège des hérauts d'armes.

Il y a, à mon avis, des preuves matérielles qui viennent corroborer la distinction que je propose : aux portails des cathédrales de Chartres et d'Amiens, on voit des statues du XIII^e siècle, qui personnifient certaines idées religieuses et philosophiques¹; chacune de ces statues tient un bouclier, et sur ce bouclier sont sculptés héraldiquement des symboles qui sont l'expression de l'idée ainsi représentée. Ces symboles, que nous retrouvons dans les armoiries contemporaines, avaient donc un sens connu de tous. Les croix, si fréquentes sur les écus les plus anciens que l'on inventa toutes les formes pos-

¹ Les quatorze statues du portail nord de Chartres représentent : *Virtus*? six roses, 3, 2, et 1; *Libertas*, trois couronnes, 2 et 1; *Honor*, deux mitres; *Oracio*? un ange tenant un livre sortant des nuages; *Adoracio*, un ange tenant un encensoir sortant également des nuages; *Velocitas*, trois flèches, 2 et 1; *Fortitudo*, un lion; *Concordia*, quatre tourterelles ou colombes, 2 et 2, adossées; *Amicitia*, quatre colombes; *Potentia*, aigle tenant un sceptre; *Majestas*, deux sceptres posés en pal; *Sanitas*, trois poissons 2 et 1, allusion au poisson de Tobie?; *Securitas*, un château crénelé; *Religio*? un dragon. — Les emblèmes héraldiques des onze statues du portail d'Amiens sont : la *Foi*, un calice surmonté d'une croix; l'*Espérance*, croix patriarcale ornée d'un pennon; la *Charité*, un bœuf; la *Justice*, un phénix; la *Prudence*, un serpent; la *Tempérance*, une colombe; la *Force*, un lion; la *Patience*, un bœuf; la *Douceur*, un bœuf; la *Concorde*, un rameau d'olivier; l'*Obéissance*, un chameau; la *Persévérance*, une couronne et une queue? (Voy. *Bull. monum.*, 1843, p. 432 et seq.)

sibles pour les varier, les croix ne sont-elles pas naturellement expliquées par la pieuse croyance dont un passage du roman de Foulques Fitz-Warin a conservé la trace? Payn Peverel, qui combattit le démon sous la forme de *Geomagog*, portait sur son bouclier *d'or à la croix d'azur*; aussi « le Deble par vertu de la croys, fust tut empoury e perdi force; quar yl ne poeit adaser la croys. » C'est encore au commencement du *xiii^e* siècle que le *minnesinger* Gauthier de Vogelweide, pressant de partir pour la Terre Sainte l'empereur Frédéric qui semblait peu prompt à se mettre en route, lui rappelait qu'il portait deux puissances impériales dans son écu, devant lequel l'infidèle devait tomber la face contre terre : *la vertu de l'aigle et la force du lion*. — Je me hâte de faire remarquer que le *lion* et l'*aigle* à une tête, ou à deux têtes, sont au nombre des emblèmes héraldiques les plus anciens : je suis porté à croire qu'ils doivent leur origine à un emprunt que je signale plus bas pour le *lion*, à propos de l'émail du musée du Mans : on leur attribua un sens symbolique bien postérieurement à leur apparition sur les écussons.

En voilà bien long à ce sujet; mais j'avoue que toutes les fois que l'occasion s'en présente, je suis entraîné à rappeler l'importance qui s'attache aux études sérieuses et approfondies de la science héraldique. Il ne faut pas se lasser de le répéter, car trop de personnes sont portées à considérer le blason comme un souvenir peu utile et presque enfantin des temps qu'une certaine école appelle naïvement la période barbare de notre histoire. Je reviendrai plus tard sur ce sujet.

Gilles le Bouvier qui, suivant l'usage, portait comme roi d'armes un nom de province, *Berry*, tient une place honorable parmi les écrivains de la première moitié du *xv^e* siècle : il est l'auteur d'une histoire de Charles VII qui a été longtemps attribuée à Alain Chartier, d'une histoire du roi Richard II, d'une chronique de Normandie, d'une relation curieuse des voyages entrepris par ce héraut d'armes en Europe, en Asie et en Afrique, enfin d'un armorial *illustré*, selon toute apparence, par Berry lui-même; c'est ce manuscrit que M. Vallet de Virville a pris la peine d'éditer, et dont il fixe très-judicieusement la date à 1454-1457. Cette date est encore déterminée surabondamment par les armes des Bayer de Boppard, qui figurent *sans dénomination* page 137, n° 959; Conrad de Boppard occupa ce siège épiscopal de 1416 à 1459.

Cet armorial comprend : 1° une généalogie des rois de France depuis Louis VIII jusques à Charles VII; 2° l'armorial comprenant dix-sept cent quarante-quatre blasons peints, dont treize cents pour la France, répartis en huit marches, France, Berry, Picardie, Normandie, Touraine, Champagne, Guyenne et Bretagne; 3° la représentation des *Neuf Preux*.

J'ai remarqué des détails intéressants dus à Gilles le Bouvier sur les *timbres* et sur les *cris* : dès à présent je note un détail relatif au timbre du duc de Bourgogne : « ung oiseau qui s'appelle ung duc. » — Le hibou ou grand-duc, indiqué ici par Berry, aurait été le cimier de Philippe III le Bon, d'après la date du manuscrit.

Ce cimier paraît déjà sur un gros de Eudes IV, et sur une monnaie d'argent attribuée par M. Adrien de Longpérier à Philippe de Rouvres, qui portait aussi cet oiseau sur des sceaux et contre-sceaux. M. de Longpérier remarque, à ce sujet, d'après Paillot et Scobier, que les ducs de Bourgogne de la seconde race portaient pour cimier une fleur de lis, et avaient donné la chouette, cimier des ducs de la première race, à leurs bâtards. Berry semble contredire cette assertion, et son témoignage n'est pas sans valeur, si on admet ce qu'il dit lui-même de son armorial : « J'ay entrepris, au plaisir de Dieu, de moy transporter ès lieux où je saray les nobles partout ce royaume, et mettre leurs armes en cedit livre. »

M. Vallet de Viriville exprime le vœu que le manuscrit de Gilles le Bouvier soit reproduit en fac-simile : trop souvent consulté depuis plusieurs siècles, ce document a déjà souffert. Je m'associe de tout cœur à ce vœu, en faisant remarquer que cette édition très-coûteuse aurait pu être retardée si l'*Armorial* reproduisait au simple trait les blasons qui y sont peints. Il est regrettable que mon savant confrère n'ait pas trouvé un éditeur qui voulût entreprendre cette œuvre. On connaît toute la netteté et la précision de la nomenclature héraldique ; c'est une justice qu'il faut rendre aux anciens hérauts d'armes qui l'ont réglée : mais quelque précis que soit ce langage, on conviendra toujours qu'un simple coup d'œil sur une planche chargée d'écussons prend moins de temps que la lecture de la description d'un blason. Je ferai d'ailleurs remarquer que M. Vallet de Viriville a commis parfois, dans ces descriptions, qui ont dû lui donner beaucoup de travail, des erreurs légères qui sont de nature à embarrasser les héraldistes. Sans nuire à sa réputation d'historien que personne n'a le droit de contester, je me permets de constater que mon savant confrère et ami n'est pas assez rompu au langage du blason : ainsi les armes du comte de Salm (n° 890) se blasonnent : *de gueules à deux saumons d'argent adossés et posés en pal, l'écu semé de petites croix d'argent recroisetées de même*. — Parthenay ne porte pas *burellé*, du moment où le nombre des pièces est impair, mais bien *onze burelles*. Pourquoi l'adjectif *cousu* sans cesse attribué aux *chefs* ?

A ces légères critiques j'en ajouterai encore une autre : c'est l'absence des descriptions en ce qui concerne les armoiries étrangères ; la simple énumération des noms de familles pour cette partie du livre ne suffit pas, surtout en France où on possède rarement un

ouvrage qui fasse connaître le blason des pays limitrophes. Je suis convaincu que l'armorial de Gilles le Bouvier aurait été encore plus recherché si l'édition dont je m'occupe l'avait donné dans son entier.

Avant de terminer, je dois signaler la notice sur Berry lui-même, dans laquelle M. Vallet de Viriville, par ses aperçus historiques, ses appréciations littéraires et ses recherches d'érudition, ajoute un bon paragraphe aux excellents travaux auxquels il a habitué ses lecteurs en ce qui concerne le xv^e siècle, que l'on peut, à juste titre, considérer comme un domaine scientifique qui lui est inféodé.

M. Vallet de Viriville, sous forme d'appendice, a donné une dissertation très-intéressante sur l'origine légendaire du blason de la maison d'Anglure, en Champagne : il a été ainsi amené à parler de la plaque de cuivre émaillée du musée du Mans qui, suivant plusieurs archéologues, représente Geoffroi Plantagenet, duc d'Anjou, mort en 1152¹. Ce monument, presque contemporain du personnage dont il offre la *portraiture*, a cela d'important, au point de vue héraldique, que le bouclier et le casque portent des emblèmes qui, selon la nomenclature du blason, se définissent ainsi : *d'azur à la croix latine d'or, cantonnée de huit lions de même, 4, 2 et 2*. On ne voit que la moitié du bouclier normand sur lequel ces lions sont représentés, et il est permis de supposer que ceux que l'on distingue étant *contournés*, ceux de l'autre moitié seraient dans la position naturelle, c'est-à-dire tournés à gauche.

Les auteurs qui se sont occupés de blason ont cité cet émail comme étant le plus ancien monument offrant des armoiries. Les ducs de Guyenne portaient *de gueules aux léopards d'or*, les ducs de Normandie, *de gueules à deux léopards d'or* ; dans les armes du royaume de Grande-Bretagne la première partition, *de gueules à trois léopards d'or l'un sur l'autre*, rappelle justement, dès le xiii^e siècle, les provinces de Guyenne et de Normandie, longtemps fiefs de la couronne d'Angleterre : on a donc été tenté de rapprocher le léopard anglais des lions de l'émail du Mans.

Je ne puis admettre cette confusion, d'abord parce que je ne sache pas qu'il y ait en blason des exemples de lions changés en léopards, et réciproquement ; ensuite parce que je suis très-porté à croire que l'émail de Geoffroi II ne représente pas des armoiries. J'y verrais volontiers une ornementation dont l'idée première aurait été empruntée à ces tissus antiques, d'origine orientale, sur lesquels on trouve assez fréquemment des lions affrontés. Je sais bien qu'au xii^e siècle, le moine Jean de Marmoutiers, écrivant la chronique de

¹ L'Email de Geoffroy Plantagenet, par E. Hucher, 1860, extr. du *Bulletin monumental* publié par M. de Caumont.

Geoffroi Plantagenet, disait que lorsque ce prince vint à Rouen, aux fêtes de la Pentecôte de l'année 1127, pour être admis parmi les chevaliers, *clypeus, leunculos aureos imaginarios habens, collo ejus suspenditur*. Ce texte paraît donner l'explication de la plaque émaillée du musée du Mans; mais au point de vue héraldique il ne me semble pas indiquer que ces lions aient été les *armoiries* de Geoffroi Plantagenet. En effet, quelques lignes plus haut, je note ce passage qui fait allusion aux chaussures du prince, lors de la cérémonie de prise d'armes : *caligis holosericis calciatur, pedes ejus sotularibus in superficie leunculos aureos habentibus muniuntur*¹. Comme je ne pense pas que jamais on ait eu de chaussures blasonnées d'armoiries personnelles, je suis amené tout naturellement à conclure que les lions de l'émail du Mans sont un ornement, et non un insigne héraldique.

Remarquons d'ailleurs que l'origine des léopards d'Angleterre n'est pas bien déterminée, et que les armoiries des Plantagenets, en supposant qu'ils en aient adopté, n'ont pas été encore retrouvées.

Pour l'Angleterre, on cite ce texte de Mathieu Paris, qui se rapporte à l'année 1235 : *misit imperator Fredericus regi Anglorum tres leopardos insignium regale clypei in quo tres leopardi transeuntes figurantur; erant vero leopardi Normannie ducum insignia*. De ce passage il ne résulte qu'une chose : c'est que, dès le milieu du XIII^e siècle, les armes des ducs de Normandie, c'est-à-dire les *trois léopards*, étaient le blason du roi d'Angleterre; mais on ne peut en conclure, avec D. Bouquet, trompé par le texte de Jean de Marmoutiers, que c'est justement à cette époque que les lions des Plantagenets furent changés en léopards.

Quant à ce qui touche aux armes que les Plantagenets auraient pu avoir, je ferai remarquer que dans le cloître de l'abbaye bénédictine de Saint-Nicolas d'Angers, on avait peint, au XIV^e siècle, un blason des anciens comtes qui était peut-être imaginaire, et qui n'avait aucun rapport avec l'émail du Mans : *d'azur au chef de gueules, à l'escarboucle d'or de huit rais en bâtons à deux nœuds, les pointes fleurdelisées; le point du milieu aussi d'azur*².

ANATOLE DE BARTHÉLEMY.

¹ *Chronique d'Anjou*, publiée par la Société de l'histoire de France, t. I, p. 235 et 236.

² Laurent Le Peletier, *Breviarium foundationis et series abbatum sancti Nicolai Andegavensis*, p. 26 et 27.

COURRIER ANGLAIS

Le coup d'œil que nous nous proposons de jeter sur les publications historiques faites en Angleterre ne saurait manquer d'offrir beaucoup d'intérêt, et nous ferons tout ce qui dépendra de nous pour le rendre aussi complet que possible. Les matériaux abondent : ouvrages traitant des questions générales, biographies, livres d'érudition, réimpressions d'anciens écrivains. Chacune de ces catégories fournit son contingent ; et même en nous restreignant à ce qui touche plus particulièrement la France, nous aurons une riche moisson à glaner.

Le premier travail qui nous tombe sous les yeux ne nous arrêtera pas longtemps. *The regency of Anne of Austria, queen regent of France, mother of Louis XIV, from numerous unpublished sources*¹, voilà certes un titre alléchant et propre à exciter la curiosité. Mais lorsque l'on a examiné le livre, on voit bientôt que miss Freer ne nous donne rien de fort nouveau. Les carnets de Mazarin, les papiers de Simancas, quelques extraits de correspondances sont cités fréquemment au bas des pages, ainsi que des livres plus connus du public, tels que les Mémoires de Retz, d'Omer Talon et de Madame de Motteville, le journal de d'Ormesson et la vie du cardinal de Mazarin par Aubery. Avec ces matériaux, miss Freer a composé un ouvrage bien écrit, amusant, instructif même, mais qui ne tient pas tout ce qu'il promet. Retraçant dans une introduction rapide les principaux événements qui se passèrent depuis la mort de Louis XIII jusqu'à la proclamation de la régence, elle nous fait connaître les desseins d'Anne d'Autriche, et nous décrit les personnages dont celle-ci était entourée. Mazarin, dit-elle, ne croyait pas à la sincérité de la reine-régente. Loin d'avoir acquis sur elle cette influence que tant d'auteurs lui ont attribuée, loin d'être sûr de se voir élevé bientôt au poste que Richelieu avait occupé d'une manière si éclatante, il était

¹ 2 vol. in-8° publiés par Tinsley, Londres.

en proie à l'inquiétude, à la crainte même, et pendant les quatre mois qui suivirent la mort de Louis XIII, il croyait sentir le terrain manquer sous lui. Prévoyant que le testament du feu roi serait cassé, il avait tout à redouter : — la rivalité de Châteauneuf, l'ex-chancelier, ministre favori de la cabale des Importants; l'hostilité du prince de Condé et du duc d'Enghien que leurs talents militaires rendaient très-dangereux; l'inimitié des familiers de Richelieu, enfin l'antipathie que la nation éprouvait à se voir gouvernée par un ministre d'origine étrangère. Pour contrebalancer tous ces désavantages, Mazarin n'avait que la faveur incertaine d'Anne d'Autriche et l'incapacité probable de ses adversaires; mais il lui restait, ne l'oublions pas, son génie, et ainsi armé il se prépara à tout événement.

Miss Freer a jeté beaucoup d'animation sur le curieux tableau qu'offrait la cour de France en l'an de grâce 1648. Voici comment elle nous parle de la coquetterie de la régente. « Peu de personnes croyaient que l'appui donné à Mazarin par Anne d'Autriche fût désintéressé. Beau de sa personne, gentilhomme accompli, le cardinal, pensait-on, gouvernait la reine avec ce despotisme qu'il aspirait à exercer sur la nation. Cependant, si l'on s'en rapporte aux papiers d'État de cette époque, si l'on voit surtout les expressions de terreur consignées par Mazarin dans ses carnets manuscrits, il est impossible de croire à la réalité d'une fascination que le ministre exerçait sur la reine. Pendant tout le cours de sa vie, Anne d'Autriche, depuis son mariage, subordonna ses intrigues à son ambition. Elle aimait la flatterie, rien ne lui faisait plus de plaisir que d'entendre admirer la beauté de son teint, l'éclat de ses yeux, le modelé de ses bras et de ses mains; d'un autre côté, elle n'eût jamais consenti, non-seulement à sacrifier, mais même à compromettre un intérêt important à une passion ou à un sentiment. »

Après avoir raconté le coup d'État par lequel l'autorité de Mazarin fut établie, miss Freer nous donne le portrait de l'abbé de Retz, destiné à jouer bientôt un rôle extraordinaire. « Gondy, quoique jeune, était déjà considéré par ses talents, sa conversation pleine d'esprit, et l'intrépidité avec laquelle il renversait devant lui tous les obstacles. Regardé par la reine comme un intrigant dont il fallait réprimer les prétentions, et dont les fanfaronnades étaient assez souvent démenties par les faits, il avait cependant une certaine liberté à la cour; ses manières étaient si agréables, ses anecdotes si amusantes! L'archevêque de Paris avait porté un coup fatal à sa propre autorité dans son diocèse, en nommant à la coadjutorerie son neveu aux vues entreprenantes. De Retz employait maintenant ces talents, dont le gouvernement devait plus tard sentir si cruellement l'étendue, à terminer des querelles d'ecclésiastiques; il s'occupait aussi à augmenter, et

fortifier les privilèges du chapitre métropolitain de Notre-Dame. Le jeune Gondy visait aux plus hautes dignités. Descendu par son père d'une famille italienne, appartenant par sa mère à une souche de la maison de Montmorency, ce qu'il voulait, c'était de prendre rang parmi les princes de l'Église, et de devenir premier ministre. Si la reine avait apprécié son habileté, si elle l'avait admis à ses conseils, l'orage politique qui se préparait à fondre sur l'État eût peut-être perdu beaucoup de sa force; mais une langue trop indiscrete et des manières trop prétentieuses nuisirent plus d'une fois à la fortune de M. de Gondy. »

Il ne faut demander à miss Freer ni considérations philosophiques ni vues d'ensemble. Son livre est écrit avec beaucoup d'entrain, et se laisse lire facilement, mais voilà tout. J'en détacherai encore deux passages avant de terminer.

« Le cardinal était alors (1649) le compagnon assidu de la reine, tant au conseil qu'en particulier. Anne d'Autriche veillait toujours fort tard, et leurs conférences se prolongeaient jusqu'à une heure avancée de la nuit. Mazarin la calmait dans ses moments de détresse, il la soutenait lorsque son énergie de femme, quelque grande qu'elle fût, semblait sur le point de céder. Il lui inspirait des paroles prudentes, il lui conseillait des actions gracieuses. Le plus grand diplomate que le monde connût alors, Mazarin, perfectionnait l'éducation politique d'Anne d'Autriche, et la régente prouva surabondamment combien elle avait profité des instructions de cet homme d'État, lorsque, quelques mois plus tard, privée de son appui, seule, ayant à confronter toutes les factions réunies, elle sauva la France par son adresse et sa perspicacité. »

Miss Freer ne croit pas qu'il ait jamais existé de relations coupables entre la reine et le cardinal.

« Pendant ces animosités (1651), la reine regagnait promptement tout le pouvoir qu'elle avait perdu; chaque parti avait fait appel à la couronne et trouvé là le support qui lui était nécessaire. Rien de plus habile que la conduite d'Anne. Elle se résigna à temporiser, mais dès que l'occasion se fut présentée, elle ressaisit d'une main ferme le sceptre qu'elle avait failli perdre. Ses communications avec l'exilé de Brühl ne se ralentissaient pas. Les émissaires du cardinal, Fouquet, Navailles, Bradet et Bertaut étaient sans cesse par les chemins. Mazarin se servait d'un chiffre fort obscur, fort compliqué. Dans cette correspondance embrouillée, et dont il ne nous reste aujourd'hui qu'une faible partie, la reine est désignée sous le nom de *Serafin* et de *Zabaa*; c'est elle aussi que les chiffres 26 et 22 représentent. Le roi s'appelle *le Confident*. Le style de ces lettres est pénible; les allusions politiques sont très-soigneusement évitées et traitées dans des phrases remarquables par leur concision.... Les

passages relatifs à la reine et à Mazarin ont dans ces singulières épîtres un caractère de tendresse : mais ce style en est ampoulé et sentimental. Il faut se souvenir que ces lettres n'étaient pas destinées au public et qu'elles étaient secrètement reçues. Il y a plus, les expressions principales sont enveloppées sous un chiffre si obscur que la patience, la recherche et l'habileté des érudits modernes ont seules réussi à l'interpréter. S'il est vrai que Mazarin ait été le mari d'Anne d'Autriche, on devrait s'attendre à trouver, dans ces lettres ainsi dispersées, quelque trace d'une union intime et d'intérêts communs, quelque expression de tendresse. Le cardinal, en écrivant à sa femme, quoique reine, employait un style différent du jargon sentimental familial à l'école dont Mademoiselle de Scudéry était alors le type fidèle. Mais au contraire, rien de sérieux, aucune preuve péremptoire. Les expressions de Mazarin sont vagues, ambiguës ; ce ne sont pas celles d'un homme marié s'adressant à sa femme, toute reine qu'elle fût. Il flatte, calme et concilie ; il fait appel à la vanité d'Anne d'Autriche, il excite sa pitié et sa sympathie. » (*Ici Miss Freer cite la 3^e lettre publiée par M. Ravenel, d'après les manuscrits du fonds Baluze, puis elle continue :*) « Ce style guindé, empouillé(!) est bien différent du langage dont se servait ordinairement le grand ministre, le fin politique, en traitant des affaires de l'État ; on n'y reconnaît pas la touche magistrale avec laquelle il faisait connaître les talents et les desseins de ceux qui entouraient la reine, et dont sa destinée à lui dépendait en quelque sorte..... Les réponses écrites par la reine à ces lettres de Mazarin n'existent pas ; la première que l'on ait d'elle ne remonte pas au delà de la fin de l'année 1652. Elle y emploie toujours le mot *amitié* ; elle regrette souvent l'absence du cardinal qui se trouvait à la tête des armées, et dit que la solitude lui est insupportable tandis qu'il est auprès du roi..... Même la fameuse lettre datée de Saintes, le 30 juin 1660, ne laisse paraître aucune expression plus tendre, aucun sentiment plus intime. (*Miss Freer cite cette pièce.*) Or, c'est cette lettre, qui n'existe plus en original, que l'on considère comme une preuve évidente du mariage d'Anne d'Autriche avec le cardinal ; mais il est difficile d'expliquer à ce point de vue les phrases entortillées et obscures de la reine. Tel est néanmoins le document principal sur lequel ce mythe a été bâti. M. Cousin regarde la lettre comme *très-significative*, et dit qu'il est impossible de se méprendre sur une affection bien différente soit de l'amitié, soit d'un attachement émanant de préoccupations politiques. »

Laissant de côté cette question délicate et le livre amusant mais un peu superficiel de miss Freer, nous passerons à une publication d'une tout autre couleur et qui réclame une mention honorable dans

la *Revue*¹. S'il est en effet une classe d'ouvrages nécessaires, indispensables même, et destinés à être le vade-mecum des archéologues et des historiens, c'est bien cette collection de catalogues, tables, indices, répertoires, comme on voudra les appeler, de papiers d'État rédigés sous le contrôle du garde des archives d'Angleterre, et imprimés aux frais du gouvernement. J'ai déjà eu occasion ailleurs de recommander avec énergie les *Calendars of state-papers*; je m'empresse de répéter tout le bien que j'ai cru pouvoir en dire, à propos du nouveau volume que M^{re} Green vient de nous soumettre. Importants au plus haut degré pour l'histoire d'Angleterre, ces répertoires ont une valeur égale en ce qui concerne l'histoire de notre pays, et cela se comprend facilement lorsqu'on songe aux relations continues qui ont existé entre les deux nations. Par le moyen des catalogues assez complets quoique çà et là inexact, on pouvait depuis longtemps mener à bien ses recherches au milieu des trésors du *British museum*; mais il n'y a pas plus d'une dizaine d'années que les archives étaient inaccessibles; ou, du moins, qu'il fallait avoir, pour y travailler, beaucoup de temps à perdre et une patience à toute épreuve. Nous n'en sommes plus là, fort heureusement, et, à l'heure qu'il est, on s'oriente avec la plus grande facilité dans les paperasses de *Record office*, grâce au zèle éclairé d'un savant d'origine française, sir John Romilly. La tâche de dresser le catalogue des papiers d'État est répartie entre différentes personnes d'une érudition connue, et c'est à M^{re} Green qu'a été confiée l'époque des Stuarts. Il faut louer cette dame d'avoir su, en faisant le dépouillement d'un si grand nombre de pièces, garder un juste milieu. Elle n'est ni trop laconique ni trop prolix; elle ne transcrit pas les dépêches; mais, par contre, elle ne se borne pas à en donner seulement le texte. Le volume dont nous parlons aujourd'hui se rapporte à l'année 1667, une des plus importantes du règne de Charles II. Les événements y ont toujours un caractère dramatique; souvent ils touchent au tragique. La descente des Hollandais en Angleterre, la disgrâce de lord Clarendon, les scandales causés par la mauvaise administration et par la désorganisation de la marine, tels sont les principaux sujets qui défrayent cet in-quarto. On a relevé une ou deux petites erreurs dans l'excellente préface de M^{re} Green; nous n'en parlerions pas si ces particularités chronologiques ne se rapportaient à l'épisode émouvant de l'attaque essuyée par la flotte hollandaise, épisode où chaque détail est essentiel et doit porter sa véritable date. Plusieurs lettres de Guillaume Penn, le *quaker*, une de Hobbes le métaphysicien, et divers autres docu-

¹ *Calendars of state Papers. — Domestic series, Reign of Charles II, 1667.*
 Edited by Mary Anne Everett Green. London, Longman and Co.

ments choisis et extraits avec beaucoup de soin, ôtent au *Calendar of state-papers* dont nous sommes redevables à M^r Green, ce caractère de sécheresse qui semble inséparable d'un catalogue.

On sait qu'outre les indices publiés par le garde des archives, le gouvernement anglais a aussi ordonné l'impression d'anciennes chroniques, et la rédaction d'autres ouvrages d'un intérêt soit général, soit local. Cette collection, commencée depuis plusieurs années, compte déjà un nombre de volumes très-considérable et s'augmente tous les jours. Nous dirons ici quelques mots des deux in-octavo qui ont été récemment mis en vente¹. La ville de Winchester se vantait jadis de posséder des établissements monastiques célèbres; c'étaient le *nouveau monastère* (*new minster*) dont on ne trouve plus que des ruines et dont les annales ont aussi presque entièrement disparu; — et le *vieux monastère* (*old minster*), remplacé aujourd'hui par la cathédrale. Le *vieux monastère*, attribué au roi fabuleux Lucius, avait été construit véritablement par Cenhalec, roi de Wessex, qui lui donna comme bien-fonds un riche manoir, comprenant neuf paroisses aux environs de la ville. Quant au *nouveau monastère*, la création en avait été projetée par Alfred le Grand, mais ce fut son fils Edouard qui l'organisa sous la direction de l'abbé Grimbald, célèbre par sa piété et plus tard canonisé. Ces deux établissements, ainsi que nous l'avons déjà dit, jouirent longtemps d'une réputation extrême pour leur richesse, leur bonne administration et les vertus de ceux qui en faisaient partie.

Pendant l'époque anglo-saxonne, Winchester eut le rang de métropole, et même jusqu'à la fin du xiii^e siècle, elle fut ce qu'on appelle une *ville royale*; il est donc évident que la chronique de ces deux monastères ne pouvait manquer de contenir des matériaux abondants pour l'histoire de la nation, et c'est ce qui en a déterminé la publication sous le titre *Annales monasterii de Wintonia*. M. Luard, chargé d'éditer ce volume, s'est acquitté de sa tâche avec son zèle ordinaire, et il a élucidé la chronique dans une introduction très-savante et très-bien faite. La première partie du texte, jusqu'à l'année 1066, est la transcription, avec quelques paragraphes supplémentaires, d'un manuscrit conservé au collège de *Corpus Christi* à Cambridge, et attribué, non sans vraisemblance, à l'annaliste Richard de Devizes. A partir de 1066, Guillaume de Malmesbury est l'historien auquel la chronique fait les emprunts les plus fréquents, mais les morceaux additionnels extraits d'autres sources

¹ *Annales monastici*, vol. II. 1^o *Annales monasterii de Wintonia*, edited by H. R. Luard; 2^o *Liber monasterii*, edited by C. Edward.

deviennent très-multipliés ; la dernière section, s'étendant depuis 1267 jusqu'en 1277, est fort importante par les détails circonstanciés qu'elle nous donne sur les quelques années qui suivirent immédiatement la bataille d'Evesham. Le manuscrit semble être de la fin du XIII^e siècle ou du commencement du XIV^e.

Le *Liber monasterii de Hyde*, se rapportant au nouveau monastère de Winchester, mérite aussi de nous occuper. Le manuscrit lui-même fait partie de la bibliothèque du comte Macdesfield, et servit autrefois à Jean Stow, l'historien de Londres, pour la rédaction de son *Liber de Hyde* qu'il commença en 1572, et maintenant conservé au British museum parmi les *codices* du fonds Lansdowne. Le texte ne va que jusqu'à l'année 1020, mais outre beaucoup de détails empruntés, ainsi que cela arrivait d'ordinaire, aux grands chroniqueurs du temps, il nous donne des particularités qui n'ont pu être écrites ailleurs qu'à Hyde.

Ce qui rend le volume dont nous parlons fort précieux, c'est surtout la préface et la suite d'indices que M. Edwards y a ajoutés. Nulle part on n'a encore donné une histoire aussi complète, aussi intéressante du monastère de Hyde ; la topographie y est relatée en trois langues différentes (*lingua anglica*, *lingua saxonica*, *lingua latina*) ; le glossaire trop court peut-être, nous fournit cependant plus d'une remarque curieuse, et l'*index locorum* permet d'identifier sous la terminologie du XIX^e siècle, les localités des environs de Winchester pendant l'époque du moyen âge.

Il paraît que la Société des Antiquaires de Londres a une collection très-riche et très-intéressante de plaquettes sur toutes sortes de sujets : le catalogue vient d'en être publié par M. Robert Lemon ¹, qui a déjà fait ses preuves dans des ouvrages de ce genre. Depuis 1513 jusqu'en 1862, — extrêmes limites de ce volume, — que de brochures, que de feuilles volantes, que de chiffons de papier sans beaucoup de valeur apparente au moment où ils parurent, et qui aujourd'hui servent de textes pour les discussions des savants et les controverses des antiquaires ! Une bulle d'indulgence du pape Léon X ouvre la série, un ordre du conseil privé la ferme. Il est à regretter qu'en publiant ce catalogue, M. Lemon, ou la société qu'il représente, n'ait pas jugé à propos de classer les nombreux articles dont il se compose. L'auteur passe d'un sujet à un autre sans transition aucune, et le fil de la chronologie est le seul qui soit à la disposition du lecteur pour se tirer de ce fouillis. Il eût été si facile d'établir cinq ou six grandes subdivisions. Ballades, satires, proclamations, annonces,

¹ *Catalogue of a collection of printed broadsides in the possession of the Society of antiquaries of London*, by Robert Lemon.

formules de prières, etc., etc. Par ce moyen, les recherches eussent été faciles, et les pièces de même nature, se trouvant arrangées ensemble, se seraient communiqué l'une à l'autre une importance que chacune d'elles, prise séparément, ne saurait avoir. Malgré ces réserves, il faut remercier la Société des Antiquaires d'avoir ordonné la compilation d'un catalogue qui jette beaucoup de jour sur l'histoire d'Angleterre et sur la société anglaise. Quelques faits touchant lesquels on n'a pas été d'accord, peuvent s'expliquer d'une manière définitive, grâce à de curieuses plaquettes jusqu'ici enfouies dans la poussière des bibliothèques, et j'en citerai comme exemple la prière officielle prononcée, par ordre du roi de la Grande-Bretagne, lors du baptême du jeune prince qui devait plus tard porter le nom de Charles II. Tous les pairs du royaume, laïques et ecclésiastiques, alors à Londres ou aux environs, avaient naturellement été invités à la cérémonie; tous s'y trouvèrent, excepté Williams, évêque de Lincoln. Celui-ci donna comme motif de son absence qu'il ne pouvait en conscience s'unir à la prière rédigée par l'archevêque Laud et dans laquelle il était dit : « Accorde, Seigneur, *s'il est possible*, au jeune prince une double mesure des grâces que tu as départies à son père. » Grande noise sur ce sujet; on chercha à prouver plus tard que Williams avait été coupable d'une espèce de calomnie envers Laud, puisque dans le manuel de dévotion de ce dernier prélat, édité à Bedford en 1667, ne se trouvait pas la fameuse clause : *s'il est possible*. Or, parmi les plaquettes de la Société des Antiquaires de Londres figure l'édition originale de la prière en question, et les trois mots terrifiants s'y peuvent lire en toutes lettres. Il reste donc à croire que Laud supprima le *s'il est possible* en transcrivant l'oraison ou que l'éditeur se chargea de cette besogne. Rien de plus amusant que les gravures sur bois qui illustrent un grand nombre de plaquettes. M. Lemon en a reproduit plusieurs dans son catalogue; elles valent la peine d'être examinées. Ici ce sont des catholiques qui brûlent des protestants, plus loin ce sont des protestants qui brûlent des catholiques. Et puis il y a les traîtres, les rebelles, les gens coupables de haute trahison. Quant à eux, on leur tranchait tout simplement la tête que l'on exposait au haut de Temple-Bar, à l'entrée de la cité de Londres. En 1772, deux crânes décharnés figuraient encore sur cette muraille. Les mariages fournissent aux plaquettes leur quote-part, et ce n'est pas la moins intéressante. Voici Charles, prince de Galles, qui revient d'Espagne, le 5 octobre 1623, après le fiasco de ses projets d'alliance. Le roi son père le reçoit avec empressement, couronne en tête. Dans l'arrière-plan on aperçoit tous les signes d'une allégresse universelle : les spectateurs jettent leurs chapeaux en l'air, les feux de joie flambent, les gobelets de vin ou d'ale circulent de rang en rang. Le Loret de

la cour de Saint-James s'escrime de son mieux en vers amphigou-riques, et de même qu'il avait célébré le non-mariage en Espagne, ainsi il vante le mariage de France. « Douvres et Calais, » dit-il, « peuvent se donner une poignée de main. » La princesse Henriette est arrivée et l'entente cordiale consommée. A la bonne heure, mais cela ne devait pas durer longtemps ! Si je vous énumérais seulement les ébouriffantes plaquettes sur Napoléon I^{er}, il y aurait de quoi dérider les plus graves d'entre vos lecteurs, mais il faut se borner.

Le règne de George III, le plus long de tous ceux qui composent l'histoire d'Angleterre, est aussi un des plus importants. Lorsqu'on songe à la guerre des États-Unis, à la Révolution française, à l'Empire et à l'influence que ces événements ont eu sur la politique de la Grande-Bretagne, on aperçoit facilement l'intérêt qui doit s'attacher au nouveau livre de M. Jesse. Beaucoup d'ouvrages ont déjà été publiés relatifs à cette époque, — des collections de mémoires et de discours, des biographies et des correspondances ; mais M. Jesse a eu le bonheur¹ de pouvoir consulter des documents inédits de la plus grande valeur, et il les a fort habilement mis en œuvre. George III ressort de ces trois volumes tel qu'on se le figure en général. Plein de sagacité, honnête, probe, mais entêté et trop à la merci de ses antipathies personnelles. On conçoit facilement que l'arrogance de Chatham lui déplût, et qu'il se sentit moins disposé encore à subir l'influence factieuse et violente de Fox. Mais il aurait dû comprendre qu'il devait faire au pays le sacrifice de ses sentiments particuliers, et il se fût peut-être résigné à cette mesure s'il n'avait pas cru que l'opposition politique entraîne toujours le manque de loyauté et la négation du patriotisme. De notre temps le gouvernement anglais est devenu une quasi-république, et par conséquent il semblerait extraordinaire que la reine ne choisît pas sans hésiter son premier ministre dans les rangs de la majorité. George III ne l'entendait pas ainsi ; il était à cheval sur la prérogative royale et ne comprenait rien aux fictions politiques. On sait, par exemple, que le souverain est aussi le chef visible de l'Eglise anglicane, combinant ainsi une autorité spirituelle, jusqu'à un certain point du moins, avec ses autres privilèges. George III, à ce titre, ne se gênait pas pour adresser des remontrances à ceux des prélats qui lui semblaient avoir commis quelque chose de blâmable, et M. Jesse nous rapporte une lettre fort amusante dans laquelle le roi blâme l'archevêque de Cantorbéry, Cornwallis, pour avoir donné un *roul* au palais de Lambeth.

Il est évident, d'après une lecture des trois volumes dont nous

¹ *Memoirs of the life and reign of king George III*, by Heneage Jesse, 3 vol.

nous occupons, qu'on ne se faisait pas, il y a soixante-quinze ans, de la constitution anglaise, l'idée que nous en avons aujourd'hui. George III, si on pouvait le supposer pour un moment de retour à Westminster, en l'an de grâce 1866, croirait sans difficulté que la réforme de la démagogie a commencé en Angleterre. On a dit de lui avec raison que s'il eût été un homme de génie, une révolution ne pouvait manquer d'éclater, à moins qu'il ne se fût trouvé assez vigoureusement appuyé pour lancer dans les voies de l'absolutisme un gouvernement trop souvent modifié et entravé par l'esprit de parti.

L'histoire de la dernière moitié du XVIII^e siècle en Angleterre se lit avec beaucoup de plaisir, et on peut la suivre à travers la correspondance des hommes les plus distingués sous le rapport de l'esprit et du talent épistolaire. En société de lord Malmesbury, lord Auckland, M. Hugh Elliot, lord Granville, et surtout d'Horace Walpole, on ne saurait s'ennuyer.

Si on réfléchit à la masse incroyable de travaux de toute nature récemment publiés et ayant trait au règne de George III, on sera d'autant plus reconnaissant à M. Jesse d'avoir écrit un ouvrage simple, clair, bien distribué, et où les diverses sources ont leur juste place, sans que l'embarras des richesses produise soit la fatigue soit l'incertitude. M. Jesse est naturellement disposé à étudier son héros un peu trop du beau côté; mais, en définitive, son esprit d'impartialité l'empêche de se compromettre, et l'ouvrage dont il a gratifié le public est sous tous les rapports digne de sa réputation.

M. Froude vient de publier le quatrième volume d'une *histoire d'Angleterre* qui a fait beaucoup de bruit. La réputation de cet écrivain tient, je crois, à deux causes très-distinctes l'une de l'autre : d'abord, son style, et puis le nouveau jour sous lequel il a présenté le caractère du roi Henry VIII. Ouvrez le premier chapitre venu, lisez-en quelques pages, et dites-moi si vous pouvez vous figurer des tableaux plus brillants, plus pittoresques, plus vrais. On voit que M. Froude a étudié sur place les paysages qu'il dessine; il nous donne le résultat de ses propres observations, et non pas des toiles de fantaisie où l'art se trahit quoi que l'auteur puisse faire. Voilà pour la forme. Maintenant, quelle idée le gros des lecteurs a-t-il du fameux Henry? Un rustre, un homme grossier, abandonné à ses passions, sans vergogne, une espèce de Tibère ou d'Héliogabale. Allons donc! Lisez M. Froude, et vous vous trouverez présenté à un Henry si extraordinaire qu'à peine pourrez-vous en croire vos yeux. Cavalier accompli, grand politique, écrivain distingué, musicien, ingénieur, homme religieux, — il réunit toutes les qualités. C'est un admirable Crichton. Qui croire dans ce débat? Malheureusement la mode de badigeonner les réputations suspectes s'est tellement ancrée des

deux côtés du détroit qu'il est difficile de s'y soustraire. Il nous faut du nouveau à tout prix, et pour contenter le goût frelaté du public, on bâtit sur trois ou quatre documents plus ou moins authentiques un échafaudage qui, hâtons-nous de le dire, ne doit pas durer beaucoup. M. Froude a acquis tant de célébrité, que la critique ne pouvait manquer de redoubler de vigilance envers lui, et on lui a adressé des reproches assez justifiés. Nul doute qu'il ne connaisse pertinemment le sujet dont il traite, l'époque précise sur laquelle portent ses investigations. Mais sortez-le de là, et vous n'aurez pas de peine à le trouver coupable d'inexactitudes assez singulières. Il a la manie, par exemple, de donner au bas des pages de longs extraits ornés de guillemets, et que l'on serait porté à regarder comme des citations textuelles; ne vous y fiez pas. M. Froude résume habituellement les autorités qu'il allègue, et si vous vous reportiez aux originaux, vous ne tarderiez pas à vous convaincre que ses notes doivent se prendre *cum grano salis*. Si ce n'était que cela, encore! mais il fait des contre-sens en traduisant les passages latins, et, faute de connaître le style officiel des documents du xvi^e siècle, ses imitations sont parfois assez grotesques.

Le quatrième volume de l'histoire de M. Froude se compose de deux parties. L'auteur nous présente d'abord un tableau général des trois années et demie qui s'écoulèrent à partir du mois de février 1570 jusqu'au mois d'août 1573; il s'occupe spécialement, dans le dernier chapitre, de l'*Histoire d'Irlande* pendant l'époque comprise entre les années 1567 et 1572. Cette partie du livre est incontestablement la meilleure, et elle forme une peinture si terrible de crimes, de persécutions, d'horreurs de toute espèce, que l'indignation vous monte au front en la lisant. Y a-t-il rien d'étonnant à ce que les Irlandais ne puissent s'accoutumer à une union avec l'Angleterre lorsqu'on voit à quel prix cette union a été obtenue? Ainsi que le dit M. Froude, les agents de la reine Elisabeth dépassèrent en cruauté les soldats du duc d'Albe, et ils regardaient évidemment leurs malheureuses victimes comme des loups ou d'autres animaux dangereux, dont il fallait se débarrasser à tout hasard. C'est à cette triste époque que l'on doit remonter pour trouver les origines du *Fenianisme*.

GUSTAVE MASSON.

¹ *History of England, from the fall of Wolsey to the death of Elisabeth*, by J. A. Froude, vol. IV.

CHRONIQUE

De l'utilité de cette Chronique et de la nécessité de se tenir au courant de la science. — La meilleure édition de Joinville. — Un livre de M. de Sauley. — *Les Rouleaux des Morts* et les publications de la Société de l'histoire de France. — *L'Histoire générale de Paris* : un bon travail de M. Berty. — Une découverte de M. P. Meyer : la *Chronique de Primat*. — La topographie de la Touraine. — La *Collection des anciens Poètes de la France* : des vers du XIII^e siècle... faits en 1866. — Le tome XX de la *Correspondance de Napoléon I^{er}*. — Deux nouvelles *Histoires de France*. — *Les Moines d'Occident* de M. de Montalembert. — Le mouvement scientifique en Allemagne, en France, en Italie, etc. — Les réimpressions. — Une leçon au collège de France. — L'Ecole des Chartes. — *Pourquoi la France n'est-elle pas Protestante?* — Les Archives de l'Empire et leurs inventaires. — *L'Inventaire du Bourbonnais*. — Le Musée paléographique et sa *Notice*. — Inventaires des archives départementales, communales et hospitalières. — Les Archives de l'Hôtel-Dieu de Paris. — Conclusion.

« *Se tenir au courant!* » Vingt fois déjà nous avons eu l'occasion de commenter cette parole et de montrer qu'elle devrait être la devise de tous ceux qui portent à la Vérité un amour sincère et profond : « *Se tenir au courant!* » Oui, au milieu d'occupations nombreuses, accablantes et souvent triviales, dérober une heure aux banalités de la vie, la leur voler délicieusement; puis, aller se cacher au fond de quelque chambre silencieuse, et là, entouré de livres d'élite, de revues de choix, se demander avec une curiosité très-éveillée : « Voyons : y a-t-il du nouveau ? A-t-on jeté une belle lumière sur quelque vérité ? A-t-on détruit quelque mensonge ? A-t-on mis le pied sur quelque vieille calomnie encore trop puissante ? Et la science historique, enfin, est-elle dans le progrès ? » C'est là vraiment une volupté pour les intelligences, et même pour les cœurs bien faits. Mais hélas ! cette heure charmante, il en est beaucoup qui ne peuvent la trouver au milieu de tout le fracas et de toute l'agitation d'une vie trop pleine et trop surmenée. C'est pour ceux-là que nous écrivons notre *Chronique*. En quelques minutes nous voudrions leur donner une idée assez complète du mouvement historique qui s'est accompli durant trois mois. Nous sommes téméraires.

Nous sera-t-il permis tout d'abord de nous arrêter à une objection que nous avons entendu formuler à propos de cette *Revue*. On a

reproché à quelques-uns de ses collaborateurs de se placer à un point de vue trop exclusivement *religieux*. Il est vrai que chacun conserve ici la liberté de ses allures ; mais chacun aussi est tenu de fournir ses preuves, et de les fournir bonnes, convaincantes, irrécusables. Et c'est là le point capital. Tous, qui que nous soyons, nous relevons de la Critique. La Critique n'a à se préoccuper ni de notre but, ni de nos intentions, ni des croyances qui nous sont chères ; mais des faits plus ou moins nouveaux que nous apportons à la science. Donnez des faits nouveaux, corrigez les erreurs de vos devanciers, dénoncez le crime, réhabilitez l'innocence. Mais prouvez, prouvez, prouvez.

Il est parmi nous, deux Écoles historiques. L'une affirme que l'historien doit se montrer d'abord le défenseur d'une idée, d'une institution, d'un dogme, de l'Eglise par exemple ; qu'à ce principe il lui faut tout ramener ; qu'il doit avant tout se proposer l'apologie des choses catholiques et des personnalités catholiques ; que ses livres doivent être un panégyrique perpétuel de sa croyance et de son culte ; qu'il doit presque uniquement se consacrer à la réfutation des erreurs historiques qui s'attaquent à la vérité chrétienne, et que son modèle doit être cette *Défense de l'Eglise* de l'abbé Gorini, œuvre admirable où l'on voit un lutteur habile se mesurer corps à corps avec les historiens incrédules et athées, et les surprendre à tout instant en flagrant délit de calomnie contre la société et les institutions chrétiennes !

Il est une autre École, au contraire, qui prétend que ces préoccupations apologétiques sont funestes et à la sincérité de l'historien et à la vérité de l'histoire. « Quand vous étudiez telle ou telle époque, telle ou telle institution, soyez également oublieux de vos opinions politiques et de vos croyances religieuses. S'il était un breuvage qui en fit perdre tout à fait le souvenir, il faudrait le boire avant de vous mettre à une tâche historique. Faites table rase dans votre âme. Aimez la science pour elle-même : cherchez les faits et découvrez les lois sans autre passion que celle de l'exactitude scientifique. Cette passion en vaut bien une autre. Puis, ne craignez rien. L'histoire que vous étudiez ainsi, sans arrière-pensée, sans parti pris, ne peut en aucune façon être contraire à la vérité que vous aimez. Ou alors, votre vérité ne serait plus la vérité... »

Tel est le langage des deux Écoles. S'il fallait choisir entre elles, nous ne serions pas fort embarrassé. Mais la *Revue des questions historiques* est meilleure, elle est plus prudente, plus large que nous. Elle admet fort bien les deux systèmes. Elle ne demande qu'un mot d'ordre, et ce mot d'ordre est celui-ci : « Aimer la Vérité. »

D'ordinaire il est permis aux chroniqueurs de n'apporter aucune

méthode à l'agencement de leur *Chronique* et c'est un des privilèges auxquels ils tiennent le plus. Mais dans une *Revue* grave, le désordre ne serait nullement un effet de l'art, et nous le bannissons sévèrement.

Les livres,

Les cours publics,

Les archives et les bibliothèques,

Tels sont, si vous le voulez bien, les trois domaines que nous vous ferons successivement parcourir. Le voyage ne sera pas long.

Voici, là sous mes yeux, un livre dont j'ai la joie de pouvoir parler le premier. C'est l'admirable édition de Joinville que vient de donner M. Natalis de Wailly¹. L'an dernier, avec une témérité presque juvénile et dont il faut savoir lui tenir compte, l'illustre éditeur des *Historiens de France* s'était essayé dans le rôle de vulgarisateur et avait publié une traduction populaire de l'*Histoire de saint Louis*. Cet humble et charmant petit livre s'enleva (qui le croirait ?) avec une rapidité dont certains succès scandaleux nous peuvent seuls donner une idée. Un roman graveleux, pimenté, sanglant, de la force de trente meurtres, de dix suicides et de vingt adultères, n'aurait pas en vérité conquis plus aisément des lecteurs plus nombreux. M. de Wailly, néanmoins, ne fut pas encore satisfait d'un tel succès : il voulut mieux. Qu'une traduction de son cher Joinville fût ainsi répandue, c'était fort bien sans doute ; mais une telle diffusion nuisait peut-être à la diffusion du texte original. Il résolut de populariser le Joinville du XIII^e siècle, le vrai Joinville, en même temps que le Joinville mis par lui à la portée des enfants et des ignorants de notre temps. C'est à cette bonne pensée qu'est due la nouvelle édition qui sera, suivant nous, l'édition définitive : « Quand j'ai entrepris, dit-il, de mettre à la portée de tous le livre de Joinville en le rapprochant du français moderne, il ne m'est pas venu dans la pensée que je pourrais enlever au texte original un seul de ses lecteurs. Je devais plutôt espérer que cette reproduction, nécessairement imparfaite, piquerait la curiosité au lieu de la satisfaire, de même que la gravure d'un beau tableau allume quelquefois un désir plus ardent de le connaître. » Donc, en regard de son interprétation, M. de Wailly, cette fois, a placé l'œuvre du moyen âge dans la simplicité charmante de

¹ *Œuvres de Jean, sire de Joinville, comprenant l'histoire de saint Louis, le Credo et la Lettre à Louis X*, avec un texte rapproché du français moderne, mis en regard du texte original, corrigé et complété à l'aide des anciens manuscrits et d'un manuscrit inédit, par M. Natalis de Wailly, membre de l'Institut, conservateur à la Bibliothèque impériale. (Paris, chez Adrien Le Clère et chez F. Wattelier, 1867, gr. in-8°, impr. en caract. du XVI^e siècle, avec planches.)

sa langue native, telle enfin que le vieux Joinville l'a dictée, telle qu'elle est montée de son cœur à ses lèvres. Le savant auteur des *Éléments de Paléographie* a fait précéder la *Vie de saint Louis* d'une précieuse Introduction sur les manuscrits de Joinville; il l'a fait suivre du célèbre *Credo* de Joinville et de sa *Lettre à Louis X*. Ajoutez à cela une *Table* excellente, œuvre d'une patience très-intelligente et très-subtile. Faut-il louer le luxe typographique de cette œuvre admirable et la beauté classique de ces caractères elzéviriens qui sont, hélas ! si rarement appelés à donner aux bons livres le lustre réservé aux petits recueils de petits vers et aux *Contes* de La Fontaine.

Tout récemment, M. Taine disait du moyen âge que c'était *le cloaque du genre humain*, et que nos pères y étaient descendus *au-dessous des Papous et des anthropophages de la Nouvelle-Zélande*. Or, c'est en ce temps qu'un roi de France mourant disait à son fils : « Beau fils, la première chose que je t'enseigne, c'est que tu mettes ton cœur à aimer Dieu. Il te faut souffrir toutes sortes de tourments plutôt que de faire un péché mortel. Aie le cœur doux et compatissant aux pauvres, aux malheureux, aux affligés, et les contrains et aide selon que tu pourras. Maintiens les bonnes coutumes de ton royaume et abats le mauvaises ; ne convoite pas contre ton peuple, et ne charge pas ta conscience d'impôts et de tailles, si ce n'est par grande nécessité. Garde-toi d'entreprendre la guerre sans grande délibération contre un peuple chrétien. Sois soigneux d'avoir de bons prévôts et de bons baillis. Prends garde que les dépenses de ton hôtel soient raisonnables. Et que la sainte Trinité et tous les saints te gardent et te défendent de tous maux ! » C'est ainsi que parlait ce roi de Papous et d'anthropophages. Et il mourait sur la cendre. Parmi les rois contemporains de M. Taine, y en a-t-il beaucoup qui mourront ainsi, et en donnant de tels conseils à leurs fils ?

Les derniers jours de Jérusalem, tel est le titre d'un nouveau livre de M. de Saulcy ¹. C'est le récit éloquent du châtement de cette nation qui avait si longtemps porté le plus beau nom parmi toutes les tribus de la terre : « le Peuple de Dieu ! » M. de Saulcy a visité Jérusalem, d'abord en sceptique, puis en croyant. La réalisation des prophéties n'a pas tardé à éblouir les yeux de cette intelligence qui avait voulu longtemps se fermer à la lumière. Il ne craint pas aujourd'hui de publier à haute voix que « les derniers jours de Jérusalem »

¹ Gr. in-8°, Paris, Hachette, 1866. Nous ne faisons que mentionner ce livre dont notre collaborateur M. de Barthélemy parlera avec détail dans la prochaine livraison de la *Revue*.

T. II. 1867.

salem » sont à ses yeux l'accomplissement littéral, heure par heure, minute par minute, des formidables paroles du Christ. Et tel est l'esprit de tout son livre. Nous sera-t-il permis de regretter qu'il ait jugé bon d'établir un parallèle entre les Juifs, dont la résistance aux Romains est digne d'une admiration douloureuse, et la... Révolution française résistant à l'Europe? Il n'y a, suivant nous, rien de commun entre les quatorze armées de la République française une et indivisible, et les défenseurs de Jérusalem. Il est vrai cependant que les uns ont tué leur Dieu, et les autres leur roi.

Depuis longtemps la Société de l'histoire de France a droit à la reconnaissance des véritables érudits. Elle ne songe pas à perdre ce rare privilège. Il faut bien le dire : sans le *Recueil des documents inédits* et sans les publications de la Société de l'histoire de France, notre pays ne pourrait même pas soutenir la comparaison avec l'Allemagne ni avec l'Angleterre. Nous les avons là, sous nos yeux, ces incomparables in-folio que nos voisins d'outre-Manche offrent tous les ans à notre admiration, nous allions dire à notre jalousie (comme s'il pouvait y avoir, comme s'il y avait en érudition de la jalousie et des jaloux)! Nous aurons toujours soin de tenir nos lecteurs au courant du mouvement historique que *notre* Société de l'histoire de France sait entretenir parmi nous. Nous ne saurions oublier que nous lui devons déjà un certain nombre d'excellentes éditions qui parfois ont été des primeurs. N'est-ce pas de ses mains que nous avons reçu l'*Historia Francorum* de Richer, l'*Histoire ecclésiastique* d'Orderic Vital, et les *Coutumes du Beauvoisis* de Beaumanoir, et le *Saint Louis* de Lenain de Tillemont, et les *Procès de Jeanne d'Arc*, et bien d'autres textes non moins précieux? M. Léopold Delisle nous offre aujourd'hui, dans le même recueil, une collection des *Rouleaux des morts*. Qu'était-ce que les rouleaux des morts? nous allons l'expliquer en peu de mots. — Dans une abbaye du midi de la France, par exemple, plusieurs moines et l'abbé sont morts. Leurs frères, par un sentiment de piété filiale, veulent faire prier pour les âmes de leurs chers défunts, et faire prier le plus possible. Par malheur, ces religieux du x^e et du xi^e siècle n'ont pas à leur disposition les merveilleux moyens, que nous possédons, de locomotion pour les personnes, et de locomotion pour les idées. Ils se contentent d'écrire, sur une feuille de parchemin, les noms de ceux qu'ils regrettent; puis, de confier cette feuille à un *rotuliger* qui part (à pied, l'infortuné!) et va faire son tour de France en s'arrêtant dans tous les monastères. Et dès qu'il arrive dans un nouveau couvent, il montre tout d'abord à l'abbé ou au prieur le rouleau dont il est porteur : « Priez pour nos morts, dit-il, et ins- » crivez sur mon rouleau les noms de vos propres défunts; nous

« prions pour eux. » C'est ainsi que sur toute la surface de l'Europe chrétienne on vit s'établir une belle association de prières, et tels étaient les *solidaires*, les véritables solidaires des siècles chrétiens. M. Léopold Delisle n'a pas craint de publier tout un volume de ces *Rotuli*. Qu'on n'aille pas y chercher un élément artistique ou littéraire. Bien que les vers abondent en ces recueils funèbres, la poésie en est tout à fait absente. Mais ils ne sont pas sans utilité pour l'érudit, ces documents si dédaignés par le littérateur. C'est avec eux que l'on pourra reconstruire la liste des abbés et des prieurs de certains monastères, c'est avec eux que l'on pourra combler certaines lacunes du *Gallia christiana*. A un autre point de vue, on pourra, grâce à ces vers barbares, arrêter enfin les bases d'une histoire de la versification latine au moyen âge. Rien n'est plus précieux pour l'étude des rythmes. Ces acrostiches ennuyeux et ridicules, ces élégies plates et stupides ont un grand avantage : ces mauvais vers sont datés *par l'an, le mois et le jour*. Il est aisé de conclure de telle ou telle pièce que la rime avait à cette époque pénétré dans la poésie sacrée, et qu'au contraire on ne la trouve point avant telle ou telle autre époque. Tel est le travail auquel nous nous sommes livré nous-même sur les *Rouleaux des morts* de M. Léopold Delisle ; et, d'après ces monuments trop négligés, nous sommes parvenu à établir scientifiquement que « la rime avait fait son apparition dès l'an 1030 ou 1040 en Allemagne, vingt ans après en France, plus tard en Italie. » Comme on le voit, les *Rouleaux des morts* sont bons à quelque chose. Le véritable érudit ne doit rien dédaigner : tout est pour lui matière à critique, et de tout ce qu'il touche il peut faire jaillir de belles, d'utiles étincelles !

La ville de Paris ne se contente pas de se rajeunir et de se transfigurer à nos yeux, qui sont plus étonnés que ravis. Elle n'est pas tellement préoccupée de son présent qu'elle ne daigne parfois jeter les yeux sur son passé. C'était, d'ailleurs, un devoir pour ceux qui ont démoli et effacé du sol le vieux Paris de le reconstruire... sur le papier. C'est pourquoi on vient de publier les deux premiers tomes de l'*Histoire générale de Paris*, « collection de documents fondée avec l'approbation de l'empereur par M. le baron Haussmann, sénateur, préfet de la Seine, et publié sous les auspices du Conseil municipal. » Dans l'*Introduction*, on a énuméré « la succession des travaux historiques accomplis ou tentés par l'édilité parisienne depuis l'époque où les faits commencent à se révéler avec quelque certitude, jusqu'aux années les plus rapprochées de nous ; » et on a indiqué le plan de la Collection tout entière. M. Adolphe Berty, historiographe de la ville, a commencé ensuite la *Topographie historique du vieux Paris*, et a décrit longuement la région du Louvre

et des Tuileries. M. Berty était l'homme le plus compétent pour un tel travail qu'il saura mener à bonne fin. « En histoire plus qu'en toute autre science, il est impérieusement nécessaire de ne rien accepter sans contester, et c'est pour avoir méconnu ce principe que les auteurs des livres sur Paris ont perpétué tant de méprises. Vérifier les assertions de nos devanciers en recourant aux documents originaux, a donc été constamment notre règle de conduite. Nous nous sommes imposé la loi d'épuiser toutes les sources et de ne nous arrêter que quand les indications faisaient absolument défaut. » Tel est le langage du nouvel historien de notre vieux Paris, et on ne peut que l'approuver vivement. Espérons que l'*Histoire générale* de la grande ville ne se composera que de volumes aussi consciencieux. Craignons avant tout la rapidité. En 1866, on démolit cinquante rues et on bâtit cinq boulevards en huit jours; mais en 1866, pas plus qu'il y a un ou deux siècles, on n'improvise un livre d'érudition. *Caveant ædiles.*

La neuvième livraison des *Archives des missions scientifiques et littéraires* est sortie tout récemment des presses de l'Imprimerie impériale. On y lit deux *Rapports* : l'un sur les *Phénomènes chimiques de l'éruption de l'Etna en 1865*, par M. F. Fouqué, dont nous n'avons pas à nous occuper ici; l'autre de M. P. Meyer sur « une mission littéraire en Angleterre. » Ce dernier travail est pour nous d'un véritable intérêt. M. Paul Meyer a découvert une nouvelle *Chronique des règnes de saint Louis et de Philippe le Hardi* : c'est celle qui a pour auteur Primat, moine de Saint-Denis. « Son traducteur, dit M. P. Meyer, est Jean de Vignay, qui a mis aussi en français le *Miroir historial* de Vincent de Beauvais, la *Légende dorée* de Jacques de Voragine, etc. » Le jeune savant traite ensuite l'importante question des analogies, des rapports entre Primat et Guillaume de Nangis. « On remarque à première vue une grande parité entre les deux historiens; des chapitres entiers sont les mêmes de part et d'autre, l'ordre du récit est presque constamment identique. Les différences consistent en suppressions opérées par Guillaume de Nangis. Quand il ne copie pas, il abrège. » Primat est donc original par rapport à Guillaume de Nangis. Mais est-il original d'une façon absolue, et ne copie-t-il pas quelque autre chroniqueur inconnu? C'est ce qui est encore incertain. Ce qui ne l'est pas, c'est que la *Chronique* de Primat « faisait suite à la partie des *Chroniques de Saint-Denis* contenue dans le manuscrit de Sainte-Geneviève L. f. 2. »; c'est qu'elle commençait au règne de Louis VIII ou à celui de Louis IX. Quoi qu'il en soit, M. P. Meyer a extrait pour nous plusieurs passages remarquables des Annales qu'il a découvertes. Nous avons la joie d'y trouver un admirable récit de la mort de saint Louis, avec de

nouveaux détails sur les dernières heures de ce grand saint et de ce grand roi. C'est chose véritablement précieuse : « Jà soit ce que moult souvent et un poi avant, il eust receu le corps Notre-Seigneur Jhesu Crist, il requist que on li aportast Celi de qui il estoit porté et soutenu. Et adonques il se sourdi contre son très-noble Créateur, et issi de son lit, et vesti sa chemise et son mantel dessus, et puis dist son *Confiteor* à très grant dévotion, si comme il avoit accoustumé et encore à greigneur, et bati sa poitrine et reçut son Sauvéour à lermes et à pleurs... » L'auteur du *Rapport sur la mission littéraire en Angleterre* a publié en outre dans son *Appendice* quelques nouvelles chansons de trouvères, qui ont toute la saveur de l'inédit.

Il serait à désirer que toutes nos provinces fussent aussi heureuses que la Touraine..... « Et pourquoi ? » se demandera le lecteur. « Serait-ce parce qu'elle possède les plus beaux ombrages, le sol le plus riche, le fleuve le plus capricieux et le plus charmant de la France ? » Sans doute ; mais c'est aussi parce qu'elle est une « terre à savants. » Du Chesne, qu'on a nommé le Père de l'histoire de France, était un Tourangeau. N'y a-t-il pas à Tours une de nos meilleures sociétés archéologiques, éditant de fort beaux livres, ma foi, et à grandes marges encore, et sur papier de Hollande enfin ? A côté de ces livres superbes, et même au-dessus de quelques-uns d'entre eux, il faut placer l'excellente *Notice sur les divisions territoriales de la France et la topographie de l'ancienne province de Touraine*, par Émile Mabille ¹. Je souhaiterais un pareil livre à ma vieille province natale et à toutes les provinces de l'ancienne France. Tous les vocables géographiques du pays Tourangeau y sont lucidement et brièvement expliqués ; leur origine y est mise en lumière, leurs variations y sont notées. Les routes romaines, les *civitates*, les *castella*, les abbayes, les prieurés, les paroisses, les chapelles même y sont indiqués une à une avec leurs noms latins, avec les modifications de ces vocables, avec la mention de tous les faits qui concernent leur histoire. M. Émile Mabille nous promet un *Dictionnaire géographique et topographique du département d'Indre-et-Loire*. Ce Dictionnaire enrichira la série très-précieuse de ces excellents répertoires archéologiques et géographiques : série qui, lorsqu'elle sera complète, sera l'honneur de notre érudition nationale. Plusieurs de ces glossaires locaux sont des modèles.

Dans la Collection des *Anciens poètes de la France* doivent un jour entrer toutes nos Chansons de geste, tous nos « romans de France. » D'ici à peu de jours, nous aurons la joie d'y voir paraître

¹ Paris, Hénau, 1866, gr. in-8°.

Aliscamps, ce vieux poème qui, après la *Chanson de Roland*, est peut-être le plus beau monument de toute notre épopée nationale. Il y a quelques jours, M. Guessard, directeur de ce très-intéressant recueil, y publiait le *Macaire* qu'il préparait depuis longtemps. Qu'est-ce donc que *Macaire*? C'est une de nos vieilles Chansons où se trouve reproduite au long (*et cela dès le XII^e siècle*), l'histoire bien connue du chien de Montargis. Or, ce poème avait d'abord été écrit en France; puis, un Italien du XIII^e siècle le trouvant à son goût, s'imagina de le travestir en vers moitié italiens, moitié français. C'est ce *rifazimento* que vient de publier M. Guessard. Mais le savant professeur de l'Ecole des chartes a cru devoir accompagner ce texte barbare d'une traduction... en vers français du XIII^e siècle. En d'autres termes, il a repris en sous-œuvre tous les vers italianisés de son vieux poème, et il les a restitués, tels qu'un trouvère de l'Ile-de-France les aurait pu écrire; disons mieux, tels qu'il a dû les écrire. Oui, en 1866, il y a un homme en France qui fait des vers à la mode de 1266. Quelle connaissance profonde de la langue et de la littérature du moyen âge suppose l'accomplissement d'une tâche aussi délicate! Les Allemands nous envieront cette merveille philologique; ils nous envieront surtout cette *Préface* charmante, française, spirituelle, étincelante, que M. Guessard a placée, comme un frontispice agréable, en tête de son livre austère. Nous ne pouvions pas omettre un travail si original, et qui n'a peut-être pas son analogue dans toute l'érudition contemporaine.

Le tome XX de la *Correspondance de Napoléon I^{er}* a paru il y a quelques mois. Il contient les lettres de l'empereur depuis le 16 octobre 1809 jusqu'au 10 juillet 1810. Ce ne sera pas le moins intéressant des vingt tomes qui, jusqu'à ce jour, ont révélé la figure intime de ce génie encore mal connu. On y trouvera tout ce qui concerne les affaires de Rome, et peut-être, en ce moment, ces documents de premier ordre prendront-ils un intérêt actuel. Dans l'*Exposé des motifs du Sénatus-consulte sur la réunion des États de Rome à l'Empire*, on lit ce qui suit. (Nous ne jugeons pas, nous transcrivons) : « En cessant d'être souverain, en quittant toute puissance temporelle, Sa Sainteté conserve, toutefois, la puissance respectée du premier pontife chrétien. Restée seule entre les mains du successeur de saint Pierre, cette autorité ne sera plus sujette aux abus qu'une trop longue confusion avait rendus si fréquents et si déplorables. Le pouvoir du pontife ne s'armera pas en faveur du pouvoir du prince. Les maximes professées par toutes les églises établies par les conciles les plus révérends, mises en pratique par les monarques les plus religieux sur l'autorité des papes, reprendront toute

leur puissance. Les lèvres du chef des pasteurs de Jésus-Christ ne s'ouvriront plus pour maudire; il révoquera les anathèmes renouvelés des Grégoire et des Boniface, des Paul et des Jules... Il professera avec toutes les églises de l'empire, les maximes du clergé de France.» Je ne puis que le répéter : je cite ces lignes uniquement à titre de document historique.

Les *Mémoires du peuple français* de M. Auguste Challamel sont un livre singulier... aux yeux d'un observateur attentif. Il se compose d'éléments si bizarrement hétérogènes! L'auteur ne craint pas quelquefois de remonter aux vraies sources, et on le voit citer les capitulaires, les lois barbares, les chroniqueurs originaux. Puis, tout à côté de ces heureux passages de son livre, il cite, *comme autorités concluantes*, des écrivains de seconde, de troisième main, Henri Martin, Velly, Gaillard, M. Duruy, etc. C'est un mélange des plus curieux. C'est le livre d'un universitaire qui aurait des tendances à suivre la méthode de l'École des chartes. Dans cinquante ans, les *Mémoires du peuple français* passeront pour un des plus curieux monuments de cette transition qui, en ce moment même, nous conduit, presque malgré nous, à l'étude approfondie des vraies sources, à la saine critique, à l'érudition vraie. D'un autre côté, M. Auguste Challamel est un élève de Monteil; il ne veut pas se contenter de l'histoire-bataille; il n'abdique pas le droit d'entrer au foyer des Français de tous les états et de les peindre au naturel, dans la plus vive, dans la plus sincère intimité de leurs mœurs. C'est une manière d'écrire l'histoire qu'il faut louer sans réserve; c'est (permettez-moi de me servir de ce mot barbare), c'est de l'*anti-séparatisme*. Dans l'histoire, il importe de donner une place à l'art, à la littérature, à la législation, aux mœurs, aux costumes même et à la physionomie extérieure. Il faut fondre tous ces éléments et peindre l'homme tout entier. Quant à l'esprit de M. Auguste Challamel, il est fort hostile au catholicisme, et nous pouvons signaler dans ses *Mémoires* plus d'une erreur grossière, comme celle qui fait remonter au v^e siècle seulement la suprématie des Papes, etc., etc. Je suis d'ailleurs tenté de croire que M. Auguste Challamel éprouve quelque hâte d'arriver aux temps modernes dont l'histoire doit lui être plus familière. Son histoire, composée de huit volumes, ne renferme que *quatre pages* sur le règne de saint Louis!!!

L'*Histoire de France* de M. C. Dareste ¹ est mieux proportionnée, plus grave, mais moins intime et moins vivante. M. Dareste est

¹ La *Revue* a déjà signalé dans son Bulletin bibliographique ce remarquable ouvrage sur lequel nous reviendrons quand il sera terminé. (Voir notre première livraison, t. I, p. 292.)

froid, exact, modéré, parlementaire. Il suit de bonnes sources, mais ne les cite pas, et ses notes sont d'une rareté qui m'étonne. C'est un récit austère, lucide, consciencieux. Dans les *Mémoires du peuple français* il y a certains effets de lanterne magique ; en tout cas, il y a des couleurs remuantes, du bruit, de la vie. M. Dareste, lui, est un artiste sobre, qui dessine au trait et ne peint pas. Nous regrettons que sur la littérature et l'art, il ait été parfois d'une faiblesse qu'il pouvait facilement éviter. Il se demande si l'architecture gothique est d'origine arabe ; il devrait connaître les doctrines de M. Quicherat, ou tout au moins, l'excellent *Dictionnaire* de M. Viollet-Le-Duc. Il consacre à notre poésie épique deux ou trois pages qui véritablement ne sont pas au courant de la science. Ce sont petites critiques, nous le savons ; mais il était si aisé de ne les pas mériter.

Dans le moment où je trace ces lignes, paraît le troisième volume des *Moines d'Occident* de M. de Montalembert ¹. Nous aurons l'occasion de nous arrêter longtemps au beau livre de l'auteur de *Sainte Élisabeth* et montrer comment le vaillant historien n'a pas reculé devant le surnaturel qu'il raconte avec simplicité et affirme avec énergie. Puisse le succès de ce beau livre hâter une guérison à laquelle sont intéressés tous les catholiques de France, même ceux que M. de Montalembert ne voit pas dans son camp !

On ne se fait vraiment pas une idée du prodigieux mouvement scientifique dont l'Allemagne tout entière est perpétuellement le théâtre. Vous vous imaginiez peut-être que tous les érudits de la Prusse ont fait partie de la Landwehr et manié le fusil à aiguille d'une main habituée aux lexiques et aux catalogues. Détrompez-vous. Tandis que tous ces torrents de sang chrétien coulaient dans les plaines de la Bohême, des milliers de savants corrigeaient avec placidité les épreuves de leurs livres archéologiques, historiques, mythologiques. Au milieu de cette effroyable guerre et au bruit affreux de ce canon, ils travaillaient mieux et plus que nous ne faisons en temps de paix, jouissant de toutes les aisances du travail et de tout le calme de la vie. En ces derniers mois, que d'excellents travaux ! Nillsonn étudie les *Habitants primitifs de la Scandinavie du Nord* ², et Eichheim, les *Combats des Helvètes, des Suèves et des Belges contre César* ³ ; Mucke écrit l'*Histoire d'Albert I, duc d'Autriche et roi des Romains* ⁴ et Tourtual, la *Partici-*

¹ Paris, Lecoffre, in-8°.

² Hambourg.

³ Ratisbonne.

⁴ Gotha.

*pation de la Bohême aux guerres de Frédéric I^{er} en Italie*¹; à Munster, Busson fait paraître la *Double élection et la Royauté romaine d'Alphonse X de Castille*. Deux nouveaux volumes du Catalogue des manuscrits de la Bibliothèque royale à Munich, les tomes V et VI viennent d'être livrés à ce public germanique qui a la légitime et admirable passion des Catalogues et des Inventaires. Nous lisions ces jours derniers le tome V des *Weisthümer* publiés par l'infatigable Jacob Grimm²; c'est une collection de coutumes locales qui est d'un grand prix, même pour les savants français qui se réjouiront d'y trouver des textes français du XIII^e siècle, appartenant à la Lorraine et surtout à la Suisse³. Et nos voisins d'outre-Rhin qui s'apprentent déjà à venir (pacifiquement et sans fusil) visiter nos Bibliothèques et nos Archives, ne négligent pas plus la Littérature et l'Art que l'histoire elle-même et la science des origines. Fr. Kugler publie à Leipsig un *Manuel de l'Histoire de la peinture depuis Constantin le Grand*, et L. Klein le 4^e volume de son *Histoire du Drame*, qui est tout entier consacré à l'étude du drame italien. Vilmar écrit une nouvelle *Histoire de la littérature nationale allemande*, et enfin, Bartsch, le savant commentateur du *Karl-Meinert*, Bartsch, auquel nous devons déjà une chrestomathie provençale sous le titre de *Provenzalisches Lesebuch*, vient ces jours derniers de nous faire présent d'une *Chrestomathie française* où il nous offre un recueil de morceaux choisis dans notre propre littérature depuis les origines de notre langue jusqu'au XV^e siècle. Et ce livre qui nous fait absolument défaut, ce livre qu'aucun Français n'a encore eu le courage d'entendre.... et dont aucun éditeur français n'aurait voulu, va devenir là-bas un Manuel classique à l'usage des étudiants. Chose triste à dire, dans tous nos lycées, dans toutes nos écoles, il n'est peut-être pas une jeune intelligence qui pourrait répondre à cette question : « Qu'est-ce que la *Chanson de Roland* ? » Tout au contraire, dans presque toutes les universités d'Allemagne, il y a une chaire de vieux français ! Il y a vraiment de quoi sentir le rouge nous monter à la face.

La *Chrestomathie* de Bartsch⁴ est un excellent livre, se ressentant un peu de la grande distance qui sépare l'auteur de nos bibliothèques, de nos manuscrits. Nos Chansons de geste ne sont représentées dans

¹ Ce livre porte comme sous-titre : *Le schisme, recherches sur l'histoire de l'Eglise et de l'Etat du XII^e siècle*. Les Allemands abusent étrangement des sous-titres.

² Leipsick, 1866.

³ V. les usages de Bure, p. 37, de Martignez, p. 377.

⁴ *Chrestomathie de l'ancien français* (VIII-XV^e siècle), par Karl Bartsch. Leipsick, chez Vogel, 1866.

ce recueil que par deux fragments, l'un de la *Chanson de Roland*, l'autre d'*Huon de Bordeaux*. C'est dix fois trop peu. Mais dans cette collection, dédiée au grand Ferdinand Diez, on trouvera les premiers fragments du « Glossaire de Cassel » déjà publiés par Diez en 1865, les serments de 842, la cantilène de sainte Eulalie, la *Passion*, la *Vie de saint Léger*, le *Cantique de saint Alexis* et le célèbre fragment de l'*Alexandre* d'Albéric de Besançon. Un petit essai de grammaire et un glossaire terminent ce livre qui mérite en effet de devenir classique.

En France, nous imprimons beaucoup moins de livres érudits, mais nous en réimprimons davantage. Lorsqu'il y a deux ou trois années, l'initiative très courageuse d'un jeune éditeur de Paris entreprenait la réimpression des *Acta Sanctorum*, ce fut un *tolle* général dans le camp des prudents. Il y a de ces libraires sages, méditatifs et modérés qui ont l'excellente habitude de réfléchir plusieurs semaines avant de mettre au jour une brochure de seize pages, s'inquiétant effroyablement des chances que va courir leur *produit* dans un monde qui lit si peu et qui achète si mal. L'éditeur des Bollandistes n'a pas hésité si longtemps pour publier les soixante in-folio des *Acta*. Et voici que je feuillette en ce moment le DIX-SEPTIÈME volume de cet incomparable recueil, où vous trouverez notamment les *Vies* de saint Dunstan et de saint Pierre Célestin. Dix-sept volumes ! c'est le tiers de l'œuvre. Et l'*Histoire littéraire* ne se poursuit pas avec une vivacité moins louable. M. Paulin Paris nous donnera bientôt le quatrième volume de cette utile réimpression à laquelle ses notes ajouteront un nouveau prix.

Pendant ce temps, M. A. Marrast publie en notre langue, les *Recherches* de M. G. de Humboldt sur les habitants primitifs de l'Espagne¹ ; M. de Coussemaker édite une nouvelle Bibliothèque musicale du moyen âge pour faire suite à celle de Gerbert² ; M. A. L. de Sadous achève de traduire l'*Histoire de la Grèce* de Grote ; M. Baschet fait passer en français et développe un ouvrage de M. de Reumont, la *Jeunesse de Catherine de Médicis*. MM. Campardon et Boutaric mettent dans une nouvelle lumière les *Mémoires de Frédéric II* qui rapetisseront ce faux grand homme dans l'esprit des honnêtes gens, et M. Boutaric publie la *Correspondance secrète de Louis XV*, qui, au contraire, fera estimer davantage un prince méprisable par tant de côtés. M. F. Ravaisson collige les *Archives de la Bastille*³ et

¹ Franck.

² *Scriptorum de musica medii ævi seriem à Gerbertina alteram*, coll. E. d Coussemaker, Paris, A Durand.

³ Voir le Bulletin bibliographique de la précédente livraison.

nous donne une riche série de documents inédits sur le règne de Louis XIV. On peut voir dans cet excellent travail, combien certains historiens ont exagéré les rigueurs déployées dans ces illustres cachots contre des prisonniers non moins illustres. Beaucoup de rentiers de nos jours se déclareraient satisfaits du régime gastronomique qu'on imposait aux hôtes de la Bastille, durant le xvii^e siècle. Quoi qu'il en soit, c'est la prise de cette forteresse détestable qui a clos l'ère de l'ancienne France et ouvert l'ère nouvelle : M. J. F. Minssen traduit à notre usage l'*Histoire du xix^e siècle* par Gervinus. Le treizième volume vient de paraître.

Les autres pays de l'Europe rivalisent avec l'Allemagne et avec nous. Tandis qu'à Vienne paraît un nouveau volume des *Fontes rerum Austriacarum*, les savants hongrois font paraître la suite de leurs *Monumenta Hungariæ historica*. A Rome, au milieu du bruit et des espérances des méchants, avec une placidité que rien n'altère, le P. Theiner continue, pour sa continuation de Baronius et de ses autres grands recueils, à puiser dans la suite remarquable des *Registres* du Vatican ; le cardinal Pitra prépare le second volume de ses *Canons de l'Eglise grecque* ; M. de Rossi étudie ses chères catacombes et prépare la suite de la *Roma sotterranea*. Il n'est pas jusqu'à la Russie qui ne se mette du mouvement en publiant son *Recueil d'antiquités de la Scythie* ¹. C'est là une œuvre éminemment nationale.

Mais il est temps de quitter les livres et d'entrer dans quelque salle du Collège de France ou de la Sorbonne, pour écouter enfin, après les « voix muettes » de tant de livres, une voix vivante, une vraie voix...

Nous venons d'assister au Collège de France à la première leçon de M. Gaston Paris sur les Origines de la littérature française. La chaire où il vient de monter non sans quelque frayeur est celle que son père occupe depuis 1852. Faut-il rappeler que c'est depuis 1852 seulement qu'il existe en France une chaire, une seule, consacrée à l'enseignement de la langue et de la littérature française au moyen âge ? En vérité, l'Allemagne a parfois raison de nous railler. Quoi qu'il en soit, l'ouverture du nouveau cours a été des plus brillantes. Le jeune professeur avait compris que dans une circonstance si solennelle, il devait revêtir son érudition d'un style riche, éloquent, poétique. O puissance du style, puissance dont il ne faut pas médire ! Elle a valu à M. Gaston Paris un succès que l'érudition seule ne sera jamais capable de conquérir. Sa leçon d'ouverture pourrait recevoir

¹ Publication de la Commission impériale archéologique, in-4° (Saint-Petersbourg.)

ce titre : *Du caractère de la littérature au moyen âge*. Ce caractère, c'est la poésie, une poésie spontanée et vraie. « La religion était poétique, la science était poétique et la vie était poétique, » telles ont été les trois vérités que M. G. Paris a mises en lumière, telles ont été les trois principales parties de son discours. D'unanimes applaudissements ont accueilli le récit charmant qu'il a fait à son auditoire de la fameuse *Légende du barillet*. C'est l'histoire touchante de ce pécheur récalcitrant auquel un saint ermite n'impose d'autre pénitence que de remplir un petit baril. Mais c'est en vain que l'infortuné s'approche de l'eau des fontaines ou de l'eau des fleuves : l'eau fuit devant lui, miraculeusement courroucée. Il parcourt le monde entier sans pouvoir remplir son barillet. Un an se passe ainsi. Irrité, désespéré, il revient près de l'ermite, et là, se prend soudain à réfléchir sur la justice de Dieu qui ne peut être apaisée par une aussi facile pénitence. Il se frappe enfin la poitrine, il s'accuse de ses crimes, il s'en repent, il verse de belles larmes de contrition et d'amour. L'une d'elles tombe dans le baril... et le remplit.

A la fin de sa leçon, M. Gaston Paris a annoncé que, dans son cours, où jusqu'à ce jour il a été d'une impartialité éclatante, il ne se préoccuperait jamais d'opinions politiques, ou religieuses, ou philosophiques. A côté de la morale indépendante, il veut créer l'érudition indépendante. Nous ne saurions ici partager son avis. Nous pensons qu'il est tout à fait impossible à l'érudit le plus germanique et le plus froid de se dépouiller de ses convictions les plus chères au moment d'étudier un texte ou d'élucider un problème historique. Un tel séparatisme est contraire tout à la fois à la nature et au surnaturel. On ne peut pas ainsi fragmenter son âme, morceler son intelligence, et il n'est pas de machine pneumatique qui fasse ainsi le vide dans l'esprit et dans le cœur des érudits. Est-ce à dire que les écrivains catholiques n'aiment pas la vérité, et comme l'a dit si bien M. Gaston Paris, « la vérité pour elle-même, la vérité toute seule ? » Il serait bien honteux pour eux de ne pas avoir cet amour. Lors donc qu'il leur arrive de commenter chrétiennement les faits du passé et de faire de la philosophie de l'histoire, PLUS QUE TOUS LES AUTRES ils sont tenus de se montrer sincères, et d'être les amis passionnés de la vérité scientifique. C'est le seul reproche que nous ayons à faire à la brillante leçon de M. Gaston Paris. Peu d'érudits ont eu de tels commencements : à vingt-six ans, il a le grand prix Gobert, et est appelé à une chaire du Collège de France.

Depuis quelques jours l'École des chartes a rouvert ses très-humbles portes à son public modeste et peu nombreux. Chère école ! Qui pense à l'aller chercher au Marais ? Et cependant, où trouver ailleurs, dans tout Paris, dans toute la France, l'enseignement spé-

cial qu'on y distribue avec tant de courage, avec tant de clarté. C'est là que se trouve la seule chaire d'Archéologie du moyen âge que nous puissions montrer fièrement à l'Allemagne savante, et aussi la seule chaire de Philologie française et provençale, et à peu près aussi la seule chaire de Droit féodal !

Puisque j'en suis aux cours publics, pourquoi ne parlerai-je pas du discours récemment publié de M. Athanase Coquerel fils, et adressé par lui à l'Alliance évangélique de Neuilly. Les sermons des ministres protestants ressemblent étonnamment aux leçons de nos professeurs ; ce sont, à vrai dire, de véritables conférences (comme celles de la rue Scribe). M. Coquerel fils avait pris pour sujet cette question scabreuse : *Pourquoi la France n'est-elle pas protestante ?* Il en donne mille raisons : et que nous sommes une nation frivole, et que le calvinisme s'est montré trop rigide, trop triste, trop ennuyeux, et que le gouvernement de la France a été un gouvernement despotique, etc., etc., etc. Mais enfin, dans toute cette rhétorique il y a un parfum de sincérité que j'honore, et je ne puis m'empêcher de citer les lignes suivantes qui, à force d'honnêteté, arrivent à être éloquentes : « N'excommunions personne, mes frères (!) Quand je relis les *déplorables* négations de Luther, refusant le libre arbitre à l'homme ou le *DÉTESTABLE* enseignement de Calvin sur l'absolue prédestination de la grande majorité des hommes, quoi qu'ils fassent, à un éternel enfer, je proteste contre les erreurs énormes de ces premiers protestants ; je joins le cri de ma conscience à la voix de mes adversaires ; je bénis Dieu de ce que leurs bienfaits et leur gloire *ne nous enchaînent pas à leur doctrine dans ce qu'elle a de faux* ; je bénis Dieu de ce que la Réforme n'est pas finie... » Si vraiment, elle est finie, et vos paroles le prouvent. Elle est en pleine décomposition : *jam fætet !*

Après les Cours publics, les Bibliothèques et les Archives nous réclament.

Il y a déjà plusieurs années que les Archives de l'Empire ont commencé à publier la série de leurs Inventaires. C'était entrer avec quelque hardiesse dans une voie toute nouvelle. Quelle physionomie devait-on prêter à ces Catalogues ? Leur donnerait-on ce caractère séchement administratif et uniquement analytique que présentent les *Inventaires* d'ailleurs fort précieux de nos Archives départementales ? On ne put s'y résoudre. Il fut décidé que l'on publierait les pièces les plus intéressantes, les plus antiques. Un savant, dont les Archives de l'Empire regrettent la mort récente, M. Teulet fraya la route en publiant les deux premiers volumes du *Trésor des Chartes*¹ ;

¹ Chez Plon, où se trouvent aussi tous les autres Inventaires des Archives.

M. Douet d'Arcq fit paraître l'*Inventaire des sceaux*, M. Boutaric les *Actes du Parlement*. Au moment où j'écris, l'activité ne s'est pas ralentie; tout au contraire. Je tiens entre mes mains le second volume du *Trésor des Chartes*, qui a paru il y a trois mois; j'ai là, tout près de moi, le premier volume qui paraîtra dans un mois peut-être des *Titres de l'ancienne maison ducale de Bourbon*; le recueil intitulé : *Monuments historiques*, qui sera mis en vente prochainement; le second volume des *Actes du Parlement*, et enfin les premières feuilles d'une excellente *Notice* de ce Musée paléographique qui va bientôt s'ouvrir au palais des archives de l'Empire.

Tous ces travaux ont un caractère commun : les auteurs n'y affichent pas la prétention d'être des historiens. Ils s'attribuent un rôle beaucoup plus modeste, mais non moins utile : « Nous sommes les auxiliaires de l'historien, ses auxiliaires indispensables. Nos inventaires sont un chantier où nous préparons les matériaux de l'histoire. Viennent ensuite l'architecte qui les dispose à leur vraie place et en fasse un monument plein d'harmonie et de beauté. » L'historien, le véritable historien est là, richement inspiré, fougueux, illuminé. Les auteurs de nos Inventaires, plus froids, se tiennent derrière lui, et lui disent : « Ami, consultez ces documents que nous avons pris la peine d'analyser pour vous. » Et si l'historien ne les consulte pas, il se trompera souvent et lourdement. Et nous aurons un Michelet qui imagine, au lieu d'avoir un Thiers qui constate.

C'est cette pensée qui a été clairement exprimée par le Directeur général des archives, dans sa *Préface* de l'*Inventaire du Bourbonnais*. Je suis heureux d'être le premier à pouvoir citer ce livre, qui n'est pas encore dans le domaine public : « Le savant historien de Frédéric II (M. Huillard-Breholles, auteur de cet *Inventaire du Bourbonnais*), pouvait certes raconter avec autorité et avec charme les vicissitudes de la famille batailleuse et envahissante des anciens ducs de Bourbon jusqu'à la fuite du connétable en 1523, qui finit l'histoire de cette puissante maison; mais il s'en gardera bien. M. Huillard-Breholles maintiendra son rôle d'archiviste, faiseur d'outils historiques, en analysant neuf mille pièces et à la fin ajoutant des tables de noms, de lieux, de personnes, disposées de façon à répondre à toutes les recherches érudites. Dans son introduction, il établira spécialement d'une façon claire et méthodique, comment se forma par mariages, acquisitions, donations, échanges, etc., cet immense apanage qui, ayant pour point de départ, au XII^e siècle, la petite baronnie de Bourbon l'Archambaud, embrassait au XVI^e siècle à peu près neuf de nos départements actuels; chemin faisant, il rectifiera la généalogie des comtes de Forez, des sires de Beaujeu, des dauphins d'Auvergne, des maisons de Levis, de Villars, d'Harcourt, etc. »

Le premier volume de l'*Inventaire du Bourbonnais* ne renferme pas moins de six cents pages in-quarto, à deux colonnes. On y trouve l'analyse de trois mille cinq cent huit pièces dont les plus importantes sont publiées *in extenso*. La plus ancienne est de 878, la dernière est de 1382. Parmi ces documents qui nous font entrer intimement dans la vie d'une ancienne province, nous signalerons le « Partage de la monnaie de Souvigny entre le prieuré de Souvigny d'une part et les sires de Bourbon d'autre part (p. 99); » un « état des chevaux que le comte de Clermont a perdus dans les tournois de Montaigu, Tours et Senlis, en 1297, 1298 et 1299. » (En ces trois années et en quatre tournois, on ne compte pas moins de vingt et un chevaux morts et perdus); le « Tarif des droits perçus sur les marchandises passant ou vendues à Gien (en 1303); » l'acte par lequel « Marguerite, veuve de Jean de Chalon, comte d'Auxerre, dépose sa ceinture sur la tombe de son mari au moment de l'inhumation, comme symbole de renonciation à la communauté de biens qui avait existé entre eux (1309); » le « Testament de Robert, fils de saint Louis, comte de Clermont, et sire de Bourbon (1317): » on y trouve ces paroles remarquables : « Je voel et consant que mi forfait soient amendé et soient restabli entièrement sans despens nul et alongement et à tous qui de droit se réclameront que ou leur a aucune cose osté non justement ou par violence; » les « Doléances présentées au sire de Mercœur, représentant du Roi en 1318, par les nobles et les non nobles de la province d'Auvergne qui se prétendaient lésés dans leurs droits par les officiers royaux, avec les réponses des commissaires du Roi; » etc., etc., etc. On voit que les érudits trouveront dans l'*Inventaire du Bourbonnais* un riche filon à exploiter dans une mine qui est bien loin d'être encore épuisée. Espérons que de cet excellent catalogue, dressé avec l'habileté la plus consommée et le soin le plus consciencieux, il sortira bientôt une histoire complète du Bourbonnais et du Forez, une histoire qui n'étudiera pas seulement les événements militaires et les classes élevées de la société, mais qui nous fera connaître la vie de tous les habitants de ces provinces, qui nous fera vivre à leur foyer, à leur table, dans leurs marchés, sur leurs places. Alexis Monteil, dans son *Histoire des Français des divers états* nous a ouvert une bonne voie où il n'a marché lui-même que d'un pas mal assuré. Sachons l'imiter, et le surpasser.

Dans le courant de l'année 1867, s'ouvrira aux Archives de l'Empire un « Musée paléographique et sigillographique » qui ne sera pas la moindre curiosité offerte par le nouveau Paris aux cent mille étrangers dont on entend déjà le mouvement presque épouvantable. Dans les anciens salons de l'hôtel Soubise (les plus beaux de Paris),

s'épanouiront, soigneusement abrités sous des vitrines, les Diplômes mérovingiens en papyrus, les Ordonnances de nos rois, les Chartes de nos communes, et mille autographes précieux, depuis la signature de saint Éloi jusqu'à la griffe de Robespierre. Les empreintes de nos sceaux sont aujourd'hui au nombre de plus de quinze mille, et les Archives de l'Empire envoient dans les provinces les missionnaires de la sigillographie qui, par de nouveaux moulages, promettent à notre trésor un enrichissement sans fin. C'est devant ces monuments du passé qu'il ferait bon professer un cours de paléographie élémentaire. Comme la botanique, la paléographie ne s'apprend bien que grâce à des herborisations multipliées. Le Directeur général des Archives l'a compris. Il a fait rédiger par l'élite de son personnel la *Notice* de son musée. Mais ne vous attendez pas à un livre sec, à une nomenclature inintelligente. Non : cette notice formera un volume in-quarto de près de mille pages, et, qui l'eût cru, elle sera *illustrée* ! D'admirables fac-simile, dus à un nouveau procédé, prendront leur place dans un texte analytique et clair qui expliquera, qui élucidera en peu de mots toutes les vicissitudes de l'histoire des écritures et de l'histoire des formules en France. Ce sera véritablement un nouveau *Traité de Diplomatie* méthodique et lumineux. Le travail est déjà avancé, et les auteurs en sont arrivés au règne de Philippe de Valois. Parmi tous ces inventaires, ce sera (je le dis tout bas), ce sera le volume universellement préféré.

Aucun *Inventaire des archives départementales* n'a paru récemment. Mais nous croyons être utile à nos lecteurs en mentionnant ici, aussi complètement que possible, les éléments actuels dont se compose la collection de ces *Inventaires* tant pour les archives des Préfectures que pour celle des Hôpitaux et des Communes ¹.

Il faut encore vingt bonnes années pour que la France puisse offrir à ses savants et à ceux de l'Europe le Catalogue complet de ses dépôts d'archives. C'est alors, mais alors seulement, qu'une Histoire de France, vraiment complète, sera enfin d'une exécution possible. Ayons de la patience..... si nous pouvons.

¹ ARCHIVES DÉPARTEMENTALES, Inventaires publiés. — *Aube* (Séries C-D); *Aude* (Série B); *Bouches-du-Rhône* (B); *Côte-d'Or* (B); *Doubs* (C); *Drôme* (B-C); *Eure-et-Loir* (B); *Gard* (C); *Gironde* (C); *Haute Garonne* (A-B); *Hérault* (C); *Isère* (A et B); *Loire* (A-C); *Loire-Inférieure* (B); *Lot* (A et C); *Maine-et-Loire* (A-E); *Manche* (A); *Nord* (A-B); *Basses-Pyrénées* (B-C-D); *Bas-Rhin* (A-E); *Haut-Rhin* (A-C-E); *Rhône* (A-D); *Haute-Saône* (B); *Seine-et-Marne* (A-H); *Seine-et-Oise* (A); *Seine-Inférieure* (C-D).

ARCHIVES COMMUNALES, Inventaires publiés. — *Lyon, Villefranche, Grasse, Bar-sur-Seine*.

ARCHIVES HOSPITALIÈRES. — *Hôtel de Dieu de Paris*.

Histoire de la charité : il faut espérer que ce beau livre se fera quelque jour, et depuis longtemps nous songeons à l'écrire nous-même. Mais dans l'état actuel de la science, nous manquons des meilleurs matériaux pour élever ce monument. C'est à peine si nous possédons quelques Statuts de Maisons-Dieu, quelques monographies comme celles de M. Léopold Delisle sur l'hôpital de Gonesse. D'ailleurs, sur cent personnes lettrées, il en est bien quatre-vingt-dix neuf qui supposent très-sincèrement que les Sœurs de charité remontent à saint Vincent de Paul et qu'on n'en trouverait point trace avant le *grand siècle*. C'est une erreur profonde. Au temps de saint Louis, il y avait peut-être en France vingt ou trente mille frères et sœurs de la charité; il y avait en Europe plusieurs milliers de maladreries et d'hôtels Dieu dont on ne connaît nullement les origines, l'organisation admirable, les bienfaits. Par bonheur, il y a en France des archives hospitalières qui sont depuis quelque temps l'objet de soins tout spéciaux. A côté des *Inventaires-sommaires* des archives départementales, on commence à publier les *Inventaires-sommaires* des archives hospitalières. Paris a donné l'exemple, et M. Husson, directeur de l'assistance publique, vient de faire paraître le tome premier de l'*Inventaire de l'Hôtel-Dieu*. Nous appelons tout particulièrement l'attention de nos lecteurs sur la nomenclature précieuse des *Anciens règlements de l'Hôtel-Dieu*. « En 1362, l'évêque de Paris autorise la fondation d'une confrérie pour secourir les femmes, les enfants, les pauvres honteux et les convalescents sortant de l'Hôtel-Dieu. En 1497, un arrêt du Parlement décide que les pauvres de l'Hôtel-Dieu seront placés dans un lieu plus convenable; qu'il y aura à l'Hôtel-Dieu dix à douze religieux dont les uns administreront les sacrements aux pauvres et les autres s'occuperont du temporel de l'hôpital sous la surveillance des proviseurs nommés par le chapitre. » D'ailleurs, l'Hôtel-Dieu a passé par toutes les phases qu'ont traversées les autres établissements de charité. Aux *xii^e* et *xiii^e* siècles, il a merveilleusement prospéré; aux *xv^e* et *xvi^e* siècles, il a subi une décadence regrettable; au *xvii^e* siècle, il s'est de nouveau élevé à une prospérité qui dure encore. Avec cet inventaire de ses archives, on pourra maintenant écrire une bonne histoire de l'Hôtel-Dieu de Paris; nous l'attendons.

Et maintenant la voilà terminée, cette première *Chronique* que nous essayerons de rendre à l'avenir moins incomplète et plus vivante. Le prochain trimestre, nous comptons interroger à leur tour les journaux quotidiens, dont les éphémérides recèlent tant de médiocrité dangereuse et les Revues qui popularisent la mauvaise histoire avec une rapidité, avec une puissance dont on ne se rend pas un compte assez exact. Aujourd'hui, nous nous sommes

laissé aller à entretenir le lecteur de certaines nouveautés, de certaines primeurs qu'une heureuse fortune avait fait tomber entre nos mains. Nous avons surtout cherché à montrer le chemin de ces archives où sont disposés, tout taillés, tout prêts, les matériaux avec lesquels s'élèvera le bel édifice de notre histoire religieuse et de notre histoire nationale. Certains se persuadent à tort que nos « parchemins poudreux » renferment je ne sais quelle essence d'ennui. Qu'ils se détrompent. On apprend en vérité beaucoup de choses étonnantes dans ces vieux monuments du passé. N'est-ce donc rien, par exemple, que d'y apprendre comment l'Eglise a vingt fois, cent fois déjà, passé par des épreuves semblables à celle de nos jours ; et comment, vingt fois, cent fois déjà, elle en est sortie triomphante et radieuse ? Un esprit mal fait a dit de nos Archives et de nos Bibliothèques que c'étaient de vastes nécropoles. Rien n'est plus vivant, au contraire : car elles contiennent la Vérité qui ne meurt pas.

LÉON GAUTIER.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Dissertation sur l'incertitude des cinq premiers siècles de l'histoire romaine, par Louis de BEAUFORT. Nouvelle édition, avec une introduction et des notes, par Alfred BLOT, professeur d'histoire au collège Stanislas. Paris, Maillet, 1866, in-8° de xiv-340 pages.

M. Michelet, dans la préface de son *Histoire romaine*, n'a pas craint d'appeler admirable le livre de L. de Beaufort, ajoutant qu'un tel livre méritait bien d'être réimprimé. Quelques années plus tard, M. Taine, dans son *Essai sur Tite-Live*, prodiguait les éloges à ce même ouvrage. M. Blot, séduit par d'aussi flatteuses appréciations, et considérant d'ailleurs que le volume de 1750 était devenu tellement rare qu'il était presque introuvable, en a donné une édition qui ne peut manquer d'être favorablement accueillie. La dissertation de L. de Beaufort est indispensable à tous ceux qui s'occupent d'histoire ancienne, tant à ceux qui croient que cette dissertation a « jeté le vieux roman par terre, » qu'à ceux qui reprochent trop de hardiesse à la thèse si habilement et si savamment soutenue par le précepteur du prince de Hesse-Hombourg. J'engage vivement ceux qui ne connaissent point ce terrible réquisitoire contre Tite-Live et Denys d'Halicarnasse à le lire : ils s'étonneront de tout ce qu'il y a dans ce livre de clarté, de sagacité, d'érudition et aussi de verve, notamment, pour

ce dernier point, dans les incisives et spirituelles *remarques sur l'écrit d'un certain Allemand*, etc. (p. 301-326). —

Au texte de L. de Beaufort, débarrassé des nombreuses fautes d'impression qui gâtent l'édition de La Haye, M. Blot a joint des notes qui ne sont pas assez abondantes (elles ne remplissent que quatre pages, à la fin du volume), et une Table des auteurs cités dans l'ouvrage, table où manque l'indication des pages. L'introduction du professeur d'histoire au collège Stanislas ne nous offre aucun renseignement biographique sur le précurseur de Niebühr. M. Blot se contente de renvoyer aux biographies Michaud et Didot; il aurait pu renvoyer aussi à la *France protestante*, où l'on a rappelé que M. J.-J. Ampère a vanté, dans son cours, cette *dissertation*, regrettant que Montaigne n'ait fait aucune mention d'un livre aussi remarquable. On aurait aimé à trouver, en cette *introduction*, un historique des travaux dont l'histoire romaine a été l'objet depuis la publication de la dissertation de L. de Beaufort, historique qui, en grande partie, a été retracé par M. Raoul-Rochette (*Journal des savants* de 1816) et par M. Léo Joubert (*Revue contemporaine* du 15 mai 1859, article sur l'ouvrage du sceptique sir George Cornewal Lewis, *An inquiry into the credibility of early Roman History*, 2 vol. in-8°, 1853).

T. DE L.

Histoire des Gaulois d'Orient, par Félix Robiou, élève de l'Ecole normale, agrégé d'histoire, docteur ès lettres. Paris, Durand, 1866, in-8° de viii-309 p., avec carte.

Auteur d'un mémoire couronné par l'Académie des inscriptions il y a trois ans, M. Robiou publie aujourd'hui ce mémoire avec les corrections et les compléments suggérés par la critique et par une étude plus attentive. Sujet aussi neuf que difficile, l'*Histoire des Gaulois d'Orient* est traitée avec beaucoup d'érudition et de sagacité. Après avoir rappelé la fraternité de race qui unit les Cimmériens et les Gaulois, M. Robiou discute la date, non pas de l'invasion de ces peuples, comme dit Hérodote, mais de leurs invasions, comme parle Strabon. D'une série de faits habilement groupés, il déduit qu'il y avait des Cimmériens beaucoup plus rapprochés de l'Ionie que ceux de la vallée du Dniester, et qu'une partie d'entre eux ayant reflué vers l'Europe occidentale, opérait de l'est à l'ouest une émigration que certains auteurs ont cru n'avoir été opérée que de l'ouest à l'est. Le savant professeur marque ensuite les positions extrêmes occupées par la race gauloise, et montre les Gaulois d'Illyrie, excités peut-être par la venue d'une peuplade de la Gaule, arrivant dans la Grèce affaiblie, quelques années après la ruine entière de la monarchie d'Alexandre. En parlant du pillage du temple de Delphes et de l'importation à Toulouse de ses trésors monnayés, M. Robiou rappelle les arguments de M. Lenormant, puisés dans l'étude de la numismatique; il pense avec lui que la Grèce dut son salut à la retraite des ennemis, et non à un échec, réel sans doute, mais considérablement augmenté par la tradition nationale, tout comme cet autre échec essuyé devant Rome par Porsenna.

Etablis en Asie Mineure, les Gaulois devinrent les mercenaires des rois

Antigone, Pyrrhus, etc., et jouèrent un grand rôle militaire, sinon politique, dans les affaires de l'Asie occidentale. Dans cette histoire un peu vague des Séleucides, M. Robiou évite avec raison les affirmations trop précises, mais il réunit toutes les lumières propres à l'éclairer. Le chapitre sur la topographie de la Galatie est précieux: l'indication de la marche de Manlius à travers l'Asie Mineure n'avait pas encore été donnée. En parlant du culte matérialiste de Cybèle, d'origine sémitique, M. Robiou montre comment il pénétra graduellement dans la croyance des Galates, séparés de leurs Druides, et ainsi disposés à adopter une religion étrangère: mais en revanche, il retrouve chez les Gaulois d'Orient une grande analogie d'institutions politiques avec les Gaulois d'Occident. La Galatie, devenue province impériale, fut gouvernée par un propréteur, sorte d'intendant de notre ancienne monarchie; le christianisme s'y établit, malgré le culte de Cybèle qui, en se défigurant, persista encore. M. Robiou conduit l'histoire de ces peuples jusqu'aux temps des croisades; mais depuis le vii^e siècle, depuis l'occupation du pays par les Perses d'abord, par les Arabes ensuite, il n'y a plus de patrie pour les Galates. Tel est ce livre, fruit d'une étude approfondie des textes anciens, résumé intelligent des travaux contemporains de MM. de Saulcy, Oppert, Texier, Waddington, Contzen, etc., écrit par un homme de science et de talent, et qui vient combler d'une manière heureuse quelques-unes des nombreuses lacunes de l'histoire ancienne d'Asie.

H. DE L'E.

L'Assomption de la sainte Vierge, et les livres apocryphes qui s'y rapportent, par M. l'abbé LE HIR. *Etudes religieuses, historiques et littéraires*, août 1866.

Afin de prouver que la sainte Vierge

a été privilégiée jusque dans son sépulcre et enlevée glorieuse au ciel, il faut recueillir les révélations surnaturelles qui annoncent ce fait; mais à défaut de documents positifs, on peut aussi tenir compte de la tradition orale. M. l'abbé Le Hir, dans sa savante dissertation, nous montre cette tradition formulée, même en dehors des écrits des saints Pères, dans plusieurs livres apocryphes sur la sainte Vierge, compositions indigestes, légendaires, remplies d'erreurs, mais toutes unanimes sur ce point. Cette unanimité est précieuse, d'autant plus qu'on ne peut nier que la légende de Leucius, par exemple, écrite par un faussaire hérétique, juif probablement, et composée au second siècle, n'ait une certaine valeur historique. Il en est de même des fragments intitulés les *Obsèques de la Vierge*, publiés par le Dr Wright, d'après un manuscrit syriaque du ve siècle, dont le texte, plus ancien, est antérieur au concile d'Ephèse; du livre copte sur la mort de la Vierge, postérieur au concile de Nycée; du livre du faux Méliton sur le trépas de la Vierge, datant du vie siècle; enfin, du livre attribué à saint Jean l'Evangéliste, et que son éditeur, M. Tischendorf, croit être du ive siècle, mais qui, selon M. l'abbé Le Hir, appartient au viie ou viiie siècle. Il est donc constant, par le témoignage des livres apocryphes, qu'aux ve, vie, viie siècles au moins, l'Orient et l'Occident s'unissaient dans la croyance que la Vierge était glorifiée dans son corps comme dans son âme. Ces livres, condamnés par l'Eglise, n'ont pas formé sa tradition; mais ils ont pu exercer une influence sur l'opinion des peuples. Il est intéressant de suivre M. l'abbé Le Hir dans les études auxquelles il se livre : érudition et sagacité s'y trouvent réunies; jusqu'ici l'on n'avait pas tiré un aussi grand parti des témoignages des livres apocryphes, en faveur de la tradition constante de l'Eglise.

H. DE L'E.

Mémoire sur la légalité du Christianisme dans l'Empire romain au premier siècle, par M. B. AUBÉ, professeur de philosophie au Lycée Bonaparte. Paris, 1866, in-8° de 24 p. (Extr. des *Comptes rendus de l'Académie des inscript.*.)

M. Aubé adopte la doctrine exposée par M. le chevalier de Rossi, touchant la légalité du christianisme au 1er siècle, et il va même plus loin que M. de Rossi, car il ne veut pas reconnaître que cette tolérance ait été violée deux fois par des édits de persécution générale sous Néron et sous Domitien. En critiquant avec une certaine vivacité « la fantaisie et l'esprit d'hypothèse » de l'illustre archéologue romain, en repoussant par exemple ses « commentaires fort hasardés » sur le *graffito* de Pompei où s'est rencontré le mot *christianos*, M. Aubé croit que M. de Rossi, et avant lui les écrivains ecclésiastiques, « ont agrandi outre mesure la portée des événements de l'an 64 et de l'an 93, » c'est-à-dire des deux premières persécutions contre les chrétiens. « S'ils furent frappés en masse à Rome par ordre de Néron, ils furent désignés aux coups par l'impopularité notoire de la secte. » M. Aubé soutient, contre M. de Rossi, que ces coups n'atteignirent point les chrétiens des provinces de l'Empire. M. Aubé ajoute : « La raison de ces rigueurs fut, non une divergence d'opinions en matières religieuses, mais l'incendie de Rome, que l'empereur leur attribua. On peut supposer aussi que quelques chrétiens furent exécutés ou bannis à la fin du règne de Domitien, mais ces condamnations, dont on ne saurait dire précisément les motifs, n'eurent aucun caractère de généralité. Dans les deux cas, ce furent des coups d'autorité frappés en dehors de toute préoccupation politique ou religieuse sur des individus plutôt que sur une secte. » Telles sont les conclusions formulées par M. Aubé lui-même à la fin de sa savante argumentation. Nous

n'avons pas à les discuter ici. M. de Rossi, attaqué par M. Aubé, répondra sans doute, car la question de savoir s'il y a eu ou non des persécutions générales de chrétiens au premier siècle vaut la peine d'être complètement éclaircie. Toutefois nous ferons remarquer que les doutes formulés par le professeur français vont parfois un peu trop loin. M. Aubé « ignore » si saint Pierre et saint Paul étaient à Rome en l'an 68; il trouve que « la fin de la carrière du premier est profondément obscure. » Ce sont là des affirmations auxquelles, après Foggini (*de Romano itinere Petri et Episcopatu*, Florence 1744) et d'autres écrivains, vient de répondre encore Mgr Bartolini, membre de la Commission d'archéologie sacrée à Rome, dans son récent opuscule : *Sopra l'anno LXVII dell'era volgare se fosse quel del martirio dei gloriosi principi degli apostoli Pietro e Paulo osservazioni*. H. DE L'E.

Défense de l'Eglise contre les erreurs historiques de MM. Guizot, Aug. et Am. Thierry, Michelet, Ampère, Quinet, Fauriel, Aimé Martin, etc., par l'abbé J. M. S. GORINI, chanoine honoraire de Belley. 4^e édition, précédée d'une notice biographique sur l'auteur. Paris et Lyon, Félix Girard, 1866, 4 vol. in-12.

L'abbé Gorini, dont on chercherait vainement le nom dans la *Nouvelle Biographie générale* et dans le *Dictionnaire des contemporains*, doit être compté, personne ne l'ignore, parmi les plus remarquables érudits de notre siècle. Simple curé de campagne, il a eu l'honneur de lutter victorieusement contre des professeurs au collège de France, contre des membres éminents de l'Institut, et le livre qui résume les longues et patientes recherches de toute la vie de ce nouveau bénédictin, est un livre qui ne périra pas. On sait que la *Défense de l'Eglise* est di-

visée en deux parties, la première intitulée : *de quelques faits et de quelques personnages importants de l'histoire ecclésiastique*, et la seconde : *de la hiérarchie ecclésiastique*. Nous n'énumérerons pas les divers chapitres d'un livre qui se trouve entre toutes les mains. Bornons-nous à rappeler les plus importants : la bibliothèque d'Alexandrie; saint Sidoine Apollinaire; Clovis et le clergé gaulois; saint Colomban; l'Eglise celtique; saint Grégoire de Tours; sainte Radegonde; Hincmar, archevêque de Reims; Lothaire, roi de Lorraine (que le pape Adrien a fausement été accusé d'avoir empoisonné); saint Grégoire VII; du gouvernement des églises particulières du 1^{er} au 19^e siècle; la papauté : tradition historique; apparition dans l'Eglise; origine; rapports avec l'Italie septentrionale, l'Eglise espagnole, l'Eglise gallicane et tout l'Occident.

Dans ses trente-trois chapitres, l'abbé Gorini réfute bien un millier d'erreurs, petites ou grandes. Les écrivains qu'il combat, avec une courtoisie qui n'exclut pas toujours une pointe de malice et d'ironie, sont, outre ceux dont les noms sont cités dans le titre même de l'ouvrage, Chateaubriand, Lamartine, Cousin, Villemain, Letronne, Walckenaer, Beugnot, D. Nisard, de Saint-Priest, Libri, Ludovic Lalanne, Ph. Le Bas, Viennet, etc. L'intrépide athlète n'attaque pas seulement les fausses assertions des écrivains français, mais encore celles qu'il rencontre dans la *Revue britannique* et dans la *Bibliothèque universelle de Genève*. Enfin, les savants d'un autre âge ne sont pas non plus épargnés, et Gibbon, le P. Longueval, dom Plancher et même dom Vaissète, sont parfois redressés.

Certes tout n'est pas parfait dans les quatre volumes de l'abbé Gorini. Sur certains points, ses recherches ont été insuffisantes, et quelques-unes des propositions qu'il a cru devoir soutenir

sont contestables. Mais, en somme, combien il y a dans son livre de judicieuses appréciations, d'aperçus nouveaux, de féconds rapprochements ! combien le critique y montre une science éclairée et consciencieuse ! Les qualités déployées dans la *Défense de l'Eglise*, il faut d'autant plus les admirer, que l'abbé Gorini n'a jamais rien dû qu'à lui-même, et que c'est, on le sait, dans un modeste presbytère, loin des bibliothèques, qu'il a composé le livre auquel d'illustres adversaires ont rendu le plus beau des hommages, en s'empressant de refondre, d'après les observations, qui s'y trouvent consignés, des ouvrages déjà consacrés par le succès. La notice biographique mise par M. Claudius Hébrard en tête du premier volume de la *Défense de l'Eglise*, et qui est pleine de détails intéressants, nous montre que, chez l'abbé Gorini, l'homme valait le savant. C'est tout dire.

T. DE L.

Dictionnaire des Controverses historiques, ou réhabilitation en général des institutions, des personnages, et des faits compromis et dénaturés soit par les erreurs, soit par les calomnies de l'histoire. Examen critique et particulier des historiens contemporains : Guizot, Thierry, Ampère, Michelet, Quinet, Fauriel, Henri Martin, Lamartine, etc.; **le Saint-Siège et la papauté avec les questions qui s'y rattachent :** Grégoire VII, Boniface VIII, Clément V, etc., Albigeois. édit de Nantes, Inquisition, Ligue, Pragmatique Sanction, Saint-Barthélemy, Templiers, temporel des rois, Henri d'Allemagne, Droit du seigneur, croisades, couvents, moines, Pères de l'Eglise, etc. etc., par L. F. JEHAN (de Saint-Clavien). Paris, J. C. Migne, 1866, in-4° de 1392 colonnes.

Le *Dictionnaire des controverses historiques*, qui forme le tome 66° de la troisième et dernière *Encyclopédie théologique* de M. l'abbé Migne, « publication sans laquelle on ne saurait parler,

lire et écrire utilement et exactement, n'importe en quelle situation de la vie » (est-ce assez de charlatanisme ?), le *Dictionnaire des controverses historiques*, dis-je, est une compilation pour laquelle il n'a fallu qu'une grossière paire de ciseaux. Presque tout le livre de l'abbé Gorini a été découpé en un certain nombre d'articles, rangés par ordre alphabétique, notamment les articles : *M. Ampère et la bibliothèque d'Alexandrie*; *M. Ampère et saint Hilaire d'Arles*; *M. Ampère et saint Irénée, évêque de Lyon*; *M. Ampère et saint Avile, évêque de Vienne*; *M. Ampère et saint Colomban*, *M. Ampère et saint Sidoine Apollinaire*; *M. Ampère et saint Vincent de Lerins*; *M. Ampère et saint Prosper*; *Antipodes, Ausone, M. Beugnot et le poète Ausone*; *M. Beugnot et saint Paulin*; la *Bible et les citations de M. Michelet*; *M. Charpentier et saint Sidoine*; *Chateaubriand, Eglises particulières*; *Fauriel et saint Sidoine, les Francs*; *M. Guizot et le menu peuple*, *M. Guizot et les Gallo-Romains*; *Tonance Ferréol, Eutrope et Consense*; *M. Guizot et saint Hilaire d'Arles*, *M. Guizot et Sidoine Apollinaire*, *M. Guizot et saint Colomban*; *M. Abel Hugo et saint Avile*; *M. Le Bas et saint Hilaire d'Arles*; *Lothaire, roi de Lorraine, fut-il empoisonné par le pape Adrien II?* *M. Mermet et saint Avile*; *M. Michelet, Clovis et Grégoire de Tours*, *M. Michelet et l'Eglise celtique dans les Iles Britanniques*; *M. Nisard et Sidoine Apollinaire*; *M. Quinet et saint Pierre et saint Paul*; *M. de Saint-Priest et saint Colomban*; *Augustin Thierry et l'Eglise celtique en Armorique*, *Augustin Thierry, les Francs et les évêques des Gaules*; *M. Amédée Thierry et saint Sidoine Apollinaire*; *M. Vaudoncourt et Clovis*; Presque tous les autres articles sont empruntés aux *Annales de philosophie chrétienne*, et, parmi ceux-là, il s'en trouve plusieurs qui ont été commu-

niqués par moi à M. Bonnetty, et au sujet de la reproduction desquels j'aurais au moins dû être consulté, quand ce n'eût été que pour avoir l'occasion de dénoncer au plus fécond des collaborateurs de M. l'abbé Migne quelques fâcheuses fautes d'impression, qui ont été par lui trop religieusement conservées. En dehors des morceaux extraits, ou plutôt *arrachés* du livre de l'abbé Gorini et du recueil de M. Bonnetty, il en est un petit nombre qui proviennent du livre de M. Ch. Barthélemy intitulé : *Erreurs et mensonges historiques*, par exemple le morceau sur la révocation de l'édit de Nantes, où l'on retrouve, entre autres énormités, cette énormité dont il a été fait depuis longtemps si bonne justice dans le *Dictionnaire* de Moréri : « le baron des Adrets, altéré de sang, y baignait ses enfants, pour diminuer en eux l'horreur de le répandre. » Je pourrais reprocher à M. Jehan d'avoir introduit dans son *Dictionnaire* des observations qui s'appliquaient justement à la 2^e édition de l'*Histoire de France* de M. H. Martin, et qui n'ont plus de raison d'être, depuis que les erreurs sur lesquelles elles portaient ont disparu de la 3^e et surtout de la 4^e édition; je pourrais lui reprocher encore d'avoir regardé, dans l'article sur l'*Imitation*, comme l'auteur de ce beau livre le fabuleux Gersen, dont j'ai dit autrefois (*Preuves que Thomas A Kempis n'a pas composé l'Imitation de N.-S. J.-C.*) qu'il était tout simplement le fils d'une faute d'orthographe; mais c'est trop s'occuper d'un livre de si peu de valeur.

T. DE L.

La célèbre contestation entre S. Étienne et S. Cyprien, par Mgr Vincent TIZZANI, de l'ordre des chanoines de Latran, archevêque de Nisibe, traduit de l'italien par l'abbé J. RANVIER. Paris, Wataefier, 1866, in-8° de 342 pages.

S'il est un point d'histoire ecclésiastique souvent invoqué par les protestants pour justifier leurs prétentions, c'est la contestation élevée entre saint Étienne et saint Cyprien. Saint Cyprien se serait, dit-on, opposé au Pape; il aurait attaqué la papauté et lui aurait refusé l'obéissance. Tout le monde a cru et croit encore aux torts réels de l'évêque de Carthage, car il y a, dit-on, pour établir ces faits, des pièces nombreuses, neuf au moins, dont l'authenticité a été reconnue. Toutefois, en 1733, un religieux franciscain, Missorio, entreprit le premier de défendre saint Cyprien; mais sa voix n'a été entendue de nos jours que par un très-petit nombre de catholiques. La question cyprianique, comme l'appelle monseigneur Tizzani, a pu être expliquée, palliée; elle n'a pas été radicalement niée, et cependant il faut la nier. Il faut nier que saint Cyprien se soit révolté contre le pape au sujet du baptême des hérétiques, parce qu'il faut reconnaître que les pièces sur lesquelles on fondait cette accusation sont apocryphes, ont été inventées par des Donatistes, qui, à la faveur des troubles survenus en Afrique et des incendies d'archives, ont pu donner l'appui du nom de saint Cyprien à certains évêques orientaux opposés au Pape sur la question du nouveau baptême des hérétiques. Mgr Tizzani procède avec gravité : après avoir raconté l'histoire de la contestation et exposé l'état de l'Église de Carthage pendant l'épiscopat de saint Cyprien, le savant prélat pose neuf règles incontestables de critique historique et littéraire; puis une fois ces règles établies, il examine un à un les neuf documents invoqués contre saint Cyprien, les lettres de cet évêque aux évêques de Numidie, à Quintus, au pape Étienne, à Jubain, à Pompée, les décrets du pape Étienne et du troisième concile de Carthage; il discute les textes, il montre la doctrine

de ces documents en opposition avec la doctrine constante du saint docteur, en contradiction avec son esprit, qui d'intelligent serait devenu tout à coup ignorant et stupide, avec son caractère ordinairement doux, changé en un caractère arrogant, orgueilleux, obstiné, turbulent. Il faut lire ces pages puissantes d'argumentation, fortes dans le fond, modérées dans la forme. S'il n'y a pas eu erreur de la part de saint Cyprien, il n'y a pas eu évidemment de rétractation. On ne pouvait guère rendre cette démonstration plus solide que ne l'a fait Mgr Tizzani. Si des doutes s'élèvent encore à ce sujet, on devra commencer par réfuter les objections sérieuses présentées contre l'authenticité des documents, et jusqu'à ce que cette réfutation ait été produite, nous tiendrons avec Mgr Tizzani le fait de la contestation entre saint Cyprien et le pape saint Étienne comme un fait à éliminer de l'histoire.

H. DE L'E.

Le pouvoir temporel du Pape devant l'enseignement catholique et l'histoire, par M. l'abbé LAVENTURE. Tarbes et Paris, 1866. in-12 de 378 p.

L'auteur de ce volume annonce qu'il est composé « d'après un plan très-naturel et tout à fait nouveau. » Dans une première partie, contenant vingt-cinq chapitres, M. l'abbé Laventure traite de la nécessité de l'union du pouvoir spirituel et, au milieu de considérations philosophiques, il intercale l'histoire des papes depuis Constantin jusqu'à Charlemagne. Dans une seconde partie contenant trente-neuf chapitres, il reprend très-succinctement l'histoire des papes et la conduit jusqu'à nos jours ; enfin, dans la troisième partie, il réfute onze objections présentées contre le pouvoir temporel. Il y a dans ces pages beau-

coup de bonnes choses assurément, mais elles ne sont pas bien coordonnées. Lorsque, dans un récit historique, on cite un ouvrage comme autorité — et l'auteur ne le fait guère que deux fois, — il faut avoir autre chose à présenter au lecteur que l'*Abrégé de l'histoire des papes*, par M. Grabeuil, ou le *Rosier de Marie* ; sans cela mieux vaut garder le silence. Lorsque l'on s'aventure dans les questions d'histoire contemporaine, on doit les étudier à fond : nous avons rencontré avec surprise sous la plume de l'auteur des appréciations et des illusions qui, en 1866, ne sont plus permises.

H. DE L'E.

Idee historique et rationnelle de la diplomatie ecclésiastique, par Mgr Guillaume Audisio, chanoine de Saint-Pierre du Vatican et professeur du droit rationnel des gens à l'Université de la Sapience, ouvrage traduit de l'italien avec l'approbation de l'auteur, par M. le chanoine Louis, docteur en théologie et professeur au séminaire de Tournai. Tournai, Casterman ; Paris, Laroche, 1866.

Ce livre achève un travail du même auteur, en trois volumes, sur le droit public des nations chrétiennes et la constitution de l'Eglise. On entend par diplomatie ecclésiastique l'ensemble des délégations — patriarchats, primats, légations ordinaires et extraordinaires, nonciatures — qui ont pour objet de faire rayonner le centre de l'Eglise sur la circonférence, de rattacher plus étroitement les pouvoirs ecclésiastiques et séculiers, ainsi que les peuples catholiques, à la patrie terrestre des âmes, qui est Rome, de maintenir ainsi l'harmonie entre tous les membres du corps chrétien, d'en guérir les maladies, de fortifier son tempérament. Cet écrit, comme son titre l'indique, est à la fois, ou successivement, rationnel et historique : rationnel, il

venge des attaques de l'hérésie et du philosophisme la nature, les formes et les actes de la diplomatie pontificale, sans en voiler les fautes; historique, il la caractérise et l'apprécie à grands traits, en Orient et en Occident: en Orient, du v^e au x^e siècle, où il fait voir les luttes heureuses ou malheureuses des délégations pontificales contre le despotisme et l'orthodoxie des empereurs; en Occident, où après un léger coup d'œil sur les premiers siècles de l'Eglise, les grands combats diplomatiques du Saint-Siège pendant la période qui va du x^e au xvi^e siècle inclusivement, sont examinés, discutés par une philosophie que les vrais principes conduisent et que l'érudition éclaire. Mgr Audisio, malgré sa haute position à l'université de la Sapienza, est moins *ultramontain*, pour parler le langage du jour, qu'on ne pourrait le croire. Il se souvient que les papes n'ont besoin que de la vérité, et il n'hésite pas, quand il en trouve l'occasion, à juger sévèrement l'administration temporelle et le népotisme de quelques pontifes. Il est même, à notre avis, trop sévère parfois; en condamnant certains papes du xv^e et du xvi^e siècle, il ne tient pas assez compte de la situation difficile où ils étaient devant l'Italie, qu'il fallait sauver des ambitions étrangères, et devant l'Europe, dont la politique cauteleuse ou violente rendait au Saint-Siège, sous le rapport des intérêts matériels, la neutralité impossible. Il nous paraît aussi que l'auteur, quand il s'occupe du grand schisme d'Occident et surtout du concile de Constance, a quelquefois un langage immodéré; il va trop loin, croyons-nous, même quand il blâme à juste titre les théories contraires à la constitution de l'Eglise qui se firent jour dans ce concile; il y a là des idées qui seraient contradictoires, s'il était permis d'en voir l'expression intentionnelle dans quelques phrases dont la trop grande vivacité

contraste avec le ton généralement mesuré de Mgr Audisio. Ces pages ont beaucoup de science et de théologie; nous ne saurions trop les recommander aux esprits sérieux, à tous ceux qui ignorent le passé historique de l'Eglise. Seulement, les lecteurs français n'oublieront pas, en voyant la manière un peu diffuse, verbeuse et ondoyante de cet écrit, qu'il est sorti d'une plume italienne; malgré son bon vouloir et son tact intelligent, le traducteur a dû respecter son modèle et lui conserver sa physionomie d'outre-monts.

V.

Jean XII. *Coup d'œil sur la papauté au commencement du xiv^e siècle.* Entretien littéraire, par M. RICHAUD, proviseur du Lycée impérial, etc. Cahors, 1886. in-8° de 36 pages.

Cet *entretien littéraire* sur un Pape dont « le caractère, le savoir, la foi même et jusqu'à la naissance » ont été contestés, est écrit d'une plume élégante et facile. M. Richaud trace une rapide esquisse de faits utiles à connaître, et il les présente avec vérité. C'est un agréable morceau littéraire, plutôt qu'une étude historique.

Les Congrégations romaines à propos de Galilée (Extrait de la *Dublin Review*). *Archives théologiques*, mai, juillet, septembre et octobre 1886.

La condamnation portée contre la doctrine soutenue par Galilée ayant été, surtout dans ces derniers temps, présentée comme une réfutation éclatante et péremptoire des prétentions exagérées de la cour de Rome, l'auteur de ce travail a voulu examiner, au point de vue théologique: 1^o quelle a été la légitimité et l'efficacité des décrets de condamnation à l'époque où ils furent rendus; 2^o quelle a été leur légitimité et leur efficacité dans l'in-

tervalle qui s'est écoulé depuis leur promulgation jusqu'à leur abrogation par Benoît XIV d'abord, et ensuite par Pie VII. A l'aide de raisonnements aussi serrés que concluants, l'auteur établit fort bien que la décision fut rendue en partie comme décret disciplinaire, en partie comme décret doctrinal d'une congrégation, ce qui, dans aucun cas, n'emporte l'infailibilité, et que, dès lors, cette décision n'a point été l'expression de l'enseignement infailible du Saint-Père lui-même, mis par cela même hors de cause. Une congrégation a pu se tromper; le Pape ne s'est point trompé, puisqu'il n'a même pas parlé. Toutefois l'auteur n'admet pas que la congrégation se soit trompée et ait eu tort de décider comme elle a décidé; selon lui elle a eu raison : l'hypothèse de Galilée, dans l'état incomplet où elle se présentait, était scientifiquement invraisemblable; il y avait des raisons moins concluantes pour l'admettre que pour la rejeter. Dès lors, comme l'affirmative était contraire à des textes de l'Écriture qui paraissaient prouver l'immobilité de la terre, il était prudent et même nécessaire de défendre le sens naturel, traditionnel de ces textes, et de ne pas l'abandonner pour admettre une théorie scientifiquement invraisemblable. Après Galilée, le système de Copernic est devenu de plus en plus vraisemblable, jusqu'au moment où la preuve positive en fut définitivement donnée par Newton en 1687 et par Bradley en 1727. Mais en 1616 et 1633, date des décrets, la théorie présentée par Galilée n'était qu'une hypothèse. Quand Galilée fut sommé de désavouer sa théorie, on ne lui enjoignit point de nier qu'elle fût scientifiquement fondée, mais seulement qu'elle le fût *actuellement*, car l'objection ecclésiastique portait précisément sur l'opposition de cette théorie avec les saintes Écritures. Le décret

doctrinal une fois donné liait tout catholique, et si on l'attaque en disant qu'il a repoussé ce qui fut en définitive la vérité et le progrès, il importe peu : car, d'une part, l'important était de garder le principe de l'interprétation du texte sacré, incomparablement plus précieux que la vérité scientifique; d'autre part l'Église, n'ayant pas et n'ayant jamais réclamé le privilège de discerner la vérité dans l'ordre purement physique et matériel, n'a fait que veiller à l'exactitude des interprétations théologiques soulevées par Galilée. Ce qui a changé depuis, ce n'est pas le principe théologique qu'elle appliquait, c'est la notion de ce fait scientifique que le système de Copernic est désormais non plus un système scientifiquement invraisemblable, mais une vérité scientifiquement établie. C'est à l'aide de ces considérations, — et nous ne les présentons pas toutes, — que l'auteur, appuyé sur les principes de la théologie, a éclairé ce côté de la question de Galilée.

H. DE L'E.

Histoire de France, par M. G. OZANEUX, inspecteur général de l'instruction publique. 4^e édition revue, corrigée et augmentée de cartes géographiques, de vignettes historiques et d'un résumé chronol., depuis 1848 jusqu'à nos jours. Paris, Ch. Delagrave, 1887, 2 vol. in-12.

Cet ouvrage, connu depuis longtemps et qui a obtenu les suffrages de l'Académie française, n'a pas besoin de nos éloges. Nous venons donc seulement annoncer cette 4^e édition, où l'on retrouve dans sa plus scrupuleuse intégrité le texte de l'auteur. Tout y est : les appréciations éclairées de nos grands règnes — M. Ozaneux place au premier rang Henri IV, Richelieu, Louis XIV, et ces trois hommes sont pour lui, « avec Charles VII et Philippe-Auguste, les dieux de la patrie, comme

Charlemagne et saint Louis sont les dieux de l'humanité, » — la justice rendue au passé de la France—l'auteur ne veut pas que nos institutions datent d'hier, qu'il n'y ait de liberté en France que depuis la Convention et qu'on ne trouve dans l'ancien régime qu'ignorance et servitude, — et en même temps les idées d'un autre âge sur les *glorieuses journées* de 1830, sur le *devoir de l'usurpation*, sur la *nouvelle dynastie*, sur le prince-citoyen qui *seul* pouvait en ce moment *sauver la France*, sur la disparition subite et imprévue, en 1848, d'un pouvoir sorti d'une *nécessité nationale*, etc. M. Ozaneaux écrivait en 1830. A cette époque, certaines illusions pouvaient être encore permises. Mais comment réimprimer cela textuellement en 1866 ? Ces dernières pages, qui offrent, disons-le, un véritable contraste avec le fond du livre, auraient dû disparaître. En outre, aux améliorations introduites par l'éditeur : cartes géographiques, nouvelles vignettes, sommaires des événements jusqu'en 1860, il eût fallu ajouter d'utiles modifications dans le texte, et mettre l'ouvrage au courant des progrès de la science.

G. DE B.

Lucterius, *derniers efforts de la Gaule indépendante*. Entretien littéraire, par M. RICHAUD, proviseur du Lycée impérial, etc. Cahors, 1866, in-8° de 28 pages.

M. Richaud, dans cet *entretien littéraire*, n'a pas eu la prétention de faire une œuvre de science; il a seulement voulu rappeler les combats d'un enfant de Cahors, de ce Lucterius, lieutenant de Vercingetorix, *summa hominem audacis*, comme disait César, qui défendit la ville d'Uxellodunum. Remarquons que M. Richaud, en écartant le système d'après lequel Uxellodunum serait Puy d'Issolu ou Capdenac, se prononce pour Luzech.

Les origines du christianisme en Gaule, par M. HUIILLARD-BRÉHOLLES. *Revue contemporaine*, 15 septembre 1866.

Dans cet article, écrit à l'occasion du second volume des *Inscriptions chrétiennes en Gaule*, M. Huillard-Bréholles commence par constater que rien dans la Gaule ne faisait pressentir un mouvement dans le sens chrétien, et que le druidisme, malgré les assertions des historiens modernes, n'a pu servir à la propagation du christianisme, car le druidisme n'existait plus. Ce premier point établi, M. Huillard-Bréholles examine la manière dont la nouvelle religion s'introduisit à Vienne et à Lyon, où l'on rencontre les premières églises. Au courant grec qu'apportèrent en Gaule saint Pothin, saint Irénée, saint Andéol, saint Bénigne, succéda le courant latin, postérieur d'un siècle, et qui ne se manifeste guère avant le règne de Déce : il part d'Arles avec Trophime, s'étend à Toulouse avec Saturnin, à Limoges avec Marial, à Paris avec Denis. La véritable conversion de l'ouest ne date que de saint Martin, en 373, car l'établissement des sièges métropolitains concorde presque partout en Gaule avec la nouvelle création administrative en dix-sept provinces par les empereurs Valentinien et Gratien. D'après cet exposé, l'on pressent l'ardeur avec laquelle M. Huillard-Bréholles va s'opposer à l'école nouvelle, qui est venue, selon lui, « substituer aux témoignages de l'histoire sérieuse des traditions sans autorité et des légendes apocryphes. » Il attaque très-vivement ces « amis indiscrets » de l'Église, et il rejette, avec « le fabuleux apostolat de sainte Marie-Magdeleine en Provence, » ces « fantaisies d'érudits obstinés, » emportés par le « zèle d'une dévotion romanesque. » M. Huillard-Bréholles va plus loin : il reproche à ses adversaires d'écrire « sous l'influence d'une pen-

sée qu'in'est ni libérale, ni nationale, » car pour eux, « il s'agit, dit-il, de rattacher à l'Église romaine les origines de l'Église de France, et de l'envelopper, dès son berceau, d'un étroit maillot de dépendance et de sujétion. » M. Huillard-Bréholles constate, après M. Le Blant, que la première inscription trouvée en Gaule est de l'an 334, et que la répartition des monuments laissés par les premiers fidèles est fort inégale entre les provinces : il y a deux cents inscriptions environ dans les provinces de Vienne et de Lyon, une trentaine seulement dans la première Lyonnaise et la grande Séquanais ; au nord et à l'ouest, la rareté est encore plus grande. Ces chiffres viennent déposer contre les assertions des partisans de la propagation du Christianisme en Gaule pendant les premiers siècles : aussi M. Huillard-Bréholles, donnant de nouveau carrière à ses vivacités, se récrie contre la « témérité de la croisade entreprise par l'école légendaire, » qui « cherche à travestir la vérité dans l'intérêt d'un parti. » Insinuation fâcheuse qui envenime la discussion, sans aucun profit pour la vérité, compromise à son tour par d'étonnantes assertions, telles que celle-ci : « L'idée de la primatie du siège de Rome se fit jour pour la première fois au concile tenu par le pape Sirice en 386. » C'est un peu tard vraiment ! et j'admire comment M. Huillard-Bréholles a pu lire avec une telle distraction les documents de l'antiquité ecclésiastique. Que dire encore ? Le savant collecteur de l'*historia diplomatica Frederici II*, si versé dans la connaissance des chartes du XIII^e siècle, me semble bien peu au courant des inscriptions chrétiennes des premiers siècles. Il s'aventure sur un terrain qu'il n'a pas, je le crains, suffisamment étudié. Avec un peu plus d'attention, il ne lui aurait pas semblé « si difficile de démêler dans

les inscriptions ce qui est propre aux idées païennes ou aux idées chrétiennes ; » il n'eût point été si troublé par la rencontre de certains symboles, de certaines formules qu'on rencontre sur les sépulcres païens et chrétiens ; il n'eût point écrit que « l'expression des sentiments religieux et tendres est d'origine païenne ; » que « l'amour des hommes s'exprime assez tard dans les inscriptions chrétiennes, ainsi que l'attachement d'un père ou d'une mère pour leur enfant. » La conclusion de l'auteur est qu'il faut apprécier l'état moral de la société romaine plus équitablement qu'on ne l'a fait jusqu'ici. — M. Huillard-Bréholles, en poursuivant, attaque la doctrine qui voit une preuve du martyre dans le vase de sang attaché aux *loculi*, et il écrit : « les principes qui guident la congrégation des rites sur ce sujet résistent difficilement à un impartial examen ; » paroles un peu légères, lorsque ces principes ont été suggérés et approuvés par des savants comme Fabretti, Bottari, Secchi, Raoul-Rochette, Bartolini, etc. Dans l'état actuel de la question, les plaisanteries sur la martyre Theodosia et sur la martyre Antimodora, dont les corps ont été donnés récemment aux églises d'Amiens et de Nîmes, me semblent au moins étranges. Je m'arrête. La lecture de cet article m'a fait éprouver un véritable sentiment de peine, non pas parce que M. Huillard-Bréholles s'y montre, en ce qui concerne les origines du Christianisme en Gaule, partisan de l'école dite historique contre l'école dite légendaire, cela est tout simple ; mais parce qu'il émet incidemment, sur nombre de questions, des assertions erronées, qu'il se permet des insinuations très-graves, qu'il lance le sarcasme à des doctrines respectables. Le docte historien de Frédéric II et de Pierre de la Vigne, dont plus d'une fois j'ai tenu à louer publiquement la solide érudition

nous avait habitués à plus de science et de gravité.

H. DE L'E.

Richeri historiarum libri quatuor, par M. MIGNET. *Journal des Savants*, janvier, mars, avril 1886.

Dans ces trois articles, M. Mignet a voulu montrer l'importance de l'ouvrage de Richer, découvert en 1833 par M. Pertz, et édité par lui en 1839. Il trace d'abord une biographie du chroniqueur, disons mieux, de l'historien, car Richer, très-supérieur aux écrivains du temps, instruit, sagace, quoique exagérant souvent, sait animer son récit, faire parler et agir ses personnages, qualités d'autant plus précieuses, que Richer est l'unique historien contemporain pour les faits écoulés entre l'an 965 et l'an 985. On peut donc, d'après lui, éclairer une époque demeurée obscure, et suivre la marche lente de la décadence et de la dépossession des Carolingiens. M. Mignet, dans un récit d'une grande clarté et d'une facture magistrale, s'attache à exposer « le caractère et les causes de la révolution, peu apparente mais profonde, qui, dans un simple changement de dynastie, marque en quelque sorte le passage des temps barbares aux temps féodaux. » Les bénéfices accordés à vie étaient bientôt devenus héréditaires par la disposition même des choses, et cette révolution considérable fut accompagnée d'une autre qui en était la suite et le complément; chaque fragment de l'Empire se détacha du corps sous un véritable roi : roi de Germanie, d'Italie, de Lorraine, de Bourgogne, de Gaule franque en la personne d'Eudes, fils de Robert le Fort (888). Richer donne sur la lutte inévitable qui, pendant un siècle, se poursuivit entre les Carolingiens et ces princes, des détails intéressants et qui ne se trouvent pas ailleurs. Son récit, qu'on ne peut confronter, a ce-

pendant, comme le remarque M. Mignet, toutes les apparences de la vérité. Généré par leurs rivaux, malheureux dans leurs tentatives, les princes carlovingiens virent disparaître leur puissance par la mort du roi Louis, par l'exclusion prononcée contre Charles de Lorraine, « parce qu'il s'était toujours associé aux méchants. » L'archevêque de Reims Adalbéron, déjà lié avec Hugues Capet, devint dans l'assemblée de Senlis « le chef de la ligue féodale, et prépara le changement de dynastie. » Hugues fut élu roi, mais roi de son seul fief, avec un pouvoir sur le reste du royaume qui n'était guère moins restreint, remarque M. Mignet, que celui des derniers Carolingiens. Tout alors devint féodal : pendant quatre règnes, cet état de choses dura à peu près sans changement, jusqu'à ce que Louis le Gros et ses fils commencèrent la lutte contre la féodalité, « pour reconstruire autour de leur fief la France et par la royauté la nation. »

H. DE L'E.

Troubles de la châtellenie de Cassel sous Philippe le Bon, 1427-1431, par A. DESPLANQUE, ancien élève de l'Ecole des Chartes, archiviste du Nord. Lille, 1886, in-8^e, de 68 p. (extr. des *Ann. du Comté flamand de France*.)

Le curieux chapitre d'histoire locale que vient d'écrire M. Desplanque se rattache intimement à l'histoire générale. Philippe le Bon était en lutte avec les habitants de Cassel au sujet d'une coutume, odieuse d'ailleurs, que le bailli Colard de la Clyte avait brusquement et arbitrairement supprimée. Cette atteinte aux privilèges et aux libertés des Cassellois ayant été le prétexte d'une insurrection, qui dégénéra bientôt en révolte ouverte, une plainte fut portée contre le duc de Bourgogne au Parlement de Paris. Le parlement intervint : le bailli de Cassel et ses lieu-

tenants furent sommés de comparaitre. Les voies judiciaires ne suffisant pas, le gouvernement anglais fit saisir sur la frontière deux parents des *ajournés*. Bientôt la complicité du régent Bedford avec les révoltés devint évidente; le chancelier Louis de Luxembourg les soutenait aussi dans son diocèse de Téroouane. En novembre 1430, un envoyé bourguignon fut chargé de porter à Bedford les plaintes du duc. Mais ces réclamations furent vaines. L'insurrection grandissait toujours. Il fallut la réduire les armes à la main. Les révoltés se soumirent enfin, et subirent les dures conditions du vainqueur. — Tels sont les faits que le savant archiviste du Nord a mis en lumière. A la suite de cet exposé, il publie plusieurs pièces justificatives inédites et des extraits d'Olivier de Dixmude, dont il aurait, à notre avis, mieux valu donner la traduction que le texte.

G. DE B.

Louis XI en Guienne, par D. A. VIRAC, membre de la Commission des monuments et documents historiques. Bordeaux, 1886, in-8° de 16 p. (extrait du *Compte rendu des travaux de la Commission*).

M. Virac constate tout d'abord qu'aucun roi n'a eu plus d'historiens et de biographes que Louis XI, mais que, dans cette surabondante collection de biographies et d'histoires, il s'est glissé tant d'inexactitudes, quant à la présence de ce roi en Guienne, qu'il était indispensable de signaler au moins les plus graves, pour ne pas les laisser se perpétuer. Après avoir ajouté que le fils de Charles VII, doué d'une activité prodigieuse, fut le roi qui aimait le plus à visiter ses Etats, il le suit pas à pas dans ses divers voyages en Guienne, à l'aide surtout des chartes recueillies dans les tomes XV, XVI, XVIII des *Ordonnances des rois de France* des indications des chroniqueurs et des

historiens, et il parvient à reconstituer, si ce n'est complètement, du moins en grande partie, son itinéraire dans le Midi. Il relève, chemin faisant, un certain nombre d'erreurs échappées à Sismondi et à d'autres historiens. Par exemple, il établit que ce ne fut point le 24 mai, mais bien le 12 mai 1472, que mourut, à Bordeaux, le duc de Guienne. Le petit mémoire de M. Virac est très-solide, très-bien fait, et je voudrais bien que l'on révisât avec la même conscience toute l'histoire de Louis XI.

T. DE L.

Louis XII et l'alliance anglaise en 1514, par M. A. DESJARDINS, doyen de la Faculté des lettres de Douai. Douai, 1886, gr. in-8° de 35 p. (extrait des *Mémoires de la Société d'agriculture, sciences et arts*).

L'objet de ce mémoire est d'examiner les causes du changement de politique qui amena Louis XII à signer, le 7 août 1514, un traité d'alliance avec l'Angleterre et déterminer quel fut l'auteur de ce changement. Jusqu'à nos jours les causes en étaient restées à peu près inconnues, et l'auteur passait pour être le duc de Longueville, demeuré prisonnier en Angleterre. M. A. Desjardins, à l'aide des pièces copiées par lui dans les archives de Florence, et publiées sous le titre de *Négociations entre la France et la Toscane*, dans la collection des documents inédits, a très-bien éclairci ce point obscur. Après avoir exposé l'état des affaires et les dispositions des souverains en Europe, M. Desjardins fait connaître cette suite des négociations qui aboutit au traité de Londres. L'alliance anglaise eut pour objet d'opposer une digue aux envahissements de l'Autriche et de l'Espagne, dont l'ambition, sous le sceptre de la célèbre Marguerite d'Autriche, était surtout redoutable à la France et à l'Italie. L'honneur de l'initiative revient au pape Léon X, inquiet, pour

l'indépendance du Saint-Siège, de la prépondérance des Espagnols en Italie. Le nonce du pape entama les négociations; ses ministres les dirigèrent et les menèrent à bonne fin, malgré l'opposition de l'ambassadeur d'Espagne. Lorsque tout fut prêt, Thomas Bohier fut chargé par Louis XII de discuter les articles. Le duc de Longueville n'eut d'autre rôle que celui de représentant du roi : il épousa par procuration la princesse Marie d'Angleterre, accordée au roi de France pour cimenter l'alliance. — Telles sont les conclusions habilement déduites par M. A. Desjardins des pièces nouvelles qu'il a publiées. Je ne ferai à son travail qu'une objection : cette habile négociation suivie par Léon X ne me paraît point impliquer de la part de la cour de Rome « le désaveu et l'abandon de la politique téméraire de Jules II. » La pensée des deux papes, qui était d'assurer l'indépendance du Saint-Siège en sauvegardant en même temps l'indépendance de l'Italie, me paraît identique : des circonstances différentes amenèrent seules des conduites différentes.

H. DE L'E.

Entrée de François 1^{er} dans la ville de Beziers (Bas Languedoc), publiée et annotée par Louis DOMAIRON, de plusieurs sociétés savantes. Paris, Aug. Aubry, 1866, pet. in-8° de 59 p.

Dans cet opuscule, imprimé avec un luxe de bon goût, M. Domairon publie une intéressante relation de l'entrée de François 1^{er} à Beziers, en août 1533, lors de son voyage en accomplissement du vœu par lui fait, pendant sa captivité, de se rendre en pèlerinage à Notre-Dame du Puy, voyage dont il profita pour aller conférer à Marseille avec le pape Clément VII. L'auteur de cette relation est le greffier-rédacteur de la maison consulaire. Il mentionne avec un soin minutieux toutes les particula-

rités de l'entrée dans Beziers, l'ordre du cortège, les personnages allégoriques, les dons faits au roi et à la reine, etc. L'éditeur a fait précéder ce document de quelques observations et d'une analyse étendue. Nous avons remarqué que, soit distraction, soit erreur, il mentionne (p. 12) Charles VI au lieu de Charles VII.

La jeunesse de Catherine de Médicis, par A. de REUMONT, ouvrage traduit, annoté et augmenté par Armand BASCHET, d'après des recherches nouvelles dans les diverses archives du royaume d'Italie. Paris, Henri Plon, 1866, pet. in-8° de xvii-388 p.

M. Armand Baschet — nous le rappellions dernièrement — a fait de longues recherches dans les archives de l'Italie, — qui n'était pas encore, comme il l'imprime aujourd'hui, le *royaume d'Italie*. Il a rencontré à plusieurs reprises M. de Reumont, le diplomate-historien, et a été autorisé par lui à traduire un ouvrage allemand qui déjà avait eu les honneurs d'une version italienne, *Die Jugend Katerina's de' Medici* (1834 et 1836; éd. ital., 1858). Ce sujet, chose singulière, car c'était l'histoire d'une enfant jusqu'à sa quinzième année, était traité simultanément en Angleterre par M. Trollope (*The Girlhood of Catherine de' Medici*, 1856). M. Baschet, qui lui-même avait projeté d'écrire une étude sur l'enfance de Catherine, a pensé que le public français accueillerait favorablement le livre de M. de Reumont, et il l'a encadré, avec plus de profusion que de méthode, d'un commentaire chronologique, d'annotations et de pièces inédites recueillies dans les archives italiennes.

Le livre de M. de Reumont est aussi bien l'histoire du temps où vécut la jeune Catherine, des luttes, des factions, et des démêlés des divers États italiens, que celle de l'enfant dont, après

tout, on sait fort peu de chose. C'était là l'introduction d'une *Vie* ; le livre s'arrête quand le récit prend un corps, avec les négociations et les fêtes du mariage français. Je n'insisterai pas sur les qualités incontestables du savant auteur : elles sont assez appréciées ; je me bornerai à regretter qu'en passant dans notre langue, son œuvre n'ait pas été interprétée plus heureusement et plus purement. Le vrai mérite de l'édition de M. Baschet consiste dans les *appendices et commentaires* qui remplissent à peu près la moitié du livre. Dans ses « Faits particuliers aux Médicis depuis l'avènement du pape Léon X jusqu'aux négociations entreprises avec Clément VII pour le mariage de Catherine, » M. Baschet nous donne de précieux renseignements tirés des dépêches d'envoyés des cours italiennes, et trace une sorte de journal historique des négociations du mariage. L'éditeur a fait aussi dans les documents français et italiens une ample moisson. Tout cela prépare d'utiles matériaux à l'historien futur de Catherine de Médicis. Il nous faut maintenant, avec les recueils de MM. Alberi et Desjardins, la collection des *Lettres* que prépare M. le comte de la Ferrière, et dont « toute la *république historienne*, pour employer le langage de M. Baschet, attend la publication avec une impatience qu'il est aisé de comprendre. » M. Busoni, chargé primitivement de recueillir les lettres de Catherine de Médicis, en avait réuni 1700 ; M. de la Ferrière en a maintenant rassemblé 6000, et il n'est pas au terme de ses explorations. On voit combien la mine est abondante et quels trésors les archives de l'Europe ont encore à fournir à notre curiosité et à notre soif de l'inédit.

G. DE B.

Notice sur Hector de Maniquet, seigneur du Fayet en Dauphiné, suivie de documents inédits

T. II. 1867.

relatifs à sa mission en Allemagne, par Anatole de GALLIER. Valence, 1866, gr. in-8° de 31 p. (Extrait du *Bulletin de la Société départementale de la Drôme.*)

Hector de Maniquet était maître d'hôtel de Marguerite de Valois. A plusieurs reprises, il fut chargé de missions de confiance par Charles IX qui, en avr 1573, envoya Marie Touchet au château du Fayet, pour ses secondes couches. On a trace aussi de missions diplomatiques remplies par Maniquet : la principale le fut auprès des électeurs Palatins et de Saxe et du Landgrave de Hesse, en janvier 1572. La date des instructions qui lui furent données, et que publie M. de Gallier dans cet intéressant opuscule, est du 7 janvier. C'est donc par erreur que des historiens dauphinois lui ont attribué la mission d'aller justifier ou atténuer le crime de la Saint-Barthélemy. La mission de Maniquet n'est qu'un épisode des négociations de Schomberg avec les princes protestants ; peut-être voulut-on par lui exercer en secret un contrôle sur les affaires d'Allemagne. L'érudite notice de M. de Gallier a le double mérite de nous révéler ces particularités ignorées, et de mettre au jour des pièces formant comme « un des anneaux de cette longue chaîne de preuves qui établissent la non-préméditation de la Saint-Barthélemy. »

Jean Bodin et son temps. Tableau des théories politiques et des idées économiques au XVI^e siècle, par M. Henri BAUDRILLART, membre de l'Institut, professeur au collège de France, 2^e édit. 1866. Paris, Guillaumin et Didier, in-8°.

Le titre de cet ouvrage en indique le plan. M. Baudrillart divise son livre en trois parties. La première est une mise en scène vive et habilement dessinée de l'état philosophique des esprits au XVI^e siècle. Il fallait rappeler le milieu où vécut Bodin, pour bien le

faire comprendre et apprécier. L'auteur y cherche à tenir la balance égale; mais soit illusion, soit sympathie secrète, le plateau penche évidemment vers les réformés qui, selon lui, ont enfin réveillé l'esprit humain, l'ont fait grandir, se fortifier, arriver à maturité, parce que leur doctrine « faisait appel, un appel énergique et de toutes les minutes, à l'esprit de réflexion qui développe le sentiment de la personnalité humaine. » Nous ne saurions être d'accord ici avec le savant auteur, d'autant que la fameuse conséquence qu'il veut en tirer plus loin de la création de peuples manufacturiers et du développement exclusif de l'industrie et du commerce par le protestantisme, a été justement contestée et nous paraît suffisamment réfutée, même au point de vue économique. — Le récit de la vie de Bodin forme la seconde partie. Ici encore, à côté des événements de cette vie, souvent mêlée aux agitations de la politique générale, nous rencontrons certaines appréciations, certains jugements auxquels il nous est impossible de nous associer. L'auteur nous semble avoir cédé à son antipathie pour la Ligue. Sans faire de distinction entre ses phases diverses, il frappe de la même réprobation le but primitif et patriotique de la Ligue, et les excès des Seize; il doute que rien de bon, de juste, de grand ait jamais pu sortir de ce mouvement, qui ne produisit, selon lui, que des excès, des théories sanguinaires, et il met tout son soin à prouver que si Bodin s'y rallia quelque temps, ce fut pour une courte durée.

Après les réserves et les critiques que nous avons dû formuler, nous reconnaitrons volontiers la valeur réelle du livre de M. Baudrillart. Les œuvres de Bodin, que l'auteur analyse, et dont la troisième partie de son livre présente des extraits fort étendus, résument certaines théories politiques et économi-

ques qui se partageaient les esprits au xvi^e siècle. Rééditées avec soin, d'après les éditions originales, elles offrent un grand intérêt, et l'on ne connaîtrait qu'imparfaitement cette époque si l'on en négligeait l'étude. Mais encore faut-il se garder de trop généraliser, et, dans les théories d'un penseur éminent, souvent dans le vrai malgré quelques écarts passagers, ne pas voir le représentant unique et incontesté d'un parti politique plus ému des événements et des faits quotidiens suscités par de turbulentes passions, que des résultats de spéculations savantes. Le livre de M. Baudrillart renferme d'utiles leçons; il est bon, comme le fait l'auteur, de rapprocher les théories de Bodin, de celles de Morus, de Machiavel et des autres penseurs politiques de cette époque, et de les comparer. Bodin se montre, dans ses doctrines, bien supérieur à Machiavel, car « si au culte de la patrie et à l'idole de l'Etat Machiavel immole jusqu'à la morale, c'est à le combattre que s'applique constamment Bodin. »

G. DE S.

Histoire du règne de Henri IV, par M. Auguste Poirson, conseiller honoraire de l'Université. Seconde édition, considérablement augmentée. Paris, Didier, 1862-63, t. I à III, 3 vol. in-8°.

Un de nos collaborateurs, qui a fait du règne de Henri IV une étude spéciale, traitera ici même les questions soulevées par l'important ouvrage de M. Poirson, quand cet ouvrage sera arrivé à son terme. Nous ne voulons aujourd'hui qu'acquitter une dette déjà ancienne, et que la lenteur avec laquelle se succèdent les volumes de cette seconde édition nous engage à ne pas renvoyer à une plus lointaine échéance. Il n'est pas besoin de rappeler que l'*Histoire du règne de Henri IV* a été, pendant deux ans, en possession du

grand prix Gobert. M. Poirson a compris ce que lui imposait ce glorieux témoignage, ce que semblait rendre nécessaire le succès même de son livre. Avec une conscience rare et un zèle non moins méritoire, il a repris à nouveau l'œuvre de quinze années, il a soumis son livre à une sévère révision, et l'a rendu sous plus d'un rapport un ouvrage tout à fait neuf. M. Poirson doit même, nous a-t-on dit, combler une lacune importante de sa première édition : il doit, à côté du roi, nous montrer le Béarnais. Henri IV mérite d'être étudié sous toutes ses faces, et c'était là une préface nécessaire au grand ouvrage de M. Poirson.

Nous ne sommes pas encore en possession de ce nouveau travail. Nous devons donc nous borner à passer rapidement en revue les trois volumes parus de cette seconde édition, et à noter les changements faits par l'auteur. C'est surtout la partie narrative du livre, l'exposé des guerres et des négociations, qui a été, de la part de M. Poirson, l'objet de recherches nouvelles et de développements beaucoup plus étendus. » En combinant, dit-il, ce que nos lectures nous ont fourni de neuf avec ce que la critique nous a demandé de développements, nous avons ajouté à notre premier travail un livre nouveau et la matière d'un volume. » D'un autre côté, on avait reproché à M. Poirson de trop laisser l'homme dans l'ombre et de ne nous montrer que le roi. Le savant historien a voulu tenir compte de ce reproche, mais sans descendre dans des commérages indignes de l'histoire, sans « dénaturer la physionomie de Henri IV, rapetisser le règne et l'homme, et donner de tous deux la plus fausse idée, » comme on l'a fait trop souvent. « Il est temps, dit à ce propos M. Poirson, que le préjugé populaire soit détruit ; que le vert-galant et le diable à quatre fasse place à l'un des plus grands capi-

taines, des plus grands et plus sages politiques, des plus grands administrateurs qui aient honoré la France, et par-dessus tout au meilleur des hommes, au plus affectueux et au plus tendre pour son peuple. »

Mieux encore que dans la première édition, ce livre est équilibré dans ses diverses parties, coordonné dans ses détails, scrupuleusement composé d'après les sources les plus variées et les plus authentiques. Le tome I^{er} nous offre des développements considérables sur la première campagne du roi en Normandie, sur la bataille d'Ivry et ses suites, sur les événements qui précédèrent la réduction de Paris et ceux de la fin de l'année 1594, sur l'insurrection des Croquants, le procès de l'Université et des Jésuites, et l'attentat de Jean Chastel. Dans le tome II, le livre V, qui comprend la fin de la lutte de la France contre l'Espagne et la Savoie, les débris de la Ligue et le parti aristocratique, est presque entièrement nouveau : on en jugera par cette simple remarque que les pages 1-472 de ce second volume correspondent aux pages 275-336 (imprimées il est vrai en caractères plus fins) du t. I de la première édition. La conspiration de Biron, indiquée seulement dans l'édition de 1836, est mise ici en pleine lumière (pages 555-644). Avec le t. III, commence la partie administrative du règne. Dans ce volume de plus de 800 pages, nous avons à signaler le tableau des libertés communales, le relevé des états provinciaux, et quelques renseignements plus complets sur la situation financière de la France en 1610. Le troisième volume comprend en entier le texte de la première partie du t. II de la première édition. Ainsi M. Poirson peut se rendre la justice d'avoir « donné plus d'exactitude et de plénitude à l'histoire de ce règne, établi plus exactement la proportion entre la partie militaire et diplomatique

et la partie consacrée au gouvernement, à l'administration, aux sciences, aux lettres, aux arts. » — On connaît les opinions de M. Poirson; nous aurions de nombreuses réserves à présenter sur tout ce qui touche au catholicisme, d'importantes rectifications à faire sur plus d'un point; ce n'est ici ni le temps ni le lieu. Qu'il nous suffise donc de constater que M. Poirson est resté fidèle à ses préjugés, et persiste dans ce que nous nous permettrons d'appeler ses erreurs; et, en le louant de ses nouvelles recherches et des précieux compléments qu'il a apportés à son œuvre, faisons des vœux pour que ce grand travail nous soit prochainement livré dans son intégrité, et avec l'indispensable complément dont nous avons parlé au début.

G. DE B.

Le Testament de Richelieu, par J. WALLON. Paris (s. n. d'éditeur), 1866. in-16 de xxii-75 pages.

Trompé par le titre, nous avions cru que M. Jean Wallon nous donnait dans ce petit volume une étude historique et critique sur le testament politique de Richelieu. Il n'en est rien : M. J. Wallon s'adresse à une dame, et lui fait un cours de politique; c'est pour justifier ses théories politiques, que nous n'avons point à examiner, que M. Wallon invoque l'autorité de Richelieu. Nous ne rechercherons pas si Richelieu a bien dit ce que l'auteur lui fait dire : l'examen serait oiseux. Nous nous bornerons à constater que c'est une fantaisie politique, et non un livre de critique ou d'histoire, que nous avons sous les yeux.

Mazarin a-t-il épousé Anne d'Autriche ? par M. Jules LOISELEUR. *Revue contemporaine* des 13 et 30 septembre, et 15 octobre 1866.

Ce mariage, affirmé par les uns, soupçonné par les autres, est resté jusqu'ici un secret; mais le problème peut être abordé par voie de déduction, et c'est la marche qu'a suivie M. Loiseleur dans son récit long, mais précis, des relations de Mazarin avec Anne d'Autriche. Il montre Mazarin cherchant, pour se maintenir aux affaires, à régner sur le cœur de la reine, et exerçant, surtout de 1643 à 1652, un empire incontestable. En 1643, la reine avait quarante-deux ans et Mazarin quarante-un. De nombreux écrits s'attaquent aux amours de la reine et de Mazarin; mais les médisances de la princesse Palatine, et même les expressions des lettres de Mazarin à la reine, « expressions qui doivent, d'après la galanterie romanesque du temps, être prises au sens figuré et non au sens littéral, » ne suffisent pas à l'histoire pour affirmer l'existence du mariage : il y a sans doute dans ces lettres de la passion, de l'amour, mais il y a aussi des doutes, des inquiétudes sur cet amour. « Jamais un mariage légitime n'a consacré la charnelle et très-positive passion qui, pendant plus de dix-sept ans, unit Anne d'Autriche à Mazarin... Mazarin a été l'amant d'Anne, mais il n'a point été son époux. » Telle est la conclusion émise par M. Loiseleur dans sa très-intéressante étude. Avant de terminer, l'auteur examine la question, jusqu'ici indécise, de savoir si Mazarin était prêtre, et, d'après les actes fournis par le P. Theiner où Mazarin est appelé chanoine de St-Jean de Latran, où on le voit admis à l'ordre des cardinaux-prêtres, il conclut pour l'affirmative; seulement, d'après M. Loiseleur, Mazarin remplissait rarement les fonctions sacerdotales. N'oublions pas de noter que, dans son récit, M. Loiseleur laisse entendre que le Masque de fer a pu naître des rapports clandestins d'Anne d'Autriche avec Mazarin. Cette

opinion de Voltaire lui semble plus vraisemblable que les autres.

H. DE L'E.

Étude sur la guerre de la succession d'Espagne. Conférence de Verdun, par Jules d'ARGIS, 3^e édit., Verdun et Paris, 1866, gr. in-8°.

Nous avons éprouvé un mouvement de surprise en lisant les mots : *troisième édition* au frontispice d'un livre dont nous n'avions pas encore entendu parler. Quoi qu'il en soit, l'ouvrage vient montrer une fois de plus l'utilité de s'appuyer sur l'étude des documents originaux pour produire des pages sérieuses. Ici, les sources sont abondantes : M. d'Argis a pu consulter les douze volumes publiés par M. Mignet et le général Pelet ; il relève avec autorité les fantaisies historiques de certains historiens, de M. Michelet entre autres. Il loue Louis XIV d'avoir accepté le testament de Charles II ; il est rempli pour Villars d'une admiration très-justifiée, et trouve avec raison dans la Feuillade autre chose qu'un courtisan. Pourtant la « silhouette » de M^{me} de Maintenon, « figure indécise entre l'aventurière et la souveraine, femme admirable et reine funeste, » laisse à désirer. Quant à « ce pauvre duc d'Orléans, si outrageusement et si injustement traîné sur la claie aux gémonies de l'histoire, » il faudrait pour le réhabiliter lui trouver d'autres qualités que celle d'être « vaillant comme un preux, » compensation naturelle chez un Bourbon, mais qui ne suffit pas pour venger sa mémoire. En général, l'auteur apprécie sommairement les événements secondaires, s'arrêtant seulement aux principaux ; il les décrit avec clarté, parfois son style a du feu ; mais par moments aussi on aimerait à rencontrer plus de coordination dans l'emploi des matériaux. M. d'Argis a beaucoup lu, il n'a peut-être pas assez

travaillé pour se rendre complètement maître de son sujet. Je demanderais la suppression de certains hors-d'œuvre : pourquoi, par exemple, nous parler du congrès qui suivra la guerre de 1866, ou de l'esprit d'examen « qui a illustré le xvi^e siècle... » et a produit pour dernier de ses bienfaits la liberté que nous voyons aujourd'hui associée à la gloire ? » Pourquoi mettre à la fin du livre ces *Conférences* sur la critique littéraire, sur Néron et sur Lucain ? Il y a là, sans doute, de fort bonnes choses, écrites par un esprit distingué mais... *non erat hic locus*. H. DE L'E.

Mémoires secrets de M. Augéard, secrétaire des commandements de la reine Marie-Antoinette (1760 - 1800). Documents inédits sur les événements accomplis en France pendant les dernières années du règne de Louis XV, le règne de Louis XVI et la révolution jusqu'au 18 brumaire, précédés d'une introduction, par M. Evariste BAYOUX. Paris, H. Plon, 1866, in-8° cav.

Encore des mémoires qui viennent augmenter la liste déjà bien longue de tous ceux qui éclairent ou prétendent éclairer la seconde partie du xviii^e siècle. Augéard n'est pas un personnage inconnu, la *Biographie universelle* en parle et mentionne ses *Mémoires* comme devant contenir des particularités intéressantes sur les hommes et les choses de la Révolution. Mais pourquoi cette publicité tardive ? M. Bayoux, dans une introduction dont il est difficile de louer la forme et surtout le fond, assure qu'Augéard, rentré en France au 18 brumaire et mort à Paris en 1805, laissa ses *Mémoires* à l'abbé Poulitier, son ami, avec recommandation de ne pas les publier avant que la paix eût succédé aux orages révolutionnaires, et que la liberté d'appréciation fût compatible avec les ménages-

ments dus aux personnes vivantes. L'abbé Poultier transmet ces confidences, en 1830, à l'un des amis de M. Bavoux qui enfin, en 1866, a été autorisé à mettre les *Mémoires* au jour. Petit-neveu du chevalier d'Augeard, lieutenant-colonel du régiment de Navarre, l'auteur était fort avant dans les bonnes grâces du duc d'Orléans. Fermier-général, il refusa le poste de contrôleur général, que Maurepas lui offrait ; il préféra les fonctions de secrétaire des commandements de la reine, qu'il remplit pendant quinze ou seize ans. Il était parlementaire, très-mêlé aux choses de finances, remuant et cassant de caractère. Aussi ne faut-il lire ses *Mémoires* qu'avec une défiance trop justifiée par le ton qui y règne et les jugements excessifs ou contradictoires qui y abondent. Quand on est ami d'Augeard, on est bien près d'être un grand homme ; et quand on l'a pour ennemi, on n'est pas loin d'être un scélérat. Il faut voir comme il malmène Turgot, Necker, Calonne surtout, qu'il ne se lasse pas de flageller et qu'il accuse avec une visible exagération d'avoir endetté la France d'une somme ronde de 800 millions. Necker l'indigne presque autant. Il lui adresse plusieurs libelles, où il se faisait fort de démasquer ce qu'il appelait les erreurs, les mensonges et, pour tout dire, le charlatanisme du ministre. Néanmoins, malgré la pétulance extrême de son humeur et une confiance imperturbable dans ses idées, qu'il regarde comme la panacée du trésor public, Augeard avait en finances une compétence véritable, et, quand il touche à ces questions, il mérite toujours, sinon d'être cru, du moins d'être lu. Moindre est sa force en politique. Attaché de position à la cause des parlements et partisan sincère du gouvernement monarchique, il manque de logique et de netteté. Il ne rencontre presque jamais la révolution sans la taxer d'*infernale*, et

pourtant il a quelquefois dans son langage des licences de jacobin ; il cite même quelque part, à l'appui de ses préventions, un pamphlet allemand où il signale de *grandes vérités*, et qu'on dirait écrit en l'honneur de la Convention et en haine de la royauté par une plume de démagogue. Ni Louis XVI ni Marie-Antoinette n'ont ici la place qu'ils méritent. La reine, surtout, n'y a pas la fierté du sang de Marie-Thérèse. Bien qu'Augeard n'en parle qu'avec respect et sympathie, il ne lui trouve que de la bonté, une bonté larmoyante, et quelque courage ; il osa même dire à Caroline de Naples : « Ah ! Madame, si votre sœur avait votre tête et votre esprit de suite ! » Emprisonné comme suspect d'avoir fait un complot réactionnaire, et enfin libéré, Augeard parcourut les cours d'Europe, semant partout ses avis contre-révolutionnaires, et les faisant valoir avec une jactance où il y avait pourtant beaucoup de fidélité. A cette époque, il n'eut pas, sans doute, le bonheur de plaire aux émigrés : il en parle avec une violence de libelliste. Coblenz n'est pour lui qu'un mauvais lieu ; il confond les erreurs avec les crimes, les étourderies avec les dévouements, le scepticisme avec les principes. Toutefois, là même, ses récits abondent en détails dont plusieurs méritent la bienveillance de l'histoire. En somme, Augeard est un juge passionné, mais il a beaucoup de pièces en main ; en les livrant au public, il lui permet ainsi de casser ou de ratifier ses propres arrêts. Plus d'une de ses pages réhabilite Louis XVI et Marie-Antoinette, plus d'une révélation marque d'un fer chaud la vénalité des purs de ce temps. V.

Correspondance secrète inédite sur Louis XVI, Marie-Antoinette, la cour et la ville, de 1777 à 1792, publiée, d'après les manuscrits de la bibliothèque impé-

riale de Saint-Petersbourg, avec une préface et des notes, par M. de Lescure. Paris, H. Plon, 1866, 2 forts vol. in-8°, cav.

Correspondance secrète, correspondance inédite, voilà certes de quoi affriander, par le temps qui court, les curieux et les chercheurs. Mais d'où nous vient ce causeur indiscret? quel est-il? à qui s'adressent ses lettres? — Il nous arrive de Saint-Petersbourg quoique français, et voici comment. Cette correspondance, nous dit M. de Lescure, est un recueil de lettres *digne du public*, de lettres mises à la poste, puis, l'enveloppe brûlée, classées, étiquetées et distribuées en volumes; elles ont passé, après la mort du collecteur, à la bibliothèque de Varsovie, et ensuite à celle de Saint-Petersbourg. Tel est le signalement, l'acte civil de cette *Correspondance*. Ce n'est pas tout: un ancien professeur de l'Université de Saint-Peterbourg, M. de Porochine, a copié ce volumineux manuscrit, et a confié à M. de Lescure la tâche de l'annoter et de l'introduire dans la publicité. Que de points d'interrogation! A qui ces lettres ont-elles été écrites? où les a-t-on reçues? qui les a transportées à la bibliothèque de Varsovie, d'abord, puis à celle de Saint-Petersbourg? Mystères! Mais continuons. L'auteur de ces lettres est inconnu. Or ce voile de l'anonyme ne couvrait-il pas, en son temps, une position, un caractère qui ne pouvaient braver le grand jour? N'en serait-il pas de cette *Correspondance*, pompeusement annoncée par M. de Lescure, auquel vient en aide sur le ton de la réclame un *prospectus* habilement glissé dans le premier volume, n'en serait-il pas de ces causeries, disons-nous, comme des *Correspondances de Grimm et de Métra*, qu'on immole ici en victimes dans la préface? Ne serions-nous pas en présence d'un de ces ambassadeurs *in petto* de médisance et de curiosité

que les cours entretenaient à Paris, au XVIII^e siècle, dans les bas-fonds de la littérature et dans les bureaux? Nous ne savons; mais à coup sûr il est étrange de solliciter la confiance de l'histoire pour un inconnu qui n'a d'autres titres que d'avoir écrit en Russie des lettres dont les enveloppes ont été brûlées, comme s'il se fût agi d'une mauvaise action, et qui ont été plus ou moins fidèlement colligées en volumes.

Sous son masque, l'inconnu échappe même aux investigations de M. de Lescure, renforcé de M. Feuillet de Conches. M. de Lescure croit reconnaître Favier, personnage suspect, initié comme secrétaire à la correspondance secrète organisée par Louis XV; puis un du Bucq, peu recommandable aussi avec son pathos philosophique et littéraire. M. de Lescure voit tantôt deux correspondants, tantôt un seul. Toutefois il ne peut dissiper les ombres, et en définitive il laisse échapper un que sais-je? Le masque du chroniqueur est donc bien attaché et nous ignorons ce qu'il cache. Va-t-il, cependant, se trahir par ses lettres, et les marque-t-il d'un cachet d'honnêteté? *Honnêteté relative*, dit M. de Lescure dans sa préface; ce mot rassure peu. Il est encore trop flatteur. Après avoir lu consciencieusement ces 1,300 pages et plus, nous disons que cet anonyme, jugé par ses lettres, est tout simplement un chroniqueur qui écrit au jour le jour, sans se soucier d'être exact ou même d'accord avec lui-même pendant l'espace d'une semaine. Il prodigue les brocards, les couplets graveleux, les anecdotes méchantes, les calomnies ramassées au hasard dans les courants fangeux de la diffamation; il affirme et il nie d'un jour à l'autre avec la même insouciance; il entasse les *on dit*; il accumule les détails scandaleux; il accuse ou il justifie à tort et à travers, et surtout il suit en humble serviteur la révolution dans toutes ses

phases; avec elle, il est successivement réformiste remuant, partisan et adversaire des parlements, ami d'une constitution à l'anglaise, d'une constitution quelconque, puis du jacobinisme qui renverse le trône; il jette l'injure aux captifs du Temple, raconte laconiquement et froidement leurs tortures, et croit être assez philanthrope en ne voulant pas faire tomber leurs têtes sur l'échafaud. L'anonyme est animé d'une haine sans mesure contre la religion, le pape, les évêques, le clergé; il est pour la spoliation, pour la proscription des *noirs* et des *calotins*. Toujours il voit dans les forfaits de la démagogie la main d'un aristocrate; il est, pour brocher sur le tout, plein d'inexactitudes même grossières; il n'apprécie sainement ni les partis ni leurs chefs; ses lettres sont décousues, sans littérature, et n'empruntent quelque sel gaulois qu'aux *mots* et aux couplets dont elles sont émaillées. Sur tout cela, l'annotation de M. de Lescure est rare et fort incomplète.

Néanmoins, pour être juste, n'hésitons pas à dire qu'il y a là sur Marie-Antoinette et Louis XVI, sur la *cour et la ville*, comme dit l'éditeur, des aveux favorables et d'autant plus sûrs qu'ils tranchent sur un fond sceptique et révolutionnaire. En outre, l'anonyme paraît tenir la plume au nom de la démocratie. Sous ce rapport, il en fait connaître la marche et l'ensemble.

V.

Louis XVII, sa vie, son agonie, sa mort, captivité de la famille royale au Temple, par M. A. de BEAUCHESNE, 5^e édition, enrichie d'autographes, de portraits et de plans et précédée d'une lettre de Mgr Dupanloup, évêque d'Orléans. Paris, H. Plon, 1866, 2 vol. in-12.

Quatre éditions de ce bon et beau livre n'ont pu satisfaire la sympathique curiosité du public; voici une édition nouvelle enrichie de portraits, — ceux

de Louis XVII, de M^{me} Royale, de Simon, féroce gardien de saintes victimes, de Gomin et de Lasnes qui firent entrer dans cette prison la pitié et le respect, — enrichie encore de plans qui traduisent fidèlement aux regards, la topographie respective des lieux consacrés par de hautes infortunes. Il y a aussi des fac-simile pleins d'intérêt : écriture du dauphin, acte de son décès, etc. Le premier volume s'ouvre par une éloquente préface de Mgr Dupanloup, et se ferme sur l'assassinat juri-dique de Louis XVI; le second nous parle des souffrances de la reine, de M^{me} Elisabeth et de M^{me} Royale si noblement supportées, décrit la captivité dernière, le jugement et le supplice de Marie-Antoinette, nous fait assister aux tortures, à l'agonie et à la mort de Louis XVII; il nous entretient de sa sépulture, raconte la délivrance de Marie-Thérèse, la suit jusqu'en Autriche et, revenant à la tour du Temple, nous fait voir s'écroulant sous le marteau officiel ces murs qui avaient abrité des douleurs inénarrables. La préface de Mgr Dupanloup suffirait seule à animer d'un vif intérêt cette édition. L'illustre évêque envisage la révolution au point de vue des âmes : il dit ce qu'elles ont été, peureuses, égarées ou scélérates, sous l'empire de la révolution, et il marque d'un brûlant stigmate les crimes qui ont enlevé à la France le meilleur des rois, la plus grande des reines, le plus charmant des rejetons de la tige de saint Louis. Ensuite commence une lugubre histoire qui a fait couler tant de pleurs, et que M. de Beauchesne a su rajeunir par des récits profondément émus. L'auteur enroule les événements révolutionnaires autour du Temple, en sorte que cette sombre tour est comme le centre du drame qui épouvantait la France. On voit passer dans ces pages les principaux personnages et les faits saisissants d'une époque si féconde en crimes

horribles, en dévouements héroïques; tout s'achemine, hommes et choses, vers le Temple; tout concourt, en désarmant la royauté, à l'enfermer dans une prison où de sublimes sacrifices vont s'accomplir. Pour être digne de son sujet, M. de Beauchesne a fouillé les archives et les bibliothèques, il a interrogé les souvenirs de Gomin, de Lasnes, de bien d'autres témoins dont les dépositions précieuses n'avaient eu encore aucune publicité; il a, de plus, reconstruit par la pensée, à l'aide des documents les plus sûrs, tout l'édifice du Temple; de sorte que le lecteur vit jour à jour dans la société intime de la famille royale; il sait des mystères de douleur et de résignation jusqu'alors inconnus. Louis XVI, Marie-Antoinette, puis Louis XVII, sont ainsi placés dans une lumière complète. Rien n'est omis, et tout est puisé aux meilleures sources; des pièces justificatives d'une irrécusable authenticité terminent chaque volume. M. de Beauchesne, indépendamment de ses recherches personnelles, a condensé dans son travail tous les renseignements déjà utilisés. Il les a coordonnés avec bonheur. Non content de décrire avec une vérité pleine de poésie et une simplicité qui ne dédaigne au besoin ni la plume du philosophe ni le pinceau du peintre, il a tout éclairé par des principes dont la fermeté consciencieuse, indulgente aux erreurs et aux illusions, flétrit les lâchetés et les crimes. L'œuvre de M. de Beauchesne est complète, c'est la vérité, toute la vérité.

G. G.

Documents pour servir à l'histoire des élections aux États généraux dans la généralité d'Alençon, par M. Léon de la Sicotière. Alençon, 1866, pet. in-8° de 151 p.

On ne saurait trop remonter à cette mémorable époque où la France en-

tière, animée d'une généreuse ardeur, répondit à l'appel de Louis XVI, et montra tout ensemble sa foi monarchique et son amour de la liberté. Le livre de M. de la Sicotière vient jeter une lumière nouvelle sur un coin de ce tableau. L'auteur a trouvé dans les richesses de sa bibliothèque la plupart des matériaux de son travail. Après un court aperçu du mouvement de 89, M. de la Sicotière étudie successivement ce qui a rapport au clergé, à la noblesse, au tiers état. Pour le clergé, le cahier du bailliage d'Alençon, que l'auteur n'avait pas d'abord retrouvé, est donné en appendice (p. 129). Pour la noblesse, nous avons une liste complète, avec les noms rectifiés, des gentilshommes appelés à prendre part à l'élection; le procès-verbal de la délibération sur les privilèges en matière d'impôts, le cahier du bailliage d'Alençon, le cahier du bailliage du Perche, enfin une délibération de l'ordre de la noblesse du bailliage d'Alençon, donnant, à la date du 3 août, des pouvoirs généraux et illimités à ses députés. Pour le tiers état, l'auteur donne de très-curieux détails sur la rédaction des cahiers, et publie : le texte inédit des cahiers du bailliage d'Alençon; le cahier particulier de la ville de Mortagne, d'après les papiers du conventionnel Fourny; deux des curieux cahiers des soixante-trois paroisses de la châtellenie de Mortagne, écrits d'ailleurs sous l'inspiration des notaires, procureurs, etc.— M. de la Sicotière, grâce à la publication d'un *Recueil de documents relatifs à la tenue des états généraux du grand bailliage d'Alençon*, publié (juin 1866) à Cherbourg par M. de Courtillolles, et à celle du t. VI de la collection des documents du château d'Harcourt, a pu, dans un appendice, ajouter des compléments et des rectifications à ses utiles et érudites recherches.

G. DE B.

Les victimes de la Terreur du département de la Charente, récits historiques, avec portraits, notes et pièces justificatives, par le Dr Cl. GIGON, vice-président de la Soc. arch. et hist. de la Charente. Première série. Angoulême, 1886, in-8° de 290 p. (tiré à 100 exemplaires. — Extr. du *Bulletin de la Société de la Charente*).

M. le Dr Gigon s'est livré aux plus consciencieuses recherches pour dresser cette nouvelle liste funèbre, qui vient se joindre à tant d'autres et éclairer des jours à jamais néfastes. L'auteur a compulsé les écritures départementales, les archives de Paris, il a étudié les mémoires et les écrits du temps ; il a recueilli des traditions sur les lieux ou dans le sein des familles. C'est ainsi qu'il a pu augmenter une liste déjà trop longue, et prouver que son pays avait été moins épargné qu'on ne le croyait. Disons tout de suite que M. Gigon comprend dans ses *victimes* non-seulement les personnes condamnées par le tribunal d'Angoulême, mais celles qui, conduites à Paris — car au début la France entière était chargée de fournir des justiciables au Tribunal révolutionnaire, — y périrent, toutes celles en un mot qui, par leur origine ou leur naissance, se rattachent à la Charente. Dans une première partie, l'auteur donne la liste générale des victimes, qui comprend 93 noms, dont 68 morts et 23 déportés. Parmi les condamnés à mort on remarque, comme toujours, des ouvriers, des artisans et des femmes (22). Dans une seconde partie, intitulée : *Récits historiques*, M. Gigon étudie les faits relatifs à chaque victime en particulier. Le volume que nous annonçons ici, et qui ne fait qu'entamer ces *récits*, contient dix-huit biographies, avec pièces justificatives, deux portraits et la reproduction figurée d'un *arrêté* du temps. Remarquons, avant de terminer ce rapide exposé des laborieuses recher-

ches de M. le Dr Gigon, que si les victimes de la Charente furent trop nombreuses encore, le contingent formé par le tribunal criminel d'Angoulême, composé de gens vraiment honnêtes et modérés, ne fut que de six personnes : trois condamnées à mort, trois à la déportation.

L. C.

Documents relatifs à la Révolution Française dans le Bas-Rhin. *Revue catholique de l'Alsace*, juin, juillet, août, septembre 1886.

Sous ce titre sont publiés des documents sur les mesures prises dans le département du Bas-Rhin contre les émigrés, et en particulier un *Etat général des émigrés du district de Strasbourg*, arrêté le 15 janvier 1793, avec l'indication de leurs professions et de leurs biens confisqués. Parmi ces émigrés ne figurent pas seulement des nobles et des prêtres : on y trouve de nombreux ouvriers, de simples employés, des médecins, un marchand de tabac, un apothicaire. Les « meubles et effets » des victimes pauvres de la prescription étaient, paraît-il, aussi bons à prendre que les arpentés et les rentes des plus fortunés. Parmi les objets saisis figurent les suivants, qui formaient mais doute toute la fortune confisquable de l'émigré : « un cabriolet estimé trois cents livres, » et « deux pièces de toile inventoriées. » Un tel document porte avec lui son enseignement.

Note pour servir à l'histoire des diocèses de Bayeux, Lisieux et Séez, etc., pendant la Révolution, par M. de FORMIGNY DE LA LONDE. Caen, imp. Domin, 1866, gr. in-8° de 15 p.

M. de Formigny a trouvé chez un bouquiniste de Caen cette liste, qui est en partie un martyrologe, et il a jugé

utile d'en assurer la conservation en la publiant. Elle comprend cent-quarante-deux noms de prêtres détenus dans les trois prisons de Caen. Un astérisque désigne les victimes de la Révolution : vingt-deux prêtres étaient morts au moment où l'auteur de cette liste enregistrait ces noms, c'est-à-dire en 1798. M. de Formigny a joint à ce document quelques renseignements sur les couvents, transformés en prison, où furent détenus les prêtres incarcérés, et l'indication bibliographique des nombreuses brochures relatives au curé de Saint-Pierre de Caen, qui avait prêté serment à la constitution civile du clergé.

Histoire de la vie politique, militaire et administrative du maréchal Davout, duc d'Auerstedt, prince d'Eckmühl, d'après les documents officiels, par L. J. GABRIEL DE CHÉNIER, avocat consultant du ministère de la guerre. Paris, Cosse, Marchal et Co, 1868. 2 vol. in-8°.

Que M. L.-J. Gabriel de Chénier ait voulu dire la vérité sur le maréchal Davout, réhabiliter même sa mémoire si elle en avait besoin, — puisqu'à l'entendre « Davout n'a point eu de critiques et n'a eu que des calomnieurs, » — rien de plus naturel et de plus légitime ; qu'en entreprenant cette tâche, il ait écarté systématiquement les apologistes et les détracteurs, pour ne s'en tenir qu'aux seules pièces officielles et à la correspondance de Davout, personne ne saurait l'en blâmer. Mais est-ce bien là ce qu'a fait l'auteur ? A-t-il écrit l'histoire de Davout sans passion, sans acrimonie, avec science, avec impartialité, et en ne s'inspirant que de « l'amour de la vérité, sans esprit de parti ? » — Nous n'hésitons pas à dire que M. de Chénier a échoué dans sa tentative : au lieu d'écrire une histoire, il a fait un panégyrique ; au lieu de montrer la gravité du juge, il est tombé

dans les exagérations et les rancunes de l'homme de parti. Nous ne nions pas qu'il n'y ait dans son livre de sérieuses recherches, de curieux documents : la publication des correspondances de Davout et de Napoléon et des documents tirés des archives de la guerre lui donne une valeur incontestable. Mais il eût fallu laisser parler les documents et s'effacer devant eux. Il eût fallu ne pas nous montrer Davout comme un *demi-dieu* (« ce n'est plus un homme, c'est un dieu d'Homère ») (p. 166), réunissant « toutes les qualités que Xénophon exige des conquérants et des fondateurs d'empire, » ayant le monopole des missions difficiles et d'entreprises qu'on n'aurait confiées à nul autre, connaissant la valeur personnelle, les services, l'aptitude de tous ceux qu'il employait, égalant Horatius Coclès par son dévouement sublime, et dont l'activité, la prévoyance et la vigueur auraient fait de Waterloo un triomphe au lieu d'un désastre. Il eût fallu surtout, en rendant à Davout la justice qui lui est due, en le laissant ce qu'il était, républicain ardent au début, puis impérialiste justement reconnaissant des faveurs de Napoléon, mais français avant d'être impérialiste — Davout le montra bien en 1813, — il eût fallu ne pas insulter un parti auquel Davout se rallia avant de mourir, une royauté qu'il servit et à laquelle il rendit cet hommage désintéressé qu'elle seule pouvait sauver la patrie, et formuler enfin un violent réquisitoire contre Louis XVIII *ramené par l'étranger* et s'appuyant sur les *baïonnettes ennemies*, contre les royalistes formant une *faction* dont le *vénal dévouement* et les *sureurs* « justifiaient si bien les excès reprochés à la Révolution de 1789. » Ces hommes pour lesquels, dans le rétablissement du gouvernement royal, « il n'entrât aucune idée de patriotisme, » n'étaient-ils pas les mêmes qui — l'auteur le rappelle — offraient

au général Lamarque de s'unir à lui pour s'opposer à la marche des Prussiens sur l'ouest? Avec plus de modération et de justice, avec plus de critique et un emploi plus intelligent des sources où il a puisé, M. de Chénier eût pu faire une œuvre solide et digne d'éloges. Nous regrettons que son livre ne tienne pas toutes ses promesses.

G. DE B.

L'invasion de 1814. Napoléon et les alliés à Troyes et dans le département de l'Aube, conférence faite à Troyes, par P. FONCIN, professeur d'histoire au Lycée impérial. Troyes, 1866, gr. in-8° de 76 p.

Cette étude d'histoire contemporaine, embrassant les événements écoulés pendant trois mois de l'année 1814, est bien faite. Le récit, clair et animé, s'appuie sur les pièces conservées dans les archives ou recueillies par de précédents historiens. Puisque M. Foncin cite comme ouvrage à consulter celui de M. de Vaulabelle, pourquoi oublie-t-il de mentionner l'*histoire de la Restauration* de M. Alfred Nettement, bien plus exacte et bien mieux informée que celle de M. de Vaulabelle? Si dans ce tableau de la lutte militaire on retrouve dans Napoléon le grand capitaine, on apprend aussi à connaître les malheurs que l'ambition d'un seul attire sur le peuple qu'il gouverne. Les pièces justificatives publiées à la fin de la brochure montrent le poids des réquisitions exercées par l'ennemi, et la fatigue d'une nation épuisée par vingt ans de guerres effroyables.

H. DE L'E.

Histoire de France depuis 1814 jusqu'au temps présent, par M. POUJOLAT. Paris, V. Poussielgue, 1863-66, 3 vol. in-8°. L'ouvrage aura 4 volumes.

Nous sommes heureux de pouvoir louer sans restriction cet ouvrage.

Cadre, idées, style, tout répond à ce qu'on avait droit d'attendre de l'éminent écrivain qui l'a signé. M. Poujolat a voulu faire pour la jeunesse et pour les gens du monde, ou plutôt pour tous, à l'heure où l'histoire contemporaine entraine, par ordre supérieur, dans les programmes d'instruction publique, un travail où les faits fussent résumés sous une forme attrayante, avec impartialité et modération, sans jamais sortir de la ligne sévère des principes; il a parfaitement réussi. Le caractère politique de cet écrit commande à notre prudence un silence qui coûte à notre admiration; contentons-nous d'un exposé rapide. Les deux premiers volumes embrassent la période qui s'étend de 1814 à 1830; le troisième va de 1830 à 1840; le quatrième, qui sera le dernier et que nous attendons impatientement, ne se terminera qu'au *temps présent*. Comme on le voit, c'est une vaste carrière que M. Poujolat devait parcourir: elle est pleine d'événements, et il ne fallait pas une médiocre intelligence pour distribuer avec précision et clarté les faits principaux, pour éviter la surcharge des détails, pour faire un triage sûr qui ne laissât jamais l'intérêt des événements s'égarer dans la multiplicité presque infinie des accessoires. Sage ordonnance des matières et modération, voilà les principales qualités de l'auteur. S'il ne fléchit pas devant les erreurs ou les crimes, il les juge sans colère. Équitable pour ses adversaires, il ne ménage pas les vérités à ses amis. Nous n'analyserons pas ces trois volumes; ce serait peut-être téméraire, ce serait trop long, d'ailleurs: deux mots suffiront. M. Poujolat prend la France à la chute de l'Empire. Il crayonne d'un trait vif et rapide la situation de l'Europe à ce moment solennel; puis il raconte la Restauration, au point de vue politique surtout: il en expose et

en apprécie les luttes, les dangers, les fautes; il suit les mouvements des partis dans l'ombre des conciliabules, dans les agitations de la place publique, dans les délibérations des cabinets; il rattache à chaque ministère les événements intérieurs et ceux du dehors. La politique, toutefois, ne lui fait pas oublier les arts, les sciences, les lettres, la religion et la philosophie. Il en signale les défaillances et les gloires; il y voit comme le reflet de l'état général des esprits, si bien qu'une synthèse élevée donne aux détails un caractère d'ensemble, une physionomie accentuée. M. Poujoulat, du reste, n'est pas seulement un juge dont une conscience éclairée dicte les arrêts; c'est un artiste qui sait tout peindre, personnages et faits, avec la sobriété de couleur qui sied à l'histoire et lui garde sa dignité; c'est aussi un chrétien convaincu : il sait mettre en relief, surtout dans le troisième volume, les écarts de la libre pensée, qui se traduisaient en agressions brutales contre la religion séculaire de la France, ou en systèmes de sectaires qui ne vivaient que quelques jours et mouraient de consommation sous le dédain ou la risée du public. La dernière partie de cet ouvrage nous initiera sans doute plus profondément encore à la connaissance nette et si instructive de la marche des esprits en France. Sans esquisser *ex professo* la philosophie des temps qui ont occupé sa plume, M. Poujoulat fera toucher du doigt la corrélation des faits, consolants ou regrettables, avec les lois qui gouvernent l'intelligence et le cœur. Nous n'avons pas besoin de recommander cette histoire; elle s'impose d'elle-même aux sympathies des hommes de sens, de modération et de fermeté. Elle sera le manuel de quiconque veut savoir, sans effort de recherches et sous le charme d'une bonne lecture, ce qu'a été la France depuis 1814 jusqu'au temps présent.

G. G.

Essai historique sur l'abbaye de Saint-Barnard et sur la ville de Romans, par M. GIRAUD, ancien député. Lyon, impr. de Louis Perrin; libr. d'Aug. Brun, 1856-1866, 4 vol. in-8°.

L'œuvre que nous annonçons ici est une œuvre importante et à laquelle son auteur a apporté un soin, une patience, une érudition dignes des plus grands éloges. En 1856, M. Giraud publia les deux premiers volumes de son *Essai historique*. Il y étudiait les origines de l'abbaye fondée par saint Barnard, au milieu du ix^e siècle, et conduisait son récit jusqu'au commencement du xiii^e siècle. Il nous montrait la riche et florissante abbaye bientôt saccagée par les barbares (les Normands, d'après l'auteur), ruinée de nouveau au x^e siècle, et réduite violemment sous la domination laïque; puis se relevant, sous la bienfaisante direction de l'archevêque Léger, et obtenant la faveur enviée de relever immédiatement de la cour de Rome. L'abbaye règne alors en souveraine, et Romans reconnaît ses lois. En même temps, M. Giraud publiait, dans un volume de preuves, le cartulaire de Romans, dont ses laborieuses investigations lui avaient fait retrouver une copie partielle : il donnait le texte de 76 des 418 chartes composant ce cartulaire, et, pour les autres, une analyse due à un membre du chapitre, Denis de Fontenille. A ce cartulaire étaient joints tous les éclaircissements désirables : notes chronologiques, historiques, géographiques. Ces deux premiers volumes furent accueillis avec faveur par le monde savant, et valurent à l'auteur une juste récompense de ses travaux : la première mention très-honorable en 1859 au concours de l'Académie des inscriptions. Depuis, M. Giraud n'a cessé de poursuivre ses laborieuses recherches; il a été assez heureux pour retrouver le cartulaire original, qu'on croyait perdu. Au texte

de cinquante-trois nouvelles chartes que ses précédentes investigations lui avaient permis de restituer, l'auteur a donc pu joindre de nouveaux compléments et d'utiles rectifications; son premier travail acquérait ainsi une autorité plus grande. Un second volume de preuves contient, avec ces textes supplémentaires, de *Nouvelles pièces justificatives* se rapportant à la seconde partie de l'*Essai historique*. Il nous reste à parler de cette seconde partie qui conduit l'histoire de l'abbaye jusqu'à la fin du xiv^e siècle. On assiste à la décadence de sa puissance, au relâchement de la discipline. La papauté intervient, à plusieurs reprises, pour faire respecter les droits méconnus et pour détruire les abus grandissants. Des luttes avec les seigneurs ou avec la municipalité de Romans, qui finit par s'affranchir de la tutelle de l'abbaye, remplissent cette période. Les dauphins de Viennois dépouillent le chapitre de saint Barnard d'une partie de ses droits de souveraineté; la royauté, prenant leur place lors de la cession du Dauphiné, se substitue à leurs prétentions. Ce sont, pour l'antique abbaye, des jours de déclin.

M. Giraud a fait preuve, dans ce vaste travail, d'une conscience égale à son érudition. Il a pu, chemin faisant, fournir à l'histoire plus d'une rectification : c'est ainsi qu'il venge (t. II, p. 25-27) Roger de Clérieu des accusations mal fondées de Joinville, et montre que le seigneur de la Roche-de-Glun, qu'on a peint sous de si noires couleurs, était « un homme modéré, conciliant, entouré de la considération publique. » — Ce remarquable travail donne peu de prises à la critique; nous signalerons seulement une expression impropre (t. I, p. 24) : le mot de *canonisation* employé à propos de la translation d'un corps dont on voulait honorer la mémoire. Ajoutons que si l'ouvrage de M. Giraud doit pleinement

satisfaire les amis de l'histoire sérieuse et puisée scrupuleusement aux sources, il ne doit pas moins plaire aux amateurs de beaux livres. M. Giraud a agi en bibliophile non moins qu'en érudit : il n'a rien épargné pour faire de son livre un des produits les plus soignés et les plus exquis de la typographie contemporaine. Dire que ces quatre volumes sortent des presses de Louis Perria, c'est dire qu'ils sont imprimés avec un luxe, une élégance, un soin incomparable. L. C.

Des relations des empereurs et des ducs de Lorraine avec l'abbaye de Remiremont, par M. L. DUHAMEL, archiviste des Vosges. Epinal, 1866, in-8° de 31-xli p.

Ce mémoire, première partie d'une étude dont M. Duhamel nous fait espérer la continuation, comprend les événements écoulés du viii^e siècle, époque de la fondation de l'abbaye de Remiremont, au xii^e siècle. Ancienne résidence impériale, cette abbaye, humble dans ses commencements, mais bientôt richement dotée par les empereurs, se développa d'abord sous la règle de saint Benoît; mais la décadence arriva, et au xii^e siècle, l'abbaye se transforma en un chapitre purement féodal et séculier. M. Duhamel a puisé dans le dépôt confié à sa garde les documents nécessaires à son étude; il reproduit en appendice le texte des principaux d'entre eux, inédits en grande partie. Les diverses conventions passées entre les ducs de Lorraine et l'abbaye font comprendre les relations qui existaient de part et d'autre. C'est en multipliant dans les provinces des travaux aussi exacts et composés sur les documents originaux, qu'on parviendra à éclairer l'histoire. Nous ne pouvons que féliciter M. Duhamel, en l'engageant à se montrer plus clair parfois, et à s'élever de temps en

temps au-dessus ces faits pour marquer les résultats acquis. H. DE L'E.

Morimond et les milices chevaleresques d'Espagne et de Portugal, par Adrien ARCELIN, archiviste paléographe, Chaumont, gr. in-8° de 42 p.

« Si les croisades ont eu dans l'histoire un immense retentissement et un prestige qu'on ne saurait contester, on n'a peut-être pas assez rendu justice à la lutte incessante, opiniâtre, héroïque, que soutinrent pendant tant de siècles les chevaliers d'Aragon, de Castille et de Léon, jusqu'au jour où ils eurent rejeté à la mer les débris de l'islamisme. » M. Arcelin a donc voulu rendre à ces moines de Cîteaux, qui formèrent le noyau de cette vaillante chevalerie, la justice qui leur est due. C'est un cistercien, l'abbé de Fitero, qui réunit vingt mille défenseurs pour défendre Calatrava et fit reculer les Maures épouvantés. Un ordre de chevalerie fut formé, et les chevaliers furent rattachés comme frères convers à l'ordre de Cîteaux, dans le chapitre général tenu en 1187 en Bourgogne, et admis dans la filiation de l'abbaye française de Morimond. Une bulle de Grégoire VIII prononça solennellement la suprématie de Morimond sur les milices d'Espagne.

M. Arcelin, d'après des documents inédits qu'il a recueillis dans les archives de la Haute-Marne, a pu mettre dans un nouveau jour l'histoire des ordres espagnols dans leurs rapports avec Morimond. Dans un résumé historique dont la sobriété n'exclut pas l'intérêt, il montre les chevaliers de Calatrava ayant les abbés de Cîteaux pour chefs spirituels; l'ordre d'Avis, créé en Portugal en 1147, soumis à la même direction, et aussi plus tard l'ordre du Christ. Il en fut de même en Espagne des ordres de Saint-Julien du

Poirier et de Montase. Il résulta de cette immense juridiction de l'abbaye cistercienne et de l'éloignement où se trouvait la maison mère une série de conflits, que le grand prieur, toujours français et délégué par l'abbé de Morimond, ne parvint pas dans tous les temps à apaiser. L'autorité du Saint-Siège dut intervenir pour confirmer la suprématie de l'abbé de Morimond, qui demeura ainsi l'arbitre presque toujours écouté et dont l'intervention personnelle fut souvent décisive sur les affaires politiques de l'Espagne. Nous ne suivrons pas plus longtemps M. Arcelin dans son intéressant exposé; bornons-nous à signaler les importants documents, au nombre de quatorze, publiés par le savant archiviste à la suite de sa notice, et parmi lesquels figurent une bulle du pape Pie II et plusieurs lettres de Charles-Quint. Sous un très-petit volume, le travail de M. Arcelin ajoute à notre histoire nationale religieuse un précieux chapitre, et montre une fois de plus les services que peuvent rendre à la science les archivistes de nos départements.

ERN: D.

Armorial des évêques de Laon; Armorial des évêques de Beauvais; Notes pour servir à un armorial des évêques de Soissons; id. de Senlis, par Arthur DEMARSY, secrétaire adjoint de la Société de l'Ecole des Chartes, membre de la Société des Antiquaires de Picardie, etc. Paris, Dumoulin, 1888-86, 4 broch. gr. in-8°.

M. Demarsy a entrepris de nous donner un armorial complet des évêques de Picardie. Il n'a épargné aucune recherche pour accomplir cette tâche. Il indique les sceaux des évêques aussi bien que leurs armoiries: les collections des archives, le précieux recueil de Gaignières, nos grands ouvrages généalogiques ont été par lui

explorés avec profit. M. Demarsy donne d'abord quelques indications sur le siège épiscopal et sur les titres qui y étaient attachés — c'est ainsi qu'il examine en passant la question de l'origine de la pairie, en parlant de l'évêché de Laon, — puis il indique les armes de l'évêché et du chapitre; entrant ensuite au cœur de son sujet, l'auteur donne, depuis le ^x^e ou le ^{xii}^e siècle, le nom de chaque évêque, quelques détails biographiques, les dates de l'élection, du sacre et de la mort, et la description du sceau ou du blason. Pour les évêques de Soissons et de Senlis, les renseignements recueillis n'ayant pas été assez abondants, nous n'avons que des *notes*, dont les lacunes pourront être comblées plus tard. M. Demarsy rend par cette publication d'utiles services à l'histoire et à l'archéologie; nous souhaitons qu'il puisse réunir les matériaux nécessaires pour mener son œuvre à bonne fin : à la description des sceaux et des blasons, il voudra sans doute alors joindre des reproductions fidèles, et nous donner à la fois un ouvrage de luxe et une œuvre d'érudition.

Etude sur la chronologie des sires de Bourbon (x-xiii^e siècles), par M. A. CHAZAUD, archiviste de l'Allier. Moulins, 1863, grand in-8° de 244-xli p. (Publié par la Société d'Émulation de l'Allier.)

Voici un « excellent travail, » a dit M. Amédée Thierry lors de la distribution des récompenses accordées aux sociétés savantes, à la suite du concours de 1864 où M. Chazaud obtint le prix, et ce n'est pas nous qui démentirons cet éloge mérité. La généalogie des anciens sires de Bourbon était un vrai chaos : à chaque pas M. Chazaud relève l'erreur parvient à remonter à sa source; or nous savons tous combien ce labeur ré-

clame de soins, et à quelles recherches il faut se livrer pour établir un nom et rectifier une date en ces temps éloignés ! Rien n'est plus curieux dans l'histoire de l'erreur que ces généalogies des premières maisons de Bourbon, et cet échafaudage de mensonges élevé à l'aide de chartes, condamnées par Mabillon et Baluze comme fausses, et acceptées cependant par la foule des panégyristes. M. Chazaud, d'une main intelligente et ferme, porte à ce système des coups dont il ne pourra plus se relever. Les légendes fabuleuses disparaissent devant la vérité. Avant d'aborder la chronologie des sires de Bourbon, le savant archiviste trace la géographie historique du Bourbonnais, et expose les principales divisions administratives du pays, aux époques celtique, gallo-romaine, gallo-franque. Le seigneur de Bourbon fut sans doute un viguier du comte de Bourges, et le premier connu, Aimard, commence en 916 la branche des Archambaud, première maison de Bourbon, éteinte en 1171. La seconde maison des Bourbon-Dampierre s'éteignit avec Agnès, dame de Bourbon, dont la fille Béatrix fut mariée à Robert, fils de saint Louis, tige de la maison royale de Bourbon. Le Bourbonnais était bien un fief féminin, car, à la mort d'Agnès, des héritiers mâles collatéraux étaient vivants. M. Chazaud, en discutant avec sagacité les faits et les dates, raconte, pièces en main, la vie des premiers seigneurs de Bourbon, et fournit ainsi sur une de nos plus grandes familles féodales des renseignements nouveaux et précieux : c'est l'histoire même de la France qui se trouve ainsi éclairée.

H. DE L'E.

Étude sur l'histoire des institutions seigneuriales et communales de l'arrondissement de

Gaillac (Tarn), par Elie A. ROSSIGNOL. Toulouse, 1866, in-8° de 133 p.

Je ne m'étonne pas que le livre de M. Rossignol ait été distingué par l'Institut de France et couronné par l'Académie de législation de Toulouse : il est d'un bout à l'autre aussi instructif qu'intéressant. L'auteur, après avoir touché tour à tour, dans les *Monographies communales de l'arrondissement de Gaillac*, aux diverses institutions de la vieille France, et « suivi siècle par siècle le fonctionnement de tous les rouages administratifs, judiciaires et politiques dans les grandes comme dans les petites localités, » a voulu « jeter sur le tout un coup d'œil d'ensemble, et rapprocher les uns des autres les documents fournis par ces études particulières. » M. Rossignol examine d'abord rapidement l'état de la société gauloise, gallo-romaine et franque, et résume ce qui a été dit tant de fois sur l'origine de la féodalité, du servage et des communes. Puis vient un aperçu historique sur la formation des seigneuries et des communes de l'arrondissement de Gaillac, sur leur développement et leur absorption par la royauté. Là, M. Rossignol insiste sur les immenses défrichements du sol entrepris au x^e siècle par les religieux, et il signale surtout les progrès accomplis, en matière d'agriculture, sous l'intelligente et féconde direction des bénédictins qui vinrent alors s'établir à Gaillac. L'auteur, du reste, s'était déjà plu à montrer la large part prise par les moines à la renaissance du commerce et de l'agriculture, dans son *Histoire de l'abbaye de Candeil*. Sur une foule de points, mes recherches personnelles me permettent de confirmer les justes observations de M. Rossignol, notamment celle-ci : « La division et la subdivision à l'excès est un des caractères saillants de la propriété féodale dans le midi ; il n'était pas de

château qui n'ait plusieurs propriétaires, et à Rabastens ils étaient plus de cinquante. » L'auteur nous apprend que la charte de 1221 accordée par Raimond VII, du vivant de son père, aux habitants de Gaillac, contient les dispositions les plus libérales, et qu'elle établit ce que nous appellerions aujourd'hui l'assistance judiciaire : « Si un homme pauvre et sans amis a un procès avec un homme riche et influent, que la communauté aille à son aide et lui fasse obtenir justice à ses frais. » La charte octroyée par le même prince aux habitants de Cordes, en 1222, leur reconnaît le droit de chasse. M. Rossignol, à propos des coutumes de Montclar (1267), fait remarquer que c'est un des caractères dominants de la constitution municipale dans l'Albigeois que la fraternelle union des nobles et des bourgeois, qui se partageaient les honneurs du consulat ; il trouve la liberté d'association pour ainsi dire proclamée dès le milieu du xiv^e siècle. En une étude spéciale sur les seigneuries et les communes, M. Rossignol a rassemblé de très-exacts renseignements sur les droits d'albergue, de bladade, quète, araire, bouade et pesade, de banalité, de fouage, de péage et leude et de corvées, ainsi que sur les droits de cens, lods, acaptés et autres frappant la propriété. En ce même chapitre, M. Rossignol s'occupe des fiefs et des seigneurs féodaux et censiers ou directs, des seigneurs justiciers, de la justice civile, criminelle et rurale, haute, moyenne et basse, de l'administration municipale, des impôts royaux et municipaux, de leur répartition, des cadastres, etc. Le livre tout entier de M. Rossignol s'appuie sur des titres authentiques, recueillis à la suite des recherches les plus patientes faites dans quatre-vingts communes, et qui ont été interprétés par lui avec une sagacité qui n'est jamais en défaut. T. DE L.

Transmission de la châtellenie de Bourbourg, par le marquis DE GODEFROY MÉNILGLAISE et note par E. de COUSSEMAKER. Lille, 1866, in-8° de 24 p. (Extr. du *Bull. du comité flamand*).

M. de Godefroy a retrouvé dans les portefeuilles de son aïeul qui sont conservés à la bibliothèque de l'Institut, un document inédit de 1310, qui jette un jour nouveau sur une question d'histoire locale : la transmission de la châtellenie de Bourbourg de la maison de Guisne à la maison de Flandre. Au texte de ce document, M. de Godefroy, et après lui, M. de Coussemaker, dans une note complémentaire, ont joint d'érudites annotations. Ce dernier, en particulier, a apporté toute une moisson de renseignements sur un personnage peu connu, Philippe de Bourbourg, qui joue un rôle important dans l'acte.

Ambassadeurs et diplomates cambrésiens. Excursion à travers trois siècles de l'histoire de Cambrai. Lecture faite le 1^{er} mars 1866, dans la salle du Consistoire, à Cambrai, par M. J. PAUL FABER (Lefebvre), professeur au collège, etc. Extraits del' *Histoire populaire du Cambresis*. Cambrai, 1866, in-8° de 44 p.

Dans cet opuscule, qui ne fait certes point honneur aux presses d'où il est sorti, M. J. P. Faber esquisse, d'après les documents inédits conservés dans les archives municipales, les relations de la ville de Cambrai avec divers rois et seigneurs, du xiv^e au xvi^e siècle, et entre dans le détail des négociations entamées par la ville, relativement à diverses affaires locales : ainsi, en 1393, nous voyons Thierry Le Roy chargé de se plaindre, près de Charles VI, des empiètements et des déprédations des sires d'Esnes : en 1432, un docteur ès-loi et décrets est député vers le concile de Bâle pour traiter une affaire longue et litigieuse ; en 1468, Colard Pingré

accepte une mission délicate et périlleuse près de Charles le Téméraire. Louis XI eut de nombreux pourparlers avec des ambassadeurs cambresiens ; Charles-Quint fut aussi en démêlé avec Cambrai. — Ce chapitre d'histoire locale eût pu acquérir plus d'importance et d'intérêt si l'auteur eût montré toute l'exactitude et la précision désirables, et surtout s'il nous eût donné en appendice des extraits textuels des documents utilisés dans sa lecture.

Les ducs de Bretagne de la maison de Montfort, (1364-1488), par M. ARTHUR DE LA BORDERIE. *Revue de Bretagne et de Vendée* de juillet, août et septembre 1866.

M. de la Borderie a entrepris ici de mettre en relief un côté peu connu de l'histoire de Bretagne. Ce qui caractérise, selon lui, le règne de la maison de Montfort, « c'est le mouvement ascensionnel du tiers état, favorisé par un ensemble de sérieuses réformes administratives, et concordant avec l'importance croissante des Etats dans le gouvernement du duché. » Il prend l'histoire de sa province à l'avènement du duc Jean IV, devenu par la victoire d'Auray, suivie du traité de Guérande, seul maître de la Bretagne ; il passe brièvement en revue les événements politiques, en leur restituant leur caractère avec autant d'érudition que de sagacité ; il entre surtout dans le détail de l'administration, et, avec des renseignements puisés à des sources très-sûres et souvent inédites, il montre Jean IV, et surtout Jean V pendant son long règne, favorisant l'établissement des municipalités, développant le commerce et l'industrie, s'intéressant aux progrès des lettres et des arts. Pierre II se signala encore par son système administratif et vraiment parlementaire, aussi bien que François II, le dernier des ducs bretons

que l'abus des plaisirs amollit et vieillit avant l'âge. M. de la Borderie conduit ainsi son récit jusqu'à la réunion de la Bretagne à la France. Ces pages sont courtes, mais elles ne sauraient être plus substantielles et plus érudites.

G. DE B.

Notes historiques sur les curés de campagne en Franche-Comté, du XII^e au XVII^e siècle, avec pièces justificatives et carte coloriée de l'ancien diocèse de Besançon, par l'abbé MOREY, curé de Baudoncourt. Besançon, 1866, gr. in-8° de 79 p.

On a fait l'histoire des institutions et des abbayes; un curé de Franche-Comté, voué à l'étude des documents épars dans les archives, a voulu étudier un sujet qui n'est traité nulle part, et nous dire ce qu'étaient les curés de campagne au moyen âge. M. l'abbé Morey divise ainsi son étude : les curés avant le XI^e siècle, les curés vis-à-vis de leurs supérieurs, les curés vis-à-vis de leurs paroissiens, les curés dans la vie privée. L'innombrable quantité de renseignements inédits qu'il a recueillis, — et dont nous voudrions lui voir indiquer plus souvent la provenance, — lui a permis d'entrer dans les détails les plus circonstanciés et les plus intéressants : les procès et leurs enquêtes, les délibérations municipales, les registres des confréries, les anciens statuts, voilà les sources où l'auteur a puisé. L'ouvrage de M. l'abbé Morey est riche en révélations. On ne peut suivre sans admiration les destinées de cette fraction si méritante du clergé qui, sans autre force que celle de la science, de la vertu et de la pauvreté, sut exercer au sein de nos campagnes une si féconde et si bienfaisante influence.

L. C.

haute Normandie dans les derniers temps du moyen âge, par M. Ch. de Robillard de BEAUREPAIRE, archiviste de la Seine-Inférieure. Evreux et Rouen, 1863, in-8°.

Dans ce livre, tiré à un petit nombre d'exemplaires, le savant archiviste de la Seine-Inférieure, M. de Beaurepaire, a ajouté un supplément aussi curieux qu'instructif au beau livre de M. Léop. Delisle. Il faut rendre hommage à ce labeur de bénédictin qui, semblable au travail de l'abeille, va, de fleur en fleur, extraire le suc pour le déposer avec soin et méthode dans la ruche. M. de Beaurepaire a pris ça et là dans des milliers de documents, et principalement dans les registres des tabellions, tous les renseignements concernant les baux, l'état des cultures, les boissons, les rentes à vie, la noblesse, appauvrie par l'aliénation de ses fiefs qui passent aux mains des roturiers, le clergé et les abus auxquels donna lieu le bail des cures, la médecine, la domesticité et les salaires, le prix de location de la terre, le prix de vente de tous les objets de consommation. Les exemples qu'il a recherchés avec une érudition si sûre et si persévérante et classés avec tant de soin et de méthode, sont presque tous relatifs aux départements de l'Eure et de la Seine-Inférieure, et se rapportent plus spécialement aux XIV^e et XV^e siècles. Ce beau livre, sur lequel nous voudrions pouvoir nous étendre plus longuement, et qui a mérité les suffrages de l'Académie des inscriptions, a eu malheureusement trop peu de publicité : il sera prochainement aussi recherché et aussi rare que le volume de M. Delisle, auquel il forme un si digne pendant.

G. DE B.

Notes et documents concernant l'état des campagnes de la

Essai sur la domination française en Syrie, durant le moyen âge, par E. G. REV, membre de la

Soc. des antiq. de France. Paris, imp. Thunot, 1866, in-4° de 49 p. avec pl.

La domination française en Syrie fut conçue, organisée et maintenue selon un plan politique qui fait honneur à nos ancêtres. M. Rey expose ce plan dans ses grands traits à l'aide des lois promulguées, et il le justifie par l'étude des lieux, au moyen de la géographie et de l'archéologie. L'oubli de ce plan primitif amena, avec les vices de la féodalité, la désorganisation de l'œuvre et son échec fatal. Mais, à l'origine, l'union s'établit entre les populations rurales arabes et franques : « ce qu'on a dit au siècle dernier de l'intolérance, du fanatisme et de l'aveuglement des Francs en face de l'islamisme est démenti par les faits. » Deux systèmes de fortification ont été appliqués aux villes : l'un, se rattachant aux traditions françaises, a été employé surtout par les chevaliers de S. Jean ; l'autre, se rattachant aux traditions bysantine et romaine, a été usité par les chevaliers du Temple. L'étude de M. Rey est pleine d'intérêt, et fait désirer la suite des travaux qu'il a entrepris sur les colonies chrétiennes d'Orient.

H. DE L'E.

Notes on Columbus, New-York, 1864-1866, in-f° de viii-288 p. **Bibliotheca americana vetustissima**. New-York, 1866, in-4° de Lxiv-319 p.

Ces deux ouvrages, si importants pour l'histoire des découvertes et conquêtes en Amérique, sont dus aux patientes recherches de notre compatriote M. Harris, avocat à la cour suprême de New-York, qui, dans le premier, a réuni tous les titres d'ouvrages imprimés et de notes biographiques relatives à Colomb. Ce n'est pas un simple catalogue, mais une savante dissertation sur le lieu de naissance, sur

l'âge et sur tous les documents biographiques qui concernent ses projets, sa vie et ses voyages. Il n'y est fait mention que des témoignages contemporains. Les lettres du grand navigateur y sont données avec discussion sur leur authenticité.

Dans le second ouvrage, dû également aux soins laborieux de M. Harris, et publié, aux frais du célèbre collectionneur américain Barlow, avec un luxe inouï de typographie, l'auteur passe en revue tous les travaux imprimés relatifs à l'Amérique, depuis l'époque de la découverte jusqu'en 1551. C'est tout autre chose qu'une énumération d'ouvrages : c'est une série de plus de trois cents dissertations sur les sources imprimées de l'histoire d'Amérique. M. Harris s'attache à compléter les catalogues de ses devanciers, à en relever les inexactitudes, à en faire disparaître les indications de livres apocryphes. Ajoutons qu'il s'est toujours inspiré de la méthode française, et qu'il a rédigé les plus savantes notices que l'on possède aujourd'hui sur les voyages de Colomb, de Vespuce, de Cortez, etc. En résumé, il y a, dans ce riche répertoire, de quoi alimenter pour bien longtemps la bibliographie américaine ; c'est le fil d'Ariane indispensable de tous les historiens futurs des découvertes de la fin du xve et de la première moitié du xvi^e siècle. On peut donc considérer cet immense travail, déjà si hautement approuvé par les juges les plus compétents, — tels que MM. Icazbalceta, de Mexico, et D'Avezac, de Paris, qui en a fait un éloge motivé à l'Académie des inscriptions et belles-lettres (séance du 10 août dernier) — comme le premier spécimen et le brillant début de l'érudition américaine.

ERN. D.

Le signe de la croix avant le

Christianisme, par Gabriel de MORTILLET. Avec 117 gravures sur bois. Paris, Reinwald, 1866, in-8° de 11-182 p.

Sous ce titre, qui semble indiquer un livre religieux, nous avons un ouvrage sur l'archéologie des plus anciens temps. M. de Mortillet veut établir que la croix, ordinairement regardée comme un excellent critérium pour reconnaître ce qui est postérieur à Jésus-Christ, était, dès la plus haute antiquité, employée comme symbole et comme emblème religieux. Cette thèse nous paraît très-hasardée, pour ne pas dire plus. Que l'on trouve sur les monuments des dessins formés par l'intersection à angle droit de deux lignes, c'est évident ; mais cela ne suffit pas pour représenter la croix ; et il nous paraît impossible de voir là autre chose que de pures décorations. Un seul exemple, parmi tous ceux produits par M. de Mortillet, paraît digne de remarque : sur un vase étrusque, on voit un monogramme exactement semblable au monogramme du Christ tracé sur les monuments chrétiens ; toutefois, avant de se prononcer, il faudrait examiner la pièce pour en reconnaître la parfaite authenticité. Quoi qu'il en soit de la conclusion émise par M. de Mortillet, son travail est intéressant : il met au courant des fouilles pratiquées, dans ces dernières années, en Italie : 1° dans le *terramares* d'Emilie ; 2° dans le cimetière de Villanova près Bologne ; 3° dans les tombes de Golasecca et le plateau de la Somma, au nord-ouest de Milan. Les découvertes nombreuses faites en ces lieux ont été résumées avec talent par M. de Mortillet. Des monuments, rapprochés d'autres monuments trouvés en Egypte, en Assyrie, en France, en Angleterre, en Allemagne, fournissent à l'auteur les éléments de sa thèse. Je rends justice à la partie descriptive de l'ouvrage de M. de Mortillet, traitée avec clarté, avec pré-

cision et avec une science incontestable ; mais je ne pense pas que ces dessins de croix aient été faits, comme il le dit, dans l'intention d'exprimer un symbole, même en admettant que, dans les monuments où se rencontre le plus grand nombre de croix, il n'y a pas ordinairement de représentation d'objets vivants ; je ne pense pas que la croix ait été, « dans la plus haute antiquité, l'emblème sacré d'une secte religieuse qui repoussait l'idolâtrie. »

H. DE L'E.

Histoire de la reine Bérengère, femme de Richard-Cœur-de-Lion et dame douairière du Mans, d'après des documents inédits sur son séjour en France, par Henri CHARDON, avocat, ancien élève de l'Ecole des Chartes. Le Mans, 1866, gr. in-8° de 94 p. (Extr. du *Bulletin de la Soc. d'agr., sc. et arts de la Sarthe.*)

Miss Strickland a écrit une vie de la reine Bérengère ; mais avant l'érudite et complète étude de M. H. Chardon, on n'avait pas de détails bien précis et bien authentiques sur cette Reine qui mérite d'être placée à côté d'une autre figure contemporaine, celle d'Ingeburge, l'épouse délaissée de Philippe-Auguste. Toute la vie de Bérengère ne fut « qu'une longue lutte et un long combat soutenu au nom de la justice et de la faiblesse contre la force et la perfidie. » Trahie par son mari, abandonnée par ses protecteurs naturels, elle ne trouve que près du Saint-Siège l'appui auquel avaient droit sa vertu et ses malheurs. « C'est à Rome, comme le dit très-bien l'auteur, que recouraient ces pauvres femmes, victimes de toutes les violences de la société féodale, importunes à leurs maris ou dépouillées par d'avidés héritiers. » Innocent III protégea la veuve de Richard contre les perfidies et les injustices de Jean sans Terre ; Honorius III défendit Bérengère, après qu'elle se fut établie au Mans, contre la persécution

de tous les pouvoirs locaux ligüés contre elle. M. Chardon a une abondance de renseignements, une sûreté de détails qui font honneur à ses recherches. Il a pu rectifier plus d'une erreur; il prouve en particulier que Bérangère ne fut jamais comtesse du Maine, comme l'ont dit les écrivains locaux avec *l'Art de vérifier les dates*. Un de ses documents les plus curieux est cette enquête de 1246, faite par un délégué du pape sur la juridiction du chapitre du Mans : on croit voir se lever les contemporains de Bérangère pour venir déposer en sa faveur et nous retracer les horreurs de l'interdit dont la ville fut frappée, lors des démêlés de la dame du Mans avec les chanoines. Il faut féliciter et remercier M. Chardon d'avoir écrit ce chapitre d'histoire, si riche en révélations et si curieux dans ses détails.

G. DE B.

Nicole de Dury, maître clerc de de la ville de Valenciennes, 1361-1373, par H. CAFFIAUX, docteur ès-lettres, archiviste de la ville de Valenciennes. — Valenciennes, 1866, in-8° de 135 p. (Extr. des *Mém. de la Soc. d'agr. et arts de Valenciennes*.)

M. H. Caffiaux, avantagusement connu comme helléniste et comme critique, et dont j'ai eu à louer autrefois une thèse sur *l'Oraison funèbre dans la Grèce païenne*, a voulu faire aussi ses preuves d'historien, et il a restitué, à l'aide de simples articles de comptes, une page inédite des annales valenciennoises. M. Caffiaux étudie successivement dans Nicole de Dury un des principaux fondateurs des archives de Valenciennes, l'homme politique, et le négociateur défendant les intérêts de son pays, soit qu'il s'agisse du vinage de Bapaume, du meurtre du seigneur d'Enghien, ou des démêlés de Valenciennes avec l'évêque de Cambrai et de l'interdit jeté sur cette ville par

le prélat. M. Caffiaux, en un dernier chapitre, nous raconte la captivité du maître clerc à Rupelmonde. De curieuses pièces justificatives accompagnent sa notice, qui sera d'autant mieux accueillie des érudits, que nos plus vastes recueils biographiques ne nous offrent pas le plus petit article sur un personnage qui joua, pendant douze années, un rôle considérable à Valenciennes, et a mérité, comme le dit l'auteur, une place distinguée parmi les hommes d'élite qui ont honoré la ville natale de Froissart. T. de L.

Souvenirs de la marquise de Créquy, 1710 à 1803, nouvelle édition entièrement revue et corrigée, augmentée d'une correspondance inédite et authentique de Mme de Créquy avec sa famille et ses amis. Paris, Michel Lévy, 1867. t. I et II, 2 vol. gr. in-18.

Pourquoi réimprimer les *Souvenirs de Mme de Créquy*? N'avons-nous pas assez d'apocryphe, sans qu'il soit besoin d'offrir au public des livres comme ces *Souvenirs* ou comme les *Mémoires de Mme d'Oberkirch*? Au moins fallait-il nous donner, dans cette nouvelle édition, une notice bibliographique, et ne pas nous présenter purement et simplement, comme en 1834, l'ouvrage apocryphe avec la seule préface de l'auteur, qu'on sait être un sieur Causen, dit le comte de Courchamps. A toutes les preuves de supercheries qui avaient été réunies, M. Sainte-Beuve n'a-t-il pas, dans son introduction aux *Lettres à Sénac de Meilhan*, joint des arguments irréfutables et fait définitivement justice de la prétendue authenticité de ces *Souvenirs*? « Par une rencontre imprévue — je cite l'éminent critique, — le fabricant fait dire à sa fausse marquise, sur les personnes de son monde et de sa connaissance, des méchancetés plus ou moins atroces, qui sont justement le contraire de ce

qu'on trouve dans les lettres authentiques, et qui en reçoivent un entier démenti. » Il est vrai que l'on nous annonce une correspondance *inédite*, et cette fois — on prend soin de l'indiquer — *authentique*, avec la famille et les amis de M^{me} de Créquy. Attendons. Nous n'avons sous les yeux que les deux premiers volumes, et les *Souvenirs apocryphes* ne vont que jusqu'à la fin du règne de Louis XV. Espérons donc qu'on nous donnera le vrai à côté du faux, et l'antidote après le poison.

G. DE B.

Le général Cassaignolles, esquisse biographique, par M. Léonce COUTURE, rédacteur en chef de la *Revue de Gascogne*, Paris, librairie militaire de P. Dumaine, 1886, gr. in-8° de 59 p. (Extr. de la *Revue de Gascogne*.)

La biographie du général Cassaignolles (né à Vic-Fezensac le 13 mai 1806, mort à Paris le 10 mars 1866) a été retracée par son parent M. L. Couture avec beaucoup de cœur et de talent. M. Couture a encadré dans le récit des extraits de lettres écrites à celui qu'un de ses plus illustres compagnons d'armes, La Moricière, proclamait « le meilleur général de cavalerie de France, » par les maréchaux Bugeaud, Pélissier, Bosquet, par les généraux Carbuccia, Changarnier, de Cotte, Oudinot de Reggio, par le colonel Charras, par le chef d'escadron Paul de Molènes, l'éloquent auteur des *Commentaires d'un soldat*, etc. Ces lettres montrent l'estime et la sympathie que le général Cassaignolles avait su inspirer à ceux qui l'avaient connu, et forment autour de sa mémoire comme un concert d'éloges. Il faut savoir gré à M. L. Couture d'avoir si bien fait revivre la noble figure d'un des héros de nos guerres d'Afrique, héros qui était en même temps le meilleur des hommes.

T. DE L.

Les franchises de l'histoire, (de la diffamation envers la mémoire des morts). Etude philosophique et judiciaire, par M. PAILLART, premier présid. honor. de la Cour imp. de Nancy. Paris, A. Durand, 1886, in-12.

L'histoire est-elle, suivant l'expression de Cicéron, la lumière de la vérité, le rappel à la vie des temps passés? Telle est la question que se pose l'auteur de cet écrit. Et si cela est, est-il juste d'apporter la moindre entrave à la mission de qui s'y dévoue? Certes, semblable demande paraîtra oiseuse à plus d'un esprit, et cependant elle s'est présentée, il y a quelques années, dans une circonstance mémorable. Elle était la base et le fondement d'un procès que nous nous bornerons à rappeler, et dont il est utile de tirer des enseignements. C'est donc faire œuvre de bon citoyen et de rendre service à la science et à l'histoire, que d'examiner à fond certaines prétentions même juridiques qui se sont produites alors. M. Paillart s'élève, avec raison, contre une doctrine, qui, si elle triomphait, nous montrerait « la loi et les tribunaux, sans autorité contre le scandale de l'éloge, être par devoir obligés de condamner le blâme même mérité. » En développant sa thèse juridique, l'auteur aborde un sujet qui nous touche de bien près, quand il expose, dans un style clair et nerveux, quels sont les devoirs de l'historien. Certes, si celui qui se donne la mission de raconter les événements et de les apprécier a ses franchises, ses immunités, il n'en est que plus étroitement lié à certains devoirs, à certaines obligations; il doit, suivant l'adage du palais, la vérité, toute la vérité, rien que la vérité; ou mieux encore, selon la parole du philosophe de l'antiquité que l'auteur cite en terminant, il ne faut, dans sa bouche comme sous sa plume, « nulle flatterie, nulle complaisance, mais la vérité à tous. »

G. DE S.

LA QUESTION DE BIBRACTE

LETTRES

DE MM. BULLIOT ET ROSSIGNEUX

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Bulliot, président de la Société Eduenne. Nous la publions, suivant son désir, en la faisant suivre de la réponse de M. Rossigneux.

A Monsieur le Directeur de la Revue des questions historiques.

Autun, 15 décembre 1886.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

J'ai lu, dans la deuxième livraison de la *Revue des questions historiques*, un article intitulé : *Bibracte et le mont Beuvray*, qui contient à mon endroit une série d'allusions désobligeantes et transparentes.

L'auteur de cet opuscule, M. C. Rossigneux, est professeur de rhétorique au collège d'Autun ; à ce titre, la question de Bibracte relèverait naturellement de sa compétence, s'il s'était donné la peine de l'approfondir quelque peu. M. Rossigneux entreprend de démontrer que cet oppidum celtique et la ville romaine d'Augustodunum ne sont qu'un.

Cette tâche lui paraît d'autant plus facile que c'est, dit-il, une vieille question rajeunie, sur laquelle la philologie et la critique ont dit leur dernier mot. Il cite Eumène, Ammien Marcellin, d'Anville, les quelques passages d'ouvrages connus, « commentés et recommandés depuis des siècles, » il a pour lui « la véritable histoire. » Il me fait l'honneur de me citer moi-même, mais sans me nommer, et très-inexactement, et après diverses anecdotes qui ont pour but de me convaincre devant vos lecteurs, je ne dis pas d'ignorance, cela est permis, mais de mauvaise foi, ce qui cesse de l'être, il résume sa thèse dans un texte tout-puissant de Saint-Julien de Balleure, qui est son dernier mot à lui, et qui tranche formellement la question en proclamant « qu'Augustodunum a hérité de la suc-

cession de Bibracte, et que cette ville que nous nommons à présent Autun, occupe sa place. »

Mon intention n'est pas, je le dis tout d'abord, de faire à M. Rossignaux les honneurs d'une discussion archéologique. Je le laisse provisoirement en possession d'interpréter la *véritable histoire*, les passages *recommandés* ; je me garderai bien d'attenter à son culte pour Pierre de Saint-Julien, de la maison de Balleure, chanoine de Chalon-sur-Saône, auteur d'une histoire des *Bourgonnons*, qui, soit dit en passant, ne connaissait guère mieux la question que M. Rossignaux lui-même. Les opinions de ce dernier n'ont pas assez d'autorité à mes yeux pour être l'objet d'une réfutation spéciale et sérieuse. Son mémoire sur Bibracte, qu'il me permette de lui emprunter cette observation, doit son importance actuelle moins à son mérite réel, qu'à l'honneur que vous lui avez fait de le publier. En répondant *in extenso*, dans un livre que je prépare en ce moment, aux arguments de d'Anville, tirés d'Ammien Marcellin, d'Eumène et de l'inscription votive DEAE BIBRACTI, j'espère faire en même temps justice des objections de M. Rossignaux, qui n'apporte dans la question, il en convient lui-même, aucune lumière nouvelle.

Mes opinions sur la question de Bibracte, quelle que soit leur valeur, ne datent pas d'hier. Elles sont le fruit de longues années de recherches, de comparaisons, de réflexions et d'études. Après avoir pensé comme tout le monde que la cité romaine d'Augustodunum avait été bâtie sur l'emplacement de l'oppidum gaulois, j'ai été amené peu à peu, par la pente de mes observations, à mettre en doute le fait historique accrédité par une fausse tradition, et qui avait d'ailleurs contre lui des témoignages considérables, et notamment ceux de Guy Coquille, le savant jurisconsulte nivernais, et de l'historien Adrien de Valois. J'ai révisé l'enseignement du collège, comme c'était mon droit ; j'ai, pour la première fois, annoncé l'opinion contraire qui, à mon sens, est la seule vraie, dans un livre publié il y a dix ans ¹, et auquel l'Institut accorda la première *mention très-honorable* du concours. Cette thèse examinée à tous les points de vue et dans ses rapports avec l'état général de la Gaule au temps de César, fait l'objet du travail dont j'ai parlé en premier lieu, et qui est en voie de publication. C'est de l'un de ces chapitres, — dont M. Rossignaux a bien voulu *subir* la lecture que personne ne lui imposait, — qu'il extrait (p. 432) la citation dont j'ai relevé l'inexactitude. Je n'ai pas dit que la population de Bibracte ait été transportée *violemment*, pas plus que celle de Gergovie, de l'ancienne capitale celtique dans les nouvelles villes d'Augustodunum et d'Augustonemetum, — ce qui procure néanmoins à M. Rossignaux l'occasion de me régenter avec un passage tout entier de M. Ampère, au sujet de la mansuétude du caractère d'Auguste et de l'administration romaine, — j'ai précisément dit le contraire.

J'ai dit que la prompte fusion des deux races était due « à la modération avec laquelle Rome avait laissé peser son joug, qu'elle avait voulu conquérir la Gaule par sa justice et sa douceur après l'avoir conquise par les armes, qu'elle s'était montrée tolérante pour tous les usages nationaux qui ne heurtaient pas directement le but de sa politique. » Dans un autre passage, j'ajoutais que, « grâce à cette politique, non-seulement les peuples de la Gaule ne furent jamais, — à part quelques révoltes promptement étouffées et la courte durée de l'empire gaulois,

¹ J. G. Bulliot, *Essai sur le système défensif des Romains dans le pays Eduen*. 1 vol. in-8, Autun, 1856.

— un embarras pour Rome, mais qu'ils restèrent les derniers sous ses drapeaux à l'heure des revers. » (p. 143. De l'Emporium). M. Rossigneux voudra bien reconnaître qu'ici du moins je n'étais point en désaccord avec « la véritable histoire, » et que je ne mérite pas le reproche d'ignorance et d'irréflexion qu'il lui plaît de m'infliger.

En me prêtant un langage diamétralement contraire à celui que j'ai tenu, M. Rossigneux a donc commis à mon égard non-seulement une injustice, mais encore il a usé d'un procédé peu convenable. Cependant ceci est peu de chose en comparaison de ce qui me reste à relever.

On m'accuse, à l'occasion de Bibracte : 1° d'avoir suggéré à un officier supérieur d'état-major, qui s'en est fait l'écho, une opinion renouvelée d'Adrien de Valois (p. 427); 2° d'avoir trompé par de *faux renseignements* l'auteur de la *Vie de César* (p. 436).

Je n'ai suggéré mes opinions à personne, vu qu'elles ont été imprimées depuis dix ans dans divers recueils ou journaux, et je pense que l'officier supérieur, spécialement désigné par l'Empereur pour une mission scientifique relative à l'emplacement de Bibracte, était assez renseigné sur l'état de la question pour qu'il fût inutile de lui suggérer une opinion aussi connue que celle d'Adrien de Valois. J'ajoute que je n'ai eu avec M. le commandant Stoffel qu'un seul entretien au sujet de Bibracte, il y a plusieurs années, et que loin d'abonder dans mon sens, cet officier supérieur me parut incliner fortement pour l'avis opposé. Là se sont bornées mes communications et mes « chaleureuses plaidoiries » auprès de lui. Et si malgré les objections énumérées par M. Rossigneux (p. 436), l'emplacement de Bibracte a été définitivement fixé au Beuvray, c'est que probablement les impossibilités *militaires et matérielles*¹ d'hiverner deux légions à une pareille hauteur, n'existaient pas dans la pensée de l'empereur, dont la compétence militaire, soit dit sans flatterie, nous semble bien balancer celle de M. Rossigneux.

Ai-je trompé, par de faux renseignements, la religion de l'Empereur sur ce point archéologique? A une accusation formelle, j'oppose une réponse catégorique... Je n'ai jamais trompé personne, pas même en m'attribuant l'œuvre d'autrui. Toutes les fois que j'ai été appelé à communiquer des renseignements, je l'ai fait en toute sincérité, en honnête homme, et j'ai toujours été en mesure d'en affirmer ou d'en démontrer l'exactitude.

Mais M. Rossigneux se trompe. L'auteur de *César* n'a pas attendu mes communications pour prendre son parti sur l'emplacement de Bibracte; il ne m'en a fait demander aucune, je ne lui en ai fait aucune, ni directement ni indirectement. J'affirme ce fait sans craindre d'être démenti, — à la différence de M. Rossigneux qui n'a cessé d'assaillir l'Empereur de ses mémoires, et qui, après s'être vanté publiquement de ses correspondances à ce sujet avec M. le maréchal Vaillant, semble aujourd'hui garder rancune à l'historien de César de l'usage qu'il en a fait.

Je pourrais laisser le savant professeur aux prises avec la note insérée dans la *Vie de César*, et dont la responsabilité ne m'appartient à aucun titre. Voyons cependant quelques-unes de ses objections.

« On avait cru, dit-il, jusqu'à présent, que cette Bibracte où commence et finit

¹ La réponse de M. Stoffel, d'où sont extraites ces expressions, s'adressait non à l'auteur des lectures publiques de l'Hôtel de Ville d'Autun, mais à l'honorable M. Garenne, propriétaire à Luz, auteur de l'article du 14 septembre 1861, *Echo de Saône-et-Loire*.

la guerre des Gaules, où César vint se reposer des fatigues d'un siège si long, était une *grande ville*, oppidum, etc., erreur ! C'était un camp de refuge situé à 810 mètres au-dessus de l'Océan ! Voilà le séjour d'hiver de cet homme délicat, nerveux, même un peu épileptique, à la figure blanche et pâle, fanée avant l'âge par les fatigues et les plaisirs (p. 436.). »

M. Rossigneux devrait nous avertir quand il se pare de la plume d'autrui. Que dirait M. Michelet de ce portrait magistral, *signé Rossigneux*, et que nous lisons t. I, p. 51 de l'*Histoire de France*¹ ? — « Singulier choix pour hiverner qu'une montagne où il fait froid au mois de juin. Etrange habitation !... » etc.

Singulier choix ! Mais d'abord le climat du Beuvray ne diffère pas aussi sensiblement que le prétend l'auteur de l'article, de celui des contrées adjacentes, l'altitude de 810 mètres n'est telle que par rapport au niveau de l'Océan, elle est de deux à trois cents mètres à peine au-dessus du chef-lieu de canton qui l'avoi-sine et qui jouit d'une température très-supportable, même en hiver. L'emplacement d'Augustodunum à 400 mètres au-dessus du niveau de l'Océan, mais tourné au Nord, et abrité du Midi par des montagnes de six cents mètres ne serait guère plus attrayant « pour un Italien né sous le climat brûlant de la ville de Romulus. » Mais le Beuvray n'est pas seulement une plate-forme exposée à tous les vents, il y a des plateaux intermédiaires, et, sur le versant méridional, des expositions relativement tièdes et douces pour le climat de la Gaule. Un épileptique, plus douillet que César qui ne l'était guère, — au dire de l'un de ses biographes, Plutarque, — qui marchait sous les pluies de la Gaule à la tête des légions, traversant, dit Michelet, nos fleuves à la nage, — et les Cévennes en hiver et dans la neige, — un épileptique de cette trempe pouvait au besoin s'en accommoder. Voilà pour les hivers de Bibracte. Quant aux étés, ce qu'en dit M. Rossigneux prouve qu'il la connaît mal. Il y fait très-chaud au mois de juin.

Et puis, est-ce que le choix de César entre pour quelque chose dans les éléments de ce problème historique ? Si l'oppidum celtique était au Beuvray, si les desseins de César, si l'organisation de l'armée pour la terrible campagne qui allait encore s'ouvrir, si la distribution des légions et des approvisionnements exigeaient sa présence à Bibracte, est-ce qu'il était homme à reculer devant une pareille nécessité ? Assurément César n'allait pas à Bibracte en villégiature, uniquement pour se reposer des fatigues de la septième campagne ; il avait à préparer la huitième, à surveiller toutes ces insurrections prêtes à éclater, et, par le fait, vers la fin de décembre, il fond sur les Bituriges et les surprend « avant qu'ils aient pu se réfugier dans leurs oppidum. » — Ces villes-gauloises, paraît-il, n'étaient pas même habitées pendant l'hiver.

M. Rossigneux, « qui connaît parfaitement les lieux » (p. 441) n'a vu au mont Beuvray ni voies romaines, ni retranchements, ni sources ; au dire de *MM. de la Chazotte*² et de l'un de leurs gardes, le ruisseau du Poulet, « torrent durant l'hiver, aurait pendant l'été, à peine assez d'eau pour faire boire les merles (p. 443). »

Je ne puis qu'engager le savant professeur à faire une seconde visite au Beuvray : il a mal vu, il verra mieux. Le garde de *MM. de la Chazotte* l'a fort

¹ Nous signalons en passant un autre emprunt clandestin de M. Rossigneux à M. Michelet, p. 444, *in fine*, sur la division des états gaulois entre la faction de l'hérédité et celle de l'élection ou des Druides et des Juifs temporaires des villes. M. Rossigneux serait sans doute bien embarrassé d'expliquer cette explication.

² Où M. Rossigneux prend-il ses renseignements ? il n'existe dans le pays aucune famille de ce nom.

inexactement renseigné. Des deux moulins dont il nie l'existence, l'un, le *moulin de Petillon*, tourne encore au pied du Beuvray, et l'autre, celui de la *Fontaine de l'Écluse*, — singulier nom pour un pays si complètement à sec — est mentionné sur un plan signé de 1627, levé par l'ordre de Claude de la Madeleine de Ragny, évêque d'Autun ; ils n'existent donc pas seulement dans mon imagination. Ces moulins étaient alimentés par cette eau du Beuvray à peine suffisante pour « *abreuver les merles.* »

Le Beuvray réserve à M. Rossigneux de bien autres surprises, et il est fâcheux que ses guides n'aient pas dirigé sa promenade du côté des aqueducs récemment découverts, presque immédiatement au-dessous de la grande plateforme. Leur puissance et leur construction en bel appareil romain, parfaitement conservé, indiquent des prises d'eau considérables, non sur les pentes inférieures, aux endroits où jaillissent ordinairement les sources, mais au sommet de la montagne, pour être de là dirigées sur les étages situés un peu plus bas. Si M. Rossigneux y tient, je pourrai lui indiquer plus de vingt sources distribuées à ma connaissance dans diverses parties de la montagne. Il y a plus, et ce phénomène géologique n'est point particulier au Beuvray, il se reproduit dans toutes les chaînes du Morvan et de l'Autunois, du sommet desquelles descendent des ruisseaux. On ne peut creuser le sol de cette montagne à 1 m. 50 ou 2 m. de profondeur, même au plateau culminant, sans atteindre l'eau qui filtre immédiatement dans l'excavation.

M. Rossigneux affirme qu'il n'existe aucune voie romaine, « si ce n'est les deux prolongements bifurqués de la grande voie d'Autun à Bordeaux, côtoyant ou contournant les retranchements de ma ville imaginaire. » J'affirme le contraire. Quatre voies romaines partent des sommets du Beuvray, une cinquième longe la base occidentale, sans compter divers chemins qui, sans être des chaussées romaines, n'en sont pas moins antiques ; ils forment à une courte distance, en se bifurquant, les huit ou dix voies qui vont compléter le déficit signalé dans l'article en question.

En voici le dénombrement :

1. Du plateau à la Bouthière ;
2. A Montmoret, traversant près de la Comelle, empierrément magnifique, état parfait de conservation ;
3. A *les Chenaux*, pénétrant dans la vallée de l'Yonne, par Glux, les Morin, Château-Chinon, etc. ;
4. A Saint-Léger, longeant le plateau des Jours, empierrément très-bien conservé à la sortie des retranchements ;
5. Des Grandes-Portes à la Séglière, par Mont-aux-Dués ;
6. Aux *Vieilles-Maisons* près les Chenaux ;
7. Des Vieilles-Maisons à la vallée de la Roche-Millay, traversant toute la base occidentale du Beuvray. Cette voie est carrossable ;
8. Un chemin antique et vraisemblablement gaulois de Beuvray à Luzy.
9. Une voie se détachant sur la Roche-Millay par Brûlepoignée ;
10. Un embranchement avec un passage taillé dans le roc, contournant le contrefort du *Plat du Seris* ; il conduisait à Pierrefitte en coupant à mi-côte le ruisseau de *Malvaux* qui descend du Beuvray ;
11. La grande charrière de Chaugy, que l'on classe comme chemin antique, parce qu'elle se relie à des retranchements détachés du Beuvray ;
12. Une voie, considérée comme gauloise, d'Alise au mont Beuvray, qui nous

est signalée par M. Locquin, avocat à Saulieu, auprès de qui M. Rossigneux pourra se renseigner.

En cherchant bien, on pourrait encore lui indiquer d'autres chemins ou tronçons de chemins antiques, partant du vieil oppidum, ou s'y rattachant, mais ceux que nous citons suffisent à notre thèse. M. Rossigneux me demande à quoi bon ces huit ou dix voies, puisque le *caput gentis* était, sous Tibère, transféré à Augustodunum. Je lui réponds : Ceux qui les ont construites avaient probablement des motifs ; mais qu'il les juge ou non superflues, qu'elles soient gauloises, romaines ou féodales, elles existent.

Je lui demanderai à mon tour s'il a bien exploré « cette large clairière qui allait du couvent des Cordeliers à l'oratoire de Saint-Martin » (p. 440), et qui, en deçà du couvent vient de les Chenaux, comme au delà de l'oratoire Saint-Martin elle descend dans la vallée de Montmoret ; — il n'existe aucune communication directe entre le couvent et l'oratoire de Saint-Martin.

Ne quittons pas l'oppidum de Bibracte sans dire quelques mots de cet immense escalier destiné à soutenir les terres sur les pentes rapides du Beuvray (p. 412).

Le sagace professeur attribue sans hésitation ces gigantesques travaux « aux moines du vaste monastère, » qui sont parvenus à donner à la montagne l'aspect trompeur d'un oppidum celtique, *longe maximum*.

Ce vaste monastère dont je n'ai jamais dissimulé l'existence dont j'ai, au contraire, esquissé l'histoire ¹, il y a dix ans, et dont les fondations existent encore, se composait, au plus beau temps de sa prospérité, d'une bicoque habitée par cinq moines. Si les dix kilomètres de retranchement qui bastionnent la montagne sont l'œuvre de leurs mains, en vérité, ces moines n'étaient pas des paresseux. Ou le travail ne leur coûtait guère, ou le terrain qu'ils cultivaient ainsi avait une grande valeur. Mais M. Rossigneux nous dit que les dernières habitations ont été abandonnées à cause de la rigueur du climat et de la stérilité du sol. La vérité est que jamais le Beuvray n'a produit autre chose que des taillis ou des herbages. Quant aux terrasses que M. Rossigneux prend pour des charrières qui conduisaient au monastère de Bibracte, car tel était son nom dans le livre provincial de l'ordre (*monasterium Bibractense*), elles étaient désignées sous le nom de *Fossés du Beuvray*, dans un terrier de 1454, rédigé par le cardinal Rolin, évêque d'Autun.

Je relève dans le mémoire de M. Rossigneux une dernière assertion, de laquelle il résulterait que j'aurais annoncé faussement dans un mémoire, à la réunion des délégués des sociétés savantes, « l'absence de la couche celtique dans la tranchée ouverte par le chemin de fer actuellement en construction dans la vieille cité Eduenne. » — « Or, le 8 juillet dernier, dit M. Rossigneux, accompagné d'un géologue distingué qui a été pendant 27 ans conducteur des ponts et chaussées, nous avons eu l'honneur de faire parcourir une grande partie de cette tranchée à un membre de l'Institut. Il a pu, contrairement à ce qu'on lui avait dit, constater avec la dernière évidence dans la coupe du sol, trois couches parfaitement visibles et reconnaissables : 1^o la couche celtique, dans laquelle il a remarqué des fragments de charbon et de poterie rudimentaire ; — 2^o la couche de la cité d'Auguste ; 3^o celle de la ville rebâtie par Constantin. Ce savant dont nous pourrions au besoin invoquer le témoignage, n'a pu s'empêcher de se rendre à une évidence appuyée par une démonstration matérielle. »

¹ V. J. G. Bulliot, *Essai sur le système défensif*. Appendice, le Beuvray, p. 241 à 250.

On aime à citer M. Rossignaux. — S'il a constaté cela, si la couche celtique existe avec *la dernière évidence*, il n'a que faire d'invoquer Saint-Julien de Bal-leure. Sa cause est gagnée et son érudition de textes *recommentés* ne peut que la compromettre. Mais, comme dit saint Thomas, c'est le contraire. Je pourrais contester la compétence en archéologie « d'un géologue même distingué, eût-il été pendant 27 ans conducteur des ponts et chaussées ; » mais la personne honorable qu'il affuble de ces qualifications a d'autres titres à notre confiance en ces matières ; elle se garderait bien de confirmer l'assertion de M. Rossignaux, et cela par cette excellente raison que la prétendue couche celtique n'existe pas. Je mets le savant professeur au défi de la produire en quelque lieu que ce soit de la surface d'Augustodunum. Je le mets également au défi de réaliser sa menace en ce qui concerne le témoignage du membre de l'Institut en question. Le silence de cet honorable savant, que je nommerai tout à l'heure, est des plus significatifs, et ce n'est pas le cas d'appliquer le proverbe : *Qui ne dit rien consent* ; car j'oppose à M. Rossignaux ce même témoignage. Le 10 juillet j'avais à mon tour l'honneur d'accompagner le savant recteur de l'académie de Lyon, M. de la Saussaye, à l'endroit même où M. Rossignaux s'était évertué à lui exhiber la couche celtique. Or en grattant le sol du bout de la canne du spirituel membre de l'Institut, le hasard, qui ne manque pas toujours d'esprit, a détaché de la coupe mise à jour une tuile à rebords parfaitement romaine, ce qui a coupé court à la discussion. M. Rossignaux n'était pas ce jour-là « *dans la véritable histoire*. »

Je termine mes observations, en laissant de côté, comme je l'avais annoncé, toute discussion de texte ; mon seul but était de maintenir l'exactitude et la sincérité des faits articulés dans mes publications relatives à Bibracte. En repoussant les insinuations malveillantes de M. Rossignaux, je remplis non-seulement un devoir que m'imposait le soin de ma propre dignité, mais je maintiens la vérité étrangement altérée. J'affirme, en un mot, et cela pour prémunir vos lecteurs contre de nouvelles assertions de M. Rossignaux, que toutes les fondations romaines d'Augustodunum, que les hypocaustes, que les pavés, que les empièvements de toutes les rues signalées en si grand nombre dans la tranchée du chemin de fer d'Autun reposent directement sur l'argile, ce qui nous a fait dire dans l'écrit cité par M. Rossignaux « que ce qui manque à Autun c'est le tombeau de Bibracte. »

Je compte, Monsieur le directeur, sur votre équité pour faire insérer cette réponse dans votre prochain numéro.

Veillez agréer, etc.

J. G. BULLIOT,

Officier de l'Instruction publique, président de la Société Eduenne,
membre de plusieurs Sociétés archéologiques.

A Monsieur le Directeur de la Revue des questions historiques.

MONSIEUR,

Je vous suis très-reconnaissant de vouloir bien me communiquer la lettre qui précède. — Je vous avoue franchement que je m'y attendais. — Je savais, en effet, depuis longtemps, que M. J. G. Bulliot avait reçu de Paris, l'invitation, —

cette invitation-là sentait bien un peu l'ordre! — de répondre à l'article, signé de moi, *sur le véritable emplacement de Bibracte*.

Dans toute cette lettre, qui ne répond à rien de capital, qui n'infirmes et ne détruit rien de ce que j'ai dit, je ne trouve que deux observations valant que je m'y arrête un instant.

1° Je m'étais trompé, je l'avoue, en faisant adresser à M. Bulliot, par M. l'officier d'ordonnance, les paroles reproduisant la première opinion de l'*historien de Jules César*, sur l'impossibilité matérielle et militaire de placer Bibracte au mont Beuvray. — C'est à l'aller du président de la Société Eduenne, — M. Xavier Garenne, que ces paroles ont été dites.

2° En nommant M. Bulliot l'*inspirateur* de la fameuse note, p. 67, de l'*Histoire de César*, je n'ai pas voulu dire assurément qu'il a donné cette note *toute rédigée*, — bien qu'elle renferme beaucoup de *ses expressions*, — mais je persiste à dire qu'il en a *fourni les éléments*.

Qui, en effet, a *reçu* des mains de M. Xavier Garenne, M. le Baron Stoffel?

Qui l'a *piloté*, dirigé, renseigné et même circonvenu pendant son séjour à Autun?

Qui l'a mené chez M. Roidot-Deléage, pour s'informer, — il l'ignore encore, — de quel côté, par rapport à Augustodunum — (Ouest, Nord, Sud ou Est) — il fallait chercher le champ de bataille des Helvètes, etc., etc.?

Qui a été visiter à Paris, au mois d'avril dernier, cet officier d'ordonnance, et lui a fait écrire certaine lettre de laquelle il doit avoir gardé bon souvenir?

Qui donc, enfin, le 9 du même mois d'avril, juste 33 jours avant l'apparition du 2^e volume de l'*Histoire de César*, se hâtait triomphalement d'envoyer à son journal (l'*Echo de Saône-et-Loire* du 11 avril 1866), la note suivante, reproduisant, entre autres belles choses, le mot si connu de l'abbé de Vertot, le *très-véridique* historien des chevaliers de Rhodes : *Mon siège est fait, je n'y puis rien changer et je place Bibracte au mont Beuvray?*

Mais, c'est M. Bulliot, toujours M. Bulliot!

Maintenant, Monsieur le Directeur, quant à toutes les autres objections contenues dans la lettre du *savant polihoplite*, je ne crois pas me hasarder trop, en les appelant de pures imaginations du plus romantique des archéologues romanesques.

Il me serait bien facile de faire à ce savant une réponse qui, selon l'expression populaire, le *mettrait au pied du mur*. Mais il me faudrait, pour cela, user d'un droit que l'on ne m'a pas donné : livrer à la publicité *cinq* lettres, parmi lesquelles *deux* sont parties d'un lieu placé *bien haut*!

A défaut du respect, certes, les plus simples convenances interdisent de faire *descendre*, dans un si misérable débat, le nom de celui qui a donné l'ordre de les écrire.

Veillez agréer, etc.

C. ROSSIGNEUX,

Officier de l'Instruction publique.

Autun, 22 décembre 1866.

VICTOR PALMÉ.

MARIE-ANTOINETTE

SA VIE PRIVÉE, SA VIE PUBLIQUE

Notre étude précédente sur l'authenticité des lettres de Marie-Antoinette serait incomplète et défectueuse, si nous ne la faisons suivre d'un examen attentif, suffisamment étendu, de la vie privée et de la vie publique de cette infortunée princesse, pour qui le jour de la réparation — cela soit dit à l'honneur de notre temps — s'est enfin levé. Depuis que les documents dont nous entretenions dernièrement nos lecteurs ont paru, et avant même ces publications décisives, on a remarqué dans la critique un double courant d'idées. Les uns, émus d'une ardeur généreuse, ont voulu créer dans notre littérature une sorte de chevalerie en faveur de Marie-Antoinette, une chevalerie qui fût sa garde d'honneur. Ils se sont pris d'enthousiasme pour cette grande et aimable figure; ils n'ont voulu y souffrir ni une tache ni une ombre, et, par suite, ils ont involontairement amoindri ou dénigré son entourage, non toutefois sans laisser souvent l'accent révolutionnaire détoner dans leurs concerts d'éloges. Les autres, s'emparant avec plus de réserve et dans un autre ordre de pensées et de sentiments des nouveaux renseignements livrés à l'histoire, ont gardé contre la dauphine et la reine des préventions malheureuses, en essayant de les faire disparaître sous les fleurs et dans un nuage d'encens; ils ont fait condamner sans appel la mère par la fille ou la fille par la mère. *L'Autrichienne* a toujours offusqué leur vue, et ils ont cru entendre, dans ses lettres posthumes, un appel antifrçais à l'invasion de

l'étranger ; ils ont cru y saisir une réaction inintelligente et violente contre l'esprit *moderne*.

A ces sympathies trop ardentes et à ces préjugés injustes, nous tâcherons d'opposer une calme justice. Nous voudrions n'être ni en deçà ni au delà d'une tâche si délicate, et nous rappeler toujours que Marie-Antoinette n'a besoin que de la vérité. Donc, pour donner à cette seconde partie de notre travail, comme à la première, un cachet inviolable d'impartialité, nous colligerons avec soin dans les recueils de MM. Feuillet de Conches et d'Arneth ¹, dans les *Mémoires et Correspondances* qui ont vu le jour tout récemment, les éléments irrécusables de nos appréciations ; il sera nécessaire, en même temps, de les rapprocher, à l'occasion, des écrits contemporains, soit pour les éclairer mutuellement, soit pour établir des points de repère et combler des lacunes. On comprend aussi qu'une telle monographie, placée comme au centre de la révolution, ne doive pas s'isoler de celle-ci ; nous parlerons donc de la révolution, au fur et à mesure des exigences du sujet, mais dans un canevas restreint. Nous ne voulons cependant pas laisser ignorer que ce n'est point, dans le sens rigoureux du mot, une *vie* que nous prétendons écrire. Ce qu'il y a de culminant, pour ainsi dire, dans l'existence de Marie-Antoinette, au double point de vue de la femme et de la reine, voilà ce qu'il nous semble opportun d'élucider. Ce sera, si nos efforts réussissent, un portrait de la princesse, et par bonheur, elle-même tiendra surtout le crayon et les pinceaux pour se dessiner d'après nature, et se peindre au vif dans l'éclat de la prospérité, puis dans le rayonnement de la majesté du malheur. Pour nous, en ce moment, le mot d'un estimable écrivain nous suffit : « Heureux ceux qui travaillent à populariser de plus en plus cette réhabilitation de Marie-Antoinette que certains historiens n'ont pas assez mise en lumière². » Ajoutons qu'à notre sens, nulle part la lumière n'a assez

¹ Pour les motifs qu'on a lus dans notre première étude, nous ne croyons pas pouvoir appuyer des jugements historiques sur les lettres exclusivement propres au Recueil de M. le comte d'Hunolstein.

² *Études et controverses historiques*, par M. Léon Gautier, p. 422 (Paris, 1866). Parmi les récents écrits les plus autorisés qui ont eu le bonheur, à des degrés divers, de venger Marie Antoinette, nous citerons, indépendamment des recueils de MM. Feuillet de Conches et d'Arneth, l'excellente *Histoire de France* de M. Lau-

abondé ; combien nous désirons qu'aux premières lueurs succède enfin le plein jour !

I.

Marie-Antoinette naquit en 1755, l'année même du tremblement de terre qui engloutit Lisbonne : sans qu'elle fût superstitieuse, il lui resta toujours de ce souvenir une pénible impression¹. Marie-Thérèse, sa mère, cette femme de tant de génie et de vertu², veilla sur elle avec une tendre sollicitude. Il n'est pas permis de croire qu'elle ait totalement négligé, si absorbée qu'elle fût par la politique, l'éducation de Marie-Antoinette ; elle avait trop le sentiment du devoir, et, comme impératrice, elle se préoccupait trop vivement de l'avenir d'une enfant bien-aimée, pour qu'en elle la souveraine éclipsât la mère³. Antoinette, comme on l'appelait dans sa famille, grandit sous la tutelle patriarcale de Marie-Thérèse, apprenant d'elle chaque jour le double respect de Dieu et de soi-même, et aussi ce culte de l'honneur qui marque une grande race. Quelque temps avant son mariage, l'abbé de Vermond, protégé de M. de Brienne et bibliothécaire au collège des Quatre-Nations, lui fut donné comme précepteur. Son instruction, dès ce moment, fit des progrès plus rapides, l'écriture exceptée, qui ne se forma définitivement, on l'a vu, qu'en 1780. L'abbé n'était pas sans littérature, bien qu'au demeurant son esprit fût

rentie ; l'*Histoire de la Révolution* de M. Poujoulat ; la *Vie de Louis XVII*, par M. de Beauchesne ; les travaux de M. Campardon sur le *Procès du Collier et le Tribunal révolutionnaire* ; *Louis XVI et sa cour*, par M. Amédée Renée ; les publications de MM. de Goncourt, de Viel-Castel et de Lescure, sur Marie-Antoinette ; l'*Histoire de la Terreur*, par M. Mortimer-Ternaux, etc. Il n'est pas jusqu'aux écrivains révolutionnaires chez qui l'on ne trouve, comme par exemple, chez M. Louis Blanc, quelques éclairs de justice.

¹ *Mémoires* de M^{me} Campan, publiés et mis en ordre par F. Barrière, t. I, p. 36, (Paris, 1826).

² Il ne faut pas lui reprocher trop sévèrement la part qu'elle prit au partage de la Pologne. Il est dit, assure-t-on, dans l'original de la convention secrète signée à Saint-Petersbourg : *si l'Autriche refuse d'accéder au plan de partage, la Prusse et la Russie s'uniront contre elle*. Voir sur les vertus de Marie-Thérèse les *Mémoires du prince de Montbarey*, t. III, p. 310-318, note a (Paris, 1826).

³ Sur ce point le témoignage de M^{me} Campan (t. I, p. 40) est récusable.

médiocre et de peu d'étendue. Il inclinait, dit-on, vers le philosophisme; en tout cas, il n'en laissait rien voir à la cour de Vienne. D'un caractère persévérant et circonspect, il tenait surtout à diriger en maître le cœur et la conduite de son élève. Peu désintéressé, car il aimait qu'on reconnût et récompensât ses services, il n'était néanmoins ni intrigant ni ambitieux, il bornait aux bénéfices d'une position de confiance ses horizons de courtisan. Plusieurs *Mémoires* du temps l'ont trop élevé ou abaissé, c'était affaire de préventions ou de vengeances; né pour les régions mitoyennes de l'intelligence et du cœur, il ne méritait « ni cet excès d'honneur ni cette indignité ¹. »

En 1769, Vermond nous initie, dans sa correspondance avec le comte de Mercy, aux piquants détails de son emploi. Pour se donner plus de relief, il estime, non sans raison peut-être, qu'avant lui l'archiduchesse, gâtée par sa Grande Maîtresse, était inappliquée. L'impératrice a en lui toute confiance; elle a approuvé son plan d'instruction, où la religion, les principes des belles-lettres et l'histoire, celle de France surtout, ont leur place. Quant à la future dauphine, n'ayant été accoutumée jusqu'à douze ans à aucune *contention*, elle montre un peu de paresse et beaucoup de légèreté; elle est fort capable de raisonnement et de jugement, surtout dans les choses de conduite; elle parle aisément et assez bien le français; plus attentive, elle ne ferait même aucune faute d'orthographe; son écriture est mauvaise, c'est l'article sur lequel l'abbé a le moins gagné ².

Le moment est venu où l'archiduchesse doit s'unir au dauphin de France. Marie-Thérèse était heureuse, et avec raison, de ce mariage qui couronnait l'alliance austro-française

¹ Voir sur l'abbé de Vermond, Sénac de Meilhan, *du Gouvernement, des mœurs et des coutumes en France, avant la Révolution*, p. 232, 234 (Paris, 1814); *Mémoires relatifs à la famille royale de France pendant la Révolution, d'après le journal, les lettres et les entretiens de la princesse de Lamballe*, par une dame de qualité, t. I, p. 43-45, 190, 332, 333 (Paris, 1826); *ibid.*, t. II, p. 40; *Correspondance entre le comte de Mirabeau et le comte de La Marck, pendant les années 1789, 1790 et 1791, recueillie, mise en ordre et publiée* par M. Ad. de Bacourt, t. I, p. 39 et suiv. (Paris, 1851); *Mémoires de Weber*, publiés par MM. Berville et Barrière, t. I, p. 13, 14 (Paris, 1822); M^{me} Campan, t. I, p. 43-46.

² *Maria-Theresia und Marie-Antoinette*, par M. d'Arneth, 2^e édition, p. 354, 359 et 360 (1866).

de 1756, et que l'habileté du duc de Choiseul avait fait conclure ; mais il ne faut pas croire qu'en y souscrivant, elle n'obéit qu'aux visées de sa politique ¹. Son affection de mère et ses convictions de chrétienne ratifiaient également le choix qui souriait à sa légitime ambition d'impératrice. Suivant l'usage de la cour d'Autriche, elle voulut qu'avant son départ sa fille fit une retraite de trois jours ². A l'instant de la séparation, le 21 avril, elle lui laissa, sous forme de *règlement à lire tous les mois*, des conseils admirables de vigilance religieuse et d'amour maternel. Quelle piété, quelle sagesse à chaque ligne ! Elle prescrit de ne rien lire sans la permission du confesseur ; elle fixe les détails de la prière, l'époque des dévotions. « Ne vous chargez d'aucune recommandation, n'écoutez personne si vous voulez être tranquille ; n'ayez pas de curiosité, c'est un point dont je crains beaucoup à votre égard ; évitez toute sorte de familiarité avec de petites gens. » La nouvelle dauphine devra demander à M. et à M^{me} de Noailles, en l'exigeant même, tout ce qu'elle doit faire comme étrangère pour plaire à la nation, tout ce qui est à corriger dans le maintien, les discours *ou autres points*. Le mot essentiel sur les Jésuites n'est pas omis. L'impératrice les estime, ils ont fait grand bien dans ses Etats, mais, l'œil fixé sur Choiseul, elle ajoute : *N'entrez dans aucuns discours ni pour ni contre eux* ³.

La jeune princesse allait donc en France, comme lestée de ces prudents avis, en vue des écueils où son inexpérience pouvait sombrer. Elle n'avait pas encore quinze ans, et tout ce qui parle d'elle, en ce moment, est à l'unisson d'une admira-

¹ C'est l'erreur de M. Geffroy dans un travail, remarquable du reste, consciencieux et écrit avec talent, sur lequel nous aurons à revenir ; il a paru, sous le titre de : *La reine Marie-Antoinette d'après les documents authentiques de Vienne*, dans la *Revue des Deux-Mondes*, livraison du 1^{er} juin 1866. Relativement à M. Geffroy, notre impartialité nous oblige à faire une observation dont nous prions le lecteur de se souvenir : cette étude était achevée quand nous avons appris que l'honorable écrivain, dans son livre sur Gustave III, qui doit bientôt paraître, a considérablement modifié certains jugements sur la vie publique de Marie-Antoinette, qui nous avaient inspiré quelques réflexions critiques. Ces réflexions, cependant, conservent leur importance, car M. Geffroy n'est pas le seul qui ait émis les idées que nous discutons.

² *Maria-Theresia und Marie-Antoinette*, 2^e édit., p. 361, 362.

³ *Ibid.*, p. 1-6.

tion affectueuse. Sa beauté, ses grâces sans apprêt, l'amabilité de son sourire, la bonté que respire toute sa personne, ce je ne sais quoi, dans l'ensemble, de touchant et de grand qui révèle la souveraine, ravit tous les cœurs ; c'est plus que de l'enthousiasme, c'est du délire. Écoutons l'abbé de Vermond : « Il y a sur cette charmante figure un ton de bonté, d'affabilité et de gaieté, dans ce caractère un tour jovial, parfois malin, où la saillie énergique, la franchise ouverte mêlée parfois d'un peu de défiance, la légèreté et le bon sens, l'impétuosité et la douceur, la piété et l'obéissance, la fermeté et l'abandon sont harmonieusement fondus dans une expression d'honnêteté parfaite ¹. » « Personne, écrit-il à Mercy le 14 août 1773, ne peut apprécier, comme moi, l'honnêteté de son âme, le charme et la vérité unique de son caractère... M^{me} la Dauphine a gagné tous les cœurs, elle est en possession de tous ses droits ². »

Vermond continua en France, pendant quelques années, l'éducation qu'il avait ébauchée à Vienne. Sous le titre modeste de lecteur, il fut jusqu'en 1789, année de sa retraite, l'homme de confiance de Marie-Thérèse, et c'est encore dans sa correspondance avec Mercy que nous trouvons les secrets de cette seconde instruction. L'élève comblait mal les vœux du maître. Il est content du langage de M^{me} la Dauphine ; elle s'exprime « aisément, agréablement et très-noblement dans les occasions et sur les choses remarquables ; » mais elle a de l'antipathie pour une application suivie ; de là sa mauvaise écriture et sa mauvaise orthographe ; de là aussi peu de lectures ; il serait bon d'exiger (on ne l'obtint jamais) que chaque mois elle en rendit compte à sa mère. Vainement Marie-Thérèse insiste ; M^{me} la Dauphine, après avoir lu ses lettres, dit à l'abbé : « L'impératrice parle encore des lectures, comment ferai-je ? » et quand la vigilante mère, toujours plus pressante, écrit : « Les bonnes lectures vous sont plus néces-

¹ Voir sur le portrait physique et moral de Marie-Antoinette : *Maria-Theresia*, etc. 2^e édit., lettres de l'abbé de Vermond, p. 393 et suiv. et passim ; *Mémoires secrets et universels des malheurs et de la mort de la reine de France*, par Lafont-d'Aussonne, p. 409 et suiv. (Paris, 1824) ; *Dernières années du règne et de la vie de Louis XVI*, par François Hue, 3^e édit., p. 438 (Paris, 1860). — *Les salons d'autrefois, souvenirs intimes*, par M^{me} la comtesse de Bassanville, t. I, p. 292 et suiv. (Paris, 1866) ; *Mémoires de Weber*, t. I, p. 62 et suiv., 270, 271.

² *Maria Theresia*, etc., 2^e édit. p. 385.

saires qu'à une autre, parce que vous n'avez ni la danse, ni la musique, ni le dessin..., » elle s'indigne d'avoir l'air d'être encore en éducation, et une parole de dépit lui échappe ¹. »

En définitive, son bagage d'instruction resta léger. Contrairement à Louis XVI qui aimait tant les livres, elle les goûta toute sa vie médiocrement ; la bibliothèque qu'on lui fit, plus tard, avait peu de ces volumes graves sur lesquels la sérieuse impératrice voulait arrêter le regard et la main de sa fille ; les frivolités du jour s'y manifestaient dans les publications romanesques alors à la mode, mais on aurait grand tort de croire que son innocence d'épouse y voulût chercher les aliments d'une curiosité malsaine ². Il est regrettable cependant, qu'une littérature plus ou moins légère ait eu accès auprès d'elle ; où était le règlement de vie tracé par sa mère ? Peu amie de la science et des lettres, bien qu'elle eût appris l'italien et même le latin parce qu'il avait été la langue d'un grand empire, elle eut plus de goût pour les arts, surtout pour la musique, et l'on sait avec quelle vivacité généreuse elle protégeait Gluck, avec quelle estime elle parlait de ses chefs-d'œuvre. Ne vous fiez pas néanmoins aux surfaces de cette nature. Sous cette frivolité en apparence incurable, il y a les pensées fortes et les résolutions magnanimes ; Marie-Antoinette s'ignore dans la splendeur de ses premières années ; c'est le malheur qui lui apprendra la belle maxime : *Connais-toi toi-même* ³.

En attendant les épreuves, elle ne cessa pas, dauphine ou reine, d'aimer sa mère d'une respectueuse et tendre affection, et d'avoir comme épouse les plus dévoués sentiments. Marie-Thérèse lui avait fait promettre, au moment de la séparation, d'écrire tous les quinze jours, elle tint

¹ Voir la corresp. de Vermond dans *Maria-Theresia, etc.*, 2^e édit. passim.

² Voir une note de M. Sainte-Beuve : 1^o sur le *soi-disant* catalogue des livres du boudoir de la Reine, publié par M. Louis Lacour, lequel fut condamné en police correctionnelle pour cette publication ; 2^o sur le catalogue des livres du *Petit-Trianon*, donné par le bibliophile Paul Lacroix ; nous n'acceptons pas cependant toute la morale de cette note (*Constitutionnel* du 15 août 1864).

³ Voir encore sur les lectures de Marie-Antoinette : Lafont d'Aussonne, *Mémoires* etc., p. 39. L'auteur affirme, sur le témoignage de la duchesse de Duras, qu'après une observation de la duchesse de Mouchy, la dauphine se fit donner les meilleurs livres, les lut avec attention et se composa la plus solide et la plus aimable instruction qui puisse distinguer une princesse. Qu'aurait dit Vermond de cet éloge outré ?

parole. Sa correspondance a constamment le ton candide d'une vénération filiale pleine d'amour, alors même qu'il s'y glisse, à propos des mauvais bruits qu'elle veut réfuter, un grain d'amertume; souvent même ses lettres ont le tour enjoué, spirituel, et nous ne savons pas comment on peut dire, en les lisant, qu'elle était gênée et comme écrasée par la majesté de sa mère. Dès le 13 juillet 1770 (après trois mois de mariage), elle explique avec une vivacité tout ingénue les occupations de sa journée, elle se fait honneur de ne pas écrire par procuration, de peur qu'on ne publie que ses lettres lui sont dictées; et la responsabilité de ce qu'elle écrit, elle veut l'avoir, alors même que sa plume trahit devant les reproches de l'impératrice les blessures de son âme. « Il est affligeant pour moi, lui dit-elle le 13 juin 1776, que ma chère maman croyait (croie) à mon désavantage des rapports souvent faux et presque toujours exagérés (il s'agit de toilette comme on le verra)...; ma conduite et même mes intentions sont assez connues et bien éloignées de menées et d'intrigues.... Je ne renoncerais pas à entretenir la confiance qui doit rester entre mon mari et moi; j'espère d'ailleurs que l'opinion générale ne m'est pas si contraire qu'on l'a dit à ma chère maman. » Cet accent fier, où se trahit le sang, continue; mais, à la fin, c'est bien toujours la fille aimante: « Ma chère maman excusera ma sensibilité, si elle rend justice au désir que j'ai de lui plaire; j'y attache tout mon bonheur ¹. » Bien des fois elle a ce style et ces sentiments. Et quand la mort de sa mère lui est annoncée, quels sanglots dans sa lettre à Joseph II (10 décembre 1780)! C'est à peine si à travers ses larmes elle voit ce qu'elle écrit: « Oh! mon frère, oh! mon ami! il ne me reste donc plus que vous dans un pays qui m'est et me sera toujours cher.... Il ne me reste qu'à vous recommander mes sœurs, elles ont encore plus perdu que moi.... Souvenez-vous que nous sommes vos amis, vos alliés, aimez-moi, je vous embrasse. » N'y a-t-il pas dans ces alarmes comme le pressentiment d'un sombre avenir ²?

Et l'épouse en Marie-Antoinette est digne de la fille. Quelle

¹ *Maria-Theresia*, etc., 2^e édit., p. 178, 178. — Voir encore sur l'affection filiale de la princesse: Weber, *Mém.*, t. I, ch. 1; M^{me} Campan, *Mém.*, t. I, p. 212 et suiv.

² *Marie-Antoinette, Joseph II und Leopold II*, par M. d'Arneth, p. 22.

que fût la gaucherie, la froideur apparente de celui qu'elle aimait, la princesse sut apprécier son bon sens et son cœur, tout en regrettant assez vite que la décision fit défaut à ses royales qualités. Craignant pour lui les entraînements de la cour, elle l'habitua de bonne heure à ces soupers en bonne compagnie, qui entretenaient l'attachement conjugal ¹. Leur excellent accord ne se démentit pas ²; c'est la confiance qu'à la veille de son martyre, il plut à Louis XVI de verser dans l'âme loyale de Malesherbes ³, c'est aussi le témoignage constant de Marie-Antoinette. Le 14 juillet 1774, elle désire, en avouant à sa mère sa *dissipation et paresse pour les choses sérieuses*, se « mettre en état de répondre à la confiance du roi, qui vit toujours de bien bonne amitié » avec elle ⁴. Il en est ainsi toujours; et quant à l'union intime des deux époux, objet de tant de contes et de brocards, disons, en glissant sur cette matière délicate, qu'ils auraient fort étonné celle qui écrivait avec la dernière franchise, le 2 septembre 1771 : « Je vis toujours dans l'espérance, et la tendresse que M. le Dauphin me marque tous les jours ne me permet pas d'en douter, quoique j'aimerais mieux que tout soit fini. » Le 18 décembre de la même année, elle dit à sa mère : M. le Dauphin « est tous les jours plus aimable, et il ne manque plus à mon bonheur que d'être dans le cas de la reine; je l'espère bientôt ⁵. »

Cette concorde, hélas ! ne la préserva point des pièges qu'à chaque pas elle devait rencontrer dans sa vie nouvelle. A la cour, personne qui la comprit, personne qui la dominât doucement et lui fit agréer le frein de la discipline. La du Barry régnait et gouvernait, elle indignait sa pudeur; Monsieur, avec son caractère froid et calculé, avec son bel esprit tout nourri d'érudition classique; le comte d'Artois avec sa pétulance légère tournée aux audaces; M^{mes} Adélaïde, Sophie, Victoire, tantes de Louis, très-religieuses, il est vrai, mais

¹ M^{me} Campan, t. I, p. 71; *Maria-Theresia*, etc., 1^{re} édit., p. 123.

² Il est impossible d'admettre, sur la foi de Bachaumont, si peu sûr, que Louis XVI ait livré plusieurs fois *par ordre* son épouse et la Cour aux bouffonneries des histrions. Ceci est contraire à tout ce qu'on sait du caractère loyal et grave de ce prince.

³ *Dernières années*, etc., par François Hue, p. 433 et suiv.

⁴ *Maria-Theresia*, etc., 2^e édit., p. 127.

⁵ *Maria-Theresia*, etc., 2^e édit., p. 44 et 56.

peu favorables, la première surtout, à l'abandon de l'étrangère, de l'Autrichienne; Clotilde et Élisabeth, sœurs du Dauphin, toutes deux encore enfants; M^{me} de Marsan, leur gouvernante, alliée aux Rohan et leur amie; M^{me} de Noailles, dame d'honneur de la Dauphine, inexorable sur l'étiquette; le duc de Choiseul et ses soutiens, en lutte avec la faction antiautrichienne; l'abbé de Vermond, qui n'était pas d'humeur à se commettre avec une cour qu'il n'aimait pas et dont il n'était pas aimé — il était même entaché de philosophisme aux yeux du roi — Vermond qui savait d'ailleurs son peu d'ascendant sur la jeune âme fougueuse que Marie-Thérèse lui avait confiée; l'ambassadeur autrichien Mercy-Argenteau, prudent et réservé, plus soucieux de remplir son rôle au profit de la cour de Vienne, que de guider les pas mal assurés de la fille des Césars; tous, en un mot, — sans excepter un peu plus tard M^{me} la comtesse de Provence, d'humeur peu avenante, et M^{me} la comtesse d'Artois, plus enjouée, mais sans portée d'esprit, — tous créaient des périls à la jeune princesse, nul ne pouvait la diriger par des vues saines qu'une tendre amitié, celle qu'il fallait à son cœur, eût rendues fécondes. Du fond de son cloître, M^{me} Louise, la plus sainte de ses tantes, lui prodiguait les remontrances chrétiennes; mais elles venaient de loin et paraissaient empreintes, dans leur rude sagesse, d'un esprit de parti. Louis lui-même, si ami qu'il fût de son aimable épouse, ne la gouvernait pas; il s'échappait de cette légèreté juvénile je ne sais quoi de dominateur qui l'intimidait; elle avait « l'habitude de ne recevoir ni correction ni même avis du roi et de M. le Dauphin, » dont la grande jeunesse se contentait de lui *marquer de la confiance* ¹. Dans cette solitude, sa mère lui restait, et combien incessant, combien infatigable était le dévouement de ses lettres! Mais cette tutelle était lointaine; il eût fallu à ses côtés un patronage de toute heure; excuse illégitime sans doute de ses libertés imprudentes, mais pourtant circonstances atténuantes qui n'ont pas encore assez pesé dans la balance de l'histoire ².

¹ *Maria-Theresia*, etc., 2^e édit. Lettre de Vermond, p. 378; Recueil de M. Feuillet, t. I, 2^e tirage, lettre de Marie-Thérèse du 8 mai 1771, p. 18.

² Voir sur les relations de Marie-Antoinette, dauphine ou reine, avec ses tantes, beaux-frères et belles-sœurs : M^{me} Campan, t. III, p. 90; *Mémoires historiques et politiques du règne de Louis XVI*, par Soulavie, t. II, p. 71, 73, 74,

Voyons maintenant d'un rapide coup d'œil, dans les lettres de la mère et de la fille, le reflet de cette situation. — Marie-Antoinette, tout d'abord, n'a pas d'antipathie pour ses tantes, pas même pour l'altière Adélaïde; elle est presque toujours chez elles, quand elle ne va pas se promener. Marie-Thérèse s'en alarme : « on a attribué que vous étiez dirigée par Mesdames.... (qui), pleines de vertus et mérites réels, n'ont jamais su se faire aimer ni estimer *de leur père ni du public.* » — « Je vous préviens ou conseille le contraire de ce qu'elles font, » et cependant « vous voulez prendre le même chemin, vous n'agissez que par vos tantes. » Malgré tout, quelle attention délicate de Marie-Antoinette pour M^{me} Adélaïde ! « Elle a beaucoup de fièvre..., on craint la petite vérole. Je frémis..., il est déjà bien affreux pour elle de payer si vite le *sacrifice* qu'elle a fait. » L'impératrice paraît s'exalter à son tour devant le courage des trois tantes : leur rétablissement, dit-elle, « *intéresse tout l'univers*, après la belle action de ne pas avoir quitté leur père. » Quant à subir leur direction, la princesse s'en défend avec énergie; bientôt elle sera peu favorable aux Noailles leurs amis, « cette tribu déjà trop puissante¹. »

D'autre part, que pense-t-elle de ses beaux-frères, de ses belles-sœurs ? En 1771, elle écrit à sa mère : « Nous sommes très-bien ensemble, ma sœur, mon frère et nous; j'espère que cela continuera toujours. » — « Dieu veuille, lui répondait l'impératrice, que les jalousies et les tracasseries ne vous troublent. » Quatre ans plus tard, elle est ravie de sa

83, 83 (Paris, 1801); *Mémoires*, etc., par une dame de qualité, t. I, p. 87, 88; Hue, *Dernières années*, etc., p. 17; *Mémoires* de Montbarey, t. I, passim; *Eloge historique de M^{me} Elisabeth de France*, etc., par Ant. Ferrand, p. 150 (Paris, 1814); *Chronique secrète*, par l'abbé Baudeau; *Mémoires* de M^{me} Vigée-Lebrun, t. I, p. 77; *Mémoires secrets pour servir à l'Histoire de la république des Lettres*, etc., t. XXVIII, p. 136; *Mémoires historiques* sur Louis XVII, par Eckard, 3^e édit., p. 157 (Paris, 1818); Lafont d'Aussonne, *Mémoires*, etc., p. 53-56. — Ces autorités ont besoin d'un mutuel contrôle; plusieurs, par exemple, attribuent à Monsieur, non-seulement des antipathies qui furent longtemps réelles, mais des menées odieuses contre Marie-Antoinette; à l'égard de cette princesse, Soulavie ne mérite aucune confiance. Le comte d'Artois, de son côté, ne fut ni aussi prodigue, ni aussi déréglé qu'on a bien voulu le dire pour glorifier Marie-Antoinette aux dépens de la vérité.

(1) *Maria-Theresia*, etc., 1^{re} édit. : lettres de Marie-Thérèse des 9 juillet, 30 septembre et 31 octobre 1771 (p. 32, 41, 45), 16 juin 1774 (p. 110); lettres de Marie-Antoinette des 14 mai et 30 juillet 1774 (p. 99, 110).

sœur Elisabeth dont elle aime le vif esprit et le vigoureux caractère relevés de grâce et de sensibilité; pour Clotilde, elle se contente de la trouver *bon enfant*.

Cette même année (17 mars), elle espère que prochainement « on ne parlera plus de la tracasserie des princes, qui a été bien envenimée par de vilaines gens, qui auraient voulu en faire une division éternelle. » Le 12 novembre, elle se plaint, en signalant « la vivacité et turbulence du comte d'Artois, » du caractère *très-faible* de Monsieur, auquel se *joignent* (qu'on fasse la part d'une trop ardente imagination) « une marche souterraine et quelquefois très-basse, » *de petites intrigues* « pour faire ses affaires, » des intrigues « dont un particulier honnête rougirait. » Elle est *avec lui et sa femme* (15 décembre) *sur le ton* d'une cordialité qui « n'est pas plus sincère d'un côté que de l'autre ; » au fond elle n'est pas la dupe de sa *bassesse* et de sa *fausseté*. Si elle avait à choisir un mari entre les trois, « elle préférerait encore (et avec raison) celui que le ciel lui a donné. » « Son caractère est vrai, et quoiqu'il est gauche, il a toutes les attentions et complaisances possibles » pour elle. En 1776, (13 juin), le charme des belles-sœurs s'est évanoui : Elle ne veut pas en médire; mais si sa « chère maman pouvait voir les choses de près, la comparaison ne (lui) serait pas désavantageuse. La comtesse d'Artois a un grand avantage, celui d'avoir des enfants, c'est peut-être la seule chose qui fasse penser à elle... » Pour Madame, elle a plus d'esprit, mais la reine ne voudrait pas « changer de réputation avec elle. »

« Elle est assez bien et convenablement avec toute la famille royale, dit, à cette date, l'abbé de Vermond, excepté qu'elle marque beaucoup trop de prédilection pour le comte d'Artois, quoique au fond elle ne l'aime ni ne l'estime, mais uniquement parce qu'il l'amuse et lui procure des amusements. En même temps, elle se néglige quelquefois un peu vis-à-vis du comte et de la comtesse de Provence, mais elle répare cela avec beaucoup de grâce dans d'autres moments. Quant aux personnes de sa cour et à tous les grands et courtisans des deux sexes en général, elle les traite assez bien, quoique cela ne soit pas toujours égal. Quand elle veut gagner ou contenter quelqu'un, elle y met toujours beaucoup de grâce, mais en général il paraît qu'elle est beaucoup plus crainte et respectée qu'aimée, quoiqu'à cet égard on ne puisse compter sur rien en France, où les esprits passent, pour ainsi dire à chaque instant, d'une extrémité à

l'autre, où on encense l'idole du jour, et où l'estime et l'amitié n'ont d'autre appui que l'intérêt personnel et les circonstances du moment ¹. »

On le voit : nous sommes loin du moment (1773) où Vermond se croyait inutile auprès de la dauphine, parce qu'elle *avait gagné toutes les sympathies*.

Marie-Antoinette, faute de s'appuyer sur un cœur ami, dirigé par un esprit ferme et intelligent, suivit la pente de son caractère ; elle se mit à l'aise, et cette erreur capitale fut promptement féconde en malheurs. L'étiquette, à laquelle les habitudes patriarcales de la cour de Vienne l'avaient mal préparée, lui pesait, elle s'en passa ; la représentation lui était une contrainte, elle s'en affranchit le plus possible dans les sociétés intimes. Elle se fit, dès l'année 1776, dans la délicieuse et infortunée M^{me} de Lamballe, une bien digne amie qui fut l'ange de ses bons et de ses mauvais jours ² ; mais M^{me} de Lamballe était étrangère, et son élévation aux fonctions de surintendante supprimées sous Louis XV, en froissant des susceptibilités de cour, attisa le feu caché de l'envie. L'année suivante, Marie-Antoinette se laissait entraîner vers M^{me} de Polignac, se refroidissait ainsi pour M^{me} de Lamballe, et allumait sans le savoir, par cette liaison indiscrete, un double foyer qui fut toujours incandescent : l'un, d'égoïsmes insatiables et compromettants dans l'entourage des Polignac ; l'autre, de jalousies habiles à se venger, par toutes les voies, des préférences et des faveurs qu'une coterie semblait cumuler. De plus les bruyants et fastueux plaisirs lui déplaisaient ; elle se réfugia dans la vie pastorale à Trianon. Là, elle préférait aux riches étoffes des fabriques lyonnaises la mouseline et la dentelle, la robe de percale avec le chapeau de paille et le tablier blanc. Sous le charme de ces années joyeuses, elle mit de côté dans ses plaisirs, dans ses démarches, dans ses liaisons, la prudence qui aurait dû, devant les menaces dont son avenir était chargé, être toujours sa gardienne austère. Depuis longtemps, cette histoire est faite, elle est partout dans les écrits contemporains ; seulement, les uns excusent avec une indulgence aveugle, les autres

¹ *Maria-Theresia*, 1^{re} édit., p. 29, 32, 133, 145, 149, 151, 164 ; *Ibid.* 2^e édit., p. 394.

² Voir sur *la princesse de Lamballe*, le livre publié par M. de Lescure (1864).

vitupèrent à outrance, sans distinguer le fait du pamphlet qui l'envenime, sans confesser tout ce qu'il y avait de confiant, de sincère et d'élevé dans ce cœur qui jouait en enfant avec les illusions de la vie, et avait la simplicité de croire qu'on désarme les haines par des services, alors qu'on se souvient trop peu de ce qu'on est : fille de Marie-Thérèse et reine de France ¹.

Cet oubli désolait l'impératrice ; aussi fut-elle sévère, et presque toujours avec discernement. Si elle accueillait trop vite, à certains égards, les versions des *Gazettes* et les *on dit*, c'était à dessein peut-être ; car elle savait qu'en France la fibre de l'opinion avait une sensibilité extrême ; elle entendait avec effroi les murmures de l'esprit nouveau qui soufflait à Paris ; elle estimait à bon droit que son excellente Antoinette, qu'elle

¹ Voir sur l'étiquette : M^{me} Campan, *Mémoires*, t. III, p. 64, 63, 87, (M^{me} Campan, qui avait contre Vermond des jalousies de femme de chambre, affirme à tort qu'il poussa Marie-Antoinette à mépriser l'étiquette) ; d'Aussonne, *Mém.*, p. 17 ; *Mémoires secrets* de J.-M. Augeard, secrétaire des commandements de la reine Marie-Antoinette (1760 à 1800), p. 247 (Paris, 1866) ; Sénac de Meilhan, *du Gouvernement*, etc., p. 35 ; *Histoire de France pendant le XVIII^e siècle*, par Charles Lacretelle, t. IV, p. 348 (3^e édit., Paris, 1812) ; Weber, *Mém.*, t. I, p. 71, 72 ; *Mém. de M^{me} Vigée-Lebrun*, peintre de la reine, t. I, p. 84). — Voir sur les plaisirs de la princesse : Lacretelle, *Histoire*, etc., t. VI, p. 24 ; *Mém.* par une dame de qualité, t. I, p. 81 ; Montbarey, *Mém.*, t. III, p. 160 ; M^{me} Campan, *Mém.*, t. I, p. 73, 162, 163, 225. — Voir sur la toilette : Soulavie (écrivain calomniateur ; *Mém.*, t. II, p. 76) ; *Mém.* par une dame de qualité, t. I, p. 72 ; d'Aussonne, *Mém.*, p. 27 ; Lacretelle, *Hist.*, t. V, p. 13 ; t. VI, p. 26, 27 ; *Histoire de Marie-Antoinette*, par Montjoie ; Vaublanc, *Souvenirs*, t. I, p. 225, 227. — Voir sur les Polignac : *Correspondance secrète inédite sur Louis XVI, Marie-Antoinette, la Cour et la Ville, de 1777 à 1792*, publiée par M. de Lescure, t. I, p. 268 (Paris, 1866) ; *Mémoires secrets* de 1770 à 1830, par M. le comte d'Allonville, t. I, p. 199, 205, 212, 293 (Paris, 1838) ; *Mém.* par une dame de qualité, t. I, p. 177, 184, 267 ; Lacretelle, *Hist.*, etc., t. VII, p. 103 ; M^{me} Campan, *Mém.*, t. I, p. 173. — Voir sur la société des Polignac et leur entourage : d'Allonville, *Mém.*, t. I, p. 169 ; La Marck, *Correspondance entre le comte de Mirabeau et le comte de La Marck pendant les années 1789, 1790 et 1791....* publiée par M. Ad. de Bacourt (Paris 1831), t. I, p. 33 et suiv., p. 60 ; M^{me} Campan, *Mém.*, t. I, p. 133, 139, 284 ; *Mém.*, par une dame de qualité, t. II, p. 25 ; Montbarey, *Mém.*, t. II, p. 353, 358. — Voir sur M^{me} de Lamballe : Eckard, *Mém.*, p. 401 ; *Mém.* par une dame de qualité, t. I et II, passim ; Montbarey, *Mém.*, t. III, p. 262 ; *Portefeuille d'un talon rouge* (Paris, année 1778) ; *Mém. de la république des lettres*, t. VIII. — Voir sur diverses imprudences de Marie-Antoinette : M^{me} Campan, *Mém.*, t. III, p. 64-67, 90, 91 ; d'Aussonne, *Mém.*, p. 137, 138 ; *Mém.* par une dame de qualité, t. I, p. 198, 234, 331.

aimait tant, ne pouvait s'armer de trop de précautions contre la malveillance. Il y a là tout un drame intime d'une singulière émotion. Voici d'abord l'étiquette, personnifiée dans M^{me} de Noailles, *madame étiquette*, comme l'appelait Marie-Antoinette dont l'ironie moqueuse blessa plus d'une fois ceux qu'elle croyait amuser.

« Je veux vous passer, écrit Marie-Thérèse, qu'elle (M^{me} de Noailles) vous excède à force de vous vouloir du bien, mais elle passe pour être honnête et attachée à vous ; c'est un grand point... On dit que vous négligez à parler et distinguer les grands, qu'à la table, au jeu, vous ne vous entretenez qu'avec vos jeunes dames, en leur parlant à l'oreille, en riant avec elles. Je ne suis pas si injuste de vouloir vous interdire la conversation très-naturelle des jeunes gens..., mais c'est un point essentiel, la distinction des gens... l'ayant si bien acquise au commencement. Là-dessus aucune négligence et n'imitiez personne... Ne vous laissez pas aller au goût de mettre en ridicule les autres..., vous perdrez cette estime et confiance du public si nécessaire, si agréable, et que vous possédez encore si parfaitement. — Il me revient de toute part et trop souvent que vous avez beaucoup diminué de vos attentions et politesses à dire à chacun quelque chose d'agréable et de convenable, de faire des distinctions entre les personnes... Ce qui est pire que tout le reste, on prétend que vous commencez à donner du ridicule au monde, d'éclater de rire au visage des gens ; cela vous ferait un tort infini et à juste titre '... »

Et les plaisirs, la toilette, les imprudences multipliées ! Ici les gronderies sont incessantes, pleines d'alarmes.

« Il est permis, surtout à votre âge, de s'amuser. Mais d'en faire toute son occupation... et de tuer le temps entre promenades et visites, à la longue vous en reconnaîtrez le vide ¹. — J'ai vu avec grande peine dans des feuilles imprimées que vous vous abandonnez plus que jamais à toutes sortes de courses au bois de Boulogne, aux portes de Paris, avec le comte d'Artois, sans que le Roi y soit... il est si jeune, si étourdi... Vous partagez ainsi ses torts... Une princesse doit se faire estimer dans ses moindres actions (quelle vérité !) et point faire la petite maîtresse ni en parure ni dans ses amusements. On nous épiluche trop, pour ne pas être toujours sur nos gardes ². »

Marie-Antoinette se justifie mal :

¹ Lettres du 8 mai et du 17 août 1771, dans *Maria-Theresia*, etc., 1^{re} édit.

² Lettre du 10 févr. 1771, *ibid.*

³ Lettre du 2 juin 1773, *ibid.*,

« Je suis fâchée que ma chère maman juge de mes promenades au bois de Boulogne par les papiers publics ; ils disent souvent faux et exagèrent toujours (pas toujours !). Les jours où j'ai été avec le comte d'Artois, le Roi faisait des chasses où il était absolument impossible que j'y allasse. D'ailleurs, c'était toujours de l'aveu du Roi (tant pis !) et à ces promenades il y avait toujours beaucoup d'hommes et de femmes de la cour (qui en jasaient) ¹. »

Au sujet des coiffures, elle se défend mieux, mais elle oublie de dire qu'en ce moment elle a l'initiative de toutes les élégances ².

« J'enverrai à ma chère maman le dessin de mes différentes coiffures, elle pourra les trouver ridicules (elles étaient très-hautes), mais ici les yeux y sont tellement accoutumés qu'on n'y pense plus, tout le monde étant coiffé de même ³. »

La mère poursuit :

« Jamais vous n'avez aimé la lecture ni aucune application... Je vous ai si souvent tourmentée pour savoir vos lectures... Depuis plus d'un an... je n'entends que des courses de chevaux, des chasses de même et toujours sans le Roi, et avec bien de la jeunesse non choisie, ce qui m'inquiète beaucoup, vous aimant si tendrement... Tous ces plaisirs bruyants, où le Roi ne se trouve pas, ne sont pas convenables. Vous me direz : Il les sait, il les approuve. Je vous dirai qu'il est bon, et pour cela vous devez de vous-même être plus circonspecte, et lier vos amusements ensemble ⁴.... »

« Toutes les nouvelles de Paris annoncent que vous avez fait un achat de bracelets de 250,000 livres ; que pour cet effet vous avez dérangé vos finances et chargé de dettes, et que vous avez pour y remédier donné de vos diamants à très-bas prix, et qu'on suppose après que vous entraînez le Roi à tant de profusions inutiles... Je crois ces articles exagérés (il y avait plus que de l'exagération, il y avait de la calomnie), mais j'ai cru qu'il était nécessaire que vous soyez informée des bruits qui courent, vous aimant si tendrement... »

« Une souveraine s'*avilit en se parant*, et encore plus si elle pousse cela à des sommes si considérables, et en quels temps ⁵ ? »

Marie-Thérèse blâme ensuite une *vie continuellement dissipée, des promenades, des courses* que des reines plus âgées ne se

¹ Lettre du 22 juin 1775, *ibid.*,

² Voir Montjoie, *Histoire de Marie-Antoinette*.

³ Lettre du 10 avril 1776, *ibid.*

⁴ Lettre du 30 mai 1776, *ibid.*

⁵ Lettres des 2 septembre et 1^{er} octobre 1776, *ibid.*

sont jamais permises, et tout cela sans le roi : quelles légèretés affligeantes ! On ne trouve dans les *Gazettes* que courses de chevaux, jeux de hasard et veilles. — La reine s'émeut de ces accusations : elle pourrait se dire malheureuse des jugements qu'on porte sur ses habitudes, d'autant plus qu'elle chasse avec le roi « tant qu'elle peut. » — Mais l'impératrice n'est point satisfaite : toujours des divertissements qui l'inquiètent, et le roi n'y est pas. — « Les bals chez vous, lui dit-elle, sont convenables, et on doit se dissiper et les autres ; mais ceux de l'Opéra ne le sont point du tout. » — Elle se plaint du jeu qui attire *mauvaise compagnie et propos*. La reine lui promet qu'elle va s'arranger pour « qu'il n'y ait rien à redire au jeu de la cour. » Ce jeu, toutefois, a été fort exagéré, car elle *ne joue qu'au jeu public et d'étiquette de la cour* ; — bien que les bals soient commencés partout, elle danse modérément à ceux de Versailles et n'est pas allée à ceux de Paris. — Elle lit, elle travaille, elle a deux maîtres de musique, l'un de chant, l'autre de harpe : nulle part elle ne joue ; si elle sort, elle joue au billard, et non aux jeux de hasard ; si elle est allée, pendant le carnaval de 1777, aux bals de l'Opéra à Paris, ç'a été de l'agrément du roi, et en donnant le bras à Monsieur dans le bal ¹.

En 1777, Joseph II vint en France ; il fut enchanté de son aimable sœur, ainsi que l'atteste une lettre de Marie-Thérèse ; mais voyant de près les hommes et les choses, il s'effraya pour elle, et lui laissa, en partant, sous forme de lettre, une série d'observations dont la rudesse ne détruisait pas l'opportunité. Tous les blâmes de l'impératrice y étaient réunis : modérez-vous votre gloriole ? êtes-vous toujours comme épouse, comme reine ce que vous devez être ? les sociétés du roi sont-elles les vôtres ? êtes-vous discrète ? fuyez-vous les jeux de hasard, les bals de l'Opéra ? Monsieur, qui vous y accompagne, n'est rien. Pourquoi des aventures ? Pourquoi vous mêler aux libertins, aux filles, aux étrangers et entendre leurs propos ? pourquoi des chasses et parties au bois de Boulogne ?

¹ Lettres de Marie-Thérèse, des 31 octobre, 30 novembre 1776, des 3 février, 5 novembre et 1^{er} décembre 1777, 5 janvier 1778 ; lettres de Marie-Antoinette, du 16 décembre 1776, des 17 février, 18 novembre, 19 décembre 1777, et 15 janvier 1778, *ibid.*

lisez de bons livres et évitez les mauvais. Modérez votre curiosité, vos recommandations, vos familiarités, votre obligeance ; soyez recueillie à l'église ; évitez les étourdis ; réfléchissez et posez un système qui soit soutenu ¹.

Marie-Antoinette aimait d'un respectueux amour son frère Joseph, beaucoup plus âgé qu'elle. Ses dures admonestations où de faux bruits, malgré la vérité de l'ensemble, avaient trouvé faveur, la contristèrent profondément : elle s'étonne, dans une lettre du 20 novembre 1777, de le voir si facilement accueillir des « contes faits à Paris ² ; » néanmoins toujours bonne, elle lui garde une vive amitié.

Louis XVI revient souvent, on l'a vu, dans les objurgations de la mère et du frère ; et cependant, moins que tout autre, il se souciait des imprudences qui soulevaient autour de lui tant de critiques. Instruit par l'adversité, il comprit la portée désastreuse de ce qu'il avait approuvé d'abord comme parfaitement conforme à ses goûts personnels. Un jour, pendant la captivité du Temple, il faisait à Malesherbes l'apologie de la reine ; il la vengeait des calomnies semées dans le peuple, et il ajoutait : « Vivre dans la société de la favorite était indigne de la Dauphine. *Forcée* (le mot est trop bienveillant) d'embrasser une sorte de retraite, elle adopta ce genre de vie exempt d'étiquette et de contrainte ; elle en porta l'habitude sur le trône. Ces manières nouvelles à la cour se rapprochaient trop de mon goût naturel pour que je voulusse l'y contrarier. J'ignore alors de quel danger il est pour les souverains de se laisser voir de trop près. La familiarité éloigne le respect, dont il est nécessaire que ceux qui gouvernent soient environnés. D'abord le public applaudissait à l'abandon des anciens usages ; ensuite il en a fait un crime ³. »

Marie-Antoinette elle-même, dans les épanchements de son âge mûr, confessa noblement les illusions de sa jeunesse. Elle avouait à M^{me} Campan qu'une dame fort légère qu'elle avait rencontrée dans son palais en arrivant en France lui avait inspiré de fausses démarches : « Je devais entendre chanter « Garat, disait-elle encore, et ne jamais chanter de duo avec

¹ *Marie-Antoinette, Joseph II und Leopold II*, p. 4 et suiv.

² Recueil de M. Feuillet, t. I, 2^e tirage, p. 102. (Quand nous citerons le 1^{er} ou le 2^e volume du recueil de M. Feuillet, ce sera toujours d'après le 2^e tirage.)

³ Hue, *Dernières années*, etc., p. 436.

lui ¹. » Emprasons-nous de dire, en réponse aux écrivains du XVIII^e siècle et du nôtre ² qui ont accusé Marie-Antoinette de s'être *perdue* elle-même, qu'une tenue meilleure eût peut-être préservé la femme d'abjectes calomnies, mais n'eût pas sauvé la reine; celle-ci, nous le verrons, a été *perdue* par ses grandes qualités d'intelligence et de cœur. Et qui donc, après tout, avait le droit d'incriminer, sous Louis XVI, cette vie trop peu surveillée? Les courtisans? mais ils avaient souffert, encensé des turpitudes ruineuses; les philosophes? mais ils s'étaient agenouillés devant la Pompadour et la du Barry; la révolution? mais cette conduite, qui brisait avec de vieilles habitudes, n'avait-elle pas les louanges de ses écrits? n'étaient-ils pas chargés d'invectives contre l'étiquette? ne louaient-ils pas les familiarités des souverains avec le peuple? ne tonnaient-ils pas contre les grandeurs et les pompes privilégiées du trône? ne célébraient-ils pas les mœurs pastorales? Si Marie-Antoinette est justiciable, c'est devant l'histoire; son siècle n'eut pas le droit de lui jeter la pierre; il aurait dû la bénir de ce qui servit à ses haines pour la condamner.

S'il faut en croire M^{me} Campan, cette vie un peu frivole se prolongea, dans ses plus vives ardeurs, de 1778 à 1781. La naissance du premier Dauphin fit époque dans l'âme de la reine, le sérieux y rentra pour n'en plus sortir; la maternité y réveilla, dans leur puissance, tous les beaux instincts qui parfois avaient paru sommeiller. La religion, surtout, y reprit sa force. Marie-Antoinette l'avait laissé faiblir dans le laisser-aller de ses habitudes, en dépit des prescriptions maternelles dont on se souvient. Jamais, pourtant, elle n'avait omis les devoirs essentiels, et ses lettres n'oublent ni les communions, ni le jubilé, ni le carême ³. Elle ne fut pas séduite par les superstitions du Mesmérisme; elle affectionna toujours la Société de Jésus; elle ne chercha pas à obtenir du Roi pour Voltaire la permission de rentrer à Paris, et après avoir consulté des personnes en qui elle avait confiance, elle répondit qu'il ne verrait aucun membre de la famille royale, parce qu'il avait porté

¹ M^{me} Campan, *mém.*, t. I, p. 267.

² De ce nombre est M. Sainte-Beuve (*Constitutionnel* du 13 février 1865); M. Cuvillier-Fleury, au contraire, est contre Marie-Thérèse, qu'il trouve altière, grondeuse (*Journal des Débats* du 11 juillet 1865).

³ *Maria-Theresia*, etc., 1^{re} édit., p. 5, 9, 73, 75, 76.

une atteinte directe à la religion et aux mœurs¹. Seulement elle le vit passer du pavillon de Flore, elle voulut bien, suivant Lafont-d'Aussonne, agréer son salut, elle assista dans sa loge parée, à la représentation d'*Irène*; c'était trop². Dès l'année 1780, la mort de sa mère la tourna plus vivement vers le ciel, et quand elle eut définitivement, près du berceau d'un fils, renoncé aux vaines jouissances, elle devint d'année en année plus religieuse : 85, 89, 91, 92, enfin les inénarrables douleurs du Temple, la jetèrent de plus en plus dans la vie pratique; elle y retrempa ses forces morales³.

Alors même que le sentiment chrétien se faisait moins sentir dans son cœur, Marie-Antoinette n'eut aucune peine à rester pure au milieu des intrigues qui l'entouraient; elle eut toujours au plus haut degré le respect d'elle-même, le culte de l'honneur; au besoin, la fierté du sang l'eût avertie. Nous ne descendrons pas jusqu'aux turpitudes où les vengeances des courtisans et les haines de la révolution tentèrent de submerger sa renommée de vertu. Dons généreux, facilité trop grande à se mêler au peuple, bienveillance de paroles accompagnée de l'affection du regard, amusements trop profanes du théâtre à Trianon, promenades téméraires à Versailles, sur la terrasse du château; visites à l'Opéra de Paris, rencontres imprévues, goûts solitaires, jeux à Marly, danses à la cour, concerts, sociétés intimes, tout, oui tout, jusqu'aux démarches d'une bienfaisance active, voilée de modestie, devenait pâture aux sales pamphlets, aux chansons immondes. Était-on exclu de certaines réunions par la vertu de la reine, on aiguillait aussitôt le poignard de la calomnie⁴; il n'était pas jusqu'à ses habitudes exquises de décence qui ne fussent odieusement outragées⁵. De là cette liste effrontée d'amants que les

¹ M^{me} Campan, *mém.*, t. I, p. 188, 189.

² Lafont-d'Aussonne, *mém.* p. 46.

³ Voir M^{me} Campan, *mém.*, t. II, p. 202, 237; La Marck, *Correspondance*, etc., t. III, p. 98; *Corresp. secrète inédite*, t. II, passim, *Eloge historique de M^{me} Elisabeth*, par Ferrand (Paris, 1814); Lacretelle, *Hist.*, etc., t. X, p. 237; M^{me} Royale, *Relation du voyage de Varennes et récit de sa captivité à la Tour du Temple, écrits par elle-même*, passim (Paris, 1852).

⁴ *Mém.*, par une dame de qualité, t. I, p. 259.

⁵ M^{me} Campan, *mém.*, t. I, p. 105.

méchants se faisaient passer et qui aujourd'hui figure, presque oubliée, dans la nécropole des infamies : le comte d'Artois, Edouard Dillon et le duc de Coigny ; le baron de Besenval, un des familiers du cercle Polignac ; les ducs de Lauzun, de Dorset, de Liancourt et de Guines ; le comte de Fersen, un des plus respectueux et des plus dévoués serviteurs de la Reine ; le prince Georges de Hesse-Darmstadt ; l'officier des gardes du corps Lambertye ; MM. de Saint-Paër et du Roure ; les lords Hugues Seymour et Strathavon ; le comte de Romanzoff, etc., prirent place dans l'inqualifiable *liste* civile « de toutes les personnes avec lesquelles la Reine avait eu des relations de débauche. » On sait avec quelle dignité vengeresse elle repoussa Lauzun et Besenval ; les *Mémoires* du premier trahissent sa défaite ¹ ; ceux du second renferment quelques lignes venimeuses sur la destination d'un appartement uniquement préparé pour la dame d'honneur de Sa Majesté ².

En réalité, tout dénote dans Marie-Antoinette le constant mépris du vice. Elle ne cachait pas l'aversion que lui inspiraient les dérèglements de Gustave III, roi de Suède ³. Ses relations avec le comte d'Artois furent toujours irréprochables. « Le comte d'Artois est turbulent, écrivait-elle à sa mère le 16 novembre 1774, et n'a pas toujours la contenance qu'il faudrait ; mais ma chère maman peut être assurée que je sais l'arrêter dès qu'il commence des polissonneries (le mot est vif et rend peut-être avec quelque exagération les susceptibilités de la délicatesse) ; loin de me prêter à des familiarités, je lui ai fait plus d'une fois des leçons mortifiantes en présence de ses frères et de ses sœurs ⁴. » Relativement à M. de Fersen, les préventions et la passion élèvent encore, de nos jours même, quelques nuages. M. Hippolyte Castille a parlé d'un portefeuille que Marie-Antoinette aurait donné à Fersen au temps de leurs amours. Outre que le caractère grave, chevaleresque et réservé du comte réfute cette allégation, il y a un fait péremptoire : le neveu de

¹ Voir ces *mémoires*, t. I, dans la collection des *mémoires sur la révolution*.

² M^{me} Campan, *mém.*, t. I, p. 189.

³ *Mém.*, par une dame de qualité, t. I, p. 283.

⁴ *Maria-Theresia*, 1^{re} édit., p. 125 ; voir aussi M^{me} Campan, *mém.*, t. I, p. 172 ; *mém.* par une dame de qualité, t. I, p. 230. — Au sujet de Dillon, les *mém.* de Tilly, ennemi personnel de la reine, seigneur taré qui ne faisait pas partie de sa société, sont calomnieux, et ce qu'il dit n'a d'ailleurs rien de décisif.

Fersen, le comte de Löwenhielm, qui fut longtemps ministre de Suède à Paris, a plusieurs fois assuré à M. Amédée Renée qu'il n'existait dans sa famille aucune preuve des soi-disant liaisons de son oncle avec la Reine, et que jamais le comte de Fersen n'avait dit un mot qui pût accréditer ce bruit ¹.

Mais lisons les lettres de la Reine, ces lettres si franches, toutes de spontanéité, de premier mouvement ; elles mettent en pleine lumière son innocence. Quand elle parle à Marie-Thérèse du prince de Rohan, d'abord ambassadeur à Vienne, puis cardinal et grand aumônier, son langage a l'accent de la vertu indignée : « Sa mauvaise conduite lui fait peine de toute manière. C'est un point encore plus fâcheux dans ce pays-ci qu'il déshonore, que pour Vienne qu'il scandalise. » M^{me} de Marsan est bien affligée de la conduite de son parent (1773). On a donné au coadjuteur une pension de 50,000 francs pour payer ses dettes, la reine n'en fait pas compliment à ses créanciers (1774) ². Sur la du Barry, elle est inflexible. Pendant quatre années, sa mère la conjure de faire fléchir un peu, du moins à l'extérieur, ses âpres dédains ; elle ne peut obtenir à la fin qu'une expression plus adoucie des révoltes de sa pudeur. La dauphine a grand'peur que M^{me} du Barry lise ses lettres. Le roi ne désire pas qu'elle parle à *la du Barry*, et cette femme et sa *clique* ne seraient pas contents d'une parole. Elle ne prend pas d'avis pour l'honnêteté ; les amis et amies de cette créature n'ont d'ailleurs pas à se plaindre qu'elle les traite mal. Son suprême effort pour contenter sa mère, c'est de garder le silence sur tout ce qui fait murmurer contre la favorite, c'est de parler *en général*, quand elle reçoit la favorite, et d'être à son égard froidement polie. La chère maman n'est pas encore contente vers la fin de 1773, mais qu'y faire ? Son affectionnée fille n'a pas, comme ses belles-sœurs, le caractère italien, elle ne peut avoir des *attentions* pour *la du Barry*. Enfin elle se félicite, en montant sur le trône, que le roi ait envoyé la *créature* dans un couvent « et chassé de la cour tout ce qui porte ce nom de scandale ; » elle est, du reste, très-portée « à prêcher la clémence au roi pour un nombre

¹ M. Amédée Renée, *Louis XVI et sa cour*, p. 245.

² *Maria-Theresia*, 1^{re} édit., p. 88, 91, 98, 108, 121.

d'âmes corrompues qui ont fait bien du mal depuis quelques années ¹. »

Sa clémence, hélas ! ne fut guère comprise ; car, déjà, la malignité s'acharnait à la noircir, et l'année suivante ce fut pire : « Nous sommes, écrivait-elle à sa mère vers la fin de 1775, dans une épidémie de chansons satiriques... ; pour moi je n'ai pas été épargnée. » Ces méchancetés « sont si plates et de si mauvais ton qu'elles n'ont eu aucun succès ni dans le public ni dans la bonne compagnie ². » La calomnie se cachait alors, elle s'enhardit bientôt jusqu'à parler à *tous les publics*, et la *bonne compagnie* ne la dédaigna pas. Y eut-il cependant une femme plus digne d'être aimée ? Avant, pendant et après les outrages, elle se fit un bonheur d'être affable, gracieuse, serviable à tous ; l'injustice lui arracha parfois des paroles émuës, mais jamais, aux heures mêmes les plus malheureuses de sa vie privée, elle ne cessa de répandre indistinctement ses bienfaits.

¹ *Maria-Theresia*, 1^{re} édit., lettres des 9 juillet 1770, 13 septembre, 15 novembre et 18 décembre 1771, 21 janvier et 15 décembre 1772, 13 janvier, 13 août et 15 septembre 1773, 14 mai 1774. — Voir sur les calomnies contre la vertu de Marie-Antoinette, et sur leur réfutation : Brissot de Varville, *Essai historique* (pamphlet exécrable) *sur la vie de Marie-Antoinette*, et les *passé-temps d'Antoinette* (autre libelle mensonger) ; le prince de Ligne, *mém.*, p. 68 (Bruxelles, 1860) ; *Revue rétrospective*, 1^{re} série, t. I, p. 94, 95 ; *mém.* de Besenval, t. II ; *mém.* du duc de Lauzun (Paris 1822) ; *mém.* de Tilly (1830) t. II, p. 115 ; *mém.* par une dame de qualité, t. I, p. 232, 234, 250, 267, 283, etc. ; M^{me} Campan, *mém.*, t. I, p. 103, 172, 178, 198 ; *Correspondance secrète inédite*, t. I, p. 40, t. II, p. 483 et passim ; *Souvenirs diplomatiques* de lord Holland, p. 13-14 (Paris, 1851), réfutés par les *mémoires* de M^{me} Campan, au sujet du duc de Coigny, et, au sujet de M. de Fersen, par ces mêmes *mémoires*, ch. xv ; *mémoires manuscrits inédits* du duc de Saxe-Teuschen, p. 132 et 133 du recueil de M. Feuillet, t. III. — Voir sur les hostilités de la Cour, leurs causes et leur nature, précédemment exposées : *mém.* par une dame de qualité, t. I, p. 123, 134, 165 ; M^{me} Campan, *mém.*, t. I, p. 65, 66, 94, 113, 262, 281 ; Lacretelle, *Hist.*, t. V, p. 11 ; Soulavie, *mém.*, t. II, p. 73 ; *mém. pour servir à l'hist. de la républ. des lettres*, t. XXVI, p. 34, t. XXXIII, p. 210-212, t. XXXIV, p. 394 ; *Corresp. de la Reine avec d'illustres personnages* (1790) p. 25 ; *Correspondance secrète*, par Métra, t. I ; *Journal manuscrit* de Hardy, t. V (bibliothèque impériale) ; *Souvenirs* de Vaublanc, t. I, p. 231 ; *Maria-Theresia* (1^{re} édit.), lettre de Marie-Antoinette, 22 juin 1775, contre les intrigues de M^{me} de Marsan. « Les débordements de Marie-Antoinette sont imaginaires, » a dit M. H. Martin, (*Hist. de France*, t. XIX, chap. III, p. 402.) Voir encore le témoignage de Vasselin, (*Mémorial révolutionnaire de la Convention*).

² *Maria-Theresia*, 1^{re} édit., p. 151.

On ferait des volumes en racontant sa charité. Ses imprudences étaient souvent les entraînements de sa bonté ; elle donnait, à Trianon, des bals champêtres aux habitants de la campagne, elle ouvrait Saint-Cloud aux petites gens. C'était peu pour son cœur de distribuer largement l'aumône, de fonder des hôpitaux, d'élever des orphelins qui furent dans la suite ses ennemis implacables, d'encourager l'art et la science par d'abondants subsides, de donner aux pauvres pendant les durs hivers la nourriture, le vêtement et le chauffage ; oui, c'était peu ; elle faisait au malheur, fût-il mérité, le don de soi-même : elle le consolait de sa parole, le soignait de ses mains ; ces sortes de visites comblaient ses plus chers désirs, et combien sont restées dans l'ombre de sa modestie ! Aussi l'enthousiasme populaire, jusqu'au moment des succès du mensonge, l'appelait-il tout simplement la *bonne dauphine*, la *bonne reine* ; ce mot dit tout ¹.

Mais voici venir les témérités scandaleuses qui précèdent les tempêtes. En 1784, Caron dit Beaumarchais fait jouer au théâtre les *Noces de Figaro*, malgré une défense que le roi n'a pas eu la fermeté de maintenir. En dépit des suppressions prescrites et non effectuées par l'auteur, la reine fut sévère pour toutes les personnes qui avaient aidé Beaumarchais à surprendre l'assentiment *conditionnel* de Louis XVI ². Mais la pièce triompha de toute opposition. Elle persiflait la cour, la noblesse, la famille royale, les institutions de la France, et les grands seigneurs, livrés aux moqueries, s'amusaient de leur honte ; ils étaient aux premières loges, ils riaient et applaudissaient, ce fut un succès de délire. L'année suivante éclata l'affaire désastreuse du Collier. Trois personnes se rencontrèrent : le joaillier Bœhmer, la femme Lamothe et le cardinal de Rohan, qui centuplèrent les effets des audaces de *Figaro*. La cupidité de Bœhmer ne tint pas compte des refus très-prononcés de la reine. Rohan voulut rentrer dans les bonnes grâces de la souveraine, d'où son immoralité l'avait exclu. L'intrigante et libertine comtesse de Lamothe fit une infâme spéculation sur l'avarice du joaillier et la folle ambition

¹ Tous les mémoires du temps, même les plus hostiles, rendent hommage à sa bonté, ce qui nous dispense de les citer en détail.

² M^{me} Campan, *mém.*, t. I, p. 282, 283 ; *mém.* par une dame de qualité, t. I p. 287, 288, 363, 363.

du cardinal. C'est en résumé toute cette affaire qu'un jeune et savant archiviste, M. Emile Campardon, vient d'élucider complètement, pour la gloire de Marie-Antoinette et l'ignominie de ses accusateurs. Les aveux de Rohan sottement abusé, ceux de la fille d'Oliva et des Lamothe, les faux en écriture de Villemér, complice d'une femme perdue, sont notoirement acquis au procès, dont voici sommairement toute la substance.

Rapprochées les unes des autres, les dépositions consignées dans les pièces justificatives qui enrichissent le volume de M. Campardon ne laissent plus aux adversaires de Marie-Antoinette le plus léger prétexte de calomnie. Rétaux de Villette, après avoir nié d'abord qu'il ait servi de secrétaire à la comtesse de Lamothe pour écrire, sous la fausse signature de la reine, les lettres infâmes qui prirent au piège et aveuglèrent l'ambition du cardinal de Rohan, reconnaît ensuite sans détour qu'il en est l'auteur ; à cet irréfragable témoignage, la comtesse de Lamothe n'oppose que des dénégations gratuites ; il est d'ailleurs constaté que l'écriture de ces lettres rappelle, à ne pas s'y méprendre, celle que révèlent d'autres écrits de Rétaux. La comédie où la comtesse fait figurer la fille d'Oliva pour tromper l'orgueil du cardinal, et avoir l'air de le réconcilier avec la reine, est affirmée dans tous ses détails par cette fille, appuyée en outre par les aveux de Rétaux qui y avait joué un rôle, et présentée par lui comme étant de notoriété publique. Et cet événement, dont M^{me} de Lamothe veut faire une frivole plaisanterie à l'adresse du cardinal, est inexplicable si elle n'a pas eu besoin, pour accréditer ses lettres apocryphes, de persuader au cardinal qu'il a retrouvé la faveur de sa souveraine. Poussée dans ses retranchements, malgré l'habileté prodigieuse de sa défense, elle impute un peu à Cagliostro, mais surtout au cardinal, le crime dont elle est coupable. Vaine supercherie ! car elle avoue forcément que le cardinal a été trompé par les soi-disant lettres de Marie-Antoinette, et qu'en connaissant son erreur, il s'est troublé et désolé.

Lorsqu'elle accuse le cardinal d'avoir lui-même dépecé le collier (d'une valeur de 1,600,000 fr.) et qu'elle prétend avoir été, ainsi que M. de Lamothe, son fondé de pouvoirs, pour en vendre les fragments en Angleterre et ailleurs, elle confie à l'absurde le soin de la justifier. Comment le prince de Rohan, voulant recouvrer les sympathies de Marie-Antoinette, aurait-il

pu imaginer une imposture qui, bientôt connue par elle, l'aurait voué à tous ses mépris et à toute la sévérité de la justice ? Comment au sein de son opulence, et à un âge où tout le monde savait qu'il faisait peu de cas des bijoux, aurait-il voulu dérober, pour lui-même ou pour qui que ce fût, un collier d'un prix énorme, ajouter à cette inutile et dangereuse escroquerie l'insigne maladresse d'avoir pour complice une femme aussi décriée que M^{me} de Lamothe, et la choisir pour divulguer sa propre scélératesse par la vente au détail du collier ? Comment expliquer par ce mensonge les richesses que les Lamothe firent briller immédiatement après le vol dont deux joailliers avaient été victimes ? M^{me} de Lamothe nie, contrairement aux faits les plus avérés, cet étalage de trésors, mais elle est réfutée péremptoirement par Robert Gray, joaillier à Londres, qui établit par sous et deniers, dans un compte extrait de son grand livre, que M^{me} de Valois lui doit quelque chose comme 10,397 l. 6 sh. ; plus bas est mentionnée, dans le même compte, *une somme pareille en valeurs de divers articles de diamants*. Elle est refutée encore par un autre joaillier de Londres, Jefferyes, qui, à la vue des diamants que Lamothe voulait lui faire acheter, en reconnut si bien l'identité avec les pièces du fameux collier qu'il avait vu de ses yeux, que Lamothe ne put réussir auprès de lui à s'en défaire. Or, ces diamants ne viennent pas de M. de Rohan, M^{me} de Lamothe le prouve : car, si l'on excepte quelques dons du cardinal, rien n'a été changé, dit-elle, dans sa position de fortune et dans celle de son mari ; d'autre part, M. de Lamothe n'a pas été le mandataire du cardinal, puisque, d'après les dépositions des joailliers, il ne traitait qu'en son propre nom et menait alors un train de grand seigneur. A la fin, tous ces artifices de justification disparaissent devant un fait : à peine arrivée à Londres, M^{me} de Lamothe n'accuse plus le cardinal ; c'est la reine qu'elle calomnie à outrance dans un pamphlet. Tout cela est sorti naguère des archives de l'Empire ; au tribunal de l'opinion, la cause est irrévocablement jugée ¹.

¹ L'abbé Georgel, dans ses *Mémoires*, si favorables au cardinal de Rohan, n'hésite pas à reconnaître, en cette affaire, l'innocence de la reine. N'oublions pas de dire que le silence du tribunal révolutionnaire sur le procès du collier fut un hommage que l'évidence de la vérité l'obligea de rendre à la victime.

Sept jours après l'arrestation du cardinal, le 22 août, Marie-Antoinette écrivait à son frère Joseph, avec le calme et l'indignation contenus de l'innocence, les détails de *cet étrange roman* où son écriture avait été *contrefaite*. Sans savoir encore si on aura recours au Parlement, elle désire que *cette horreur soit bien éclaircie* aux yeux de tout le monde. Le 19 septembre, elle traite le cardinal de *vil et maladroît faux monnayeur*. Elle applaudit à la conduite du roi et des ministres, sans se douter que le procès et la sentence seront pires que la cause ; le 19 juin et le 15 septembre 1786, elle parle sans émotion de la *grande affaire* et de l'exil du cardinal ¹. Toutefois, il est certain que l'arrêt du Parlement, sollicité par les Rohan, les Marsan, les Guéménée, les Soubise, et par beaucoup d'autres grands seigneurs et grandes dames hostiles à la reine, l'émut profondément. De ce jour, les animosités de la cour se répandirent dans le peuple. Chansons et pamphlets circulèrent plus abondants, plus irrités; ce fut la marée toujours montante de l'injure; 89 et les années suivantes la rendirent plus furieuse; le flot ne s'arrêta même pas sur la tombe de la victime. Grâce aux Lamothe, dont les vils mémoires furent rédigés à Londres avec le concours de Calonne, l'affaire du Collier survécut dans les ressentiments des factions; en 91, peu s'en fallut qu'un nouveau procès ne mit la reine, direc-

¹ *Marie-Antoinette, Joseph II, etc.*, par M. d'Arneth, p. 93, 94, 95, 96, 101, 108. Voir sur cette affaire M. Campardon, *Marie-Antoinette et le procès du collier* (Paris, 1863); après avoir interrogé les *mémoires* de l'époque, nous les avons trouvés heureusement fondus dans cet ouvrage. Voir encore sur ce procès : d'Aussonne, *mém.*, p. 87, 88; Soulavie, *mém.*, t. II, *Discours préliminaire*, p. LXII-LXVI; *mém.*, par une dame de qualité, p. 90; d'Allonville, *mém.*, t. I, ch. xv; *mém. secrets pour servir à l'hist.*, etc., t. XXXII, 9 juin 1786. Voir sur les suites: Augeard, *mém. secrets*, p. 153; M^{me} Campan, *mém.*, t. II, p. 109; Sénac de Meilhan, du *Gouvernement*, etc., p. 42, 43; *mém.*, par une dame de qualité, t. I, p. 315; d'Allonville, *mém.*, t. I, p. 197; d'Aussonne, *mém.*, p. 83, 89; *Corresp.*, t. I, p. 230, t. II, p. 312, t. III, p. 69; *Corresp. secrète inédite*, t. II, p. 400, 575. M. Campardon, *passim*; *mémoire* de Lamothe au roi (5 mai 1792), dans le recueil de M. Feuillet, t. I, p. 172 et suiv.; *mémoires inédits du comte de Lamothe-Valois sur sa vie et son époque (1754-1830)*, publiés par M. Lacour, avec une préface (*Préface et mémoires très-mauvais*) (Paris, 1858). — L'indulgence de l'arrêt du Parlement pour le cardinal fit d'autant plus de mal à la reine qu'on savait partout son aversion pour ce personnage, aversion constatée d'ailleurs dans ses lettres à sa mère (*Maria-Theresia*, 1^{re} édit., p. 192, 193, 194, 203, 280, 283).

tement ou indirectement, en accusation; le 5 mai 1791, Lamothe demandait au roi les sommes qui lui étaient nécessaires pour qu'une *Vie de M^{me} Lamothe*, écrite par elle-même, ne fût pas publiée.

Malgré ce torrent d'insultes, Marie-Antoinette ne cessa d'élever ses vertus et son courage plus haut que la mauvaise fortune. Épouse, elle fut aimante et fidèle jusqu'à l'héroïsme. Aux premiers coups de tonnerre après les journées d'octobre 1789, Augeard, son secrétaire, lui proposa de se retirer à Vienne pour *sauver ses jours*: Non, répondit-elle, « je ne partirai pas, mon devoir est de mourir aux pieds du roi ¹. » Et telle fut constamment la devise de sa tendresse. Mère, elle ne délaissa jamais, dans le tracas des grandes affaires, l'éducation de ses enfants. Quel amour ardent et éclairé dans ses *instructions* à M^{me} de Tourzel, leur gouvernante! ². Quelle énergie maternelle au 6 octobre, au 20 juin et au 10 août! Dans la tour du Temple, lorsqu'en mars 1793, les intrépides Jarjay, Lepitre et Toulan — celui-ci gagné par le charme de sa personne — veulent la sauver sans ses enfants et sa sœur, un mot magnanime sort de son âme et va la livrer au bourreau : *C'est impossible, c'est impossible, vaut mieux mort que remords* ³. Et ces paroles que lui arrachent, dans sa captivité, les malheurs d'une enfant qui est près d'elle, qu'elle ne voit plus, qu'elle ne peut secourir! et la clémence héroïque, la résignation religieuse qu'elle inspire jour par jour à M^{me} Royale! tout cela couronné devant le tribunal révolutionnaire par la plus éloquente protestation que la calomnie ait fait jaillir d'un grand cœur : « J'en appelle à toutes les mères qui sont ici. » Amie enfin, elle a sans cesse, depuis 1786, époque fatale, des effusions de bonté pour M^{me} de Lamballe qui, après le retour de Varennes, vient la rejoindre au péril de sa vie, malgré ses prophétiques avertissements; pour M^{me} de Polignac dont elle se sépare en 89 plutôt que de l'exposer aux colères de la révolution; pour tous les dévouements qui l'entourent; pour le peuple qu'on égare, qu'on entraîne aveuglément à la détester.

¹ *Mém. secrets*, etc., p. 196-203.

² Recueil de M. Feuillet, t. I, p. 240 et suiv.

³ Voir l'admirable livre de M. de Beauchesne sur *Louis XVII*, etc., t. II, p. 27 et 28, édit. in-12 (1866).

Au Temple, elle adresse des billets affectueux à Monsieur et au comte d'Artois; un jour sa prière s'exhale dans ce cri : « Pardon, mon Dieu, et vous aussi, ma sœur, pardon ! » Dans le dernier sacrifice, l'épouse, la mère et l'amie ont une douloureuse grandeur qui saisit les plus froides natures et n'en laisse aucune sans émotion ¹.

II.

Abordons maintenant la vie publique de Marie-Antoinette : nous avons vu la femme, l'épouse et la mère, il faut voir la reine.

Quand Louis XVI monta sur le trône, sa jeunesse, très-peu préparée à la politique, eut à choisir entre les deux camps qui divisaient la cour; le parti Choiseul et parlementaire à qui l'alliance autrichienne dont nous parlerons spécialement tout à l'heure était chère, et le parti que représentait le triumvirat Maupeou, Aiguillon et Terray. Le premier comptait pour adversaires le roi et ses tantes. Le vertueux Dauphin, père de Louis XVI, avait laissé, dit-on, des instructions peu favorables à l'alliance

¹ Voir, pour les années 89, 90, 91, 92 et 93, Marie-Antoinette comme épouse, dans : *mém.* par une dame de qualité, t. II, p. 379; d'Allonville, *mém.*, t. II, p. 176; Hue, *Dernières années*, etc., p. 158; Weber, *mém.*, t. I, ch. 1, II et III, *passim*; Lacretelle, *Hist.*, etc., t. X, p. 137; *Notice sur Marie-Antoinette, reine de France*, par M. Crawford; Cléry, *Journal de ce qui s'est passé à la Tour du Temple, pendant la captivité de Louis XVI, roi de France*, p. 105 et *passim*, (Paris, 1861); d'Aussone, *mém.*, p. 393 et suiv.; Marie-Thérèse de France, *Récit de sa captivité*, p. 56, 57, 62 et *passim*; — Voir Marie-Antoinette comme mère dans : Eckard, *mém.*, p. 21, 100, 151, 179; M^{me} Campan, *mém.* t. II, p. 92, 256; *mém.*, par une dame de qualité, t. II, p. 268, 330; d'Allonville, *mém.*, t. II, p. 176, t. III, p. 259; Lacretelle, *Hist.*, t. VII, p. 241; Weber, *mém.*, t. I, p. 339 et suiv.; d'Allonville, *mém.*, t. III, p. 258 et suiv.; Hue, *Dernières années*, etc., p. 54, 171, 272, 273, 320, 322, 361, 465; Madame Royale, *loc. cit.* p. 49, 76. Voir Marie-Antoinette comme amie dans : d'Allonville, t. II, p. 169; *Lettre de Marie-Antoinette du 15 août 1789*, recueil de M. Feuillet, t. I, p. 251; Hue, *Dernières années*, p. 331; Madame Royale, *loc. cit.*, p. 49, 75; Cléry, *Journal*, etc., p. 53; *Fragments historiques*, par Turgy, dans les *mém.* d'Eckard, p. 356, 370, 371.

Voir encore, *passim*, Eckard, Weber, Hue, Cléry, une dame de qualité, M^{me} de Bassanville (*Salons d'autrefois*), d'Allonville, d'Aussone, Lacretelle, M^{me} Campan, Madame Royale, etc.

austro-française et surtout à Choiseul que sa légèreté, ses liaisons avec la faction philosophique et la proscription de la Société de Jésus lui avaient rendu tout à fait odieux. Le second soutenu, avec des nuances diverses, par la majorité du clergé et tout ce qu'il y avait de religieux à la cour, avait pour ennemis les parlementaires et la cohue des novateurs. Louis XVI louvoya : il ne voulut pas ramener Choiseul, mais il rappela les parlements exilés, et sentant que le poids des affaires était trop lourd à sa timide faiblesse, il fit choix d'un premier ministre, il tira Maurepas d'une disgrâce de vingt-cinq ans, et mit dans ses mains le gouvernement. Maurepas avait les traditions de la monarchie telles qu'on les avait comprises sous Louis XV ; il remplaçait les principes par les expédients, la solidité de l'homme d'État par les grâces de l'homme d'esprit ; il faisait des chansons et des mots ; à force d'habileté peu scrupuleuse, il espérait étouffer les voix de l'avenir. Personnellement, toutefois, Louis XVI ne prétendit pas abdiquer, mais s'éclairer sous la tutelle de ce vieillard. Toujours aux écoutes pour saisir les bruits du dehors qu'il appelait les vœux du peuple, il tenta constamment, jusqu'en 89, de les traduire dans sa politique. Mais le mouvement tumultueux et factice des innovations, dangereusement provoquées par la double ligue des économistes et des gens de lettres, lui fit souvent confondre avec les vraies réformes qui sont la gloire de son règne, les utopies qui en furent la fatalité ; souvent ses concessions furent inopportunes, il dut les révoquer ; les désaveux qu'il s'infligeait à lui-même par ses résistances diminuaient, dans l'âme du peuple, la puissance du respect, cette sauvegarde nécessaire d'une incomparable bonté. Ainsi Louis XVI fut séduit par le mirage de l'opinion ; il n'eut pas foi dans sa force ; il choisit pour ministres, croyant se mettre en harmonie avec les besoins du moment, des hommes que lui recommandaient les clameurs du philosophisme, sauf à reconnaître aisément que les idées religieuses et sociales, quelle que fût d'ailleurs la pureté des intentions, devaient par Turgot, Malesherbes et Necker, ébranler les bases mêmes de son pouvoir et le jeter dans les orages. Marie-Antoinette, accueillie au début du règne par un enthousiasme universel, obligée par sa naissance et par son jeune âge de ne pas se mêler d'abord à la direction de la chose publique, inclinait

cependant, par son cœur, vers des changements qui semblaient devoir lui maintenir une éclatante popularité. Elle partagea, jusqu'en 1789, dans une certaine mesure, le désir qu'avait Louis XVI de plaire au *peuple*; mais elle eut plus que lui le sentiment de l'autorité¹; les ministres aventureux l'effrayaient.

On conçoit que Marie-Thérèse ne l'ait pas abandonnée dans ces moments difficiles. A peine apprend-elle, en 1774, que sa fille vient de s'asseoir sur le premier trône du monde, qu'elle met à son service toutes ses lumières de souveraine.

« Vous êtes tous deux bien jeunes, le fardeau est grand, j'en suis... vraiment en peine... Tout ce que je puis vous... souhaiter, c'est que vous ne précipitiez rien..., ne changiez rien...; le chaos et les intrigues deviendraient insurmontables, et vous seriez, mes chers enfants (quelle vue prophétique!), si troublés que vous ne pourriez vous en tirer... L'intérêt de nos deux États exige que nous nous tenions aussi étroitement liés d'intérêt comme de famille. — Point de gens fougueux, violents, ambitieux; point de premiers ministres, cela fait trop souffrir le reste de ses égaux et le peuple...; j'espère que les exilés, à une époque si glorieuse, auront tous leur grâce, et que Choiseul et sa sœur (la duchesse de Gramont) seront du nombre. »

Ce sont ensuite les élans de la joie : *tout l'univers est en extase* devant ce roi et cette reine de vingt ans dont toutes les actions respirent l'humanité, la générosité, la prudence, le jugement. L'impératrice est heureuse de recommander Mercy, de voir la retraite d'Aiguillon et de la Vrillière sans lettres de cachet; elle applaudit au refus du *don gratuit* et de la *ceinture de la reine*; celle-ci doit être l'amie et la confidente du roi, le bonheur de tous deux en dépend. Qu'elle continue de lui concilier l'amour du public : auparavant la bonté, la nonchalance dont elle a fait l'aveu lui rendaient dangereuses les recommandations, parce qu'elle pouvait facilement se tromper; aujourd'hui Louis XVI est muni d'un conseil, il y aurait autant d'inconvénient à s'abstenir qu'à se montrer trop active².

¹ Voir sur les tendances monarchiques de Marie-Antoinette : M^{me} Campan, *mém.*, t. III, p. 111; l'abbé de Vermond dans *Maria-Theresia*, etc., 2^e édit., p. 375; M. Feuillet, t. IV, p. 42.

² *Maria-Theresia*, 1^{re} édit., p. 101, 102, 104, 105, 106, 108, 109, 110, 111.

Voici pourtant quelques nuages. Dès le 16 juillet 1774, Marie-Thérèse redoute le faible caractère de Louis XVI, en apprenant qu'il a gratifié d'Aiguillon, Monteynard et d'autres... On parle aussi de millions destinés à des bâtiments. La familiarité de la reine est extrême. Pas de dépenses extraordinaires. Le seul ennemi qu'elle ait à craindre, c'est la paresse et la dissipation. Et Marie-Antoinette de répondre avec un grand sens :

« Les éloges et l'admiration pour le roi ont retenti partout, il le mérite bien par la droiture de son âme et l'envie qu'il a de bien faire ; mais je suis inquiète de ces enthousiasmes français pour la suite.... Le feu roi a laissé les choses en très-mauvais état, les esprits sont divisés, et il sera impossible de contenter tout le monde dans un pays où la vivacité voudrait que tout fût fait dans un moment. »

« C'est bien vrai ce que dit ma chère maman : fixer des principes et ne s'en plus départir... Je crains (que le roi) ne soit trop doux et trop facile, comme quand M. de Maurepas lui a fait donner les 500,000 francs à M. d'Aiguillon ; (mais) je n'entraînerai point le roi dans de grandes dépenses... (elle tint parole) ; je refuse de moi-même les demandes qu'on me prie de lui faire pour de l'argent. »

Du reste, elle veut la concorde et la paix ; elle est fâchée de la disgrâce des ducs d'Orléans et de Chartres, et voudrait qu'il n'y eût plus de brouilleries ¹.

Les confidences de Marie-Antoinette à sa mère n'accusent ni un absolu renoncement à la politique intérieure — la seule qui nous occupe actuellement, — ni une intervention prépondérante. C'est qu'en effet, tant que vécut Maurepas, elle se contenta de manifester de temps à autre ses désirs ou ses répugnances sans insister beaucoup, à moins que le cœur ne l'y poussât pour récompenser ou punir ². Elle avait par caractère peu de goût pour la vie publique ³, et elle craignait de faire des ministres ⁴. Dauphine, elle resta étrangère à l'exercice du pouvoir ; reine, elle exprima sans vivacité le désir de revoir M. de Choiseul aux affaires, désir conforme aux volontés de sa mère et qui lui fit

¹ *Maria-Theresia*, etc., 1^{re} édit., p. 115, 116, 118, 119.

² C'est ainsi qu'elle soutint le duc de Guines contre le duc d'Aiguillon (*Maria-Theresia*, etc., 1^{re} édit., p. 288) ; voir aussi le recueil de M. Feuillet, t. I, p. 149.

³ Sénac de Meilhan, *du Gouvernement*, etc., p. 38 ; Weber, *mém.*, t. I, p. 58. *Maria-Theresia*, 1^{re} édit., p. 154.

⁴ *Maria-Theresia*, 1^{re} édit., p. 163 ; M^{me} Campan, *mém.*, t. I, p. 262.

beaucoup d'ennemis ¹. Elle eut peu d'influence, quoi qu'on ait dit ², sur le funeste rappel des parlements auquel Marie-Thérèse parut sympathique ³; seulement elle en fut satisfaite, et sa mère la loua de sa prudence. Mais lorsque, en 1776, le parlement de Paris s'agita de nouveau, elle se prit à espérer, comme en 1774, que le souverain maintiendrait ses droits ⁴, et en 1788 elle parla à Joseph II, avec énergie, de leur séditieuse opposition ⁵. Peu favorable à Maurepas, qui déplaisait à Marie-Thérèse ⁶, elle s'efforça néanmoins de le ménager, et lui témoigna de la confiance quand il lui fit l'honneur de la consulter ⁶; elle n'aima d'ailleurs ni d'Aiguillon, ni La Vrillière, ni Montbarrey, ni La Vauguyon, ni M^{me} de Marsan, gouvernante des sœurs du roi; par contre, elle eut pour Breteuil une affection qu'il ne mérita pas toujours ⁷. Turgot, esprit distingué, mais systématique, frondeur et attaché au philosophisme; Malesherbes, honnête et dévoué, mais nullement homme d'Etat; Vergennes, ministre habile, mais sans hauteur ni profondeur et assez opposé à l'alliance austro-française; Joly de Fleury, magistrat de mérite, mais triste administrateur, ne lui convenaient pas. « J'avoue à ma chère maman, écrivait-elle le 15 mai 1776; que je ne suis pas fâchée de ces départs (ceux de Turgot et de Malesherbes), mais je ne m'en suis pas mêlée ⁸. » Elle se *mêla* un peu des nominations de Ségur et de Castries par l'intermédiaire des Polignac, et ces choix étaient sages. Necker, arrivé au ministère par de petites intrigues et le crédit de Maurepas, n'avait pas ses sympathies, elle

¹ Voir M^{me} Campan, *mém.*, t. III, p. 54; Soulavie, *mém.*, t. II, p. 142; d'Alonville, *mém.*, t. I, p. 54; *Marie-Antoinette, Joseph, etc.*, p. 87, où sont exprimées, dans une lettre à Joseph II du 16 mai 1788, à propos de la mort de Choiseul, les sympathies de la reine pour ce ministre.

² Soulavie, *mém.*, t. II, p. 88, et Bouillé, *mém.* (Paris, 1823), p. 19, se sont trompés sur ce point. La vérité, à cet égard, est dans une lettre de la reine (16 novembre 1774): *Maria-Theresia*, 1^{re} édit., p. 121, et dans une lettre de Marie-Thérèse (*ibid.*, p. 126).

³ *Maria-Theresia*, 1^{re} édit., p. 124, 156.

⁴ *Marie-Antoinette, Joseph II, etc.*, p. 113.

⁵ *Maria-Theresia*, p. 106 (1^{re} édit.).

⁶ *Ibid.*, p. 147.

⁷ *Ibid.*, p. 109, 139, 144, 148, 153, 167; *Marie-Antoinette, Joseph II, etc.*, p. 26.

⁸ *Maria-Theresia*, p. 159; Lacretelle, *Hist.*, t. IV, p. 393, 394, 397. Voir sur La Vauguyon, M^{me} Campan, t. I, p. 120, 121.

ne croyait pas, — avait-elle tort ? — que ce ministre, en s'attaquant à sa maison, peu coûteuse et qu'elle chérissait comme une famille, prit de solides précautions contre la banqueroute ¹. Toutefois, redoutant dans l'opinion les effets de sa retraite, elle tenta de le ramener ². N'était-il pas préférable au léger, fastueux et immoral Calonne qu'elle ne put souffrir, et dont la nomination, qu'elle désapprouva, la refroidit pour les Polignac ³? Ce fut avec joie qu'elle le vit partir ⁴. Malheureusement, elle mit à sa place le déplorable Brienne, soit parce qu'il lui avait donné l'abbé de Vermond si cher à sa mère, soit peut-être par fausse condescendance pour un vain semblant de vœu public ⁵; elle le soutint dans sa pernicieuse gestion, eut beaucoup de peine à s'en séparer, et ne le quitta qu'en laissant à son ambition les gages d'une affection assurément sans tache, mais d'autant plus impolitique qu'elle heurtait alors les meilleurs sentiments de la France ⁶. « Je crains bien, écrivait-elle à Mercy, le 19 août 1778, que l'archevêque ne soit parti tout à fait, et alors quel homme prendre pour mettre à la tête de tout ? car il en faut un, surtout avec M. N. (Necker); il lui faut un frein (quel frein que Brienne, l'homme sans suite et sans volonté!) Le personnage au-dessus de moi (le roi) n'est pas en état, et moi, quelque chose qu'on dise et qui arrive, je ne suis jamais qu'en second; et malgré la confiance du premier, il me le fait sentir souvent. » Cette dernière parole est amère; elle

¹ *Maximes et pensées de Louis XVI et de Marie-Antoinette* (1802, Hambourg); Voir encore *Correspondance secrète inédite*, t. I, p. 291; Augeard, *mém. secrets*, p. 21; Sénac, *du Gouvernement*, p. 46.

² Malgré la *Correspondance secrète inédite*, t. I, p. 538, où il est affirmé que le roi renvoya Necker pour plaire à la reine, il faut croire à l'affirmation contraire de Sénac de Meilhan, *loc. cit.*, p. 46, confirmée par La Marck, *Corresp.*, t. I, p. 46.

³ Augeard, *mém.*, p. 121, 151; *mém.* par une dame de qualité, t. I, p. 315; M^{me} Campan, *mém.*, t. I, p. 263; M^{me} de Staël, *Considérations sur les principaux événements de la Révolution française*, p. 58, 59 (édit. Charpentier in-12). Voir encore d'Aussone, *mém.*, p. 97. M. Renée, *Louis XVI et sa Cour*, attribue faussement à la reine le choix de Calonne. En principe, la reine était peu favorable aux changements ministériels qui n'étaient pas motivés; ces changements, disait-elle, *en apportent toujours d'essentiels dans chaque département* (*Marie-Thérèse, Joseph II, etc.*, p. 74).

⁴ Augeard, *mém.*, p. 157, 158, 249; *mém.* par une dame de qualité, t. I, p. 320.

⁵ La Marck, *Corresp.*, t. I, p. 52; Weber, *mém.*, t. I, p. 168.

⁶ M. Feuillet, t. I, p. 206; lettre de la reine (19 août 1788). — Weber, *ibid.*, t. I, p. 231.

fait voir que Marie-Antoinette, depuis qu'elle était entrée plus ouvertement (1781) dans la politique intérieure, regrettait déjà de n'être pas écoutée, et avait la douleur de ne pas rencontrer près d'elle une volonté forte qui prit la conduite des choses.

Brienne s'en va; Necker est puissant. Marie-Antoinette, dont la clairvoyance avait pénétré ses projets subversifs, ne l'avait jamais goûté; en général elle était ferme, comme souveraine, dans ses sympathies et dans ses aversions, et personne n'eut moins de confiance, sauf des exceptions peu nombreuses, dans ces soudains retours qui lui semblaient entachés de frivolité ou d'hypocrisie. Quoi qu'il en soit, le roi et la reine, celle-ci surtout, subirent Necker au lieu de le vouloir; sous leur urbanité pour le ministre, qui ressemblait à l'intimité, se cachait forcément un profond déplaisir. Nous faisons dater de ce moment la fausse position du couple royal; c'est avec tristesse qu'on doit dire que désormais, faute de résolution et d'action dans l'excellent Louis XVI, les situations ne seront plus sincères ¹. Chose qui serait étrange, si on ne tenait compte des circonstances, la reine, à qui Brienne a persuadé que Necker est nécessaire, le charge vivement de décider l'irritable Genevois; elle désire même, au dire de l'abbé de Vermond, qu'on sache que c'est elle qui veut sa rentrée, tant elle est pressée de se mettre au diapason de ce qu'elle croit être l'opinion publique ². Mais n'allez pas croire qu'elle veuille abaisser la majesté du trône. Mise fort tard par le roi dans la confiance de la pensée qu'il avait de convoquer les notables — silence qui avait probablement pour cause l'opposition qu'eût rencontrée ce projet, — elle conçut de vives alarmes sur les révélations qu'on allait faire, car elle savait que le gouvernement, au milieu d'une effervescence toujours croissante, ne découvrirait pas sans un grand péril ses plaies devant la

¹ Voir sur le rappel de Necker et les sentiments de la Reine à son égard : Hue, *dernières années*, p. 69; Augeard, *mém.*, p. 166; M^{me} Campan, *mém.*, t. II, p. 46, Soulavie, *mém.*, t. VI; d'Aussonne, *mém.*, p. 99; La Marck, *Corresp.*, t. I, p. 53; *Corresp. secrète inédite*, t. II, p. 285.

² M. Feuillet, t. I, p. 214, 215, 216. — Le rappel de Necker par Brienne qui, en suspendant (16 août) les deux cinquièmes des paiements, avait déjà exaspéré les gens de la cour et surtout la société de la reine, acheva de faire pousser les hauts cris à la coterie Polignac où dominaient Vaudreuil, Besenval et Adhémar, et suscita de nouvelles et ardentes inimitiés contre Marie-Antoinette (Augeard, *mém.*, p. 165, 166.)

France ¹. Elle fut moins bien inspirée, lorsqu'elle approuva, de concert avec le bureau que Monsieur présidait à la seconde assemblée des notables, la double représentation du Tiers. Sans doute elle n'entendait pas renverser la vieille Constitution du pays; elle maintenait, comme Monsieur lui-même, les trois ordres de l'État; mais elle ne vit pas d'abord qu'en s'appuyant sur la loi du nombre, il faudrait arriver à dire avec Siéyès : « Qu'est-ce que le Tiers-État? tout. » C'est ce qu'Augeard lui fit remarquer dans l'un de ces entretiens dont elle l'honorait. Si le raisonnement de M. Necker était juste, lui dit-il, il faudrait donner au Tiers vingt-trois fois plus de représentants; et si on vient à opiner par tête, il pourrait bien en résulter la destruction de la noblesse et du clergé ².

Cependant les États-Généraux se réunissent. Marie-Antoinette, malgré son attachement aux institutions nationales, ne vit pas cet événement sans alarmes : la sédition levait impunément la tête, et le désordre des esprits éclatait déjà dans les émeutes. « M. Augeard, avait dit l'honnête Machault, ancien ministre, au secrétaire des commandements de la reine (29 avril 1789), je suis bien vieux, mais je verrai le tombeau de la monarchie avant de descendre dans le mien ³. » — « Grand Dieu! s'écria la reine en levant les yeux au ciel, quand elle apprit la convocation des États, je le crains bien, cet important événement est un sinistre premier coup de tambour pour la France. » Elle demanda au roi que du moins ils ne fussent réunis qu'à quarante ou soixante lieues de la capitale ⁴. « Ce qui m'afflige, écrivait-elle le 16 juillet 1788 à Joseph II, en lui apprenant les troubles de la Bretagne et du Dauphiné, c'est que, si nous étions forcés à la guerre (la Russie et l'Autriche se disposaient à entrer en campagne contre les Turcs), nous le serions aussi à tenir les États-Généraux, et peut-être avant que la tranquillité fût entièrement établie ⁵. »

¹ La Marck, *Corresp.*, t. I, p. 50; Lacretelle, *Hist.*, t. VI, p. 166 et 167.

² Augeard, *mém.*, p. 190; — lire dans ces *Mémoires*, mais avec discernement, de curieux détails sur les écarts financiers des Calonne, des Brienne et des Necker. — M^{me} Campan, *mém.*, t. II, p. 36, appuie l'autorité d'Augeard quant à l'opinion de la reine sur la représentation du tiers.

³ Augeard, *Mém.*, p. 169.

⁴ M^{me} Campan, *mém.*, t. II, p. 33, t. III, p. 104.

⁵ Marie-Antoinette, *Léopold II*, p. 118.

Quelle que fût alors, de toute part, l'agitation politique, quels que fussent, dans les classes supérieures et dans une partie des classes moyennes, les excès du jeu, de l'agiotage et du luxe ¹, la prospérité était grande : pour les esprits actifs et avides de progrès, il y avait une liberté de fait ; pour les masses, le repos et le bien-être n'étaient que rarement et passagèrement compromis ², car « la longue durée d'un royaume, dit Puffendorf, marque que la constitution en a été bonne et l'administration sage ³. » La situation financière n'était nullement désespérée ; elle avait été plus grave sous Louis XIV et Louis XV, et l'abbé Terray, par des moyens d'une iniquité violente, il est vrai, l'avait réduite à des proportions presque insignifiantes ; en 1789 le clergé offrit spontanément quatre cents millions pour la ramener à l'état normal ⁴.

C'est bien à tort qu'on accuse Marie-Antoinette d'avoir grevé le trésor par de folles prodigalités. *M^{me} Déficit*, comme l'appelait l'injustice de la cour et de la révolution, n'a accru le déficit ni par ses dépenses personnelles, ni par celles de sa société de prédilection. Le roi ayant porté à cent mille écus par an les fonds de la cassette de la reine qui, sous le règne précédent, n'avaient été que de deux cent mille livres, elle payait de ses économies un écrin que lui présenta Bœhmer, ne voulant pas, disait-elle, acheter avec les deniers publics un objet de fantaisie. Elle n'a de sa vie, observe *M^{me} Campan*, puisé dans le trésor la moindre somme d'argent ; la duchesse de Polignac, sa favorite, avait à peine de quoi se soutenir à la cour. Ses honoraires n'excédaient point ceux dont avaient joui les anciennes titulaires de sa charge ; le comte et la comtesse de Polignac, quand la révolution fut venue, avaient plutôt des dettes que des richesses ; la reine ne leur avait jamais fait de présents d'une valeur réelle ⁵. Quant aux places, il était fâcheux

¹ V. la *Correspondance secrète inédite*, t. I et t. II passim.

² M. Guizot, *la France et la Maison de Bourbon avant 1789*. — *Revue contemporaine*, t. VII, p. 19, 15 avril 1833.

³ Liv. VIII, c. iv, sect. 17.

⁴ Hue, *dernières années*, p. 187 ; voir sur la situation financière le grave et justicieux Senac de Meilhan, *du Gouvernement*, etc., p. 121-123 ; Augeard, *mém.*, p. 161, 163, 172, 175 et suiv. ; d'Allonville, *Mém.*, t. II, p. 73, 74 ; Weber, *mém.*, t. I, p. 281 ; Bouillé, *Mém.*, p. 40, 41, 42 ; Boiteau, *État de la France en 1789*, p. 404.

⁵ *Mém.* par une dame de qualité, t. I, p. 236 ; La Marck, *Corresp.*, t. I, p. 37 ;

que la reine, en face des haines dont elle était l'objet, qu'elle parût les accorder libéralement aux suggestions de son amitié¹. Elle se prêtait avec trop de complaisance à obtenir des emplois pour ceux qu'elle affectionnait ou qui réclamaient son appui ; elle donnait des régiments, des postes diplomatiques, des privilèges de cour, quelques pensions. Mais qu'on le remarque : s'il lui était démontré que ses préférences blessaient le vrai mérite, elle n'insistait pas. A vrai dire, elle savait résister, quand les demandes qui lui étaient adressées intéressaient sérieusement l'État. Combien de fois s'opposa-t-elle aux prétentions de la société Polignac ! C'est ainsi, par exemple, qu'en dépit des mécontentements de cette société, le duc de Polignac ne fut nommé grand-maître des relais de France, qu'à la condition de ne pas avoir la direction de la poste aux lettres². On ne créait pas d'ailleurs des fonctions nouvelles, ruineuses au trésor, ce qui restreignait beaucoup l'étendue des faveurs. Écoutons la reine s'expliquer, en 1780, sur la question de dépenses envenimée par des bruits méchants : elle est accoutumée aux inventions et exagérations de ce *pays-ci* au sujet de M^{me} de Polignac ; le roi lui épargne toute sollicitation pour elle ; il dotera la petite Polignac qui doit épouser le comte de Gramont (futur duc de Guiche), déjà capitaine des gardes en survivance, et « on en dira peut-être plus de louis d'or qu'il n'y aura d'écus. » — Le roi, au surplus, veut faire une réforme dans sa maison et dans celle de la reine ; ce sera un *grand bien pour l'économie... et la satisfaction publique*. — M. de Vaudreuil « n'a jamais demandé des grâces, et sa fortune ne lui faisait pas désirer celles d'argent..... Le roi lui avait donné 30,000 francs de pension, mais seulement jusqu'à la paix..... » La reine n'a « pas eu part à cette générosité.... » M. de Vaudreuil n'a pas besoin de sa protection..... Elle n'a pas entendu parler du don d'une terre de deux millions ni d'aucune autre³. « Voici, d'ailleurs, entre cent anecdotes que

Sénac de Meilhan, *du Gouvernement*, etc., p. 48 ; M^{me} Campan, *mém.*, t. I, p. 145, t. III, p. 137, 438 ; d'Allonville, *mém.*, p. 209, 210.

¹ *Mém.* par une dame de qualité, t. I, p. 348 ; voir le bilan modeste des revenus du duc et de la duchesse de Polignac, au temps de leur plus haute faveur, dans Weber, *mém.*, t. II, p. 22, 23.

² Lacretelle exagère à cet égard les complaisances de la reine, *Hist.*, t. VI, p. 7. Voir M^{me} Campan, *mém.*, t. II, p. 35 ; La Marck, t. I, p. 54, 55, 56.

³ *Maria-Theresia*, 1^{re} édit., p. 304, 311, 312.

nous pourrions citer, un fait capital. Le bruit s'était répandu que Marie-Antoinette disposait pour ses amis de tous les emplois de finances. Le comité des fermiers généraux ayant, sur la proposition d'Augeard, décidé qu'on s'adresserait à la souveraine chaque fois qu'un emploi lucratif serait vacant, elle désapprouva hautement son secrétaire des commandements, et s'abstint d'appuyer toute espèce de demandes ¹.

Le *livre rouge* (registre des dépenses secrètes), qui avait excité tant de clameurs, ne révéla que l'emploi motivé de quelques millions, *fait d'après l'ordre exprès* du roi ; deux démagogues y étaient portés pour une somme de 60,000 livres consacrée à leur éducation ². La reine donc payait ses dépenses avec sa cassette particulière et les épargnes provenant de sa pension annuelle ³. Et quelle était cette pension, si on la compare aux sommes annuellement prodiguées par Louis XIV à M^{me} de Montespan, par Louis XV à la Pompadour et à la du Barry fêtées par les gens de cour et les philosophes, aux milliards dépensés par la révolution, comme l'attestent les comptes officiels ! Marie-Antoinette, assurément, était la plus puissante reine de l'Europe ; son état de cour était considérable ; et puis elle mettait sur ses revenus l'impôt de sa charité : elle acquittait les pensions de beaucoup de personnes devenues infirmes après d'honorables services ; elle distribuait en aumônes des sommes immenses ⁴. Pourtant, quand l'intérêt public parut lui demander une action généreuse, elle n'hésita pas : en 1790, elle avait une *maison* qui, « avec le comptant, montait à quatre millions, » une maison qui avait

¹ *Mém.* d'Augeard, citation de la *Biographie universelle* de Michaud, p. 18 et 19 ; voir sur l'aversion de la reine pour les dilapidations de Calonne : Augeard, *mém.*, p. 249.

² Weber, *mém.*, t. II, p. 22.

³ Marie-Thérèse avouait elle-même, on l'a vu (lettre du 2 septembre 1776), qu'on avait exagéré en portant à 230 mille livres un achat de bracelets pour la reine : celle-ci dans sa réponse n'eut que du mépris pour ces *anneaux*, ces *bagatelles* (*Maria-Theresia*, 2^e édit., p. 190).

⁴ Voir sur ses dépenses, ses économies et ses privations : *mém.* par une dame de qualité, t. I, p. 167, 194, 321 ; d'Allonville, *mém.*, t. I, p. 210 ; M^{me} Campan, *mém.*, t. I, p. 95, 96, 270, 271, t. III, p. 137 ; d'Ausonne, *mém.*, p. 23, 27, 28 ; extrait des *mém. de Besenval*, dans Lacretelle, *Hist.*, t. VI, p. 230, 231 ; Weber, *mém.*, t. I, p. 180, 408 ; *Corresp. secrète* de la Cour de Louis XVI ; William Vraxal, *précis historique de mon temps*, t. I, p. 115.

appartenu à *toutes les reines* de France ; elle en fit le sacrifice avec empressement ¹.

La malveillance s'est beaucoup récriée et se récrie encore contre les soi-disant dépenses improductives, accumulées par Marie-Antoinette à Trianon et à Saint-Cloud ; tout cela est mensonger. Le roi lui donna, en 1774, le petit Trianon ; elle l'orna en grande partie avec les meubles des anciennes reines, et l'existence pastorale qu'elle menait dans cette maison de plaisance, d'une simplicité champêtre, coûtait moins cher que les jardins anglais, voisins de la capitale. Là les visiteurs admiraient dans la princesse une dignité bienveillante, une vertu modeste ; elle avait fait de cet asile la providence de sa bonté ². Et de Saint-Cloud, que peut-on dire ? Elle désirait vivement cette acquisition ³, moins pour son agrément que pour son fils, car la faculté de médecine avait conseillé ce séjour au Dauphin ⁴. Le roi l'acheta pour elle. Si on l'avait crue, cette vente aurait été faite économiquement par un échange de propriétés ; Breteuil agit autrement, et plusieurs millions en numéraire furent donnés. Marie-Antoinette voulut au moins, pour diminuer les dépenses, qu'au lieu de gouverneur il n'y eût dans ce château qu'un simple concierge ⁵. Au total, Sénac de Meilhan suppose, *pour porter au plus haut ces articles*, que Trianon et Saint-Cloud ont coûté huit ou dix millions ; et il demande avec impartialité si une telle somme, pendant un règne de dix-huit ans, a pu contribuer au désordre des finances et exciter l'animosité du peuple ⁶.

¹ M. Feuillet, t. III (lettre de Louis XVI), p. 275.

² *Mém.* par une dame de qualité, t. I, 129 ; d'Ausonne, *mém.*, p. 33, 34 ; M^{me} Campan, *mém.*, t. II, p. 39, 40 ; M^{me} Royale, *réçits..... écrits par elle-même*, p. 5.

³ Voir dans Augeard, *mém.*, p. 134 et suiv., la conduite peu scrupuleuse de Calonne dans cette circonstance ; il voulait enlever frauduleusement Saint-Cloud à la reine pour l'intérêt public, alors qu'il prodiguait follement les millions.

⁴ *Mém. de la République des Lettres*, t. XXVI.

⁵ M. Rénée, *Louis XVI et sa cour* (p. 273), exagère le prix de Saint-Cloud ; il le porte à 15 millions.

⁶ *Du Gouvernement*, p. 46, 47, et 48. — *Les meneurs* firent un crime à la reine de l'achat et de l'entretien de Saint-Cloud ; la foule, excitée par eux, disait en s'y dirigeant : *Nous allons voir les eaux et l'Autrichienne*. — Une lettre de Joseph II à Marie-Antoinette, datée de juillet 1775 (dans *Marie-Antoinette, Joseph II*, etc., p. 1 et suiv.), reproche à la reine, avec une rudesse mal informée, de déplacer des ministres, de créer des charges dispendieuses à la cour, enfin

Voilà donc, en résumé à quoi se réduisent les dilapidations *ruineuses* de l'aimable et bonne souveraine; quand elles ont passé par le crible de la critique, il n'en reste rien. Que si nous quittons les finances pour la politique, nous n'allons rien rencontrer, rien absolument dont une affection respectueuse ait à se plaindre, encore moins à rougir.

Marie-Antoinette, dit-on, a fermé son âme à la grande impulsion qui renouvelait la France; elle a méconnu les belles espérances de 1789 et les a combattues avec une intelligence étroite et un orgueil obstiné; elle a repoussé les hommes qui pouvaient former le trait d'union entre le passé et l'avenir; elle n'a accepté la constitution de 1791 qu'en se réservant de la violer par un acte permanent d'hypocrisie. On achève ce réquisitoire par ce coup suprême : elle fut toujours autrichienne d'esprit et de cœur, jamais française; et quand elle se vit, à l'intérieur, acculée dans l'impasse où ses résistances antinationales l'avaient jetée, elle regarda l'étranger et lui adressa, en trahissant cette patrie d'adoption qui l'avait tant aimée, un appel coupable ¹.

Quelle est la valeur de ces accusations?

Nous remarquerons en premier lieu que tout dépend des points de vue. Si vous admettez que ce n'étaient pas de sages réformes, s'élevant sur les antiques assises de la monarchie, qu'il fallait à la France du XVIII^e siècle, mais une révolution qui au nom du peuple déchirât les *cahiers* du peuple, qui découronnât le souverain pour couronner une assemblée usurpatrice, pour la placer ensuite sous la domination de la commune de Paris, maitrisée elle-même par le club des Jacobins; si vous admettez qu'en brisant à son profit l'autorité monarchique et la constitution nationale à l'aurore même des États Généraux, la révolution était juste, et qu'il fût bon de l'aider à faire rouler la France de Bailly à La Fayette, de La Fayette à Danton,

de parler d'affaires. Les avis de Marie-Thérèse en 1774 avaient été, on l'a vu, plus sages; elle recommandait à sa fille de n'être en *affaires* ni empressée ni indifférente.

¹ Ces accusations ont été dernièrement reproduites, totalement ou en partie, sous une forme plus ou moins adoucie, par M. Geffroy (*Marie-Antoinette et les documents authentiques* dans la *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} juin 1866), par M. Sainte-Beuve (*Constitutionnel* du 8 et du 13 août 1864); par M. Nisard (*Moniteur* du 30 janvier 1866); par M. Charles de Mouy (*Constitutionnel* du 1^{er} janvier 1867.)

de Danton à Robespierre, de Robespierre au Directoire, et à mettre vingt-cinq millions d'hommes sous le joug de quelques scélérats; alors il est permis de croire que Marie-Antoinette, bien que, comme Louis XVI, elle ait voulu toutes les réformes utiles depuis 1774 jusqu'en 1789, sans excepter celles-là même qui la blessaient au plus vif de son cœur, a été coupable d'inintelligence des temps *nouveaux* et de lèse-majesté révolutionnaire ¹.

Si, au contraire, vous pensez que la reine était profondément convaincue qu'en étant infidèle aux vœux des cahiers, on entrerait à plein dans les luttes de partis, dans la double anarchie des systèmes et de la place publique, et qu'en semant la révolte on allait recueillir immédiatement la tempête; qu'en conséquence il fallait, sans provoquer la guerre civile ni l'invasion étrangère, et même pour les prévenir, s'efforcer d'abord de faire respecter par l'énergie de l'action les institutions du pays, afin de concilier par le respect de tous les droits les libertés populaires et l'autorité royale, puis chercher par de loyales négociations, au dedans et au dehors, à ressaisir l'indépendance personnelle pour se sauver soi-même et aider la France à reprendre courage et à se dégager de la tyrannie; si vous partez de cet ordre d'idées fondamental pour apprécier Marie-Antoinette, elle n'a rien à redouter de votre justice. Or, à notre avis, ce dernier point de vue est celui du bon sens, du patriotisme et de l'histoire.

A dater de 89, Marie-Antoinette eut successivement quatre pensées dont la marche de la révolution fait voir l'unité parfaite: résister, rallier les forces intérieures, fuir, négocier; elle résiste jusqu'aux 5 et 6 octobre; elle rallie pendant toute l'année 1790; elle s'enfuit en 1791; après le retour de Varennes, elle négocie.

III.

Au début de la révolution, Marie-Antoinette voulait un acte de vigueur; elle ne put l'obtenir du faible Louis XVI. Prévoyant

¹ Avons-nous besoin de dire que nous restons dans le XVIII^e siècle, sur les sommets de l'histoire, et que rien, dans nos pensées ni dans nos paroles, ne saurait atteindre la politique moderne?

que l'Assemblée, pour cela seul qu'elle se disait nationale en proclamant la toute-puissance du Tiers État, allait tout submerger dans un prochain naufrage, elle conseilla de faire triompher, fût-ce par l'emploi regrettable mais nécessaire de la force, la déclaration royale du 23 juin, ce large programme où l'ancienne France et la nouvelle pouvaient franchement et solidement s'unir. Sa figure est alors empreinte d'une haute majesté, c'est le calme dans la force. Après les journées de juillet, elle dissuade le roi d'aller à Paris; elle honore de sa présence la fidélité au repas des gardes du corps, tant calomnié ¹. Pendant les premiers troubles, elle ne se défend pas d'une tristesse profonde ², mais elle répugne à verser le sang ³. Qui ne sait tout ce qu'elle déploya de courage héroïque, et combien elle fut reine aux journées d'octobre? Ceux qui en voulaient à sa vie continuèrent à Paris, elle ne l'ignorait pas, le complot qui avait échoué à Versailles ⁴. Néanmoins elle parla sur le ton de l'espoir, avec beaucoup d'amour pour la France, des événements terribles qu'elle avait affrontés. Elle dit au *peuple*, de la part du roi, « que toute haine devait cesser, que le moindre sang répandu (les) ferait fuir avec horreur; » — elle essaya de ramener la partie saine de la bourgeoisie et du *peuple*; — elle appropria aux circonstances un système de

¹ Voir sur sa résistance à la sédition, depuis le 23 juin jusqu'au 5 octobre, où elle s'efforce d'organiser la défense à Versailles : Lacretelle, *Hist.*, t. VII, p. 68, 69; Weber, *mém.*, t. I, p. 389; *mém.* par une dame de qualité, t. I, p. 343, t. II, p. 56 et suiv. p. 63; d'Aussonne, *mém.*, p. 110; M^{me} Campan, *mém.*, t. II, p. 71, 72, 299; Augeard, *mém.*, p. 193. Augeard raconte un fait personnel qui suffit à justifier l'opposition de la reine. Au mois de juin 1789, Target, plus tard un des auteurs de la Constitution de 91, lui dit : « S'il existait dans le royaume un particulier quelconque qui, par hasard ou autrement, eût découvert une mine d'or grosse et longue comme le canal de Versailles (pour combler le déficit sans doute), il faudrait étouffer cet homme-là; nous tenons aujourd'hui le roi dans notre puissance, il y passera dans toute l'étendue de la filière. » (*Mém.*, p. 185 et 186.) D'autres révélations de même nature avaient été faites à Augeard, quelques jours avant la convocation des États (*ibid.*, p. 169, 170, 171.)

² M^{me} Campan, *mém.*, t. II, p. 38, 39.

³ « J'ai bien tremblé pour vous, dit-elle à Augeard (M. Berthier avait été massacré); vous concevez bien que si nous voulions, nous serions bientôt finir cette affaire-là, mais il faudrait verser le sang de nos sujets (*mém.*, p. 193). » Voir encore une lettre de la reine à Mercy (7 octobre 1789), dans M. Feuillet, t. I, p. 264.

⁴ Weber, *mém.*, t. II.

patience et de douceur; et comme elle ne séparait pas sa cause de celle du pays, ce fut par la patience et le temps, et en inspirant *une grande confiance*, qu'elle désira saisir le *vrai moyen de détruire* les ennemis du roi, les siens et ceux de la *nation* ¹. Il semblait alors que l'horizon fût moins sombre, que la popularité de la reine se ranimât : le 4 février 1790, jour où Louis XVI se rendit à l'Assemblée, elle s'associa d'esprit et de cœur à sa démarche ². Ce ne fut là qu'un éclair d'espérance; les difficultés de la situation reprirent vite leur gravité. Le parti de la fidélité monarchique se montrait impuissant. Déjà l'émigration avait enlevé à la défense du trône de nombreux dévouements; les autres se neutralisaient dans les rivalités; ils ne s'entendaient ni sur les idées ni sur les moyens de les mettre en œuvre. Nul appui dans un ministère équivoque, divisé, et qui était d'ailleurs sous la main de la Constituante. En même temps la révolution, qui avait peur de Marie-Antoinette, ne désarmait pas ³; les haines de cour lui venaient en aide et les inventions de complots scélérats, sanguinaires, étaient propagées perfidement dans les foules. Devant la révolution déchainée, devant les amis stupéfaits, dispersés, inhabiles ou aveugles, la reine s'adressait tour à tour sans succès, en 1790, à M. de Fontanges, archevêque de Toulouse, à Flaschlanden, à La Marck, à Ségur, à Mercy ⁴.

¹ Lettres de la reine à Mercy; lettre de Mercy à la reine, dans M. Feuillet, t. I, p. 264, 270, 282, 285.

² Hue, *Dernières années*, etc., p. 192; Lacretelle, *Hist.*, etc., t. VII, p. 284; *Correspond. secrète inédite*, t. II, p. 420.

³ Voir sur les hostilités de la révolution contre Marie-Antoinette (1787-1792 inclusivement), *mém. de la rép. des Lettres*, t. XXXVI; d'Aussonne, *mém.*, p. 104; Augeard, *mém.*, p. 185, 192, 205, 206, 320 (« A Versailles, dit Augeard, on la traitait de démocrate, et à Paris, on la traitait d'aristocrate »); d'Allonville, t. III, p. 30; La Marck, t. II, p. 297; M^{me} Campan, *mém.*, t. II, p. 178; Hue, *Dernières années*, etc., p. 435; Weber, *mém.*, t. I et II, *passim*; Eckard, *mém.*, p. 62.

⁴ On sait combien, à l'égard de Marie-Antoinette, les haines du duc d'Orléans furent cruelles; en voici les causes : 1^o le refus de lui donner la survivance de la place de grand amiral que possédait son beau-père; 2^o les critiques, peu fondées du reste, dirigées contre sa conduite au combat d'Ouessant; 3^o la rupture du mariage de sa fille avec le duc d'Angoulême; 4^o une ambition maladive, aussi basse dans l'emploi de ses moyens que dépourvue de l'énergie, de la persévérance et de l'habileté nécessaires à tout ce qui conspire. La reine détesta toujours son immoralité, mais elle ne fit rien qui pût offenser justement sa vanité vindic

N'était-ce pas le moment d'essayer de Mirabeau ? Cet homme, qu'une fièvre d'ambition et de dépit avait jeté dans une démocratie exaltée, était monarchiste par caractère et même par principes. En 1789, la reine, que sa fougueuse éloquence avait outragée, et surtout Necker, qui ne voulait pas de rival, le repoussèrent¹ ; en 1790, au mois de mars, La Marck et Mercy le rapprochèrent de la royauté. Mirabeau avait des dettes ; Louis XVI et Marie-Antoinette les payèrent (elles se montaient à 208,000 livres) ; ils lui assurèrent de plus 6,000 par mois². Était-ce acheter le tribun ? non certes, car il était parfaitement licite, pour un but louable, de le dégager de ses embarras d'argent et de rémunérer ses services. En tout cas, la révolution n'avait pas le droit de se montrer susceptible en matière de vénalité, car, parmi ses séides, la corruption n'était pas rare³. Marie-Antoinette, surmontant son aversion pour Mirabeau, le vit à Saint-Cloud (le 3 janvier) non sans éprouver à sa vue un sentiment d'horreur et d'effroi⁴. La conversation fut satisfaisante ; Mirabeau en rapporta un enthousiasme sincère pour la reine, dont il estimait déjà, précédemment, le courage et l'énergie ; il mit en elle tout son espoir ;

cative ; bien mieux, on l'a vu dans une de ses lettres à sa mère (1774), elle fut heureuse un moment de voir finir sa disgrâce ; tout au plus se permit-elle à son sujet, de temps en temps, quelques plaisanteries bien méritées. Voir sur le duc d'Orléans : une lettre déposée aux *Archives* de l'archevêché de Lyon, lettre écrite par lui-même et où il se peint d'après nature ; d'Allonville, t. III, p. 115, 119 ; *Corresp. secrète inédite*, t. I, p. 256 ; Bouillé, *mém.*, p. 41, 101, 229 ; La Marck, t. I, p. 79, 80, 81 ; Lacretelle, *Hist.*, t. VI, p. 237-242 ; Weber, t. I, p. 320-325 ; M. Crétineau-Joly, *Histoire des trois derniers princes de la Maison de Condé*, etc., d'après les *Correspondances originales et inédites de ces princes*, 2 vol. in-8° (Paris 1867).

¹ La Marck, t. I, p. 119-132 ; Weber (*mém.*, t. II, p. 6) prétend que ce fut La Fayette qui, après les journées d'octobre, empêcha la reine de s'assurer, suivant son désir, le concours d'un homme aussi *énergique et influent* que Mirabeau.

² La Marck, *Corresp.*, t. I, p. 163.

³ Voir sur la vénalité dans les partis révolutionnaires : d'Allonville, *mém.*, t. II, p. 369, 393 ; *ibid.*, t. III, p. 136 ; Hue, *Dernières années*, etc., p. 233, 268, 393, 430 ; Weber, t. II, p. 71 ; *mém.* par une dame de qualité, t. I, p. 344 ; Bertrand de Molleville, *mém.*, passim, et *Hist. de la Révolution*, t. IX, passim ; lettre de Simolin, ambassadeur de Russie, dans M. Feuillet, t. II, p. 23.

⁴ La Marck, t. I, p. 189, 190 et suiv. — Le 9 mai 1790, la reine écrivait à Mercy qu'elle voyait de grands obstacles dans le cours de la négociation (*Marie-Antoinette*, etc., p. 124).

comptant peu sur Louis XVI qu'il savait indécis et flottant, il voulait, pour faire réussir ses négociations, qu'elle fût roi¹. De son côté, elle s'enhardit à avoir confiance, mais avec plus de réserve que le roi n'en montrait. « La négociation avec M^{***} se suit toujours, dit-elle à Mercy le 12 juin, et s'il est sincère, j'ai tout lieu d'être contente². » Cette joie ne pouvait être que fugitive. Outre qu'il n'était pas donné au scepticisme et à l'immoralité de gagner la partie que la révolution jouait contre Dieu, les obstacles, au point de vue politique, étaient invincibles. Certes, les cinquante notes de Mirabeau adressées à la cour³ témoignaient d'une rare activité; il dévouait son orgueil à sauver la monarchie, comme autrefois à la perdre. Mais, au fond, que voulait-il ? comme but, la restauration de la France par une royauté à l'anglaise, très-imparfaitement réalisée, puisqu'elle n'aurait pas eu pour appuis les grands corps aristocratiques dont il consacrait la chute; comme moyens, l'indépendance du prince par sa retraite dans une ville de l'intérieur; par suite la dissolution de l'assemblée, l'appel au pays, la convocation d'une nouvelle chambre, et pour ramener l'esprit public, une vaste propagande exercée par l'argent et par la police; enfin une certaine entente avec l'étranger. « Il me semble, écrit la reine à Mercy le 12 juin, — et il est difficile de croire que prenant une part active à cette affaire si grave, elle ait été mal informée, — il me semble qu'un autre point des plus raisonnables du plan de M^{***} est, si la paix entre la Prusse et l'Autriche se soutient, d'engager ces deux puissances, sous prétexte des dangers qu'elles peuvent courir elles-mêmes *si jamais ceci se consolide*, à paraître non plus pour *faire une contre-révolution ou entrer en armes ici*, mais comme garants de tous les traités de l'Alsace et de la Lorraine, et comme trouvant fort mauvais la manière dont on traite un roi⁴. » Or,

¹ La Marck, *Corresp.*, etc., t. II, p. 174.

² *Marie-Antoinette*, etc.; p. 129; La Marck, t. I, p. 154, 155, 162; *mém.* par une dame de qualité, t. II, p. 170.

³ V. La Marck, *loc. cit.*, t. III; ces notes furent écrites du 4^{or} juin 1790 au 3 févr. 1791.

⁴ *Marie-Antoinette*, etc., p. 130. — Suivant le droit public Européen de cette époque, les puissances étaient unies, pour leur salut commun, par une solidarité de défense. C'est ce que reconnaissait non-seulement Mirabeau, comme on vient de le voir, mais aussi Monnier, l'ex-constituant, qui, à la vue des excès de la révolution, regretta sincèrement sa participation au séditionnaire serment du Jeu

but et moyens étaient chimériques. La constitution anglaise, soutenue alors par un groupe d'esprits imbus des idées de Montesquieu, mais repoussée par le vieux royalisme et la jeune démocratie, était-elle possible ? Membre de l'assemblée, Mirabeau ne pouvait arriver aux affaires pour exécuter ses desseins. Il avait besoin d'un ministère dont le concours absolu lui fût acquis ; comment l'obtenir et le maintenir ? d'une adhésion complète et permanente de Louis XVI : comment l'espérer ? d'une direction souveraine imprimée par Marie-Antoinette aux hommes et aux choses : comment faire que le roi régnât sans gouverner et que la reine gouvernât sans régner ? d'une puissante discipline monarchique imposée aux partis : comment gagner ou neutraliser La Fayette, réfréner et convertir la révolution ? d'une habileté qui pût concilier solidement une grande popularité démocratique avec de larges influences royalistes : comment jouer ce double jeu ? des actives sympathies du dehors : comment émouvoir l'égoïsme des cabinets ? — Nous avons fait un beau rêve, aurait pu dire Marie-Antoinette. Et en effet, l'illusion va s'évanouir : le roi écoute Bergasse en même temps que Mirabeau ; la reine se refroidit, se ralentit, parce que de jour en jour elle croit moins au succès. « Tout va de mal en pis, s'écrie-t-elle le 12 juin, le ministère et M. de La F... (La Fayette) entraînent tous les jours dans des fausses démarches ; on va au-devant de tout, et loin de contenter ces monstres, ils deviennent à tout moment plus insolents, et vis-à-vis des honnêtes gens, on s'avilit d'autant. Je suis au désespoir ¹. » — « La monarchie est finie, » (31 juillet) si l'Assemblée mène tout par des comités ; il faut donc « presser M. (Mirabeau) à faire enfin quelque chose d'utile pour nous ². » — Mirabeau propose des choses folles qui allumeraient la guerre civile ; il est impossible de le voir, et on ne peut lui parler « de notre part » que d'une « manière mesurée et retenue » (15 août). — « Il viendra « un temps où il faudra

de Paume. « Si les puissances étrangères interviennent....., écrivait Monnier à Léopold II, le 3 octobre 1791, dans cette occasion, la plus belle qui se soit jamais offerte pour un souverain épris de la véritable gloire, Votre Majesté se montrera, comme elle s'est montrée jusqu'à ce jour, en faveur de la raison et de la justice. » (M. Feuillet, t. IV, p. 156 et 157.)

¹ *Marie-Antoinette*, etc., p. 130 et 131.

² M. Feuillet, t. I, p. 332.

aider l'opinion, mais nous n'y sommes pas encore ; » en attendant, honneur et justice aux « braves et fidèles gardes du roi (3 octobre) ! » — Mirabeau persiste à vouloir être président *pour... nous voir et nous parler* ; « cette présidence même ne remplira que l'objet de son amour-propre contenté.... » Il faut l'en prévenir pour qu' « il n'ait pas le prétexte de croire qu'on l'a trompé.... Il m'a envoyé son discours.... Avec tout son esprit et astuce.., il aurait encore de la peine à prouver que c'est pour nous servir qu'il l'a prononcé (5 octobre). » — « Nous sommes encore loin d'un retour à un ordre de choses raisonnable, et toute démarche trop précipitée replongerait dans de nouveaux malheurs... Il s'agit de bien épier le moment où les têtes seront assez revenues pour les faire jouir enfin d'une *juste et bonne liberté*, telle que le roi l'a toujours désirée lui-même pour le bonheur de son peuple..... Pour nos personnes.., (le bonheur) est fini pour jamais, quelque chose qui arrive. » Au surplus, « il est bien doux de pardonner sans répandre une goutte du sang de ses sujets, dont nous autres devons toujours être avarés (7 novembre et 19 décembre). » — La reine blâme vivement les princes qui, à Turin, *malgré des représentations réitérées*, songent toujours à une prise d'armes ¹. Ainsi sa déception était profonde ; mais elle gardait sa sérénité, elle répudiait toute violence, elle ne demandait le retour de l'ordre et l'établissement d'une liberté sage qu'à la réaction paisible des esprits.

Ce fut au commencement de 1791 que, désespérant de rien tenter qui fût salutaire tant que la royauté serait captive aux Tuileries, elle songea sérieusement à fuir. Se retirer dans une ville frontière et, de là, faire un chaleureux appel aux Français ; réunir autour de soi toutes les forces honnêtes du royaume, les soutenir par l'attitude imposante, mais pacifique et désin-

¹ *Marie-Antoinette*, etc., p. 134, 135, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143. — Dans une lettre à Léopold II (17 août), Marie-Antoinette, fort opposée aux ténébreuses sociétés révolutionnaires, lui recommandait d'être bien en garde contre toute association de francs-maçons ; « C'est par cette voie que tous les monstres d'ici comptent d'arriver dans tous les pays au même but. Oh ! Dieu garde ma patrie et vous de tels malheurs ! » (*Ibid.*, p. 136.) — Une lettre de Marie-Antoinette au baron de Flaschlanden, insérée dans le t. I de M. Feuillet, p. 324 et suiv., à la date du 22 avril 1790, et ayant trait à Mirabeau, n'est pas un document assez sûr pour qu'on en puisse faire usage.

téressée des puissances, telle fut, dans sa dernière élaboration, sa pensée vigoureuse et celle de Louis XVI. En traitant, dans un paragraphe spécial, de la politique extérieure de la reine, nous déterminerons le caractère de l'assistance qu'elle sollicitait de l'Autriche : pour le moment, disons que cette fuite n'impliquait rien que le sentiment national pût désavouer. Que pouvait la royauté sans indépendance ? et n'était-il pas permis de croire qu'à la voix de Louis XVI, une fois libre, la grande majorité du pays reprendrait courage, que l'œuvre interrompue le 23 juin serait continuée par l'initiative du souverain, par le concours d'une assemblée nouvelle, régulièrement convoquée et fidèle à son mandat ? Suivant Augeard ¹, un projet de fuite allait être exécuté en décembre 1790 ; l'équipée de l'émigration, à Turin, en empêcha l'accomplissement. Ce qu'on sait déjà des lettres de la reine annonce autre chose que la pensée de s'enfuir ; toujours est-il que l'intervention de Marie-Antoinette dans le plan d'évasion (21 juin 1791), fut sérieuse. « D'après son désir (celui de la reine), dit M. de Bouillé fils dans son *Mémoire* ², le comte de Fersen, qui avait accès auprès du roi, fit parvenir à ce prince le projet de sa délivrance. » Ce qu'elle montra, dans le malheureux voyage à Varennes, pendant l'arrestation et au retour, de fierté comme reine, de tendresse comme épouse et mère, est aujourd'hui dans tous les souvenirs. Rentrée à peine aux Tuileries avec sa famille, elle déclare aux commissaires de l'Assemblée (27 juin) qu'elle n'a pas voulu se séparer du roi, que ce qui l'a surtout déterminée à fuir, c'est qu'elle était sûre que le roi ne voulait pas sortir du royaume ; s'il en avait eu le désir, *toute sa force aurait été employée à l'en empêcher* ³. Alors deux tendances se manifestent : les Jacobins, qui tiennent la tête de la révolution, croient le moment venu de précipiter le dénouement, d'en finir avec la monarchie ; les Constitutionnels se rapprochent du trône ; Barnave qui, en revenant de Varennes, a su apprécier

¹ *Mém.*, p. 256.

² *Mémoire* de Bouillé à la suite du *mémoire* de Goguelat sur le voyage à Varennes, p. 18 (Paris, 1823). Voir sur ce voyage les relations de Goguelat, des deux Bouillé, de Valori, de Choiseul, de Moustier, de M. de Fontanges, de M^{me} Royale, de Lacretelle, etc., et la plupart des *mémoires* du temps.

³ Lacretelle, *Hist.*, t. VIII, p. 403 ; Weber, *mém.*, t. II, p. 147 ; d'Aussonne, *mém.*, p. 144, 145.

avec son cœur les qualités de Marie-Antoinette, se voue généreusement à la servir, à concilier ses intérêts avec ceux du pays, et il entraîne avec lui, sans cependant leur faire partager son zèle chevaleresque, Duport et les Lameth, ses amis politiques¹. La princesse accepta sans doute avec reconnaissance l'hommage désintéressé d'un dévouement tardif, mais elle n'eut jamais foi dans la réussite de cette seconde phase des négociations. Là où Mirabeau devait échouer, comment Barnave, avec plus d'obstacles encore et dans une plus grande désorganisation sociale, aurait-il réussi? Tous ces nobles efforts, paralysés en partie par l'inintelligente abstention du côté droit de l'Assemblée, ne purent obtenir qu'on révisât la Constitution de 91, essentiellement mauvaise d'ailleurs, qui fut imposée à Louis XVI, et qu'il n'aurait pu repousser qu'en exposant sa famille, la monarchie et la France aux plus grands malheurs. Cette constitution, cependant, eut un instant de popularité; et le jour où Louis XVI l'accepta solennellement (14 septembre), Marie-Antoinette, qui depuis si longtemps était abreuvée d'outrages, eut une dernière ovation en traversant Paris. On l'applaudissait, on l'acclamait; vaines démonstrations combattues par des cris et des paroles sinistres, et qui n'abusèrent pas son bon sens. Ceux qui fêtaient sincèrement la constitution ne la comprenaient pas; ceux qui la comprenaient s'en faisaient à dessein une machine de guerre contre ce qui restait du trône. Quand Louis XVI jura d'y être fidèle, le président de l'Assemblée s'assit pour avilir la majesté royale; dès lors, les attaques inconstitutionnelles de la révolution ne cessèrent plus, et le droit de *veto*, laissé dérisoirement à Louis XVI, ne fut qu'un prétexte habilement saisi de lui interdire toute défense sous peine d'être immédiatement taxé d'hypocrite et de conspirateur. Aussi souvent qu'il paraissait résister constitutionnellement à la tyrannie, tout le *crime* de sa légitime opposition s'imputait à la reine, Madame *deficit* était Madame *veto*, et les avanies ne lui étaient pas ménagées². Ah! certes,

¹ Voir pour les négociations avec Barnave et les mouvements des partis dans la seconde moitié de 1791 : *Corresp. secrète inéd.*, t. II, p. 536-570; *mém.* par une dame de qualité, t. I, p. 332 et suiv.; *mém.* de Bouillé, passim; Lacretelle, *Hist.*, t. IX, passim; d'Allonville, *mém.*, t. II, c. xiv et xv.

² Voir sur la violation en quelque sorte permanente de la Constitution à l'égard de Louis XVI : Huc, *Dernières années*, p. 246, 254, 256, 263, 267, 277, 282,

une constitution qui outrageait sa raison et ses droits ne pouvait lui plaire. Du moins elle y souscrivit avec franchise, et ne la viola jamais. Seulement, comme elle savait l'usage que les factieux de l'Assemblée, des clubs et de la rue, en voulaient faire contre son autorité, son honneur et sa vie, elle s'entoura de précautions; mère, épouse, souveraine, à ces trois titres, elle considéra la résistance comme un devoir : qui donc reprocherait à la victime, liée par l'agresseur, de chercher à briser ses entraves et de ne pas attendre les derniers coups?

Elle fut sincère, venons-nous de dire, en acceptant l'acte constitutionnel; laissons-la nous ouvrir confidentiellement son âme, et recueillons ses aveux. Mercy avait en horreur les *chefs coalisés*, avec qui la reine entretenait, dans la seconde moitié de 1791, des relations diplomatiques ¹, et il s'indigne de « l'opinion que la reine paraît avoir prise » de la franchise et des intentions de MM. Lameth et Barnave ². Que lui dit Marie-Antoinette, le 16 août 1791? La Constitution « est par elle-même si monstrueuse qu'il est impossible qu'elle se soutienne longtemps. Mais pouvons-nous risquer de la refuser dans la position où nous sommes?... Je ne parle pas des dangers personnels qu'il y aurait à courir..., nous ne calculons pas nos personnes quand il s'agit du bien général; mais cette constitution est si mauvaise par elle-même qu'elle... ne peut avoir de consistance que par la résistance qu'on y opposera. Il s'agit donc de garder un milieu en sauvant son honneur, et qui puisse laisser en mesure que tout le monde revienne à nous, le peuple s'entend, *quand une fois il sera désaveuglé et lassé.* » Voilà le patriotisme et la sagesse; voici maintenant la dignité : « Quand on aura présenté l'acte au roi..., qu'il déclare que ses opinions ne sont point changées, qu'il montrait dans sa déclaration du 20 juin (relative au départ pour Varennes) l'impossibilité où il était de gouverner avec le nouvel ordre de choses, qu'il *pense encore de même*; mais que, pour la tranquillité de son pays, il se sacrifie et que, pourvu que son peuple et la nation trouvent le bonheur dans son acceptation,

291, 302, 306, 310, 322; d'Allonville, *mém.*, t. II, p. 334; La Marck, *Corresp.*, t. II, p. 194, 198, t. III, p. 267; Bouillé, *mém.*, p. 282 et suiv.

¹ V. M. Feuillet, t. II, p. 173.

² *Ibid.*, p. 215.

il n'hésite pas à la donner.... Mais si l'on prend ce parti, il faut y tenir.... et marcher en quelque sorte toujours *la loi à la main*. Je vous promets que c'est la meilleure manière de les en dégouter tout de suite ¹. » Le 8 septembre de la même année, la reine écrit à Léopold : « Le roi allant accepter la constitution, ne pouvant faire autrement, les Français au dehors se montrant contre son acceptation, serait regardé comme coupable par cette race de tigres qui inondent ce royaume. Or, il est de notre plus grand intérêt, faisant tant que d'accepter, d'*inspirer la plus grande confiance*. C'est le seul moyen pour que le peuple, revenu de son ivresse, soit par les malheurs qu'il éprouvera dans l'intérieur, soit par la crainte du dehors, revienne à nous en détestant tous les auteurs de ses maux ². » A cette lettre était joint un *Mémoire* écrit par la reine : les vues politiques les plus hautes et les plus droites y sont revêtues d'une forme excellente ; elles sont en harmonie avec la déclaration royale du 20 juin, et rejettent en droit tout ce qui contredit *les principes et les lois fondamentales de la monarchie française*, tout ce qui porte atteinte à la pleine liberté de la volonté du roi... La règle de conduite est celle-ci : « Le roi ne veut ni la guerre civile seule, ni la guerre civile avec la guerre étrangère ³. »

Le 12 septembre, elle donnait libre cours, dans une lettre à Mercy, à l'indignation qui remplissait son âme : « Le roi doit écrire son acceptation à l'Assemblée.... Vous y verrez (dans son discours) quelques traits de fermeté, mais nullement le langage d'un roi qui sent combien il a été outragé. Enfin le sort en est jeté!... Même dans notre intérieur nous avons de grands obstacles et de grands combats à livrer.

« Plaignez-moi, je vous assure qu'il faut bien plus de courage à supporter mon état, que si on se trouvait au milieu d'un combat, d'autant que je ne suis guère trompée, et je ne vois que malheur dans le peu d'énergie des uns et dans la mauvaise volonté des autres. Mon Dieu, est-il possible que, née avec du caractère et sentant bien le sang qui coule dans mes veines, je sois destinée à passer mes jours dans un tel siècle

¹ *Ibid.*, lettre à Mercy (16 août 1791).

² *Ibid.*, lettre du 8 septembre 1792.

³ *Ibid.* p. 302, 322.

et avec de tels hommes ! Mais ne croyez pas pour cela que mon courage m'abandonne : non, pour moi, pour mon enfant, je me soutiendrai, et je remplirai jusqu'au bout ma longue et pénible carrière. Je ne vois plus ce que j'écris. Adieu ¹. »

« Le roi a accepté la Constitution, écrit-elle à Catherine II, impératrice de Russie, à la date du 3 décembre 1791, non pas qu'il la crût bonne, ni même exécutable, mais... pour n'être pas le prétexte des plus grands troubles et malheurs dans le royaume, que les factieux n'auraient pas manqué d'attribuer à son refus... Livrés à nous-mêmes, que pourrions-nous faire ? Il fallait donc accepter, pour *tâcher de ramener à soi la majeure partie de la nation*, qui n'est qu'égagée par une horde de factieux et de forcenés, et pour sauver la vie... à la partie des honnêtes gens qui sont encore en France et qui, fidèles à leur roi, à leur devoir, mais trop faibles et abandonnés comme nous, auraient été les premières victimes ². »

Quelques jours auparavant (18 novembre), Mercy, dans une lettre à la reine, attestait qu'elle avait la *volonté réfléchie d'adopter et de maintenir la Constitution* ³; et le 25 novembre, elle disait à Mercy : « Il faut, à quelque prix que ce soit, gagner ici la confiance de la majorité ; mais... nous ne voulons ni ne pouvons tenir à une Constitution qui fait le malheur et la perte de tout le royaume ⁴. » Tel n'avait pas été son langage aux 29 et 30 juillet : en écrivant à Léopold, elle affectait d'avoir confiance dans l'ordre de choses qu'elle subissait, mais ce n'était là qu'une concession obligée aux chefs de parti qui négociaient alors avec la cour ; elle l'avoua clairement à Mercy, le 31 juillet ⁵. Ainsi, Marie-Antoinette accepta sans astuce une Constitution *monstrueuse*. Ce joug pesait à sa conscience, elle souffrait ; mais son patriotisme, son amour conjugal et mater-

¹ *Marie-Antoinette*, etc., p. 209, 210. *Ibid.*, la lettre de Marie-Antoinette à Mercy (7 août 1791), p. 196 et 197.

² M. Feuillet, t. IV, p. 277 et 278. — Ces sentiments de la reine se retrouvent dans une lettre du roi à ses frères (23 septembre 1791) (voir M. Feuillet, t. II, p. 366), et dans une lettre du roi à Gustave III, roi de Suède (10 décembre 1791), (*Ibid.*, t. IV, p. 271 et suiv.)

³ *Marie-Antoinette*, etc., p. 223.

⁴ *Ibid.*, p. 226.

⁵ *Ibid.*, p. 187 et suiv.

nel étaient plus forts que les révoltes de sa dignité. Trop facilement convaincue d'abord qu'il suffisait de laisser marcher cette utopie pour la voir tomber sous le mépris public, puis sentant que tout allait se perdre, et qu'il fallait chercher au dehors un levier pour soulever au dedans, sans effusion de sang, des réactions puissantes, elle noua, plus activement encore que dans le passé, des négociations dont il nous sera facile, tout à l'heure, de revendiquer le vrai caractère. Dans l'attente de ce secours, elle ne méconnut pas les engagements de la royauté ; en violant la Constitution de 91, elle aurait cru rendre inefficace toute défense et accélérer les maux qu'elle voulait prévenir.

IV.

Il est temps d'arriver à la politique extérieure. Là encore, nous ne verrons ni félonie ni conspiration criminelle.

Le premier malheur de Marie-Antoinette fut celui de sa naissance. Quand elle vint à la cour, l'union austro-française, l'une des gloires de Choiseul, avait beaucoup d'ennemis. Cette alliance était-elle impopulaire ? Loin de là, car de vives démonstrations de joie l'avaient accueillie. L'Autriche alors n'était plus à craindre¹. Au milieu de ses embarras et de ses luttes, la Prusse, hier encore vassale, se levait menaçante et grandissait ; donnant une main à l'Angleterre et l'autre à la Russie, cette autre parvenue, elle pouvait entraver la France et l'amoindrir, renverser l'équilibre européen. Sans doute, l'alliance, offensive autant que défensive, conclue en 1756, avait besoin des contrepoids de la prudence, et Choiseul avait eu raison de tenir en échec les prétentions autrichiennes par le *pacte de famille*, qui ralliait à la France (1761) toutes les forces de l'Europe du midi. Avec ces tempéraments, cette alliance ne fut qu'un bienfait. Quand donc Marie-Thérèse conjurait sa fille de la maintenir pour le bien de la religion et l'intérêt permanent des deux alliés, elle était dans la vérité de la situation. Lorsque, de son côté, Marie-Antoinette, par l'abbé de Vermond et par

¹ Voir une lettre de Marie-Thérèse dans *Maria-Theresia*, etc., 1^{re} édit., p. 320, 321. « Pour la prépotence de notre maison, dit l'impératrice, elle n'existe plus du tout, et pour le bien général trop peu. »

Mercy, cherchait à sauvegarder l'alliance ; lorsqu'aux moments difficiles, elle payait de sa personne pour la conserver, elle ne sacrifiait pas à sa patrie son pays d'adoption, elle les confondait dans son amour et dans ses efforts ¹. Si l'union austro-française déplaisait à la Prusse et à une partie de l'Allemagne, à quelques États de l'Italie, à l'Angleterre, à la Suède, au Danemark, n'était-ce pas une preuve qu'elle contrariait des ambitions qui nous aimaient peu ² ? Et ces ambitions, surtout en Prusse et en Angleterre, furent sans pitié. Frédéric combattit Marie-Antoinette avec les armes familières à son mépris pour les femmes ; à tous les libelles qui l'outrageaient, la presse anglaise fit un accueil bienveillant. En dépit de ses persécuteurs, elle resta française. « Jamais ses ennemis, écrivait Vauselin en 1797, n'ont pu lui prouver une seule démarche contraire aux intérêts de son pays ³ ; » jamais il n'exista « un seul indice de la connivence de la reine avec les Autrichiens..., d'une démarche étrangère au traité conclu avec l'Autriche ⁴. » — « Les relations de Marie-Antoinette avec sa famille, dit le comte d'Allonville, étaient éminemment françaises, dans le sens même de ceux qui ne cessèrent de vouloir des réformes gouvernementales ⁵. » Aussi Louis XVI, recueillant ses souvenirs à la veille de sa mort, disait à Malesherbes, en parlant de la reine : « Ah ! que ne peuvent-ils savoir (les Français) jusqu'à quel « degré de perfection elle s'est élevée par nos infortunes ! » Puis il réfutait avec ardeur toutes les calomnies semées d'abord par des courtisans perfides, et monstrueusement envenimées par d'atroces pamphlétaires. « On a été, ajoutait-il, jusqu'à lui faire « un crime de son attachement pour son frère ; il n'y a jamais « eu dans mon royaume un cœur plus français que celui de la

¹ Voir sur les dispositions de l'impératrice, de Marie-Antoinette et de Louis XVI pour l'alliance : *Maria-Theresia*, 1^{re} édit., p. 56, 79, 81, 102, 103, 106 ; *Marie-Antoinette*, etc., p. 22, 23, 25, 35. Voir aussi dans *Maria-Theresia* la correspondance de la reine avec sa mère en 1778 et 1785.

² Voir sur les sympathies et oppositions que cette alliance suscitait en France et à l'étranger : Soulavie, *mém.*, t. II, *Discours préliminaire* et t. VI, Montbarrey, *mém.*, t. II, p. 363 et suiv. ; Bouillé, *mém.*, p. 33 ; La Marck, t. I, p. 289 et t. III, passim.

³ *Mémorial révolutionnaire de la Convention*, etc., t. II, p. 333, 334.

⁴ M^{me} de Stael, *Réflexions sur le procès de la reine*, publiées en 1793. Paris, 1814, p. 101 et suiv.

⁵ *Mém.*, t. II, p. 341.

« reine ¹. » Une femme du peuple lui ayant adressé, le 7 octobre 1789, quelques paroles en allemand, elle lui répondit qu'elle ne l'entendait plus, que devenue complètement *française*, elle avait oublié sa langue maternelle ².

Le *comité autrichien*, où tant de *patriotes* ont vu de noirs complots, fut imaginaire. Ce *comité*, en 1790, se composait des comtes de La Marck et de Mercy; et qui le dénonça? ceux qui préparaient la catastrophe du 10 août, alors que Mercy avait quitté la France depuis deux ans et La Marck depuis une année. Il ne s'occupait, — les notes de Mirabeau pour la cour l'attestent, — que de la France, qu'il voulait arracher à l'anarchie, et du roi qu'il s'efforçait de sauver. En 1792, Louis XVI signala, par le ministre Duranthon, soit à l'Assemblée législative, soit à l'accusateur public, l'intrigue qui avait inventé ce *comité autrichien*. L'Assemblée préféra les ténèbres à la lumière ³. Au fait, Marie-Antoinette, à part la question de l'alliance, est si peu autrichienne, que sa mère la blâme de ne pas rester *bonne allemande*, de marquer trop de prédilection pour la *nation française*, trop peu d'*empressement*, et de *protection* pour les ALLEMANDS, de ne pas assez voir Mercy, d'être embarrassée devant Esterhazy. Que répond la princesse? elle parle, avec un accent d'indépendance, de son entrée festive à Paris, *des transports de joie et d'affection qu'on (leur) a témoignés* et qu'elle n'oubliera jamais (juin 1773), de l'attendrissement que lui ont causé, à la Comédie italienne, les vivats du parterre et des acteurs, des larmes de bonheur qu'elle a versées au sacre du roi (1775), de la facilité du caractère français à revenir tout de suite au bien; elle est convaincue que désormais, pour M^{me} de Lamballe et son frère, la France est une *véritable patrie*. En fin de compte, elle s'afflige que sa chère maman, à cause de la *légèreté française*, *conçoive de l'aversion pour la nation*. Les Français ne haïssent pas; « à la plus petite occasion, ils disent du bien et louent même beaucoup plus

¹ Lacretelle, *Hist.*, t. X, p. 194.

² Voir sur les sentiments français de la reine : M^{me} Campan, t. I, p. 115, 252, t. II, p. 87, 214; *mém.* par une dame de qualité, t. I, p. 218, t. II, p. 92; Sénac de Meilhan, *du Gouvernement*, etc., p. 52 53; d'Allonville, t. I, p. 197, 210.

³ Voir sur le prétendu comité autrichien : La Marck, *Corresp.*, t. I, p. 226; M^{me} Campan, *mém.*, t. II, p. 200; Hue, *Dernières années*, etc., p. 258, 259; d'Allonville, *mém.*, t. II, c. xix.

qu'on ne mérite. » Elle vient *de l'éprouver* : ceux qui répétaient contre elle des *propos* et des chansons, l'ont *élevée jusqu'aux nues*, parce qu'au lieu d'aller à l'Opéra, elle avait envoyé 200 louis « pour les besoins pressants ¹. » Lors même qu'en politique elle ne partageait pas les engouements *de ce pays-ci*, elle s'associait vivement à l'honneur de ses armes. C'est ainsi qu'en désapprouvant la guerre d'Amérique, où elle craignait de voir s'allumer une fièvre républicaine qui surexciterait l'esprit novateur, déjà trop exalté, elle fit fête aux victoires de nos soldats, et ne fut pas avare d'éloges pour leur bravoure. Ce qui lui plaisait dans cette guerre, c'était l'humiliation britannique ; elle n'aima jamais ni l'Angleterre, rivale acharnée de la France, ni la Prusse, cette ennemie de l'Allemagne, de l'alliance austro-française, des intérêts du catholicisme, du droit des gens en Europe ².

Les deux graves affaires de la Bavière et de la Hollande, la première en 1778, la seconde en 1784, mirent en verve tout ce qu'il y avait en elle d'attachement à sa famille, mais sans lui faire sacrifier la France à l'Autriche. En 1778, Joseph II et Marie-Thérèse, Joseph II surtout, associé à l'Empire, firent valoir, à la mort du prince de Bavière, ce qu'ils appelaient leur droit à la possession de ce pays ; ils s'appuyaient sur la renonciation volontaire qu'ils avaient obtenue, moyennant compensation, de l'électeur palatin, héritier direct de l'électeur. Joseph II, impétueux de sa nature, cherchait à brusquer le dénouement ; Marie-Thérèse préférait négocier ; elle fit même, en ce sens, auprès de Frédéric II, des offres qui durent coûter beaucoup à sa hauteur. Frédéric, pour qui en Allemagne tout devenait prétexte aux invasions et aux conquêtes, fut sourd à ces avances ; suivant sa coutume, il se posa tout de suite en défenseur de la nation allemande, et même des traités de Westphalie, depuis longtemps déchirés par les

¹ *Maria-Theresia*, etc., 1^{re} édit., p. 17, 24, 25, 28, 34, 63, 68, 82, 85, 137, 145, 153. — M. Geffroy (*Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} juin 1866, *Marie-Antoinette et les documents authentiques*), a cru voir dans le mot : *ce pays-ci*, répété par Marie-Antoinette, un sens anti-français qu'il n'a pas.

² Voir sur la guerre de l'Amérique : M^{me} Campan, *mém.*, t. I, p. 235, 236, t. II, p. 30 ; Montbarrey, *mém.*, t. II, p. 308 et suiv. ; d'Allonville, t. I, p. 496, 497. Voir surtout *Maria-Theresia*, etc., 1^{re} édit., p. 285, 287, 289, 291, 292, 293, 294, 295, 306, 310, 319.

luttres qui avaient ensanglanté l'Europe, et que ses usurpations personnelles n'avaient nullement respectés. Il invoqua la justice; il tâcha de briser l'alliance autrichienne, d'entraîner à lui la France et la Russie, et, pour commencer, il mit la Bohême à feu et à sang. Marie-Thérèse avait horreur de la guerre; elle pria vivement le cabinet des Tuileries d'intervenir en sa faveur contre la Prusse; elle révéla les iniquités de Frédéric, ses abus de confiance, ses menées insidieuses, ses ravages à main armée, et elle conjura sa fille de décider Louis XVI, au nom de l'alliance, à ne pas délaisser la maison d'Autriche. Marie-Antoinette se mit à l'œuvre, et il faut voir, dans sa correspondance de cette année, avec quelle énergie infatigable, avec quelle passion elle se jeta dans ce démêlé où son aversion motivée pour Frédéric donnait un vigoureux relief à sa nature militante. Elle allait des ministres au roi, du roi aux ministres. Elle gourmandait la lenteur et la *duplicité* de Vergennes, l'indécision versatile de Louis XVI. Pourquoi se tourner vers Frédéric? Pourquoi louvoyer toujours? Le temps presse, la Bohême est ravagée, l'impératrice gémit et s'indigne, et la France n'arrête pas Frédéric. Vainement Marie-Thérèse propose des conditions de paix qui la privent de la Bavière; les armées prussiennes avancent toujours. A la fin, par l'intervention du cabinet de Versailles, la paix est conclue, en 1779, au détriment de l'Autriche et à l'avantage de son rival, qui acquiert, grâce aux deux Margraviats en Franconie, une grande supériorité. Marie-Antoinette, en cette occurrence, eut trop de fougue assurément; mais d'autre part, la France, que Frédéric avait deux fois trahie, sous Louis XV, dans la guerre de succession, ne sut pas le contraindre à substituer, suivant le désir de Marie-Thérèse, les négociations aux violences; elle conclut une paix plus prussienne que française, une paix qui ne rétablissait pas le *statu quo*, et dont cependant Marie-Antoinette, s'inspirant d'une grande modération, fut toute joyeuse ¹.

¹ Voir au sujet de l'affaire de Bavière (78 et 79), la correspondance incessante, animée, de la mère et de la fille dans *Maria-Theresia*, etc., 1^{re} édit., p. 216, 219, 220, 222, 223, 224, 225, 227, 229, 232, 233, 235, 237, 239, 242, 244, 245, 248, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 261, 262, 263, 264, 266, 267, 268, 269, 271, 273, 275, 277, 278. — MM. Geffroy (*Revue des Deux-mondes*, 1^{er} juin 1866), et Cuvillier-Fleury (*Journal des Débats* du 15 juillet 1865), Sainte-Beuve (*Consti-*

La querelle austro-hollandaise de 1784 eut un sens plus exclusivement autrichien. Joseph II, dont la prudence et la justice ne réglaient pas habituellement la vigueur, s'avisa de forcer, contrairement aux stipulations internationales, l'ouverture de l'Escaut. Le canon hollandais atteignit l'audacieux navire. Joseph, furieux, en appela tout de suite à l'alliance française et requit des secours, en compliquant le débat de son idée favorite d'échanger contre la Bavière une grande partie des Pays-Bas. Une intervention armée du cabinet de Versailles aurait probablement uni, dans une forte solidarité, la Prusse et la Hollande; et qui pouvait garantir que l'Angleterre, pour se venger de la France, ne viendrait pas grossir cette coalition? On était sur la pente d'une guerre générale; Louis XVI temporisa, il fit bien. Cette sage diplomatie déplut à la reine; les instances passionnées de Joseph II l'exaltaient. Elle poussait vaillamment, mais imprudemment, à une action belliqueuse; ne parvenant pas à faire fléchir la résolution du roi, elle se plaignait amèrement. Ce n'était pourtant pas, chose essentielle à noter, une ardeur autrichienne et toute de famille qui l'emportait. Tous ses instincts d'honneur s'enflammaient à cette pensée qu'un outrage au pavillon d'une grande maison souveraine, amie de la France, fût impuni. Sous ce rapport, son coup d'œil était juste : Joseph II avait été téméraire, ses ennemis violents; le traité de Fontainebleau, dû à la modération et au bon sens de Louis XVI, fit payer à l'empereur par les hollandais quelques millions de florins *prêtés* par la France, et lui donna deux ou trois forts démantelés et presque abandonnés sur les rives de l'Escaut. Quant à la reine, il est absolument faux qu'à cette occasion elle ait fait passer des millions aux mains de son frère; les comptes de finances du royaume, soumis à l'examen rigoureux et malveillant de la Constituante, ont complètement réfuté les bruits absurdes qui l'avaient inculpée ¹.

tutionnel du 20 février 1865), ont jugé trop favorablement le roi de Prusse, trop sévèrement Marie-Thérèse et Marie-Antoinette, en appréciant l'affaire de 1778.

¹ La Marck, *Corresp.*, t. I, p. 43; M. de Ségur, *politique des cabinets*, t. III; Weber, *mém.*, t. I, p. 300-311; Sénac de Meilhan, *Portraits et caractères*, etc., in-8, p. 74; le prince de Ligne, *mém.*, année 1784; Voir encore, sur le démêlé avec la Hollande et la part que la reine y a prise, *Marie-Antoinette*, etc., p. 43 et suiv. jusqu'à 92 inclusivement.

Jamais, au surplus, elle n'a donné de l'argent à l'empereur d'Autriche; outre qu'il n'en avait pas besoin, — car il était riche, ainsi qu'elle l'a dit hautement devant le tribunal révolutionnaire, — l'envoi de ces sommes n'aurait pas été secret. « Les formes, dit Sénac de Meilhan, étaient telles en France, que l'entrée et la sortie des fonds ne pouvaient échapper à un nombre assez considérable de surveillants; aucune dépense n'était masquée, et les chapitres de recettes et de dépenses étaient, en dernier résultat, remis à la Chambre des comptes, et vérifiés par plusieurs préposés, intéressés pour leur propre sûreté à l'observance exacte des formes. Il résulte de cet ordre de choses, que si quinze ou vingt millions avaient été envoyés à l'empereur, trente personnes en auraient été instruites de proche en proche, et auraient pu indiquer avec certitude (ce qu'on n'a pas même essayé de faire) l'époque de l'envoi des fonds et les moyens dont on s'était servi pour l'opérer ¹. » A l'époque de l'ouverture des États-Généraux, cette imposture indignait déjà Marie-Antoinette; elle écrivait à Mercy le 27 mai : « Il arriverait des plaintes et des cris, si on voyait un nouveau traité (d'alliance avec la Russie), qui peut entraîner en dépense... Vous savez comme on est venu à bout de persuader à la moitié du peuple que j'envoyais des millions en Allemagne, il est immanquable qu'on m'attribuera ce traité, et qu'aux États-Généraux les ministres s'excuseront par la vraisemblance de mon crédit et de mon influence. Jugez du rôle odieux qu'on m'y fera jouer ². »

Examinons maintenant, avec précision, les relations de Marie-Antoinette avec l'étranger.

Sur cette dernière phase de sa vie publique, les documents nouveaux répandent la plus vive lumière; il suffira de les rapprocher pour en faire jaillir une évidence victorieuse de tous les mensonges, de toutes les diffamations accumulés à cet endroit sur une sainte mémoire.

Nous avons dit qu'au commencement de 1791, toutes les voix du patriotisme et de la sagesse invitaient Marie-Antoinette à fuir, pour tenter de ressaisir avec Louis XVI une indé-

¹ *Du Gouvernement*, etc., p. 50, 51; voir encore : *mém.* par une dame de qualité, t. I, p. 204 et suiv.; d'Allonville, *mém.*, t. I, p. 203; d'Aussone, *mém.*, p. 308.

² M. Feuillet, t. I, p. 221, 222.

pendance qui seule pouvait les sauver et préserver le pays de l'anarchie vers laquelle il courait à toute vitesse. Quel concours, en cette occasion, réclamait-elle de l'Autriche et des autres puissances? Les documents vont répondre ¹. D'abord il faut de l'argent : quinze millions sont nécessaires, car, dit-elle, le mal fait des progrès si rapides ici qu'une explication prompte est à craindre, et... elle ne peut être que dangereuse pour nous, si nous ne la conduisons pas. » Elle prie l'empereur de les emprunter pour le roi ; il n'y a pas de milieu, « ou de rester sous le glaive des factieux et de n'être par conséquent plus rien (*sic*), ou de se trouver enchaînés sous le despotisme des gens (La Fayette et autres) qui se disent bien intentionnés, » et qui ont fait et feront toujours du mal. Que le comte d'Artois reste à portée des provinces méridionales pour les diriger quand les circonstances permettront d'agir... « Aussi longtemps que l'on ne sera pas en lieu de sûreté, aucune tentative étrangère ne peut devenir efficace. La moindre démonstration deviendrait même d'un danger effrayant... » Sortir de Paris, arriver dans une ville forte, et de là réclamer les secours de l'empereur sur les *frontières*, non pour faire entrer, *à moins d'un événement pressant* ², les troupes étrangères dans *ce pays-ci*, mais pour rallier tous les « gens bien intentionnés et mécontents » du royaume, voilà l'essentiel.

La Suisse et la Sardaigne sont bien disposées, « mais elles ne peuvent rien sur l'accord des grandes puissances ³. » Ce qui vient de se passer (14 avril) ⁴ confirme la reine dans ses projets : elle requiert de Mercy quinze mille hommes à Arles et Virton, et autant à Mons, afin que Bouillé *rassemble*, à Montmédy, les troupes et les munitions. Léopold est d'avis qu'on

¹ Nous suivrons l'ordre chronologique des correspondances depuis le 7 mars jusqu'au 21 juin 1791, jour du départ de la famille royale.

² Quel devait être, dans sa pensée, cet événement de force majeure? On l'ignore, mais toujours est-il que ce mot, si tant est qu'il exprimât autre chose qu'une impression fugitive, ne reparait plus sous sa plume.

³ Loin que les puissances fussent d'accord pour soutenir l'infortunée famille, la réunion des troupes promises par Léopold pour la défendre aux environs de Montmédy, n'eut jamais lieu ; peut-être, cependant, si la fuite avait été heureuse, aurait-il mis en mouvement une partie de ses forces, et peut-être aussi d'autres souverains l'auraient-ils appuyé.

⁴ Ce jour-là le roi et la reine n'avaient pu se rendre à Saint-Cloud, ils avaient dû revenir ignominieusement aux Tuileries, leur prison ordinaire.

temporise, il ne conseille rien de décisif, et Mercy objecte, dans le même sens, la guerre russe, la guerre qui peut éclater entre la Prusse et l'Autriche et devenir universelle, les embarras causés par la Belgique, par l'Espagne; la Sardaigne et la Suisse n'agiront qu'autant que l'Angleterre, hostile à l'Autriche et amie de la Prusse, n'y mettra pas d'obstacles; l'armée impériale occupe, pour surveiller la Belgique, toutes les frontières de la Flandre, de l'Artois et du Hainaut français; c'est tout ce qu'on peut « offrir aux combinaisons du moment. » La reine insiste : elle prie Léopold d'ordonner un corps de troupes de huit à dix mille hommes à Luxembourg, disponible à la réclamation du roi et à la sienne, quand la sécurité sera complète ici, tant pour servir d'exemple aux troupes françaises que pour les contenir¹. Elle désire que les émigrés ne fassent aucune démonstration, avant qu'on ne soit en sûreté; quand le roi sera libre, il verra avec joie et reconnaissance tous les cabinets s'associer pour soutenir sa juste cause. Le 12 juin, Léopold assure que le comte d'Artois lui a promis de ne pas agir : « Quand vous serez en sûreté, vous protesterez publiquement contre tout ce qui a été fait, et appellerez vos amis et fidèles sujets à votre secours. Tout le monde volera, et tout sera fini plus aisément qu'on ne le croit. » Quatre jours après, c'est un autre langage. Mercy écrit à Kaunitz : « Il n'y a rien de réel dans les dispositions prétendues de notre cour, non plus que dans celles des autres puissances, dont la coopération serait indispensable pour effectuer un changement dans la Révolution française. » Pour sa part, il s'alarme de l'évasion projetée du roi et de la reine, il a peur qu'elle ne soit forcée de se réfugier en Belgique, il nie le soi-disant accord — c'est à son maître qu'il parle — entre l'empereur, l'Espagne, la Prusse, la Sardaigne et les cantons suisses, accord sollicité par la reine².

¹ Ce n'était pas d'une invasion qu'elle parlait, mais d'un simple mouvement de troupes nécessaire, à toute extrémité, pour les besoins de la défense.

² Lettre de la reine à Mercy et à Léopold, et lettres de ceux-ci, du mois de février au mois de juin 1791 : dans M. Feuillet, t. II, p. 13, 21, 37, 38, 89, 92; dans M. d'Arnoeth, *Marie-Antoinette*, etc., p. 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 159, 162, 164, 165, 167, 168, 179. M. Geffroy (*loc. cit.*) fait valoir contre la reine un plan d'invasion et même de partage dont Mercy l'entretenait dans une lettre qu'elle se fait écrire, dit-il, le 7 mai 1791. Mais peut-on attribuer à Marie-Antoinette la responsabilité des propos de son confident ? Que de pensées tout à fait contraires aux vues personnelles de la princesse ne lui a-t-il pas,

Rien donc n'est plus clair : Marie-Antoinette, en se décidant à fuir, échappait à ses ennemis, pour qu'à l'aide d'une démonstration purement *défensive* des puissances, le roi pût appeler à son secours tous ses sujets *bien intentionnés*, et par eux rétablir en France la monarchie, l'ordre et la liberté.

Au retour de Varennes, la situation se complique. Avant d'entrer dans le courant de correspondances qui ne s'arrête qu'en 1792 à la veille du 20 juin, il faut voir la reine devant les partis intérieurs, devant l'émigration et l'étranger.

L'insuccès de l'évasion passionna les Jacobins et ramena vers Louis XVI, à certains égards, les Constitutionnels sincères. Que pouvaient ceux-ci contre le flot toujours envahissant de la révolution ? Ils ne s'entendaient pas, et La Fayette, l'un de leurs chefs, perdait au Champ-de-Mars l'éclat de sa popularité. Les royalistes du côté droit se faisaient un devoir de ne pas les soutenir, et ils se sentaient eux-mêmes impuissants. Une triple émigration, en 1789, en février et en juin 1791, avait éclairci les rangs des plus dévoués ; ce qui restait n'était fort, contre les entraînements logiques du principe révolutionnaire, ni par le jeu des institutions qui ne profitait qu'au jacobinisme, ni par les luttes armées que rendaient impossibles et la mollesse de l'immense majorité des honnêtes gens, et les rébellions démocratiques des troupes. L'émigration offrait-elle plus de ressources ? Ce n'est pas nous qui voudrions incriminer l'ardeur chevaleresque de ces hommes qu'une proscription impitoyable avait précipités en masse chez l'étranger. C'était moins pour se soustraire aux fureurs de la révolution que pour remplir un devoir, qu'ils s'étaient résignés, loin de leurs châteaux en flammes et de leurs biens confisqués, à braver la misère et à tout souffrir pour *le Roi*. Ils n'en voulaient pas à la France, mais aux factions qui l'asservissaient. Arracher le sceptre à la révolte pour le restituer à l'antique monarchie dont les gloires, pendant quatorze siècles, avaient été celles du pays, c'était l'orgueil de leur blason. En s'adressant aux puissances, ils prétendaient combattre avec elles, non pour elles ; et l'intégrité du territoire, les frontières

en 1791 et 1792, longuement exposées ! Nous ne pouvons *supposer* sans preuve que la reine se faisait adresser un plan odieux où l'égoïsme des puissances se montre à nu, où l'intégrité territoriale qu'elle voulut maintenir, comme on le verra, au prix même de sa liberté et de sa vie, était violée.

sacrées de la patrie leur étaient chères. Quand ils voyaient la révolution ramasser de toute part, en Europe, des recrues pour son œuvre de destruction universelle, ils s'inspiraient du droit public européen, ils regardaient tous les trônes comme solidaires des mêmes destinées et des mêmes efforts en face d'une conjuration qui les menaçait tous. Nous savons parfaitement que le scepticisme et les mœurs faciles les avaient partiellement gagnés; que Worms, Trèves, Inspruck et Coblenz n'étaient pas toujours unis; qu'il y avait là des intrigues, des rivalités, de folles colères. Mais que de sacrifices librement voulus! que de précieux dévouements avidement recherchés! Ils se sont révélés, ces hommes calomniés par la révolution, dans leurs correspondances, dans leurs mémoires, si longtemps inédits, auxquels un récent ouvrage a donné le jour¹. L'émigration, a-t-on dit souvent, fut une faute. Oui et non: oui, si on la juge par la politique de ses chefs; non, si on la regarde comme pouvant faire, de conserve avec Marie-Antoinette et Louis XVI, un ensemble d'efforts dont la liberté de ceux-ci par la fuite aurait été la condition première et l'entente de tous le moyen suprême. Il en fut autrement. L'émigration, connaissant mal les cours, compta sur leur bon vouloir désintéressé pour une action offensive, pour une prise d'armes qu'elles ne voulaient pas et que la famille royale réprouvait. Dans leurs difficultés intérieures, Marie-Antoinette et Louis XVI acceptaient la Constitution: l'émigration la dénonçait comme un attentat; ils affectaient de paraître agir librement: l'émigration proclamait leur servitude; ils désavouaient toute guerre civile, toute guerre étrangère: l'émigration déclarait qu'en marchant, les armes à la main, contre la révolution, elle marchait pour la France, que ce n'était pas une guerre civile, mais le duel du bien contre le mal, de la liberté contre la tyrannie qu'elle était fière d'engager².

¹ *Histoire des trois derniers princes de la maison de Condé*, etc., passim.

² Augéard, dans ses *mémoires*, a singulièrement dénigré l'émigration; il y voyait Calonne, c'était assez pour la maudire; il a même osé dire qu'elle se réjouit de l'arrestation du roi à Varennes. Ceci est vrai peut-être pour quelques esprits égarés; mais l'immense majorité des émigrés s'intéressa toujours, tête et cœur, à Louis XVI; ils se réjouissaient de ses joies, s'affligeaient de ses douleurs, couraient aux armes au cri de *Vive le Roi!* et se désolèrent quand ils apprirent sa mort. Voir *Dix ans d'émigration; souvenirs et correspondance du comte de*

Marie-Antoinette, disons-le, plus frappée des imprudences, des coups de tête, des obstinations malheureuses des émigrés que de leur abnégation héroïque, les traitait avec une rigueur parfois injuste. Dans le prince de Condé, elle voyait les erreurs plutôt que les grandeurs de la fidélité ; elle s'oublia même, dans un moment d'humeur, jusqu'à les appeler tous des *lâches*, et dans le calme de ses réflexions, elle a dû regretter ce mot. C'est qu'elle tremblait pour la royauté, pour son époux, pour ses enfants, pour la France, à la vue de ces levées de boucliers intempestives, de cette diplomatie de Coblenz menée par Calonne, son ancien ennemi, à l'encontre de la diplomatie royale dont Breteuil était le fondé de pouvoirs auprès des cours ; c'est qu'elle comprenait à merveille que les émigrés, par cela seul qu'ils criaient sur les toits tout le contraire de ce que disait et faisait Louis XVI, aggravaient les périls du dedans et neutralisaient l'un par l'autre, aux yeux des cabinets, deux courants opposés de négociations. Toutefois, elle rendit toujours justice aux bonnes intentions de ses frères ; elles les plaignait d'être abusés et entraînés par des intriguants, par Calonne surtout ¹.

Neuilly, récemment publiés par son neveu, M. Maurice de Barberey (Paris, 1868), p. 18, 19, 20, 21, 34, 33, 46, 49, 67, 73 et passim. Il est certain qu'une partie des émigrés avaient gardé leurs préventions contre la reine, mais la plupart d'entre eux la respectaient et l'admiraient. Ses derniers malheurs les réunirent presque tous dans un sentiment de commisération chevaleresque et de douleur indignée. Voir encore les *Souvenirs* du comte de Neuilly. Voir aussi sur Marie-Antoinette, la cour et les émigrés : d'Allonville, *mém.*, t. II, ch. xvi ; t. III, p. 74-93 ; Bouillé, *mém.*, p. 310, 316, et ch. xv ; M^{me} Campan, *mém.*, t. II, p. 108, 173, 193, 236 ; Bertrand de Molleville, *mém.*, t. I, passim.

¹ Quelques apologistes de Marie-Antoinette ont cru l'élever d'autant plus qu'ils abaissaient davantage le comte de Provence, qui fut plus tard Louis XVIII. Par exemple, MM. Renée, de Goncourt, Viel-Castel, etc., ont trop écouté dans leurs publications, du reste remarquables, les récits suspects de quelques *Mémoires* et *Correspondances* au sujet de Monsieur. Le comte de Provence avait été blessé des premières imprudences de Marie-Antoinette, et d'ailleurs, il goûtait peu l'alliance autrichienne. Ensuite, il fut peut-être un peu jaloux de l'influence exercée par la reine sur les affaires ; il aurait voulu les diriger pendant que Louis XVI les compromettait par sa défiance de lui-même et son indécision. Cependant il ne quitta le roi et la reine qu'au moment de leur fuite ; et à l'étranger, ce fut bien au trône qu'il se dévoua par une conduite incontestablement sincère. Marie-Antoinette lui rendit justice dans ses lettres. Les antipathies de sa première jeunesse s'étaient effacées, et au Temple elle fit parvenir au comte de Provence, on l'a vu, des dons affectueux. Enfin n'oublions pas le grand rôle

Si les émigrés se trompaient, n'était-elle pas, à son tour, comme fascinée par un mirage politique ? N'espérant plus rien à l'intérieur, après le retour de Varennes, elle n'eut qu'une idée fixe : réunir un congrès armé de puissances, un congrès mitoyen entre la paix et la guerre. Cette idée, pivot de toutes ses combinaisons, était une honorable chimère : si la révolution, comme il était facile de le prévoir, ne cédait pas à une menace armée du glaive, et proclamait la *patrie en danger*, ce congrès devait faire place immédiatement à la guerre, sous peine de jeter sur l'Europe tout le discrédit d'une vaine jactance ; c'était alors l'invasion et ses suites. Le cœur vraiment français de Marie-Antoinette lui déroba le vice caché de son système ; ce ne fut pas en elle défaillance de courage, mais erreur de patriotisme et de bonté. Croire d'ailleurs que cette pensée peu nette allait charmer l'Europe, c'était prendre des désirs pour des réalités. L'Europe, en 91 et 92, ne se ralliait qu'en apparence au principe monarchique, fondement de tous les trônes. Le philosophisme et la franc-maçonnerie étaient en faveur chez les souverains. Léopold II, par exemple, n'avait-il pas publiquement professé, en Toscane, des maximes que les partisans du *Contrat social* n'auraient pas contestées. La Prusse et l'Autriche se disputaient l'empire de l'Allemagne et se détestaient ; l'Angleterre et la Prusse s'unissaient contre l'Autriche, au risque de s'opposer mutuellement leurs intérêts respectifs. L'Angleterre nourrissait contre la France des haines invétérées ; si elle ne payait pas chez nous les émeutes, au moins voyait-elle avec une joie secrète toutes les blessures que la révolution nous faisait. La Russie était fort empêchée par les affaires de Pologne, de Suède et d'Orient, pendant que l'Autriche guerroyait contre la Turquie ou s'inquiétait des Belges, que les innovations despotiques de l'*empereur sacristain* avaient soulevés. Seul, l'ardent et chevaleresque Gustave III, dégagé de sa guerre contre Catherine, ambitionnait loyalement de mettre son épée au service de Louis XVI, et de concerter entre la Suède, la Russie, l'empire autrichien et d'autres puissances, une véritable coalition. C'était peu que

ultérieur du frère de Louis XVI : tandis que les puissances ployaient sous le vainqueur et se prosternaient devant la force, il gardait, lui, la noblesse de son exil et une fidélité inviolable à ce qu'il nommait son *droit*.

cette vaillance, d'ailleurs désordonnée ; elle échoua, sans pouvoir même brûler une amorce. Aussi nous allons voir, dans les correspondances qui se croisent en 91 et en 92, l'hésitation ou plutôt le mauvais vouloir des cabinets — un seul excepté — se traduire en captieux éloges, en promesses sans sincérité, en démarches sans suite, en protestations que la plume affirme, que le cœur nie, et au milieu de ces attermolements dont Vienne est le centre, l'infortunée reine trainer jusqu'à la fin, pour parler comme Bossuet, la *longue chaîne de ses espérances trompées* ¹.

Suivons rapidement, jusqu'aux dernières catastrophes, le travail de sa pensée politique, et voyons les épreuves que cette pensée subit à Coblenz et dans les cours.

La royauté est de nouveau captive. Le premier cri de Marie-Antoinette est un cri de confiance : « Soyez tranquille, il ne nous arrivera rien, l'Assemblée veut nous traiter avec douceur. » Bientôt cependant elle communique à Mercy ses alarmes. Mais il temporise. Il énumère les *doutes*, les *difficultés extrêmes* « et les dangers dans les moyens » de secours. Léopold, en apparence, a d'abord plus de fermeté, parce qu'il s' imagine que Louis XVI est libre ; il veut seconder le roi de toutes ses forces avec l'Espagne, la Sardaigne et la Suisse. Le même jour (5 juillet) le bouillant roi de Suède, qui écoute les princes émigrés, déclare opportune la proclamation du droit de Monsieur à la régence, et il compte sur la reconnaissance de ce droit par l'Espagne, Naples et la Sardaigne. Léopold est à Padoue, il redoute (6 juillet), que le roi et la reine n'aient été arrêtés. Gustave, trois jours après, propose à Catherine un plan d'invasion pour délivrer le roi de France. Mercy écrit à la reine (28) qu'on tergiverse à Madrid, que sans l'Angleterre rien ne se fera d'efficace, et Marie-Antoinette, sous la pression des chefs de l'Assemblée avec lesquels elle négocie, se félicite d'une amélioration réelle que ses convictions désavouent. Léopold attend les réponses d'Espagne et de Londres ; il va faire sa *paix* avec les Turcs, tandis que Marie-Antoinette confesse

¹ Voir sur la situation politique de l'Europe en 89, 90, 91 et 92 : d'Allonville, *mém.*, t. II, ch. ix, t. III, p. 109 ; Lacretelle, *Hist.*, etc., t. VIII, liv. VII ; t. IX, p. 24-28, t. X, p. 261-265 ; Bouillé, *mém.*, p. 311-320 ; Augeard, *mém.*, p. 234-330.

à Mercy que sa lettre du 29 n'est ni de sa main ni de son cœur, qu'elle doit faire et écrire tout ce qu'on lui impose, qu'elle repousse comme le roi le système des deux chambres, mais doit garder de grands ménagements avec l'abbé Louis et ses amis, qui lui ont été et lui sont utiles. En ce temps, l'impératrice de Russie, sollicitée par Gustave en faveur de la France, ne croit pas possible l'expédition de ce prince dans la Baltique en septembre, et Léopold, rebelle aux demandes des émigrés, ne veut pas *agir ni payer pour tous*; à son avis, la discorde en France *sera plus d'effet que les troupes et les princes*.

Cependant le moment d'accepter la Constitution approche. La reine s'inquiète des lenteurs de l'Europe. On peut, observe-t-elle, tenter quelque chose avec l'abbé Louis, Duport, Barnave et Lameth; mais il est toujours essentiel que les *puissances réunies agissent*, qu'elles agissent *seules*, que les Français émigrés, surtout les frères du roi, *restent en arrière*, et qu'on *retienne la tête* de Calonne, à la veille du moment *affreux* où la charte sera présentée au roi. Si les fougueux sont contenus, le roi de Prusse, l'empereur d'Autriche, les souverains du midi, que feront-ils? rien. Ils veulent, au préalable, l'adhésion impossible de l'Angleterre, et en attendant, ils se réservent, suivant Léopold, le droit de n'être satisfaits que le jour où une constitution, renfermant les principes de la déclaration royale du 20 juin, sera établie en France. Retranchées dans cette diplomatie d'abstention, l'Espagne oppose des prétextes; l'Autriche se tait ou colore de belles paroles son inaction; la Russie impose ses conditions de concours; la Prusse rêve des agrandissements; l'Angleterre spéculé sur nos malheurs, et Marie-Antoinette, navrée de tant d'égoïsme, avoue qu'elle ne peut plus espérer de prochains services. C'est dans ces circonstances qu'il plait à Léopold et à Frédéric de se voir à Pilnitz: ils y font une déclaration où le vague des termes déguise mal la futilité des promesses et une arrière-pensée d'égoïste inertie ¹.

Après cette déclaration, Mercy, qui en sait la portée, persévère dans son système de temporisation, et Léopold, alléguant

¹ V. sur la déclaration de Pilnitz, des lettres diverses qui en mettent au plus grand jour le peu de bonne foi et l'inanité: dans M. Feuillet, t. II, p. 267, 268, 273, 217, 278, 280, 293, 294, 326, 331, 337; t. IV, p. 61, 88; dans M. d'Arneth, *Marie-Antoinette*, p. 209, 214; voir encore d'Allonville, *mém.*, t. II, p. 263; La Marck, *Corresp.*, t. III, p. 232; Bouillé, *mém.*, p. 294, 298, 297, 298.

la froideur de l'Espagne et le mauvais vouloir de l'Angleterre, est d'avis qu'on laisse provisoirement la France se sauver elle-même par la banqueroute et la confusion. L'entrevue de Pilnitz, écrit Fersen à Gustave, *n'a eu aucun effet*. — *On ne fera rien qu'au printemps*, écrit à son tour le duc de Polignac. Au milieu de ces délais, la reine envoie à Léopold un remarquable mémoire, où elle estime que les puissances doivent réclamer, au nom du droit public européen et de la paix du monde (sans guerre ni invasion), la liberté du roi, la dignité de sa couronne, la révocation des décrets qui stipulent les cas de déchéance ou d'abdication forcée, qui portent atteinte à son droit héréditaire, à la perpétuité de ses pouvoirs, à l'inviolabilité de sa personne; néanmoins, « pour ce qui regarde les lois intérieures d'un pays, les puissances n'y peuvent rien, et chacun est maître d'adopter dans le sien ce qui lui convient. »

Inutiles efforts! l'Angleterre est à l'écart, l'Espagne veut tout concilier, et Catherine se contente de reconnaître que le roi n'étant pas libre, Monsieur doit être régent de France; elle ajoute à ces paroles une somme d'argent pour les princes, et, en définitive, elle ne se sépare ni de Mercy ni de Léopold, bien décidés à ne rien faire, pendant que Louis XVI et la reine invitent les émigrés à ne pas porter la guerre dans le royaume, à ne pas les montrer à la nation, acceptant d'une main la constitution et sollicitant les puissances étrangères de l'autre. Ah! s'écrie alors Esterhazy, « je n'avais que trop bien jugé les moyens dilatoires de la cour de Vienne. » Les tâtonnements de Mercy continuent, et la reine inébranlable — elle le sera toujours jusqu'à ce que la guerre éclate — dans son projet de congrès armé, congrès qui doit contenir les émigrés et intimider la révolution, dit à Mercy : « Je persiste dans mon opinion qu'un congrès à Aix-la-Chapelle de toutes les puissances qui ont intérêt à ce que la monarchie française soit conservée, est le seul moyen de nous être véritablement utile ¹. »

¹ (1791). — Join. — Lettre du 30, à Fersen, dans M. d'Arneth : *Marie-Thérèse*, etc., p. 180. — Juillet. — Lettre de Mercy à Léopold II, sans date, dans M. Feuillet, t. II; de Léopold à Christine et à Mercy, 5 juillet, dans M. Feuillet, t. III; mémoire de Gustave III, juillet, *ibid.*; lettres de Léopold à Christine, le 6 juillet, *ibid.*; mémoire de Gustave, 9 juillet, dans M. Feuillet, *ibid.*; lettre de Mercy à la reine, 28 juillet, dans M. d'Arneth, *Marie-Thérèse*, etc., de la reine à Mercy, 29 juillet, *ibid.*; de Léopold à Christine, 30 juillet, dans M. Feuillet, t. III; de la reine à Mercy, 31 juillet,

Cette situation fausse, perplexe, incertaine, se prolongea aussi longtemps que la révolution ne condamna pas Louis XVI à déclarer la guerre aux puissances, la guerre à ceux-là même dont il attendait, dans une certaine mesure, son salut. Esquissons à grand traits ce douloureux tableau. A la suite de son échec à Varennes, Marie-Antoinette a vu s'évanouir les sympathies européennes qui eussent peut-être appuyé un succès. Gustave, il est vrai, demeure fidèle ; les notes pressantes du roi et de la reine, des comtes de Provence et d'Artois, lui vont au cœur ; mais la léthargie des cabinets le retient inactif. Après plus encore qu'avant l'établissement de la constitution, Léopold abandonne tout en France au cours naturel des choses et aux hasards des réactions intérieures ; et la demande d'un congrès armé s'éteint dans les efforts contradictoires qui, du camp des princes et des Tuileries, vont se croiser et se neutraliser à Berlin comme à Vienne, à Madrid comme à Saint-Pétersbourg. Breteuil, fondé de pouvoirs du roi et de la reine ; Breteuil, profondément antipathique à Catherine II, dont il avait en Russie contrarié l'ambition, était en diplomatie l'adversaire irréconciliable de l'étourdi Calonne, trop écouté à Coblenz. Que d'activité et d'impuissance ! Marie-Antoinette supplie Léopold, supplie Catherine et Gustave ; Léopold et Catherine lui prodiguent des encouragements illusoires ; les comtes de Provence et d'Artois refusent d'obéir aux injonctions de Louis XVI enchaîné par les factions, et la reine ne dissimule pas cet esclai-

dans M. d'Arneth, *Marie-Thérèse*, etc. — Août. — Lettres de la reine à Mercy, 1^{er} août, *ibid.* ; de Catherine II, sans date de jour, dans M. Feuillet, t. II ; de Léopold à Christine, 4 août, *ibid.*, t. III ; de la reine à Mercy, 7 août, dans M. d'Arneth, *Marie-Thérèse*, etc. ; de Bouillé à Gustave, 11 août, dans M. Feuillet, t. III ; de la reine à Mercy, 16 août, dans M. Feuillet, t. II ; de Léopold à la reine, 17 août, dans M. d'Arneth, *Marie-Antoinette*, etc. ; du même à la même, 20 août, *ibid.* ; de la reine à Mercy, 21 août, *ibid.* — Septembre. — Lettres de Mercy à Kaunitz, 4 septembre, dans M. Feuillet, t. II ; de Léopold à Christine, 5 septembre, *ibid.*, t. IV ; de Fersen à Gustave, 6 septembre, *ibid.* ; dépêche du duc de Polignac au comte d'Esterhazy, 13 septembre, *ibid.*, t. II ; *mém.* de la reine joint à sa lettre du 8 septembre à Léopold, *ibid.* ; lettre de la reine à Mercy, 12 septembre ; *ibid.*, toutes deux dans Arneth, *Marie-Antoinette* ; lettres des comtes de Provence et d'Artois, 14 septembre, dans M. Feuillet, t. II ; de Catherine, en réponse aux émigrés, sans date de jour, *ibid.* ; du comte de Romanoff à Mercy, 23 septembre, *ibid.* ; de Louis XVI à ses frères, sans date de jour, *ibid.* ; de Mercy à la reine, 26 septembre, dans M. d'Arneth, *Marie-Antoinette* ; de la reine à Mercy, 28 septembre, dans M. Feuillet, t. II.

vage. Prisonnière de la révolution, elle doit lui sourire, sous peine de la porter aux plus fougueux excès; au dehors, elle cherche à écarter des périls qu'elle est contrainte de nier en France ¹.

C'est sous ces auspices malheureux que s'ouvre cette année 1792, qui doit voir le dernier moment de la monarchie. Désormais la reine, si l'on en croit un ambassadeur, ne veut plus s'adresser à Léopold, mais au roi d'Espagne (valait-il mieux ?), et toujours elle insiste sur la réunion d'un congrès armé. Une question nouvelle surgit à l'horizon déjà si noir. Le roi est forcé par la révolution, en haine des émigrés et des électeurs d'Allemagne qui paraissent les soutenir, de déclarer la guerre. Comment la reine va-t-elle se comporter dans cette lutte qu'elle n'a pas voulu, où il lui faut à la fois se sauver et rester française? Quelques lettres vont nous l'apprendre. A la fin de décembre, elle écrit à Fersen : « Je pense comme vous que le mal seul ne peut pas opérer le bien, et c'est pour cela qu'il faut une force étrangère et extérieure; mais quand vous croyez que les *Français* réfléchissent et qu'ils sont capables de suivre un système, vous leur faites trop d'honneur. En attendant, je crois que *nous* allons déclarer la guerre, non pas à une puissance qui aurait des moyens contre nous, — *nous* sommes trop lâches pour cela, — mais aux électeurs et à quelques princes d'Allemagne, dans l'espoir qu'ils ne pourront se défendre. Les imbéciles! ils ne voient pas que s'ils font telle chose, c'est nous servir, parce qu'enfin il faudra bien, *si nous commençons*, que toutes les puissances s'en mêlent pour *défendre* les droits de chacun. Mais il faut qu'elles soient bien convaincues que nous ne faisons ici qu'exécuter la volonté *des autres*, que toutes nos démarches sont forcées, et que, dans ce cas, la meilleure manière de nous servir est de *bien nous tomber sur le corps*. »

Nous avons souligné à dessein, dans cette lettre émue, les paroles qui, dit-on, incriminent la reine, et aussi celles qui

¹ V. sur cette situation unique dans l'histoire : — octobre, dans M. Feuillet, des lettres diverses, p. 407, 409 et 423, t. II, 213, 214, 218, 220, 222, 226, t. IV; dans M. d'Arneth, *Marie-Antoinette*, p. 215, 217, 218; — novembre, dans M. Feuillet, p. 230, 231, 243, 244, 245, 247, 249, t. IV; dans M. d'Arneth, p. 219, 220, 221, 224, 225, 226, 227, 228. — Décembre, dans M. Feuillet, p. 272, 273, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 284, 287-292, 315 et suiv., 328 et 323, t. IV; dans M. d'Arneth, *Marie-Antoinette*, etc., p. 229, 231, 237, 238.

expliquent sa conduite et la justifient. Marie-Antoinette veut-elle la guerre étrangère? Non, elle la subit, ses *démarches sont forcées*. En disant *nous*, la France, parle-t-elle du pays qu'elle aime? Non encore : elle désigne la révolution qui la tient asservie, la révolution qui déclare la guerre aux faibles, parce qu'elle craint les puissants. Dès lors, quels sont ses désirs? Obligée de choisir entre la révolution qui attaque et les cabinets qui se défendent, va-t-on lui faire un devoir, à elle opprimée, de se tourner vers l'opprimeur? *Nous tomber sur le corps!* expression d'une âpre franchise et qui signifie : puisque la révolte a jeté le gant, qu'on le relève et qu'elle soit vaincue! -- Et si on pouvait douter du sens qu'elle attache à ces mots énergiques : *Nous* et *France*, qu'on lise la même lettre : « Quel bonheur si je peux un jour redevenir assez (*sic*) pour *leur* prouver que je n'ai pas été *leur dupe*? » *Eux*, voilà pour elle l'ennemi commun de la France et de toute l'Europe ; les événements l'ont-ils démentie?

Mais ces puissances *qu'ils* provoquent, elle n'aurait pas voulu, si elle n'avait dû *exécuter la volonté des autres*, les armer contre la France. Elle le déclare très-expressément à Fersen, ici même. Un congrès, rien qu'un congrès! Elle ne sort pas de ce pacifique programme qui sauvegarde à ses yeux la paix et la dignité du pays ; elle croyait, elle croit toujours à son efficacité souveraine : « Quel malheur, écrit-elle à Fersen, que l'empereur nous ait trahis! S'il nous avait bien servis, seulement depuis le mois de septembre que je lui avais écrit en détail, le congrès aurait pu être établi le mois prochain, et cela aurait été trop heureux, car la *crise* marche à grands pas, ici, et peut-être devancera-t-elle le congrès ; alors, quel appui aurons-nous? » Qu'ajouter à cette déclaration si nette, si précise?

La guerre peut relever le trône, dit Mercy, le 2 janvier, et il est temps d'agir. La reine adresse à Léopold une lettre accompagnée d'un *Mémoire* qu'elle *a du* envoyer. Puis elle pousse un cri d'angoisse ; elle dit à Mercy : « Je ne sais quelle contenance faire ni quel ton prendre, tout le monde m'accuse de dissimulation, de fausseté, et personne ne peut croire (avec raison) qu'un frère s'intéresse assez peu à l'affreuse position de sa sœur, pour l'exposer sans cesse sans lui rien dire. Oui, il m'expose et mille fois plus que s'il agissait ; la haine, la méfiance, l'insolence sont les trois mobiles qui font agir dans ce moment ce pays-ci : *ils sont*

insolents par excès de peur, parce qu'en même temps ils croient qu'on ne fera rien au dehors... Que l'empereur donc sente une fois ses propres injures, qu'il se montre à la tête des autres puissances avec une force, mais une force imposante, et je vous assure que tout tremblera ici. » Est-ce donc l'invasion qu'elle désire? Ah! sans doute, puisque les puissances attaquées avaient le *droit* de se défendre ¹, elle avait le *droit*, à la rigueur, de souhaiter que cette guerre, en maintenant l'intégrité du territoire national, délivrât la France du despotisme révolutionnaire; et nous ne voyons pas pourquoi des écrivains de nos jours sentent frissonner leur patriotisme à la pensée que la reine pût avoir ce désir. Mais ce désir même, elle ne l'eut pas : *Montrer une force imposante*, voilà son ultimatum; elle croit suffisante une simple manifestation. Sur ces entrefaites, Mercy l'entretient des projets — toujours des projets — de l'Europe à l'endroit de la France. Eh bien! que veut-elle? Le 2 mars, elle ramène avec ténacité sa proposition de congrès armé. Elle écrit à Mercy : « Quand nous avons désiré un congrès (que je persiste encore à regarder comme le seul parti utile et avantageux), nous souhaitions qu'il fût à Aix-la-Chapelle ou à Cologne, comme au centre de tout... Un congrès armé est la vraie manière de sauver encore ce pays-ci... Je n'ai jamais parlé que d'un concours général de forces imposantes et réunies. »

Voici maintenant un billet *terrible*, au dire de quelques-uns, le billet du 20 mars 1792.

« M. Dumouriez, ne doutant plus de l'accord des puissances par la marche des troupes, a le projet de commencer ici le premier par une attaque de Savoie et une autre par le pays de Liège. C'est l'armée La Fayette qui doit servir à cette dernière attaque. Voilà le résultat du conseil d'hier : *Il est bon de connaître ce projet pour se tenir sur ses gardes et prendre toutes les mesures convenables. Selon les apparences cela se fera promptement* ². »

¹ Il est historiquement démontré que ce fut la révolution qui déclara la guerre, une guerre subversive, à l'Allemagne dont elle avait violé les droits sur certains fiefs de l'Alsace.

² (92). Lettre de Fersen à Gustave, 1^{er} janvier, dans M. Feuillet, t. IV; de Mercy à la reine, 2 janvier, dans M. d'Arneth, *Marie-Antoinette*, etc.; de la reine à Léopold, sans date de jour, *ibid.*; de la reine à Mercy (février) *ibid.*; de Mercy à la reine, 11 et 16 février et 1^{er} mars, *ibid.*; de la reine à Mercy, 2 mars, *ibidem*.

On a vu dans ces mots soulignés une trahison. Quoi donc ! ces *mesures convenables* signifient-elles : invasion, démembrement du sol ? Est-ce qu'à propos d'une guerre révolutionnaire, le sentiment national faisait un crime de s'exprimer librement sur une lutte que la France honnête ne voulait pas ? Est-ce que la reine ne pouvait pas inviter l'Allemagne à prendre des *mesures* (défensives) contre l'ennemi qui allait l'envahir ? Trêve d'indignation ! Pour notre part, nous réservons la nôtre à ceux dont la félonie et la peur forcèrent une reine de France à rougir d'eux-mêmes, et à relever contre eux le vieux trône de la fidélité et de l'honneur.

Le 30 avril, elle exige que la cour de Vienne sépare sa cause de celle des émigrés (de l'invasion), et parle de la nation, « pour dire que l'on n'a jamais eu le désir de lui faire la guerre ; » car « les Français repousseront toujours toute intervention politique des étrangers dans leurs affaires, et l'orgueil national est tellement attaché à cette idée qu'il est impossible au roi de s'en écarter, s'il veut rétablir son royaume ¹. » Même après le 20 juin, entre les deux tempêtes dont la dernière va emporter la monarchie ; quand elle ne voit plus « que violence et orage d'un côté, que faiblesse et inertie de l'autre, » quel est toujours son désir ? « Il est plus que temps que les puissances *parlent* fortement ². » Parler et non combattre, encore moins envahir, c'est le vœu constant où se rencontrent et son horreur souvent avouée de l'effusion du sang, et son patriotisme retrempé dans ses tendresses d'épouse et de mère. Et au Temple, lorsqu'elle apprend que les troupes de l'empereur et du roi de Prusse viennent d'entrer en France, que dit-elle à M. Hue ?

« Rappelez au roi, quand vous pourrez lui parler seul, que jamais l'impatience de briser nos fers ne doit lui arracher aucun sacrifice indigne de sa gloire. Surtout, point de démembrement de la France ! Que sur ce point aucune considération ne l'égare, qu'il ne s'effraye ni pour ma sœur ni pour moi : représentez-lui que toutes deux nous préférons voir notre captivité indéfiniment prolongée que d'en devoir la fin à l'abandon *de la moindre place forte*... Il faut empêcher (Strasbourg) de reprendre sa place dans le corps germanique... et la conserver à la France. »

¹ Lettre du 30 avril à Mercy, *ibid.*

² Lettre de la reine à Mercy, 4 juillet, *ibid.*

Y a-t-il dans notre histoire une parole plus française? Malgré tout la tyrannie, pour se défaire d'une reine dont l'énergie muette et enchaînée l'effrayait encore, donna aux efforts de Batz pour l'enlever du Temple les proportions ridicules d'une conspiration avec l'étranger ¹. Comédie dérisoire! le tribunal révolutionnaire, faute de pouvoir opposer à Marie-Antoinette une seule preuve accusatrice, dut inventer contre elle une infamie qu'on ne peut nommer : n'est-ce pas là sa plus glorieuse défense? Donc elle put dire à ses persécuteurs, la tête haute et le front pur, ces deux paroles qui vengeaient sa vie : « *Que la France soit grande et heureuse, c'est tout ce que je demande.* » — « *J'ai rempli toujours mes devoirs* ². »

V.

Concluons.

Marie-Antoinette semblait prédestinée par sa nature, où les séductions de la femme s'associaient aux qualités imposantes de la souveraine, à faire le bonheur et à devenir le légitime orgueil de notre pays. Elle avait la grâce, l'amabilité, la bonté qui entraînent, le courage qui électrise, la dignité fière, la

¹ Hue, *Dernières années*, p. 376, 377. V. *Ibid.*, p. 429, 430, l'opinion très-décidée de Louis XVI contre l'impossibilité de rétablir la monarchie par les armes de l'étranger. — Au sujet des relations de la cour et spécialement de la reine, avec les puissances, et des dispositions respectives de celles-ci (1790-1792), voir Augeard, *mém.*, p. 234-334; La Marck, *Corresp.*, t. III, p. 281-283; Bouillé, *mém.*, ch. XII; Hue, *Dernières années*, p. 233. La reine dit à M. Hue, au Temple, qu'elle venait de refuser 60,000 hommes que Léopold lui proposait d'envoyer en France; elle voulait patienter encore, retarder autant que possible. Voir encore d'Allonville, *mém.*, t. II, p. 325, 326; M^{me} Campan, *mém.*, t. II, p. 193, 216, 230, 260.

² Voir M. Emile Campardon, *Histoire du tribunal révolutionnaire*. — Le duc de Rovigo a écrit dans ses *Mémoires*, t. II, p. 62, 63 (1828). « J'ai eu occasion de m'assurer par moi-même que l'on avait enlevé des archives du palais de justice les prétendues pièces criminelles sur lesquelles on avait prononcé la condamnation de la reine de France, au point que le dossier de ce procès est réduit à quelques chiffons de papier dérisoires. » Or, de deux choses l'une : ou le duc de Rovigo, tout en rendant justice à l'innocence de la reine s'est trompé sur le fait spécial dont il parle, ou M. Campardon a retrouvé les pièces prétendues criminelles qui avaient été soustraites; car il y aurait absurdité à soutenir que son livre, si riche de documents sur le procès de Marie-Antoinette, n'offre qu'un dossier où figurent des chiffons de papier dérisoires.

vigueur d'initiative et la fermeté d'exécution qui impriment le respect et commandent l'admiration. Aussi la France, en la voyant, fut-elle d'abord sous le charme ; et si les factions de la cour, si les intrigues révolutionnaires ne s'étaient pas élevées entre elle et la fille de Marie-Thérèse, l'enthousiasme des premiers jours, dont l'année 1792 entendit encore les échos, n'aurait fait place, en se calmant peu à peu, qu'aux témoignages plus discrets de l'affection.

Mais il était facile de prévoir que la fortune aurait bientôt des retours cruels. Toutes les fatalités menaçaient cet avenir, tous les dons de cette âme si richement ornée conspiraient pour son malheur. Nous n'avons pas dissimulé les imprudences de jeunesse ; mais nous sentons le besoin de dire que la plus parfaite maturité de conduite n'eût pas sauvé Marie-Antoinette.

Eût-elle accepté toutes les lisières de l'étiquette, les jalousies des courtisans n'eussent pas manqué d'incriminer sa raideur *prétentieuse*, la hauteur de ses manières, l'arbitraire de ses préférences ; on eût déclaré la guerre à la bienveillance même de son sourire, de sa parole, de son regard ; il n'était pas jusqu'à sa beauté, mise sous la garde de sa vertu, qui ne lui fût un piège dans les complots d'un libertinage humilié. En dépit des ruses, des cabales, et aussi du trop facile laisser-aller d'une inexpérience qui n'avait pas toujours la lumière du conseil et le frein de l'autorité, rien ne put altérer en elle la pureté de l'épouse, ni refroidir le dévouement incomparable de la mère, la tendresse de l'amie ; rien ne put affaiblir les élans d'une charité qui répandait sur tous, sans excepter les ennemis, d'inépuisables bienfaits.

Sa vie publique, bien plus encore que sa vie privée, fut entourée à son début d'écueils cachés sous les fleurs. A son entrée en France, elle rencontrait à la cour des adversaires acharnés de l'alliance austro-française qui, avant d'être à ses yeux un programme de sécurité glorieuse pour les deux nations, s'imposait à ses sympathies comme une tradition de famille, comme une sorte de dépôt sacré, confié par une mère. Le moment n'était pas loin où cette alliance, populaire sous Choiseul, allait devenir, aux mains de la révolution surexcitée par des hostilités de grandes dames et de grands seigneurs, une arme à deux tranchants contre la princesse. Eût-elle renié cette politique confiée à son zèle par Marie-

Thérèse, on aurait taxé d'hypocrisie son langage et ses actes ; on se serait refusé à voir dans l'*Autrichienne* une Française. En demeurant franchement fidèle à une pensée politique d'union qui s'autorisait de graves motifs et confondait deux patries dans un commun attachement ; en faisant sans détour de l'entente des cabinets de Versailles et de Vienne le palladium de la France et de l'Allemagne contre les haines de l'Angleterre et de la Prusse, elle soulevait les colères de la révolution, pour qui, tout le monde le sait, la maison d'Autriche était la clef de voûte des *tyrannies* couronnées.

Ainsi, à l'extérieur, Marie-Antoinette, quel que pût être le patriotisme de ses intentions, se voyait jetée par le malheur des temps entre une accusation de perfidie secrète et une accusation de conspiration ouverte avec l'étranger. Or, plus la révolution marchait, plus cette impasse devenait terrible. Lors donc qu'après avoir épuisé, ainsi qu'on l'a vu, toutes les ressources que les forces vives de l'ordre semblaient promettre à son désir de tout concilier, sans guerre civile ni effusion de sang, dans l'harmonie des libertés nationales et des prérogatives de la royauté ; lorsqu'avant et après une fuite malheureuse, elle crut que l'Europe, forcément intéressée par le droit public de ce temps aux convulsions de la France, devait tenir sans violence un ferme langage qui, dans ses convictions, eût intimidé et vaincu les factieux, — les haines, armées de calomnies, ne durent lui pardonner ni sa naissance, ni l'alliance internationale qui l'avait faite dauphine et reine.

D'autre part, dans les questions intérieures, sa position était affreuse, nous allions dire désespérée. Qu'elle eût partagé l'indécision de Louis XVI, qu'elle eût permis à la sédition d'enlever successivement sans résistance tous les fleurons de la couronne, elle n'aurait que précipité son infortune sans recueillir les hommages que sa lucidité d'intelligence et sa militante énergie arrachèrent aux factions. Ici, comme dans sa vie privée, tout ce qui, en elle, revêtait de noblesse virile la souveraineté, s'en allait aux abîmes par une voie douloureuse, semée d'efforts solitaires, et pour cela même impuissants. Sa fierté était réputée insolence, son courage fanatisme, sa franchise trahison. A tout prix, il fallait écarter un obstacle par le mensonge, flétrir cette reine qui osait prendre au sérieux ses devoirs et ses droits. Une chance lui restait cependant, une

seule : c'était de fuir. Souvent des amis intrépides l'y poussaient; après le 20 juin surtout, lorsqu'une pétition couverte de vingt mille signatures protestait contre un attentat, ils la conjuraient d'aller, avec sa famille, chercher un abri dans la fidèle Normandie. Elle refusa : l'insuccès de Varennes lui avait laissé d'incurables défiances ¹.

Dans ces tristesses inénarrables, il est beau de voir, à la fin, la vie privée et la vie publique de Marie-Antoinette se glorifier l'une l'autre et s'unir, si l'on peut parler ainsi, dans un suprême embrassement. A la Conciergerie, elle déploya comme mère, comme amie, comme reine, une grandeur incomparable, et sa piété, aussi vive que profonde, couronna tout d'une auréole. Pour consoler et fortifier sa foi, Dieu lui fit don, aux derniers jours, du ministère d'un prêtre insermenté, ². Elle fut sublime dans son cachot, admirable en présence du tribunal de sang, et saintement courageuse devant la mort.

Voilà, au vrai, dans Marie-Antoinette, la femme et la princesse; mais ce que furent, à son égard, les forfaits de la révolution, qui pourrait l'expliquer? L'expression manque à l'indignation comme à la douleur. « Une femme, a dit Napoléon, qui n'avait que des honneurs sans pouvoirs; une princesse étrangère, le plus sacré des otages, se trainant du trône à l'échafaud à travers tous les genres d'outrages, il y a là quelque chose de pire encore que le régicide... ³ »

Mais l'heure des réactions généreuses est venue.

Et cette justice est pleine d'espérances; elle n'oublie déjà dans ses réparations aucune des victimes royales.

« Il y a comme un augure consolant dans le mouvement de vénération qui, plus que jamais, s'attache aux souvenirs de la royauté, dans les témoignages d'honneur qui se rendent au dévouement et à la fidélité pour les infortunes de la monar-

¹ V. d'Aussonne, *mém.*, p. 190, 191; Bertrand de Molleville, *Hist. de la Révolution*, t. IX, p. 39-70; Lacretelle, *Hist.*, t. IX, p. 139, 160, 161.

² Ce fait, nié par plusieurs, entre autres par d'Allonville, *mém.*, t. III, c. xvii, et par d'Aussonne, *mém.*, p. 360 et suiv., est établi par la déclaration qu'a publiée M. Charles Magnin, curé de Saint-Germain-l'Auxerrois (voir d'Aussonne, *mém.*, p. 336 et suiv.). Cette déclaration est authentique, de l'aveu même de d'Aussonne, et il est impossible, vu le caractère de ce prêtre vénérable, d'en contester la sincérité.

³ *Mémoires d'un ministre du trésor public* (comte Mollien), t. III, p. 123, (Paris 1812).

chie. Les noms augustes de Louis XVI, de Marie-Antoinette, de M^{me} Elisabeth, de Louis XVII, de Marie-Thérèse se représentent entourés d'une profonde, d'une pieuse sympathie. La conscience publique veut prendre sa revanche, non-seulement contre les crimes du dernier siècle, mais contre l'injustice et l'indifférence d'un temps moins éloigné. C'est elle qui, avec sa liberté et sa justice, prétend élever seule, dans son sanctuaire, les monuments de la douleur et de l'expiation, jalouse ainsi de racheter aujourd'hui par la solidarité des amendes honorables, la solidarité des attentats qu'hélas! elle n'a pas su prévenir¹. »

. GEORGES GANDY.

¹ M. de Riancey, *Introduction au journal de Cléry* (éd. de 1861).

LA

CONSULTATION DU PAPE ZACHARIE

Pépin, surnommé le Bref à cause de sa petite taille, s'était montré, par l'énergie de son caractère et l'habileté de sa politique, le digne descendant de Charles Martel et de Pépin d'Héristal. Depuis dix ans, il gouvernait la France comme Maire du Palais, lorsqu'il crut le moment arrivé pour saisir le sceptre royal. Il cacha le dernier Mérovingien dans un couvent, et se fit élever sur le pavois, aux applaudissements des évêques et des grands de la nation, assemblés à Soissons (752).

Pépin avait été roi de fait : il réussit à convertir le fait en droit, sans bruit, sans tumulte, sans effusion de sang. Toutes choses demeurant les mêmes, un seul titre était changé.

Comment une révolution si paisible, si conforme surtout aux usages et aux mœurs de l'époque, est-elle devenue le sujet de discussions animées, auxquelles ont pris part, dans les trois derniers siècles, les écrivains les plus illustres et en quelque sorte les maîtres de la science ? Qu'est-ce qui a pu mettre aux prises tant d'hommes de génie et d'érudition ? Pourquoi ce changement de dynastie a-t-il, plus que tout autre, occupé l'histoire et la théologie ?

Et après tant de recherches et de débats, n'y a-t-il pas de la témérité à vouloir trancher une question, à propos de laquelle on trouve rangés en deux ou trois camps les Tournély et les Bellarmin, les Lecoing et les Pagi, les Jésuites anciens et les modernes, les Bossuet et les Fénelon, les Mabillon et les Mansi, les Eckhart et les Labbe, les Guizot et les Cantù, etc., etc. ?

L'on raconte que Pépin, craignant de passer pour un usur-

pateur en détrônant Childéric III, envoya une solennelle ambassade au pape Zacharie pour lui demander lequel devait régner : ou celui qui remplissait tous les devoirs d'un roi sans en avoir le titre, ou celui qui en avait le titre sans en remplir les devoirs ? Le saint Pontife aurait donné une décision « que le bon sens le plus vulgaire eût du reste prononcée de même¹ ; » et de cette réponse, admise longtemps comme un fait indubitable, on tira les conclusions les plus étranges.

Donc, disaient les canonistes², le pape a le droit de déposer les souverains, non-seulement lorsqu'ils scandalisent ou oppriment leurs sujets, mais encore lorsqu'ils sont simplement incapables ou inutiles.

Doctrine monstrueuse ! injustice révoltante ! s'écriait Calvin³. Pépin n'a été qu'un parjure et un brigand ; le pape Zacharie a été son odieux complice.

Zacharie, répondaient les ultramontains, n'a fait qu'exercer un droit que peuples et souverains lui ont librement déferé. La consultation est un fait certain qui établit le droit du Saint-Siège⁴.

Mais non, reprenaient les gallicans, Zacharie était un saint pontife ; on l'honora d'un culte public dans l'Église. Comment admettre qu'il se soit rendu coupable d'une usurpation de pouvoir ? La consultation est une « fable⁵. »

Du moment que l'on étudiait le fait pour y trouver des armes favorables ou hostiles à l'autorité du Saint-Siège, il était difficile d'en faire une exposition acceptable à la bonne foi et à la raison.

Pour moi, je crois entreprendre cette étude avec une parfaite liberté d'esprit. A mes yeux, Pépin n'a pas été un usurpateur, car il est devenu roi en vertu des institutions nationales ; et le pape Zacharie n'a pas empiété sur le domaine temporel des rois, car les papes n'ont jamais empiété sur le domaine de personne.

¹ Laurentie, *Histoire de France*, t. I, p. 271, 2^e édit.

² Cf. les commentateurs du canon *Alius, causa* 15, q. 6.

³ *Institut.*, lib. IV, c. vii, apud Serarium, *Moguntiacarum rerum*, lib. III, not. 4^o.

⁴ Bellarmin, Pagi, Mabillon, etc.

⁵ Lecoigne, *Annales ecclesiastici Francorum*, T. V. p. 349. — Noël Alexandre, *Hist. ecclésiast.*, t. II.

Je passe sans autre préambule à l'examen de la question à laquelle je me suis proposé de répondre dans ce travail.

I.

« L'an 752 après la naissance du Sauveur, Pépin est sacré roi des Francs à Soissons, par l'évêque de Mayence, saint Boniface, sur l'ordre de Zacharie, pontife de Rome, qui l'année précédente avait reçu de Pépin une ambassade à ce sujet. »

Voilà ce que dit Baronius ¹, sur la foi des *Annales*, et il ajoute : « Tous les historiens de France, soit anciens, soit modernes, s'accordent à rapporter ce fait, en différant toutefois entre eux d'un ou de deux ans ². »

Sérarius dit encore d'une manière plus absolue : « Le fait est rapporté avec plus ou moins de détails par tous les historiens de France, anciens et modernes, latins et français, catholiques et protestants ³. »

Or, j'ai pris la peine de consulter les *Annales*, insérées dans la collection de Pertz ⁴, et j'en ai trouvé plus de vingt qui ne connaissent ni ambassade, ni consultation, ni sacre fait par les mains de saint Boniface. Citons :

« 751. Pépin est sacré roi à Soissons ⁵. »

Les *Annales* de Lobbes sur la Save (*Annales Laubacenses*) mentionnent le fait absolument dans les mêmes termes. Seulement elles balancent pour la date entre 749 et 750.

Les *Annales* de Petau ⁶ (*Annales Petaviani*) disent :

¹ *Annales ecclesiastici*, t. IX, p. 204.

² « Hæc annales : quibus scriptores omnes rerum Francicarum sive veteres sive recentiores absque controversia adstipulantur, licet in annum superiorem alii id factum referant, vel antè biennium alii. »

³ « Hæc historiæ summa, quæ aut strictius aut diffusius ab historicis qui Francicas res persequuntur, describitur omnibus, veteribus ac recentioribus, latinis et gallicis, catholicis et hæreticis. » (Op. cit. not. 38.)

⁴ *Monumenta historiæ germanicæ*.

⁵ « Pippinus in regem auctus est apud Suessiones. » (*Annales sancti Amandi*, apud Pertz, t. I, p. 10.)

⁶ Le manuscrit de ces annales appartient primitivement à Alexandre Petau, des mains duquel il passa dans la bibliothèque de la reine Christine; il est aujourd'hui à la bibliothèque du Vatican.

« 752. Le Seigneur Pépin fut *élevé* à la royauté dans la ville de Soissons ¹. »

Les mêmes termes sont répétés dans trois *Annales* qui avaient pour source commune celles de l'abbaye de Murbach : ce sont, d'après Pertz ², les *Annales alamannici*, publiés déjà par du Chesne et Ussermann sous le titre de *Chronicon breve monasterii sancti Galli*, les *Annales* de Wolfenbüttel (*Guelferbytani*), et celles de Saint-Nazaire, (*Annales Nazariani*).

Il faut y joindre les *Annales de Weingarten* (*Weingartenses*) et celles de Reichenau (*Annales Augienses*), avec cette différence pourtant que les trois premières donnent pour date de l'avènement l'an 751, tandis que les deux autres indiquent l'an 752.

C'est encore la date qu'on trouve dans les *Annales* de Saint-Gall (*Annales Sangallenses*) : « 752. La même année, disent-elles, Pépin reçut à Soissons l'onction royale ³. »

Les *Annales* de Saltzbouurg (*Annales Juvavenses*) ne relatent pas du tout le fait, et dans deux autres il se trouve indiqué de la sorte :

« 750. Pippinus rex factus est ⁴. »

« 751. Pipinus *electus est* in regem, Hildericus tonsoratus ⁵. »

Les *Annales Eremi*, antérieures à celles qui sont intitulées *Einsidlenses*, portent :

« 751. Pépin est élevé à la royauté. Hildéric, qui était fausement appelé roi, fut tondu. Le pape Zacharie meurt ⁶. »

Ces annales ont été copiées par Reginon et d'autres. Je crois inutile de citer encore les *Annales* de Flavigny, de Munster, de Saint-Germain, de Lobach, de Liège, de Wurtzbourg, de Saint-Blaise près Dijon, etc. ⁷.

Tous ces témoignages sans doute se ramènent à trois ou quatre ; mais les auteurs que l'on cite à l'appui de la *consultation* doivent de même être réduits à un ou deux tout au plus. Du reste, les témoignages ne doivent pas être comptés, mais pesés.

¹ « Domnus Pipinus *elevatus est ad regem* in Suessionis civitate. » (Pertz, *ibid.*, p. 11.)

² *Ibid.*, p. 26 et 27.

³ « Eodem anno Pipinus rex apud Suessionis civitatem benedictio (sic) regalem accepit. » Pertz. *Ibid.*, p. 63.

⁴ *Annales sancti Emmeramni Ratisponensis*, apud Pertz, *ibid.*, p. 92.

⁵ *Annales sanctæ Columbæ Senonensis* (*ibid.*, p. 102).

⁶ Pertz, *op. cit.*, t. III, p. 138.

⁷ *Ibid.*, t. II et IV.

Ouvrons les *Annales Laurissenses minores* et les *Annales Laurissenses et Einhardi*.

Ces Annales ont été plusieurs fois publiées, en tout ou en partie, dans les recueils de Canisius, de Freher, de Kollar, de Muratori, de Dom Bouquet, de du Chesne, etc.

Pertz comprend, sous le nom d'*Annales Laurissenses minores*, les Annales de Lauresham ¹ (Lorsch) et de Fulde. Les premières, depuis le commencement jusqu'en 741, ne sont guère que la reproduction du *Chronicum* de Frédégaire. De 741 à 788, elles sont ou originales, ou puisées à la même source que les grandes Annales de Lauresheim dont il sera question un peu plus loin. L'auteur est inconnu ; Pertz croit que ce fut un moine de Lorsch, qui avait lu les *Annales de Saint-Amand*. A partir de 788, elles ont été interpolées par un moine de Fulde, qui paraît avoir écrit vers l'an 818. Elles ont servi de modèle aux *Annales de Fulde* et de *Hildesheim* ; Marianus Scotus les a transcrites presque littéralement.

Les *Annales Laurissenses et Einhardi* se composent de trois parties, allant : la première de 741 à 788 ; la seconde, de 789 à 792 ; la troisième reprenant à 789 et se prolongeant jusqu'à 829. La première est écrite dans un style grossier : ce sont les *Annales plebei* de du Chesne et de Dom Bouquet ; mais après 788, le style est un peu plus élégant. Cette chronique a un air d'étroite parenté avec les Annales de Lauresheim et de Fulde : c'est pourquoi Pertz, laissant les anciens noms de *Petavian*, de *Loiselian*, de *Thuani*, etc., a adopté celui de *Laurissenses* ². Cet ouvrage, pour la partie comprise entre les années 741 et 788, fut composé au couvent de Saint-Nazaire ; vers l'an 790, il tomba aux mains d'Eginhard, retiré à Seligenstadt, non loin de son cher Loresheim. Il continua la chronique jusqu'en 829, puis retoucha la première partie et publia le tout sous son nom. Telle est du moins l'opinion de Pertz, et personne, que je sache, n'en a donné de meilleure.

Or, nous lisons dans les *Annales Laurissenses minores* ³ :

¹ Ou Lauresheim, Loresheim, Laurisheim.

² Ce sont encore les mêmes annales que celles de Saint-Bertin (*Annales Bertiniani*), auxquelles se rattachent celles de Metz (*Annales Metenses*), et de Reginon.

³ « Miltit Pippinus legatos Romam ad Zachariam papam, ut interrogarent de regibus Francorum, qui ex stirpe regia erant et reges appellabantur, nullamque

« 750. Pépin envoie des ambassadeurs à Rome au pape Zacharie pour le consulter au sujet des rois francs. Ces princes étaient de race royale et on les appelait rois; mais ils n'avaient nul pouvoir dans l'État. Il est vrai que les chartes et les privilèges étaient rédigés en leur nom, mais ils n'avaient absolument aucune autorité royale; ils ne faisaient que ce que voulait le Maire des Francs. A l'assemblée du Champ-de-Mars, le peuple offrait des dons à ces rois selon l'ancien usage; le roi était assis sur un trône, au milieu de l'armée, ayant devant lui le Maire. Ce jour-là, il prescrivait ce qui avait été décrété par les Francs; mais le lendemain et les autres jours il vivait retiré chez lui. Le pape Zacharie, en vertu de l'autorité apostolique, répondit aux ambassadeurs : « Il me semble juste et utile que celui « qui a le pouvoir dans l'État ait le titre et la possession réelle de « la royauté, plutôt que celui qu'on appelle faussement roi. » En conséquence, ledit Pontife *manda* au roi et au peuple des Francs que Pépin, qui exerçait l'autorité royale, fût appelé roi et placé sur le trône. Ce qui fut fait à Soissons par l'onction de saint Boniface, archevêque. Pépin est donc appelé roi, et Hildéric, qui portait ce titre faussement, est tonsuré et envoyé dans un couvent. »

Passons aux *Annales Laurissenses* ¹ :

« 749. Burchard, évêque de Wurtzbourg, et Folrad, chapelain, furent envoyés au pape Zacharie pour lui demander, au sujet des rois de France qui, *dans ces temps-là*, n'avaient pas de pouvoir royal,

potestatem in regno habebant, nisi tantum quod cartæ et privilegia in nomine eorum conscribebantur, potestatem vero regiam penitus nullam habebant, sed quod major domus Francorum volebat, hoc faciebant; in die autem Martis campo secundum antiquam consuetudinem dona illis regibus a populo offerebantur, et ipse rex sedebat in sella regia circumstante exercitu, et major domus coram eo, præcipiebatque die illo quidquid à Francis decretum erat; die vero alia et deinceps domi sedebat. Zacharias igitur papa secundum auctoritatem apostolicam ad interrogationem eorum respondit « melius atque utiliùs sibi videri ut ille rex « nominaretur et esset, qui potestatem in regno habebat quam ille qui falso rex « appellabatur. » *Mandavit* itaque præfatus pontifex regi et populo Francorum, ut Pippinus qui potestate regia utebatur, rex appellaretur et in sede regali constitueretur. Quod ita et factum est per unctionem sancti Bonifacii archiepiscopi Suessionis civitate. Appellatur Pippinus rex et Hildricus qui falso rex appellabatur, tonsuratus in monasterium mittitur. » (Pertz, op. cit., t. I, p. 116.)

¹ « Burghardus Wirzeburgensis episcopus, et Folradus capellanus missi fuerunt ad Zachariam papam, interrogando de regibus in Francia, qui *illis temporibus non habentes* regalem potestatem, si bene fuisset an non. Et Zacharias papa *mandavit* Pippino ut melius esset illum regem vocari qui potestatem haberet quam illum qui sine regali potestate manebat; *ut non conturbaretur ordo, per auctoritatem apostolicam, jussit Pippinum regem fieri.* » (Pertz, *Mon. hist. germ.*, t. I, p. 136).

si c'était bien ou non. Et le pape Zacharie *manda* à Pépin qu'il vaudrait mieux appeler roi celui qui avait le pouvoir que celui qui demeurerait sans autorité royale. *Pour que l'ordre ne fût pas troublé, IL ORDONNA, en vertu de l'autorité apostolique, que Pépin devînt roi.*

« 750. Pépin fut élu roi selon l'usage des Francs, sacré par la main de l'*archevêque* Boniface, de sainte mémoire, et élevé à la royauté par les Francs dans la ville de Soissons. Hildéric, de son côté, qui était faussement appelé roi, fut tonsuré et envoyé dans un couvent ¹. »

Ecoutez maintenant Eginhard ² :

« 749. Burchard, évêque de Wurtzbourg, et Folrad, prêtre chapelain, furent envoyés à Rome au pape Zacharie pour consulter le pontife à cause des rois qui ont *existé dans ce temps-là* en France et qui ont porté le titre de roi sans avoir aucune autorité royale. Ledit pontife *manda* par eux (les ambassadeurs) qu'il valait mieux appeler roi celui qui avait le suprême pouvoir, et *faisant usage de son autorité*, il ORDONNA que Pépin fût établi roi ³. »

« 750. Cette année, avec l'autorisation du pontife de Rome, Pépin fut appelé roi des Francs ; en raison de cette haute dignité, il fut sacré par la main de Boniface, de sainte mémoire, *archevêque et martyr*, et selon l'usage des Francs il fut élevé au trône royal dans la ville de Soissons. Quant à Hildéric, qui portait faussement le titre de roi, on lui coupa les cheveux et on l'envoya dans un monastère ⁴. »

¹ « Pippinus secundum morem Francorum electus est ad regem et unctus per manum sanctæ memoriæ Bonifacii archiepiscopi ; et elevatus à Francis in regno in Suessionis civitate, Hilderius vero, qui falsè rex vocabatur, tonsuratus est et in monasterium missus. » (*Ibid.*, p. 138).

² Il est peu de noms qui aient une orthographe aussi variée que celui d'Eginhard : il est appelé *Aenardus, Ainardus, Agenardus, Heinardus, Einhard* et *Eginhart*. Il était né à la fin du règne de Pépin ou au commencement de celui de Charlemagne, et il vécut jusqu'en 844 (suivant les Bollandistes, jusqu'en 843).

³ « Burchardus Wirzburgensis episcopus et Folradus presbyter capellanus missi sunt Romam ad Zachariam papam, ut consulerent pontificem de causa regum qui *illo tempore fuerunt* in Francia, qui nomen tantum regis, sed nullam potestatem regiam habuerunt ; per quos prædictus pontifex *mandavit* melius esse illum vocari regem, apud quem summa potestatis consisteret ; *datèque auctoritate sua, jussit* Pippinum regem constitui. » (P. 137.)

⁴ « Hoc anno secundum romani pontificis sanctionem Pippinus rex Francorum appellatus est, et ad hujus dignitatem honoris unctus sacrâ unctione manu sanctæ memoriæ Bonifatii archiepiscopi et martyris, et more Francorum elevatus in solium regni, in civitate Suessona. Hildericus verò qui falso regis nomine fungebatur, tonso capite in monasterium missus est. » (Pertz, *Ibid.*, p. 139.)

Ajoutons tout de suite quelques lignes de la *Vie de Charlemagne* par Eginhard :

« La race mérovingienne, d'où les Francs avaient eu l'habitude de tirer leurs rois, dura, à ce que l'on croit, jusqu'au roi Hildéric qui fut déposé, tondu et enfermé dans un monastère par l'ordre d'*Etienne*, pontife de Rome. » (L'auteur peint avec les couleurs les plus sombres la décadence des Mérovingiens ¹, exalte les mérites de Pépin, et reprend ainsi :) « Pépin, de préfet du palais, devenu roi par l'autorité du pontife romain... »

Après cela, il ne reste plus à citer que deux passages, qui paraissent avoir une valeur historique.

L'un a été publié en 1695 par les Bollandistes ². Ce sont quelques lignes qui se lisent dans un vieux manuscrit, trouvé au collège des Jésuites à Molsheim ³, et envoyé en échange de quelques autres ouvrages aux Jésuites de Belgique. Ce manuscrit renferme le traité *de Gloria confessorum*, attribué à saint Grégoire de Tours, et une note, ajoutée à la fin du livre, est ainsi conçue :

« Voulez-vous savoir, lecteur, à quelle époque ce petit volume parait avoir été écrit et publié à la gloire des saints martyrs ⁴? Vous

¹ Ce tableau a passé dans toutes les chroniques de l'époque carolingienne, et la raison n'en est pas difficile à deviner. On y reviendra plus loin. — « Gens Merovingorum, de qua Franci reges sibi creare soliti erant, usque in Hildericum regem, qui jussu *Stephani*, romani pontificis, depositus ac decessus, atque in monasterium trusus est, durasse putatur... Pippinus autem, per auctoritatem Romani pontificis ex præfecto palatii rex constitutus... » (Migne, t. XCVII, p. 27).

² *Acta. SS.*, t. XX, die 3 junii, *Analecta Bonifaciana*, n. 1.

³ Petite ville du département du Bas-Rhin.

⁴ « Si nosse vis, lector, quibus hic libellus temporibus videatur esse conscriptus et ad sacrorum Martyrum pretiosam editus laudem; invenies anno ab Incarnatione Domni septingentesimo sexagesimo septimo, temporibus felicissimi atque tranquillissimi et Catholici Pipini, regis Francorum et patricii Romanorum, filii beatæ memoriæ quondam Caroli principis, anno felicissimi regni ejus in Dei nomine sexto decimo, indictione quinta; et filiorum ejus eorundemque regum Francorum, Caroli et Carlomanni, qui per manus sanctæ recordationis viri beatissimi Domni Stephani papæ, una cum prædicto patre, Domno viro gloriosissimo Pipino Rege, sacro chrismate in reges, Dei providentia et sanctorum Apostolorum Petri et Pauli intercessionibus, consecrati sunt, anno tertio decimo. Nam ipse prædictus Domnus florentissimus Pippinus Rex pius per auctoritatem et imperium sanctæ recordationis Domni Zachariæ Papæ et unctionem sancti chrismatis, per manus beatorum sacerdotum Galliarum et electionem omnium Fran-

trouverez que ce fut l'an 767 de l'ère chrétienne, aux temps du très-heureux, très-clément et catholique Pépin, roi des Francs et patrice de Rome, fils du prince Charles, de *bienheureuse* mémoire, en la *seizième* année de son très-heureux règne *au nom de Dieu*, cinquième indiction, et dans la treizième année du règne de ses fils Charles et Carloman, qui, par une providence de Dieu et par l'intercession des saints apôtres Pierre et Paul, reçurent l'onction royale avec leur dit père, le très-glorieux seigneur roi Pépin, des mains du très-heureux seigneur pape Étienne, de sainte mémoire. Car ledit seigneur très-florissant et *pieux* roi Pépin fut élevé au trône royal trois années avant, par l'*autorité* et le *commandement* du seigneur pape Zacharie, de sainte mémoire, par l'onction du saint chrême que donnèrent de bienheureux évêques *des Gaules*, et par l'élection de tous les Francs. Puis, par les mains du même pontife Étienne, il fut, avec sesdits fils Charles et Carloman, sacré de nouveau roi et patrice dans l'église des bienheureux martyrs Denys, Rustique et Eleuthère (où l'on sait que le vénérable Folrad est archiprêtre et abbé). »

J'avoue n'avoir pas pu traduire le passage suivant du troisième continuateur de Frédégaire : je le donne donc en latin, laissant à de plus habiles que moi le soin de le faire passer dans notre langue :

« An. 752. Quo tempore una cum consilio et consensu omnium Francorum, missâ relatione à sede apostolica auctoritate percepta, præcelsus Pippinus electione totius Franciæ in sedem regni cum consecratione episcoporum et subjectione principum, una cum regina Bertradane ut antiquitus ordo deposcit, sublimatur in regno ¹. »

II.

Si ces passages ont fait sur le lecteur la même impression que sur moi, il pressent déjà quelles seront mes conclusions. En effet, tant de divergences entre des auteurs tous également inconnus (moins Eginhard, l'historien de Charlemagne), tant d'incertitudes pour les dates, d'erreurs manifestes quant aux

corum, tribus annis antea in regni solio sublimatus est. Postea per manus ejusdem Stephani Pontificis de novo in beatorum prædictorum martyrum Dionysii, Rustici et Eleutherii ecclesia (ubi et venerabilis vir Folradus Archipresbyter et Abbas esse cognoscitur) in Regem et Patricium, una cum prædictis filiis Carolo et Carlomanno, in nomine sanctæ Trinitatis unctus et benedictus est. »

¹ Patrologie de Migne, t. LXXI, p. 684.

personnes, tant de confusion et d'embarras dans le style, tout semble indiquer *à priori* que nous sommes en présence d'une grave supercherie.

Une des premières règles de la critique historique, c'est qu'un fait ne doit être admis qu'autant qu'il est rapporté par des auteurs dont le témoignage a pu être contrôlé par des contemporains. Est-ce le cas ici?

Et d'abord, qu'est-ce que ce *troisième* continuateur de Frédégaire? On l'ignore. On croit seulement savoir qu'il a écrit par ordre du comte Childebrand, oncle de Pépin; rien ne prouve que le passage cité tout à l'heure soit sorti de sa plume. Ce passage se trouve à la fin d'un livre; il pouvait donc être facilement ajouté par une main dévouée à la dynastie nouvelle. Il est d'ailleurs si mal rédigé qu'on y touche au doigt l'interpolation, si quelque chose du paragraphe a été réellement écrit. Lecointe ¹ a reconnu comme authentique ce qui suit « Dans ce temps, l'illustre Pépin est élevé au trône, avec la reine Bertrade, par l'élection de la France entière, comme le demande l'ordre ancien ². »

Le Père Lecointe, accusé plus d'une fois de témérité, me semble avoir été trop timide en cet endroit : à sa place j'aurais rejeté tout l'alinéa qui interrompt trop évidemment le récit. « Et la terre se reposa des combats pendant deux ans, » dit avec assez de prétention le troisième continuateur. « *Lesquels* étant passés, » reprend le *quatrième*, qui écrivait par ordre de Nibelung, fils de Childebrand, « Pépin marcha de nouveau *l'année suivante* contre les Saxons révoltés ³... »

Je regarde ce témoignage comme n'ayant aucune valeur, tant à cause de l'obscurité de la rédaction que de l'époque éloignée à laquelle il paraît s'être glissé dans le recueil de Frédégaire.

Le Père Damberger ⁴ trouve qu'il ne peut être ici question d'Eginhard, qui n'a écrit la *Vie de Charlemagne* que vers l'an

¹ *Annales ecclesiast. Francorum*, t. V, p. 360.

² « Quo tempore, præcelsus Pippinus electione totius Franciæ in sedem regni, una cum regina Bertradane, ut antiquitus ordo deposcit, sublimatur. »

³ « Et quievit terra a præliis annis duobus... *His transactis, sequenti anno iterum Saxones...* » (Migne, t. LXXI, p. 685-6.)

⁴ *Synchronistische Geschichte der Kirche und der Welt im Mittelalter*, t. II, p. 330.

820, et qui a commis dans cette *Vie* de nombreuses erreurs ¹. On est dispensé de toute discussion à ce sujet, quand on entend l'auteur dire lui-même ² : « Les écrits ne nous apprennent rien sur la naissance et la première jeunesse de Charlemagne, et *il ne vit plus personne* qui en ait eu connaissance; il serait donc *inepte*, à mon sens, de rien écrire sur ces points; aussi, *laissant de côté ce que je ne sais pas*, j'ai résolu de n'exposer dans ce livre que ses actions, ses mœurs et les autres parties de sa vie. »

On a lieu de s'étonner que les historiens aient jamais invoqué le témoignage d'un tel auteur sur le fait dont il s'agit.

Maintenant cet Eginhard est-il le même que celui dont j'ai cité plus haut les *Annales*? Pertz le croit, et l'on a pu remarquer que j'incline vers son opinion; mais je comprends aussi qu'elle ne soit point partagée par tous les historiens. Lecointe rejette absolument l'identité, et il signale assez de divergences entre les *Annales* et la *Vie de Charlemagne*, pour qu'on ne le soupçonne pas de s'être prononcé à la légère ³. Je ne me charge pas de mettre Eginhard d'accord avec lui-même; je me borne à refuser créance au témoin qui se trompe sur les circonstances principales du fait qu'il expose. On a lu plus haut les deux récits: que l'on rapproche les dates et les personnes, on ne saura plus si Pépin a consulté Zacharie ou Etienne, s'il a été reconnu roi en 750 ou 752, par le *conseil* ou par l'*ordre* du pape, ni s'il a été sacré en 752 ou 754, par Boniface ou par Etienne III, etc.

Comme, du reste, Eginhard n'a fait que répéter les *Annales laurissenses*, on peut très-bien se passer de son témoignage; nous arrivons au seul chroniqueur dont il faille discuter les assertions. Quand on aura prouvé l'authenticité de la note publiée par les Bollandistes, il sera temps de s'en occuper ⁴. En

¹ Lecointe, *op. cit.*, t. V, p. 325 et ailleurs.

² « De cujus nativitate atque infancia vel etiam pueritia, quia neque scriptis usquam aliquid declaratum est, neque quisquam modò superesse invenitur, qui horum se dicat habere notitiam, scribere *ineptum* judicans, ad actus et mores ceterasque vitæ illius partes explicandas ac demonstrandas, *omissis incognitis* transire disposui. »

³ *Annales ecclesiastici Francorum*, t. V, p. 346, ssq.

⁴ Le manque d'authenticité nous paraît avoir été amplement établi par l'abbé Guillon, dans sa brochure: *Preuve de la fidélité des Français à leurs rois légitimes, lors du passage de la première à la seconde dynastie, résultant de l'examen de cette question encore indécise: Est-il vrai que Pépin ait été autorisé par le*

attendant, je tiens pour certain que cette note n'est elle-même qu'une reproduction, un souvenir, si l'on aime mieux, des *Annales laurissenses*.

Ces Annales, du moins, ont-elles le caractère d'authenticité voulu ? L'auteur, quel qu'il soit, a-t-il été un fidèle témoin de ce qu'il raconte ? En a-t-il été le contemporain ? Était-il bien renseigné ? Un contemporain, en parlant des Mérovingiens, n'aurait pas dit : *in illis temporibus, dans ces temps-là* ; puis il n'aurait pas attribué la prétendue mission de consulter le Pape, à des personnages impossibles. Il parle en effet de *Burchard* et de *Fulrade*, comme ayant été chargés de cette mission.

Or, saint Burchard n'a pas pu en être chargé. Né dans la Grande-Bretagne, il était venu, comme moine, partager les travaux et les fatigues de saint Boniface. Il fit plusieurs fois le voyage de Rome pour consulter le Saint-Siège sur les difficultés que rencontrait le ministère de l'Apôtre d'Allemagne ; mais la dernière fois qu'il y parut, ce fut en 748, ainsi que le constate une lettre du pape Zacharie, datée du 1^{er} mai de cette année ¹. Sacré évêque de Wurtzbourg en 741, suivant les Bollandistes ², ou en 742, suivant Mabillon ³, Burchard était en 750 tellement cassé de vieillesse, qu'il demanda et obtint la faveur de résigner son siège à Mégingaud ; et l'on sait positivement qu'en 751, il vivait retiré au château de Hohenburg (Hombourg) sur le Main, d'où il ne s'éloigna plus jusqu'à sa mort, arrivée avant 754 ⁴.

pape Zacharie à s'emparer de la couronne des Mérovingiens ? (Paris, 1817.) Pour décider cette question, il faudrait pouvoir examiner le manuscrit qui était entre les mains des Bollandistes ; or la révolution l'a fait disparaître comme bien d'autres, beaucoup plus importants.

¹ Voici le sommaire de cette lettre, d'après Labbe (*SS. Concilia*, t. VI, p. 1518) « Responde (Zacharias) ad litteras quas Burchardus episcopus attulerat, præcipuè de formâ et ministro baptismi, de vagis quibusdam episcopis et presbyteris, de Samsonis presbyteri Scoti hæresi circa baptismum, de Virgilio item presbytero ejusque alio errore. De sede metropolitana non Colonie, sed Moguntie defixa. Permittit denique ut sibi deligat successorem. » De Pépin et de Childéric, pas un mot.

² *Act. SS.* Octob., t. VII, p. 1088, n. 24.

³ *Annales Benedictini*, t. II, lib. XXII, p. 149. — On avait du reste le choix entre les années, puisque les chroniqueurs les font varier de 741 à 751 (Voir dans Pertz, t. II et III, les *Annales de Wurtzbourg*, de *Quedlinbourg*, de *Wissembourg*, etc.).

⁴ En 751, si l'on en croit *Marianus Scotus*, qui ne donne à saint Burchard que

A moins du miracle de bilocation, comment admettre que saint Burchard ait pu s'acquitter de sa fameuse ambassade, pendant qu'il prenait un repos nécessaire au milieu de ses livres et des moines qui l'avaient suivi dans sa pieuse retraite ?

Et Fulrade ? Il n'y a pas la moindre trace de son passage à Rome avant 754 ¹. Alors il ramena le pape Etienne III, qui était venu dans la Gaule solliciter la protection de Pépin contre le roi des Lombards ; et dans la suite, il remplit, à l'égale satisfaction de ses maîtres et du pape, plusieurs missions à la Cour de Rome. Les preuves en subsistent dans les lettres adressées au roi des Francs par Etienne III et Paul I^{er} ; une autre preuve encore, ce sont les insignes privilégiés qu'il obtint pour Lièpvre et saint Hippolyte en Alsace ², et plus encore pour saint Denys, dont il devint abbé, après avoir été le chapelain ou aumônier de Carloman, fils de Pépin. L'éclat et le succès mêmes de ces ambassades durent laisser un souvenir assez profond pour que son nom se présentât avec celui de Burchard, non moins saint ni moins illustre, sous la plume du chroniqueur qui inventa la consultation. Mais le choix était malheureux ; l'annaliste aurait pu nommer un autre personnage, devant lequel le doute n'aurait pas été possible : c'était *Lul* ou *Lullus*, le disciple favori de saint Boniface.

Lul était venu effectivement à Rome en 751, chargé d'une lettre ³ de l'évêque de Mayence, dans laquelle on lit ce qui suit ⁴ : « Je prie instamment votre Sainteté de faire un bien-

neuf années d'épiscopat. Cf. Ussermann, *Episcop. Wirceburg*, p. 4, et Rettberg, *Kirchen-Geschichte Deutschlands*, t. I, p. 391.

¹ Les Bollandistes (*Act. SS.*, 17 février, p. 33, n. 2) rapportent que Fulrade intervint auprès du pape Zacharie pour faire donner le pallium à saint Abel, archevêque de Reims. Mais il ne fit que *transmettre* la demande à la prière de saint Boniface. — Il y a encore là une difficulté dont je n'ai pas trouvé la solution dans les *Acta*. Le pape Zacharie, dans une lettre dont il sera fait mention plus loin, parle d'un certain *Milon*, comme gouvernant l'église de Reims encore en 751, et ce serait en 744 que Fulrade aurait obtenu le pallium en faveur d'Abel, *successeur* de Milon.

² Fulrade était d'origine alsacienne.

³ C'est la 86^e dans l'ancien recueil des lettres de saint Boniface. Je n'ai pu consulter la dernière édition des lettres de saint Boniface, publiée par Jaffe.

⁴ *Paternæ pietatis vestræ sanctitatem subnixis precibus obsecro ut hunc presbyterum meum, portitorem literarum mearum nomine Lul, grato animo clementer suscipiatis. Habet enim secreta quædam quæ soli pietati vestræ profiteri debet : quædam vivâ voce vobis dicere, quædam per literas notata ostendere,*

veillant accueil à ce prêtre, nommé Lul, chargé de vous présenter ma lettre. Il a *certain secrets* qu'il ne doit confier qu'à votre piété : il vous en doit dire quelques-uns de vive voix et vous en montrer d'autres mis par écrit ; il doit vous consulter et vous interroger sur certaines difficultés *qui me concernent*, puis me rapporter *pour la consolation de ma vieillesse*, la réponse et le conseil que votre Paternité aura donnés par l'autorité de saint Pierre, prince des Apôtres. »

C'est évidemment ce passage qu'avait en vue M. Guizot, quand il disait : « La négociation avec Zacharie offre des questions assez embarrassantes, des difficultés chronologiques : il n'en est pas moins certain qu'elle eut lieu, que *Boniface la conduisit* ; que ses lettres au pape *la laissent plusieurs fois entrevoir* ; qu'on le voit entre autres charger son disciple Lulle d'entretenir le pape d'affaires importantes, *sur lesquelles il aime mieux ne pas lui écrire* ¹. »

C'est encore sur ce passage que se fonde Léo pour admettre deux consultations : l'une secrète faite par Lullus, pour sonder les dispositions du Saint-Père ; l'autre publique et solennelle, par l'archichapelain Fulrad ², pour recevoir la décision de l'autorité apostolique. Mais Lulle n'étant parti de Rome qu'en novembre 751, et Pépin ayant pris le titre de roi au Champ-de-Mars 752, où se placera, je le demande, cette seconde ambassade ? et par quelle voie se serait-elle rendue à Rome ?

Dès qu'on se lance dans les conjectures sur un texte isolé et imparfaitement étudié, il est naturel qu'on arrive aux conclusions les plus hasardées. Dans le même passage que je viens de citer, le savant Eckhardt ³ a vu que Boniface, au lieu de négocier avec Zacharie l'élévation de Pépin à la dignité royale, désapprouvait au contraire cette élévation, et que c'était par une prudence facile à comprendre qu'il n'avait pas voulu s'en ouvrir par lettre au souverain Pontife.

J'aime beaucoup mieux croire avec Philipps ⁴ que les *secrets*

de quibusdam necessitatibus meis inquirere et interrogare, et mihi paternitatis vestræ responsum et consilium ex auctoritate sancti Petri, principis Apostolorum ad solatium senectutis repræsentare. »

¹ *Histoire de la civilisation en France*, t. II, p. 110.

² *Vorlesungen über die Geschichte des deutschen Volkes und Reiches*, t. I, p. 478-9. — Léo passe complètement sous silence l'évêque Burchard.

³ *Commentarii de rebus Franciæ orientalis et Episcopatus Virceburgensis*.

⁴ *Vermischte Schriften*, t. I, p. 185-187.

de Boniface n'avaient aucun trait à la politique. Mais alors à quoi se rapportaient-ils? C'est malaisé à dire, puisque c'étaient des *secrets*. Cependant, consultons les lettres mêmes que Zacharie remit à l'envoyé de l'évêque : elles nous donneront peut-être la solution de la difficulté.

Ces lettres sont au nombre de trois, portant toutes la date du 4 novembre 751 ¹. Je mets tout de suite de côté la dernière, dont l'authenticité me paraît suspectée avec raison par le Père Damberger ².

Des deux autres, la plus courte érige l'évêché de Mayence en métropole, avec les évêchés de Liège (Tungri), de Cologne, de Worms, de Spire et d'Utrecht (Trectis) pour suffragants. Il n'y a pas lieu de s'occuper autrement de cette pièce.

La lettre la plus longue répond à un grand nombre de questions, posées par saint Boniface soit dans sa lettre ³, soit par l'entremise de saint Lul. Mais toutes sont relatives à la discipline ecclésiastique ou à la liturgie. Pas la moindre allusion à Pépin. Ce qu'on y trouve, outre les décisions disciplinaires, ce sont des plaintes, un peu voilées il est vrai, contre la cour franque, de ce qu'elle laissait plusieurs évêchés occupés par des intrus ⁴:

« Mon prédécesseur, de sainte mémoire (Grégoire III), vous avait averti.... que si dans vos prédications.... vous rencontriez des évêques séducteurs, de faux prêtres ou tout autre qui se serait écarté du droit sentier de la foi, vous deviez éviter d'entrer en communication avec eux, et Dieu vous a donné, dites-vous, la consolation de suivre jusqu'à présent cette ligne de conduite, au moins spirituellement; et si, par égard pour l'extraordinaire et humaine faveur de la

¹ Labbe, *op. cit.*, p. 1524-8.

² Elle est relative à l'exemption du monastère de Fulde.

³ Dans Labbe, cette lettre est placée quelques pages après la réponse.

⁴ « Suggestit sancta Fraternitas tua... quod prædecessor noster beatæ memoriæ Gregorius (III)... dum ad prædicandum verbum Evangelii tuam misisset fraternitatem... ab eo te esse commonitum... si quos seductores episcopos aut pseudo-presbyteros vel quoscunque a recto fidei tramite deviantes reperisses, nulla tibi cum eis esset communio; quod te Deo solatiante usque ad præsens spiritaliter servasse confessus esses: vel si omnino propter principalem et summum favorem gentis Francorum, dum ad eos accessisses, corporaliter abstinere non valuisti, cogente necessitate ecclesiarum Dei; attamen in eorum concilio et consensu communionis anima tua non est coinquinata... Te enim prædicante si obedirent, salvi essent: sin autem in iniquitate suâ permanerent, ipsi perirent. Tu autem, juxta prophetæ dictum, salvasti animam tuam. »

nation des Francs, vous n'avez pu absolument, à cause des pressants besoins des églises de Dieu, éviter la société des mauvais évêques, au moins votre âme ne s'est point souillée à leur contact et dans leur communion... S'ils obéissaient à votre parole, ils seraient sauvés; s'ils persistaient dans leur iniquité, ils périraient; mais, suivant la parole du prophète, vous avez sauvé votre âme. »

Plus loin, le pape dit encore :

« Quant à Milon et à d'autres semblables qui nuisent beaucoup aux églises de Dieu, *prêchez à temps et à contre temps*, pour qu'ils renoncent à une œuvre si criminelle ¹. »

Ce Milon, simple clerc tonsuré, avait suivi Charles Martel à la guerre, et le duc, pour le récompenser, lui avait donné le siège de Reims, après en avoir éloigné violemment saint Rigobert. De pareils évêques siégeaient à Rouen, à Trèves, à Sens et ailleurs. C'était la triste conséquence de la *commende militaire*, introduite par Ebroïn, et adoptée dans une large mesure par Charles Martel. Pépin conserva trop longtemps ces intrus sur leurs sièges, au grand préjudice des diocèses; et les évêques pieux, affligés d'un tel état de choses, durent faire parvenir plus d'une fois leurs doléances jusqu'à la chaire de Saint-Pierre. N'aurions-nous point là une partie au moins des *secrets* que saint Boniface eut à confier à saint Zacharie? Je crois volontiers avec le Père Damberger ², que l'évêque de Mayence devait être médiocrement satisfait de la cour de France. Il paraît même qu'il ne s'en cachait pas au roi, et qu'il réclama ouvertement la restitution des biens ecclésiastiques, ravis aux légitimes possesseurs. Cela ressort, à mon avis, de ce passage des *Annales de Saint-Bertin* ³ : « Pépin, averti par saint Boniface, rendit à quelques évêchés la moitié ou le tiers des biens.... promettant de rendre le tout dans la suite. »

¹ « De Milone autem et similibus ejusmodi qui ecclesiis Dei plurimum nocent, ut a tali opere nefario recedant opportunè, importunè prædica. »

² Ouvr. cité, t. II, p. 341.

³ « Pippinus, monente sancto Bonifacio, quibusdam episcopatibus vel mediætalibus vel tertias rerum... promittens in posterum omnia restituere. » (Pertz, *op. cit.*, t. I, p. 138).

III.

A cause de ces rapports entre l'évêque et la cour, je trouve peu vraisemblable que Pépin ait été sacré par saint Boniface, comme l'assurent la plupart des historiens sur la foi des mêmes annalistes qui parlent de la consultation. J'ai cité les principaux d'entre eux : qu'on les relise, et l'on sera frappé de ce qu'il y a encore, sous ce rapport, de vague et d'incertain dans leurs témoignages. Les uns parlent d'évêques gaulois ou francs en général ; les autres n'ont pas une syllabe sur l'archevêque de Mayence, et ceux qui le nomment ne savent ni le jour, ni l'année ; quelques-uns confondent même l'archevêque avec le pape Etienne ¹.

Une raison plus grave pour rejeter le sacre de Pépin par saint Boniface, c'est que le premier biographe sur l'archevêque, saint Willibald, connu pour son exactitude, ne dit pas un mot de ce sacre, aussi peu qu'Othlo, moine de Fulde, qui refit et développa, vers le ^{xiii}^e siècle, l'ouvrage du premier évêque d'Eichstædt. Qui peut raisonnablement croire que ces biographes aient omis par indifférence ou par oubli, dans la vie de leur héros, un acte si important, s'il avait eu réellement lieu ?

L'argument négatif, je le sais, n'est point par lui-même fort concluant ; mais il est des cas où il emprunte aux circonstances une force en quelque sorte irrésistible.

Que le pape Zacharie n'ait point parlé dans ses lettres de la royauté de Pépin, cela se comprend, puisque le 14 ou 15 mars 752, c'est-à-dire une dizaine de jours après que le Maire du Palais eut été proclamé roi, le pape n'était plus en vie. Mais concevrait-on que si Zacharie eût contribué d'une manière quelconque à l'élévation de Pépin, ses successeurs, en réclamant la protection des armes franques, n'eussent jamais rappelé un tel bienfait, ou si l'on aime mieux, un tel service ? Or, ni Etienne III, demandant du secours contre les Lombards ; ni Grégoire IV, appelé à prononcer entre Louis le Débonnaire et ses fils, ne

¹ P. Damberger, *Ouvr. cité*, t. II, p. 341-2.

savent rien de l'intervention de Zacharie ¹. Ajoutons que les premiers historiens du saint Pontife, tels qu'Anastase et Floard, n'en paraissent pas mieux instruits.

Ce n'est que plus tard, quand la prétendue consultation est entrée dans le domaine des faits universellement admis, c'est vers le temps des luttes entre le Sacerdoce et l'Empire, que les défenseurs du Saint-Siège citent sans défiance l'exemple de Zacharie pour établir le droit absolu de déposer les princes infidèles à leurs devoirs ou incapables de les remplir.

Prenez garde, s'écrie-t-on, vous êtes en face « d'une tradition historique du plus grand poids..., d'une tradition non interrompue depuis le milieu du VIII^e siècle jusqu'à la fin du XVII^e, où quelques écrivains ont commencé à la combattre. Comment peut-on contester l'autorité d'une tradition si ancienne et si universelle sur un fait de cette importance?... Peut-on la contester sans ébranler la certitude des faits les plus généralement admis à cette époque de notre histoire ² ? »

L'abbé Gosselin, en s'exprimant ainsi, céda à une crainte exagérée. Les droits de la vérité priment, à mon sens, le respect de la tradition, si ancienne qu'elle soit. Bien des faits d'ailleurs étaient admis comme indubitables, et les découvertes de l'histoire les ont fait reléguer dans les régions de la fable et du mensonge. Que n'a-t-on pas dit sur le *Droit du Seigneur*, et quel écrivain, pour peu qu'il se respecte, oserait aujourd'hui soutenir que ce droit, tel qu'on le dépeignait, ait jamais existé ? La donation de Constantin et beaucoup d'autres faits, inventés et soutenus par la passion ou l'intérêt, se sont évanouis devant l'œil perçant de la critique, sans que les fondements de la certitude en aient été le moins du monde ébranlés. Ici encore, l'autorité du Saint-Siège restera intacte, et la royauté de Pépin pourra sembler juste et nécessaire, quand même on ne parlera plus de l'intervention de Zacharie, pour le moins inutile. Les grands de la nation avaient laissé passer toute l'autorité dans la famille de saint Arnulphe, sans consulter la papauté, et quand il ne s'agissait plus que d'un nom ou d'un titre, on aurait senti le besoin de la consulter ? Qui ne refuserait de le croire avec Bossuet ³ ?

¹ Tournély, *De Ecclesiâ*, t. II, p. 403-404.

² (Gosselin), *Pouvoir du Pape au moyen âge*, p. 728.

³ *Gallia orthodoxa*, lib. II, cap. xxxv.

« Dans une société où la force tenait une si grande place, a dit avec raison M. Lehuërou¹, la capacité était en toutes choses la condition indispensable du droit; l'incapacité, quelle qu'en fût d'ailleurs la cause, paraissait toujours un motif suffisant d'exclusion. Ainsi, les enfants mineurs de Chlodomir sont écartés par leurs oncles de la succession paternelle, à cause de la faiblesse de leur âge; et ceux-ci ne songent à s'en débarrasser par le poignard, que lorsque le progrès des ans leur a donné le droit de la réclamer. Ainsi, Charibert, frère puîné de Dagobert, est frappé d'abord d'une exclusion absolue et admis ensuite à un partage inégal à cause de sa simplicité; ainsi Charlemagne exclut de la succession paternelle Pépin, l'ainé de ses fils, parce qu'il était contrefait, et c'est à cette exclusion qu'il faut attribuer la révolte de ce jeune prince...; ainsi les Bavares acceptèrent momentanément pour duc Griffon, le troisième fils de Charles-Martel et oncle maternel de Tassillon, leur duc héréditaire, parce que celui-ci n'avait encore que six ans; ainsi enfin, le roi lombard Adaloalde fut déposé, parce qu'il avait perdu l'usage de la raison. Il faut bien reconnaître que cette doctrine était celle du temps. car nous la trouvons partout.... La déposition de Childéric et l'avènement de Pépin... n'eurent point d'autre fondement... Cette révolution est parfaitement d'accord avec l'esprit des institutions germaniques et la jurisprudence gouvernementale qui en découlait. Le chef de guerre qui était incapable de conduire ses guerriers à la bataille, perdait par cela même son droit au commandement. S'il était trop jeune encore pour l'exercer, le pouvoir était simplement délégué et placé comme un dépôt entre des mains plus viriles; s'il était lâche et indolent, on le quittait sans façon et pour toujours. »

Ainsi en arriva-t-il à Childéric. Je ne fais point difficulté de reconnaître que les écrivains carolingiens, pour flatter la nouvelle dynastie et faire mieux apprécier aux peuples le bonheur d'être gouvernés par elle, ont exagéré à plaisir la dégradation des derniers Mérovingiens. Il est possible que ces princes aient été oisifs par oppression, comme l'a dit M. de Peyronnet²; c'est même probable. Il n'en est pas moins vrai que leur inca-

¹ *Histoire des institutions carolingiennes*, p. 97 et suiv.

² *Histoire des Francs*, t. II, p. 434.

pacité, apparente ou réelle, « avait périmé leur titre aux yeux des nations belliqueuses qui composaient leur empire ¹. »

S'il y avait eu dans l'ancienne famille de Clovis des hommes d'intelligence et d'action, les désirs de Pépin eussent été difficilement satisfaits; car « si l'individu importait peu, la race n'était point indifférente. » Encore les Francs, par le choix d'Egidius, mis à la place de Childéric I^{er}, avaient-ils prouvé qu'ils savaient bien prendre leurs souverains même en dehors de la famille régnante; et s'il fallut trois générations d'hommes supérieurs pour attirer les yeux et l'affection des peuples, on avouera que quatre ou cinq générations de rois fainéants avaient dû suffire aussi pour frapper de déchéance ou laisser tomber dans l'oubli la race ancienne.

Pépin sut profiter en même temps de l'occasion que lui offraient les dangers de la Gaule franque. Déjà plus d'une fois il avait abattu les ennemis qui assaillaient les frontières; il avait remis sous le joug les peuples tributaires; mais la révolte fermentait au fond des cœurs. Au nord et au midi de la France, on avait peine à plier sous l'autorité d'un Maire, et l'on entendait gronder au loin la triple invasion des Arabes, des Slaves et des Normands. On peut donc admettre que le salut et la sécurité des peuples se confondaient avec les rêves ambitieux de Pépin: qu'il joignit le titre de roi à l'exercice du pouvoir, et il écraserait plus sûrement toute résistance au dedans et au dehors. La couronne chancelant sur la tête de Childéric III, trop faible pour la faire respecter, Pépin n'eut qu'à étendre la main pour la fixer sur sa propre tête. Aux seigneurs, il avait à offrir des batailles, des terres et de riches dépouilles; aux évêques, il promettait de réparer les torts de son père envers les églises; aux uns et aux autres, il a dû faire entendre, pour apaiser leurs derniers scrupules, que le pape ne refuserait pas de le reconnaître comme roi et peut-être de le sacrer.

IV.

Ce furent ces assurances qui, se confondant plus tard avec le sacre de Pépin et de ses fils par Etienne III, donnèrent lieu

¹ Lehuërou, *Ouvr. citée*, p. 326.

sans doute à l'historiette de la consultation. Une étude attentive des documents permet de saisir la marche suivie par cette tradition, depuis sa première naissance jusqu'à son entier épauvrouissement. Par le fait d'un chroniqueur mal renseigné ou intéressé à flatter les nouveaux pouvoirs, une juste présomption des dispositions du Saint-Siège est devenue une *consultation* en forme. La prétendue réponse du pape, d'abord simple *avis* ou *conseil*, est devenue bien vite un *mandat*, un *ordre*. La déposition de Childéric III, opérée au Champ-de-Mars par les grands de la nation, tant ecclésiastiques que laïcs, a été présentée comme un acte émané de l'autorité apostolique ; et cette déposition a été plus catégoriquement affirmée à mesure que le pouvoir du pape, en matière politique, était plus universellement reconnu.

Je devrais ici, pour épuiser la question, confronter encore les récits des historiens du Bas-Empire, tels que Anastase le Bibliothécaire et Théophanès. Ils sont si loin d'admettre que Zacharie ait eu une part quelconque au détrônement de Childéric, qu'ils affirment au contraire qu'Etienne III, avant de sacrer Pépin et ses fils, crut nécessaire d'absoudre le roi du crime de félonie et d'usurpation. Or cette absolution, l'on en conviendra sans peine, était pour le moins superflue, si Pépin avait été proclamé roi par l'*ordre* de Zacharie. Mais Anastase et surtout Théophanès sont de si piétres historiens que c'est peine perdue de vouloir tirer de leurs écrits un argument sérieux.

Résumant donc ce travail, je me crois fondé à rejeter comme historique un fait qu'ignorent la plupart des annalistes anciens ; un fait dont il ne reste aucune trace dans les archives des peuples intéressés, ni en France, ni en Allemagne, ni en Italie ; un fait où l'on n'est d'accord pour aucune circonstance de temps ni de personne ; un fait enfin ou invraisemblable et inutile, ou matériellement impossible. Or, si je ne me fais illusion, aucun de mes lecteurs ne peut méconnaître ces caractères dans la fameuse consultation du pape Zacharie.

L'abbé PANTALÉON MURY.

VAUBAN, LOUVOIS ET COLBERT

UN CHAPITRE DE L'HISTOIRE DES FORTIFICATIONS SOUS LOUIS XIV

L'ancienne organisation administrative de la France comportait de nombreuses et choquantes anomalies. L'une des plus singulières sans contredit se produisit, on ignore comment, dans la seconde moitié du xvii^e siècle. Pendant trente ans, de 1661 à 1691, le service des fortifications fut divisé entre le secrétaire d'Etat de la guerre et celui de la marine. Sans s'expliquer sur les causes de ce partage, les auteurs spéciaux constatent qu'au moment de la chute de Fouquet et de la réorganisation qui s'ensuivit, l'administration des places fortes fut arbitrairement scindée. Colbert eut dans son département, outre les finances, le commerce et la marine, non-seulement les ports et les fortifications maritimes, mais encore toutes les places fortes de ce qu'on nommait alors l'ancien domaine du roi, comprenant la Picardie, la Champagne, les Trois-Évêchés (Metz, Toul et Verdun), la Bourgogne, le Dauphiné, la Provence et le Languedoc. Les travaux des fortifications de la Flandre, de l'Artois, du Hainaut, de l'Alsace, de la rive droite du Rhin, du Roussillon, échurent à Le Tellier, remplacé en 1666 par Louvois ¹. D'après un historien moderne, la complication eût été plus grande encore, et chacun des quatre secrétaires d'État, ayant, comme on sait, l'administration d'un quart des provinces et correspondant avec les intendants pour les affaires à soumettre

¹ *Histoire du corps impérial du génie*, par Allent, p. 50. — *Aperçu historique sur les fortifications et les ingénieurs*, par le colonel Augoyat, t. 1, p. 63. On ne saurait trop louer la précision et la sûreté des informations de ce dernier ouvrage, fruit du travail assidu, pendant de longues années, d'un savant aussi modeste et consciencieux qu'éclairé.

au conseil, aurait pris soin des places de sa circonscription ¹. Est-il besoin de rappeler l'immense importance de ce service sous un prince qui fit construire, transformer ou démanteler tant de places fortes? Il eût été naturel, quand Colbert mourut, de donner cette partie de ses attributions à Louvois; elle ne revint qu'à la mort de Seignelay au secrétaire d'État de la guerre. Les inconvénients d'une pareille division sautent aux yeux. Les deux ministres eussent-ils été aussi unis qu'ils étaient jaloux l'un de l'autre, la comparaison inévitable, incessante, de leurs travaux devait multiplier les froissements au grand détriment des affaires. Naturellement la rivalité entre les ingénieurs des deux services était extrême. Louvois en employait cent trente-deux pris dans l'armée, et Colbert cinquante-huit, choisis parmi les architectes les plus habiles. Mais tandis que les premiers, participant à tous les sièges, à toutes les guerres, étaient sous les yeux du roi qui les comblait de faveurs, les autres se plaignaient d'être sacrifiés et relégués au dernier rang. Ainsi les ingénieurs civils étaient mal récompensés, et le service souffrait ².

I.

Un nom illustre, celui de Vauban, revient sans cesse sous la plume de Colbert, dans sa correspondance relative aux fortifications, qu'il semble inspirer. Le grand ingénieur fut attaché vingt-quatre ans (1667-1691) au service de Louvois; c'est pourtant Colbert qui semble l'avoir signalé le premier à Louis XIV. « Je ne manqueray pas, écrit-il le 20 avril 1663 à son frère de Croissy, alors intendant d'Alsace, de parler au Roy de la capacité et de l'activité du sieur de Vauban. » C'était le moment où l'on s'occupait de fortifier Brisach. Vauban constate lui-même, dans ses états de service, qu'il y travailla de 1665 à 1667. Un incident fâcheux que les lacunes des correspondances n'ont pas encore permis d'éclaircir, se passa pendant ces trois années et laissa dans sa mémoire des souvenirs qui le rendirent injuste envers Colbert. Cet incident, que des révéla-

¹ *Histoire de Louvois*, par M. Rousset, t. I, p. 241.

² Augoyat, *Aperçu*, t. I, p. 66.

tions récentes ont déjà effleuré ¹, est de la nature la plus délicate. Nulle renommée n'est plus pure et plus honorée que celle de Vauban. Pour notre part, l'admiration que nous lui avons vouée dès longtemps ne saurait être amoindrie par de vagues soupçons, et nous éprouverions un vrai chagrin si la plus belle figure du xvii^e siècle ne supportait pas le grand jour de l'histoire. Mais le problème est posé, et il importe, s'il est possible, que tous les voiles soient levés. Ses derniers descendants ont peut-être entre les mains des documents décisifs. Tant qu'ils ne seront pas publiés, nous ne pouvons chercher d'éclaircissement que dans les dépêches du secrétaire d'Etat de la guerre ². Ces dépêches, écrites en 1671, sont postérieures de quatre à cinq ans aux irrégularités reprochées à Vauban dans la conduite des travaux de Brisach. Laissons donc parler Louvois.

15 janvier 1671. — « Je suis bien aise que vous ayez mis votre affaire d'Alsace en estat d'estre terminée, parce qu'il y a deux jours que le Roy ordonna à M. Colbert d'expédier les décharges qui vous sont nécessaires pour faire que l'on ne puisse vous rien demander pour tout ce qui s'est fait depuis votre départ de Brisach, et pour que les ouvrages faits pendant que vous y avez esté soyent reçus et qu'il vous en soit donné une autre décharge en bonne forme... »

29 janvier. — « J'ay reçu votre lettre du 26 de ce mois. Je parleray à M. Colbert aussytôt que je seray de retour à Paris de l'expédient que vous proposez pour vous sortir de votre affaire de Brisach, et, de façon ou d'autre, vous en tirer au plus tôt. Faites sçavoir à votre homme d'affaires qu'il me voye tous les jours, afin que si j'ay quelques éclaircissemens à lui demander, il puisse me les donner sur-le-champ... »

9 février. — « Ne vous inquiétez point de votre affaire. J'entre-tins hier votre intendant, avec lequel je convins qu'il n'estoit pas praticable, ni mesme sûr pour vous, de vous servir du dernier expédient que vous m'avez proposé, qui est de confondre tout ce qui a

¹ M. Roussel, *Histoire de Louvois*, t. I, p. 276.

² Chose singulière ! Les archives du *Dépôt de la guerre* et celles du *Dépôt des fortifications*, si admirablement conservées et classées depuis deux siècles, ne contiennent ni la correspondance de Vauban ni celle de Colbert (relative aux fortifications) où il devait être question de l'affaire de Brisach.

La série des lettres de Vauban commence pourtant un peu avant l'arrangement de cette affaire par Louvois. Celle des lettres de Colbert (registres in-folio) commence après l'achèvement des travaux de Brisach. Que sont devenus les lettres et les registres qui manquent ?

esté fait sous votre nom tant pendant que vous avez esté à Brisach que depuis que vous en estes sorty, parce que comme il faudroit mettre la toise d'ouvrage à 48 livres, laquelle je crois que l'on fait présentement à 30, il y auroit à craindre que vous ne fussiez quelque jour exposé à une taxe pour de l'argent que vous n'auriez pas gagné. Il faut donc vous fixer à avoir un arrest du Conseil qui vous décharge de ce qui a esté fait en votre absence et qui ordonne que vous comptiez de l'argent que vous avez reçu sur le pied du marché qui avoit esté fait verbalement avec nous... »

19 février. — « Je parlay hier à fond à M. Colbert de vostre affaire. Il convint du dernier expédient que vous avez proposé, c'est-à-dire que vous dressassiez un marché et un devis de tous les ouvrages faits à Brisach depuis que vous avez esté entrepreneur jusqu'à ce que vous ayez cessé de faire les travaux sous votre nom, et, afin que la toise d'ouvrage revînt à un prix moins excessif, que les voustes, les escaliers, les guérites, les embrasures et autres menus ouvrages eussent un prix à part, que vous dressassiez en mesme temps le toisé desdits ouvrages et l'acte de réception d'iceux, et que, m'adressant le tout, je le luy remisse. Il le feroit signer à ceux qu'il faudroit qui le signassent pour vous décharger, et me le rendroit pour vous l'envoyer... Je feray voir les trésoriers des fortifications des années 1663, 1666, 1667 et 1668 pour sçavoir s'ils ont rendu les comptes à la Chambre, parce que s'ils ne les avoient pas rendus, je ferois bien en sorte de retirer toutes les quittances que vous avez données, et qu'ainsy on mettroit cette entreprise sous un autre nom que le vostre, ou, au pis aller, sous le nom de votre cousin seul ¹. »

25 février. — « Depuis que je vous ay écrit touchant vostre affaire d'Alsace, j'ay parlé au trésorier des fortifications, et j'ay reconnu, par ce qu'il m'a dit, que quoyque les comptes ayent esté présentés à la Chambre, ils sont encore en estat que l'on pourra retirer toutes les quittances que vous avez données et toutes les ordonnances de M. Colbert d'Alsace² qui sont en vostre nom. Si cela se peut exécuter, comme j'en suis persuadé, l'on vous sortira mieux d'affaire par ce moyen que par tous les autres expédients que vous sçauriez imaginer. J'en parleray à M. Colbert entre cy et demain et vous ferai sçavoir à quoy vous devez vous fixer, parce que, s'il prend

¹ On voit dans le colonel Augoyat (t. I, p. 36, note), que Paul Le Prestre, frère aîné d'Urbain Le Prestre (celui-ci était le père de Vauban), eut un fils qui fut aussi ingénieur. Employé pendant trois ou quatre ans aux fortifications de Brisach, il se retira ensuite du service. Ne serait-ce pas à cause des ennuis de cette liquidation?

² C'était un cousin de Colbert, qui avait remplacé Colbert de Croissy à l'intendance d'Alsace.

cet expédient, comme je n'en doute point, vous n'avez que faire de vous rompre la teste à faire des toisés ni des comptes.

« Depuis cette lettre dictée, j'ay vu M. Colbert qui est convenu de ce que je luy ay proposé. Aussy je ne perdray aucun temps à exécuter ce que je viens de vous dire, et vous n'avez plus que faire de vous mettre en peine de rien. »

Ainsi, les quittances de Vauban, déjà déposées à la Chambre des Comptes, en furent retirées et remises à Louvois, qui lui écrivit le 1^{er} mars 1671 :

« Je travaille présentement à dresser celles qu'il faut que M. Colbert d'Alsace signe pour mettre en la place de celles qui sont sous vostre nom. Cela doit estre achevé demain, après quoy je porteray le tout à M. Colbert, afin qu'il puisse écrire à son cousin de manière qu'il nous renvoye incessamment le tout signé. Et comme je ne veux pas vous revoir que cela ne soit fait, j'enverray un homme exprès pour porter les paquets et me les rapporter. »

Le 11 mars, le secrétaire d'Etat de la guerre mandait encore à Vauban :

« Les ordonnances que M. l'intendant d'Alsace doit signer en la place des vostres, que j'ay retirées, sont présentement chez M. Colbert; il me doit donner entre cy et samedy une lettre par laquelle je manderay à son cousin de les biffer et d'en donner à leur place sous un autre nom. Je luy enverray ce paquet-là par un homme exprès qui arrivera peut-estre avant mon départ. Ainsy, je me propose de vous apporter toutes les quittances que vous avez signées touchant les ouvrages de Brisach et, *en les brûlant, vous vous mettez hors d'état de pouvoir jamais estre recherché en cette affaire.* »

Cependant, d'autres difficultés surgirent sans doute, car, quatre mois après, le 22 juillet 1671, Louvois, pressé de nouveau par Vauban ¹, lui répondait :

« J'ay vostre affaire d'Alsace aussy présente que vous le pouvez souhaiter, et ne perdray point de temps, de manière ou d'autre, à vous en sortir. »

Enfin, les instances de Louvois aboutirent au résultat si vivement désiré par Vauban, à qui il adressa le 16 septembre cette lettre significative :

¹ Ce sont ces lettres de Vauban qui manquent dans la collection du Dépôt de la Guerre. Il y en a pourtant d'autres antérieures et de la même époque.

« J'ay reçu aujourd'hui, après deux ans de sollicitations, tout ce que j'é pouvois désirer pour faire vostre affaire d'Alsace de la plus avantageuse manière que les gens les plus entendus en ces faits-là ayent pu souhaiter. Ce sont des ordonnances signées de M. Colbert d'Alsace, sous le nom d'un nommé Marchand, que l'on fait entreprendre des travaux de Brisach ; moyennant quoy et des quittances que ledit Marchand signera dans un jour ou deux, je vous renverray toutes les quittances que vous avez données au trésorier des fortifications, lesquelles sont présentement en mon pouvoir. Ainsy me voilà acquitté de la parole que je vous ai donnée il y a si longtemps, et vous sorty sans retour d'une affaire qui, par quelque autre voie que l'on eust pu prendre, *auroit toujours été sujette à beaucoup d'incidens qui vous auroient pu ruiner et vostre famille* ¹. »

Quelle était donc cette affaire qui préoccupa ainsi Vauban plusieurs années ? En l'absence des détails que ses lettres à Louvois devaient contenir, on ne peut que conjecturer qu'il s'était chargé de faire exécuter à Brisach des travaux dont la dépense, payée sur ses mémoires par les trésoriers des fortifications, avait paru excessive. On vient de voir les expédients proposés tour à tour pour le soustraire aux sévérités de la Chambre des Comptes ; les pièces comptables retirées aux juges grâce à des interventions toutes-puissantes, la substitution d'un entrepreneur fictif à l'entrepreneur réel, les faux mémoires et les fausses quittances rendues par Louvois à Vauban, *avec invitation de les brûler*. On a vu encore que Colbert s'était prêté de très-bonne grâce à tous ces arrangements ². Deux phrases

¹ Deux seulement des lettres qui précèdent, celles des 13 janvier et 11 mars, ont été données en extrait par M. Rousset, t. I, p. 276. Toutes les autres sont inédites. Elles sont en minute au Dépôt de la guerre, et transcrites au Dépôt des fortifications : *Correspondance de Vauban*, t. I, à leur date.

² M. Rousset dit à ce sujet (t. I, p. 276) : « Inflexible contre les malversateurs, et trompé par les arguments spécieux de son cousin (intendant d'Alsace, à cette époque), Colbert poursuivit Vauban ; si Vauban n'avait trouvé un protecteur, il était perdu. Mais pour Louvois, l'occasion était trop belle d'arracher à Colbert cette victime glorieuse. »

On verra tout à l'heure ce que Colbert pensait de son cousin l'intendant. Ce qui est certain, c'est qu'aucun document *écrit* ne prouve qu'il ait été malveillant pour Vauban. Au contraire, des centaines de lettres montrent l'estime toute particulière qu'il avait pour lui. Une seule fois, il dit que Vauban ne regardait pas assez à la dépense. De son côté, Vauban écrivait à Louvois que Colbert se laissait tromper par ses ingénieurs, et l'on a beaucoup de lettres où il ne le ménageait pas. Ses mauvaises dispositions s'étendirent à Seignelay.

seulement dans les nombreuses lettres qu'on a de Vauban, font allusion à cet incident de sa vie. L'intendant de Dunkerque avait rompu avec des entrepreneurs jusqu'alors très-bien famés. « Il prend à peu près le mesme chemin de les traiter avec autant de justice qu'on m'a fait à Brisach, » écrit Vauban à Louvois, le 17 septembre 1671. Puis le 15 décembre suivant : « Je joins à cecy la copie d'une lettre qui m'a esté écrite par l'homme qui a sollicité mon affaire d'Alsace auprès de vous, par laquelle vous verrez à quoy sont exposés les gens qui s'évertuent pour empescher que le Roy ne soit trompé. » Notons, qu'à la même époque, Vauban accusé, avec deux de ses ingénieurs, d'avoir spéculé sur le salaire des soldats employés aux fortifications de Lille, s'adressa à Louvois avec une indignation qui excluait tout soupçon. Il suppliait le ministre d'instruire l'affaire avec la dernière rigueur, l'assurant que s'il ne punissait pas sévèrement les dénonciateurs, il se ferait justice lui-même et quitterait les fortifications. « J'ose vous dire, ajoutait-il, que sur le fait d'une probité très-exacte et d'une fidélité sincère, je ne crains ni le roi, ni vous, ni tout le monde ensemble. La fortune m'a fait naistre le plus pauvre gentilhomme de France, mais en récompense elle m'a honoré d'un cœur sincère, si exempt de toute sorte de friponnerie qu'il n'en peut mesme souffrir l'imagination sans horreur. » Un homme capable de malversations eût-il osé parler de la sorte à celui-là même qui en aurait eu la preuve en main ? Cette dernière accusation fut, cela va sans dire, reconnue fausse, et Vauban, heureusement pour la France, resta au service de l'État.

Un autre ingénieur, le chevalier de Clerville, occupait, en 1662, le poste de commissaire général des fortifications, dont Vauban, son ancien élève, remplissait les principales fonctions. Obligé de l'employer et de lui confier des missions importantes, Colbert ne lui adressait jamais un éloge, et il ne lui ménageait ni les conseils ni le blâme. Toutes ses félicitations, toutes ses prévenances étaient pour Vauban. En 1670, il l'avait consulté sur les fortifications de Saint-Quentin ; l'année suivante, effrayé de la dépense, il le pria d'aller visiter les travaux pour avoir son avis. Quelques années après (1674), il réclame son concours pour ceux de Rochefort, « Vous trouverez assurément, écrit-il à l'intendant, le sieur Vauban plus habile et plus entendu qu'aucun ingénieur qui ayt jamais esté en France ; et comme il est

particulièrement considéré du Roy pour son mérite, il est nécessaire que vous agissiez avec luy sur ce fondement, et que vous l'entendiez et laissiez exécuter tous les expédients qu'il vous donnera pour avancer les ouvrages, en quoy mesme je vous puis assurer qu'il est très-habile. » La même année, des plans de Vauban pour la place de Guise ayant été modifiés par un ingénieur, Colbert ordonne de « s'y conformer absolument et de rectifier le plustost possible les ouvrages faits. » Les ingénieurs de Colbert prétendaient que Vauban ne trouvait *rien de bien fait* que ce qui se faisait dans le département de Louvois; mais Colbert leur imposait silence. L'un d'entre eux, qui devint maître à son tour, Antoine Niquet, affectait des airs d'indépendance et se permettait de corriger les plans de Vauban. Que de fois, Colbert lui recommande de les suivre scrupuleusement, sans y rien changer sous aucun prétexte! Mais Niquet, infatué de son mérite, ne tenait nul compte des avertissements, et, le mois suivant, il proposait encore de modifier les plans de Verdun. « Sçachez, lui écrit le ministre impatienté, que ce n'est point à vous à toucher aux ouvrages du sieur de Vauban, sans son ordre exprès, et vous devez encore travailler à estudier dix ans sous luy auparavant que vous puissiez concevoir une aussy bonne opinion de vous... » On pourrait croire que la semonce eût profité; il n'en fut rien, comme on le voit par cette lettre, écrite l'année suivante à l'intendant de Metz : « Je vois sur l'estat des travaux de Vauban que le sieur Niquet change beaucoup de choses dans ses dessins; vous devez l'empescher formellement. Et s'il luy arrive jamais de remuer une pelletée de terre que conformément au mémoire du dit sieur de Vauban, il sera rappelé un quart d'heure après que je m'en seray aperçu. Vous pouvez facilement juger où cet homme, qui n'est jamais sorty de Paris, peut avoir pris la hardiesse, pour ne pas dire l'effronterie de corriger un homme d'un aussy grand mérite et d'une expérience aussy consommée que le sieur de Vauban. » Niquet, à qui l'algarade fut transmise, y répondit par un *panégyrique*, mais Colbert reprenant les termes les plus vifs de sa lettre à l'intendant de Metz, prévint cet ingénieur entêté qu'à la première pelletée de terre remuée de son chef, il serait révoqué sur-le-champ.

Est-il vrai, comme l'a raconté Perrault, qu'en 1667, Louis XIV, frappé de l'économie des travaux exécutés par Vauban, le pro-

posa pour modèle à Colbert? L'anecdote est d'autant moins vraisemblable que Vauban commençait alors, sous les ordres de Louvois, les fortifications de Lille, au sujet desquelles il fut lui-même dénoncé. Amplifiant le fait, d'autres ont prétendu qu'un jour, au conseil, le roi, comparant la dépense de la grille de Versailles à ce qui se faisait en Flandre, prononça le mot de friponnerie qui aurait été un coup mortel pour Colbert. Assertions sans preuves. Cependant Vauban, soit rancune, soit flatterie, desservait sans cesse le contrôleur général. En 1671, il conseillait à Louvois de se faire attribuer les travaux du port de Dunkerque, s'engageant à le rendre avant deux ans et pour moins de 200,000 écus, plus grand et plus sûr qu'on ne ferait jamais avec plus de temps et d'argent; mais le secrétaire d'Etat de la guerre n'osa pas engager la lutte sur ce terrain. « Il faut se contenter, lui répondit-il, de bien servir son maistre en ce dont il nous charge, et ne pas nous inquiéter du reste. » Bien d'autres lettres établissent ce concert de Louvois et de Vauban contre Colbert¹ qui, de son côté, trouvait le grand ingénieur trop prodigue des deniers publics. « Ce sera un avantage, écrivait-il le 30 janvier 1681 à l'intendant de Rouen au sujet de travaux projetés à Saint-Valéry, Fécamp et Honfleur, que le sieur de Vauban ayt visité les ports de la province; mais comme il est accoustumé à des dépenses prodigieuses dans les fortifications des places, ce qui ne convient nullement pour ce qui se passe au dedans du royaume, je doute fort que la visite soit utile, ni que l'on puisse exécuter les vastes desseins qu'elle embrassera... » Et, le 13 février suivant : « Le sieur de Vauban est accoustumé à de grands desseins et à ne s'arrêter jamais pour quelque dépense qu'il y ayt à faire. » On a là, avec une vérité photographique, le jeu des intrigues et des passions humaines dans les hautes sphères. En résumé, tandis que l'éloge de Vauban revient sans cesse dans les lettres de Colbert et de Seignelay, ceux-ci ne sont rien moins que ménagés dans la correspondance de Vauban et de Louvois.

II.

Ces fortifications de Brisach, qui avaient été le tourment de

¹ M. Roussel, *Histoire de Louvois*, passim.

Vauban, causèrent aussi bien des ennuis à Colbert. Un de ses cousins germains, Colbert de Séraucourt, était alors intendant d'Alsace. Il l'y avait fait nommer à contre cœur, car il écrivait auparavant (20 avril 1663) à son propre frère de Croissy, qui administrait la province : « Je ne vois pas que mon cousin s'applique comme il le devrait aux affaires... » Et, quelques mois plus tard : « C'est un grand malheur que vous ne puissiez vous reposer sur luy de ce qui est à faire dans cette province en vostre absence, et à moins qu'il ne s'applique avec plus de soin et de vigilance, toutes les vues qu'on pourroit avoir sur luy ne pourroient produire beaucoup d'effet. Je vous convie donc de l'exciter à travailler sérieusement... » Cependant le népotisme l'avait emporté, et au mois de juin 1663, Colbert de Séraucourt fut pourvu de l'intendance. Son affaire principale, c'est le ministre qui le lui écrivait, était le revêtement des deux places nouvellement acquises, Brisach et Philipsbourg. La correspondance sur les fortifications manque de 1663 à 1669; on ne sait comment se passèrent les premières années. Une lettre de Colbert à son cousin (23 novembre 1669) en donne pourtant une idée. Après l'avoir prévenu qu'un sieur Vouleau, entrepreneur des fortifications de Brisach et de Philipsbourg, se plaignait de n'obtenir de lui, après cinq mois de réclamations, ni plans, ni ordres, ni réponses, il ajoutait :

« La vraisemblance veut que tout ce qu'il dit soit véritable, puisque vous ne me donnez aucun éclaircissement sur tous ces points. Vous voyez bien que les premiers entrepreneurs n'ont pu se souffrir avec vous, que le sieur de Vauban a esté de mesme, qu'il a fallu chasser Valpergue, et enfin il faudra encore chasser Vouleau.

« Cela ne se peut plus souffrir. Il y a six ans entiers que je souffre de vous une conduite la plus bizarre et la plus extraordinaire dont on ayt jamais entendu parler; je vous avoue que j'en suis rebuté, et vous pouvez disposer vos affaires pour retourner à Metz ou à Reims, au commencement de l'année prochaine.

« Je suis bien fâché que l'âge et l'expérience qui rendent les hommes plus capables de servir n'ayent point eu sur vous cet effet. J'ay fait jusqu'à présent mon devoir de bon parent; je suis bien fâché que vous n'y ayez pas répondu. »

A partir de ce moment, les réprimandes se succèdent avec une vivacité singulière. Le ministre voudrait voir finir les fortifications de Brisach et de Philipsbourg; rien n'y faisant, et

comme « il faut absolument que ces places s'achèvent, » il conseille à l'intendant de se retirer. A chaque courrier, le mécontentement s'accroît davantage : « Vous vous plaignez de tout le monde (8 février 1670), et tout le monde se plaint de vous, et je me sens obligé de vous dire encore une fois que si vous persistez dans cette conduite, il est absolument impossible que vous souteniez plus longtemps l'employ que Sa Majesté vous a confié. » On a vu que l'intendant se brouillait avec tous les entrepreneurs, et qu'il avait même fallu lui sacrifier Vauban. Un seul fut de son goût, au point que, malgré les observations les plus fortes, il lui confia les travaux jusque-là divisés de Brisach et de Philipsbourg. Cela parut fort suspect à Colbert, qui lui écrivit : « Si vous ne changez, cette conduite vous jettera dans quelque précipice duquel je ne pourrai pas vous retirer. Je ne veux pas croire qu'il y ait du mal et de l'intelligence vicieuse entre vous et cet entrepreneur ; mais certainement, sur cette matière, il n'y a jamais eu une conduite plus pitoyable que la vostre. Vous ne vous contentez pas d'avoir beaucoup d'ennemis, par l'incompatibilité de votre humeur, mais vous estes bien aise de leur donner encore un prétexte, le plus facile et le plus plausible du monde, de vous nuire. C'est à vous à y remédier, si bon vous semble. » Le ministre lui avait envoyé le chevalier de Clerville pour démêler la vérité. Redoutant, si ses craintes se réalisaient, d'indisposer son protecteur, Clerville ne savait quel parti prendre, et sa correspondance s'en ressentait : « J'aimerois mieux me retirer pauvre et malheureux dans quelque coin fort reculé, que d'estre accusé d'aucune chose contre mon honneur, en faisant, par quelque raison d'obéissance que ce soit, plus que je ne dois contre l'honneur des vôtres... » Mais Colbert n'admettait pas ces ménagements, et il voulait savoir si son cousin était coupable seulement d'ignorance, ou s'il s'entendait avec l'entrepreneur. « J'ai de la peine à croire, ajoutait-il, qu'un homme soit capable d'une aussi grande lâcheté que celle-là ; vostre pénétration me tirera d'incertitude. » Au dessus des soupçons et bravant la calomnie, il écrivait encore à Clerville, le 31 janvier 1671, de pousser les éclaircissements jusqu'au bout. « Si mes ennemis, disait-il, n'ont point d'autres armes contre moy que ce qui s'est passé à Brisach et à Philipsbourg, ils ne me feront pas grand mal. »

Quelques lettres adressées sur ces entrefaites à l'intendant d'Alsace prouvent l'irritation toujours croissante du ministre.

18 octobre 1670. — « Il y a bien longtemps que je ne travaille qu'à vous faire entendre ce que vous devez faire. Je ne sçais pas quand vous voudrez que je finisse ce métier-là, mais je vous avoue que j'en suis fort las... Tous les entrepreneurs qui vous ont esté envoyés ont esté forcés de quitter, et vous n'en avez pu souffrir qu'un seul, Saint-André, qui est un soldat de qui vous avez fait la fortune, et qui auparavant n'avoit jamais entrepris aucun travail. Jugez vous-mesme de ce qu'on en doit croire. »

23 octobre. — « Quoy ! vous trouvez mauvais qu'ayant icy reconnu et vu combien vostre conduite est improuvée de tout le monde, au sujet de ce Saint-André, le chevalier de Clerville vous excite honnestement à faire quelque chose pour la solidité des ouvrages sans en augmenter le prix ! Il n'y a que vous au monde capable de cela, et il me paroist, par ce mesme style, que vous ne connoissez pas la force de ce que je vous écris ou que vous n'en avez aucun sentiment. Quand vous me dites que le nom que vous portez vous empescheroit de rien faire qui vous pust attirer aucun reproche, je veux vous croire ; mais jamais homme n'a tant donné que vous de preuves d'une mauvaise conduite. »

27 décembre. — « Si l'on ne voit clair comme le jour dans vostre conduite, il ne faut plus que vous pensiez qu'à vous retirer chez vous. C'est pourquoi vous devez employer toute vostre industrie à éclaircir ce qui s'est passé, surtout à vérifier et toiser exactement tous les ouvrages de maçonnerie et remuement de terre qui ont esté faits, et à faire connoistre que la quantité cadre avec la dépense, afin que l'on sçache entièrement l'emploi de tous les deniers consommés auxdits travaux. »

3 janvier 1671. — « Je vois, par ce que vous et le chevalier de Clairville m'écrivez, en quelle horrible confusion ont esté conduits les travaux et maniés les deniers de Brisach et de Philipsbourg... Je vous diray entre nous deux que vous n'avez jamais esté capable d'estre intendant de deux places aussi considérables, ni mesme de toutes autres, et que vous n'en avez jamais eu les principes, ni ne vous estes appliqué à les apprendre. Dieu veuille qu'il n'y ait rien autre chose à tout ce que je vois ! »

10 janvier. — « Je n'ay encore vu que vous seul d'intendant, depuis que je suis au monde, qui ayt travaillé autant que vous faites à la justification d'un entrepreneur aussi fripon que Saint-André. Je ne jugerai pas s'il y a de la mauvaise conduite en vostre fait ; mais au moins jamais homme n'a trouvé autant d'expédiens que vous pour le faire croire. Vous pouvez penser le déplaisir que j'en ay, et avec

quelle passion je souhaite que ces soupçons se trouvent mal fondés. J'ajoute seulement que j'envoie un ordre de faire arrêter Saint-André, et de ne lui laisser que la liberté de rendre compte de l'emploi des deniers qu'il a reçus. »

L'ordre fut exécuté, et l'emprisonnement de Saint-André dura huit mois. Au bout de ce temps, soit que les soupçons sur son compte n'eussent pas paru justifiés, soit qu'on eût craint, en le pressant trop, de compromettre aussi l'intendant, il fut relâché. Dans l'intervalle, tant l'affaire était embrouillée et délicate, le ministre, que les réticences du chevalier de Clerville ne pouvaient satisfaire, avait envoyé à Philipsbourg son oncle Pussort, le personnage le plus influent du Conseil d'État. Il résulterait de son rapport que Saint-André était innocent, et que l'intendant d'Alsace n'aurait été coupable que de nonchalance, d'inapplication et d'incapacité. Mais ce rapport était-il bien sincère et la parenté de Pussort avec l'intendant et le ministre n'était-elle pas faite pour donner à penser ? Les hommes qu'une grande autorité dans les affaires de leur pays rend les maîtres des emplois, ont de tout temps expié l'élévation de parents ou d'amis indignes par des soucis et des mécomptes, juste punition de leur faiblesse. Colbert en fit l'épreuve en cette occasion. Quoi qu'il en soit, l'enquête de Pussort n'eût-elle rien laissé dans l'ombre, l'intendant d'Alsace ne pouvait plus servir dans ces fonctions. Le parlement de Metz le recueillit comme président à mortier. On sait les détails de son départ de Brisach par une piquante lettre de Vauban à Louvois, qui les tenait, disait-il, d'un habitant du pays dont il se portait garant. « L'intendant d'Alsace, écrivit-il à Louvois, s'étoit fait donner d'autorité, au moment de partir, mille écus pour certain droit de péage, et les cabaretiers de la ville durent acheter vin ce qu'il voulut. Bien plus, il n'avait payé ni boulanger, ni boucher, « et il estoit sorty avec quantité de chariots chargés de très-beaux meubles qu'il n'avoit point amenés ». » Vauban, on le voit là et dans maint autre passage de sa correspondance et de ses écrits, ne pardonna pas aux Colbert les torts qu'il leur attribuait dans une circonstance importante. L'absence de documents ne permet pas de dire si ses plaintes étaient justes. Il semble pourtant, d'après les lettres mêmes de Louvois, que

¹ M. Roussel, *Histoire de Louvois*, t. I, p. 278.

T. II. 1867.

ni Colbert, ni l'intendant d'Alsace ne l'avaient traversé dans la liquidation de ses travaux de Brisach ; mais fondée ou non, sa rancune contre Colbert subsista jusqu'à la fin.

III.

Que de fois l'illustre ministre de Louis XIV précise en maximes d'une netteté remarquable ses idées sur les questions principales que suscitait le courant des affaires ! La correspondance sur les fortifications abonde, elle aussi, en pensées qui résument ses principes favoris. Il importe d'en détacher quelques-unes. Outre que c'est la manière la plus sûre de le faire connaître, on y voit se refléter en quelques lignes, parfois énergiques et frappées à la manière des bons écrivains, l'homme, l'administrateur et son temps.

11 octobre 1670, au chevalier de Clerville. — « Sa Majesté n'approuve pas qu'on fasse à la journée quoy que ce soit de ce qui se peut faire par entreprise ; elle veut que toute sorte de transport de terre se donne à la toise, aussy bien que les maçonneries, si ce n'est qu'on en soit empesché par quelque indispensable nécessité. »

15 novembre 1670, à l'intendant d'Alsace. — « L'intention du Roy est que tous les marchés se fassent publiquement, en présence et dans la maison des gouverneurs : et lorsque les prix seront bien réglés, Sa Majesté ne veut plus que rien se fasse à la journée. L'ingénieur qui est sur les lieux doit faire les toisés, donner ses certificats aux entrepreneurs, et l'intendant donner ses ordonnances et tenir la main, par des visites fréquentes, à ce que les devis et marchés soient suivis, et que les ouvrages soient bons et solides. »

24 octobre 1672, au chevalier de Clerville. — « A l'égard du grand magasin à poudre que vous proposez de faire à Philipsbourg, j'estime qu'il seroit plus à propos d'en faire deux ou trois qu'un seul, par deux raisons : l'une, que la ville seroit moins endommagée si, par quelque accident, le feu se mettoit aux poudres ; et l'autre, qu'il en resteroit toujours dans la place pour sa défense, si un pareil malheur arrivoit en temps de guerre. »

26 mai 1673, à l'intendant de Metz. — « Il faut faire en sorte que ceux qui travaillent dans les places soient contents et travaillent gayment. C'est mesme à vous à gouverner tous les esprits avec lesquels vous avez à agir, en sorte que, quand mesme ils auroient des défauts, vous puissiez vous en parer, sans les relever ni les faire connoître,

et vous servir avantageusement de ce qu'ils peuvent avoir de bon. »

16 juin 1674, au sieur de Linieres, ingénieur. — « Appliquez-vous à former le style de vos lettres, en sorte que vous rendiez un compte si clair et si net de l'avancement de vos ouvrages, que ceux memes qui n'en avoient aucune connoissance les puissent aisément connoistre. »

1675, au sieur Richer, de l'Académie des sciences, ingénieur. — « Il seroit bien nécessaire que vous vous appliquiez à dessiner un peu mieux que vous ne faites, n'y ayant rien de si nécessaire à un ingénieur que de sçavoir bien dessiner. »

26 mai 1675, à l'intendant d'Amiens. — « Tel entrepreneur se ruine à un quart davantage du prix des ouvrages, et un autre se sauve et peut-être s'enrichit à un quart moins, parce qu'il dispose bien ses ouvriers et prend garde qu'ils ne perdent aucun temps ¹. Ainsy, lorsque vous serez persuadé de l'habileté et de la bonne conduite d'un entrepreneur, faites en sorte qu'au moins il ne perde pas sur ses ouvrages. »

27 septembre 1675, au sieur Niquet, ingénieur. — « J'ay reçu le plan de Metz que vous m'avez envoyé, mais si vous ne sçavez pas mieux dessiner, il vaut beaucoup mieux que vous ne vous en mesliez pas, d'autant plus que de pareils plans ne peuvent estre présentés au Roy. »

18 octobre 1675, à l'intendant d'Amiens. — « L'augmentation du prix à un entrepreneur qui auroit négligé son travail ou qui auroit fait un mauvais marché, auroit des conséquences fâcheuses. Il faut mettre en usage toutes les voyes de contrainte pour les obliger à exécuter les baux volontaires qu'ils ont faits; et lorsque la nécessité oblige à les changer, outre la perte qu'ils y font, qui est très-sensible et exemplaire, ne permettre jamais qu'ils rentrent dans les affaires du Roy ². »

L'histoire de la construction de l'arsenal et des fortifications de Toulon sous Louis XIV aurait droit à un chapitre à part dont la correspondance de Colbert fournirait les principaux éléments. Le chevalier de Clerville avait été chargé en 1669 de dresser les plans de ces grands ouvrages. Pénétré de l'importance militaire et maritime de la ville, le ministre voulait que l'arsenal pût suffire à soixante vaisseaux au moins, qu'il y en

¹ « Tel entrepreneur, écrivait aussi Colbert, le 17 octobre 1676, à l'intendant de Metz, gague en transportant une toise de terre, selon sa distance, à 40 sols, tandis qu'un autre s'y ruine à un écu. »

² On vient de voir les correctifs que Colbert met lui-même à cette maxime dans celle du 26 mai 1675.

eût toujours sept en construction et du bois pour dix autres en magasin avec quatre à cinq mille pièces de canon, et le reste des approvisionnements à l'avenant. Entrant dans les détails, il discutait les plans du chevalier de Clerville, et ne trouvait pas les établissements proposés assez spacieux. « Nous ne sommes pas, ajoutait-il noblement, en un règne de petites choses, et il est impossible d'imaginer rien de trop grand, ce qui doit toutefois avoir sa proportion. » De si vastes projets devaient être et furent longtemps examinés et mûris. Médiocrement satisfait des vues de Clerville, Colbert gagna du temps, et c'est en définitive Vauban qui arrêta les plans de l'arsenal et des fortifications de Toulon. Ce magnifique ensemble de travaux, qui constitue la partie principale et la plus glorieuse de son œuvre, embrassait toutes les constructions que comportait un grand port militaire et la défense de deux vastes rades. Nul, mieux que Vauban, ne pouvait comprendre Colbert. « Il ne faut pas, Monseigneur, lui écrivit-il, que la grandeur de l'entreprise ni la dépense de l'ouvrage vous rebutent, puisqu'il s'agit du plus beau port situé dans la meilleure rade. A l'égard de la dépense, je pourrais vous dire et peut-être bien prouver, que c'est mettre de l'argent à intérêt, et rien de plus. » Ce style et cet enthousiasme, rehaussés du plus rare mérite, allaient à Colbert, qui écrivit à l'intendant de marine : « Sa Majesté approuve tout ce que le sieur de Vauban propose pour la nouvelle enceinte. Elle n'a encore rien vu de mieux pensé à ce sujet, ni qui l'ait si fort satisfait. »

Cet ingénieur que Colbert avait si fortement gourmandé autrefois pour avoir osé modifier le plan des fortifications de Metz dressé par Vauban, Niquet, parut sans doute le plus capable de faire exécuter les travaux de Toulon, et fut appelé à les diriger. Incorrigible, indiscipliné, voulant tout plier à sa volonté, il ne tarda pas à faire naître des difficultés nouvelles. Un désaccord avec Vauban au sujet d'une jetée et la construction de souterrains que celui-ci jugeait inutiles, indisposèrent d'abord contre lui. Peu après, Colbert apprenait qu'il s'était permis de changer le dessin et l'emplacement d'une porte de la ville agrandie ; immédiatement, il donna l'ordre de démolir ce qui avait été fait et de se conformer exactement au plan de Vauban. Le téméraire ingénieur osa même un jour interdire un agent qui avait dénoncé au ministre un toisé faux. A cette

nouvelle, la colère de Colbert éclata ; il écrivit à Niquet (6 septembre 1681), que le nombre de ses impertinences, depuis qu'il était à Toulon, avait excité la juste indignation du roi. Déjà, sa ridicule vanité l'avait rendu insupportable à Metz et à Verdun, où l'on n'était jamais sûr qu'il exécutât un plan sans y mettre du sien, et voilà que, tranchant de l'ordonnateur, il se brouillait avec l'intendant, et causait mille désordres qui retardaient les travaux. « Mais rien de tout cela, disait le ministre en terminant, n'est plus inouï que d'avoir voulu interdire un ingénieur sur ce qu'il m'a donné avis que le toisé d'un ouvrage n'étoit pas juste ; c'est cette dernière action qui met le comble à toutes les autres, et ce qui fera qu'après vous avoir tenu trois ans en prison, le Roy vous chassera comme un homme indigne de le servir. » Un ordre d'incarcération partait en effet par le même courrier ; mais l'intendant de marine ne prit pas Colbert au mot ; Niquet ne fut pas mis en prison, et bientôt après Louis XIV lui faisait don de cent cinquante toises carrées de terrain dans la ville nouvelle. Il était aussi chargé des travaux d'Antibes, pleinement approuvés par Vauban, qui rendait justice « à sa manière de travailler, lente mais sûre et appliquée ¹. » En résumé, Niquet fut, après Vauban, l'un des meilleurs ingénieurs du règne. Plus tard, il travailla à perfectionner le canal du Languedoc dont il fut, pendant les embarras momentanés des héritiers de Riquet, un des principaux intéressés.

Après Brisach et Philipsbourg, en même temps que Metz, Toul, Verdun et Toulon, cent autres villes situées dans le département de Colbert nécessitèrent des travaux de défense extérieure ou de sûreté intérieure. A Marseille, les partisans exagérés du vieil esprit municipal inspiraient encore des inquiétudes. Deux citadelles, le fort Saint-Jean et le fort Saint-Nicolas, furent bâties dans l'enceinte même de la ville pour mettre au besoin les récalcitrants à la raison. Une autre grande cité, Bordeaux, s'était révoltée trois fois dans un siècle et demi ; trois fois l'autorité royale y avait été méconnue, plusieurs de ses agents massacrés, emprisonnés ou chassés. Le Château-Trompette, élevé dans le quartier le plus turbulent, devait prévenir le retour de pareils attentats. Une place forte, aujourd'hui secondaire, Auxonne, joue un grand rôle dans la correspondance.

¹ Augoyat, *Aperçu*, t. I, p. 106.

Au mois de février 1673, le ministre transmet l'ordre de la mettre en état de défense ; par la même lettre, il prescrit de raser quelques autres places devenues inutiles, et de faire exécuter tous les terrassements évalués à 100,000 journées par les habitants des paroisses, à dix lieues à la ronde. Le 30 novembre suivant, il écrit encore à un ingénieur de tenir Auxonne pour la plus importante place du royaume. À l'intérieur, Ham, Saint-Quentin, La Capelle, La Fère, Le Catelet, Doullens, Péronne, Corbie, Ardes, Dunquerque, Langres, Chalon ; — sur l'Océan, le Havre, Brèst et Recouvrance, Belle-Ile, Blaye, Oléron, l'Ile de Ré, Bayonne¹ sont l'objet d'ordres multipliés. La plupart de ces places s'élevaient comme par enchantement sous la direction de Vauban et de ses élèves ; d'autres, devenues un danger par suite de la modification des frontières, disparaissaient sous la pioche des corvéables, et les matériaux, laissés aux communes ou à des congrégations, servaient à construire des églises. Où prenait-on les fonds ? Cette lettre de Colbert nous l'apprend en partie ; « Puisque les dépenses faites par la ville de Metz, écrivait-il à l'intendant le 16 mars 1675, ont presque consommé les 30,000 livres que le Roy a fournies pour son tiers, et la plus grande partie des 60,000 livres que ladite ville avait accordées, vous pouvez faire entendre aux échevins que Sa Majesté continuera volontiers à donner un tiers du fonds qu'il faudra pour ces ouvrages, pourvu que la ville en fournisse les deux tiers, ainsy qu'elle a fait par le passé. » On voudrait savoir si cette règle et cette proportion étaient invariables ; la correspondance ne le dit pas, mais sans doute le roi s'en départait lorsqu'il s'agissait de villes secondaires où la sécurité publique exigeait un système de défense sans proportion avec les ressources locales². Quant aux démolitions, on doit croire

¹ Les fortifications de Bayonne eurent un double but, s'il faut en croire la lettre suivante de Colbert à l'intendant de Bordeaux, en date du 16 mai 1680 :

« Le Roy n'a point douté que la soumission des habitants de Bayonne ne fust au point que vous le marquez, étant juste que Sa Majesté soit obéie dans cette extrémité du royaume, comme sous sa vue. Et comme la fortification de cette ville est d'une très-grande conséquence pour l'Estat, il sera bien nécessaire que vous y alliez faire quelques voyages de temps en temps, dès lorsque l'on commencera d'y travailler, ainsi que mon fils vous le fera sçavoir. » (Bibl. Imp. Mss. *Mélanges Clairambault*, vol. 428, fol. 313).

² Voici ce qu'écrivait le ministre au sujet de l'entretien des fortifications de Sedan : « Comme il est difficile que l'entretènement des murailles de la ville con-

que l'Etat en supportait seul les frais, bien diminués du reste par les corvées.

IV.

Colbert, on le voit surtout à l'occasion des routes, avait peu de goût pour l'emploi des corvées. Si, dominé par les exigences militaires, il les admettait plus facilement pour les fortifications, il tâchait au moins de les circonscrire le plus possible. Mais quand la nécessité parlait, les ordres devenaient positifs, absolus. La place de Saint-Quentin était pour le moment considérée comme l'une des plus importantes. Les ressources ordinaires ne suffisant pas, on eut recours aux réquisitions, et le ministre écrivit le 19 mars 1673 à l'intendant : « A l'égard des corvées, il faut que vous y fassiez venir tous les paysans qui peuvent s'y rendre en une journée, sans considérer de quel gouvernement, élection ou généralité ils peuvent estre. » Le mois suivant, il prévenait l'intendant de Bourgogne que si les communes employées aux ouvrages d'Auxonne avaient été mises à la tâche, elles seraient retournées plus vite à leurs occupations. Les transports de terre pour les fortifications de La Fère et de Ham exigèrent aussi des corvées. Colbert avait décidé que les villages situés à trois ou quatre lieues seraient seuls convoqués ; l'intendant ayant adressé un état beaucoup plus étendu, fut réprimandé : « Prenez bien garde, à l'avenir, de mieux entendre et exécuter les ordres que je vous donne, d'autant que tous ces détails sont préjudiciables au service du roy. Ne manquez pas à m'envoyer par le premier ordinaire une liste des villages à trois ou quatre lieues de La Fère et de Ham. » Il y avait pourtant, comme toujours, des favorisés. De ce nombre fut la duchesse de Pecquigny, marraine d'un enfant de la duchesse de Chevreuse, fille aînée de Colbert. Elle possédait six villages désignés pour les travaux de La Fère et de Ham. « Il faudra, mande Colbert à l'intendant des fortifications, que vous les en déchargiez sans conséquence, à la prière que ladite dame vous en fera. Faites-luy sçavoir que je vous l'ay

somme tout le revenu des octrois, il faut prendre les réparations du château sur le même fonds. » (*Dépôt des fortifications*, 1678, fol. 104.)

écrit. » La recommandation dut lui coûter d'autant plus que, deux mois auparavant, il avait écrit au même agent : « J'ay reçu un billet de vous par lequel vous me mandez que vous allez exempter les habitans des terres de M. de Manicamp des corvées. Sur quoy, je vous diray que je ne vous en ay point écrit, et que, de quelque costé que vous viennent ces sortes d'instances, vous ne devez point y déférer pour qui que ce soit. » C'était formel, et Colbert savait mieux que personne que la charge enlevée aux uns retombait sur les autres et redoublait l'odieux des corvées. On vient de voir ce qui advint. La faveur accordée à la duchesse de Pecquigny eût été sans inconvénient, si les villages convoqués n'avaient eu une charge d'autant plus lourde à supporter ; là était le mal, et c'est ce qui rendait la corvée doublement onéreuse à ceux qui la subissaient.

Que n'ont pas dit les économistes du xviii^e siècle de l'indifférence de Colbert à l'égard des populations rurales ? Ils l'accusaient de les avoir sacrifiées à l'industrie. On a la preuve qu'il était animé de dispositions contraires, dans cette lettre à l'intendant de Metz qu'il félicite d'avoir permis aux gens des corvées travaillant aux fortifications d'aller faire leurs vendanges, en les remplaçant par des soldats de la garnison payés à raison de 7 sous et demi par jour. Il fallait seulement surveiller les soldats, sans quoi ils ne travaillaient qu'à demi. Cet emploi des troupes était fréquent sous Louis XIV, et Colbert s'en applaudit plus d'une fois. « Vous en tirerez, disait-il à l'intendant, plus d'avantages que des corvées. » A Ardres, en 1675, des soldats entreprirent des ouvrages à forfait, et l'on s'en trouva bien. « Vous devez maintenir ce travail, écrit le ministre à l'intendant, et faire payer les fortifications suivant ce qui a esté réglé, rien ne pouvant estre plus avantageux pour faire les ouvrages diligemment. » Et plus tard (le 23 octobre 1679), au même intendant, à l'occasion de difficultés que faisaient les Suisses de fournir des hommes : « L'une des causes est qu'ils souhaiteroient que vous leur donnassiez le travail à la tasche et par compagnie, ce qui produiroit assurément une très-grande diligence. Ne manquez pas de le faire, si cela est possible, parce que le travail en ira beaucoup plus vite. » Indépendamment du pain de munition accordé aux corvéables, un intendant avait cru devoir, pour avancer des ouvrages urgents, donner 10 sous par jour

aux hommes et 6 sous aux femmes. C'était le prix des travaux de terrassement et l'on a, en le comparant aux prix actuels, la valeur relative de l'argent aux deux époques ¹. Le surcroît de dépense menaçant d'être considérable, Colbert ordonna de réduire les corvéables au pain de munition réglementaire, et, pour obtenir plus de travail, conseilla d'assigner une tâche à chaque escouade d'une ou deux paroisses et de libérer les hommes dès que la tâche serait achevée; il espérait que, pressés de retourner chez eux, ils finiraient plus promptement. L'intendant ayant insisté, le ministre, que mille embarras financiers assiégeaient en ce moment, lui répondit (6 décembre 1675) que malgré la difficulté de faire travailler les paysans, il ne fallait pas les accoutumer à recevoir de l'argent pour des ouvrages obligatoires. « Il faudra, disait-il, se concerter avec les gouverneurs et leur dire nettement que le Roy veut qu'ils fassent travailler à corvées par les paysans de leur gouvernement. » Tristes nécessités que celles qui justifiaient un pareil langage, car, au fond, Colbert déplorait ces réquisitions. En effet, deux ans après, un entrepreneur ayant demandé des paysans, sauf à leur donner 10 sous par jour : « Je doute fort, répondit-il, que ce moyen soit bon, ayant observé que, dans toutes les places où l'on s'en est voulu servir, il n'a pas réussi, et il vaut beaucoup mieux obliger les entrepreneurs de donner quelque peu de chose davantage par journée, pour y attirer des ouvriers volontairement. » Et, le 28 mai suivant : « A l'égard des corvées, je ne suis pas persuadé de l'avantage que vous dites que vous en tirerez, mais surtout prenez garde que, sous ce prétexte, il ne se fasse aucune friponnerie par qui que ce soit. Cependant, comme le Roy sera icy dans deux ou trois jours, je sçauray de Sa Majesté si elle approuve que vous vous en serviez. » Au mois de juillet suivant, il fallut compléter les fortifications de Verdun. Sur cinq cents paysans qu'on y envoya, il n'en resta bientôt plus que cinquante, tout le reste ayant déserté pour la moisson. Vainement leur promit-on 12 sous par jour, et même davantage; pour les retenir, l'intendant dut avancer 4,000 livres remboursables par les entrepreneurs. L'année d'après, treize cents paysans étaient

¹ Il y a lieu d'observer que la valeur intrinsèque des monnaies était alors double de ce qu'elle est aujourd'hui.

encore employés à 12 sous par jour aux fortifications de Stenay, Toul et Verdun; ils furent enfin remplacés par un pareil nombre d'ouvriers libres. C'était le rêve de Colbert, qui recommandait sans cesse de « trouver des ouvriers volontaires pour les travaux des places, sans se servir des corvées que le Roy n'approuvoit pas, parce que cette manière de travailler estoit fort à charge aux peuples et avançoit médiocrement les travaux. »

La construction d'un si grand nombre de places fortes et l'agrandissement de tant de villes soulevèrent nécessairement des questions de propriété. Quand des maisons ou des terrains étaient réclamés pour le service des fortifications, Colbert prescrivait d'exiger la production des contrats d'acquisition, des actes de partage, des baux. « Cependant, disait-il à un intendant, il ne faudra pas que cette difficulté vous arrête pour faire abattre les maisons qu'il seroit à propos de raser pour la fortification de la place, mais seulement que vous en fassiez faire un plan, sur lequel vous marquerez exactement les places des maisons démolies. » Procédé expéditif, qui mettait entre les mains du ministre, ou pour mieux dire de l'intendant, la fortune des propriétaires dépossédés. Veut-on des exemples ? On construisait en 1675 le fort Saint-Jean, à Marseille. Informé qu'il fallait démolir encore treize maisons, Colbert ordonna de les faire raser sans délai, en laissant aux propriétaires la liberté d'enlever ou de vendre les matériaux, et, en cas de refus de leur part, de les vendre à l'entrepreneur. L'intendant devait d'ailleurs s'enquérir des prix d'achat, des partages, des baux, en secret toutefois et sans formalité de justice, afin que le ministre pût, s'il le jugeait à propos, redresser les estimations *faites avec trop d'indulgence*. Tant de bonne foi et de si pures intentions dans l'arbitraire ont de quoi effrayer. L'année suivante, les travaux du fort Saint-Jean atteignant l'église Saint-Laurent, le curé alla solliciter en cour. « Faites-moy sçavoir, écrit encore Colbert à l'intendant des galères, si cette église est comprise ou non dans l'esplanade du fort Saint-Jean, s'il faudra l'abattre, si lesdites maisons estoient aussy comprises dans cette esplanade, et combien elles luy pouvoient valoir de revenus. Surtout, que ni le curé, ni aucune autre personne ne sçache que je vous ay donné l'ordre de m'instruire de ses prétentions. » Mêmes instructions à Bordeaux au sujet de la

reconstruction d'un quartier, le Chapeau-Rouge. Colbert ordonne à l'intendant d'estimer les maisons à démolir et de les faire payer par la ville. Les Jésuites obtinrent pourtant d'une portion de leur jardin 13,280 livres, pour le payement desquelles le ministre prescrivit de bien observer toutes les formalités, par le motif que les précautions avec les communautés devaient être plus grandes qu'avec les particuliers. Un pauvre tailleur de Doullens avait eu sa maison démolie ; ne recevant pas d'indemnité, il réclama près du ministre qui écrivit à l'intendant : « Touchant le remboursement du nommé Ambroise, vous pourrez luy faire payer les 5 ou 600 livres que vous estimez qu'elle pouvoit valoir. » A Ardres et à Montreuil enfin, l'intendant des fortifications avait évalué à 100 et à 120 livres l'arpent de terres nécessaires pour les contrescarpes. Colbert trouva ce prix trop élevé et le fit réduire au taux d'estimation des héritages. Ainsi, les attachements de famille, les convenances personnelles, les plus-values accidentelles, n'étaient comptés pour rien. Comparons par la pensée l'arbitraire ancien à la loi moderne. Si la législation actuelle est parfois faussée au grand avantage des intérêts privés, on peut dire que les procédés sommaires de l'ancien régime dans les cas d'expropriation motivée sur l'utilité générale étaient la négation même du droit commun.

Mais ces infractions à la justice étaient rares, et il n'y faut voir que la faute des temps. Par compensation, sur bien d'autres points, les recommandations les plus équitables, les plus sages, se succèdent et se pressent dans la correspondance. Une lettre du 4 mai 1669 prescrit au directeur des places de Champagne et de Picardie, de surveiller les adjudications et les devis. Il doit aussi être attentif aux friponneries des entrepreneurs, n'employer que des gens intelligents et d'une fidélité éprouvée, être accessible à tous, particulièrement aux officiers chargés de la défense des places, exiger des plans uniformes et orientés de toutes celles qu'il visitera. Quant aux dessins et profils, ils doivent être d'une clarté telle qu'en les voyant, on se croie sur les lieux mêmes. Il fallait encore, tout en diminuant la dépense, obtenir des ouvrages solides et rapidement exécutés. Nous ne savons plus aujourd'hui les misères qu'entraîna cette guerre de Hollande, si brillante à distance. Écoutons Colbert. Une lettre du 6 avril 1674 à l'intendant d'Amiens, constate que

les peuples souffraient beaucoup de la violence des troupes : « Comme j'entends tous les jours le Roy, non-seulement se plaindre de la conduite des gens de guerre, mais mesme blâmer les intendans qui ne les répriment pas avec assez de sévérité, je crois que vostre fermeté naturelle, soutenue de la volonté de Sa Majesté, vous portera facilement à faire des punitions telles, que les peuples en recevront du soulagement et que les troupes mesme en seront meilleures, parce qu'il n'y a rien qui leur nuise davantage que le désordre et la licence. » Colbert s'était fait une règle de ne recevoir les travaux des routes qu'au printemps, après les effets de la mauvaise saison ; il l'appliqua aux fortifications. Il avait d'abord prescrit d'afficher les devis détaillés de tous les ouvrages à faire aux places de guerre ; cette publicité ayant paru dangereuse, ordre fut donné de communiquer tout simplement les devis à ceux qui voudraient soumissionner. On a vu ses principes relativement aux entrepreneurs ; il fallait avant tout s'assurer de leur solvabilité. Que si, en exécutant leurs travaux avec toute la solidité et l'économie possibles, ils perdaient encore, il admettait exceptionnellement une juste augmentation des prix. Sèches et cassantes, ses réprimandes dénotaient pourtant un fond de bonté. « Il faut que vous vous soyez caché pendant quinze jours, écrit-il à un ingénieur, puisque ayant donné vos expéditions le 15 du mois passé, vous ne venez que d'arriver dans la ville de Calais, qui est la première que vous devez visiter. » Le billet suivant à un autre ingénieur, n'est pas moins caractéristique : « Je fus surpris de voir encore hier à Paris le sieur Duplessis-Dieulemant, après les ordres que je lui ay donnés de se rendre au plustost à Auxonne. Il ne manquera pas de partir demain, sinon je pourvoiray à son employ. » Un trésorier avait retardé l'envoi de sommes attendues à Metz pour les fortifications : « Que cela ne luy arrive plus, écrivit Colbert, sinon je commettray à sa charge. » Des travaux considérables étaient exécutés à Calais ; Louis XIV les ayant trouvés tenus *sans propriété ni politesse*, l'ingénieur s'en ressentit : « C'est à vous à bien prendre garde, lui manda Colbert le 30 avril 1677, que le Roy soit plus satisfait à l'avenir. » Puis encore, deux ans après (23 octobre 1679) : « J'ay beaucoup de peine à voir que la place la plus importante du département de mon fils, qui est celle de Calais, cause aussy souvent qu'elle fait des reproches du Roy, soit de

ce que les travaux sont mal conduits, soit de ce qu'ils sont extrêmement retardés. » Enfin, l'intendant d'Amiens, M. de Breteuil, fut vertement tancé pour avoir payé 37 livres la toise des matériaux pour Calais, que les entrepreneurs avaient pour 13 ou 14 livres à Boulogne ¹. Quoi qu'il en soit, Colbert punissait moins qu'il ne grondait, et si parfois la punition était jugée indispensable, elle n'arrivait jamais qu'après de nombreux avertissements.

Si spéciale que soit la correspondance relative aux fortifications, il y aurait à glaner bien d'autres détails sur les choses et les hommes. N'oublions pas un trait d'arbitraire instructif. On était en 1677, et Vauban venait d'indiquer des ouvrages urgents à faire aux places de l'Est. Après avoir prescrit à l'intendant de donner toute sorte de facilité à l'entrepreneur, Colbert ajoute : « Sa Majesté veut de plus que, pendant tout le temps que dureront les ouvrages de maçonnerie de Metz, Toul et Verdun, vous fassiez une défense très-expresse dans ces trois villes et dans tout le pays des Trois-Evêchés, de faire aucun ouvrage de maçonnerie de quelque qualité qu'il soit, afin que tous les ouvriers soient obligés de se rendre dans les ateliers du Roy. » Cent actes pareils ont été commis depuis ; ce qui rend cette interdiction significative, c'est, indépendamment du motif, la placidité, l'absence de scrupules, avec laquelle l'ordre est donné. La simplicité des voyages de Colbert mérite encore d'être notée. Exempt d'ostentation en tout ce qui ne touchait que lui, il fuyait le cérémonial, les honneurs, recommandait à Seignelay d'en faire autant, et défendait formellement (10 mars 1677) de tirer le canon à son entrée dans les villes. Quelle différence avec Louvois, qui mettait volontiers en réquisition la maréchaussée, et n'entrait dans les villes qu'escorté de trente dragons.

Terminons par une citation moins sérieuse, qui fait voir l'homme attentif, le courtisan à côté du ministre. Il avait, dès 1662, prié son frère, alors intendant d'Alsace, de faire exé-

¹ Voici les prix des divers travaux de fortifications, de 1673 à 1683 :

Transport et remuement des terres, à Auxonne, 4 livres la toise cube ; en Flandre, de 50 sous à un écu ; à Versailles, pour les terres transportées à deux cents toises, 4 livres 5 sous la toise cube. La toise carrée de gazon, à La Fère, 3 livres 5 sous ; en Picardie et Champagne, de 40 à 50 sous. Entretien du gazon, 2 sous 6 deniers la toise.

cuter par les plus habiles ouvriers de Nuremberg « des pièces d'artillerie, figures d'hommes et de chevaux, » destinées à l'amusement du dauphin, âgé de neuf mois. L'année suivante (le 20 avril 1663), il lui mande encore : « Je vous ay écrit diverses fois touchant les petites pièces d'artillerie et autres gentillesses que je vous priay l'année passée de faire faire à Nuremberg pour Mgr le Dauphin, et je me souviens que vous me mandastes, il y a de cy quelque temps, que vous faisiez estat d'y envoyer un exprès. A présent que Son Altesse Royale commence à grandir et que les divertissemens de ces sortes de gentillesses luy deviendront sensibles, il seroit bon que nous les eussions au plustost. C'est pourquoy je vous prie instamment d'y tenir la main. »

En France, on le voit, les hommes mêmes les plus pacifiques et les plus sérieux ont de tout temps encouragé l'enfance à jouer au soldat.

PIERRE CLÉMENT.

VOLTAIRE DIPLOMATE

SA DIPLOMATIE PENDANT LA GUERRE DE SEPT ANS

I.

Après l'avanie dont Voltaire et sa nièce, M^{me} Denis, avaient été victimes à Francfort, il restait un compte à régler, compte d'argent, compte de vengeance.

Il s'agissait d'abord de rentrer dans les fonds que Voltaire accusait le résident Freytag et le marchand Schmitt, agents du roi de Prusse, de lui avoir volés, puis de tirer une vengeance éclatante du roi et de ses ministres.

Voltaire ne mit pas de terme à ses plaintes et à ses réclamations pécuniaires, et, toute sa vie, il nourrit le dessein de se venger. Sa correspondance avec son secrétaire Collini, de 1757 à 1762, en garde la trace encore toute vive. Si d'abord, et sous la première impression de son ressentiment, il parut s'abstenir, c'est que la duchesse de Saxe-Gotha s'était entremise pour le réconcilier avec Frédéric, et qu'il avait eu assez peu de dignité pour se prêter à ce projet de paix. Dès le 22 septembre 1753, il avait adressé à la duchesse une lettre ostensible pour rentrer dans « les bonnes grâces du roi de Prusse. » Le comte de Götter, grand maréchal de la maison du roi, avait accepté l'office de négociateur. Voltaire implorait encore l'intervention de Wilhelmine, margrave de Baireuth, sœur chérie du roi. En septembre, il l'informa du projet de la duchesse de Saxe-Gotha, et, dans une longue lettre où il faisait amende honorable de ses torts envers le roi de Prusse, il la suppliait d'intercéder auprès de son frère : « Il s'agit, Madame, de signaler la grandeur de

votre âme et de toucher la sienne¹. » Mais la margrave, quoique gagnée à Voltaire, n'osait trop intervenir auprès du roi, qui lui avait écrit, le 12 avril précédent : « Quant à vous, ma chère sœur, je vous conseille de ne lui point écrire de votre main, j'y ai été attrapé. » Voltaire, repoussé de ce côté, revint à la duchesse de Saxe-Gotha, et lui indiqua la voie pour arriver au cœur d'un monarque « sensible à la gloire ; » à défaut de faveur, il voulait au moins « adoucir un homme puissant et dangereux. » Il sentait bien l'ignominie de ce rôle de battu demandant grâce au battant ; il redoutait les plaisanteries qu'on en ferait à Paris. « On me lapiderait en France, écrivait-il, si je retournais à sa cour. Je ne le pourrais avec bienséance, ajoutait-il aussitôt, qu'en cas qu'il fit une satisfaction éclatante à ma nièce, qu'il punit Freytag et Schmitt, et qu'il me rappelât avec distinction, seulement pour venir passer quinze jours avec lui². » Mais il se désolait à la pensée que ni le rang, ni le caractère de Frédéric ne lui permettraient de descendre à une telle réparation. En désespoir de cause, il écrivit au comte de Gotter, il écrivit même « à son infidèle³ : » démarches, humiliations perdues ! Nous pouvons juger des réponses de Frédéric par cette lettre à Darget : « Croiriez-vous bien que Voltaire, après tous les tours qu'il m'a joués, a fait des démarches pour revenir ? mais le ciel m'en préserve ! il n'est bon qu'à lire, et dangereux à fréquenter⁴. »

Voltaire voulut espérer encore. Retiré à Colmar, cette porte de la France qu'on tenait fermée devant lui, ne sachant où aller, il regrettait Berlin, seul refuge qui restât à cet esprit cosmopolite et proscrit, révolté et rampant. Il avait traversé plusieurs petites cours d'Allemagne ; partout on l'avait reçu en prince, nulle part on n'avait fait le moindre effort pour le fixer. A en croire La Beaumelle, au début de sa *Réponse*, il avait offert d'établir son séjour et les arts de la Seine à Hanovre, au prix modique d'une pension de mille livres sterling, et il avait été

¹ Lettres inédites, *Revue française*, 1^{er} novembre 1865.

² A la duchesse de Saxe-Gotha, 27 septembre 1733.

³ A la duchesse de Saxe-Gotha, 21 novembre 1733.

⁴ Le 20 novembre 1733, d'Argens écrivait à d'Alembert : « Voltaire a fait plusieurs tentatives pour retourner ici, mais le roi n'a pas voulu entendre parler de lui : il avait employé, pour faire sa paix, la margrave de Baireuth et la duchesse de Saxe-Gotha. »

rebuté. Suivant une lettre plus sûre adressée de Gotha à Formey ¹, il avait insinué qu'il ne serait pas fâché d'être attaché à cette cour par quelque pension, et sa proposition n'avait excité qu'un embarras dont on sortit par quelque présent. Repoussé de toutes parts, il se retourna du côté de Frédéric. Par l'entremise d'un anonyme, probablement du comte de Gotter, il rappela au roi ses anciennes bontés et en sollicita le retour. C'était une chose si flatteuse pour lui d'être le témoin assidu et officiel du travail d'un prince qui, né à trois cents lieues de Paris, écrivait mieux qu'aucun académicien, qu'assurément il n'avait pu chercher à s'en priver. Aussi n'avait-il d'autre ambition que de vivre auprès de sa personne ².

Ayant échoué dans ce nouvel assaut livré au cœur de Frédéric, il repoussa l'idée qu'il eût fait quelque proposition de paix. « Je ne sais pas quelle est la paix dont vous me parlez, écrivit-il. Ni mon cœur, ni ma bouche ne feront de paix avec un homme qui m'avait trompé, et qui payait par une ingrate jalousie les soins que j'avais pris de l'enseigner, et les sacrifices que je lui avais faits ³. »

Trois jours après, il faisait tenir à Frédéric, par les mains du marquis d'Argens, un mémoire justificatif de sa conduite : « Sérieusement, frère, disait-il à d'Argens, il me doit quelque justice et quelque compassion ⁴. »

Au mémoire Frédéric daigna répondre par une lettre flatteuse, dont Voltaire se vanta à tous ses correspondants, mais où manquait la flatterie convoitée, c'est-à-dire un rappel à Potsdam. Aussi Voltaire trouvait-il que « ces éloges flatteurs ne flattaient point, » sans parler de lettres bien différentes, écrites en même temps à d'autres, et où le prince n'épargnait pas « les choses piquantes sur son compte ⁵. »

¹ *Souvenirs d'un citoyen*, t. II, p. 235.

² A M. ..., 21 décembre 1753.

³ A Formont, 29 février 1754.

⁴ A d'Argens, 3 mars 1754. Voir le mémoire, avec la lettre d'envoi d'un duplicata au chevalier de La Touche, dans la publication de M. Foisset, p. 61, 63. — En janvier il avait déjà fait tenir les *Annales de l'Empire*, par les mains de Wilhelmine, « à celui qui avait toujours été l'objet de ses pensées et de ses écrits. » Mais le roi répondit à sa sœur, le 10 mars : « J'ai été fort surpris de recevoir le livre de Voltaire, avec une grande lettre de sa part; j'y ferai répondre par l'abbé (de Prades), de sorte que je ne me commettrai pas. »

⁵ A d'Argental, 16 avril; à la duchesse de Saxe-Gotha, 3 avril et 3 mai 1754.

Quelques mois après, une visite de la margrave de Baireuth lui parut annoncer un retour de fortune. Cette sœur de Frédéric, — toujours séduite par l'esprit et les impiétés de Voltaire et par le titre de *grand homme* qu'il ne manquait jamais de donner, en sa présence, au frère qu'elle adorait comme son unique dieu, — était pour lui, en effet, l'avocate et la patronne dont il pouvait le plus espérer. Atteinte déjà du mal dont elle devait mourir cinq ans plus tard, la margrave, que ses médecins envoyaient passer l'hiver en Languedoc, traversa Colmar, et, le 23 octobre 1754, elle fit inviter Voltaire à souper avec elle à l'auberge de la Montagne-Noire. Voltaire s'y rendit avec sa nièce, que la margrave demanda à voir. La sœur fit ce que le frère se refusa toujours à faire, et elle excusa comme elle put, par paroles et par présents, l'aventure de Francfort. Elle offrit même à Voltaire de l'emmener à Avignon, en terre papale, où elle devait s'arrêter quelques mois; mais Voltaire ne s'était pas encore condamné à sortir de France, et ce n'est que deux mois plus tard qu'il s'y résigna, et qu'il put faire une seconde fois sa cour à la margrave dans une auberge de Lyon ¹.

Dans ces deux entrevues, il fut beaucoup parlé, entre la margrave et le poète, d'une réconciliation avec Frédéric et d'un retour à Berlin; et d'Avignon, la margrave en écrivit encore au poète, soit à Prangins, soit aux Délices. Mais si la sœur donnait des assurances, le frère se taisait; et Voltaire refusa de s'exposer une seconde fois « aux caprices cruels » qui l'attendaient peut-être sur les bords de la Sprée ².

Frédéric méprisait l'homme, mais il estimait toujours le poète, et c'est au poète qu'il adressa, vers la fin de 1755, une *ode sur la mort*, signée de *main de maître*, où il l'appelait :

Soutien du goût, des arts, de l'éloquence,
Fils d'Apollon, Homère de la France... ³.

C'était le premier pas d'un rapprochement au moins poétique. Bientôt le prince en fit un second, plus avancé. Il mit en opéra sa tragédie de *Mérope*, lui envoya cette œuvre lyri-

¹ A Moncrif (Recueil de 1836), 24 octobre; à la duchesse de Saxe-Gotha (Recueil de 1860), 24 octobre et 16 décembre 1754.

² A la duchesse de Saxe-Gotha, 29 janvier et 23 mars 1755.

³ A d'Argental, 8 novembre 1755; à la duchesse de Saxe-Gotha, 11 novembre 1755 (Recueil de 1860).

que, et la fit représenter le 27 mars 1756 sur son théâtre de Potsdam. A en croire Voltaire, il ne tenait qu'à lui d'aller à Berlin entendre sa tragédie en musique italienne. Mais aucun de ses correspondants ne crut à cette invitation, et moins que tous les autres ceux d'entre eux à qui il avait jeté des échantillons de l'œuvre royale comme une proie à leurs railleries. Thieriot, le trompette, avait reçu mission de réciter partout ces mauvais vers en leur donnant un accent ridicule. A la galanterie de Frédéric, Voltaire répondait donc par une vengeance, et à cette vengeance il associait M^{me} de Pompadour, raillée par le poète-roi ; ainsi il témoignait son attachement et sa reconnaissance à la courtisane, « espérant qu'elle serait longtemps en état de faire du bien ¹. »

Cet opéra de *Méropé* fut pourtant le lien de raccommodement entre Cynéas et Pyrrhus. Pyrrhus-Frédéric se remit à écrire à Cynéas-Voltaire, et le commerce de prose et de vers se rétablit, tantôt rare, tantôt presque quotidien, « entre le héros-poète-philosophe-guerrier-malin-singulier-brillant-fier-modereste, etc., et le Suisse Cynéas, retiré du monde. » Le Suisse Cynéas se serait même montré aussi désintéressé que le Cynéas épirote envers le Pyrrhus prussien, et il aurait refusé legs et pensions, biens et dignités, que Pyrrhus lui proposait, à la condition de retourner en jouir sur les bords de la Sprée. Mais nous ne le savons que par le Suisse Cynéas, sujet à mentir par amour-propre ou par intérêt, et le motif d'intérêt n'est pas difficile à deviner, lorsqu'on l'entend dire à Richelieu, à qui il vient de raconter son noble refus : « Le roi ne s'en soucie guère ; mais je voudrais qu'il pût en être informé ². » Evidemment, aux faveurs du Pyrrhus de Potsdam, le Suisse Cynéas eût préféré les bonnes grâces du Pyrrhus de Versailles. D'ailleurs, nous l'entendrons bientôt redemander ces mêmes faveurs, qu'il prétendait qu'on lui avait proposées, et on les lui refusera : preuve qu'il intervertissait les rôles, suivant sa coutume, que la proposition partait de lui et que le refus vint toujours du roi de Prusse.

¹ A la duchesse de Saxe-Gotha, 1^{er} janvier, 10 février et 5 mars ; à d'Argental, février et 26 mars ; à Richelieu, 7 février ; à d'Alembert, 10 février 1756.

² *Mémoires*, œuvres de V., t. XL, p. 99 ; à la duchesse de Saxe-Gotha, 10 juin ; à Tronchin, 24 juillet (Recueil de 1856) ; à Richelieu, 6 octobre 1736 ; à Darget, 8 janvier 1738.

Louis XV n'ayant pas prêté, plus que Frédéric, l'oreille à ses insinuations, il avisa d'autres princes, car il voulait toujours, disait-il, avoir trois ou quatre princes à son service. Marie-Thérèse ayant livré ses écoles au jansénisme hollandais, il fit une épître sur l'inauguration de l'Université de Vienne, et l'impératrice-reine lui « fit dire des choses très-obligeantes ¹. »

Déjà il s'était mis en relation avec la cour de Vienne pendant son emprisonnement à Francfort. Le 5 juin 1753, il s'était adressé à l'ennemi naturel du roi de Prusse, à l'empereur François I^{er}, à l'époux de Marie-Thérèse. Suivant son usage, il avait fait de son cas personnel une affaire d'intérêt général, et s'était montré prêt à remettre le feu à l'Europe pour se venger de Frédéric et recouvrer sa liberté. Après avoir raconté son aventure et réclamé l'intervention de l'empereur, il avait ajouté : « Je voudrais, avant ma mort, pouvoir être assez heureux pour me mettre un moment à ses pieds. Son Altesse royale Madame la duchesse de Lorraine (sœur du Régent), sa mère, m'honorait de ses bontés. Peut-être, d'ailleurs, sa sacrée Majesté pousserait l'indulgence jusqu'à n'être pas mécontente, si j'avais l'honneur de me présenter devant Elle, et de lui parler. »

Cette dernière phrase mystérieuse a son explication dans une lettre secrète du même jour, adressée au comte de Stadion, conseiller intime de l'empereur, et alors ministre d'Etat de l'électeur de Mayence, que Voltaire priait de transmettre sa lettre à François I^{er} : « Votre Excellence, y disait-il, peut assurer l'empereur, ou sa sacrée Majesté l'impératrice, que, si je pouvais avoir l'honneur de leur parler, je leur dirais des choses qui les concernent... ; et peut-être mon voyage ne serait pas absolument inutile. » Il a beau ajouter qu'il pourrait donner des marques de sa reconnaissance à Leurs Majestés impériales « sans blesser aucun de ses devoirs : » il est trop évident, ou qu'il ment pour se donner de l'importance et s'attirer la protection de la cour de Vienne, ou qu'il s'offre à jouer le rôle d'un malhonnête homme en trahissant les secrets de Frédéric. La guerre de Sept Ans lui fournit l'occasion de tenir une partie de sa promesse.

¹ A Thieriot, 9 août 1756 (Recueil de 1836); — voir l'Épître, *Œuvres*, t. XIII, p. 217.

II.

Pendant cette longue guerre, nous allons le voir jouer tour à tour, quelquefois simultanément, un double et triple jeu : le jeu de Frédéric, le jeu d'Elisabeth de Russie, le jeu de Marie-Thérèse et de la cour de France ; ou plutôt, il n'en jouera qu'un seul, toujours le même, son jeu à lui, habilement dissimulé sous les voiles de l'humanité et du patriotisme. Tantôt il travaillera à l'anéantissement de Frédéric, mais, dans l'humiliation de *Luc*¹, il ne cherchera qu'une vengeance de l'aventure de Francfort, et, pendant que les armées se disputeront des provinces, l'argent volé par Freytag sera pour lui l'unique enjeu de la guerre ; tantôt il passera du côté de Frédéric et le félicitera de ses triomphes, mais seulement pour arracher au monarque victorieux, comme sa part du butin, la restitution des honneurs qu'il a perdus. Souvent il se jettera en négociateur entre les parties belligérantes, mais ce sera encore pour goûter le plaisir d'amener Frédéric à merci et à composition ; ce sera surtout pour attirer sur lui-même, par un patriotisme prétendu, les regards favorables de la cour de Versailles, pour ressaisir et garder, avec tous les honneurs et tous les avantages qu'il en attend, le titre et les fonctions de diplomate officiel, objet perpétuel de son ambition. S'il aspire quelquefois à la paix, c'est moins par humanité que par intérêt personnel ; c'est que la guerre le ruine, soit en détruisant les vaisseaux de la compagnie des Indes dont il est un riche actionnaire, soit en réduisant de moitié la valeur de ses titres sur le trésor royal, soit enfin en suspendant le paiement de ses pensions, qui lui sont retenues pendant ces sept années². Et tout cela, ce n'est pas

¹ Ainsi Voltaire appelle souvent Frédéric, soit parce que ce prince l'avait mordu comme un singe du même nom, soit plutôt par un anagramme rappelant les goûts du chef des Potsdamites.

² Il perdit beaucoup à la guerre, ce qui ne l'empêcha pas de hasarder 80,000 livres au jeu nouveau que le roi jouait avec ses sujets par l'établissement des tontines ou loteries (à Tronchin de Lyon, 19 avril 1757 ; Recueil de 1856). — C'était son habitude de profiter des malheurs publics pour accroître sa fortune, et il en donne la théorie dans ses *Mémoires* (œuvres, t. XL, p. 99) : « Il faut être attentif à toutes les opérations que le ministère, toujours obéré et toujours

nous qui le disons, c'est lui qui nous le dira lui-même, et avec une impudeur, une persévérance qui mettront à nu l'égoïsme de ses pensées et de sa conduite.

La guerre avait commencé sur mer, où les Anglais capturaient nos vaisseaux avant de nous enlever le Canada et les Indes, et c'est sur mer qu'elle était particulièrement désavantageuse à Voltaire ¹. Aussi fit-il des vœux pour le triomphe de nos armes maritimes, d'autant plus que son héros, le duc de Richelieu, é'ait chargé de l'expédition de Minorque. D'ailleurs, il était intéressé dans un vaisseau considérable que le gouvernement espagnol envoyait contre les Jésuites du Paraguay. Ce vaisseau s'appelait *le Pascal*, et il trouvait doublement plaisant de faire la guerre aux Jésuites de sa terre hérétique, et de la faire sous le nom de leur grand ennemi ². Ajoutons qu'il joua un noble rôle, en travaillant, avec le maréchal, à sauver la vie à l'amiral Byng; et s'il n'arracha pas le malheureux vaincu de la Galissonnière à un supplice renouvelé des Carthaginois, il eut l'honneur de l'avoir généreusement entrepris ³.

Cependant Frédéric, dès le commencement de 1756, avait traité avec le roi d'Angleterre, électeur de Hanovre, et c'était une obligation pour les puissances menacées ou ambitieuses, ou de désarmer le roi de Prusse, ou de se faire des alliances. La France paraît avoir songé d'abord à celle de Frédéric, malgré les infidélités qu'il lui avait faites pendant la guerre de la succession d'Autriche, et c'est encore sur Voltaire, le négociateur de 1743, qu'on jeta les yeux en 1756, pour ramener son *Salomon du Nord* à des sentiments dignes du titre qu'il lui avait donné. En mai 1756, nous le trouvons à Soleure, où il était allé voir Chavigny, notre ambassadeur en Suisse. Chavigny lui proposa, dit-on, de retourner à Potsdam, chargé d'une négociation secrète auprès de Frédéric. Il refusa, prétend-il ⁴.

inconstant, fait dans les finances de l'Etat. Il y en a toujours quelqu'une dont un particulier peut profiter. »

¹ « On me mande que nos affaires de Cadix sont désespérées (à d'Argental, 1^{er} avril 1736). »

² A d'Argental, 8 janvier; à M^{me} de Lutzelbourg, 12 avril; à Richelieu, 16 avril 1736.

³ A Richelieu, 20 décembre 1736, et 13 et 19 février 1737; à d'Argental, 12 septembre 1737; à Schomberg, 31 octobre 1769.

⁴ A Collini, 18 mai; à Thieriot, 4 juin; au prince de Wurtemberg, 14 juin 1736.

Mais peut-être était-il déjà trop tard pour négocier avec Frédéric, pendant qu'on signait à Versailles un traité avec Marie-Thérèse.

C'était le renversement des alliances et du système de Richelieu. Vengeance contre la Prusse, a-t-on dit, et de la courtisane que Frédéric avait appelée *Cotillon 1^{er}*, et du poète dont le même prince avait écrit :

Evitez de Bernis la stérile abondance ¹.

Que M^{me} de Pompadour ait été irritée des sarcasmes de Frédéric, et gagnée, au contraire, par les caresses de Marie-Thérèse, qui s'abaissa jusqu'à se dire « sa bien bonne amie, » rien de plus certain ; mais Bernis, qui tenait d'abord pour le système de Richelieu, demeura étranger à ces petites passions, et n'eut que le tort de se prêter à des vues qu'il condamnait et dont il sentait l'imprudence. Il avait été le négociateur du traité avec l'Autriche, signé en mai 1756 ; il entra au conseil, à titre de ministre d'Etat, en janvier 1757, et fut nommé secrétaire d'Etat aux affaires étrangères en juin de la même année. Notons bien ces dates, qui nous aideront à expliquer la conduite de Voltaire. Lié de tout temps avec la maîtresse royale, dont il attendait son retour, avec l'abbé de Bernis, qui le pouvait puissamment appuyer auprès de leur commune protectrice, il devait se porter de préférence du côté de la courtisane et du ministre, vers lequel l'inclinaient encore ses relations récentes avec la cour de Vienne et sa rancune contre le roi de Prusse. D'autre part, Elisabeth de Russie, fille de Pierre I^{er}, avec laquelle il avait été en « flagorneries » dès 1745, et qui venait de lui faire de nouvelles avances en l'invitant à écrire la vie de son père, piquée, elle aussi, des épigrammes de Potsdam, entra avec la Suède, gouvernée pourtant par Ulrique, sœur de Frédéric, et avec l'électeur de Saxe, roi de Pologne, dans la coalition de l'Europe entière, moins l'Angleterre, contre le roi de Prusse, et y entraînait encore son historiographe. Ou plutôt, à cette date, Voltaire était moins entraîné qu'il n'entraînait lui-même : du moins les modernes biographes allemands de Frédéric l'ont accusé, et non sans raison, d'avoir armé Elisabeth et tous les autres contre son ancien protecteur,

¹ Voltaire, *Mémoires*, œuvres, t. XL, p. 10.

qui, devenu son ennemi, le devenait, suivant sa disposition à faire entrer le genre humain dans ses querelles, du monde tout entier.

Toujours est-il que nous le voyons d'abord tout à la guerre. Il se réjouit de l'alliance entre Louis XV et Marie-Thérèse, entre le *Bien-Aimé* et la *Bien-Aimée*, et sa joie n'est tempérée que par la crainte des cent cinquante mille hommes qu'à toujours Frédéric ¹. « Priez pour notre Marie-Thérèse, » crie-t-il quand il apprend que Frédéric a envahi la Saxe sans déclaration de guerre. « Ne seriez-vous pas bien aise, ajoute-t-il, de voir deux femmes, deux impératrices (Elisabeth et Marie-Thérèse), peloter un peu notre grand roi de Prusse, notre *Salomon du Nord* ² ? » Mais il ne s'oublie pas lui-même, et, rapetissant la grande querelle aux minces proportions de sa querelle privée, il ne voit dans les Français qui vont envahir l'Allemagne que des vengeurs de son aventure de Francfort : « Je me soucie peu que la scène soit bien ensanglantée, pourvu que le bon M. Freytag soit pendu ³. » Et alors il excite, toujours dans son intérêt privé, toutes les passions politiques et toutes les rancunes de femmes : Frédéric n'a jamais été attaché à la France ; M^{me} de Pompadour n'a pas sujet de se louer de lui, tandis que Marie-Thérèse parle d'elle avec beaucoup d'éloges. C'est à Richelieu qu'il écrit ainsi (10 octobre 1756), et il se glisse dans une sorte de post-scriptum, qui, comme il arrive presque toujours, était l'essentiel de la lettre : « Si j'osais un moment parler de moi, je vous dirais que je n'ai jamais conçu comment *on* (le roi et sa maîtresse) avait de l'humeur contre moi de mes coquetteries avec le roi de Prusse... Si on savait que, cette année, on m'a offert carte blanche, on avouerait que je suis un philosophe guéri de ma passion. J'ai, je vous l'avoue, la petite vanité de désirer que deux personnes le sachent, et... le sachent par vous. Qui connaît mieux que vous le temps et la manière de placer les choses ? » En attendant ce moment favorable, il proteste de son attachement pour Marie-Thérèse et de sa haine contre Frédéric. Il propose à Richelieu son char armé de faulx, « sa petite drôlerie, » avec laquelle il espère qu'on

¹ A Mme de Lutzelbourg, 2 juillet 1756.

² A la même, 13 et 23 août 1756.

³ A d'Argental, 13 septembre 1756.

tuerait force Prussiens. Il ne s'illusionne pas, toutefois, sur les ressources de son *diable de Salomon*, qu'il prévoit devoir l'emporter tôt ou tard. Mais, dit-il, « s'il est toujours heureux et plein de gloire, je serai justifié de mon ancien goût pour lui ; s'il est battu, je serai vengé ¹. » Ainsi, il trouvera toujours son compte.

Il ne le trouvait pas à la cour de Versailles. Richelieu et d'Argental lui avaient écrit que leurs efforts communs pour le ramener à Paris avaient échoué. Pour essayer encore de vaincre tant de résistance, il continue de faire des vœux pour Marie-Thérèse, et il s'associe aux mauvais poètes qui chantaient *Salomon-Mandrin*, par des vers où il flétrissait l'envahisseur de la Saxe ². Mais ignorant toujours de quel côté se déterminerait la fortune, et s'il n'aurait pas encore besoin de Frédéric, il fit courir les vers et en nia la paternité : « C'est, déclara-t-il, le comble de la lâcheté d'écrire contre un prince à qui on a appartenu ³. » Dans son système de bascule, toujours dirigé par son égoïsme, il inclinait tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, suivant les événements. Il insultait Frédéric et bafouait l'insulteur ; il écrivait contre Salomon-Mandrin à Versailles, et il entretenait de bons rapports avec lui à Potsdam ou à Dresde ; il le faisait maudire, et il lui arrachait des lettres tendres, pleines de bonté, dont il se vantait partout. Il ne se montrait pas moins fier d'une invitation de la Czarine de se rendre à Saint-Petersbourg ⁴. Mais, ce n'était pas à Saint-Petersbourg qu'il aurait voulu aller, c'était à Versailles, et il espérait que tant d'invitations et de caresses royales arracheraient enfin un consentement à Louis XV.

Séduit par la lettre de Frédéric, le voilà revenu à sa vieille admiration : « Madame, Madame, écrit-il à la margrave de Baireuth, le roi de Prusse est un grand homme ! » Aussi ne veut-il plus être soupçonné même d'être l'auteur des vers qu'il

¹ A M^{me} de Lutzelbourg, 25 octobre ; à Richelieu et à d'Argental, 1^{er} novembre 1736.

² Œuvres de Voltaire, t. XIV, p. 423. — A M^{me} de Lutzelbourg, 9 et 23 novembre 1733.

³ A Thieriot, 28 novembre 1736 ; même jour, à d'Argental.

⁴ A Richelieu, 4 février ; à Tronchin de Lyon, 5 et 6 février (Recueil de 1836) ; à d'Argental, 6 février ; à M^{me} de Lutzelbourg et à la duchesse de Saxe-Gotha, 8 février ; à Cideville, 9 février 1737.

a lancés contre lui : « Il m'a rendu toutes ses bontés ; il sait combien je le respecte et a trop de goût pour m'imputer ces sottises ¹. » Et, dès lors, croyant s'être mis en règle avec tout le monde, il s'enferme dans son bien-être, et chante, quelles que soient les péripéties de la guerre, ce refrain épicurien de toutes ses correspondances : « Que faire à tout cela ? Cultiver son champ et sa vigne, se promener sous les berceaux qu'on a plantés, être bien logé, bien meublé, bien voituré, faire très-bonne chère, lire de bons livres, vivre avec d'honnêtes gens au jour la journée, ne penser ni à la mort ni aux méchancetés des vivants. Les fous servent les rois, et les sages jouissent d'un repos précieux ². »

Mais il ne s'endormait pas dans les délices de Capoue, et il surveillait tous les événements pour en tirer le meilleur avantage. Le 18 juin, Frédéric perd contre Daun la bataille de Kollin, et il tressaille à cette bonne nouvelle qui lui donne l'espoir de faire rendre gorge à Freytag et à Schmitt ³. « Si vous passiez par Francfort, écrit-il le 19 juillet à son héros, M^{me} Denis vous supplierait très-instamment d'avoir la bonté de lui envoyer les quatre oreilles de deux coquins. » Il triomphe plus que le vainqueur de Frédéric ; et, apprenant que les Russes marchent sur Berlin : « L'ennemi public sera pris de tous côtés, s'écrie-t-il ; vive Marie-Thérèse ⁴ ! » Mais comme il faut prévoir un retour de fortune et tout ménager, il adresse en même temps à Frédéric un compliment de condoléance sur la mort de sa mère ⁵.

III.

Frédéric se croyait perdu, et il songeait lui-même à mourir. C'est alors que sa sœur chérie, la margrave de Baireuth, se jeta à travers les belligérants et voulut y entraîner Voltaire, pour obtenir un traité de paix et sauver le vaincu de Kollin. Quelques jours auparavant, elle s'était mise à la tête d'une

¹ A la duchesse de Saxe-Gotha, 8 février et 21 avril 1757 (Recueil de 1860).

² A M^{me} de Lutzelbourg, 4 juin 1757.

³ A Collini, 29 juillet 1757.

⁴ A M^{me} de Lutzelbourg, 6 août 1757.

⁵ A d'Alembert, 23 juillet 1757.

autre négociation portée aux pieds de M^{me} de Pompadour ; et le 7 juillet, son frère l'avait autorisée à offrir à la courtisane, pour prix de la paix, jusqu'à 500,000 écus, en ajoutant qu'il était disposé à aller beaucoup au delà. Cette négociation ayant échoué, *sœur Wilhelmine, sœur Guillemette*, — comme la margrave s'appelait, avec son esprit prussien, aussi malheureux, dans sa lutte avec l'esprit français de son correspondant, que Frédéric dans sa lutte contre Daun, — s'adressa à *frère Voltaire*, vers le mois d'août, pour lui proposer le rôle de pacificateur, et Voltaire se hâta d'accepter. La margrave l'en remerciait le 19 : « Je ne saurais vous témoigner combien je suis sensible à votre procédé ; le roi l'est autant que moi. » Et elle lui envoyait un billet de Frédéric, où le roi lui disait : « J'ai appris que vous vous étiez intéressé à mes succès et à mes malheurs... Il ne me reste plus qu'à vendre cher ma vie. »

Voltaire triomphait. Frédéric lui rendait, en quelque sorte, les armes plus qu'à son vainqueur autrichien. « Qui eût dit, s'écriait-il dans sa joie de voir Frédéric humilié devant lui, qu'un jour je prendrais la liberté de le consoler?... Je ne hais pas ces petites révolutions ; elles amusent et elles exercent ¹. » Il s'amusait et s'exerçait : il s'amusait dans sa vengeance satisfaite ; il reprenait l'exercice de ce rôle diplomatique, rêve et mirage de toute sa vie.

Il s'agissait, cette fois, de sauver Frédéric en détachant la France de la coalition, et de détacher la France en lui persuadant qu'il n'était pas de son intérêt de rendre aux successeurs de Charles-Quint leur ancienne suprématie en Europe, et de rompre l'équilibre européen par la destruction de la Prusse. Très-lié avec les Tronchin de Genève, Voltaire eut la pensée de se servir de Tronchin de Lyon, leur parent et son banquier, comme d'intermédiaire entre lui et le cardinal-archevêque de Tencin, oncle de son ami d'Argental, qui, à son tour, ferait l'office de médiateur entre la margrave et la cour de Versailles. Pendant son séjour à Lyon, en 1754, la margrave avait beaucoup vu le cardinal et conféré souvent avec lui, si bien qu'on avait dit à Berlin qu'elle se faisait endoctriner dans la foi catholique. Pour Voltaire, il pardonnait à Tencin, dans l'intérêt plus

¹ A la duchesse de Saxe-Gotha, 22 septembre (Recueil de 1860) ; à Tronchin de Lyon, 3 septembre 1757 (Recueil de 1856).

haut de sa diplomatie, le mauvais accueil qui lui avait été fait, en 1754, lors de son passage à Lyon. Tencin, autrefois du conseil, était au courant des affaires, et, quoique écarté de la politique officielle, il avait une correspondance particulière avec Louis XV, des intelligences à Versailles, et l'espoir d'y rentrer.

Le 27 septembre 1757 ¹, Voltaire écrit donc à Tronchin pour le prier de demander « à l'homme qui est au fait, à l'homme instruit, » si réellement on est dans l'intention, à Versailles, d'abandonner le roi de Prusse à sa destinée, et de rompre une balance longtemps jugée nécessaire. Tronchin répondit, au nom du cardinal, par un conseil à la margrave d'aller à Paris : mais, déjà mourante et incertaine du succès, la margrave ne pouvait entreprendre un voyage de tous points si hasardeux. S'appuyant de plus en plus sur la confiance du frère et de la sœur, Voltaire récrivit à Tronchin, le 20 octobre, qu'il s'était borné à conseiller à la margrave une démarche auprès de la cour de France ; mais cette démarche, il la fallait préparer en faisant comprendre à Versailles combien il était important de maintenir la balance européenne. Il voulait bien que l'Autriche reprit la Silésie, la Suède une partie de la Poméranie ; qu'Auguste de Saxe rentrât dans son électorat et dans sa Pologne ; que le roi de Prusse perdît beaucoup, mais non qu'il fût entièrement dépouillé. « Quel beau rôle pour Louis XV, s'écriait-il, de se rendre l'arbitre de l'Europe, et de renouveler le traité de Westphalie ! »

Voltaire avait imaginé de faire écrire au roi, par la margrave, « une lettre touchante et raisonnée, » qu'elle ferait passer par « l'homme respectable (Tencin), » pour lequel elle avait « une estime particulière ; » et *l'homme respectable* « pourrait, sans se compromettre, l'appuyer de son crédit et de son conseil. » Le négociateur ajoutait : « Il serait, ce me semble, bien difficile qu'on refusât d'être l'arbitre de tout, et de donner des lois absolues à un prince qui croyait, le 17 juin (veille de Kollin), en donner à toute l'Allemagne. Qui sait même si *la personne principale*, qui aurait envoyé la lettre de M^{me} la Margrave au

¹ Toutes ces lettres à Tronchin ne sont que dans le Recueil de 1836, t. I, p. 473 et suivantes. — Voir le récit que Voltaire a fait de cette négociation avec le cardinal de Tencin, dans ses *Mémoires*, œuvres, t. XL, p. 109 et suivantes.

Roi, qui l'aurait appuyée, qui l'aurait fait réussir, ne pourrait pas se mettre à la tête du congrès qui réglerait la destinée de l'Europe? Ce ne serait sortir de sa retraite honorable que pour la plus noble fonction qu'un homme puisse faire dans le monde, ce serait couronner sa carrière de gloire. » Voltaire réfutait ensuite les objections tirées de la position particulière de Tencin ; et il ajoutait que si le cardinal-archevêque ne trouvait pas mauvais qu'il insistât auprès du frère et de la sœur pour les engager à se mettre à la discrétion du Roi, alors il écrirait avec plus de force : « J'ai parlé au roi de Prusse dans toutes mes lettres avec beaucoup de liberté, disait-il en finissant : il m'a mis en droit de lui tout dire... Je sais bien qu'après les procédés que le roi de Prusse a eus avec moi, il est fort surprenant qu'il m'écrive, et que je sois peut-être le seul homme à présent qu'il ait mis dans la nécessité de lui parler comme on ne parle point aux rois ; mais la chose est ainsi. »

Le cardinal fut enchanté de l'ouverture, et, le 24 octobre, il dicta cette note à Tronchin : « Le plan est admirable ; je l'adopte en entier, à l'exception de l'usage qu'il voudrait faire de moi en me mettant à la tête de la négociation. Je n'ai besoin ni d'honneurs ni de biens, et... je ne songe à vivre qu'en *évêque philosophe*. » Évêque philosophe ! O temps ! Et dire que Tencin ne se sentait pas ridicule !

Tencin consentait donc à se charger de la lettre de la margrave. Il engageait à la rédiger dans le sens de celle de Voltaire, en y ajoutant quelque chose de flatteur pour l'abbé de Bernis, qui, promu récemment aux affaires étrangères, avait le plus grand crédit à la cour.

Le ministère de Bernis, lié avec Voltaire, semblait être une conjoncture favorable pour le succès de la négociation ; et bien plus l'entrée récente du maréchal de Richelieu dans le Hanovre, où il venait de forcer l'armée anglaise à capituler (8 septembre). Aussi la margrave prit-elle à son compte une idée que lui avait communiquée Voltaire dès le mois d'août¹ : c'était d'ouvrir un commerce direct entre son frère et le maréchal, qui, lui aussi, était partisan de la balance européenne. En effet, Voltaire écrivit à Richelieu pour le prévenir de l'ouverture qui lui allait être faite et l'y bien disposer ; et Frédéric lui-même, dès le

¹ Lettre inédite, *Revue française*, 1^{er} novembre 1865.

6 septembre, lui députa un nommé Delchetet, avec une lettre flatteuse à l'adresse du petit-neveu du grand cardinal. Richelieu répondit qu'il n'avait pas d'instructions pour traiter, et qu'il allait en demander à Versailles. Il y fut autorisé, apparemment, même après la capitulation de Closterseven, puisque, le 27 octobre, Voltaire annonçait à Tronchin que la négociation était sortie du rêve, et qu'elle était établie entre le roi et le maréchal. Mais Frédéric, avant de céder, voulait un succès qui le tirât de l'humiliation de Kollin, et il était déterminé « à des partis terribles ¹. » Il ne négociait avec Richelieu, alors en Saxe, que pour gagner du temps et attendre l'occasion d'une revanche. Il tenait à cette revanche avant d'autoriser sa sœur à faire une seconde démarche. La première démarche de la margrave avait été une lettre écrite, non au roi, mais au cardinal de Tencin, et elle attendait, pour écrire directement à Louis XV, qu'on eût sondé le terrain à Versailles.

Cependant Frédéric était pressé de toutes parts. Sa capitale avait été pendant deux jours au pouvoir des Autrichiens, et elle ne s'en était délivrée qu'au prix d'une rançon énorme. Frédéric ne voyait plus de refuge que dans la mort. Mais César-Cotin, qui tournait tout en rimes, qui clouait des rimes à tout événement, n'était pas homme à mourir sans petits vers, et, dans une mauvaise épître à d'Argens, il rima son prochain suicide. Il le rima encore, mais plus richement, dans une lettre à Voltaire, à qui il adressa ces vers si connus, les meilleurs qu'il ait faits :

Pour moi, menacé du naufrage,
Je dois, en affrontant l'orage,
Penser, vivre et mourir en roi.

La margrave et Voltaire s'attachèrent à lui pour le détourner de son funeste dessein : la margrave, en lui disant qu'elle le suivrait dans la mort, — et il y comptait bien ; — Voltaire, d'une façon assez noble, morale à part, et avec une obstination qui l'honore. Pendant tout le mois d'octobre, il lui adressa lettres sur lettres, de plus en plus vives et pressantes. Il commença par complimenter le poète sur son épître à d'Argens ; puis il s'adressa au roi et au philosophe. Il déroula, pour lui arracher son projet, tous les motifs pris de la politique, de la

¹ A Tronchin, 11 novembre 1737.

philosophie, de la famille, sans oublier les insultes dont les bigots ne manqueraient pas de charger sa mémoire. Frédéric résistait à tout, mais Voltaire était content de son rôle, quel qu'en dût être le succès. « Je m'intéresse à sa gloire par amour-propre, écrivait-il, je ne veux pas avoir loué un sot; et je suis bien aise en même temps, par raison et par équité, qu'il soit un peu puni;... ce n'est pas un rôle désagréable pour moi de lui avoir donné des conseils paternels. L'anecdote est curieuse ¹. »

Trois jours avant cette lettre, le canon victorieux de Rosbach avait été plus puissant que toute l'éloquence et toute la philosophie de Voltaire pour arracher à Frédéric toute pensée de suicide. Voltaire, vaincu ce jour-là avec Soubise, passa comme toujours du côté du vainqueur, et se mit, en quelque sorte, à sa discrétion. « J'admire l'homme dont votre Altesse Sérénissime me parle, écrivit le bon citoyen à la duchesse de Saxe-Gotha; je la remercie de tout ce qu'elle aura daigné lui dire de moi ². » Ce n'était plus à Frédéric à demander grâce; le vainqueur de Rosbach, dans sa juste fierté, ne se résignait plus à écrire à Louis XV l'humble lettre dont le projet avait été remis après l'événement qui en ôtait toute idée ³. Non-seulement la négociation était suspendue; non-seulement Voltaire devait renoncer à la récompense qu'il en espérait; mais elle tournait contre lui; et, en ce sens encore, il perdait, lui aussi, sa bataille de Rosbach. Ces correspondances avec Frédéric, la Margrave et le cardinal de Tencin, toute cette diplomatie qui, dans sa pensée, devait aboutir à son rappel, on lui en faisait maintenant, sous la pression de la cour de Vienne, un crime à Versailles, et on maintenait, on renouvelait contre lui la sentence d'exil ⁴. Il feignait bien d'en rire, et de prendre sa disgrâce confirmée en épicurien content : « Que faire! Ce n'est pas ma faute. Je suis un pauvre philosophe qui n'y prends ni n'y mets; et cela ne m'empêchera pas de passer mon hiver à Lausanne dans une maison charmante..... Ce qui me console, c'est que nous

¹ A d'Argental, 8 novembre 1757. — Voir le piquant récit que Voltaire a fait de toute cette négociation dans ses *Mémoires*, œuvres, t. XL, p. 101 et suivantes.

² 24 novembre 1757 (Recueil de 1860).

³ A Tronchin, 17 et 23 novembre 1757.

⁴ A d'Argental, 19 novembre 1757.

avons pris un vaisseau anglais chargé de tapis de Turquie, et que j'en aurai à fort bon compte. Cela tient les pieds chauds ¹. »

Sans doute, l'égoïsme de l'épicurien consolait un peu le dépit du diplomate; mais le diplomate évincé ne revenait pas moins à la charge, pour triompher des préventions de la cour de Versailles. Sur le conseil de son ami d'Argental, il écrivit à l'abbé de Bernis pour se justifier, et il écrivit en même temps à d'Argental lui-même : « Serait-il possible qu'on eût imaginé que je m'intéresse au roi de Prusse? J'en suis pardieu bien loin! Il n'y a mortel au monde qui fasse plus de vœux pour le succès des mesures présentes. J'ai goûté la vengeance de consoler un roi qui m'avait maltraité... Ce n'est pas là chercher à déplaire à Marie-Thérèse ². »

On a pris le change sur ses correspondances; Bernis et M^{me} de Pompadour se sont trompés sur ses sentiments à l'égard du roi de Prusse; il n'avait voulu que les informer de l'état des choses; M^{me} de Pompadour l'avait d'abord bien pris, et le lui a écrit; Bernis seul s'obstine à garder le silence, et ne répond même pas à la lettre justificative qu'il a reçue; qu'il sache, de plus, qu'en 1755, Frédéric lui a tout offert, à lui Voltaire, par l'abbé de Prades, et que Voltaire a tout refusé, ne désirant qu'une réparation en faveur de sa nièce, dont le roi de Prusse n'a jamais voulu entendre parler; que le ministre réponde au moins un mot de politesse; que les correspondances ne soient plus un obstacle à un retour qu'on pourrait attribuer à ces correspondances mêmes : « sa première correspondance est celle de son cœur avec la France ³. »

Chose curieuse, pendant que Voltaire se justifiait ainsi de ses premières correspondances, il en entamait de nouvelles, soit pour jouer ce double jeu qui lui plaisait si fort, soit pour prouver, par le succès d'une seconde négociation, l'innocence et le patriotisme prétendu de la première.

Dès le 23 novembre, la margrave de Baireuth lui avait écrit que, même après Rosbach, elle persistait dans son système de paix, et, le 2 décembre, il en informait, par Tronchin, le car-

¹ A Thieriot, 20 et 23 novembre 1737.

² A d'Argental, 2 décembre 1737.

³ A d'Argental, 3, 10 et 17 décembre 1737.

dinal-archevêque de Lyon. Toutefois, il tâchait de dégager sa responsabilité, et se mettait à l'abri derrière une protestation d'humanité et de patriotisme : « Je ne fais d'autre office que celui d'un grison qui rend les lettres ; mais mon cœur s'acquitte d'un autre devoir auquel il s'attache uniquement, celui d'aimer son roi, sa patrie et le bien public. »

Un succès des armes autrichiennes à Breslau (22 novembre) rendit la cour de Versailles plus difficile sur les propositions nouvelles du roi de Prusse. L'Autriche, momentanément victorieuse, ne voulant plus traiter que sur le champ de bataille, la France, incapable de se soutenir en Allemagne sans son alliée, ne pouvait traiter pour son compte, et l'union d'un moment devenait indissoluble ¹.

Cependant la margrave poursuivait son dessein, et employait, pour le faire réussir, d'abord les compliments, ensuite la menace et la terreur, déclarant qu'il ne resterait pas dans six mois un seul Français en Allemagne ². La victoire de Lissa, non plus surprise comme celle de Rosbach, mais ouvertement et pleinement gagnée par Frédéric (5 décembre), vint donner un commencement de justification à sa prophétie. Et, malgré tout, la margrave continuait à « ne respirer que la paix. » Mais cette paix, comment l'atteindre ? Comment s'accommoder avec Frédéric sans se brouiller avec Marie-Thérèse ? Comment rester maître du Hanovre sans avoir rien à craindre du roi de Prusse ³ ? Et pourtant, cette paix, tout le monde la désirait, et Frédéric lui-même ; elle était plus facile à négocier qu'avant les dernières victoires du roi de Prusse, qui avaient rétabli la balance ; mais, comme personne ne voulait céder, ni relâcher, elle était encore remise au sort des batailles.

Les choses restèrent en cet état pendant tout janvier et tout février 1758. Mais, le 7 mars, mourait le cardinal de Tencin, et la négociation finissait faute de négociateurs, car la margrave allait bientôt mourir elle-même.

Selon Voltaire ⁴, le cardinal était mort du chagrin d'avoir été

¹ A Tronchin, 7 et 8 décembre 1757.

² A Tronchin, 8 et 11 décembre 1757.

³ A Tronchin, 20 décembre 1757.

⁴ Lettre à Frédéric ; — *Mémoires*, œuvres, t. XL, p. 110. « Je n'ai jamais conçu, dit à ce propos l'égoïste Voltaire, comment on meurt de chagrin, et comment des ministres et de vieux cardinaux, qui ont l'âme si dure, ont pourtant assez

forcé de répondre à Wilhelmine par une lettre, dictée par Bernis, et qui était un refus d'entrer en négociation.

N'ayant pas réussi à pacifier l'Europe, Voltaire tâcha de faire sa paix avec chacune des parties belligérantes. Pendant qu'il prodiguait des louanges au vainqueur de Rosbach et de Lissa, louanges tellement exagérées, tellement ultra-prussiennes, que Frédéric se croyait obligé d'en renvoyer une partie à « Sa Sacrée Majesté le Hasard ¹, » il priait Chauvelin, par son ami d'Argental, de lui procurer les bonnes grâces du comte de Staremborg, ambassadeur de la cour de Vienne et signataire du traité de Versailles, et d'encourager les sentiments favorables que Bernis pouvait lui conserver ². Le 19 août, il écrivit à Bernis lui-même, dans le dessein de se défendre encore de toute faiblesse de cœur « pour son ancien ingrat. » Et, après s'être mis ainsi en règle avec tout le monde, il entonna son refrain habituel : « Que la guerre continue, que la paix se fasse, *vivamus et bibamus* ³ ! »

La margrave de Baireuth mourut le 14 octobre 1758, et, le 6 novembre, Frédéric écrivit au poète : « Rassemblez, je vous prie, toutes vos forces, pour élever un monument à son honneur. » Voltaire répondit par une lettre mêlée de vers, où l'éloge du frère était associé à celui de la sœur. « Je désire quelque chose de plus éclatant et de plus public, récrivit le roi. Il faut que toute l'Europe pleure avec moi une vertu trop peu connue. Il ne faut pas que mon nom partage cet éloge ; il faut que tout le monde sache qu'elle est digne de l'immortalité ; et c'est à vous de l'y placer. »

Voltaire était impuissant à donner une autre immortalité que celle du ridicule. En pareil cas, le Pompignan tant moqué se serait mieux tiré d'affaire. Outre que Voltaire n'était « point du

de sensibilité pour être frappés à mort par un petit dégoût : mon dessein avait été de me moquer de lui, de le mortifier, et non de le faire mourir. » Tout ce qui précède prouve que Voltaire plaisante après coup, et que sa négociation avec Tencin fut très-sérieuse. Elle l'était tellement, qu'il la conduisit à l'insu même de son ami d'Argental, neveu du cardinal de Tencin (à d'Argental, 7 mars 1758).

¹ Frédéric à Voltaire, 16 janvier, 28 septembre et novembre 1758, 12 mars 1759.

² A d'Argental, 24 mai et 21 juin 1758. — Chauvelin devait parler de lui-même, et non sur l'invitation du seigneur des Délices.

³ A Tronchin de Lyon, 4 octobre 1758.

tout fait, comme il l'avouait à Berger, pour le genre lyrique, » reconnaissons qu'une ode commandée par Frédéric, ayant Wilhelmine pour objet, et Voltaire pour auteur, ne pouvait être que mauvaise. Lequel des trois était le plus incroyant sur cette immortalité qu'on voulait assurer à une mémoire ? Aussi l'ode est-elle détestable, malgré les efforts visibles du poète, qui se bat ses vieux flancs et n'en tire que des accents essouffés et ridicules. Frédéric, tout en faisant de l'ode une espèce de critique, la trouva *très-belle* à travers le prisme de sa douleur ¹. Mais Voltaire, dépité de son échec et en colère contre lui-même, s'en déchargea sur ses ennemis et sur ceux de la philosophie, et, sous le nom de *Morza*, il fit suivre son ode imprimée d'une longue diatribe en prose, dont les ricanements forcés, après ces cris funèbres, font un contraste qui achève d'étaler le faux et le ridicule de l'œuvre ².

IV.

Se trouvant, néanmoins, trop peu payé en monnaie de compliments, il tâcha d'arracher à Frédéric un salaire plus solide, et il se remit à réclamer réparation de l'avanie de Francfort, et remise des *brimborions* arrachés par Freytag. Frédéric répondit le 2 mars 1759 : « J'en viens à l'article qui doit vous toucher le plus, et je vous donne toute assurance de ne plus songer au passé et de vous satisfaire ; mais laissez auparavant mourir en paix un homme (Maupertuis) que vous avez cruellement persécuté, et qui, selon toutes les apparences, n'a plus que peu de jours à vivre ³. »

Voltaire répliqua (27 mars) par de nouvelles insultes contre Maupertuis, dont la mort même ne le devait pas désarmer ; puis il protesta contre les vues intéressées que Frédéric, pénétrant au fond de son âme égoïste, avait exprimées avec une crudité blessante. Je suis riche, je n'ai besoin de rien, répétait l'orgueilleux parvenu ; il est vrai qu'on n'aurait pas dû m'ôter certaines marques de faveur, mais je n'y tenais, je n'y tien-

¹ Frédéric à Voltaire, 2 mars et 22 avril 1759.

² Œuvres de V., t. XII, p. 460.

³ Maupertuis mourait à Bâle, le 27 juillet suivant.

drais encore aujourd'hui qu'en raison de la main du donateur, la main d'un grand homme.

Frédéric se laissait toujours tirer l'oreille. Il envoyait bien à Voltaire pardon sur pardon ; mais, de *brimborions*, point. « Je pardonne en faveur de votre génie, écrivait-il (18 avril 1759), toutes les tracasseries que vous m'avez faites à Berlin, tous les libelles de Leipsig, et toutes les choses que vous avez dites ou fait imprimer contre moi, qui sont fortes, dures, et en grand nombre, sans que j'en conserve la moindre rancune. » — Oui, mais la moindre aune de ruban, le moindre sac de ducats, eussent bien mieux fait l'affaire de la victime de Freytag.

Pour regagner Frédéric, Voltaire recourut aux moyens qu'il avait employés pour conquérir une première fois sa faveur : il abjura la France, et, en rimes cyniques, il insulta les vaincus et félicita le vainqueur de Rosbach. En réponse à une mauvaise pièce de Frédéric, il lui écrivit, le 2 mai :

Héros du Nord, je savais bien
Que vous avez vu les derrières
Des guerriers du roi très-chrétien,
A qui vous taillez des croupières;
Mais que vos rimes familières
Immortalisent les beaux cus
De ceux que vous avez vaincus,
Ce sont des faveurs singulières, etc.

Sachant bien à quel mauvais Français il s'adressait, le roi de Prusse continua d'envoyer à Voltaire des vers ignobles contre la France, et, notamment, une ode signée Frédéric, où l'armée française, Louis XV et M^{me} de Pompadour étaient grossièrement insultés. Cette fois, Voltaire est transi de frayeur, en reconnaissant que le paquet a été ouvert en route. Correcteur des vers du roi de Prusse, ne va-t-on pas l'accuser d'être l'auteur de ceux-ci ? Et, dès lors, le voilà criminel de lèse-majesté, « et, qui pis est, coupable envers M^{me} de Pompadour ¹. » Dans cette perplexité, il montre le paquet à Montperoux, résident de France à Genève. Le résident convient qu'il a été décacheté en chemin, et conseille à Voltaire de l'envoyer au duc de Choiseul, qui, en décembre 1758, avait remplacé Bernis disgracié aux affaires étrangères. Voltaire suit ce conseil, et adresse au

¹ Voltaire, *Mémoires*, Œuvres, t. XL, p. 122.

ministre le paquet tel qu'il l'a reçu, en demandant le secret. L'ode est montrée au roi et à la marquise, qui se confirment dans leur haine contre le roi de Prusse et dans leur résolution de ne plus traiter avec lui. Choiseul, qui se mêlait aussi de vers, veut encore payer Frédéric en même monnaie. Il commande à Palissot, au nom de Louis XV, une ode qui ôte à Frédéric l'envie de répandre la sienne. L'ode ¹, toute pleine d'allusions vigoureuses aux goûts infâmes du roi de Prusse, lui est envoyée, avec avis que, s'il donnait de la publicité à la sienne, la réplique serait aussitôt imprimée. Frédéric se le tient pour dit, et, désertant le Parnasse, il regagne ses champs de bataille.

Choiseul garda le secret à Voltaire, et lui envoya l'ode de Palissot. « Il ne tenait qu'à moi, si j'avais voulu me réjouir, a raconté Voltaire, de voir le roi de France et le roi de Prusse faire la guerre en vers : c'était une scène nouvelle dans le monde. Je me donnai un autre plaisir, celui d'être plus sage que Frédéric : je lui écrivis que son ode était fort belle, mais qu'il ne devait pas la rendre publique, qu'il n'avait pas besoin de cette gloire, qu'il ne devait pas se fermer toutes les voies de réconciliation avec le roi de France, l'aigrir sans retour, et le forcer à faire les derniers efforts pour tirer de lui une juste vengeance. J'ajoutai que ma nièce avait brûlé son ode, dans la crainte mortelle qu'elle ne me fût imputée. Il me crut, me remercia, non sans quelques reproches d'avoir brûlé les plus beaux vers qu'il eût faits en sa vie ². »

Il y a quelque chose de cela dans la lettre de Voltaire à Frédéric du 19 mai 1759; mais croyons bien que Voltaire n'eut jamais la moindre tentation de se servir de l'ode pour rallumer entre la France et la Prusse une guerre dont il eût été la première victime. Pour Frédéric, irrité de la brûlure, et encore plus de l'ode de Palissot et de l'avis de Choiseul, bien loin de remercier Voltaire, il lui adressa une réponse brutale; dans laquelle il sabrait ses conseils de paix et relevait de haut ses familiarités insolentes : « Votre nièce a fait éclater le faste de

¹ La voir tout entière, avec un récit de l'aventure plus détaillé que dans les *Mémoires* de Voltaire, dans une note de Collini, p. 340 et suiv. Elle n'est que là, Voltaire n'en ayant cité que quelques strophes, et Palissot ne l'ayant admise dans aucune édition de ses œuvres.

² *Mémoires*, p. 124.

son zèle en faveur de sa nation ; elle m'a brûlé comme je vous ai fait brûler à Berlin et comme vous l'avez été en France. » Et, après s'être moqué de cette nièce, qu'il ne pouvait souffrir, il ajoutait à l'adresse de Voltaire : « Pour vous, qui ne vous battez point, pour Dieu, ne vous moquez de personne... Sachez jouir sans inquiétude d'une tranquillité que vous avez obtenue après avoir couru soixante ans pour l'attraper... Mais êtes-vous sage à soixante-dix ans ? Apprenez à votre âge de quel style il vous convient de m'écrire. Comprenez qu'il y a des libertés permises et des impertinences intolérables aux gens de lettres et aux beaux esprits. Devenez enfin philosophe, c'est-à-dire raisonnable. Puisse le ciel, qui vous a donné tant d'esprit, vous donner du jugement à proportion !... Vous criez tant pour la paix : qu'il vous conviendrait mieux d'écrire, avec cette noble impertinence qui vous va si bien, contre ceux qui en retardent la conclusion !... Ce serait un trait singulier dans l'histoire, si on écrivait au xix^e siècle que ce fameux Voltaire, qui de son temps, avait tant écrit contre les libraires, contre les fanatiques et contre le mauvais goût, avait fait, par ses ouvrages, tant de honte aux princes de la guerre qu'ils se faisaient, qu'il les avait obligés à faire la paix dont il avait dicté les conditions ¹. » Oui, c'était un singulier spectacle, que le grand batailleur se transformant en apôtre et en arbitre de la paix !

Tout tournait donc contre Voltaire. Frédéric ne le payait pas mieux de ses vers et de ses conseils, que la cour de Versailles de sa diplomatie, que la cour de Vienne de ses vœux et de ses *hosanna*. Comme il lui fallait au moins une impératrice dans ses intérêts, il se mêla de plaire à Elisabeth de Russie. Ne pouvant plus en conscience aimer *Luc*, qui n'avait pas une assez belle âme pour lui, il voulait qu'Elisabeth se chargeât de sa vengeance ². Du reste, il y avait longtemps déjà qu'il comptait sur ses Russes ³ dans sa campagne contre Freytag, qui avait devancé la guerre de Sept Ans et qui devait durer après elle. Russes, Français, Autrichiens, Suédois, il prenait tous les peuples, en quelque sorte, à sa solde, et il s'indignait lors-

¹ Frédéric à Voltaire, 10 et 20 juin 1759.

² A d'Argental, 29 juin 1759.

³ A Collini, 2 septembre 1758.

qu'ils ne piquaient pas assez leurs chiens, et que sa proie, le sieur Freytag, menaçait d'échapper à eux et à lui ¹. Au commencement de 1759, il apprend que Soubise, qui brûlait de reprendre sa revanche de Rosbach, va rentrer en Allemagne et marcher sur Francfort. Vite il écrit à Collini, alors à Strasbourg, de faire assigner Schmitt devant le conseil de Francfort, et de demander, outre la restitution de deux mille écus volés, vingt mille francs de dépens, dommages et intérêts. Sans doute, la ville dénierait justice ; mais il se fait fort de faire condamner Schmitt à Vienne, sans qu'il en coûte rien à Collini. Que Collini aille lui-même à Francfort, dût-il s'y rendre en pèlerin : il lui fournira l'argent et les lettres de recommandation nécessaires ².

Voici que Soubise est entré dans Francfort et occupe la ville. C'est le moment favorable : que Collini lui présente un mémoire à l'effet d'obtenir restitution du vol et punition des voleurs. Collini rédige le mémoire et l'envoie à Voltaire. Peu satisfait, Voltaire, courrier par courrier, lui en adresse un autre de sa façon, avec la minute d'une lettre à écrire à Soubise. Collini ne fait aucun usage de ces pièces et renonce à poursuivre ; mais Voltaire ne lâchera pas si aisément prise ; et, à défaut de Soubise et des Français, il recourra encore à Frédéric et à ses Prussiens.

C'était toujours à Frédéric qu'il revenait, lorsqu'il avait été repoussé d'un autre côté. Vers le milieu de 1759, il écrivit donc à Frédéric pour le féliciter de quelques nouveaux succès ; Frédéric le remercia, le 15 juillet, de se montrer « si bon Prussien, » et renouvela le pardon qu'il lui avait déjà accordé tant de fois pour tous ses tours, toutes ses tracasseries, toutes ses méchancetés de Berlin et de Leipsig.

Quelques jours après, Voltaire imagina de poser les premiers fondements de la paix de l'Europe sur les deux pièces de vers qui devaient perpétuer la guerre jusqu'à l'écrasement de Frédéric. Une correspondance s'étant établie, à l'occasion de ces pièces, entre Choiseul et lui, il fit sur ce point quelques insinuations au ministre. Choiseul lui écrivit plusieurs lettres ostensibles tellement conçues, que le roi de Prusse pût se hasarder à faire

¹ A Collini, 14 décembre 1758.

² A Collini, 16 janvier et 2 février 1759.

quelques ouvertures de paix, sans que l'Autriche pût prendre ombrage du ministère de France. Frédéric lui en adressa de pareilles, dans lesquelles il ne risquait pas de déplaire à la cour de Londres. Tout cela, néanmoins, ressemblait aux mines de deux chats qui montrent d'un côté patte de velours, et des griffes de l'autre ¹.

L'affaire une fois entamée, Voltaire, par ordre du ministre de France, écrivit à Frédéric une lettre qu'il soumit d'abord au cabinet de Versailles, et que l'ambassadeur Chauvelin lui renvoya avec quelques observations. Chauvelin l'invitait à adoucir le passage relatif à la restitution des conquêtes, et à développer le système général de pacification sur les propres idées du roi de Prusse, qui tenait à ne pas traiter sans ses alliés. Or, pour cela, Frédéric n'avait qu'à pousser les Anglais à la paix en même temps qu'il la ferait lui-même, et la France, en compensation, demanderait à ses alliés des sacrifices équivalents. « Il me semble, disait Chauvelin, que cette tirade, maniée par le génie de M. de Voltaire, embellie des grâces nerveuses de son style, et ajoutée aux notions qu'il a déjà prises du roi de Prusse, et des objets les plus propres à l'émouvoir, peut mettre en tout son jour l'idée d'un plan qu'il serait très-heureux que ce prince saisis, adoptât, et conduisit à maturité ². »

Voltaire modifia sa lettre d'après ces observations, et il l'adressa à la duchesse de Saxe-Gotha, le 2 septembre 1759, pour la faire tenir à *la personne* qu'elle regardait. « Vous vous intéressez à elle, écrivait-il à la duchesse, et je ne devrais pas m'y intéresser; mais les affaires de ce monde tournent quelquefois d'une manière ridicule. Il est sans doute bien extraordinaire que je sois à portée de servir cette personne. Elle est très-capable de n'en rien croire; car, avec de très-grandes qualités, on a quelquefois des caprices. Je n'ose en dire davantage ³. »

La duchesse de Saxe-Gotha va être l'intermédiaire de cette négociation entre Frédéric et Voltaire : c'était la seule voie sûre; adressés directement à Frédéric, quelques paquets, interceptés sans doute par l'ennemi, ne lui étaient pas parvenus ⁴.

¹ *Mémoires* de Voltaire, Œuvres, t. XL, p. 123.

² Pièces justific. de la *Vie* de Voltaire, par Condorcet, Œuvres, t. I, p. 416.

³ A la duchesse de Saxe-Gotha, 4 septembre 1759 (Recueil de 1860).

⁴ A la duchesse de Saxe-Gotha, 22 octobre 1759.

Frédéric répondit à Voltaire le 22 septembre. Il ne refusait pas d'entrer en négociation ; mais il ne voulait la paix qu'à deux conditions, qu'on s'était montré d'abord disposé à admettre : que ses fidèles alliés y seraient compris, et qu'elle serait honorable et glorieuse.

On écrivit de part et d'autre, et Voltaire fit passer toutes les lettres par la duchesse de Saxe-Gotha ¹. Nous avons deux lettres de Frédéric, écrites coup sur coup, le 17 et le 19 novembre 1759. La première, piquée et entrelardée de rimes, n'était qu'un remerciement de l'envoi que Voltaire lui avait fait de son drame de *Socrate* ², et qu'une invitation à ensevelir sa haine dans la tombe où venait de descendre Maupertuis : « Jouissez en paix de votre solitude, disait le roi au vindicatif et batailleur philosophe jouant alors l'office de pacificateur. Ne troublez plus les cendres de grands hommes. Que la mort mette fin à votre injuste haine, et que Maupertuis trouve au moins un asile dans le tombeau ! Songez que les rois, après s'être longtemps battus, font la paix. Je crois que vous descendriez aux enfers, comme Orphée, non pas pour en ramener l'immortelle Emilie, mais pour persécuter dans ce séjour (supposé qu'il existe) un homme que votre rancune a poursuivi violemment dans ce monde-ci. Immolez cette haine qui vous flétrit, et fait tort à votre réputation. Que le plus beau génie de la France soit le plus généreux des hommes ! »

Dans sa lettre du 19, après des déclamations sur la guerre et contre ses ennemis, Frédéric ajoutait : « Je ne pourrai vous écrire à tête reposée qu'après être arrivé à Dresde. Le projet de faire la paix est celui de rendre raisonnables des hommes accoutumés à être absolus, et qui ont des volontés obstinées. Réussissez, je vous féliciterai de vos succès, et je m'en féliciterai davantage. »

Le lendemain, au lieu d'entrer à Dresde, Frédéric était battu par Daun à Maxen ³. Cette sanglante défaite était de nature à

¹ A Tronchin de Lyon, 24 octobre 1759.

² Cette pièce en prose, *Œuvres de Voltaire*, t. VI, p. 489, publiée comme traduite de l'anglais de Thomson, par le Hollandais Fatéma, n'est qu'une allégorie satirique très-transparente, où le voile d'Athènes, de l'aréopage et des prêtres de Cérès, cache mal Paris, le parlement et les prêtres *persécuteurs* de la philosophie. Voltaire en refusa la représentation aux instances du comte d'Argental (à d'Argental, 25 mai et 13 juin 1759).

³ *Mémoires*, Œuvres, t. XL, p. 126 ; à d'Argental, 5 décembre 1759.

le rendre plus traitable. Mais, avant de pousser l'affaire plus loin, Voltaire voulut s'assurer le plein agrément de sa cour et la récompense qui lui avait tant de fois échappé; il proposa même d'entrer de sa personne dans la négociation, et de partir en ambassade plus ou moins secrète et officielle. Il demanda d'abord si le duc de Choiseul était aussi content de Voltaire que Voltaire était désireux de plaire au duc de Choiseul, et comme son obligé, et comme citoyen. Quelque ulcéré que Voltaire puisse et doive être contre *Luc*, il a étouffé son ressentiment au point d'être avec *Luc* en correspondance suivie, et il l'étouffera bien mieux quand il s'agira de servir. Il est bien avec l'électeur palatin, avec le duc de Wurtemberg, avec la maison de Gotha, ayant eu des affaires d'intérêt avec ces trois maisons, qui sont contentes de lui, et lui écrivent avec confiance. Il a été le confident du prince de Hesse. Il a des amis en Angleterre. Toutes ces liaisons le mettent en droit de voyager partout, sans causer le moindre soupçon, et de rendre service sans conséquence. Il a déjà été envoyé secrètement, en 1743, auprès de *Luc*, et il a eu le bonheur de préparer un traité entre *Luc* et la France. Il pourrait rendre aujourd'hui quelque service non moins nécessaire. Il faut la paix à présent, ou des victoires complètes sur terre et sur mer. Les victoires complètes sont incertaines, et la paix vaut mieux qu'une guerre ruineuse. En pareil cas, on se sert d'un homme obscur comme lui, comme on envoie un piqueur détourner un cerf, avant qu'on aille au rendez-vous de chasse. Il n'ose ni se proposer, ni se faire de fête, ni prévenir les vues du ministère, ni se croire même digne de les exécuter; il désire seulement qu'on hasarde ces idées, qu'on les échauffe dans le cœur du duc de Choiseul, et il répond sur sa tête que le duc ne sera jamais compromis, qu'un pas ne sera jamais fait ni en deçà ni au delà de ce qu'il aura prescrit. Nos finances sont épuisées, nos colonies compromises, l'avenir est plus menaçant encore : la paix est nécessaire, et il s'offre à la négocier avec l'agrément du duc de Choiseul ¹.

Choiseul fit répondre à Voltaire qu'il était content de lui. Il ne l'envoya point en mission, mais il lui permit de continuer son commerce épistolaire. En conséquence, Voltaire reprit sa corres-

¹ A d'Argental, novembre 1759. — Nouvelles instances dans une lettre au même du 24 du même mois.

pondance avec Frédéric, sous le couvert de la duchesse de Saxe-Gotha. La négociation de la paix y est déguisée sous une affaire fictive de banque ou de mariage. Frédéric y est « M^{lle} de Pestris, ou Pertris, ou Pertriset ¹, » en quête d'une somme d'argent ou d'un fiancé. Le banquier, c'est Louis XV ou le roi d'Angleterre, bailleur de fonds du roi de Prusse; les créanciers à satisfaire, ce sont les ennemis; le fiancé, c'est le cabinet de Versailles, c'est le traité de paix, et il y a là un *oncle* à ménager, qui est tantôt Louis XV, tantôt George d'Angleterre, oncle en effet de Frédéric ². C'était du roi d'Angleterre que la paix surtout dépendait, et George l'offrit, mais en vainqueur. « Comme citoyen, » Voltaire s'en réjouit; comme ennemi privé de Frédéric, il s'affligea d'avoir sitôt réussi. Avant d'admettre *Luc* à composition, il aurait voulu voir le coupable frotté, sa capitale envahie de nouveau; comme comédien, il appelait encore une catastrophe, car, en toute tragédie, il exigeait que le crime fût puni; d'ailleurs, toujours comme comédien, il s'intéressait vivement à la pièce, et il n'était pas pressé de voir tomber la toile. Dès que les Autrichiens avaient un avantage, le comte de Kaunitz disait à M^{me} de Bentinck : « Ecrivez vite cela à notre ami. » Dès que *Luc* avait le moindre succès, il lui mandait : « J'ai frotté les oppresseurs du genre humain. » Tout cela l'amusait. Lui seul, dans tant d'horreurs, avait de quoi rire. Mais, bien vite, l'homme de finances condamnait le rire de l'amateur de spectacles, et ses annuités, actions, billets de loterie, faisaient mille vœux pour une paix immédiate ³. Toutes ses valeurs perdaient de moitié, on ne lui payait point ses rentes, et le bon financier redevenait bon Français pour demander la fin d'une guerre qui le ruinait comme la France ⁴. Frédéric avait pénétré le secret de l'homme d'argent, et il l'accusait de ne proposer la paix que par ladroterie. Non, répondait l'homme d'argent; et, reprenant aussitôt le faux masque de l'ami, il écrivait : « C'est uniquement afin que vous ne risquiez pas tous les jours de vous faire tuer par des Croates, des housards, et autres barbares, qui ne savent pas ce que c'est qu'un beau vers ⁵. »

¹ Quelquefois « le chevalier de Pertriset. »

² A la duchesse de Saxe-Gotha, 25 décembre 1759, 4, 15, 26 janvier 1760.

³ A d'Argental, 11 décembre 1759.

⁴ A Thieriot, 26 avril 1760.

⁵ A Frédéric, 15 avril 1760.

Frédéric et Voltaire trahissaient l'un et l'autre le secret de leur correspondance. Voltaire envoyait à Choiseul les lettres de Frédéric, et Frédéric envoyait à Londres les lettres de Voltaire ¹ : germes de paix ou de zizanie qui s'étouffaient réciproquement ou ne produisaient que des broussailles de plus en plus inextricables. Et Voltaire, ami du chamaillis, de se frotter toujours les mains ; d'autant plus que Choiseul l'honorait de lettres charmantes. « Fou de Choiseul, » il adressait de nouveau au ministre « ses impertinentes rêveries, » plan stratégique d'une campagne qui devait amener la défaite de *Luc*. Choiseul triompherait de *Luc*, et alors quelle joie ! *Luc* était si fou, que Voltaire ne désespérait pas de le mettre lui-même à la raison ².

En effet, dans le cours de février 1760, Voltaire reçut de Frédéric des propositions de paix, « non sans quelques vers, » car il fallait toujours que Cotin prêtât la main à César. Voltaire envoya prose et vers à Versailles, mais avec moins d'espoir qu'il n'en affichait quelques jours auparavant. Frédéric, au lieu d'entendre raison, ne voulait rien céder. Il proposait, pour dédommager l'Electeur de Saxe, qu'on lui donnât Erfurth, qui appartenait à l'Electeur de Mayence ; il fallait toujours qu'il dépouillât quelqu'un, c'était sa façon ³. Dans cette lettre, datée du 24 février, Frédéric disait à Voltaire : « Virgile a fait d'aussi beaux vers que vous, mais il n'a jamais fait la paix. C'est un avantage que vous gagnerez sur tous vos confrères du Parnasse, si vous y réussissez. » Et comme Voltaire avait encore parlé de Francfort et d'un rappel auprès du roi, Frédéric ajoutait : « Je sais que l'on vous a fait rendre à Francfort mes vers et des babioles ; mais je n'ai jamais su ni voulu qu'on touchât à vos effets et à votre argent. Cela étant, vous pouvez le redemander de droit, ce que j'approuverai fort, et Schmitt n'aura sur ce sujet aucune protection à attendre de moi... Je serais bien aise de vous recevoir ;.. mais où, quand et comment ? »

En ce temps, parurent à Paris, par trahison ⁴, les *Poésies du*

¹ A d'Argental, 11 janvier 1760 ; — *Mémoires*, Œuvres, t. XL p. 127 ; — à la duchesse de Saxe-Gotha, 26 janvier 1760.

² A d'Argental, 15 février 1760.

³ *Mémoires*, Œuvres, t. XL, p. 127.

⁴ Frédéric à Voltaire, 24 février 1760. — Frédéric venait de publier lui-même

Philosophe de Sans-Souci, parmi lesquelles se lisait une épître au maréchal Keit, imitée de Lucrèce, sur les vaines terreurs de la mort et d'une autre vie, où l'impie outrageait les « lâches chrétiens. » Pouvant prendre sans péril, sur ce terrain poétique, une revanche de ses défaites dans les champs militaires de l'Allemagne, le cabinet de Versailles fit saisir l'édition et traita le poète-roi en gibier de police. Voltaire n'y vit qu'une occasion de crier contre le royal auteur pour plaire au duc de Choiseul : « Il faut avouer que c'est dommage qu'un roi si philosophe, si savant, si bon général, soit un ami perfide, un cœur ingrat, un mauvais parent, un mauvais maître, un détestable voisin, un allié infidèle, un homme né pour le malheur du genre humain, qui écrit sur la morale avec un esprit faux, et qui agit avec un cœur gangrené. Je lui ai enseigné du moins à écrire. Vous savez comme il m'a récompensé. Ce qui me console, c'est que M. le duc de Choiseul est, révérence parler, une bien aimable créature ; c'est que son esprit est juste et son cœur noble. » Et dans le livre poursuivi par le ministère, il démolait une pièce où il prétendait avoir mis la main, et dont il se faisait un titre auprès de la cour de Versailles : « Vous êtes instruit des vers abominables que Luc avait faits contre le roi. Vous verrez à la fin du poème de *La Guerre* l'antidote de ce poison. C'est un éloge de Louis XV, qui est à peu près de ma façon. Mais Louis XV n'en saura rien ; il aimera mieux être loué du roi de Prusse que de moi ¹. »

Quelques jours plus tard, le livre ne lui était plus qu'un thème pour reprendre ses indécentes railleries sur les vaincus de Rosbach et sa poursuite acharnée de la mémoire de Maupertuis. Il écrivit à M^{me} de Lutzelbourg, le 9 février : « Apparemment qu'à Rosbach nos Français étaient de bons chrétiens, et ont cru leur âme immortelle. Ils n'ont pas voulu perdre un si beau trésor et hasarder d'être damnés. Ils ont pardonné au roi de Prusse en bons chrétiens, et ont sauvé leurs âmes. » En train d'insulter les morts, et n'ayant pas épargné ses malheureux compatriotes, il devait être encore moins réservé à l'égard de son ennemi, et il accusa Maupertuis, qui, comme tous les

l'oraison funèbre d'un *cordonnier*, déclamation contre les rois qui se retournait contre lui-même ! Comme disait Voltaire (à Thieriot), c'était « un rare corps ! »

¹ A d'Argental, 1^{er} février 1760 (Recueil de 1860).

intimes de Potsdam, avait reçu un exemplaire des *Poésies*, d'avoir été l'auteur de leur publication frauduleuse. « Quelle rage vous anime encore contre Maupertuis? lui répondit Frédéric le 3 avril; vous l'accusez de m'avoir trahi: sachez qu'il m'a fait remettre ses vers bien cachetés après sa mort, et qu'il était incapable de me manquer par une pareille indiscretion. » Voltaire s'excusa (21 avril), en disant que le bruit avait couru qu'on avait trouvé l'œuvre de poésies dans la cassette du défunt, et que l'infidélité venait peut-être de l'avidité d'un libraire; mais il ne disait pas tout, et nous serions fort trompés si l'auteur de l'édition subreptice n'était pas Voltaire lui-même, qui, si habile à se ménager des armes pour tous les cas possibles, avait dû garder une copie de l'œuvre rendue en original à Freytag.

Cependant, Voltaire continuait sa diplomatie à Berlin et à Versailles, auprès de Frédéric et auprès de Choiseul, poursuivant deux lièvres à la fois, la paix et la faveur royale, dans l'espérance de faire mentir le proverbe et d'atteindre au moins l'un ou l'autre gibier. La faveur de Versailles, le gibier auquel il tenait le plus, le fuyait toujours davantage. Choiseul lui refusait jusqu'à « un petit mot de bonté. » N'était-ce pas une honte, qu'il reçût « quatre lettres de *Luc* contre une de l'aimable duc? » Aurait-il fait quelque sottise entre le roi et le ministre? Il avait tâché pourtant de ne se point brûler avec des charbons ardents, et il osait encore se flatter que le duc n'était pas mécontent de sa conduite, ayant tant de preuves de son zèle et de sa tendre reconnaissance ¹.

La paix ne venait pas plus que la faveur. Frédéric trouvait les propositions qui lui avaient été faites si extravagantes, qu'il les renvoyait aux Petites-Maisons. Il menaçait de faire changer la scène en moins de deux mois, et de faire convenir qu'il n'était pas au bout de ses ressources. La paix, désormais, ne serait signée que le roi d'Angleterre à Paris, et lui à Vienne. « Mandez cette nouvelle à votre petit duc, écrivait-il à Voltaire, il en pourra faire une gentille épigramme ². Et vous, Monsieur *le comte*, vous payerez des vingtièmes jusqu'à extinction de vos finances... Je n'étais point aussi pressé de la paix qu'on se l'est

¹ A d'Argental, 17 mars et 27 avril 1760.

² Allusion à l'ode de Palissot, envoyée sous le nom de Choiseul.

imaginé en France, et on ne devait point me parler d'un ton d'arbitre. On s'en mordra les doigts, à coup sûr ¹. »

Voltaire se le tint pour dit, et, à la réception de cette lettre, il écrivit, le 14 mai, à l'entremetteuse, la duchesse de Saxe-Gotha : « Je crois mon commerce fini avec le chevalier Pertriset. J'ai pris la liberté de lui dire tout ce que j'avais sur le cœur ; mon âge, mon ancienne liberté, les malheurs auxquels il s'expose, m'ont autorisé et m'ont peut-être conduit trop loin. Il ne tenait certainement qu'à lui de s'arranger très-bien avec son oncle ; mais il aime mieux plaider. Je suis sûr que M^{lle} Pertriset en est fâchée. »

« La paix envolée avec les papillons, » Voltaire ne voulut pas qu'il en fût ainsi de sa paix particulière avec Frédéric, pour laquelle il négociait sans relâche depuis Francfort. Dans tout le cours de la négociation générale, il n'avait jamais négligé de glisser un mot de ses petites affaires à travers les grandes affaires de l'Europe. Dans le vaste tableau des horreurs de la guerre, il avait toujours réservé un coin pour peindre son intéressante nièce, trainée dans les boues de Francfort, avec quatre baïonnettes dans le ventre, gardée la nuit par des soldats et outragée par le brutal Dorn, etc. Débarrassé provisoirement des soins de la diplomatie générale, il s'attacha avec plus d'instance à sa diplomatie domestique, et il demanda de nouveau une réparation. Mais, sur ce terrain personnel, Frédéric le repoussa avec plus de brutalité encore que sur le terrain politique, et il lui répondit, le 12 mai : « Je n'entre point dans la recherche du passé. Vous avez eu sans doute les plus grands torts envers moi. Votre conduite n'eût été tolérée par aucun philosophe. Je vous ai tout pardonné, et même je veux tout oublier. Mais, si vous n'aviez pas eu affaire à un fou amoureux de votre beau génie, vous ne vous en seriez pas tiré aussi bien chez tout autre. Tenez-vous-le donc pour dit, et que je n'entende plus parler de cette nièce qui m'ennuie, et qui n'a pas autant de mérite que son oncle pour couvrir ses défauts. On parle de la servante de Molière, mais personne ne parlera de la nièce de Voltaire. » On en a parlé malheureusement, et ce n'est à la gloire ni de la nièce, ni de l'oncle.

Furieux de cette réponse, et voulant, comme toujours,

¹ Frédéric à Voltaire, 20 mars, 3 avril et 1^{er} mai 1760.

entraîner le genre humain dans sa vengeance, Voltaire écrivit, le 19 juin, à d'Argental, qui avait l'oreille de Choiseul : « Je vous conjure de ne vous jamais servir de votre éloquence auprès de M. le duc de Choiseul, en faveur d'un homme qui lui a manqué personnellement et indignement. Quoi ! on renoncerait à ses engagements dans la seule idée de soutenir... Ici, l'auteur s'embarrasse, et ne peut dicter. Il faut, tout malingre qu'il est, qu'il écrive... Oui, de soutenir un homme qui, dans quatre ans, peut se joindre contre nous avec l'Autriche, si on lui offre quatre lieues de pays de plus vers le duché de Clèves ! Songez, je vous prie, à ce qui arriverait de nous, si *Luc* avait joint 150,000 hommes à l'armée de la reine de Hongrie, il y a dix ans. — Vous ne pouvez à présent manquer à vos engagements sans vous déshonorer, et vous ne gagneriez rien à votre honte. Les Russes et les Autrichiens doivent écraser *Luc* cette année, à moins d'un miracle... Si *Luc* est perdu, vous devenez l'arbitre de l'Empire, et tous ses princes sont à vos pieds... L'avantage que M. le duc de Broglie vient de remporter (le 10 juillet, à Corbach) présage les plus grands succès. Tout peut finir dans une campagne... Dites à M. le duc de Choiseul qu'il ne doit faire la paix qu'après une campagne triomphante. »

Comprend-on que dans le temps même où Voltaire écrivait cette lettre belliqueuse, il osât encore parler de paix à Frédéric ? Il le fit pourtant, puisque Frédéric lui répondait le 21 juin : « Vous me parlez toujours de la paix. » Mais Frédéric, après avoir tout fait, prétendait-il, pour la ménager entre la France et l'Angleterre, « à son inclusion, » plantait là la France, qui l'avait voulu jouer, et le duc de Choiseul, qui, selon Voltaire, n'était pas libre d'agir conformément à sa pensée ; et dût-il périr, il était résolu à s'adresser plutôt au Grand-Mogol qu'à Louis le Bien-Aimé, pour sortir du labyrinthe où il se trouvait. En vain l'accusait-on d'avoir compromis la paix par des personnalités injurieuses : il ne se repentait que d'avoir célébré Louis XV en vers au delà de son mérite ; et, quant à la fameuse ode, outre qu'elle n'était connue de personne, n'admettait-on pas que, en temps de guerre, il est permis de se défendre de toutes armes ? « Je ne comprends donc rien à ces personnalités, continuait Frédéric, à moins que, par là, vous ne désigniez la Pompadour. Je ne crois cependant pas qu'un roi de Prusse ait des ménagements à garder avec une demoiselle

Poisson, surtout si elle est arrogante, et qu'elle manque à ce qu'elle doit de respect aux têtes couronnées. » Et il terminait par des douceurs à Voltaire, aigries pourtant d'un filet d'ironie à l'adresse du *comte de Tournay*.

V.

N'ayant plus rien à gagner auprès de Frédéric, Voltaire se recommanda à Choiseul et à M^{me} de Pompadour, et renouvela le vœu que Luc fût déconfit dans l'année. Luc méritait-il mieux, lui qui avait refusé de réparer, par la moindre galanterie, l'indigne traitement fait à M^{me} Denis à Francfort ? Aussi, tout en reconnaissant qu'il entraînait un peu de haine contre Luc dans sa politique, Voltaire reprit son rôle de boute-feu, pour rallumer une guerre qu'il condamnait ¹.

La haine contre Luc, le besoin d'une réparation et d'une vengeance, voilà, en effet, toute la fin de cette année 1760, les seuls mobiles de sa conduite. Le 11 juillet, il écrit à Collini : « Notre ministre doit de l'argent à la ville de Francfort. M. le duc de Choiseul me protège beaucoup ; le roi est content de moi : voici le moment de faire arrêt sur l'argent dû à Francfort. » Et il demandait une procuration pour répéter deux mille écus. Quelques jours après, il apprend que le corps de Saint-Germain a été détruit ; mais cela ne doit pas empêcher de présenter la requête. En effet, « l'affaire est entamée, et elle réussira, pour peu que nos armées aient du succès... Les fers sont au feu... Mais on ne pourra battre ce fer que quand les choses qui se décident par le fer auront été entièrement jugées ². » Hélas, nos armées n'ont pas de succès, et le fer n'a encore rien décidé : Voltaire s'en afflige surtout dans l'intérêt de sa vengeance. Le 29 décembre, il écrit à Collini : « Je mourrai avec le regret de n'avoir pu finir notre affaire de Francfort : les événements s'y sont opposés. » Mais il est bien résolu à la reprendre, pour peu qu'il y trouve une ouverture favorable, et nous l'y verrons revenir.

Cependant tout commerce est interrompu entre lui et Fré-

¹ A d'Argental, 6 juillet et 3 août ; à Thieriot, 7 juillet 1760.

² A Collini, 30 juillet, 20 septembre et 12 novembre 1760.

déric. Pour tout le reste de cette année 1760, nous n'avons qu'une lettre de Frédéric à Voltaire, datée du 31 octobre, et pas une de Voltaire à Frédéric. Il en est de même pour l'année 1761, vide de toute lettre de Voltaire au roi, et n'offrant qu'une lettre du roi à Voltaire (novembre), lettre de poète à poète, en envoyant des vers. Pour l'année 1762, il ne nous en reste pas une ni de l'un ni de l'autre. En ces années, Voltaire est tout à sa guerre contre la Prusse, tout à sa paix avec Versailles. En 1761, lorsque Choiseul a joint le portefeuille de la guerre à celui des affaires étrangères, il demande, pour la dixième fois, comment il est avec le tout-puissant ministre, et il s'étonne de ne pas recevoir de réponse à une lettre dont le ministre a dû être content ¹. Il écrit de nouveau à Choiseul, qui lui avait demandé son avis, et il déraisonne politique tout à son aise. Il rappelle les trahisons perpétuelles de « Messieurs de Brandebourg, » et les deux trahisons de Luc pendant la guerre de 1741, et il espère bien que Choiseul ne le mettra pas en état de trahir une troisième fois. Luc est ruiné et perdu, « avec ses vers, et ses plaisanteries, et ses injures, et sa politique, tout cela étant également mauvais ; » et Voltaire, aveuglé par sa haine et sa rancune, croit voir un nouveau traité de Westphalie au bout d'une guerre qui ne devait avoir pour dénouement que le traité de Paris ².

Mais la chute de Pondichéry (15 janvier 1761), qu'il apprit alors, rabattit et son caquet et son humeur belliqueuse. Cette chute lui « coûtait juste le quart de son bien, » et « il n'avait plus envie de rire ³. » Pondichéry, Pondichéry, ce nom fatal va revenir dans toutes ses jérémiades, comme le nom de Jérusalem dans les lamentations du prophète ⁴. Il ne veut plus être consolé, parce que Pondichéry n'est plus. « Divins anges, écrit-il le 24 août aux d'Argental, tout ce que vous me dites de la Compagnie indienne est bel et bon ; mais il est dur de vendre 700 fr. ce qu'on a acheté 1,400 fr. Voilà le nœud, voilà le mal ! » Il s'agit bien maintenant de l'honneur et de la fortune de la France ! il s'agit de sauver le reste de son bien, que les Anglais menacent de lui ravir ; il lui faut la paix, la paix à tout prix, même au prix

¹ A d'Argental, 11 avril 1761.

² A Choiseul, 13 juillet 1761.

³ A Damilaville, 20 juillet 1761.

⁴ A d'Argental, 9 août 1761.

du Canada ¹. Que lui importe le Canada, où il n'a pas de fonds engagés, comme il en avait à Pondichéry? Pour recouvrer Pondichéry, c'est-à-dire ses actions de la Compagnie des Indes, il sacrifierait de grand cœur toutes nos colonies.

Mais comment sauver au moins les épaves du grand naufrage? « On a assassiné Luc; » mais, hélas! « on l'a manqué! » Il espère bien « qu'on sera plus heureux une autre fois, » et qu'on le débarrassera enfin de ce « maître fou, » de ce « dangereux fou, » d'où lui vient tout son mal ²; mais, en attendant, qu'opposer à Luc et aux Anglais? Il espérait beaucoup des Russes pour obtenir enfin justice ³; mais sa chère Elisabeth s'est laissé mourir ⁴, et la paix va se faire entre la Russie et la Prusse ⁵: voilà le comble! « Mon plus grand malheur est la mort d'Elisabeth... On dit la paix faite entre Pierre III et Frédéric III. Ma chère Elisabeth détestait Luc, et je n'y avais pas peu contribué, et je riais dans ma barbe, car je suis un drôle de corps; mais je ne ris plus ⁶. »

Que faire donc? Le *Pacte de famille* ⁷ n'a pas rétabli les affaires de la France et n'a fait qu'achever la ruine de l'Espagne. Il faut donc encore négocier.

En effet, Voltaire eut l'idée d'ouvrir une dernière négociation avec le secrétaire de l'ambassade anglaise, qui avait un beau-frère et un ami dans un homme de la famille Tronchin. Or ce Tronchin, fils d'un premier syndic de Genève, et dévoué à la France comme tous les Tronchin, se chargeait de faire agréer à son beau-frère certaines insinuations, contre lesquelles on aurait été en garde si elles étaient venues du ministère de France, et qu'on aurait reçues avec moins de défiance si elles avaient été inspirées par un parent et un ami. Voltaire soumit cette idée à Choiseul par l'intermédiaire du comte d'Argental ⁸; mais Choiseul n'y accéda pas, comme le prouve cette lettre à d'Argental du 11 octobre : « Tant mieux que M. le comte de Choiseul n'ait besoin de personne; tant mieux que la prise de la

¹ A Choiseul, 6 septembre 1762.

² A Dalember, février 1762.

³ A Collini, 20 janvier 1762.

⁴ Elle mourut le 5 janvier 1762.

⁵ Elle fut signée le 5 mai 1762.

⁶ A d'Argental.

⁷ Signé le 15 août 1761.

⁸ A d'Argental, 23 septembre 1762.

Havane¹ ne nuise point aux négociations de la paix ; tant mieux que les malheurs de la France et de l'Espagne, qui, réunies à la maison d'Autriche, auraient dû donner la loi à l'Europe, contribuent à cette paix, devenue si nécessaire ! »

On reconnaît, à cet accent, le dépit de l'homme qui n'a rien pu, ni pour la guerre, ni pour la paix, et qu'on renvoie enfin, fatigué de ses bourdonnements et mouvements importuns, comme l'inutile et vaniteuse mouche du coche. En soufflant le chaud et le froid, Voltaire avait bien excité les passions en lutte, mais il n'avait pas réussi à les diriger dans son intérêt personnel, seule boussole, on l'a vu, sur laquelle il se réglât. Il n'avait pu ni se venger de Frédéric, qui gardait sa Silésie, ni faire quelque chose d'avantageux à la France, qui sortait de la lutte ruinée dans ses finances et dans ses enfants, et dépouillée de ses colonies. Ni par force, ni par consentement benévole, il n'avait rien arraché à Frédéric pour sa nièce ni pour lui, et Freytag demeurait vainqueur. D'autre part, vaincu avec la France, il ne recevait, du cabinet de Versailles, aucun salaire de ses soins inutiles, et il restait Suisse.

U. MAYNARD.

¹ Enlevée aux Espagnols par les Anglais.

PIE VII ET NAPOLÉON

DÉMÊLÉS DU PREMIER EMPIRE AVEC LE SAINT-SIÈGE ¹

I.

La crainte que Napoléon commençait à inspirer à la cour de Rome avait déterminé Pie VII à venir le sacrer. L'espoir d'obtenir de lui l'émancipation de l'Eglise avait été, aux yeux du pieux Pontife, la justification d'une démarche sans exemple dans l'histoire de la papauté. En réalité, le Pape n'avait rien obtenu, et il était revenu de Paris plus inquiet des prétentions croissantes de l'empereur, plus désabusé sur ses intentions véritables, plus résigné d'avance à beaucoup souffrir et mieux résolu à ne plus céder. On peut affirmer que les démêlés qui devaient amener la rupture entre les deux puissances, datent précisément de ce voyage du sacre qui devait consacrer leur accord, et que le premier objet de ces démêlés fut la liberté de l'Eglise, menacée par les règlements impériaux.

Ce débat sur les affaires ecclésiastiques ne se renferma pas dans les frontières de France; il embrassa bientôt le royaume d'Italie, pour lequel un concordat, à peu près pareil au con-

¹ M. le vicomte de Meaux, qui a fait de notre histoire sous *la Révolution et l'Empire* l'objet de longues et consciencieuses études, et qui va bientôt en publier les conclusions, veut bien mettre à la disposition de la *Revue* ce morceau important, où il reprend avec détail et à la lumière des documents récemment mis au jour, l'examen critique de l'un des plus instructifs et des plus curieux épisodes de l'histoire du premier empire. (*Note de la Direction.*)

cordat français, était également gâté par une imitation des articles organiques. D'autres différends éclatèrent bientôt au delà des Alpes. Après les premiers conflits purement religieux, la souveraineté temporelle du Saint-Siège devint le motif ou l'occasion de la rupture; l'asservissement de la papauté devait enfin dans la pensée impériale en être la conséquence. C'est le tableau de cette lutte, trop souvent mal connu, que nous nous proposons de présenter ici avec une scrupuleuse exactitude.

Quoique la cour de Rome eût toujours gardé l'espoir de recouvrer les légations, perdues depuis le traité de Tolentino, Pie VII n'avait jamais voulu stipuler leur restitution comme condition du Concordat ou du couronnement, et, de peur qu'on l'accusât de vendre pour un avantage temporel les bénédictions pontificales, il avait, aussi longtemps que durèrent les pourparlers relatifs au voyage du sacre, interdit à son gouvernement de provoquer ou même de recevoir aucune ouverture à cet égard. Après que le couronnement fut accompli, au moment même de quitter la France, il se prêta à redemander à Napoléon les territoires que Charlemagne avait donnés. Napoléon, devenu roi d'Italie en même temps qu'empereur des Français, ne les rendit pas. Mais pour consoler le Souverain Pontife et le rassurer au sujet de son indépendance temporelle, il prescrivit au cardinal Fesch de lui remettre une note où il avait dicté ces paroles, souvent citées et toujours importantes à rappeler : « L'empereur a toujours pensé qu'il était utile au bien de la religion que le Souverain Pontife de Rome fût respecté, non-seulement comme chef de l'Eglise catholique, mais encore comme souverain indépendant... Dans tous les temps, l'empereur regardera toujours comme un devoir de garantir les États du Saint-Père, et de lui procurer, dans les guerres qui pourront diviser les États chrétiens, une tranquillité entière et assurée... Si Dieu nous accorde la durée de la vie commune des hommes, nous espérons trouver des circonstances où il nous sera permis de consolider et d'étendre le domaine du Saint-Père ¹. »

En effet, les remaniements de territoire entraient facilement dans les projets de Napoléon, et il se faisait un jeu de les

¹ *Vie de Pie VII*, par M. Artaud, t. II, chap. xix.

accomplir à son gré. Mais ce n'était pas le domaine du Saint-Siège qui, grâce à ce jeu, devait gagner quelque chose. Renserré au nord par le royaume d'Italie et par les duchés que l'empereur des Français, roi d'Italie, avait distribués à titre de fiefs parmi ses proches; cerné ensuite au midi par la conquête de Naples et l'établissement de la royauté vassale de Joseph Bonaparte, il devenait une enclave, allait être considéré comme une dépendance de l'empire d'Occident et, dans cette situation, devait être d'abord violé, ensuite confisqué.

A peine la troisième coalition, formée par l'alliance de l'Autriche et de la Russie avec l'Angleterre, eut-elle éclaté, que Napoléon se servit du territoire pontifical comme d'un passage constamment ouvert à ses troupes, entre le nord et le midi de la Péninsule. Ce n'était guère en ménager la neutralité. Le Pape, obligé de défrayer ces hôtes incommodes et nombreux, aurait assurément pu se plaindre, et à chaque instant, au contraire, c'était le gouvernement français qui se plaignait. Déjà mécontent que le Saint-Père, sourd à toute autre voix qu'à celle de sa conscience, eût refusé de casser le mariage de son frère Jérôme avec une Américaine protestante, l'empereur s'irrita de quelques retards apportés à la reconnaissance de son frère Joseph comme roi de Naples, finit par considérer l'État romain comme le repaire de ses ennemis, et s'en prit à la cour de Rome des sentiments que son ambition commençait à inspirer à toute l'Europe. Le cardinal Fesch, son représentant à Rome, entretenait en lui, sans mauvaise intention, ces préventions funestes. C'était un ambassadeur droit et religieux, mais roide et taquin, soupçonneux et emporté. On l'avait pourvu d'une police, et, mal habitué à ce genre d'instruments, il était enclin à voir partout autour de lui des pièges et des complots¹. Ce ne fut pas lui cependant

¹ Voyez Consalvi, *Mém. sur son ministère*, t. II. J'ai pu vérifier les allégations du secrétaire d'Etat de Pie VII, non-seulement à l'aide des documents contenus dans la vie de ce Pape, par M. Artaud, mais aussi à l'aide des papiers diplomatiques du cardinal Fesch, avec qui Consalvi fut presque constamment en discussion et se brouilla enfin complètement: La correspondance de l'ambassadeur m'a paru pleine d'allégations vagues, de soupçons chimériques et d'ombrages gratuits. M. Thiers, renseigné par les rapports envoyés de Rome au ministère des affaires étrangères de France, accuse à plusieurs reprises la faiblesse ou la complaisance du gouvernement pontifical d'avoir toléré à Rome des brigands

qui détermina la rupture; dès qu'il aperçut, au contraire, chez son redoutable neveu, le dessein d'envahir le territoire pontifical, il le combattit; sa correspondance en fait foi. Il le combattit par des motifs que pouvait goûter Napoléon. Nos troupes, disait-il, traversent et parcourent librement les Etats du Pape; que gagneraient-elles à les occuper malgré lui? Mais l'empereur se plaint que le port d'Ancône ne soit pas à l'abri des Anglais ou des Russes, et pour parer à ce prétendu péril, il s'empare d'Ancône. Il aurait pu le faire ouvertement et sans coup férir; le Saint-Siège n'aurait certainement pas songé à mesurer ses armes contre celles de la France. Chose étrange! ses lieutenants eurent recours à la fraude.

Vers la fin du mois d'octobre 1805, tout à coup, sans que le Saint-Siège eût été prévenu, et à la grande surprise du cardinal Fesch, une division qui revenait de Naples et que commandait Gouvion Saint-Cyr, occupa le port, la ville et la citadelle d'Ancône. Huit jours après, le général Saint-Cyr prétendait encore ne s'y trouver qu'en passant, et protestait n'avoir jamais déclaré que ses troupes devaient y stationner, ajoutant : *Ce qu'on a écrit de contraire est faux, calomnieux et d'une perfidie sans exemple.* Et le cardinal Fesch, en transmettant le 2 novembre cette dépêche au cardinal Consalvi, annonçait de très-bonne foi la prochaine évacuation de la place, qu'il s'était empressé de réclamer. Le 10 novembre, le malheureux ambassadeur était réduit à écrire au même secré-

venus de Naples pour la plupart, et d'avoir permis que la ville éternelle devînt un asile et un foyer de complot contre la France. Je vois bien cette imputation répétée à plusieurs reprises par les agents français; mais je ne vois pas sur quel fait précis elle s'appuie; au contraire : le grief le plus grave du gouvernement impérial fut le séjour à Rome d'un ancien émigré nommé Vernègues qui s'était placé sous la protection de la Russie, que la France réclamait en l'accusant des complots les plus dangereux et les plus criminels, et que le gouvernement pontifical évita longtemps de livrer par égard pour le gouvernement russe. Vernègues finit cependant par être arrêté, après des menaces très-vives adressées par Napoléon au Saint-Siège, et expédié en France. Mais après qu'il y eut été détenu assez longtemps, on reconnut qu'il n'y avait aucune charge importante contre lui, et le 14 décembre 1804, le Ministre de la police reçut l'ordre de le mettre en liberté. Cet ordre, inséré dans la correspondance officielle (t. X, p. 90), confirme pleinement le récit du cardinal Consalvi sur cette affaire (*Mém. sur mon ministère*), et comme elle fut la plus grave de toutes celles de ce genre il permet de juger sur quels fondements reposèrent les griefs de la France contre la police romaine.

taire d'État : « Le soussigné est désolé d'annoncer à Son Excellence que le général Saint-Cyr lui donne communication qu'il a reçu ordre de l'empereur de laisser une garnison à Ancône, et de l'occuper militairement ¹. »

A ce coup, le Saint-Siège comprit que c'en était fait de son indépendance temporelle, et il jugea le moment venu d'attester l'indépendance morale, que nul conquérant n'était maître de lui ravir. A aucun prix, il ne voulait paraître complice des opérations militaires dirigées par Napoléon contre tous les peuples. Pie VII déclara donc à l'empereur, dans une lettre qui ne devait être connue que de lui seul, que si Ancône n'était pas évacuée, il se verrait forcé d'interrompre les relations diplomatiques avec un gouvernement qui tendait à le séparer du reste de la chrétienté ².

Cette première résistance d'une autorité qu'il voyait matériellement si faible et qu'il pressentait moralement si forte, mécontenta vivement Napoléon. Le Pape lui refusait Ancône; il réclama la fermeture de tous les ports et l'interdiction de tout le territoire pontifical à ses ennemis les Sardes, les Anglais, les Russes. Ses ennemis, disait-il, devaient être ceux du Saint-Siège; « l'Italie entière serait soumise à sa loi; si le Pape était le souverain de Rome, il en était l'empereur. » A ces injonctions, à ces éclats de colère, il mêlait cette phrase : « Je ne toucherai en rien à l'indépendance du Saint-Siège. » Cela voulait dire que le Pape pourrait garder encore son domaine temporel à la condition de se reconnaître, devant l'Europe, feudataire de l'Empire français ³. Le Pape n'en voulut point à cette condition. Ce domaine, répondit-il, ne lui avait pas été transmis lige et servile, et il n'avait de prix à ses yeux que s'il lui permettait de rester en paix avec tous les peuples, sans distinction de catholiques ou d'hérétiques, de voisins ou d'éloignés. Ainsi Pie VII, n'attendant de l'Europe aucun appui, se sacrifiait pour ne lui donner aucun

¹ Tiré des registres du Cardinal Fesch, contenant la copie de ses dépêches diplomatiques, 2 et 10 novembre 1806. Grâce à la bienveillance d'un prélat à qui je ne saurais témoigner trop de gratitude, Mgr Lyonnet, archevêque d'Albi, j'ai eu entre les mains les papiers du cardinal Fesch.

² Consalvi, *mém. sur mon ministère*.

³ *Correspondance de Napoléon I^{er}*. Lettre au Pape, 13 février 1806, t. XII, p. 47. Au cardinal Fesch, même date, t. XII, p. 49.

grief, et, complètement désarmé, il aimait mieux affronter l'hostilité qu'accepter la suzeraineté de Napoléon ¹.

Cette résolution magnanime n'était pas propre au pape seul : elle appartenait à tout le Sacré-Collège.

Avant de faire à Napoléon une réponse d'où pouvait dépendre le sort de l'Église, Pie VII avait voulu le consulter ; et, sur trente cardinaux réunis autour de lui, vingt-neuf, reconnaissant pourtant que tout était à craindre, avaient été d'avis de ne pas céder. Consalvi ne pensait pas autrement que ses collègues. Il termina, en s'associant au refus de Pie VII, le ministère qu'il avait inauguré par le Concordat : sa retraite fut une dernière satisfaction offerte par le pape à Napoléon, qui se montrait alors d'autant plus irrité contre ce cardinal qu'il en avait espéré davantage ². Mais en se séparant de son conseiller de prédilection, Pie VII ne se prépara pas à fléchir : il se proposa, au contraire, de manifester plus clairement sa constance personnelle.

Cependant l'autorité spirituelle du Saint-Siège n'était guère plus respectée que sa souveraineté temporelle. Tantôt Napoléon entreprenait d'organiser à son gré l'Église d'Italie et l'Église d'Allemagne, supprimait des sièges épiscopaux, fermait des couvents, disposait des biens ecclésiastiques, et s'étonnait que ses volontés ne reçussent pas immédiatement la sanction pontificale ³. Tantôt il exigeait du Pape la reconnaissance des libertés gallicanes. Tantôt enfin il prétendait changer aux dépens de Rome la composition du Sacré Collège, y proportionner l'influence de la France à l'étendue de son territoire agrandi, et porter au tiers du nombre total des cardinaux le nombre des cardinaux français.

Mais ce qu'il revenait à exiger toujours et par-dessus tout, c'était le lien fédératif destiné à associer le Saint-Siège à toutes ses querelles avec l'Europe ⁴. Il ne suffisait pas, soit à ses desseins, soit à son orgueil, d'occuper militairement les ports de l'État romain, Civita-Vecchia comme Ancône, et d'assurer

¹ *Vie de Pie VII*, t. II, chap xxvi à xxx.

² Consalvi, *mém. sur mon ministère* ; *Corresp. de Napoléon 1^{er}*, t. XI, p. 643.

³ *Corresp.*, t. XII, p. 462, 483, 623, t. XV, p. 92.

⁴ *Mém. du cardinal Pacca*, t. I, première partie. Voyez notamment le projet de traité présenté par le ministre Champagny au Saint-Siège, vers la fin de 1807, p. 51. (*Œuvres complètes du cardinal Pacca*, traduites par M. Queyras, 1848.)

ainsi, là comme ailleurs, le blocus continental : il lui fallait encore le concours moral du Saint-Père contre ses ennemis. Le jour où ayant épuisé les injonctions et les menaces, il vit clairement qu'il n'obtiendrait pas ce concours, la ruine de la souveraineté temporelle fut arrêtée dans ses résolutions ¹. A l'occupation des ports succéda l'occupation des Marches, et plus tard leur réunion par décret au royaume d'Italie, l'attribution des principautés de Bénévent et de Ponte-Corvo à Talleyrand et à Bernadotte, et enfin l'occupation de Rome, qui s'accomplit, comme celle d'Ancône, sans franchise. Ce fut en annonçant qu'il devait seulement y passer, que le général Miollis eut ordre de s'y établir ².

En face de cette garnison étrangère, le Pape, qu'on n'avait pas encore déclaré déchu du trône, se considéra comme prisonnier. Il refusa de sortir de son palais.

Prisonnier, il l'était bien en réalité quand les agents de l'Empereur lui débauchaient ses soldats, désarmaient jusque dans sa demeure le peu qui restait fidèle ³, arrêtaient ses courriers, chassaient de Rome les cardinaux napolitains, et s'il protestait contre ces violences, enlevaient de force les ministres appelés successivement auprès de lui et saisissaient leurs papiers ⁴.

Pour garder le dernier ministre qu'il se donna, le cardinal Pacca, il avait dû, un jour, le disputer en personne à la police française. Averti que les envahisseurs étaient venus se saisir de lui, il était accouru tout à coup, et, le prenant par la main pour l'emmener dans ses propres appartements, il ne s'en était plus séparé ⁵.

¹ « Aujourd'hui, loin de se croire vassaux de l'empire, ils (les Papes) ne veulent pas même en faire partie. Ils prétendent s'allier avec les protestants et les ennemis de la chrétienté... Le moindre inconvénient de semblables dispositions est de voir les Papes entrer en négociation avec les Protestants, lorsque d'après les lois de l'Eglise ils devraient s'éloigner d'eux et les excommunier (il y a une prière pour cela qui se récite à Rome). » (Note dictée par Napoléon à Schœnbrunn pour justifier la suppression du pouvoir temporel, 17 mai 1809. *Corresp.*, t. XIX, p. 16.)

² *Mém. du cardinal Pacca*, première partie, t. I, p. 32. Voyez aussi les instructions données à Miollis, *Corresp.*, t. XVI, p. 278, et celles données à l'ambassadeur Alquier au moment de l'entrée de Miollis, t. XVI, p. 310.

³ Ce désarmement eut lieu en vertu d'un ordre spécial et formel adressé par Napoléon au prince Eugène, 26 mars 1808. (*Corresp.*, t. XVI, p. 521.)

⁴ *Mém. du cardinal Pacca*, 1^{re} partie, *in fine*, et 2^e partie, chap. 1.

⁵ *Mém. du cardinal Pacca*, 11^e partie, chap. II. Voyez aussi M. Thiers, t. XI, liv. XXXVII, p. 300 et suiv.

Dans la voie où Napoléon s'était lancé, il ne devait pas s'arrêter à mi-chemin.

Le décret qui supprimait la souveraineté temporelle et réunissait à l'empire les états du Saint-Siège, fut rendu à Schoenbrunn le 17 mai ¹, et publié à Rome le 11 juin 1809.

Le Pape, qui l'attendait, y répondit par une excommunication, que « des mains courageuses et fidèles ² » affichèrent le lendemain à Saint-Pierre et sur la porte des principales églises de Rome. Cette bulle, préparée depuis longtemps, retraçait toutes les violences du gouvernement français, et faisait peser les foudres de l'Église sur les spoliateurs du Saint-Siège ³.

Ainsi le Pape désarmé ne résistait pas au conquérant, mais inflexible, il le bravait. Pouvait-on le laisser à Rome? Tout poussait le général français à l'en arracher. Le peuple, qui ne séparait pas alors sa cause de la cause de la papauté, était tranquille, mais irrité et sourdement menaçant ⁴. Le cardinal Pacca, homme intrépide avec calme et tout d'une pièce, plus capable d'une religieuse constance que de ménagements politiques, aussi digne enfin d'assister le Souverain Pontife dans ses épreuves, que Consalvi l'avait été de servir d'instrument à ses succès; Pacca, devenu l'objet de toutes les rancunes et de toutes les défiances impériales, restait à côté de Pie VII et ne pouvait être arrêté qu'avec lui. Enfin des lettres de Napoléon à Murat autorisaient éventuellement, mais formellement, cette arrestation ⁵.

Elle eut lieu le 6 juillet 1809, quinze jours après l'abolition du pouvoir temporel. Le Quirinal sans défense fut escaladé la nuit comme une forteresse : ayant brisé les portes à coups de hache, les soldats et les gendarmes s'avancèrent, non sans quelque effroi au milieu des ténèbres, à travers les grandes salles silencieuses et vides, jusqu'en présence du chef de l'Église. A son aspect, le commandant de cette triste expédition, un officier de gendarmerie, s'arrêta un instant interdit.

¹ Voyez la note dictée par Napoléon pour son ministre des affaires étrangères, indiquant à ce ministre les bases et la teneur du rapport destiné à motiver le décret. Voyez ensuite le texte même du décret. (*Corresp.*, t. XIX, p. 18 et 18.)

² M. Thiers, t. XI, liv. XXXVII.

³ *Mém. du cardinal Pacca*, II^e partie, chap. v.

⁴ *Ibid.*, chap. iv.

⁵ *Corresp.*, 17 et 19 juin 1809, t. XIX, p. 146 et 161.

et plus tard, cet homme grossier a confessé qu'à ce moment le souvenir de sa première communion s'était élevé tout à coup dans son âme et l'avait troublée ¹.

Cependant Pie VII fut jeté avec son ministre dans une voiture étroitement fermée, et tandis que le peuple romain lisait avec attendrissement des adieux préparés en prévision de cet événement et affichés comme l'avait été la bulle d'excommunication, l'auguste vieillard était entraîné loin de la ville éternelle, sans que ceux qui l'enlevaient ainsi sussent eux-mêmes où ils devaient le conduire ².

Personne en effet ne se souciait de garder un tel prisonnier.

La sœur de Napoléon, qui régnait en Toscane, le dirigea sur le Piémont ; le beau-frère de Napoléon, qui gouvernait le Piémont, l'expédia en France. Enfin de Grenoble il fut ramené à Savone, dans la Rivière de Gènes. Napoléon, en apprenant en Allemagne cet enlèvement, qu'il avait pourtant prévu et éventuellement autorisé, s'en montra mécontent ³. Bientôt il s'en consola, en formant le projet de transporter à Paris la papauté subjuguée.

En attendant, il sépara le pape des cardinaux, fit enfermer son dernier ministre Pacca dans la forteresse de Fenestrelle ⁴, et prescrivit d'environner d'une surveillance étroite, cachée sous de grands égards, le pontife prisonnier.

La lutte avec le souverain temporel des États romains avait été tranchée par la force ; le conflit avec le chef spirituel de l'Eglise commençait à peine. Napoléon, qui avait déclaré en 1806 qu'il était « utile au bien de la religion que le Souverain Pontife de Rome fût respecté comme souverain indépen-

¹ *Vie de Pie VII*, par M. Artaud. Voyez aussi le récit de l'arrestation par le général Radet lui-même. *Mém. du cardinal Pacca*, III^e partie, documents historiques.

² *Mém. du cardinal Pacca*, III^e partie, chap. 1^{er}, et *Relation du voyage*, par Radet.

³ *Corresp.*, t. XIX, p. 312, 326, 362.

⁴ « Quant au cardinal Pacca, je suppose que vous l'aurez envoyé à Fenestrelles et que vous avez défendu qu'il communique avec personne... Le Pape est un homme bon, mais ignorant et fanatisé. Le cardinal Pacca est un homme instruit et un coquin ennemi de la France qui ne mérite aucun ménagement. » (Lettre de Napoléon au comte Fouché, ministre de la police, 6 août 1809. *Corresp.*, t. XIX, p. 363.)

dant, » abolissait en 1809 cette souveraineté, pour rendre tout entier, disait-il, le successeur des apôtres à sa mission spirituelle ¹, et aussitôt après il le privait de sa liberté. Ne se chargeait-il pas ainsi lui-même de donner promptement et pleinement raison à ses déclarations de 1806 contre son décret de 1809?

On allègue, il est vrai, qu'à ces dernières rigueurs il fut provoqué, et dans la lutte mémorable de la plus haute autorité morale avec la plus grande force matérielle que le monde ait jamais connue, il se rencontre encore des écrivains qui prennent parti pour le conquérant contre le pontife. D'autres, trop éclairés et trop généreux pour trouver mauvaise la cause du Pape, blâment pourtant sa conduite, et cherchent dans les démarches de la victime une excuse aux entreprises de l'oppresseur.

Serait-il vrai, en effet, que la résistance de la papauté désarmée n'ait pas alors été irréprochable? Si le plus beau spectacle que l'histoire puisse présenter aux hommes est celui de la vertu souffrant pour la justice, je ne connais rien dans les annales de l'Empire qu'il soit plus important d'éclaircir.

La résistance de Pie VII se résume en deux actes très-faciles à définir :

Au décret qui le dépouillait de la ville éternelle, il avait répondu par la bulle d'excommunication.

Aux mesures qui le privaient de sa liberté, il opposa le refus

¹ Voyez la note et le décret cités plus haut. *Corresp.*, t. XIX, p. 15 et 18. Voyez aussi la lettre aux évêques de France où l'Empereur, en leur demandant un *Te Deum* pour la victoire de Wagram, leur parle de la suppression du pouvoir temporel et fait allusion, sans en parler, à la bulle d'excommunication : « Notre Seigneur Jésus-Christ, quoique issu du sang de David, ne voulut aucun règne temporel; il voulut au contraire qu'on obéît à César dans le règlement des affaires de la terre.... Héritier du pouvoir de César, nous sommes résolu à maintenir l'indépendance de notre trône et l'intégrité de nos droits. Nous persévérerons dans la grande œuvre du rétablissement de la religion... On ne nous détournera pas du grand but auquel nous tendons en nous portant à croire que ses principes sont incompatibles, comme l'ont prétendu les Grecs, les Anglais, les Protestants et les Calvinistes, avec l'indépendance des trônes et des nations. Dieu nous a assez éclairé pour que soyons loin de partager de telles erreurs..... Ceux qui voudraient faire dépendre de l'intérêt d'un temporel périssable l'intérêt éternel des consciences et des affaires spirituelles sont hors de la charité de l'esprit et de la religion de celui qui a dit : *mon empire n'est pas de ce monde.* » (*Corresp.*, t. XIX, p. 282.)

d'adresser au gouvernement oppresseur les bulles d'institution d'aucun évêque.

S'il fallait en croire l'opinion qui avait cours dans l'entourage de Napoléon et qui a trouvé écho dans l'*Histoire de l'Empire*, la bulle d'excommunication était ou un appel aux passions révolutionnaires digne des anarchistes de 1793, ou une menace impuissante et ridicule ¹. Elle tendait à renverser le gouvernement établi. Que disait donc cette bulle, où, par un dernier ménagement, Napoléon n'était pas nommé?

« Nous enjoignons et ordonnons, en vertu de la sainte obéissance, à nos sujets et à tous les peuples chrétiens, de ne causer, à l'occasion des présentes lettres, ou sous tout autre prétexte, aucun dommage, aucun préjudice à ceux que regardent ces censures, soit dans leurs biens, soit dans leurs droits et prérogatives. »

Non : Pie VII savait aussi bien que personne qu'on n'était plus au temps où les Papes déposaient les Empereurs ; l'excommunication, telle qu'il la formula, était une peine religieuse, prononcée par une autorité religieuse, pour punir un attentat contre la religion. Cette peine, édictée par les conciles ² contre les spoliateurs de l'Eglise, Napoléon et ses entours pouvaient en 1809 la trouver ridicule ³ ; mais pour nous, quand nous voyons, à partir de cette époque, la fortune du conquérant s'obscurcir, décroître et bientôt s'abîmer en de gigantesques désastres, l'anathème solennel du Pontife persécuté ne nous fait pas sourire. Dès cette époque, d'ailleurs, il ne faisait pas sourire tout le monde : il trouvait écho dans ces âmes pieuses, dans les âmes honnêtes, dans la conscience du genre humain. « Prenez-bien garde, mon cher Louis, » disait à M. de Narbonne, passé au service de l'Empereur, sa spirituelle et pieuse mère ; « quand le temple est forcé et le Pontife traîné dehors par les cheveux, Dieu se venge sur Antiochus, sur Héliodore et sur tous leurs instruments ⁴. » Plus d'un serviteur de Napoléon

¹ *Hist. du Consulat et de l'Empire*, t. XII, liv. XXXVIII et t. XIII, liv. XLI.

² Notamment le Concile de Trente, Sess. XXII, cap. XI.

³ « La bulle d'excommunication est une pièce si ridicule qu'elle ne mérite pas qu'on y fasse attention. » (Lettre de Napoléon au ministre des cultes, 18 juillet 1809. *Corresp.*, t. XIX, p. 288.) On verra plus loin si en effet Napoléon n'y faisait pas attention.

⁴ *Souvenirs contemporains*, par M. Villemain, t. I, chap. XII.

entendit sans doute alors dans le secret de sa famille de semblables paroles.

La bulle d'excommunication, que Napoléon ne laissait répandre nulle part, une fois lancée, on accuse Pie VII de s'être refusé avec constance à tous les actes du pontificat, et, comme il communiquait avec la partie remuante des catholiques, d'avoir interrompu, autant qu'il était en lui, l'exercice du culte en France, ce qui pouvait tourner contre le culte lui-même, et dans tous les cas n'était pas très-pieux ¹.

Cette accusation confond des choses fort différentes. La vacance prolongée de plusieurs sièges épiscopaux, si regrettable qu'elle soit, n'interrompt pas le culte, et dans tous les actes qui ne demandaient pas un accord officiel avec le gouvernement français, Pie VII captif ne négligeait rien au contraire pour suffire à son ministère. Lorsque dix-neuf prélats français, par exemple, lui demandèrent, dans la même lettre, d'accorder à l'empereur les bulles d'institution des nouveaux évêques ² et à eux-mêmes des pouvoirs extraordinaires pour distribuer des dispenses en cas de mariage, il refusa les bulles et accorda les pouvoirs. Voilà la vérité ³.

Comment oublier d'ailleurs qu'il avait délégué à quelques cardinaux une autorité suffisante pour pourvoir aux besoins les plus pressants de l'Eglise, et que le gouvernement impérial considéra comme un outrage cette délégation apostolique qui en effet accusait tacitement ses violences ⁴? Si les cardinaux ainsi désignés mouraient sans qu'on en laissât parvenir jusqu'à lui la nouvelle ⁵, ou devenaient captifs à leur

¹ *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. XII, p. 62.

² Cette démarche leur avait été suggérée par le ministre des cultes d'après l'ordre de l'Empereur. (*Corresp.*, t. XIX, p. 288.)

³ Les évêques demandaient des pouvoirs illimités. Le Pape, qui voulait bien faciliter leur administration, mais non pas les exempter d'avoir recours à lui, accorda les pouvoirs pour cent ans par diocèse. M. Thiers affirme pourtant que Pie VII ne voulait pas continuer certaines dispenses aux évêques, notamment pour les mariages. Mais nous avons vu nous-même et tenu dans nos mains le texte de la demande des évêques et de la réponse du Pape. C'est pourquoi nous nous permettons une assertion, conforme d'ailleurs aux *Mémoires du cardinal Pacca* (t. II, p. 33 et 34).

⁴ Message de l'Empereur au Concile.

⁵ Le cardinal Erskine. La correspondance des évêques envoyés à Savone constate que le Pape apprit de leur bouche la mort des cardinaux Vincenti et Erskine, arrivée depuis assez longtemps.

tour ¹, est-ce sur le prisonnier de Savone que doit en retomber la responsabilité? Ah! sans doute, il ne pouvait, du fond de son isolement et de son exil, satisfaire à tous les besoins, répondre à toutes les demandes du monde catholique : ces demandes mêmes ne lui parvenaient pas! Mais comment reprocher à Pie VII l'impuissance où le réduisait Napoléon?

Ecoutons, sur ce séjour du Pape à Savone, un témoignage authentique et évidemment désintéressé. Après que le mariage de Napoléon avec Marie-Louise eut resserré, pour un temps, l'alliance de l'Autriche et de la France, l'empereur François obtint la permission d'envoyer au Pape l'ancien ambassadeur d'Autriche à Rome, et de terminer, par cet intermédiaire, quelques affaires religieuses demeurées en suspens. Jusqu'à M. de Lebzeltern, aucun personnage étranger à l'administration impériale n'avait librement approché le Pontife détrôné. Dans quelle situation ce diplomate le trouva-t-il? Non-seulement sans conseil, mais sans nouvelle, sans correspondance libre, et « tellement seul, qu'il avait dû ériger en secrétaire un domestique dont le caractère était lisible. » Voilà ce qu'a vu M. de Lebzeltern, et ce qu'il rapporte en propres termes à son chef, M. de Metternich ². Voilà quelles facilités avait Pie VII pour communiquer avec les catholiques remuants ou paisibles; voilà ce qu'il faut penser de son inertie calculée.

Cette inertie cependant ne parut plus bientôt assez complète à Napoléon. Le Saint-Père ayant essayé de rappeler à quelques Chapitres leurs devoirs envers le Siège apostolique, l'empereur fit saisir tous ses livres, tous ses papiers, et défense lui fut signifiée de « communiquer avec aucune église de l'Empire, ni aucun sujet de l'empereur, sous peine de désobéissance de sa part et de la leur ³. »

Quant au refus persévérant du Pape d'instituer les évêques à la demande de Napoléon ou de ses ministres, il est incontestable; mais quel en était le motif? S'il s'agissait de tout autre

¹ Le cardinal de Pietro, enfermé à Vincennes. Pacca, t. II, p. 37. Voyez encore cette lettre : « Paris, 18 janvier 1810. M. le comte Bigot de Préameneu, donnez ordre au général Miollis d'envoyer à Paris Mgr Grégori, et généralement tous ceux qui montrent des pouvoirs pour les affaires spirituelles, qui ne doivent pas se traiter à Rome. — NAPOLEON. » (*Corresp.*, t. XX, p. 148.)

² Dépêche citée par M. Artaud de Montor, *Vie de Pie VII*, t. II, p. 202.

³ *Mém. du cardinal Pacca*, t. II, Pièces justificatives, n° 3.

que Pie VII, il serait permis de chercher dans la conduite du souverain, devenu prisonnier, quelques traces d'impatience et d'empportement. Mais ce serait mal connaître le caractère angélique du plus doux des Pontifes. Dès le début de son règne, il avait éprouvé je ne sais quel attrait pour le général Bonaparte ; la réconciliation de la France et de l'Église avait consacré cet attrait mystérieux et providentiel ¹, et dans ce cœur qui savait aimer et ne savait pas haïr, il survivait à tout et toujours. A travers les discours du Pape, à Savone, le diplomate autrichien reconnaissait en lui les mêmes sentiments qu'il avait observés à Rome : « la plus grande partialité pour l'empereur personnellement. » Il a fallu, ajoutait M. de Lebzeltern, « toutes les amertumes dont le Pape a été abreuvé, pour l'obliger à adopter un système qui, au fond, répugnait évidemment à son cœur ². » Ce n'est donc pas par rancune ou par vaine colère que le prisonnier de Savone refusait au gouvernement français les bulles d'institution des évêques. Il ne méconnaissait pas non plus le triste abandon des diocèses, privés de leurs premiers pasteurs ; mais il pensait qu'une institution conférée sans apparence de liberté serait un remède plus funeste encore que le mal.

Le choix des évêques, a dit Bossuet, n'est pas naturellement de l'office du prince ³ ; l'autorité épiscopale, pour tous ceux qui font profession d'y croire, est d'origine purement spirituelle. Sans doute le Saint-Siège s'est engagé, dans la plupart des pays catholiques, à déférer à la désignation du souverain ; mais cet arrangement suppose le bon accord des deux puissances ; il en est le gage et le prix, il doit cesser quand est rompu cet heureux accord. Au prince qui persécute le chef de l'Église universelle, comment reconnaître un droit de patronage sur les églises de ses États ? Pie VII désirait vivement pourvoir aux sièges vacants de l'Empire ; mais il voulait donner les bulles de son propre mouvement ou sur la demande des évêques, non sur la demande de l'empereur ou de ses ministres ⁴. Il acceptait même, en fait, les noms présentés par le

¹ Cf. *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. III, p. 228.

² Dépêche déjà citée.

³ *Politique*, liv. VII, art. 5.

⁴ Napoléon, en repoussant la clause *proprio motu*, avait consenti à ce que son nom ne fût pas prononcé dans les bulles. Mais le Pape répondait à cette propo-

gouvernement impérial; il cessait seulement de lui reconnaître, en droit, une prérogative dont ses attentats spirituels le rendaient évidemment indigne; et comme, les bulles données dans cette forme, Napoléon les repoussait, il s'écriait enfin : « Qu'on me rende mes conseils et ma liberté, et nous trouvons quelque expédient pour satisfaire l'empereur ! » Au contraire, pour le punir, sa captivité fut resserrée. Si les diocèses restaient vacants, si l'exercice de l'autorité pontificale ne se faisait plus sentir au sein de l'Église, sur qui donc, sur qui seul doit en retomber la responsabilité, et jusqu'à présent, comment ne pas admirer la modération de Pie VII, autant que sa fermeté ?

Telle n'est pas cependant la manière de voir que les papiers d'État de l'Empire attribuent au clergé français. L'historien qui nous livre leur témoignage en a conclu que, dans le clergé presque entier, la bulle d'excommunication ne rencontrait que des improbateurs; qu'elle embarrassait tout le monde, excepté les partisans décidés du gouvernement, et que personne alors, jusque parmi ses plus fougueux ennemis, personne ne prenait souci du principe de l'institution canonique, parce qu'on était exclusivement frappé de l'abus qu'un pape, même excellent, pouvait en faire ².

C'est une erreur : les indices de contradiction, en face des violences injustes exercées sur Pie VII, n'ont pas manqué, grâce à Dieu, dans les rangs de l'Église de France; ils ont éclaté jusqu'à côté de l'empereur : celui-ci n'a pas pu les ignorer, et si, étourdi par le fracas des hommages et des acclamations officielles, il n'en a point tenu compte, il importe aujourd'hui pour l'honneur de cette Église, de les relever et de les remettre en lumière.

sition, que lui avait transmise le cardinal Caprara : « Vous dites que mes bulles seront accordées, non à lui, mais à l'instance du conseil du ministre des cultes... Ce conseil, ce ministre, ne sont-ils pas l'Empereur lui-même ? » Que répondre à cette observation du Saint-Père ? — La concession faite par Napoléon, et que M. Thiers paraît trouver suffisante (t. XII, p. 65), était en réalité illusoire. (Lettre de Pie VII au cardinal Caprara (26 août 1809); *Mémoires historiques sur les affaires ecclésiastiques de France*, t. III, Pièces justificatives, n° 8.)

¹ Lettre au cardinal Caprara et dépêche de M. de Lebzeltern, déjà citée. Correspondance des évêques envoyés à Savone, tirée des papiers du cardinal Fesch.

² *Hist. du Consulat et de l'Empire*, t. XII et XIII, liv. XXXVIII et XLI.

Au début de ses démêlés avec le Saint-Siège sur les questions religieuses, Napoléon avait eu soin de se choisir un conseil ecclésiastique, destiné à l'éclairer de ses lumières et à l'aider de son concours. C'est dans le sein de cette commission que nous pénétrerons d'abord, pour savoir ce que pensait le clergé de France soit de l'excommunication, soit du refus de l'institution canonique.

Assurément elle n'était pas composée d'hommes fanatiques. Présidée par l'oncle de l'empereur, le cardinal Fesch, elle était peuplée des prélats les plus timides ou les plus complaisants de l'Empire. Mais un prêtre s'y rencontrait, un prêtre dont les catholiques vénéraient les vertus, dont Napoléon estimait les lumières, et qui pensait de son côté que le rôle de l'Église était de ménager l'empereur : l'abbé Émery, notoirement gallican, et chef adoré d'une congrégation qui avait fourni des prélats à presque toute la France. Comme on était appelé à délibérer sur cette question : *Quel parti prendre sur la bulle d'excommunication ?* voici comment ce prêtre opina. Qu'on nous permette de citer les termes mêmes du procès-verbal ¹ :

« Dans les différents dires des votants, on semblait supposer la nullité de la bulle sans l'énoncer clairement.

« M. Émery, interpellé, a déclaré que, pour répondre clairement à la question proposée, il fallait en venir à celle-ci : Cette bulle est-elle nulle ou ne l'est-elle pas ?

« Et, pressé de dire son sentiment, il a continué ainsi : « Je ne
« pourrais me décider à déclarer la nullité de la bulle, et voilà
« pourquoi j'ai demandé si souvent qu'on écartât cette question, et
« que, sans l'approfondir, on cherchât à satisfaire S. M. l'Empereur. »

« Son Altesse ² venait de faire part au conseil des menaces que l'Empereur avait faites la veille, déclarant que, si on ne lui donnait pas une garantie suffisante contre le Pape, il abandonnerait le clergé.

« M. Émery a observé que c'était un grand motif d'accorder à l'Empereur tout ce qu'on pouvait accorder. Et, reprenant son avis :

« Si cette bulle était nulle, ce serait par défaut de pouvoir, ou

¹ Nous ne citons aucun document inédit sans avoir sous les yeux la pièce authentique. — La première page des procès-verbaux de cette commission constate que ses membres s'étaient promis entre eux un rigoureux secret sur leurs délibérations intérieures.

² Le cardinal Fesch.

« parce que le Pape en aurait évidemment abusé en excommuniant, pour des raisons fausses et insuffisantes, Sa Majesté.

« On ne peut dire que c'est par défaut de pouvoir, tout le monde en convient. Il faudrait donc soutenir que les raisons qui ont déterminé le Pape sont des allégations fausses ou des causes insuffisantes. Sa principale raison est l'invasion du patrimoine de Saint-Pierre ; mais cette invasion est un fait incontestable. De plus, ce patrimoine est un bien ecclésiastique et celui de tous les biens ecclésiastiques le plus nécessaire à l'Eglise. Or, d'après le langage de tous les docteurs, et même des conciles généraux, l'invasion d'un bien ecclésiastique est une cause suffisante d'excommunication.

« Si l'on décide clairement le contraire, il faudra dire que les conciles et toute l'Eglise n'ont rien entendu dans cette matière. De plus, Bossuet, dans les passages que je vous ai cités dans la dernière conférence, porte le même jugement, et comment irions-nous contre le sentiment si prononcé de Bossuet ? »

M. Émery écartait ensuite toutes les objections, soit de fond, soit de forme, et, rappelant la situation malheureuse du Saint-Père, il s'écriait en terminant :

« Tandis que quiconque oserait écrire un seul mot en sa faveur serait sévèrement puni, combien il serait affreux que les évêques, consultés eux-mêmes, fussent un moyen de plus contre lui ! »

La discussion fut vive, confuse, et se prolongea durant plus d'une séance. Ce ne fut qu'après plusieurs essais inutiles de transaction pour ramener « l'unanimité, » qu'enfin « le grand nombre demanda qu'on déclarât nettement la nullité de la bulle, ou du moins se rangea à ce sentiment. » Si une telle commission même n'était pas unanime en faveur de Napoléon,

¹ Les passages de Bossuet invoqués par M. Émery devaient être ceux-ci : « Neque propterea christianam fidem professos ipsosque etiam reges ab auctoritate ecclesiæ immunes reliquerint. Tametsi enim nec temporalibus, nec terreno regno ; at cœlestibus et æterno regno mulctant... Sane cum excommunicant romani pontifices stat valetque vi suâ adversus contumaces excommunicatio, Deo ligante in cœlis quæ divinitus tradita potestate in terris ligata sunt. » (*Defensio declarationis Cleri gallicani*, lib. I, sect. II, cap. xxi.) C'est encore dans cet ouvrage que Bossuet déclare qu'on ne peut, sans sacrilège, envahir les possessions ecclésiastiques. (Lib. I, sect. X, cap. vi.) Quoiqu'on ne puisse pas imputer à la mémoire de Bossuet toutes les opinions contenues dans un livre qu'il n'a jamais voulu publier de son vivant, il est assurément permis d'en tirer les passages favorables au Saint-Siège, d'autant plus que ce livre était écrit pour restreindre la suprématie romaine.

que devait-il augurer des sentiments de toute l'Eglise de France? Comment ne pas voir dans l'abbé Émery l'organe sincère de toutes les consciences indépendantes?

Sur l'institution canonique, il était plus difficile encore au gouvernement impérial de se faire illusion. Il n'avait en effet qu'à écouter non pas un ennemi fougueux, non pas même un membre isolé de son conseil ecclésiastique, mais ce conseil lui-même et sa majorité assurément très-modérée.

A la question ainsi posée : *le pape peut-il refuser arbitrairement l'institution aux évêques nommés?* cette commission avait répondu en discutant les motifs allégués par le Saint-Père; elle en avait écarté quelques-uns : puis arrivée au plus important, son isolement absolu, l'éloignement de ses conseils, la perte de sa liberté, elle avait conclu en ces termes :

« A ces dernières plaintes du Pape, nous n'avons d'autre réponse
« à faire que de les mettre nous-mêmes sous les yeux de Sa Majesté,
« qui en sentira toute la force et toute la justice. »

Hélas! non : Napoléon en méconnut la justice et la force. Pour tirer de sa commission ecclésiastique des indications conformes à ses volontés, il en modifia la composition, et ce fut à cette commission ainsi remaniée, et de nouveau impérieusement interrogée, qu'il arracha enfin les déclarations qui ont trompé, sur les vrais sentiments du clergé de France, l'historien de l'Empire ¹.

II.

Cependant le moment arrivait où ce clergé serait mis en demeure d'attester ses sentiments par ses actes.

¹ Voyez les questions posées à ce comité des Evêques. *Corresp.*, t. XX, p. 129, et p. 142, le résumé de leurs réponses qui ne satisfirent entièrement ni l'empereur ni les conseillers d'Etat chargés par lui de les examiner. C'étaient pourtant les réponses de la commission *modifiée* et impérieusement interrogée comme nous l'avons dit. Une note de la correspondance officielle constate même que « l'abbé Fontana, supérieur des Barnabites, et l'abbé Émery, supérieur de Saint-Sulpice, furent adjoints au comité, mais qu'on ne trouve pas leur signature au bas du mémoire présenté par les évêques à l'Empereur. » Mais ce qui n'est pas dit dans cette publication, c'est que le premier comité où étaient effectivement le P. Fontana et l'abbé Émery, avait fait un premier travail qui ne figura pas dans les pièces officielles et que nous avons retrouvé dans les papiers du cardinal Fesch.

L'indépendance de l'Eglise devait être attaquée non-seulement dans son chef mais dans ses membres, et tous les rangs de la hiérarchie ecclésiastique allaient se trouver directement aux prises avec Napoléon. L'empereur en effet, n'abandonnait guère ses projets d'envahissement; mais il changeait facilement ses plans de campagne. Dès qu'il eut tourné son ambition du côté de l'Eglise, son but resta toujours (M. Thiers le dit fort bien et lui-même l'a avoué plus tard), sans la renverser ni se séparer d'elle, de la placer dans la dépendance de l'empire ¹. Mais pour atteindre ce but, qui ne varierait pas, il essaya alternativement de peser sur le Pape en l'isolant de l'Eglise, et de peser sur l'Eglise en l'isolant du Pape. La première manœuvre avait commencé à Savone, ou plutôt à Rome même, et fut reprise plus tard à Fontainebleau; la seconde embrassait tous les diocèses, s'attaquait jusqu'aux plus humbles prêtres, et, pour en apprécier le progrès et le succès, il faut observer l'attitude et les démarches, non plus du pape seul, mais du corps ecclésiastique tout entier, depuis les cardinaux jusqu'aux simples chanoines.

Cette attitude et ces démarches ne furent point uniformes. Un seul homme peut fléchir; un corps à la fois nombreux et dispersé, presque inévitablement se divise.

Les défections flagrantes, comme celles du cardinal Maury et de quelques évêques obscurs, les Raillon, les Rousseau, furent rares dans les rangs du clergé; elles ne nous arrêteront guère, car personne n'essaye de les justifier ². Mais aux exigences

¹ M. Thiers, t. XIII, p. 115. *Mém. de Napoléon*, t. I, écrits par le général comte Montholon. *Notes et mélanges*, 4^e note sur le livre des *Quatre concordats*. « L'établissement de la cour de Rome à Paris aurait été fécond en grands résultats politiques... l'influence que le chef de la chrétienté avait sur les fidèles serait devenue l'héritage de la France. Cela seul explique le discours qu'avait retenu mais ne pouvait s'expliquer l'Evêque de Nantes. Il (le Pape) n'aura jamais autant de pouvoir que ma politique me porte à lui en désirer.... Napoléon aimait sa religion, la voulait faire prospérer, l'honorer, mais en même temps s'en servir comme un moyen social pour réprimer l'anarchie, consolider sa domination en Europe. »

² Veut-on savoir au surplus comment Napoléon traitait les prélats purement courtisans? Qu'on lise cette décision écrite en marge d'un compliment très-plat que lui avait adressé, sur son second mariage, un prélat qui portait un très-grand nom : « Paris, 15 février 1810. Le duc de Frioul fera payer douze mille francs au premier aumônier sur la caisse des théâtres. — NAPOLEON. » (*Corresp.*, t. XX, p. 256.)

du gouvernement impérial d'autres prélats répondirent par une série de ménagements et de transactions; d'autres enfin opposèrent de simples et fermes refus. Les premiers, en tête desquels se montraient l'évêque de Nantes, M. Duvoisin; l'archevêque de Tours, M. de Barral; l'évêque de Trèves, M. Mannay, se prévalaient de l'esprit doux et patient de l'Église; ils étaient traités avec beaucoup d'égards et une sorte de confiance par Napoléon, et leur attitude est encore représentée dans *l'Histoire de l'Empire* comme la plus propre à éviter un schisme et à sauver en France, sinon la gloire, du moins la vie du catholicisme. Les derniers, tels que l'archevêque de Bordeaux, M. Daviau; l'évêque de Troyes, M. de Boulogne; l'évêque de Gand, M. de Broglie, invoquaient le devoir et l'honneur apostolique. Mais ils étaient traités en ennemis de l'empire, et le monde officiel attribuait leur résistance, tantôt au fanatisme et à son aveuglement, tantôt au royalisme et à ses rancunes, tantôt à la Révolution et à son esprit de désordre, tantôt à l'amour de la popularité et à ses faiblesses, à tous les motifs enfin, excepté à la religion¹. Le clergé de France, au contraire, a toujours pensé que des motifs humains n'auraient jamais décidé ses pasteurs à tenir tête à Napoléon, et il a considéré ceux d'entre eux qui ont eu ce courage comme les gardiens fidèles des droits imprescriptibles de la conscience et de la foi. Pour apprécier en connaissance de cause cette résistance, pour juger si elle fut non-seulement légitime mais opportune et nécessaire, il faut savoir en quelles conjonctures elle éclata.

Ce fut d'abord au mariage de Napoléon avec Marie-Louise, parmi les cardinaux; ensuite dans la question des vicaires capitulaires, parmi les chanoines; enfin dans le concile de 1811, parmi les évêques.

En séparant les cardinaux du Pape, Napoléon les avait transportés à Paris, destiné dans sa pensée à devenir la capitale religieuse et politique de l'Occident. Il avait voulu que les princes de l'Église, durant la captivité de leur chef, fissent partie de sa cour. Sur vingt-huit d'entre eux, condamnés à vivre au milieu des splendeurs impériales, treize n'assistèrent

¹ Voyez ces imputations contradictoires dans *l'Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. XIII, l. XLI.

pas à la cérémonie religieuse où fut bénite l'union de l'empereur avec Marie-Louise. Napoléon vit dans leur absence « une implicite accusation d'adultère lancée contre un mariage d'où devait naître l'héritier de l'empire, » et, transporté de fureur, il ordonna au ministre de la police d'arrêter ces treize cardinaux et de les dépouiller de la pourpre, « d'où ils furent désignés depuis sous le nom de cardinaux noirs, » de les disperser dans différentes provinces, « de les y garder à vue, et de séquestrer non-seulement leurs revenus ecclésiastiques mais leurs biens personnels ¹. »

Ce fut leur apparition dans plusieurs de nos villes qui commença à révéler aux fidèles, à la fois étonnés, effrayés et touchés, que des prêtres devaient quelquefois et pouvaient résister à Napoléon. Pourquoi ces cardinaux s'étaient-ils aussi sûrement exposés à son redoutable courroux? Napoléon aurait voulu faire croire et se persuader à lui-même qu'une minorité ardente du clergé, qui avait repoussé le Concordat et partageait les haines des anciens royalistes, était la secrète instigatrice des cardinaux noirs ². Mais était-il possible d'admettre ce fait, quand le plus considérable d'entre eux n'était autre précisément que le cardinal Consalvi, qui avait conclu le Concordat et décidé Pie VII au voyage du sacre? Des raisons canoniques avaient pu seules les déterminer tous, en quelque sorte malgré eux, et peuvent seules expliquer leur conduite. Sans doute, ils n'ignoraient pas que, devant l'Église, Napoléon avait prétendu, non pas divorcer, mais faire annuler son mariage avec Joséphine; seulement ils avaient des doutes sur l'annulation du premier mariage et par conséquent sur la validité du second ³. Ces doutes étaient-ils mal fondés, quand Napoléon, devant des juges ecclésiastiques institués et choisis tout exprès à Paris, était réduit à alléguer tantôt que son consentement n'avait pas été libre, tantôt qu'il avait volontairement omis les formalités nécessaires, et que ce défaut de forme n'avait pu être couvert par la dispense même du Pape ⁴?

¹ M. Thiers, t. XII, p. 61.

² M. Thiers, *loc. cit.*

³ Consalvi, *Mém. sur le mariage de l'empereur Napoléon I^{er} et de l'Archiduchesse d'Autriche*.

⁴ Procès-verbal de la Commission ecclésiastique consultée sur cette affaire. Papiers du cardinal Fesch.

Que devaient surtout penser des cardinaux qui avaient vu Pie VII traiter constamment Joséphine en épouse légitime et en impératrice? N'étaient-ils pas autorisés à se souvenir que d'après tous les usages de la jurisprudence canonique, le Pape seul est compétent, parce que seul il est assez indépendant, non pour autoriser le divorce des souverains, mais pour prononcer sur la validité de leurs unions? Jamais l'application de cette règle traditionnelle avait-elle dû paraître plus nécessaire? Que l'on invoque la sentence des tribunaux ecclésiastiques de Paris pour excuser les cardinaux rouges, nous le comprenons¹; mais que l'on méconnaisse les répugnances soulevées par le nouveau mariage au fond des consciences religieuses et sincères, nous ne saurions le concevoir.

Ce fut aussi le respect d'une loi de l'Eglise qui attira sur quelques Chapitres les persécutions de Napoléon. Ne pouvant obtenir du Pape l'institution des évêques désignés par lui, il résolut de les placer néanmoins à la tête des diocèses qu'il leur destinait, en les faisant élire vicaires capitulaires par les chapitres chargés de pourvoir à l'administration des sièges vacants. Plusieurs chapitres, et notamment celui de Paris, s'y refusèrent. Était-ce à tort? L'expédient suggéré à Napoléon, et déjà pratiqué durant les démêlés de Louis XIV avec le Saint-Siège, n'avait d'autre but que d'éluder le refus du Saint-Père, et par là d'annuler un droit sans lequel « l'unité catholique est en péril². » Aussi les canons déclarent-ils formellement que tout ecclésiastique nommé pour remplir un siège est incapable de l'administrer avant la confirmation du Pape. Il est vrai que ces prescriptions, plus d'une fois méconnues en France, y étaient enfin tombées dans l'oubli. La loi était donc ignorée du plus grand nombre; mais en elle-même elle ne laissait nulle place au doute, et les ecclésiastiques à qui le Pape captif l'avaient formellement rappelée par ses brefs, ne pouvaient plus la méconnaître sans prévariquer³.

¹ Nous devons reconnaître qu'il résulte de la correspondance de M. Émery, trouvée dans les papiers du cardinal Fesch, que ce prêtre vénérable ne blâmait nullement la conduite des cardinaux rouges.

² M. Thiers, t. XIII, p. 106.

³ Ce point est éclairci catégoriquement dans la *Vie du cardinal d'Astros*, par le P. Caussette, à l'aide des mémoires composés et publiés sur cette question par M. d'Astros, lorsqu'il eut à soutenir, comme grand vicaire à Paris, les droits

La lutte du sacerdoce et de l'empire, au sujet des institutions canoniques, en effet, n'est pas nouvelle, et le pouvoir civil ne peut plus guère imaginer d'expédient qui n'ait été déjà démasqué et déjoué par l'Eglise. En déniaut toute juridiction aux élus de l'empereur, les chapitres se conformaient non-seulement à l'esprit mais à la lettre des lois ecclésiastiques.

A Paris, il y avait encore d'autres raisons pour exclure de l'administration du diocèse le prélat nommé par l'empereur. Ce prélat était le cardinal Maury, infidèle à sa cause et à sa gloire en politique d'abord, et bientôt après en religion. Il avait été nommé par le Pape évêque de Montefiascone et de Corneto, et, eût-il eu le droit de se saisir d'un nouveau siège, il ne devait pas abandonner l'ancien sans la permission du Saint-Siège. C'est par des motifs pareils que le cardinal Fesch, docile au Pape et fidèle à son église de Lyon, avait refusé le poste ensuite accepté par Maury. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que l'abbé d'Astros et quelques chanoines, qui respectaient dans le cardinal Maury le caractère épiscopal, refusassent néanmoins de reconnaître sa juridiction, soit comme titulaire, soit comme administrateur de leur diocèse. Pour expliquer leur conduite, il n'est pas besoin de voir dans l'abbé d'Astros, neveu et ancien secrétaire de M. Portalis, un prêtre passionné et fanatique¹; les catholiques au contraire doivent vénérer en lui un religieux défenseur des vrais droits de l'Eglise, et lorsqu'il est enfermé à Vincennes, tous les honnêtes gens doivent l'estimer comme une victime innocente de la persécution.

En revanche, il faut convenir avec l'historien de l'Empire qu'après les menaces et les rigueurs de Napoléon, l'empressement du chapitre de Paris et de quelques autres à se soumettre fut *misérable*². Seulement nous ne croyons pas cette défection aussi générale qu'il le laisse entendre. La plupart des chapitres ignoraient la défense du Pape, et en accordant des pouvoirs aux évêques nommés, ils se trompaient de bonne foi. Quant aux chapitres mieux instruits, avant de les réduire, le ministre de la police savait combien de récalcitrants il avait fallu enlever ;

de l'Eglise contre le cardinal Maury, 1^{re} partie, chap. x et xiv. Voyez aussi la *Vie du cardinal Maury*, par M. Poujoulat.

¹ T. XIII, p. 40.

² T. XIII, p. 46.

les prisons d'Etat se remplissaient de prêtres ¹. Quoi qu'il en soit, Napoléon le sentait : ces vicaires capitulaires imposés étaient un expédient, mais non une solution. La difficulté de suppléer à l'institution canonique subsistait toujours. Pour la lever, il lui aurait suffi de rendre au Pape sa liberté. Il aimait mieux réunir un concile national, « dont il se flattait d'être le maître, et dont il espérait se servir, soit pour amener le Pape à céder, soit pour se passer de lui ². » Mais à ce projet, que de difficultés nouvelles ! Un concile pouvait-il se former sans la volonté du Pape ? Pouvait-il changer, malgré le Pape, la discipline de l'Eglise ?

Le conseil ecclésiastique, remanié et impérieusement interrogé à plusieurs reprises par Napoléon, avait bien pu lui donner les réponses qu'il souhaitait. Mais ces réponses feraient-elles loi dans l'Eglise ? ce qu'elles déclareraient acceptable serait-il accepté par les fidèles ? Napoléon n'en était pas assuré ; soit pour s'en éclaircir, soit que, déjà résolu, il voulût seulement prévenir les dissidences, il convoqua solennellement devant lui, au mois d'avril 1811, ce conseil ecclésiastique, et le reçut entouré du Conseil d'Etat et des grands dignitaires de l'empire. Après une sortie terrible contre le Pape, laissant de côté les cardinaux et les prélats silencieux, il interrogea directement le seul abbé Émery. L'abbé Émery, nous l'avons déjà dit, professait les opinions gallicanes de l'ancien clergé de France. Bossuet était son oracle, et comme Napoléon se piquait aussi d'une grande déférence pour Bossuet et d'un zèle singulier pour ses doctrines, ce fut en citant Bossuet et en invoquant les quatre articles que le vieux prêtre rappela en face à l'empereur les droits violés du Saint-Père et le caractère sacré de son principat temporel, lui dénonça la nullité de tout concile séparé du Pape, et l'avertit enfin que ni le Pape ni l'Eglise n'abandonneraient jamais librement le droit appartenant au Saint-Siège de conférer seul et à l'exclusion de toute autre autorité l'institution canonique ³.

Quelques jours après avoir ainsi rendu témoignage à la vérité en même temps qu'à la mémoire de l'ancien clergé de

¹ *Mém. du cardinal Pacca*, 3^e partie.

² M. Thiers, t. XIII, p. 47.

³ *Mém. du cardinal Pacca*. 4^e partie, chap. III et *Vie de M. Émery*, par un prêtre de Saint-Sulpice, t. II.

France, le prêtre octogénaire, qui avait su rester debout devant Napoléon comme devant la Révolution française, mourait. Quant à l'empereur, cette parole libre et sincère l'avait frappé sans l'irriter ; mais revenant bientôt à ses desseins, il en conclut seulement qu'il ne gagnerait rien à agir sur le clergé de France s'il n'agissait en même temps sur le Pape ; et tandis qu'il préparait son concile, il chercha à obtenir directement du Saint-Père le sacrifice de ses plus importantes prérogatives.

Ce sacrifice fut respectueusement sollicité du captif de Savone par trente évêques, plus touchés des embarras de l'Eglise de France et de ses périls sous le poids de la colère impériale, que soucieux de l'indépendance et de la dignité du Saint-Siège. Ils suppliaient le Pape d'autoriser à son défaut le métropolitain de chaque province à instituer les suffragants. Trois d'entre eux partirent pour Savone, porteurs de cette requête, en même temps que munis des instructions de l'empereur. L'institution canonique n'était pas le seul objet de leur mission. Ils devaient de plus présenter et faire accepter à Pie VII les vues de Napoléon sur l'établissement de la Papauté, à savoir : la suppression du pouvoir temporel et la réunion de Rome à l'empire ; le transport du Saint-Siège en France, à Paris ou à Avignon ; et, en échange de sa souveraineté temporelle renversée, des palais et des richesses. En réalité, les premières propositions tendaient à isoler canoniquement la Papauté de l'Eglise ; les secondes, à la placer politiquement sous l'autorité de l'empereur des Français, « comme l'Eglise russe sous l'autorité des Czars, ou l'islamisme sous l'autorité du Sultan ¹. » Comment demander à un Pape, quel qu'il fût, pareille abdication ? Comment l'obtenir d'un Pontife resté « digne encore des beaux jours de l'Eglise romaine ² ? » Aucun arrangement ne fut pris sur l'établissement futur de la Papauté ; mais les évêques revenus de Savone rapportèrent à leurs collègues qui se réunissaient à Paris que le Pape avait accepté les propositions de l'empereur sur l'institution canonique. Que s'était-il donc passé dans cette négociation mystérieuse ?

Les évêques avaient trouvé le Saint-Père faible, souffrant, épuisé et surtout, on ne saurait trop le redire, dans un isole-

¹ M. Thiers, t. XIII, p. 35.

² *Ibid.*, *idem.*

ment complet et depuis longtemps prolongé, « sans papier, sans plume, sans encre, sans secrétaire, et toujours surveillé par un officier de gendarmerie. » Du dehors, il ne parvenait jusqu'à lui que des émissaires du gouvernement impérial. Dans son intérieur, on n'avait laissé, pour avoir part à sa confiance, qu'un laïque secrètement gagné pour l'espionner et le tromper¹. Pas une voix libre auprès du vieillard prisonnier. Dans cette situation, seul, il résista durant sept jours à toutes les obsessions. Les évêques étaient à Savone depuis le 11 mai; le 17, ils allaient se retirer sans avoir réussi. Enfin, le 18 au soir, le Pape consentit à laisser écrire sous ses yeux les déclarations surprises à sa lassitude, « déclarations qu'il s'abstiendrait de signer, pour qu'elles n'eussent pas le caractère d'un traité, mais qui serviraient à constater, sinon ses volontés pontificales, qu'il ne pouvait exprimer qu'entouré des cardinaux, du moins ses dispositions personnelles, de manière qu'on ne pût rien y ajouter ni rien en retrancher². »

A peine la note était-elle entre les mains des évêques, que le Pape, pour me servir des expressions du cardinal Pacca, rentrant en lui-même, pleura amèrement. Il voulut la rétracter. Mais les évêques étaient déjà partis³; et ils allaient présenter à Paris cette note ainsi arrachée comme l'expression des véritables et définitives intentions du Saint-Siège.

Toutefois, une pièce écrite loin des cardinaux et demeurée sans signature, ne suffisait pas à fonder une discipline nouvelle. Rendu à la liberté, le Pape pouvait retirer ses concessions. Mais pour le moment, Napoléon avait obtenu ce qu'il désirait : la condescendance du Pape allait désarmer l'opposition des évêques; ensuite la condescendance des évêques désarmerait les dernières résistances du Pape. La première manœuvre avait réussi, la seconde pouvait commencer.

Le concile national de l'empire français et du royaume d'Italie fut réuni. Ce concile n'en était évidemment pas un, au moins pour l'Italie. Car la partie de la Péninsule formant le royaume d'Italie comprenait cent cinquante-deux sièges épis-

¹ Je parle toujours d'après la correspondance des évêques et du préfet de Montenotte, que j'ai eue sous les yeux.

² M. Thiers, t. XIII, p. 136.

³ *Mém. du cardinal Pacca*, IV^e partie. chap. III.

copaux; elle n'y comptait que quarante-deux évêques ¹. En France même, un évêque, celui de Séez, avait reçu défense d'y venir. En revanche, deux laïques, les ministres des cultes de France et d'Italie, y siégeaient en grand appareil, et le gouvernement y avait introduit les ecclésiastiques nommés par lui aux évêchés vacants. Mais comme ces derniers n'avaient pu recevoir encore ni caractère ni juridiction épiscopale, le concile ne les admit pas à délibérer. Malgré cette exclusion, il semble qu'une telle assemblée ne devait guère inquiéter l'empire.

La France actuelle s'y trouvait représentée par quarante-neuf évêques, dont le tiers environ avait donné des gages de dépendance au pouvoir civil en acceptant le schisme de 1791. Les autres avaient été promus avant tout parce que le gouvernement les jugeait *pacifiques*. D'Italie et d'Allemagne, on n'avait convoqué ou laissé arriver que les prélats dociles ². Et pourtant, tandis que devant Napoléon le monde se taisait, que tous les partis avaient désarmé, que les royalistes sans espoir se résignaient, et qu'attirées par la venue d'une archiduchesse, les anciennes familles se pressaient plus nombreuses aux Tuileries; tandis que les républicains fatigués se reposaient, et qu'au Sénat les débris de la Révolution, au Corps législatif une foule obscure et inerte, ne contredisaient à rien, attendant pour éclater Moscou et Waterloo; dans ce silence universel d'une sujétion illimitée, une réunion de vieux prêtres, faibles, tremblants, sans aucun dessein politique, fut la seule assemblée, depuis 1804 et avant 1814, où Napoléon, encore invincible, rencontra un

¹ Non seulement Napoléon avait donné l'ordre dans les anciens Etats du Pape de ne plus consacrer aucun prêtre sans sa permission et avait aboli toutes les corporations religieuses; mais de plus il exigeait un serment de tous les évêques et même des curés, et supprimait les sièges et les paroisses de ceux qui ne le prêtaient pas. (*Corresp.*, 7 et 9 mai, et 13 juin 1810, t. XX, p. 382, 391, 473.) Aussi n'est-on pas d'accord sur le nombre d'évêques que possédait alors l'Italie. Selon M. Jauffret, dans les *mémoires* que nous avons déjà cités (t. II, p. 56 et 57), trente-un évêques italiens étaient présents; trente-trois absents. Les chiffres que nous donnons ici sont ceux de M. Picot, *Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique*, t. III, p. 361; nous les adoptons de préférence parce que nous pensons que M. Jauffret a très-bien pu ne pas tenir compte des sièges supprimés par Napoléon, lesquels cependant existaient toujours aux yeux de l'Eglise. Quoi qu'il en soit, il reste constant que la majorité de l'épiscopat italien n'assistait pas au concile de 1811.

² Sur la composition du concile de 1811, consulter spécialement M. Foisset, *Correspondant*, nouvelle série, t. II, p. 438 et suiv., et notamment p. 449 et s.

souffle d'indépendance. D'où venait donc cet esprit de vie, sinon d'une région supérieure aux institutions et aux révolutions humaines, et qu'était-il, sinon le souffle, faible encore et contenu, mais immortel, de la liberté apostolique?

En se plaçant à ce point de vue purement et strictement religieux, la conduite des évêques se comprend et se justifie sans peine toutes les fois qu'ils résistent; elle est moins explicable, il faut bien en convenir, quand ils cèdent et transigent. Quels furent, en effet, dans cette assemblée, les actes qui offensèrent Napoléon?

Après un discours d'ouverture où M. de Boulogne, évêque de Troyes, avait cherché à tenir la balance égale entre le Pape et l'Empereur, mais où l'opinion publique, habituée aux flatteries du langage officiel, ne releva que les passages favorables au Pape, tous les évêques, le cardinal Fesch en tête, jurèrent obéissance au Saint-Siège; et sans doute il était beau et peut-être hardi de prêter serment au Pontife prisonnier, à deux pas du palais de l'empereur qui le tenait en captivité. Mais omettre ce serment prescrit par les conciles, c'eût été se déclarer schismatique.

Les évêques ensuite se montrèrent douloureusement émus de la captivité du Saint-Père. Mais s'il faut s'étonner, c'est que ce sentiment n'ait pas été plus irrésistible, c'est qu'il ne les ait pas précipités, comme le demandait l'évêque de Chambéry, M. Dessoles ¹, aux pieds de Napoléon, pour en obtenir la liberté de leur chef et de leur père. Ils pensèrent sans doute qu'une démarche aussi éclatante redoublerait, au lieu de l'apaiser, la colère impériale ². Ce motif seul peut excuser leur réserve, et c'est leur réserve à cet égard qui a besoin d'être excusée.

Ils nommèrent une commission pour rédiger leur réponse au message où Napoléon leur avait dénoncé ses griefs contre Pie VII, et pour préparer leurs décrets; et cette commission, choisie avec indépendance, déclara d'abord le concile incompetent pour modifier sans le Pape les règles de l'institution canonique. Abolir sans le Pape un concordat conclu avec le Pape, changer malgré lui et contre lui la discipline de l'Eglise, n'était-ce pas encore aller au schisme? Ensuite, mise en pré-

¹ Frère d'un général de l'empire.

² Napoléon, à Sainte-Hélène, leur a reproché de ne l'avoir pas faite. (*Mém.*, t. I, 4^e note sur le livre des *Quatre concordats*.)

sence de la note de Savone, la commission la considéra comme un document sans caractère, surpris peut-être à la religion du Saint-Père, arraché peut-être à sa captivité, et après tout un commencement d'arrangement, non un arrangement précis et définitif. Se trompait-elle? — Enfin les évêques avaient refusé de déclarer nulle dans leur adresse à l'Empereur la bulle d'excommunication, et le jour où, malgré leur commun désir d'éviter tout débat sur un sujet aussi brûlant, l'un d'entre eux s'avisa de reprocher cette bulle à Pie VII, on vit le vieil archevêque de Bordeaux ¹, se levant tout à coup, jeter sur la table le livre des décrets du concile de Trente ouvert à l'article de l'excommunication des princes, et s'écrier : « Vous prétendez qu'on ne peut excommunier les souverains ; condamnez donc l'Église qui l'a ainsi décidé!... » A ces mots, à ce geste, qui semblaient renouveler l'anathème à la face de Napoléon, sous sa main redoutable, personne ne répondit : le cardinal Fesch n'eut d'autre ressource que de lever la séance et de renvoyer le débat au lendemain.

Le lendemain, le concile, qui n'avait porté encore aucun décret, était dissous, et trois de ses membres allaient en prison.

Voilà, jusqu'à cette première dissolution, tout ce qu'avait fait le concile de 1811. Avait-il dépassé, je ne dis pas ses droits les plus légitimes, mais ses devoirs les plus rigoureux?

¹ M. Thiers représente l'archevêque de Bordeaux, M. d'Aviau — qui fut archevêque de Vienne au moment de la Révolution, immédiatement après M. Lefranc de Pompignan, confessa alors la foi, puis revint à pied d'Italie aussitôt après la Terreur pour évangéliser son diocèse, et mena la vie d'un apôtre jusqu'au Concordat, — M. Thiers, dis-je, représente l'archevêque de Bordeaux comme un vieillard obstiné, atteint de surdité, et incapable de rien entendre et de rien comprendre. M. Thiers a été trompé par un rapport de police. Comme l'Empereur voulait faire arrêter M. d'Aviau avec les trois autres prélats qui l'avaient irrité davantage, M. Réal, préfet de police, fut chargé par le duc de Rovigo de demander des renseignements, et les demanda à un abbé Laurent, alors nommé à l'évêché de Metz. Celui-ci répondit, *pour sauver l'archevêque de Bordeaux*, que c'était un ignorant, non un factieux. (*Mém. hist.* par Jauffret, t. III, p. 454, en note.) Et en effet M. d'Aviau ne fut pas arrêté. Mais c'est sur ce témoignage peu concluant, que M. Thiers (il l'indique lui-même) l'a jugé (t. XIII, p. 173). La vie entière de M. d'Aviau et le respect qui environne sa mémoire protestent contre ce jugement. Voyez *l'Histoire de M. d'Aviau*, par M. Lyonnet, et la réclamation adressée à M. Thiers lui-même par un successeur de M. d'Aviau, le cardinal Donnet (*Œuvres*, t. III). En général, il est permis de regretter que l'illustre historien ait attaché trop de crédit à des rapports de police, surtout dans ses appréciations sur certains personnages ecclésiastiques.

Pourquoi ne pouvons-nous arrêter là nos récits ? Mais il faut dire comment l'épiscopat fut amené à fléchir.

Tout était à craindre alors. Napoléon ne voulait pas le schisme ; l'emportement de son génie dominateur pouvait l'y précipiter. Il en menaçait souvent. Il disait, par exemple, à son oncle le cardinal Fesch, le 6 juillet 1811 : « Que la commission que lui Empereur avait assemblée chez le grand juge du ministre des cultes et autres, y avait établi que l'Empereur nommerait à chaque vacance de siège ; que le procureur général de la cour impériale du ressort de l'évêché vacant requerrait le métropolitain de donner l'institution ; qu'à son refus le procureur impérial constaterait la vacance du siège ; le chapitre nommerait ses grands vicaires, le préfet nommerait aux cures ; on fermerait les séminaires, en envoyant les séminaristes dans un autre diocèse ; on supprimerait les petits séminaires, on confisquerait les biens de l'évêché et des séminaires ¹. »

Ces paroles ne devaient pas toutes rester vaines. Bientôt la congrégation de Saint-Sulpice allait être dissoute ², les petits séminaires fermés sur toute la face de l'empire ³, et les élèves du grand séminaire de Gand, pour n'avoir pas voulu reconnaître un intrus, jetés de force dans un régiment ⁴. Déjà le Code pénal avait prononcé la peine de la prison ou du bannissement, selon la gravité des cas, contre tout ecclésiastique qui censurerait publiquement un acte de l'autorité civile ou correspondrait sur des matières religieuses avec une cour étrangère, c'est-à-dire, dans la pensée des rédacteurs de la loi, avec Rome ⁵ ; toutes les missions étaient interdites ⁶ ; les évêques n'étaient plus libres de choisir des prédicateurs en dehors de leur diocèse ⁷. En Italie, la plupart des évêchés et toutes les congrégations religieuses étaient supprimées ⁸. Devant de telles menaces et de tels actes, il était permis aux évêques de trembler, non pas

¹ Je cite textuellement une note écrite de la main du cardinal Fesch.

² 10 octobre 1811.

³ 13 novembre 1811. M. Lyonnet, *Vie du cardinal Fesch*, t. II, chap. XVIII.

⁴ M. Picot, *mémoires*, t. III, p. 601.

⁵ Code pénal, art. 201 à 208.

⁶ Lettre au cardinal Fesch, 8 octobre 1809. (*Corresp.* t. XIX, p. 635.)

⁷ *Corresp.*, t. XX, p. 13.

⁸ *Mémoires historiques sur les affaires ecclésiastiques de France*, par M. Jauffret, III^e partie, chap. xxx et xxxiv.

seulement pour eux-mêmes, mais pour l'avenir de la religion dans l'immense étendue de l'empire français. Séparés les uns des autres par l'acte de dissolution, ils se trouvaient livrés à leur timidité individuelle. « Prenez-les un à un, avait dit le cardinal Maury, et vous en viendrez plus facilement à bout : *C'est un excellent vin, mais qui sera meilleur en bouteilles qu'en ton-neaux*¹. »

On avait profité de l'avis : les évêques furent circonvenus isolément, puis appelés chez le ministre des cultes pour adhérer aux résolutions proposées par le gouvernement impérial. Les évêques italiens se soumirent les premiers ; la plupart des évêques français suivirent leur exemple. Vingt prélats cependant demeurèrent inébranlables. Parmi eux, il est permis de compter le président du concile, le cardinal Fesch. Ce personnage qui avait oublié qu'il était prêtre durant la Révolution, mais qui, appelé, à la suite du Concordat, à l'épiscopat et à la pourpre, avait repris, avec une force de volonté rare et méritoire, l'esprit et les mœurs de son état ; ce cardinal, mauvais ambassadeur à Rome et très-bon archevêque à Lyon, parce qu'il savait administrer et ne savait pas négocier ; cet oncle de Napoléon qui semblait le lien vivant de l'Empire avec l'Église, oscilla longtemps, en face de son terrible neveu, entre la complaisance et l'indépendance. Mais à mesure que les entreprises de celui-ci devinrent plus redoutables et plus graves, il pencha davantage vers l'indépendance, et sa qualité de prince de l'Église l'emporta enfin dans son cœur sur sa qualité de prince de l'Empire. Il en était là lorsqu'il avait été appelé à présider le concile de 1811, et durant la première session de cette assemblée, il s'était associé, non sans trouble et sans alarmes, aux résolutions qui avaient blessé Napoléon. Lorsque cette assemblée dut être réunie une seconde fois avec la même brusquerie qu'on avait mise à la dissoudre, le cardinal Fesch pensa que la manière dont on préparait une discipline nouvelle était aussi contraire aux lois que préjudiciable aux intérêts de l'Église, et il eut le courage de déclarer à Napoléon que l'honneur, comme la conscience, lui défendait d'y donner son suffrage². Mais

¹ *Hist. du Consulat et de l'Empire*, t. XIII, p. 174 et 175.

² J'ai copié cette lettre sur une minute de la main du cardinal Fesch, et je n'ai pas à vrai dire la preuve formelle qu'elle ait été remise à Napoléon. Toutefois, elle s'accorde trop bien avec toute la conduite du Cardinal pour qu'on ne doive

toujours timide devant l'autorité impériale, il ne fit rien pour entraîner aucun de ses confrères à sa suite. Il consentit même à présider la séance qu'il avait d'avance réprouvée et déclarée nulle. Elle se tint, après que le gouvernement se fut assuré

pas le supposer et elle contient d'ailleurs sur le dernier acte du concile de 1811 un jugement trop décisif pour qu'il ne soit pas important d'en tenir note.

Voici cette lettre. Après avoir rendu compte à l'Empereur de l'adhésion de quelques évêques, le cardinal continue :

« Pour moi, Sire, tout s'oppose à ce que je donne l'adhésion demandée aux évêques.

« Président du concile, je me déshonorerais si je venais exprimer un vœu que les événements précédents démontrent être bien opposé au vœu présumé de l'Assemblée. Je ne puis mentir à ma conscience; je crois que toutes les souscriptions postérieures à la dissolution du Concile, aux arrestations, aux menaces du ministre de la police, sont illégales et de nul effet. Je dois éviter une dénomination qui me dégraderait, et que le clergé et les catholiques ont déjà infligée à ceux qui ont fait leur adhésion. Si Votre Majesté connaissait l'opinion qui se propage, elle ne voudrait pas de cette mesure. On sait bien qu'elle a été inventée et demandée par des personnes qui n'ont pas prévu le piège qu'elles se tendaient à elles-mêmes. Si je signalais cette adhésion, on ne manquerait pas de me calomnier comme un homme qui s'est joué du concile. Je me rendrais dorénavant parfaitement inutile à Votre Majesté, en me déconsidérant devant le monde. Je ne dois point régler ma conduite sur celle des autres. Je ne prétends pas pour cela les juger, ils peuvent avoir de bonnes raisons; mais je dois agir d'après les règles et les lois de l'Eglise. Ma conscience me reprocherait d'autoriser de semblables moyens pour décider des affaires les plus graves de l'Eglise, mode que sa constitution réprouve et qui serait très-préjudiciable à son unité.

« La promesse de l'assistance du divin fondateur de l'Eglise ne s'étend pas aux évêques séparément pris, lorsque ce n'est pas elle qui prend l'initiative en proposant des décrets ou des questions à leur décision ou à leur sanction.

« L'Eglise seule peut les leur soumettre, et nul autre ne peut se flatter d'obtenir des évêques séparément pris, des décisions qui portent en elles un certain degré d'autorité suffisante pour obliger les fidèles.

« En m'abstenant d'adhérer au décret en question, je constate que Votre Majesté laisse une parfaite liberté aux évêques; je conserve une réputation d'intégrité de principes à laquelle je dois être attaché plus qu'à la vie même; je déjoue la malveillance qui se plairait à me prêter des sentiments de complaisance et de lâcheté, et j'en impose à ceux qui rejettent leur mollesse dans le concile sur la faiblesse du Président.

« Sire, ces motifs graves, qui me dictent la résolution que je prends, ne sont connus que de moi seul. Personne ne dirige ma conduite; personne n'ose m'influencer, bien moins s'informer des raisons qui me décident pour un parti plutôt que pour l'autre. J'espère que Votre Majesté voudra bien croire que ma conscience et mon honneur m'ont uniquement et impérieusement guidé dans cette circonstance.

« J'ai hésité longtemps, Sire, et j'ai craint d'être trop hardi en exposant ainsi

d'une majorité considérable; personne ne demanda pourquoi trois des membres du concile, au lieu de siéger, étaient à Vincennes, et les décrets furent votés, non au scrutin secret conformément aux usages ecclésiastiques, mais par assis et levé, tels qu'ils avaient été préparés au ministère des cultes.

Le premier de ces décrets déclarait le concile compétent pour statuer sur l'institution canonique *en cas de nécessité*, le second, reproduisant presque textuellement la note de Savone, donnait au métropolitain le pouvoir d'instituer ses suffragants, si le Pape s'y refusait. Mais le dernier article portait : « Le présent décret sera soumis à l'approbation du Saint-Père. » Que devait-il donc arriver si le Pape n'accordait pas cette approbation ? A s'en tenir au texte des décrets, au procès-verbal de la séance, à la lettre adressée par le concile à Pie VII, les évêques auraient alors examiné s'il y avait nécessité d'agir sans le Pape, et cette nécessité, dont ils restaient juges, et qui n'avait d'autre cause que la volonté de Napoléon, cette nécessité, il demeure douteux qu'ils eussent consenti à la reconnaître.

L'empereur sans doute affectait de n'en pas douter, et il a communiqué cette conviction à son historien ¹. En était-il pourtant bien sûr ? Il est difficile de le croire quand on le voit inquiet de ces mots *en cas de nécessité*, insérés dans le premier décret, consultant, pour les faire disparaître, ses conseillers d'État, et après trois projets successifs débattus devant eux, renonçant enfin à publier les décisions du concile avant les réponses attendues de Savone ². Que conclure de ces

mes motifs à Votre Majesté. Mais il fallait bien justifier mes résolutions; vous aimez d'ailleurs qu'on vous dise ce que l'on pense et vous ne vous en offensez jamais. Cependant si ces motifs ne paraissaient à Votre Majesté ni assez puissants, ni assez forts, je la prie de considérer qu'ils ont formé en moi une conviction à laquelle je ne puis me refuser.

« Je suis avec respect,

« Sire,

« De Votre Majesté Impériale et Royale,

« Le très-humble et très-obéissant serviteur et sujet,

« J. Cardinal FESCH. »

¹ M. Thiers, t. XIII, p. 175.

² *Mémoires historiques*, par M. Jauffret, t. II, chap. xxxiv. « Quelques-uns sont inébranlables; les autres, au nombre de quatre-vingts, effrayés des périls que court la religion, et instruits d'ailleurs que Napoléon consent à ce que le décret

perplexités d'un homme si résolu, sinon qu'il n'avait pas reçu, comme on le prétend, promesse des évêques d'agir sans le Pape ? Il pouvait se servir d'eux pour le fléchir ; il ne les avait pas amenés à se séparer de lui.

L'arrangement proposé à Pie VII était assurément mauvais : vainement alléguait-on pour le justifier les souvenirs de l'ancienne discipline. Il était vrai qu'avant le concordat de François I^{er} l'institution était donnée par le métropolitain ; mais il fallait se souvenir que la nomination venait alors non du prince, mais du clergé. Le nouveau droit canonique impérial supprimait donc, dans le Concordat, la part faite à l'Église en conservant la part faite au pouvoir civil, annulait la confirmation pontificale sans rétablir l'élection ecclésiastique et, par ce mélange, toute intervention de l'Église dans le choix de ses pasteurs disparaissait.

En présentant une pareille discipline à l'approbation du Saint-Siège, les évêques commettaient, sans aucun doute, un acte de faiblesse ; mais en l'établissant sans son approbation, ils auraient commis un acte de révolte, et c'est là ce qu'ils n'ont jamais promis de faire. Sous une pression violente et dans une délibération irrégulière, ils ont pu se tromper et fléchir ; ils n'ont pas un seul jour consenti au schisme.

Ainsi finit le concile de 1811. On estime peu cette assemblée quand on la juge, davantage quand on la compare. Lorsqu'on regarde d'un côté les représentants de la société civile sous l'Empire avec leur servilité sans limite et sans remords, et de l'autre l'épiscopat avec ses scrupules d'indépendance, ses essais de résistance, sa mesure jusque dans les concessions, et l'inébranlable fermeté de quelques-uns de ses membres ; lorsqu'on se souvient enfin que le premier signe de réprobation contre l'excès du despotisme triomphant est parti d'une assemblée d'évêques, comment ne pas admirer dans l'Église le dernier asile de la conscience et le dernier sanctuaire de la liberté ? Toutefois les membres de cette divine Église sont les hommes de leur siècle et de leur pays ; le vent qui souffle autour d'eux les fait plier sans les déraciner, et même en s'élevant au-dessus

soit soumis à l'approbation du Saint-Siège, ne font pas difficulté d'y adhérer. » C'est en ces termes que M. Jauffret, attaché au ministère des cultes, raconte ce qui s'est passé au ministère des cultes. Auditeur au conseil d'État, il a dû connaître également les débats qui ont eu lieu au conseil d'État.

de leurs contemporains, ils restent encore au-dessous de leur mission. Mettez la conduite des évêques en face, non plus des mœurs de leur époque, mais des purs principes et des immortelles traditions d'indépendance de l'Eglise ; il faudra l'avouer : l'habitude de tout espérer, de tout craindre, de tout attendre d'un seul homme, avait rendu les caractères, même les meilleurs, inhabiles à la résistance même la plus nécessaire. Mais la timidité des évêques venait de leur temps, leur force venait de leur foi.

III.

Napoléon avait tiré tout ce qu'il pouvait de l'épiscopat effrayé. Il se retourna alors vers le Pape prisonnier, attendant de lui le complément de son triomphe. Il était peu probable, en effet, qu'après avoir accordé, une première fois, aux instances individuelles de quelques évêques, l'abandon de sa prérogative, Pie VII refusât de confirmer cet abandon sur la demande formelle de l'Épiscopat rassemblé. Le premier pas en arrière l'entraînait presque fatalement au second. Une seule influence aurait pu le retenir en l'éclairant : les conseils des cardinaux. Mais le gouvernement avait pris vis-à-vis des cardinaux la précaution qui venait de lui réussir trop bien avec les évêques. Le ministère des Cultes, après avoir circonvenu les membres du concile, avait circonvenu individuellement les conseillers nés du Pape, et n'avait laissé parvenir auprès de lui que ceux qui s'étaient engagés d'avance à suivre les instructions impériales¹. Ainsi assiégé, trompé et trahi, Pie VII signa un bref conforme au décret du concile, c'est-à-dire enlevant au Saint-Siège le droit exclusif de conférer l'institution canonique.

¹ La preuve en a été trouvée dans les papiers de l'un des cardinaux qui allèrent à Savone, le cardinal Roverella. C'est une lettre du ministre des cultes à ce cardinal, 19 août 1811. « Monsieur le cardinal, vous avez demandé à Sa Majesté la permission de vous rendre à Savone. Sa Majesté m'a ordonné de vous communiquer les instructions données aux Evêques et de vous faire entendre que si vous êtes d'avis que le Pape doit accommoder les affaires, elle vous autorise à entreprendre le voyage et vous pouvez partir sur le champ. Je vous ai fait cette communication et vous m'avez protesté que votre sentiment est que le Pape doit s'y prêter pour le bien de l'Eglise, et que vous ferez auprès de Sa Sainteté tout ce qui dépendra de vous pour l'y déterminer. » (*Mém. du cardinal Pacca*, 4^e partie, chap. III.)

Un moment le conflit spirituel des deux puissances parut terminé : l'Église était pacifiée suivant les uns, asservie suivant les autres. Mais à la grande surprise de tous, et surtout des prélats qui avaient arraché un pareil acte à Pie VII, il fut refusé par Napoléon. Ce refus est difficile à expliquer. Napoléon et son historien en ont donné pour motif que le bref pontifical contenait des doctrines ultramontaines, et qu'en reproduisant le décret du concile national, il ne reconnaissait pas sa compétence¹. Mais ce zèle pour les conciles, cet excès de susceptibilité gallicane, étaient au moins bien récents chez le souverain qui, au moment du concordat, s'était servi de l'omnipotence du Saint-Siège pour reconstruire sur des bases nouvelles l'Église de France, et qui, plus tard, au milieu même de ses démêlés avec Rome, aspirant à subordonner à ses desseins la suprématie pontificale et à la transformer en instrument de règne, répétait encore : « Jamais le Pape n'aura autant de pouvoir que ma « politique me porte à lui en désirer. » Napoléon n'a jamais été disposé à contester la puissance du chef de l'Église, quand le chef de l'Église s'est fait l'exécuteur de ses desseins.

Pourquoi donc ne se montra-t-il pas satisfait du bref de Savone ? C'est plutôt parce qu'il ne lui suffisait pas que le Pape renonçât à l'institution canonique : il fallait encore qu'il abdiquât son principat temporel. Devenir possesseur incontesté, possesseur légitime de la ville éternelle, telle était l'ambition qui tourmentait, dans ses rêves d'empire d'Occident, le conquérant de l'Italie, le vainqueur de l'Europe. A Savone, il n'avait donc pas obtenu tout ce qui lui tenait au cœur. Dès lors comment aurait-il consenti à lever le siège, à signer la paix ? Ne fallait-il pas au contraire pousser jusqu'au bout les obsessions qui commençaient à réussir. Dans un premier succès sur la patiente résistance de son prisonnier, il ne vit que l'indice et le gage de la victoire qui lui restait à gagner encore. C'est pourquoi sans doute il imagina de rejeter, comme trop ultramontain, un acte où l'autorité pontificale se dépouillait elle-même.

Quoi qu'il en soit des motifs de Napoléon, il est certain que les concessions du Saint-Siège ne furent pas alors acceptées, que la réconciliation des deux puissances ne s'accomplit pas, et que la captivité de Pie VII se prolongea.

¹ *Mém. de Napoléon*, t. I. Note déjà citée ; M. Thiers, t. XIII, p. 223.

Au mois de juin 1812, il fut transféré de Savone à Fontainebleau. Napoléon, craignant que la flotte anglaise ne lui ravit son prisonnier pendant qu'il envahirait la Russie, avait voulu le rapprocher du centre de l'Empire. Peut-être aussi dans ce nouveau séjour espérait-il mieux le circonvenir et le vaincre.

Mais en même temps, il s'effrayait de donner à son peuple, sur la route que Pie VII avait à parcourir, le spectacle d'un Pape captif. Aussi la police française le fit-elle voyager, quoique malade, « avec la rapidité d'un trait ¹. » Au Mont-Cenis, il « tomba malade à effrayer tout ce qui l'entourait ². » Les ecclésiastiques emmenés avec lui, lui donnèrent le Viatique, et pourtant les officiers qui le gardaient n'obtinrent pas la permission de s'arrêter. Durant quatre jours et quatre nuits, celui qui, naguère, avait suivi la même route pour sacrer Bonaparte, fut traîné au fond d'une voiture d'où il ne lui était pas permis de descendre un seul instant. Quand il devait prendre quelque nourriture, on la lui apportait dans cette étroite prison, qu'on arrêta au sein des villes les moins peuplées, et qu'on enferma sous clef dans la remise des relais de poste. M. Thiers parle quelque part du « traitement physique et moral » imaginé par Napoléon pour réduire Pie VII. Les détails que nous rappelons montrent comment des subalternes pouvaient entendre ce « traitement » et en commencèrent l'application ³.

Pie VII arriva à Fontainebleau consumé par une fièvre continue, et tandis que le ministre de la police osait le taxer « d'indolence » et le représentait comme paisiblement endormi dans sa captivité, il était en réalité épuisé et presque anéanti sous le poids de ses épreuves ⁴. Il est vrai que, dans un palais impérial, cette captivité, matériellement, était douce ; mais en même temps combien n'était-elle pas étroite ?

On avait envoyé au Pape une partie de la maison de l'em-

¹ C'est l'expression du ministre de la police, le duc de Rovigo, dans ses *Mémoires*, t. V, chap. XXI.

² *Mémoires du duc de Rovigo*, loc. cit. M. Picot nie que l'on ait administré le Pape au Mont-Cenis (*Mém.*, t. III, p. 583). Mais le témoignage du cardinal Pacca, affirmant qu'il reçut le Viatique, doit prévaloir sur l'assertion de M. Picot.

³ *Mém. du cardinal Pacca*, 4^e partie, chap. I et III.

⁴ Il est regrettable que dans cette portion de son récit, M. Thiers se soit inspiré des *Mémoires* (t. VI, chap. VIII) ou plutôt probablement des *Rapports* du duc de Rovigo (t. XV, liv. XLVII, p. 290 et 291).

pereur : on avait même « eu l'attention de revêtir d'un habit de chambellan l'officier de gendarmerie d'élite chargé de le garder ¹. » Mais on avait éloigné ses anciens serviteurs, si ce n'est ceux « dont on était sûr, » et le gouvernement, disposant de toutes les issues, ne laissait arriver à la connaissance du Pontife que les faits impossibles à cacher, expliqués de la manière la moins fâcheuse pour nos armes ².

Cette situation durait depuis sept mois, lorsqu'à peine revenu de la Bérésina à Paris, Napoléon jugea qu'il était temps d'en finir. Tout à coup le monde catholique apprit qu'entre les deux puissances un concordat nouveau était conclu. Bientôt l'arrangement fut publié ; cependant il ne reçut pas d'exécution, et Pie VII resta prisonnier. Que s'était-il donc passé dans cette négociation de Fontainebleau ? Quel pacte en était sorti, et comment ce pacte est-il demeuré vain ?

« Pour parvenir à un accord, » dit M. Thiers, « Napoléon avait consenti à des concessions presque inespérées ³. » Une telle assertion étonne quand on connaît le texte du concordat de Fontainebleau. Pour la comprendre, il faut se reporter au début de cette négociation mystérieuse, il faut remonter aux premières propositions que le complaisant évêque de Nantes, M. Duvoisin, eut le triste courage d'apporter à Fontainebleau. Elles allaient jusqu'à enlever au Saint-Siège la nomination du tiers des membres du Sacré-Collège, à exiger du Pape et de ses successeurs un serment en faveur de la déclaration de 1682, à lui imposer un blâme public et solennel des cardinaux les plus fidèles à l'autorité pontificale, enfin à tenir à jamais éloignés de sa personne deux conseillers qui avaient partagé ses épreuves et expiaient encore leur dévouement par une rigoureuse captivité ⁴. Ouvrir les pourparlers par de telles offres, c'était non-seulement reproduire toutes les exigences antérieures, mais renouveler en les aggravant toutes les insultes. C'était compter sans réserve et sans mesure sur l'accablement du malheureux Pie VII. Il était pourtant capable encore de quelque résistance. L'ayant reconnu, Napoléon renonça au superflu de ses exigences. Mais ce qu'il n'abandonna

¹ M. Thiers, t. XV, p. 289.

² *Ibid.*, p. 291.

³ M. Thiers, t. XV, p. 291.

⁴ *Mém. du cardinal Pacca*, 4^e partie, chap. 1.

pas, ce qu'encore sous le coup de son désastre de Russie il voulut plus que jamais conquérir et ce qu'un moment il crut avoir enfin saisi, ce fut ce qu'il estimait depuis longtemps nécessaire à la sujétion de l'Eglise : d'une part l'assurance de tenir toujours le Pape sous sa main ; et d'autre part, si, néanmoins, placé sous sa main, le Pape résistait, le moyen de faire sans lui des évêques.

A quoi se réduisait en effet le concordat de Fontainebleau ? A l'arrangement accepté, nous avons vu comment, pour l'institution canonique ; à l'arrangement toujours refusé pour l'établissement du Saint-Siège en France. On soutient que Napoléon n'a pas eu besoin de violenter Pie VII, soit pour qu'il acceptât à Fontainebleau ce qu'il avait déjà deux fois accepté à Savone, soit pour qu'il consentit à recevoir une dotation et des palais en échange d'un pouvoir temporel qu'il devait croire alors à jamais perdu. La réponse est facile. D'une part, les concessions de Savone, comme celles de Fontainebleau, n'étaient pas libres, et d'ailleurs l'oppresseur ne les avait pas agréées ; le prisonnier s'en était repenti : elles étaient donc non avenues. D'autre part, ce que le Pape, même captif, avait toujours opiniâtrément refusé, c'était la « position d'un patriarche de Constantinople en Occident, avec quelques richesses et quelques apparences souveraines de plus. » Il pouvait ignorer l'avenir réservé à la Papauté au milieu des puissances humaines ; mais sa foi lui suffisait pour ne point la croire fatalement condamnée à un si mortel abaissement.

Tel était pourtant le concordat de Fontainebleau. Dans cet acte, le souverain acceptait sa déchéance, le Pontife abdiquait sa suprématie : sa teneur ne suffit-elle pas pour attester l'abus de la force, et aurions-nous besoin de connaître dans quelles circonstances il fut conclu pour présumer sa nullité radicale ?

Mais ces circonstances, nous ne les ignorons pas. L'imagination populaire, il est vrai, les a grossièrement travesties. Excité par le mystère qui environna cette dernière bataille gagnée par Napoléon sur Pie VII, et ne voyant de loin qu'une chose : d'un côté, une victime, et de l'autre, un oppresseur, elle a représenté l'oppresseur frappant la victime et la trainant par terre. Recueillie et perpétuée jusqu'à nous dans une in-

vective immortelle¹, cette calomnie a indigné l'historien de l'Empire, et c'est sans doute pour la repousser qu'il a écrit : « Le Pape avait signé le concordat de Fontainebleau librement². » S'il entend par là que Pie VII n'avait été l'objet d'aucune violence matérielle, il a raison. Mais d'ailleurs, il a lui-même pris soin de nous apprendre ce que valait la prétendue liberté du prisonnier. Autour de lui, nul conseil indépendant, nulle information véridique. Après plusieurs mois, plusieurs années de cette retraite forcée, le plus redoutable des potentats vient lui livrer en personne un suprême assaut, l'effrayer non sur son propre sort, dont il se souciait peu, mais sur celui de l'Église, et en même temps l'éblouir, le séduire, le tromper, enfin lui prendre presque la main pour l'obliger à signer : en vérité, que faut-il de plus pour que Pie VII, moralement, n'ait pas été libre ?

C'était pourtant pour l'avenir de l'Église et pour l'honneur de l'humanité une triste chose que cette chute de la liberté pontificale. La puissance avait donc enfin vaincu la conscience. Grâce à Dieu, une si lamentable victoire n'a duré qu'un jour. Nous n'avons pas dissimulé la faiblesse qui amena un instant Pie VII captif et sans appui à capituler ; il ne faut pas que l'histoire méconnaisse et calomnie non plus, il ne faut pas laisser dans l'ombre le magnanime remords qui releva et couronna sa résistance.

A peine Napoléon est-il parti, emportant la signature de son prisonnier, celui-ci s'inquiète et s'afflige, et, aussitôt que des cardinaux fidèles, longtemps séparés de lui et captifs comme lui, ont pu l'approcher, il mesure avec eux les redoutables conséquences d'une faute que tous doivent plaindre, que personne n'oserait blâmer. Il emploie à se condamner lui-même des expressions d'une incomparable humilité, d'une intraduisible énergie³. On le voit s'éloigner de l'autel ; durant plusieurs jours, il n'ose plus y réparaître. Il ne laisse pas ignorer aux cardinaux, aux évêques français qui le visitent, la pénitence qu'il s'impose. Ses regrets sont visibles pour tous. Napoléon en est instruit, et c'est alors qu'il publie pour la pre-

¹ *De Buonaparte et des Bourbons*, par M. de Chateaubriand.

² T. XV, p. 387.

³ « Ma ci siamo in fine sporcificati... Quei cardinali mi strarscinarono al tavolino et mi fecero sottoscrivere. (*Mém. du cardinal Pacca*. IV^e partie, chap. 1.)

mière fois des articles destinés à rester secrets jusqu'à ce que le Pape, assisté de ses conseils, les eût ratifiés librement. Cette publication redouble les remords du Pontife et ses sombres appréhensions des épreuves réservées à l'Eglise sous un chef asservi. Cependant, sur l'assurance que le mal peut être réparé et réparé par lui seul, il se calme ; la pensée d'un devoir et d'une expiation le ranime ; la résolution de retirer à tout prix les concessions arrachées à sa faiblesse est arrêtée. Mais comment manifester, comment faire prévaloir sa rétractation ? Il veut que les cardinaux, presque tous maintenant réunis à Fontainebleau, sans distinction de *rouges* et de *noirs*, le conseillent. Les cardinaux, surveillés de près par la police impériale, délibèrent dans un secret religieusement gardé. Les plus timides voudraient dissimuler, reprendre les négociations et modifier le concordat sans le désavouer ; mais ceux à qui leur courage a déjà valu l'exil ou la prison opinent pour une rétractation formelle, adressée directement à l'empereur par le chef de l'Eglise, communiquée ensuite aux membres du sacré Collège, et publiée par eux autant qu'ils le pourraient ¹. A leurs yeux, le silence, même durant la captivité, ne suffisait pas pour rétablir l'honneur du Saint-Siège, sauvegarder ses droits à l'avenir, et rester vis-à-vis de Napoléon purs de toute déloyauté. Ainsi conspiraient pour la liberté de l'Eglise quelques vieux prêtres ². L'avis de la franchise et du courage l'emporte, et le politique le plus habile du sacré Collège, le conseiller le plus agréable à Pie VII, le cardinal Consalvi, se charge de lui proposer ce dernier sacrifice. Il l'accepte avec joie, il l'accepte comme une délivrance. Entre les cardinaux fidèles, toutes les nuances de caractères et d'opinion disparaissent au sein d'un égal et commun dévouement. Le négociateur du concordat et du voyage du

¹ « Comment nier ou révoquer une signature à peine donnée, qui eût osé le conseiller ? Personne, pas même les cardinaux qui venaient, grâce au dernier concordat, de recouvrer leur liberté. Ils auraient craint de voir se refermer sur eux les portes des prisons d'Etat. » Voilà ce que dit M. Thiers (t. XV, p. 305 et 306). Écoutez maintenant le cardinal Pacca, qui sortait à ce moment du fort de Fenestrelles : « Les autres cardinaux demandaient hautement une rétractation pleine et entière. C'était là mon opinion, et je la manifestai librement à mon arrivée à Fontainebleau. » (IV^e partie, chap. III.) Un grand nombre de cardinaux *noirs* opinèrent pour la révocation du concordat, entre autres le cardinal Consalvi. (*Id.*, p. 326.)

² *Mémoires du cardinal Pacca*, t. I, IV^e partie, chap. III, p. 318 à 327.

sacre, et le ministre qui avait conseillé la bulle d'excommunication, le conciliant Consalvi et l'inflexible Pacca, préparent ensemble la lettre douce et forte, intrépide et humble, que Pie VII doit écrire à Napoléon ¹. Pie VII la transcrit tout entière de sa main, car il ne veut pas que l'écriture d'un de ses pieux confidents expose une victime de plus au courroux impérial. Mais à travers quelles difficultés se poursuit ce travail ? Le Pape avait à peine la force d'écrire, et, quand il avait tracé quelques lignes, un cardinal emportait sous sa robe, hors du palais, la copie commencée ; elle ne pouvait y rester, car la police fouillait chaque jour tous les meubles du Saint-Père. Le lendemain, un autre cardinal rapportait les papiers enlevés la veille, et Pie VII, retiré loin de tous les regards dans un cabinet froid et sombre, continuait la page interrompue ².

Enfin, malgré la surveillance qui l'environne, malgré la fièvre qui le consume, il achève cette lettre. Dès lors il ne cache plus rien. Sans retard, il envoie son gardien, le capitaine Lagorse ³, la porter à Napoléon ; il la communique aux cardinaux, et, dans une allocution qu'il fait lire successivement à chacun d'eux, car il ne peut les réunir, il déclare de nouveaux nuls et sans valeur le bref de Savone et le traité de Fontainebleau. Cette réparation accomplie, il respire et semble revivre ; son visage s'épanouit, sa douce gaieté reparait, et on l'entend s'écrier : « Je me sens soulagé du poids énorme qui m'op-
« pressait jour et nuit. » Jamais il n'avait été plus exposé aux terribles explosions d'une colère, d'autant plus redoutable alors, que déjà les revers avaient irrité le conquérant, sans le désarmer encore.

Que dut-il se passer en effet dans l'âme de Napoléon, lorsqu'après avoir lu le début d'une rétractation où le Pape s'accusait sans se plaindre, il arriva à ces lignes ?

« C'est en présence de Dieu, auquel nous serons bientôt obligé de rendre compte de l'usage de la puissance à nous confiée, comme vicaire de Jésus-Christ, pour le gouvernement de l'Église, que nous déclarons, dans toute la sincérité apostolique, que notre conscience

¹ *Vie de Pie VII*, par Artaud de Montor.

² *Vie de Pie VII*, par Artaud de Montor.

³ M. Thiers donne à l'officier de gendarmerie chargé de garder le Pape le grade de capitaine, le cardinal Pacca celui de colonel. Mais tous deux le désignent sous le même nom et comme un officier de gendarmerie.

s'oppose invinciblement à l'exécution de divers articles contenus dans l'acte du 25 janvier. Nous reconnaissons avec douleur et confusion que ce ne serait pas pour *édifier*, mais pour *détruire* que nous ferions usage de notre autorité, si nous avions le malheur d'exécuter ce que nous avons imprudemment promis, non par aucune mauvaise intention, comme Dieu nous en est témoin, mais par pure faiblesse et comme cendre et poussière. »

Le Pape discutait ensuite les clauses principales du traité, démontrait les dommages que leur exécution eût apportés à l'Eglise, et enfin, toujours prêt à se réconcilier autant que résolu à ne plus fléchir, il terminait ainsi :

« Tout en cédant au cri de notre conscience, qui nous ordonne de faire cette déclaration à Votre Majesté, nous nous empressons de lui faire connaître que nous désirons ardemment d'en venir à un accommodement définitif, dont les bases fondamentales soient en harmonie avec nos devoirs. Nous supplions Votre Majesté d'accueillir le résultat de nos réflexions avec la même effusion de cœur que nous les lui avons exposées. Nous la prions, par les entrailles de Jésus-Christ, de consoler notre cœur, qui ne désire rien que d'en venir à une conciliation qui fut toujours l'objet de nos vœux. Nous la conjurons de considérer quelle sera la gloire qui rejaillira sur elle, les précieux avantages que procurera à ses États la conclusion d'un accommodement définitif, gage d'une véritable paix pour l'Eglise et digne d'être maintenue par nos successeurs. »

« Nous adressons à Dieu les vœux les plus ardents, afin qu'il daigne répandre sur Votre Majesté l'abondance de ses célestes bénédictions ¹. »

A ce religieux appel, Napoléon n'était nullement disposé à répondre, et pourtant il n'éclata pas. Il prit le parti plus habile de taire la rétractation qu'il venait de recevoir, et n'en tint compte que pour prescrire le lendemain l'exécution du Concordat révoqué. Ce nouveau décret provoqua, de la part du Pape, une protestation nouvelle, déposée entre les mains des cardinaux, qui pouvaient être d'un moment à l'autre dispersés loin de sa personne. Déjà le cardinal di Pietro venait d'être enlevé. Un autre malheur encore pouvait fondre sur l'Eglise. Pie VII mourrait peut-être, comme Pie VI, avant l'heure de la délivrance. Les cardinaux préparent une bulle pour faciliter

¹ *Mém. du cardinal Pacca*, IV^e partie, chap. III.

l'élection du futur Pontife, et la maintenir indépendante et libre, libre comme au fond des catacombes ¹.

Cela fait, tout est prévu : dans une captivité plus resserrée chaque jour, Pie VII ne perdra plus sa touchante sérénité. Il ignore le sort qui l'attend, il sait qu'un schisme est imminent peut-être ; mais il a fait son devoir, et il remet à Dieu le soin de sauver l'Église.

De son côté, Napoléon se flattait d'avoir anéanti ce qu'il feignait d'ignorer. La lettre du Pape avait cependant été communiquée non-seulement aux cardinaux, mais aux rares évêques français admis auprès de lui ². L'empereur lui-même, laissant un jour échapper son secret, en avait parlé à l'un de ses maréchaux avec une ironie voltairienne, peu capable de dissimuler son dépit. Toutefois, si l'empire eût duré, on se demande avec effroi comment la rétractation du Concordat de Fontainebleau eût été connue des fidèles, et par conséquent s'ils auraient pu parvenir à discerner leurs légitimes pasteurs. La lettre du Pape n'a pas laissé de traces dans les documents d'État, elle est demeurée, à travers toutes les régions du monde impérial, enveloppée d'un si impénétrable mystère, que l'historien de l'Empire, le croirait-on ? a pu l'ignorer, et voyant bien néanmoins que Pie VII ne se prêtait pas à exécuter le nouveau Concordat, il accuse le Pontife prisonnier de dissimulation, dans le moment même où celui-ci se sacrifie pour se rétracter ³.

¹ *Mém. du cardinal Pacca, ibid.*

² Voyez le texte des diverses allocutions que le Pape a fait lire successivement à chacun des cardinaux, ne pouvant les réunir autour de lui : « Nous regardons le bref de Savone et le traité du 23 janvier, comme nuls et sans valeur. » Allocution du 24 mars 1813. — « On ne pourrait nous opposer que notre révocation et notre déclaration manquent d'authenticité, puisque la lettre adressée à Sa Majesté, le 24 mars, et les événements subséquents sont de notoriété publique. Nous avons eu soin nous-même d'en donner connaissance à tous les évêques et archevêques qu'il nous a été permis de voir avant que notre prison devint plus rigoureuse. » Allocution du 9 mai 1813. — *Mémoires du cardinal Pacca*, IV^e partie, c. III.

³ « Il fut convenu entre eux (les cardinaux) et le Pape qu'on dissimulerait, qu'on n'afficherait aucun changement de dispositions..... Il (Napoléon) eut bientôt un signe certain *quoique fort déguisé* des secrètes résolutions de Pie VII (t. XV, livre XLVII, p. 305 et 306). » En lisant les lignes qui précèdent, j'ai douté quelque temps, non pas que la rétractation de Pie VII fût authentique (elle a été attestée depuis la chute de l'Empire par un trop grand nombre de témoignages irrécusables), mais qu'elle eût été remise à Napoléon ; d'un autre côté, la suppression

Le silence imposé aux contemporains serait donc capable de rendre douteux jusqu'au devoir ! Ah ! du moins, ne souffrons pas qu'il égare l'histoire : ne nous laissons pas ravir la consolation d'admirer la grandeur morale chez les opprimés et les faibles, et sachons reconnaître que dans la lutte immortelle de la conscience contre la force, il ne se rencontre pas d'heure plus belle que celle où le successeur de saint Pierre, « un instant plié par l'orage, se relève de toute la hauteur de sa foi ¹. » C'est du sein même de sa captivité qu'il lui a été donné de reconquérir la vraie liberté apostolique, la liberté de l'abnégation et du martyre, et cette liberté, confirmée par le repentir, ne lui sera plus ravie. Que Dieu maintenant accomplisse ses impénétrables et terribles justices, que la puissance de Napoléon s'écroule, Pie VII n'a pas attendu ce moment pour la surmonter ! Le Pontife, par sa patience, a vaincu le guerrier, avant que l'Europe en triomphe par ses armes : *Leo victus est sæviendo : agnus vicit patiendo* ².

La victoire extérieure du Saint-Père suivit de près la victoire qu'il remporta sur sa propre faiblesse et sur les obsessions de son oppresseur.

d'une pareille pièce avant qu'elle fût parvenue à son adresse, aurait été certainement fort extraordinaire, fort contraire aux habitudes de subordination des agents de l'Empereur. M. de Narbonne semblait en avoir connu la teneur, lorsqu'il donnait à Napoléon des conseils si inutiles alors, et qui aujourd'hui, sous la plume de M. Villemain, paraissent si éloquents et si justes (*Souvenirs contemporains*, t. I, ch. xx et xxii). Toutefois je cherchais encore une preuve, lorsqu'enfin j'ai surpris dans la bouche de Napoléon lui-même l'aveu qu'il avait reçu la lettre de Pie VII. Voici ce que raconte dans des *Mémoires*, fort insignifiants d'ailleurs, un préfet du palais de Napoléon, M. de Bausset (t. II, p. 158) : « Le 22 avril 1813, l'Empereur dîna seul avec le maréchal Kellermann. Ce que j'entendis dire à Napoléon me parut si remarquable que je l'écrivis de suite. Il fut question du dernier concordat signé le 23 janvier à Fontainebleau : « Croiriez-vous, dit « l'Empereur, que le Pape, après avoir signé librement et de son plein gré ce « concordat, m'écrivait huit jours après qu'il était bien fâché de l'avoir signé ; « que sa conscience lui en faisait un reproche, et qu'il me priait avec instance « de le regarder comme non avenu, etc., etc. Je lui répondis que ce qu'il demandait était contraire aux intérêts de la France, qu'étant d'ailleurs infaillible, il « n'avait pu se tromper et que sa conscience était trop prompte à s'alarmer, etc. » Le maréchal rit beaucoup. » — Enfin la lettre du Pape contenant sa rétractation, est avouée dans les *Mémoires du duc de Rovigo*, alors ministre de la police (t. VI, ch. viii).

¹ M. Villemain, *Souvenirs contemporains*, t. I, ch. xx.

² Saint Augustin, *Enarratio in Psalmum cxxlix*.

Rome avait été ravie au Saint-Siège à cause du respect de Pie VII pour l'indépendance de l'Europe, et Rome avait été à peu près la dernière proie que l'ingrate Europe avait consenti à abandonner à Napoléon déjà à demi terrassé. Mais ce fut aussi la première que lâcha spontanément Napoléon. Ne pouvant retenir dans ses mains la Ville Éternelle, il aima mieux y renvoyer le Pape que de laisser quelque autre s'y établir. Il était trop tard. Déjà tout échappait au conquérant ; il signa son abdication dans le palais même où il avait exigé celle du Pape ; il la signa au moment où le Pontife reprenait en paix, au milieu « d'un peuple à genoux, » possession de son trône ¹. L'Europe enfin, s'avisant tardivement d'être juste quelque part, s'inclina devant Pie VII en même temps que son peuple, reconnut unanimement le plus faible des souverains comme le premier de tous, et, seul entre les États européens, l'État pontifical en Italie sortit de la Révolution tel qu'il existait auparavant, sans être ni agrandi ni diminué.

Cependant, une dernière gloire attendait encore Pie VII. Après avoir triomphé, il lui restait à se venger comme se vengent quelquefois les grandes âmes, et toujours les âmes saintes.

Chassé de Rome pour n'avoir pas voulu y refuser asile aux ennemis de l'empereur, il y rentra pour donner asile à la famille de l'empereur proscrire de toute l'Europe ; et tandis que le conquérant mourait sur le rocher de Sainte-Hélène, on rapporte que, seul parmi les souverains, son ancien prisonnier déplorait la rigueur de cette captivité lointaine, intercédait pour l'adoucir, et, dans l'opinion qu'il gardait de lui, oubliait Savone et Fontainebleau pour ne se souvenir que du Concordat et du culte rétabli ².

C. DE MEAUX.

¹ M. Thiers, t. XV, p. 345 et t. XVI, p. 5.

² M. Thiers, t. XVIII, p. 409.

³ Voyez les lettres publiées dans l'introduction aux *Mémoires du cardinal Consalvi*. Les sentiments qu'elles manifestent et les démarches qu'elles attribuent en faveur de la famille Bonaparte au gouvernement pontifical avaient été déjà indiquées par M. Artaud. (*Vie de Pie VII.*)

UNE NOUVELLE ÉDITION

DES

FAUSSES DÉCRÉTALES

Un ouvrage important, résultat de longues études, commencé il y a trois ans, terminé seulement en 1866, a paru en Allemagne sous le titre de *Decretales Pseudo-Isidorianæ et capitula Angilramni*¹. L'auteur, M. Paul Hinschius, y fait preuve de beaucoup de science; bien que protestant, il est étranger à tous les préjugés de secte. Dans son livre, il discute avec calme et érudition les problèmes les plus obscurs, examine les précédentes démonstrations, et apporte sur bien des points une lumière nouvelle. On ne peut que désirer vivement de voir l'auteur continuer son œuvre en recherchant, par exemple, pourquoi la célèbre collection *Hispana*, dont une partie est entrée dans la collection Pseudo-Isidorienne, a été supplantée par le nouveau recueil; pourquoi et comment cette collection Pseudo-Isidorienne s'est répandue dans l'Église, etc. Dans une préface, écrite en latin, qui est à elle seule un volume (240 pages in-4° de petit texte), M. Hinschius a présenté de savantes observations en les rangeant sous sept titres principaux : 1° des manuscrits du Pseudo-Isidore; 2° comment et de quelles choses le Pseudo-Isidore a composé sa collection;

¹ *Decretales Pseudo-Isidorianæ et capitula Angilramni, ad fidem librorum manuscriptorum recensuit, fontes indicavit, commentationem de collectione Pseudo-Isidori, præmisit PAULUS HINSCHIUS. Ex officina Bernhardi Tauchnitz, Lipsiæ, MDCCCLXIII. — In-4° de ccxxviii-771 p.*

3° des sources des décrétales inventées par le Pseudo-Isidore ; 4° en quel temps la collection du Pseudo-Isidore a été faite ; 5° du pays des fausses décrétales ; 6° du dessein du Pseudo-Isidore ; 7° de l'auteur de la collection. Nous bornant ici au simple rôle de rapporteur, nous allons, en compagnie de M. Hinschius, suivre la voie qu'il nous a tracée : notre résumé ne peut qu'engager nos lecteurs à recourir, pour connaître le développement de ces intéressantes questions, à l'ouvrage lui-même ; ils y trouveront à la fois profit et intérêt.

I. Les manuscrits contenant le recueil des *fausses décrétales* sont nombreux, et viennent attester combien cette œuvre a été répandue, quelle a été dès lors son autorité et son influence. La France fournit le plus grand nombre de ces manuscrits : on en compte vingt-six dans les diverses bibliothèques de Paris et des départements ; six manuscrits se trouvent en Allemagne, huit en Angleterre, vingt-trois en Italie, un en Espagne. Imprimées pour la première fois à Paris en 1523 par Jacques Merlin, réimprimées en 1530 à Cologne par Quentel, sous le nom de S. Isidore de Séville, les fausses décrétales ont été jusqu'à nos jours l'objet de nombreuses dissertations. Les frères Ballerini avaient cru que le plus ancien manuscrit était un manuscrit venu de France dans la bibliothèque du Vatican, et classé sous le numéro 630 ; toutefois, l'examen a montré que ce manuscrit n'était point du ix^e siècle, mais de la fin du xi^e ou commencement du xii^e siècle, et qu'on ne pouvait le ranger parmi les plus anciens manuscrits, puisque évidemment il y en a de deux siècles auparavant. M. Hinschius s'est livré à une patiente étude de ces manuscrits, et les a rattachés presque tous à deux classes distinctes : une première classe, composée de vingt-cinq manuscrits, où se trouvent les décrétales des Papes jusqu'à Grégoire II et les conciles jusqu'au deuxième de Séville ; une seconde classe, comprenant seize manuscrits, où les décrétales vont seulement jusqu'au pape Damase. Bien que le manuscrit de Modène, écrit certainement avant l'an 881, soit le plus ancien des manuscrits de la première classe, M. Hinschius a établi le texte de son édition sur le manuscrit de la Bibliothèque impériale de Paris (supplément latin 840), manuscrit très-soigné du x^e siècle ; il a complété le texte par le manuscrit de Modène, et il y a joint des variantes

choisies dans les manuscrits. Malheureusement, et on peut le regretter, les variantes ne sont pas très-importantes; elles eussent sans doute mis sur la voie de sources nouvelles que l'on attend encore. Ce travail, qui exige tant de patience, de de soin, de sagacité, mérite les plus grands éloges.

II. Examinons à présent avec M. Hinschius comment cette collection du Pseudo-Isidore a été faite. Avant le Pseudo-Isidore, on avait réuni des collections de canons : le Pseudo-Isidore s'est servi de ces anciennes collections pour insérer dans la sienne des actes authentiques, mais il a joint à ces actes des pièces fausses qu'il a inventées. L'auteur qui recueillait les décrétales des anciens Papes avait-il également compris dans sa collection le texte des anciens conciles? La question, encore discutée récemment, se trouve résolue par l'examen des manuscrits et la déclaration de l'auteur lui-même. Oui, les conciles ont été compris dans la collection, et si beaucoup de manuscrits ne contiennent pas ces conciles, c'est sans doute parce que le Pseudo-Isidore a introduit très-peu de changements dans leur texte, et que les anciennes collections d'Adrien Denys et d'Hispana, répandues en France, pouvaient les faire suffisamment connaître. La collection du Pseudo-Isidore se trouve en fait divisée en trois parties : la première, formée des décrétales des premiers Papes jusqu'à la fameuse donation de Constantin au pape Sylvestre; la seconde, comprenant les conciles depuis le concile de Nicée jusqu'au second concile de Séville; la troisième, reprenant les décrétales des Papes depuis S. Sylvestre jusqu'à Grégoire I^{er}.

III. Le Pseudo-Isidore cite un nombre prodigieux d'auteurs, et l'on serait effrayé du travail exigé par cette compilation, si l'on n'avait la certitude que ces citations ont été prises dans de précédentes collections, comme la collection espagnole et la collection d'Adrien Denys, dans le texte de conciles comme ceux d'Aix-la-Chapelle, de Paris, etc. De savants auteurs, depuis Blondel ¹ en 1628, jusqu'à M. Knust ² en 1832 et 1836,

¹ *Pseudo-Isidorus et Turrianus vapulantes*. Genève.

² *De Benedicti Levitæ collectione capitularium*, dans *Monumenta Germ. histor.* de Portz, *Leg.*, t. II, append.; et *De fontibus et consilio pseudo-Isidori*, Göttingue, 1832.

et Denzinger ¹ en 1853, ont examiné les sources des fausses décrétales. M. Hinschius résume très-bien et complète les travaux de ses devanciers. Toutefois, il reste quelque chose à faire: le Pseudo-Isidore n'a pas inventé toutes les pièces qu'on lui attribue, la donation de Constantin par exemple, que l'on rencontre dans des manuscrits antérieurs; des faits historiques ont été aussi racontés sous forme de décrets. On n'a peut-être pas assez cherché à recueillir dans les anciens fragments les premières sources de cette compilation: il faudra encore revenir sur ce point. Nul mieux que M. Hinschius, qui a tant étudié les manuscrits, n'est préparé à ce travail. Aussi bien, les questions se posent en foule; sans les examiner toutes, quelques-unes doivent être résolues. La démonstration de M. Hinschius se ramène à ce point capital, déjà en partie mis en lumière par les frères Ballerini et M. Knust, à savoir que la principale source où le Pseudo-Isidore a puisé, est la collection du diacre Benoît, *Benedictus levita*, antérieure, ainsi que les *Capitula* d'Angilram, à la publication des fausses décrétales. M. Hinschius montre en effet que le Pseudo-Isidore a conservé les altérations déjà introduites dans les textes par Benoît, et les exemples qu'il produit sont décisifs. Quant aux *Capitula* publiés sous le nom d'Angilram, et donnés, dit-on, à cet évêque par le pape Adrien, ils sont joints, dans quarante-un manuscrits, à la collection du Pseudo-Isidore. Sont-ils sincères, comme l'ont cru Eichhorn et Antoine Theiner ²? Sont-ils apocryphes, comme l'ont jugé Ballerini, Philipps ³ et Walter ⁴? La question a été longtemps discutée, mais M. Hinschius apporte, en faveur de ce dernier sentiment, les preuves les plus fortes. Les *Capitula* sont faux; ils n'ont pas été tirés des décrétales. quoi qu'en dise Retberg; ils sont antérieurs à la collection du Pseudo-Isidore qui y a fait des emprunts; quel qu'ait été Angilram, cet auteur s'est évidemment servi de la collection de

¹ *Eclogæ et epicrisis eorum quæ a recentioribus criticis de Pseudo-Isidorianis decretalibus statuta sunt*, dans Migne, *Patrol. lat.*, t. CXXX.

² *De Pseudo-Isidoriana collectione*, 1827. Il ne faut pas le confondre avec son frère le R. P. Augustin Theiner, préfet des Archives secrètes du Vatican, auteur, entre autres ouvrages, des *Disquisitiones criticæ in præcipuas canonum et decretalium collectiones*. Rome, 1836.

³ *Kirchenrecht*, trad. en français (*Manuel de droit ecclésiastique*).

⁴ Même titre que le précédent : deux excellents ouvrages.

Benoit; il a fait son ouvrage après l'achèvement de la collection de Benoit et avant la publication des fausses décrétales, ou du moins en même temps. M. Hinschius va plus loin : J'affirmerais, dit-il, que l'auteur des deux compilations est le Pseudo-Isidore, quoique je ne puisse en apporter de preuves. Cette opinion est très-probable, car si l'on fait attention que le Pseudo-Isidore et l'auteur des *Capitula* ont écrit d'après les mêmes sources, ont traité les mêmes sujets et ont été préoccupés des mêmes pensées, on arrive avec M. Hinschius à la conclusion que ces trois œuvres, la quatrième addition faite à la collection de Benoit, les *Capitula* d'Angilram et les fausses décrétales, se lient tellement entre elles qu'il faut leur attribuer le même auteur.

IV. Mais à quelle époque la collection a-t-elle été faite? Jusqu'à présent, on recherchait d'abord ce qu'avait voulu faire le Pseudo-Isidore en écrivant sa collection, et l'on cherchait ensuite à préciser le temps où il avait vécu. M. Hinschius a cru avec raison qu'en établissant d'abord l'époque où ce travail a été fait, il pourrait mieux découvrir le but qu'on s'est proposé. Ici, comme sur beaucoup de points, M. Hinschius a été neuf et profond. Puisque les Décrétales ont été puisées dans la collection du diacre Benoit, il convient, pour poser une première limite dans la vie intellectuelle du Pseudo-Isidore, de fixer le temps où Benoit a écrit. Les auteurs varient entre 842 et 847. M. Hinschius croit pouvoir affirmer que Benoit a fini son œuvre après le 21 avril 847, date de la mort d'Otgar, évêque de Mayence, sur l'ordre duquel il l'avait commencée. *Autiario quem tunc Mogontia summum pontificem tenuit precipiente.* Ce verbe au passé, ce *tunc* indiquent assez que Otgar était mort lorsque Benoit écrivait. Les Décrétales tirées de la collection de Benoit n'ont donc pu être compilées avant cette époque, et, en effet, on ne les trouve alors citées nulle part. Des auteurs comme M. Weizsäcker¹, en 1859, ont, il est vrai, cherché à établir que les Décrétales ont été faites entre 830 et 840; mais évidemment, comme dit M. Hinschius, contrairement à

¹ *Der Kampf gegen den chorepiscopat des frankischen Reichs im neunten Jahrhundert.* Tübingen. *Die pseudo-Isidorische Frage*, dans l'*Historische Zeitschrift* de M. de Sybel, t. III, 1860.

Theiner, Eichhorn et Wasserschleben ¹, le concile d'Aix-la-Chapelle, tenu en 836, ne connaissait pas ces Décrétales, qui ont été invoquées pour la première fois en 853. Ainsi, elles ont été faites entre le 21 avril 847 et l'an 853, vraisemblablement vers 851 ou 852.

V. Maintenant, en quel pays les fausses décrétales ont-elles été faites? A Rome, par des auteurs romains, disent Ant. Theiner et Eichhorn. Sur quoi s'appuie cette opinion? 1° sur le fait faux des *Capitula* compilés à Rome et donnés par Adrien I^{er} à Angilram; 2° sur le fait faux que le *Liber pontificalis* n'a pas été connu au ix^e siècle hors de l'Italie. Or, il est prouvé que les *Capitula* sont l'œuvre d'un faussaire (liée avec la fraude du Pseudo-Isidore), et que le *Liber pontificalis* est alors répandu en France et en Allemagne, comme on le voit par les citations de Raban-Maur et d'Hincmar. A l'encontre de ces deux faits faux, voici deux faits authentiques qui ne permettent pas de soutenir l'opinion que les décrétales ont été fabriquées à Rome.

C'est d'abord que les premiers vestiges de ces décrétales ne se rencontrent pas dans les lettres des Papes, et ne se trouvent pas en Italie : en 858 ou 859, le pape Nicolas I^{er}, écrivant à Loup, abbé de Ferrière, ne paraît pas connaître les nouvelles décrétales; en 862, le même pontife a recours aux décrétales antérieures. Mais en 865, Nicolas, écrivant aux évêques de France au sujet de la déposition de Rotgard, évêque de Soissons, semble, selon l'observation de MM. Wasserschleben et Richter, renvoyer à des décrétales récemment publiées. Or, il n'est pas invraisemblable, comme le dit très-bien M. Hinschius, que ce Rothard, évêque de Soissons, dont le pape jugeait la cause, ait apporté avec lui le nouveau recueil de France à Rome.

Tandis que les décrétales n'ont été connues à Rome que vers la fin de 864, en France les clercs ordonnés par Ebon invoquent leur autorité au concile de Soissons, en 853; en 857, on les allègue à l'assemblée de Kiersy, et, depuis 859, Hincmar les cite souvent. C'est au surplus une question jugée : tous les savants sont d'accord aujourd'hui sur ce point, que les fausses

¹ *Beiträge zur Geschichte der falschen Decretalen* dans Herzog, *Real-Encyclopädie*, t. XII.

décrétales ont été publiées dans la France occidentale. Mais M. Hinschius en a mieux précisé les preuves, s'il est possible, et il n'est pas sans intérêt de rappeler les principales. 1° Le Pseudo-Isidore, pour suppléer à la collection espagnole, peu auparavant introduite en France, s'est servi d'un manuscrit de cette collection écrit en France. 2° Le faussaire, pour montrer la sincérité des *Capitula* et de la quatrième addition, prend les noms d'Erchembald, chancelier de Charlemagne, et de son archichancelier Angilram, évêque de Metz, deux personnages francs. 3° Il a puisé dans les seules sources connues alors en France, comme la collection de Benoît, les conciles de Meaux, d'Aix-la-Chapelle, de Paris, etc.; il s'est servi du Code Théodosien et du bréviaire d'Alaric; pour l'Écriture sainte, il a ordinairement employé la version d'Alcuin, en la modifiant, bien qu'en quelques endroits il ait emprunté celle de saint Jérôme. 4° Le style dénote un Français; on y rencontre des locutions usitées en France, des indications de dignités, de charges qui n'appartiennent qu'à la France. 5° Les décrétales sont surtout invoquées en France.

Mais en quelle partie de la France? Après avoir indiqué le diocèse de Mayence comme leur patrie, selon l'opinion de Balzerini, de Knust, de Wassersleben, de Goeck, on croit à présent que c'est plutôt dans le diocèse de Reims qu'elles ont vu le jour, et cet avis de MM. Weizsäcker, Charles de Noorden, etc., est accepté et fortifié par M. Hinschius. En effet, en remarquant, d'après le texte même de Benoît, que ce collecteur édita son œuvre après la mort d'Otgar, archevêque de Mayence, on a détruit le principal argument allégué en faveur de la première opinion. On a fait observer aussi que la lettre fausse sur la condamnation des chorévêques, n'a pu être écrite à Mayence, car les diocèses des bords du Rhin gardaient alors intact le droit des chorévêques, tandis que dans la France occidentale leurs droits avaient été diminués par le concile de Paris, en 829, et par celui de Meaux, en 845. Ainsi ces pièces, reprochées si amèrement par les anciens Gallicans aux ultramontains, ont été, en partie du moins, fabriquées par des gallicans.

VI. Voilà déjà bien des questions élucidées; mais il faut poursuivre et arriver à l'une des plus importantes : quelle a été

la pensée du Pseudo-Isidore en fabriquant ces décrétales ? Quel but a-t-il poursuivi ? Autant d'auteurs ont écrit sur les décrétales, autant d'avis se sont produits. Le Pseudo-Isidore a-t-il compilé sa collection pour présenter un tableau de toute la discipline ecclésiastique, comme le pensent MM. Walter et Phillips ? Assurément on ne peut nier que le Pseudo-Isidore n'ait eu l'idée de faire une plus grande collection que les précédentes, puisqu'il a fondu dans son œuvre la collection Hispana et l'a augmentée de passages tirés des collections Hadriana et Quesnelliana ; l'auteur lui-même déclare que c'est son but. Mais MM. Wasserschleben et Goecke font remarquer que la plus grande partie des décrétales, soixante-dix, traitent de la déposition des évêques. Il y a donc eu une certaine préoccupation. Quelle a-t-elle été ? Est-ce pour donner le primat à l'église de Reims, comme le disent MM. Weizsäcker et Dümmler ? Est-ce pour soutenir les évêques du parti de Lothaire contre son père Louis le Pieux, comme le pense M. Wasserschleben, et pour augmenter l'autorité des métropolitains et des synodes provinciaux, afin qu'au temps de la restauration de Louis le Pieux, les évêques du parti de Lothaire ne fussent pas opprimés ? Mais comme M. Hinschius le dit très-bien, et comme M. Roestell, dès 1845, en avait fait la remarque, il n'est pas vraisemblable que, pour un seul point et une seule affaire, on ait fabriqué tant de décrétales : quelques-unes eussent suffi. M. Hinschius ajoute que si le Pseudo-Isidore n'eût eu que cette pensée, il n'aurait pas entrepris une compilation aussi considérable, réclamant un travail de plusieurs années, pendant lesquelles l'affaire spéciale eût pu être décidée contre son sentiment. Non, dit M. Hinschius, le Pseudo-Isidore a été inspiré par une pensée plus haute. Ce n'est point pour arriver à un but spécial, mais pour remédier à une situation générale, que la fraude a été faite. Il y avait alors à restaurer l'état ecclésiastique, bouleversé pendant les guerres civiles qui signalèrent le règne de Louis le Pieux et de ses fils. Ce que les synodes de Paris en 829, d'Aix-la-Chapelle en 836, de Meaux en 845, de Paris en 846, n'avaient pu faire ; ce que les constitutions de Worms et le *libellus* joint au synode d'Aix-la-Chapelle avaient appuyé par les textes des saints Pères, le Pseudo-Isidore a voulu l'essayer en invoquant la plus haute autorité de l'Église, celle des papes, surtout des papes des premiers temps de l'Église. M. Hinschius développe

son opinion avec une grande érudition et une connaissance profonde des malheurs de cette époque. Le Pseudo-Isidore voyait, dit-il, les blessures de l'Église gallicane; il voyait les efforts jusque là inutiles de Louis le Pieux et des évêques; il savait combien leur zèle était demeuré impuissant par la faute des grands surtout; c'est pourquoi il inventa des statuts pour enlever les causes de troubles qui bouleversaient l'Église, espérant peut-être que si les décrétales qui montraient les anciennes lois observées, étaient reçues, l'Église serait réformée.

Pour attester la vérité de ce dessein, il n'y a, dit M. Hinschius, qu'à comparer les décrets du Pseudo-Isidore avec ceux des conciles de France et la discipline alors en vigueur. On verrait pourquoi le Pseudo-Isidore s'occupa surtout de certains points et en négligea d'autres. Ce qu'on lit dans le Pseudo-Isidore touchant la puissance ecclésiastique et laïque, la prééminence des clercs, se retrouve dans les statuts du synode de Paris et de trois autres, convoqués d'après les conseils de l'abbé Wala et des évêques qui auraient voulu sauver l'unité de l'empire. Mais l'empire ne fut pas plus sauvé que l'Église ne fut réformée; les ruines allèrent s'accumulant. Après que les canons du concile de Meaux, en 845, eurent été rejetés par les grands réunis à Épernay, il parut nécessaire d'augmenter la dignité sacerdotale, et, comme l'autorité des évêques était en ces temps diminuée par des accusations multipliées, que des évêques avaient été expulsés de leurs sièges, le Pseudo-Isidore et, avant lui, Benoît se sont efforcés de présenter les règles propres, selon eux, à protéger les ministres de l'Église. Il le fallait d'autant plus que le droit canon usité en France ne fixait pas sur ce point d'une manière satisfaisante la procédure ecclésiastique. Au lieu des synodes convoqués par le roi pour juger les évêques, les collections ont revendiqué pour eux un autre juge plus haut placé, plus étranger aux partis, dès lors plus indépendant : le pape. En déclarant qu'aucun évêque ne pouvait être condamné ni déposé que par le pape, on rendait les accusations plus difficiles, et dès lors on pouvait espérer rendre la paix à l'Église de France.

Sous le rapport de la discipline ecclésiastique, le Pseudo-Isidore diminuait le droit des métropolitains pour relever les primats, et s'il cherchait à rattacher les évêques à leurs diocèses, c'est qu'il voyait les évêchés trop souvent abandonnés,

livrés aux chorévêques, spoliés par les clercs et les laïques. Enfin, en recommandant de conserver intacts les biens ecclésiastiques, il indiquait quel était en ces temps malheureux le grand mal à déplorer et à empêcher.

Le Pseudo-Isidore a rappelé pour le dogme les principes fondamentaux, mais il s'est tu sur la controverse au sujet de la prédestination, agitée alors en France. Il a emprunté, pour les questions de liturgie, au *liber pontificalis* et aux conciles de ce temps. En parlant de la discipline, il ne dit rien de la vie monastique, de la collation des bénéfices ecclésiastiques, de la simonie, des dîmes, pensant sans doute qu'il y avait sur d'autres points de plus grands abus.

Voilà l'œuvre du Pseudo-Isidore, telle que M. Hinschius l'a étudiée, l'a comprise et interprétée. Les fausses décrétales ont innové sur un point de discipline : le jugement des évêques, mais la nécessité le commandait. D'ailleurs tout le monde était disposé à croire ce qu'elles ont affirmé, même lorsqu'elles ont inventé ; on les a crues vraies, parce qu'elles étaient vraisemblables, et c'est la raison même de leur fortune. Il n'y a rien de plus. Dire avec M. Charles de Noorden¹ que les fausses décrétales avaient pour but de faire prévaloir le droit ecclésiastique sur toutes les lois séculières ; avec M. Henri Martin² qu'elles furent publiées pour donner aux prétentions papales un point d'appui dans l'antiquité chrétienne, » ou comme on le dit d'ordinaire, qu'elles ont fondé la monarchie spirituelle des Papes, c'est ne rien dire de précis, d'exact, de rationnel.

Le Pseudo-Isidore est-il un poète pieux, comme l'appelait Moehler ? N'est-il qu'un trompeur, comme le pensent MM. Knust et Weizsäcker ? M. Hinschius adopte ce dernier sentiment ; car celui qui altère, qui invente des documents, est évidemment un imposteur. En vain alléguerait-on que le Pseudo-Isidore a voulu ainsi remédier à l'Église troublée en inventant des décrétales qui avaient été perdues. Cette excuse peut diminuer la faute, mais elle ne la détruit pas. Toutefois, je le répète, on n'a pas assez distingué ce qui a été inventé par le Pseudo-Isidore, ce qu'il a pu recueillir de sources plus anciennes.

¹ *Ebbo, Hinkmar und Pseudo-Isidor*, dans l'*Historische Zeitschrift*, 1862, p. 325.

² *Hist. de France*, t. II, p. 395.

VII. En définitive, quel est donc cet imposteur, ce faussaire ? Ici tout est obscurité. Son nom est Isidore, et dans la plus grand nombre des manuscrits, on ajoute le mot *Mercatoris*, quelquefois *Mercati*, ou souvent *peccatoris*. Or, aucun évêque en France ne porte alors ce nom d'Isidore, pris sans doute par l'auteur pour donner plus d'autorité à son œuvre, en faisant croire que l'ouvrage était du célèbre Isidore de Séville. Mais on ne sait quelle personne se cache sous ce nom. Est-ce le diacre Benoit, comme l'affirment Blondel, Knust, Walter, M. Laferrière et le R. P. de Régnon ? Est-ce Otgar, évêque de Mayence, comme le veut M. Wasserschleben ? Est-ce, selon l'opinion de Charles de Noorden, l'archevêque de Reims Ebon, aidé de l'évêque de Soissons Rothard et du chanoine Wulfad, devenu archevêque de Bourges ? Il est impossible d'affirmer, il est même facile de nier, spécialement en ce qui concerne cette dernière opinion. L'auteur est évidemment un clerc ; mais jusqu'à présent on n'a pu découvrir son identité.

Il resterait à apprécier le bien que les fausses décrétales ont pu faire ou le mal qu'elles ont pu causer. M. Hinschius ne s'aventure pas dans ces discussions nécessairement vagues et toujours problématiques. Mais le P. de Régnon qui, lui aussi, a étudié¹ le travail de M. Hinschius, dont il a loué, comme nous, la profonde érudition et la sage impartialité, n'a pas montré la même réserve : il déclare hautement que « les fausses décrétales n'ont produit que du mal, » en préparant d'abord aux ennemis de l'Église catholique un thème inépuisable de déclamations, en arrêtant ensuite la propagation de la collection espagnole, la plus pure, la plus parfaite de toutes les collections canoniques ; en substituant enfin un recueil bâtarde à un recueil digne d'admiration. Le mal a donc été fait ; le bien a été empêché.

HENRI DE L'ÉPINOIS.

¹ *Études religieuses, historiques et littéraires*, nov. 1886, p. 394.

MÉLANGES

I.

JÉRUSALEM ET LE GOLGOTHA

Dans les annales du monde, le siège de Jérusalem par Titus, et la ruine de la nationalité israélite constituent un de ces grands cataclysmes sociaux qui frappent également d'étonnement les croyants et les libres penseurs. Les premiers y voient l'accomplissement des prophéties, le jugement de Dieu. Les seconds ne peuvent se défendre d'une vive émotion en assistant à l'agonie d'un peuple qui, à un jour donné, disparaît tout à coup sans pouvoir, pendant une longue suite de siècles, tout en conservant le type et le caractère de la race, réunir ses membres dispersés. Le désastre du peuple juif fut amené par un concours de circonstances qui justifèrent en quelque sorte sa révolte contre Rome sa suzeraine. Peut-être cette nation se serait-elle effacée peu à peu et sans fracas, sous la pression de la domination des vainqueurs, si Rome n'avait eu des fonctionnaires provinciaux dont la cupidité et le despotisme exaspérèrent les populations : Sabinus, Pontius Pilatus, Cumanus, Albinus, Gessius, Florus, voilà toute une série de magistrats romains qui ne pensaient qu'à s'enrichir au préjudice des Juifs, et à faire parade de leur dédain pour le culte; en s'attaquant à la fortune des particuliers et aux croyances publiques, on met le feu aux quatre coins d'une province : seulement lorsque règne la loi du plus fort, ceux qui souffrent et se révoltent ont toujours tort lorsqu'ils sont en minorité.

Une autre cause ne contribua pas peu à paralyser les efforts héroïques des Juifs contre les Romains : ce fut la division qui se mit entre les partisans de la guerre, division qui avait pour mobile

l'ambition personnelle : il y avait trois chefs de parti dans Jérusalem au moment où Titus apparut en vue des remparts : ces trois chefs étaient Jean de Giscala, Simon, fils de Gorias, ancien toparque de l'Acrobatène, et Eléazar, fils de Simon : chacun d'eux disposait d'une bande nombreuse de volontaires fanatisés; ils occupaient chacun une partie de la ville, se combattaient entre eux, pillaient et massacraient les habitants qui, ne sachant vers qui se tourner, étaient suspects à tous et penchaient peut-être à se soumettre au joug romain pour se soustraire aux horreurs de la guerre civile. Eléazar occupait le temple; Jean s'était cantonné dans les portiques et dépendances de l'édifice sacré; Simon tenait la ville. Au bout de quelque temps, il y eut une fusion entre Jean de Giscala et Eléazar, qui devint son lieutenant, et on ne compta plus que deux factions qui restèrent ennemies jusqu'à la fin du siège; tout en se combattant dans les instants de trêves, elles défendaient avec vaillance leurs quartiers respectifs contre les attaques des Romains.

Les assiégés de Jérusalem tombèrent avec grandeur : le temple brûlé, la ville basse en partie incendiée, Titus proposa encore aux survivants, qui étaient entassés dans la ville haute, de se rendre : ils refusèrent pour ne pas manquer à leur serment de ne pas faire la paix avec les Romains, et demandèrent seulement à sortir pour se réfugier dans le désert; cette ténacité eut pour résultat de faire saccager le reste de la ville. Jean de Giscala et Simon ornèrent le triomphe de Vespasien et de Titus; le premier termina ses jours dans une prison; le second fut égorgé le jour même du triomphe. Si ces deux hommes avaient été vainqueurs, leur renommée eût effacé peut-être celle des Macchabées.

Il est un caractère qui excite une certaine répulsion dans ce drame, c'est celui de Josèphe, d'abord gouverneur des deux Galilées, adversaire habile mais malheureux des Romains au siège de Iotapata, puis ensuite tellement dévoué à ses vainqueurs que parfois il s'exprime en termes vraiment déplacés sous la plume d'un Juif. Josèphe fut un grand politique et un mauvais patriote; ses coréligionnaires, pour lui, sont des séditionnaires, leurs soldats sont des brigands, il ne trouve pas de termes assez violents pour exhaler sa haine contre Jean de Giscala, qui avait probablement deviné ses intentions secrètes. Si Jean voulait être chef des Juifs libres, Josèphe rêvait peut-être de devenir procureur romain en Palestine. — Nous sommes cependant condamnés à être reconnaissant envers ce faux Juif qui nous a laissé le plus de détails sur Jérusalem et le siège dirigé par Titus; bien qu'il soit parfois exagéré, passionné et porté à se mettre en évidence, son livre renferme de précieux renseignements. Il appartenait à M. de Saulcy de remettre les récits de Josèphe en lumière, en discutant ses assertions, en le complétant, en le rectifiant; c'est ce que le savant académicien a entrepris dans *les derniers jours de Jérusalem*¹.

¹ *Les derniers jours de Jérusalem*, par F. de Saulcy, membre de l'Institut. Paris, Hachette, 1866, gr. in-8, avec cartes et gravures.

Plusieurs voyages en Palestine, et de longs séjours à Jérusalem ont permis à M. de Saulcy de faire des fouilles et d'explorer cette ville célèbre de manière à en connaître toutes les ruines : il est d'abord allé en Syrie, comme archéologue, et a, le premier, signalé l'art oriental dans des monuments remontant aux rois des Juifs ; il a retrouvé aux Q'bour-el-Malouk les caveaux sépulcraux des rois de Juda ; il a essayé, et avec succès, je crois, de déterminer, d'après les appareils et les détails architectoniques, les constructions qui datent des Romains, d'Hérode, et de David et ses successeurs ; il s'est occupé aussi de restituer la topographie antique de la ville ; puis, quand il a bien connu le sol et les pans de mur de toute époque dont celui-ci est jonché, M. de Saulcy a voulu animer ces lieux dévastés ; l'archéologue est devenu historien, et tout d'abord, le siège de Titus a attiré son attention. La connaissance de l'art de la guerre a permis à l'infatigable académicien de faire le journal du siège de Jérusalem : il indique les travaux des Romains pour s'approcher des remparts, retrouve l'emplacement des *aggeres*, et fait assister à tous les épisodes de ce siège célèbre avec une clarté, une vivacité de style et une connaissance des lieux qui intéressent le lecteur, et captivent son attention. M. de Saulcy a su diminuer le regret de ne pouvoir aller lire ses pages sur le théâtre même des événements qu'il décrit, en accompagnant son texte de cartes et de plans cotés, faits avec cette exactitude que MM. les officiers d'état-major français savent apporter à ce genre de travail.

Titus fut longtemps avant d'arriver jusqu'au temple ; l'auteur, en le suivant, fait connaître pas à pas les détails topographiques de Jérusalem ; la question des enceintes paraît avoir reçu une solution définitive : la description du temple et de ses dépendances ne peut plus guère laisser d'incertitude dans l'esprit du lecteur ; enfin les faits stratégiques viennent presque mathématiquement confirmer la destination des Q'bour-el-Malouk devinée auparavant par M. de Saulcy.

Un doute surgira peut-être dans quelques esprits au sujet de l'insistance avec laquelle l'auteur rapproche certains épisodes de la dernière lutte des Juifs de ce qui se passait chez nous pendant la période terroriste de la Révolution française. A Jérusalem il y eut des excès aussi effrayants que ceux qui ensanglantèrent la France à la fin du dernier siècle ; il y eut des bandes de pillards ; il y eut des assassinats et des massacres, d'épouvantables exemples de vengeance. Mais les points de départ étaient sans analogie. Les Juifs ne cherchaient pas à renverser un ordre de choses séculièrement établi ; rien ne prouve que chez eux il y eut l'idée d'une révolution sociale : il y avait un parti qui, par amour pour la tranquillité, se contentait de la domination étrangère ; il y avait un autre parti qui prétendait défendre l'autonomie nationale. En 1792, la France n'était pas un pays soumis à une autre nation, Paris ne voyait pas l'ennemi à ses portes. Si un rapprochement pouvait être fait, il me semble qu'on le trouverait avec plus d'exactitude dans les guerres civiles de la fin du seizième siècle.

J'ai signalé avec trop d'insistance les travaux de M. de Saulcy sur la topographie de Jérusalem pour ne pas être naturellement amené à parler ici d'un ouvrage qui a paru presque en même temps que *Les derniers jours de Jérusalem* : dans ce livre, la topographie antique de la ville sainte est décrite d'une manière tout opposée au système proposé par M. de Saulcy. M. l'abbé Coulomb¹ interprète différemment le texte de Josèphe consacré à la description de Jérusalem : toute la question est de préciser où se trouvaient le *mont Acra* et la *ville basse*.

M. de Saulcy voit le mont Acra à l'ouest du temple, entre celui-ci et le Golgotha où est situé le Saint-Sépulcre aujourd'hui ; M. l'abbé Coulomb veut qu'il soit au sud du temple, dans les terrains abruptes situés entre le sommet du mont Sion et la vallée du Cédron, qui ont toujours porté le nom d'Ophel. Une grave objection se présente tout d'abord à l'esprit : les dix-neuf hectares et demi que mesure la superficie du terrain où M. l'abbé Coulomb met le mont Acra, sont en pente à raison d'un peu moins de 0^m 30 par mètre : il semble difficile de supposer qu'un quartier de ville ait pu se trouver dans de pareilles conditions. Josèphe lui-même, remarque que, de ce côté, du haut du portique construit par Hérode, on avait le vertige en regardant au fond de la vallée. — J'ajouterai que le plan joint par M. Coulomb à son livre est fait sans aucune idée de la topographie ; c'est un simple croquis ; les chiffres qu'il donne pour évaluer les superficies et les distances sont le plus souvent tellement inexacts qu'on ne peut les admettre même approximativement.

Le seul et très-respectable mobile de l'auteur a été de répondre aux objections de ceux qui veulent nier l'authenticité de l'opinion traditionnelle qui place le Saint-Sépulcre sur le Golgotha. Peut-être ne se serait-il pas pressé d'écrire aussi vite un assez gros volume s'il avait pris connaissance des ouvrages déjà publiés par M. de Saulcy : il me semble que si M. Coulomb avait cherché à s'entourer de renseignements plus exacts et plus précis, il ne lui eût pas été impossible de voir qu'en laissant le mont Acra où le met M. de Saulcy, le Golgotha reste hors de l'enceinte de Jérusalem, selon le témoignage de saint Paul : *passus est extra portam* ; l'église constantinienne n'a pas été construite sur le mont Acra, mais sur le Golgotha : l'archéologie suffit pour établir tous ces points, sans qu'on ait besoin, dans un moment d'enthousiasme, de bonne foi sans doute, de se croire appelé providentiellement, *ouvrier de la onzième heure, à faire connaître la véritable Jérusalem du temps de Jésus-Christ* (p. 25).

En effet, lors de leur dernier voyage, M. de Saulcy et M. l'abbé Michon ont reconnu, à l'alignement des bazars, quand on monte la rue du Mont-Sion et que l'on coupe à angle droit la rue David, une porte de ville de la plus haute antiquité, pratiquée dans un mur flanqué de tours massives qui se dirigeait du midi au nord ; ce mur

¹ *Le Calvaire et Jérusalem, d'après la Bible et Josèphe*, par l'abbé P. F. Coulomb, missionnaire apostolique. Paris, V. Palmé, 1866, in-8, avec carte.

laissait à l'ouest le Golgotha à une faible distance, et à la hauteur d'Antonia prenant la direction de l'est pour aller rejoindre cette tour. Les fouilles pratiquées à la maison des dames de Sion ont fait découvrir le fossé à fond de cuve qui défendait cette partie de la seconde enceinte de Jérusalem du côté du nord. — Voici un fait palpable qui suffit pour répondre à la fois aux doutes de ceux qui nient la position du Golgotha, et aux efforts inutiles de M. l'abbé Coulomb pour donner au mont Acra une position qui ne sera, je le crains, adoptée par personne.

En terminant, j'emprunterai à M. l'abbé Coulomb deux passages, qui feront apprécier pleinement le vide comblé par le savant ouvrage de M. de Saulcy.

« L'art de prendre les villes a, comme celui de gagner les batailles, des illuminations soudaines qui déconcertent toutes nos règles, tous nos calculs, toutes nos prévisions. Mais ce ne sont là que de rares exceptions dans l'ordre stratégique, sans quoi la science militaire se bornerait à saisir des faits isolés..... D'avance et nécessairement tout siège régulier est assujetti à une marche invariable et déterminée par l'assiette de la ville dont on veut se rendre maître. Étudiée avec soin et dans tous ses détails topographiques, cette histoire du siège de Titus jetterait un grand jour sur l'ancienne Jérusalem, par sa position et son étendue, sur la place et la direction de ses enceintes. »

Pendant que M. l'abbé Coulomb imprimait ces lignes, M. de Saulcy exauçait son vœu en faisant paraître son volume, le meilleur peut-être que l'on doive, jusqu'ici, à la plume de ce savant, à qui la science et l'histoire sont redevables de tant de conquêtes et de tant de découvertes; nous attendons avec une certaine impatience l'*Histoire d'Hérode*.

ANATOLE DE BARTHÉLEMY.

II.

LA CONVERSION

D'ALBERT DE BRANDEBOURG

L'ouvrage dont Monseigneur l'évêque de Strasbourg vient de publier le 4^e volume, *les Convertis depuis la Réforme*, est d'une grande importance pour la polémique religieuse. Mais là ne se borne pas l'utilité de cet ouvrage. Grâce à de longues et savantes recherches, le vénérable auteur a pu éclaircir plus d'un point douteux, révéler plus d'un fait inconnu, rectifier plus d'une erreur historique.

La première de ces rectifications concerne Albert de Brandebourg. D'accord sur l'apostasie du duc, les historiens ne sont guère moins unanimes à affirmer son obstination dans l'erreur. Mgr Raess, au moyen des documents que l'infatigable oratorien Theiner a découverts dans les archives du Vatican, nous paraît avoir établi jusqu'à l'évidence le fait de la conversion d'Albert de Brandebourg.

Fatigué par les querelles religieuses qui troublaient ses États; bourrelé de remords au souvenir de son apostasie, Albert tourna ses regards vers l'Église qu'il avait abandonnée, et voulut chercher dans son sein le repos de la conscience et la paix de l'âme. Le principal instrument dont se servit la Providence pour opérer cette conversion fut le cardinal Stanislas Hosius. — Lors de sa nonciature à Vienne, ce prélat entretint avec l'ancien grand-maître de l'Ordre teutonique une correspondance suivie. De Trente, où il assistait au concile, il lui écrivait : « Voulez-vous trouver la parole de Dieu? l'Église seule la possède. Elle est notre très-sainte Mère; vous devez l'honorer et l'aimer. Jetez-vous entre ses bras, confiez-vous à sa bonté; acceptez ses décisions dogmatiques, suivez ses prescriptions morales... » — Secondé par le pape Pie IV, par saint Charles Borromée, par le célèbre Commendon et par Sigismond II, roi de Pologne, les efforts du cardinal Hosius ne restèrent pas stériles. Le duc de Brandebourg fit son abjuration, probablement dans la chapelle de Heilsberg, résidence habituelle du cardinal. Mais pour des raisons faciles à comprendre, cette conversion dut rester secrète, jusqu'à ce qu'Albert eût réglé avec le Saint-Siège la manière de rétablir la foi catholique dans la Prusse.

Outre les lettres d'Hosius, quatre documents font foi de l'abjuration du grand-maître : un écrit d'Albert au pape Pie IV, en date du 23 août 1565; les instructions données par Albert à son confident Scaliger sur la manière de traiter avec la cour de Rome; une promesse de donner, en signe de pénitence, 100,000 thalers pour saint Pierre de Rome; enfin une lettre du duc à son fils et successeur (4 janvier 1568).

Dans sa lettre au pape, Albert de Brandebourg prie Sa Sainteté d'accueillir favorablement Scaliger, et d'ajouter foi à sa parole; car, ajoute-t-il, c'est grâce à ses soins et à ses exhortations que l'obéissance envers la sainte Église revit dans notre cœur. » Comme preuve de son filial dévouement envers le Saint-Siège, il envoya au pape son portrait et celui de son fils.

Dans les instructions données à Paul Scaliger, nous lisons : « Sa Sainteté est humblement priée de lever l'excommunication fulminée contre le duc, de pardonner à Albert ses fautes, et d'oublier qu'il a vécu si longtemps dans l'erreur et dans la désobéissance envers l'Église. Scaliger doit s'entendre avec le Saint-Père sur la manière de pacifier la Prusse et d'y faire revivre la foi catholique. »

Vers la même époque Albert remit la somme de 100,000 thalers à un nommé Cracau, qui devait la faire passer par Dantzic et Anvers, et la faire arriver à Rome. L'infidèle Cracau divulgua le secret de l'abjuration; la somme fut enlevée avant qu'elle eût franchi les frontières de la Prusse. Les conseillers, indignés de voir leur maître revenir de l'erreur, éloignèrent Scaliger, bannirent tous ceux qui pouvaient favoriser les bons desseins du duc, en mirent quelques-uns à mort, et voulurent empêcher toute relation avec la cour de Rome.

Le malheureux duc, bien que consterné par ces machinations, ne se laissa pas rebuter. Dans un écrit, daté de Königsberg, le 7 septembre 1567, il rappelle à son fils toutes les tentatives de ses adversaires, répète qu'il est converti, qu'il désire voir Scaliger reprendre sa mission de Rome. Il confirme également la donation faite au Saint-Siège, et impose à son fils l'obligation d'accomplir cette dernière volonté. — Mais Albert de Brandebourg dut descendre dans la tombe sans avoir pu réaliser un seul de ses desseins pour le rétablissement de la religion catholique dans ses États.

Tel est, d'après le P. Theiner, le résumé des faits relatifs à cette conversion, ignorée ou niée par la plupart des historiens. Mais le travail de l'évêque de Strasbourg ne s'arrête pas là. L'écrit du P. Theiner a été attaqué par l'historien Voigt, qui a contesté l'authenticité des documents cités par l'oratorien. Mgr Raess (t. II) examine et réfute les arguments de l'historien de la Prusse. Voigt réduit la question à trois chefs : le duc a-t-il ressenti des remords de conscience dès qu'il eut embrassé la doctrine de Luther? Ses convictions luthériennes se sont-elles de plus en plus affaiblies? Le duc est-il réellement revenu à la foi catholique?

Les deux premières questions ne prouvent rien ni pour ni contre la conversion d'Albert de Brandebourg. La grâce ne suit pas toujours une ligne de gradation; saint Paul fut converti au moment

où il allait à Damas persécuter les chrétiens; et combien d'hommes sont restés toute leur vie dans une pleine sécurité par rapport à leur religion, et n'ont entrevu leurs erreurs qu'à la lueur de la mort!

Albert de Brandebourg s'est-il réellement converti à la foi catholique? — A cette question les quatre documents cités plus haut répondent d'une manière affirmative. Voigt déclare ces documents non authentiques, et en attribue la fabrication à Scaliger. Si nous possédions les originaux, on pourrait confronter l'écriture, et prouver d'une manière péremptoire l'authenticité ou la fausseté de ces pièces. Nous ne les avons qu'en copies; cependant bien des circonstances en garantissent l'authenticité. — Le nonce de Pologne, Vincent de Porzia, avait reçu, vers 1569, des copies de toutes les pièces relatives à la conversion d'Albert de Brandebourg. Le nonce apprit que, dans la même année 1569, Scaliger avait présenté les originaux à l'évêque de Munster, à plusieurs autres prélats, et à vingt-cinq sénateurs : ils furent reconnus authentiques; on en fit une copie, que l'on conserva dans les archives de la ville de Münster. Vincent di Porzia s'adressa immédiatement au nonce apostolique de la basse Allemagne, Zacharie Delfini, le pria de s'informer à Münster de l'existence de ces pièces, et de lui en procurer des copies exactes. Pour faciliter cette recherche, le prélat envoya la liste des documents qu'il avait en sa possession. — L'événement justifia les prévisions du nonce. L'évêque de Münster, dans un acte public du 24 janvier 1570, adressé au nonce de la basse Allemagne, confirma l'existence de ces documents. De l'écrit de l'évêque de Münster, il résulte « que dans les archives de cette ville on possédait des copies qui, devant plus de vingt-cinq témoins, avaient été reconnues conformes aux originaux de Scaliger, *de verbo ad verbum fideliter transcripta*. » Cette attestation fut remise, avec les copies, au nonce de Pologne, qui les enregistra dans les actes de sa nonciature. C'est ainsi que ces pièces parvinrent à Rome, furent conservées au Vatican, et publiées enfin par Theiner.

Ces faits, loin d'être réfutés par Voigt, ont été complètement passés sous silence, ou ignorés, par l'historien de la Prusse. Voici la substance des preuves qu'il invoque contre l'authenticité des documents : « Ces pièces, dit-il, exhalent une odeur qui, seule, prouve déjà qu'elles ne sont pas authentiques. » Scaliger fut convaincu d'avoir fabriqué des pièces fausses au nom d'Albert de Brandebourg; donc, conclut Voigt, tout ce qu'il a fait est faux. Le dernier argument est celui-ci : « D'après les documents, Albert de Brandebourg passe pour avoir été accablé de chagrins dans les dernières années de sa vie; or d'autres lettres adressées à des princes étrangers dépeignent la situation du duc comme calme et même brillante. »

Mgr Raess réfute Voigt par son propre aveu. Si un grand nombre de lettres fausses sortirent de la chancellerie de Königsberg, pourquoi celles qui sont adressées aux princes étrangers ne seraient-elles pas de ce nombre? Enfin les dernières années d'Albert de Brandebourg furent cruellement troublées par les querelles religieuses

que suscita Osiandre. C'est un fait incontestable, rapporté par des historiens protestants : Salig, après avoir peint vigoureusement ces troubles, conclut par ces mots : « Tels sont les désordres causés, en Allemagne et en Prusse, par les partisans d'Osiandre, désordres qu'un cœur chrétien n'a pu considérer sans douleur. » — Le savant prélat conclut donc que, tant qu'on n'aura pas détruit les faits historiques cités plus haut, tant qu'on n'aura pas démontré la fausseté des documents de Münster, on peut et l'on doit affirmer hautement la conversion d'Albert de Brandebourg.

E. WERNERT.

III.

MARIE STUART ET LE P. EDMOND AUGIER

UNE LETTRE INÉDITE DE MARIE STUART

On compte à bon droit parmi les publications historiques les plus précieuses de notre temps, si riche d'ailleurs en travaux de découvertes sur le passé, le recueil des lettres de Marie Stuart par M. le prince Alexandre Labanoff. Il est digne de remarque, pour le dire en passant, que de tant de bibliothèques européennes, d'archives publiques et privées d'Angleterre, fouillées et ouvertes en tous sens à la lumière, de tant d'écrits authentiques émanés de Marie ou de ses amis, allons plus loin, des hommes d'Etat anglais, lorsqu'ils parlaient confidentiellement, en dehors de leur rôle public d'adversaires, pas une pièce ne se soit produite, qui confirme ou autorise les noires accusations sous lesquelles succombèrent et la vie et l'honneur de l'infortunée reine d'Ecosse. Au contraire, tout ce qui a été publié d'elle, éclaire d'un jour plus favorable la noblesse et la pureté de son caractère. Ceux qui aujourd'hui encore la veulent condamner, sont réduits à se cantonner dans l'arsenal des libelles mensongers et des documents calomnieux, que ses ennemis du ^{xvi}^e siècle forgèrent pour couvrir leurs propres crimes et justifier leur attentats.

Après l'ample moisson du prince Labanoff, glaner est difficile. Cependant la recherche n'est pas entièrement épuisée, et nous avons été assez heureux pour trouver, pendant un court séjour en Angleterre, un certain nombre de lettres inédites de Marie Stuart, fortune rare et inespérée ¹.

L'une d'elles est adressée au P. Edmond Augier, de la Société de Jésus; elle est tout entière de la main de Marie Stuart, en très-belle écriture ². Comme Elisabeth et plus d'une des illustres écolières de la Renaissance, Marie se piquait de calligraphie.

Le P. Edmond paraît à plusieurs reprises dans son histoire et sa correspondance.

Il vint en Ecosse dans la seconde moitié de l'an 1566, à la suite de l'évêque de Dumblane, que Marie Stuart avait chargé, au mois de janvier de la même année, d'aller offrir ses félicitations au pape Pie V, nouvellement élu ³. L'un et l'autre rapportèrent de la cour de Rome la mission de presser Marie Stuart d'entrer dans un projet de ligue entre les princes catholiques contre les protestants. Malgré leurs instances et les promesses de secours dont ils étaient munis, elle s'y refusa.

Comment en effet, après l'assassinat de Riccio par les grands, lorsqu'elle avait à ses côtés un homme d'ambition malade et folle tel que Darnley, d'atroces factions capables de tous les crimes, et tout près, des ennemis tels qu'Elisabeth et lord Cécil, contre lesquels des secours lointains ne pouvaient qu'être tardifs et insuffisants, — comment se risquer dans une telle entreprise? C'est ce que paraît n'avoir pas compris alors l'évêque de Mondovi, légat désigné pour l'Ecosse et dont toutefois le voyage vers Edimbourg ne dépassa point Paris, tant le royaume septentrional lui paraissait peu sûr ⁴.

Une nouvelle catastrophe, l'assassinat de Darnley par Bothwell et les grands dans la nuit du 9 au 10 février 1567, trouva le P. Edmond encore en Ecosse. Environ un mois après, il regagna le continent, en compagnie du comte de Moretta, ambassadeur du

¹ Nous en sommes entièrement redevable à la bonne et infatigable amitié de M. Joseph Stevenson, un des plus éminents parmi les savants du Record-Office, ainsi qu'à la parfaite obligeance de M. Bond, alors chef de la section des manuscrits au *British Museum*. Qu'ils veuillent bien en recevoir ici tous nos remerciements.

² Cette lettre nous a été communiquée par M. Bond, et fait partie des papiers du Père Mariana (né en 1537, mort en 1624), auteur de la célèbre *Histoire d'Espagne*, et dont les papiers ont été acquis par le *British Museum*. (Mariana. 7. *Tractatus varii et collectanea*. Vol. V. Mus. Brit., Bibl. Egerton. 1875. fol. 363.)

³ Lettre de Marie Stuart au pape Pie V. Edimbourg, 31 janvier 1566. Labanoff, t. VII, p. 8.

⁴ Le nonce à Cosme I^{er}, grand-duc de Toscane; Paris, 16 mars 1567. Labanoff, t. VII, p. 105. Nous ne savons pour quel motif M. Mignet (*Hist. de Marie Stuart*, t. I, p. 203), en affirmant que Marie signa la ligue sans difficulté, ne tient aucun compte de cette dépêche où le nonce, parfaitement informé des choses, exprime amèrement le regret qu'elle n'ait jamais voulu y entrer.

duc de Savoie, et arriva à Paris le 15 mars. Parmi les renseignements que l'un et l'autre communiquèrent à l'évêque de Mondovi, et que ce dernier manda le lendemain au grand-duc de Toscane, sur la fin tragique de Darnley comme sur l'état des partis, rien absolument n'incrimine de près ni de loin Marie Stuart, sauf le reproche de n'avoir pas adhéré à la ligue. Le légat aimait à supposer qu'elle y eût trouvé les moyens nécessaires pour tout surmonter. Mais la confédération en question ne se forma pas même sur le continent ; et certes il n'est guère à croire que ce soit le refus de la reine d'Ecosse qui ait empêché le roi de France, le roi d'Espagne et l'empereur d'Allemagne de s'entendre.

Néanmoins le P. Edmond et Marie Stuart restèrent en relations et en correspondance. Mais il ne se trouve dans le recueil du prince Labanoff qu'une seule lettre de Marie Stuart au P. Edmond, dans l'année 1578. Celle que nous publions est antérieure de quatre ans, c'est-à-dire de 1574.

Marie, enfermée alors en Angleterre, au château de Sheffield, depuis plusieurs années, souffrait beaucoup, pour elle personnellement et pour son « petit troupeau catholique, » des entraves qu'Elisabeth et ses geôliers apportaient à l'exercice de sa religion. Elle aurait souhaité, surtout en vue de ses serviteurs, avoir un recueil de prières en langue vulgaire. Mais un scrupule l'arrêtait, c'était la défense faite par l'Eglise catholique de se servir de la langue vulgaire, pratique habituelle chez les réformés. Elle en écrivit à son oncle le cardinal de Lorraine, et à l'archevêque de Glasgow, son représentant en France : « Nous n'avons, leur disait-elle, nul autre usage de religion, sinon la lecture des sermons de M. Picard... Ce sera aumône à vous autres de donner aux prisonniers une reigle. Nous avons autant de loysir quasi que les religieux ¹. »

Elle s'adressa en même temps au P. Edmond Augier, et sollicita son aide spirituelle. Les premières lignes prouvent que déjà plus d'une lettre s'était échangée de l'affligée au consolateur.

Sheffield, 9 juin 1574.

M. (maître) Edmond, j'ai receu avec grande consolation d'esprit les lettres que m'avez escriptes, bien que non sans rougir et battre ma poitrine, me confessant indigne de la bonne opinion qu'avez de moy oultre mon mérite. Mais j'attribue telle louange non desservie à la miséricorde de Dieu, qui vous incite, par semblable façon d'escrire, à me semondre d'ores en avant d'estre telle que m'estimez vers luy. A quoy j'espère vos prières et celles de vostre sainte compaignie m'ayderont ; et de ma part je n'en vanteray d'y apporter qu'une humble submission pour recevoir les admonestemens qu'il luy plaira m'envoyer, pour du tout me ranger soubz sa sainte volonté en toutes mes adversitez, desquelles il m'a jusques icy pitoyablement défendue par un octroy de patience que je lui requiers

¹ Lettre à l'arch. de Glasgow et au cardinal de Lorraine. Sheffield, 29 mars 1574. Labanoff, t. IV, p. 129.

me continuer jusques à la fin. Votre livre, de moy désiré comme très nécessaire, n'est encore tumbé entre mes mains. Je ne scay à quoy il tient. Je serois bien ayse d'en avoir un. Et puisque votre charité s'est estendue à visiter et consoler une pauvre prisonnière affligée pour ses pechez, je vous prie, quand en aurez la commodité, d'y continuer, meslant en voz epistres quelque partie de vos salutaires et saintes consolations et admonitions, pour me plus exciter l'esprit, vexé d'adversitez, à la cognoissance de ses offenses, le faisant aspirer pour repos à la consolation éternelle, de laquelle ce monde ne fait que nous destourner. Et si vouliez tant faire pour moy que de dresser une petite institution ou reigle des prières qui seront plus propres pour estre dictes aux jours solennelz et temps de plus grande nécessité, outre les ordinaires, pour estre plus uniformément presentées à Dieu par ma petite famille assemblée, vous feriez une œuvre de piété, n'ayant nul icy de qui nous puissions avoir conseil et n'ayant empeschement de vacquer aux heures requises de servir à Dieu. S'il se fait quelque belle œuvre propre pour l'estude d'une prisonnière, en latin ou aultre langage vulgaire, je vous prie avertir mon ambassadeur de le m'envoyer et prendre la peine de visiter mes pauvres escholiers pour les admonester de faire prières pour moy. Et faisant estat des vostres et de votre college, à qui je vous prie que je sois recommandée, j'offriray mes oraisons simples et indignes à Dieu pour la preservation de votre sainte compagnie en son service, auquel je luy supplie me donner la grace de vivre et mourir. De Chefield ce 9^e de juing.

Vostre bonne amye

MARIE R.

A M^e Edmond Augier, docteur en théologie de la compagnie du nom de Jésus.

Le lecteur aura senti que si Marie Stuart se bat la poitrine et se confesse indigne de la bonne opinion que l'on a d'elle au delà de son mérite, ce langage n'est pas l'aveu de la mauvaise conscience opprimée sous le lourd fardeau du crime, mais pure humilité chrétienne. Rien ne ressemble moins au remords que cette ferme sérénité dans la résignation, et le tranquille souhait que Dieu continue de la défendre contre ses adversités, en lui octroyant la *patience* jusqu'à la fin. Telle était aussi, on le voit bien, la conviction du P. Edmond.

Remplie de sollicitude pour *sa petite famille*, elle s'efforce de la rassembler sous sa main, et d'y conserver intacte, contre la malveillance opiniâtre de ses gardiens, la foi catholique, honneur et force des captifs.

Les pauvres écoliers, dont cette femme si calomniée parle avec une tendresse maternelle et pour revendiquer leurs prières, étaient les fils de quelques-uns de ses serviteurs ou de ses amis, qu'elle faisait élever à ses frais dans des collèges en France. Elle ne les perdait pas de vue; du fond de sa triste geôle, elle veillait à ce que son trésorier pourvût exactement à leurs besoins ¹.

Une de ses lettres à l'archevêque de Glasgow (août 1574), nous

¹ V. sa lettre à l'arch. de Glasgow, 11 novembre 1574. Labanoff, t. IV, p. 237.

apprend que la réponse du P. Edmond à la lettre de juin ¹, était parvenue à Sheffield. Mais la question de liturgie n'était pas encore tranchée et inquiétait toujours la fidèle orthodoxie de Marie : « J'ay, dit-elle à l'archevêque, reçu la lettre de maistre Edmond ; mais je voudroys bien savoyr la volonté du Pape touchant les prières en françois ; car la défense est si expresse de toutes prières en vulgaire, que je ne sçay que dire. Pour moy, Dieu mercy, j'ay encore assez de reste de latin pour prier, plus que de dévotion ; mais je voudroys bien garder le commandement de l'Eglise ². »

Le 11 novembre de la même année, elle chargea l'archevêque de Glasgow de recommander au P. Edmond deux des frères de Curle, l'un de ses secrétaires, qu'elle plaçait au collège des Jésuites en payant leur pension ³.

Nous avons dit plus haut qu'une seule lettre de la reine d'Ecosse au P. Edmond se trouve dans le recueil du prince Labanoff. Elle est datée de Sheffield, 21 novembre 1578 ⁴. Marie le remercie d'abord des consolations que lui ont apportées ses dernières lettres. Ensuite elle exprime en paroles touchantes sa résignation à souffrir, son détachement des « appas mondains : » — « Et suis encore plus résolue que jamais, continue-t-elle, de suivre, moyennant sa grâce (du Rédempteur), le chemin qu'il m'a tracé en allant à la croix, de laquelle je me tiens heureuse pouvoir porter ma part en ce monde. »

Ce chemin, elle le continuera pendant huit cruelles années, sans se démentir. Parvenue enfin au lieu de l'immolation, se recommandant au P. La Rue, son ancien aumônier, et « à tous ceux de son ordre, » elle pourra se rendre ce témoignage si héroïque dans sa simplicité : « Et luy dites qu'il se souvienne que je luy avois promis de mourir pour la religion, et que je suis quicte de ma promesse ⁵. »

L. WIESENER.

¹ Un autre lettre de Marie Stuart à l'archevêque de Glasgow, datée du 10 juin 1574, contient, dans un post-scriptum, l'allusion suivante à la lettre dont nous venons de donner le texte : « J'écris un mot de responce à maister Emond, que vous luy donneroyz, me recommanderes a toute la sossieté, et monsieur Ferrarius, sans oublier monssieur de Rosse et Lusgerie. » (Labanoff, t. IV, p. 174.)

² Labanoff, t. IV, p. 214.

³ Labanoff, IV, p. 237.

⁴ Labanoff, V, p. 71.

⁵ Lettre à l'archev. de Glasgow. Fotheringay, 21 novembre 1588. Labanoff, t. VI, p. 174.

IV.

UNE LETTRE INÉDITE D'HENRI III

Jusqu'à ce jour, peu de lettres de Henri III ont été imprimées. Celle que nous publions ici, d'après le texte original qui se trouve à la bibliothèque de l'Institut (collection Godefroy, portefeuille 261), nous paraît digne de l'attention de l'histoire : elle révèle chez Henri III, à la date du 17 juin 1585, une haine contre la Ligue d'autant plus remarquable que, le 18 juillet suivant, ce prince signa le traité de Nemours, si favorable aux ligueurs. A cette époque, Henri III courbait la tête sous le joug de la maison de Guise, mais en détestant une domination qui faisait de lui un fantôme de roi. Dans les documents publiés, le fils de Catherine de Médicis acceptait un rôle qu'il s'empressait d'abandonner dans les documents intimes du genre de celui que l'on va lire, où les menaces de mort proférées contre le jacobin Bourgoing, envoyé à Troyes par le duc de Guise pour soulever le peuple au nom de la Ligue, annoncent la terrible détermination que, trois ans plus tard, aux états de Blois, le roi prendra contre les ambitieux Lorrains qui l'avaient déjà à peu près détrôné.

P. H. TAMIZEY DE LARROQUE.

Monsieur de d'Inteville ¹,

Si mon avocat et procureur en la ville de Ponts et à qui vous avez parlé comme il falloit pour s'estre avec les habitans laissé emporter aux belles paroles du sieur de Niay? eust pu effectuer le remède qu'il vous avoit proposé, ceulx du party contraire ne feussent maintenant du tout asseurés de ce passaige et y aiant faict entrer cent ou vint hommes de guère, comme vous m'escripvez par votre dernière du xiiii de ce mois, par laquelle vous remarquez fort prudemment

¹ Chevalier des Ordres du roi, conseiller en son conseil privé, capitaine de cinquante hommes d'armes de ses ordonnances, et son lieutenant général au gouvernement de Champagne et Berry. Il est fort souvent question de Joachim d'Inteville dans le *Recueil des Lettres missives de Henri IV*. Le roi fit bien l'estement son oraison funèbre dans une lettre à Sully du 9 octobre 1607 : « Le pauvre M. de Denteville est mort ; c'est grand dommage. Je me porte fort bien, Dieu mercy... » (Tome VII, p. 371.)

l'importance dont elle est à toutes les autres petites villes qui sont sur les deux rivières, lesquelles neammoingts il ne fault laisser d'essayer à conserver le mieulx que l'on pourra, n'estimant pas que pour cela ils soient pour tanter aucun siège à Troyes, mais plus tost aller au devant de mes Snysses, que je faict si bien escorter et accompagner que je m'asseure qu'ils se renderont seurement et bien tost auprès de moy. J'ay pourvue au passaige de Montereau de telle sorte que j'espère qu'il n'en adviendra poinct d'évènement. Ce m'a esté beaucoup de plaisir entendre que les habitans de Troyes soient si resolués à leur conservation, mesmes de loger aux faulxbourg les forces que vous avez levées et les recevoir en cas que les forces du party contraire feissent contenance de les vouloir presser; estant d'ailleurs bien marry du trop gracieux traicement qui a esté faict à ce jacobin ¹ qui s'ingéra de parler en publicq à l'avantaige du duc de Guise pour, faire s'il eust peu, ébranler les volontés du peuple à sa devotion. Si d'aventure luy ou ung aultre y retournoient, je veulx que vous le faicte estrangler et jeter dans un sac à l'eau pour empescher tels artifices, desquels je suis trop adverty que l'on use maintenant pour séduire mes bons subjects. Je loue grandement l'ordre que vous avez donné pour faire fournir des vivres à vos gens de guere en attendant qu'ils aient faict monstre, estant après à y faire pourveoir promptement. Ce pendant contenez les toujours le mieulx qu'il vous sera possible. J'estime aussi avoir donné tel ordre pour la ville de Sens qu'elle sera préservé de surprise. Qui est tout ce que j'ay à respondre à votre susdite lettre sinon que pour conforter toujours ceulx de Troyes en leur bonne affection ², je leurs escrips la lettre cy encluse, et une en particulier au président, pour les bons efforts qu'il faict pour mon service.

Priant Dieu, Monsieur de Dinteville, qu'il vous ayt en sa sainte garde. Escript à Paris le xviii^e jour de juin 1585.

HENRY.

BRULART.

¹ Edme Bourgouin, prieur des Jacobins de Paris, un des plus fanatiques de tous les ligueurs. Il fit, dans ses fougueux sermons, l'apologie de Jacques Clément, son confrère, « louant l'acte et le meurtrier, l'appelant enfant bien heureux et martyr, avec une infinité d'exclamations en sa louange. » (Palma Cayet, *Chronologie novenaire*, à l'année 1589.) P. Cayet ajoute que l'on présuma que « c'estoit celuy qui avoit persuadé Jacques Clément à commettre ce parricide. » Bourgouin combattit Henri IV, non seulement en orateur, mais encore en soldat. Pris les armes au poing, le 1^{er} novembre 1589, à l'assaut d'un faubourg de Paris, « il fut conduit et mené au Parlement à Tours. » On le condamna à être tiré à quatre chevaux. « Estant conduit pour estre executé au grand marché de Tours, il dit au peuple qu'il avoit esté des plus doux predicateurs, puis pria Dieu d'avoir pitié de son âme pour ses grands pechez. » Ce fut le 26 janvier 1590, que Bourgouin fut, suivant P. Cayet, « tiré, escartelé, et puis bruslé presque en mesme temps. »

² Cette bonne affection ne dura pas longtemps. En 1589, Troyes embrassa le parti de la Ligue, et même quelques-uns des principaux habitants de cette ville allèrent à Paris prier le prince de Joinville, fils du duc de Guise, de vouloir bien devenir leur gouverneur.

V

DROUET A VARENNES

M. E. Ancelon a publié récemment un ouvrage intitulé : *La vérité sur la fuite et l'arrestation de Louis XVI à Varennes, d'après les documents inédits*¹. Cette délicate question d'histoire, bien que vieille déjà de plus de soixante-quinze ans, a cependant encore l'intérêt palpitant d'une nouveauté. M. Ancelon a entrepris de nous révéler tout ce qu'on ignorait sur cette fuite malheureuse. Il était armé pour cela d'un document nouveau : *Le mémoire inédit d'un témoin oculaire*. » Nous connaissons maintenant la source de ce mémoire. M. Ancelon, pressé par l'évidence, a fini par déclarer que ce témoin oculaire n'était autre que M^{me} de Tourzel, la gouvernante des enfants de France². En effet, nous possédions déjà des relations de presque tous les personnages qui avaient mission d'aider ou de suivre le roi dans sa fuite : MM. de Moustier et de Valori, deux des trois gardes du corps qui l'accompagnèrent, ont laissé chacun leur brochure. Quant à M. de Malden, nous tenons pour certain qu'il n'a rien écrit à ce sujet. Le général marquis de Bouillé, son fils, MM. de Choiseul et de Goguelat, ont publié des relations étendues et fort intéressantes. Le livre rempli de documents de M. Bimbenet; le témoignage d'un royaliste, M. Cazotte fils; les documents laissés par Madame Royale, Pétion, et même quelques fragments des souvenirs de M^{me} de Tourzel, ne permettaient d'attribuer à aucun autre qu'à la gouvernante des enfants de France, le *mémoire du témoin oculaire*.

C'était déjà une masse assez imposante de documents. M. Ancelon nous permettra de ne pas considérer ces sources diverses comme non avenues, et d'y voir autre chose que « les chimères du roman ou l'invention des partis. » On y a puisé depuis longtemps, sur l'ensemble des faits qui se rattachent à la fuite du roi, des lumières auxquelles le mémoire inédit n'ajoute que fort peu de

¹ Paris, Dentu, 1866, in-8, avec portraits et cartes.

² Voir l'*Union* du 30 novembre 1866. — M. Victor Fournel, dans les excellents articles qu'il a consacrés au livre de M. Ancelon (*Gazette de France* des 1^{er}, 8 et 15 janvier 1867) avait, en procédant par élimination, démontré que les renseignements nouveaux ne pouvaient venir que de M^{me} de Tourzel.

choses. Les seuls détails nouveaux et intéressants portent sur des épisodes qui sont postérieurs à l'arrestation, et n'ont aucune influence sur l'action principale dont l'histoire devait avant tout se préoccuper. Ces épisodes sont relatifs à l'assassinat de M. de Dampierre et au retour de Varennes à Paris. On y retrouve le fameux entretien qui eut lieu dans la voiture entre Madame Elisabeth et Barnave, entretien prophétique, dont l'auteur, suivant nous, a tort de vouloir exclure la Reine, qui était assurément très-fondée à dire aussi son mot et n'en était nullement incapable, comme sa version tendrait à le faire supposer. De ce contact avec la haute raison de Madame Elisabeth et l'infortune si touchante de la famille Royale, date la conversion de Barnave, conversion qui devait lui coûter la vie, mais que la postérité salue aujourd'hui comme un acte de suprême conscience et de vrai courage au milieu de la défection générale.

Ce qui domine dans l'esprit du livre, c'est, d'une part, un soin attentif de mettre sur le compte de la fatalité toutes les circonstances malheureuses qui entravèrent l'exécution du projet, et, d'autre part, une vive préoccupation de réhabiliter la mémoire de Drouet, qui fut, comme on sait, l'instigateur et l'auteur principal de l'arrestation de Louis XVI. Sur ce point, c'est dans les archives des communes de Sainte-Menehould et de Varennes, et dans la *tradition orale* que l'auteur puise ses renseignements. La source en était donc ouverte à tout le monde depuis longtemps, avec cet avantage que la tradition orale, plus rapprochée de son point de départ, devait être beaucoup moins altérée qu'elle n'est aujourd'hui.

M. Ancelon décline à l'égard de Drouet toute accusation d'initiative. Il nous le représente comme n'ayant joué dans cette affaire « qu'un rôle purement passif entre les mains de la providence et de la municipalité. » Ce qui ne l'empêche pas de convenir que ce fut Drouet qui reconnut le roi dans sa berline et qui donna partout l'éveil. Qu'est-ce donc cela, si ce n'est de l'initiative la plus perfide ? Et l'empressement qu'il met à accepter la mission de courir après les voitures ? — « Quelle a été son attitude, dit M. Ancelon ? respectueuse et discrète. » — S'il en fut ainsi à Sainte-Menehould, à Varennes, où il accourt à bride abattue, son naturel reprend aussitôt le dessus : M. de Beauchesne, dans son important récit ¹, nous fait savoir qu'après avoir barricadé le pont de Varennes, Drouet et ses hommes s'apostèrent sous la voûte de saint Gengout, et que dès que la voiture parut, ils la couchèrent en joue en criant : « Arrête, Arrête ! » Les gardes du corps mirent la main à leurs armes, mais le roi leur défendit de s'en servir. Drouet prend une lumière, la met sous la figure du roi et lui enjoint de descendre chez le procureur pour y montrer ses passe-ports. Mais laissons parler le maître de poste en personne, dans sa déposition devant l'Assemblée nationale à la séance du 25 juin 1791 : — « J'avais devancé à Varennes « les voitures suspectes. Je dis à mon camarade : « Es-tu bon « patriote ? — N'en doute pas. — Eh bien, lui répondis-je, le roi est à

¹ *Vie de Louis XVII.*

« Varennes, il faut l'arrêter. » Alors nous courûmes chez le procureur, le maire, le commandant de la garde nationale.... Quelques personnes qui entendirent la lecture du passe-port disaient qu'il « devait suffire. »

Cette dernière mention dans la bouche de Drouet est très-caractéristique. Elle marque, d'une manière évidente, les bonnes dispositions d'une partie des citoyens rassemblés dans la maison du procureur Sausse. Il était donc encore possible, en ce moment, de sauver le roi. Il suffisait d'un bon mouvement. Le souvenir tout récent des massacres dont la personne royale avait été l'occasion ou le prétexte, aurait dû le faire naître, sinon de la part de Drouet, au moins chez le procureur Sausse, si le cri de la conscience n'eût été étouffé sous une peur égoïste. Il n'ignorait pas l'existence du gué qui pouvait offrir un passage un peu au-dessous du pont, et puisque le passe port était régulier et que quelques personnes l'attestaient, la responsabilité du fonctionnaire était suffisamment couverte pour qu'il pût faire acte d'intelligence politique et de respect pour son roi. Au lieu de cela, que fait-il ? Il parle de la nuit, de la nécessité d'attendre le jour pour procéder à la confrontation. Pendant ce temps, le peuple se rassemble autour de sa maison, et il retient captif le roi et la famille royale dans son arrière-boutique d'épicier. Chez Sausse, nous assistons à des scènes qui, après soixante-quinze ans, nous font encore monter au visage le rouge de la honte : le roi tenu de jouer un personnage de laquais devant ce marchand de mélasse pour garder son incognito et celui de tous les siens, et qui trahi, dénoncé par Drouet et ses compagnons, se révèle enfin dans un langage plein d'amour pour son pays, d'abandon et de généreuse confiance. Dès cette heure de la nuit du 21 juin 1791, la noble figure de Louis XVI nous apparaît ceinte de l'aurole du martyr politique dont l'échafaud du 21 janvier 1793 lui décernera la palme.

De son côté, la reine n'épargna rien de ce qu'elle pensait de nature à toucher les sentiments de M^{me} Sausse. Mais comment tirer une vibration généreuse de ces esprits étroits, de ces cœurs desséchés ? Comment faire comprendre à ces débitants tout frais passés aux maximes des droits de l'homme, que la liberté qu'on leur promet doit s'étendre même jusqu'au monarque ? C'était pourtant au nom de la patrie et du bonheur commun, au nom de la constitution, qu'on prétendait le *reconquérir* et qu'on le *reconquit*. Aujourd'hui que cet avenir est devenu pour nous le passé, on sait l'usage que les patriotes ont fait de leur *conquête*, et l'histoire est là pour nous montrer qui avait raison : du roi cherchant à sauver la dignité de sa couronne, sa liberté personnelle et sa vie de l'humiliante et sanginaire oppression des masses ; ou de ces citoyens si *zelés pour le bien public*, qui depuis deux ans assistaient à la dégradation d'un roi qu'ils prétendaient faire entrer dans la nouvelle constitution, comme un gage de bonheur pour la France.

Drouet vota la mort du roi. « On a représenté Drouet, nous dit M. Ancelon, comme un républicain de la pire espèce, afin de pou-

voir le charger de toutes les calomnies, de toutes les imprécations et les anathèmes à l'usage des partis déçus... Drouet, *royaliste constitutionnel*, résumait en lui l'opinion de la localité. »

Alors, nous n'en ferons pas compliment à la localité, car voici les paroles mêmes dont le *constitutionnel* Drouet crut devoir appuyer son vote régicide à la séance du 16 janvier 1793 : « Louis a « conspiré contre l'État. Par une suite de ses trahisons, il a fait « couler à grands flots le sang des citoyens. Tant d'outrages faits « à la nation qui le comblait de ses bienfaits, ne peut se laver que « dans le sang. Je le condamne à mort. »

Et postérieurement, sur la demande d'un sursis de trois jours que fit le roi pour prendre le temps de se préparer à la mort, Drouet vota « l'exécution immédiate et sans sursis. » M. Ternaux, dans son *Histoire de la Terreur*, dit « que Drouet fut un des hommes de malheur qui barrèrent une à une toutes les voies qui auraient permis à Louis XVI d'échapper à l'échafaud. Pendant la détention au Temple, lorsque les Montagnards demandent à l'Assemblée de revenir sur la mesure arrachée à sa pitié, en rapportant la décision qui autorise Louis XVI à communiquer avec sa famille, quel est le député qui vient à la tribune formuler cette proposition ? C'est encore Drouet. »

En septembre 1793, dans la discussion de la *loi des suspects*, Drouet fut d'une violence qui souleva l'indignation même des hommes de son parti, et lui valut un rappel à l'ordre du président Thuriot.

DROUET. A quoi vous a servi votre modération ? Le jour est venu d'être d'autant plus inflexibles que nous avons été faibles. C'est le moment de verser le sang des coupables. *Qu'avons-nous besoin de notre réputation en Europe ?...* Entraînés par des vucs de philosophie, vous aviez épargné les traîtres, vous demandiez des preuves des conspirations dont le témoignage de l'Europe attestait l'existence, comme si les conjurés laissaient survivre les traces matérielles de leurs complots !... Vous avez ordonné que les gens suspects seraient arrêtés. Je voudrais que vous déclarassiez à ces hommes coupables que si, par impossible, la liberté était en péril, *vous les massacriez impitoyablement...* (un murmure se fait entendre et couvre presque la voix de l'orateur. On demande que la discussion soit fermée. Thuriot le président annonce qu'il parlera après Drouet. Le silence se rétablit.) ; que vous ne rendrez aux tyrans la terre de la liberté que couverte de cadavres... Faites cette déclaration solennelle : que les hommes suspects répondront sur leur tête des malheurs de l'Etat. Cette déclaration paraîtra exagérée. N'importe, je vous la propose. La France jugera. Je demande que le conseil général d'une commune ou le comité révolutionnaire, en déclarant un homme suspect, *n'ait pas besoin de donner de motifs*, et que les représentants *usent avec la plus grande vigueur* des pleins pouvoirs qui leur ont été donnés pour *épurer* les administrations fédéralistes, malveillantes ou faibles.

THURIOT s'élance à la tribune. On ne peut être divisé, dit-il, sur la question de savoir si les têtes des criminels qui trahissent la patrie doivent tomber sur l'échafaud, mais gardons-nous d'accueillir aucune de ces idées qui pourraient être avancées par des calculs criminels, par des hommes qui favoriseraient nos ennemis (nombreux applaudissements). Citoyens, ce n'est point pour le crime que

se font les révolutions, c'est pour le triomphe de la vertu. Loin de nous l'idée que la France soit altérée de sang; elle n'est altérée que de justice. »

DROUET. « Je demande qu'on ne puisse assommer un Prussien que la loi à la main. » (Séance du 4 septembre 1793, extrait du *Moniteur*.)

Telle fut la couleur politique de l'homme qu'on essaye de nous donner pour un *royaliste constitutionnel*.

Napoléon, que M. Ancelon nous représente comme « l'adversaire le plus implacable des républicains et du jacobinisme, » fit de l'ex-conventionnel un sous-préfet et, « après avoir déjeuné avec lui, il fut si content de son cicerone (sur le champ de bataille de Valmy), qu'il le nomma chevalier de la Légion d'honneur. » Déjà le conseil de la commune, pour transmettre à la postérité le souvenir de cette *glorieuse* arrestation de Louis XVI, avait décidé que deux de ses rues porteraient les noms de Guillaume et de Drouet, gravés en lettres d'or sur des plaques de marbre. « On regrette, dit M. Ancelon, de ne pas voir Drouet refuser comme Guillaume l'argent offert par l'Assemblée nationale à quelques habitants de Sainte-Menehould, en récompense du service rendu à la patrie lors de la fuite du roi. Selon la teneur du décret de l'Assemblée nationale en date du 18 août, Drouet aurait touché pour sa part 30,000 livres. Ce détail néanmoins ne saurait l'incriminer. »

Nous confessons voir là autre chose qu'un *détail*. Si Drouet ne partagea pas les répugnances de Guillaume et de Sausse qui, lui aussi, refusa une récompense, ce fut d'abord parce que son cœur était inaccessible à ce genre de délicatesse, ensuite parce qu'il avait une arrière-pensée que ses deux acolytes n'avaient pas. Guillaume et Sausse étaient deux sots de bonne foi, un peu poltrons, le premier dominé par la décision de Drouet, le second par la crainte de se compromettre. Quant à Drouet, s'il accepta sans hésitation l'argent de l'Assemblée, c'est parce qu'il avait la conscience d'avoir rendu un service d'une tout autre nature. Ses complices, dans leur simplicité, croyaient rendre un roi à la France; Drouet, lui, savait très-bien qu'il faisait un prisonnier; le roi n'était pour lui qu'un otage précieux qu'il envoyait au parti républicain, déjà puissant dans Paris, et qui voulait s'emparer de cette proie royale pour la faire passer par tous les degrés de l'abaissement et de la torture.

Toute la conduite de Drouet, dans l'affaire de Varennes, nous le montre comme un de ces hommes de résolution marqués pour un rôle fatal. Point de cœur, esprit borné, jugement faux, exaltation féroce, mais de l'énergie, une grande vigueur de tempérament, le besoin d'en occuper les élans à quelque chose, pourvu qu'il y ait un rôle pour lui et surtout un rôle violent. Drouet était un de ces hommes faits pour servir un dictateur ou un peuple en révolution. Mais un prince religieux, s'appliquant à tenir d'une main égale la balance de tous les droits et de tous les intérêts, un prince ami de la concorde, de la modération et de la justice, un prince reculant devant la violence et l'effusion du sang, et qui était un obstacle au cataclysme attendu comme un bienfait, ne pouvait trouver grâce

devant un homme comme Drouet. Le laisser fuir, c'était l'amnistier, et pour l'édification de l'Europe et des siècles, il fallait qu'un pareil roi fut châtié !

Drouet s'était lié avec Babeuf. Il devint l'un des chefs de la conspiration qui devait renverser le gouvernement directorial. Arrêté le 10 mai, avec son *illustre* ami, et renvoyé devant la haute cour de Vendôme, composée de jurés nommés par les électeurs du département, il fut condamné à la déportation par le verdict rendu le 5 prairial an V (26 mai 1796). Gracié après le 18 brumaire, il devint sous-préfet de Sainte-Menehould ; puis de nouveau renvoyé en exil par la loi contre les régicides, nous le voyons finir misérablement ses jours en 1824, caché à Mâcon sous le nom de Merger.

Assurément la fatalité a joué un rôle dans la mauvaise fortune du roi, mais elle n'a pas tout fait. Le zèle intéressé de Drouet, l'inconséquence de M. de Choiseul y tiennent une bonne place. Est-ce à dire que la trahison qui flotte autour des princes malheureux n'ait pas eu sa part dans ce mémorable naufrage ? Nous n'oserions l'affirmer. Parmi toutes les relations publiées sur la fuite de Louis XVI, il en est une, émanant aussi d'un témoin oculaire, le seul peut-être qui ait montré quelque énergie au service de cette royauté chancelante, je parle de M. de Goguelat. Deux hommes y sont pris à partie par le brave commandant et ex-secrétaire de la reine Marie-Antoinette (*Mémoires de M^{me} Campan*). Ces deux hommes sont le sous-lieutenant Boudet et le commandant Deslon. Nous engageons ceux qui tiendraient à connaître toutes les circonstances de la fuite du roi à se reporter au terrible interrogatoire que le brave Goguelat leur fait subir, dans sa relation *de visu*.

ALFRED BEAUVALET.

VI.

NOUVEAUX DOCUMENTS

SUR

LES DERNIERS CONDÉ

Ce que la nature de cette *Revue*, ce que ses lecteurs demandent de nous, au sujet du livre récemment publié par M. Crétineau-Joly¹, ce n'est pas une analyse détaillée, ni un jugement littéraire; c'est l'indication et le sens des renseignements nouveaux qu'il peut apporter à l'histoire. Y a-t-il dans les correspondances originales et inédites des derniers princes de la maison de Condé, arrivées par une voie non moins authentique que mystérieuse aux mains de M. Crétineau-Joly, une lumière longtemps cachée, qui, se levant tout à coup sur les événements dont ces princes ont été les acteurs ou les témoins, les héros ou les victimes, dissipe les ombres dont se sont plu à les obscurcir les passions révolutionnaires, et les éclaire du jour tardif et définitif de la vérité?

Ce livre est une *trilogie*, qui a pour sujet la fin de la maison de Condé. Nous employons à dessein ce terme antique, pour désigner l'histoire finissante de princes morts de nos jours, que plusieurs de nos contemporains ont connus ou auraient pu connaître, mais qui, par leurs idées et par leur caractère, et aussi, hélas! par leur loyale fidélité et leur héroïque dévouement, sont aussi éloignés de nous que les personnages de la tragédie grecque.

Chaque partie de la trilogie a son sous-titre et se personnifie en un homme : le prince de Condé et l'émigration; le duc d'Enghien et

¹ *Histoire des trois derniers princes de la maison de Condé : prince de Condé, duc de Bourbon, duc d'Enghien, d'après les correspondances originales et inédites de ces princes*, par M. Crétineau-Joly. Paris, Amyot, 1867, 2 volumes in-8, avec portraits et fac-simile.

le fossé de Vincennes ; le duc de Bourbon et l'espagnolette de Saint-Leu.

Dès 1792, le prince de Condé, usant à regret de l'étranger, qui était pour lui, trop souvent, une gêne plus qu'un secours, songeait à faire tout seul, et avec les seuls émigrés, son œuvre de restauration monarchique et sociale. Il s'était ménagé des intelligences dans plusieurs villes, notamment dans les places du Nord. Par des avis secrets, il apprit que les autorités militaires et civiles de Landau étaient disposées à lui ouvrir les portes, en arborant le drapeau blanc. Elles n'y mettaient qu'une condition, qui allait à merveille aux idées et au caractère du prince, à savoir que ce serait une affaire de Français à Français, et que les Autrichiens n'interviendraient sous aucun prétexte dans cet accord fraternel. Condé accepte, et, ne pouvant se débarrasser tout à fait de l'intervention autrichienne, il propose au prince de Hohenlohe, qui campait aux environs de Landau avec son armée, de l'appuyer, par un simple mouvement, dans une entreprise dont il lui cache, du reste, le dessein et le but. Mais Hohenlohe, qui a pressenti le projet du prince, et reçu mission de s'y opposer, refuse en disant : « Il n'entre pas dans le plan des puissances que Landau ou quelque partie que ce soit du territoire français fasse retour à la couronne. » Custine se jeta dans la place, et le coup fut manqué.

Quand le prince n'était pas gêné par l'étranger, c'était parce que son digne petit-fils, le duc d'Enghien, appelait le *système de Coblenz*, représenté par les frères du Roi. « Deux fois, raconte le duc d'Enghien dans son *Journal*, nous eûmes l'espoir d'entrer dans Strasbourg, dont nous n'étions qu'à quatre lieues, et où mon grand-père entretenait des intelligences ; mais des ordres de Coblenz nous forcèrent à l'inaction... Le système de Coblenz a toujours été d'attendre le secours des puissances. Le roi le voulait, l'écrivait, et on suivait ses ordres : mais qui sait si un coup de vigueur n'aurait pas sauvé les jours de notre infortuné monarque ? Et ne pouvait-on le servir malgré lui ? Sauver le roi, éviter à notre histoire une page sanglante, quelles excuses pour une désobéissance, et tout cela sans le secours des autres ! »

Réduit à lui-même, et encore n'ayant pas la libre disposition de ses faibles ressources, le prince de Condé quitta la vue de Landau et se met en marche. « Nous sommes, écrit-il à son fils le duc de Bourbon, le 11 août 1792, sans tentes, sans canons, sans argent, et cela va. » Contrarié par les Autrichiens, il était encore abandonné des Prussiens du duc de Brunswick, dont la Révolution venait de payer la retraite en partageant les diamants volés de la couronne entre la maîtresse et les confidents du roi de Prusse. Pour comble de misère, après avoir donné à la noblesse tout l'argent personnel qui lui restait, il se voyait mourir de faim, et la cour d'Autriche répondait aux touchantes requêtes de sa pauvreté fidèle par un ordre de licencier les troupes émigrées, qui devaient être incorporées dans l'armée autrichienne. Condé refuse ; quoique sans espérance, il se remet en campagne pour aller « se faire tuer avec le plus grand

plaisir du monde. » La fortune des combats tourne de son côté. Devant Haguenau, il bat les troupes républicaines. Bien plus, du haut des remparts, les habitants saluent son armée qui va les délivrer des terroristes et de la guillotine. Des députations accourent vers lui, et lui proposent des milliers de volontaires. Mais l'Autriche déclare qu'elle s'opposera à toute augmentation de l'effectif des émigrés. La cour de Vienne n'avait d'abord secondé l'armée royale que dans l'espoir de s'en servir à son tour pour recouvrer ses anciennes provinces d'Alsace et de Lorraine; et, trouvant dans le patriotisme des émigrés un obstacle à son ambition cupide, elle ne songe plus qu'à les entraver ou qu'à tourner leurs succès contre eux et contre la France. Menacés alors d'une invasion étrangère, trompés dans leur espoir et ne voulant plus voir dans les émigrés que des mercenaires à la solde de l'Autriche, les Alsaciens passent aux républicains, et voilà encore une belle partie perdue. Même échec devant Strasbourg, dont les principaux citoyens offraient d'ouvrir les portes à Condé, en sa qualité de général du roi Louis XVII, prisonnier au Temple : à la vue d'un feld-maréchal et de l'étendard autrichien, les Strasbourgeois ferment les portes, qu'ils ne voulaient ouvrir qu'à un Bourbon et au drapeau blanc. De leur côté, les Prussiens, reconnaissant enfin qu'ils n'étaient, comme les émigrés, que des instruments entre les mains de l'ambitieuse Autriche, refusent de combattre au profit d'une rivale, et abandonnent les champs de bataille. Dès lors tout est perdu. Les Autrichiens eux-mêmes sont mis en déroute. L'héroïque prince de Condé en prend son parti, et écrit à son fils cette parole, hélas ! d'un autre âge : « Nous trouverons toujours bien à fourrer notre honneur quelque part, n'est-ce pas ? »

En attendant, de l'avant-garde qu'il formait, au moment de l'attaque, pour recevoir les premiers coups, il est passé, dans le désordre de la retraite, à l'arrière-garde, pour recevoir les derniers. L'Autriche l'a choisi, lui, son fils et son petit-fils, « pour élaguer d'autant la maison de Bourbon, qui lui paraît trop abondante en rameaux. » « Au reste, continue le prince (28 février 1791), qu'elle soit tranquille : quand la cognée est à la racine, on peut s'éviter la peine de l'élagage. » Si ce n'est pas l'ennemi, c'est la faim qui le tuera, car on le fait manquer de pain. Alors le petit-fils du grand Condé reconnaît qu'il s'est trompé en espérant trouver des alliés dans ceux qu'avait combattus son illustre aïeul, et il s'écrie : « Les Autrichiens sont nos ennemis depuis cinq cents ans ! »

Il ne mourra pas de faim, grâce à William Pitt et à l'or de l'Angleterre, et il pourra reprendre les armes. C'est alors que Pichegru offre de lui livrer l'armée républicaine, toujours à la condition, acceptée d'avance, que, dans aucun cas et sous aucun prétexte, les Autrichiens ne poseraient le pied sur le territoire français. Condé l'entendait bien ainsi; mais, enclavé dans l'armée de Wurmser, il est obligé de s'en ouvrir au feld-maréchal, qui lui répond que les instructions de sa cour lui prescrivent de ne jamais laisser l'armée du prince franchir le Rhin et proclamer le rétablissement de la monarchie sans une compensation préalable; et cette compensation.

c'étaient Strasbourg, Neufbrisack et Huningue. Condé refuse comme Pichegru, car les émigrés ne sont pas moins bons patriotes que les républicains, et le projet avorte.

Ne sachant plus à qui se vouer, Condé se tourne vers l'ouest et s'écrie : « Et la Vendée ! » Mais, de ce côté, c'est l'Angleterre qui est l'obstacle, l'Angleterre qui craint de donner trop d'essor à la Vendée, et qui met pour condition au rétablissement de la monarchie en France, un changement de dynastie en faveur du duc d'York. « Il serait trop dur de se faire briser les os pour cela, » écrit Condé à son fils ; et Quibéron lui apprend bientôt quel compte il doit faire sur les Anglais.

Cependant, la guerre ayant repris en Allemagne, les émigrés rentrent en lutte contre la République, et c'est le duc d'Enghien qui, cette fois, est leur héros. Rien de beau, rien de français, comme le témoignage que se rendent les uns aux autres ces Français obligés de se combattre : « Ce ne sont plus nos hommes de 93, écrit le duc d'Enghien, ce sont des dieux. Comme ils se battent ! En vérité, à présent, je ne sais auquel des deux donner la pomme pour la valeur, de nos troupes ou des leurs. » Les républicains, de leur côté, appellent le jeune prince le *duc Va-de-bon-Cœur*, et Moreau s'écrie : « Sans cette poignée d'émigrés, j'étais maître de l'armée autrichienne. » Héroïsme perdu pour les émigrés, qui, abandonnés ou trahis par les Autrichiens et par les Anglais, sont obligés d'aller chercher un toit et un morceau de pain en Russie. Quand ils reviennent sur les champs de bataille, Bonaparte les achève par son habile politique plus que par ses victoires, et un grand nombre d'entre eux rentrent en France. Vient la paix, et leur armée est licenciée. Mais tous, jusqu'au bout bons Français, refusent de vendre leur épée à l'étranger. Encore une fois, ils ont bien voulu combattre avec lui, mais ils ne combattront jamais pour lui. Avec lui, dans leur pensée, ils combattaient pour la France ; pour lui, ils croiraient combattre contre elle.

Ainsi se dissipe et s'évanouit, grâce à nos documents nouveaux et à la correspondance des princes de la maison de Condé, l'épouvantail d'une émigration feudataire de l'étranger, armant l'étranger contre son pays et lui livrant la France. Bien loin de la lui livrer, ils l'ont défendue contre lui, ils l'ont fermée devant lui ; et, dans le grand désarroi des premières années de la Révolution, avant que les soldats de la République fussent devenus les *dieux* dont nous parlait le duc d'Enghien, qui sait et qui peut dire si la coalition européenne n'eût pas réussi, sans la contrariété que lui opposa l'émigration, à envahir la France et à s'en partager les provinces ? Toujours est-il que ce n'est pas l'émigration, on le sait bien, qui a fait tomber nos frontières devant l'Europe, et amené l'invasion étrangère.

L'histoire de l'émigration est donc à refaire, comme presque tout le reste de notre histoire, et elle est à peu près refaite dans ces pages, mémoires authentiques et inédits, que tous les historiens devront désormais consulter. Il faut y joindre les *Mémoires pour servir à*

l'histoire de la maison de Condé, publiés en 1820, qui n'avaient donné, il est vrai, que dix des lettres publiées par M. Crétineau-Joly, mais qui contiennent d'autres documents intéressants, complètement indispensable des *Correspondances inédites*.

Quant au drame du fossé de Vincennes, notre livre est moins riche en révélations. Sur l'enlèvement du jeune prince, sur son jugement et sur sa mort, M. Crétineau n'avait rien à nous apprendre. ses témoins n'ayant pas été témoins de la nuit du 20 au 21 mars 1804. Mais, dans son testament, Napoléon a présenté cette mort comme mesure d'État nécessaire et comme représailles légitimes, lorsqu'il a dit : « J'ai fait arrêter et juger le duc d'Enghien parce que cela était nécessaire à la sûreté, à l'intérêt et à l'honneur du peuple français, lorsque le comte d'Artois entretenait, de son aveu, soixante assassins à Paris. Dans une semblable circonstance, j'agisrais encore de même. » Nous devons en croire Napoléon, puisqu'il l'a dit, et dans un tel moment, et à la veille de mourir en chrétien ; mais il se trompait en 1821 comme il s'était trompé en 1804, et son erreur, aussi bien que le commencement si troublé de ce siècle et de ce pouvoir, sans le justifier de la mort du duc d'Enghien, plaide encore en sa faveur les circonstances atténuantes. M. Crétineau lui-même, peu suspect quand il se fait l'avocat d'une pareille cause, cite les dépêches d'un ex-jacobin nommé Méhée de la Touche, et du chef de bataillon ou capitaine Rosey, deux fabricateurs de complots aux gages du gouvernement français, qui, par leurs rapports aussi faux que ridicules, durent égarer et irriter le premier consul. Il cite encore une dépêche de Massias, ministre plénipotentiaire de la France auprès du grand-duc de Bade, adressée à Talleyrand, ministre des affaires étrangères, après l'enlèvement du duc d'Enghien, pour lui dire que le jeune prince était « victime des rapports de ceux qui exploitaient les conspirations. » Dépêche que peut-être Talleyrand a gardée par devers lui sans la montrer au premier consul ; et, dans ce cas, il aurait gardé en même temps la principale part de responsabilité dans le crime du 20 mars. Napoléon aurait donc été trompé sur le compte des princes et sur celui du duc d'Enghien, et c'est sous l'empire de cette erreur qu'il aurait agi. Il fut trompé, sans aucun doute. Il n'y eut jamais d'assassins parmi les vrais Bourbons, et M. Crétineau fournit la preuve authentique qu'ils refusèrent toujours avec horreur toutes les propositions des sicaires. Le 24 janvier 1802, le prince de Condé écrivait au comte d'Artois : « Un homme arrivé la veille, à ce qu'il m'a dit, à pied, de Paris à Calais, homme d'un ton fort simple et fort doux, malgré les propositions qu'il venait faire, ayant appris que vous n'étiez pas ici, est venu me trouver sur les onze heures du matin. Il m'a proposé tout uniment de nous défaire de l'usurpateur par le moyen le plus court. Je ne lui ai pas donné le temps de m'achever les détails de son projet, et j'ai repoussé cette proposition avec horreur, en l'assurant que, si vous étiez ici, vous feriez de même ;... que nous avons toujours combattu l'usurpateur à force ouverte ; que nous le combattrions encore, si l'occasion s'en présentait ; mais que jamais nous

n'emploierions de pareils moyens, qui ne pouvaient convenir qu'à des Jacobins, et que si, par hasard, ces derniers se portaient à ce crime, certainement nous n'en serions jamais les complices;... qu'il n'y avait que l'excès de son zèle qui eût pu le porter à venir nous faire une pareille proposition; mais que ce qu'il avait de mieux à faire était de repartir tout de suite, attendu que, s'il était arrêté, je ne le réclamerais pas, et que je ne le pourrais qu'en disant ce qu'il est venu faire. J'espère, Monsieur, que vous approuverez ma conduite. » — Et le comte d'Artois, qui « entretenait, de son aveu, soixante assassins à Paris, » se hâta de répondre, le 4 février: « Vous sentez bien, mon cher cousin, que j'approuve du cœur et de l'âme tout ce que vous avez dit et fait. Il n'y a pas de meurtrier dans notre famille et il n'y en aura jamais, j'espère. C'est bien assez d'y compter tant de victimes. J'ai très-souvent, depuis l'arrivée de Bonaparte aux affaires, entendu de semblables propositions; je les ai toutes repoussées et fait repousser avec dédain. En honneur et en conscience, je suis heureux de voir que nous avons les mêmes principes. » Le désir même d'arracher le duc d'Enghien à un assassinat ne put faire des assassins des princes de la maison de Bourbon. Dans un mémoire intitulé: *Arrestation de mon fils et sa mort*, le duc de Bourbon a écrit: « Ils (l'évêque d'Arras, Monsieur et le comte de Vaudreuil) nous ont parlé d'un projet qu'avait M. de Cirullo, qui était venu aussi chez nous pour nous en faire part, d'envoyer à Paris des Corses mécontents, qui sont à Londres, et qui travailleraient à délivrer M. le duc d'Enghien. Nous avons laissé tomber ce projet, en faisant aussi peu de cas qu'il méritait. » Or ce projet du diplomate italien était simplement un assassinat.

Quant à la victime de Vincennes, ce n'était pas plus un assassin que les autres membres de sa famille; ce n'était pas même un conspirateur. Au moment de son arrestation, il n'était occupé que du soin de son jardin, et sa correspondance la plus intime le montre plus soucieux de l'avenir de ses légumes et de ses fleurs que des affaires d'Etat. Fort de sa conscience, il vit dans une paix, dans une sécurité absolue. En vain son grand-père, dans le pressentiment de son arrestation, lui recommande la prudence, et lui défend de mettre le pied sur le sol français; il répond qu'il est tranquille, qu'il ne mettra le pied sur le sol républicain qu'avec le rang et à la place où le hasard l'a fait naître. Le duc d'Enghien était simplement Bourbon et soldat, et tel il s'est montré dans la nuit du 20 mars devant ses juges improvisés, tel il avait été pendant toute sa vie. Voilà encore ce que M. Crétineau a pu mettre dans le jour le plus éclatant. Il ne nous a pas révélé les figures des trois derniers princes de la maison de Condé; toutes les trois étaient connues dans leurs principaux traits; mais, en les encadrant dans la pleine lumière de leurs correspondances, il les a montrées jusque dans leurs profondeurs et dans leurs moindres nuances. Des trois, celle du duc d'Enghien est la plus sympathique, moins par l'attrait irrésistible de la jeunesse, que par l'entraînement qu'imprime toujours l'héroïsme. De tous les princes de sa maison, depuis 1686, c'était celui dans les

veines duquel il y avait le plus du sang du grand Condé ; bien plus, ce sang héroïque semblait s'être tout amassé dans ce dernier rejeton, au moment où allait être si cruellement tranchée cette grande branche du trône bourbonnien, comme pour en montrer, en une seule individualité et en un seul moment, toute la sève puissante, répandue et partagée à travers plusieurs héros et plusieurs siècles de notre histoire. Non-seulement ardeur de courage, mais habileté militaire, mais distinction d'esprit, mais admirable sagacité politique, le duc d'Enghien avait pour lui tout ce qui fait les grands capitaines et les grands princes, et les fautes que l'histoire chrétienne lui doit reprocher, peuvent être rejetées sur le compte de sa jeunesse, outre qu'elles ont été expiées par sa mort, si vaillamment, si religieusement acceptée et subie. A cette époque, c'était le héros de la maison de Bourbon ; c'était le prince de la famille qui pouvait donner le plus d'ombrage au consul qui allait devenir empereur ; et, par sa mort, Napoléon n'a-t-il pas voulu encore se débarrasser d'un rival et du vrai prétendant ?

Arrivé à la tragédie de Saint-Leu, M. Crétineau-Joly n'a fait que reproduire l'exposition qu'il en avait déjà donnée dans son *Histoire de Louis-Philippe*, n'ayant pu trouver des documents nouveaux dans des pièces venues de personnages tous morts en 1830. On sait qu'il repousse l'idée de suicide et qu'il soutient la thèse de l'assassinat ; on sait, de plus, qu'il accuse du crime. Passons vite, pour ne pas froisser certaines susceptibilités, dont quelques-unes sont honorables.

A travers ces trois drames, qui ont chacun leur héros ou leur victime, passe la princesse Louise, la vraie gloire de cette gloire finissante des Condé, et aussi la vraie nouveauté, la vraie révélation du livre de M. Crétineau-Joly. Ainsi en ont parlé tous les critiques qui se sont occupés de cette histoire. Il faut bien dire, toutefois, que ces critiques, presque tous très-profanes, connaissaient mieux les héroïnes de boudoir que les héroïnes de couvent, et que ce qui leur était une révélation entière et absolue n'était qu'une lumière plus pleine pour ceux qui n'ignorent pas nos gloires religieuses. En 1843, trois volumes avaient été publiés, sous l'inspiration des religieuses bénédictines de la communauté du Temple, et avec l'approbation de Mgr Affre, archevêque de Paris. Or, le premier de ces volumes contenait une *Vie de S. A. sérénissime M^{me} la princesse Louise-Adélaïde de Bourbon-Condé*, et les deux autres, ses *Lettres*, principalement ses lettres de piété ¹, et ses *œuvres* de dévotion et de direction. Mais là, il est juste de l'ajouter, se montrait principalement la religieuse, et c'est la princesse, presque entièrement inconnue, qui se révèle dans le livre de M. Crétineau-Joly. La princesse, entendons-nous bien, la princesse toujours doublée de la religieuse ; et c'est même

¹ Ces lettres sont adressées principalement à l'abbé de Bouzonville, à monseigneur d'Astros, à la comtesse de Courson. Il y a en aussi au prince de Condé, au duc de Bourbon, au duc d'Enghien. Il y a en tout cent cinquante-quatre lettres, dont un certain nombre adressées à la princesse par des souverains étrangers.

ce mélange de religieuse et de princesse, de chrétienne et de femme, s'harmonisant en elle sans jamais se confondre, qui constitue sa forte originalité. Aveuglement des hommes et admirables desseins de la Providence! Le père de Louise, le prince de Condé, son frère le duc de Bourbon, son neveu le duc d'Enghien, déployèrent tous les efforts énergiques de leur race pour la détourner de sa vocation religieuse : or, mariée et engagée dans le monde, qu'eût été Louise de Condé? Une princesse comme cent autres, à qui ni les charmes de la « déesse blanche à face ronde » — comme on l'appelait dans sa jeunesse, — ni la hauteur du caractère, ni l'ardeur du sang condéen, ni l'élévation et la culture de l'esprit, ni les richesses du cœur, n'eussent fait dans la mémoire des hommes une place distincte; tandis que, revêtue de sa livrée et de ses vertus de bénédictine, elle éclaire et domine toute cette grande race à son déclin, et ne peut plus être effacée de l'histoire, même par l'éclat du grand Condé. Nous l'avons dit ailleurs, c'est vers elle qu'on se sent attiré de tous les points de ces deux volumes, en sorte qu'elle en est comme le centre et la vie. Tous ces théâtres, tous ces drames, elle les traverse comme le coryphée de la tragédie antique, et nous donne le sens, nous chante l'hymne ou l'élégie de tous les événements et de toutes les catastrophes; ou mieux, pour parler son langage plus chrétien, elle est bien à elle seule ces dix Jérémies qu'elle cherchait partout pour « déplorer les excès » de son siècle, et elle suffit à égaler les lamentations aux calamités. Elle seule, la tante, ou plutôt la mère, bien plus que l'aïeul et que le père lui-même, a des cris proportionnés au grand coup qui frappait toute la famille dans la personne du duc d'Enghien. La petite-fille des Condé ne veut plus avoir de courage; elle se glorifie de ses larmes; elle refuse toute consolation parce qu'il n'est plus; ou, si elle se console, c'est parce que le jeune prince, avant de mourir, a demandé un prêtre et levé les yeux au ciel; et, désormais, elle ne cessera de répéter, dans un sentiment mêlé de douleur et d'espérance, ce cri parti de son cœur au moment où la terrible nouvelle la renversait à terre : « Miséricorde, mon Dieu! faites-lui miséricorde! » On le voit, sous la femme reparaissait la chrétienne priant pour la victime, et aussi pour les auteurs de sa mort. En 1821, trois ans avant de mourir elle-même, elle écrivait à Mgr d'Astros : « Voilà Bonaparte mort!... Il s'était fait votre ennemi en vous persécutant; je pense que vous direz une messe pour lui. Il s'était fait le mien en tuant mon neveu, et Dieu m'a fait la grâce, depuis ce moment-là, de le nommer tous les jours dans mes prières. J'ose donc vous demander aussi une messe pour ce malheureux homme; vous voudrez bien la dire *de ma part* ¹. »

Mais si la chrétienne dominait la femme, la religieuse n'étouffa jamais la princesse : toute sa vie elle fut bien celle qui, jeune fille, avait rayé d'un livre un trait humiliant pour le grand Condé, en s'écriant : « Ceci sera toujours lu une fois de moins. » Comme tous les héros de sa famille, elle ne connut jamais la peur. Cette intré-

¹ *Correspondance de la princesse Louise de Condé* (1843), p. 379.

pidité, cette fierté de race, elle les porta sous « les livrées de Jésus-Christ, » et sut les concilier avec les timides abaissements de l'humilité chrétienne. L'humilité chrétienne, elle l'accepta toujours, jamais l'*humiliation*, « mot dur, disait-elle, pour une Bourbon. »

Quel spectacle que cette vie, ballottée d'un bout de l'Europe à l'autre à la recherche d'un couvent, pendant que les princes de la même famille erraient à la recherche d'un trône ! Tour à tour carmélite ou capucine à Turin, à Fribourg, à Vienne, elle prononce enfin à Varsovie, en septembre 1802, ses vœux de bénédictine, que sœur Marie-Joseph de la Miséricorde gardera, comme les siens leurs serments de fidélité, dans l'exil et dans la patrie, dans l'infortune et dans la prospérité. Pour tous, pour son père, pour son neveu, pour son malheureux frère surtout, elle sera l'ange de la prière, criant sans cesse à tous un *sursum corda* ! les mettant en tiers dans toutes ses bonnes œuvres, dans ses communications intimes avec Dieu. Enfin, elle vient s'enfermer au Temple, que lui a donné Louis XVIII, et cette dernière étape ne donne-t-elle pas le mot de toute sa vie ? Ange de la prière, elle est bien plus l'ange de l'expiation. Admiration conseil de la Providence, redisons-le, sur cette race héroïque de nos rois et de nos princes, due à des femmes et sauvée par des femmes !.. A l'origine, les Clotilde et les Blanche de Castille ; à la fin, les Elisabeth de France et les Louise de Condé : à l'origine, la sainteté qui nous les vaut ; à la fin, la sainteté qui les purifie et les répare !

U. MAYNARD.

VII.

UNE NOUVELLE HISTOIRE UNIVERSELLE¹

Parmi les histoires écrites dans notre langue, suivant les tendances de l'esprit français, et dans la forme qui convient à notre époque, nous n'avons pas encore la plus nécessaire de toutes, la plus difficile à faire et, assurément, la plus opportune, au moment où tous les peuples, plus que jamais, se groupent, se pénètrent, se mêlent : une *histoire universelle*. Mais aussi quelle tâche ! Il faut étu-

¹ *Histoire du Monde, depuis Adam jusqu'au pontificat de Pie IX*, par MM. Henry et Charles de Riancey. Édition complètement nouvelle, entièrement refondue et considérablement augmentée, par M. H. de Riancey. Paris, V. Palmé, t. I. à VII.

dier les *annales du monde* dans le temps et dans l'espace, non plus seulement pour en dominer les sommets et en tracer la carte, comme l'a fait l'aigle de Meaux dans son immortel *Discours*, mais pénétrer dans les détails, faire l'analyse aussi bien que la synthèse, en observant les proportions, instruire enfin le lecteur de ce qu'il doit savoir, sans lui demander plus de temps et d'attention qu'il n'en peut donner, dans ce siècle affairé et distrait, à une étude spéculative et sérieuse.

Cette tâche, M. Henry de Riancey l'a entreprise. Il s'y était préparé de longue date. A vingt ans, alors qu'il venait de recevoir des couronnes au concours général, il ébaucha l'œuvre, en quatre volumes, avec son frère Charles, qu'une mort prématurée a enlevé aux travaux communs et à la défense de la religion et de la vérité. Ce furent là d'utiles et précieuses prémices que nos jeunes auteurs, encouragés par des maîtres éminents, offrirent à leurs émules et à leurs successeurs immédiats; et cet essai, où l'on sent la flamme de l'imagination et du cœur, portait déjà avec lui un enseignement que les contemporains de l'auteur, parvenus comme lui à la maturité, retrouvent avec un vif plaisir dans l'œuvre nouvelle. Puissent les jeunes gens de nos jours, quel que soit leur drapeau, comprendre, en lisant ce livre, ce que valent les convictions persévérantes et ce que la foi catholique inspire et demande à ses serviteurs. La défense ne doit pas plus se lasser que l'attaque, et l'étude est plus féconde, plus douce, plus facile même, quand celui qui la poursuit n'a ni doute, ni hésitation sur les vérités fondamentales et éternelles.

En relisant avec amour les pages qui furent comme le testament littéraire de son frère, et au bas desquelles il a voulu conserver sa signature, M. Henry de Riancey y ajoutait chaque année les renseignements nouveaux, les découvertes de la science. Pour ce qui lui appartient, et c'est la plus grande partie, il a complété les aperçus et les réflexions par les leçons de l'expérience. Ses habitudes de polémiste semblaient devoir lui rendre difficile, sinon l'impartialité, au moins le calme de l'historien! Il écrit en effet *ad probandum*, mais il a aussi la clarté du journaliste. Grâce à la disposition naturelle du chrétien à prendre pour centre l'histoire de l'Église, il rayonne mieux sur le monde entier, et, en prenant pour flambeau la claire et pure lumière de la foi, il peut s'élever au-dessus de tout préjugé et éviter l'erreur.

C'est ce que nous a permis de constater la lecture attentive et la comparaison du premier essai avec l'œuvre agrandie au triple qu'on publie aujourd'hui. Sept volumes de l'*Histoire du Monde* ont paru; trois autres sont annoncés comme devant terminer l'ouvrage. L'espace de temps qu'ils embrassent va de la création du monde à l'an mille; c'est, on le voit, à peu près le cadre du *Discours* de Bossuet.

Comme son modèle et son guide, M. de Riancey a suivi la Bible, en la vengeant des attaques de la fausse science. Si les questions controversées ne sont pas traitées à fond, l'auteur montre qu'il les a creusées, en indiquant où il faut étudier les points dont il donne l'énoncé lucide et la vraie solution.

L'histoire du christianisme commence avec le quatrième volume.

M. de Riancey l'achevait au moment où M. Renan lançait dans le monde le livre que l'on sait; il le publiait tandis que M. Louis Veuillot donnait à son tour la *Vie de Notre-Seigneur Jésus-Christ*. Le style de notre auteur se ressent de l'émotion du moment. Il a voulu, lui aussi, apporter son témoignage contre le roman avec l'histoire authentique et réelle du divin Maître. La lumière éclate par le seul exposé des faits.

Le cinquième volume comprend les trois cents ans de lutte qui s'étendent depuis la mort de Notre-Seigneur Jésus-Christ jusqu'au triomphe de l'Église sous Constantin. On y retrouve, avec la substance des Pères, les lumières nouvelles qu'ont jetées sur le sujet les ouvrages récents publiés sur cette grande période historique; mais ce qui donne un nouveau prix à cette partie du livre, ce sont des recherches étendues sur le monde oriental, des détails qu'on ne trouve ni dans les écrivains classiques, ni même dans les modernes historiens des empereurs. Le chapitre sur les lettres latines et grecques plaira à ceux qui ont gardé le culte que professaient nos pères pour l'antiquité classique.

Le soin et la conscience que l'auteur apporte à l'étude du monde oriental donne aussi une valeur toute particulière au septième volume, qui s'étend de l'an 622 à l'an 1000. Tout ce qui concerne Mahomet, la conquête arabe, la Chine et le Thibet est traité avec d'autant plus de détails par l'auteur, que ses devanciers semblaient sous ce rapport lui avoir laissé plus à faire. C'est une introduction précieuse à cette histoire des Croisades, que même après Michaud, une plume française semble plus que tout autre appelée à faire revivre, en racontant comme ils méritent de l'être les *Gesta Dei per Francos*.

Nous ne pouvons nous empêcher de croire que M. Henry de Riancey, en abordant ce sujet et en parcourant les autres grandes époques du moyen âge, comme en s'engageant dans l'ère moderne, devra forcément être entraîné au delà des limites trop étroites des volumes qui, d'après le programme primitif, seraient encore à paraître. Ce n'est pas nous qui nous en plaindrons, et plus d'un lecteur lui dira sans doute : Il est trop tard pour reculer et trop tôt pour finir. D'ailleurs, à mesure qu'il approche du terrain brûlant de l'histoire contemporaine, où nos enfants sont appelés dès le lycée, M. de Riancey devra aux pères de famille le secours qu'ils attendent de lui pour diriger l'éducation historique de ces êtres si chers. L'histoire contemporaine touche au journal, qui est l'histoire au jour le jour. Ici, M. Henry de Riancey aura des avantages et des périls; ses amis et ses adversaires l'attendent à cette épreuve. Mais en lisant ce qu'il dit de l'Église au temps de Charles Martel, et à cette autre époque qu'on a si justement appelée l'âge de fer de la Papauté, il est permis de croire à l'avance qu'il saura se défendre comme historien contre les illusions et les entraînements; et il voudra avant tout éviter le reproche que Montesquieu faisait avec une ironie aussi juste que piquante, non pas aux écrivains ecclésiastiques, mais aux *Encyclopédistes*, en disant d'eux : « Ils écrivent pour leur couvent. »

ANICET DIGARD.

COURRIER ANGLAIS

Les deux plus grands personnages politiques de l'Angleterre au commencement de ce siècle ont trouvé des biographes dignes d'eux : lord Stanhope s'est chargé de nous retracer la carrière de Pitt ; celle de Fox a été écrite par le comte Russell, que ses partisans regardent comme ayant recueilli l'héritage parlementaire du célèbre orateur Whig. En disant que ces biographes étaient à la hauteur de leur tâche, j'ai une restriction à présenter en ce qui concerne le comte Russell¹. Il nous a fait longtemps attendre ce troisième et dernier volume de son ouvrage, et maintenant que nous avons le travail entier sous les yeux, nous pouvons en parler en pleine sûreté. Quel désordre ! quelle absence de méthode ! quelle négligence ! Des lettres, et puis des lettres, et toujours des lettres, reliées les unes aux autres par le fil très-mince d'une narration sans couleur, voilà tout. Il était pourtant si facile au noble comte de jeter un peu d'intérêt dans le récit, et d'y faire preuve d'artiste. Certes le sujet lui-même aurait dû exciter un peu plus son enthousiasme... Fox raconté par lord Russell ! — La biographie porte malheur à sa seigneurie. Il y a quelques années, il publia la correspondance de Thomas Moore, le poète, mais ne réussit qu'à nous donner une compilation indigeste qui n'eut aucun succès. Si la vie de Fox est accueillie avec plus de faveur, ce sera, à coup sûr, en dépit de l'auteur.

Le volume qui vient de paraître commence à l'année 1802. Nous y voyons Fox à Paris, au milieu du loisir, en déshabillé pour ainsi dire, étudiant Virgile pendant son voyage de France, lisant Homère, Ovide, l'Arioste, surtout Euripide, son poète favori. Les fautes commises par Pitt après la rupture d'Amiens ont donné à Fox une espèce de gloire d'emprunt ; mais il est impossible, en se plaçant au point de vue anglais, d'admirer les sentiments de l'homme d'État qui applaudissait aux succès de Napoléon parce qu'ils renversaient les combinaisons du ministre Tory. Cela peut être d'un Whig consciencieux, ce n'est certainement pas d'un vrai patriote. Lord Russell se hasarde sur le terrain des finances à propos des emprunts de Pitt ;

¹ *The Life and Times of Charles James Fox*, by earl Russell. London, Bentley, vol. III.

mais on voit que ces questions ne lui sont pas familières, car il se fourvoie aussitôt et ne peut pas, même en citant M. Gladstone, se tirer d'embarras. Où a-t-il aussi été trouver cette idée étrange, ce paradoxe flagrant, que les dispositions amicales de la nation allemande envers la France ne furent détruites, ni par la bataille d'Austerlitz, ni par celle d'Éna ?

Venons à quelque chose de plus sérieux... Que n'a-t-on pas dit sur le passage des Alpes par Annibal ! Il y a trois cents ans que la discussion est ouverte, et elle ne semble pas encore près de se terminer. Savants et archéologues prennent parti, qui pour le mont Genève, qui pour le mont Cenis, qui pour le Simplon. On a été même (où n'ira-t-on pas ?) jusqu'à parler de l'allée Blanche. Chacun croit, comme de raison, que ses propres arguments sont invincibles et se donne le facile plaisir d'éreinter ses adversaires. Vous souvenez-vous de l'excellent M. Whitaker qui, il y a soixante-dix ans, avait prouvé *clair comme le jour* la thèse du grand Saint-Bernard ? Eh bien ! voici comment s'exprimait sur son compte un autre géographe : « Animé du diabolique esprit de contradiction, entraîné par une imagination désordonnée, et privé du sens commun, quoiqu'avec une prodigieuse érudition, il voulut se frayer une route différente de toutes celles qu'on avait imaginées jusqu'à lui, sans s'embarasser des absurdités sans nombre dans lesquelles il devait nécessairement tomber. » Dira-t-on la même chose de M. Law ¹ ? Je ne voudrais certes pas en répondre ; il me semble toutefois qu'en suivant l'opinion de Polybe, il s'est tenu dans le droit chemin ; son livre est fort bien écrit, plein d'une saine érudition, et contient un excellent résumé sur l'état d'un problème qui a suscité tant de vives controverses.

J'ai remarqué ces jours derniers l'annonce d'un ouvrage qui, s'il est bien fait, mérite de réussir ; c'est le *Dictionnaire de géographie ancienne et moderne à l'usage du libraire et de l'amateur de livres*. J'ignore absolument si le *Bibliophile* anonyme, auteur de cette compilation, a consulté le *Typographical Gazetteer attempted* de l'archidiacre Cotton. Je ne risque rien cependant de lui recommander un livre admirable, fait avec le plus grand soin, et dont la seconde série vient de paraître ². Publiée d'abord en 1825, puis en 1832, la première partie du *Gazetteer* obtint un succès légitime, et devint le *vademecum* des savants. M. Cotton complète aujourd'hui les renseignements qu'il avait rassemblés si diligemment, et son livre est au courant des nouvelles les plus récentes. Il est curieux de remarquer l'extension rapide que le journalisme a pris aux États-Unis d'Amérique. En 1820, les publications périodiques de ce pays n'avaient atteint que le chiffre de cinq cents ; en 1850, elles s'élevaient au

¹ *The Alps of Annibal*, by W. J. Law. London, Macmillan, 2 vol.

² *A typographical Gazetteer attempted*, by the Rev. H. Cotton, archdeacon of Cashel. Second series, Oxford.

nombre de deux mille six cent vingt-deux, et l'énumération de ces feuilles éphémères ne remplit pas moins de quarante-huit pages du *Gazetteer*.

Les doctrines positivistes ont toujours eu beaucoup de faveur en Angleterre, et Auguste Comte passait ici pour un grand homme, lorsque sous la latitude de Paris quelques adeptes seuls connaissaient les arcanes de son système. A l'heure qu'il est, les Anglais ont fait cette découverte importante que toutes les célébrités dont l'histoire nous conserve le nom appartiennent au positivisme. Molière a dû être un positiviste de la veille, et un examen un peu sérieux de ses ouvrages en fournirait sans doute la preuve irréfutable. Quant à Descartes, il l'était très-certainement... Si vous ne m'en croyez pas, lisez l'in-octavo que vient de publier M. Bridges, sous le titre *France under Richelieu and Colbert*, et vous serez suffisamment édifié¹. Ce volume contient quatre lectures prononcées à Edimbourg il y a peu de temps, par le jeune homme dont je viens de transcrire le nom; — je dis jeune homme, parce qu'il faut avoir bien peu d'expérience des choses de ce monde pour bâtir des châteaux de cartes comme le fait M. Bridges.

Dans son système de gouvernement, la religion n'occupe aucune place. Les protestants, dit-il, sont aussi intolérants que les catholiques; ceux-ci ont vécu, *fuerunt*, ceux-là se sont arrêtés à moitié chemin. Vive la philosophie! voilà le terrain sur lequel nous allons édifier une nouvelle Atlantide! Comme si nous n'avions pas déjà vu la philosophie à l'œuvre; comme si nous ne savions pas où mène la morale indépendante! Le point de départ de M. Bridges ne supporte pas l'examen; cela ne m'empêche pas de rendre à l'exécution de son livre toute la justice qui lui est due. Il a su être clair sans tomber dans la sécheresse; le cadre de son tableau est un peu petit, mais il y a fait figurer seulement quelques personnages qui me semblent peints avec tout le relief nécessaire; on ferme le livre sans éprouver ce sentiment de fatigue, de confusion, de *trop plein* que donnent les résumés indigestes auxquels nous sommes, hélas! depuis si longtemps accoutumés. Après un coup d'œil rapide sur le double mouvement qui est en train de s'accomplir dans l'ouest de l'Europe, et qui a commencé depuis cinq siècles: — mouvement de décomposition du principe d'autorité, progrès et avènement du principe démocratique, M. Bridges nous raconte la formation de la monarchie française, et il nous fait voir les communes cherchant un appui au pied du trône contre l'aristocratie, tandis qu'en Angleterre, elles contractent une alliance avec la noblesse féodale contre la puissance du roi. Il décrit ensuite la politique de Richelieu dont il fait l'éloge le plus pompeux, et qu'il justifie sur presque tous les points. Il explique pourquoi le protestantisme n'a jamais pu s'établir et prendre racine en France, et il nous montre enfin le génie du ministre de Louis XIII

¹ *France under Richelieu and Colbert*, by J. H. Bridges. Edinburgh, Edmonston and Douglas.

complétant l'œuvre de Henri IV. La seconde lecture traite de l'administration du royaume sous Mazarin et Colbert. Comparant la Fronde avec la Révolution d'Angleterre, M. Bridges s'exprime ainsi : « On peut résumer en un seul mot la différence qui existe entre l'insurrection de la Fronde, et les événements politiques, analogues en apparence qui se passaient de l'autre côté du détroit à la même époque. Les Indépendants anglais avaient un dogme, une foi ; les Frondeurs n'en avaient pas, même les meilleurs d'entre eux. Cette minorité d'hommes braves et généreux qui, gouvernés par le plus brave et le plus magnanime des hommes d'Etat des temps modernes, présida pendant dix ans aux destinées de l'Angleterre, avait en vue un but aussi précis, une théorie de vie et d'administration aussi claire que la troupe de héros qui, au ^{vii}^e siècle, accompagnèrent le Prophète arabe de La Mecque à Médine..... Les insurgés de la Fronde n'avaient aucun principe directeur quelconque. » M. Bridges, qui ne perd pas une occasion de jeter la pierre à l'aristocratie, dit qu'il était bien plus facile de réaliser tout ce que la doctrine républicaine a de durable, en fondant une forte monarchie qu'en s'appuyant sur une puissante noblesse. L'espace me manque pour parler en détail de la troisième lecture ; je dirai seulement qu'elle traite des relations de la France avec les pays étrangers. Enfin, un dernier chapitre est consacré au mouvement intellectuel et religieux. J'ai déjà fait pressentir quelles sont les idées de M. Bridges sur ce dernier sujet et aussi sur la philosophie du ^{xvii}^e siècle. Quant à notre littérature, il en parle avec un ton d'éloge qui n'est pas fort commun chez les critiques anglais, et il admire surtout Molière et Corneille.

L'histoire littéraire du moyen âge est un terrain sur lequel la France et l'Angleterre se rencontrent à chaque instant ; les fabliaux, les romans de chevalerie forment une espèce d'œuvre collective où il serait difficile peut-être d'assigner strictement la part des deux pays, et pour ne mentionner que Chaucer, par exemple, si l'idiome dont il se sert est celui qui se parle chez nos voisins, son tour d'esprit est, bien certainement français. Voilà pourquoi je crois devoir dire quelques mots d'un volume assez curieux publié par la *Early English text Society*¹, et qui renferme un choix de petits poèmes sur des sujets soit de politique, soit de piété, sans compter une demi-douzaine de pièces amoureuses. Parmi les morceaux insérés dans ce recueil, se trouve une espèce de proclamation burlesque dont l'original se conserve au *British museum*, et qui commence ainsi (je traduis littéralement) : « A vous tous, salut ! Sachez que je suis le roi de tous les « rois, le seigneur de tous les seigneurs ; soudan de tout le comté de « Surrey, empereur de Babylone, écuyer de l'Enfer, portier du Para- « dis, connétable de Jérusalem, etc. » D'après la date de ce document, qui est fort court, l'éditeur, M. Furnivall, est porté à croire que le

¹ *Political, religious and love songs*, published for the early English text society, by Frederick J. Furnivall. London, Trubner.

prince tourné en ridicule est René, duc d'Anjou, et roi titulaire de Jérusalem. On sait, en effet, qu'il avait succédé à son frère Louis, en 1434, dans la jouissance des titres les plus grandioses, et il les étalait avec complaisance, espérant se procurer de la sorte quelque chose de moins vide. Parmi les poèmes religieux annotés par M. Furnivall, on remarque celui qui est intitulé *Trentalle Sancti Gregorii*, et dont le sujet est la fameuse légende de l'inceste supposé de la mère du Pape saint Grégoire le Grand. Nos lecteurs se rappelleront que le texte français de cette histoire fut publié par M. Luzarche il y a quelques années, et que M. Littré en rendit compte dans le *Journal des Savants* de 1858¹. M. Furnivall ne paraît pas se douter de l'existence des textes allemands et français du *Trentalle sancti Gregorii*; du moins n'en fait-il aucune mention.

Il faut avouer, d'ailleurs, que le poème anglais, je veux dire celui imprimé dans le volume, n'est pas long, et qu'il présente la légende sous un point de vue tout à fait différent de celui que nous offre le texte de M. Luzarche. Le texte, qui n'a que 240 vers, est imprimé d'après la collation de deux manuscrits, conservés l'un au *British Museum* (Fonds Cotton. Calig. A. 2) et l'autre dans la bibliothèque du palais de Lambeth (n° 306). Je ne parlerai pas des autres pièces formant partie de ce volume, qui ont peu de valeur. Je dirai seulement que M. Furnivall aurait pu remplir moins négligemment ses fonctions d'éditeur. Il avoue lui-même qu'il ne s'est pas inquiété de savoir si les poèmes qu'il recueillait en vue de la publication étaient inédits ou non, s'il y en avait plusieurs textes et si la leçon qu'il choisissait, dans ce cas-là, était la meilleure. Voilà, il faut le reconnaître, un peu trop de sans-çon.

Je parlais, dans la dernière livraison de la *Revue*, d'une *Histoire de George III, roi d'Angleterre*. Voici maintenant que l'on publie la correspondance de ce monarque avec son ministre favori, lord North². La série de lettres imprimée et annotée par les soins de M. Bodham Donne, n'est pas entièrement inédite, c'est-à-dire que sir James Mackintosh, lord Stanhope, le comte Russell et M. Bancroft ont eu déjà la liberté d'y puiser; mais on ne les connaissait pas *in extenso*, et elles méritent d'être connues. Non pas que George III ait jamais eu des prétentions au style épistolaire: rien de plus sec, de plus terne, de plus ennuyeux que ses lettres; mais c'est là précisément ce qui en constitue le principal mérite; on n'y trouve que des faits, *sans ambages ni circonlocution*, et on ne court pas le risque de se laisser influencer par des fleurs de rhétorique aux dépens de la vérité. Le pauvre homme! Il était bien incapable de s'élever au-dessus de la platitude! Les deux volumes dont M. Bodham Donne nous a gratifiés s'étendent depuis 1768 jusqu'en 1783. Pendant ce long

¹ Voy. aussi l'*Histoire de la langue Française* du même auteur, t. II, p. 170 et suiv.

² *The correspondance of king George the third with Lord North during the american war*, edited by W. Bodham Donne. London, Murray.

intervalle de temps on ne trouverait pas, — épluchât-on chaque lettre phrase par phrase, — un trait d'esprit, un mouvement d'éloquence. C'est pâle et fade. On dirait le livre-journal d'un commerçant. Si l'on veut se récréer un peu, il faut s'adresser aux notes qui sont presque aussi copieuses que celles du dictionnaire de Bayle. Ne nous en plaignons pas. Les événements racontés par le roi, ou auxquels il fait allusion, réclament à chaque instant une interprétation dont lord North n'aurait pas besoin, sans doute, mais qui nous est indispensable, à nous, *profanum vulgus* ; et M. Donne est un excellent guide. L'histoire de France fournit son contingent à cet ouvrage, j'ai à peine besoin de le dire, et on voit paraître le marquis de La Fayette, Louis XVI et l'adroit Beaumarchais, non loin de certaines pages où les escapades du prince de Galles et les fredaines du duc de Cumberland défrayent la correspondance du roi d'Angleterre. Quant à lord North, auquel les lettres sont adressées, on sait qu'il fit partie d'abord du ministère présidé par lord Bute. Après la chute du cabinet formé sous la direction de lord Rockingham, il revint au pouvoir comme premier ministre, et gouverna l'Angleterre de 1770 à 1782. Puis arriva ce que l'on appelle le second ministère Rockingham, et lord North ne figura plus dans aucune combinaison politique, excepté en 1783, pour fort peu de temps.

J'ai déjà parlé de la grande collection de documents historiques édités sous la direction du garde des archives. Ce n'est pas l'Angleterre seulement qui doit fournir les éléments de cette magnifique série de volumes ; l'Écosse et l'Irlande y ont des droits égaux, et je suis enchanté, pour mon compte, de voir la verte Erin contribuer au succès et à l'intérêt d'une entreprise digne de figurer à côté des grands travaux des Bénédictins. Je signalerai donc aujourd'hui l'admirable édition du *Chronicum Scotorum*¹, faite par M. Hennessy, sur un manuscrit appartenant au collège de la Trinité, à Dublin. Chose assez singulière ! on ne sait si le *Chronicum* est un ouvrage original remontant au septième siècle, ou une compilation datant du dix-septième. Quoi qu'il en soit, c'est un document très-curieux, et qu'on a eu raison de mettre à la portée du public. Il prend l'histoire d'Irlande depuis les temps les plus anciens et nous conduit jusqu'en 1135. Un supplément, annexé par M. Hennessy, rapporte les événements qui se sont passés entre 1141 et 1150. Une traduction anglaise était indispensable pour les lecteurs qui n'entendent pas le dialecte hiberno-celtique, on ne l'a pas oubliée.

La loi qui régit la transmission des propriétés foncières est, comme chacun le sait, tout à fait différente en Angleterre de ce qu'elle est en France ; mais, ce qui est curieux, c'est que le comté de Kent a conservé jusqu'à présent, sur ce point, une tradition spéciale, qu'il a été impossible de faire disparaître. J'en parle ici parce qu'elle ressemble beau-

¹ *Chronicum Scotorum*, etc., edited with a translation, by William M. Hennessy. London, Longmans.

coup à la loi française, et il est intéressant d'établir un rapprochement entre l'ancienne coutume saxonne et le code Napoléon. Il paraît suffisamment démontré qu'avant la conquête de l'Angleterre par les Normands, la tenure de la propriété foncière était d'un bout de l'île à l'autre ce que l'on nomme *gravellkind*, c'est-à-dire que les biens immeubles étaient, à la mort des propriétaires, divisés également entre les enfants mâles, avec autorisation, pour chaque nouvel occupant, d'aliéner sa portion dès qu'il avait atteint l'âge de quinze ans révolus. Par degrés, cette loi fit place au système féodal; et, dans le comté de Kent seul, elle s'est perpétuée jusqu'à nos jours. Là-dessus deux opinions se sont formées. Les uns disent que Guillaume le Conquérant accorda aux habitants du Kent le privilège de conserver leurs vieilles coutumes pour les récompenser de leur prompt soumission à son autorité; d'autres légistes, dont l'opinion est du plus grand poids, comme Blackstone, affirment, au contraire, que les *Kentians* eurent à combattre vaillamment pour retenir ces coutumes, et que s'ils en gardèrent la jouissance, ce fut *vi et armis*. Cette dernière hypothèse me paraît la plus probable; mais qu'on l'adopte ou non, l'essentiel est de constater ici une particularité fort curieuse. Beaucoup de propriétés ont été affranchies de la tenure en *gravellkind* par acte du Parlement; il n'en est pas moins certain que dans le comté de Kent, lorsqu'il s'agit de la transmission de biens-fonds, on raisonne toujours comme si la terre en question, à moins de clause expresse, était sous l'ancien régime de la loi saxonne. Je recommande à tous ceux qui s'occupent de ces sortes de choses, le nouvel ouvrage de M. Elton ¹.

Enfin nous pouvons dire que nous avons une bonne histoire d'Ecosse! Non pas que je veuille le moins du monde déprécier les livres de Buchanan, de lord Hailes, de Pinkerton et de Chalmers, mais il nous fallait autre chose, et il nous fallait mieux. Qui, en effet, oserait s'aventurer au milieu des longues périodes latines de la *Rerum Scoticarum historia*? autant vaudrait nous engager à méditer les in-folio de de Thou. Excellent style, si l'on veut, imitation parfaite de Tite-Live; mais nous n'avons pas de temps à perdre, et dussions-nous déchoir de notre réputation de *Scholars*, ce que nous désirons, c'est un ouvrage que nous puissions lire couramment. Lord Hailes a le grand mérite d'avoir le premier mis en œuvre, avec beaucoup de sagacité, les matériaux accumulés dans les chroniques, les correspondances, les cartulaires et les trésors de toute espèce légués par le moyen-âge; mais il écrit plutôt en antiquaire et en juriste que comme un littérateur: c'est la lourdeur même. Pinkerton est extravagant; la *Caledonia* de Chalmers ressemble à un pamphlet politique composé dans le style boursoufflé de Balzac; ni Tytler ni Roberston n'ont daigné s'occuper des origines: le grimoire des vieux chroniqueurs les effrayait. Enfin voici M. Burton; saluons-le de tout notre cœur. Il a fait ses preuves comme archéologue, il a aussi publié des ou-

¹ *The tenures of Kent*, by Charles Elton. London, Parker.

vrages qui révèlent en lui un grand talent d'écrivain. Les quatre premiers volumes de son *Histoire d'Écosse* établissent définitivement sa réputation, et nous n'hésitons pas à les recommander. Il commence *ab ovo*, et nous prenons congé de lui au moment où l'infortunée Marie Stuart quitte le château de Lochleven. On voit que les proportions de ce livre sont raisonnables, et comme l'auteur ne compte pas s'aventurer au delà du règne de Jacques II, quatre autres volumes suffisent amplement à la tâche qu'il s'est imposée¹.

Si l'on veut se faire une exacte idée du mélange de fanatisme religieux, d'absolutisme politique, de cruauté, de courage et de folie qui régnait parmi certains sectaires anglais du temps de Cromwell, il faut lire la *Vie de John Rogers*², prédicateur appartenant à ce que l'on nommait alors les hommes de la *cinquième monarchie* (*Fifth monarchy men*). Ces énergumènes, s'imaginant que les temps étaient accomplis, et que Notre Sauveur allait redescendre sur la terre pour y régner en personne, voulaient inaugurer, en Angleterre d'abord, une véritable théocratie. Le Protecteur ne se gêna pas vis-à-vis des *Fifth monarchy men*; il leur donna à entendre qu'il ne consentirait jamais à ce que les diverses nuances du Protestantisme eussent les coudées franches, et de par la charité chrétienne, il fourra en prison tous les fanatiques. John Rogers se consolait sous les verrous en interprétant l'Apocalypse de saint Jean, et en calculant combien il s'en fallait que les quarante-deux semaines du prophète Daniel ne fussent à leur terme. Vienne ce temps, et avec quelles délices les élus de la théocratie nouvelle se vengeraient de leurs persécuteurs! John Rogers, je n'en disconviens pas, fit preuve de beaucoup de courage devant Cromwell, et le récit de sa vie est une pièce justificative des plus intéressantes pour l'histoire politique et religieuse de l'Angleterre au dix-septième siècle.

GUSTAVE MASSON.

¹ *The History of Scotland from Agricola's invasion to the Revolution of 1688*, by John Hill Burton. London, Blackwood.

² *Some account of the life of John Rogers, a fifth monarchy man*. London, Longmans.

CHRONIQUE

Les réimpressions; les *Acta Sanctorum*, l'*Histoire littéraire*. — Quelques mots sur le plan des Bollandistes. — Le mouvement scientifique durant les trois derniers mois : *Œuvres de Gerbert*; les *Histoires générales* de l'Eglise; quelques recueils de textes originaux. — Un article de la *Revue des Deux-Mondes* : coup d'œil sur l'histoire de nos institutions militaires depuis trois siècles. — Travaux en voie d'exécution. — Les Archives de l'Empire et leur situation actuelle. — Guerre à la petite presse! — L'érudition en province et la *Revue des sociétés savantes*; prix proposés pour 1868, 1869, et 1870. — La séance annuelle des thèses à l'École des Chartes; petite digression sur l'enseignement de cette école. — Nécrologie : M. de Barante, M. Victor Cousin, M. S. Munk. — Les candidatures académiques. — De M. Potthast et du *Dictionnaire universel de l'érudition*. — La question de Galilée, et le *Galilée* de M. Ponsard. — A propos du *Don Carlos* de Verdi. — Conclusion.

La réimpression des *Acta Sanctorum* se poursuit activement. Qu'une telle entreprise ait réussi en notre temps, voilà qui est de nature à étonner les meilleurs esprits. Il faut d'ailleurs espérer que la lecture des Bollandistes nous vaudra plus d'un travail solide et concluant : les nouveaux souscripteurs ne comptent pas sans doute se servir de ces in-folio comme d'un meuble destiné à faire uniquement figure sur les étagères de leurs bibliothèques. Dans les *Femmes savantes*, le bon gros Chrysalde estime fort « un vieux Plutarque à mettre ses rabats; » espérons qu'il n'y a pas un seul Chrysalde parmi les nouveaux lecteurs de l'œuvre des Bolland et des Papebroch. Ce serait vraiment une chose bien regrettable si certains souscripteurs ne se proposaient d'autre but en achetant ces beaux volumes que de faire dire à tous leurs amis : « Monsieur X*** est bien savant, il a souscrit aux Bollandistes ! »

La lecture des *Acta Sanctorum*, oui, cette lecture seule demande néanmoins une certaine préparation. Les plan des Bollandistes est admirable, mais encore faut-il le connaître. N'oublions pas que nos savants hagiographes ont divisé en deux parties bien distinctes chacune des Monographies qu'ils ont consacrées à chacun de nos saints : en premier lieu, les *Dissertations critiques*; en second lieu, les *Vies des Bienheureux*. Dans la première de ces deux parties, ce sont des érudits qui discutent la valeur des documents et l'authenticité des légendes; dans la seconde ce sont des paléographes qui établissent simplement un texte d'après les plus anciens et les meilleurs manuscrits. A ces deux éléments de leur livre gigantesque, vient se

joindre l'utile et presque indispensable lumière de leurs six Tables, de leurs six *Indices copiosissimi* : l'*Index Sanctorum*, l'*Index chronologicus*, l'*Index historicus*, l'*Index topographicus*, l'*Index onomasticus* et enfin l'*Index moralis*, qui est le plus développé et le plus précieux de tous. Il est à désirer que ces Tables soient réduites à une seule, et personne ne désire plus vivement que nous la rédaction en un un volume in-folio d'un *Index* unique se rapportant aux soixante volumes parus des *Acta Sanctorum*. Serait-ce un vœu trop téméraire?

Tel est l'admirable plan de Bolland et de ses continuateurs. Mais il ne suffit pas de le connaître : il faut tirer parti de tant de richesses si bien distribuées. Dans les *Acta* on trouve à la fois tout ce qui se rapporte à la vie publique et à la vie intime de l'Église. Eh bien ! qu'on en fasse sortir une belle et décisive *Histoire de la Société catholique* ! Nous l'attendons.

Le tome V de l'*Histoire littéraire* vient de paraître, en même temps que le tome XVIII des *Acta* : il conduit le lecteur jusqu'à la fin du ix^e siècle. A la fin de ce siècle, nous serons en pleine décadence ; mais il y a encore de beaux, de brillants vestiges de la Renaissance essayée par Charlemagne. Jusqu'à 850, c'est presque un âge lumineux. Les auteurs de l'*Histoire littéraire* nous font connaître des historiens tels que Thégan et l'Astronome Limousin, des théologiens et des savants tels que Raban de Mayence, Loup de Ferrières, saint Pascase Radbert, Jean Scot, les deux Hincmar, Adon, Usuard et Flore de Lyon. Chacun de ces écrivains et bien d'autres encore ont leur Notice développée dans le seul cinquième volume de cette œuvre immense. Jugez par là de la valeur de tout le livre et tentez d'en tirer une *Histoire de la littérature en France*. Les Bénédictins sont des critiques, et n'aspirent pas à la gloire de l'écrivain : il convient de les compléter, de les critiquer, de les résumer enfin dans un style lucide et animé. Sans le style, rien n'est populaire et rien ne dure.

C'est assez parler de réimpressions¹ : il est temps d'en venir au mouvement historique de ces trois derniers mois. Nous devons tout d'abord constater avec quelque douleur que ce mouvement n'a pas présenté beaucoup d'intensité ni de vie. Peu de livres, peu de découvertes, peu d'activité.

Les *Œuvres de Gerbert*, publiées par M. Olleris, doyen de la Faculté de Clermont, sont précédées d'une *Introduction* remarquable sur la vie et les œuvres de cet homme étonnant et presque mystérieux qui porta sur le trône pontifical le nom de Silvestre II. Gerbert, c'est la plus haute personnalité du x^e siècle. Ce n'est pas le résumé, ni le type de cette époque désastreuse : c'en est plutôt l'antithèse. Mais son

¹ Nous consacrerons à la réimpression des *Annales* de Baronius les premières pages de notre prochaine Chronique. Là aussi nous nous réservons de parler, avec le développement que mérite un tel sujet, de la continuation du *Gallia Christiana*, dont M. Hauréau a publié récemment un nouveau fascicule.

influence a été tellement considérable qu'il a fait faire volte-face à l'humanité de son temps et l'a poussée presque malgré elle dans les bras de la science. La Renaissance du XI^e siècle aurait peut-être été impossible sans ce grand homme; or, sans cette Renaissance, nous n'aurions jamais eu saint Anselme; sans Anselme nous n'aurions pas eu l'école de Saint-Victor, et sans celle-ci nous n'aurions eu ni saint Thomas ni saint Bonaventure. Il y a une filiation évidente entre toutes ces écoles, entre tous ces génies : ceci a produit cela. Gerbert est le Galilée orthodoxe du X^e siècle. Qu'il ait inventé les horloges à balancier et les orgues à vapeur; qu'il ait introduit dans la chrétienté l'usage commode des chiffres arabes; qu'il ait été toute sa vie penché sur l'étude des mathématiques et de la géométrie; qu'il ait fait cesser enfin cette infériorité plus apparente que réelle de la civilisation catholique comparée à la civilisation musulmane, c'est ce que constatent Richer et tous les historiens de son temps, c'est ce dont nous savons nous réjouir vivement. Mais qu'à peine monté sur le trône de saint Pierre, il ait le premier songé au vaste et nécessaire mouvement des croisades, c'est ce dont nous le féliciterons davantage. Ce grand génie a vu l'avenir avec autant de clairvoyance que le présent. Il a en quelque sorte fondé le royaume de Hongrie, dont il voulait faire la barrière de l'Occident. Il a partout, en Allemagne, en France, revendiqué les droits du pontificat romain qu'il n'avait pas toujours respectés avant son élévation à la papauté. Ces attaques un peu vives de Gerbert contre Jean XV sont ce qui le recommande le plus à l'admiration de certains historiens. M. Olleris n'est pas de ceux-là, et je ne voudrais effacer de toute son *Introduction* que quelques lignes gallicanes, et certain mot à l'adresse de Baronius et « des auteurs ultramontains. » Baronius est catholique : ce titre glorieux convient, plus que tous les autres, à ce génie plusieurs fois incomparable. Quant à n'avoir pas bien parlé du pape Sylvestre II, c'est ce que Baronius n'a pas fait, et si j'ouvre le tome XV de ses *Annales*, j'y lis ces belles paroles : *Sylvester nec levisima prætermisit in his quæ spectabant ad defensionem Ecclesiæ jurium*. N'est-ce pas là le plus bel éloge qu'on puisse faire d'un Pape ?

Les *Œuvres de Gerbert* sont une monographie plus importante sans doute et plus précieuse que beaucoup d'*Histoires générales* dont nous avons le texte sous les yeux. Mais il ne faut pas dédaigner la synthèse en histoire, il ne faut pas se passionner uniquement pour l'analyse. Signalons donc à l'attention de nos lecteurs plusieurs ouvrages dont la *Revue* s'occupera prochainement avec quelque détail : l'*Histoire de la Papauté* par M. Francis Lacombe, dont le premier volume vient de paraître; l'*Histoire générale de l'Eglise*, par M. l'abbé Darras, dont le tome septième a été publié récemment; l'*Histoire de l'Eglise catholique en France*, par Mgr Jager, qui en est à son treizième volume; la *France pontificale*, de M. Fisquet, et l'*Ancienne Eglise de France* de M. Sandret; l'*Histoire de l'Ancien et du Nouveau Testament par les seuls témoignages profanes*, par M. l'abbé Gainet, œuvre dont le mérite réel est compromis par les réclames exagérées d'un

libraire trop zélé. A côté de ces ouvrages, il convient de placer des livres consacrés à la publication de textes originaux. Nous sommes heureux de saluer ici le *Recueil des documents inédits concernant la Picardie*, de M. de Beauvillé, et les *Documents inédits pour servir à l'histoire des institutions et de la vie privée en Bourgogne*, de M. J. Simonnet. N'oublions pas non plus la réimpression de certains Mémoires sur notre ancienne organisation politique, tels que la *Dissertation sur les Etats de Provence*, par l'abbé de Coriolis. L'ancien régime n'est pas connu parmi nous, ou plutôt il est mal connu. Il faut l'étudier de plus près, constater ses nobles efforts et ne pas craindre, quand il y aura lieu, de signaler ses abus. Car nous ne sommes pas de ceux qui disent : « Avant 1789 il n'y avait pas un « seul abus en France. » Il faut, il faut qu'à force d'érudition nous arrivions enfin à la plus lumineuse, à la plus évidente impartialité.

Un article, signé A. Laugel, et qui a paru dans la *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} mars, a pris en quelque sorte les proportions d'un événement. Il est consacré aux *Institutions militaires de la France*. L'auteur ne semble pas s'être borné à des considérations purement théoriques sur l'art militaire : il sait son métier, et, si ce travail était signé *général Laugel*, nous n'en éprouverions aucun étonnement. Quoi qu'il en soit, notre tacticien a choisi dans la longue histoire de nos institutions militaires trois noms, trois types, Louvois, Carnot, Gouvion-Saint-Cyr : une grande intelligence éclate dans le seul choix de ces trois types. La pensée de l'auteur peut se résumer d'ailleurs en quelques propositions très-claires : « Louvois fut le créateur de l'armée royale, Carnot de l'armée nationale, Saint-Cyr de l'armée moderne. » De ces trois grands administrateurs, nous avons ici trois portraits merveilleusement réussis. Et tout d'abord, Louvois. « C'est lui qui a fondé notre état militaire ; avant lui l'armée française n'existait pas. » Quelques régiments, les gardes, les gendarmes, tel était le seul élément régulier de cette organisation capricieuse et changeante. Le reste se constituait ou plutôt s'improvisait avant chaque campagne. On raccolait alors des soldats tant bien que mal : « de même que les colonels et les capitaines, les généraux étaient des entrepreneurs. » La guerre était une branche de négoce ; un capitaine était un commerçant qui risquait son sang et avait des soldats pour denrée. Vouliez-vous transporter ces singulières troupes de l'Allemagne en Flandre, vous vous trouviez en face d'une impossibilité, et votre armée vous fondait entre les mains. Louvois fut révolté de ce spectacle, et suivant la parole très-juste de l'auteur, « fit passer l'armée des mains des particuliers dans celles du roi ; il établit dans l'ordre militaire la centralisation qui s'emparait de la France. » Chaque armée fut dès lors sous les ordres d'un seul chef, et cette unité était un équivalent ou tout au moins une garantie de la victoire. Les officiers généraux avancèrent « selon l'ordre du tableau. » Sous les yeux de la nation, on plaça comme un type la Maison du roi, élite de quatre mille cavaliers qui plus d'une fois traversa et retraversa les rangs étonnés

des armées de l'Europe. Telle fut alors notre véritable cavalerie de ligne; les dragons nous fournirent une cavalerie légère. Quant à l'infanterie, elle ne s'organisait pas moins durablement. Les régiments n'eurent qu'un bataillon, mais conquirent enfin cette permanence sans laquelle une nation ne peut être assurée d'une longue prépondérance militaire. A la droite de chaque bataillon se formaient enfin en compagnie distincte ces soldats d'élite, les grenadiers, que toute l'Europe a appris à connaître depuis longtemps et dont la suppression serait une véritable calamité pour notre armée. A côté de ces régiments réguliers, les milices provinciales allaient enfin entrer en ligne, et donner à notre organisation militaire ce caractère de nationalité profonde qui lui avait fait défaut jusque-là. Il était temps que la France se battit tout à fait à la française !

La Révolution troubla cette antique administration de la guerre. La Constituante proclama d'abord que « tous les grades seraient ouverts à tous les soldats. » C'était justice, et comme toute attestation publique de la justice, cette mesure, cette seule mesure devait nous porter bonheur et nous donner un grand avenir militaire. Mais les crimes de la Révolution allaient être fatals à notre armée, et, après les brillants débuts de Jemmapes et de Valmy, le désordre fut à son comble au sein de nos soldats révolutionnés. La réquisition voulut tout sauver, et ne sauva rien. Les vieux officiers de la noblesse étaient dans les rangs de l'émigration, ou mouraient sur l'échafaud; il n'y avait pas encore d'officiers nouveaux. Il y eut un instant de transition très-pénible; c'est à ce moment que Carnot entra au Comité de salut public (14 août 1793). Par là, tout fut sauvé. Une seule tête allait suffire à tout.

Carnot commence par un coup d'Etat : il proclame l'*amalgame* comme un principe. Et qu'est-ce que l'*amalgame* ? c'est le mélange de toutes les personnes, de toutes les levées, de toutes les classes dans un seul et même régiment. C'est la suppression de l'élément provincial; c'est la trente-deuxième ou la cent-sixième demi-brigade, au lieu du régiment d'Auvergne ou de Picardie. Puis, c'est le principe des levées en masse appliqué avec une sage rigueur. Les armes savantes sont organisées : l'Ecole centrale préparatoire, qui deviendra bientôt l'Ecole polytechnique, verse ses élèves dans plusieurs écoles d'application, qui de leur côté fournissent à l'armée des officiers pleins de science et de zèle. L'Ecole de Mars doit être au reste de l'armée ce que l'Ecole centrale est au génie et à l'artillerie. L'ancienneté dans le service est abandonnée pour l'ancienneté dans le grade. « Bataillon, demi-brigade, brigade et division, » ces quatre unités militaires sont énergiquement créées, et subsistent encore aujourd'hui. Napoléon lui-même conservera la plus grande partie de cette sage organisation ; au-dessus de la Division, il se contente d'organiser solidement le Corps d'armée; il réunit la cavalerie en grands corps spéciaux destinés à agir en masse. Il crée la garde et la Légion d'honneur, place le maréchal au sommet de la hiérarchie militaire, multiplie les dignités du palais et les charges de la cour. C'est avec ces institutions militaires que Napoléon fit

toutes ses campagnes, et notamment celle de Russie, dont l'auteur dit avec un rare bonheur d'expressions : « Ce fut une croisade avec l'ordre de plus et la foi de moins. »

Que restait-il à faire à Gouvion Saint-Cyr ? Sa tâche était énorme. Il fut le principal instigateur de cette fameuse loi de 1818 « qu'on pourrait dire inspirée par le génie de la France. » La conscription n'est pas précisément supprimée, mais réglée. A côté des engagés volontaires, on appelle quarante mille hommes tous les ans qui seront pris dans chaque arrondissement et dans chaque canton, suivant le nombre de la population ; la taille exigible et les dispenses sont prudemment régularisées ; le remplacement est autorisé. Mais ce qu'il y a de plus admirable, c'est le principe de l'avancement dans l'armée, c'est la constitution d'un corps d'officiers, c'est le contrôle des Écoles militaires. La garde royale, la conservation de ce corps d'élite ou plutôt de ce corps privilégié est peut-être l'unique défaut de cette belle organisation, mais cette faute ne doit pas être imputée à Gouvion-Saint-Cyr. Il combattit cette idée avec toutes les ressources de son expérience et de son énergie.

Tel est le résumé des idées développées dans ce remarquable article. Nous ne pouvions point leur refuser notre attention. Elles ont d'ailleurs, et à très-juste titre, mérité les suffrages de tous les hommes compétents.

Divers travaux sont en ce moment sur le chantier. M. de Montalbert va nous donner les tomes IV et V de ses *Moines d'Occident*, et achever de nous démontrer mathématiquement que cette tant fière Angleterre, avec sa puissante aristocratie, sa fortune et ses splendeurs, n'étonnerait pas aujourd'hui les yeux du monde, si quelques moines, en froc et tête rasée, n'avaient bien voulu descendre sur ses rives et y civiliser ses sauvages. — Le tome XII d'octobre des *Acta Sanctorum* nous sera bientôt offert comme un très-riche présent par les nouveaux Bollandistes : Hélas ! nous ne verrons pas, nous autres, les *Acta Sanctorum decembris*. — Le *Dictionnaire de l'Académie des Beaux-Arts* se poursuit avec une certaine activité : on attend la quatrième livraison du t. II. — La première livraison de la *Notice du Musée* qui va s'ouvrir aux Archives de l'Empire paraîtra ces jours prochains ; on y admirera de merveilleux fac-simile qui s'épanouissent au milieu d'un texte savant et clair. Cette *Notice* deviendra notre meilleur *Traité de Diplomatie*, et nous dispensera (ô bonheur !) de consulter souvent le *Traité* de D. Tassin et de D. Toustain. Aux Archives de l'Empire, on travaille en ce moment au tome III de l'*Inventaire du Trésor des Chartes* ; à la table des *Actes du parlement*, au second volume de l'*Inventaire du Bourbonnais* ; au second volume de l'*Inventaire des Sceaux* ; à l'*Inventaire des Archives de Simancas* ; à la rédaction d'un nouvel *Inventaire général sommaire* qui deviendra vraiment le manuel de tous nos érudits. Cette année, le Musée s'ouvrira avec ses vitrines chargées de documents originaux qui sont déjà classés dans un ordre excellent. Depuis les diplômes de Childebert jusqu'au testament de Napoléon I^{er}, on verra s'y dérouler les princi-

paux actes publics qui ont fait de la France ce qu'elle est aujourd'hui. Les bâtiments nouveaux des Archives reçoivent les documents qui leur étaient depuis longtemps destinés; et, il n'y a certes rien dans toute l'Europe de plus riche ni de plus commode à la fois. Aux classements, aux inventaires nouveaux est occupé tout un personnel de jeunes archivistes presque tous sortis de l'École des chartes. Si un esprit impartial veut bien se rendre compte de ce qu'étaient les Archives de l'Empire il y a dix ans, et de ce qu'elles sont aujourd'hui, il sera forcé de conclure qu'il y a réellement progrès, et en reportera le mérite à qui de droit.

Quoi qu'il en soit, le mouvement scientifique en France durant ces derniers mois n'a rien qui puisse enlever notre admiration. A quelle cause faut-il attribuer cette espèce de décadence momentanée, cette diminution dans le nombre des bons travaux? Les esprits sérieux deviennent rares; on ne s'éprend plus des grandes études. Les questions politiques elles-mêmes sont désertées. La petite presse nous fait ici même plus de mal qu'on ne pense; elle nous déshabitude de tout ce qui est élevé; elle nous passionne uniquement pour tout ce qui est curieux. Hier encore, je ne sais quel chroniqueur avait l'audace d'affirmer sur un ton plaisant que « la mort de Marie-Antoinette avait été pour elle la MEILLEURE DES RÉCLAMES. » On ne s'indigne pas assez contre ces énormités; on ne voit pas assez qu'elles nous enlèvent petit à petit le sentiment de l'indignation et par conséquent celui de l'honnêteté en histoire. Encore dix ans de ce régime, et la France sera le dernier des peuples. Elle n'aura plus d'historiens, et elle n'aura plus d'érudits : elle n'aura que de petits journalistes et des chroniqueurs. Il faut protester.

Nous avons sous les yeux le t. IV de la *Revue des Sociétés savantes des départements*. On ne saurait trop encourager des publications qui tendent à opérer parmi nous cette décentralisation intellectuelle dont nous avons un si pressant besoin. Qui n'a été frappé du regrettable isolement où se trouvent les érudits de province? Dans chaque petite ville, il en est un, le plus souvent, quelquefois deux, qui vivent loin des autres savants, loin des manuscrits, loin des chartes. Eh bien! le Comité des travaux historiques est un lien qui les unit. De tous les points de la France arrivent au Comité des documents et des notes, œuvre des savants de province. Les membres du Comité les analysent avec soin et en font l'objet de rapports qui ne manquent point d'intérêt. Puis, des prix sont proposés tous les ans pour certains concours de philologie, d'histoire et d'archéologie. Nous croyons être utile à nos lecteurs en leur apprenant, ou plutôt en leur rappelant qu'un prix de 1,500 francs sera décerné en 1869 à la Société savante des départements qui aura transmis au Ministère le meilleur *Glossaire du patois ou langage rustique et populaire d'une région ou d'une localité déterminée de la France*, et qu'en 1870 un prix analogue sera donné au meilleur travail « sur l'industrie et le commerce d'une province ou d'une ville au moyen âge. » La Sec-

tion d'archéologie s'est contentée, sans rien préciser, de promettre un prix de la même valeur « au meilleur Mémoire » que les sociétés savantes des départements enverront au Comité. Nous osons recommander vivement le premier des sujets que nous venons de signaler. On ne pourra vraiment songer à faire une histoire sérieuse de la langue française que lorsqu'on aura élucidé toutes les questions relatives aux anciens dialectes. Reste à savoir quels sont les textes auxquels les érudits doivent ici accorder le plus de confiance. Or, il y a deux catégories de documents philologiques : les chartes, d'une part, et de l'autre les textes littéraires. Les auteurs de *Glossaires provinciaux* devront consulter les uns et les autres ; mais en se persuadant que les exemples empruntés à une charte *datée de l'an, du mois et du jour* ont une toute autre valeur que les exemples empruntés à une chronique ou à un poème. Les érudits, souvent, ne sont pas d'accord, à *un demi siècle près*, sur l'âge d'une Chanson de geste, et par conséquent ne peuvent affirmer que tel ou tel vocable de ce texte poétique soit précisément de telle ou telle époque. Mais dans une charte lorraine du 10 mai 1287, je suis sûr de trouver le dialecte lorrain *tel qu'on le parlait le 10 mai 1287*. N'est-ce pas là une excellente certitude, bien préférable à toutes les probabilités ?

Le lundi 14 janvier, avait lieu à l'École des Chartes la séance annuelle des thèses. Ces thèses sont ordinairement des travaux considérables ; nous renvoyons nos lecteurs à la liste qui en a été publiée¹. Mais il est à souhaiter que l'on mette plus vivement en lumière les progrès que cette modeste école a fait faire en France aux études, trop longtemps délaissées, qui ont pour objet l'histoire et l'archéologie nationales. J'ai sous les yeux une collection fort rare de ces *Positions* de thèses, de ces *Sommaires* que les jeunes élèves de l'École font imprimer tous les ans pour les soumettre à leurs juges. Plus d'un nom connu, j'allais dire glorieux, se lit dans ces humbles pages. C'est là que l'on trouve la première ébauche de plus d'un travail historique qui est devenu légitimement célèbre : les *Recherches sur les revenus publics en Normandie*, de M. Léopold Delisle ; le traité sur l'*Organisation judiciaire du Languedoc au XIII^e siècle*, par Edg. Boutaric (1851) ; l'*Essai sur l'histoire géographique de l'ancienne Touraine*, par L. Mabilley ; l'*Essai sur le commerce maritime de Narbonne*, par Célestin Port (1852) ; l'*histoire des Origines de la commune de Besançon*, par Aug. Castan (1855) ; l'*Etude historique sur la Jacquerie*, par Siméon Luce (1858) ; les *Essais historiques sur le règne de Charles le Chauve*, par H. Faugeron (1860) ; l'*Etude sur la Lex romana Visigothorum*, par Henry Lemonnier (1864). Et nous n'avons point parlé des thèses consacrées à l'histoire littéraire, qui n'ont point été sans donner aussi une énergique impulsion à notre philologie nationale. Hélas ! nous ne sommes pas encore arrivés au point où nous devrions être. Tout récemment un journal d'érudition signalait à l'attention de ses lecteurs un fait

¹ Par MM. H. Bordier et G. Servois, dans le *Bulletin de la Société de l'Histoire de France*.

scientifique qui devrait nous faire rougir. EN HOLLANDE, on a tout récemment posé à un candidat cette question, à laquelle seraient incapables de répondre la plupart de nos professeurs de faculté : « Exposez quelles ont été les variations de la LANGUE FRANÇAISE « depuis le XI^e jusqu'au XV^e siècle? » Une seule école existait en France où l'on peut apprendre les éléments d'une telle réponse : c'est l'Ecole des chartes. Mais, grand Dieu, si on nous interrogeait sur le néerlandais du moyen âge!

L'Ecole des chartes, il faut le dire, n'est pas assez connue. Tout d'abord, elle se cache au fond d'un quartier où l'on n'est pas accoutumé d'aller chercher la science. Il faut tout un voyage de découvertes pour la déterrer dans cette honnête et commerciale région du Marais. Puis, elle est mal nommée. — *Ecole des Chartes* : en vérité, ce titre n'a rien de saisissant et réclame un commentaire. Les quelques centaines de Français qui connaissent l'existence de notre école s'imaginent débonnairement que nous y consacrons uniquement notre temps « au déchiffrement des vieux papiers. » Or, ce n'est qu'une très-faible part de nos études. La paléographie est une science fort honorable, je l'avoue, mais qui ne suffirait pas à occuper une intelligence. Le vrai nom de notre École serait celui-ci : *École d'histoire et d'archéologie nationales*. » Il ne serait qu'exact et n'aurait rien d'ambitieux.

Déchiffrer les écritures du moyen âge et comprendre les diverses langues qui furent à cette époque parlées sur la surface de la France, tel est à l'Ecole des chartes l'objet de la première année des études. Critiquer les documents historiques, y distinguer nettement le vrai du faux, savoir tirer d'un texte tout ce qu'il renferme; puis, sortant de la théorie pour conquérir le sens pratique, apprendre à classer une bibliothèque ou un dépôt d'archives, voilà ce qui occupe la seconde année. Quant à la troisième, elle est tout entière consacrée à l'archéologie, au droit canonique, civil et féodal, à l'étude approfondie de nos institutions politiques. Je ne pense pas qu'il y ait en Europe un enseignement plus original, plus varié, plus fécond. Eh bien! cet enseignement n'a pas en France, je le répète, tout le retentissement qu'il mériterait. La salle des cours, à l'Ecole des chartes, est vainement ouverte au public, et, en dehors des élèves inscrits, présente le plus souvent une déplorable solitude. Le nombre des jeunes gens oisifs est cependant considérable, il est même scandaleux. Les niaiseries du *sport* sont trop souvent la seule occupation d'une foule de jeunes esprits, et l'on voit les héritiers des plus grands noms passer indifférents devant une école où ils apprendraient les annales de leur pays et les gloires de leurs familles!

La dernière séance des thèses n'a pas offert moins d'intérêt que celles des précédentes années. Six travaux ont été exposés, critiqués, défendus : *Etude sur l'organisation du travail à Paris aux XIII^e et XIV^e siècles*; — *Les Villes-Neuves en France du XI^e au XIV^e siècle*; — *Essai sur deux comtes de Nevers, Hervé de Donzy et Guy de Forez*; — *La législation des guerres féodales*; — *Le tribunal de l'Officialité*; — *Essai sur les études hébraïques et exégétiques au moyen âge chez les chrétiens*

d'Occident. On voit quelle latitude l'Ecole des chartes laisse à ses élèves. De l'archéologie, du droit canon, de l'histoire littéraire, de l'économie sociale, du droit féodal, de l'histoire : voilà ce que l'on trouve dans ces six thèses. Mais pourquoi n'y en a-t-il que six ? Chaque année, il devrait sortir de notre Ecole vingt travaux de ce genre, et vingt esprits capables de les écrire.

Après s'être occupé des vivants qui sont la garantie de l'avenir, le chroniqueur d'une Revue historique doit se consacrer aux morts qui ont bien mérité de la science dans le passé. Il leur doit, non pas des adulations, mais des regrets. L'Académie française a perdu, dans la personne de M. de Barante, un de ses membres les plus respectables, les plus anciens, et dont le nom était le plus légitimement populaire. Les œuvres de M. de Barante forment près de trente volumes ; mais, sans vouloir ici jeter le discrédit sur son *Histoire de la Convention nationale*, ni surtout sur son estimable *Histoire du Directoire*, on peut avancer que toute la popularité de son nom est due à son *Histoire des ducs de Bourgogne*. C'est en 1824, au milieu de nos luttes politiques, qu'il en fit paraître le premier volume. Sans doute, aujourd'hui, une *Histoire des ducs de Bourgogne* serait comprise tout différemment : on y voudrait plus de notes, plus de citations, et, pour tout dire enfin, plus de critique. Mais il est bien probable aussi qu'on ne l'écrirait pas avec un tel charme. Et n'est-ce donc rien que le charme d'un grand style ? N'est-ce donc rien que de tourner fiévreusement les pages d'un livre d'histoire au lieu de s'endormir sur elles ? Puis, songez à quelle époque parurent les *Ducs de Bourgogne*. En 1824, il fallait encore habituer les esprits à l'histoire, il fallait les attirer et surtout les retenir. L'œuvre de M. de Barante avait l'attrait des romans de Walter Scott : elle eut quatre éditions en trois ans, elle captiva les intelligences et les lança pour longtemps dans la voie des bonnes et solides études. Nous remarquons avec tristesse qu'on devient de plus en plus injuste à l'égard des initiateurs : Alexis Monteil est tous les jours traité de perruque, et Augustin Thierry n'est guère épargné. C'est à ceux-là cependant que nous devons notre petite science. S'ils n'étaient pas venus avant nous, nous ne saurions rien et nous ne serions rien. O ingratitude !

A la Société de l'Histoire de France, dont M. de Barante était le président, l'auteur des *Ducs de Bourgogne* a été remplacé par l'auteur de l'*Histoire de la civilisation en Europe*. M. Guizot tient dignement la place de son ami. Il est un de ceux qui ont donné aux études historiques cette impulsion qui honore les commencements de notre siècle. Mais tandis que M. de Barante était en quelque manière le romancier de l'Ecole nouvelle, M. Guizot, lui, frayait à ses contemporains des chemins plus austères. Il fouillait les textes, il approfondissait les lois, sa main se glissait dans les rouages compliqués de nos anciennes institutions. Puis, d'une voix grave, il communiquait le résultat de ses études. M. de Barante attirait les esprits sur les bords de la science ; M. Guizot les menait plus loin. Avec le

premier, nous aurions eu de bons peintres d'histoire ; avec le second, nous avons eu des paléographes, des diplomates, des érudits enfin. Nous lui devons plus de reconnaissance encore.

La mort de M. Cousin ne saurait être passée sous silence dans une *Revue* consacrée aux études historiques. Nous ne pouvons oublier qu'il est une des intelligences qui ont le plus approfondi l'histoire de la philosophie. Mais depuis au moins quinze ans, il se donnait presque tout entier à l'histoire proprement dite. Il s'était passionné pour le siècle de Louis XIV, qui convenait le mieux à la nature de son esprit et de son style. Il semblait véritablement égaré dans notre temps et vivait réellement sous la Fronde. Les grandes dames contemporaines de Mazarin étaient l'objet incessant de ses adorations littéraires : il conversait avec elles, et écrivait en quelque sorte sous leur dictée. C'est ainsi qu'il publia tour à tour *Madame de Longueville* (1853), *Madame de Sablé* (1854), *Madame de Chevreuse et Madame de Hautefort* (1856); *La Société française au XVII^e siècle d'après le Grand Cyrus de M^{lle} de Scudéry* (1858); *La jeunesse de Madame de Longueville* (1864); *La jeunesse de Mazarin* (1865). De cette intimité avec tout ce monde spirituel et charmant, M. Cousin avait retiré une estime profonde pour l'époque où vivaient tant d'esprits délicats. Il avait vu de trop près l'élévation de la société chrétienne pour n'en être pas vivement frappé, et d'un autre côté, l'histoire des variations de la philosophie l'avait préparé à se tourner vers la doctrine qui ne change jamais.

Il nous faut aussi mentionner la mort de M. Salomon Munk, membre de l'Académie des Inscriptions, un de nos meilleurs hébraïsants. M. Munk était un israélite fort attaché à sa croyance : il avait traduit le *Guide des Égarés* de Maimonide, et s'était fait connaître, il y a plus de trente ans, par quelques dissertations insérées dans la fameuse *Bible* de Cahen. Nous permettra-t-on de saisir l'occasion que nous présente naturellement cette mort regrettable de M. Munk pour exprimer le vœu que, parmi les catholiques, les études hébraïques reçoivent enfin leur développement normal ? Faut-il l'avouer ? Il est peu de grands séminaires en France où il existe une chaire d'hébreu, et, dans ceux même où elle existe, cet enseignement est généralement facultatif au lieu d'être obligatoire. Y a-t-il là les éléments d'une résistance efficace aux attaques de l'exégèse hétérodoxe ? Nous ne le pensons pas. Et cependant il serait nécessaire qu'à tout livre nouveau de l'incrédulité hébraïsante, nous pussions répondre sur-le-champ par des arguments philologiques véritablement irréfutables. Les catholiques ont le devoir d'être plus savants que les autres hommes. Fils de la lumière, ils doivent se passionner pour la lumière. Dans vingt ans d'ici, il faudra qu'ils occupent et méritent la première place dans toutes les branches de l'érudition.

La *Revue des questions historiques* n'a pas la prétention de s'immiscer dans les candidatures académiques ; mais alors qu'elle annonce la vacance d'un fauteuil, elle est presque obligée de signaler les candidats qui désirent vivement... faire cesser cette vacance. A la succession de M. Munk aspirent aujourd'hui MM. Guessard, Le

Blant, Oppert et Huillard-Bréholles. Chacun de ces érudits a des titres sérieux. M. Huillard-Bréholles, éditeur de Matthieu Pâris et du *Chronicon placentinum*, est en outre l'auteur de cette *Historica diplomatica Frederici secundi* en douze énormes volumes in-quarto, précédés d'une excellente *Introduction* sur l'histoire et la chancellerie du prince qui a le plus intimement détesté l'Eglise au moyen âge. Tout récemment encore M. Huillard-Bréholles vient de publier le premier volume de l'*Inventaire du Bourbonnais*. — M. Le Blant est un épigraphiste et on lui doit un beau livre : *Les Inscriptions chrétiennes de la Gaule*. Nous ne sommes pas suspect en louant cette œuvre, fruit de longues recherches, puisque nous ne partageons nullement les opinions de l'auteur sur le vase de sang et l'apostolicité des églises de France. — On sait que les cinq académies ont décerné, il y a quelques années, le grand prix de vingt mille francs à M. Oppert pour sa belle découverte du déchiffrement des cunéiformes : l'assyriologue se repose aujourd'hui en professant un cours de Philologie comparée sur les langues indo-européennes. — Vingt ans d'enseignement à l'École des chartes, dans une chaire qui est unique en France; formation d'une jeune école philologique dont les travaux commencent à devenir célèbres; publication des neuf premiers volumes du *Recueil des anciens poètes de la France* dont il a contrôlé tous les textes mot par mot et syllabe par syllabe : tels sont les titres qui recommandent M. Guessard aux suffrages de l'Académie des inscriptions. Il a en outre édité les deux plus anciennes Grammaires provençales du moyen âge et fait paraître dans la *Bibliothèque de l'École des chartes* nombre d'articles à la fois spirituels et profonds. Nul ne pousse plus loin l'amour de la méthode et la passion de la clarté. Il n'a pas peur d'un mot d'esprit quand le mot d'esprit se présente, et il a mille fois raison. M. Guessard est le savant français par excellence¹.

Quant à l'Académie française, nous ne ferons que nommer les deux candidatures qui paraissent aujourd'hui réunir le plus de chances : celle du R. P. Gratry, l'éminent oratorien, et celle de M. Jules Favre. Nous regrettons, au nom des études historiques, que le nom de M. Franz de Champagny soit encore une fois réservé pour le quarante-unième fauteuil. Tout récemment, un petit journal qui propose gravement de supprimer l'Académie française, où ses rédacteurs ne pourront jamais entrer, s'étonnait qu'un Franz de Champagny pût être un candidat sérieux : « Son nom nous a été révélé par sa candidature !!! » Or, cet inconnu est l'auteur des *Césars*, de *Rome et la Judée au temps de Néron*, des *Antonins* : dix volumes qui resteront, qui sont noblement pensés et solidement écrits, qui sont littéraires et scientifiques en même temps. Si ce n'est point là un bagage suffisant pour se présenter aux portes de l'Académie française, il ne faut plus y nommer que les chroniqueurs de la petite presse.

¹ M. Guessard a été nommé dans la séance du 22 mars.

T. II. 1867.

Nos lecteurs s'apercevront aisément des progrès que la *Revue des questions historiques* essaye de réaliser dans chacune de ses livraisons. Il ne nous appartient pas de louer ici l'un des érudits les plus connus, l'un des bibliographes les plus exacts d'outre-Rhin, M. le docteur Potthast, conservateur adjoint à la bibliothèque royale de Berlin, dont nos lecteurs peuvent lire dans cette livraison le premier *Courrier allemand*¹; M. Potthast est l'auteur de cette *Bibliotheca historica medii ævi* que tous les savants de France devraient avoir sous les yeux, quand ils s'occupent de notre histoire et de notre archéologie nationales. Dans ce glossaire indispensable, on trouve l'indication précise, par ordre alphabétique, de toutes les Chroniques, Annales et Vies de saints qui intéressent l'histoire du moyen âge; ce manuel indique en outre où l'on peut en trouver le texte soit manuscrit, soit imprimé. C'est un pas énorme que M. Potthast a fait faire à la bibliographie historique; mais ce n'est pas le dernier que cette science ait à faire. Nous rêvons de voir un jour paraître un répertoire encore plus complet auquel nous donnerions volontiers pour titre : *Dictionnaire universel de l'érudition*. On y verrait indiqués nettement, à leur place alphabétique, non-seulement tous les *textes* historiques, manuscrits ou publiés; mais encore tous les Mémoires des sociétés savantes de toute l'Europe depuis trois siècles; tous les livres, tous les traités d'histoire et d'archéologie qui ont paru sur toutes les questions. Ce serait le « Bouillet » de l'érudition et de la critique. Combien un tel glossaire faciliterait le travail et les recherches des érudits! Prenons un exemple : je veux faire une étude sur les hôtels-Dieu au XIII^e siècle; j'ouvre mon « Bouillet » nouveau, et j'y apprendrais que certains statuts inédits de Maisons-Dieu sont conservés aux archives départementales de l'Aisne, de la Haute-Marne, de la Dordogne;.... aux archives hospitalières de Chaumont, de Metz, de Bordeaux, etc., etc.; que des monographies intéressantes ont été publiées sur ce sujet par MM. Desnoyers, de Beaurepaire, Aug. Broutin, etc; que le meilleur travail à consulter est l'excellent mémoire de Léopold Delisle sur l'Hôtel-Dieu de Gonesse; qu'un bon article de M. d'Arbois de Jubainville a paru sur ce sujet dans la *Bibliothèque de l'École des Chartes*, etc., etc. Comprenez-vous la portée immense d'un tel répertoire?

Au moment où nous écrivons ces lignes, Paris retentit du bruit que vient de faire la première représentation de *Galilée*. — *Galilée* est une tragédie astronomique de M. Ponsard, où nous ne craignons pas d'avouer que les beaux vers abondent. Mais bien frapper quelques vers, cela peut-il suffire à l'ambition d'un noble esprit? Nous ne le pensons pas. Ce nouveau drame n'est en réalité qu'un pamphlet

¹ La *Revue* devait en effet commencer, dans la présente livraison, la publication des *Courriers allemands* de M. le docteur Potthast. Une indisposition de notre savant collaborateur l'a empêché de remplir ses engagements. Nous espérons dans trois mois pouvoir offrir à nos lecteurs et un *Courrier allemand* et un *Courrier italien*. (*Note de la Direction.*)

contre l'Église catholique, et c'est par là qu'il tombe dans le domaine de notre critique.

La *Revue*, très-prochainement, traitera la question délicate du procès de Galilée. Mais, dès aujourd'hui l'on peut dire que les points les plus importants du problème sont élucidés. On découvrira peut-être quelque détail : les grands traits resteront les mêmes et la physionomie de l'affaire ne changera point.

Il est certain que Galileo Galilei fut un des plus puissants génies qui aient paru dans le monde moderne; il est incontestable qu'on lui doit des découvertes de premier ordre, et notamment en astronomie celle des quatre satellites de Jupiter; il n'est pas moins connu qu'il fut un des partisans les plus déterminés du système de Copernic et que personne ne mit plus d'ardeur à soutenir l'immobilité du soleil et le mouvement de la terre. N'ayant pas découvert cette loi, il eut le mérite de la vulgariser. Avis à ceux qui méprisent les vulgarisateurs.

On ne peut nier d'ailleurs que, par un décret du 15 mars 1616, Galilée n'ait été contraint par l'Inquisition de renoncer à l'enseignement de la nouvelle astronomie. Il est vrai, trop vrai, qu'on se défia de son système et qu'on le condamna. Pendant seize ans, l'inventeur des lois de la pesanteur, du télescope, du pendule, du compas de proportion, de la balance hydrostatique et du thermomètre, ce vigoureux esprit dut s'imposer un silence qu'il rompit seulement en 1632 par la publication de son *Saggiatore, dialogo de' due massime sistemi del mondo Tolomaico e Copernicano*. Cet ouvrage célèbre réveilla contre lui les sévérités de l'Inquisition, qui déclara le système de l'immobilité du soleil contraire à la foi catholique, hérétique et faux. Le décret de l'Inquisition est du 22 juillet 1633; sept cardinaux y apposèrent leurs signatures.

C'est aujourd'hui chose vingt fois démontrée que la douceur extraordinaire avec laquelle on traita ce prétendu coupable : « Je fus mis en arrestation, dit-il, dans le délicieux palais de la Trinité du Mont. » Durant son procès, Galilée eut pour prison la maison du fiscal du Saint-Office. Quelque temps après sa condamnation, il fut enfermé dans le palais de l'archevêque de Sienne; puis on lui donna bientôt Florence pour cachot. Il mourut neuf ans après, vraiment libre, et enrichissant librement la science de vingt découvertes admirables. Nous ne pensons pas que ces faits soient aujourd'hui contestés; nous croyons rendre à la vérité un hommage complet.

Et maintenant, que conclure de toute cette histoire, dont les pages sont quelquefois si tristes?

Tout d'abord, il faut avouer nettement que l'Inquisition s'est trompée; qu'elle a prononcé sur une question scientifique où sa compétence était plus que contestable; qu'on est en droit de lui reprocher enfin l'iniquité de cette sentence. C'est en vain, du reste, qu'on alléguerait la douceur et la bienveillance des juges : leur condamnation n'en subsiste pas moins, et elle n'est point juste. A ceux qui accusent l'Église d'avoir persécuté Galilée, on ne répond pas solidement en disant : « On l'a persécuté si peu ! »

Donc, le Saint-Office s'est trompé. Mais il faut observer, avec Joseph de Maistre et l'abbé Rohrbacher, que l'Inquisition n'est pas l'Eglise ; que « jamais l'Eglise réunie, que jamais les Papes, en leur qualité de chefs de l'Eglise, n'ont prononcé un arrêt ni contre le système de Copernic en général ni contre Galilée en particulier. » L'infailibilité est sur les lèvres des Souverains Pontifes parlant *ex cathedra* et dans les oracles des Conciles présidés et confirmés par les Papes. Elle n'est pas ailleurs.

Nous ne pouvons que plaider, et nous plaignons en effet les circonstances atténuantes en faveur du tribunal romain. Les doctrines astronomiques de Galilée étaient nouvelles dans le monde ; Tycho-Brahé, Descartes et Bacon s'étaient prononcés contre elles ; elles remuaient douloureusement les intelligences, elles troublaient et scandalisaient les âmes : on se disait partout : « Si Galilée a raison, « la Bible a tort. » L'Inquisition eut à prononcer son fameux décret au milieu de cette incertitude scientifique, au milieu des ténèbres les plus complètes. La grande majorité des savants de ce temps était contraire à ces idées que le génie avait merveilleusement mises en lumière, mais dont l'évidence était loin de frapper tous les yeux.

En résumé, un tribunal sans compétence scientifique, sans infailibilité doctrinale, a condamné à tort un savant qui lui paraissait ébranler toutes les croyances catholiques et contre lequel se prononçaient presque tous les autres savants. La peine, d'ailleurs, a été singulièrement adoucie. Les cachots, les fers, le martyre de Galilée n'existent que dans l'imagination des ennemis de l'Eglise¹.

Mais, avec une habileté infernale, ces adversaires de l'Eglise ont

¹ Sur la question de la torture qu'aurait subie Galilée, il faut lire le livre intéressant de M. Philarète Chasles : *Galileo Galilei, sa vie, son procès et ses contemporains* (1862). On a parlé des mots *examen rigorosum* qui se trouvent dans le décret : *Judicavimus necesse esse venire ad examen rigorosum tui in quo respondisti catholice*. « Cette interprétation, dit M. Chasles, est contredite par le silence de Galilée. » Mais, objecte-t-on, Galilée y a fait allusion dans une lettre adressée au P. Rainieri. « Cette lettre (ajoute M. Chasles) est l'œuvre d'un faussaire, et fût-elle authentique, elle ne contient pas un mot qui prouve que Galilée ait subi la torture. Le faussaire s'y trahit à chaque ligne... Non, Galilée n'a pas subi la torture. » Il est vrai que l'auteur de *Galileo Galilei* s'écrie tout aussitôt après : « Galilée fut torturé moralement et avec la plus impitoyable cruauté... Cette cruauté raffinée et exquise, se déguisant sous les dehors de la compassion, est plus odieuse que la torture. » Depuis l'époque où parut le livre de M. Philarète Chasles, on a mis en lumière plusieurs arguments nouveaux en faveur de la torture : ils nous paraissent hypothétiques. Quoi qu'il en soit, il faut demeurer impartial au milieu de tant de difficultés. Si l'Inquisition a été injuste et cruelle, il faut le dire hautement et l'accuser devant l'histoire ; si elle a été douce dans l'application de la peine, il faut l'avouer à sa décharge. Quant à l'infailibilité du Pape, elle n'a jamais été en jeu dans le procès de Galilée. Le Pape n'est point infailible dans ses conversations, ni dans ses lettres privées : il a reçu de Dieu ce privilège quand il parle *ex cathedra*, quand il y définit la vérité et condamne l'erreur.

pris ce fait entre leurs mains, l'ont grossi, l'ont coloré. Aux yeux d'un peuple indignement abusé, Galilée apparaît aujourd'hui sous les traits d'un martyr livide, tenaillé par les sbires masqués du Saint-Office, au milieu des flammes vertes et bleues de je ne sais quels bûchers épouvantables, et s'écriant, une main sur son cœur et l'autre tendue vers le ciel : *E pur si muove!* C'est, à peu de chose près, le *Galilée* de M. Ponsard. Et c'est aussi celui d'un peintre de nos jours qui, dans son tableau intitulé *le Pilori*, a représenté Galilée au nombre des grandes victimes de la vérité, cloué à un gibet infâme près de Socrate... et de Jésus-Christ!!!

Un dernier mot. Galileo Galilei était, ce nous semble, une nature excellemment italienne, vive, passionnée, fine et sans dignité. Il ne montra pas dans sa condamnation cette fermeté d'âme qu'on serait en droit d'attendre d'un pareil génie. Il abjura lâchement, il signa tout ce qu'on voulut. C'est cet esprit élégant, artistique et subtil, c'est ce génie prudent et circonspect que M. Ponsard vient d'ériger en un libre penseur monumental, en un *matamore* de l'astronomie nouvelle, en un révolutionnaire ardent et déclamateur. On pouvait s'attendre à mieux de la part de l'auteur d'*Agnès de Méranie*, qui nous avait jusqu'ici habitués à un certain respect de la couleur locale. Et ce respect n'était qu'un hommage à la vérité.

Il est dit que le mois de mars 1867 sera célèbre, dans l'histoire de notre théâtre, par les attaques dont l'Eglise aura été l'objet. Après *Galilée* de Ponsard, *Don Carlos* de Verdi. Dans les deux œuvres l'Inquisition est flétrie; dans la dernière Philippe II est malmené. Plusieurs publications récentes fourniront à la *Revue* l'occasion d'examiner ce qu'il faut penser de don Carlos et de son père ¹. Aujourd'hui nous nous contenterons de protester énergiquement contre ceux qui font de Philippe II le type du roi chrétien. Un écrivain distingué, M. Ernest Grégoire, a dit avec justesse que toute la pensée de Philippe II peut se résumer en ce double programme : « Étendre son pouvoir de manière à le rendre absolu et maintenir *par tous les moyens* la foi catholique. » Eh bien ! qu'on nous permette de le dire : l'emploi de *tous* les moyens, même dans le but le plus avouable, et l'absolutisme n'ont rien de catholique. L'idéal du prince chrétien, c'est saint Louis, et ce n'est pas Philippe II ; entre ces deux figures historiques il y a la même différence qu'entre la lumière et la nuit. Philippe II a été un César, et, dans toute la force de ce mot, un despote. Il a fait obliquement ce que Louis XIV a du moins fait en pleine lumière ; il a confisqué presque toutes les libertés provinciales de son pays, il a concentré odieusement toutes les affaires d'un immense empire dans un seul cerveau. Il a violemment supprimé la plupart des assemblées sincèrement nationales de l'Espagne pour les remplacer

¹ *Don Carlos et Philippe II*, par M. Gachard, 3^e édition (Michel Lévy); *Philippe II, Antonio Perez et le royaume de Portugal*, par le marquis de Pidal, traduit par M. Magnabal (Dramard-Baudry); *Antonio Perez : l'Art de gouverner*, publié par M. Guardia (Henri Plon).

par un Conseil d'État, instrument servile et commode. Il n'a pas admis (si ce n'est dans quelques antiques provinces) qu'une nation put avoir des représentants près du trône, faire des remontrances, élever des plaintes, demander des réformes. Il a poussé l'absolutisme jusqu'à ses dernières limites, et lui a donné jusqu'à une apparence sauvage et repoussante. A Versailles, l'absolutisme est enveloppé dans une certaine lumière, dans un faste superbe, dans une fête perpétuelle; chez Philippe II, il est triste, chagrin, révéche et terrible. Est-ce là le souverain catholique, tel que les Pères de l'Eglise, tel que saint Thomas d'Aquin et Suarez nous l'ont représenté? Est-ce là ce roi qui tient son pouvoir de Dieu, mais par l'intermédiaire de la communauté, du peuple? Est-ce là ce prince qui doit s'entourer de tous les ordres de son royaume, et employer aux affaires du pays le plus d'intelligences, le plus de volontés possibles? Est-ce là ce ministre de la Providence qui doit procurer à tous ses sujets la sécurité entière de leurs corps et le salut de leurs âmes? Et « tous les moyens » employés par Philippe II ne doivent-ils pas exciter notre indignation la plus rigoureuse? Peut-on excuser ses épouvantables cruautés dans les Pays-Bas en 1567 et dans le Portugal en 1581? Non, non : nous ne pouvons en aucune façon assumer la responsabilité de tout ce qu'a pensé, dit et fait ce César de l'Escurial. A nos yeux il y a beaucoup d'éléments tout à fait païens dans la politique du fils de Charles-Quint; car l'absolutisme est d'origine et de complexion païennes. On nous objectera que Philippe II a protégé l'Eglise : Dieu la préserve d'une protection semblable ! Le roi d'Espagne a protégé l'Eglise non point pour elle mais pour lui : il s'est servi de l'Inquisition comme d'un outil politique avec lequel il a blessé souvent les libertés religieuses. Donc je dis et je conclus que tout en reconnaissant le mérite réel, la persévérance infatigable, l'austérité, les immenses travaux et le vaste talent de Philippe II, il convient que les catholiques ne se chargent pas de l'innocenter. Ce n'est pas là notre besogne. Un des premiers devoirs d'un historien chrétien me paraît être celui-ci : « Dégager l'Eglise de tout ce qui n'est pas elle. » Vous savez ce que font aujourd'hui les architectes chargés de réparer une vieille cathédrale; ils commencent par arracher des flancs de l'édifice sacré les masures, les échoppes, les maisons même qui s'étaient collées contre les saintes murailles; et alors, quand toutes ces utiles démolitions ont été achevées, la cathédrale apparaît avec toute la magnificence de son architecture première, dans un isolement lumineux et sublime, belle, élancée, touchant le ciel et n'ayant rien d'humain. Ainsi devons-nous faire pour l'Eglise. En histoire aussi, il faut « dégager la cathédrale ! »

LEON GAUTIER.

REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES

On lit peu en France; on ne se tient guère au courant de ce qui se publie, même dans la spécialité qu'on s'est faite. Que dis-je! Non-seulement on ne lit pas, mais souvent on ignore ce qui paraît! La connaissance des sources, voilà ce que peu de gens possèdent. On écrit un livre, une brochure, un article, sans savoir que la matière a déjà été traitée, que des documents importants ont été produits, que des vues nouvelles et judicieuses ont été exposées. On ne profite pas de ce qui a paru dans un journal, dans un recueil qu'on n'a pas lus, dont on n'a point eu connaissance, parce que chacun a sa petite sphère, son monde à part où les bruits du dehors ne pénètrent pas. Un lecteur de la *Revue des Deux-Mondes* s'inquiète-t-il de ce qui paraît dans la *Revue du monde catholique* ou dans le *Contemporain*? Y a-t-il beaucoup de gens instruits, de ceux qui font partie du public lettré, recherchent les nouveautés et se piquent d'être au courant, qui soient renseignés sur ce qui s'imprime en province? Parlez-leur de la *Revue de Bretagne et de Vendée*, de la *Revue de Gascogne* ou d'*Aquitaine*, de la *Revue historique des Ardennes*, ils n'en soupçonnent pas même l'existence. Et à l'étranger? Qui connaît les richesses d'érudition de l'Allemagne? Qui suit le mouvement historique dans cette Italie bouleversée, où pourtant un petit nombre d'esprits fermes et studieux ont maintenu le drapeau de la science et de la littérature? Qui sait ce que l'Angleterre publie chaque jour sur notre histoire¹? La *Revue des questions historiques*, au moyen de ses *Courriers*, enregistrera les travaux de l'érudition contemporaine à l'étranger; sa *Chronique*, son *Bulletin bibliographique* ne laisseront rien échapper de ce qui se dit ou s'écrit en France. Pour compléter ces diverses sources d'informations, et ne pas laisser de lacune dans ce vaste répertoire, la *Revue* publiera également, dans chacune de ses livraisons, une revue des recueils périodiques français et étrangers. On aura ainsi un tableau fidèle du mouvement de la science historique contemporaine.

Bien qu'aucune revue française ne se soit attachée spécialement jusqu'ici à traiter les questions historiques, aucune n'a déserté un

¹ En particulier l'*History of France from Clovis and Charlemagne to the accession of Napoléon III*, par M. Eyre Evans Crowe, l'*History of France under the Bourbons*, et les ouvrages de miss Harriet Parr, de miss Freer, de M. Bridges, etc., dont la *Revue* a parlé ou parlera prochainement.

terrain qui offre à la fois un vif et sérieux intérêt et de féconds enseignements. La *Revue des Deux-Mondes* elle-même, qui s'attache davantage aux questions politiques et économiques, qui semble préférer les relations d'explorations lointaines et les pages de romans que trop souvent le goût et surtout la morale réprouvent, aux récits graves et instructifs de la grande histoire, nous donne de temps à autre des travaux qui, bien que sortant des proportions habituelles des articles de *Revue* et appartenant à un autre genre, ont une incontestable valeur et deviennent plus tard des livres sérieux, utiles, pleins de recherches érudites. Ainsi la *Jeunesse de Mazarin* de M. Cousin, le *Gustave III* de M. Geffroy — pour ne citer que les travaux les plus récents — ont passé par la *Revue des Deux-Mondes*. M. d'Haussonville, qui prépare un grand ouvrage sur l'*Eglise romaine et le premier Empire*, en donne également les prémices à la même *Revue* ¹. Nous nous réservons d'examiner plus tard les récits pleins d'autorité, de science et d'impartiale équité de M. d'Haussonville. Nos lecteurs peuvent lire, dans la présente livraison, un travail non moins sérieux, non moins concluant que celui de l'éminent collaborateur de la *Revue des Deux-Mondes*, et qui s'applique à une période que M. d'Haussonville n'a pas encore abordée. C'est à M. le vicomte de Meaux qu'il appartiendra d'apprécier ici, quand le moment sera venu, les pages remarquables consacrées à une histoire qu'on commence seulement à bien connaître et à juger sainement. Nous ne ferons donc que les rappeler en passant.

C'est encore un véritable livre que le travail de M. Mignet sur la *Rivalité de Charles-Quint et de François I^{er}*, dont la *Revue* a déjà entretenu ses lecteurs (t. I, p. 297). Les deux dernières livraisons de la *Revue des Deux-Mondes* nous offrent la suite de cet important travail; l'éminent auteur y étudie la guerre et les négociations après la captivité de Clément VII, et les faits relatifs au siège de Naples et à la paix de Cambrai ². Nous y reviendrons.

— M. Ch. Aubertin examinait naguère, à propos du dernier volume de M. Michelet, le caractère des événements et des personnalités politiques du règne de Louis XV ³. M. Ch. de Mazade étudie ce roi à la lumière des documents récemment publiés par M. Boutaric ⁴. « Louis XV était peut-être né avec des dons heureux; parfois il a de secrets mouvements, il laisse échapper des mots qui ne sont point d'une nature dénuée de dignité ou insensible au bien. A mesure qu'il avance, il plie sous l'excès du pouvoir, il devient bien-

¹ Voir en particulier les trois derniers articles de M. d'Haussonville : *Publication du Concordat; la cour de Rome et le premier Consul avant le sacre de l'Empereur; les négociations du sacre et le pape à Paris*. *Revue des Deux-Mondes* des 15 septembre 1866, 1^{er} décembre 1866 et 1^{er} janvier 1867.

² V. — *La guerre et les négociations après la captivité de Clément VII. Dénis de François I^{er} et de Charles-Quint à un combat singulier*, livraison du 1^{er} mars. VI. — *Le siège de Naples, André Doria, la paix de Cambray*, livraison du 15 mars.

³ *L'histoire de Louis XV selon M. Michelet*. *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} octobre 1866.

⁴ *Revue des Deux-Mondes* du 15 janvier 1867.

tôt cet être royal défiant et timide dans son omnipotence, tout perdu dans les petits moyens, plein de velléités sans suite, amolli et endurci à la fois, ennuyé par-dessus tout. » M. de Mazade trouve avec raison que « c'est là peut-être, dans cette familiarité de la correspondance secrète, dans cette poussière de minuties, que Louis XV se révèle le mieux tel qu'il est, ne manquant pas de sens, d'une certaine connaissance des intérêts politiques et même de bonnes intentions, ne se faisant pas d'illusions, mais plein de subterfuges, ingénument cynique parfois dans ses appréciations des hommes et des choses, et montrant toujours plus de velléité que de volonté. » L'auteur ne nous présente pas seulement le roi, « accablé de son omnipotence, qui se débat dans son faste indolent au milieu d'un entourage plus puissant que lui ; » il envisage la politique générale et étudie la politique secrète, qui, selon lui, ne manquait pas de grandeur et ne procédait pas d'un faux sentiment des intérêts français, « qui réunit, au contraire, tout ce qui fait une œuvre patriotique. » Seulement il y a disproportion complète entre « la hauteur, la justesse de la pensée première, et la puérilité [et l'indignité des moyens dans lesquels elle s'énerve. » M. de Mazade fait ressortir l'antagonisme des deux politiques, l'une avouée, l'autre secrète ; l'indécision érigée pour ainsi dire en système, et l'incurable faiblesse d'un pouvoir que l'absolutisme avait conduit à l'ipuisance.

— L'étude de M. de Mazade n'est que l'appréciation éclairée des documents publiés par M. Boutaric. Un Anglais, M. William P. Egerton, a communiqué à la *Revue contemporaine*¹ un volumineux travail où se trouve comblée une lacune qu'avait signalée le savant archiviste : il s'agit de nombreux et importants documents relatifs à un projet de descente en Angleterre. Les mémoires et notes rédigés par le comte de Broglie ou sous sa direction, les projets soumis après lui aux ministres de Louis XVI, avaient disparu sous la Révolution. M. Egerton, sans donner d'explication sur la manière dont ces documents ont disparu de nos archives, constate leur présence en Angleterre dans une collection privée fort riche en documents originaux. C'est là qu'il a pu étudier un recueil de pièces (il ne forme pas moins de 60 cahiers in-4^o) qui contient de curieux renseignements ; et, sans « scrupule de nationalité, » il expose longuement les projets d'invasion proposés et élaborés successivement par le maréchal de Bellisle, durant la guerre de Sept-Ans ; par le comte de Broglie, « l'un des hommes les plus capables que la France ait produits au XVIII^e siècle, comme diplomate et comme militaire ; » par le chevalier de Ricard, le marquis de Jaucourt, le transfuge Hamilton, le maréchal de Maillebois, l'armateur Faure, etc. M. Egerton analyse chacun de ces plans ; il en donne de longues citations. Nous signalerons en particulier le *plan de guerre* rédigé par le comte de Broglie en 1777, manuscrit autographe de 144 pages in-4^o, travail très-remarquable et qui mériterait d'être placé *in extenso* à

¹ *Projets d'invasions françaises en Angleterre, d'après des documents originaux et inédits.* Livraisons des 15 janvier, 15 et 23 février, 23 mars 1867.

côté de l'important mémoire sur la situation de l'Europe, qu'a publié M. Boutaric.

L'auteur anglais qui nous restitue en partie ces documents sur une invasion anglaise projetée par Louis XV, longtemps imminente sous Louis XVI, croit que cette pensée n'était rien moins que chimérique, et que « c'était en Angleterre qu'on aurait eu la chance de combattre plus efficacement pour l'indépendance américaine, les colonies françaises et la liberté des mers. » — « La popularité d'une telle entreprise, ajoute-t-il, rejaillissant sur Louis XVI, aurait suffi peut-être pour donner un autre cours aux événements de 1789. » Quoi qu'il en soit, il y a dans le long travail de M. Egerton des renseignements nouveaux et intéressants, dont l'histoire devra tenir compte. Ajoutons que l'auteur rectifie en passant (voir p. 16 et 693) plus d'une erreur; en revanche, nous avons retrouvé chez lui la fable de la Meunière de Saint Cast, dont la Société des Côtes-du-Nord a fait cependant bonne justice. Le 4^e article de M. Egerton présente la contre-partie de ses trois précédents articles, et nous initie aux plans de défense conçus en Angleterre pour prévenir une invasion.

— M. Jules Loiseleur qui, on se le rappelle, a consacré deux mémoires à l'examen des points historiques se rapportant à Mazarin¹, vient d'étudier longuement ce problème historique : *Gabrielle d'Estrées est-elle morte empoisonnée?* Il semblerait que le sujet pût être assez facilement circonscrit et qu'il ne demandât pas des développements très-considérables. Le travail de M. Loiseleur ne forme cependant pas moins de trois articles². C'est, il faut le dire, que l'auteur a singulièrement étendu son sujet. Selon lui, « les ténèbres accumulées autour de la mort de Gabrielle d'Estrées ne peuvent être percées que par une sorte d'enquête analogue à celle que dresse la justice criminelle. » Aussi ce qu'il retrace, « ce n'est pas seulement l'histoire de cette mort mystérieuse, c'est aussi celle des luttes engagées autour de la question du mariage d'Henri IV. » M. Loiseleur expose quelle était la situation de Gabrielle, quelles étaient ses chances pour arriver à devenir l'épouse légitime du roi; il montre Henri IV sincèrement résolu à s'unir à Gabrielle; il entre dans le détail des négociations pour la rupture du mariage avec Marguerite, examine les intérêts politiques et religieux engagés dans la question du mariage, et démontre successivement que ni les calvinistes, ni les catholiques ardents, ni le pape, ni les jésuites n'avaient rien à craindre de Gabrielle; que si les politiques voyaient son union avec le roi d'un œil moins favorable, si la cour de Toscane caressait depuis longtemps un autre projet de mariage qui ne reparut que plus tard, il n'y a là rien qui puisse justifier de vagues accusations de complot. Ni les intérêts collectifs, ni les intérêts particuliers n'étaient en cause et ne pouvaient armer une main homicide. L'attentat n'a point été commis; ni Sully, ni Zamet n'ont été pour rien dans la mort de Gabrielle : Gabrielle est morte, grosse de six mois

¹ Voir la 2^e et la 3^e livraison de la *Revue*.

² *Revue contemporaine* des 15 février, 28 février et 15 mars 1867.

environ, d'une maladie bien connue, l'éclampsie, presque toujours mortelle pour les femmes qui en sont atteintes dans cette situation. Voilà l'exposé et les conclusions de l'auteur. Ces conclusions nous semblent irréfutables; nous regrettons seulement que M. Loiseleur n'ait pas montré plus de concision et une méthode plus rigoureuse dans un travail d'ailleurs soigneusement et savamment élaboré.

— En attendant la prochaine apparition des tomes IV et V des *Moines d'Occident*, le *Correspondant* nous offre les prémices d'un fragment important sur l'*Influence politique et sociale des moines anglo-saxons*. L'illustre auteur y montre que c'est aux moines qu'il faut faire remonter l'initiation du peuple anglo-saxon aux enseignements de la religion comme aux pratiques populaires du culte. L'instruction publique, l'agriculture ne leur durent pas moins que la foi. Ce qui fit le succès et la force de ce rôle tutélaire et glorieux, c'est, en même temps que l'influence de la religion et des mœurs chrétiennes, l'union intime et durable entre l'ordre monastique et l'aristocratie anglo-saxonne : nulle trace de ces conflits de pouvoir qui troublèrent plus tard l'Angleterre. La transformation des mœurs, le respect de la propriété et de la vie humaine, l'introduction de l'unité dans la législation, un caractère auguste et sacré imprimé à la royauté à la fois fortifiée et contenue, une amélioration notable dans la condition matérielle de la population non libre, voilà les fruits de l'influence monastique en Angleterre. Ajoutons que « jamais l'action d'une foi nouvelle ne respecta plus scrupuleusement l'unité, l'indépendance, l'originalité puissante de la race convertie, de sa langue, de ses mœurs, de ses institutions, de son vieux droit et de son esprit national. » Le savant auteur ne se fait pourtant pas illusion sur les symptômes de décadence qui déjà se manifestent. « En pleine jeunesse, en pleine santé, le germe mortel apparaît déjà. » Malgré tout, « de longs siècles de ferveur et de foi, d'union avec l'Eglise romaine et la chrétienté catholique vont succéder à ces premiers beaux jours de l'Angleterre convertie par les moines. » Le jour est loin où « le fruit empoisonné sera récolté par des mains avides et sanguinaires. »

— Le *Contemporain* (*Revue d'économie chrétienne*) nous fournit¹ deux documents précieux à des titres divers : l'un est un recueil de réflexions pieuses dû à une petite-fille de Louis XV, Marie-Isabelle, infante de Parme, mariée en 1760 à l'archiduc Joseph (depuis Joseph II), et morte, de la petite vérole, à 22 ans à peine²; l'autre est un fragment inédit des *Souvenirs* du comte de Tocqueville. L'auteur avait dix-sept ans au moment où éclata la Révolution; mêlé au mouvement qui entraînait des hommes généreux vers « la liberté et le règne des lois, » il assista aux *Journées* qui signalèrent la marche ascendante de l'esprit de destruction et de haine aux

¹ Livraison du 31 janvier 1867.

² Le manuscrit de l'archiduchesse infante se trouve à la bibliothèque d'Amiens, où il est arrivé avec d'autres manuscrits ayant appartenu à l'abbé Clément, confesseur de Mesdames de France.

institutions monarchiques. Le 21 juin 1791, il était à Paris, et fut témoin de l'abattement des révolutionnaires et de leur « brutale et insolente joie » quand ils apprirent l'arrestation du roi ; le 10 août 1792, il était dans les rangs de la garde nationale : son bataillon ayant pactisé avec l'émeute, il s'en sépara à grand peine, et parvint à son domicile, à travers mille dangers, « le cœur presque insensible à force d'émotions. » C'est au milieu de ces troubles que fut décidé le mariage de M. de Tocqueville. Il se trouvait à Paris au lendemain du 21 janvier, et nous donne sur le meurtre de Le Peletier de Saint-Fargeau des particularités curieuses ; il était à Malesherbes le 30 janvier, et six semaines après il épousait la petite fille de l'illustre défenseur de Louis XVI, M^{lle} de Rosambo : il avait vingt ans et demi. M. de Tocqueville raconte ensuite l'arrestation, l'emprisonnement, la fin tragique d'une partie des membres de cette famille dans laquelle il venait d'entrer. Il y a là de précieux détails sur Malesherbes et un émouvant chapitre de plus ajouté à l'histoire des prisons sous la Terreur. Ce que l'auteur nous dit des siens, de leurs privations, de leurs angoisses, des déchirements de la séparation suprême, combien ont pu le dire alors ! « Nous étions entrés neuf dans cette maison de douleur, dit M. de Tocqueville, et nous n'en sortions que quatre. Nos parents, nos amis avaient disparu ; et les débris de deux familles n'avaient plus pour chef qu'un jeune homme de vingt-deux ans qui connaissait peu le monde et ne possédait que l'expérience du malheur. »

— En nous séparant de ces pages navrantes, nous trouvons, dans d'autres recueils, de nombreux renseignements sur l'époque révolutionnaire. M. Berriat Saint-Prix poursuit, dans le *Cabinet historique*, sa longue et consciencieuse revue des hauts faits de la justice révolutionnaire¹. Ses derniers mémoires nous montrent à l'œuvre les tribunaux du midi de la France : Bordeaux et la commission militaire du féroce Lacombe — dont M. Fabre de la Bénédicti re nous exposait aussi naguère les exploits² ; — Marseille et ses trois tribunaux qui arrosèrent du sang des scélérats les sillons du Midi³ ; — Avignon et l'affaire de Bédoin, si atténuée par les historiens révolutionnaires ; Orange et la commission présidée par Fauvety ; Pau, Tarbes, Toulouse, Nîmes, Toulon, etc. M. Aug. Tarbouriech, archiviste du Gers, est venu compléter par des documents nouveaux⁴ les renseignements qu'avait donnés le savant et infatigable conseiller à la cour de Paris sur la justice révolutionnaire à Auch. En même temps, M. Sénemaud, dans sa *Revue histo-*

¹ *La justice révolutionnaire en France*, par M. Ch. Berriat Saint-Prix, conseiller à la cour impériale. *Cabinet historique* de février à décembre 1866 et de janvier-février 1867.

² Voir la *Revue des questions historiques*, t. I, p. 310.

³ « Plus la guillotine joue, plus la république s'affermir. Le sang des scélérats, des ennemis de la patrie, arrose les sillons du midi ; leurs corps fertilisent les champs ; la terre a soif de ces monstres. » Lettre à la commune de Paris, *Cabinet historique*, 1866, p. 194.

⁴ *Cabinet historique* de septembre-octobre 1866.

rique des Ardennes, nous donne les pièces de procès révolutionnaires dans les Ardennes et dans la Marne¹. Nous signalerons en particulier le procès du général Lescuyer, accusé de complicité avec Dumouriez. Enfin, M. Gosselin, dans un travail étendu, publié par la *Revue de la Normandie*², et qui n'est pas encore terminé, retrace les principaux épisodes de l'époque révolutionnaire à Rouen et dans les environs, de 1789 à 1795. On trouvera dans son *Journal* des renseignements nouveaux et pleins d'intérêt.

— La *Revue de la Normandie* contient plusieurs travaux qui méritent d'attirer l'attention de nos lecteurs. M. Hippeau y a publié une étude sur les élections de 1789 en Normandie³. Les documents, tirés des archives de la maison d'Harcourt, dont il a entrepris la publication, en lui faisant connaître à fond les hommes et les choses de ce temps, lui ont appris à en comprendre le véritable esprit et à en déterminer nettement les tendances. Il est regrettable seulement qu'il ne se soit occupé que de quatre des grands bailliages normands. M. Boivin-Champeaux s'est attaché plus spécialement au grand bailliage d'Evreux⁴. Mais, par malheur, il a trop subi l'influence de ses idées personnelles. Il est de ceux qui attribuent uniquement les excès de la Révolution aux faibles velléités de résistance qu'elle a rencontrées, sans même admettre que cette résistance s'inspirait, non d'un refus de concours à des réformes dont nul ne contestait la nécessité, mais de la crainte d'une subversion complète de l'Etat. M. Boivin-Champeaux constate le calme et le bon ordre qui régnèrent pendant les élections : seul le clergé, par une fâcheuse exception, donna des signes de division. On remarqua dans les élections du Tiers-Etat l'abstention presque complète de la haute bourgeoisie ; ce fut une des causes de la marche violente des événements, car il en résulta des choix tels que, dès la réunion des États-Généraux, Burke exprima de sombres pressentiments sur l'avenir de la France. M. Beugnot nous montrait récemment dans ses *Mémoires* un bizarre et burlesque exemple de ces choix. Cette mémorable Assemblée Constituante, qui renfermait tant d'hommes éminents, tant d'orateurs incomparables, comptait aussi une nuée de membres obscurs, importants de villages, dépourvus des connaissances les plus élémentaires, et inférieurs à tout ce qui siégea depuis dans d'autres assemblées, même sur les bancs de la Convention.

Avant de quitter la *Revue de la Normandie*, nous signalerons deux autres articles, l'un de M. de Bouis, sur l'assemblée des notables

¹ Voir t. IV (1866), p. 101-113, 219-229, 312-329 ; t. V (livr. du 1^{er} janv. 1867), p. 72-86.

² *Journal des principaux épisodes de l'époque révolutionnaire à Rouen et dans les environs, de 1789 à 1795*. Les derniers articles ont paru dans les livraisons d'octobre et décembre 1866, et février 1867.

³ *Les élections de 1789 en Normandie*. — *Revue de la Normandie* des 31 décembre 1866 et 31 janvier 1867.

⁴ *Elections de 1789 dans le grand bailliage d'Evreux*. Livraison des 30 juin et 31 juillet 1866.

tenue à Rouen en 1617¹, l'autre de M. l'abbé Loth, sur Henri Court-Mantel². La dernière livraison³, qui nous parvient au moment où nous traçons ces lignes, contient une dissertation de M. Bousquet sur une question que la *Revue* examinera prochainement : *Faut-il écrire Jeanne d'Arc ou Jeanne Darc?* Avec MM. Vallet de Virville, Henri Martin, Villaumé, etc., et contre MM. Quicherat, Michélet, Wallon, etc., l'auteur se prononce pour l'orthographe : *Darc*.

— Il est un défaut dans lequel tombent trop habituellement les *Revues* de provinces, c'est de morceler à l'infini les travaux. Sous prétexte d'apporter de la variété dans une livraison de quelques feuilles, on y place jusqu'à sept ou huit articles, dont les *suites* interminables se prolongent pendant de longs mois. C'est ainsi que la *Revue d'Aquitaine* a commencé depuis près d'un an la publication de curieux extraits des comptes de Jeanne d'Albret⁴, réunis par l'habile archiviste des Basses-Pyrénées, M. Paul Raymond; et ces extraits, dont on ne donne que quelques pages dans chaque livraison, ne sont pas encore arrivés à leur terme. Éparpillés de la sorte, ils perdent de leur intérêt et seront moins facilement consultés.

— Les historiens ont placé jusqu'ici au xv^e siècle l'origine des institutions municipales en Bretagne. Voici un document inédit, publié par M. Arthur de la Borderie⁵, qui nous révèle l'existence d'une commune jurée établie à Saint-Malo au commencement du xiv^e siècle, à la suite d'une insurrection populaire qui avait éclaté dans cette ville. L'évêque approuva la *commune*, mais lui contesta le droit de juridiction. Au surplus cette commune paraît avoir eu une existence éphémère, et cette première tentative de vie municipale en Bretagne n'eut pas le succès que, deux siècles auparavant, les communes françaises avaient obtenu.

— C'est un curieux épisode de l'histoire de l'insurrection vendéenne que raconte M. Alfred Lallié dans la *Revue de Bretagne et de Vendée*⁶. Il s'agit de Gaudin-Bérillais, l'ancien lieutenant-colonel du régiment de Royal-Auvergne et de sa tentative de conciliation au début de la guerre de la Vendée. Placé pour ainsi dire de force à la tête d'une colonne d'insurgés, il parvint à les décider à entamer des négociations, et tandis qu'autour de lui retentissaient les cris de : *Vive le roi!* seul il cria : *Vive la loi!* Le manifeste qu'il publia, au nom de vingt et une paroisses, et où il s'attache à respecter les principes fondamentaux de la Constitution, est curieux. Gaudin-Bérillais, pour avoir voulu, par une combinaison généreuse mais chimérique, arrêter l'effusion du sang, paya de sa vie son dé-

¹ Livraison des 30 septembre et 31 octobre 1866.

² Livraison du 31 octobre 1866.

³ Livraison du 28 février 1867.

⁴ *Notes extraites des comptes de Jeanne d'Albret et de ses enfants (1536-1606). Revue d'Aquitaine*, t. X, p. 583; t. XI, p. 48, 117, 178 et 242.

⁵ *Une commune jurée en Bretagne au xiv^e siècle.* — *Revue de Bretagne et de Vendée*, décembre 1866.

⁶ *Gaudin-Bérillais et sa négociation.* — *Revue de Bretagne et de Vendée*, janvier 1867.

vouement à la chose publique, et, victime d'une lâche trahison, porta sur l'échafaud cette « tête contre-révolutionnaire » que le commissaire Gourlay, — renommé pourtant alors pour sa modération, — se réjouissait tant de voir tomber.

— Dans des *Notes* publiées par la *Revue du Lyonnais*¹, M. Auguste Bernard s'efforce de prouver l'existence d'un peuple gaulois jusqu'à présent inconnu, les Sébusianes, mentionnés par Cicéron dans son discours *pro Quintio*, et identifiés par la généralité des savants avec les Ségusiaves, habitants de la rive droite du Rhône. M. Bernard s'élève contre cette assimilation, se fondant sur ce que Cicéron place le territoire des Sébusianes dans les limites de la Narbonaise, par conséquent au bord opposé du fleuve; il cherche ensuite à déterminer plus exactement leur situation géographique, et la retrouve dans l'ancien décanat de Savoie dont le nom latin, *Sabaudia*, dérive, suivant lui, du nom des *Sebusiani* ou *Sebagini*. Cette étymologie nous semble un peu hasardée, et tout le raisonnement de M. Bernard manque d'un point de départ solide. Si du temps de Cicéron les Ségusiaves placés sur la rive droite du Rhône étaient en dehors de la province romaine, rien n'empêche de supposer qu'une portion de cette tribu ait occupé, à la même époque, quelques cantons de la rive gauche et subi la domination de Rome, tandis que la plus grande partie du même peuple conservait encore son indépendance.

— Nous trouvons dans le *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*² un intéressant article de M. Gustave Masson, où il esquisse rapidement la biographie de Charlotte de la Trémoille, comtesse de Derby. Soit qu'il retrace l'héroïque défense du château de Lathom House, assiégé par les forces parlementaires; soit qu'il montre la grandeur d'âme que cette noble femme opposa aux infortunes les plus accablantes, son récit inspire une profonde admiration pour le caractère magnanime et l'inébranlable constance de la comtesse de Derby.

— Le même *Bulletin* commence, dans sa dernière livraison³, un travail de M. Athanase Coquerel fils, qui sous ce titre : *Charenton sous Henri IV*, nous offre la suite de son *Précis de l'histoire de l'Eglise réformée de Paris*. Nous aurons à revenir sur ce travail. — Nous ne ferons également qu'annoncer aujourd'hui divers autres morceaux en cours de publication et dont nous entretiendrons nos lecteurs dans la prochaine livraison de la *Revue*. Le *Correspondant* n'a pas encore achevé la publication d'une importante étude de M. Marius Topin sur le cardinal de Polignac et son rôle politique sous Louis XIV. La *Revue du monde catholique* publie une série d'articles de Mgr Chailot sur les principales collections des conciles⁴ et des fragments du journal de la légation du cardinal Gaëtano en France⁵. Les *Etudes*

¹ *Notes sur un peuple gaulois inconnu*, livraison de février 1867.

² Livraisons des 13 janvier et 13 février 1867.

³ 15 mars.

⁴ Livraisons des 10 septembre et 10 décembre 1866.

⁵ *Sixte-Quint et la Ligue. Documents inédits*, publiés par M. Caringi, livraison du 10 février 1867.

religieuses, historiques et littéraires nous donnent¹ le début d'un curieux supplément aux correspondances de la maison de Condé publiées par M. Crétineau-Joly, et le *Contemporain* la première partie d'une sérieuse étude de M. G. Baguenault de Puchesse sur les Guise².

— Les documents, aussi bien que les travaux d'exposition, doivent fixer notre attention. Le *Cabinet historique*, qui a déjà fourni une longue et laborieuse carrière et rendu de nombreux services à la science, a donné dans une de ses dernières livraisons³ un intéressant récit des *Derniers moments de Louis XIII*, par le P. Dinet, son confesseur, récit que le savant conservateur adjoint de la bibliothèque impériale, M. Rathery, a communiqué à M. Louis Paris, d'après les volumes du fonds Thoisy. Le *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français* a publié récemment quatre lettres de Jeanne d'Albret⁴. Dans l'une de ces lettres se trouvent de curieux détails sur l'éducation du Béarnais : la reine de Navarre se félicite de lui voir « si bien plantée au cœur, par bonnes admonitions, » cette « rasine de piété » qui maintenant « produit et branches et fruits. » Le correspondant auquel Jeanne d'Albret donne ces détails est Théodore de Bèze. En terminant, elle lui demande comment elle « doit user du fait de la religion pour *abattre entièrement l'idolâtrie*. » — « Je ne demande pas, ajoute-t-elle, s'il le faut faire, car le commandement de Dieu me répond assez en cela, mais des moyens, veu la rudesse de mon peuple. »

Nous ne voulons pas entamer de discussion avec un recueil qui prétendrait volontiers au monopole du « rare savoir, » de la « bonne foi » et de l'« impartialité, » et rechercher si trop souvent, avec la meilleure « bonne foi » du monde, les passions et les préjugés n'aveuglent pas singulièrement son « savoir » et son « impartialité. » Bornons-nous donc, — sans nous arrêter à un préambule de M. le comte Jules Delaborde où il parle des Guise, « ces *grands factieux* qui s'insurgèrent contre l'édit de janvier 1562 et inaugurèrent, par les massacres de Vassy et de Sens, la néfaste série des guerres civiles du xvi^e siècle, » — à mentionner ici deux documents qui nous font connaître les relations des chefs protestants avec les princes allemands, et qui se rattachent aux envois de troupes que leur firent le landgrave de Hesse, en 1562, lors de la première guerre civile, et l'électeur Palatin, en 1567, lors de la seconde⁵. Le premier est un fragment d'une « capitulation des reytres et lansquenetz levez pour Mgr le prince de Condé ; » le second une déclaration de l'Electeur

¹ Une correspondance pendant l'émigration (1792-1797) : quarante-huit lettres inédites du prince de Condé, du duc de Berry et du duc d'Enghien, livraison du 15 mars 1867.

² Les ducs François et Henri de Guise, d'après de nouveaux documents. Livraison du 28 février 1867.

³ Septembre-octobre 1866, p. 225-260.

⁴ Livraison du 15 février 1867.

⁵ Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français, livraison du 15 mars 1867.

Palatin et de son fils Casimir à l'ambassadeur de l'empereur, au sujet de l'appui prêté par eux aux réformés français.

— La dernière livraison parue de la *Revue des Sociétés savantes* nous offre aussi plusieurs documents auxquels nous devons accorder une mention. Certains sont accompagnés de commentaires qui ajoutent à leur valeur : ainsi M. Boutaric analyse et apprécie deux lettres adressées à Philippe le Hardi, l'une par les évêques de la province ecclésiastique de Bordeaux, pour se plaindre des entreprises des officiers royaux sur les droits et les privilèges de l'Eglise ; l'autre par l'évêque de Poitiers au sujet de l'hommage du château de Civray, lettres communiquées par M. Beauchet-Filleau et tirées des archives de la Vienne ¹. Le même érudit examine trois pièces envoyées au comité des travaux historiques par M. Marchegay et relatives au mariage de Charles, fils de Philippe le Bel, avec Blanche de Bourgogne ². M. Simonnet a tiré des archives de la Côte-d'Or et communiqué un mandement du roi Jean (1363) concernant Arnaut de Cervolle, dit l'*archiprêtre* ³. M. Marchegay a adressé un document dont l'original fait partie du chartier de M. le duc de la Trémoille, et qui, comme le dit le savant correspondant du Comité, est « de l'espèce la plus rare : » c'est l'ordre d'assaut donné le 19 septembre 1441 par Prégent de Coëtivy, pour l'attaque de Pontoise ⁴. Mentionnons enfin un procès criminel intenté en 1379 à... un troupeau de cochons qui, chose rare dans les fastes du droit pénal, obtint la faveur de lettres de grâce du duc Philippe le Hardi, moyennant la « justice et exécution de trois truyes et d'ung des pourceaulx » qui payèrent pour le reste du troupeau.

N'oublions pas, dans cette revue des documents, une curieuse lettre de Henri IV adressée au prévôt des marchands et échevins et écrite de la propre main du roi pour enjoindre, sous peine d'en courir l'indignation royale, la remise des registres des nouvelles impositions réclamés inutilement par Sully. Cette lettre a été publiée par l'*Amateur d'autographes* ⁵, qui nous donne aussi, dans son dernier numéro ⁶, une lettre de Louis XV sur sa maladie de 1744, écrite en marge d'un billet que lui avait adressé le duc de Gramont.

— Nous voudrions terminer cette revue rapide par quelques lignes sur les *revues étrangères*. L'Allemagne nous fournirait un contingent important ; l'Italie, moins riche, nous permettrait pourtant de glaner dans la *Civiltà cattolica*, dans la *Nuova antologia*, dans le *Bullettino di archeologia*, et surtout dans l'*Archivio storico italiano* des indications utiles. Nous renverrons cet examen à la prochaine livraison et nous nous contenterons, pour aujourd'hui, d'un coup d'œil jeté sur les revues anglaises.

¹ Livraison de novembre-décembre (t. IV de la 4^e série), p. 441-455.

² *Ibid.*, p. 437-41.

³ *Ibid.*, p. 463-65.

⁴ *Ibid.*, p. 476-79.

⁵ N^o du 16 février 1867.

⁶ N^o du 1^{er} mars 1867.

Seule, la *Dublin Review* nous offre quelques articles traitant de matières historiques : son dernier cahier trimestriel de 1866 contient une étude sur *Pie V*¹ d'après M. de Falloux et le docteur Newman (*Lectures on the history of the Turks*), étude dont les *Archives théologiques* de Besançon publient en ce moment la traduction². Dans le premier cahier de 1867, nous trouvons trois articles sur lesquels nous appellerons l'attention de nos lecteurs : *Les relations de saint Paul et de saint Pierre*³, où, s'appuyant sur les ouvrages de Dollinger et du docteur Lightfoot, on démontre qu'il n'y a pas eu antagonisme ni rivalité entre les deux apôtres; *Le Manichéisme au moyen âge et l'Inquisition*⁴, où sont mis en relief les dangers qu'offrait la doctrine du Manichéisme au XIII^e siècle et les moyens de répression employés contre cette hérésie; enfin un article intitulé *Jeanne d'Arc et sa mission*⁵. Écrit à un point de vue différent de celui où s'est placé récemment un de nos éminents collaborateurs, cet article appelle quelques observations critiques. Disons d'abord qu'il n'y a là aucune recherche originale : à propos d'une traduction de l'ouvrage de Guido Goerres, publiée à Boston, d'un article du professeur O'Hagan dans l'*Atlantis* (juillet 1858), du panégyrique de Mgr Gillis, prononcé, on se le rappelle, à Orléans, le 8 mai 1857, et enfin d'un ouvrage du professeur Creasy où il est incidemment question de Jeanne, l'auteur de ce travail rappelle sommairement les faits de la vie de la Pucelle, reproduit servilement les lieux communs sur Charles VII et Agnès Sorel⁶, et, se plaçant à des points de vue contradictoires selon qu'il suit ou copie l'un ou l'autre des écrivains qui ont servi de base à son étude, énonce les fameux *quatre points de la mission*, ou se conforme à la tradition reçue. Il y a de plus des erreurs de détail. L'auteur cite pourtant la publication de M. Quicherat (qu'il nomme *Quicheret*), mais il paraît ne la connaître que par Mgr Gillis. Il accorde, dans une note à la fin de son article, une mention au travail de M. Nettement et combat ses conclusions sur la mission de Jeanne. Quoi qu'il en dise, il est impossible d'admettre que les deux systèmes qui se trouvent en présence soient conciliables. En tout cas, nous lui conseillerons d'étudier la question dans ses sources mêmes et non dans les ouvrages de seconde main.

FR. DE FONTAINE.

¹ *S. Pius V, the father of Christendom*, octobre 1866, p. 273-304.

² Voir la livraison de février 1867.

³ *The Relations of S. Paul with S. Peter*, p. 26-52.

⁴ *Mediæval Manicheism and the Inquisition*, p. 53-62.

⁵ *Joan of Arc and her mission*, p. 118-154.

⁶ Pages 122 et 148. « He was enslaved to ignoble pleasure; and what can be more dead to gratitude or duty than the heart of a voluptuary? It was of Agnes Sorel that he thought, and not of the pure maiden Joan. »

LE RECENSEMENT DE QUIRINIUS

RÉPONSE A QUELQUES OBSERVATIONS CRITIQUES

En fondant la *Revue des questions historiques*, notre but a été de créer un organe spécial où toutes les ressources de la science fussent mises au service de la vérité. L'histoire nous offre un champ immense, et nous pouvons aborder tel ou tel point avec une pleine liberté, avec une complète indépendance. Mais en ce qui touche à l'exégèse, il ne saurait entrer dans notre plan de discuter, de poser même des questions qui, à nos yeux, sont résolues par une autorité que nous acceptons avec la plus entière soumission, l'autorité de l'Église. Sur ce terrain, la solution est toute faite. Nous pouvons, seulement, quand l'occasion s'en présente, confirmer l'irréfragable témoignage des Livres saints, par l'histoire, l'épigraphie, l'archéologie, par toutes les preuves que nous fournit la science. Ce que M. Nicolas et d'autres après lui ont fait d'une façon si heureuse; ce qu'un courageux auteur contemporain entreprend en ce moment dans une œuvre importante, dont nous entre-tiendrons prochainement nos lecteurs ¹, la *Revue*, dans la mesure de ses forces, cherche aussi à l'accomplir.

En publiant, dans notre dernière livraison, le remarquable travail de M. Ernest Desjardins sur le *Recensement de Quirinius*, nous avons une fois de plus, avec l'autorité de l'histoire et des monuments, corroboré un texte évangélique qui a été

¹ *Histoire de l'Ancien et du Nouveau Testament par les seuls témoignages profanes*, par M. l'abbé Gaiet, curé de Cormontreuil.

l'objet de longues et sérieuses discussions, et dont l'interprétation n'est pas aussi facile que l'ont prétendu certaines personnes. Ce travail a valu à notre honorable collaborateur et à la *Revue* de nombreuses et très-flatteuses félicitations. Il a été en même temps l'objet de certaines critiques, les unes dans d'amicales communications; les autres, avec un ton que nos éminents contradicteurs nous permettront de regretter, dans un recueil qui avait salué avec sympathie l'apparition de la *Revue*¹. La cause de la vérité n'a jamais trop de défenseurs, et ce n'est certes pas à ceux qui, sans avoir le caractère du prêtre ni l'autorité du théologien, viennent apporter, sur des points obscurs et controversés, le témoignage de la science profane et toutes les ressources de l'érudition contemporaine, ce n'est pas à ces écrivains qu'on doit adresser le reproche de s'égarer dans de vaines recherches en suivant une certaine exégèse allemande, au lieu de s'en rapporter purement et simplement à la tradition catholique. Loin de blâmer ces utiles et vaillants champions de la vérité, il conviendrait de les encourager, et, s'ils commettent involontairement quelques erreurs, de ne les signaler qu'avec cette courtoisie et cette bienveillance que commandent à la fois la charité et une noble confraternité.

Sous le bénéfice de ces observations nécessaires, abordons les critiques adressées à M. Ernest Desjardins et les explications données par notre honorable collaborateur.

Ces critiques portent sur deux points.

I. M. Desjardins, a-t-on dit, a eu le tort de s'adresser à l'Allemagne pour démêler le sens, du reste fort clair, d'un verset de saint Luc et de deux versets de saint Mathieu. Il a accepté la version de M. Lutteroth et est tombé dans l'erreur en prétendant avec lui que la sainte Vierge était enceinte au moment où elle épousa saint Joseph.

Voici le passage de notre collaborateur (p. 10) :

« De Sacy traduit : « Pour se faire enregistrer avec Marie son épouse qui était grosse. » Et le grec doit signifier, suivant M. Lutteroth : « Pour être enregistré avec Marie, qu'il avait épousée lorsqu'elle était grosse... » Mais ces mots : « étant grosse » semblent

¹ *Études religieuses, historiques et littéraires*, livraison du 13 mars 1867, p. 443-447 des *Varia*.

bien se rapporter cependant à l'époque de leur voyage à Bethléem^r. Que Marie fût grosse lorsque Joseph l'épousa, cela est établi par saint Mathieu (ch. 1, v. 18 et 19). Il importe donc assez peu, à ce qu'il semble, que la grossesse de Marie s'entende de l'époque du mariage de Marie ou de celle de l'arrivée à Bethléem. »

On reproche à M. Desjardins : 1° d'avoir admis que Marie était enceinte lorsqu'elle fut épousée ; 2° d'avoir déclaré que peu importait que Marie fût alors ou ne fût pas enceinte.

Sur le premier de ces reproches, M. Desjardins nous autorise à déclarer qu'il « ne prétend nullement que le mariage de Marie ait été postérieur à sa mystérieuse conception, » qu'on doit savoir « que le texte de saint Mathieu a été interprété dans ce sens par M. Lutteroth pour les besoins de sa thèse, et qu'il n'a pas voulu dire autre chose. »

Quant au second reproche, M. Desjardins s'élève contre le sens qu'on prête à ses paroles : « On s'empare, dit-il, d'une seule phrase qu'on n'a pas comprise, pour m'attaquer au nom de l'orthodoxie. Quand on lit ma dissertation, on comprend que j'admets, *pour un instant*, le sens proposé par M. Lutteroth, et que même avec cette interprétation, la solution qu'il propose est impossible. C'est ce que signifie : *il importe donc assez peu*. Cette phrase ne veut pas dire que ce sens a peu d'importance en soi, mais qu'il en a peu relativement à mon argumentation, puisque, avec l'un et l'autre sens, avec celui de la tradition catholique comme avec celui de la version protestante, l'explication que je donne de la difficulté est possible, et, je le crois, satisfaisante. »

II. La seconde critique adressée à notre collaborateur porte sur l'opinion qu'il a exprimée en ces termes à la dernière page de son travail :

« A tout cela, il faut ajouter que Joseph et Marie n'étaient point obligés de se faire inscrire, mais que, connaissant les prophéties, ils vinrent, avec intention et de leur propre mouvement, se prêter à leur accomplissement et revendiquer leur qualité originelle de Bethléemites. »

Nous allons reproduire ici les observations que nous a adressés à ce sujet un de nos honorables correspondants, M. l'abbé F. C.

« Les paroles de M. Desjardins ne me semblent pas conformes au texte sacré. S. Luc s'exprime ainsi : « Et tous allaient se faire inscrire chacun dans sa ville ; Joseph partit aussi de la ville de Naza-

reth qui est en Galilée, et vint en Judée à la ville de David, qu'on appelle Bethléem, parce qu'il était de la maison et de la famille de David, pour se faire enregistrer avec Marie son épouse qui était grosse. »

« Le texte est assez formel : Joseph et Marie vont à Bethléem pour se faire inscrire ; ils y vont parce qu'ils sont de la maison et de la famille de David ; ils vont à Bethléem comme les autres Juifs vont chacun dans la ville d'où il est sorti.

« Aussi, d'après S. Luc, le voyage de Joseph à Bethléem, n'est pas de son choix, mais bien d'obligation. L'édit du dénombrement universel devait laisser à chaque nation, sujette ou alliée de Rome, la faculté de suivre, pour cette opération, ses usages traditionnels. Et peu importait à l'orgueil de César-Auguste, que ce dénombrement s'accomplît de telle ou telle manière ; ce qu'il voulait savoir, c'était le nombre des sujets qui obéissaient à ses lois, et celui des alliés que lui avaient attirés la gloire ou la terreur de ses armes.

« Les Juifs, dit Corneille Lapierre, avaient divisé leur nation en tribus, ensuite les tribus en familles dont chacune avait son chef. C'est pourquoi dans ce recensement les Romains adoptèrent pour eux cette division¹. »

« Les Juifs, alliés de l'empire, dit l'abbé Contestini, se conforment à l'ordre d'Auguste selon la règle de leurs traditions nationales. Comme aux temps de Josué, de Saül et de David, les familles et les tribus se réunissent et *chacun va se faire inscrire dans le lieu de son origine*². »

« Joseph et Marie n'agissent donc pas isolément et par *leur propre mouvement*. Ils agissent, et sont obligés d'agir de concert avec tous les Juifs, en se conformant à un usage commun à toute la nation. « Et tous allaient se faire inscrire chacun dans sa ville. »

« Cette interprétation ressort aussi du rapport qu'établit S. Luc entre l'édit du dénombrement et la naissance de Jésus-Christ à Bethléem. En effet, pourquoi S. Luc eût-il mentionné cet édit à propos de cette divine naissance, si Joseph et Marie ne se rendent à Bethléem que parce que, *connaissant les prophéties*, ils veulent *se prêter à leur accomplissement* ? Que l'édit existât, ou non, ce voyage aurait eu lieu et S. Luc eût mieux fait de nous faire connaître l'intention de Joseph que de nous parler de l'édit.

« Dira-t-on que S. Luc mentionne cet édit comme l'occasion du voyage de Joseph et de Marie à Bethléem et comme le moyen pour eux de *revendiquer leur qualité originelle de Bethléemites* ?

« Avouez d'abord que cette occasion était si indifférente au voyage, qu'elle valait peu la peine d'être mentionnée, surtout d'être énoncée avec toute la solennité qu'y a mise S. Luc.

« La difficulté est plus grande, si l'on considère l'édit comme le moyen pour Joseph et Marie d'aller revendiquer à Bethléem leur qualité originelle de Bethléemites. Oui, c'était un moyen, mais pour vous

¹ In *Lucam*, II, v. 3.

² *Revue des Sciences ecclésiastiques*, 2^e série, t. I, p. 227 (1865).

ce moyen est librement choisi par Joseph, tandis qu'à nos yeux il lui est imposé par les événements. De deux choses l'une : ou bien l'édit laissait à chaque famille la liberté de se faire enregistrer où bon lui semblerait ; ou bien il prescrivait un mode à suivre. Dans le premier cas, Joseph n'eût pas eu besoin, pour réclamer sa qualité originelle, d'aller à Bethléem ; il aurait pu la réclamer, en se faisant inscrire à Nazareth. Dans nos recensements, chaque individu est enregistré dans la ville de son domicile avec le nom de sa ville d'origine. Dès lors le voyage de Joseph et de Marie à Bethléem n'était pas un moyen nécessaire de revendiquer leur qualité originelle de Bethléemites ; ils se fussent ainsi épargné une œuvre pénible, et dange-reuse surtout pour Marie. Et puis enfin, comment supposer que l'édit laissât à chacun, pour se faire inscrire, la faculté de changer non-seulement de ville, mais même de province ?

« Dans le second cas, c'est-à-dire, si l'édit prescrivait un mode à suivre par tous pour se faire inscrire, il faut présumer, faute d'autres témoignages, que ce mode était celui que suivirent Joseph et Marie de concert avec tous les Juifs, le mode qui était conforme à leurs traditions nationales. Mais alors le voyage de Joseph et de Marie n'est plus facultatif, mais nécessaire ; ils ne vont pas à Bethléem *de leur propre mouvement*, mais en vertu de la loi. Or c'est précisément l'interprétation que nous donnons aux paroles de S. Luc, et cette interprétation, en nous faisant voir le rapport étroit qui existe entre l'édit du dénombrement et la naissance de Jésus-Christ à Bethléem, nous fait comprendre la mention de l'édit par l'auteur sacré à propos de cette divine naissance.

« L'interprétation de M. Desjardins ne se trouve donc pas conforme au texte sacré. Elle est aussi en contradiction avec la notion vraie de la prophétie. La prophétie est la prédiction et non pas la règle des événements futurs ; un fait n'arrive pas parce qu'il a été prédit, mais il a été prédit parce qu'il devait arriver. Or si Joseph et Marie étaient allés à Bethléem pour *se prêter à l'accomplissement des prophéties*, c'est la prophétie qui eût été la cause de ce voyage ; ils y seraient allés parce que cela avait été prédit, et pour ne pas faire mentir les sacrés oracles, comme s'ils avaient craint que Dieu n'accomplît pas ses promesses.

Sans doute, Joseph et Marie connaissaient la prophétie ; mais ils savaient aussi que Dieu n'a pas besoin des calculs de sa créature pour réaliser ses promesses. Et ils attendaient. Ils attendirent (c'est là le prodige de leur foi) jusqu'au jour où la voix de Dieu se fit entendre par la bouche de César ou du roi Hérode, et alors fidèles à cette voix qu'ils reconnurent, ils partirent de Nazareth pour se rendre à Bethléem.

« Je préfère cette intervention toute divine à ce calcul qu'on prête à Joseph et à Marie et qui, aux yeux d'une critique malveillante, aurait l'air d'une complicité. « Tout cela se faisait, dit encore Cornille Lapierre, par la volonté de Dieu....., qu'exécutaient, sans la connaître, César-Auguste et Quirinius, son délégué. »

« Je me résume : César-Auguste porte un édit qui ordonne le dé-

nombrement de tous les sujets et alliés de l'empire. La nation juive obéit à cet édit en se conformant à ses traditions nationales ; tous les Juifs allaient se faire inscrire, chacun dans sa ville ; Joseph et Marie sont obligés de se rendre à Bethléem d'où ils sont sortis, et c'est Dieu qui dispose ainsi cet événement pour l'accomplissement de ses prophéties. »

A ces observations, notre honorable collaborateur répond qu'il ne s'agit pas ici d'un point de dogme ni même d'un point de doctrine. Il pose seulement cette double question : « Comment la loi romaine et l'édit impérial auraient-ils contraint Joseph et Marie, qui habitaient Nazareth en Galilée, à se faire inscrire à Bethléem en Judée, en traversant par conséquent toute la Samarie, et cela alors qu'ils n'étaient pas sujets de l'empire ? Comment aurait-on obligé les étrangers à se faire inscrire, non dans la cité qu'ils habitaient, non pas même dans la ville où ils étaient nés, non pas encore dans celle où le père ou l'aïeul, où le bisaïeul étaient nés, mais dans la tribu d'où la famille était originaire en remontant le cours des siècles. » — « Là est la difficulté, ajoute M. Desjardins. Je désire que M. l'abbé F. C. en sorte plus heureusement que je n'ai tenté de le faire, et j'adhère d'avance à son opinion. »

Notre honorable collaborateur s'est peut-être exagéré la double difficulté qu'il signale. Si l'on observe d'une part que le dénombrement se faisait pour les juifs, non d'après la loi romaine, mais d'après leurs propres lois ; et de l'autre que toutes les familles de la race de David avaient une généalogie dont la filiation était rigoureusement établie (car de chacune d'elles pouvait naître le Messie), on s'explique plus facilement le voyage lointain de Joseph et Marie et le choix de la *ville de David*.

Au surplus, tout ceci, on le voit, ne change rien au fond de la question et n'infirme nullement les conclusions de notre savant collaborateur. Sa thèse demeure entière ; il l'a établie d'une façon victorieuse à l'aide de textes nouveaux, des monuments récemment mis au jour, en utilisant les découvertes de la science, et nous pouvons, empruntant les paroles de M. l'abbé F.-C., lui rendre ce témoignage « qu'en jetant une grande lumière sur une question si controversée, il a rendu un vrai service, au nom de la science, à l'Église catholique. »

G. DU FRESNE DE BEAUCOURT.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Géographie de Strabon, traduction nouvelle, par Amédée TARDIEU, sous-bibliothécaire de l'Institut. Paris, Hachette, 1867, in-12, t. 1^{er}.

On savait depuis longtemps que M. Tardieu s'occupait d'un grand travail sur Strabon, et on attendait avec confiance une publication aussi consciencieusement préparée. En voici le commencement. Avant d'enrichir nos bibliothèques du commentaire géographique et historique des dix-sept livres dont se compose l'inappréciable ouvrage de Strabon, M. Tardieu a voulu nous donner de ces dix-sept livres une traduction nouvelle, faite avec tout le soin possible. Il lui a semblé que, par ce rude apprentissage, il se mettrait en état de mener plus sûrement à bien une aussi vaste et aussi difficile entreprise. Félicitons-nous de la prudence de M. Tardieu ! Tout en se fortifiant beaucoup, soit comme helléniste, soit comme géographe, dans sa longue lutte avec Strabon, le savant sous-bibliothécaire de l'Institut met à notre disposition une traduction que recommandent toutes les qualités : elle est à la portée de toutes les bourses, tandis que la traduction de La Porte du Theil, Coray et Letronne est très-rare et par conséquent très-chère ; elle est d'un format très-commode, tandis que les cinq gros volumes in-4^e qui ont paru de 1803 à 1819 sont bien peu maniables ; elle sera terminée par une table alphabétique com-

plète, tandis que la traduction sortie de l'imprimerie impériale n'en possède aucune, un 6^e volume, qui devait renfermer plusieurs tables avec diverses notes et dissertations, n'ayant jamais paru. Mais ce qui est bien autrement important, c'est que M. Tardieu a tenu religieusement compte de toutes les améliorations introduites depuis 1819 dans le texte de Strabon, par Groskurd, Kramer, Piccolos, Meineke et surtout par Ch. Müller, améliorations si considérables que, comme il l'a remarqué en maint endroit, l'ancienne traduction ne correspond plus aux éditions grecques dont on se sert d'ordinaire aujourd'hui. Le volume que j'ai sous les yeux contient les six premiers livres, de même que le premier volume de l'édition grecque de Meineke ; les deux volumes suivants seront aussi coupés de la même façon que les deux autres volumes du docte éditeur, ce qui rendra extrêmement facile la comparaison du texte et de la traduction, partout si exacte, si claire, si française. M. Tardieu a mis au bas des pages quelques brèves notes philologiques et de nombreux renvois aux *Vindiciæ Straboniz* de Meineke et à l'*index variæ lectionis* de Ch. Müller, dont parfois il discute avec autorité et redresse avec bonheur les assertions (p. 185, 224, 226, 265, 293, 305, 307, 413, etc.) En somme, la traduction de M. Tardieu mérite le meilleur accueil, et il est du devoir de

tous ceux qui aiment l'antiquité d'encourager un aussi patient et aussi habile érudit à achever résolument le commentaire dont nous avons été privés jusqu'à ce jour, et qui pourtant nous est indispensable. T. DE L.

Géographie générale, contenant la géographie physique, politique, administrative, historique, agricole, industrielle et commerciale de chaque pays, etc., par L. Dussieux. Paris, Lecoffre, 1886, in-4° de 1004 p.

Cet ouvrage est conçu sur un plan excellent et exécuté par un homme qui a déjà fait ses preuves. L'auteur a eu la sagesse de ne pas succomber à la tentation d'adopter la forme du dictionnaire, la plus commode sans contredit, mais aussi la plus fâcheuse au point de vue de la science, parce qu'elle favorise la paresse de l'esprit et ne donne aucune idée complète, aucune vue d'ensemble. Pour une géographie, la marche rationnelle, scientifique, consiste à donner d'abord une connaissance exacte du globe sous le rapport de sa position dans le système planétaire, de sa configuration, de sa formation, de ses produits, de sa population, de ses divisions, etc., de passer ensuite à l'étude des diverses parties, en allant toujours du général au particulier. Ainsi pour la France, au lieu de se contenter, comme on le fait ordinairement, de donner les divisions administratives avec les villes principales et l'indication de ce que chacune a de particulier, M. Dussieux commence par des notions sur ses frontières et ses côtes, ses différents systèmes de montagnes, ses cours d'eau, son climat, sa géologie, ses productions minérales et agricoles, sa population et les langues qu'elle parle. Ce n'est qu'après cela que viennent la géographie historique, les divisions actuelles, et l'étude particulière de chaque département et de leurs principaux

centres. Tous les pays sont étudiés d'après cette méthode ; mais, naturellement, avec des développements moins considérables. Une table rend ce livre d'un usage presque aussi facile qu'un dictionnaire. La lecture en est agréable ; c'est assez complet sans être trop long ; un soin particulier est donné à tout ce qui touche au commerce, à l'industrie, à l'agriculture. La partie historique n'est point négligée, malgré quelques lacunes. On pourrait demander seulement quelques additions et quelques rares corrections. R. DE ST-MAURIS.

Aperçu historique sur les embouchures du Rhône ; travaux anciens et modernes, fosses Mariennes ; canal du bas Rhône par Ernest Desjardins. Paris, 1867, imp. de Ch. Lahure, gr. in-4° avec cartes

On sait qu'un décret en date du 9 mai 1863 prescrit la création d'un canal destiné à réunir le bas Rhône, pris au-dessus de la barre avec la Méditerranée. Les travaux ont commencé la même année, et semblent devoir être achevés dans un temps qui n'est pas fort éloigné. L'instant était donc opportun pour la publication d'un mémoire concernant les essais de canalisation dont le Rhône a été l'objet jusqu'ici. Nous pouvons ajouter sans être taxés d'exagération que nul n'était plus apte à ce travail que M. Desjardins, déjà bien connu du monde savant par d'intéressantes publications sur divers points de géographie et d'archéologie. M. Desjardins remarque d'abord dans les cours d'eau qui se jettent dans la Méditerranée, une tendance à se diviser à leur embouchure en plusieurs bras, donnant naissance à des deltas qui, sans cesse, empiètent sur la mer. Au contraire, dans les fleuves tributaires de l'Océan, rien de semblable ne se manifeste. La raison de cette différence est celle-ci : les eaux de la Méditerranée (et généralement de toutes

les mers intérieures), n'étant pas agitées par le flux et le reflux, ne sauraient, comme l'Océan, entraîner au loin les dépôts fluviaux. De là, il résulte, pour les populations riveraines de la Méditerranée un grand désavantage. Leurs ports ont toujours une propension à s'ensabler, et ce n'est qu'à force de peines et d'efforts qu'il est possible de les dégager. L'auteur nous cite à ce sujet, comme exemple, les ports d'Ampertie, à l'embouchure de l'Ebre, et d'Ostie, à celle du Tibre. Si le port d'Alexandrie échappe à cette sorte de fatalité, cela tient à l'existence d'une langue de terre qui le protège contre les atterrissements fluviaux.

Deux moyens ont été proposés pour rétablir la navigation du Rhône : le premier consiste dans l'endiguement, le second dans la canalisation. M. Desjardins déclare ce dernier procédé incontestablement le meilleur. C'était celui qu'avaient suivi les anciens, et son emploi n'a produit que de bons résultats, lorsqu'on y a eu recours à l'embouchure de l'Ebre. Il nous est impossible d'entrer ici dans l'examen des nombreuses questions traitées par l'auteur. Etude des textes anciens, des calculs faits par les ingénieurs modernes, rien n'a été omis. L'auteur fait parfaitement ressortir combien il est difficile de déterminer l'âge d'un dépôt en calculant la masse de limon entraîné annuellement par le fleuve. Un changement dans le cours de l'un des bras du Rhône a produit des résultats tout à fait imprévus, et a rendu le dépôt fluvial beaucoup plus considérable que ne l'indiquait le calcul. Cette réflexion nous paraît de la plus haute importance, si l'on se rappelle surtout les chiffres auxquels sont arrivés divers géologues en étudiant leur manière de voir sur la quantité de vase déposée annuellement. Ainsi M. Lyell assigne une antiquité de onze mille ans au moins avant notre ère, à certains dé-

bris d'objets industriels dans les alluvions du Nil. Cependant l'examen général de la vallée égyptienne semble nous indiquer qu'elle ne constituait encore qu'un fonds de mer, cinq ou six mille ans au plus avant notre ère. Ajoutons pour terminer, que M. Desjardins a enrichi de fort belles cartes, représentant les deltas du Rhône, de l'Ebre, du Tibre et du Nil, son savant ouvrage, dont la lecture est désormais indispensable au géologue, à l'archéologue et au géographe.

H. de CHARENCEY.

Histoire du dogme catholique pendant les trois premiers siècles de l'Eglise et jusqu'au concile de Nicée, par Mgr GINOULHIAC, évêque de Grenoble, 2^e édition. Paris, Durand, 1866, 3 vol. in-8^o.

C'est en fouillant les trois premiers siècles de l'Eglise qu'on la venge aujourd'hui avec une force irrésistible des attaques combinées du rationalisme et de l'hérésie. Montrez que l'Eglise, dans les temps où, de l'aveu même de ses adversaires actuels, elle était immaculée, professait hautement tous les dogmes qu'elle consacre maintenant de son autorité, vous aurez gagné sa cause en face de tous les incrédules. C'est de ce noble projet que Mgr Ginoulhiac s'est inspiré dans le grand ouvrage dont la première partie, la seule qui soit encore publiée, est déjà arrivée à sa deuxième édition. — Dans une introduction fort étendue, le docte prélat répond, victorieusement selon nous, aux quelques objections que son travail a soulevées ; il en expose à grands traits la nature et le but ; il en précise le plan qui est celui de saint Thomas, mais avec cette différence qu'au lieu de l'exécuter, comme le docteur angélique, à la double lumière de la théologie et de la raison, il s'éclaire surtout du flambeau de l'histoire. La dogmatique chrétienne en-

brasse Dieu, l'homme et le monde ; mais différant des sciences philosophiques et naturelles par son principe, qui est la révélation divine, elle voit surtout en Dieu l'homme et le monde : en Dieu vu en lui-même, à savoir dans sa nature et dans ses personnes ; en Dieu considéré comme principe de la création, son œuvre ; en Dieu, règle et fin suprême de tous les êtres contingents, et spécialement des créatures raisonnables ; magnifique plan où la raison et la foi s'illuminent mutuellement de la splendeur des traditions chrétiennes.

Comment le vénérable écrivain a-t-il compris et rempli ce programme ? Le premier volume a pour objet l'existence de Dieu, son essence, ses attributs : *nature, facultés et qualités*, ainsi que son unité ; le deuxième traite d'abord de la Trinité *en général* proclamée par les trois premiers siècles ; tous les enseignements de l'Écriture, tous les monuments de la foi publique de l'Eglise sont ici en évidence, et il en sort une voix unanime qui dit : *Gloire au Père, au Fils et au Saint-Esprit !* Sur ce point fondamental, la doctrine des Pères et leur langage, en ce qu'il semble avoir parfois d'obscur et d'excessif, sont nettement expliqués, les hérésies sont dévoilées, et aussi réfutées par un concert imposant de témoignages. Après cet exposé aussi clair que riche de savoir sur la Trinité, Mgr Ginoulhiac descend de la synthèse à l'analyse : il parle du Père et du Fils, et son troisième volume, continuant ce grand sujet, le complète par une étude excellente sur le Saint-Esprit. — Il nous est impossible, en ces quelques lignes, de mettre en relief tout ce qu'il y a de labeur continu dans ces pages, dont chacune accuse une investigation profonde et judicieuse de ce que la philologie, l'Écriture, les Pères, les papes et les conciles, les apologistes, les symboles de l'Orient

et de l'Occident, la confession des martyrs, les catacombes, les liturgies, l'histoire ecclésiastique, les hérétiques même, les juifs et les païens, apportent de preuves irréfragables à l'habile controversiste pour foudroyer du même coup les erreurs anciennes et les erreurs nouvelles sur la divinité. — Ce n'est pas tout, l'auteur revendique les origines divines du dogme de la Trinité ; il démontre que l'Eglise chrétienne ne l'a emprunté ni à Platon ni à Philon, ni à Plotin ; et à ce propos, il caractérise l'importance dogmatique, si exagérée, de ce qu'on appelle le *mouvement Alexandrin*. Poussant plus loin encore son examen, il fait toucher du doigt la parfaite conformité du dogme de la Trinité une et indivisible avec les doctrines essentielles et les plus constantes du christianisme primitif. Soit qu'il nous entretienne de la Trinité ; soit qu'il nous parle des personnes divines, Mgr Ginoulhiac fait pénétrer jusque dans les profondeurs des mystères une lumière qui ne faiblit jamais ; assurément, il n'a pas la prétention téméraire de nous révéler Dieu *face à face* ; mais il dit sur l'unité de la Trinité, sur les attributs et les opérations du Père, du Fils et du Saint-Esprit, tout ce qu'il est permis de voir et de proclamer dans les ténèbres de notre pèlerinage.

Une observation maintenant sur la méthode préférée par le savant auteur. Il commence par la synthèse, continue par l'analyse, et termine par la synthèse encore. Cette marche l'oblige à de fréquents retours. Ainsi l'unité de la Trinité ouvre et ferme l'ouvrage ; ainsi encore, pour expliquer la Trinité *en général*, il faut s'occuper *analytiquement* des trois personnes divines, et puis reprendre ce triple examen, en traitant *ex professo* du Père, du Verbe et du Saint-Esprit. Toutefois, Mgr Ginoulhiac rachète ces reproductions d'un même sujet par une abondance de développements toujours nouveaux ; à ce

titre, il a sagement évité toute confusion. — La deuxième partie de cette si remarquable publication ne tardera pas à paraître, si nous sommes bien informé; tout nous porte à croire qu'elle achèvera dignement une œuvre magistrale, si bien appropriée à la polémique religieuse de ce temps. G. G.

La Réforme en Italie, discours historiques de CÉSAR CANTÙ, traduits de l'italien, par ANICET DIGARD et EDMOND MARTIN. Paris, Adrien Le Clere, 1867, in-8°.

Le lecteur de la *Revue* ont déjà pu apprécier la valeur historique du nouvel écrit de M. César Cantù, par le fragment sur les *hérétiques italiens* dont l'éminent auteur a bien voulu lui donner les prémices, et tous ceux qui connaissent le grand ouvrage de M. César Cantù, l'*Histoire des Italiens*, n'ont plus à apprendre avec quel succès l'auteur sait associer à des vues remarquables sur les vicissitudes générales du catholicisme les récits de son histoire, pour ainsi dire nationale, en Italie. Ce double point de vue était bien naturel puisque le christianisme, depuis son origine, a eu presque toujours dans ce pays et son trône et son chef.

Cette appréciation d'ensemble, développée dans l'histoire générale, l'auteur la condense aujourd'hui et la spécialise en quelque sorte à l'époque où l'Italie eut à subir les conséquences de la Réforme faisant le tour de l'Europe. Pour mieux faire comprendre les tentatives du protestantisme en Italie, M. Cantù jette un regard approfondi sur les siècles qui ont précédé celui de Luther, et dans une série de discours historiques qui comprennent plus de la moitié du volume, il fait apparaître tour à tour les grandes figures de ce qu'il appelle les *Précurseurs*: il nous montre que ce chef de secte n'est qu'un anneau dans cette longue chaîne de contradictions que la vérité catho-

lique a rencontrées, depuis son origine, sur les divers points du globe. De ce point central en butte aux attaques de l'esprit de révolte, *Signum cui contradiceur*, l'illustre historien nous montre à l'œuvre les adversaires, depuis Arius, les Iconoclastes, les Nicéens, le Mahométisme, les Manichéens et les Vaudois, les Albigeois, les Patarins, les Flagellants et les Hussites, les Averroïstes, les Néoplatoniciens, jusqu'à cette explosion définitive d'indépendance que l'esprit humain développe au xv^e siècle, et qui prend cette double forme que l'on a qualifiée de deux noms devenus historiques: la réforme et la renaissance. A toutes ces vicissitudes de la contradiction, l'auteur oppose cette inépuisable fécondité de la défense: grands saints apologistes, fondateurs ou réformateurs d'ordres religieux, moines illustres, prédicateurs, philosophes et théologiens, qui sans cesse ont occupé le champ de bataille avec une vaillance toujours jeune, toujours infatigable, et ont merveilleusement associé les audaces de la polémique avec les énergies de la défense. Cette histoire n'est pas nouvelle: c'est l'histoire même de l'Eglise: Mais l'histoire de l'Eglise c'est celle de l'humanité, c'est-à-dire de tous les peuples. C'est pour cela que nous sommes heureux de voir un historien national appliquer sa belle intelligence à nous montrer comment les destinées des nations sont liées à celles du catholicisme. Qui pourrait, en parcourant de bonne foi le livre de M. Cantù, nier que les splendeurs de l'Italie n'aient été contemporaines des époques où s'est élevée davantage la suprématie pontificale? Le langage à la fois si catholique et si libéral de l'historien donne à cette démonstration un caractère d'actualité saisissant. On voit en quelque sorte se développer par les faits de l'histoire la réfutation de tous les siècles contre les incompatibilités mensongères qu'on

inventées nos modernes révolutionnaires entre la grandeur de l'Italie et la puissance à la fois spirituelle et temporelle des Pontifes romains. Au livre de M. Cantù quelle fin de non-recevoir pourrait-on opposer au nom des intérêts italiens? En quoi le plus sincère catholicisme est-il incompatible avec le plus ardent patriotisme? Ce livre d'histoire a une portée politique: c'est pour cela qu'il devait traverser les monts. En le traduisant, MM. Anicet Digard et Edmond Martin ont rendu au catholicisme et à l'histoire un double service. Il faut les en féliciter.

A. DE R.

Histoire du règne de Henri IV, par M. Aug. POIRSON, conseiller honoraire de l'Université, etc., seconde édition considérablement augmentée. Paris, Didier, 1867, t. IV, in-8° de 663 pages.

Nous avons annoncé que la *Revue* examinerait avec détail la nouvelle édition de l'important ouvrage de M. Poirson; aussi nous bornons-nous à signaler l'apparition de ce IV^e volume qui clôt l'*Histoire du règne de Henri IV*, mais ne nous offre pas encore cette partie supplémentaire sur *Henri, roi de Navarre*, que l'auteur, nous l'espérons, donnera prochainement au public. Le tome IV de M. Poirson soulève de graves questions. La principale est celle de la politique religieuse de Henri IV. L'auteur discute les idées émises par M. Mercier de Lacombe dans son remarquable livre sur *Henri IV et sa politique* et cherche à établir que jamais Henri IV n'eut la pensée d'établir « une seule profession de religion dans l'Europe chrétienne. » Nous n'entrerons pas dans l'examen de ce débat et nous laisserons à notre savant collaborateur le soin de préciser la véritable portée des textes sur lesquels roule la discussion. — La suite du livre VIII est consacrée à l'examen des

négociations des alliances et de la politique du roi de 1600 à 1610. Cette partie a été revue avec soin par l'auteur et présente quelques développements nouveaux. Nous citerons, en particulier, un chapitre sur les dernières années de la vie privée de Henri IV dans leur rapport avec la chose publique et sur l'éducation du dauphin et un examen plus approfondi des accusations dirigées, relativement au crime de Ravallac, contre l'Espagne, les Jésuites, etc. Le livre IX, qui termine ce volume (et qui, pour ne pas en étendre démesurément les proportions, est imprimé en caractères plus fins) reproduit le livre VI de la première édition, qui ouvrait la seconde partie du t. II. L'auteur le place ici à la fin de son ouvrage. Il est consacré exclusivement aux sciences, aux lettres, aux beaux-arts sous le règne de Henri IV. Nous n'avons pas à faire l'éloge de ce tableau complet du mouvement intellectuel à cette époque, tableau où nous n'avons remarqué que de rares additions. Le t. IV, se termine par 60 pages de *Documents historiques*, parmi lesquels nous citerons ceux sur les finances, et les notes sur l'agriculture, sur les charges conférées à Sully, etc., qui ne se trouvaient pas dans la première édition.

G. de B.

Journal des règnes de Louis XIV et Louis XV, de l'année 1701 à l'année 1744, par Pierre NARBONNE, premier commissaire de police de Versailles, recueilli et édité, avec introduction et notes, par J.-A. LE ROI, conservateur de la bibliothèque de Versailles. Paris, A. Durand et Pedone-Lauriel, 1866, in-8°.

Narbonne, d'abord simple employé dans les bureaux des domaines à Versailles, fut nommé, par le valet de chambre-gouverneur Blouin, commissaire de police dans cette ville. La position qu'il avait au château, la charge qu'il exerça, le mirent à même de re-

cueillir bon nombre d'informations et surtout de documents qu'il réunit et classa dans une collection, aujourd'hui conservée à la Bibliothèque de Versailles, qui forme 24 volumes in-4°. C'est de cette collection que le savant conservateur, M. Le Roi, a extrait la matière du présent volume. Les matériaux épars dans les manuscrits de Narbonne ont été choisis avec soin, classés chronologiquement; l'éditeur a intercalé le texte d'un certain nombre de documents. Bien que commençant en 1701, ce *Journal* est de fort peu d'importance pour le règne de Louis XIV; c'est à partir de 1713, et surtout des années 1719 et suivantes, que les détails deviennent plus abondants et plus intéressants. Est-ce à dire qu'il y ait là une source précieuse d'informations, un auteur original d'une valeur réelle? L'éditeur lui-même nous le dit: Narbonne n'est qu'un collecteur. Les documents et les faits dans toute leur sécheresse, voilà ce qu'il nous donne. L'histoire de la cour, les intrigues des grands, les faits politiques, administratifs, économiques, se trouvent là pêle-mêle; il n'y a pas jusqu'aux faits judiciaires qui ne tiennent leur place dans ce *Journal*: ainsi le procès du duc de Noailles et de Tourteret (p. 221-278), et l'affaire des juges de Saint-Pierre-le-Moutier (p. 440-459). La création d'un second marché à Versailles, en 1733, donne lieu à de nombreuses reproductions de documents. Nous trouvons encore, comme hors-d'œuvre, le journal du chef de cuisine Tassin, qui fit partie de la suite du maréchal de Bellisle, lors de son ambassade à la diète de Francfort (1741) pour l'élection de l'empereur (p. 534-581). Sur la personne de Louis XV, les détails sont précis et offrent de l'intérêt: ainsi Narbonne a dressé, de 1732 à 1742 (Narbonne mourut en 1736, mais il eut un continuateur jusqu'en 1745), le journal des voyages du roi. La partie tech-

nique a donc ici une certaine importance; mais ne demandez pas à l'auteur des appréciations élevées: il a les courtes vues du bureaucrate (voir p. 32 le jugement sur M^{me} de Maintenon, qui, selon Narbonne, « a causé des maux dont les plaies sont inguérissables »); il a la puérile satisfaction du bourgeois à prendre les grands seigneurs en défaut (témoin ce qu'il dit sur le duc de Noailles); il montre cependant de l'honnêteté, des croyances religieuses (voir p. 476); il a ce culte de la royauté, si enraciné au cœur de la vieille France, et que les scandales et les hontes du règne dont il ne vit que l'aurore, allaient compromettre et bientôt détruire pour jamais. M. Le Roi a, une fois de plus, bien mérité de l'histoire en rassemblant ces matériaux; il y a joint une bonne table alphabétique des noms de personnes et de lieux. G. DE B.

Gustave III et la cour de France, suivi d'une étude critique sur Marie-Antoinette et Louis XVI apocryphes, avec portraits inédits de Marie-Antoinette, de Gustave III, du comte de Fersen, et fac-simile, par M. A. GEFFROY, professeur suppléant à la Faculté des lettres de Paris. Paris, Didier, 1867, 2 vol. in-8°.

Les relations diverses de la Suède avec la France sous le règne de Gustave III, n'étaient pas, tant s'en faut, entièrement inconnues avant l'ouvrage de M. Geffroy; mais sous ce rapport, que de choses restaient dans l'ombre! Combien il était désirable qu'une consciencieuse étude, puisée aux sources, nous fit connaître la diffusion dans le Nord et spécialement dans la Suède, des idées et des mœurs françaises pendant les vingt années qui ont précédé la Révolution, c'est-à-dire à une heure à la fois séduisante et terrible, « et mêlée de contrastes inouïs! » Il fallait mettre en lumière tout un mouvement d'opinion intéres-

sant au plus haut degré l'histoire de notre XVIII^e siècle, et restituer à beaucoup de personnes, à peine nommées dans les livres, leur part d'influence et de renommée. Combler cette lacune, rapprocher la Suède de Gustave III, de la France, de Louis XV, de Louis XVI et de la Révolution, tel a été le but de M. Geffroy. Mais cette photographie comparée, que nous appellerons volontiers franco-suédoise, à quelles sources la demander ? Comment peindre avec fidélité une époque « de relations complexes et intimes ? » Évidemment, on devait arracher aux archives et aux bibliothèques bien des secrets. Devant ce labeur, le zèle intelligent de M. Geffroy n'a pas reculé. Investi d'une mission officielle, il a pu, pendant huit mois consécutifs, travailler dans les archives du Nord, principalement à Stockholm, à Upsal, à Copenhague. M. le comte de Manderström, ministre actuel des affaires étrangères de Suède, lui a prodigué ses meilleures informations ; enfin la riche collection de notre ministère des affaires étrangères, nos archives générales, et les portefeuilles des ministères des affaires extérieures en Suède et en Danemarck lui ont été généreusement ouverts ; de tous ces documents il a su tirer, avec une habileté remarquable, un livre neuf, substantiel, plein de charme et de vie.

Le premier volume nous montre, en six chapitres, la Suède avant Gustave III, l'éducation de ce prince et son premier voyage à Paris, le coup d'État de 1772, la société française dans ses rapports avec Gustave, les réformes et les fêtes de ce roi, et la faveur dont les Suédois jouissaient à Versailles auprès de Marie-Antoinette. Le second volume nous fait assister aux nouveaux voyages de Gustave, au spectacle de ses malheurs et de ses fautes depuis 1783 jusqu'en 1789 ; ensuite nous le voyons aux prises avec la Révolution ; nous

avons devant nous l'émigration française et les plans de coalition européenne ; un dernier chapitre, le plus curieux de tous peut-être, — c'est le dixième, — nous fait pénétrer bien avant dans les mystères théurgiques de l'illuminisme, du philosophisme et de la franc-maçonnerie combinés : c'est dans ces ténèbres que s'élabora le complot dont Gustave III, grâce à l'association des vengeances de la démagogie et de la noblesse, sera victime le 16 mai 1792. Un appendice contient, avec un travail sur les lettres apocryphes de Marie-Antoinette et de Louis XVI, des fragments du journal manuscrit quotidien de Louis XVI, une correspondance inédite de Gustave III, et quelques extraits de dépêches. Comme on le voit, ce cadre est vaste et lucide. Est-il bien rempli ? Au point de vue des documents, pour la plupart nouveaux, et de la mise en scène des événements et des correspondances, nous n'avons qu'à louer. Il y a là des lettres éloquentes de plusieurs des femmes les plus spirituelles de notre société. Dans ses deux voyages en France (1771, 1784), Gustave, aussi avisé qu'enjoué, avait eu soin de ne négliger ni les parlementaires ni les philosophes, ni les *dévots* ; les amis de Choiseul et ceux de la du Barry s'étaient disputé sa personne, également aimable pour tous. Aussi M^{me} d'Égmont, la fille romanesque du maréchal de Richelieu ; M^{me} de Brienne, amie des parlements et de la philosophie nouvelle, M^{me} de Boufflers, et même la grave et religieuse comtesse de la Marck, ont-elles pour Gustave de réelles effervescences d'enthousiasme. M^{lle} Necker, bientôt épouse de l'adroit Staël, ambassadeur de Suède, écrit jusqu'en 1789 des *bulletins* tout sémillants d'observations malicieuses sur la cour et la ville ; après cette date, elle se met au diapason du moment ; elle discourt sur M. Necker et sur la politique avec la gravité passionnée de son

talent; elle venge la reine avec énergie. Gustave, de son côté, se révèle par ses lettres avec sa physionomie intelligente et ouverte, son esprit curieux, son caractère expansif, sa nature prompte et vive. Des officiers suédois au noble cœur, le *beau* Fersen et le *généreux* Stodringk, nos frères d'armes dans la guerre d'Amérique, apparaissent ici dans tout l'éclat de leur fidélité française, de leur dévouement à nos souverains malheureux.

Quant à l'esprit de ce livre, nous devons tempérer de quelques réserves nos justes éloges. M. Geffroy ne décrit pas seulement avec un rare bonheur les personnages et les faits, il les juge. Il apprécie dans Gustave III, au fur et à mesure de ses récits, l'homme et le prince, et dans le prince sa politique intérieure et sa politique au dehors. L'homme lui paraît à bon droit, vu les influences mauvaises de son éducation et de son entourage, contradictoire et incomplet; mais c'est faire trop d'honneur au philosophisme du XVIII^e siècle, bien qu'il ait mis en circulation quelques idées de saine réforme qui ne lui appartenaient pas en propre, c'est trop l'honorer, disons-nous, que de lui attribuer la revendication des droits individuels et des droits publics (t. I, p. 112); c'est trop flatter Gustave que de le présenter à notre admiration comme empruntant du XVIII^e siècle son ardeur généreuse, ses intelligents désirs, son louable idéal. Nous le croyons plus volontiers quand il reconnaît que Gustave eut « en commun avec son époque la faiblesse morale, » faiblesse, ajouterons-nous, qui était l'œuvre des doctrines subversives de la fausse philosophie. M. Geffroy ne convient-il pas, avec une courageuse sincérité, que le dernier tiers du XVIII^e siècle « fut une époque toute de réaction violente dans l'ordre des idées comme dans l'ordre politique? (t. II, p. 248) N'accuse-t-il pas l'*ironie*

de Voltaire, trop ménagé d'ailleurs, et le *scepticisme* de l'Encyclopédie? Et lorsqu'au x^e chapitre, si remarquable, de son 2^e volume, il peint le philosophisme, la superstition et les sociétés secrètes coalisés dans un but d'égoïsme et de destruction religieuse et sociale, ne dit-il pas implicitement que les catastrophes dont la fin du dernier siècle a été témoin, sont sorties des sectes pseudo-philosophiques, comme la conséquence sort invinciblement de son principe? C'est pourquoi nous ne faisons pas, aussi rigoureusement que M. Geffroy, deux parts diverses dans la vie de Gustave, l'une semée de belles réformes et toute brillante des plus gracieux reflets de notre XVIII^e siècle, l'autre insensée et voisine des abîmes. Ceci nous amène à dire un mot, — un mot bien court faute d'espace, — sur la vie politique de Gustave. Au dedans, ce prince transporta l'absolutisme, par son coup d'État anti-nobiliaire (1773), de l'aristocratie à la couronne, avec cette différence toutefois que son absolutisme, à lui, fut parfois intelligent et large. Mais, évidemment son goût immodéré pour les plaisirs et les spectacles, ses habitudes de dépenses, son caractère aventureux qu'aucun principe ne contenait, devaient l'entraîner peu à peu, dès les commencements de son règne, aux emportements despotiques de 1789 et aux dernières infortunes.

Considéré dans ses relations extérieures, Gustave, jusqu'au moment de la Révolution, a peu de dignité. Il vit constamment de nos subsides; en revanche son rôle, en tant qu'il touche aux réels intérêts de la France et à l'équilibre européen, a de la puissance et de la grandeur; M. Geffroy l'a parfaitement saisi. La Suède avait alors pour mission de se préserver elle-même de la Russie et de la Prusse, qui visaient à la partager comme la Pologne, et de réfréner ainsi les ambitions du Nord, toujours prêtes à s'élancer sur

l'Occident pour le subjuguier. M. Geffroy prend ici sur le fait les immorales cupidités de Frédéric II et de Catherine, si faussement adulés par les sectaires; il cite, entre autres lettres du premier, celle où se révèle sous forme d'axiome, avec une crudité barbare, le prétendu droit des souverains à s'unir pour *annexer* et spolier à leur aise. — Quand l'ère de la Révolution est ouverte, Gustave, le roi philosophe, le roi comédien, ne songe plus qu'à monter à cheval pour l'écraser. Dans cette utopie, il y a le sentiment égaré de la sécurité des trônes, un mouvement chevaleresque de gratitude pour la cour de France, et une vive impulsion vers les aventures. M. Geffroy, partisan de la Révolution ou plutôt d'une révolution parlementaire, juge sévèrement l'idée réactionnaire de Gustave, et il ne ménage pas ses sympathies à la politique, si cauteleuse pourtant, de l'empereur d'Autriche à l'égard des infortunés souverains de la France. Là M. Geffroy rencontre inévitablement Louis XVI et Marie-Antoinette. Il loue avec beaucoup d'impartialité, dans Louis XVI, l'honnête homme et le prince réformateur; dans Marie-Antoinette, la femme, l'épouse, la mère, et à certains égards, la reine. Sous ce rapport, il atténue certaines vues exclusives qu'on avait remarquées dans la *Revue des Deux-Mondes*, où ont été publiées par fragments, mais d'une manière beaucoup moins complète qu'en ces deux volumes, les diverses parties de ce travail. M. Geffroy confesse que la reine n'a voulu, de 1790 à 1792, qu'une intervention diplomatique et un congrès armé: néanmoins, il laisse subsister, dans les pages précédentes, quelques appréciations qui cadrent mal avec cette opinion définitive; de plus, tout en faisant valoir en faveur de Louis XVI et de Marie-Antoinette des circonstances atténuantes prises pour la plupart dans les difficultés de leur posi-

tion, il n'a pas dit encore, à notre avis, toute la vérité *vraie* sur les relations du roi et de la reine avec la Révolution et avec les puissances. — En terminant, nous signalons avec plaisir une claire et solide étude sur les lettres apocryphes de Louis XVI et de Marie-Antoinette. En passant de la *Revue des Deux-Mondes* dans ce livre, elle se présente enrichie de nouveaux développements et de fac-simile inédits de l'écriture de la reine, pendant la période décisive de 1771 à 1778.

G. G.

—
**Lettres en partie inédites de M^{me} Roland (M^{lle} Philpon) aux demoiselles Cannet, suivies des lettres de M^{me} Roland à Bosc, Ser-
van, Lauthenas, Robespierre, etc., etc., de documents inédits, avec une Introduction et des notes par C. A. DAUBAN, ouvrage orné d'une photographie et d'une gravure.** Paris, H. Plon, 1867, 2 vol. in-8 cavalier. — **Lettres choisies de M^{me} Roland.** Paris, H. Plon et Ch. Delagrave, in-12.

Voilà un long titre qui promet beaucoup aux curieux et aux chercheurs; que leur donne-t-il? Sur deux cent quarante-une lettres de M^{lle} Philpon, adressées aux demoiselles Cannet, quatre-vingt-huit sont inédites; quatre-vingt-dix ont reçu des changements ou des additions plus ou moins considérables, qui font de *quelques-unes*, dit M. Dauban, *des lettres nouvelles*. Les lettres inédites, il les doit à la famille Gomicourt à laquelle M^{lle} Sophie Cannet, l'une des deux amies de M^{lle} Philpon, s'était alliée. Malheureusement pour le public, il n'a pu se procurer les lettres de Sophie, qui auraient donné à cette correspondance un piquant intérêt; et ce qui étonne à cet égard, c'est sa résignation par trop philosophique. « Ces lettres » dit-il, « étaient-elles bien nécessaires? En se peignant de face, M^{lle} Philpon en dit assez pour faire voir les deux profils. »

En vérité ! les demoiselles Cannel ne parlent jamais dans ces deux volumes, et leur langage interprété sommairement par leur amie, à son point de vue, doit suffire à notre instruction et à notre curiosité ; quel lecteur sera de cet avis ? — Nous venons de parler des lettres inédites ; quant à celles qui sont revues et corrigées, et aux autres dont le texte est simplement reproduit, M. Dauban les a empruntées à feu M. Auguste Breuil, avocat à la cour royale d'Amiens, qui a publié à Paris, en 1844, les *lettres inédites de M^{lle} Philipon adressées aux demoiselles Cannel* (2 vol. in-8). M. Breuil, par respect pour certaines convenances, avait fait quelques suppressions ; le nouvel éditeur a cru pouvoir s'affranchir de ces entraves, et il a rétabli en quatre-vingt-dix lettres le texte intégral. Voilà pour les *lettres aux demoiselles Cannel*. Dans l'appendice à ces lettres, il n'y a d'inédit qu'un *jugement*, fort peu pudique, de M^{lle} Philipon sur un ouvrage scabreux de la Blancherie, ayant pour titre : *Extrait du journal de mes voyages*, une sophistique et pauvre appréciation des sermons de Bourdaloue par le même personnage, une insignifiante lettre sans date de Mme Roland à Sophie Cannel, un fragment de quelques lignes, également sans date et sans importance, écrit sur une enveloppe de lettre. — Pour ce qui regarde la correspondance adressée de 1782 à 1789 par la *citoyenne Roland* à Bosc, alors secrétaire de l'intendance des postes, puis, en 1791 et 1792, à quelques révolutionnaires tels que Brissot, Lanthenas, Robespierre et Servan, deux lettres seulement sont inédites : une à Bosc, datée de 1786, et l'autre à Brissot ; encore M. Dauban oublie-t-il de dire que celle-ci se trouve incomplète, il est vrai, et avec des variantes, dans les *mémoires du comte d'Allonville* (t. VI, chap. VIII).

Comme on le voit, la moisson n'est pas riche en fait d'inédit, et il faut assurément vouer un culte à Mme Roland, un culte qui tourne un peu au fétichisme, pour entourer ces quelques nouveautés du pompeux appareil de deux gros volumes. Si, du moins, cet inédit plaçait sous un nouveau jour M^{lle} Philipon, M^{me} Roland et son triste époux ! mais point. Nous savions déjà par les *mémoires* de cette femme trop célèbre qu'elle avait eu, dès son bas âge, la passion des mauvais livres ; que cette passion grandissant toujours avait encombré son intelligence de sophismes et exalté son amour-propre et son imagination presque jusqu'au délire ; qu'elle adorait Rousseau et le calquait servilement ; qu'elle se drapait à la romaine avec la suffisance théâtrale de son époque ; que pieuse d'abord, grâce aux influences du couvent qui répandirent tant de bonheur sur sa première jeunesse, elle prit plaisir à ruiner sa raison par le raisonnement, et à se précipiter dans un complet scepticisme, d'où elle cherchait à faire émerger cette *morale indépendante* qu'on croit de nos jours avoir inventée ; qu'à dater du moment où sa foi s'éclipsa, elle fut, jusqu'à son mariage, le jouet d'une exaltation fébrile qui la rendit malheureuse. Sous ce rapport, ce que ne disaient pas ses *mémoires*, la publication de M. Breuil l'avait révélé. Dans les lettres éditées par lui, on avait pu suivre d'année en année, de 1770 à 1780, époque du mariage de M^{lle} Philipon, on avait pu suivre pendant cette période décennale qu'embrassent les *lettres aux demoiselles Cannel*, le travail de destruction que les lectures perverses et la fausse philosophie firent lentement dans ce brillant esprit, dans ce cœur naturellement ouvert aux plus tendres et aux plus nobles sentiments ; on savait que dès l'année 1772 le doute religieux s'était glissé dans cette belle nature, et qu'en 1776, il y avait éteint

jusqu'à la foi à l'immortalité de l'âme, jusqu'à la croyance en Dieu. Les lettres de Mme Roland à Bosc, à Lanthenas, à Robespierre, à Servan, avaient dévoilé la *citoyenne*, comme les lettres à Bosc, l'épouse et la mère, comme celles aux demoiselles Cannet, la jeune fille. Donc ni la bibliographie ni l'histoire générale ou autobiographique n'ont beaucoup à se louer de cet ouvrage à fracas; et ce qui appartient en propre à M. Dauban, à savoir l'*introduction* et les *notes*, celles-ci rares et peu substantielles, n'offrent, à leur tour, rien de bien nouveau. Ajoutons que si l'édition complète n'a pas une grande valeur, nous ne saurions accorder aux *lettres choisies* un mérite littéraire qui permette de les offrir comme un modèle de style; à plus forte raison ne pouvons-nous les ranger parmi nos *classiques*. G. G.

—
La comtesse du Cayla, par M. CAPEFIGUE. Paris, Amyot, 1866, 1 vol. in-12.

Ce petit volume n'a point coûté à son auteur de très-longues recherches et ne passera assurément pas à la postérité. Etudier un sujet dans quelques-unes de ces productions banales qui encombrant les cabinets de lecture, sans s'assurer de l'exactitude des faits, sans même respecter l'orthographe des noms les plus connus, tel est le procédé qui explique comment le fécond écrivain

Peut, chaque mois sans peine, enfanter un volume.

Ne serait-il pas préférable qu'au lieu d'allonger indéfiniment le catalogue de ses œuvres, M. Capefigue voulût bien s'astreindre à une étude consciencieuse des points historiques qu'il aborde? Avec sa méthode actuelle, il est plus voisin du roman que de l'histoire, il défigure involontairement les faits, et ne rencontre la vérité que par hasard. C'est ainsi qu'il fait commencer

le rôle politique de M^{me} du Cayla cinq ou six ans trop tôt, et la fait préluder à sa présentation aux Tuileries par un prétendu voyage à Hartwell non moins invraisemblable qu'imaginaire. On s'étonne qu'il ait pu préférer, aux renseignements les plus authentiques, les fabuleux récits que La Mothe-Langon a entassés dans un livre intitulé : *Mémoires d'une femme de qualité*, ouvrage moitié roman, moitié pamphlet, inspiré par les passions haineuses qui s'attaquaient au gouvernement de la Restauration. Du reste, si M. Capefigue a eu le tort de consulter un guide aussi peu sûr, ce n'est point qu'il en ait partagé les aveugles préventions : il faut, au contraire, reconnaître en lui un désir sincère de rendre justice à ce régime tant calomnié et de faire ressortir le vrai caractère des deux monarques qui ont présidé alors aux destinées de la France. L. DE N.

—
La France pontificale (*Gallia christiana*). *Histoire chronologique et biographique des archevêques et évêques de tous les diocèses de France*, par M. H. FISQUET. *Métropole de Rouen. Diocèses de Rouen, de Bayeux et Lisieux, d'Evreux et de Séz.* Paris, Repos (s. d.), 4 vol. in-8°.

Entre tous les monuments de science et de piété que nous ont légués les Bénédictins de la congrégation de Saint-Maur, il n'est guère d'ouvrage auquel il soit plus souvent nécessaire d'avoir recours et dans lequel il y ait plus de notions utiles à puiser, que le célèbre recueil intitulé *Gallia christiana*, où se trouvent les plus précieuses archives de l'histoire religieuse et ecclésiastique de la France. Malheureusement, si la rareté et le haut prix de cette collection l'excluent de la plupart des bibliothèques particulières, son format et sa rédaction latine en rendent également l'étude difficile et l'accès peu attrayant pour un grand nombre

de lecteurs. Mettre à la portée de tous ce trésor de science en reproduisant dans la langue vulgaire et sous un formal commode ses parties les plus essentielles, les compléter en continuant jusqu'à nos jours l'histoire de chaque diocèses, les enrichir même de renseignements nouveaux que la science moderne a mis en lumière, telle est la tâche que s'est proposée M. Fisquet. Mais une pareille entreprise dépassant les forces d'un seul homme, il a nécessairement dû faire appel au concours de plusieurs collaborateurs, et c'est sans doute à cela qu'il faut attribuer la différence sensible qu'on remarque dans l'exécution des diverses parties de l'œuvre. Ainsi dans les deux volumes consacrés aux diocèses de Rouen et de Bayeux et Lisieux, le texte des Bénédictins a été en grande partie refondu, de manière à augmenter d'une part, la chronologie historique des évêques d'une foule d'indications utiles, et à condenser, d'autre part, ce qui concerne l'histoire des établissements monastiques dont le flot de la Révolution n'a laissé subsister que le souvenir. Pour les diocèses d'Evreux et de Séez, on s'est borné à traduire le texte latin et à continuer la série des évêques, et l'on a réduit le chapitre des monastères à des bornes si étroites qu'il perd tout intérêt. Il y aurait en outre à signaler dans l'histoire des évêques d'Evreux, des inexactitudes que le rédacteur des autres volumes a su éviter et rectifier. Partout les pièces justificatives ont été complètement éliminées : n'eût-il pas été préférable de donner aux faits contemporains une moindre étendue, et de reproduire intégralement le texte du *Gallia christiana*, en désignant par un signe particulier ce qui appartient aux additions de la *France pontificale*? On eût assuré ainsi au nouveau recueil une plus grande valeur, en évitant souvent au lecteur la nécessité de recourir aux in-folio des Bénédictins et

de s'assujettir à une confrontation fatigante. En constatant ce défaut du plan général de la publication, nous devons rendre justice au soin que les rédacteurs y ont apporté. Ils n'émettent généralement que des assertions bien prouvées : ils ont, il est vrai, accordé à des évêques des ^x^e et ^{xii}^e siècles des blasons dont l'authenticité serait difficile à justifier, comme ils en ont omis d'autres d'une exactitude plus certaine; ils ont altéré certains noms en traduisant en français leur forme latine, mais ce sont là des fautes légères, et qui atteignent d'ailleurs des personnages peu connus ou des localités sans importance. Ce qui dans l'œuvre de M. Fisquet mérite une approbation sans réserve, c'est l'attention scrupuleuse qu'il a mise à suivre les traces de ses éminents devanciers, à se conformer aux principes de cette judicieuse critique qui sait démêler les témoignages dignes de foi de ceux puisés à des sources suspectes, résister aux prétentions que l'esprit de système ou un attachement exagéré à de prétendues traditions locales voudrait imposer à la science, et fixer les bornes qui séparent le domaine de la vérité historique du champ où se donnent carrière les légendes fabuleuses et les hypothèses hasardées. Malgré les défauts que nous avons signalés, la publication de la *France pontificale* doit être considérée comme une entreprise éminemment utile : elle obtiendra les sympathies de tous les amis de l'histoire et des antiquités religieuses de la France.

L. DE N.

Histoire de la ville et de l'abbaye de Saint-Amand (en Pevelé), par V. de COURMACEUL, ancien magistrat, membre de la Commission historique du département du Nord. Valenciennes, Lemaitre, 1866, in-8° de Lxi-308 pages.

M. de Courmaceul a rendu bien fa-

cile la tâche de ceux qui auront à rendre compte de son livre : il en a fait lui-même une excellente analyse à la fin de son *avant-propos* (p. xv-xix). Suivons l'auteur dans cette analyse. Nos observations viendront après. Et d'abord il a jugé utile de mettre entre les mains du lecteur une sorte de fil d'Ariane, comme il le dit, qui le conduira dans le dédale des événements : c'est la *Chronologie des abbés de Saint-Amand et des faits contemporains*, tableau rapide qui est le résumé complet du volume, et qui permet d'en embrasser, d'un seul coup d'œil, l'ensemble et les principaux détails. Les deux premiers chapitres peuvent être considérés comme des prolégomènes. Dans le premier, l'auteur a cru devoir faire connaître le *vieux Saint-Amand*, trop peu connu, même, selon sa remarque, de ceux qui habitent la ville moderne. Il s'est donc livré à une étude qu'il appelle ethnographique et topographique (pourquoi donc ethnographique ?) de la vieille cité comparée à la nouvelle ; il a recherché les étymologies, il a décrit les cours d'eau, les châteaux, les établissements hospitaliers, l'abbaye, les oratoires, les tombeaux, la crypte, les clos, la cour féodale ; il a promené le lecteur dans les rues de l'antique cité, et il a visité avec lui tous les monuments religieux et civils. La ville connue, il fallait apprendre ses origines, il les a recherchées dans le second chapitre : *Le pays de Saint-Amand sous la domination romaine*. Là, il a peint les mœurs de ses premiers habitants, les valeureux Nerviens, comme il les surnomme, et il a raconté un peu trop pompeusement peut-être « leurs gigantesques combats contre César et Rome. » Alors apparaît, suivant son expression, « la grande et vénérable figure de l'apôtre de la Nervie. » Le chapitre troisième est tout entier « consacré au récit de la vie de Saint-Amand, de ses bonnes œuvres,

de ses prédications, de ses courageuses excursions chez les barbares, de son exil, de ses conversions, de ses fondations pieuses et de sa mort douce et glorieuse, au milieu des religieux qu'il a formés à l'apostolat et des peuplades à demi sauvages qu'il a façonnées à la civilisation. » Dans le quatrième chapitre, il a rapporté les faits qui ont accompagné la *fondation du monastère et de la ville de Saint-Amand*. Là, il s'est occupé du diplôme de Dagobert, de la bulle de fondation du pape Martin, de la charte de Childéric, de la vie et des actes des seize premiers abbés d'Elnon. Le cinquième chapitre traite de l'*Histoire de Saint-Amand aux ix^e et x^e siècles*. Il s'ouvre à la mort de Charlemagne, nous dit l'auteur, et est marqué par l'invasion des Normands et le sac de l'abbaye. L'institution des châtelains, la fondation de l'école célèbre du monastère ; les grandes figures (décidément M. de Courmaceul abuse des *grandes figures*) de Karloman, de Gorlin, de Milon et de Hucbald, dominent cette époque, qui nous conduit jusqu'au seuil du moyen-âge. Avant de poursuivre la narration des faits, M. de Courmaceul a cru nécessaire d'approfondir la situation intellectuelle et l'organisation politique. L'*École de Saint-Amand, les savants, les lettres et les livres*, forment le sujet du chapitre sixième. Le testament de Saint-Amand ouvre l'ère littéraire de l'abbaye. Baudemond, Milon, Hucbald, historiens, théologiens, philosophes, poètes, musiciens, « sont les plus brillantes étoiles de cette pléiade. » Jean, Gislbert, Tomellus, Contier, illustrent le xi^e siècle. L'école garde sa prospérité jusqu'au dernier jour du monastère. Parallèlement à ce remarquable mouvement de l'intelligence, se développe la marche progressive des institutions ; c'est ce que l'auteur a cherché à démontrer dans le chapitre septième, qui a pour titre *Saint-Amand féodal*. Le

chapitre huitième nous dépeint *Saint-Amand* aux *x^e, xii^e et xiii^e siècles*, époque d'accroissement, de développement, où la puissance temporelle des abbés se consolide et s'étend. Les deux derniers chapitres embrassent les six derniers siècles de l'abbaye et nous conduisent jusqu'à la Révolution française.

L'ouvrage de M. de Courmaceul est très-intéressant, et je connais peu de monographies aussi bien faites. Je ne pourrais y signaler que de petites taches : *Hadrianus Valerius* cité de façon à dérouter ceux qui ne savent pas que nous devons à Adrien de Valois la *Notice des Gaules* (p. 12); deux articles biographiques presque les mêmes sur le poète Jean Second (p. 31 et p. 255), articles qui, du reste, nous offrent des renseignements plus exacts que ceux que nous trouvons d'ordinaire dans nos *dictionnaires historiques*; l'innocent Omar, victime d'un immortel préjugé, continuant à agiter « cette torche incendiaire dont la flamme dévora la bibliothèque d'Alexandrie (p. 72), » Ebrouin transformé en *Ebrouin* (p. 73), le droit de pontonage devenant le droit de *pontenage* (p. 190); presque dans tout le livre le mot *chartre*, qui est depuis longtemps tout à fait tombé en désuétude, remplaçant, on ne sait pour quoi, le mot *charte*, etc. Je pourrais encore reprocher à M. de Courmaceul d'avoir emprunté une assertion exagérée à un aussi pauvre livre que la compilation de M. Mullié intitulée les *Fastes de la France* (p. 106), et d'avoir négligé de citer, au sujet de la *Somme rurale* (p. 243), un excellent travail de M. Alph. Paillard dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*. Mais ce sont là de bien légères fautes et qui n'ôlent rien à l'estime que tous les érudits doivent avoir pour une publication aussi méritoire que celle de M. de Courmaceul. T. DE L.

Essai historique sur l'abbaye de Fontaine-André, canton de Neuchâtel (Suisse), par M. l'abbé F. JEUNET, membre de plusieurs sociétés d'histoire et d'utilité publique (*sic*). Locle, Eugène Courvoisier, 1866, in-18 de 272 pages.

M. l'abbé Jeunet a retracé l'histoire de l'abbaye de Fontaine-André depuis sa fondation par les deux comtes de Neuchâtel, Mangold et Rodolphe, en 1143, jusqu'à sa suppression, en 1330. Il s'est servi surtout, pour retracer cette histoire, des manuscrits conservés dans les archives de Neuchâtel, lesquelles, nous dit-il, renferment près de vingt-un mille actes presque tous relatifs aux anciens monastères du canton. M. l'abbé Jeunet voudrait que l'on écrivît les annales de tous ces monastères, et il s'écrie à ce sujet (p. 12 de l'*Avertissement*) : « A l'œuvre donc, à l'œuvre sur-le-champ; travaillons avec courage, avec persévérance! Chaque jour la main cruelle du temps, la dent rapace de la souris, des flammes arides, une incurie criminelle, l'épicier et le relieur aux abois, enlèvent sans discernement de nombreuses pièces à la science historique. » M. l'abbé Jeunet esquisse la biographie des vingt-cinq abbés de Fontaine-André, il énumère tous les prieurs, il raconte les divers procès que le monastère eut à soutenir, il nous donne de minutieux détails sur les biens, les dîmes, les cens, les hommes taillables dudit monastère. Dans un dernier chapitre (*Course à l'abbaye en 1865*), il nous décrit la situation de Fontaine-André, ainsi que ce qui reste des constructions qui s'élevaient en ce lieu. Une vingtaine de documents inédits de 1143, 1150, 1177, 1180, 1209, 1247, 1289, 1320, 1331, 1337, 1360, 1362, etc., réunis à la fin du volume sous le titre de pièces justificatives, n'en forment pas la partie la moins intéressante. N'oublions pas de signaler encore une vue de l'abbaye et de complets renseignements sur les tra-

vaux imprimés ou manuscrits dont cette abbaye a été l'objet. T. DE L.

Recherches historiques sur Villeneuve-de-Berg, ancienne capitale du Bas-Vivarais, et sur ses environs, au point de vue religieux, civil et politique, par l'abbé MOLLIER, curé de Montréal, ancien vicaire à Villeneuve, membre de la Société des Sciences naturelles et historiques de l'Ardèche. Avignon, Aubanel; Paris, Durand et Pedone-Lauriel, 1866, in-8°.

M. l'abbé Mollier signale, dans un chapitre préliminaire, les curiosités naturelles et archéologiques des environs de Villeneuve-de-Berg, recherche quelle était la religion des habitants du pays avant l'ère chrétienne, s'occupe de l'introduction du christianisme dans le Bas-Vivarais, et retrace rapidement l'histoire de l'abbaye de la Villedieu. L'ouvrage se divise ensuite en quatre livres. Le premier s'étend depuis l'origine de Villeneuve jusqu'à l'introduction du protestantisme dans ses murs. Le second embrasse la période de nos guerres de religion. Le troisième se termine au commencement de la Révolution française. Le quatrième enfin conduit les annales de Villeneuve jusqu'à nos jours.

M. l'abbé Mollier nous dit que ses *Recherches historiques* « sont le fruit de longs et persévérants efforts » (*Avant-propos*, p. 13). Cette déclaration était inutile, il suffit de parcourir quelques pages des *Recherches historiques sur Villeneuve-de-Berg* pour reconnaître une œuvre consciencieuse. L'auteur, on le voit tout d'abord, a consulté une foule de livres anciens et modernes, et s'est bien gardé de négliger les manuscrits, car presque à tout moment il cite des documents extraits ou des archives départementales de l'Ardèche, ou des archives des vieilles familles du pays, ou des collections de divers amateurs; de toutes ces sources

M. l'abbé Mollier a tiré un excellent parti, et son livre sur presque tous les points est aussi exact que complet. Je vanterai surtout comme abondant en renseignements précieux, le récit des guerres de religion dans le Bas-Vivarais au xvi^e et au xvii^e siècle; ce que je dois recommander aussi à l'attention du lecteur, c'est la partie du volume consacrée aux notices biographiques sur les hommes remarquables que Villeneuve a produits. Là, pour le chancelier Nicolay, pour Olivier de Serres, pour son frère Jean de Serres, pour Melchior de Vogué, dont le nom est si dignement porté de nos jours par un archéologue éminent, pour Antoine Court, pour son fils Court de Gehelin, pour le général François Lejeune, pour le jésuite Augustin Barruel, etc. sont tantôt rectifiés, tantôt complétés les détails fournis par des biographes mal informés. M. l'abbé Mollier, qui a relevé deux erreurs de dom Vaissète (p. 61 et p. 147), n'aurait guère à effacer de son livre que ce qui regarde les ouvrages inédits de Clotilde de Surville (p. 49) et la prétendue générosité avec laquelle Jean Hennuyer, évêque de Lisieux, aurait sauvé les protestants de son diocèse (p. 122). Parmi les documents historiques et les pièces justificatives qui sont groupés à la fin du savant ouvrage de M. l'abbé Mollier, je citerai la liste des baillis et sénéchaux de Villeneuve-de-Berg, celle des abbés de Mazan, seigneurs de Villeneuve, celle des lieutenants généraux et juges mages du bailliage et de la sénéchaussée de Villeneuve, celle des Viguier, celle des premiers consuls et maires de cette ville, celle des curés de la paroisse de Villeneuve et de quelques autres paroisses du canton, celle des abbesses de la Villedieu, celle des membres de l'assemblée générale des trois ordres du Bas-Vivarais tenue à Villeneuve en 1789; l'état des anciens seigneurs ou co-seigneurs des environs

de Villeneuve, leurs fiefs, avec le blasonnement d'un grand nombre d'entre eux, diverses chartes de 1284, 1285, 1290, et deux lettres inédites du père Joseph du Tremblay, aumônier de Richelieu, au père Aquilain, supérieur du séminaire de Villeneuve-de-Berg.

T. DE L.

pour sa part, le vœu qu'il forme (p. 28) et auquel je m'associe de si bon cœur : « Espérons qu'avec le temps toutes les communes trouveront leur annaliste et que, chacun apportant sa pierre, on élèvera ainsi un grand monument en l'honneur de la vieille France. »

T. DE L.

Saint-Vincent de Pertignas, département de la Gironde.
Etude historique et archéologique par M. Léo Drouyn, inspecteur de la Société française d'Archéologie. Caen, 1866, in-8° de 31 pages.

La courte et excellente étude de M. L. Drouyn est extraite du *Bulletin monumental* de M. de Caumont. C'est le résumé de quelques vieux parchemins trouvés chez un marchand de chiffons, résumé qu'accompagne la description, avec gravures, de l'église de Saint-Vincent de Pertignas et des châteaux de Vaujan, de Nauze, du Pin et de Courros. M. L. Drouyn a pu, grâce à son heureuse trouvaille, nous fournir d'exactes renseignements, que l'on chercherait vainement partout ailleurs, sur les anciens possesseurs de ces châteaux et sur divers seigneurs des environs. A la fin de son opuscule, M. L. Drouyn a reproduit la plus grande partie d'une charte en langue provençale, du 30 octobre 1353, relative à la vente de certaines rentes par Jordan de la Nauze à Gaillard de Naujan. Tout, dans la monographie consacrée à Saint-Vincent de Pertignas, est digne de l'éminent archéologue auquel nous devons, sous le titre de la *Guyenne anglaise*, l'histoire et la description de toutes les vieilles villes fortifiées et de tous les anciens châteaux de la Gironde (2 vol. in-4° avec 152 gravures à l'eau forte et d'innombrables gravures sur bois). Je ne saurais trop l'engager à compléter sa savante et magnifique publication par de semblables études spéciales, et à réaliser le plus possible,

Le Maine sous l'ancien régime, administration, — justice, — finance, par Léon Maître, archiviste de la Mayenne, 2^e édit. Laval, in-12 de 80 pages.

Ceci est un tableau rapide, trop rapide peut-être de l'administration du Maine. Le sujet offrirait la matière d'un ouvrage important ; nous espérons donc que l'auteur y reviendra. Rien n'est intéressant comme l'histoire des institutions et ne fait mieux pénétrer dans la vie intime des temps passés. M. Maître prend le Maine au moment de l'invasion romaine et s'étend jusqu'à 1789. Il distingue avec soin l'époque de la féodalité, celle de la réunion à la Couronne celle des gouverneurs, puis des intendants. Cette monographie fait bien connaître le mécanisme qui fonctionnait non-seulement dans cette province, mais encore dans toute la France ; elle montre les vicissitudes des municipalités, les complications interminables de la justice, la répartition défectueuse et l'aggravation des impôts, etc. Peut-être n'est-il pas tenu assez compte de l'esprit et des nécessités des temps, et y a-t-il une tendance trop marquée à signaler les défauts sans rechercher les avantages !

R. DE ST-M.

Histoire de la Communauté de Biens dans l'antiquité et sous l'Ere chrétienne, ou tradition universelle du Catholicisme et de l'humanité, par un Catholique. Nancy, 1866, 2 vol. gr. in-8°.

Malgré son apparence historique, cet ouvrage n'est à vrai dire que de la po-

lémique sociale, que l'auteur prétend baser sur l'histoire. Aussi malgré tout son désir, la *Revue* ne peut, sur ces matières, ni discuter ni s'étendre. Et pourtant que de critiques sérieuses et fondamentales nous aurions à faire ! L'auteur se pose en adversaire de la propriété individuelle, même la plus naturelle, celle qui n'est que le produit du travail : « Nous voulons, dit-il, la propriété comme vous et avec vous, mais nous la voulons pour tous ; or, la propriété pour tous c'est la communauté (p. xiii). » Procédant à une sorte d'exposition historique, il veut reprendre les traces qui se rencontrent, ça et là, d'idées communistes, pensant qu'il suffira d'une semblable démonstration pour faire ressortir « le vice capital de la propriété, » affirmer que « la communauté absolue est de droit divin et doit s'étendre à tout, à la société temporelle comme à la société spirituelle, » et prouver historiquement que « la propriété est tout simplement le régime du vice comme la communauté est celui de la vertu. » — Il suffit de ces mots pour comprendre que le chrétien ne peut se laisser tromper par les raisonnements du soldisant catholique ; l'économiste doit protester aussi, mais ce n'est point ici le lieu d'essayer une réfutation ; l'historien de son côté ne saurait admettre sans contrôle un tel ensemble de recherches. Quoi ! parce qu'à chaque époque de l'histoire il s'est rencontré quelques hommes qui, ne possédant rien ou peu de chose, trouvaient commode de prétendre qu'ils avaient droit à partager avec les autres et d'être avec eux dans une sorte de communauté, on verrait là la tendance évidente des divers âges depuis l'antiquité jusqu'à nos jours ! Parce que des moines, renonçant aux jouissances de ce monde pour mettre en commun leurs biens et leurs intelligences, acceptaient la pauvreté personnelle par perfection

et suivant le *conseil* de l'Évangile, on verrait là un *précepte* de cet Évangile, précepte pour tous, précepte de tout mettre en commun, précepte enfin proscrivant la propriété et la déclarant anti-sociale ! Il suffit ; ce terrain est dangereux ; il ne nous est pas loisible de nous y aventurer. Contentons-nous de dire que, même au point de vue historique, l'ouvrage n'est pas de ceux que nous prisons beaucoup. Les citations sont de seconde main, l'anonyme se sert des auteurs qui l'ont précédé, bien plus qu'il ne remonte aux sources. Nous le répétons : c'est un livre de polémique et non un livre d'histoire.

G. DE S.

Essai sur le municipe romain et la commune française, par Eugène de RAINCOURT, docteur en droit. Paris, Retaux, 1866, in-8° de 320 pages.

Quiconque connaît l'organisation du municipe romain a dû être frappé des ressemblances nombreuses qu'il présente avec ce que nous appelons la commune. C'était là un précieux indice qui devait porter les esprits sérieux à rechercher quels rapports de filiation pouvaient exister entre ces deux institutions. Le long espace de temps qui les sépare peut être facilement parcouru à l'aide des documents que la science a publiés. Cette question de l'origine de la commune a soulevé de grandes discussions d'où sont sortis plusieurs systèmes. Celui qui paraît le plus fondé assigne à sa formation trois causes différentes : la persistance de l'influence romaine, la féodalité et des concessions obtenues gracieusement ou par des révoltes. Il est regrettable que l'auteur se soit contenté de poser sur ce point capital des affirmations appuyées, il est vrai, sur des autorités respectables. Son attention s'est principalement portée sur le municipe romain et sur la commune telle qu'elle est constituée

aujourd'hui : le point de jonction était encore plus important à bien établir. Ce premier travail donne l'assurance que M. de Raincourt est bien capable de combler cette lacune, et l'espoir qu'il le fera. Nous avons sous les yeux la municipalité moderne, on peut se dispenser d'en parler. Quant au municipe romain, sa monographie mérite d'être signalée comme fort remarquable et pleine d'érudition; si elle soulève des contradicteurs, ils n'auront pas de peine à trouver tous les textes relatifs à cette matière : ils sont tous relevés ou indiqués avec un soin et une conscience qu'on ne saurait trop faire remarquer. Cette étude est divisée en deux parties ; la première traite de la condition des cités ; la seconde, de leur organisation dans trois périodes bien distinctes. Sous la République, la cité est indépendante, l'autorité bien équilibrée ; le peuple a une large part dans le pouvoir législatif et nomme lui-même ses magistrats. Les cités sont encore florissantes sous l'Empire ; le peuple n'a plus guère de part à l'administration que par la nomination des magistrats qui sont encore indépendants : le pouvoir a un peu changé de main, mais non de place. Mais peu à peu le sénat et plus tard les gouverneurs de province s'attribuent tout le pouvoir. A partir du règne de Constantin le municipe est en pleine décadence, la centralisation l'a absorbé ; le peuple n'est plus rien ; les décurions, qui autrefois étaient au faite des honneurs, ne sont plus que des malheureux voués à la ruine. En échange de quelques avantages, ils deviennent responsables des impôts ; des peines sont établies contre ceux qui voudraient se soustraire injustement à cette lourde charge. On comprend de quelle vitalité pouvaient alors jouir les cités ; les invasions n'eurent pas de peine à détruire le peu qui en restait encore. — Une des questions importantes, c'est la manière dont se

composait la curie. Sur ce point M. de Raincourt se sépare de MM. Roth et de Savigny en ce qu'il prouve que, jusqu'à Constantin au moins, les vides dans la curie étaient comblés par l'élection, et que l'hérédité ne s'est établie que dans la seconde période de l'Empire.

R. de St. M.

Du droit de Marque ou droit de représailles au moyen âge,
par M. René de MAS-LATRIE. Paris, Franck, 1886, br. gr. in-8° (extr. de la *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*).

Cette dissertation sur le droit public de représailles, « droit concédé à un particulier par l'autorité souveraine dont il est le sujet, de reprendre, même par la force, son bien, ou l'équivalent de son bien, sur un étranger ou les concitoyens de cet étranger lorsqu'il n'a pu obtenir justice par les voies judiciaires du pays de son adversaire, » cette dissertation, composée par M. René de Mas-Latrie sur des documents originaux dont une grande partie sont encore inédits, vient rectifier plus d'une opinion ordinairement acceptée. Sans doute cet usage a pu donner lieu à d'innévitables abus, mais ses conséquences fâcheuses sur le développement du commerce paraissent avoir été en général très-exagérées. Le droit de représailles n'était pas établi dans l'antiquité ; il tire son origine du principe de solidarité qui unit la famille germanique. Rentré en germe dans les coutumes barbares, il se développa naturellement au milieu du désordre de l'invasion, et au XIII^e siècle du moins, — non pas à la renaissance comme plusieurs l'ont prétendu, non pas au XIV^e siècle comme d'autres l'ont avancé, — la législation des représailles paraît parfaitement déterminée et régulière par l'acte du recours et la concession des lettres. Ces lettres, émanées du souverain après l'examen de la question de droit et de fait, n'é-

taient point concédées aussi facilement que l'ont dit certains auteurs; loin d'être abandonnées au bon plaisir et à la fraude, elles étaient entourées, avant et après la concession, de formalités nombreuses, « conçues dans un esprit sage et libéral. » Adouci par les indemnités que des compagnies d'assurances mutuelles, au moins à Narbonne, accordaient aux citoyens lésés dans l'exercice des lettres; limité déjà au xiii^e siècle par les efforts du tribunal des conservateurs de la paix; repoussé par l'Eglise, parfois néanmoins forcée de s'en servir, comme contraire à l'équité naturelle, ce droit de représailles, d'abord restreint au xiv^e siècle par Venise et peu employé dès le xvi^e siècle, tomba peu à peu en désuétude, sans avoir été diplomatiquement aboli. M. René de Mas-Latrie expose avec soin les différentes phases de la procédure, et avec clarté et érudition il réunit, touchant l'exercice de ce droit, des éclaircissements complètement nouveaux.

H. DE L'E.

Droit municipal dans les temps modernes, (xvi^e et xviii^e siècles), par Ferdinand BÉCHARD, ancien député. Paris, A. Durand et Pedone-Lauriel, 1866, in-8°.

Le nouveau volume que M. Béchard ajoute aux trois autres déjà consacrés par lui au *Droit municipal dans l'antiquité et au moyen-âge*, a le tort de ne pas répondre suffisamment à son titre. Grâce à la définition singulièrement étendue qu'il donne du droit municipal, l'auteur fait rentrer dans son cadre tout ce qui concerne le gouvernement intérieur et le régime administratif de l'État, et il ne semble s'être préoccupé que très-accessoirement des questions relatives à l'histoire des organisations locales. Son livre n'en est pas moins fort intéressant et fort instructif; il offre un excellent résumé des vicissitudes intérieures de la France

et du développement de ses institutions pendant les xvi^e et xviii^e siècles. Il ne faudrait point y chercher des documents nouveaux, ou des investigations profondes dans le domaine de la législation et des institutions anciennes, comme celles qui recommandent à l'attention du monde savant les volumes consacrés au Droit municipal au moyen âge et qui ont valu à l'auteur un prix de l'Académie française. Mais on trouvera ici, avec un tableau complet et pourtant suffisamment condensé de la marche de la législation et de la politique intérieure de la France, des vues sages, des appréciations impartiales et modérées, et un esprit judicieux et libéral, dont les préoccupations contemporaines ne troublent jamais la justesse. Ce livre formera un complément utile à toutes les histoires de France, et sera consulté avec fruit par ce public nombreux qu'effrayent des ouvrages d'une nature plus spéciale ou d'une trop longue étendue. Nous regrettons seulement qu'on ait à y relever quelques erreurs de fait tellement évidentes qu'elles ne peuvent être attribuées qu'à une distraction de l'auteur : ce sont des taches qui ne devraient pas se trouver dans un livre qui est à coup sûr le fruit des recherches les plus consciencieuses, et nous ne doutons point qu'une nouvelle édition ne les fasse bientôt disparaître. L. DE N.

La philosophie chez les jurisconsultes du xvi^e siècle et en particulier chez Simon Marion, par M. E. COUGNY, membre de la Société des sciences morales de Seine-et-Oise. — Paris, impr. impériale, in-8° de 30 pages.

Un caractère bien marqué des magistrats et des jurisconsultes du xvi^e siècle, c'est l'esprit philosophique; ils ne se contentent pas de l'interprétation littérale de la loi, ils veulent aller au fond des choses; ils étudient

la loi dans sa source, ils la comparent avec les idées de justice absolue et, tout en lui obéissant, ils cherchent à la réformer quand il en est besoin. Aussi les textes et les interprètes ne leur suffisent point : ces fortes intelligences veulent un autre aliment, qu'elles trouvent dans les chefs-d'œuvre des anciens. Leurs plaidoyers conservent des traces de la disposition de leur esprit; les considérations philosophiques de l'ordre le plus élevé y abondent : une étude psychologique très-approfondie ne se trouve pas déplacée à côté d'une question de droit. M. Cougny en cherche des preuves dans Guillaume de Vair, Bodin, Guillaume du Molinet et surtout dans Simon Marion, avocat général de l'Echiquier d'Alençon et dans la *Remontrance* qu'il prononça en prenant possession de ses hautes fonctions. Pourqu'oi l'auteur appelle-t-il les Arnauld « de vaillants cœurs ? » L'entêtement, l'orgueil et la présomption qui en résulte n'ont rien de commun avec la vaillance. N'est-il pas inexact, sinon injuste, dans cette allégation : que la notion de la patrie était fort confuse encore au xvi^e siècle ?

R. DE ST-M.

De l'influence des travaux de Pothier et du chancelier d'Aguesseau sur le droit civil moderne, par M. Léopold THÉZARD, agrégé à la Faculté de droit de Poitiers. Paris, Durand, 1866, in-8° de 106 pages.

L'unité de législation, bien essentielle dans un pays pour la bonne administration de la justice, n'a été établie que très-tardivement en France. On serait tenté de croire qu'il eût suffi d'un acte du pouvoir pour obtenir ce résultat, et cependant ce n'est qu'au prix des plus grands efforts qu'on y est arrivé. Parmi ceux qui eurent le plus de part à cette grande œuvre se trouvent Daguesseau et Pothier. Tous

deux, demeurés purs dans leurs doctrines au milieu du dévergondage des esprits de leur temps, étaient heureusement convaincus que les réformes bonnes et durables se font lentement, et que l'impatience d'arriver au but compromet l'avenir. Daguesseau a agi surtout comme législateur, et Pothier comme jurisconsulte par les principes qu'il a établis et les déductions qu'il en a tirées. Ils n'avaient pas manqué d'être frappés des graves inconvénients que présentait la multiplicité des législations; mais au lieu de se donner des airs de réformateurs en renversant tout pour mettre à la place leurs créations, ils recherchèrent dans les diverses coutumes tous les éléments d'unité qui les rattachent à une origine commune : c'est en les coordonnant qu'ils firent faire le pas le plus important vers l'unification, et qu'ils préparèrent les esprits à accepter des lois différentes de celles qui avaient été en vigueur jusqu'alors. Si le chancelier eût vécu plus longtemps, il eût doté la France d'un code unique : c'était son projet, mais il ne s'abusait pas sur la difficulté de le réaliser. C'est assez pour sa gloire de nous avoir donné les fameuses ordonnances sur les donations, les testaments, les substitutions, les biens des établissements de Mainmorte. Tous ses mémoires, tous ses écrits, toute sa correspondance tendent au même but. Son rôle ne se borna point là : pénétré de cette idée que l'étude du droit romain pouvait seule donner aux jeunes gens l'esprit de méthode et d'unité, il seconda de tout son pouvoir Pothier dans son grand ouvrage sur les Pandectes de Justinien, et quelques années avant sa mort, il lui donna la chaire de droit français à l'Université d'Orléans.

Pothier s'était préparé à l'enseignement par de longues études, faites avec la patience d'un savant et la conscience d'un homme profondément honnête.

Ses connaissances étaient immenses. Il poursuivait la vérité partout, s'en-tourait de toutes les autorités et se laissait toujours guider par la morale et l'équité. Jamais il n'eut de ces partis pris qui égarent. « Il eut le désintéressement, aussi utile chez les savants pour le progrès de la science que les connaissances elles-mêmes. » Il est peu de sujets qu'il n'ait traités à fond : les obligations, la vente, la communauté, le contrat de mariage, etc. On ne peut faire un meilleur éloge de ses travaux qu'en disant que les rédacteurs du code n'ont jamais été mieux inspirés que lorsqu'ils l'ont suivi, et que la plupart de leurs fautes viennent de ce qu'ils l'ont copié sans le bien comprendre. Aussi l'étude de ses nombreux traités est aujourd'hui indispensable au juriconsulte comme au magistrat. Nous ne suivrons pas M. Thézard dans l'analyse des œuvres de ces deux grands hommes ; nous avons marqué leur caractère général : le lecteur saura où puiser les détails.

R. DE ST-M.

Ernest de Mansfeldt, par M. le comte de Villermont. Bruxelles, Victor Devaux. Paris, V. Dillet, 1866. 2 vol. gr. in-8°.

Cet ouvrage fait suite au livre du même auteur, consacré à la réhabilitation de Tilly et du catholicisme allemand dans la guerre de Trente Ans. Nous pensons qu'il aurait pu s'y fondre avantageusement : car, d'une part, Ernest de Mansfeldt n'est pas une de ces hautes figures qui dominent toute une époque, il a pour rivaux en diplomatie Dohna et Anhalt, à la guerre, le comte de Thorn, Bethlen-Gabor, Anhalt, Helberstadt de Wolfenbuttel ; d'autre part, pour remettre en scène ce triste aventurier, il a fallu ramener avec lui des séries de faits et des catégories de personnages qui avaient défrayé la précédente publication. Tilly lui-même, Tilly sur-

tout doit prêter à cette nouvelle histoire, pour en maintenir et en élever l'intérêt, le solide éclat de ses qualités et de sa fortune. Sous le bénéfice de ces réserves, nous louons tout : plan, exécution, esprit et critique ; tout, sauf peut-être quelques détails où paraît se trahir une légère pointe d'exagération, et une trop grande abondance de documents arides dans la trame des récits ; il eût suffi souvent d'analyser ces pièces, d'y prendre ce qui devait appartenir au texte et de les donner *in extenso* à l'appendice. Cette histoire accompli, comme la première, mais en sens inverse, une œuvre de haute justice : celle-ci avait relevé Tilly ; celle-là fait descendre Mansfeldt, et bien bas, dans le mépris public. Après une introduction vigoureusement écrite qui eût bien mieux décoré, comme portique, le monument élevé à Tilly, mais que cependant nous accueillons avec gratitude, parce qu'elle explique largement et surtout véridiquement les origines et la nature essentiellement révolutionnaires de la guerre des chevaliers et de la guerre des paysans, parce qu'elle marque d'un trait ferme les influences du protestantisme sur l'Allemagne, sur les relations même des catholiques de ce pays avec les pouvoirs ; tableau qu'aurait pu compléter l'exposé des causes qui ont compromis en Allemagne et dans toute l'Europe les intérêts catholiques ; après cette introduction, disons-nous, l'auteur nous jette impétueusement dans les faits. Il essaye de les grouper toujours autour de Mansfeldt l'aventurier. Or il va de soi qu'on n'a pas ici une monographie, mais l'histoire animée, compliquée de vertus et de crimes, des luttes orageuses de l'Allemagne. Ce qui se dégage, c'est, du côté des catholiques, l'infirmité persistante des petites vues servies par de petits moyens ; du côté des protestants, des évolutions d'ambitions qui cherchaient une proie sur tous les

champs de bataille de la diplomatie ou de la guerre. Il faut lire dans M. de Villermont ces conflits sans cesse renaissants, que la grandeur des catastrophes ne sauve pas de la monotonie des égoïsmes mesquins qui s'y agitent. Quant à Mansfeldt, on le suit à la trace de ses cruautés et de ses perfidies : il trahit Ferdinand II, et lui revient : la victoire de Prague le ramène à Frédéric : un moment sous le drapeau de l'électeur de Bavière, il fait volte-face ; il met à feu et à sang le Bas-Palatinat, l'Alsace, la Frise orientale ; il trompe encore trois fois Maximilien de Bavière, et va ensuite promener sa mauvaise foi et sa cupidité intrigantes en Hollande, en Angleterre, en France où, regrettons-le, il trouve auprès de Richelieu une faveur et des secours que l'honneur français n'avouait pas. S'enrichir, voilà son but ; l'œil fixé sur le butin, il manque à sa parole, viole les traités, outrage l'humanité et la pudeur ; c'est un Attila de grand chemin qui ne laisse que des ruines partout où passe. Tel est l'homme trop adulé par la fausse histoire, et attaché enfin au pilori qu'il mérite. Ses compagnons d'aventures, le comte de Thorn, Bethlen-Gabor, Helberstadt, l'électeur palatin valent-ils mieux ? Spadassins au dedans, ils sont au dehors des mendiants dans la diplomatie ou dans la guerre ; ils tendent la main à la Savoie, à la Hollande, à l'Angleterre, à Venise, à la France. Et les cabinets dont ils sollicitent les secours ne mettent en jeu que des ambitions personnelles : Charles-Emmanuel cherche un trône par delà les Alpes ; Venise, l'abaissement mercantile de l'Espagne ; Jacques I^{er}, roi d'Angleterre, l'élévation de l'électeur palatin, son gendre ; la Hollande, l'amoindrissement de l'influence espagnole ; le roi de Danemark, des annexions ; la France, l'humiliation de l'Empire germanique par les princes protestants, bien qu'à ce moment, selon M. de Vil-

lermont, cet empire ne menaçât nullement l'équilibre européen, tant il était faible et pressé par des besoins d'argent. De grandes vérités sont donc sorties, par les soins de l'auteur, des archives de Simancas, de Turin, de Bruxelles et de la Haye. Que de fausses idées sur la guerre de Trente Ans, texte inépuisable de déclamations, il a fait tomber dans la nécropole des préjugés et des mensonges ! C'est l'impression salutaire qu'on rapporte des entretiens intimes de M. le comte de Villermont avec les hommes et les choses de ce temps.

G. G.

Histoire constitutionnelle de l'Angleterre depuis l'avènement de Georges III. 1760-1860, par Thomas ERSKINE MAY, traduite et précédée d'une introduction par Cornells de WITT. Paris, Michel Lévy, 1866, 2 vol. in-8°.

L'histoire de chaque époque présente ses difficultés spéciales. Toutes doivent être étudiées avec bonne foi et impartialité, mais à mesure qu'on se rapproche des temps modernes, on trouve une participation plus générale aux affaires publiques ; souvent alors, au milieu des documents nombreux et parfois contradictoires qu'on rencontre, il est difficile de bien saisir la vérité. C'est d'ailleurs le propre des gouvernements parlementaires et constitutionnels de mettre en présence et en relief des opinions diverses. Les présenter simplement, dans leur véritable jour, sans aucun parti pris, telle est alors la délicate et laborieuse mission de l'historien.

L'auteur de cet ouvrage l'a acceptée dans toute son étendue. « Le but de cette histoire, dit-il dès la première page, est de suivre les progrès et les développements de la constitution anglaise pendant une période de cent années, et d'exposer tous les changements importants soit dans la législa-

tion, soit dans les usages, soit dans la politique, qui ont perfectionné les institutions et corrigé les abus du gouvernement..... Le premier volume, ajoute-t-il, contient une histoire des prérogatives, de l'influence et des revenus de la Couronne, ainsi que l'histoire de la constitution des pouvoirs, des factions et des relations politiques des deux chambres du Parlement. Le second volume comprend, entre autres sujets constitutionnels, une histoire des partis, une histoire de la presse et ses agitations politiques, une histoire de l'Église et de la liberté civile et religieuse. Il se termine par un examen général de notre législation, de ses tendances et de ses résultats pendant la même période. »

Bien que pour réaliser ce plan, et pour exposer les divers développements apportés successivement à chaque partie du gouvernement, l'auteur ait dû étudier les diverses institutions une à une, il a cependant pris garde de n'en point isoler le jeu à ce point, qu'on ne saisisse plus l'harmonie de l'ensemble. Du reste quelques chapitres d'histoire générale apportent un lien, jettent un jour utile et permettent d'apprécier les événements d'une manière moins restreinte et moins exclusive. Des chapitres plus spéciaux (iv à viii) exposent le mécanisme constitutionnel du royaume-uni, racontent les phases diverses par lesquelles chaque institution a passé, avant d'en arriver au point où nous la trouvons de nos jours, et font ressortir la part d'influence qui lui revient dans la prospérité générale du royaume.

Le second volume s'occupe de matières spéciales, qui, sans concerner immédiatement les institutions constitutionnelles, s'y rapportent cependant. Il n'en est pas une en effet, « relations de l'Église et de l'État, liberté civile et religieuse, liberté individuelle, » qui n'ait donné maintes fois

lieu à des difficultés ministérielles, et fourni l'occasion de modifier ou d'expliquer les pratiques constitutionnelles. Bien que sur certains points politiques nous ne partagions pas les idées de l'auteur, on comprendra sans peine que nous n'ayons point ici à appuyer sur ces dissidences. Nous parlons de cette œuvre seulement comme historien. A ce point de vue, on n'en saurait méconnaître l'utilité. Remercions donc M. de Witt d'avoir rendu un réel service, en contribuant à faire mieux connaître le gouvernement d'un peuple dont l'histoire est si souvent mêlée à la nôtre.

G. de S.

L'Italie en 1671. — *Relation d'un voyage du marquis de Seignelay, suivie de lettres inédites à Vironne, du Quesne, Tourville, Fénelon, et précédée d'une étude historique par Pierre CLÉMENT, de l'Institut.* — Paris, Didier, 1867, in-12.

Seignelay, bien jeune encore à l'époque où il écrivait cette relation, mais placé par son père dans la société de compagnons éclairés, ne laisse pas, tout en subissant l'ascendant de leur expérience, d'y montrer « une valeur propre » et de prouver qu'il n'était pas leur « simple reflet. » Les observations qu'il fait, les réflexions auxquelles il se livre lui étaient spécialement demandées par son père; car il entraînait dans le plan d'instruction de Colbert à son égard de le mettre ainsi à même de « se former le jugement, et de se rendre d'autant plus capable de servir bien le roi dans toutes les occasions importantes qui pourraient se rencontrer dans le cours de sa vie. » Aussi la relation de son voyage en Italie, peut-être un peu sèche au premier abord, puisque son auteur veut rester bref, et n'insérer dans ce rapide journal que le sommaire de ses actions et de ses pensées, cette relation n'en offre pas moins un véritable intérêt. Au milieu des impres-

sions du touriste, dans les sentiments qu'il exprime à la vue des merveilles de l'art, on sent poindre le futur ministre. L'attention de Seignelay s'éveille dès qu'il entre à Venise. L'arsenal et son organisation, tout ce qui se rapporte à l'administration, est pour lui l'objet d'un sévère examen. La deuxième partie de son *journal*, consacrée aux remarques politiques, est malheureusement incomplète. Les observations de Seignelay sur la république de Gênes, font regretter qu'il n'ait pu présenter à Colbert celles que dut lui inspirer la situation des autres États de l'Italie. Ce journal se recommande donc à plusieurs égards; il fait connaître la physionomie artistique de l'Italie il y a deux cents ans, et permet d'étudier en même temps les premières impressions du jeune homme destiné à devenir plus tard un ministre éminent.

L'étude qui précède la *relation* retrace les principaux événements de la vie de Seignelay. C'en est une trop rapide esquisse à notre sens, et l'on ne peut que regretter que M. P. Clément, plus compétent que tout autre pour le faire, n'ait pas cru devoir utiliser lui-même les documents déjà réunis, nous dit-il, sur l'histoire de notre marine sous Colbert et son fils. Que de belles pages à tracer à cette occasion! — Le volume que nous analysons se termine par quelques lettres tirées principalement des archives de la Marine. Sauf celles de Fénelon à Seignelay, publiées déjà dans sa correspondance, elles sont inédites, et offrent à la fois un intérêt historique et littéraire. G. DE S.

Histoire de la Colonie française au Canada, t. I, II et III. A la bibliothèque paroissiale à Villemarie (Canada) et à Paris chez Lecoffre, 1865-66, 3 vol. gr. in-8°, avec portrait, cartes et plan.

Avant cette grande publication, non encore terminée, nous n'avions pas

T. II. 1867.

une histoire *française* du Canada, une histoire exacte et complète, prise aux sources les plus sûres et les plus variées. *L'Histoire de la Nouvelle France* par le P. Charlevoix, si justement estimée qu'elle soit, a des lacunes, et la critique n'y est pas irréprochable. Remercions donc l'auteur du bon et bel ouvrage que nous annonçons; remercions-le avec d'autant plus de respect et d'estime qu'il a voulu dérober, sous le voile de l'anonyme, un nom auquel la religion et la science doivent déjà de nombreux services. Archives et dépôts des ministères, manuscrits des bibliothèques, des archevêchés, des préfectures et des musées, il a tout fouillé avec une patience intelligente. Dans son opulence, il n'a pas de luxe; au milieu de ses matériaux, il n'éprouve aucun embarras: tout se meut sans confusion, avec ordre et méthode, clarté et simplicité.

Le double caractère de cet écrit, c'est d'être, en restant toujours dans la vérité, éminemment catholique et français. Catholique, il décrit les péripéties dramatiques des luttes au prix desquelles est née, a été fondée et a prospéré sous le feu des persécutions notre colonie chrétienne, où brille tout d'abord, comme *étoile* de son *martin*, le doux vocable de Marie. Français, il restitue à nos rois, et surtout à Louis XIV, leur part de gloire dans les travaux et les sacrifices de toute sorte qui ont fécondé un sol si longtemps stérile, qui l'ont arraché à la sauvagerie des Iroquois, à la barbarie des sectes, qui l'ont préservé ou sauvé des atteintes de la cupidité et du libertinage, et intrépidement conservé à la France comme une terre d'honneur.

Cette conquête émouvante, comment la raconter ici? quels faits choisir? Contentons-nous d'une vue rapide. Après les tentatives de François I^{er}, qui plusieurs fois veut introduire au Canada la foi catholique; après les cou-

rageuses entreprises de Jacques Cartier, bras droit de François I^{er} pour l'exécution des desseins de ce prince sur le Canada, entreprises exposées dans l'*introduction* du premier volume, la sécurité militaire de la colonie est assurée en 1663. Alors deux villes, Québec et Montréal-Villemarie, se partagent la prééminence. L'auteur ne cache pas ses préférences pour cette seconde cité, et on le conçoit, car Villemarie, à dater de 1642, donne pendant vingt ans au Canada des braves et des martyrs. Québec et Villemarie, voilà les deux centres d'intérêt de cette histoire; autour d'elles se groupent toutes les grandes figures que les événements mettent en relief. Aux souvenirs de la ville de Québec se rattachent Champlain, fondateur de son premier établissement, et qui la vit, en 1629, grâce à la trahison des sectaires, tomber au pouvoir des Anglais; Richelieu, qui la rendit à la France en 1632; Louis XIII et Louis XIV, dont la pensée, nationale autant que chrétienne, fut toujours de dégager les intérêts sérieux des vues mercantiles de la Compagnie des Cent Associés; Madame la duchesse d'Aiguillon fondant un hôpital pour les sauvages; madame de la Pelterie et ses ursulines; sœur Marie de l'incarnation et Mlle de Mance, miracles vivants d'abnégation; les hospitalières, les missionnaires, tous les membres principaux de la colonie, disputant pied à pied la civilisation de ce pays aux marchands et aux Iroquois.

Cependant tout allait périr peut-être, quand s'éleva Villemarie la sainte sous le puissant patronage de la *Reine des martyrs*. Ici les noms glorieux se présentent : M. de la Dauversière et M. Olier, qui se vouent, par une pensée commune venue d'en haut, à l'œuvre religieuse de Montréal; les filles de saint Joseph; Marguerite de Bourgeoys, Madame de Bullion, les membres de la compagnie de Montréal, Renty,

de Fancamp; et au-dessus de tous les administrateurs laïques, un homme exceptionnel, M. de Maisonneuve, qui fut, pendant vingt-cinq ans, la personification admirable de Montréal, et en qui le soldat, le juge, l'homme d'affaires, le saint furent constamment à la hauteur d'une mission difficile. Et que dire des luttes guerrières constamment soutenues contre les Iroquois, de ces luttes où tous, soldats de la France et soldats indigènes de Marie, sœurs hospitalières, jésuites et prêtres de Saint-Sulpice, étaient toujours à la peine sans être toujours à la récompense. Glissons vite sur les démêlés de M. de Queylus et de Mgr de Laval, vicaire apostolique, animés l'un et l'autre d'excellentes intentions qui cherchaient diversement les moyens de bien faire, et arrivons à Louis XIV, dont le troisième volume nous raconte, de 1667 à 1674, les belles choses à l'endroit du Canada. Sitôt que la compagnie des Cent Associés et celle de Montréal ont donné leur démission, Louis XIV prend en main la direction souveraine de la colonie; il envoie des troupes, il purifie et organise; tout prospère sous sa forte initiative. Et pour exécuter ses desseins, il a des cœurs dignes de lui : M. de Courcelles, gouverneur général, M. Talon, intendant, M. de Tracy lieutenant général, des religieux et des religieuses, MM. de Saint-Sulpice, etc. De ces légions dévouées, quelques beaux noms se détachent : La Salle, rival de l'anglais Jolliet pour la découverte du Mississippi, et cherchant par la mer du Nord une nouvelle route vers la Chine; Mgr de Laval, vicaire apostolique, puis évêque titulaire en 1674; M. Dollier, auteur d'une bonne histoire de Montréal; M. de Fénélon, frère aîné de l'illustre archevêque de Cambrai; MM. d'Urfé, de Gallinée, apôtres infatigables. Aussi Montréal et Québec

sont régénérés; pendant douze ans un merveilleux travail de rénovation s'accomplit : commerce, marine, industrie, agriculture, fleurissent sous le patronage doux et austère de la religion, patronage qui rend fécondes la *charrue et l'épée*. Mais voici le déclin. M. de Maisonneuve se retire; des pertes regrettables éprouvent la colonie; M. de Frontenac, gouverneur général et M. Perrot, gouverneur de Montréal, désorganisent tout par la prédominance de leurs calculs privés : les mœurs s'altèrent, des désordres éclatent. Nous ne sommes qu'en 1667, et déjà les éléments d'immoralité, secondés par l'avarice, se propagent. Le troisième volume se ferme sur cet émouvant duel des passions et des dévouements.

Ce livre a une érudition de bénédictin, érudition loyale qui, page par page, cite ses autorités. Ajoutons que la manière de l'auteur n'a rien des allures prétentieuses de cette fausse science qui veut éblouir plutôt que servir la vérité. Le style a du mouvement sans secousse, du calme sans monotonie : il est naturel et simple comme la conviction et la conscience.

G. G.

Origine, étymologie et signification des noms propres et des armoiries, par le baron de Coston. Paris, Aug. Aubry, 1867, in-8°.

Déjà bien connu dans le monde spécial des généalogistes, l'auteur de la publication que nous annonçons ressemble à ce docteur de Sorbonne qu'il cite lui-même, grand dénicheur de saints, devant lequel le curé de Saint-Sulpice était, dit-on, son chapeau. Avec un imperturbable sang-froid, il arrache les plumes de paon sans se préoccuper des cris de ses victimes; il a fouillé les papiers des Adhémar et soutenu contre les Crouy-Chanel de Hongrie une lutte homérique, dont les derniers

retentissements se sont mêlés aux étranges procès qu'a fait naître le plus aventureux des membres de cette famille. Le volume que M. le baron de Coston publie aujourd'hui est le point de départ d'un grand travail, sans précédent en France, car l'on ne peut guère tenir compte de l'ouvrage très-arriéré d'Eusèbe Salverte. Partant de ce principe très-juste que, bien loin de présenter un assemblage incohérent de syllabes arbitrairement réunies, les noms propres, comme tous les autres mots, émanent d'une idée et ont dû obéir dans leur formation à des règles qu'il s'agit de déterminer, l'auteur a mis à profit les progrès récents de la science philologique; il a su s'approprier, en les condensant et y joignant ses propres observations, les recherches spéciales faites en Allemagne et en Angleterre. Le P. Ménestrier et quelques autres auteurs avaient déjà avancé que les noms propres dérivent des localités de fief ou d'origine, des qualités ou des défauts, des emplois, etc. M. de Coston cherche à l'établir en puisant ses étymologies à trois sources principales : dans le sanscrit, qui tient ici une grande place, et pour lequel nous avouons notre parfaite incompetence; dans les langues germaniques, plus faciles à contrôler; enfin dans la basse latinité, qui a fourni jusqu'ici les indications les plus positives. Ce curieux livre, plein de sel gaulois et qui témoigne d'immenses lectures, nous offre de nombreux renseignements sur les armoiries, les anciens usages, les origines et l'histoire des familles, même sur les événements contemporains (voy. entre autres, p. 422). Mais on comprend qu'en un champ aussi vaste, la sagacité jointe à une réelle érudition ne suffit pas pour mettre toujours en garde contre telle étymologie hasardée, contre telle anecdote qui ne s'appuie que sur des traditions contestables. Peut-être aussi, en s'étendant à un

bien plus grand nombre de sujets, la critique nobiliaire de l'auteur a-t-elle perdu quelque chose de sa certitude. Ce sont là les défauts inévitables d'un pareil travail, qui n'enlèvent rien au mérite de l'ensemble. Terminons en exprimant le vœu que certaines saillies voltairiennes, d'un fond suranné, disparaissent à la seconde édition dont cet ouvrage est digne. A. DE G.

Histoire du P. Ribadeneyra, par le P. J. M. PRAT. Paris, V. Palmé, in-8° de vii-643 p.

Le P. Ribadeneyra est à peine connu parmi nous ; il occupa cependant, dans la société de son temps, une place assez distinguée pour en mériter une dans l'histoire. Ami de S. Ignace, de Suarez, de S. François de Borgia, d'Acquaviva, il se trouva mêlé aux grandes choses et associé aux grands hommes qui signalèrent le premier âge de la Compagnie de Jésus. C'est dire l'intérêt qui s'attache à une telle vie, remplie par des emplois, des missions, des vicissitudes offrant à l'histoire une importante matière. Le P. Prat a traité son sujet avec talent et érudition, en s'appuyant sur des documents habilement fondus dans un récit animé. Ainsi les avis donnés par le P. Ribadeneyra au duc de Feria, ambassadeur de Philippe II aux États de la Ligue, et concluant à ce que le duc poursuive moins dans cette mission les affaires de l'État que celles de l'Église, sont extrêmement curieux. Il faut remarquer aussi les pages sur l'Inquisition espagnole, où le P. Prat soutient contre Hefèle le caractère ecclésiastique de cette institution, etc. C'est en étudiant de près les hommes importants, en pénétrant dans leurs sentiments, en les suivant dans leurs actions que l'on parvient à bien connaître les idées et les tendances d'un siècle. Le P. Prat, auquel nous devons déjà une excel-

lente histoire du P. Maldonat, continue par l'histoire du P. Ribadeneyra à porter la lumière sur plusieurs côtés obscurs et très-intéressants de l'histoire du xvi^e siècle. H. DE L'E.

Histoire de l'abbé de Rancé et de sa réforme, composée avec ses écrits, ses lettres, ses règlements et un grand nombre de documents contemporains inédits ou peu connus, ornée d'un beau portrait d'après Rigaud, par M. l'abbé Dubois. Paris, Ambr. Bray, 1886, 2 vol. gr. in-8 de xxxvi-740 et 768 p.

M. l'abbé Dubois s'était déjà fait connaître par une excellente *Histoire de l'abbaye de Morimond*, la quatrième fille de Clteaux, livre dont la seconde édition a eu l'honneur d'être traduite en allemand et en espagnol. Son *Histoire de l'abbé de Rancé* n'aura pas moins de succès. L'auteur n'a rien négligé pour rendre son ouvrage à la fois tellement exact et tellement complet, qu'après lui il n'y eût jamais à revenir sur le sujet. Non-seulement le zélé biographe a consulté tous les livres qui concernent le grand réformateur, mais encore il a interrogé une foule de manuscrits (et particulièrement plus de quinze cents lettres) à la bibliothèque de Troyes, à celle de Carpentras, aux archives de la Côte-d'Or, à la bibliothèque impériale, aux archives de l'empire, aux bibliothèques de l'Institut et de l'Arsenal, enfin, dans des collections particulières. Jamais peut-être on n'avait, pour raconter la vie d'un homme, aussi soigneusement exploré toutes les sources. Aussi quelles abondantes informations ! On peut dire que rien de ce qui regarde l'abbé de Rancé n'a échappé aux minutieuses investigations de M. l'abbé Dubois. Je m'empresse de dire que l'ouvrage tout entier est une définitive réhabilitation d'un des « personnages les plus maltraités de l'his-

toire. » Presque toujours on a jugé l'abbé de Rancé, non sur lui-même et ses œuvres, mais sur les imputations et les calomnies de ses adversaires ; on a travesti sa jeunesse, on en a exagéré les écarts ; l'auteur s'attache à établir que les relations de l'abbé de Rancé avec la duchesse de Montbazou n'eurent rien de coupable. Naturellement il repousse la fable de la tête coupée, fable qui, quoique rejetée par tous les critiques sérieux, a été adoptée par Chateaubriand (*Vie de l'abbé de Rancé*). De la discussion à laquelle s'est livré M. l'abbé Dubois, il résulte que l'inventeur de cette fable est le protestant Daniel de Larroque, auteur du libelle intitulé : *Les véritables motifs de la conversion de l'abbé de Rancé* (1668), et il faut espérer que désormais on laissera uniquement aux romanciers tels que M^{me} de Tencin, Florian, Barthe, Colardeau, La Harpe, etc., la triste tâche de décrire la stupeur de l'amant prétendu de M^{me} de Montbazou devant le cadavre décapité de celle qu'il croyait retrouver pleine de vie et éclatante de beauté. M. l'abbé Dubois explique la conduite de son héros à l'assemblée du clergé de France en 1656 : ce ne fut ni par orgueil, ni par entêtement que l'abbé de Rancé résista au cardinal Mazarin : il crut qu'il était de son devoir de défendre l'archevêque de Paris contre le puissant ministre, et son opposition lui fait honneur. De même pour ce qui concerne les célèbres contestations de l'abbé de Rancé avec Mabillon, au sujet des études monastiques, M. l'abbé Dubois rectifie une erreur beaucoup trop répandue : le réformateur de la Trappe n'a jamais été l'apologiste de l'ignorance, il voulut seulement que les études fussent en harmonie avec la mission que l'on avait à remplir, convaincu « qu'autre devait être la science des cénobites isolés du monde, occupés seulement de leur propre salut, autre celle des reli-

gieux et des prêtres destinés à vivre dans le monde et à travailler au salut du prochain. » Ce n'est point uniquement de Rancé, comme on le pense bien, qu'il est question dans les deux beaux volumes que j'analyse rapidement : on y trouvera des détails dignes d'attention sur les aïeux de l'abbé de la Trappe ; sur son parrain le cardinal de Richelieu, auquel il dédia si jeune un commentaire d'Anacréon ; sur ses amis Arnauld d'Andilly, Gilbert de Choiseul, évêque de Comminges, le P. Bona, le cardinal de Retz, le maréchal de Bellefonds, Bossuet, l'abbé Nicaise, Pellisson, Saint-Simon ; sur ses principaux biographes ; Maupeou, Marsollier, dom Le Nain, dom Gervaise, dom d'Inguibert et Chateaubriand. Rien, du reste, ne peut mieux donner l'idée du prodigieux travail de M. l'abbé Dubois, que l'indication sommaire des principaux matériaux dont il s'est servi (p. 745-763 du t. II). Je suis heureux de déclarer que l'auteur a été beaucoup trop modeste quand (p. xxxv) il a cité comme des modèles dont il est resté loin, la vie de sainte Françoise de Chantal par M. Bougaud, vicaire général d'Orléans ; celle de saint Vincent de Paul, par M. l'abbé Maynard ; celle de saint François de Sales, par M. Hamon, et celle de M. Olier, par M. Faillon, de Saint-Sulpice. Chacun, j'en ai la confiance, mettra l'*Histoire de l'abbé de Rancé* sur la même ligne que toutes ces admirables biographies. T. DE L.

Vie de Maximilien d'Este, archiduc d'Autriche, prince royal de Hongrie et de Bohême, grand-maître de l'ordre Teutonique, d'après la biographie de ce prince publiée en allemand par le P. Stoeger, par J. M. S. DAURIGNAC. Paris, Ambr. Bray, 1867, in-8°.

Le 1^{er} juin 1863, mourait dans la haute Autriche, au château d'Ebenzweier, un prince de la maison d'Este,

dont la longue et laborieuse carrière avait été remplie par des actes d'une bienfaisance inépuisable et par d'importants travaux sur l'art militaire. L'archiduc Maximilien Joseph-Jean-Ambroise-Charles, né en 1782, était entré de bonne heure dans cette milice sainte dont l'origine remonte au début des croisades, et qui, à travers bien des vicissitudes et malgré la suppression prononcée par Napoléon, s'est conservée en Autriche. A 22 ans, il prononçait les vœux de chasteté, de pauvreté et d'obéissance, et jamais chevalier, aux jours où l'Ordre Teutonique brillait d'un pur éclat à côté des Ordres de Saint-Jean de Jérusalem et du Temple, ne fut plus fidèle à ses vœux. Chez l'archiduc Maximilien, il y avait un caractère antique, une âme fortement trempée, un cœur aimant et dévoué. Aucun de ceux qui l'approchaient ne pouvait demeurer indifférent : on était captivé par sa bonté, sa bienveillance, son charme irrésistible. Il y a plusieurs vies dans cette grande et belle existence : la vie du chrétien qui ne transige jamais avec le devoir ; la vie du chevalier, bientôt du commandeur, et enfin du grand maître de l'Ordre Teutonique ; la vie de l'homme privé, du fils, du frère, du parent toujours prêt à témoigner aux siens son amour et son dévouement ; la vie de l'homme de guerre mêlé aux luttes et aux vicissitudes des temps au milieu desquels il a vécu ; enfin la vie de l'homme de science, de l'auteur d'un système de fortifications auquel les hommes compétents se sont plu à rendre hommage.

Un jésuite allemand, le P. Stoeger, a consacré à la biographie de l'archiduc Maximilien un important ouvrage, qui contient une partie de la correspondance du prince. C'est à cet ouvrage que M. J.-M.-S. Daurignac a emprunté les éléments du livre que nous avons sous les yeux. L'auteur y a fondu un bon nombre de lettres et de documents

émanés du pieux grand-maître de l'Ordre Teutonique. Mais à côté de cette vie tout intime, où l'on s'est proposé d'édifier encore plus que d'instruire, il y aurait place pour un travail plus approfondi, écrit à un point de vue moins spécial, où les éminentes qualités du savant archiduc seraient mises en relief en même temps que ses vertus ; nous l'appelons de tous nos vœux.

G. DE B.

Essai sur les fêtes religieuses et les traditions populaires qui s'y rattachent, par Eugène CORTET. Paris, Ernest Thorin, 1867, grand in-18 de 283 p.

M. Eug. Cortet nous entretient successivement du jour de l'an, de l'Épiphanie, du Carnaval, du Carême, de la Mi-Carême, du dimanche des Rameaux, de la Semaine Sainte, de Pâques, du mois de mai, des Rogations, de la Pentecôte, de Saint-Médard, de la Saint-Jean, de la Toussaint et du jour des Morts, enfin de Noël. Son livre est aimable et instructif. Il pourrait devenir plus instructif encore, si, dans une nouvelle édition, l'auteur mettait à profit un certain nombre d'ouvrages négligés par lui, soit des traités spéciaux sur telle ou telle fête, soit des travaux généraux tels que, pour n'en citer que deux, le *Dictionnaire* de M. Littré, en ce qui regarde les étymologies, et le *Dictionnaire encyclopédique de la théologie catholique*, en ce qui regarde l'origine des fêtes religieuses. T. DE L.

Des chansons populaires chez les anciens et chez les Français. Essai historique suivi d'une étude sur la chanson des rues contemporaine, par Charles NISARD. Paris, Dentu 1867, 2 vol. gr. in-18 j.

Cette « esquisse, prise, si l'on peut dire, à vol d'oiseau, dans l'immense domaine de la chanson populaire, tant chez les anciens que chez les Français, » nous donne-t-elle une idée complète

de ce que fut la chanson? L'auteur a-t-il poursuivi ses investigations avec assez de zèle et de patience pour que nous ayons là un ensemble de détails qui éclaire d'un jour nouveau et définitif un point curieux de notre histoire politique et littéraire? Ce que fut la chanson en France, pour un peuple éminemment spirituel, caustique et frondeur, on le sait déjà; mais il y avait à étudier l'esprit public dans la chanson, à montrer ce qu'elle a respecté, ce qu'elle a bafoqué, à faire retentir à travers les siècles ce franc et joyeux rire gaulois qui, au milieu de nos malheurs et de nos revers, n'a jamais manqué d'éclater. M. Nisard a la prétention d'être suffisamment complet en un volume; il est vrai qu'il n'a pas celle d'être savant, « au moins dans le sens absolu du mot. » Aussi n'avons-nous là qu'une *esquisse à vol d'oiseau*, pour emprunter ses propres expressions, et non un *plan* systématiquement et laborieusement dressé. Encore si M. Nisard, qui a eu le bon goût de glisser légèrement sur la *chanson d'amour* et la *chanson bachique*, et de s'arrêter, avec plus de détails, à la *chanson historique*, ne s'était pas borné aux étroites limites d'un volume! S'il avait uniquement consacré 700 pages à la chanson chez les anciens et les modernes! Mais tout son second volume est rempli par les *chansons contemporaines*, et quelles chansons! On se demande quel succès M. Nisard a ambitionné en nous faisant descendre à la *chanson des rues*. N'en avons-nous pas assez et nos oreilles n'en sont-elles pas suffisamment rebattues? Nous regrettons que M. Ch. Nisard n'ait pas plus sérieusement et plus utilement complété son travail sur les *livres populaires*. L. C.

—
Les archives de la France pendant la Révolution, introduction à l'*Inventaire du fonds d'archives dit : Les monuments historiques*,

par M. le marquis de LABORDE, directeur général des Archives de l'Empire. Paris, imp. de Claye, 1866, in-4° de civ pages. — **Les Inventaires des Archives de l'Empire, réponse à M. le marquis de Laborde, directeur général, contenant un errata pour ses préfaces et ses inventaires**, par HENRI BORDIER, ancien archiviste aux archives nationales de France. Paris, Bachelin Desflorenne, 1867, in-4° de 47 pages.

Dans la dernière livraison de la *Revue*, nous avons signalé la publication d'un nouveau volume des *Inventaires des Archives de l'Empire*: le beau travail de M. J. Tardif sur la série qui est connue au palais Soubise sous le nom de *Monuments historiques*. En tête de ce long et précieux inventaire, avant les diplômes mérovingiens dont le texte a été, dans cette édition, l'objet d'un soin tout particulier, M. de Laborde a voulu écrire à grands traits une histoire des Archives pendant la Révolution. Sa préface peut se résumer en ces quelques mots : « La Révolution a été fatale aux Archives de la France; beaucoup d'actes de vandalisme ont été commis à cette époque contre les documents les plus précieux de notre histoire; quant au classement imaginé par le révolutionnaire Daunou, il est de tout point faux, dangereux, déplorable. » A ce *factum* écrit avec une indignation et une jeunesse incontestables, M. Bordier a répondu au nom de la Révolution outragée. Il s'est attaché à soutenir les thèses les plus opposées à celles du directeur général des Archives. Il a défendu la République, il a défendu Daunou. Même, il ne s'est pas contenté de garder la défensive; il s'est fait agresseur à son tour, et a hardiment attaqué tout le système des *Inventaires* publiés depuis plusieurs années par l'administration des Archives. La méthode, dit-il, en est fautive de tout point. On y a violé le grand principe qui doit régler la rédaction de tous les Inven-

taires et qui consiste à la faire la plus courte possible. On y a publié des textes, des commentaires de ces textes, etc., etc. On y a introduit un élément littéraire qui n'est point là à sa place et qu'il en faudrait faire disparaître. Ces considérations de M. Bordier sont susceptibles d'être discutées scientifiquement ; nous regrettons seulement qu'il ne se soit pas borné à les exposer d'une façon générale et qu'il ait critiqué en détail des œuvres de l'importance du *Trésor des Chartes*, en y relevant des fautes tout à fait microscopiques. D'ailleurs la *Revue* entend garder la neutralité la plus complète dans ce débat. Elle devait seulement le signaler à ses lecteurs, et c'est ce qu'elle se borne à faire, en les renvoyant aux deux écrits cités ci-dessus.

X.

Histoire de l'année 1865, par M. Le Hir. Paris, Durand et Pedone-Lauriel, 1866, gr. in-8° à 2 col. de 264 p.

Réunir dans un tableau sommaire, d'après l'ordre chronologique, les faits politiques de la France et de l'étranger ; y joindre les faits économiques, scientifiques, artistiques, littéraires, certains *faits divers* qui ont une importance exceptionnelle ; reproduire le texte de certains documents utiles à consulter et que parfois on aurait de la peine à retrouver ; enfin grouper méthodiquement dans une table les renseignements épars dans le livre, c'est sans contredit rendre un grand service au public. C'est là ce qu'a voulu faire M. Le Hir, dans cette *Histoire de l'année 1865*. Nous regrettons d'avoir à dire qu'il n'a rempli qu'imparfaitement cette tâche. Son livre se divise en autant de parties qu'il y a d'États : 140 pages sont consacrées à la France ; puis viennent les diverses contrées de l'Europe (p. 141-202) ; enfin l'Afrique, l'Amérique, l'Asie et l'Océanie. Au

point de vue politique, le seul qui soit traité à fond dans l'ouvrage, il y aurait plus d'une critique à formuler : pourquoi reproduire des discours entiers prononcés, soit au Sénat, soit au Corps législatif ? Ces documents tiennent une place inutile, car l'auteur ne saurait avoir la prétention de suppléer au *Moniteur*, auquel il faudra malgré tout, avoir recours. — Pourquoi mêler aux faits des appréciations, et qualifier certains actes qu'on devrait se borner à enregistrer ? Si nous poursuivions l'examen de l'*Histoire de l'année 1865*, nous trouverions, en dehors de la politique, de graves lacunes : la partie consacrée aux arts et aux lettres est à peu près nulle. Enfin, au point de vue typographique, il y a de l'inconvénient dans ce numérotage continu placé en marge, avant la date, et qui coupe des documents en les divisant en paragraphes d'une façon arbitraire. — M. Le Hir avait d'importants modèles sous les yeux ; s'il veut, non les faire oublier, mais lutter avantageusement avec eux, il devra apporter de notables améliorations à une publication qui peut rendre d'incontestables services, mais à la condition qu'elle sera faite avec ordre, avec soin, d'une façon complète et surtout avec une rigoureuse impartialité.

G. DE B.

Annuaire contemporain. Revue de l'année. 2^e série, première année. 1867. Paris, Adrien Le Clerc, 1867, grand in-8° de 552 pages.

Tableau annuel des faits politiques et des principales productions de la théologie, de la philosophie, de l'histoire, de la littérature, de l'agriculture, des sciences et des arts, tel est le sous-titre de cet *Annuaire*. Ici ce ne sont plus des faits énumérés ou classés avec ordre et méthode, c'est un tableau d'ensemble, tracé à un point de vue spécial. M. l'abbé Duilhé de Saint-Projet

avait déjà, sous le titre de *Revue de l'année*, fait paraître quatre volumes. L'*Annuaire contemporain* n'est que la suite et le développement de la cette publication. Nommer les écrivains qui se sont occupés de chaque branche de la science ou de la littérature, c'est montrer avec quelle autorité et quelle compétence les sujets ont été traités : M. de Melun pour l'économie politique; M. Victor Fournel pour la poésie, les romans et les beaux-arts; M. Louis Hervé pour l'agriculture; M. de Toulouse-Lautrec pour l'archéologie; M. Duilhé de Saint-Projet pour la théologie et la philosophie. L'histoire a été traitée par M. Adrien Lezat, qui passe successivement en revue les publications consacrées à l'histoire ecclésiastique, à l'histoire ancienne et moderne, à la révolution et à l'histoire contemporaine, à l'hagiographie et à la biographie. L'histoire littéraire a été oubliée; et cependant, pour ne citer que la réimpression de l'œuvre des bénédictins faite sous la direction de M. Paulin Paris, il y avait d'importants travaux à enregistrer. Sur le terrain de l'histoire proprement dite, nous avons plus d'une lacune à signaler : les ouvrages sur Gerbert et Urbain IV, dus à MM. Lausser et Georges; ceux sur saint Louis, du Guesclin, Louis XIV, Louis XV, par MM. Faure, Jamison, de Cosnac, Ravaisson, P. Clément, Jobez, Boutaric, sont passés sous silence. L'histoire des provinces, l'histoire étrangère font

complètement défaut. Ceci nous amène à une critique générale qui nous paraît devoir être adressée à cet *Annuaire* : il y a là trop d'appréciations, pas assez de faits. La politique est appréciée à un certain point de vue et résumée en vingt et quelques pages; c'est insuffisant : il faudrait, dans cette première partie, quelque chose d'analogue à ce qu'a très-bien fait, pendant trois ans, M. Mavidal, pour la librairie Didot. La théologie nous a paru avoir été l'objet de soins et de développements tout particuliers, ainsi que la littérature légère, les beaux-arts et l'archéologie. Mais il nous semble, que là encore, il y a trop de *comptes rendus*, trop de détails sur certains livres. Et pour l'histoire, combien les six paragraphes de M. Lezat sont loin de nous donner une idée du mouvement historique ! Pourquoi négliger les travaux des académies et des sociétés savantes, les publications de texte, les ouvrages publiés sur notre histoire à l'étranger ? Le plan de cet *Annuaire* est bien conçu, son esprit est sain et sagement libéral; mais nous ne pouvons admettre que ce plan soit ici réalisé « dans toute son étendue. » Malgré l'autorité de certains collaborateurs, l'importance du livre, les utiles renseignements qu'il contient, nous appelons de tous nos vœux des perfectionnements qui en feront le manuel obligé de tous ceux qui pensent, qui lisent et qui écrivent.

G. DE B.

TABLE DES MATIÈRES

DU

SECOND VOLUME

LIVRAISON DU 1^{er} JANVIER 1867

LE RECENSEMENT DE QUIRINIUS. — Témoignages historiques relatifs à un passage de l'Évangile de saint Luc, par M. Ernest Desjardins.	5
SAINT MAXIMIN DE TRÈVES, SAINT ATHANASE ET LES SEMI-ARIENS, par Dom Fr. Chamard.	66
LES FAUSSES DÉCRÉTALES, deuxième partie, par M. Édouard Dumont.	97
LA GUERRE DES ALBIGROIS ET ALPHONSE DE POITIERS, par M. E. Boutaric.	155
DE L'AUTHENTICITÉ DES LETTRES DE MARIE-ANTOINETTE RÉCEMMENT PUBLIÉES, par M. Georges Gandy.	181
CHARLOTTE CORDAY ET FUALDÈS, par M. Léon de la Sicotière.	218
LES CATACOMBES DE ROME D'APRÈS LES RÉCENTS TRAVAUX, deuxième partie, par M. Henri de l'Épinois.	248
MÉLANGES : Jeanne d'Arc trahie par Charles VII, par M. de Beaucourt.	286
La lettre du vicomte d'Orthe à Charles IX, par M. Tamizey de Larroque.	292
Mounier démocrate, par M. Albert du Boys.	296
Le blason et l'armorial du héraut Berry, par M. Anatole de Barthélemy.	300
COURRIER ANGLAIS, par M. Gustave Masson.	307

TABLE DES MATIÈRES DU SECOND VOLUME.	715
CHRONIQUE, par M. Léon Gautier.	318
BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.	339
LA QUESTION DE BIBRACTE. — Lettres de MM. Bulliot et Rossigneux	372

LIVRAISON DU 1^{er} AVRIL 1867

MARIE-ANTOINETTE, SA VIE PRIVÉE, SA VIE PUBLIQUE, par M. Georges Gandy.	385
LA CONSULTATION DU PAPE ZACHARIE, par M. l'abbé P. Mury.	464
VAUBAN, LOUVOIS ET COLBERT. — Un chapitre de l'histoire des fortifications sous Louis XIV, par M. Pierre Clément. .	485
VOLTAIRE DIPLOMATE. — Sa diplomatie pendant la guerre de sept ans, par M. l'abbé Maynard.	511
PIE VII ET NAPOLEON. — Démêlés du premier Empire avec le Saint-Siège, par M. le V ^{te} de Meaux.	549
UNE NOUVELLE ÉDITION DES FAUSSES DÉCRÉTALES, par M. Henri de l'Épinois.	595
MÉLANGES : Jérusalem et le Golgotha, par M. Anatole de Barthélemy	606
La conversion d'Albert de Brandebourg, par M. l'abbé Wernert.	611
Marie Stuart et le Père Edmond Augier, par M. L. Wiesener.	614
Une lettre inédite de Henri III, par M. Tamizey de Larroque.	619
Drouet à Varennes, par M. Alfred Beauvalet.	621
Nouveaux documents sur les derniers Condé, par M. l'abbé Maynard.	627
Une nouvelle histoire universelle, par M. Anicet Digard.	635
COURRIER ANGLAIS, par M. Gustave Masson.	638
CHRONIQUE, par M. Léon Gautier.	646
REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES, par M. Fr. de Fontaine .	663
LE RECENSEMENT DE QUIRINIUS. — Réponse à quelques observations critiques, par M. de Beaucourt.	675
BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.	681

OUVRAGES ANALYSÉS DANS LE BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

Géographie de Strabon, traduite par M. Am. Tardieu.	681
Géographie générale, par M. L. Dussieux	682
Aperçu historique sur les embouchures du Rhône, par M. Er. Desjardins.	682
Dissertation sur l'incertitude des cinq premiers siècles de l'histoire romaine, par Louis de Beaufort, publiée par M. Alfred Blot.	339
Histoire des Gaulois d'Orient, par M. Félix Robiou.	310
L'Assomption de la sainte Vierge et les livres apocryphes qui s'y rapportent, par M. l'abbé Le Hir.	310
Mémoire sur la légalité du christianisme dans l'empire romain au 1 ^{er} siècle, par M. B. Aubé.	341, 722
Défense de l'Église contre les erreurs historiques de MM. Guizot, Aug. et Am. Thierry, etc., par l'abbé J. M. S. Gorini.	342
Dictionnaire des Controverses historiques, par M. L. F. Jehan.	313
Histoire du dogme catholique pendant les trois premiers siè- cles de l'Église, par Mgr Ginouilhac.	683
La célèbre contestation entre S. Étienne et S. Cyprien, par Mgr Vincent Tizzani, trad. de l'italien, par M. l'abbé J. Ranvier.	344
Le pouvoir temporel du pape devant l'enseignement catho- lique et l'histoire, par M. l'abbé Laventure.	315
Idée historique et rationnelle de la diplomatie ecclésiastique, par Mgr G. Audisio, trad. de l'italien par M. le chanoine Louis.	315
Jean XII. Coup d'œil sur la papauté au commencement du xiv ^e siècle, par M. Richaud.	346
La Réforme en Italie, discours historiques de César Cantù, traduits par MM. Anicet Digard et Edm. Martin.	685
Les Congrégations romaines à propos de Galilée. (Extrait de la <i>Dublin Review</i>)	346
Histoire de France, par M. G. Ozaneaux.	347
Lucterius, derniers efforts de la Gaule indépendante, par M. Richaud.	348
Les origines du Christianisme en Gaule, par M. Huillard- Bréholles.	348
Richeri historiarum libri quatuor, par M. Mignet.	350
Troubles de la châtellenie de Cassel sous Philippe le Bon, 1427-1431, par M. A. Desplanques	350

TABLE DES MATIÈRES DU SECOND VOLUME.

717

Louis XI en Guienne, par M. D. A. Virac	351
Louis XII et l'alliance anglaise en 1514, par M. A. Desjardins.	351
Entrée de François I ^{er} dans la ville de Béziers (Bas-Languedoc), publiée et annotée, par M. L. Domairon	352
La jeunesse de Catherine de Médicis, par M. A. de Reumont ; ouvrage traduit par M. Armand Baschet.	352
Notice sur Hector de Maniquet, seigneur du Fayet en Dauphiné, suivie de documents inédits relatifs à sa mission en Allemagne, par M. Anatole de Gallier.	353
Jean Bodin et son temps. Tableau des théories politiques et des idées économiques au xvi ^e siècle, par M. Henri Baudrillart.	353
Histoire du règne de Henri IV, par M. Auguste Poirson, 2 ^e édition.	354, 686
Le testament de Richelieu, par M. J. Wallon.	356
Mazarin a-t-il épousé Anne d'Autriche ? par M. Jules Loiseleur.	356
Journal des règnes de Louis XIV et de Louis XV, par Pierre Narbonne, publié par M. J. A. Le Roi.	686
Étude sur la guerre de la succession d'Espagne. Conférence de Verdun, par M. Jules d'Argis.	357
Mémoires secrets de M. Augeard, secrétaire des commandements de la reine Marie-Antoinette (1760-1800). Avec introduction, par M. E. Bavoux.	357
Correspondance secrète inédite sur Louis XVI, Marie-Antoinette, la cour et la ville, de 1777 à 1792, publiée par M. de Lescure.	359
Gustave III et la cour de France, par M. A. Geffroy	687
Lettres en partie inédites de M ^{me} Roland aux demoiselles Cannet, etc., publiées par M. A. Dauban.	690
Louis XVII, sa vie, son agonie, sa mort, captivité de la famille royale au Temple, par M. A. de Beauchesne. . . .	360
Documents pour servir à l'histoire des élections aux États-Généraux dans la généralité d'Alençon, par M. Léon de la Sicotière.	361
Les victimes de la Terreur du département de la Charente, par le docteur Cl. Gigon.	362
Documents relatifs à la Révolution française dans le Bas-Rhin.	362
Note pour servir à l'histoire des diocèses de Bayeux, Lisieux et Séez, etc., pendant la Révolution, par M. de Formigny de la Londe	362
Histoire de la vie politique, militaire et administrative du maréchal Davout, par M. Gabriel de Chénier.	363

L'invasion de 1814. Napoléon et les Alliés à Troyes et dans le département de l'Aube, par M. P. Foncin.	364
Histoire de France depuis 1814 jusqu'au temps présent, par M. Poujoulat.	364
La comtesse du Cayla, par M. Capefigue.	692
La France pontificale. Diocèses de Rouen, de Bayeux et Lisieux, d'Évreux, de Séez, par M. H. Fisquet.	692
Essai historique sur l'abbaye de Saint-Barnard et sur la ville de Romans, par M. Giraud.	365
Histoire de la ville et de l'abbaye de Saint-Amand (en Pevelé), par M. V. de Courmaceul.	693
Essai historique sur l'abbaye de Fontaine-André, canton de Neufchâtel (Suisse), par M. l'abbé Jeunet.	695
Des relations des empereurs et des ducs de Lorraine avec l'abbaye de Remiremont, par M. L. Duhamel.	366
Morimond et les milices chevaleresques d'Espagne et de Portugal, par M. Adrien Arcelin.	367
Armorial des évêques de Laon; armorial des évêques de Beauvais; notes pour servir à un armorial des évêques de Soissons; notes pour servir à un armorial de Senlis, par M. Arthur Demarsy	367
Études sur la chronologie des sires de Bourbon (x ^e -xiii ^e siècles), par M. A. Chazaud.	368
Étude sur l'histoire des institutions seigneuriales et communales de l'arrondissement de Gaillac (Tarn), par M. Élie A. Rossignol.	339
Transmission de la châtellenie de Bourbourg, par le marquis de Godefroy Menilglaise et note par M. E. de Coussemaker.	370
Ambassadeurs et diplomates cambrésiens. Excursion à travers trois siècles de l'histoire de Cambrai, par M. Paul Faber (Lefebvre).	370
Les ducs de Bretagne de la maison de Montfort (1364-1488), par M. Arthur de la Borderie.	370
Saint-Vincent-de-Pertignas, département de la Gironde, par M. Léo Drouyn.	697
Notes historiques sur les curés de campagne en Franche-Comté, du xii ^e au xvii ^e siècle, par M. l'abbé Morey.	371
Notes et documents concernant l'état des campagnes de la Haute-Normandie dans les derniers temps du moyen âge, par M. Ch. de Beaurepaire.	371
Recherches historiques sur Villeneuve-de-Berg, ancienne capitale du Bas-Vivarais, par M. l'abbé Mollier.	696
Le Maine sous l'ancien régime, par M. Léon Maître.	697

TABLE DES MATIÈRES DU SECOND VOLUME.

719

Histoire de la communauté des biens dans l'antiquité et sous l'ère chrétienne, par un catholique.	697
Essai sur le municipe romain et la commune française, par M. Eug. de Raincourt.	698
Du droit de marque ou droit de représaille au moyen âge, par M. René de Mas-Latrie.	699
Droit municipal dans les temps modernes (xvi ^e et xvii ^e siècles), par M. F. Béchard.	700
La philosophie sous les jurisconsultes du xvi ^e siècle et en particulier chez Simon Marion, par M. E. Cougny.	700
De l'influence des travaux de Pothier et du chancelier d'Aguesseau sur le droit civil moderne, par M. Léop. Thézard.	701
Ernest de Mansfeldt, par le comte de Villermont.	702
Hist. constitutionnelle de l'Angleterre depuis l'avènement de Georges III, par Th. Erskine May, trad. par M. C. de Witt.	703
L'Italie en 1671. Relation d'un voyage du marquis de Seignelay, publiée par M. Pierre Clément.	704
Essai sur la domination française en Syrie durant le moyen âge, par M. E. G. Rey.	371
Notes on Columbus, par M. HARRISSE.	372
Bibliotheca americana vetustissima, par M. HARRISSE.	372
Histoire de la colonie française au Canada.	705
Le signe de la croix avant le Christianisme, par M. Gabriel de Mortillet.	373
Origine, étymologie et signification des noms propres et des armoiries, par le baron de Coston.	707
Histoire de la reine Bérengère, femme de Richard Cœur-de-Lion et dame douairière du Mans, par M. H. Chardon.	373
Nicole de Dury, maître clerc de la ville de Valenciennes, 1361-1373, par M. H. Caffiaux.	374
Hist. du P. Ribadeneyra, par le P. J. M. Prat.	708
Hist. de l'abbé de Rancé et de la Réforme, par M. l'abbé Dubois.	708
Souvenirs de la marquise de Créquy, (1710 à 1803), nouvelle édition entièrement revue et corrigée.	374
Vie de Maximilien d'Este, archiduc d'Autriche, par M. J. M. Daurignac.	709
Le général Cassaignolles, esquisse biographique, par M. Léonce Couture.	375
Essai sur les fêtes religieuses et les traditions populaires qui s'y rattachent, par M. Eug. Cortet.	710
Des chansons populaires chez les anciens et chez les Français, par M. Ch. Nisard.	710

Les franchises de l'histoire (de la diffamation envers la mémoire des morts), par M. Paillart.	375
Les archives de la France pendant la Révolution, par le marquis de Laborde.	711
Les inventaires des archives de l'Empire, réponse à M. le marquis de Laborde, par M. H. Bordier.	711
Histoire de l'année 1865, par M. Le Hir.	712
Annuaire contemporain. Revue de l'année 1866.	712

NOMS DES AUTEURS CITÉS DANS LE BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

ARCELIN (M. Adr.), 367.	DESJARDINS (M. A.), 351.
ARGIS (M. Jules d'), 357.	DESJARDINS (M. Ern.), 682.
AUBÉ (M. B.), 341.	DESPLANQUE (M. A.), 350.
AUDISIO (Mgr G.), 341.	DIGARD (M. A.), 685.
AUGEARD (M.), 357.	DOMAIRON (M. L.), 352.
BASCHET (M. Armand), 352.	DROUYN (M. Léo), 697.
BAUDRILLART (M. H.), 353.	DUBOIS (M. l'abbé), 708.
BAVOUX (M. Ev.), 357.	DUHAMEL (M. L.), 366.
BEAUCHESNE (M. de), 360.	DUSSIEUX (M. L.), 682.
BEAUFORT (Louis de), 339.	FABER (M. Paul), 370.
BEAUREPAIRE (M. Ch. de), 371.	FISQUET (M. H.), 692.
BÉCHARD (M. Ferd.), 700.	FONCIN (M. P.), 364.
BLOT (M. Alfred), 339.	FORMIGNY (M. de), 362.
BORDERIE (M. Arthur de la), 370.	GALLIER (M. de), 353.
BORDIER (M. Henri), 711.	GEFFROY (M. A.), 687.
CAFFIAUX (M. H.), 374.	GIGON (M. Cl.), 362.
CANTU (M. César), 685.	GINOUILHAC (Mgr), 683.
CAPEFIGUE (M.), 692.	GIRAUD (M.), 365.
CHARDON (M. H.), 373.	GODEFROY (M. de), 370.
CHAZAUD (M. A.), 368.	GORINI (M. l'abbé), 342.
CHÉNIER (M. Gabriel de), 363.	HARRISSE (M.), 372.
CLÉMENT (M. Pierre), 704.	HUILLARD-BRÉHOLLES (M.), 348.
CORTET (M. Eug.), 710.	JEHAN (M. L. F.), 343.
COSTON (M. de), 707.	JEUNET (M. l'abbé), 695.
COUGNY (M. E.), 700.	LABORDE (M. de), 711.
COURMACEUL (M. de), 693.	LAVENTURE (M. l'abbé), 345.
COUTURE (M. Léonce), 375.	LE HIR (M. l'abbé), 340.
DAUBAN (M. C. A.), 690.	LE HIR (M.), 712.
DAURIGNAC (M. J. M. S.), 709.	LE ROI (M. J. A.), 686.
DEMARSY (M. Arthur), 367.	LESCURE (M. de), 359.

LOISELEUR (M. Jules), 356.	PRAT (Le R. P.), 708.
LOUIS (M. le chanoine), 348.	RAINCOURT (M. Eug. de), 698.
MAITRE (M. Léon), 697.	RANVIER (M. l'abbé), 344.
MARTIN (M. Edm.), 685.	REUMONT (M. de), 352.
MAS-LATRIE (M. René de), 699.	REY (M. E. G.), 371.
MAY (M. Th. Erskine), 703.	RICHAUD (M.), 346, 348.
MIGNET (M.), 350.	ROBIOU (M. Félix), 340.
MOLLIER (M. l'abbé), 696.	ROSSIGNOL (M. Élie), 369.
MOREY (M. l'abbé), 371.	SICOTIÈRE (M. de la), 361.
MORTILLET (M. de), 373.	TARDIEU (M. Am.), 681.
NARBONNE (Pierre), 686.	THÉZARD (M. Léop.), 701.
NISARD (M. Ch.), 710.	TIZZANI (Mgr), 344.
OZANEUX (M. G.), 347.	VILLERMONT (M. de), 702.
PAILLART (M.), 375.	VIRAC (M. D. A.), 351.
POIRSON (M. Aug.), 354, 686.	WALLON (M. J.), 356.
POUJOLAT (M.), 364.	WITT (M. C. de), 703.

ERRATA

Page 103, ligne 28, *au lieu de* : faire critique, *lisez* : saine critique.

- 111, ligne 22, *au lieu de* : on cherche vainement ailleurs; *lisez* : on cherche vainement la cause ailleurs.
- 129, ligne 7, *au lieu de* : principe; *lisez* : principat.
- 150, ligne 12, *au lieu de* : réunis; c'est le premier exercice public du gouvernement pontifical. L'année même,... fut le jugement...; *lisez* : réunis; et le premier exercice public du gouvernement pontifical, l'année même... fut le jugement.
- 152, ligne 21, *au lieu de* : Hygimus; *lisez* : Hyginus.
- 206, note 5, *au lieu de* : Fac-simile de Paris et Vienne; *lisez* : Fac-simile de Paris et Versailles.
- 341, col. 2, ligne 15, *au lieu de* : En critiquant avec une certaine vivacité « la fantaisie, etc. ; » *rétablissez ainsi ce passage* : En critiquant avec une certaine vivacité et d'une façon aussi regrettable dans le fond que dans la forme ce qu'il se permet d'appeler « la fantaisie et l'esprit d'hypothèse » de l'illustre archéologue romain.

VICTOR PALMÉ.

Le Mans. — Impr. Ed. Monnoyer, place des Jacobins.

GRANDES PUBLICATIONS DE LA MAISON PALMÉ, A PARIS.

HISTOIRE LITTÉRAIRE DE LA FRANCE

PAR LES RELIGIEUX BÉNÉDICTINS

DE LA CONGRÉGATION DE SAINT-MAUR

NOUVELLE ÉDITION

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE M. PAULIN PARIS

MEMBRE DE L'INSTITUT.

Nous n'aurions pas entrepris une publication aussi considérable, aussi sérieuse, si nous ne nous étions pas, au préalable, assuré le concours de M. PAULIN PARIS, de l'Académie des Inscriptions, et, depuis vingt-cinq ans, l'un des quatre académiciens chargés de la continuation de *l'Histoire littéraire de la France*. M. PAULIN PARIS a bien voulu nous promettre non-seulement de corriger les épreuves et de revoir les textes et les citations avec le soin qu'on était en droit d'attendre de lui, mais il s'est encore chargé des remaniements et des additions nécessaires, et qui, loin de diminuer la valeur de notre édition, ne peuvent manquer de lui donner sur la première le seul avantage que personne ne s'avisera de contester. Il ne s'agit pas, en effet, de refaire ou de compléter la grande œuvre bénédictine; mais seulement de mentionner avec discrétion les travaux plus récents qui ont apporté quelque modification aux jugements antérieurs, ou bien ouvert quelques nouveaux points de vue dont il conviendra de tenir compte à la critique et à l'érudition contemporaines.

Le plan de *l'Histoire littéraire* est simple et facile à saisir. L'ordre chronologique est la base du monument. Les siècles sont étudiés l'un après l'autre, tels qu'ils ont été d'abord dans la Gaule païenne, puis dans la France chrétienne. Avant de passer à l'analyse approfondie des productions, le résumé de l'influence littéraire de chaque siècle est présenté dans un discours sur l'état des Lettres et des Arts; excellente méthode qui permet de comprendre l'esprit général dont furent animées les générations successives, sans avoir besoin d'en suivre les preuves dans tout leur détail. Pour bien connaître une grande ville, il faut longtemps se perdre dans le dédale de toutes ses rues; mais pour résumer l'impression qu'on doit en garder, il faut planer au-dessus d'elle. La plupart de ces *Discours sur l'état des Lettres et des Arts* sont autant de chefs-d'œuvre auxquels la critique moderne peut ajouter sans doute, mais ne saurait trouver à retrancher. Leur réunion mériterait déjà les honneurs de la réimpression que nous nous proposons d'accorder à l'ouvrage entier dont ils forment la belle et judicieuse introduction.

L'ouvrage forme 12 beaux volumes in-4°, à 20 francs le volume pour les premiers souscripteurs; il sera exécuté avec toute la rapidité possible. Nous publions un volume de trois mois en trois mois, et nous avons même l'espoir de les donner à des intervalles plus rapprochés.

CINQ VOLUMES ONT PARU.

LIBRAIRIE PALMÉ, A PARIS.

HISTOIRE DU MONDE

DEPUIS ADAM JUSQU'AU PONTIFICAT DE PIE IX

PAR

MM. HENRY ET CHARLES DE RIANCEY

Édition complètement nouvelle, entièrement refondue et considérablement augmentée

PAR M. HENRY DE RIANCEY

ANCIEN DÉPUTÉ.

Environ 12 beaux volumes in-8°, à 5 fr. le volume.

Le spectacle le plus intéressant qui puisse être offert à la méditation est, sans contredit, celui de l'histoire de l'humanité tout entière. Prendre la race humaine à son origine; suivre les développements de cette vaste famille qui peuple les espaces de la terre; compter les pas des générations dans les siècles; assister à la naissance, aux progrès, à la chute des empires, et surtout, à travers tous les bouleversements du monde, voir la marche de l'intelligence, étudier ses combats, ses triomphes et ses défaites, se rendre témoin de ce grand duel entre la vérité et l'erreur, qui, commencé avec le temps, ne s'achèvera qu'avec l'éternité : voilà le sujet qui doit préoccuper quiconque a le moindre souci de sa dignité et de son avenir. « IL SERAIT HONTEUX A TOUT HONNÊTE HOMME, disait Bossuet, d'IGNORER LE GENRE HUMAIN. »

C'est ce tableau que MM. de Riancey ont voulu donner. Vingt années d'études consécutives leur ont permis de le présenter avec plus d'ensemble qu'il ne l'avait jamais été.

Ils ont profité des immenses progrès de la science historique dans ce siècle, et nous pouvons affirmer que l'*Histoire du Monde* est au courant de tout ce qui a été découvert de plus intéressant et de plus certain de nos jours. Les premiers volumes, notamment, contiennent sur les origines, sur les anciens empires asiatiques, sur l'Égypte, le résumé de tous les travaux qui ont illustré les savants contemporains. De plus, à la suite du récit des événements, chaque période se termine par un aperçu sur l'histoire intellectuelle, religieuse et morale de l'humanité.

RÉIMPRESSION DE LA GRANDE COLLECTION BOLLANDIENNE :

ACTA SANCTORUM

QUOTQUOT TOTO ORBE COLENTUR, VEL A CATHOLICIS SCRIPTORIBUS CELEBRANTUR
QUÆ EX LATINIS ET GRÆCIS, ALIARUMQUE GENTIUM ANTIQUIS MONUMENTIS
COLLEGERUNT AC DIGESSERUNT

SERVATA PRIMIGENIA SCRIPTORUM PHRASI ET VARIIS OBSERVATIONIBUS ILLUSTRANT

JOANNES BOLLANDUS, GODEFRIDUS HENSCHENIUS,

SOCIETATIS JESU THEOLOGI

I^{re} SÉRIE. — Réimpression de l'édition originale d'Anvers.

54 vol. in-folio, d'environ 1,000 pages à 2 colonnes

Avec les gravures de la première édition, papier vergé collé, beaux caractères,
belles marges.

Prix : 50 fr. le volume. — Vingt volumes ont paru.

II^e SÉRIE par les nouveaux Bollandistes continuant l'édition d'Anvers
6 volumes in-folio à 75 fr. le volume.

Reliure d'amateur, tranches ébarbées, percaline noire, 5 fr. par volume. — Belle et solide
demi-reliure chagrin, tranches, peignes, coins solides, 10 fr. le volume. — Reliure en basane
parisienne, 8 fr. le volume.

L'histoire générale n'est pas la seule dont les *Acta Sanctorum* soient appelés à dissiper la nuit. Il n'est pas de monographie historique qui ne devra au recueil des Bollandistes ses documents les plus originaux, et les plus féconds en même temps.

Prenons, par exemple, une *Histoire de la Charité chrétienne*. Il sera facile d'en réunir les documents, en recourant, dans l'*Index moralis* de chaque tome des Bollandistes, aux mots : *Eleemosyna, Pauperes, Leprosi, Hospites*, etc., etc.

Dans ce seul premier volume, les actes de saint Séverin nous fournissent un des chapitres les plus intéressants de l'histoire de la rédemption des captifs.

La *Vie* de saint Guillaume de Dijon, et celle de saint Lucien nous montrent ces deux saints fondant, l'un à Dijon, l'autre à Antioche, des écoles gratuites pour les enfants des pauvres : documents d'un prix inestimable pour un historien de l'instruction publique.

L'histoire apologetique, qui se propose avant tout la défense de l'Eglise, a tous ses matériaux dans les *Acta*. Tout récemment, M. Michelet ne craignait pas d'affirmer que la lèpre au moyen âge eut son origine dans la malpropreté de nos pères. L'Eglise, disait ce romancier, avait horreur des bains : « Pas un bain pendant mille ans. » Or, voici ce que nous trouvons dans la *Vie* de saint Melaine, au tome I^{er} des *Acta* : C'EST LA COUTUME DES CHRÉTIENS (et cela en Bretagne) de se laver le samedi par honneur pour le dimanche et de changer de vêtements pour entrer dans la demeure terrestre du Roi du Ciel, c'est-à-dire dans l'Eglise, le corps et l'âme aussi purs l'un que l'autre. » Que pourrait répondre M. Michelet à ces mots : MORIS EST CHRISTIANORUM ?

L'Archéologie, science encore toute nouvelle, ne sera une science véritablement complète et achevée que le jour où chacun de ses principes aura été confirmé par les textes de nos Actes. On peut dire, sans ombre d'exagération, que

dans chaque ligne de ce recueil il y a matière à archéologie. L'histoire de l'art chrétien, de notre architecture religieuse, civile et militaire, de notre costume, de nos armes et de nos sceaux, de nos monnaies, de notre commerce et de notre industrie au moyen âge, cette histoire est contenue en germe dans la vie des Saints que Dieu a donnés à son Eglise depuis le iv^e jusqu'au xvi^e siècle.

Les archéologues peuvent hésiter, par exemple, sur la détermination de l'époque à laquelle les premières Eglises en pierre ont été construites en Irlande. Un texte, tiré d'une Vie de saint Mochua, nous renseigne on ne peut plus clairement, sur ce point des plus délicats : « Ce fut saint Kenian (*Kienanus*) qui le premier bâtit en Irlande une église de pierre. Cet usage n'existait pas avant lui. »

Dans une Vie de saint Grégoire de Nazianze, père de saint Grégoire le théologien, nous trouvons une description détaillée d'une église byzantine au iv^e siècle.

Un autre texte nous confirme l'existence d'un camp romain à Maroilles, dans l'ancienne Belgique. Nous pourrions multiplier ces exemples : mais les précédents suffisent pour établir notre thèse.

Il n'y a pas que l'historien et l'archéologue qui tireront profit de tant de richesses.

Le théologien consultera ces textes avec une respectueuse curiosité. Quelle théologie dogmatique et morale on construirait avec les seules paroles des martyrs et des saints ! Nous avons lu, dans la Vie de la bienheureuse Angèle de Foligno, un admirable Traité de la nature et des perfections de Dieu, qui est tout entier composé avec les paroles de la sainte. Les Actes de la bienheureuse Oringa nous fournissent un texte des plus précieux sur la vivacité de la croyance en l'immaculée-Conception, au commencement du xiv^e siècle.

L'illustre auteur du *De re symbolica* dans le Spicilège de Solesme, et ceux qui s'occupent de cette science difficile du symbolisme chrétien, trouveront dans les *Acta Sanctorum* de quoi compléter leurs plus complètes nomenclatures. Dans le premier volume, nous avons facilement trouvé le symbolisme des mots : *Apis, Aranea, Bubones, Flos, Hortus, Ignis et Mel*.

Ajouterons-nous que les *Acta Sanctorum* ne doivent rester étrangers ni au littérateur, ni à l'artiste. Le peintre et le sculpteur chrétiens devront consulter ce beau livre pour y trouver des sujets de statues, de bas-reliefs ou de tableaux ; et surtout pour traiter chrétiennement les sujets qu'ils y auront trouvés. Un volume des Bollandistes nous plairait singulièrement au milieu d'un atelier ; nous ne désespérons pas de faire un jour cette heureuse rencontre.

Quant au littérateur, dussions-nous le scandaliser, nous lui dirons sans ambages que les *Acta Sanctorum* nous offrent, en grand nombre, de véritables modèles de style chrétien, c'est-à-dire de style parfait. Le voilà ce beau latin catholique, avec sa transparente clarté et sa phrase logiquement construite ; le voilà avec la beauté de ses antithèses et la netteté de ses énumérations ; le voilà avec sa sonorité, sa simplicité, son ardeur : véritable langue des saints, créée par eux, parlée par eux, que plusieurs siècles ont calomniée, nous le savons ; mais que notre âge s'occupe de réhabiliter et qui, dans quelques vingt années, sera mise enfin sous les yeux ravis de nos enfants et proposée à leur admiration !

Aussi, peu d'éloges ont manqué aux *Acta*. Alexandre VII les a nommés l'ouvrage le plus utile et le plus glorieux pour l'Eglise qui ait jamais été entrepris : *Utilius opus et Ecclesie Dei gloriosius hactenus nullum editum esse nec inchoatum* (VITA BOLL. 76). Depuis ce magnifique mot tombé des lèvres du chef de l'Eglise sur les premiers volumes de l'œuvre Bollandienne et répété par tous les pontifes qui se sont assis à leur tour sur la chaire de Pierre, peu de savants, même irréligieux, ont oublié de s'incliner devant ce monument. N'est-ce pas un homme déplorablement célèbre qui a écrit : « Une prison cellulaire avec les Bollandistes serait un vrai paradis ? » — « Par ce seul ouvrage, dit le protestant Siberus, leur nom a conquis l'éternité : *Hoc ipso nominis æternitatem pro meriti*. » — « Qu'on soit croyant ou sceptique, ajoute M. de Reiffenberg, si l'on aime les lettres et qu'on ne renie pas le passé, on vénéra les *Acta Sanctorum*, comme un des monuments les plus étonnants de la science. »

Cette nouvelle édition des Bollandistes est patronnée par 150 évêques, des membres de l'Académie française et de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, et les savants les plus éminents de l'Europe.



3 5556 008 842 288

**NORTHWESTERN
UNIVERSITY LIBRARY**

BOOK CARD

PLEASE KEEP THIS CARD IN BOOK POCKET.

L905
R454
V.2

LOWER LEVEL STORAGE

DEMCO

